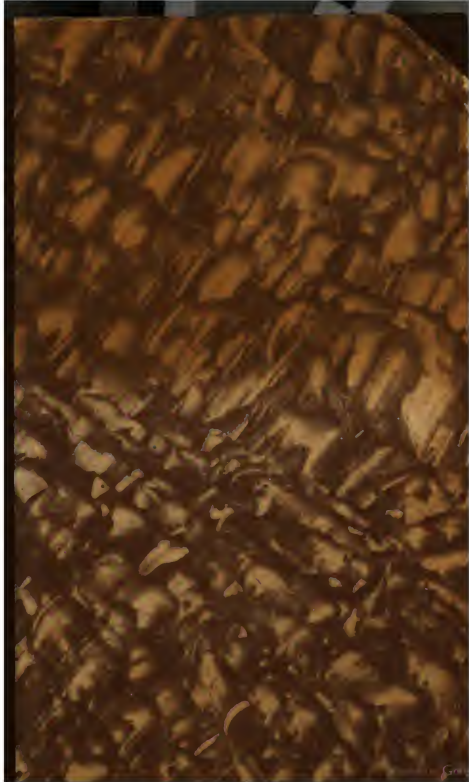
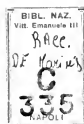






1125 200 739

HISTOIRE
DU
CONSULAT ET DE L'EMPIRE

PREMIERE PARTIE
A L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

PAR M. A. THIERS

230
TOME SIXIEME



PARIS

PAULIN, LIBRAIRE-ÉDITEUR, 60, RUE RICHELIEU

1837



BIBL. NAZ.
VIII. Emanuele III

*Race.
di Marinis*

U
335

NAPOLI

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

HISTOIRE
DU
CONSULAT ET DE L'EMPIRE

TOME VI

PARIS. — TYPOGRAPHIE HENRI PLON,
RUE GARANCÈRE, 8.



A. BIANCHI & C.

Grand prix

Exposition 1889



LE ROI DE ROMÉ

11-1-15
11-1-15

HISTOIRE
DE
CONSULAT ET DE L'EMPIRE

FAISANT SUITE
A L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

PAR M. A. THIERS

NOUVELLE ÉDITION

TOME SIXIÈME



PARIS
PAULIN, LIBRAIRE-ÉDITEUR
40, RUE RICHELIEU

1856

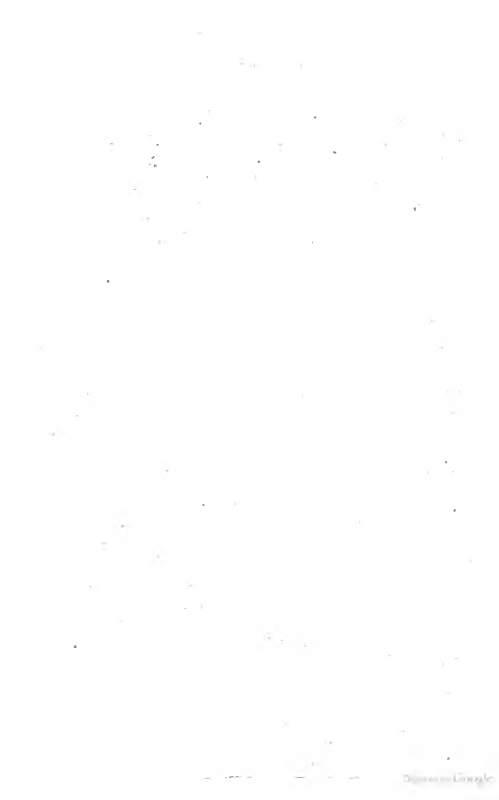












HISTOIRE

DU

CONSULAT ET DE L'EMPIRE.

LIVRE QUARANTE ET UNIÈME.

LE CONCILE.

Naissance du Roi de Rome le 20 mars 1811. — Remise au mois de juin de la cérémonie du baptême. — Diverses circonstances qui dans le moment attristent la France et compriment l'essor de la joie publique. — Redoublement de défiance à l'égard de la Russie, accélération des armements, et rigueurs de la conscription. — Crise commerciale et industrielle amenée par l'excès de la fabrication et par la conspication des lois de douanes. — Faillites nombreuses dans les industries de la filature et du tissage du coton, de la draperie, de la soierie, de la raffinerie, etc. — Secours donnés par Napoléon au commerce et à l'industrie. — A ces causes de malaise se joignent les troubles religieux. — Efforts du Pape et d'une partie du clergé pour rendre impossible l'administration provisoire des diocèses. — Intrigues auprès des chapitres pour les empêcher de conférer aux nouveaux prélats la qualité de vicaires capitulaires. — Brefs du Pape aux chapitres de Paris, de Florence et d'Asti. — Hasard qui fait découvrir ces brefs. — Arrestation de M. d'Astros; expulsion violente de M. Portalis du sein du Conseil d'État. — Rigueurs contre le clergé, et soumission des chapitres récalcitrants. — Napoléon, se voyant exposé aux dangers d'un schisme, prie la réunion d'un concile, dont il espère se servir pour vaincre la résistance du pape. — Examen des questions que soulève la réunion d'un concile, et convocation de ce concile pour le mois de juin, le jour du baptême du Roi de Rome. — Suite des affaires extérieures en attendant le baptême et le concile. — Napoléon retire le portefeuille des affaires étrangères à M. le duc de Calore pour le confier à M. le duc de Bassano. — Départ du M. de Larivion pour aller remplacer à Saint-Petersbourg M. de Caulaincourt. — Lenteurs calculées de son voyage. — Entretiens de l'empereur Alexandre avec MM. de Caulaincourt et de Larivion. — L'empereur Alexandre sachant que ses armements ont effrayé Napoléon, en explique avec franchise l'origine et l'étendue, et s'attache à prouver qu'ils ont suivi et non précédé ceux de la France. — Son désir sincère de la paix, mais sa résolution invariable de s'arrêter à l'égard du blocus continental aux mesures qu'il a précédemment adoptées. — Napoléon conclut des explications de l'empereur Alexandre, que la guerre est certaine, mais différée d'une année. — Il prend dès lors plus de temps pour ses armements, et leur donne des proportions plus considérables. — Il dispose toutes choses pour entreprendre la guerre au printemps de 1812. — Vues et direction de sa diplomatie auprès des différentes puissances de l'Europe. — État de la cour de Vienne depuis le mariage de Napoléon avec Marie-Louise; politique de l'empereur François et du M. de Metternich. — Probabilité d'une alliance avec l'Autriche, ses conditions, son degré de sincérité. — État de la cour de Prusse. — Le roi Frédéric-Gaillaume, M. de Hardenberg, leurs inquiétudes et leur politique. — Danemark et Suède. — Zèle du Danemark à secourir le blocus continental. — Mauvaise foi de la Suède. — Cette puis-

sauroit profiter de la paix accordée par la France pour se constituer l'intermédiaire du commerce interlope. — Établissement de Gethenbourg destiné à remplacer celui d'Héligoland. — Difficultés relatives à la succession au trône. — La mort du prince royal adopté par le nouveau roi Charles XIII laisse la succession vacante. — Plusieurs partis en Suède, et leurs vues diverses sur le choix d'un successeur au trône. — Dans leur embarras, les différents partis se jettent brusquement sur le prince de Ponte-Corvo (maréchal Bernadotte), espérant se concilier la faveur de la France. — Napoléon, échanger à l'éllection, permet au prince de Ponte-Corvo d'accepter. — A peine arrivé en Suède, le nouvel élu, pour flatter l'ambition de ses futurs sujets, convoite la Norvège, et propose à Napoléon de lui en ménager la conquête. — Napoléon, fidèle au Danemark, repousse cette proposition. — Dispositions générales de l'Allemagne dans le moment où semble se préparer une guerre générale au Nord. — Tout en préparant ses armées et ses alliances, Napoléon s'occupe activement de ses affaires intérieures. — Baptême du Roi de Romn. — Grandes fêtes à cette occasion. — Préparatifs du concile. — Motifs qui ont fait préférer un concile national à un concile général. — Questions qui lui seront posées. — On les renferme toutes dans une seule, celle de l'institution canonique des évêques. — Avant de réunir le concile on envoie trois prélats à Savone pour essayer de s'entendre avec Pie VII, et ne faire au concile que des propositions concertées avec le Saint-Siège. — Ces prélats sont l'archevêque de Tours, les évêques de Nantes et de Trèves. — Leur voyage à Savone. — Accueil qu'ils reçoivent du Pape. — Pie VII donne un consentement indirect au système proposé pour l'institution canonique, et renvoie l'arrangement général des affaires de l'Église au moment où on lui aura rendu sa liberté et un conseil. — Retour des trois prélats à Paris. — Réunion du concile le 17 juin. — Dispositions des divers partis composant le concile. — Cérémonial, discours d'ouverture, et serment de fidélité au Saint-Siège. — Les prélats à peine réunis sont dominés par un sentiment commun de sympathie pour les malheurs de Pie VII et d'aversion secrète pour le despotisme de Napoléon. — La crainte les contient. — Premières séances du concile. — Projet d'adresse en réponse au message impérial. — Difficultés de la rédaction. — A la séance où l'on discute cette adresse les esprits s'enflamment, et un membre propose de se rendre en corps à Saint-Cloud pour demander la liberté du Pape. — Le président arrête ce mouvement en suspendant la séance. — Adoption de l'adresse après de nombreux retranchements, et refus de Napoléon de la recevoir. — Rôle modérateur de M. Duvoisin, évêque de Nantes, et de M. de Barral, archevêque de Tours. — Maladresse et orgueil du cardinal Fesch. — La question principale, celle de l'institution canonique, soumise à une commission. — Avis divers dans le sein de cette commission. — Malgré les efforts de M. Duvoisin, la majorité de ses membres se prononce contre la compétence du concile. — Napoléon irrité veut dissoudre le concile. — On l'exhorte à attendre le résultat définitif. — M. Duvoisin engage la commission à prendre pour base les propositions admises par le Pape à Savone. — Cet avis adopté d'abord, n'est accepté définitivement qu'avec un avertissement au Pape, qui suppose l'incompétence du concile. — Le rapport, présenté par l'évêque de Tournay, excite une scène orageuse dans le concile et des manifestations presque factieuses. — Napoléon dissout le concile et envoie à Vincennes les évêques de Gand, de Troyes et de Tournay. — Les prélats épouvantés offrent de transiger. — On recueille individuellement leurs avis, et quand on est assuré d'une majorité, on réunit de nouveau le concile le 5 août. — Cette assemblée rend un décret conforme à peu près à celui qu'on désirait d'elle, mais avec un recours au Pape qui s'emporte cependant pas l'incompétence du concile. — Nouvelle députation de quelques cardinaux et prélats à Savone, pour obtenir l'adhésion du Pape aux actes du concile. — Napoléon, fatigué de cette querelle religieuse, ne vise plus qu'à se débarrasser des prélats réunis à Paris, et à profiter de la députation envoyée à Savone pour obtenir l'insinuation des vingt-sept évêques nommés et non institués. — L'esprit toujours dirigé vers la prochaine guerre du Nord, il se flatte que victorieux encore une fois, le monde entier cédera à son ascendant. — Vaines explications avec la Russie. — Conversation de Napoléon avec le prince Kourakine, le soir du 15 août. — Cette conversation laisse peu d'espoir du paix, et porte Napoléon à continuer ses préparatifs avec encore plus d'activité. — Dé-

part des quatrièmes et sixièmes bataillons. — Emploi de soixante mille réfractaires qu'on a obligés de rejoindre. — Manière de les plier au service militaire. — Composition de quatre armées pour la guerre de Russie, et préparation d'une réserve pour l'Espagne. — Voyage de Napoléon en Hollande et dans les provinces du Rhin. — Plan de défense de la Hollande. — La présence de Napoléon sert de prétexte pour réunir la grosse cavalerie et l'acheminer sur l'Elbe. — Création des lanciers. — Inspection des troupes destinées à la guerre de Russie. — Séjour à Wesel, à Cologne et dans les villes du Rhin. — Affaires diverses dont Napoléon s'occupe chemin faisant. — Arrangement avec la Prusse. — Le ministre de France est rappelé de Stockholm. — Salto et fin apparente de la querelle religieuse. — Acceptation par Pie VII du décret du concile, avec des motifs qui ne conviennent pas entièrement à Napoléon. — Celui-ci accepte le dispositif sans les motifs, et renvoie dans leurs diocèses les prélats qui avaient composé le concile. — Son retour à Paris en novembre, et son application à expédier toutes les affaires intérieures, afin de ne rien laisser en souffrance en partant pour la Russie.

Au milieu des événements si divers et si compliqués dont on vient de lire le récit, Napoléon avait vu se réaliser le principal de ses vœux : il avait obtenu de la Providence un héritier direct de sa race, un fils, que la France désirait, et qu'il n'avait cessé quant à lui d'espérer avec une entière confiance dans la fortune.

Le 19 mars 1811, vers neuf heures du soir, l'impératrice Marie-Louise, après une grossesse heureuse, avait ressenti les premières douleurs de l'enfantement. L'habile accoucheur Dubois était accouru sur-le-champ, suivi du grand médecin de cette époque, M. Corvisart. Bien que la jeune mère fût parfaitement constituée, l'accouchement ne s'était pas annoncé avec des circonstances tout à fait rassurantes, et M. Dubois n'avait pu se défendre de quelque inquiétude en songeant à la responsabilité qui pesait sur lui. Napoléon, voyant, avec sa pénétration ordinaire, que le trouble de l'opérateur pourrait devenir un danger pour la mère et pour l'enfant, s'efforça de lui rendre plus léger le poids de cette responsabilité. — Figurez-vous, lui dit-il, que vous accouchez une marchande de la rue Saint-Denis; vous n'y pouvez pas davantage, et en tout cas sauvez d'abord la mère. — Il chargea M. Corvisart de ne pas quitter M. Dubois, et lui-même ne cessa de prodiguer les soins les plus tendres à la jeune impératrice, et de l'aider par d'affectueuses paroles à supporter ses souffrances. Enfin, le lendemain matin 20 mars, cet enfant auquel de si hautes destinées étaient promises, et qui depuis n'a trouvé sur ses pas que l'oxil et la mort à la fleur de ses ans, vint au jour sans aucun des accidents qu'on avait redoutés. Napoléon le reçut dans ses bras avec joie, avec tendresse, et quand il sut que c'était un enfant mâle, il en éprouva un sentiment d'orgueil qui éclata sur son visage, comme si la Providence lui avait donné dans cette circonstance si importante une nouvelle et plus éclatante marque de sa protection. Il présenta le nouveau-né à sa famille, à sa cour, et le remit ensuite à madame de Montesquiou, nommée gouvernante des enfants de France. Le canon des Invalides commença immédia-

tement à annoncer à la capitale la naissance de l'héritier destiné à régner sur la plus grande partie de l'Europe. Il avait été dit d'avance que si le nouveau-né était un enfant mâle le nombre des coups de canon serait non pas de vingt et un, mais de cent un. La population, sortie des maisons et répandue dans les rues, comptait avec une extrême anxiété les retentissements du canon. Quand le vingt et unième coup fut dépassé, elle ressentit presque autant de joie qu'aux plus belles époques du règne, et, malgré beaucoup de causes de tristesse, dont les unes sont déjà connues, dont les autres vont l'être, elle fut heureuse de voir ce gage de perpétuité donné par la Providence à la dynastie de Napoléon. Pourtant ce n'était plus cette effusion de contentement et d'enthousiasme des premiers temps, alors qu'on ne voyait dans Napoléon que le sauveur de la société, le restaurateur des autels, l'auteur de la grandeur nationale, le guerrier invincible et sage qui ne combattait que pour obtenir une paix glorieuse et durable. De sombres appréhensions, inspirées par ce génie immodéré, avaient refroidi l'affection, troublé la quiétude et alarmé la prévoyance. Toutefois on se livra encore à la joie, et on reprit confiance dans la destinée du grand homme que le ciel semblait favoriser si visiblement.

D'après le décret qui avait qualifié Rome la seconde ville de l'Empire, et à l'imitation des anciens usages germaniques, où le prince destiné à succéder au trône s'appelait roi des Romains avant de recevoir le titre d'empereur, le prince nouveau-né fut appelé Roi de Rome, et son baptême, qui devait s'accomplir avec autant de pompe que le sacre, fut fixé au mois de juin. Pour le moment, on s'en tint à la cérémonie chrétienne de l'ondoiement, et on se contenta d'annoncer cet heureux événement aux divers corps de l'État, aux départements et à toutes les cours de l'Europe.

Singulière dérision de la fortune! cet héritier tant désiré, tant fêté, destiné à perpétuer l'Empire, arrivait au moment où cet empire colossal, sourdement miné de toutes parts, approchait du terme de sa durée! Pen d'esprits, à la vérité, savaient apercevoir les causes profondément cachées de sa ruine prochaine, mais de secrètes appréhensions avaient saisi les masses, et le sentiment de la sécurité avait disparu chez elles, bien que celui de la soumission subsistât tout entier. Le bruit d'une vaste guerre au Nord, guerre que tout le monde redoutait instinctivement, surtout celle d'Espagne n'étant pas finie, s'était répandu généralement et avait causé une inquiétude universelle. La conscription, suite de cette nouvelle guerre, s'exerçait avec la plus extrême rigueur; de plus, une crise violente désolait en cet instant le commerce et l'industrie; enfin, la querelle religieuse semblait s'envenimer et faire craindre un nouveau schisme. Tels étaient les divers motifs qui venaient de troubler assez gravement la joie inspirée par la naissance du Roi de Rome.

Napoléon avait passé tout à coup d'un armement de précaution contre la Russie à un armement d'urgence, comme si la guerre avait dû commencer en été ou en automne de la présente année 1811. En effet, la Russie, qui s'était bornée jusqu'ici à quelques travaux sur les bords de la Dwina et du Dniéper, à quelques mouvements de troupes de Finlande en Lithuanie, impossibles sans doute à cacher, mais faciles à expliquer d'une manière spécieuse, la Russie, apprenant de toutes parts le développement chaque jour plus étendu et plus rapide des préparatifs de Napoléon, s'était enfin décidée à la plus grave des mesures, à la plus pénible pour elle, à la plus significative pour l'Europe, celle d'affaiblir ses armées du Danube, ce qui devait mettre en question la conquête si ardemment souhaitée de la Valachie et de la Moldavie. Sur neuf divisions qui agissaient en Turquie, elle en avait ramené cinq en arrière, dont trois jusqu'au Pruth, deux jusqu'au Dniéper. La nouvelle de ce mouvement rétrograde, transmise par nos agents diplomatiques accrédités dans les provinces danubiennes, avait produit sur l'esprit de Napoléon une vive impression. Au lieu de se borner à voir dans un fait pareil la peur qu'il inspirait, il avait pris peur lui-même, et avait cru découvrir dans cette conduite de la Russie la preuve d'intentions non pas défensives, mais agressives. C'était une erreur; mais habitué aux haines de l'Europe, aux perfidies que ces haines avaient souvent amenées, il supposa un secret accord de la Russie avec ses ennemis ouverts ou cachés, avec les Anglais notamment, et il crut que ce ne serait pas trop tôt que de se préparer à la guerre pour les mois de juillet ou d'août de la présente année. Ainsi au lieu de remédier au mal en suspendant ses armements, sauf à les reprendre s'il n'obtenait pas une explication satisfaisante, il l'aggrava en multipliant et accélérant ses préparatifs de manière à ne pouvoir plus ni les cacher ni les expliquer.

Il avait déjà résolu d'envoyer sur l'Elbe les quatrièmes bataillons, car, ainsi que nous l'avons dit, les régiments du maréchal Davout n'en comptaient que trois présents au corps; il se décida à les faire partir immédiatement et à former un sixième bataillon dans ces régiments (le cinquième restant celui du dépôt), ce qui devait permettre de leur fournir cinq bataillons de guerre. Le maréchal Davout s'était tellement appliqué, depuis qu'il résidait dans le Nord, à donner à ses troupes une instruction théorique égale à leur instruction pratique, qu'il était facile de trouver parmi elles les cadres d'un sixième, même d'un septième bataillon par régiment, en sous-officiers sachant lire et écrire et s'étant battus dans l'Europe entière. Pour accélérer l'organisation de ces sixièmes bataillons, Napoléon fit revenir les cadres des bords de l'Elbe à la rencontre des recrues parties des bords du Rhin; il envoya de plus des habits, des souliers, des armes à Wessel, Cologne et Mayence, pour que les hommes pussent en passant se pourvoir de leur équipement complet. Il espérait ainsi porter à

cinq divisions françaises le corps du maréchal Davout, sans compter une sixième division qui devait être polonaise et fournie des troupes de Dantzig qu'on allait augmenter. Il ordonna des achats de chevaux, surtout en Allemagne, aimant mieux épuiser cette contrée que la France, tira de leurs cantonnements les cuirassiers, les chasseurs, les hussards, destinés à la guerre de Russie, et enjoignit aux colonels de se préparer à recevoir des chevaux et des hommes afin de mettre leurs régiments sur le pied de guerre. Ne croyant pas avoir le temps de porter à cinq ni même à quatre bataillons le corps du Rhin, composé, avons-nous dit, des anciennes divisions qui avaient servi sous Lannes et Masséna, et qui étaient répandues en Hollande et en Belgique, il fit former dans leur sein des bataillons d'élite, dans lesquels devaient être versés les meilleurs soldats de chaque régiment. Il donna le même ordre pour l'armée d'Italie; il prescrivit la réunion et l'équipement sur le pied de guerre de tous les corps de la vieille et de la jeune garde qui n'étaient pas en Espagne; il écrivit à tous les princes de la Confédération germanique pour leur demander leur contingent, et se mit ainsi en mesure, pour les mois de juillet et d'août, de porter à 70 mille hommes d'infanterie le corps de l'Elbe, à 45 mille celui du Rhin, à 40 mille celui d'Italie, à plus de 12 mille la garde impériale (total, 167 mille fantassins excellents), à 17 ou 18 mille les hussards et chasseurs, à 15 mille les cuirassiers, à 6 mille les troupes à cheval de la garde (total, 39 ou 40 mille hommes de la plus belle cavalerie), enfin à 24 mille hommes l'artillerie, pouvant servir 800 bouches à feu, indépendamment de 100 mille Polonais, Saxons, Bavares, Wurtembergeois, Badois, Westphaliens, ce qui faisait plus de 300 mille hommes parfaitement préparés à entrer en campagne sous deux mois.

Napoléon rappela d'Espagne le maréchal Ney, auquel il voulait confier le commandement d'une partie des troupes réunies sur le Rhin. Il destinait le surplus au maréchal Oudinot, déjà rendu en Hollande. Il rappela en outre d'Espagne le général Monthron, que sa conduite à Fuentes d'Oñoro et dans une foule d'autres occasions désignait comme l'un des premiers officiers de cavalerie de cette époque.

Dans la crainte d'une subite invasion du duché de Varsovie par les Russes, Napoléon donna pour instruction au roi de Saxe et au prince Poniatowski, lieutenant du roi de Saxe en Pologne, de transporter toute l'artillerie, toutes les munitions, tous les objets d'équipement, des places ouvertes ou faiblement défendues dans les forteresses de la Vistule, telles que Modlin, Thorn, Dantzig, et à ce sujet il citait à l'un et à l'autre l'exemple de la Barrière, où les Autrichiens étaient toujours entrés avant les Français, mais d'où ils avaient été obligés de sortir presque aussitôt sans avoir pu enlever aucune partie du matériel de guerre. Il recommanda au roi de Saxe de tenir toutes prêtes les troupes saxonnes, afin

de pouvoir les porter rapidement sur la Vistule à côté de celles du prince Poniatowski. Les unes et les autres devaient être rangées sous le commandement du maréchal Davout, qui avait ordre, au premier danger, de courir sur la Vistule avec 150 mille hommes, dont 100 mille Français devaient se placer de Dantzic à Thorn, et 50 mille Saxons et Polonais de Thorn à Varsovie. Avec de telles précautions on avait le moyen de répondre à tout acte offensif des Russes, et même de le prévenir.

Afin de remplir ses cadres, Napoléon avait été obligé de hâter la levée de la conscription de 1811, ordonnée dès le mois de janvier. Mais il ne s'en était pas tenu à cette mesure : il avait voulu recouvrer l'arrière des conscriptions antérieures, consistant en soixante mille réfractaires au moins qui n'avaient jamais rejoint. La conscription n'était pas encore entrée dans nos mœurs, comme elle y a pénétré depuis, et la rigueur avec laquelle elle était appliquée alors, le triste sort des hommes appelés, qui avant l'âge viril allaient périr en Espagne, plus souvent par la misère que par le feu, n'étaient pas faits pour disposer la population à s'y soumettre. Dans certaines provinces, et particulièrement dans celles de l'Ouest, du Centre, du Midi, où la bravoure ne manquait pas, mais où la soumission à l'autorité centrale était moins établie, on résistait à la conscription, et il y avait eu à toutes les époques des masses de réfractaires qui avaient refusé de se rendre à l'appel de la loi, ou déserté après s'y être rendus. Ils couraient les bois, les montagnes, partout favorisés par la population, et quelquefois même faisaient la guerre aux gendarmes. Ces hommes, loin d'être des lâches ou des impotents, formaient au contraire la partie la plus brave, la plus hardie, la plus aventureuse de la population, et, en raison même de son énergie, la plus difficile à plier au joug des lois nouvelles. C'était la même espèce d'hommes qui dans la Vendée avait fourni les soldats de l'insurrection royaliste. Plus forts par le caractère, ils l'étaient aussi par l'âge, la plupart d'entre eux se trouvant en état d'insubordination depuis plusieurs années. On était successivement parvenu à recouvrer par des amnisties, des poursuites, des battues de gendarmerie, vingt mille peut-être de ces hommes sur quatre-vingt; mais il en restait soixante mille au moins dans diverses provinces de la France, qu'il importait autant de restituer à l'armée à cause de leur qualité, que d'enlever à l'intérieur à cause de leur aptitude à former une nouvelle chouannerie, car ils appartenaient presque tous aux départements où s'était conservé un vieux levain de royalisme.

Napoléon, qui ne ménageait pas les moyens quand le but lui convenait, forma dix ou douze colonnes mobiles, composées de cavalerie et d'infanterie légères, et choisies parmi les plus vieilles troupes, les plaça sous les ordres de généraux dévoués, leur adjoignit des pelotons de gendarmerie pour les guider, et leur fit entreprendre une poursuite des plus actives

contre les réfractaires. Ces colonnes étaient autorisées à traiter militairement les provinces qu'elles allaient parcourir, et à mettre des soldats en garnison chez les familles dont les enfants avaient manqué à l'appel. Ces soldats devaient être logés, nourris et payés par les parents des réfractaires jusqu'à ce que ceux-ci eussent fait leur soumission. C'est de là que leur vint le nom, fort effrayant à cette époque, de *garnisaires*. Si on songe que ces colonnes étaient portées, d'après leur composition, à regarder le refus du service militaire comme un délit à la fois honteux et criminel, qui faisait peser exclusivement sur les vieux soldats les charges de la guerre; si on songe qu'elles avaient pris à l'étranger l'habitude de vivre en troupes conquérantes, on concevra facilement qu'elles devaient commettre plus d'un excès, bien qu'elles fussent dans leur patrie, et que leurs courses, ajoutées au déplaisir de la levée de 1811, devaient en diverses provinces pousser le chagrin de la conscription presque jusqu'au désespoir.

Les préfets, qui avaient la mission de diriger l'esprit des populations dans un sens favorable au gouvernement, furent alarmés, et plusieurs désolés d'une telle mesure. Néanmoins quelques-uns, voulant proportionner leur zèle à la difficulté, exagérèrent encore dans l'exécution les ordres de l'autorité supérieure, et poussèrent, au lieu de les retenir, les colonnes occupées à donner la chasse aux réfractaires. Quelques autres eurent l'honnêteté de faire entendre des supplications en faveur des pauvres parents qu'on ruinait, et parmi ceux-là, M. Lexay-Marnézia, dans le Bas-Rhin, eut le courage de résister de toutes ses forces au général chargé de diriger les colonnes dans son département, et d'écrire au ministre de la police des lettres fort vives destinées à être mises sous les yeux de Napoléon. Mais le plus grand nombre de ces hauts fonctionnaires, gémissant en secret, et se contentant pour toute vertu de ne pas ajouter aux rigueurs prescrites, exécutèrent les ordres reçus plutôt que de renoncer à leurs fonctions.

Si la population des campagnes avait ses chagrins, celle des villes avait aussi les siens. Ces chagrins étaient causés par une crise industrielle et commerciale des plus graves. Nous avons déjà rapporté les mesures à la fois ingénieuses et violentes que Napoléon avait imaginées pour interdire au commerce anglais les accès du continent, ou pour les lui ouvrir à un prix ruineux dont le trésor impérial recueillait le profit. Ces mesures avaient obtenu, sinon tout l'effet que Napoléon s'en était promis, du moins tout celui qu'on pouvait raisonnablement en attendre, surtout lorsque pour réussir il fallait contrarier les intérêts, les goûts, les penchants, non-seulement d'un peuple, mais du monde presque entier. Sauf quelques introductions clandestines par les Suédois, qui transportaient frauduleusement les marchandises coloniales de Gothenbourg à Stralsund; sauf

quelques autres introductions permises dans la Vieille-Prusse autant par négligence que par mauvaise volonté; sauf quelques autres encore effectuées en Russie sous le pavillon américain, les unes et les autres, condamnées à descendre du Nord au Midi, à travers mille dangers de saisie, en se chargeant d'immenses frais de transport, et en payant des tarifs ruineux; sauf, disons-nous, ces rares exceptions, aucune quantité de sucre, de café, de coton, d'indigo, de bois, de marchandises exotiques enfin, ne pouvait sortir d'Angleterre et diminuer la désastreuse accumulation qui s'était opérée à Londres. Cette situation, que nous avons déjà exposée, n'avait fait que s'aggraver. Les fabricants de Manchester, de Birmingham et de toutes les villes manufacturières d'Angleterre, dépassant comme toujours le but offert à leurs avides désirs, avaient produit trois ou quatre fois plus de marchandises que les colonies de toutes les nations n'auraient pu en consommer. Les bâtiments expédiés de Liverpool avaient été obligés de rapporter en Europe une partie de leurs chargements. Un petit nombre ayant trouvé à s'en débarrasser avaient reçu en échange des denrées coloniales qui restaient invendues dans les magasins de Londres, et s'y avilissaient à tel point que ces denrées, comme nous l'avons dit, coûtaient en frais de garde et d'emmagasinement plus que leur prix. C'était pourtant sur ce gage que la banque escomptait le papier des fabricants, et leur en donnait la valeur en billets dont l'augmentation croissante menaçait tous les jours d'une catastrophe. En 1811, la détresse était devenue si grande, que le Parlement britannique, dans la crainte d'une banqueroute générale, avait voté un secours au commerce de 6 millions sterling (150 millions de francs) à distribuer à titre de prêt aux fabricants et commerçants les plus embarrassés. Une telle situation, maintenue quelque temps encore, devait aboutir inévitablement ou à une catastrophe financière et commerciale, ou à un désir de la paix irrésistible pour le gouvernement.

Mais il n'est point de combat en ce monde, quelles que soient les armes employées, où l'on puisse faire du mal sans en recevoir. Napoléon n'avait pas pu refouler en Angleterre tant de produits agréables, ou utiles, ou nécessaires aux peuples du continent, sans causer bien des perturbations, et il venait de provoquer en France et dans les pays voisins une crise commerciale et industrielle aussi violente, quoique moins durable heureusement, que celle qui affligeait l'Angleterre. Voici comment cette crise avait été amenée.

Les tissus de coton ayant en grande partie remplacé les tissus de chanvre et de lin, surtout depuis qu'on était parvenu à les produire par des moyens mécaniques, étaient devenus la plus vaste des industries de l'Europe. Les manufacturiers français, ayant à approvisionner l'ancien et la nouvelle France, et de plus le continent presque entier, avaient espéré des débou-

chès immenses, et proportionné leurs entreprises à ces débouchés supposés. Ils avaient spéculé sans mesure sur l'approvisionnement exclusif du continent, comme les Anglais sur celui des colonies anglaises, françaises, hollandaises et espagnoles. En Alsace, en Flandre, en Normandie, les métiers à filer, à tisser, à imprimer le coton s'étaient multipliés avec une incroyable rapidité. Les profits étant considérables, les entreprises s'étaient naturellement proportionnées aux profits, et les avaient même infiniment dépassés. L'industrie du coton, sous toutes ses formes, n'avait pas été la seule à prendre un pareil essor; celle des draps, comptant sur l'exclusion des draps anglais, sur la possession exclusive des laines espagnoles, avait pareillement oublié toute réserve dans l'étendue donnée à sa fabrication. L'industrie des meubles s'était aussi fort développée, parce que les meubles français, dessinés alors d'après des modèles antiques, étaient l'objet d'une prédilection générale, et parce que les bois exotiques se trouvant au nombre des produits coloniaux admis sur licenciers, permettaient la production à bon marché. L'admission des cuirs en vertu de licences avait également procuré une grande extension à toutes les industries dont le cuir est la matière. La quincaillerie française, fort élégante, mais inférieure alors à celle de l'Angleterre sous le rapport des aciers, avait profité comme les autres de l'exclusion des Anglais. De notables bénéfices avaient encouragé et multiplié ces essais hors de toute proportion.

Ce n'était pas seulement vers la fabrication de ces divers produits que s'était dirigée l'ardeur du moment, mais vers l'introduction des matières premières qui servaient à les créer.

On courait sur tous les marchés où l'on savait que devaient se vendre des sucres, des cafés, des cotons, des indigos, des bois, des cuirs, on s'en disputait les moindres quantités introduites sur le continent, et on spéculait avec fureur sur ces quantités. Les fonds publics étaient délaissés, parce qu'ils étaient peu abondants et presque invariables dans leur valeur, depuis que Napoléon maintenait la rente cinq pour cent à 80 francs par l'intervention secrète du trésor extraordinaire. Les actions de la banque, seul effet public prenant place à côté des rentes sur l'État, oscillaient entre 1,225 et 1,275 francs, pour un revenu de 50 à 60 francs, et ne dépassaient jamais ces termes extrêmes. Il n'y avait pas là de quoi tenter les spéculateurs, parce qu'il leur faut de grandes chances de gain, même au prix de grandes chances de perte, et ils s'étaient jetés sur les denrées coloniales, qui présentaient ces conditions au plus haut degré. On spéculait donc avec passion sur le sucre, le café, le coton, l'indigo; on courait à Anvers, à Mayence, à Francfort, à Milan, où le gouvernement faisait vendre les marchandises arrivées sur les chariots de l'artillerie, qui avaient porté des bombes et des boulets aux rives de l'Elbe, et

en avaient rapporté du sucre et du café. Les bois eux-mêmes, qu'on savait indispensables à Napoléon pour les nombreux vaisseaux qu'il avait en construction dans tous les chantiers de l'Empire, étaient devenus l'objet d'un agiotage effréné, et sur la base mobile et dangereuse de ces spéculations ou créait de brillants édifices de fortune, paraissant et disparaissant tour à tour aux yeux d'un public surpris, émerveillé et jaloux.

Dans un si grand essor, la prudence avait été naturellement la vertu la moins observée, et on avait spéculé non-seulement au delà des besoins à satisfaire, mais au delà des moyens de payer. Tandis que l'industrie produisait beaucoup plus qu'elle ne pouvait vendre, les agioteurs sur les matières premières cherchaient à en acheter beaucoup plus que l'industrie n'aurait pu en employer, et par une conséquence inévitable en faisaient monter la valeur à des prix exagérés. Pour solder tous ces marchés imprudents, on avait créé des moyens artificiels de crédit. Ainsi une maison de Paris, se livrant au commerce des bois de construction et des denrées coloniales, tirait jusqu'à quinze cent mille francs par mois sur une maison d'Amsterdam qui lui prêtait son crédit; celle-ci tirait sur d'autres, et ces dernières à leur tour tirant sur Paris pour se rembourser, on avait créé de la sorte des ressources fictives, que dans la langue familière du commerce on appelle *papier de circulation*. La police, épiant tout, mais ne comprenant pas tout, avait cru voir dans cet artifice commercial une trame des partis qu'elle s'était hâtée de dénoncer à l'Empereur. Celui-ci, effusqué d'abord, avait fini par se rassurer en apprenant par le ministre du trésor le secret de cette prétendue conspiration¹.

On n'avait pas mis plus de réserve dans la manière de jouir de ses profits que dans les moyens de se les procurer. Les nouveaux enrichis s'étaient empressés d'étaler leurs fortunes rapidement acquises, et d'acheter de la caisse d'amortissement les hôtels, les châteaux de l'ancienne noblesse, dont l'État avait hérité sous le titre de biens nationaux. On ne les achetait plus comme autrefois à vil prix et avec des assignats, mais contre argent, contre beaucoup d'argent, et sans répugnance, parce que vingt ans écoulés depuis la confiscation avaient fait perdre le souvenir de l'injustice de l'État et du malheur des anciens propriétaires. C'était là cette ressource des aliénations de biens dont Napoléon se servait de temps en temps pour compléter ses budgets, surtout dans les pays conquis, et que la caisse d'amortissement lui avait ménagée, en vendant à propos, peu à peu, et avec la prudence convenable, les immeubles qu'on lui livrait. Il y avait à Paris des manufacturiers justement enrichis par leur travail, des spéculateurs sur denrées coloniales enrichis d'une manière

¹ J'ai trouvé toute une correspondance du ministre de la police et du ministre du trésor sur ce fait singulier, qui effraya longtemps l'autorité avant qu'elle fût parvenue à se l'expliquer.

moins honorable, qui possédaient les plus beaux domaines, et les mieux qualifiés ¹.

Ce débordement de spéculations, de fortunes subites, de jouissances immodérées, avait pris naissance depuis plusieurs années, s'était arrêté un instant en 1809 par suite de la guerre d'Autriche, avait repris à la paix de Vienne, s'était développé sans obstacle, et sans mesure dans tout le cours de l'année 1810, et avait enfin abouti au commencement de 1811 à la catastrophe inévitable, qui suit toujours les exagérations industrielles et commerciales de cette nature.

Depuis quelque temps on ne vivait que des crédits fictifs qu'on se prêtait les uns aux autres, surtout entre Hambourg, Amsterdam et Paris, lorsqu'une dernière vente, exécutée à Anvers pour le compte du gouvernement, et consistant en cargaisons américaines, attira un grand nombre d'acheteurs. Il s'agissait d'environ 60 millions de marchandises à acheter et à payer. Napoléon, remarquant l'embarras qui commençait à se révéler, accorda des délais pour le paiement; mais tout le monde s'était aperçu de cette gêne, et il n'en fallait pas davantage pour faire naître la méfiance. Au même moment, des maisons considérables de Brême, de Hambourg, de Lubeck, qui s'étaient adonnées au commerce plus ou moins licite des denrées coloniales, gênées d'abord par le blocus continental, bientôt paralysées tout à fait par la réunion de leur pays à la France, succombaient, ou renonçaient volontairement aux affaires. Ce concours de causes amena enfin la crise. Une grande maison de Lubeck donna le signal des banqueroutes. La plus ancienne, la plus respectable des maisons d'Amsterdam, qui par l'appât de fortes commissions s'était laissé entraîner à prêter son crédit aux négociants de Paris les plus téméraires, suivit le triste signal parti de Lubeck. Les maisons de Paris qui vivaient des ressources qu'elles devaient à cette maison hollandaise, virent sur-le-champ l'artifice de leur existence mis à découvert. Elles se plaignirent, jetèrent de grands cris; et vinrent implorer les secours du gouvernement. Napoléon, qui sentait bien, sans l'avouer, la part qu'il avait dans cette crise, et qui ne voulait pas que la naissance d'un héritier du trône qu'on avait tant désirée, qu'on venait d'obtenir, et qu'on allait bientôt solemniser, fût accompagnée de circonstances attristantes, se hâta d'annoncer qu'il était prêt à aider les maisons embarrassées. Il voulait avec raison le faire vite et sans bruit, pour le faire efficacement. Par malheur les opinions personnelles de son ministre du trésor, et l'étrange vanité de l'une des maisons secourues, s'opposèrent à ce que ses intentions fussent exactement suivies. M. Mollien, répugnant aux expédients

¹ C'est encore dans la correspondance du ministre du trésor, analysant pour Napoléon la cause de la plupart des banqueroutes du temps, que j'ai trouvé la preuve de ce fait curieux et digne de remarque.

même utiles, contesta en théorie le principe des secours au commerce. Napoléon n'en tint pas compte, et lui ordonna de secourir un certain nombre de maisons. Mais le ministre se dédommagea de sa défaite en contestant à ces maisons ou la sûreté des gages qu'elles offraient, ou la possibilité de les sauver. Il en résulta une grande perte de temps. De plus, l'une d'elles, se vantant d'une bienfaisance dont le bienfaiteur ne se vantait pas lui-même, proclama ce que le gouvernement avait fait pour elle. Alors tout l'avantage des secours prompts et secrets fut perdu. On sut qu'on était en crise, et on se livra à la panique accoutumée. Bientôt ce fut un chaos de maisons s'écroulant les unes sur les autres, et s'entraînant réciproquement dans leur chute. Napoléon, suivant son usage, ne se laissant pas intimider par la difficulté, secourut publiquement et à plusieurs reprises les principales maisons embarrassées, malgré tout ce que put lui dire le ministre du trésor. Mais il n'eut la satisfaction de sauver qu'une très-petite partie des commerçants et des manufacturiers auxquels il s'était intéressé.

Les maisons qui avaient spéculé sur les sueres, les cafés, les cotons, les bois de construction, furent frappées les premières. Vinrent après celles qui n'avaient pas spéculé sur les matières premières, mais qui avaient filé, tissé, peint des toiles de coton au delà des besoins de la consommation, et qui vivaient des crédits que leur accordaient certains banquiers. Ces crédits venant à leur manquer, elles succombèrent. Les villes de Rouen, Lille, Saint-Quentin, Mulhouse, furent comme ravagées par un fléau destructeur. Après l'industrie du coton, celle des draps eut son tour. Une riche maison d'Orléans, vouée depuis un siècle au commerce des laines, voulut s'emparer de toutes celles que le gouvernement avait saisies en Espagne et faisait vendre à l'encan. Elle acheta sans mesure, revendit à des fabricants qui fabriquaient sans mesure aussi, leur prêta son crédit, mais en revanche emprunta le leur en créant une masse de papier qu'elle tirait sur eux, et que des banquiers complaisants escomptaient à un taux usuraire. Ces banquiers s'étant arrêtés, tout l'échafaudage s'écroula, et une seule maison de province fit ainsi une faillite de douze millions, somme très-grande aujourd'hui, bien plus grande en ce temps-là. L'exclusion des draps français de la Russie fut un nouveau coup pour la draperie. L'industrie de la raffinerie, qui avait spéculé sur les sueres, celle des peaux préparées, qui avait spéculé sur les cuirs introduits au moyen des licences, furent gravement atteintes comme les autres. Enfin la soierie, qui avait beaucoup fabriqué, mais qui n'avait pas commis autant d'excès, parce qu'elle était une industrie ancienne, expérimentée, moins étourdie par la nouveauté et l'exagération des bénéfices, reçut un coup sensible par les derniers règlements commerciaux de la Russie, et par la ruine des maisons de Hambourg, qui, à défaut des

Américains, seraient à l'exportation des produits lyonnais. Le resserrement de tous les crédits s'ajoutant à la subite privation des débouchés, causa une suspension générale de la fabrication à Lyon.

Bientôt des masses d'ouvriers se trouvèrent sans ouvrage en Bretagne, en Normandie, en Picardie, en Flandre, dans le Lyonnais, le Forez, le comtat Venaissin, le Languedoc. A Lyon, sur 14 mille métiers, 7 mille cessèrent de fabriquer. A Rouen, à Saint-Quentin, à Lille, à Reims, à Amiens, les trois quarts des bras au moins restèrent oisifs dès le milieu de l'hiver, et pendant tout le printemps. Napoléon, fort affligé de ces ruines accumulées, et plus particulièrement de ces souffrances populaires, voulait y pourvoir à tout prix, craignant l'effet qu'elles pouvaient produire au moment des fêtes qu'il préparait pour la naissance de son fils. Il tenait conseils sur conseils, et apprenait trop tard qu'il y a des tourmentes contre lesquelles le génie et la volonté d'un homme, quelque grands qu'ils soient, ne peuvent rien. Ce n'était pas son système d'exclusion à l'égard des Anglais qui'était la cause du mal, car on commet des excès de production dans les pays où le commerce est complètement libre tout aussi bien que dans ceux où il ne l'est pas, et même davantage. Mais ses combinaisons compliquées avaient contribué aux folles spéculations sur les matières premières; l'usurpation de la souveraineté de Hambourg y avait précipité la ruine de maisons indispensables au vaste échafaudage du crédit continental de cette époque; ses dernières ventes avaient hâté la crise, et ses secours, par suite des opinions personnelles de son ministre, avaient été trop lents ou trop contestés. Enfin son fameux tarif de 50 pour cent prolongeait le mal, car les manufacturiers, qui commençaient à se débarrasser de leurs produits fabriqués, et qui auraient voulu se remettre à travailler, ne l'osaient pas à cause de la cherté des matières premières provenant de l'élévation des droits. Aussi le tissage, la filature, la raffinerie, la tannerie étaient-ils absolument suspendus. On ne fabriquait pas moins, on ne fabriquait plus du tout.

Repoussant les théories de M. Mollien, et tenant des conseils fréquents avec les ministres de l'intérieur et des finances, avec le directeur général des douanes et plusieurs fabricants ou banquiers éclairés, tels que MM. Ternaux et Hottinguer, Napoléon imagina un moyen qui eut quelques bons effets : ce fut d'opérer en très-grand secret, et à ses frais, mais en apparence pour le compte de grosses maisons de banque, des achats à Rouen, à Saint-Quentin, à Lille, de manière à faire supposer que la vente reprenait naturellement. A Amiens, il prêta secrètement aux manufacturiers qui continuaient à fabriquer des lainages des sommes égales au salaire de leurs ouvriers. A Lyon, il comanda pour plusieurs millions de soieries destinées aux résidences impériales. Ces secours ne valaient pas sans doute une reprise réelle des affaires, mais ils ne furent pas sans influence, à

Rouen surtout, où des achats d'origine inconnue prenent l'apparence d'achats véritables, et firent croire que le mouvement commercial recommençait. En tous cas, ils permirent d'attendre moins péniblement la renaissance effective des affaires.

C'était spécialement la ville de Paris, dont le peuple vif, enthousiaste, patriote, s'était montré fort sensible à la gloire du règne, et dans laquelle une foule de princes allaient se rendre pour le baptême du Roi de Rome, qui intéressait plus que toute autre la sollicitude de Napoléon. Il avait déjà éprouvé que les fabrications pour l'usage des troupes s'exécutaient très-bien à Paris. Il ordonna sur-le-champ une immense confection de caissons, de voitures d'artillerie, de harnais, d'habits, de linge, de chaussure, de chapellerie, de buffleterie. Il fit en même temps commencer plus tôt que de coutume, et dans des proportions plus vastes, les travaux annuels des grands monuments de son règne.

Du reste, cette situation, quelque pénible qu'elle fût, avait cependant un avantage essentiel sur celle de l'Angleterre. Le temps devait bientôt l'améliorer en faisant disparaître la surabondance des produits fabriqués, en amenant les Américains, qui déjà s'apprétaient à venir, et qui allaient remplacer les Hambourgeois et les Russes dans nos marchés, et nous apporter les cotons, les teintures dont l'industrie avait un pressant besoin. La situation des Anglais, au contraire, si on persistait à bloquer leur commerce, sans leur donner aucun allié sur le continent, devait devenir prochainement intolérable.

Néanmoins, pour le moment, la situation de l'industrie et du commerce français était extrêmement critique. Napoléon reçut les députations des chambres de commerce, et en son langage original, familier, plein de vigueur, leur tint un discours dont il voulut qu'on divulguât autant que possible le sens et les principales expressions. Tour à tour questionnant ou écoutant, mêlant les paroles caressantes aux boutades les plus vives, il parla à ces députations à peu près dans les termes suivants : — J'ai l'oreille ouverte à ce qui se dit dans vos comptoirs, et je sais les propos que vous tenez dans vos familles et entre vous sur ma politique, sur mes lois, sur ma personne. Il ne connaît que son métier de soldat, répétez-vous souvent, il n'entend rien au commerce, et il n'a personne autour de lui pour lui apprendre ce qu'il ignore. Ses mesures sont extravagantes, et ont causé notre ruine actuelle. Vous qui dites tout cela, c'est vous qui n'entendez rien au commerce et à l'industrie. D'abord la cause de votre ruine présente, ce n'est pas moi, c'est vous. Vous avez cru qu'on pouvait faire sa fortune en un jour comme on la fait quelquefois à la guerre en gagnant une bataille. Mais il n'en est pas ainsi dans l'industrie : c'est en travaillant toute sa vie, en se conduisant sagement, en ajoutant aux produits de son travail les accumulations de son économie, qu'on devient

riche. Mais parmi vous les uns ont voulu spéculer sur les brusques variations de prix des matières premières, et ils s'y sont trompés souvent; au lieu de faire leur fortune, ils ont fait celle d'autrui. D'autres ont voulu fabriquer dix aunes d'étoffe quand ils n'avaient des débouchés que pour cinq, et ils ont perdu là où ils auraient dû gagner. Est-ce ma faute à moi si l'avidité a troublé le sens à beaucoup d'entre vous? Mais avec de la patience on répare jusqu'à ses propres erreurs, et en travaillant plus sensément on recouvre ce qu'on a perdu. Vous avez commis des fautes cette année, vous serez plus sages et plus heureux l'année prochaine. Quant à mes mesures, que savez-vous si elles sont bonnes ou mauvaises? Enfermés dans vos ateliers, ne connaissant les uns que ce qui concerne la soie ou le coton, les autres que ce qui concerne le fer, les bois, les cuirs, n'embrassant pas l'ensemble des industries, ignorant les vastes rapports des États entre eux, pouvez-vous savoir si les moyens que j'emploie contre l'Angleterre sont efficaces ou nuisibles? Demandez cependant à ceux d'entre vous qui sont allés furtivement à Londres pour s'y livrer à la contrebande, demandez-leur ce qu'ils y ont vu? Je sais leur langage comme le vôtre, car je suis informé de tous vos actes et de tous vos discours. Ils sont revenus étonnés de la détresse de l'Angleterre, de l'engorgement de ses magasins, de la baisse croissante de son échange, de la ruine de son commerce, et beaucoup à leur retour ont dit de moi et de mes mesures : « *Ce diable d'homme* pourrait bien avoir raison! » Eh bien, oui, j'ai raison, et plus vite que je ne m'en étais flatté, car l'Angleterre en est arrivée à un état presque désespéré beaucoup plus tôt que je ne l'aurais cru. Elle a saturé de ses produits les colonies de l'Espagne, les siennes, les vôtres, pour je ne sais combien d'années. On n'a pas pu la payer, ou bien quand on l'a pu on lui a donné en paiement du sucre, du café, du coton, dont j'ai détruit la valeur dans ses mains. Sur ce sucre, ce coton, ce café, les négociants tirent des lettres de change qui vont à la Banque, et qui s'y convertissent en papier-monnaie. Le gouvernement, pour solder ses armées, sa marine, tire aussi sur la Banque, et cause de nouvelles émissions de ce papier-monnaie. Que voulez-vous que cela devienne après un peu de temps? Il faut bien que cet édifice s'écroule. En sommes-nous là? Non. Je vous ai débarrassés du papier-monnaie, et à peine, s'il reste quelques rentes pour placer les économies des petits rentiers. L'Europe m'a fourni en numéraire près d'un milliard de contributions de guerre; j'ai encore 200 millions en or ou argent dans mon trésor, je touche par an 900 millions en impôts bien répartis, et qui s'acquittent en numéraire, et vous avez le continent entier pour y écouler vos produits. La partie n'est donc pas égale entre l'Angleterre et nous. Il faut tôt ou tard qu'elle succombe. Il lui reste bien quelques issues en Suède, en Prusse, et *plus loin* (allusion à la Russie), par lesquelles les produits

anglais continuent à s'infiltrer en Europe. Mais soyez tranquilles, j'y mettrai ordre. Il y a des fraudeurs encore, je saurai les atteindre. Ceux qui échapperont à mes douaniers n'échapperont pas à mes soldats, et je les poursuivrai partout, partout, entendez-vous? —

En prononçant ces derniers mots, Napoléon était menaçant au plus haut point, et il y avait toute une nouvelle guerre dans ses gestes, son accent, ses regards. Il reprenait et disait : — Cette guerre à l'Angleterre est longue et pénible, je le sais. Mais que voulez-vous que j'y fasse? Quels moyens voulez-vous que je prenne? Apparemment, puisque vous vous plaignez tant de ce que la mer est fermée, vous tenez à ce qu'elle soit ouverte, à ce qu'une seule puissance n'y domine pas aux dépens de toutes les autres, et n'enlève pas les colonies de toutes les nations, ou ne s'arroge pas une sorte de tyrannie sur tous les pavillons? Pour moi, je suis irrévocablement fixé à cet égard; je n'abandonnerai jamais les droits des neutres, je ne laisserai jamais prévaloir le principe que le pavillon ne couvre pas la marchandise, que le neutre est obligé d'aller relâcher en Angleterre pour y payer tribut. Si j'avais la lâcheté de supporter de telles théories, vous ne pourriez bientôt plus sortir de Rouen ou du Havre qu'avec un passe-port des Anglais. Mes décrets de Berlin, de Milan, seront lois de l'Empire jusqu'à ce que l'Angleterre ait renoncé à ses folles prétentions. Les Américains me demandent à réparaître dans nos ports, à vous apporter du coton et à emporter vos soies, ce qui sera pour vous un grand soulagement. Je suis prêt à y consentir; mais à condition qu'ils auront fait respecter en eux les principes que je soutiens, et qui sont aussi les leurs, comme ils sont ceux de toutes les nations maritimes, et que s'ils n'ont pu obtenir de l'Angleterre qu'elle les respectât en eux-mêmes, ils lui déclareront la guerre; sinon, quelque besoin que vous ayez d'env, je les traiterai comme Anglais, je leur fermerai mes ports, et j'ordonnerai de leur courir sus! Comment voulez-vous que je fasse? Sans doute, si j'avais pu former des amiraux, aussi bien que j'ai formé des généraux, nous aurions battu les Anglais, et une bonne paix, non pas une paix plâtrée comme celle d'Amiens, cachant mille ressentiments implacables, mille intérêts non réconciliés, mais une solide paix serait rétablie. Malheureusement je ne puis pas être partout. Ne pouvant pas battre les Anglais sur mer, je les bats sur terre, je les poursuis le long des côtes du vieux continent. Toutefois je ne renonce pas à les atteindre sur mer, car nos matelots sont pour le moins aussi braves que les leurs, et nos officiers de mer vaudront ceux de la marine britannique dès qu'ils se seront exercés. Je vais avoir cent vaisseaux du Texel à Venise; je veux en avoir deux cents. Je les ferai sortir malgré eux; ils perdront une, deux batailles; ils gagneront la troisième, ou au moins la quatrième, car il finira bien par surgir un homme de mer qui fera triompher notre pavillon,

et en attendant je tiendrai mon épée sur la poitrine de quiconque voudrait aller au secours des Anglais. Il faudra bien qu'ils succombent, quand même l'enfer-conspirerait avec eux. Cela est long, j'en conviens; mais vous y gagnerez en attendant de développer votre industrie, de devenir manufacturiers, de remplacer sur le continent les tissus de l'Angleterre, ses quincailleries, ses draps. C'est, après tout, un assez beau lot que d'avoir le continent à pourvoir. Le monde change sans cesse; il n'y a pas un siècle qui ressemble à un autre. Jadis il fallait pour être riche avoir des colonies, posséder l'Inde, l'Amérique, Saint-Domingue. Ces temps-là commencent à passer. Il faut être manufacturier, se pourvoir soi-même de ce qu'on allait chercher chez les autres, faire ses indiennes, son sucre, son indigo. Si j'en ai le temps, vous fabriquerez tout cela vous-mêmes, non que je dédaigne les colonies et les spéculations maritimes, il s'en faut, mais l'industrie manufacturière a une importance au moins égale, et tandis que je tâche de gagner la cause des mers, l'industrie de la France se développe et se crée. On peut donc attendre dans une position pareille. Pendant ce temps; Bordeaux, Hambourg souffrent; mais s'ils souffrent aujourd'hui, c'est pour prospérer dans l'avenir par le rétablissement de la liberté des mers. Tout a son bien et son mal. Il faut savoir souffrir pour un grand but, et, en tout cas, cette année ce n'est pas pour ce grand but que vous avez souffert, c'est par suite de vos propres fautes. Je sais vos affaires mieux que vous ne savez les miennes. Conduisez-vous avec prudence, avec suite, et ne vous hâtez pas de me juger, car souvent quand vous me blâmez moi, c'est vous seuls que vous devriez blâmer. Au surplus, je veille sur vos intérêts, et tous les soulagements qu'il sera possible de vous procurer, vous les obtiendrez ¹ —

¹ Ce discours, comme plusieurs autres de Napoléon que nous avons rapportés ailleurs, n'est ici reproduit, en substance bien entendu, que parce qu'il est authentique, et que nous avons pu en retrouver le sens, sinon les termes mêmes, et que dès lors il a toute la vérité désirable et possible. Malgré l'autorité des anciens, qui ont prêté des discours à leurs personnages historiques, et auxquels on l'a pardonné à cause de la vraisemblance morale de ces discours, nous ne croyons pas un pareil exemple admissible et imitable chez les modernes. Les anciens, placés plus près que nous de l'origine des choses, n'avaient pas encore entièrement séparé l'histoire de la poésie. Ce départ est fait chez nous; et il n'est plus permis d'y revenir. Il ne doit rester à l'histoire d'autre poésie que celle qui appartient inévitablement à la vérité rigoureuse. On peut analyser, résumer un discours tenu d'une manière certaine par un personnage, mais à condition que ce discours ait été véritablement tenu, que le sens soit exactement le même, et la forme aussi, quand on a pu la retrouver. C'est ce que j'ai toujours fait dans cette histoire, c'est ce que je viens de faire dans le discours dont il s'agit. Ce discours, adressé aux chambres de commerce, fut reproduit par une foule de journaux allemands, commenté par toutes les diplomaties, envoyé à la cour de Russie, recueilli par la police, et quoique dispersé dans la mémoire des contemporains, conservé pourtant de manière à pouvoir être recueilli dans ses traits principaux. Nous n'hésitons donc pas à affirmer qu'il est vrai dans sa substance, et même vrai dans sa forme pour la plupart des traits lancés par Napoléon à ses interlocuteurs industriels.

Tels étaient les discours par lesquels Napoléon embarrassait, subjuguait ses interlocuteurs du commerce, et les éblouissait sans les convaincre, quoiqu'il eût raison contre eux sur presque tous les points. Mais c'est un sujet d'éternelle surprise de voir combien on est sage quand on conseille les autres, en l'étant si peu quand il s'agit de se conseiller soi-même. Napoléon avait raison quand il disait à ces négociants qu'ils souffraient par suite de leurs fautes, pour avoir les uns trop produit, les autres trop spéculé; qu'il était obligé de conquérir la liberté des mers, pour la conquérir de combattre l'Angleterre, pour combattre l'Angleterre de gêner les mouvements du commerce, et qu'en attendant l'industrie de la France et celle du continent naissaient de cette gêne elle-même. Mais il eût été bien embarrassé si l'un de ces spéculateurs sur les sucres ou sur les cotons avait demandé à lui, spéculateur d'un autre genre, si, pour combattre l'Angleterre, il lui était absolument nécessaire de conquérir les couronnes de Naples, d'Espagne, de Portugal, et d'en doter ses frères; si cette difficulté d'établir sa dynastie sur tant de trônes n'avait pas singulièrement accru la difficulté de triompher des prétentions maritimes de l'Angleterre; si, avec les Bourbons tremblants et soumis à Madrid et à Naples, il n'eût pas obtenu autant de concours à ses desseins que de ses frères à demi révoltés; si tous les soldats français dispersés à Naples, à Cadix, à Lisbonne, il n'eût pas mieux fait de les risquer entre Calais et Douvres; si, en tout cas, la nécessité de ces conquêtes admise, il n'aurait pas dû commencer par jeter lord Wellington à la mer, en se contentant du blocus tel que la Russie le pratiquait, au lieu de changer tout à coup de système, de laisser les Anglais triomphants dans la Péninsule pour aller chercher au Nord une nouvelle guerre d'un succès douteux, sous prétexte d'obtenir dans l'observation du blocus un degré d'exactitude dont il n'avait pas indispensablement besoin pour réduire le commerce britannique aux abois, et si changer sans cesse de plan, courir d'un moyen à un autre avant d'en avoir complètement employé aucun, tout cela par mobilité, orgueil, désir de soumettre l'univers à ses volontés, était une manière directe et sûre de venir à bout de l'ambition tyrannique de l'Angleterre.

Ce questionneur hardi, qui sans doute aurait fort embarrassé Napoléon, ne se trouva point, et la vérité ne fut pas dite; mais faire la vérité, c'est cacher le mal sans l'arrêter. Ses ravages secrets sont d'autant plus dangereux qu'ils se révèlent tous à la fois, et quand il n'est plus temps d'y remédier.

Aux deux causes de malaise que nous venons de faire connaître, la conscription et la crise commerciale, il s'en était joint une troisième : c'étaient les troubles religieux, récemment aggravés par une nouvelle saillie de la vive volonté de Napoléon.

On a vu plus haut à quel point on en était resté avec le Pape détenu à

Savone. Napoléon lui avait envoyé les cardinaux Spina et Caselli pour en obtenir d'abord, au moyen de pourparlers bienveillants, l'institution canonique des évêques nommés, ce qui était la principale des difficultés avec l'Église, et ensuite pour le sonder sur un arrangement de tous les démêlés de l'Empire avec la Papauté. Napoléon voulait toujours faire accepter à Pie VII la suppression du pouvoir temporel du Saint-Siège, la réunion de Rome au territoire de l'Empire, l'établissement d'une Papauté dépendante des nouveaux Empereurs d'Occident, faisant sa résidence à Paris ou à Avignon, jouissant de beaux palais, d'une dotation de deux millions de francs, et de beaucoup d'autres avantages encore, mais placée sous l'autorité de l'Empereur des Français, comme l'Église russe sous l'autorité des Czars, et l'islamisme sous l'autorité des Sultans. Pie VII avait d'abord assez froidement accueilli les deux cardinaux, s'était ensuite adouci à leur égard, ne s'était point montré absolument contraire à l'institution canonique des évêques nommés, mais peu disposé à la donner prochainement, afin de conserver un moyen efficace de contraindre Napoléon à s'occuper des affaires de l'Église; et avait paru décidé à ne point accepter les avantages matériels qu'on lui offrait, ne demandant, disait-il, que deux choses, les Catacombes pour résidence, et quelques cardinaux fidèles pour le conseiller, promettant, si on lui accordait la liberté, la pauvreté et un conseil, de mettre à jour toutes les affaires religieuses en retard, et de ne rien faire pour provoquer à la révolte le peuple au sein duquel il irait cacher sa déchéance temporelle.

Quoique revenus sans rien obtenir, les deux cardinaux avaient cependant été amenés à penser que le Pape ne serait pas invincible, qu'avec de bons traitements, en lui accordant un conseil dont il pût s'aider pour expédier les affaires de l'Église, il reprendrait ses fonctions pontificales sans même sortir de Savone; et en se résignant à y vivre parce qu'il y était, et parce que dans cette espèce de prison il ne consacrait rien par son adhésion, tandis qu'en se laissant transporter à Avignon ou à Paris, en acceptant des dotations, il sanctionnerait les actes impériaux par le concours qu'il leur aurait donné. Des entretiens que le Pape avait eus depuis avec M. de Chabrol, préfet de Montenotte, on pouvait tirer les mêmes conclusions, et Napoléon cherchait une manière de concilier les inclinations du Pape avec ses propres vues, lorsque plusieurs incidents, survenus tout à coup, l'avaient porté à une exaspération inouïe et aux actes les plus violents.

On se rappelle sans doute l'expédient imaginé pour administrer provisoirement les diocèses dans lesquels il y avait des prélats nommés et non institués. Il n'y avait pas moins de vingt-sept diocèses dans ce cas, et dans le nombre se trouvaient des sièges comme Florence, Malines, Paris, etc. Les chapitres, les uns libres, les autres contraints, avaient

conféré la qualité de vicaires capitulaires aux évêques nommés, ce qui permettait à ceux-ci de gouverner au moins comme administrateurs leurs nouveaux diocèses. Le cardinal Maury, nommé archevêque de Paris à la place du cardinal Fesch; et non institué encore, administrait de la sorte le diocèse de Paris. Seulement il avait beaucoup de contrariétés à supporter de la part de son chapitre, et, comme nous l'avons dit ailleurs, lorsque dans certaines cérémonies religieuses il voulait faire porter la croix devant lui, ce qui est le signe essentiel de la dignité épiscopale, quelques chanoines dociles restaient, les autres, M. l'abbé d'Astros en tête, s'enfuyaient avec une affectation offensante.

Napoléon faisait entendre les engisements du lion à chaque nouvelle inconvenance du clergé, mais il ne s'y arrêtait pas longtemps, comptant sur le prochain arrangement de toutes les affaires ecclésiastiques à la fois. Cependant, des rapports venus de Turin, de Florence et de Paris, lui révélèrent comp sur coup une trame ourdie dans l'ombre par des prêtres et des dévots fervents, afin de rendre impossible le mode provisoire d'administration imaginé pour les églises. Le Pape avait secrètement écrit à divers chapitres pour les engager à ne pas reconnaître comme vicaires capitulaires les évêques nommés et non institués. Il se fondait sur certaines règles canoniques assez mal interprétées, et soutenait que ce mode d'administration était contraire aux droits de l'Eglise romaine, parce qu'il conférait aux nouveaux prélats la possession anticipée de leurs sièges. A Paris il avait adressé au chapitre une défense formelle de reconnaître le cardinal Maury comme vicaire capitulaire, et au cardinal lui-même une lettre des plus amères, dans laquelle il lui reprochait son ingratitude envers le Saint-Siège, qui, disait-il, l'avait accueilli dans son exil, doté de plusieurs bénéfices, et notamment de l'évêché de Montefiascone (comme si ce cardinal n'avait pas fait pour l'Eglise autant au moins qu'elle avait fait pour lui), et lui enjoignait, sous peine de désobéissance, de renoncer à l'administration du diocèse de Paris. Par une étrange négligence, cette double missive avait été adressée au chapitre et au cardinal par la voie du ministère des cultes, avec plusieurs autres dépêches relatives à diverses affaires de détail, que le Pontife voulait bien encore expédier de temps en temps. Le ministre ayant ouvert ces plis, fut fort surpris du contenu, n'en voulut rien dire au cardinal de peur de l'affliger, et remit tout à l'Empereur, dont on concevra facilement l'irritation lorsqu'il vit les efforts du Pape prisonnier pour faire évanouir en ses mains le dernier moyen d'administrer les diocèses vacants. Il recommanda le secret, et prescrivit des recherches pour s'assurer s'il n'y avait pas eu d'autres expéditions des lettres du Pape. Au même instant il lui arrivait du Piémont et de Toscane des informations exactement semblables. M. d'Osmond, nommé archevêque de Florence, actuellement en route pour se rendre dans son nouveau

diocèse, s'était rencontré à Plaisance avec une députation du chapitre de Florence, chargée de lui déclarer qu'il y avait déjà un vicaire capitulaire en fonctions, qu'il n'était pas possible d'en élire un autre, et qu'on avait reçu à cet égard des injonctions de Savone auxquelles on était résolu de ne pas désobéir. Ce malheureux archevêque, esprit sage mais timide, était demeuré à Plaisance dans la plus cruelle perplexité. La princesse Élixa, sœur de Napoléon, qui gouvernait son duché avec un habile mélange de douceur et de fermeté, avait été informée de cette trame, avait appelé auprès d'elle le principal meneur du chapitre, plus un certain avocat qui servait d'intermédiaire au Pape, s'était fait livrer la correspondance de Pie VII, et avait tout manlé à Napoléon avant de prendre aucune mesure sévère. En Piémont, M. Dejean, nommé à l'évêché d'Asti, avait essayé le même accueil, avec moins d'égards encore, car sans le prévenir qu'il avait refusé toute autorité sur son nouveau diocèse, et qu'on lui avait déclaré qu'on ne pouvait lui accorder aucune situation, même celle d'administrateur provisoire. Le prince Borghèse, gouverneur du Piémont, avait, comme sa belle-sœur, expédié à Paris les pièces de ce singulier et audacieux conflit.

Napoléon, en voyant ce concours d'accidents semblables sur des points fort éloignés, y découvrit tout de suite un système de résistance très-bien combiné, et dont le résultat devait être ou de l'obliger à traiter immédiatement avec le Pape, ou de susciter un véritable schisme. Sa colère fit explosion. Il avait appris presque en même temps, les 29, 30, 31 décembre 1810, les divers faits que nous venons de rapporter. Il tenait à arrêter partout la propagation des lettres du Pape, et pour y réussir il voulait frapper de terreur ceux qui avaient porté ces lettres, qui les avaient reçues, ou qui en étaient encore dépositaires. Le lendemain, 1^{er} janvier (1811), il devait recevoir les hommages des grands corps de l'État, notamment ceux du chapitre et du clergé de Paris. Il ne prononçait pas de discours d'apparat dans ces solennités, mais parlait familièrement aux uns et aux autres, suivant l'humeur du jour, récompensant ceux-ci par quelques attentions flatteuses, châtiât ceux-là par des mots où la puissance de l'esprit se joignait à celle du trône pour accabler les malheureux qui lui avaient déplu. Sa prodigieuse sagacité, perçante comme son regard, semblait pénétrer jusqu'au fond des âmes. A la tête du chapitre de Paris se trouvait l'abbé d'Astros, prêtre-passionné et imprudent, partageant jusqu'au fanatisme toutes les idées du clergé hostile à l'Empire. Napoléon, sachant à qui il avait affaire, aborda sur-le-champ les points les plus difficiles de la querelle religieuse, et de manière à provoquer de la part de son interlocuteur quelque imprudence qui servit à l'éclairer. Il y réussit parfaitement, et après avoir fait dire à l'abbé d'Astros ce qu'il voulait, et l'avoir ensuite rudement traité, il appela, séance tenante, le

duc de Rovigo, qui était dans le palais, et lui dit : — Ou je me trompe bien, ou cet abbé a les missives du Pape. Arrêtez-le avant qu'il sorte des Tuileries, interrogez-le, ordonnez en même temps qu'on fouille ses papiers, et on y découvrira certainement tout ce qu'on désire savoir. —

Le duc de Rovigo, pour que l'esclandre fût moindre, pria le cardinal Maury de lui amener l'abbé d'Astros au ministère de la police, et prescrivit en même temps une perquisition dans le domicile de cet ecclésiastique. Le duc de Rovigo, qui avait acquis déjà toute la dextérité nécessaire à ses nouvelles fonctions, feignit en interrogeant l'abbé d'Astros de savoir ce qu'il ignorait, et obtint de la sorte la révélation de ce qui s'était passé. L'abbé d'Astros avoua qu'il avait reçu les deux brefs du Pape, l'un pour le chapitre, l'autre pour le cardinal, affirma toutefois qu'il ne les avait pas propagés encore, et fort imprudemment contint d'en avoir parlé à son parent M. Portalis, fils de l'ancien ministre des cultes, et membre du Conseil d'État impérial. Au même instant, les agents envoyés au domicile de l'abbé d'Astros avaient trouvé les lettres papales, et beaucoup d'autres papiers qui révélèrent entièrement la trame qu'on était occupé à rechercher. On sut qu'il y avait à Paris un petit conseil de prêtres romains et français en communication fréquente avec le Pape, se concertant avec lui sur la conduite à tenir en chaque circonstance, et correspondant par des hommes dévoués, de Paris à Lyon, de Lyon à Savone.

Lorsque tout fut ainsi découvert, Napoléon, qui voulait faire peur, commença par une première victime, et cette victime fut M. Portalis. Ce fils du principal auteur du Concordat, soumis envers l'Église, mais non moins soumis envers Napoléon, avait cru concilier les diverses convenances de sa position en disant à M. Pasquier, préfet de police et son ami, qu'il circulait un bref du Pape fort regrettable et fort capable de semer la discorde entre l'Église et l'État, qu'on ferait bien d'en arrêter la propagation¹; mais il s'en tint à cet avis, et ne désigna point son parent l'abbé d'Astros, car ses devoirs de conseiller d'État ne l'obligeaient nullement à se faire le dénonciateur de sa propre famille.

Le 4 janvier, le Conseil d'État étant assemblé, et M. Portalis assistant à la séance, Napoléon commença par raconter tout ce qui venait de se passer entre le Pape et certains chapitres, exposa les tentatives qu'on avait découvertes, et qui, selon lui, avaient pour but de pousser les sujets à la désobéissance envers leur souverain; puis affectant une extrême douleur, il ajouta que son plus grand chagrin en cette circonstance était de

¹ C'est d'après les pièces elles-mêmes, c'est-à-dire d'après les lettres de Napoléon, du ministre de la police, du préfet de police, de la princesse Elisa, du prince Borghèse, enfin du ministre des cultes, que je rapporte ces détails. Je suis donc bien certain des faits que je raconte. A ce sujet je ferai remarquer que ce n'est pas à l'occasion de la bulle d'excommunication, comme on l'a écrit quelquefois; mais du bref du Pape au chapitre de Paris, qu'eut lieu l'explosion de colère dont M. Portalis fut la victime.

trouver parmi les coupables un homme qu'il avait comblé de biens, le fils d'un ancien ministre qu'il avait fort affectionné jadis, un membre de son propre Conseil ici présent, M. Portalis. Puis s'adressant brusquement à celui-ci, il lui demanda à brûle-pourpoint s'il avait connu le bref du Pape, si l'ayant connu il en avait gardé le secret, si ce n'était pas là une vraie forfaiture, une trahison et une noire ingratitude tout à la fois, et en interrogeant ainsi coup sur coup M. Portalis, il ne lui donnait pas même le temps de répondre. Nous avons vu les licences de la multitude, c'était alors le temps des licences du pouvoir. M. Portalis, magistrat éminent, dont l'énergie malheureusement n'égalait pas les hautes lumières, aurait pu relever la tête et faire à son maître des réponses embarrassantes; mais il ne sut que balbutier quelques mots entrecoûpés, et Napoléon, oubliant ce qu'il devait à un membre de son Conseil, à ce Conseil, à lui-même, lui adressa cette apostrophe fondroyante : — Sortez, monsieur, sortez, que je ne vous revoie plus ici. — Le conseiller d'État traité avec tant de violence se leva tremblant, traversa en larmes la salle du Conseil, et se retira presque anéanti du milieu de ses collègues stupéfaits.

Bien que dans tous les temps la méchanceté humaine éprouve une secrète satisfaction au spectacle des disgrâces éclatantes, ce ne fut point le sentiment éveillé en cette circonstance. La pitié, la dignité blessée l'emportèrent dans le Conseil d'État, qui fut offensé d'une telle scène, et qui manifesta ce qu'il sentait non par des murmures, mais par une attitude glaciale. Il n'y a pas de puissance, quelque grande qu'elle soit, à laquelle il soit donné de froisser impunément le sentiment intime des hommes assemblés. Sous l'empire de la crainte leur bouche peut se taire, mais leur visage parle malgré eux. Napoléon reconnaissant à la seule attitude des assistants qu'il avait été injurieux et cruel, éprouva un indicible embarras, dont il fâcha vainement de sortir en affectant un excès de douleur presque ridicule, en disant qu'il était désolé d'être contraint de traiter ainsi le fils d'un homme qu'il avait aimé, que le pouvoir avait de bien pénibles obligations, qu'il fallait cependant les remplir quoi qu'il pût en coûter, et mille banalités de ce genre, lesquelles ne touchèrent personne. On le laissa s'agiter dans ce vide, et on se retira sans mot dire. Le plus puni après M. Portalis c'était lui.

A cet élat Napoléon voulut joindre des mesures plus efficaces, afin d'intimider la partie hostile du clergé, et de prévenir les conséquences des menées récemment découvertes. Il fit détenir M. d'Astros, arrêter ou éloigner de Paris plusieurs des prêtres composant le conciliabule dont l'existence venait d'être découverte; il ordonna à son beau-frère le prince Borghèse, à sa sœur Élisabeth, de faire arrêter les chanoines connus pour être les meneurs des chapitres d'Asti et de Florence, de les envoyer à Fénestrelle, de déclarer à ces chapitres qu'ils ne se soumettaient à

l'instant même, et ne conféraient pas immédiatement aux nouveaux prélats la qualité de vicaires capitulaires, les sièges seraient supprimés, les canonicate avec le siège, et les chanoines récalcitrants enfermés dans des prisons d'État. La même déclaration fut adressée au chapitre de Paris.

Ces violences furent suivies d'autres mesures d'une nature plus triste encore, parce qu'elles étaient empreintes du caractère d'une colère mesquine. Napoléon ordonna de séparer le Pape de tous ceux qui l'avaient entouré jusqu'ici, excepté un ou deux domestiques dont on serait sûr, de ne lui pas laisser un seul secrétaire, de profiter du moment où il serait à la promenade pour lui ôter tout moyen d'écrire, d'enlever ses papiers et de les envoyer à Paris pour qu'on les y examinât, de réduire à quinze ou vingt mille francs par an sa dépense qui avait toujours été princière, et de déclarer au Pape qu'il était expressément défendu d'écrire ou de recevoir des lettres. Un officier de gendarmerie fut expédié pour le garder jour et nuit, et observer ses moindres mouvements. Le préfet, M. de Chabrol, était chargé d'effrayer Pie VII non-seulement pour lui-même, mais pour tous ceux qui se trouveraient compromis dans les menées qu'on découvrirait à l'avenir. Il devait lui dire que par sa conduite imprudente il se mettait dans le cas d'être jugé, déposé même par un ennemi, et qu'il exposait ses complices à des peines plus sévères encore.

Heureusement l'exécution de ces mesures de colère était confiée à un homme plein de tact et de convenance. M. de Chabrol parla au Pape non pas en ministre menaçant d'une puissance irritée, mais en ministre affligé, qui ne se servait de la force dont il était armé que pour donner à son auguste prisonnier quelques conseils de prudence et de sagesse. Il ne put pourtant pas épargner au Pape l'éloignement de ses entours, l'enlèvement de ses papiers, et beaucoup d'autres précautions aussi humiliantes que puériles. Le Pape, troublé d'abord plus qu'il ne convenait (et nous le rapportons avec regret, car on est jaloux de la dignité d'une telle victime), se remit bientôt, écouta avec douceur M. de Chabrol, dit que si on lui avait demandé ses papiers il les aurait livrés, sans qu'on eût besoin de recourir à une supercherie, comme de les prendre pendant qu'il était à la promenade, promit de ne plus correspondre, non à cause de lui, mais à cause de ceux qui pourraient devenir victimes de leur dévouement à l'Eglise, et ajouta que quant à lui, vieux, accablé par les événements, il était au terme de sa carrière, et tromperait bientôt ses persécuteurs en ne laissant dans leurs mains, au lieu d'un pape, qu'un cadavre inanimé.

M. de Chabrol le consola, tout en lui faisant entendre des paroles de sagesse utiles et nécessaires, et contribua par ce qu'il écrivit à obtenir l'adoucissement des ordres venus de Paris. Matériellement la dépense de la maison du Pape ne fut point changée.

Quant aux chapitres de Florence et d'Asi, ils se soumirent avec un

empressement misérable. Les chanoines récalcitrants, excepté un ou deux qu'on envoya dans des prisons d'État, tombèrent aux genoux de la puissance temporelle, s'excusèrent, pleurèrent, et, sans une seule objection, confièrent à M. d'Osmond pour le diocèse de Florence, à M. Dejean pour le diocèse d'Asti, presque tous les pouvoirs non-seulement d'un administrateur, mais d'un prélat institué. A Paris, l'empressement dans la soumission fut encore plus marqué. On jeta tout sur l'imprudence de M. d'Astros, espèce de fanatique, disait-on, qui avait failli perdre le diocèse. Le cardinal Maury n'eut plus d'autre chagrin à éprouver que celui d'obéir à un tel pouvoir, de commander à de tels subordonnés ! Les diocèses de Metz, d'Aix et autres, où s'était élevé le même conflit, se soumièrent avec la même docilité. Ce n'était plus pour l'Église le temps ni du génie ni du martyre ! Son chef, Pie VII, malgré quelques moments de faiblesse inséparables de la nature humaine, malgré quelques emportements inséparables de son état de souffrance, était seul digne encore des beaux siècles de l'Église romaine !

Napoléon, sitôt obéi, se calma. Cependant il résolut de mettre un terme à ces résistances, qui l'importunaient sans l'effrayer, qui l'effrayaient même trop peu, car elles étaient plus graves qu'il ne l'imaginait. Il s'arrêta donc à une idée, qui déjà s'était plusieurs fois offerte à son esprit, celle d'un concile, dont il se flattait d'être le maître, et dont il espérait se servir, soit pour amener le Pape à céder, soit pour se passer de lui, en substituant à l'autorité du chef de l'Église l'autorité supérieure de l'Église assemblée. Il avait déjà formé une commission ecclésiastique composée de plusieurs prélats et de plusieurs prêtres, et entre autres de M. Émery, le supérieur si respecté de la Congrégation de Saint-Sulpice. Il la convoqua de nouveau, en la composant un peu autrement, ce que la mort récente de M. Émery rendait inévitable, et lui renvoya toutes les questions que faisait naître le projet d'un concile. Le fallait-il général ou provincial ? composé de tous les évêques de la chrétienté, ou seulement des évêques de l'Empire, du royaume d'Italie et de la Confédération germanique, ce qui équivalait à la chrétienté presque entière ? Quelles questions fallait-il lui soumettre, quelles résolutions lui demander, quelles formes observer, dans ce dix-neuvième siècle, si différent des siècles où les derniers conciles avaient été réunis ? Napoléon insista vivement pour qu'on hâtât l'examen de ces diverses questions, se proposant d'assembler le concile au commencement du mois de juin, le jour même du baptême du Roi de Rome.

En attendant le commencement de juin, Napoléon avait toujours l'œil sur les affaires du Nord, et s'occupait avec une égale activité de diplomatie et de préparatifs militaires.

Sous le rapport de la diplomatie il venait de faire un choix qui ne

devait pas avoir sur ses destinées une heureuse influence : c'était celui de M. Maret, duc de Bassano, pour ministre des affaires étrangères. Déjà, comme on l'a vu, il s'était séparé des deux seuls personnages qui pussent alors être aperçus à travers l'aurole de gloire qui l'entourait, MM. Fouché et de Talleyrand. Ainsi que nous l'avons raconté, il avait remplacé M. Fouché par le duc de Rovigo, et il ne pouvait pas mieux faire, la faute de renvoyer M. Fouché une fois commise. Il avait remplacé M. de Talleyrand par M. de Champagny, duc de Cadore, homme sage et tempéré, ne retranchant rien des volontés de Napoléon, mais n'y ajoutant rien, et plutôt les amortissant un peu par la modération de son caractère. M. de Cadore faisait sur chaque objet des rapports excellents, mais il parlait peu, et en parlant peu n'amenait guère les diplomates étrangers à parler. Napoléon se plaignait souvent au prince Cambacérès de ce que son ministre des affaires étrangères *manquait de conversation*, et il finit par céder aux vœux de son secrétaire d'État, M. de Bassano, qui soupirait après le rôle de ministre des affaires étrangères et de représentant du grand Empire auprès de l'Europe. Napoléon se décida à ce choix précisément en avril 1811, époque où l'état de l'Europe se compliquait, et où une pareille nomination pouvait avoir les plus grands inconvénients.

Nous avons déjà parlé de M. de Bassano. Le grand rôle qu'il fut appelé à jouer depuis exige que nous en parlions encore. Ce ministre avait exactement tout ce qui manquait à M. de Cadore : Autant celui-ci était modeste, timide même, autant M. de Bassano l'était peu. Honnête homme, comme nous l'avons dit, dévoué à Napoléon, mais de ce dévouement fatal aux princes qui en sont l'objet, poli, ayant le goût et le talent de la représentation, parlant bien, s'écoulant parler, vain à l'excès de l'éclat emprunté à son maître, il était fait pour ajouter à tous les défauts de Napoléon, si on avait pu ajouter quelque chose à la grandeur de ses défauts ou de ses qualités. Quand les volontés impériales de Napoléon passaient par la bouche hésitante de M. de Cadore, elles perdaient de leur violence; quand elles passaient par la bouche lente et railleuse de M. de Talleyrand, elles perdaient de leur sérieux. Cette manière de transmettre ses ordres, Napoléon l'appelait de la maladresse chez le premier, de la trahison chez le second, heureuse trahison, qui ne trahissait que ses passions au profit de ses intérêts ! Il n'avait rien de pareil à craindre de la part de M. de Bassano, et il était assuré que pas une de ses intraitables volontés ne serait tempérée par la prudente réserve de son ministre. Le plus orgueilleux des maîtres allait avoir pour agent le moins modeste des ministres, et cela dans le moment même où l'Europe, poussée à bout, aurait eu plus que jamais besoin d'être ménagée. Il faut ajouter, pour l'excuse de M. de Bassano, qu'il regardait Napoléon non-seulement comme le plus grand des capitaines, mais comme le plus sage des politiques, qu'il ne trouvait

donc presque rien à changer à ses vues, bonne foi qui en faisait innocemment le plus dangereux des ministres.

Le 17 avril, Napoléon appela l'archichancelier Cambacérès, qu'il ne consultait plus, que rarement, excepté en fait de législation pour l'écouter presque toujours, en fait de religion pour ne l'écouter presque jamais, en fait de personnes pour les préparer à ses brusques volontés. Il lui exposa ce qu'il reprochait à M. de Cadore, tout en l'estimant et l'aimant beaucoup, et sa résolution de le remplacer par M. le duc de Bassano. Le prince Cambacérès dit quelques mots en faveur de M. de Cadore, se tint sur M. de Bassano, silence suffisant pour Napoléon qui devinait tout mais ne tenait compte de rien, et prit la plume pour rédiger le décret. Napoléon le signa, et chargea ensuite le prince Cambacérès d'aller avec M. de Bassano redemander à M. de Cadore le portefeuille des affaires étrangères. Le prince Cambacérès, suivi de M. de Bassano, se rendit chez M. de Cadore, le surprit extrêmement par son message, car cet excellent homme n'avait pas deviné en quoi il déplaisait à son maître, et ne trouva chez lui qu'une résignation tranquille et silencieuse. M. de Cadore remit son portefeuille à M. de Bassano avec un chagrin dissimulé mais visible, et M. de Bassano le reçut avec l'aveugle joie de l'ambition satisfaite, le premier ignorant de quel fardeau cruel il se déchargeait, le second de quelles épouvantables catastrophes il allait prendre sa part! Heureux et terrible mystère de la destinée, au milieu duquel nous marchons comme au sein d'un nuage!

Le prince Cambacérès ayant discerné le chagrin de M. de Cadore, en rendit compte à Napoléon, qui, toujours plein de regret lorsqu'il fallait affliger d'anciens serviteurs, accorda un beau dédommagement à son ministre destitué, et le nomma intendant général de la couronne.

Napoléon avait été plus heureusement inspiré en choisissant son nouvel ambassadeur à Saint-Petersbourg. Il avait, comme nous l'avons dit plus haut, donné pour successeur à M. le duc de Vicence M. de Lauriston, l'un de ses aides de camp, qu'il avait déjà employé avec profit dans plusieurs missions délicates où il fallait du tact, de la réserve, de l'esprit d'observation, des connaissances administratives et militaires. M. de Lauriston était un homme simple et sensé, n'aimant point à déplaire à son maître, mais aimant encore mieux lui déplaire que le tromper. Aucun ambassadeur n'était mieux fait que lui pour rapprocher les deux empereurs de Russie et de France, s'ils pouvaient être rapprochés, en ménageant le premier et en lui inspirant confiance, en persuadant au second que la guerre n'était point inévitable et dépendait uniquement de sa volonté. Il y avait peu de chances assurément de réussir dans une telle mission, surtout au point où en étaient arrivées les choses, mais il était certain qu'elles n'empireraient point par la faute de M. de Lauriston.

Napoléon, depuis qu'il avait tant précipité ses armemens sur la nouvelle du rappel des divisions russes de Turquie, avait bien senti qu'il n'était plus temps de les dissimuler, et avait ordonné à M. de Caulaincourt, au moment de son départ, à M. de Lauriston, au moment de son arrivée, de ne plus rien cacher, d'avouer au contraire tous les préparatifs qu'il avait faits, de les étaler avec complaisance, de manière à intimider Alexandre puisqu'on ne pouvait plus l'endormir. Mais il les avait également autorisés l'un et l'autre à déclarer formellement qu'il ne désirait point la guerre pour la guerre, que s'il la préparait c'était uniquement parce qu'il croyait qu'on se disposait à la lui faire, parce qu'il était convaincu que les affaires de Turquie terminées la Russie se rapprocherait de l'Angleterre, ne fût-ce que pour rétablir son commerce avec elle, et jouir en égoïste de ce qu'elle aurait dû à l'alliance française; que déjà même elle l'avait fait à moitié en recevant les Américains dans ses ports; que, selon lui, recevoir les fraudeurs, c'était presque se mettre en guerre; que s'il était possible qu'on lui en voulût pour une misère comme celle d'Oldenbourg, ou n'avait qu'à demander une indemnité, qu'il la donnerait, si grande qu'elle fût, mais qu'il fallait enfin se parler franchement, ne rien garder de ce qu'on avait sur le cœur, afin de prendre ou de déposer les armes tout de suite, et de ne pas s'épuiser en préparatifs inutiles. Toutes ces choses, il les avait dites lui-même au prince Kourakin et à M. de Czernicheff, avec un mélange de grâce, de hauteur, de bonhomie, qu'il savait très-bien employer à propos, et il avait pressé M. de Czernicheff d'aller les redire à Saint-Petersbourg. Toutefois, comme il ne voulait s'expliquer aussi catégoriquement que lorsque ses armemens seraient suffisamment avancés, il avait recommandé à M. de Lauriston, en le faisant partir de Paris en avril, de n'arriver qu'en mai à Saint-Petersbourg, moment où ses préparatifs les plus significatifs pourraient être connus. Lui-même n'avait parlé ouvertement à MM. de Kourakin et Czernicheff qu'un peu avant cette époque.

Mais tout ce soin de Napoléon à mettre une habile gradation dans son langage était superflu, car Alexandre avait été informé jour par jour, et avec une rare exactitude, de ce qui se faisait en France. Quelques Polonais qui étaient dévoués à la Russie, beaucoup d'Allemands qui nous haïssaient avec passion, la plupart des habitants ruinés de Dantzic, de Lubek, de Hambourg, s'étaient empressés de l'avertir de tous les mouvements de nos troupes. Enfin un misérable employé des bureaux de la guerre, gagné à prix d'argent par M. de Czernicheff, avait livré l'effectif de tous les corps. Aussi, à chaque effort de M. de Caulaincourt pour nier ou atténuer au moins les faits dont la reconnaissance parvenait journellement à Saint-Petersbourg, Alexandre lui répondait : « Ne niez pas, car je suis certain de ce que j'avance. Évidemment on vous laisse tout ignorer,

et on n'a plus confiance en vous. Toute la peine que je me donne pour vous éclairer, et que je me donne volontiers parce que je vous estime et vous aime, est perdue. L'empereur Napoléon ne vous croit pas, parce que vous lui dites la vérité; il prétend que je vous ai séduit, que vous êtes à moi et non à lui; il en sera de même de M. de Lauriston, qui lui aussi est un honnête homme, qui ne pourra que répéter les mêmes choses, et votre maître dira encore que M. de Lauriston est gagné.

M. de Caulaincourt, duquel Napoléon disait en effet tout cela, et sur qui la grâce séduisante de l'empereur Alexandre avait agi, mais pas jusqu'à lui faire écrire autre chose que la vérité, M. de Caulaincourt ayant à son tour répondu, et dit à son auguste interlocuteur qu'effectivement on armait en France, mais qu'on armait parce qu'il armait lui-même, lui ayant parlé des ouvrages qui s'exécutaient sur la Dwina et sur le Dniéper, du mouvement des troupes de Finlande, de celui des troupes de Turquie, Alexandre se voyant déconcerté, s'en était tiré par un entier déploiement de franchise, qu'il pouvait du reste se permettre sans inconvénient, car il était vrai qu'il n'avait pris ses premières précautions qu'à la suite de nombreux avis venus de Pologne et d'Allemagne, et lui-même d'ailleurs n'était pas fâché qu'on sût qu'il était préparé à se bien battre. — Vous prétendez que j'arme, avait-il dit à M. de Caulaincourt, et je suis loin de le nier; j'arme en effet, je suis prêt, tout à fait prêt, et vous me trouverez disposé à me défendre énergiquement. Et que penseriez-vous de moi si j'avais agi autrement, si j'avais été assez simple, assez oublieux de mes devoirs, pour laisser mon pays exposé à la volonté si prompte, si exigeante et si redoutable de votre maître? Mais je n'ai armé que lorsque des avis sûrs, infailibles, dont, bien entendu, je n'ai pas à vous révéler la source, m'ont appris qu'on mettait Dantzig en état de défense, qu'on augmentait la garnison de cette ville, que les troupes du maréchal Davout s'accroissaient et se concentraient, que les Polonais, les Saxons avaient ordre de se tenir prêts; qu'on achetait Modlin, qu'on réparait Thorn, qu'on approvisionnait enfin toutes ces places. Ces avis reçus, voici ce que j'ai fait... — Conduisant alors par la main M. de Caulaincourt dans un cabinet reculé où étaient étalées ses cartes, Alexandre avait ajouté : J'ai ordonné des travaux défensifs non pas en avant, mais en arrière de ma frontière, sur la Dwina et le Dniéper, à Riga, à Dunahourg, à Bohrnisk, c'est-à-dire à une distance du Niémen presque égale à celle qui sépare Strasbourg de Paris. Si votre maître fortifiait Paris, pourrais-je m'en plaindre? Et quand il porte ses préparatifs si en avant de ses frontières, ne puis-je pas armer si en arrière des nîennes sans être accusé de provocation? Je n'ai pas tiré des divisions entières de Finlande, mais seulement rendu aux divisions de Lithuanie les régiments qu'on leur avait enlevés pour la guerre contre les Suédois; j'ai envoyé à l'armée les bataillons de garni-

son, et changé l'organisation de mes dépôts. J'augmente ma garde, ce dont vous ne me parlez pas, et ce que je vous avoue, et je tâche de la rendre digne de la garde de Napoléon. J'ai enfin ramené cinq de mes divisions de Turquie, ce dont je suis loin de faire un mystère, et dont au contraire je fais un grief contre vous, car vous m'empêchez ainsi de recueillir le fruit convenu de notre alliance, fruit bien modiqué en comparaison de vos conquêtes; en un mot, je ne veux pas être pris au dépourvu. Je n'ai pas d'aussi bons généraux que les vôtres, et surtout je ne suis, moi, ni un général ni un administrateur comme Napoléon; mais j'ai de bons soldats, j'ai une nation dévouée, et nous montrons tous l'épée à la main plutôt que de nous laisser traiter comme les Hollandais ou les Hambourgeois. Mais, je vous le déclare sur l'honneur, je ne tirerai pas le premier coup de canon. Je vous laisserai passer le Niémen sans le passer moi-même. Croyez-moi, je ne vous trompe point, je ne veux pas la guerre. Ma nation, quoique blessée des allures de votre empereur à mon égard, quoique alarmée de vos empiétements, de vos projets sur la Pologne, ne veut pas plus la guerre que moi, car elle en sait le danger; mais attaquée elle ne reculera point. —

M. de Caulaincourt ayant répété au czar que, en dehors de la guerre, il y avait des choses qui pouvaient égaler la gravité de la guerre elle-même, que le projet secret de se rapprocher de l'Angleterre après la conquête des provinces danubiennes, de rétablir le commerce russe avec elle, serait jugé par Napoléon comme non moins dangereux que des coups de canon, Alexandre avait été aussi prompt à s'expliquer sur ce sujet que sur les autres. — Me rapprocher, avait-il dit, de l'Angleterre après l'arrangement des affaires de Turquie, je n'y pense pas! Après la guerre de Turquie, après avoir ajouté la Finlande, la Moldavie, la Valachie à mon empire, je considérerai la tâche militaire et politique de mon règne comme accomplie. Je ne veux plus courir de nouveaux hasards, je veux jouir en paix de ce que j'ai acquis, et m'occuper de civiliser mon empire au lieu de m'attacher à l'agrandir. Or, pour me rapprocher de l'Angleterre, il faudrait me séparer de la France, et courir la chance d'une guerre avec elle, que je regarde comme la plus dangereuse de toutes! Et pour quel but? pour servir l'Angleterre, pour venir à l'appui de ses théories maritimes, qui ne sont pas les miennes? Ce serait insensé de ma part. La guerre de Turquie finie, je veux demeurer en repos, dédommé de ce que vous aurez acquis par ce que j'aurai acquis moi-même, très-insuffisamment dédommé, disent les adversaires de la politique de Tilsit, mais suffisamment à mes yeux. Je resterai fidèle à cette politique, je resterai en guerre avec l'Angleterre, je lui tiendrai mes ports fermés, dans la mesure toutefois que j'ai fait connaître et dont il m'est impossible de me départir. Je ne puis pas, en effet, je vous l'ai dit, je vous le répète,

interdire tout commerce à mes sujets, ni leur défendre de frayer avec les Américains. Il entre bien ainsi quelques marchandises anglaises en Russie, mais vous en introduisez au moins autant chez vous par vos licences, et surtout par votre tarif qui les admet au droit de 50 pour cent. Je ne puis pas me gêner plus que vous ne vous gênez vous-mêmes. J'ai besoin, en persistant dans une alliance que vous ne prenez aucun soin de populariser en Russie, de ne pas la rendre intolérable à mes peuples par un genre de dévouement que vous n'y apportez point, et qui n'est pas nécessaire du reste pour réduire l'Angleterre aux abois, comme elle y sera bientôt réduite si vous ne lui créez pas vous-mêmes des alliés sur le continent. Il faut donc nous en tenir à ces termes, car, je vous le déclare, la guerre fût-elle à mes portes, sous le rapport des mesures commerciales, je n'irai pas au delà. Quant aux autres points qui nous divisent, j'en ai pris mon parti. Les Polonais sont bien bruyants, bien incommodes, annoncent bien haut la prochaine reconstitution de la Pologne; mais je compte sur la parole de l'Empereur à ce sujet, quoiqu'il n'ait refusé la convention que j'avais demandée. Quant à Oldenbourg, j'ai besoin de quelque chose qui ne soit pas dérisoire, non pour ma famille, que je suis assez riche pour dédommager, mais pour la dignité de ma couronne. Et à cet égard encore je m'en rapporte à l'empereur Napoléon. Je vous ai dit, je vous répète, que, quoique blessé et embarrassé de ce qui s'est passé dans le duché d'Oldenbourg, pour ce motif je ne ferai pas la guerre. —

M. de Caulaincourt ayant insisté pour que l'empereur Alexandre désignât lui-même l'indemnité qui pourrait lui convenir, il refusa de nouveau de s'expliquer. — Où voulez-vous, lui dit-il, que je cherche une indemnité? En Pologne? Napoléon dirait que je lui demande une partie du duché de Varsovie, et que c'est pour la Pologne que je fais la guerre. Aussi m'offrirait-il le duché tout entier que je le refuserais. Demanderai-je cette indemnité en Allemagne? Il irait dire aux princes allemands que je travaille à les déposséder. Je ne puis donc prendre l'initiative, mais je m'en fie à lui. Sauvons les apparences, et je serai satisfait. Mon trésor complètera l'indemnité si elle n'est pas suffisante. —

Alexandre, à mesure que le départ de M. de Caulaincourt approchait, avait redoublé de soins pour cet ambassadeur, et, tout fin qu'il était, avait évidemment manifesté dans ses épanchements avec lui ses véritables dispositions. La grandeur de Napoléon était loin de lui plaire, cependant il s'y résignait au prix de la Finlande, de la Moldavie et de la Valachie. Il ne voulait pas, pour se rapprocher de l'Angleterre, risquer avec la France une guerre dont la pensée le faisait frémir; mais il ne voulait pas davantage sacrifier les restes de son commerce, et pour ce motif seul il était capable de braver une rupture. Sa nation, et par sa nation nous, entendons surtout la noblesse et la partie élevée de l'armée, le devinant sans

qu'il s'expliquât, l'approuvant cette fois entièrement, ne voulant pas la guerre plus que lui, mais autant que lui, et aux mêmes conditions, ne montrait aucune jactance, même aucune animosité, et disait tout haut comme son empereur, avec une modestie mêlée d'une noble fermeté, qu'elle savait ce que la guerre avec la France avait de grave, mais que si on allait jusqu'à la violenter dans son indépendance elle se défendrait, et saurait succomber les armes à la main. Il y avait déjà une idée répandue dans tous les rangs de la nation, c'est qu'on ferait comme les Anglais en Portugal, qu'on se retirerait dans les profondeurs de la Russie, qu'on détruirait tout en se retirant, et que si ce n'était point par les armes russes, ce serait au moins par la misère que les Français périraient. Du reste, dans le langage, dans l'attitude, rien n'était provocant, et M. de Caulaincourt ainsi que les Français qui l'entouraient étaient accueillis partout avec un redoublement de politesse.

La nouvelle de la naissance du Roi de Rome étant parvenue à Saint-Petersbourg avant l'arrivée de M. de Lauriston, Alexandre avait envoyé tous les grands de sa cour complimenter l'ambassadeur de France, et s'était comporté en cette circonstance avec autant de franchise que de cordialité. M. de Caulaincourt désirait terminer sa brillante et, il faut le reconnaître, sa très-utile ambassade (car il avait contribué à retarder la rupture entre les deux empires), par une fête magnifique donnée à l'occasion de la naissance du Roi de Rome. Il désirait naturellement que l'empereur Alexandre y assistât, et celui-ci, devinant son désir, lui avait dit ces propres paroles : Tenez, ne m'invitez pas, car je serais obligé de refuser, ne pouvant aller danser chez vous lorsque deux cent mille Français marchent vers mes frontières. Je vais me faire malade pour vous fournir un motif de ne pas m'inviter, mais je vous enverrai toute ma cour, même ma famille, car je veux que votre fête soit brillante, telle qu'elle doit être pour l'événement que vous célébrez, et pour vous qui la donnez. Votre successeur arrive, peut-être m'apportera-t-il quelque chose de rassurant; alors, si nous parvenons à nous entendre, je vous prodiguerai à votre maître et à vous les témoignages d'amitié les plus significatifs. —

Les choses se passèrent en effet à cette grande fête comme l'avait annoncé l'empereur Alexandre, et toutes les contenance furent sauvées. M. de Lauriston, fort impatiemment attendu, arriva enfin le 9 mai 1811 à Saint-Petersbourg. M. de Caulaincourt le présenta sur-le-champ à l'empereur Alexandre, qui l'accueillit avec une grâce parfaite et une confiance flatteuse, sachant que sous le rapport des dispositions amicales et véridiques il ne perdait rien au change. Après quelques jours consacrés à des réceptions officielles pleines d'éclat, Alexandre, tantôt en présence de M. de Caulaincourt, tantôt en tête-à-tête, mit M. de Lauriston à la ques-

tion pour ainsi dire, afin d'en obtenir quelque éclaircissement satisfaisant sur les projets de Napoléon; mais il n'en apprit rien que ne lui eût déjà dit M. de Caulaincourt, que ne lui eût rapporté M. de Czernicheff, récemment arrivé de Paris. Napoléon ne désirait point une rupture, mais il armait parce qu'il avait appris l'arrivée en Lithuanie des divisions de Finlande et de Turquie, parce qu'on remuait de la terre sur la Dwina et le Dniéper, parce qu'on lui annonçait partout la guerre, parce qu'il craignait qu'on ne la lui fit après l'arrangement des affaires de Turquie, parce qu'on admettait les Américains dans les ports de Russie, etc... — A ces redites, Alexandre ne put qu'opposer d'autres redites, et répéter qu'il armait sans doute, mais uniquement pour répondre aux armements de Napoléon; qu'il ne songeait nullement à commencer une nouvelle guerre après l'arrangement des affaires de Turquie; qu'il ne prendrait les armes que si on les prenait contre lui; qu'il engageait sa parole d'homme et de souverain de ne point agir autrement; qu'il recevait les Américains, parce qu'il ne pouvait pas se passer de ce reste de commerce, et qu'engagé à Tilsit, non aux décrets de Berlin ou de Milan qu'il ne connaissait point, mais au droit des neutres, il était fidèle, plus fidèle que la France à ce droit en admettant les neutres chez lui; qu'en un mot il était prêt à désarmer, si on voulait convenir d'un désarmement réciproque.

Après ces redites, qu'il fit entendre à M. de Lauriston comme il les avait fait entendre tant de fois à M. de Caulaincourt, il reçut les adieux de celui-ci, le serra même dans ses bras, le supplia de faire connaître à Napoléon la vérité tout entière, pria M. de Lauriston, qui était présent, de la répéter à son tour, en ajoutant avec tristesse ces paroles caractéristiques : « Mais vous ne serez pas en plus que M. de Caulaincourt... On dira que je vous ai gagné, que je vous ai séduit; et que, tombé dans mes filets, vous êtes devenu plus Russe que Français... » —

M. de Caulaincourt partit pour Paris, et M. de Lauriston, après quelques jours passés à Saint-Petersbourg, écrivit au ministère français qu'en sa qualité d'honnête homme il devait la vérité à son souverain, qu'il était résolu à la lui dire, qu'il devait donc lui déclarer que l'empereur Alexandre, préparé dans une certaine mesure, ne voulait cependant pas la guerre, que dans aucun cas il n'en prendrait l'initiative, qu'il ne la ferait que si on allait la porter chez lui; que quant à Oldenbourg, il accepterait ce qu'on lui donnerait, même Erfurt, bien que cette indemnité fût dérisoire, et que pour l'amour-propre russe, profondément blessé, il serait bon de trouver mieux; que relativement à la question commerciale, on obtiendrait plus de rigueur dans l'examen des papiers des neutres, quoiqu'il y eût déjà une certaine sévérité déployée à leur égard, puisque cent cinquante bâtimens anglais avaient été saisis en un an; mais que la Russie n'irait jamais jusqu'à se passer entièrement des neutres. — Je ne puis,

ajoutait M. de Lauriston, voir que ce que je vois, et dire que ce que je vois. Les choses sont telles que je les expose, et si on ne se contente pas des seules concessions qui soient possibles, on aura la guerre, on l'aura parce qu'on l'aura voulu, et elle sera grave, d'après tout ce que j'ai observé tant ici que sur ma route. — M. de Czernicheff fut de nouveau envoyé à Paris pour répéter en d'autres termes, mais avec les mêmes affirmations, exactement les mêmes choses, et aussi pour continuer auprès des bureaux de la guerre un genre de corruption dont il avait seul le secret dans la légation russe, et auquel son gouvernement attachait un grand prix, parce qu'il en obtenait les plus précieuses informations sur tous les préparatifs militaires de la France.

Lorsque ces nouvelles explications parvinrent à Paris, par le retour de MM. de Czernicheff et de Caulaincourt, par les lettres de M. de Lauriston, Napoléon en conclut non point que la paix était possible, s'il le voulait, mais que la guerre serait différée d'une année, car évidemment les Russes ne prendraient pas l'initiative, puisqu'ils ne l'avaient pas déjà prise après tout ce qu'il avait fait pour les y provoquer, et évidemment aussi ils avaient de leur côté bien des préparatifs à terminer, et voudraient avoir fini la guerre de Turquie avant d'en commencer une autre; et comme Napoléon tenait à n'entreprendre cette nouvelle campagne au Nord qu'avec des moyens immenses, il ne fut pas fâché d'avoir encore une année devant lui, soit pour préparer ses troupes, soit pour compléter son matériel, qui constituait, avons-nous dit, la principale difficulté de sa prochaine entreprise. Pourquoi son intelligence de la situation n'alla-t-elle pas plus loin? pourquoi ne vit-il pas qu'il était possible non-seulement de différer la rupture, mais de l'éviter? Ce fut encore par la raison que nous avons donnée précédemment. Il avait tant de fois éprouvé qu'après un premier refroidissement on en arrivait inévitablement avec lui à la guerre, il avait vu tant de fois ses ennemis cachés prêts à se rallier au premier ennemi patent qui osait lever le masque; il voyait si bien dans la Russie l'ennemi vaincu mais non pas écrasé, autour duquel se rallieraient les ressentiments de l'Europe, qu'il se disait que tôt ou tard il aurait encore un conflit avec elle, et dans la guerre probable apercevant tout de suite la guerre déclarée, à ce point que sa propre prévoyance lui devenait un piège, lisant profondément dans le cœur des autres sans même regarder dans le sien, ne voyant pas que dans le rapide enchaînement de la foudre à la brouille ouverte il entraînait comme cause principale son fougueux caractère, ne voyant pas qu'il dépendait de lui de briser ce cercle fatal, en devenant un instant modéré, patient, tolérant pour autrui, ne faisant aucune de ces salutaires réflexions, n'ayant personne auprès de lui pour l'obliger à les faire, ne recevant aucun avis utile ni de ses ministres, ni des corps de l'État, espèces de fantômes destinés à représenter la nation et n'osant pas

même avouer ses plus cruelles souffrances, que livré entièrement à lui-même, il résolut une seconde fois, on peut le dire, en mai 1811, la guerre de Russie, en prenant cependant le parti de la différer. Toujours promptement décidé, il fit dès la fin de mai ses dispositions en conséquence, et donna ses ordres militaires, ses instructions diplomatiques, avec la certitude absolue que la guerre de Russie n'aurait lieu qu'en 1812, mais qu'elle aurait infailliblement lieu à cette époque.

N'ayant rien de caché pour le maréchal Davout, il lui écrivit sur-le-champ que les événements étaient moins pressants¹, mais qu'il ne renonçait à aucun de ses préparatifs, seulement que toutes les fois qu'il y aurait un avantage, ou d'économie, ou de bonne exécution, à terminer une chose en quinze jours au lieu de huit, il fallait la terminer en quinze; que son intention était d'avoir l'armée du Nord prête pour le commencement de 1812, mais sur des proportions bien plus considérables que celles qu'il avait d'abord établies. Ce n'était plus de 300 mille hommes qu'il s'agissait maintenant; il voulait en réunir 200 mille dans la main du maréchal Davout sur la Vistule, en avoir 200 mille autres dans sa propre main sur l'Oder, avoir une réserve de 150 mille sur l'Elbe et le Rhin, une force égale à peu près dans l'intérieur pour la sûreté de l'Empire, et envoyer encore des troupes en Espagne au lieu d'en retirer. Napoléon contremanda le départ des quatrièmes et sixièmes bataillons du maréchal Davout, décida qu'ils seraient formés au dépôt parce qu'ils s'y organiseraient mieux, en projeta même un septième, afin d'en avoir six en état de servir; il revint sur la formation en bataillons d'élite ordonnée dans un moment d'urgence pour les régiments stationnés en Hollande et en Italie, et voulut même qu'il fût créé un quatrième et un sixième bataillon dans chacun de ces régiments. Sans restreindre les achats de chevaux, en les augmentant au contraire, il prescrivit de les faire plus lentement pour les faire mieux, et entreprit l'organisation de ses immenses charrois dans de plus vastes proportions, et sur un nouveau modèle, que nous décrirons ailleurs. Il profita enfin du temps qui lui restait pour composer autrement et plus grandement l'armée polonoise, et envoya des fonds à Varsovie afin d'avoir, l'année suivante, les places de Torgau, Modlin, Thorn entièrement achevées et armées. En un mot, loin de diminuer ses préparatifs, il leur donna tout à la fois plus de lenteur et plus d'étendue, pour qu'ils fussent plus parfaits et plus vastes.

La diplomatie fut conduite d'après les mêmes vues. On avait sondé l'Autriche, et on avait obtenu d'elle des réponses du nature à inspirer confiance, pour peu qu'on aimât à se faire illusion. M. de Metternich dirigeait le cabinet de Vienne depuis la guerre de 1805. Sa politique

¹ Je rapporte ces faits en ayant sous les yeux les lettres de Napoléon au maréchal Davout, au ministre de la guerre, au roi de Saxe, au prince Poniatowski.

déclarée était la paix avec la France : ayant l'ambition d'en tirer pour son pays quelque résultat éclatant, il aurait voulu faire sortir de cette paix nue espèce d'alliance, et de cette alliance la restitution de l'Illyrie, qui, à cause de Trieste et de l'Adriatique, était en ce moment ce que l'Autriche regrettait le plus. C'est par ce motif que l'idée d'un mariage de Napoléon avec Marie-Louise avait été accueillie avec tant d'empressement. Mais cette politique trouvait à Vienne plus d'un contradicteur. La cour, ne se croyant pas plus que de coutume enchaînée aux volontés du ministère, obéissant comme toujours à ses passions, recevait les Russes, et en général les mécontents quels qu'ils fussent, avec la plus grande faveur, tenait le langage le moins mesuré à l'égard de la France, et dans les nuages qui venaient de s'élever vers le Nord croyant apercevoir de nouveaux orages, s'était mise à les appeler de ses vœux, car dans les cours aussi bien que dans les rues, les mécontents ont l'habitude de souhaiter les tempêtes. Avec un empressement qui ne lui était pas ordinaire, la cour de Vienne avait fait accueil aux écrivains. MM. Schlegel, Goethe, Wieland et d'autres encore, avaient été attirés et reçus à Vienne avec beaucoup d'éclat. Il y avait alors une manière détonnée, et du reste fort légitime, de dire que l'Allemagne devait bientôt se soulever contre la France, c'était de célébrer, d'exalter ce qu'on appelait le génie germanique, de proclamer sa supériorité sur le génie des autres peuples, d'ajouter naturellement qu'il n'était pas fait pour vivre humilié, vaincu, esclave, et d'annoncer son réveil éclatant et prochain. En brûlant beaucoup d'encens devant les écrivains illustres que nous venons de nommer, la société de Vienne n'avait pas voulu indiquer autre chose; cette aristocratie, plus élégante que spirituelle, avait flatté les gens d'esprit à force de haïr la France. La nation autrichienne, fatiguée de la guerre, se délassant des imprudences de son aristocratie, ne demandant pas mieux que d'être vengée des Français, mais l'espérant peu, imitait son sage et malicieux souverain, qui, entre les courtisans et les ministres, ne se prononçait pas, laissait parler les courtisans qui parlaient suivant son cœur, et agir les ministres qui agissaient selon sa prudence. On se doutait bien à Vienne que la guerre ne tarderait pas d'éclater entre la France et la Russie; et qu'on serait pressé d'opter; mais on avait pris son parti (nous voulons parler du gouvernement), et, si on ne pouvait pas rester neutre, on était décidé à se prononcer pour le plus fort, c'est-à-dire pour Napoléon. Ainsi on se ferait payer de son option par la restitution de l'Illyrie; on ne ferait en cela que ce que la Russie avait fait en 1809 contre l'Autriche; on l'imiterait même complètement; on serait allié de la France, mais allié peu actif, et, comme la Russie, on tâcherait d'obtenir quelque chose à la paix sans l'avoir gagné pendant la guerre. Ces vues subtiles du ministre dirigeant étaient celles aussi de l'empereur, qui, ayant été plus

d'une fois abandonné par ses alliés, se croyait en droit de se tirer du naufrage de la vieille Europe comme il pourrait, ce qui ne l'empêchait pas de hériter sa fille, l'Impératrice des Français, et d'adresser des vœux au ciel pour qu'elle fût heureuse. Mais souverain avant tout d'un État vaincu, amoindri, il aspirait à le relever par la politique, la guerre ne lui ayant pas réussi contre son terrible gendre.

L'empereur laissait donc aller la cour comme elle voulait, se contentant de ne prendre part à aucune de ses manifestations, écrivait les lettres les plus amicales à sa fille, aimait à apprendre d'elle qu'elle était satisfaite de son sort, encourageait son ministre à traiter lentement et prudemment avec la France, consentait tout d'abord à aider celle-ci, en Turquie, car il s'agissait là d'empêcher les Russes d'obtenir les provinces du Danube, et permettait qu'on lui donnât à espérer l'alliance de l'Autriche dans le cas de nouvelles complications européennes, à condition toutefois de solides avantages. Mais, tout en entrant à ce point dans les intentions de son gendre, il voulait qu'on ne cessât pas de lui conseiller la paix, car, il faut le reconnaître à sa louange, ce sage empereur, ayant vu la guerre entraînée tant de maux dans ce siècle, aimait mieux la paix le laissant tel qu'il était, que la guerre pouvant lui restituer quelque chose de ce qu'il avait perdu.

Du reste M. de Metternich entrait profondément dans cette politique; mais l'action engage souvent plus qu'on ne veut, et il penchait de notre côté peut-être un peu plus que l'empereur, parce qu'obligé d'avoir tous les jours sa main dans la nôtre, il ne lui était pas facile de l'y mettre à demi. — Ne vous inquiétez pas, disait-il à M. Otto, de tout ce qui se débite à la cour. Les femmes sont ainsi faites : il faut qu'elles parlent, et elles parlent suivant la mode du jour. Laissons-les dire, et faisons les affaires. — Il expliquait ensuite ce qu'il entendait par les bien faire. Ce ministre, l'un des plus grands qui aient dirigé la politique autrichienne, adonné au luxe et aux plaisirs du monde, ayant le goût de parler, de disputer, d'enseigner, mais sous des formes dogmatiques cachant une finesse profonde, professant la sincérité, la pratiquant souvent, et, entre beaucoup de qualités éminentes, ayant celle de n'accorder aux passions qui l'entouraient que des satisfactions en paroles, mais ne se laissant conduire en réalité que par l'intérêt de son pays grandement entendu, esprit supérieur, en un mot, appelé à exercer pendant quarante années une influence immense sur l'Europe, ce ministre disait à M. Otto, avec un singulier mélange d'abandon, de cordialité, de confiance en lui-même : — Laissez-moi faire, et tout ira bien. Votre maître veut en toutes choses aller trop vite. A Constantinople vous ne commettez que des fautes. Vous croyez trop que les Turcs sont des brutes à mener avec le bâton. Ces brutes sont devenues aussi fines que vous. Elles voient les spéculations dont elles sont l'objet de la

part de tout le monde, et de votre part notamment. Elles savent que vous les avez livrées aux Russes en 1807, que maintenant vous les voudriez reprendre pour vous en servir contre ces mêmes Russes. Elles vous détestent, sachez-le, et tout ce que vous leur dites va en sens contraire de vos désirs. Tenez-vous en arrière, soyez réservés à Constantinople, et nous arracherons des mains des Russes la riche proie que vous avez en l'imprudence de leur abandonner. Fiez-vous-en à moi, et les Turcs ne céderont pas la Moldavie et la Valachie. Mais, de grâce, montrez-vous le moins possible. Tout conseil qui vient de vous est suspect à Constantinople. — Ces avis aussi sages que profonds peignaient un état de choses malheureusement trop vrai. Quand on arrivait à parler des probabilités de guerre avec la Russie, M. de Metternich conseillait fort la paix, disait que tout grand qu'était l'empereur Napoléon, la fortune pourrait bien le trahir, car elle avait trahi bien des grands hommes; que toutes les chances sans aucun doute étaient en sa faveur; que cependant il valait mieux ne pas mettre sans cesse au jeu; que, si par bonheur l'empereur Napoléon pensait ainsi, lui M. de Metternich ne demandait pas mieux que de s'entremettre, de servir de médiateur auprès de la Russie, et que probablement il réussirait; que quant à l'Autriche elle était obligée de se ménager beaucoup, qu'elle était extrêmement fatiguée, qu'elle avait grand besoin de repos, et que pour l'entraîner à servir la France dans une guerre qui contrariait l'inclination de la nation autrichienne; il fallait un prix digne d'un tel effort, et capable de fermer la bouche à tous les mécréants de la politique actuelle. —

Ces paroles et d'autres finement mêlées aux plus hautes théories indiquaient clairement qu'avec une province on aurait une armée autrichienne, comme avec la Finlande on avait en jadis une armée russe. Mais M. Otto à Vienne, M. de Bassano à Paris, avaient ordre de s'envelopper d'autant de nuages que M. de Metternich, dès qu'il serait question de l'Illyrie ou de la Pologne, et de dire que la guerre ordinairement était féconde en conséquences, qu'on ne pouvait faire à l'avance la distribution du butin, mais qu'avec Napoléon, les alliés qui lui étaient utiles n'avaient jamais perdu leurs peines.

En Prusse la politique n'était point aussi calculée, elle était triste et découragée. M. de Hardenberg, qu'on avait toujours réputé ennemi de la France, avait sollicité et obtenu de Napoléon l'autorisation de devenir le principal ministre de la Prusse. Le roi avait demandé qu'on lui laissât prendre ce ministre, disant qu'il était homme d'esprit, le seul peut-être dont il pût se servir utilement dans les circonstances, qu'avec lui on pourrait opérer les réformes indispensables, et payer à la France ce qu'on lui devait. Napoléon ne regardant plus comme ennemi un personnage qui se faisait recommander de la sorte, et fort sensible surtout à l'espé-

rance d'être payé par la Prusse, avait consenti à laisser arriver M. de Hardenberg au ministère, et celui-ci en effet avait opéré quelques réformes utiles, adopté quelques mesures dictées par un esprit libéral, comme d'égaliser l'impôt, d'ouvrir l'accès des grades à tous les officiers de l'armée, ce qui avait offusqué les uns, enchanté les autres, satisfait le plus grand nombre, et ce que M. de Hardenberg avait présenté à Napoléon comme une imitation française, au parti germanique comme l'une de ces réformes qui devaient attacher les masses au gouvernement du roi, et fournir un jour les moyens financiers et militaires d'affranchir l'Allemagne. M. de Hardenberg et les ministres prussiens avaient imaginé pour l'armée un expédient, converti depuis en système permanent pour la Prusse, c'était d'avoir beaucoup de soldats en paraissant en avoir peu. On doit se souvenir qu'un article secret du traité de Tilsit défendait que la Prusse eût plus de 42 mille hommes sous les drapeaux. Pour échapper à cet article, on avait choisi ce qu'il y avait de meilleur dans l'armée prussienne, et on en avait composé les cadres; puis on faisait passer dans ces cadres le plus d'hommes qu'on pouvait, en les instruisant le plus vite, le mieux possible, et en les renvoyant ensuite dans leurs champs pour en appeler d'autres qu'on s'appliquait à former à leur tour. On comptait ainsi avoir au besoin 150 mille hommes au lieu de 42 mille, chiffre fixé par les traités. On gardait au dépôt du régiment les armes et les habits des soldats provisoirement renvoyés dans leurs champs, et on espérait que grâce à la haine inspirée à la nation prussienne par ses malheurs, ces soldats, retenus à peine un an sous les drapeaux, se comporteraient dans l'occasion comme les troupes les plus aguerries. L'avenir devait justifier cet espoir. Les cœurs, en effet, étaient remplis en Prusse d'une haine invincible contre la France. Toute la jeunesse des classes élevées, toute celle des classes moyennes, nobles et bourgeois, prêtres et philosophes, se réunissaient dans des sociétés secrètes qui prenaient divers noms, *Ligue de la vertu*, *Ligue germanique*, sociétés dans lesquelles on promettait de n'aimer que l'Allemagne, de ne vivre que pour elle, d'oublier toute différence de classe ou de province, de ne plus admettre qu'il y eût des nobles et des non nobles, des Saxons, des Bavarois, des Prussiens, des Wurtembergiens, des Westphaliens, de repousser toutes ces distinctions, de ne reconnaître que des Allemands, de ne parler que la langue de l'Allemagne, de ne porter que des tissus fabriqués chez elle, de ne consommer que des produits sortis de son sein, de n'aimer, cultiver, favoriser que l'art allemand, de consacrer enfin toutes ses facultés à l'Allemagne seule. Ainsi le patriotisme exalté de l'Allemagne s'enfonçait dans l'ombre et le mystère, satisfaisant à la fois un besoin de la situation, et un penchant du génie germanique.

Le roi et M. de Hardenberg, placés sur ce volcan, étaient en proie à

de cruelles perplexités. Le roi par scrupule, comme l'empereur d'Autriche par prudence, inclinait à ne pas rompre avec Napoléon, car il s'était engagé à lui par les plus solennelles protestations de fidélité, dans l'espérance de sauver les débris de sa monarchie. M. de Hardenberg, dans une position assez semblable à celle de M. de Metternich, cherchait de quel côté il pourrait trouver pour son pays le plus d'avantages. Le parti allemand exalté lui en voulant de son changement apparent de conduite, et de quelques rigueurs obligées envers les associations secrètes, était prêt toutefois à lui pardonner, à condition qu'il devint l'instrument d'une perfidie toute patriotique, dont personne ne se faisait conscience à Berlin. Cette perfidie consistait à prendre prétexte de la situation menaçante de l'Europe pour armer, et armer très-activement; à parler d'alliance à Napoléon afin qu'il tolérât ces armements, à offrir, à promettre, à signer même cette alliance s'il le fallait, puis, le moment venu, à s'enfoncer dans la Vierge-Prusse avec 150 mille hommes, et à se joindre aux Russes pour accabler les Français, tandis que l'Allemagne tout entière se soulèverait sur leurs derrières. Sans examiner la légitimité d'une pareille politique, et en admettant qu'il est beaucoup permis à qui veut affranchir son pays, il y avait bien à dire contre cette politique du point de vue de la prudence. La Prusse pouvait en effet perdre à ce redoutable jeu les restes de son existence. Le roi, M. de Hardenberg et quelques esprits sages le craignaient, et appelaient folie une telle conduite. Pour tâcher de les amener à leurs vœux, les membres ardents du parti germanique répandaient mille bruits alarmants, et cherchaient à leur persuader que Napoléon avait l'intention d'enlever le roi et la monarchie elle-même par une subite irruption sur Berlin, ce qui était tout à fait faux, mais ce qui aurait pu se réaliser pourtant, si la Prusse avait commis quelque imprudence, car Napoléon, recevant de son côté des avis tout aussi inquiétants, se tenait sur ses gardes, et avait ordonné au maréchal Davout de se porter sur Berlin au premier danger.

Poursuivis ainsi des plus sinistres fantômes, le roi et M. de Hardenberg avaient adopté en partie le plan qu'on leur conseillait, moins la perfidie, qui répugnait à la droiture du roi comme à sa prudence. Ils avaient résolu d'armer, et ils avaient armé réellement au moyen de l'expédient que nous avons fait connaître; et bien qu'ils se fussent strictement renfermés dans l'effectif de 42 mille hommes, néanmoins ils en pouvaient réunir en peu de temps 100 ou 120 mille. Mais s'ils pouvaient équivoquer sur le chiffre vrai des troupes disponibles, il leur était impossible de cacher certains préparatifs, comme ceux par exemple qui se faisaient dans les places restées à la Prusse. Napoléon tenait bien les forteresses les plus importantes de l'Oder, Glogau, Custring, Stettin, et en outre les deux plus importantes de la Vistule, Thorn et Dantzig, mais le roi Frédéric-Guillaume

avait encore en sa possession Breslau, Neisse, Schweidnitz, dans la haute Silésie, Spandau vers le confluent de la Sprée et du Havel, Graudenz sur la Vistule, Colberg sur le littoral de la Poméranie, Pillau sur le Frisch-Haff, sans compter Königsberg, la capitale de la Vieille-Prusse, et il avait déployé une grande activité dans les travaux de ces places, surtout dans ceux de Colberg et de Graudenz. On employait plus particulièrement à titre d'ouvriers les vieux soldats dont la conservation était importante, et qu'on gardait ainsi sous la main au delà des 42 mille hommes permis par les traités. L'intention du roi et de M. de Hardenberg, quand ils ne pourraient plus dissimuler ces armements, était de les avouer, d'en dire le motif, qui était le projet imputé à Napoléon de commencer la guerre contre la Russie par la suppression des restes de la monarchie prussienne, de parler en gens désespérés, et de placer la France dans l'alternative ou d'accepter leur alliance sincère, au prix d'une garantie solennelle de leur existence et de diverses restitutions territoriales, ou de les avoir pour ennemis acharnés, luttant jusqu'au dernier homme pour la défense de leur indépendance. C'était après tout la politique la moins chanceuse, bien qu'elle eût ses dangers; et quant à la proposition d'alliance, elle s'explique de la part du roi et de M. de Hardenberg par l'opinion générale alors en Europe, que vouloir combattre Napoléon était une folie. Avec une telle manière de penser, tout en détestant dans Napoléon l'oppressur de l'Allemagne, le roi et son ministre croyaient plus sage de s'allier à lui, de refaire en le secondant la situation de la Prusse, de la refaire aux dépens de n'importe qui, plutôt que de s'exposer à être détruit définitivement.

Les choses en étaient arrivées à un tel point qu'il fallait parler clairement, car de part et d'autre dissimuler était devenu impossible. Napoléon, en effet, averti de tous côtés, avait ordonné au maréchal Davout de se tenir sur ses gardes, de se préparer à pousser la division Friant sur l'Oder, afin de couper au roi de Prusse et à son armée la retraite sur la Vistule, afin de l'enlever lui et la majeure partie de ses troupes au premier acte inquiétant; et avait en outre prescrit à ce maréchal de tenir prêts trois petits parcs de siège pour prendre en quelques jours Spandau, Graudenz, Colberg et Breslau. Ces ordres donnés, il avait enjoint à M. de Saint-Marsan, qui était ambassadeur de France, d'avoir une explication péremptoire avec le cabinet de Berlin, de lui demander sous forme d'ultimatum le désarmement immédiat et complet, et si cet ultimatum n'était pas accepté, de se retirer en livrant au bras du maréchal Davout la monarchie du grand Frédéric. Ces détails suffisaient pour montrer quelle gravité prenaient de tous côtés les événements.

Il s'était passé et il se préparait des événements non moins graves dans le voisinage de la Prusse, c'est-à-dire en Danemark et en Suède. Le Dane-

mark, astreint comme tout le reste du littoral européen aux lois du blocus continental, était fidèle à ces lois autant qu'on pouvait l'attendre d'un État allié défendant la cause d'autrui, car bien que le Danemark regardât la cause des neutres comme la sienne, au point où en étaient venues les choses la cause des neutres avait malheureusement disparu dans une autre, celle de l'ambition de Napoléon. Le Danemark, composé d'îles, ayant une partie de sa fortune dans d'autres îles situées au delà de l'Océan, ne pouvait vivre que de la mer, et quoiqu'il s'agit de la mer dans la querelle soulevée, trouvait dur, pour l'avoir libre un jour, d'en être si complètement privé aujourd'hui. Mais la probité naturelle du gouvernement et du pays, le souvenir du désastre de Copenhague, la haine contre les Anglais, le courage du prince régnant, sa dureté même, tout concourait à faire du Danemark l'allié le plus fidèle de la France dans la grande affaire du blocus continental. Cependant, bien que l'esprit général fût dans ce sens, l'infidélité de quelques individus, la souffrance de quelques autres, entraînaient plus d'un manquement. Altona surtout, placé à quelques pas de Hambourg, servait encore aux communications avec l'Angleterre. Les négociants de Hambourg, devenus Français malgré eux, et comme tels soumis aux rigoureuses lois du blocus, exposés de plus à l'inflexible sévérité du maréchal Davout, craignant (ce qui arrivait quelquefois) qu'on ne vint visiter leurs livres de commerce pour savoir s'ils entretenaient des relations avec l'Angleterre, n'avaient gardé à Hambourg que la résidence de leurs familles, et avaient à Altona leurs comptoirs, leurs livres, leurs registres de correspondance. Ils passaient la journée à Altona pour y vaquer à leurs affaires, et la soirée à Hambourg pour vivre dans leurs familles. Ils se servaient surtout de la poste d'Altona pour leurs correspondances, n'osant se fier à celle de Hambourg; et quoique le roi de Danemark secondât franchement Napoléon, il n'avait pu admettre que la police française, avec ses ingénieuses persécutions, s'introduisît en Danemark. Le maréchal Davout réclama, mais en vain. Le zèle du roi de Danemark ne pouvait égaler le sien, bien que par le caractère ce roi ne fût pas loin de ressembler à l'illustre maréchal. Au moyen des corsaires et de la contrebande, que secondait si bien la forme du pays; le Holstein s'était rempli de denrées coloniales, et Napoléon, agissant à son égard comme à l'égard de la Hollande, avait essayé de vider ce dépôt en accordant aux denrées coloniales deux mois pour entrer dans l'Empire au droit de 50 pour cent. La combinaison avait réussi, et avait produit sur ce point seulement 30 millions de perception. Le Holstein s'était vidé, et n'était plus un magasin de produits coloniaux anglais. La contrebande de ce côté était donc presque supprimée. Le Danemark nous avait fourni de plus trois mille marins excellents pour la flotte d'Anvers. On ne pouvait donc pas demander mieux à ce brave peuple pour la cause maritime,

lorsqu'elle était d'ailleurs compliquée d'intérêts si étrangers par suite de la politique conquérante de Napoléon.

Un motif, il faut le dire, contribuait à sa fidélité, c'était la crainte de la Suède, et sous ce rapport il trouvait le prix de sa conduite dans la fidélité de Napoléon envers lui. La Suède ayant perdu la Finlande par l'extravagance de son roi plus encore que par l'insuffisance de ses armes, avait la coupable pensée de s'en dédommager en prenant à plus faible qu'elle, c'est-à-dire en enlevant la Norvège au Danemark. Napoléon sur ce point s'était montré inflexible. Mais pour comprendre cette autre complication européenne, il faut connaître une nouvelle révolution qui s'était passée depuis quelques mois en Suède, le pays qui, après la France, était alors le plus fertile en révolutions.

On a vu précédemment comment le peuple suédois, fatigué des folies de Gustave IV qui lui avaient fait perdre la Finlande, s'était débarrassé par une révolution militaire de ce monarque insensé. C'était le troisième prince de ce temps atteint d'aliénation mentale. Chaque pays avait pourvu selon ses institutions à cette défaillance de l'autorité suprême. En Russie, on avait assassiné Paul I^{er}; en Angleterre, on avait respectueusement placé Georges III sous une tutelle de famille, par une simple délibération du Parlement; en Suède, un corps d'armée révolté avait ôté à Gustave IV son épée et son sceptre. Depuis lors, Gustave IV errait en maniaque à travers l'Europe, exposé à la pitié de toutes les nations, et obtenant du reste partout les égards dus au malheur, tandis que son oncle, le duc de Sudermanie, devenu roi sans l'avoir recherché, régnait à Stockholm aussi sagement que le permettaient les difficultés du temps. Sur sa demande, Napoléon avait accordé la paix à la Suède, à condition qu'elle se mettrait immédiatement en guerre avec l'Angleterre, qu'elle fermerait ses ports au commerce britannique, et qu'elle adopterait tous les règlements du blocus continental. Ainsi, pour avoir la paix avec la Russie et avec la France, la Suède avait été obligée d'abandonner la Finlande à la première, et de sacrifier son commerce à la seconde. A ce prix elle avait recouvré la Poméranie suédoise, à laquelle elle tenait par un vieux préjugé national qui lui faisait voir dans cette province son pied-à-terre sur le continent, comme si un nouveau Gustave-Adolphe ou un nouveau Charles XII avaient dû y descendre pour vaincre Wallenstein ou Pierre le Grand. A ce prix encore elle avait recouvré ses relations commerciales avec le continent; mais que servait de les recouvrer, si en acquérant la faculté d'introduire des marchandises de tout genre dans l'Europe continentale, elle perdait par la guerre avec l'Angleterre la faculté de les recevoir? A l'inconvénient d'être bloquée par terre, elle substituait celui d'être bloquée par mer. Le malade n'avait donc fait que se retourner sur son lit de douleur. Il est vrai qu'il avait changé de place, espèce de soulagement momen-

tané qui trompe la souffrance et fait passer le temps à celui qui souffre.

La Suède était sortie d'embarras comme en sortent les faibles, en trompant. Elle n'avait fait à l'Angleterre qu'une déclaration de guerre fictive; elle lui avait fermé ses ports, mais en lui laissant ouvert le principal d'entre eux, le mieux placé, celui de Gothenbourg. Ce port, situé dans le Cattégat, vis-à-vis des rivages de la Grande-Bretagne, à l'entrée d'un golfe profond, se présentait avec des commodités infinies pour l'étrange système de contrebande imaginé à cette époque. C'était dans ce golfe de Gothenbourg et dans les îles dont il est parsemé que la contrebande anglaise s'était retirée, depuis qu'elle avait quitté l'île d'Héligoland devant la menace d'une expédition préparée par le maréchal Daxout. La flotte de guerre anglaise, sous l'amiral Saumarez, stationnait ou à l'île d'Anholt, ou dans les divers mouillages du golfe de Gothenbourg. A l'abri du pavillon britannique, des centaines de bâtiments de commerce venaient sans aucun déguisement sur la côte de Suède leurs marchandises de toute nature, sucres, cafés, cotons, produits de Birmingham et de Manchester. Ces marchandises, mises là en entrepôt, s'échangeaient successivement contre des produits du Nord; tels que bois, fers, échantres, grains appartenant à la Russie, à la Suède, à la Prusse; à l'Allemagne, quelquefois aussi contre des soies brutes d'Italie, et ensuite étaient transportées dans toute la Baltique sous divers pavillons soi-disant neutres, et particulièrement sous le pavillon américain. De petites divisions anglaises, composées de frégates et de vaisseaux de 74, escortaient les bâtiments voués à ce commerce, les menaient à travers les Belts afin d'éviter le Sund, les garantissaient des corsaires français, danois, hollandais, et les convoaient jusqu'aux approches de Stralsund, de Riga, de Revel, de Kronstadt. Un signal convenu, consistant dans une girouette placée sur le grand mât de ces bâtiments, les faisait reconnaître, comme un mot d'ordre, dans une ville de guerre, et les distinguait de tous ceux qui auraient voulu se glisser au milieu des convois. Sous ce rapport, Napoléon avait raison de dire que les neutres, même ceux qui portaient légitimement le pavillon des États-Unis, étaient complices des Anglais. Mais le principal aboutissant de ce commerce sur le continent était le port de Stralsund; dans la Poméranie suédoise. Introduits dans ce port comme marchandises suédoises, les produits anglais avaient libre accès en Allemagne depuis la paix de la France avec la Suède. Un gros commissionnaire du pays avait expédié jusqu'à mille chariots de ces marchandises.

C'est ainsi que les Suédois éludaient les conditions de leur paix avec la France. Ils avaient poussé le soin pour ce trafic jusqu'à disposer autour de Gothenbourg en cordon de cavalerie, lequel sous prétexte d'épidémie empêchait qui que ce fût d'approcher, et de voir des milliers de ballots de contrebande étalés sous des tentes, ainsi qu'un grand nombre d'offi-

ciers anglais tenant manger des vivres frais et se consoler à terre des ennuis de leurs longues croisières. Divers agents envoyés par le maréchal Davout ayant réussi à percer le cordon qui ne couvrait d'autre épidémie que celle de la contrebande, avaient entendu parler les langues russe et allemande, mais surtout la langue anglaise, dans ce vaste établissement improvisé par le génie du commerce interlope.

De tels faits vachés un moment ne pouvaient être longtemps ignorés de Napoléon. De plus, une complication récente était venue ajouter de nouvelles singularités à cette étrange situation. Le duc de Sudermanie, oncle de Gustave IV, n'avait point d'enfants. Le plus simple eût été d'adopter pour héritier le fils du roi détrôné. Mais les gens de cour composant le parti du prince déchû, quelques-uns de leurs chefs surtout, avaient eu l'art de se rendre odieux à la Suède. Parmi les principaux on comptait le comte de Fersen, nom qui avait déjà figuré dans notre révolution, le comtesse de Piper, la reine enfla, épouse du roi régnant, et affichant des passions peu conformes à sa nouvelle situation. Il n'était aucune méchante pensée, aucun sinistre projet, qu'on ne fût disposé à imputer à ce parti, et, vu la haine qu'il inspirait, il était devenu impossible de rétablir l'hérédité dans la famille des Vasa, en prenant pour roi futur le fils du roi détrôné, enfant fort innocent des folies de son père. Dans cet embarras, le nouveau roi Charles XIII avait adopté un prince danois, duc d'Augustenbourg, et beau-frère du roi de Danemark. La couronne de Danemark était elle-même menacée de déshérence, car le roi de Danemark n'avait point de descendant direct. Beaucoup de gens sensés en Suède, voyant à Stockholm et à Copenhague deux trônes destinés à être bientôt vacants, voyant la déchéance progressive de leur patrie, menacée sur terre par la Russie, sur mer par l'Angleterre, pensaient que pour la relever il fallait revivifier la fauveuse réunion des trois royaumes scandinaves, qui avait pu laisser de pénibles souvenirs dans le passé, mais qui dans l'avenir pouvait seule assurer l'indépendance et la grandeur de ces royaumes. Ils pensaient en outre que cette réunion des trois couronnes et l'alliance de la France, trop éloignée pour avoir aucun mauvais projet contre la Suède, et fortement intéressée à son indépendance continentale et maritime, constituaient la véritable politique suédoise. Cette politique était la vraie, c'était celle que les Suédois devaient désirer, et celle aussi que l'Europe devait souhaiter aux Suédois. Malheureusement, bien qu'un certain instinct national secondât les gens éclairés qui l'avaient embrassée, chez les paysans, qui formaient l'ordre libéral, l'union de Calmar rappelait de fâcheux souvenirs, et l'idée qu'on se faisait du roi régnant de Danemark, prince sévère et dur, tout occupé de détails militaires, n'était pas de nature à les ramener. Le duc de Sudermanie devenu roi de Suède, penchant tout à fait pour cette politique aussi sage que profonde, s'en était approché en lou-

voyant, pour ainsi dire. N'osant pas en effet adopter pour héritier le roi de Danemark lui-même, il avait adopté le beau-frère de ce roi, appelé à monter plus tard sur le trône de Danemark.

Le duc d'Augustenbourg, destiné ainsi à porter un jour les trois couronnes du Nord, n'avait rien pour séduire, mais tout pour se faire estimer. Il était froid, appliqué aux affaires, et fort occupé de ce qui concernait l'armée. N'ayant pas eu encore assez de temps pour conquérir les penchans du peuple suédois resté indécis à son égard, il fut subitement emporté par un accident imprévu et extraordinaire. Il était à cheval occupé à passer une revue, lorsque tout à coup on le vit tomber et demeurer sans mouvement. On accourut, il était mort. Rien n'annonçait un attentat, et il fut bien prouvé qu'une cause naturelle avait seule amené ce malheur. Mais le peuple suédois, se prenant tout à coup d'une vive sympathie pour ce prince sitôt frappé, se persuada qu'un crime intéressé l'avait enlevé à son amour naissant. Avec la violence ordinaire aux passions populaires, on chercha et on désigna les coupables, bien innocents du reste de ce crime : c'étaient, disait-on, le comte de Fersen, la comtesse de Piper, la reine, et tout le parti de l'ancienne cour. On proféra contre eux d'atroces menaces, qui ne furent malheureusement pas des menaces sans effet. Quelques jours après, le comte de Fersen, conduisant en vertu de la charge qu'il occupait à la cour le deuil du prince défunt, souleva par sa présence une affreuse tempête. Assailli, enveloppé par la populace, il fut traîné dans les rues et égorgé.

Toute la Suède frémit de ce forfait populaire, et sentit davantage le danger de sa situation. Les hommes éclairés, le roi Charles XIII en tête, à mesure que les événements s'aggravaient, inclinaient davantage vers l'union des trois royaumes, et ils étaient tentés de faire un pas de plus dans le sens de cette politique, soit en adoptant le cousin du roi de Danemark, le prince Christian, destiné à lui succéder, soit en allant droit au but, et en adoptant le roi de Danemark lui-même. Il est certain qu'à changer de dynastie, le mieux eût été de le faire pour rétablir la grandeur et l'indépendance des trois couronnes de Suède, de Norvège et de Danemark. Aller jusqu'au roi de Danemark était bien hardi, à cause de sa réputation de dureté d'abord, à cause de l'orgueil suédois ensuite, car la Suède aurait bien voulu imposer son roi au Danemark ou à la Norvège, et se les adjoindre pour ainsi dire, mais elle n'eût pas voulu se donner au Danemark en se donnant à son roi, vieille et éternelle difficulté de cette union, chacun des trois États consentant bien à absorber les deux autres, mais non point à s'unir fraternellement à eux ! Choisir le prince Christian, appelé plus tard à succéder au trône de Danemark, semblait une politique plus prudente, et tout aussi bien dirigée vers le but désiré. On pouvait se tenir encore un peu plus loin du but en adoptant le duc d'Augustenbourg,

frère du prince mort, et moins rapproché du trône que le prince Christian. Mais au milieu de ce conflit d'idées et de sentiments, quelques esprits, dont le nombre s'accroissait tous les jours, avaient tourné leurs vues d'un autre côté. Beaucoup de Suédois, inclinant vers la France par penchant pour les idées de la révolution française, par enthousiasme militaire, et aussi par ce vieil instinct qui porta toujours la France et la Suède l'une vers l'autre, avaient pensé qu'on ferait bien de s'adresser à celui qui en Europe élevait ou renversait les trônes, à Napoléon. On éprouvait pour lui en Suède quelque chose de ce qu'on avait éprouvé en Espagne avant la révolution de Bayonne, c'est-à-dire un mélange inouï d'admiration, d'entraînement, de confiance pour son génie militaire et civilisateur. Excepté son blocus continental, tout plaisait en lui, et cet importun blocus lui-même, on se flattait de l'écluser ou d'en être dispensé. S'adresser à l'Empereur des Français pour en obtenir ou l'un de ses parents, ou l'un de ses capitaines, était une pensée plus populaire encore que celle de réunir en un seul les trois royaumes scandinaves, et qui allait surtout au génie belliqueux des Suédois.

Le roi régnant, porté vers le système de l'union des trois couronnes, mais sentant aussi profondément le besoin de s'appuyer sur la France, avait dépêché un homme de confiance auprès de Napoléon, avec une lettre dans laquelle il lui disait que sa tendance était de travailler à l'union des trois couronnes, que c'était à ses yeux la meilleure des politiques, que toutefois il ne voulait rien faire sans consulter l'arbitre de l'Europe, le puissant Empereur des Français; que si cet arbitre approuvait une telle manière de voir, il prendrait son successeur dans la famille des princes de Danemark, en s'approchant plus ou moins du but auquel on tendait suivant les circonstances, mais que si au contraire Napoléon voulait étendre sa main tutélaire sur la Suède, lui accorder ou un prince de sa famille, ou l'un des guerriers illustrés sous ses ordres, la Suède l'adopterait avec transport. L'envoyé secret du roi était chargé d'insister pour que Napoléon donnât lui-même un roi aux Suédois.

Napoléon avait été plus embarrassé que flatté de ce message. Il n'était pas assez satisfait de ce système rénovateur des couronnes, consistant à mettre sur les trônes qui vaguaient ou qu'il faisait vagner, tantôt des frères, tantôt des beaux-frères, et après les frères et beaux-frères, des maréchaux, pour y persister surtout à cette distance. Il venait d'éprouver qu'il fallait soutenir à grands frais ces rois de création récente, qui malgré ce qu'ils coûtaient résistaient autant au moins que les anciens rois, parce qu'ils étaient obligés de se faire les instruments des résistances de leurs peuples, accrues encore par la présence de royautes étrangères. Il ne tenait donc pas à se mettre sur les bras de nouvelles difficultés de ce genre. De plus, il avait donné assez d'ombrages à l'Europe par la créa-

tion de départements français à Hambourg et à Lubeck, sans y ajouter par l'élévation au trône de Suède d'un prince français, qui peut-être serait bientôt un ennemi. Reconvrant toute la justesse et la profondeur de son esprit dès que ses passions ne l'égarèrent plus, il aimait mieux voir les trois couronnes du Nord se renforcer contre la Russie et contre l'Angleterre par leur union, que se procurer à lui-même le vain plaisir d'amour-propre d'élever en Europe une nouvelle royauté française. Du reste, on avait si peu indiqué jusqu'alors le prince français qui pourrait être appelé au trône de Suède, que le choix possible n'avait exercé aucune influence sur cette excellente disposition.

Napoléon avait donc répondu sur-le-champ qu'il n'avait ni prince ni général à offrir aux Suédois, qu'il n'ambitionnait rien en ce moment ni pour sa famille ni pour ses lieutenants; que l'Europe d'ailleurs en pourrait être offusquée, et que la politique qui, plus tôt ou plus tard, avait en vue la réunion des trois couronnes du Nord, était à ses yeux la meilleure, et la plus digne du prince habile qui régnait à Stockholm; qu'il ne demandait au surplus à la Suède que d'être une fidèle alliée de la France, et de l'aider contre l'Angleterre en exécutant ponctuellement les lois du blocus continental.

Cette réponse arrivée, le roi Charles XIII n'avait plus hésité à suivre son penchant. N'osant pas toutefois s'y livrer entièrement; il avait résolu d'adopter le frère du prince mort, le duc d'Augustenbourg. Le parti révolutionnaire et militaire qui avait renversé les Vasa, ne voulant ni d'un Vasa ni du roi de Danemark réputé dur et absolu, avait poussé Charles XIII à ce choix, qui n'était après tout que la répétition de sa première adoption. Mais un nouvel incident avait compliqué encore une fois cette élection déjà si traversée. Le roi de Danemark, Frédéric VI, aspirant à la réunion des trois couronnes, aspirant surtout à la voir s'accomplir immédiatement sur sa tête, avait défendu au duc d'Augustenbourg d'accepter l'adoption dont il venait d'être honoré, et, par une démarche publique, faite en termes nobles et pleins de franchise, avait, dans l'intérêt, disait-il, des trois peuples, sollicité l'adoption de Charles XIII.

La réunion si hardiment présentée, et particulièrement sous les traits d'un roi de Danemark, qui non-seulement offensait l'orgueil suédois, mais par son caractère vrai ou supposé effrayait les nombreux partisans des idées nouvelles, avait causé une sorte de soulèvement général, et la confusion des esprits était devenue plus grande que jamais. Dans cette étrange situation, qui s'était prolongée pendant toute l'année 1810, l'opinion, toujours plus flottante et plus perplexe, s'était de nouveau tournée vers Napoléon, sans parvenir à pénétrer ses desseins. Pourquoi, disaient beaucoup de Suédois, principalement parmi les militaires, pourquoi Napoléon ne veut-il pas étendre vers nous sa main puissante? Pourquoi ne

nous donne-t-il pas un prince ou un général à lui? Le brave peuple suédois ne lui semblerait-il pas digne d'un tel sort?... — Ils parlaient même avec une certaine amertume des gens de commerce, qui, tous asservis à leurs intérêts, craignaient pour les tristes raisons tirées du blocus continental de rendre plus complète l'intimité avec la France. Cette disposition, chaque jour accrue par l'embarras qu'on éprouvait, était bientôt devenue générale.

En pensant et parlant ainsi, on cherchait le prince ou le général que Napoléon pourrait désigner au choix des Suédois. Il y en avait un, le maréchal Bernadotte, homme de guerre et prince, allié à la famille impériale par sa femme, sœur de la reine d'Espagne, qui avait séjourné quelque temps sur les frontières de Suède, et contracté des relations avec plusieurs Suédois. A l'époque où il se trouvait dans ces parages, il était chargé de menacer la Suède d'une expédition qui devait partir du Jutland et secourir les Russes en Finlande; mais il avait reçu sous main l'ordre de ne point agir. Se targuant volontiers des mérites qui n'étaient pas les siens, il s'était fait valoir auprès des Suédois de son inaction, comme si elle avait été volontaire, tandis qu'elle était commandée. Caressant en tous lieux tout le monde, par un vague instinct d'ambition qu'éveillaient tous les trônes vacants ou pouvant vaquer, il s'était fait des amis dans la noblesse suédoise, dont les goûts étaient militaires. Sachant tour à tour flatter les autres et se vanter lui-même, il avait conquis quelques enthousiastes qui voyaient en lui un prince accompli. C'était donc l'ancien général Bernadotte dont quelques meneurs prononçaient le nom, comme d'un parent cher à Napoléon, comme d'un militaire qui lui avait rendu d'immenses services, et qui vaudrait à la Suède, outre un grand éclat, toute la faveur de la France.

Cette idée s'était rapidement propagée, et on avait fait de nouveaux efforts pour arracher à l'oracle qui se taisait une réponse qu'il ne voulait pas donner. Un dernier incident, singulier comme tous ceux qui devaient signaler cette révolution dynastique, était survenu récemment, et n'était pas de nature à éclaircir les doutes des Suédois. Notre chargé d'affaires, M. Desaugiers, venait d'être destitué pour s'être prêté avec un personnage suédois à une conversation de laquelle on aurait pu conclure que la France penchait pour l'union des trois couronnes. Ce soin à désavouer une pensée qui pourtant était la sienne, prouvait à quel point la France tenait à ne pas manifester son opinion. Que désirait-elle donc?

Dans ce cruel embarras, le roi ayant à faire enfin une proposition au comité des États assemblés, avait présenté trois candidats : le duc d'Augustenbourg, le roi de Danemark et le prince de Ponte-Corvo (Bernadotte). Le comité des États, sous l'influence de M. d'Adlersparre, chef du parti révolutionnaire et militaire qui avait détrôné Gustave IV, avait adopté

comme la résolution la plus sage, la moins hasardeuse, bien que dirigée clairement dans le sens de la bonne politique, l'adoption du duc d'Angustembourg, frère du prince infant. Ce candidat avait eu onze voix, le prince de Ponte-Corvo une seule. On espérait bien vaincre ainsi l'opposition que le roi de Danemark avait mise à l'acceptation du duc d'Angustembourg.

Les choses en étaient là, lorsqu'il était arrivé tout à coup un ancien négociant français, établi longtemps à Gothenbourg, où il n'avait pas été heureux dans son commerce, et qui était dans un moment pareil un excellent agent d'élections à employer. Envoyé par le prince de Ponte-Corvo avec des lettres, avec des fonds, il avait mission de tout mettre en œuvre pour soutenir le candidat français. En quelques instants les bruits les plus étranges avaient circulé. Sans montrer ni des ordres ni des instructions du cabinet français qu'on n'avait point, on s'était mis à dire partout qu'il fallait avoir l'esprit bien peu pénétrant pour ne pas découvrir la véritable pensée de la France, pensée qu'elle était obligée de taire par des ménagements politiques faciles à deviner, mais pensée évidente, certaine, dont on était sûr, et qui n'était autre que l'élévation au trône de Suède du prince de Ponte-Corvo, cet illustre général, ce sage conseiller, l'inspirateur de Napoléon dans ses plus belles campagnes et ses plus grands actes politiques. On demandait de tous côtés comment on avait l'intelligence assez paresseuse pour ne pas comprendre cette pensée, et ne pas voir le motif du silence apparent, affecté même, auquel la France était condamnée? Cette comédie, jouée avec beaucoup d'art, avait parfaitement réussi. Personne n'avait voulu passer pour un esprit obtus, incapable de pénétrer la pensée profonde de Napoléon; tout le monde y avait cru, à tel point qu'en quelques heures la nouvelle opinion envahissant le gouvernement et les États, le roi avait été obligé de revenir sur la présentation qu'il avait faite, le comité électoral sur le vote qu'il avait émis, et qu'en une nuit le prince de Ponte-Corvo avait été présenté, et élu à la presque unanimité; prince royal, héritier de la couronne de Suède. Cet étrange phénomène, qui devait élever au trône la seule des royautés napoléoniennes qui se soit sentencie en Europe, prouvait deux choses, à quel point l'opinion en Suède était puissante en faveur d'une royauté d'origine française, et combien il faut peu de temps pour faire échouer une opinion, quand elle est générale quoique comprimée, et momentanément dissimulée!

Mais tout devait être bizarre dans cette révolution. Tandis que l'agent secret, auteur de ce brusque revirement électoral, était parti de Paris, Napoléon, averti de son départ, et se doutant qu'il abusait du nom de désaveu¹, désaveu qui était arrivé trop tard à Stockholm. Le prince choisit pour être allié de la France (on verra bientôt comment il le fut) était

¹ L'écrin ceci d'après la lettre de désaveu existant aux archives des affaires étrangères.

élu. Napoléon, en apprenant cette élection, sourit avec une sorte d'amertume, comme s'il avait pénétré dans les profondeurs de l'avenir. Il n'en parla du reste qu'avec indifférence, ayant en sa force une foi absolue, et regardant l'ingratitude qu'il prévoyait comme l'un des ornements de la carrière d'un grand homme. Il reçut avec hauteur et douceur l'ancien général Bernadotte, qui venait solliciter une approbation indispensable en Suède; il lui dit qu'il était étranger à son élévation, car sa politique ne lui permettait pas de s'en mêler, mais qu'il y voyait avec plaisir un hommage rendu à la gloire des armées françaises; qu'il était au surplus bien assuré que le maréchal Bernadotte, officier de ces armées, n'oublierait jamais ce qu'il devait à sa patrie; que dans cette confiance il agréait l'élection faite par les Suédois, et que ne voulant pas qu'un Français fît à l'étranger une figure qui ne serait pas digne de la France, il avait ordonné à M. Mollien de lui compter tous les fonds dont il aurait besoin¹. Après ce discours, Napoléon avait reconduit le nouvel élu avec une dignité gracieuse mais froide jusqu'à la porte de son cabinet.

Le prince de Ponte-Corvo, qui ne songeait alors à se présenter en Suède qu'entouré de la faveur de Napoléon, avait reçu de M. Mollien un million, et était parti sans délai pour Stockholm, où il avait été accueilli avec transport. Sur-le-champ il s'était attaché à flatter tous les partis, prenant avec chacun un visage différent, avec l'ancienne cour affichant la manière d'être du vieil aristocrate de l'armée du Rhin qui se faisait appeler Monsieur quand ailleurs on s'appelait citoyen; avec le parti libéral celle d'un ancien général fidèle à la République qu'il avait servie; enfin avec les secrets partisans de l'Angleterre, dont la classe commerçante était remplie, laissant percer toute la haine qu'il nourrissait au fond du cœur contre Napoléon, l'auteur de sa fortune.

Pour quelque temps ces rôles si contradictoires étaient possibles, et devaient réussir jusqu'au moment où ils feraient place à un seul, celui d'un ennemi irréconciliable de la France, dernier rôle qu'un déplorable à-propos devait faire réussir à son tour, lorsque éclaterait contre nous l'orage de la haine universelle. Allant au plus pressé, cherchant quelque chose à donner tout de suite à l'orgueil suédois, le prince royal de Suède, avec une précipitation de nouveau venu, avait imaginé de faire au ministre de France une ouverture étrange, et qui prouvait quelle idée il se formait de la fidélité politique.

C'était l'époque où, comme nous venons de le dire, Napoléon préparait, mais sans se presser, la campagne de Russie. On parlait de toute part d'une grande guerre au Nord. Ces bruits devaient bientôt se calmer un peu par la remise des hostilités à l'année suivante; mais ils avaient eu

¹ M. de Talleyrand, témoin de cette entrevue, m'a lui-même raconté plus d'une fois les détails que je rapporte ici.

cet instant toute leur intensité première. Le prince royal de Suède, montrant en cette occasion un dévouement affecté pour la France, dit à notre ministre qu'il voyait bien ce qui se préparait, qu'il y avait bientôt une grande guerre, qu'il se rappelait celle de 1807, qu'il y avait rendu d'importants services (ce qui n'était rien moins que véritable, comme on doit s'en souvenir), qu'elle serait chanceuse et difficile, qu'il faudrait à Napoléon de puissantes alliances, qu'une armée suédoise jetée en Finlande, presque aux portes de Saint-Petersbourg, pourrait être d'un immense secours, mais qu'il était peu probable cependant qu'on parvint à recouvrer cette province; qu'en Suède on ne s'en flattait guère, qu'au contraire tout le monde regardait la Norvège comme le dédommagement naturel, nécessaire, et le seul possible de la perte de la Finlande, et, par exemple, que si Napoléon voulait assurer tout de suite la Norvège à la Suède, il mettrait tous les Suédois à ses pieds, et disposerait d'eux à son gré. Le nouveau prince royal eut la hardiesse assez peu saine, après avoir offert son concours, de menacer de son hostilité immédiate, si sa proposition n'était pas accueillie, et de s'attacher à montrer à quel point il pourrait nuire, après avoir montré à quel point il était capable de servir. Il le fit même avec un défaut de pudeur qui avait quelque chose de révoltant, l'habit de général français étant celui qu'il portait quelques jours auparavant, et celui qui lui avait ouvert l'accès au trône.

Le ministre de France surpris, ému de ce spectacle odieux, se hâta pourtant, vu la gravité de la proposition, d'en écrire à Paris, afin que Napoléon lui dictât la réponse à faire à une pareille ouverture. Napoléon, nous le disons à sa louange, éprouva un mouvement d'indignation qui eut de grandes conséquences, qui aurait dû lui mériter un autre sort, et qui le lui aurait certainement mérité, si sa prudence en toutes choses avait égalé sa loyauté en celle-ci. Pour donner la Norvège à la Suède, il fallait dépouiller effrontément son plus fidèle allié, le Danemark, qui, torturé par les lois du blocus continental, les supportait cependant avec une patience admirable, et fournissait même d'excellents matelots à nos flottes. Il rougit d'indignation et de mépris à une telle proposition, et adressa à son ministre des affaires étrangères l'une des plus belles lettres et des plus honorables qu'il ait écrites de sa vie. — La tête du nouveau prince royal, il le voyait bien, et il ne s'en étonnait pas, était, disait-il, une tête mal réglée, agitée, effervescente. Au lieu d'étudier le pays où il arrivait, de s'y faire estimer par une attitude calme, digne, sérieusement occupée, le prince ne cherchait qu'à flatter celui-ci, à caresser celui-là, et allait imprudemment soulever des questions d'où pouvait jaillir un incendie. C'était une conduite regrettable, et à laquelle il ne fallait pas prêter la main. Trahir le Danemark était pour la France un crime impossible, et qu'il était aussi peu sage que peu saine de lui proposer. Tout

cet étalage de services à rendre à la France, ou de mal à lui causer, ne pouvait point la toucher, car elle ne dépendait d'aucun ennemi au monde, encore moins d'aucun allié. Le prince s'oubliait donc en se permettant un tel langage; heureusement ce n'était que le prince royal, et point le roi ni le gouvernement qui s'exprimaient de la sorte. On voulait bien par conséquent n'en pas tenir compte. — Après ces réflexions, Napoléon recommandait à M. Alquier, notre ministre, de ne point blesser le prince, mais de lui faire entendre qu'il s'égarait en agissant et en parlant si vite, surtout en parlant de ce ton; de ne point lui répondre sur les sujets qu'il avait abordés si légèrement, de l'entretenir peu d'affaires, puisque après tout il n'était qu'héritier désigné; de n'avoir de relations qu'avec le roi et les ministres, et de dire à chacun d'eux; tout haut ou tout bas, que ce que la France attendait de la Suède c'était la fidélité aux traités, particulièrement au dernier traité de paix scandaleusement violé en ce moment, qu'elle en attendait par-dessus tout la suppression de l'entrepôt de Gothenbourg, sans quoi la guerre recommencerait, et la Poméranie suédoise, restituée tout récemment, deviendrait encore une fois le gage dont on se saisirait pour forcer la Suède à rentrer dans le devoir. Par le même courrier, Napoléon fit recommander au Danemark, sans lui dire pourquoi, d'entretenir toujours beaucoup de troupes en Norvège.

Telle est la manière dont se dessinaient les dispositions de l'Europe à la veille de la grande et dernière lutte que Napoléon allait lui livrer. C'était extérieurement la soumission la plus complète avec une haine implacable au fond, et au moins de l'embarras là où il n'existait pas de haine. Ainsi nos alliés allemands, la Bavière, le Wurtemberg, la Saxe, Baden, faisaient tout ce que nous voulions, et préparaient leurs contingents, mais tremblaient secrètement en voyant les haines qui couvaient dans le cœur de leurs sujets, et l'animadversion inspirée par la conscription. Attachés à la cause de Napoléon par peur et par intérêt, souvent blessés par ses exigences et par son langage, mais craignant de perdre les agrandissements qu'ils avaient reçus de lui, ils souhaitaient qu'il ne s'exposât point à de nouveaux hasards, et par ce motif redoutaient singulièrement la prochaine guerre. Le roi de Wurtemberg notamment, ayant peu de scrupules en fait d'alliances, ne tenant pour bonne que celle qui augmentait ses revenus et son territoire, n'éprouvant par conséquent aucun remords de s'être donné à Napoléon, et joignant à beaucoup d'esprit une rare énergie de caractère, au point de dire toujours ce qu'il pensait au tout-puissant protecteur de la Confédération du Rhin, lui avait adressé quelques objections relativement aux préparatifs de la nouvelle guerre et à l'envoi d'un détachement wurtembergeois demandé pour Dantzic. Sur-le-champ Napoléon lui avait répondu une lettre longue et curieuse, qui révélait tout entière l'étrange fatalité sous l'empire de

laquelle il courait à de nouvelles aventures. Dans cette lettre il lui disait que ce n'était pas à un régiment de plus ou de moins qu'il tenait, mais à l'avantage d'avoir à Dantzig des Allemands plutôt que des Français, parce qu'ils y excitaient moins d'ombrages; que voulant avoir des Allemands, il en désirait de tous les États de la Confédération; qu'il lui était impossible de ne pas prendre position à Dantzig, car c'était la vraie base d'opérations pour une campagne dans le Nord; que cette campagne ce n'était pas par goût, par fantaisie de jeune prince belliqueux cherchant un début brillant dans le monde, qu'il s'apprêtait à la faire, que loin de lui plaire elle lui déplaisait (ce qui était vrai, et rendait plus frappante la folie de son ambition), mais qu'il la regardait comme inévitable; que si elle n'éclatait pas en 1811, ce serait en 1812, qu'on pourrait tout au plus la retarder d'une année, et qu'il aurait bien mal géré ses affaires et celles de la Confédération s'il se laissait surprendre par un ennemi auquel il aurait permis impunément de se préparer; qu'il obéissait donc à la nécessité, non à son penchant, et insistait pour avoir les deux bataillons wurtembergeois destinés à compléter la garnison de Dantzig! — Nécessité! telle était, avons-nous dit, la pensée de Napoléon, nécessité réelle assurément, étant admis comme une nécessité pour lui de se faire obéir sans délai, sans limite, sans une seule restriction, par toutes les puissances de l'Europe, celles qui étaient près et celles qui étaient loin, celles dont le concours importait à ses desseins, et celles dont le concours, bien que précieux, n'était pas indispensable, était même obtenu dans une suffisante mesure, et, dans cette mesure, ne laissait quelque chose à désirer qu'à son orgueil! Telle était la nécessité qu'on pouvait invoquer pour cette guerre! Le roi de Wurtemberg, qui avait pour Napoléon un penchant véritable, en recevant sa dernière lettre, et en reconnaissant l'inutilité des remontrances, avait cessé de résister. L'esprit rempli des plus sinistres pressentiments, il avait envoyé ses deux bataillons.

On venait de recevoir quelques nouvelles d'Orient, et d'apprendre comment avaient été accueillies les premières ouvertures faites à Constantinople. On avait sauvé la Moldavie et la Valachie, mais on n'avait pu sitôt convertir les Turcs en alliés. Ceux-ci en effet en voyant la Russie obligée de rappeler une partie de ses forces, s'étaient promis de ne rien céder pour avoir la paix avec elle, mais, se défiant de nous autant que l'avait dit M. de Metternich, s'étaient bien gardés d'écouter de notre part aucune proposition d'alliance. Loin d'être disposés à se battre à nos côtés, ils étaient résolus à ne se battre contre personne ni pour personne, convaincus qu'on voulait se servir d'eux un moment pour les abandonner ensuite. Aussi attendaient-ils avec impatience le jour où la Russie, serrée de près par Napoléon, serait contrainte de traiter, pour conclure avec elle une paix avantageuse, et ne considéraient comme avantageuse que

celle qui ne leur coûterait aucune partie de leur territoire. La Russie, regardant et tenant comme très-prochain, leur avait adressé une proposition moyenne, celle de garder pour elle-même la Bessarabie et la Moldavie en leur restituant la Valachie. Elle avait demandé en outre l'indépendance de la Serbie. Les Turcs, voyant venir l'heure où la Russie ne pourrait plus laisser ses troupes sur le Danube, repoussaient toutes ses offres, et réclamaient purement et simplement le *status ante bellum*. Mais, aussi astucieux qu'ils accusaient leurs ennemis de l'être, ils dissimulaient à la France leur ressentiment secret, affectaient d'avoir tout oublié, d'être même prêts à s'allier à elle, à condition qu'en preuve d'un sincère retour d'amitié les armées françaises passeraient tout de suite la Vistule. Jusque-là ils affectaient de douter d'un aussi grand revirement politique que celui dont on leur parlait, bien qu'ils n'en doutassent nullement. Leur soin à ne pas s'engager était tel, qu'ils éludaient même les ouvertures de l'Autriche, ne se montraient pas moins évasifs avec elle qu'avec nous, et n'hésitaient pas à lui dire qu'elle aussi les avait abandonnés lorsqu'il lui avait convenu de le faire, qu'ils ne se regardaient donc comme obligés envers personne, et que si elle redevenait leur alliée, ce serait par obéissance pour Napoléon et non par amitié pour eux. Il y avait en ce moment dans leur langage une sorte de persiflage qui prouvait, avec tout le reste de leur conduite, que, s'ils perdaient sous le rapport de cette énergie sauvage à laquelle ils avaient dû jadis leur grandeur, ils gagnaient chaque jour sous le rapport de la finesse politique. Triste progrès pour eux que de devenir des Grecs, des Grecs tels que ceux auxquels ils avaient enlevé Constantinople en 1453!

M. de Metternich n'avait donc pas auprès d'eux plus de crédit que la diplomatie française. Les empêcher de livrer la Moldavie et la Valachie aux Russes était un résultat acquis; mais les faire battre contre les Russes pour les Français et les Autrichiens était un résultat plus qu'improbable.

Tandis qu'il préparait ses alliances comme ses armées pour la grande guerre du Nord, différée mais malheureusement inévitable, Napoléon, avec son ordinaire activité d'esprit, tâchait d'expédier ses affaires intérieures, afin de ne laisser aucun embarras derrière lui lorsqu'il serait obligé de s'absenter pour un temps dont on ne pouvait prévoir la durée. Il avait voulu, ainsi que nous l'avons dit, réunir le concile duquel il attendait la fin des querelles religieuses, le jour même du baptême du Roi de Rome. Il lui semblait convenable de joindre à tous les corps de l'État, convoqués autour du berceau de son fils, l'Église catholique elle-même, et de faire consacrer par celle-ci le titre de Roi de Rome donné à l'héritier du nouvel empire. Soit que cette espèce d'engagement répugnât aux évêques, déjà rendus à Paris pour la plupart, soit que la raison alléguée fût sincère, ils prétendirent que le plus grand nombre d'entre eux étaient

trop âgés pour suffire à la fatigue d'une double cérémonie dans le même jour, et la réunion du concile fut remise au dimanche qui devait suivre le baptême. Les évêques ne purent donc assister au baptême qu'individuellement, et non point en un corps représentant l'Eglise.

Le 9 juin fut choisi pour la cérémonie solennelle du baptême du Roi de Rome. Tout avait été mis en œuvre pour que cette cérémonie fût digne de la grandeur de l'Empire et des vastes destinées promises au jeune roi. Le 8 juin au soir Napoléon se transporta de Saint-Cloud à Paris, entouré d'un cortège magnifique, à peu près comme celui dont il avait donné le spectacle aux Parisiens en venant célébrer son mariage au Louvre. Un an s'était à peine écoulé, et déjà il avait un héritier, et il pouvait dire avec orgueil que la Providence lui accordait tout ce qu'il désirait avec la ponctualité d'une puissance soumise. Elle ne l'était pas, hélas ! et devait le lui prouver bientôt ! Mais il semblait qu'elle lui prodiguât tous les bonheurs, comme pour rendre plus grande la faute d'en abuser, et plus terrible le châtiment que cette faute entraînerait. Le 8 juin au soir, il vint à Paris, suivi des rois de sa famille, de Joseph, qui avait pris ce prétexte pour se soustraire aux horreurs de la guerre d'Espagne, de Jérôme, qui avait quitté son royaume pour assister à cette solennité, du duc de Wurzburg, envoyé par l'empereur d'Autriche pour le représenter au baptême de son petit-fils. Napoléon avait eu en effet l'attention délicate de prier son beau-père d'être parrain de l'auguste enfant, et l'empereur François, pressé de complaire à son redoutable gendre, avait accepté la qualité de parrain, et chargé le duc de Wurzburg d'en remplir pour lui les fonctions. Toute la population de Paris était accourue au-devant du superbe cortège, déjà consolée en partie des souffrances commerciales de cette année par un retour marqué d'activité industrielle, et par les immenses commandes de la liste civile et de l'administration de la guerre. Elle aimait d'ailleurs ce gage nouveau de durée accordé par le ciel à une grandeur inouïe, qui était non-seulement celle d'un homme, mais celle de la France, et si elle avait des jours de vif mécontentement contre Napoléon, c'était justement lorsqu'il semblait mettre cette grandeur en péril. Elle l'applaudit encore, quoique l'enthousiasme ne fût plus celui des premiers temps, elle l'applaudit, toujours saisie et séduite quand elle le voyait, toujours émerveillée de sa fortune et de sa gloire, toujours entraînée aussi comme toute population par le mouvement des grandes fêtes. Paris rayonnait de mille feux ; tous les théâtres étaient ouverts gratis à la foule empressée ; les places publiques étaient couvertes des dons offerts au peuple de Paris par l'heureux père du Roi de Rome, et ce qui ne contribuait pas peu à la satisfaction générale, c'est que le renvoi de la guerre à une année faisait espérer qu'elle pourrait être évitée. Des bruits de paix complétaient la joie de ces belles fêtes.

Le lendemain 9, jour de dimanche, Napoléon, accompagné de sa femme et de sa famille, conduisit son fils à Notre-Dame, l'église du sacre, et le présenta aux ministres de la religion. Cent évêques et vingt cardinaux, le Sénat, le Corps législatif, les maires des bonnes villes, les représentants de l'Europe, remplissaient l'enceinte sacrée où l'enfant impérial devait recevoir les eaux du baptême. Quand le pontife eut achevé la cérémonie et rendu le Roi de Rome à la gouvernante des enfants de France, madame de Montesquieu, celle-ci le remit à Napoléon, qui, le prenant dans ses bras et l'élevant au-dessus de sa tête, le présenta ainsi à la magnifique assistance avec une émotion visible, qui devint bientôt générale. Ce spectacle remua tous les cœurs. Quelle profondeur dans le mystère qui entoure la vie humaine! Quelle surprise douloureuse, si, derrière cette scène de prospérité et de grandeur, on avait pu apercevoir tout à coup tant de ruines; tant de sang et de feux, et les flammes de Moscou, et les glaces de la Bérézina, et Leipzig, Fontainebleau, l'île d'Elbe, Sainte-Hélène, et enfin la mort de cet auguste enfant à dix-huit ans, dans l'exil, sans une seule des couronnes aujourd'hui accumulées sur sa tête, et tant d'autres révolutions encore qui devaient relever sa famille après l'avoir abattue! Quel bienfait de la Providence d'avoir caché à l'homme son lendemain! Mais quel écueil aussi pour sa prudence chargée de deviner ce lendemain, et de le conjurer à force de sagesse!

En quittant la métropole au milieu d'une multitude immense, Napoléon se rendit à l'hôtel de ville, où un banquet impérial était préparé. Sous les gouvernements absolus, on flatte volontiers le peuple dans certaines occasions, et la ville de Paris notamment a souvent reçu de ses maîtres des caresses qui ne les engageaient guère. C'est dans son sein que Napoléon avait voulu célébrer la naissance de son fils, et c'est dans son sein qu'il passa cette journée. Les habitants de Paris admis à la fête purent le voir assis à table, la couronne en tête, entouré des rois de sa famille et d'une foule de princes étrangers, prenant son repas en public comme les anciens empereurs germaniques, successeurs des empereurs d'Occident! Éblouis par ce spectacle resplendissant, les Parisiens applaudirent, se flattant encore que la durée se joindrait à la grandeur et la sagesse à la gloire! Ils faisaient bien de se réjouir, car ces joies étaient les dernières du règne! Hélas! à partir de cette époque, nos récits ne seront plus qu'un long deuil.

Les jours suivants, des fêtes de toute nature succédèrent à celles du premier jour, car en cette circonstance Napoléon désira prolonger autant que possible les manifestations de la joie publique. Mais la terrible destinée, qui dispose de la vie des plus grands comme des plus humbles des mortels, et les pousse sans relâche au but assigné à leur carrière, ne voulut pas lui laisser prendre longtemps haleine. Les plus graves affaires

étaient si profondément emmêlées les unes aux autres, se succédant sans interruption, et réclamant sans un moment de retard son attention tout entière. Le dimanche 9 juin, il avait fait baptiser son fils, le dimanche 16 juin, il fallut convoquer le concile.

On a vu au commencement de ce livre les motifs qui avaient décidé Napoléon à réunir un concile. Une commission ecclésiastique composée de prélats, une commission civile composée de personnages politiques considérables, et comprenant entre autres le prince Cambacérès, avaient examiné et résolu comme il suit les questions nombreuses et graves que faisait naître la réunion d'une pareille assemblée.

D'abord pouvait-on former un concile sans la volonté et la présence du Pape? L'histoire de l'Eglise à cet égard ne laissait aucun doute, puisqu'il y avait eu des conciles convoqués par les empereurs contre les papes, pour condamner des pontifes indignes, et d'autres convoqués par des papes contre des empereurs oppresseurs de l'Eglise. D'ailleurs le bon sens, qui est la lumière la plus sûre en matière religieuse comme en toute autre, disait en effet que l'Eglise ayant eu à se sauver elle-même, et y ayant réussi avec un rare discernement, tantôt contre des papes prévaricateurs, tantôt contre des empereurs abusant de leur puissance, il fallait bien qu'elle pût se constituer indépendamment de ceux qu'elle devait contenir ou punir.

Fallait-il former un concile œcuménique, c'est-à-dire général, ou seulement un concile national? Un concile général aurait eu plus d'autorité, aurait convenu davantage à la politique et à l'imagination grandiose de Napoléon. Mais bien que Napoléon possédât dans son empire ou dans les États alliés la plus grande partie de la chrétienté, il restait trop de prélats en dehors de sa puissance, en Espagne, en Autriche, dans quelques portions de l'Allemagne et de la Pologne, pour braver l'inconvénient de leur absence ou de leur opposition. Très-probablement ils ne seraient pas venus, ils auraient protesté contre la formation d'un concile; et tout de suite infirmé la légitimité de celui qu'on aurait tenu. En convoquant un concile exclusivement national, qui comprendrait les évêques de l'Empire français, ceux de l'Italie et d'une partie de l'Allemagne, on devait composer une assemblée des plus imposantes, et qui suffisait parfaitement pour résoudre les questions qu'on avait à lui soumettre.

S'il avait fallu lui donner à résoudre l'immense question de la souveraineté temporelle des papes, de leur séjour à Rome ou à Avignon, avec une dotation de deux millions et leur dépendance du nouvel empire d'Occident, un concile œcuménique aurait eu seul le pouvoir de statuer, et en tout cas il est douteux qu'on eût jamais trouvé une assemblée de prélats, quelque terrifiés qu'ils fussent, qui approuvât la spoliation du patrimoine de Saint-Pierre, et consentit à retrancher le chef de l'Eglise de la liste des

souverains. Mais Napoléon se serait bien gardé de toucher à ces questions. Dans l'état des choses, que lui fallait-il? Pourvoir au gouvernement des Églises, en obtenant l'institution canonique des évêques nommés par lui. C'est en refusant cette institution, et en contrariant, à défaut de cette institution, l'expédient des *vicaires capitulaires*, que le Pape tenait en quelque sorte Napoléon en échec, et arrêtait tout court la marche de son gouvernement. Si au contraire on pouvait au moyen d'une décision imposée au Pape, ou approuvée par lui, s'assurer l'institution canonique, et empêcher qu'elle ne fût une arme dans les mains de l'Église romaine pour entraver l'administration des diocèses, Napoléon sortait d'embarras, car ne voulant rien entreprendre contre les dogmes de l'Église, voulant tout laisser comme dans le passé sous le rapport du spirituel, favoriser même le développement de la religion, il n'avait point à craindre un schisme. Il espérait bien que les affaires religieuses étant tirées par la régularisation de l'institution canonique de l'ornière où elles étaient versées pour ainsi dire, le Pape captif, voyant tout aller, et aller bien sans son concours, sans sa souveraineté, finirait par accepter la nouvelle situation qu'on lui avait proposée.

Le mode de nomination et d'institution canonique des évêques n'étant point uniforme dans les différents pays, et surtout ayant varié avec la marche des siècles, soulevait une question de discipline locale qu'un concile national pouvait résoudre, pour la France et l'Italie bien entendu, et cette solution suffisait à Napoléon, car le Pape était alors dépossédé de l'arme dont il se servait pour tout arrêter.

Par ces diverses raisons, il fut convenu que l'on formerait un concile composé des évêques d'Italie, de France, de Hollande, d'une partie de l'Allemagne, ce qui constituerait une assemblée des plus vastes et des plus majestueuses, qu'on le réunirait à Paris, au commencement de juin, et qu'on lui soumettrait le grave conflit qui venait de s'élever entre le pouvoir temporel et l'Église. La question devait être présentée dans un message impérial à peu près dans les termes suivants.

— Napoléon, en arrivant au gouvernement de la France, avait trouvé les autels renversés, les ministres de ces autels proscrits, et il avait relevé les uns, rappelé les autres. Il avait employé sa puissance à vaincre de redoutables préjugés nés d'une longue révolution et de tout un siècle philosophique; il avait réussi, et, par lui rétablie, la religion catholique avait fleuri. Des faits nombreux et patents prouvaient que depuis son avènement au trône il n'avait pas été commis un seul acte contraire à la foi, tandis qu'il avait été pris une multitude de mesures pour protéger la religion et l'étendre. A la vérité, un fâcheux dissentiment s'était manifesté entre le Pape et l'Empereur.

— Napoléon, comptant l'Italie au nombre de ses conquêtes, avait voulu

s'y établir solidement. Or, depuis qu'il avait ramené le Pape à Rome, ce qu'il avait fait même avant le Concordat, il avait rencontré dans le souverain temporel des États romains un ennemi ouvert ou caché, mais toujours intraitable, qui n'avait rien négligé pour ébranler la puissance des Français en Italie. Le Pape avait donné asile à tous les cardinaux hostiles au roi de Naples, à tous les brigands qui infestaient la frontière napolitaine, et avait voulu demeurer en rapport avec les Anglais, les ennemis irréconciliables de la France. C'était donc, non pas le souverain spirituel, mais le souverain temporel de Rome, qui, pour une question d'intérêt tout matériel, s'était pris de querelle avec le souverain temporel de l'Empire français. Et quelle arme avait-il employée? l'excommunication, qui était ou impuissante, et dès lors exposait l'autorité spirituelle à la déconsidération, ou destructive de tout pouvoir, et ne tendait à rien moins qu'à rejeter la France et l'Europe dans l'anarchie. —

Ici les plaintes étaient faciles, et devaient trouver de l'écho, car, dans le clergé presque entier, excepté la portion fanatique, la hulle d'excommunication n'avait rencontré que des improbateurs, et, parmi les gens éclairés de tous les États, il n'y avait personne qui n'eût dit que la Papauté avait employé là un moyen, ou ridicule s'il était impuissant, ou coupable s'il était efficace, et digne des anarchistes de 1793.

— C'était le premier cas qui s'était réalisé, devait-on dire encore, et le Pape alors avait eu recours à un second moyen, celui de refuser l'institution canonique aux évêques nommés. Or il avait déjà, pour des intérêts temporels, laissé périr l'épiscopat en Allemagne, à ce point que sur vingt-quatre sièges germaniques il n'y en avait plus que huit de remplis, ce qui devait faire naître une grande tentation chez des princes, la plupart protestants, de s'emparer de la cotation des sièges. Le Pape agirait-il de même en France? On pouvait le craindre, car il y avait déjà vingt-sept sièges vacants, auxquels l'Empereur avait pourvu, et auxquels le Pape s'était refusé de pourvoir de son côté en ne donnant pas l'institution canonique. Or était-il possible d'admettre que le Pape, pour la défense de ses avantages temporels, pût mettre l'Église en péril, et laisser périr le spirituel?

L'Église devait veiller à ce qu'il n'en fût pas ainsi, et elle en avait le moyen. Le Pape, en refusant l'institution, avait violé le Concordat. Dès lors le Concordat était un traité aboli, et on pouvait à volonté se replacer dans la condition des anciens temps, où le Pape n'instituait pas les évêques, où les évêques élus par les fidèles étaient confirmés et sacrés par le métropolitain. Telle était la question que l'Empereur ne voulait pas résoudre à lui seul, mais qu'il posait à l'Église assemblée, afin qu'elle pourvût à sa propre conservation, et qu'elle se sauvât du danger auquel venait de succomber l'Église d'Allemagne presque entière. —

La forme du concile, la question à lui soumettre étant arrêtées, les

principaux personnages qui dans les affaires ecclésiastiques éclairaient Napoléon de leurs lumières et l'aidaient de leur concours, le supplièrent de tenter auprès du Pape une dernière démarche, de lui envoyer deux ou trois prélats de grand poids, pour lui annoncer la réunion du concile, et l'engager à rendre la tâche de ce concile facile, en adhérant d'avance à certaines solutions, qui, une fois consenties par lui, rencontreraient une adhésion unanime. On échapperait ainsi à la tempête dont on était menacé, et on procurerait à l'Église la paix, la sécurité; la réconciliation avec le pouvoir temporel, et la fin de l'affligeante captivité du Pontife.

Napoléon avait déjà envoyé à Savone les cardinaux Spina et Caselli, et le peu de succès de cette mission le portait à considérer comme inutile toute tentative de ce genre. Il croyait que les prélats réunis à Paris et sous sa main obéiraient à ses volontés, qu'ils formuleraient sous sa dictée une décision qu'on enverrait ensuite à Savone revêtue de l'autorité du concile, et que le Pape n'oserait pas y résister. Cependant on insista auprès de lui avec beaucoup de force, et de manière à l'ébranler.

Parmi les ecclésiastiques dont il avait appelé le concours, il y en avait plusieurs d'une grande autorité, d'un véritable mérite, et tout à fait dignes d'être écoutés. Ce n'était pas son oncle, le cardinal Fesch, qui, placé par lui à la tête du clergé, s'y conduisait comme son frère Louis en Hollande, avec la bonne foi de moins; ce n'était pas le cardinal Maury, ennemi qui toute l'Église, par jalousie et par affectation d'austérité, se montrait cruellement ingrate; ce n'était pas l'abbé de Pradt, promu à l'archevêché de Malines, et l'un de ceux auxquels l'institution avait été refusée, prélat de beaucoup d'esprit, mais d'une pétulance d'humeur qui formait avec sa robe un contraste choquant, surtout dans un siècle où l'Église avait remplacé le génie par la gravité; ce n'étaient pas non plus M. l'abbé de Boulogne, évêque de Troyes, M. de Broglie, évêque de Gaud, qui après avoir été les appuis les plus fermes et les plus utiles de Napoléon lors du Concordat, avaient passé de l'adhésion la plus chaude à une irritation violente, très-naturelle, très-légitime, mais imprudente; c'étaient M. de Barral, archevêque de Tours, M. Duvoisin, évêque de Nantes, M. Mannay, évêque de Trèves, et quelques autres encore.

M. de Barral était un des prélats les plus respectables, les plus instruits, les plus versés dans la connaissance des traditions de l'Église française, et les plus formés au maniement des affaires. Il avait été agent général du clergé, et jouissait d'une grande autorité. Quant à M. Duvoisin, évêque de Nantes, ancien professeur en Sorbonne, et professeur des plus renommés, il joignait à une connaissance profonde des matières ecclésiastiques une haute raison, un tact extrême, l'art de traiter avec les hommes, enfin un remarquable esprit politique, esprit qui devenait chaque jour plus rare parmi les chefs de l'Église, et qui ne consiste pas dans l'art de capter la

confiance des souverains pour les dominer, mais dans ce bon sens supérieur qui a porté l'Église à s'adapter au génie des siècles où elle a vécu, et les lui a fait traverser victorieusement. M. Mannay, enfin, évêque de Trèves, inférieur aux premiers, et de plus fort timide, était néanmoins un sage et savant homme, toujours utile à consulter.

MM. de Barral, Duvoisin, Mannay, ne cherchaient point à s'emparer de Napoléon pour leur avantage personnel, car M. Duvoisin, notamment, ne voulant prendre aucun moyen de contribuer au bien en se faisant soupçonner d'ambition, avait refusé toutes les promotions que Napoléon lui avait successivement offertes. Ces prélats, tout en déplorant le caractère dominateur de Napoléon, qui voulait placer l'Église dans la dépendance de l'Empire, tout en étant profondément affligés des violences qu'il s'était permises envers le Saint-Père, étaient d'avis toutefois que, puissant comme il l'était, destiné sans doute à fonder une dynastie, ami de l'Église quoique n'ayant que la croyance d'un philosophe, doué de tous les genres d'esprit, et maniable quand on savait ne pas le heurter, il fallait chercher à le calmer et à le diriger, au lieu de l'irriter par une opposition dont l'intention n'était que trop facile à deviner, car elle n'était ni religieuse ni encore moins libérale, mais royaliste. L'Église pour dominer avait employé quelquefois l'intrigue; ne pouvait-elle pas, quand il s'agissait non de dominer mais d'exister, employer la prudence, afin de diriger un homme de génie tout-puissant? Beaucoup de gens d'ailleurs craignaient de voir dans Napoléon un nouvel Henri VIII, prêt à pousser sa nation dans une sorte d'indépendance religieuse qui aurait fini par un véritable protestantisme. Napoléon en menaçait souvent, et quand on voyait des préfets français administrant à Hambourg et à Rome, une archiduchesse épousant un simple officier d'artillerie et donnant le jour à l'héritier de l'un des plus grands empires de la terre, pouvait-on affirmer qu'il y eût alors quelque chose d'impossible?

Telles étaient les raisons de ces prélats pour user de ménagements envers Napoléon, bien qu'ils déplorassent le despotisme insensé qui le portait à vouloir changer la constitution du Saint-Siège, et à mettre l'Église dans la dépendance des empereurs, comme elle avait pu y être sous Constantin, et comme elle n'y était déjà plus sous Charlemagne. M. Émery, le chef si respecté de Saint-Sulpice, était mort. Il était ennemi de Napoléon par royalisme, mais d'avis cependant que le rôle de l'Église était de ménager César, et certainement il eût partagé l'opinion de MM. de Barral et Duvoisin. Ces messieurs, aidés du cardinal Fesch et de beaucoup de prélats réunis à Paris, ayant insisté, Napoléon consentit à envoyer à Savone une nouvelle députation, composée de MM. de Barral, Duvoisin, Mannay, pour faire avant l'ouverture du concile une démarche conciliatrice auprès de Pie VII.

Ces trois prélats devaient parler non point au nom de l'Empereur, qui était supposé connaître et permettre cette mission, sans toutefois l'ordonner, mais au nom d'une foule d'évêques déjà réunis à Paris, et désirant avant de se former en concile se concerter avec le chef de l'Église, pour agir d'accord avec lui, s'il était possible. Une trentaine d'évêques, après avoir conféré entre eux et avec le cardinal Fesch, avaient écrit des lettres pour le Saint-Père, dans lesquelles, tout en faisant profession de lui être dévoués, de vouloir maintenir l'unité catholique, ils le suppliaient de rendre la paix à l'Église, menacée d'un nouveau schisme par la puissance de l'homme qui l'avait rétablie; et qui seul pouvait encore la sauver.

M. l'archevêque de Tours, MM. les évêques de Nantes et de Trèves, devaient remettre ces lettres au Pape, et ensuite lui proposer, toujours au nom du clergé français, premièrement de donner l'institution canonique aux vingt-sept prélats nommés par l'Empereur, afin de faire cesser la vuidité d'un si grand nombre d'Églises, et de mettre un terme aux conflits soulevés par la création des vicaires capitulaires, secondement d'ajouter au Concordat une clause relative à l'institution canonique. Il n'y avait personne dans le clergé qui ne fût frappé de l'usage abusif que pouvait faire un pape de l'institution canonique, en la refusant à des sujets dont il ne contestait l'idonéité ni sous le rapport des mœurs, ni sous celui du savoir, ni sous celui de l'orthodoxie, mais dont il voulait punir ou contraindre le souverain, en arrêtant dans ses États la marche des affaires religieuses. Elle était dès lors une arme dans ses mains pour satisfaire un ressentiment ou servir un intérêt. Les trois prélats envoyés à Savone devaient donc proposer une clause d'après laquelle le Pape serait obligé de donner l'institution dans un espace de trois mois, s'il n'avait à faire valoir aucune raison d'indignité contre les sujets choisis. Ces trois mois expirés, le métropolitain, ou à son défaut le plus ancien prélat de la province ecclésiastique, serait autorisé à conférer l'institution canonique.

Si quelque chose peut prouver à quel point l'Église française, si empressée depuis à sacrifier au Saint-Siège jusqu'à ses traditions nationales, a été dans ce siècle inconsistante dans ses opinions, c'est assurément ce qui se passait ici. Ce n'étaient pas seulement les modérés du clergé, portés à transiger avec Napoléon, qui étaient d'avis de prévenir l'usage abusif qu'un pape peut faire de l'institution canonique et de limiter sous ce rapport les prérogatives du Saint-Siège, c'étaient même les plus fougueux ennemis de Napoléon, c'étaient des prélats, ardents royalistes, qui allaient s'exposer bientôt à être enfermés à Vincennes. Or il suffit de la plus simple réflexion pour apercevoir toute la faiblesse de doctrine qu'une telle erreur supposait dans le clergé de cette époque.

S'il y a une disposition qui soit conforme au bon sens, à la politique,

aux droits respectifs de l'Église et de l'État, c'est incontestablement celle qui confère le choix des évêques au souverain temporel de chaque pays, et la confirmation de ce choix au chef de l'Église universelle, sous forme d'institution canonique. Un pouvoir tel que celui des évêques ne saurait en effet provenir que de deux autorités, du souverain temporel d'abord, car seul il doit conférer des pouvoirs efficaces dans l'étendue du territoire national, et seul d'ailleurs il peut juger du mérite des sujets dans le pays où il gouverne; et secondement du souverain spirituel, qui doit intervenir pour s'assurer si les sujets nommés sont en conformité avec la foi catholique. Sans l'intervention de la première autorité, l'État n'est plus maître chez lui; sans l'intervention de la seconde, l'unité catholique est en péril. Il est bien vrai qu'un pape peut abuser de l'institution canonique, comme un souverain temporel peut abuser aussi de la nomination. L'un et l'autre abus sont possibles, et se sont produits dans des temps malheureux, dont pourtant l'Église et l'État sont sortis sans périr. Mais la destruction du double lien qui rattache les pasteurs au chef de l'État et au chef de l'Église, serait le renversement du beau système qui dans l'étendue de la chrétienté a permis qu'il existât deux gouvernements à côté l'un de l'autre, sans choc, sans confusion, sans empiètement, gouvernement religieux chargé d'élever les âmes vers le ciel, gouvernement civil chargé de les plier à tous les devoirs de la société politique.

Les partisans de l'opinion contraire, professée en ce moment par Napoléon, qui avait pensé autrement à l'époque du Concordat, faisaient valoir les anciennes traditions, et rappelaient les premiers temps de l'Église, où le pape n'instituait pas les évêques, car en France la faculté de les instituer n'avait été reconnue au Saint-Siège que par le concordat de François I^{er} et de Léon X. A cela il y avait une réponse fort simple, c'est que si le concordat intervenu entre Léon X et François I^{er} avait reconnu au Saint-Siège le pouvoir d'instituer, il avait aussi reconnu à la royauté le pouvoir de nommer; et si on remontait plus haut encore, on ne trouvait pas plus le chef de l'État nommant les évêques que le Pape les instituant. On trouvait la simplicité des temps primitifs, c'est-à-dire les fidèles élisant leurs pasteurs, et le métropolitain les consacrant. Avec les siècles ces pouvoirs avaient été peu à peu déplacés : la faculté d'élire avait été successivement transportée des fidèles assemblés aux chapitres, des chapitres aux rois, et la faculté de confirmer l'élection, dans l'intérêt religieux, avait été transférée du simple métropolitain à celui qui était le métropolitain du métropolitain, c'est-à-dire au Pape. C'est dans un grand intérêt moral et religieux qu'il en avait été ainsi, car il faut reconnaître que de nos jours l'élection appliquée à la nomination des évêques produirait d'étranges effets. On ne pouvait donc pas plus revenir à l'une de ces traditions qu'à l'autre : si l'on revenait à l'une des deux, il fallait revenir à

toutes deux, et dès lors rétablir l'élection. C'était faire rétrograder les siècles et la raison elle-même.

On demandait par conséquent une étrange concession au Pape en exigeant de lui l'abandon de l'institution canonique. Il est vrai qu'il ne s'agissait pas de la lui contester en principe, puisque le Pape avait trois mois pour instituer, et qu'il pouvait refuser l'institution par des raisons d'indignité. Mais de ces raisons, qui devait être le juge en définitive? Évidemment l'Empereur, dans le projet proposé, puisque, s'il insistait, le métropolitain devait fuir par instituer. Dès lors l'institution échappait au Pape. Mais en ce moment tous les esprits étaient vivement frappés de la destruction de l'Église germanique par la vacance de presque tous les sièges, du danger qui menaçait l'Église française par la vacance d'un quart des sièges existants, et enfin du spectacle de Pie VII faisant de l'institution canonique une arme défensive dans une cause assurément très-légitime, mais une arme après tout, et personne n'était disposé à accorder que l'institution pût être autre chose qu'un moyen de maintenir l'unité de la foi, en repoussant des prélats indignes sous le rapport des mœurs, du sçavoir ou de l'orthodoxie.

Ce qu'il y aurait eu de plus sage, c'eût été de chercher à obtenir du Pape, de sa douceur, de sa prudence, l'institution des vingt-sept prélats nommés par l'Empereur, de la lui demander dans l'intérêt de la religion, et de n'exiger de lui aucun sacrifice de principe. A la vérité il se serait désarmé pour le présent, mais désarmé d'une arme dangereuse, car Napoléon s'emportant pouvait briser et cette arme, et bien d'autres encore, et en venir à l'égard de l'Église aux dernières extrémités. Or on ne prévoyait alors ni Moscou ni Leipzig, et ce n'était pas d'ailleurs dans le clergé que se trouvaient des politiques assez clairvoyants pour deviner ces grands changements de fortune. Il aurait donc fallu arracher à Pie VII une concession de fait, non de principe, en laissant le temps et la raison agir sur Napoléon, pour l'arrangement général de toutes les affaires de l'Église.

Quoi qu'il en soit, les prélats qui avaient chargé les trois envoyés de parler en leur nom appuyaient la clause additionnelle au Concordat autant que Napoléon lui-même. Quant à lui, il mettait le maintien du Concordat à ce prix; et comme on s'était fait de ce mot Concordat une sorte de mot magique qui signifiait : rétablissement des autels, cessation de la persécution des prêtres, et mille autres biens précieux, Napoléon en disant le Concordat aboli, semblait annoncer implicitement que toutes les garanties données à la religion, au culte, aux prêtres, seraient abolies du même coup, et qu'à l'égard de ces choses on pouvait revoir tout ce qu'on avait vu. Aussi espérait-il produire et produisait-il un grand effet en proclamant le Concordat aboli, dans le cas où la nouvelle clause relative à l'institution canonique ne serait pas acceptée.

Si les trois envoyés trouvaient le Pape plus traitable qu'il n'avait paru l'être jusqu'ici, ils étaient autorisés par Napoléon à étendre peu à peu l'objet d'abord restreint de leur mission, à parler au Saint-Père de la situation du Saint-Siège, de l'établissement futur des papes; et à s'avancer même jusqu'à signer avec lui une convention provisoire sur ce sujet. Les conditions devaient être les suivantes. Le Pape pourrait à son gré résider à Rome, à Avignon ou à Paris, dans une seule de ces résidences, ou dans toutes les trois alternativement. Un établissement magnifique lui serait assuré aux frais de l'Empire. Le Pape y jouirait de deux millions de revenu, sans aucune des charges de la Papauté; car les cardinaux et tous les ministres du gouvernement spirituel seraient richement entretenus par le trésor impérial. Le Pape aurait la faculté de recevoir des ambassadeurs de toutes les puissances, et d'entretenir des représentants auprès d'elles. Il serait entièrement libre dans le gouvernement des affaires spirituelles, et ne relèverait à cet égard que de sa propre volonté. Tout ce qui pouvait contribuer à la prospérité, à l'éclat, à la propagation du catholicisme, serait ou maintenu, ou étendu, ou rétabli. Les missions étrangères seraient restaurées avec tout l'appui du nom de la France. Les pères de la Terre sainte seraient protégés, et les Latins remis dans tous les honneurs du culte à Jérusalem. Mais à cet état somptueux, auquel il ne manquait que l'indépendance, Napoléon mettait une condition. Si le Pape préférait la résidence de Rome, il prêterait à l'Empereur le serment que lui prêtèrent tous les prélats de son Empire, ce qui entraînait évidemment l'abandon par le Pape du patrimoine de Saint-Pierre, et si cette condition lui répugnait trop fortement, et qu'il s'accommodât d'Avignon, il promettrait simplement de ne rien faire contre les principes contenus dans la déclaration de 1682.

Ainsi donc, s'il s'agissait de retourner à Rome, serment qui entraînait l'abandon des États romains à l'Empire; s'il s'agissait de vivre libre et bien doté à Avignon, reconnaissance des libertés gallicanes, telles étaient les conditions que Napoléon exigeait pour faire cesser la captivité de Pie VII et lui accorder un établissement magnifique mais dépendant. Les trois envoyés étaient secrètement munis des pouvoirs nécessaires pour signer une convention sur ces bases. Mais ils devaient laisser ignorer à tout le monde, et surtout au Pape, qu'ils avaient ces pouvoirs, jusqu'à ce qu'ils eussent la certitude de réussir dans leur mission, tant pour ce qui regardait l'institution canonique que pour ce qui regardait le nouvel établissement de la Papauté.

Comme il restait peu de jours entre le moment où Napoléon se décida à envoyer cette députation et l'époque de la réunion du concile, les trois prélats partirent en toute hâte, car il ne leur était accordé que dix jours pour remplir leur mission à Savone.

M. l'archevêque de Tours (de Barral), MM. les évêques de Nantes (Duvoisin), de Trèves (Mannay), partis sans retard pour Savone, y arrivèrent aussi vite que le permettaient les moyens de communication dont on disposait alors. Le Pape, quoique résigné avec une rare douceur à une captivité fort aggravée depuis quelque temps (il était sans papier, sans plumes, sans encre, sans secrétaire, et toujours surveillé par un officier de gendarmerie), le Pape sentait néanmoins la pesanteur de ses chaînes, et, bien qu'il appréhendât ce qu'on pouvait venir lui annoncer sur l'objet du concile, bien qu'il craignît par exemple, comme cela s'était vu dans des siècles antérieurs, que Napoléon n'eût réuni ce concile pour l'y faire comparaître et juger, il éprouva une sorte de soulagement en apprenant que trois prélats revêtus de la confiance impériale étaient envoyés pour l'entretenir. Il savait de quel poids, de quel mérite étaient ces hommes; il savait aussi qu'ils étaient contraires aux opinions qu'on appelle en France ultramontaines, ce qui équivalait pour lui à être du parti ennemi; mais tout cela était de nulle considération à ses yeux. L'important pour lui, c'est qu'ils eussent mission de le visiter, c'est qu'ils eussent quelque chose à lui dire. L'infortuné Pontife était comme le prisonnier qui éprouve un tressaillement de plaisir à entendre ouvrir la porte de sa prison, alors même qu'elle ne s'ouvre pas pour lui rendre la liberté.

Pie VII n'avait de communications qu'avec le préfet de Montenotte, qui lui avait plu, comme nous l'avons déjà dit, par ses égards, son tact, sa parfaite mesure. Ayant appris de M. de Chabrol l'arrivée et le nom des trois prélats, il consentit à les admettre tout de suite en sa présence. Il éprouvait même une sorte d'impatience de les recevoir. Ils se présentèrent tous les trois, le respect à la bouche, le front incliné, plus incliné que si le Pontife eût été à Rome sur le trône des Césars, lui demandant presque pardon de n'être pas captifs comme lui, et venant le supplier de mettre le comble à ses vertus en ajoutant à ses anciens sacrifices quelques sacrifices nouveaux et indispensables, en abandonnant dans l'intérêt même de la religion certaines prérogatives qui lui étaient chères. Le ton, le noble langage, le profond respect de ces dignes prélats touchèrent vivement Pie VII, et toutes les grâces de son caractère reparurent à l'instant sous l'impression du plaisir qu'il ressentit. Il se montra plein de douceur, de bonté, presque d'enjouement, dès qu'il fut en confiance avec eux, et surtout dès qu'il sut qu'au lieu de s'assembler pour le juger, le concile voulait au contraire se concerter avec lui sur la manière de mettre fin aux troubles religieux, et le faisait supplier à l'avance de chercher quelques moyens d'accommodement avec cette puissance qui avait rétabli les autels, et qui, pouvant les détruire, ne le voulait heureusement pas, pourvu que dans le domaine temporel elle ne rencontrât aucune opposition.

Après une première séance employée à se voir, à se connaître, à s'ap-

précier, le Pape et les prélats se réunirent tous les jours, et même plusieurs fois par jour, bien que les trois envoyés, voulant ménager la santé débile de Pie VII, missent la plus grande discrétion à provoquer de nouvelles entrevues. C'était le Pape qui les faisait mander quand par égard ils n'osaient venir. L'évêque de Faenza, nommé patriarche de Venise, et en ce moment de passage à Savone pour se rendre au concile, avait demandé s'il ne serait pas de trop, dans cette espèce de congrès ecclésiastique, et on avait consenti des deux côtés à l'y admettre, car il plaisait au Pape comme Italien et Italien fort spirituel, et il ne déplaisait point aux trois envoyés impériaux, comme Italien éprouvant le désir d'une prompte pacification de l'Église. Le Pape, qui, entendant très-bien le français, ne voulait cependant parler qu'italien, se servait souvent de l'évêque de Faenza pour rendre sa pensée, et se sentait plus à l'aise en ayant auprès de lui un ultramontain de naissance, élevé dans ses opinions quoiqu'il ne les partageât pas toutes.

Le Pape, après avoir fait remarquer avec dignité, avec douceur, l'odieuse captivité dans laquelle le chef de l'Église était plongé, le profond isolement dans lequel il était condamné à vivre, la privation de tout conseil et de tout moyen de communiquer à laquelle il était réduit, avait raconté à sa manière, comme il lui arrivait souvent, tout ce qu'il avait jadis éprouvé d'affection pour le général Bonaparte, aujourd'hui tout-puissant empereur des Français, puis la difficile démarche qu'il avait osé faire en venant le sacrer à Paris, et ensuite, montrant autour de lui les murailles qui le tenaient enfermé, avait fait ressortir sans aucun emportement l'étrange contraste entre les services rendus et la récompense qui en était le prix. Cela dit, il était entré dans le détail même des questions que les représentants du concile étaient chargés de traiter à Savone.

Sur l'institution canonique des vingt-sept prélats nommés, il avait paru disposé à céder, avouant en quelque sorte, sans le dire, que son refus de l'accorder était plutôt une arme employée contre Napoléon, qu'une juste contestation dans l'intérêt de la foi du mérite des sujets promus, mais demandant si, après tout, ce n'était pas un intérêt de la foi que l'indépendance et la liberté du Pontife; le respect du Saint-Siège, la conservation du patrimoine de Saint-Pierre, le maintien de la puissance temporelle des papes, et si l'arme qui lui servait à défendre des choses de si grande importance pouvait être considérée comme mal et abusivement employée. — Toutefois il était prêt à céder, même sur un détail de forme, et consentait à instituer les vingt-sept prélats dont il s'agissait, en omettant dans l'acte le nom de Napoléon (comme ce dernier le voulait bien), et en même temps à ne pas alléguer le *motu proprio*, qui lui aurait donné l'apparence de nommer lui-même, au lieu de confirmer seulement la nomination émanée de l'autorité impériale. En effet il avait déjà accordé l'insti-

tution canonique dans cette forme du *motu proprio* à quelques-uns des vingt-sept prélats nommés, entre autres à l'archevêque de Malines; mais Napoléon n'avait pas voulu l'agréer, consentant bien à ce que son autorité ne fût point mentionnée dans les bulles, mais n'admettant pas que celle du Pape fût substituée à la sienne.

Sur ces divers points Pie VII était prêt à se rendre, et à faire cesser l'interruption du gouvernement ecclésiastique en France, afin qu'on ne lui reprochât plus de l'interrompre dans un intérêt qui lui était personnel, mais sur la clause additionnelle au Concordat, tendant à limiter le temps dans lequel l'institution canonique serait accordée, il ne pouvait se résigner à céder. D'abord il trouvait le terme de trois mois beaucoup trop court; mais, quel que fût ce terme, il disait que si en définitive le terme écoulé l'institution pouvait être donnée par le métropolitain, le chef de l'Église était dépouillé et privé de l'une de ses prérogatives les plus précieuses. A cela les trois prélats répondaient en répondant aux souvenirs tirés des siècles passés. Ils disaient que le Pape n'avait pas toujours joui de la faculté d'instituer les évêques; quo six mois, si on jugeait trop court le terme de trois, suffisaient pour examiner l'idonéité des sujets proposés, la critiquer si elle méritait d'être critiquée, et s'entendre en un mot avec le pouvoir temporel sur les choix qui devaient être réformés; qu'il fallait après tout ne pas supposer ce pouvoir en démeure, et s'appliquant à nommer des évêques indignes ou d'une foi douteuse pour le plaisir de mal composer son clergé; quo si on ne jugeait pas ces garanties suffisantes, c'est qu'alors on voulait faire de l'institution un autre usage que celui d'assurer le bon choix des sujets, et en faire un moyen d'action sur le temporel, afin de le tenir plus ou moins dans sa dépendance. Or il n'y avait personne, ajoutaient-ils, dans aucun parti, qui fût prêt à admettre que la faculté d'instituer pût devenir une arme dans la main des papes. Sur ce point il fallait renoncer à trouver de l'appui dans quelque portion du clergé que ce fût.

L'infortuné Pie VII, qui avec beaucoup d'esprit n'avait cependant pas toute la force de raison nécessaire pour remonter aux grands principes sur lesquels repose la double investiture des pasteurs par le pouvoir temporel et par le pouvoir spirituel, qui d'ailleurs, quand on lui disait que l'institution ne pouvait être une arme dans la main des papes, croyait apercevoir un reproche dans cet argument, parce qu'en effet beaucoup de gens lui avaient rapporté qu'on l'accusait en refusant les bulles de sacrifier les intérêts de la religion aux intérêts du Saint-Siège, Pie VII ne savait que répondre, reconnaissait qu'il ne fallait pas qu'on pût abuser à Rome de la faculté d'instituer, et puis cependant ne se rendait pas, parce qu'il s'agissait d'abandonner une des prérogatives dont il avait trouvé le Saint-Siège pourvu. Or, à ses yeux, transmettre le Saint-Siège à ses successeurs moins

riche de prérogatives qu'il ne l'avait trouvée, était une faiblesse, une lâcheté, dont à aucun prix il ne voulait souiller sa mémoire. Très-sensible à l'opinion publique, il craignait d'être accusé par la chrétienté de céder ou à la peur, ou à l'ennui de la captivité. Et quand on lui représentait qu'il s'abusait sur le jugement que le monde catholique porterait de lui, s'il cédait (ce qui était exact, car on n'était pas alors aussi romain qu'on a aujourd'hui la prétention de l'être), il répliquait : Mais comment voulez-vous que je puisse en juger, seul, prisonnier, séparé de tout conseil, ne sachant sur l'opinion de qui m'appuyer pour prendre des déterminations si importantes ?... — Et, à cet argument, aussi vrai que douloureux, les trois prélats, indignés de sa captivité quoique envoyés de Napoléon, ne savaient quo répondre à leur tour, et se faisaient les larmes aux yeux, ou lui parlaient de consulter un cardinal qui était dans le voisinage, le cardinal Spina, le seul dont ils fussent autorisés à lui offrir l'assistance.

Sur l'établissement de la Papauté en général la question était bien plus difficile encore à aborder. Proposer au Pape de consacrer par son consentement l'abolition de la puissance temporelle du Saint-Siège, au prix d'une riche dotation et de beaux palais dans les capitales impériales, c'était proposer au Pape la plus désolante et la plus déshonorante des abdications. Cependant il connaissait le décret qui avait réuni les États romains à l'Empire, et il fallait admettre la chute de Napoléon, ce que beaucoup d'esprits prévoyaient alors, pour ne pas regarder ce décret comme irrévocable. On pouvait donc, et les prélats l'essayèrent, lui conseiller par prudence et dans l'intérêt même du Saint-Siège, d'accepter un dédommagement que plus tard peut-être on n'obtiendrait plus, dédommagement accompagné d'ailleurs de tant d'avantages pour la protection et la propagation de la foi catholique. MM. de Barral et Duvoisin, tout en lui exprimant une douleur sincère des entreprises de Napoléon, insistèrent beaucoup sur la nécessité de ménager un homme qui pourrait jouer si facilement en France le rôle de Henri VIII en Angleterre, sur la sagesse qu'il y aurait peut-être à profiter des dédommagements qu'il se croyait obligé d'offrir dans le moment où il dépouillait l'Eglise, et qu'il ne songerait probablement point à accorder lorsque l'abolition du pouvoir temporel ne serait plus qu'une de ces catastrophes auxquelles le monde s'était si bien habitué depuis vingt ans; sur tous les secours enfin qu'on obtiendrait de lui pour le maintien et la propagation de la foi, lorsqu'on aurait donné satisfaction à son ambition déréglée. Le Pape, touché du ton, du langage avec lequel on lui soumettait ces conseils, ne les accueillit point mal, et en raisonna avec les envoyés de Napoléon comme avec des amis devant lesquels il s'ouvrait en confiance, non comme avec les ministres d'un adversaire devant lesquels il devrait composer son attitude et son visage. Il convint de la difficulté de faire revenir Napoléon sur ses résolutions; il ne contesta

point la durée probable de son empire, sans toutefois le regarder comme impérissable, car il montrait quelquefois sur ce sujet des doutes singuliers, soit que ce fût chez ce Pape aussi pieux que spirituel une inspiration de sa foi ardente, ou une certaine lumière qui de temps en temps éclairait soudainement son esprit; mais en dehors de toutes ces considérations, pour ainsi dire mondaines, il manifesta du point de vue de la conscience et de l'honneur une répugnance absolument invincible à concéder ce qu'on lui demandait: Aller siéger pontificalement à Paris était pour lui un opprobre inacceptable. — Napoléon, disait-il, veut faire du successeur des apôtres son premier autônier, mais jamais il n'obtiendra de moi cet abaissement du Saint-Siège. Il croit me vaincre parce qu'il me tient sous ses verrous, mais il se trompe; je suis vieux, et bientôt il n'aura plus dans ses mains que le cadavre d'un pauvre prêtre mort dans ses fers. —

Aller se fixer à Avignon, à cause des précédents qui finaient de cette ville une résidence des Papes pour les temps de persécution, eût convenu davantage à Pie VII; mais reconnaître la déclaration de 1682, ce qui était la condition de l'établissement à Avignon, lui était, quoique moins odieux que le reste, très-pénible encore, tout plein qu'il était des préjugés romains. Il répétait sans cesse qu'Alexandre VIII, avant de mourir, avait prononcé la condamnation des propositions de Bossuet, et que les reconnaître, s'y engager, serait regardé comme une faiblesse arrachée à sa captivité. Toutefois, entre les propositions de Bossuet il distinguait, et il était prêt à admettre celle qui refusait au Pape le pouvoir de renverser les souverains temporels en déliant les sujets de leur devoir d'obéissance. Mais il était rempli de scrupule relativement aux autres, qui établissent, comme on sait, que l'Église n'est point un gouvernement arbitraire, qu'elle a ses lois qui sont les canons, que l'autorité du Pape, quoique ordinairement supérieure à toute autre, rencontre cependant quelquefois une autorité supérieure à la sienne, celle de l'Église elle-même quand elle est assemblée dans les conciles œcuméniques, c'est-à-dire universels. Ces maximes, qui ne sont qu'un beau résumé de l'histoire ecclésiastique fait par Bossuet, et qui rangent l'Église à la tête des gouvernements réguliers et légaux, au lieu de la faire descendre au rang des gouvernements despotiques et arbitraires, agitaient Pie VII, et le jetaient dans un trouble profond. — Je n'entreprendrai rien, disait-il, contre ces maximes, j'en donne ma parole d'honneur, et on sait que je suis un bonhomme; mais qu'on ne m'oblige pas à les consacrer par un engagement formel de ma part, car j'aime mieux rester en prison que de commettre une pareille faiblesse. — Quant à retourner à Rome, même dépourvu de sa couronne temporelle, c'était le parti qui eût le plus complètement satisfait Pie VII. Rentrer à Rome, sans argent, sans cour, sans soldats, sans aucun des honneurs d'un souverain, lui eût presque semblé l'équivalent de son réta-

blissement sur la chaire de saint Pierre. Mais rentrer à Rome au prix du serment qui le constituait sujet de Napoléon, et le forçait à reconnaître la spoliation du patrimoine de Saint-Pierre, était pour lui plus impossible encore que tout ce qu'on lui demandait. — Je ne désire aucune dotation, disait-il, je n'en ai pas besoin. On conteste aux papes leur pouvoir temporel : qu'on leur dispute plutôt leur richesse ; mais qu'on ne leur ôte jamais Rome. C'est de là qu'ils doivent gouverner et sanctifier les âmes. Ce n'est pas le Vatican que je réclame, ce sont les Catacombes. Qu'on me permette d'y retourner avec quelques vieux prêtres pour m'éclairer de leurs conseils ; et de là je continuerai mes fonctions pontificales, en me soumettant à l'autorité de César, comme les premiers apôtres, et en ne faisant rien pour ébranler ou détruire cette autorité. — Le saint Pape s'échauffait, devenait éloquent, lançait la lumière de ses yeux doux et vifs, à la seule perspective de se retrouver à Rome, dépourvu de tout revenu, mangeant le pain de l'aumône ; et se doutant bien, il faut le dire, malgré la sincérité de son humilité, que ce Pape humilié serait plus puissant qu'assis sur le trône de saint Pierre, tiendrait du fond de ses Catacombes Napoléon en échec, et peut-être survivrait à son colossal empire. —

Ses desirs à cet égard étaient évidents, et même avoués avec une ardeur naïve. Mais MM. de Barral, Duvoisin et Mannay ne lui laissèrent à ce sujet aucune illusion. Ils lui firent parfaitement comprendre que Napoléon ne lui accorderait jamais la liberté de retourner comme prince détrôné dans la capitale où il avait régné comme souverain, à moins qu'il n'y rentrât dédommagé et soumis ; que cette glorieuse pauvreté des Catacombes, aussi enviable pour un ambitieux que pour un saint, il fallait y renoncer, et choisir entre Savone, où il était captif et privé de l'exercice de ses fonctions pontificales, et Avignon, Paris ou Rome, villes où il serait libre, couronné de la tiare, en plein exercice de son autorité spirituelle, richement doté, mais sujet, qu'il eût ou n'eût pas prêté serment.

Ces explications prirent plusieurs jours. MM. de Barral, Duvoisin et Mannay, auxquels s'était joint l'évêque de Faenza, avaient fini par adoucir beaucoup Pie VII, et, ce qui était important auprès d'un Pontife consciencieux, très-sensible au jugement qu'on porterait de sa conduite, avaient agi sur sa conviction, en lui démontrant que si, pour son propre compte, il pouvait préférer la captivité à la moindre concession, pour l'Église il devait prendre garde de sacrifier des avantages que peut-être elle ne retrouverait plus. Ils lui firent enfin entendre qu'arrivés aux derniers jours de mai, ils étaient obligés de partir pour assister à l'ouverture du concile, fixée au commencement de juin, et qu'il fallait qu'il arrêtât sa pensée, et leur fournit le moyen d'éclairer les prélats réunis sur ses dispositions définitives.

Après avoir énuméré les questions l'une après l'autre, et lui avoir fait répéter son opinion sur chacune, après l'avoir amené à dire qu'il ne répugnait pas à instituer les vingt-sept prélats nommés, que voulant même au prix d'un grand sacrifice donner à l'Eglise de France un témoignage de confiance et d'affection, il reconnaissait, sans renoncer à l'institution canonique, qu'il fallait prévenir l'abus qu'un pontife malavisé ou malintentionné pourrait en faire; après lui avoir arraché enfin l'aveu que, sur l'établissement nouveau offert à l'Eglise, il y avait au moins à délibérer, mais seulement lorsqu'il serait libre et assisté de ses conseillers naturels et légitimes, ils lui demandèrent pourquoi il ne leur permettrait pas d'écrire ces différentes déclarations, qu'il s'abstiendrait de signer pour qu'elles n'eussent pas le caractère d'un traité, mais qui serviraient à constater si son ses volontés pontificales, qu'il ne pouvait exprimer qu'entouré des cardinaux, du moins ses dispositions personnelles, de manière qu'on ne pût rien y ajouter, ni rien en retrancher.

Pressé par les instances des quatre prélats, par l'annonce de leur départ, il consentit à laisser écrire une déclaration non signée, qui contenait en substance les propositions que nous venons d'exposer : 1^o consentement, pour cette fois, à instituer les vingt-sept prélats nommés, sans mention du *motu proprio*; 2^o obligation pour le Saint-Siège d'instituer à l'avenir, dans les six mois, les évêques nommés par le souverain temporel, à défaut de quoi le métropolitain serait censé autorisé par le Pape à les instituer en son nom; 3^o enfin, disposition, lorsque le Pape serait libre et entouré de ses cardinaux, à prêter l'oreille aux arrangements qu'on lui soumettrait pour l'établissement définitif du Saint-Siège. La nature de ces arrangements n'était pas même indiquée.

Ainsi généralisée, cette déclaration, vu les opinions régnantes alors à l'égard de l'institution canonique, n'avait rien que de très-admissible et de très-honnête, et ne renfermait rien qui pût être compromettant. Le Pape, après l'avoir accordée, se sépara avec regret de ces prélats si sages, si indignement calomniés auprès de lui par une portion du clergé, et leur donna sa bénédiction avec beaucoup d'effusion. Ils partirent le 20 mai.

Pourtant Pie VI était intérieurement agité. La nuit qui suivit leur départ, il ne dormit point. Susceptible autant que consciencieux, redoutant le jugement de l'opinion publique presque autant que celui de Dieu; n'ayant pour se rassurer l'avis de personne, il se laissa peu à peu aller, après toute une nuit d'insomnie, à croire qu'il avait commis une insigne faiblesse, que toute la chrétienté en jugerait ainsi, qu'elle l'accuserait d'avoir, par peur de Napoléon ou par ennui de sa captivité, abandonné les intérêts de la foi, et il conçut cette crainte beaucoup moins pour les deux premières propositions que pour la dernière, celle par laquelle il s'engageait éventuellement, lorsqu'il serait libre et muni d'un conseil, à

examiner les propositions qui pourraient lui être faites relativement à l'établissement pontifical. Il craignit d'avoir par là donné un commencement d'adhésion à la suppression de la puissance temporelle du Saint-Siège et à la réunion des États romains à l'Empire français. Cette vision le jeta dans un tel état de trouble et de désespoir, qu'il fit sur-le-champ appeler le préfet, lui demanda en le voyant arriver si les prélats avaient quitté Savone, le supplia, quand il sut qu'ils étaient partis dès la veille au soir, d'envoyer un courrier à leur suite pour les ramener, ou leur signifier, s'ils ne voulaient pas revenir, que la déclaration devait être considérée comme non avenue; qu'elle avait été surprise à sa faiblesse, à sa fatigue, à sa santé défaillante, qu'il avait été, disait-il, comme jeté dans une sorte d'ivresse par les instances qu'on lui avait adressées; et qu'il s'était déshonoré en cédant; et il ajoutait : Voilà ce que c'est que de priver un pauvre prêtre, vieux, épuisé, dévoué mais insuffisant, voilà ce que c'est que de le priver de conseils qui le puissent éclairer! On l'expose ainsi à se couvrir d'infamie... — En disant ces choses, le malheureux Pontife, injuste envers lui-même, se calomniant de toutes les manières pour excuser son acte.

Le jour, la lumière, la présence des objets réels agissent heureusement sur les êtres troublés par l'exaltation des nuits. Le préfet de Montenotte, qui avait acquis sur le Pontife un certain ascendant par le calme, la douceur, la sagesse de ses entretiens, parvint à le tranquilliser un peu, à lui prouver que les deux premières propositions étaient, après tout, conformes à ce qu'il avait toujours pensé et toujours dit, et que quant à la troisième, elle n'était qu'une promesse d'examiner, qu'elle ne contenait pas même l'indication d'une solution, et surtout aucune mention d'un système quelconque d'arrangement. Néanmoins pour rassurer Pie VII sur ce dernier point, le préfet fit partir un courrier afin de dire aux prélats que le paragraphe de la déclaration relatif à la dernière proposition devait être rayé, absolument rayé, que quant au reste, pourvu qu'on y vit non point un traité ni un engagement, mais un préliminaire pouvant servir de base à une négociation, le Pape le maintenait. Cela obtenu, Pie VII se calma, et écrivit au cardinal Fesch une lettre dans laquelle, se louant beaucoup des trois prélats, et autorisant le concile à croire ce qu'ils diraient, il exprimait à peu près les dispositions que nous venons de faire connaître.

Lorsque les prélats envoyés à Savone furent de retour à Paris, Napoléon se montra assez satisfait du résultat de leur mission, car, bien que sur l'établissement futur de la Papauté on fût loin d'être d'accord avec Pie VII, sur l'institution canonique, et en particulier sur les vingt-sept prélats à instituer, on avait obtenu tout ce qu'il était possible de désirer, et le gouvernement de l'Église n'était plus menacé d'interruption. Toute

crainte d'un schisme était entièrement écartée. Le concile, en effet, sous le rapport de l'institution canonique, ne pouvait manquer d'adopter une solution que le Pape lui-même agréait; et quant à l'établissement pontifical, l'accord naissait du temps, de la nécessité, de la toute-puissance de Napoléon, et de l'impuissance de l'infortuné Pie VII.

Les évêques étaient presque tous arrivés; on en comptait une centaine environ, dont trente à peu près pour l'Italie. Ceux qui manquaient soit parmi les Français, soit parmi les Italiens, étaient des vieillards infirmes, incapables de voyager à de grandes distances, ou bien quelques évêques romains qui avaient refusé le serment à cause du renversement du gouvernement pontifical. Telle quelle, la réunion des prélats arrivés était suffisante pour que le concile eût l'éclat et l'autorité convenables, car, à très-peu d'exceptions près, tout ce qui avait pu venir était venu.

Les dispositions des évêques étaient de nature à tromper le gouvernement, et à les tromper eux-mêmes sur le résultat du concile. Quoique pleins au fond du cœur d'une respectueuse compassion pour les malheurs de Pie VII, désapprouvant complètement l'abolition de la puissance temporelle du Saint-Siège, poussés au mécontentement par les coteries des royalistes dévots au milieu desquels la plupart d'entre eux avaient l'habitude de vivre, ils se seraient bien gardés de manifester leurs sentiments, surtout depuis la catastrophe des cardinaux noirs. La terrible réputation du duc de Rovigo les épouvantait à tel point que beaucoup d'entre eux avaient fait leur testament avant de quitter leurs diocèses, et avaient embrassé leurs principaux fidèles, comme s'ils n'avaient pas dû les revoir. Et c'étaient en général les plus hostiles qui étaient les plus soumis, car dans leur terreur ils croyaient Napoléon presque aussi instruit du secret de leur cœur que Dieu lui-même, et ils ne le croyaient pas aussi clément. Les modérés, habitués à penser de Napoléon un peu moins mal, étaient un peu moins épouvantés; ils auraient voulu apaiser le trouble survenu entre l'Empereur et le Pape, trouver pour cela un moyen terme qui les contentât tous deux, et sortir ainsi d'embarras, l'Église sauvée, le Pape tiré de sa prison, et Napoléon satisfait. Pourtant, qu'une étincelle vint mettre le feu à tous les sentiments cachés au fond des cœurs, et il pouvait en jaillir une explosion. Personne ne s'en doutait, et personne dans le gouvernement de Napoléon n'était capable de le prévoir. M. Bigot de Préameneu, ministre honnête et doux, n'avait aucune idée des assemblées délibérantes, et Napoléon lui-même, quoiqu'habitué à deviner tout ce qu'il ignorait, croyait, à en juger par son Corps législatif, qu'il tiendrait à bout de ses évêques comme de ses législateurs muets et appointés. Il ne s'inquiétait guère plus de son différend avec le Pape que d'un différend qu'il aurait eu avec le grand-duc de Bade, bien qu'il fût importuné de cette querelle de prêtres, comme il l'appelait, querelle qui pour son goût

devenait trop longuo et trop teuaee. Le due de Rovigo seul, quoique n'ayant jamais appris par expérience ce que pouvait devenir une assemblée délibérante, mais très-avisé, ayant gagné adroitement la confiance de plus d'un prélat, et sachant combien les royalistes de Paris mettaient de soin à circonvenir les membres du concile, avait conçu quelques appréhensions, et en avait fait part à Napoléon. Celui-ci ayant toujours à sa disposition Vincennes, ses grenadiers, sa fortune, et tout étourdi d'ailleurs de l'effet produit par la naissance du Roi de Rome, effet qui égalait l'éclat de ses plus grandes victoires, n'avait tenu aucun compte des craintes qu'on avait cherché à lui inspirer.

Le concile, qui devait d'abord être réuni le jour du baptême, ne l'ayant pas été par la raison vraie ou simulée de l'impossibilité pour des vieillards d'assister à deux grandes cérémonies en un jour, le fut la semaine suivante, le lundi 17 juin, à l'église de Notre-Dame. Sur les vives instances du cardinal Fesch, qui prétendait à la présidence du concile en vertu de son siège (il était archevêque de Lyon), on avait consenti, dans une réunion préalable tenue chez lui, à lui déléguer cet honneur. Les évêques avaient adopté cette résolution non point par considération pour sa qualité de primate des Gaules qu'ils ne reconnaissaient point, mais pour commencer les opérations du concile par un acte de déférence envers l'oncle de l'Empereur. Ils avaient décidé également qu'on suivrait le cérémonial adopté au concile d'Embruin en 1727, et qu'on prêterait le serment de fidélité au Saint-Siège, qui depuis le concile de Trente avait été imposé à toute réunion de prélats, provinciale, nationale ou générale.

Le 17 juin au matin, cardinaux, archevêques, évêques, au nombre de plus de cent, se rendirent processionnellement de l'archevêché à Notre-Dame, en observant le cérémonial usité dans les conciles. Bien que Napoléon, ne connaissant d'autre précaution contre la liberté que le silence, eût sévèrement ordonné l'exclusion du public et notamment celle des journalistes, un grand nombre de curieux étaient accourus aux portes, les uns pour recueillir tout ce qu'ils pourraient, les autres pour repaire leurs yeux de cet imposant spectacle.

On célébra la messe avec beaucoup de pompe, après quoi M. l'abbé de Boulogne, évêque de Troyes, chargé de prononcer le sermon d'usage à l'ouverture des conciles, prêcha longuement et avec une éloquence apprêtée. Dans sa harangue, il tint la balance assez égale entre le Pontife et l'Empereur, parla avec respect des deux puissances, de l'importance de leur accord, non pas avec la grandeur de Bossuet en 1682, mais avec un certain éclat de langage qui frappa les assistants. Il exprima formellement son adhésion aux doctrines de Bossuet, dit aussi qu'en cas de nécessité une Église devait trouver en elle-même de quoi se sauver, ce qui était la doctrine impériale tendant à se passer du Pape, mais en même temps fit

grande profession de dévouement et d'amour envers le Pontife prisonnier. Singulier symptôme des sentiments qui remplissaient tous les cœurs! Ce qu'il dit des doctrines de 1682, de la nécessité où une Église pouvait être de se sauver elle-même, passa comme doctrine de convention accordée aux exigences du moment, et ce qu'il exprima de respect pour la puissance papale produisit au contraire une sensation profonde. Aussi son discours, quoique revu et censuré par M. le cardinal Fesch, eut toute l'apparence d'une manifestation secrètement hostile à l'Empereur.

Immédiatement après le sermon, le cardinal Fesch, la mitre en tête, montant sur un trône dressé pour cet usage, prêta le serment prescrit par Pie IV: *Je reconnais la sainte Église catholique et apostolique romaine mère et maîtresse de toutes les autres Églises; je promets et je jure une véritable obéissance au Pontife romain, successeur de saint Pierre, prince des apôtres et vicaire de Jésus-Christ.*

Ces paroles, quoiqu'elles ne fussent qu'une formule convenue, émuèrent profondément les assistants, car jurer obéissance au Pontife prisonnier, à quelques pas du palais de l'Empereur qui le tenait en captivité, pouvait paraître étrangement audacieux. Il en est toujours ainsi dans les assemblées: tout ce qui touche indirectement au sentiment secret qu'elles éprouvent, surtout lorsque ce sentiment est comprimé, les fait tressaillir. On se retira ému, surpris de ce qu'on avait senti, et tout homme expérimenté qui aurait vu cette assemblée, n'aurait pas manqué de prévoir qu'elle allait échapper à ceux qui prétendaient la mener, au gouvernement, et à elle-même.

Napoléon, informé par quelques avis de la manière dont les choses s'étaient passées, voulut connaître le discours de M. de Boulogne ainsi que le serment prêté, se plaignit vivement de les avoir ignorés, ce qui attestait chez lui et chez ses ministres l'inattention de gens étrangers à la conduite des assemblées délibérantes, réprimanda tout le monde d'une incartade dont il était le plus coupable, gourmanda particulièrement le cardinal Fesch; qu'il respectait fort peu, et dont il ne pouvait prendre au sérieux ni le savoir, ni la vertu, ni la gravité, et n'écouta que M. Duvoisin, qui lui expliqua l'origine et le sens de ce serment établi en 1564, immédiatement après le concile de Trente, pour répondre aux protestants par une formule solennelle d'adhésion à l'Église romaine. On achève de le calmer en lui démontrant qu'à la veille d'une décision qui pouvait retrancher quelque chose de l'autorité du Saint-Siège, il fallait que l'Église de France, en faisant acte d'indépendance, fit acte aussi de fidélité, pour n'être ni soupçonnée, ni calomniée, ni infirmée dans son autorité morale.

Napoléon, quoiqu'apaisé, fut dès ce moment un peu moins confiant dans le résultat du concile. Il voulut que la direction de l'assemblée fût confiée à des mains sur lesquelles il pût compter, et il décida par décret

que cette direction serait remise à un bureau composé du président, de trois prélats nommés par le concile, et des deux ministres des cultes de France et d'Italie, MM. Bigot de Préameneu et Bovara. Il confirma dans ce décret la résolution qui avait délégué la présidence au cardinal Fesch.

On avait en outre préparé un message, rédigé par M. Daunou en un langage aussi littéraire qu'impolitique, fort remanié par Napoléon, mais pas assez pour le rendre convenable, message dans lequel toute l'histoire du conflit avec Rome était longuement et dorement exposée, et la question à résoudre présentée d'une manière beaucoup trop impériale. C'est le jeudi 20 que le décret réglant la tenue de l'assemblée et le message furent apportés au concile. Les deux jours écoulés entre le lundi et le jeudi s'étaient passés en secrètes entrevues, infiniment plus actives du côté des mécontents que du côté des adhérents au pouvoir. La liberté, quand elle débute quelque part, trouve toujours le pouvoir novice, gauche, irritabile parce qu'il est gauche, et lui cause autant de désagrément que de trouble. On devait ici en faire une nouvelle épreuve, et s'irriter maladroitement contre ce qu'on ne savait pas prévenir.

Le concile tint donc une séance générale le 20. Les deux ministres transportés à Notre-Dame dans les voitures de la cour, et escortés de la garde impériale, y arrivèrent en grande pompe, ayant en main le décret sur la formation du bureau, et le message. Ils prirent place à côté du président, et lurent d'abord le décret, chacun dans sa langue. Cette autorité, qui rappelait celle que les empereurs romains avaient exercée auprès des premiers conciles, lorsque le christianisme n'avait point encore institué son gouvernement et traité d'égal à égal avec les maîtres de la terre, causa une sensation assez vive, mais qui ne se manifesta que sur les visages. On laissa le moderne César confirmer le président qu'on s'était donné, établir ses deux commissaires impériaux à droite et à gauche du fauteuil présidentiel, et on se mit à jeter des noms dans une urne pour désigner les trois prélats qui devaient compléter le bureau. Dans une assemblée bien dirigée, les voix se seraient réparties en deux masses, l'une représentant l'opinion dominante, l'autre représentant l'opinion contraire, ce qui est la condition indispensable pour que toute réunion d'hommes aboutisse au but pour lequel elle est formée. L'assemblée n'étant pas même dirigée, l'éparpillement des voix fut extrême. Sur une centaine de membres présents, il y eut à peine trente voix pour le candidat qui en obtint le plus. Elles furent données à l'archevêque de Ravenne, parvenu à réunir ce nombre parce qu'on voulait faire aux Italiens la politesse d'appeler au bureau l'un de leurs prélats. Après lui, M. d'Aviau, archevêque de Bordeaux, ecclésiastique respectable mais très-peu éclairé, et ne prenant aucun soin de cacher l'indignation que lui faisait éprouver la captivité du Saint-Père, en obtint vingt-sept. M. l'archevêque de Tours

(de Barral), M. l'évêque de Nantes (Duvoisin), l'un et l'autre assez connus par leur mérite, leur rôle conciliateur, leur récente mission à Savone, en obtinrent chacun dix-neuf. Comme il ne fallait qu'un membre pour compléter les trois nominations qu'on avait à faire, on appela le sort à prononcer entre MM. de Barral et Duvoisin, et ce dernier alla siéger au bureau. Après la composition du bureau, on lut le message. Sa rédaction dure, hautaine, produisit la plus pénible impression. Tous les griefs envers l'Eglise étaient rappelés dans ce message avec une excessive amertume, ce qui ne concordait pas avec la mission pacifique de Savone, qui semblait avoir été ordonnée dans le désir d'un arrangement amiable, et dont le gouvernement affectait même de se montrer satisfait afin de disposer favorablement les esprits. On se sépara donc triste et troublé.

Les choix du concile pour le bureau étaient un premier symptôme fâcheux. C'est en effet par les choix de personnes que les assemblées, même les plus discrètes, trahissent leurs véritables inclinations, car elles ont ainsi l'avantage de manifester leurs opinions sans s'exposer à la peine ou au danger de les exprimer. Or ici, au milieu de l'éparpillement des suffrages résultant du défaut de direction, le seul membre du concile qui eût obtenu une vraie majorité après l'archevêque de Ravenne, élu par convenance, était l'archevêque de Bordeaux, notoirement improbatrice de la politique religieuse du gouvernement.

Il s'était produit un autre symptôme non moins fâcheux, et dû en grande partie aux tergiversations du cardinal Fesch, c'était la situation faite aux évêques nommés et non institués. Sur vingt-sept prélats qui se trouvaient dans ce cas, il y en avait dix-huit dont on ne pouvait pas contester la qualité épiscopale, bien qu'on pût contester leur siège. C'étaient ceux qui, promus d'un diocèse à un autre, n'avaient un titre contestable que relativement à leur nouveau diocèse, mais en avaient un incontestable relativement à l'ancien. Ainsi le cardinal Maury, aux yeux du Pape, pouvait n'être pas encore archevêque de Paris, mais il était certainement évêque de Montefiascone. Neuf ecclésiastiques sur vingt-sept, promus pour la première fois à des sièges, n'étaient pas encore tout à fait évêques pour l'Eglise, quoiqu'ils le fusseut pour le pouvoir qui les avait nommés. Puisqu'on les avait convoqués, il était peu séant de leur refuser voix délibérative, les anciens conciles surtout offrant l'exemple de membres délibérants qui n'étaient point évêques. Dans les réunions préparatoires chez le cardinal Fesch, le cardinal Maury ayant voulu introduire l'un des évêques non institués, M. de Bonlogne, l'auteur du sermon d'ouverture, s'était écrié que la présence de ces prélats dans leur diocèse était déjà un scandale, que ce scandale serait bien plus grand, qu'il serait intolérable dans l'assemblée où l'on allait décider de leur sort. Cette véhémence apostrophée, soufferte chez le président du concile, chez l'oncle de l'Empereur, aurait

dû recevoir une réponse à l'instant même. Tout le monde au contraire s'était incliné avec une sorte de soumission devant les paroles de M. de Boulogne, le cardinal Maury aussi-bien que le cardinal Fesch, et les *non institués*, comme on les appelait, avaient été exclus sans opposition des réunions préparatoires. Dans le scrutin pour la composition du bureau, on leur avait accordé voix délibérative, mais en spécifiant que ce serait pour cette fois seulement, et sans tirer à conséquence pour l'avenir. Personne n'avait osé combattre l'opinion qui écartait les prélats *non institués*. Il devenait évident que si hors du concile on tremblait devant le maître qui dominait l'Empire, dans l'intérieur du concile on tremblait davantage encore, s'il était possible, devant un autre maître déjà fort apparent, c'était l'opinion publique, qui condamnait les violences despotiques de Napoléon envers le Saint-Siège, et condamnait ses violences, il faut le dire, beaucoup plus que ses doctrines théologiques, puisque M. de Boulogne lui-même paraissait disposé à admettre des limites à l'institution canonique. Sans doute d'anciens royalistes, se cachant dans l'ombre, s'agitaient pour exciter cette opinion. Mais l'opinion travaillée se reconnaît bien vite : il faut la pousser pour qu'elle éclate. L'opinion spontanée, vraie, naturelle, cherche au contraire à se contenir, éclate à l'improviste et malgré elle, comme la passion, avec le regret de s'être abandonnée à ses élans. C'est ce qu'on voyait ici, et ce qu'on vit bien plus clairement encore à chaque séance de cette singulière assemblée.

Après ces réunions préliminaires, une sorte d'anxiété se manifesta partout. Les prélats partisans du gouvernement, et ils n'étaient pas les plus nombreux, auraient voulu qu'on leur donnât plus d'appui, et qu'on n'abandonnât point leurs collègues non institués. Ils se plaignaient de n'être soutenus ni par le cardinal Fesch ni par le ministre des cultes, étrangers l'un et l'autre à l'art de conduire une assemblée, et fléchissant tour à tour devant l'Empereur ou devant le concile. Les prélats, en plus grand nombre, qui, sans être précisément les partisans du gouvernement, désiraient un accommodement entre l'Empereur et l'Église, par amour du bien, par crainte d'une collision, étaient désolés de la forme du message. On leur avait assuré, et ils avaient cru qu'on était revenu de Savone d'accord avec le Pape. Était-ce vrai? Était-ce faux? Ils ne savaient plus qu'en penser après avoir entendu ce message si aigre, si dur, on pouvait presque dire si brutal! Pourquoi, par exemple, cette véhémence sortie au sujet de la bulle d'excommunication? On convenait que cette bulle était une faute, car personne n'approuvait qu'on cherchât à ébranler l'autorité établie après une révolution sanglante dont le souvenir n'était point effacé. Mais le Pape, s'il avait eu la parole, que n'aurait-il pas pu dire, lui aussi, de son palais forcé, de sa personne sainte enlevée par des gardes, et tenue prisonnière comme celle d'un criminel d'État? Pourquoi

d'ailleurs ces récriminations, si on voulait s'entendre et se réconcilier?.. Y'avait-il chance d'y réussir?... L'espérait-on encore?... Pourquoi ne s'expliquait-on pas à ce sujet? pourquoi ne faisait-on pas savoir si on était oui ou non d'accord avec le Saint-Siège?

Voilà ce que répétaient les prélats modérés, formant le grand nombre, et désirant une fin pacifique de tous ces troubles. Parmi eux, les Italiens surtout paraissaient stupéfaits. Ils étaient partis de chez eux avec l'idée que partout on admirait et craignait Napoléon, et à Paris, au milieu de la capitale de la France, ils trouvaient sans doute qu'on le craignait beaucoup; mais ils voyaient que malgré la crainte, la population parisienne, toujours indomptable, jugeait, critiquait son maître, le blâmait quelquefois avec violence; et qu'elle était loise de se soumettre à l'homme à qui elle voulait pourtant que le monde fût soumis. Ces pauvres Italiens demandaient qu'on leur expliquât ce contraste, et à l'anxiété générale joignaient le plus étrange étonnement.

Quant aux prélats résolument hostiles au gouvernement, aussi-peu nombreux que ceux qui lui étaient résolument favorables, ils étaient dominés, les uns par l'indignation sincère des attentats commis contre le Pape, les autres par les passions de l'ancien royalisme, qui commençait à se réveiller grâce aux fautes du pouvoir. Quel que fût du reste le motif de leur hostilité, ils étaient fort satisfaits de l'esprit qui se montrait dans le concile, quoique effrayés des conséquences que cet esprit pouvait amener, et ils se laissaient aller à leur penchant avec une complète inexpérience du monde et des hommes, car la sainteté n'est pas toujours la sagesse.

Une nouvelle et importante occasion allait s'offrir pour le concile de manifester les dispositions dont il était animé. C'était l'adresse à rédiger en réponse au message impérial. Le gouvernement ayant de son point de vue énoncé les faits et les questions que ces faits soulevaient, le concile devait à son tour exposer les uns et les autres du point de vue qui lui était propre. De là résultait la nécessité d'une adresse. C'était naturellement une commission qui devait la rédiger. Cette commission, formée selon l'esprit du concile, se composait des cardinaux Spina et Caselli, personnages assez éclairés, mais cherchant comme tous les Italiens membres de cette assemblée à éluder les difficultés plutôt qu'à les résoudre, des archevêques de Bordeaux et de Tours, le premier, comme nous l'avons dit, honnête mais aveuglé par la passion, le second, M. de Barral, revenant de Savone, et déjà parfaitement connu; des évêques de Gand et de Troyes, MM. de Broglie et de Boulogne, prélats respectables, passés tous deux de l'enthousiasme pour le Premier Consul à une haine imprudente contre l'Empereur; de l'évêque de Nantes, M. Duvoisin, dont il n'y a plus rien à dire pour le faire connaître: enfin des évêques de Comacchio et d'Ivrée, Italiens qui tâchaient de passer sains et saufs entre tous les écueils de cette

situation. La commission se réunit chez le cardinal Fesch, qui devait la présider.

On y discuta toutes les questions générales que faisait naître la situation, bien plus que la question spéciale de l'institution canonique. Il était difficile de se mettre d'accord sur des sujets tels que les propositions de Bossuet; surtout en présence des prélats italiens; sur la bulle d'excommunication, qu'on déplorait généralement sans vouloir cependant en parler dans les mêmes termes; sur les relations du Saint-Siège avec le pouvoir temporel, dans un moment où un maître tout-puissant voulait ôter aux papes leur existence princière; sur les prérogatives de la Papauté et sur la faculté qu'elle pouvait avoir de s'en dessaisir dans tels ou tels cas. Sur quoi on était d'accord, c'était sur la nécessité de rapprocher Napoléon et Pie VII; mais tout en fléchissant sous la main du plus puissant des deux, en reconnaissant même les services par lui rendus à l'Eglise, on inclinait de cœur (disposition qui honorait le concile) vers celui qui était proscrit et prisonnier. Le texte du projet d'adresse, prudent envers Napoléon, était plein d'effusion envers Pie VII. Enfin après avoir modifié en divers sens ce texte, dont M. Duvoisin était l'auteur, on le présenta le 26 juin au concile assemblé.

Quoique le projet, rédigé par un homme sage, amendé ensuite par plusieurs personnages d'inclinations opposées, eût perdu les aspérités qui pouvaient blesser les susceptibilités contraires, il produisit sur les prélats émus par la situation, émus par leur réunion en un grand corps, les mêmes sensations que dans le sein de la commission. Les Italiens étaient choqués par les doctrines de Bossuet trop ouvertement professées; les modérés en général entendaient avec peine rappeler cette bulle d'excommunication, grande faute du Pape qui embarrassait tout le monde, excepté les partisans décidés du gouvernement. Ceux-ci trouvaient que les droits du pouvoir temporel auraient dû être plus expressément formulés, que la compétence du concile aurait dû être plus clairement énoncée. Leurs adversaires au contraire ne voulaient pas qu'on s'engageât d'avance sur cette dernière question, et désiraient qu'on restât dans les généralités, en exprimant la bonne volonté de mettre un terme aux maux de l'Eglise.

Ce sont là les perplexités accoutumées de toute assemblée délibérante, à moins que formée par une longue pratique elle n'ait ses partis pris, et n'ait acquis le talent de se gouverner. Ce ne pouvait être le cas d'une réunion si nouvelle, et appelée à traiter des sujets si difficiles. Mais il s'y passait un phénomène, étrange aux yeux des hommes inexpérimentés, fort ordinaire aux yeux des hommes habitués au régime des pays libres. A peine ces prélats, si timides dans Paris, étaient-ils réunis dans le concile, qu'ils étaient comme transformés: la peur les abandonnait; le sentiment qui possédait le plus grand nombre d'entre eux se faisait jour, et

ce sentiment était une profonde douleur de la situation de Pie VII, douleur qui au moindre choc pouvait se changer en indignation! L'effet des grandes réunions d'hommes est d'effacer les sentiments particuliers, pour donner essor au sentiment général qui les anime, sentiment qui, tour à tour, violent s'il est contrarié, paisiblement dominateur s'il ne l'est pas, entraîne souvent ceux qui l'éprouvent plus loin qu'ils ne voudraient aller. C'est ce qui fait que dans les assemblées délibérantes il faut tant de caractère, de sang-froid, pour se gouverner soi et les autres, et que ces assemblées sont, suivant l'usage qu'on en sait faire, des instruments si utiles ou si dangereux.

Pas un des prélats présents à la discussion de cette adresse ne s'était douté des émotions qu'il éprouverait, ni des résolutions qu'il serait prêt à adopter dans cette séance. La plupart des membres du concile, intimidés avant d'entrer dans la salle des délibérations, échauffés, enhardis dès qu'ils y étaient réunis, approuvaient d'un côté, blâmaient de l'autre, s'interrompaient comme des laïques, et réclamaient ceux-ci tel retranchement, ceux-là tel autre, réclamations auxquelles M. Duvoisin, rapporteur du projet d'adresse, répondait avec beaucoup de patience et de mesure, afin d'arriver à un résultat. Il y avait cinq heures que cette agitation durait, lorsque l'évêque de Chambéry, prélat respectable, frère d'un général au service de l'Empereur, M. Dessoles, se lève, et les yeux animés par la nature de la proposition qu'il va faire, dit que les évêques réunis en concile ne peuvent pas délibérer ici comme membres de l'Église, tandis que le chef de l'Église universelle, le vénérable Pie VII, est dans les fers. Il propose au concile d'aller en corps à Saint-Cloud demander à l'Empereur la liberté de Pie VII, et ajoute que cette démarche faite, la liberté du Pontife obtenue, on pourra alors résoudre les questions proposées; et probablement parvenir à s'entendre. A ces paroles on sent vibrer tous les cœurs d'émotion, de pitié respectueuse, et même de remords, car il y avait peu de dignité à délibérer tranquillement sous les voûtes de la basilique métropolitaine, lorsque le Pape prisonnier n'avait pas seulement un ami pour s'ouvrir à lui, pas un lambeau de papier pour écrire les pensées qui agitaient son âme. Une grande partie des prélats, même les plus modérés, se lèvent involontairement en criant : Oui, oui, à Saint-Cloud! Tous ces vieillards sont transportés d'enthousiasme. Les plus réservés, apercevant le danger d'une telle démarche, voudraient et n'osent opposer les conseils de la prudence aux impulsions de la générosité. Ils ont encore plus peur du sentiment qui domine les âmes au dedans du concile, que de la puissance terrible qui subjugue tout au dehors. Le cardinal Fesch éperdu, ne sachant que faire, consulte le bureau, ne trouve aucune lumière auprès des deux ministres dont la présence irrite le concile sans le diriger, et suivant l'avis de M. Duvoisin, seul capable de donner un con-

seil utile, lève la séance, qu'il renvoie au lendemain. La résolution était sage, et fut immédiatement exécutée, les plus avisés des prélats se hâtant de quitter leurs sièges afin d'entraîner les autres par leur exemple, et laissant les plus animés demander qu'on ne se séparât point sans avoir délibéré.

Malgré le silence des journaux, l'effet de cette séance fut grand dans Paris. La joie fut vive parmi les ennemis de Napoléon, antrefols peu nombreux, et par sa faute commençant à le devenir beaucoup. Les gens de parti se pressaient autour des Pères du concile, les flattaient, les encourageaient pour les pousser plus loin encore. Mais ces malheureux évêques, étrangers à la politique, bien que quelques-uns fussent d'anciens partisans de la maison de Bourbon, étaient tout étonnés de ce qu'ils avaient osé, et, sortis de Notre-Dame, avaient senti renaître la terreur que leur causait le duc de Rotigo. Celui-ci en effet n'avait pas manqué de leur faire dire par des prélats affidés, qu'il fallait qu'ils réfléchissent à leur conduite, car il n'était pas homme à les ménager, et à leur laisser renouveler les scènes de la révolution en habit religieux.

Le Corps législatif, réuni dans le moment, parce qu'on avait voulu qu'il assistât au baptême, et qu'une fois réuni on en profitait pour lui donner le budget à homologuer, était surpris, confus et jaloux. Corps sans vie, oisif, payé, n'ayant aucune question sérieuse à résoudre, il était honteux de sa nullité, et on entendait ses membres dire de toute part, que si on n'y prenait garde, la convocation de ces prêtres allait devenir la convocation des états généraux de l'Empire, et amener Dieu sait quelles conséquences, mais que sans doute l'Empereur y tiendrait la main, et qu'ils étaient prêts, quant à eux, à voter les lois dont on aurait besoin pour terminer ces querelles dignes d'un autre temps. Le mot de ces tristes législateurs n'était pas sans vérité. Ce concile ressemblait effectivement aux états généraux, surtout en un point, c'est que la première réunion de citoyens formée sous ce règne faisait éclater tout à coup, avec une violence qu'on n'avait pas prévue, et dont on n'était pas maître, les sentiments dont tous les cœurs étaient animés.

Napoléon, qui, malgré sa perspicacité, ne s'était pas attendu à cette explosion, était surpris, irrité, se promenait dans son cabinet avec agitation, proférait des menaces, mais n'éclatait pas encore, retenu qu'il était par MM. Duvoisin et de Barral, qui lui promettaient un heureux résultat de la convocation du concile, s'il savait patienter et user de modération.

Le jour suivant le concile fut calme, selon l'usage des assemblées, qui, semblables en cela aux individus, sont paisibles le lendemain d'une journée d'agitation, troublés le lendemain d'une journée de repos. MM. Duvoisin, de Barral, tous les hommes sages qui craignaient des vio-

leues et qui ne désespéraient pas encore d'une issue favorable, se répandirent dans les rangs de la sainte assemblée, disant que lorsqu'on aurait adopté l'adresse, lorsqu'on y aurait donné des garanties au pouvoir contre la puissance papale; qui avait aussi ses abus, témoin la bulle d'excommunication, lorsqu'on aurait montré la disposition du concile à faire cesser les refus d'institution canonique, Napoléon, rassuré, deviendrait plus accommodant, et rendrait le Pape aux fidèles. Grâce à beaucoup d'explications de ce genre données en tête-à-tête, grâce à de nouveaux retranchements qui lui ôtèrent tout caractère, l'adresse fut votée par la presque totalité des membres du concile, excepté les Italiens, qui ne purent s'y associer par leur vote à cause des propositions de 1682, mais qui ne se prononcèrent pas contre, afin de prouver que c'était de leur part abstention et non pas opposition.

L'adresse fut donc adoptée après les discussions et les difficultés dont on vient de lire le récit. Napoléon, profondément blessé des retranchements qu'elle avait dû subir, fit déclarer qu'il ne la recevrait pas, ce qui intimida le concile sans le modérer, car on peut jeter de la crainte dans les cœurs qu'un sentiment possède, mais on n'efface pas ce sentiment, et il jaillit de nouveau à la première occasion.

Dans ces séances les prélats non institués avaient été définitivement sacrifiés, ou plutôt ils s'étaient sacrifiés eux-mêmes en renouçant à la faculté de voter qu'ils désespéraient d'obtenir. Le prince primat, chancelier de la Confédération du Rhin, chef de l'Eglise allemande, avait été reçu dans le concile à grand-peine, car ces évêques, peu au fait des hommes et des choses de leur temps, s'étaient figuré, d'après ce qu'on leur avait raconté, que ce prince ecclésiastique était un philosophe, un illuminé, un incrédule. Ils n'imaginaient pas qu'un noble, un prêtre, qui osait se dire ami de Napoléon et de la France, pût être autre chose. Pourtant ils avaient écouté avec curiosité et avec quelque fruit ses doléances sur l'état de l'Eglise allemande, état qui était la preuve frappante de l'abus de l'institution canonique, lorsque, au lieu d'être la garantie des bons choix, elle devenait une arme de guerre. Ils avaient mieux jugé ce prince en l'écoutant, et l'avaient admis au concile avec l'un de ses suffragants.

Il fallait enfin aborder la grande question pour laquelle le concile était assemblé, et M. Duvoisin avait annoncé que l'Empereur exigeait qu'on s'en occupât immédiatement. Cette réunion en effet incommodait Napoléon, et il ne voulait pas qu'elle restât à rien faire. On ajouta à la commission qui avait rédigé l'adresse, l'évêque de Trèves, l'un des envoyés à Savone, l'évêque de Tournay, Alsacien de mœurs relâchées, et d'opinions violentes, et on lui déféra la question si épineuse de l'institution canonique. Le gouvernement avait déclaré que le Concordat était violé à ses yeux par le refus d'institution qui laissait vingt-sept sièges vacants,

qu'il se tenait donc pour dégagé à l'égard de ce traité, et qu'il ne pourrait y revenir que si on adoptait des modifications qui prévinsent le retour des abus dont il avait à se plaindre. C'était au concile à imaginer et à voter ces modifications.

La commission, composée de douze membres, se réunit chez le cardinal Fesch. Enfin elle était au cœur de l'œuvre. Il fallait renoncer à toutes les tergiversations, et s'expliquer sur la grave matière soumise aux Pères assemblés. Si quelqu'un en ce moment avait été à lui seul la sagesse armée, ce qui malheureusement est rare, il aurait dû prononcer à la fois, que le principe de l'institution canonique devait rester inviolable, et que le Pape devait instituer les vingt-sept prélats nommés; si de plus il eût été la sagesse puissamment armée, il aurait amené Napoléon ou à restituer Rome à Pie VII, ou à lui donner au moins Avignon, sans engagement contraire aux justes susceptibilités de ce Pontife; il lui aurait par exemple accordé Avignon, ses cardinaux, son gouvernement, convenablement dotés, sans lui faire sanctionner l'abandon du territoire romain; sans lui faire reconnaître cette déclaration de 1682, si vraie sans doute, si embarrassante néanmoins pour le chef de l'Église romaine, et si peu honorable à accepter dans la position où il se trouvait. La Papauté aurait ainsi vécu dans un lieu historique pour elle, libre et honorée, Dieu restant chargé de l'avenir, comme il convient à sa puissance, et non à la nôtre. C'était là tout ce que le temps comportait. Mais personne n'ayant le pouvoir de faire prévaloir cette solution moyenne, qui existe presque toujours dans chaque circonstance, et qui est le plus souvent la meilleure, on disputait violemment, chacun ayant en ses mains un fragment de la vérité.

La première chose à faire était d'exposer ce qui avait été convenu à Savone entre le Saint-Père et les trois prélats qu'on lui avait envoyés, ce qui du reste se rapprochait beaucoup des conclusions que nous venons d'énoncer comme les plus acceptables. M. de Barral le fit avec une grande convenance, un respect pour le Pape mêlé de la plus vive sympathie, et une entière sincérité. Il communiqua la note consentie par Pie VII, en ayant soin de retrancher le dernier article, qui était devenu de la part du Pontife l'objet de tant de scrupules. Cette note contenait à elle seule un arrangement tout fait, et par ce motif même ne répondait guère aux dispositions hostiles de la commission. On demanda pourquoi cette note n'était pas signée; M. de Barral le dit, et le cardinal Fesch lut la lettre du Pape, qui donnait à cette note une véritable authenticité. La lettre, la note, tout fut écarté. On ne voulut voir dans cette pièce non signée qu'un document sans caractère, surpris peut-être à la religion du Pape, arraché peut-être aussi à sa captivité, et après tout un commencement d'arrangement, non un arrangement précis et définitif. Tout était donc à faire,

selon les membres de la commission, comme si on n'avait pas vu le Pape.

La solution si simple à laquelle on avait amené Pie VII étant écartée par des esprits qui n'étaient pas disposés à chercher les facilités de la question, il fallait traiter le sujet en lui-même, et le premier point à examiner était la compétence du concile. M. Duvoisin établit alors cette compétence avec autant de netteté que de vigueur de logique. Il était évident en effet qu'incompétent pour une question de dogme et de discipline générale que l'Église universelle aurait pu seule résoudre, le concile était pleinement compétent pour une question de discipline nationale, qui ne regardait que l'Église française; et la preuve qu'il s'agissait d'une question de discipline particulière, c'est que le mode de nomination et d'institution varie de pays à pays, et se règle par des traités spéciaux entre les divers gouvernements et l'Église. En écoutant ces raisonnements, l'évêque de Gand (M. de Broglie), l'évêque de Tournay (M. d'Hirt), l'archevêque de Bordeaux (M. d'Aviau), trépignaient d'impatience, et demandaient à répondre au savant professeur de Sorbonne, qu'ils appelaient leur maître en fait de science ecclésiastique, et auquel cependant tous voulaient apprendre à penser juste sur la question soulevée. Une telle difficulté, suivant eux, ne pouvait être résolue sans le Pape, que de concert avec lui, et le concile dès lors était incompétent pour la décider à lui seul. Sans doute il aurait mieux valu qu'il en fût ainsi, répliquait M. Duvoisin, mais il s'agissait seulement du cas d'extrême nécessité, et il fallait bien admettre que pour ces cas fort rares chaque Église avait en elle-même le moyen de se sauver, il fallait admettre que si on était par une furie majeure quelconque séparé du Pape pendant des années, que si pendant des années il n'y avait point de Pape, et que la chaire de saint Pierre fût vacante, ou, comme il était arrivé, fût occupée par un pontife indigne, il était indispensable que le métropolitain rentrât dans la faculté qu'il avait eue jadis d'instituer les évêques. Le cardinal Caselli lui-même s'écriait que s'il n'existait plus qu'un seul évêque au monde, celui-là aurait le droit d'instituer tous les autres. Cette supposition mettait hors de lui l'archevêque de Bordeaux; il disait qu'elle était contraire aux promesses de Jésus-Christ, qui avait promis l'éternité à son Église. — C'est pour que l'Église soit éternelle, lui répondait-on, qu'elle doit avoir le moyen de se perpétuer en obéissant aux règles du bon sens, et en se sauvant en cas de nécessité. — Les esprits sages voulaient que, sortant de ces suppositions chimériques, on se placât dans la réalité, et qu'on examinât si on pouvait dans la circonstance présente, par exemple, se passer du Pape pour instituer les évêques. Et en effet en se plaçant dans la véritable hypothèse, celle d'un pape s'obstinant à se servir du refus d'institution comme d'une arme, il était impossible de soutenir qu'une Église

n eût pas le droit de se suffire à elle-même et de se soustraire à l'abus d'une faculté destinée à un tout autre emploi.

Il fallait pourtant en finir de toutes ces subtilités, et se prononcer. Or au vote il n'y eut que trois voix pour la compétence du concile, celles des trois prélats envoyés à Savone. Le cardinal Caselli lui-même, qui avait posé la question comme M. Duvoisin, n'osa pas opiner comme lui, et le cardinal Fesch, toujours ménagant le parti ennemi de son neveu, commit la même faiblesse. C'est ainsi que sur douze voix, il n'y en eut que trois qui osèrent affirmer la compétence du concile. Qu'un usât de cette compétence avec une grande réserve, uniquement pour peser sur le Pape, pour peser sur Napoléon lui-même, pour arracher l'un à ses scrupules, l'autre à son humeur despotique, soit; mais nier la compétence du concile dans une question de discipline particulière, c'était se désarmer complètement, et laisser Napoléon et le Pape en présence l'un de l'autre, sans aucune puissance intermédiaire pour les rapprocher.

Dès ce moment, l'objet de la convocation était manqué, et on s'exposait à toutes les chances de la colère de Napoléon; qui voudrait résoudre la difficulté sans le secours du Pape ni du concile, c'est-à-dire en finir par des violences. On courut à Saint-Cloud pour l'instruire de ce qui arrivait. Il en fut exaspéré. La vue de son oncle venant à son tour l'informer, et déplorer auprès de lui le résultat qu'il n'avait pas eu le courage de prévenir, le jeta dans un surcroît d'irritation, qui s'exhala en paroles méprisantes et injurieuses. Le cardinal affectant de défendre la commission par des considérations théologiques, Napoléon l'interrompit, lui demanda avec dédain où il avait appris ce dont il parlait, lui dit que lui soldat en savait davantage, que du reste la plupart de ses collègues de l'Église française n'étaient guère plus savants, qu'il avait voulu leur rendre leur importance, restituer à l'Église gallicane la grandeur qu'elle avait eue sous Bossuet; mais qu'ils n'étaient pas dignes de cette mission, qu'*au lieu d'être les princes de l'Église ils n'en étaient que les bedeaux*, et qu'il se chargerait à lui seul de la tirer d'embarras; qu'il allait faire une loi par laquelle il déclarerait que chaque métropolitain suffisait pour instituer les évêques nommés, qu'elle serait à l'instant même exécutée dans tout l'Empire, et qu'on verrait si l'Église ne pouvait pas se sauver sans le Pape. Tout cela était possible assurément, mais c'était revenir à l'ancienne constitution civile du clergé, dont Napoléon s'était tant raillé dans le temps, et dont il avait eu la gloire de sortir par le Concordat.

Dans le moment survint M. Duvoisin, accouru de son côté pour calmer une colère facile à prévoir, et en prévenir les conséquences. La vue de ce prélat tira Napoléon de l'irritation où le jetait presque toujours la présence du cardinal Fesch, et reprenant son sang-froid, il dit : Écoutez M. Duvoisin, celui-là sait ce dont il parle. — M. Duvoisin, déplorant

avec raison que le concile se fût désarmé en contestant lui-même sa compétence, soutint pourtant qu'il ne fallait pas agir comme si tout était perdu, et qu'en prenant une autre base que la compétence du concile, en s'appuyant sur la note même de Savone, il était possible par une autre voie d'arriver au même but. On pouvait, suivant lui, faire une déclaration par laquelle il serait stipulé, par exemple, que les chaires ne resteraient pas plus d'un an vacantes, que six mois seraient donnés au pouvoir temporel pour nommer, six mois au Pape pour instituer, et que ces six mois écoulés le Pape serait censé avoir délégué au métropolitain le pouvoir d'instituer les sujets proposés à l'épiscopat. On pouvait en outre terminer cette déclaration en remerciant le Pape d'avoir, par cet arrangement émané de Sa Sainteté, mis fin aux maux de l'Église. M. Duvoisin ajouta qu'il lui semblait impossible que la commission ne voulût pas agréer une solution que le Pape avait lui-même acceptée.

Napoléon consentit à faire cette nouvelle tentative, et à remettre au lendemain l'usage de son autorité suprême, qui à ses yeux était suffisante pour tout résoudre, quoi, qu'il arrivât et quoi qu'on pût dire. MM. Frach et Duvoisin se retirèrent donc avec mission de faire adopter ce nouveau plan à la commission.

La commission, suivant l'usage de ce malheureux concile, flottant entre deux maîtres et entre deux craintes, entre Napoléon voulant être obéi et l'opinion voulant être respectée, la commission récalcitrante la veille parut tremblante le lendemain. Le cardinal Fesch fit grand étalage du courroux de son neveu, M. Duvoisin ne dissimula point que si on ne savait pas prendre un parti, on allait exposer l'Église à de dangereux hasards, que certainement le Pape était bien à plaindre, mais qu'il fallait le tirer de son affreuse position en se plaçant entre lui et l'Empereur, qu'un en avait le moyen dans la note de Savone par lui acceptée, qu'on n'avait qu'à la convertir par un décret du concile en loi de l'État, remercier ensuite Pie VII. d'avoir par le consentement accordé à cette solution sauvé lui-même l'Église d'un abîme; que cette fin donnée à une partie des controverses religieuses, les autres trouveraient leur solution à leur tour, car Napoléon satisfait deviendrait plus accommodant sur tout le reste, et certainement mettrait un terme à la captivité du Pontife. Les paroles fort sensées de M. Duvoisin ayant décidé la commission, son avis fut adopté, et la déclaration de Savone fut convertie en décret du concile, à l'unanimité, moins deux voix, celles de l'archevêque de Bordeaux et de l'évêque de Gand, toujours très-obstinés et très-véhéments.

Bien qu'en principe l'institution dût appartenir purement et simplement au Saint-Siège, on venait de faire ce qu'il y avait de plus raisonnable dans la situation présente, puisque c'était terminer avec le consentement du Pape un conflit des plus redoutables. Il y eut donc une vraie satisfac-

tion de ce résultat parmi les gens sages; il y en eut une très-vive surtout dans la petite cour du cardinal Fesch, car bien que ce cardinal se vantât sans cesse de l'héroïsme dont il faisait preuve contre son neveu, ses familiers aimaient mieux ne pas le voir condamné à déployer cet héroïsme. On trouvait plus commode de jouir avec lui des honneurs de la résistance et des profits de la parenté. On se réjouit même trop fort, car avertis de ce triomphe, les gens de parti, royalistes ou dévots, s'agitèrent toute la soirée, toute la nuit, circonvinrent les membres de la commission, les effrayèrent de ce qu'ils avaient fait, leur soutinrent qu'ils s'étaient déshonorés, qu'ils avaient livré l'Eglise à son tyran, que tout était perdu, et qu'il fallait qu'ils se rétractassent en expliquant leur vote à la prochaine séance. Ces meneurs pieux gagnèrent enfin leur cause, et on leur promit, après avoir essayé de se sauver de Napoléon dans la journée, de se sauver le lendemain du déshonneur.

Le lendemain, en effet, la commission s'étant réunie, de nouveau, parut complètement changée. Ce n'était plus la crainte de Napoléon, c'était celle du parti catholique qui dominait. Les cardinaux Caselli et Spina, esprits sésus mais faibles, furent les premiers à se rétracter. Ils prétendirent qu'en votant la veille ils ignoraient le vrai caractère des lois de l'Etat, qu'ils avaient appris depuis qu'elles étaient irrévocables de leur nature, une fois consacrées par le Sénat, et que, dès lors, tout en persévérant dans l'adoption du décret ils étaient obligés de demander le consentement préalable du Pape, ce qui était une relecture dans la vieille ornière, celle de l'incompétence du concile. L'évêque de Tournay, ce membre du parti extrême, dont les mœurs faisaient avec ses opinions un si singulier contraste, ne mit pas la même précaution dans sa rétractation. Il revint de tous points sur l'opinion qu'il avait adoptée la veille, et déclara ne plus vouloir du décret. Les évêques de Comacchio et d'Irrée, vacillants comme les prêtres italiens n'avaient cessé de l'être dans cette affaire, expliquèrent leur vote à leur tour, et le retirèrent. M. de Boulogne, plus ferme ordinairement, reprit aussi le sien, et il ne resta plus rien de l'ouvrage de la veille. On tomba alors dans une étrange confusion, et finalement, pour en sortir, on admit le foud du décret, qui était basé sur l'incontestable vote de Savone, à condition qu'il recevrait le consentement du Saint-Père, afin d'obtenir la signature qui manquait à la note sur laquelle on se fondait. Cette solution équivoque, sans sauver en principe l'institution canonique qu'elle limitait fort étroitement, ne tranchait aucune des difficultés politiques du moment, car en abolissant l'autorité du concile, elle faisait tout dépendre d'une seconde démarche auprès du Pape, exposait celui-ci à de nouvelles perplexités, à de nouveaux scrupules, et, s'il n'avait pas la force de les surmonter, à toute sorte de périls.

Ce vote, tel quel, obtenu, le cardinal Fesch pressa vivement M. de

Barral, puis M. Duvoisin, de consentir à être, l'un ou l'autre, le rapporteur de la résolution prise. Ces messieurs, dont l'avis n'avait point prévalu, ne eurent pas pouvoir se charger de la rédaction du rapport, en quoi ils commirent une faute, car les conclusions adoptées importaient peut-être moins que le langage qu'on allait tenir devant le concile. Au fond, puisque les uns et les autres on admettait des limites à l'institution canonique, sauf le recours au Pape pour valider le nouveau système, ce qui importait pour Pie VII comme pour Napoléon, c'était la manière dont on présenterait la chose, et il valait mieux confier ce soin à des gens voulant de bonne foi la solution paisible de la difficulté, qu'à des ennemis ne désirant que trouble et confusion. Mais MM. Duvoisin et de Barral s'étaient irrités à leur tour. Les passions sont de tous les états, de toutes les professions, et, après de longues contradictions, elles s'emparant souvent des cœurs les plus modérés. Ces deux prélats repoussèrent obstinément la mission qu'on voulait leur confier. Sur leur refus, on s'adressa au fougueux évêque de Tournay, qui accepta bien qu'il ne sût pas le français, et on pria M. de Boulogne de donner au rapport la correction grammaticale dont très-probablement il devait manquer. Il fallait que le cardinal Fesch, chargé plus que personne d'empêcher que les choses n'allaissent aux abîmes, eût bien peu de sens pour consentir à de tels choix.

Les gens exaltés, qui ne demandaient que des esclandres, avaient lieu de se réjoindre. Le rapporteur mit dans son exposé toutes les opinions de son parti; M. de Boulogne en retrancha ce que repoussait sa rhétorique habile, mais y laissa tout ce qu'une politique sensée aurait dû en écarter. Le rapport dut être lu au concile le 10 juillet.

Le secret avait été soigneusement gardé, comme le sont souvent les secrets de parti. Le 10 juillet, le concile se réunit avec une extrême curiosité et une anxiété visible. A peine la lecture du rapport, faite avec une prononciation étrange, était-elle achevée, que l'émotion fut au comble dans tous les rangs de l'auguste assemblée. Une rédaction habile aurait pu calmer toutes les opinions en leur accordant à chacune des satisfactions raisonnables, et rendre acceptable par l'Empereur une solution qui était certainement acceptable par la portion hostile du concile, puisque cette solution émanait d'elle. Mais le rapport fait exclusivement pour un parti qu'il exalta en le satisfaisant, poussa à la colère le parti opposé, qui en fut profondément blessé. Il n'y avait pas entre tous ces prélats un homme capable de reprendre cette assemblée irritée et désunie, de la rallier autour d'une résolution sage, de la ramener enfin à la raison : ce fut donc un chaos d'interpellations, de reproches, d'accusations réciproques. Les partisans du pouvoir disaient que proclamer l'incompétence du concile c'était de nouveau remettre toute la question dans les mains du Pape, et que de la sorte on n'en finirait jamais. Les autres répliquaient que le

concile fût-il compétent, ses actes eux-mêmes ne pouvaient se passer de la sanction du Pape, car les décisions d'un concile n'avaient de valeur qu'autant que le Saint-Siège les approuvait. Cette omnipotence du Pape, soutenue par quelques-uns, portait les autres à rappeler l'usage récent que Pie VII en avait fait, à riter la bulle d'excommunication, et à la lui reprocher comme un attentat, comme une œuvre d'anarchie, car si elle eût réussi, disaient-ils, où en serait-on maintenant?

A ces mots, l'archevêque de Bordeaux s'élance au milieu de l'assemblée, tenant en main un livre, celui des actes du concile de Trente, ouvert à l'article même qui confère au Pape le pouvoir d'excommunier les souverains lorsqu'ils attentent aux droits de l'Église. On veut en vain retenir ce vieillard chancelant mais obstiné, atteint de surdité, entendant à peine ce qu'on lui dit, et n'écoutant que lui-même et sa passion; il s'avance, et jette sur la table le livre en s'écriant : Vous prétendez qu'on ne peut excommunier les souverains, condamnez donc l'Église, qui l'a ainsi établi! — L'effet de ces mots est immense sur ceux qui les approuvent, et sur ceux qui en redoutent les conséquences, car c'était presque renouveler l'excommunication, la renouveler à la face de Napoléon, tout près de son palais, et sous sa main redoutable!

Ici le cardinal Fesch reconvrant un peu de présence d'esprit, déclare qu'il est impossible de délibérer dans l'état où se trouve le concile, et remet au lendemain le vote définitif sur le sujet en discussion. On se sépare, à peine joyeux d'un côté, vivement indigné de l'autre, troublé de toutes parts, et généralement terrifié, ne comprenant pas le sentiment irrésistible auquel on vient de céder.

Bien qu'il n'y eût ni public, ni tribune, ni journaux, mille échos avaient déjà porté à Trianon, où résidait l'Empereur, la nouvelle de cette séance. Le duc de Rovigo, l'archevêque de Malines, le cardinal Fesch, s'y étaient rendus. En apprenant ces détails, Napoléon avait cru voir se lever devant lui la révolution tout entière. Que n'y voyait-il quelque chose qui était bien la révolution, mais la révolution dans ce qu'elle avait de meilleur, c'est-à-dire l'opinion publique éclatant à son insu, malgré elle en quelque sorte, et lui reprochant non de vouloir affranchir l'État de la domination de l'Église, mais d'opprimer les consciences, et surtout de torturer un Pontife vénérable, autrefois son ami, son coopérateur dans ses plus belles œuvres, de le traîner de prison en prison comme un criminel d'État! Que n'y voyait-il cette leçon frappante, c'est qu'il ne pouvait pas réunir quelques hommes, quelques vieux prêtres, faibles, tremblants, étrangers à tout dessein politique, sans qu'ils fussent amenés, une fois réunis, à éclater, et à prononcer contre ses actes une énergique réprobation! Assurément il y avait des préjugés, de petites vues, de mesquines doctrines théologiques, des faiblesses enfin chez les membres de ce con-

cile, mais leur émotion était honorable, et elle décelait un grand fait, la liberté renaissant sans le vouloir, sans le savoir, et, ce qui était plus extraordinaire, renaissant chez de vieux prêtres, victimes et ennemis pour la plupart de la révolution française, et n'ayant aucune intention d'en reproduire les désordres!

Napoléon ne vit dans tout cela que ce que pouvait y voir le despotisme, la nécessité d'employer la force pour arrêter des manifestations déplaisantes, comme si on supprimait le mal en attaquant les effets au lieu de la cause. Napoléon traita son oncle fort durement, lui reprocha ses faiblesses, ses illusions, lui fit même commettre une grave imprudence, celle de tout rejeter sur les évêques de Troyes, de Tournay, de Gand, qui avaient été fort incommodes dans la commission, imprudence du reste commise très-innocemment, puis fit rédiger sur-le-champ un décret pour prononcer la dissolution immédiate du concile, et donna des ordres de la dernière violence quant aux individus qui avaient été les chefs de l'opposition. L'évêque de Tournay (M. d'Hirn) pour avoir rédigé le rapport dans le plus mauvais esprit, l'évêque de Troyes (M. de Boulogne) pour l'avoir si mal retouché, l'évêque de Gand (M. de Broglie) pour avoir plus qu'aucun autre membre influé sur la commission par son autorité morale, furent désignés comme les principaux coupables, et comme devant être les premières victimes de cette espèce d'insurrection épiscopale. L'archevêque de Bordeaux avait bien mérité aussi cette distinction; mais un ecclésiastique récemment nommé à l'évêché de Metz et jouissant de la confiance du gouvernement, M. Laurent, fit valoir la surdité et le défaut d'esprit du prélat, et sur ses sages instances on se contenta de trois victimes. Par ordre de Napoléon, le duc de Rovigo les fit arrêter dans la nuit et conduire à Vincennes, sans jugement, bien entendu, sans même aucune explication. C'était au public à comprendre pourquoi, et à eux à se soumettre.

Le lendemain on apprit, mais sans grand éclat, grâce à la privation de toute publicité, que le concile était dissous, et que trois des principaux prélats étaient envoyés à Vincennes. Dans le clergé surtout on était fort sensible à ces actes extraordinaires, mais malheureusement il faut ajouter qu'on était aussi effrayé qu'indigné. Les partisans du gouvernement, pour excuser ces rigueurs, disaient bien bas, de peur de provoquer des démentis, qu'on avait troupé les trois prélats compromis dans une trame ténébreuse, celle qui avait valu à M. d'Astros son emprisonnement, et à M. Portalis son exclusion du Conseil d'État. Du reste on n'avait pas grand-peine à tenir tête à la majorité du concile, car ses membres tremblaient presque tous, et cherchaient bien plus à se justifier qu'à récriminer. Séparés d'ailleurs les uns des autres par l'acte de dissolution, ils n'avaient plus la force qu'ils puisaient dans leur réunion, et se trouvaient

livrés à leur timidité individuelle. Parmi les plus effrayés et les plus enclos à demander leur pardon, on rencontrait les Italiens, considérant tout ceci comme une querelle qui ne les regardait pas, qui se passait entre l'Église gallicane et Napoléon, et ne voulant pas, après avoir conservé leurs sièges même après la captivité de Savone, venir échouer au port dans une affaire de pure forme, telle que l'institution canonique. Ils disaient que les prélats français étaient des imprudents et des fous, qu'eux Italiens s'étaient généralement abstenus dans ces questions parce qu'elles ne les intéressaient guère, mais qu'ils étaient prêts, si on avait en quelque chose besoin de leur adhésion, à la donner sans réserve. Le cardinal Maury, qui ne voulait pas assister à de nouvelles révolutions, qui avait le cœur plein de reconnaissance pour Napoléon et de ressentiment contre l'Église si ingrate envers lui, ne manqua pas de porter toutes ces paroles au ministre des cultes, à l'Empereur lui-même. Dix-neuf Italiens s'étaient offerts; et on pouvait bien compter sur cinquante ou soixante prélats français, moins indifférents que les Italiens à la solution, mais presque aussi effrayés, et demandant à en finir comme il plairait au gouvernement. — Prenez-les-un à un, dit le cardinal Maury, et vous en viendrez plus facilement à bout qu'en masse. — Exprimant même sa remarque avec la familiarité originale qui lui était propre, il ajouta : *C'est un excellent vin, mais qui sera meilleur en bouteilles qu'en tonneau.* — On profita de l'avis, et on rédigea un décret à peu près semblable à celui qui avait prévalu dans la commission, lequel limitait à un an le délai pour remplir les sièges vacants, dont six mois pour la nomination par le pouvoir temporel, et six mois pour l'institution canonique par le Pape, après quoi le métropolitain de la province ecclésiastique était chargé d'instituer les sujets nommés. On ajouta à ce décret la clause d'un nouveau recours au Pape, pour lui demander sa sanction; mais avec un sous-entendu entièrement contraire aux conclusions de l'évêque de Tournay. Il était entendu en effet que si le Pape n'adhérait pas, le concile prendrait une résolution indépendante, voterait le décret nouveau, et l'enverrait à l'Empereur pour qu'il fût converti en loi de l'État. Il fut même reconnu que pendant qu'une députation se rendrait à Savone afin d'obtenir l'agrément du Saint-Père, on retiendrait à Paris les principaux membres du concile pour leur faire émettre un second vote en cas de refus de la part du Pontife. Ce plan ainsi arrêté, on appela les uns après les autres chez le ministre des cultes les prélats sur lesquels on croyait pouvoir compter. Dix-neuf évêques italiens adhérèrent avec empressement; soixante-six évêques français suivirent leur exemple, ce qui faisait quatre-vingt-cinq adhérents, sur cent six membres admis dans le concile. Ceux qui, au nombre de vingt environ, n'avaient pas adhéré, n'étaient pas tous des opposants déterminés. La moitié faisaient des réserves plutôt que des refus.

Quand ce résultat fut acquis, le prince Cambacérès, qui était toujours appelé pour chercher les termes moyens, les expédients ingénieux, et qui avait beaucoup contribué à faire adopter cette solution pacifique, conseilla d'assembler de nouveau le concile, et de lui présenter l'acte dont l'adoption ne pourrait plus désormais faire doute. Napoléon y consentit, et ordonna par décret une nouvelle convocation pour le 5 août.

Le 5 août, en effet, le concile fut réuni dans le lieu ordinaire de ses séances. Personne ne demanda pourquoi on avait été si brusquement séparé, pourquoi on était si brusquement rappelé, pourquoi trois membres du concile au lieu d'être présents étaient à Vincennes; on entendit la lecture du décret, et on le vota presque à l'unanimité.

Restait à obtenir la sanction du Pape, non pas qu'on reconnût l'incompétence du concile, mais parce qu'il fallait se conformer à l'usage naturel et nécessaire de soumettre au chef suprême de l'Église les actes de toute assemblée de prélats. Napoléon consentit à envoyer une députation composée d'évêques et d'archevêques pour solliciter l'approbation papale, et à y joindre quelques cardinaux pour tenir lieu à Pie VII de ce conseil dont toujours il se disait privé, dès qu'on lui demandait une résolution quelconque. Les cardinaux choisis furent les cardinaux de Bayane, Fabrice Ruffo, Roverella, Doria, Dugnani. On y ajouta l'archevêque d'Édesse, aumônier du pape. Les prélats désignés furent les archevêques de Tours, de Malines et de Pavie; les évêques de Xantes, de Trèves, d'Évreux, de Plaisance, de Feltre, de Faenza. Ils devaient partir sur-le-champ, pour ne pas faire trop attendre leurs collègues retenus à Paris afin d'émettre un nouveau vote en cas de refus de la part du Pape. Du reste on ne croyait guère à ce refus, surtout en se rappelant la note rapportée de Savone par MM. de Barral, Duvoisin et Mannay.

Napoléon avait accepté cette fin du concile, d'abord parce que c'était une fin, ensuite parce qu'il avait à peu près atteint son but en obtenant la limitation fort étroite de l'institution canonique. Mais moralement il se sentait battu, car une opposition d'autant plus significative qu'elle était involontaire et pour ainsi dire tremblante, s'était manifestée dans le clergé, et lui avait déclaré clairement qu'il était l'oppresseur du Pontife: elle avait de plus trouvé mille échos dans les cœurs! Il se consolait en se flattant que bientôt on lui rapporterait de Savone sinon le décret lui-même, au moins l'institution des vingt-sept prélats nommés, ce qui suffisait pour remettre au complet l'Église de France et pour lever les difficultés qui en gênaient l'administration. Quant à la question de principe, il verrait plus tard à s'en tirer comme il pourrait. D'ailleurs en ce moment toutes les questions matérielles, morales, politiques, militaires, se résumaient pour lui dans une seule, celle de la grande guerre du Nord. Vainqueur une dernière fois de la Russie, qui semblait seule, sinon lui tenir

tête, du moins contester quelques-unes de ses volontés, il abattrait en elle tous les genres d'opposition, publics ou cachés, qu'il rencontrait encore en Europe. Que serait alors ce pauvre prêtre prisonnier, qui lui voulait disputer Rome? Rien ou presque rien, et l'Église, comme elle avait fait tant de fois, reconnaîtrait la puissance de César. Le Concordat de Fontainebleau, obtenu même au retour de Moscou, prouve qu'il si Napoléon s'avouglait souvent, ce n'était pas en cette occasion qu'il s'avouglait le plus. Les cardinaux et les prélats désignés partirent donc pour Savone, et lui, ennuyé de cette *querelle de prêtres*, comme il l'appelait depuis qu'il s'était mis à mépriser le Concordat, sa plus belle œuvre, il révit tout entier à ses grandes affaires politiques et militaires.

Quoique privé de journaux libres, du moins en France, le public européen suivait avec une attention curieuse et inquiète la brouille déjà fort retentissante de l'empereur Napoléon et de l'empereur Alexandre. Tantôt on disait que la guerre était inévitable et serait prochaine, que les Français allaient passer la Vistule et les Russes le Niémen, tantôt que la querelle était apaisée, et que chacun allait se retirer fort en deçà de ses frontières. Sur tout depuis l'arrivée de M. de Caulaincourt à Paris, de M. de Lauriston à Saint-Petersbourg, on semblait espérer que la paix serait maintenue. Les esprits sages, à quelque pays qu'ils appartenissent, ne sachant quelle serait l'issue d'une nouvelle lutte, certains en tout cas que des torrents de sang couleraient, souhaitaient la paix ardemment, et applaudissaient à tout ce qui en présageait le maintien. Mais les mouvements continuels de troupes du Rhin à l'Elbe n'étaient guère faits pour les rassurer, et détruisaient le bon effet des bruits pacifiques qui avaient circulé depuis deux ou trois mois. Les amis de la paix n'avaient que trop raison d'être inquiets, car Napoléon, résolu à différer la guerre, mais toujours décidé à la faire, avait continué ses préparatifs, en prenant seulement la précaution de les dissimuler assez pour ne pas amener en 1811 la rupture que dans ses calculs il ne souhaitait que pour 1812. Ainsi, par exemple, après avoir retardé d'abord le départ des quatrièmes et sixièmes bataillons du maréchal Davout, et les avoir retenus au dépôt, il s'était ravisé, et, pensant que nulle part ils ne se formeraient mieux que sous cet instructeur vigilant et sévère, il les avait acheminés sur l'Elbe. Or ce n'étaient pas moins que trente-deux bataillons expédiés à la fois au delà du Rhin, ce qui ne pouvait guère se cacher. Pour opposer à cet effet trop frappant un effet contraire, il avait ordonné de ramener en arrière deux bataillons westphaliens, qui allaient compléter la portion allemande de la garnison de Dantzig, et avait recommandé de faire grand bruit de ce mouvement rétrograde, et de dire quant aux bataillons français en route vers l'Elbe, qu'ils ne faisaient qu'achever une marche depuis longtemps commencée. Disposant des journaux français et d'une partie des journaux

allemands, il pouvait bien ainsi abuser un moment le public, mais des centaines d'espions russes de toutes les nations devaient bientôt rétablir la vérité, et même exagérer les faits en sens contraire.

Aussi le cabinet russe ne s'y était-il pas trompé, et l'empereur Alexandre avait dit à M. de Lauriston qu'à la vérité deux bataillons allemands rétrogradaient, mais qu'en même temps plus de trente bataillons français s'avançaient de Wesel sur Hambourg. Toutefois, avait ajouté l'empereur Alexandre, je ne veux pas être en arrière de l'empereur Napoléon sous le rapport des manifestations pacifiques; il a fait rétrograder deux bataillons, et moi je vais faire rétrograder une division. — Il avait effectivement un peu rapproché du bas Danube l'une des cinq divisions qu'il avait d'abord reportées sur le Dniéper pour les transporter en Pologne. Il faut reconnaître qu'en cette circonstance sa sincérité commençait à valoir celle de Napoléon, car, ayant trop diminué ses forces devant les Turcs, il sentait le besoin de les augmenter en ramenant sur le Danube l'une des divisions qu'il en avait éloignées.

M. de Lauriston, qui craignait beaucoup une nouvelle guerre au Nord, et qui voyait avec désespoir qu'en armant ainsi les uns en représailles des autres, on finirait bientôt par se mettre réciproquement l'épée sur la gorge, priait, suppliait l'empereur Alexandre d'être le plus sage des deux, et de prendre l'initiative des explications qu'on différât de se donner ou par un faux amour-propre, ou par un calcul mal entendu. — Demandez donc, disait-il à l'empereur Alexandre, une indemnité pour Oldenbourg, et je ne mets pas en doute qu'on vous l'accordera. Envoyez quelqu'un à Paris pour y porter vos griefs, et j'ai la conviction qu'il sera reçu avec empressement. On pourra alors s'expliquer, et savoir enfin pourquoi on est prêt à s'égorger. — À ces pressantes instances, l'empereur Alexandre opposait un refus absolu. Il ne voulait, comme il l'avait déjà dit, rien demander pour Oldenbourg, ni en Allemagne ni en Pologne; parce qu'en Allemagne on ne manquerait pas de le dénoncer comme cherchant à spolier les princes allemands, parce qu'en Pologne Napoléon l'accuserait de chercher à démembrer le grand-duché de Varsovie, et s'en ferait un argument auprès des Polonais. L'empereur Alexandre ne voulait pas non plus se donner l'apparence d'un prince intimidé, qui envoyait demander la paix aux Tuileries. Il était d'ailleurs intimement convaincu qu'il ne l'obtiendrait pas, et redoutait même de précipiter la guerre en s'expliquant catégoriquement sur certains objets, tels que les affaires commerciales par exemple. Si, en effet, on le pressait, il était résolu à dire formellement que jamais il ne fermerait ses ports à ce qu'il appelait les neutres, et à ce que Napoléon appelait les Anglais, et craignait qu'une déclaration aussi nette n'aménât une rupture instantanée. La guerre, que Napoléon voulait à un an de distance, lui la prévoyait à un an aussi,

et l'aimait mieux différée qu'immédiate. C'est pour cela qu'il se renfermait dans une extrême réserve, affirmant avec sincérité qu'il désirait la paix, et en preuve, promettant, si on désarmait, de désarmer à l'instant même, ajoutant que le grief qu'il avait dans la spoliation du prince d'Oldenbourg ne constituait point une affaire urgente, qu'il espérait une indemnité, mais qu'il n'insisterait pas pour l'obtenir sur-le-champ, qu'il saurait l'attendre, et qu'en agissant ainsi ce n'était pas un grief qu'il entendait se réserver, car il n'hésitait pas à déclarer que pour ce motif il ne ferait point la guerre¹.

Dans cette situation délicate et grave, il aurait fallu beaucoup de soins, beaucoup de ménagements pour prévenir la guerre, mais il suffisait d'un seul mot imprudent pour la rendre inévitable, peut-être même immédiate. Or, avec le caractère bouillant de Napoléon, avec sa hardiesse de langage surtout, on devait craindre que ce mot il ne le laissât échapper.

Le 15 août 1811, jour de sa fête et de grande réception, il y eut cercle à la cour. Comme on le connaissait prompt à dire ce qu'il avait sur le cœur, on le suivait, on l'écoutait pour recueillir quelque parole qui eût trait à l'importante question du moment. Il était ce jour-là dispos, gai, enclin à parler. Son superbe visage était rayonnant de bonne humeur, de clarté, et il eût attiré des hommes moins curieux, moins intéressés à l'entendre que ceux qui l'entouraient. La plupart des invités étaient partis : il restait auprès de lui les ambassadeurs de Russie et d'Autriche (princes Kourakin et de Schwarzenberg), les ambassadeurs d'Espagne et de Naples, et un ou deux de ces ministres des petites cours allemandes, toujours aux écoutes pour savoir ce que préparent les géants qui ont coutume de les fouler aux pieds². Suivi de ces personnages, allant, venant, disourant sur tout, Napoléon dit à l'ambassadeur d'Espagne que c'était une mauvaise saison dans son pays pour les opérations militaires, que

¹ Je rapporte tout ceci d'après les pièces les plus authentiques, d'après les lettres de M. de Lauriston, de Napoléon, du maréchal Duvout, etc... L'on peut donc considérer ces détails non comme des conjectures, mais comme des certitudes absolues.

² Ici encore je parle d'après les documents les plus certains. Je fais peu de cas des discours inventés, et encore moins des conversations supposées, qui sont plus invraisemblables que les discours, parce qu'elles sont plus difficiles à recueillir et à rendre. Mais la conversation que je rapporte, comme deux ou trois autres de Napoléon que j'ai déjà reproduites, fut faite par plusieurs témoins, par l'ambassadeur d'Autriche, par le ministre de Wurtemberg, et répétée par Napoléon à M. de Bussano, pour qu'il la communiquât à toutes les cours. Ces trois versions, dont aucune ne contredit absolument les deux autres, mais qui se complètent en reproduisant l'une ce que l'autre a négligé, sont les documents dont je me suis servi pour résumer, bien entendu, au concis, ce qu'il y a de la forme qui soit à moi, et encore si-je mis un grand soin à rendre autant que possible l'exacte physionomie du langage de Napoléon. C'était mon droit d'historien, parce que c'est la nécessité de l'art de recueillir ce qui a valu la peine et de l'abrégé, car autrement une histoire serait presque aussi longue à lire qu'elle a été longue à s'accomplir. Il faudrait vingt ans pour lire ce qui a duré vingt ans.

rien ne pouvait donc marcher vite en ce moment, mais qu'à l'automne il presserait les événements, et mènerait d'un pas rapide Espagnols, Portugais et Anglais. Se tournant ensuite vers le prince Kourakin, il parla d'une dépêche inventée par les Anglais, dépêche fort arrogante qui aurait été adressée par la France à la Russie, et dit qu'elle n'avait pas même la vraisemblance pour elle; à quoi le prince Kourakin répondit qu'assurément elle n'était pas vraisemblable, car jamais il n'aurait pu en recevoir une pareille. Napoléon sourit avec douceur à cette saillie de fierté du prince Kourakin, et puis, comme pour s'en venger un peu, amena l'entretien sur les événements de Turquie, dont, en effet, il y avait beaucoup à dire. Les Russes, dans la campagne dernière, étaient restés maîtres de toutes les places du Danube depuis Widin jusqu'à la mer Noire. Ils avaient été moins heureux cette année, n'avaient pu franchir le Danube, et avaient eu auprès de Rutschuk une affaire qu'ils disaient à leur avantage, que les Turcs prétendaient au contraire leur avoir été favorable, et à la suite de laquelle ceux-ci en effet étaient rentrés dans Rutschuk. Il était évident que les divisions ramenées en arrière avaient fait faute aux Russes. Expliquant les choses dans son sens, le prince Kourakin cherchait à pallier les désavantages de la campagne, et naturellement vantait beaucoup la bravoure du soldat russe. Pendant ces explications, Napoléon regardait le prince Kourakin avec infiniment de malice, et prenait plaisir à voir ce personnage, qui n'avait pas plus la dextérité de l'esprit que celle du corps, embarrassé dans ses récits, et ne sachant comment en sortir. — Oui, oui, lui dit-il, vos soldats sont très-braves; nous n'avons, nous Français, aucune peine à en convenir; pourtant vos généraux ne valent pas vos soldats. Il est impossible de se dissimuler qu'ils ont bien mal manœuvré. C'est une grande difficulté que d'avoir à défendre une ligne aussi longue que celle du Danube, de Widin à la mer Noire. On ne peut d'ailleurs disputer la rive d'un fleuve qu'en étant maître de se porter sur l'autre rive, en ayant en grand nombre des ponts et des têtes de pont, car le véritable art de se défendre est celui de savoir attaquer. Vos généraux ont agi contre toutes les règles. — Là-dessus Napoléon, parlant de la guerre aussi bien qu'il la faisait, tint longtemps ses auditeurs attentifs et émerveillés. Le prince Kourakin, voulant excuser les généraux russes, dit que les forces leur avaient manqué, qu'on avait été obligé d'en éloigner une partie du théâtre de la guerre, et, s'apercevant de la maladresse qu'il commettait, il ajouta que les finances de l'empire l'avaient ainsi exigé. Napoléon sourit aussitôt de la gaucherie de son interlocuteur, et, continuant à se jouer de lui avec autant d'esprit que de grâce : Vos finances, lui dit-il, vous ont obligés de vous éloigner du Danube... en êtes-vous bien assuré?... Si cela est ainsi, vous avez fait une mauvaise opération financière.... En général, toutes les troupes dont l'entretien est trop pesant, il faut les

envoyer sur le territoire ennemi. C'est ainsi que j'en use, et mes finances s'en trouvent bien.... — Puis tout à coup, sans abandonner le ton de bienveillance qu'il avait pris dans cet entretien, mais avec la pétulance de quelqu'un qui ne se contient plus, Napoléon dit au prince Kourakine : Tenez, prince, parlons-nous sérieusement ? disons-nous ici des dépêches ; ou écrivons-nous pour les journaux ? S'il en est ainsi, je tomberai d'accord avec vous que vos généraux ont été constamment victorieux, que la gêne de vos finances vous a obligés de retirer une partie de vos troupes qui vivaient aux dépens des Turcs, pour les faire vivre aux dépens du trésor russe, j'accorderai tout cela ; mais si nous parlons franchement devant trois ou quatre de vos collègues qui savent tout, je vous dirai que vous avez été battus, bien battus ; que vous avez perdu la ligne du Danube par votre faute ; que c'est moins le tort de vos généraux, quoiqu'ils aient nul manœuvré, que celle de votre gouvernement, qui leur a ôté les forces dont ils avaient un besoin indispensable, qui a ramené cinq divisions du Danube sur le Dniéper, et cela pourquoi ? pour armer contre moi, qui suis votre allié, à ce que vous dites, contre moi, qui ne voulais point vous faire la guerre, et qui ne veux pas vous la faire encore aujourd'hui. Vous avez commis là fautes sur fautes. Si vous aviez quelque inquiétude de mon côté, il fallait vous expliquer. En tout cas, au lieu de porter ailleurs vos forces, il fallait au contraire les accumuler contre la Turquie, l'aceabler, lui arracher la paix, qu'il suffisait d'une campagne pour obtenir aussi avantageuse que celle de Finlande, et puis vous auriez songé à vous précautionner contre moi ! Mais politiquement, financièrement, militairement, vous n'avez rien fait qui vaille, et tout cela pour qui ?... Pour le prince d'Oldenbourg, pour quelques contrebandiers.... C'est pour de telles gens que vous vous exposez à la guerre avec moi ! Et pourtant, vous le savez bien, j'ai six cent mille hommes à vous opposer, j'en ai quatre cent mille en Espagne, je sais mon métier, jusqu'ici vous ne m'avez pas vaincu, et, Dieu aidant, j'espère que vous ne me vaincrez jamais !... Mais vous aimez mieux écouter les Anglais, qui vous disent que je veux vous faire la guerre, vous aimez mieux vous en rapporter à quelques contrebandiers que vos mesures commerciales enrichissent, et vous vous mettez à armer ; je suis bien obligé d'armer de mon côté, et nous voilà encore face à face, prêts à recommencer !... Vous êtes comme un lièvre qui, recevant du plomb dans la queue, se lève sur ses pattes pour regarder, et s'expose ainsi à en recevoir dans la tête.... Moi, je suis défiant comme l'homme de la nature.... j'observe.... Je vois qu'on se dirige de mon côté, je me défie, je mets la main sur mes armes.... Il faut pourtant que cette situation ait un terme. — Napoléon, s'exprimant avec une extrême volubilité, sans laisser à son interlocuteur le temps de répliquer, et sans cesser néanmoins de se montrer bienveillant, même amical dans le ton, donna ici un

moment au prince Kourakin pour lui répondre. Celui-ci, qui avait peu de mémoire, peu de connaissance des faits, bien qu'il ne manquât ni de finesse ni d'habitude des grandes affaires, ne songea point à rappeler à Napoléon que, dans la série des préparatifs militaires, la France avait précédé la Russie, et se confondit en protestations d'amitié et de dévouement, affirmant qu'on était encore dans les mêmes termes qu'à Tilsit, et que si quelqu'un avait lieu d'être étonné, c'était la Russie, qui n'avait pas cessé d'être fidèle à l'alliance; qu'elle avait dû être grandement affectée des traitements infligés au prince d'Oldenbourg; que c'était un proche parent de l'empereur, auquel la cour de Russie était fort attachée; qu'on ne pouvait rien faire qui atteignît plus sensiblement l'empereur Alexandre que de toucher aux États de ce prince; qu'au surplus la Russie s'était bornée sur ce sujet à exprimer des plaintes, des réserves.... — Des réserves, reprit Napoléon, des réserves!... mieux que cela, vous avez fait une protestation en forme (ce qui était vrai), vous m'avez dénoncé à l'Allemagne, à la Confédération du Rhin, comme un spoliateur.... Votre prince d'Oldenbourg, vous ne savez peut-être pas que c'était un grand faiseur de contrebande, qu'il manquait à ses traités avec vous et avec moi, qu'il violait le pacte qui lie entre eux les membres de la Confédération du Rhin, que d'après l'ancien droit germanique j'aurais pu l'appeler à mon tribunal, le mettre au ban de l'empire, et le déposséder sans que vous eussiez eu rien à dire. Au lieu de cela je vous ai prévenus, je lui ai offert un dédommagement.... — En prononçant ces paroles, Napoléon souriait comme s'il ne les eût pas prises au sérieux, et semblait presque avouer qu'il avait agi beaucoup trop lestement. Puis il ajoutait avec un ton de regret et de douceur : Je conviens que si j'avais su à quel point vous teniez au prince d'Oldenbourg, j'aurais procédé autrement, mais j'ignorais le grand intérêt que vous portiez à ce prince. Maintenant comment faire? Vous rendrai-je le territoire d'Oldenbourg tout chargé de mes douaniers, car je ne vous le rendrais pas autrement? vous n'en voudriez pas... En Pologne, je ne vous donnerai rien.... rien.... — Et Napoléon prononça ces derniers mots avec un accent qui prouvait qu'Alexandre avait raison de ne pas vouloir fournir cette arme contre lui.... — Oh! donc, ajouta-t-il, prendrons-nous une indemnité?... Mais n'importe, parlez, et je tâcherai de vous satisfaire.... Pourquoi avez-vous laissé partir M. de Nesselrode dans un pareil moment?... (M. de Nesselrode, principal directeur des affaires de la légation, venait en effet de quitter Paris.)... Il faut que votre maître renvoie lui ou un autre, avec des pouvoirs pour s'expliquer, pour conclure une convention qui embrasse tous vos griefs et tous les miens, sans quoi je continuerai mes armements, je léverai probablement bientôt la conscription de 1812, et, vous le savez, je n'ai pas l'habitude de me laisser battre.... Vous comptez sur des alliés! Où sont-ils? Est-ce l'Au-

triché, à laquelle vous avez fait la guerre en 1809, et dont vous avez pris une province à la paix?... — Et en disant ces mots Napoléon regardait le prince de Schwarzenberg, qui se taisait et tenait les yeux fixés à terre.... — Est-ce la Suède, à qui vous avez pris la Finlande? Est-ce la Prusse, dont à Tilsit vous avez accepté les dépouilles après avoir été son allié?... Vous vous trompez, vous n'aurez personne. Expliquez-vous donc avec moi, et ne recommençons pas la guerre.... — En terminant cet entretien, Napoléon saisit la main du prince Kourakin avec beaucoup d'acuité, puis congédia le cercle confondu de son esprit autant que de son imprudente audace; et riant joyeusement de l'embarras de l'ambassadeur russe, qui s'écriait, en sortant des Tuileries, qu'il étouffait, qu'il faisait bien chaud dans les salons de l'Empereur. Cette conversation rappelait celles que Napoléon avait eues avec lord Whitworth à la veille de la rupture de la paix d'Amiens, avec M. de Metternich à la veille de la campagne de Wagram, et quoiqu'elle n'eût ni la violence de la première ni la gravité calculée de la seconde, elle devait prêter à des exagérations fort dange-reuses; fort embarrassantes surtout pour l'empereur Alexandre, déjà trop compromis aux yeux de sa nation sous le rapport de la dignité blessée.

Le lendemain, les flatteurs de Napoléon, habitués à célébrer les prouesses de sa langue comme celles de son épée, ne manquèrent pas de raconter qu'il avait accablé l'ambassadeur de Russie; et ses détracteurs, habitués à dénigrer ses moindres actes, eurent grand soin de dire de leur côté qu'il avait violé toutes les convenances envers le représentant de l'une des principales puissances de l'Europe. Le prince Kourakin n'écrivit rien de pareil à Saint-Petersbourg, il fut simple et modéré dans son rapport; et l'empereur Alexandre aurait laissé passer sans aucune remarque cette nouvelle boutade de son redoutable allié, si une quantité de lettres écrites à Saint-Petersbourg, les unes de Paris, les autres de Vienne et de Berlin, n'avaient étrangement défiguré l'entretien du 15 août. Mis en quelque sorte au défi devant sa nation et devant l'Europe, il devait devenir plus susceptible, et désormais attendre les explications au lieu de les offrir. — J'aurais bien voulu, dit-il à M. de Lauriston, ne pas prendre garde à cette conversation, mais tous les salons de Saint-Petersbourg en retentissent, et cette nouvelle circonstance ne fait que rendre plus ferme la résolution de ma nation, tout en ne provoquant pas la guerre, de défendre sa dignité et son indépendance jusqu'à la mort. Napoléon, du reste, ne parle ainsi que lorsqu'il est décidé à la guerre; alors il ne s'impose plus aucune retenue. Je me rappelle sa conversation avec lord Whitworth en 1803, avec M. de Metternich en 1809, je ne puis donc voir dans ce qui vient de se passer qu'un indice de très-mauvais augure pour le maintien de la paix. —

L'empereur Alexandre, à la suite de ces observations, parut extrême-

ment triste ; son ministre, M. de Romanzoff, dont l'existence politique tenait à la paix, parut l'être également, mais tous deux répétèrent de nouveau qu'ils ne prendraient pas l'initiative. Il était évident néanmoins qu'ils ne doutaient plus de la guerre, au plus tard pour l'année prochaine, que les impressions un peu plus favorables dues à la présence de M. de Lauriston et à son langage à Saint-Petersbourg étaient complètement dissipées, et qu'on allait employer encore plus activement l'automne et l'hiver à se mettre en mesure de soutenir une lutte décisive et terrible.

C'était à peu près la disposition de Napoléon, avec cette différence que, puisant en lui-même les motifs de la guerre, il n'avait pas cessé de la regarder comme certaine, et de s'y préparer. Il voulait d'envoyer sur l'Elle les quatrièmes et sixièmes bataillons, ce qui devait faire cinq bataillons de guerre par régiment, et comme les régiments du maréchal Davout étaient au nombre de seize, le total devait s'élever à 80 bataillons de la plus belle infanterie. En y ajoutant les chasseurs corses et ceux du Pié, quelques détachements espagnols et portugais, Napoléon se proposait de porter à 90 bataillons le corps de l'Elbe, et de le distribuer en cinq divisions d'égale force. Une excellente division polonaise, une autre composée des anciens soldats des villes anséatiques actuellement libérées, une troisième composée d'Illyriens, devaient porter à huit les divisions du maréchal Davout. Beaucoup d'officiers français, les uns revenus du service étranger depuis la réunion de leur pays natal à la France, les autres sortis de l'école des généraux Friant, Morand et Gudin, devaient contribuer à relever l'esprit de ces troupes d'origine étrangère. Napoléon se flattait que sous la main de fer du maréchal Davout, et près du foyer de patriotisme et d'honneur militaire allumé dans son armée, ces Espagnols, ces Portugais, ces Illyriens, ces Anséates, acquerraient la valeur des Français eux-mêmes.

En arrière de l'Elbe, Napoléon, comme nous l'avons dit, travaillait à former sa seconde armée, dite corps du Rhin, avec une douzaine de régiments qui avaient combattu à Essling sous Lannes et Masséna, et auxquels il voulait adjoindre les troupes hollandaises. Il se proposait de porter ces régiments à quatre et même à cinq bataillons de guerre, depuis qu'il avait renoncé aux bataillons d'élite, certain qu'il était d'avoir une année de plus pour achever ses préparatifs.

C'est ici le cas de montrer quelle incroyable fécondité d'esprit il déployait dans la création de ses moyens, fécondité qui, poussée comme toutes les grandes facultés jusqu'à l'abus, devait l'entraîner quelquefois à des créations artificielles, et dont la faiblesse n'éclata que trop dans la campagne suivante. On a vu qu'à la classe de 1811, levée tout entière, il avait voulu ajouter un supplément fort considérable par le nombre et par la qualité des hommes, c'était celui qu'on pouvait se procurer avec les

réfractaires des années antérieures. Onze ou douze colonnes mobiles, parcourant la France dans tous les sens, avaient obligé cinquante ou soixante mille de ces réfractaires à se soumettre. La mesure avait été dure, mais efficace. Cependant il était à craindre qu'on ne les eût fait rejoindre que pour les voir désertir de nouveau, lorsqu'ils auraient leurs parens débarrassés des garnisaires. Les détenir, c'était mettre leur santé en péril et encombrer les prisons; les envoyer aux dépôts, c'était leur ouvrir les portes pour s'échapper. Napoléon eut la pensée de les instruire dans les îles qui bordent la France, et desquelles il leur était impossible de s'enfuir. Pour cela il créa dans ces îles, et avec de bons cadres, des régiments d'instruction, dont l'effectif était indéterminé et pouvait s'élever jusqu'à quinze mille hommes. Il en forma un dans l'île de Walcheren, un second dans l'île de Rê, un troisième à Belle-Ile, enfin deux dans la Méditerranée, dont l'un en Corse, et l'autre dans l'île d'Elbe.

Napoléon consacrait à ce qui les concernait une attention continuelle : armes, habillement, instruction, il s'occupait de tout lui-même. Enfin, les croyant mûrs, il essaya d'envoyer quelques milliers d'hommes tirés du régiment de Walcheren, pour compléter les quatrièmes et sixièmes bataillons du maréchal Davout. Son projet, si cet essai réussissait, était d'en fournir à ce maréchal de quoi porter tous ses bataillons à mille hommes chacun.

Pour les transporter des bouches de l'Escaut aux bords de l'Elbe, Napoléon imagina de les faire passer par les îles qui longent la Hollande, tantôt en bateaux sur les eaux intérieures, tantôt à pied à travers les bruyères de la Gueldre et de la Frise, et quand ils arriveraient sur le continent de les faire escorter par la cavalerie légère du maréchal Davout, qui n'était pas disposée à ménager les déserteurs, et devait les ramener à coups de sabre.

Les premiers envois réussirent. Sur les hommes envoyés, on n'avait guère perdu qu'un sixième par la désertion. Ce sixième pour rentrer en France courait les bois le jour, les routes la nuit, passait les fleuves comme il pouvait, et trouvait asile chez les Allemands, que leur haine pour nous rendait hospitaliers envers nos soldats devenus déserteurs. Les cinq sixièmes restés dans le rang présentaient des sujets robustes et d'un âge fait, qu'on espérait avec de bons traitements amener à bien servir.

Le maréchal Davout, qui savait au besoin se départir de son extrême sévérité, avait ordonné qu'on les formât à la discipline par la douceur. On s'y appliqua, et ce ne fut pas sans succès. On en fit venir alors par milliers de toutes les îles de l'Océan, les conduisant par bandes, et à pas de course, afin de diminuer la désertion. Malheureusement beaucoup apportèrent les fièvres de Walcheren, et les répandirent autour d'eux. Cependant la route adoptée ne pouvait pas convenir à tous, et notamment

à ceux qui appartenaienl aux provinces de l'Est. On poussa ces derniers vers le Rhin, puis on les embarqua sur des bateaux qui les transportèrent jusqu'à Wesel, sans toucher terre. Mais ceux-là aussi contractèrent dans ce trajet, par suite de l'accumulation et de l'immobilité, des maladies très-dangereuses. On les mena ensuite à travers la Westphalie, souvent malades, et toujours révoltés contre le service militaire, qui commençait pour eux sous de tels auspices. Au début on avait pris le temps de les habiller et de les instruire; bientôt on les envoya en habits de paysans, avant toute instruction, rompant toujours sur le maréchal Davout pour convertir en soldats ces hommes conduits et traités comme des troupeaux.

Le maréchal mit tous ses soins à réparer une partie de ces maux¹, à ménager les malheureux qu'on lui envoyait, à les apaiser, à les pourvoir du nécessaire, à leur communiquer l'esprit de ses vieilles bandes, à profiter même des penchans aventureux qu'ils avaient déjà contractés dans la vie de réfractaire, pour leur inspirer le goût de la vie des camps, pour les disposer enfin à trouver dans l'héroïque et dure profession des armes les plaisirs que lui et ses soldats savaient y goûter. Mais que de coeurs à vaincre! des Corses, des Toscans, des Lombards, des Illyriens, des Espagnols, des Portugais, des Hollandais, des Anséates à faire Français, et même de Français enlevés à leurs familles dans l'âge le plus tendre faire des soldats robustes, disciplinés, exclusivement attachés à leur drapeau, les arracher ainsi des bords du Pô, de l'Adri, du Rhône, du Rhin, de la Gironde, de la Loire, pour les faire bivouaquer, grelotter, mourir de faim ou de froid sur les bords de l'Elbe, de la Vistule ou du Borysthène, quelle tâche! et quel danger, après y avoir réussi vingt années, d'y échouer enfin au moment où tous les sentimens les plus naturels, froissés sans mesure, seraient poussés au désespoir!

Jusqu'à ce jour redoutable le dehors des choses était superbe, et cette machine guerrière sous la main du maréchal Davout avait acquis un aspect formidable. Napoléon lui expédiait l'un après l'autre les régimens de cavalerie pour les monter en Allemagne, et pour instruire les nouvelles recrues. Craignant d'épuiser la France de chevaux, car il fallait qu'elle en fournit une quantité extraordinaire aux armées d'Espagne, il était décidé à prendre tous ceux qu'on pourrait tirer du nord du continent. Il en fit demander pour la cavalerie légère en Pologne et en Autriche, pour la cavalerie de ligne et la grosse cavalerie, en Wurtemberg, en Franco-nie, en Hanovre. Partout il promit de payer comptant, et il ordonna d'acheter jusqu'à trente et quarante mille chevaux de toutes armes, si on parvenait à se les procurer. Il donna les mêmes ordres pour les chevaux de trait. Il prescrivit la formation de toute la cavalerie en divisions, et fit

¹ Je parle ici non d'après les pamphlets de 1815, mais d'après la correspondance administrative des agens du gouvernement.

partir les généraux pour veiller à l'équipement et à l'instruction de leurs corps.

Le matériel ne l'occupait pas moins que l'organisation des troupes. Son projet, comme nous l'avons dit, était d'avoir à Dantzig, outre la subsistance d'une garnison de vingt mille hommes pendant un an, l'approvisionnement d'une armée de quatre à cinq cent mille hommes pendant un an aussi. Afin d'y parvenir, il avait ordonné d'abord au général Rapp d'être attentif au mouvement des grains dans cette ville, qui est l'un des plus vastes dépôts de céréales connus en Europe, et de se tenir toujours informé des quantités en magasins, pour n'acheter qu'en temps opportun. Ayant désormais son parti pris, il prescrivit de commencer enfin les achats, de les pousser jusqu'à G ou 700 mille quintaux de froment, jusqu'à plusieurs millions de boisseaux d'avoine, et jusqu'à l'acaparement de tous les fourrages existants. Trois caisses, la première à Dantzig, la seconde à Magdebourg, la troisième à Mayence, connues de lui seul, pour qu'on ne s'habitât pas à y compter, devaient fournir secrètement les fonds nécessaires à ces achats.

Ce n'était pas tout de avoir ces masses de vivres, il fallait se procurer le moyen de les transporter avec soi. Napoléon, comme on l'a vu, avait prescrit la réorganisation d'un certain nombre de bataillons du train qui pouvaient atteler et conduire environ 1,500 voitures chargées de biscuit. Pensant continuellement à l'objet qui le préoccupait, et trouvant à chaque instant des combinaisons nouvelles, il avait, depuis l'année précédente, inventé des moyens de transport encore plus puissants et plus ingénieux que ceux auxquels il avait songé d'abord. Le caisson ordinaire, attelé de quatre chevaux, conduit par deux hommes, était bon pour transporter le pain quotidien à la suite des corps. Un caisson pouvait ainsi assurer la nourriture d'un bataillon pendant une journée. Il fallait autre chose à Napoléon, qui prétendait se faire suivre par cinquante ou soixante jours de vivres pour toute l'armée. Il conçut l'idée de gros chariots attelés de huit chevaux, conduits par quatre ou même trois hommes, et pouvant recevoir dix fois la charge du caisson ordinaire. Le résultat était ainsi décuplé, la dépense de traction et de conduite étant à peine doublée. Cependant après de nouvelles réflexions, jugeant cette voiture trop lourde pour les boves de la Pologne et de la Lithuanie, Napoléon s'en tint à un chariot attelé de quatre chevaux, dirigé par deux hommes, ce qui laissait subsister l'organisation ordinaire du train, et devait transporter quatre fois autant que le caisson ordinaire, ou trois fois si on ne voulait pas s'exposer à rendre la charge trop lourde. Il ordonna sur-le-champ de construire des chariots de ce modèle en France, en Allemagne, en Italie, partout où résidaient les dépôts du train, afin que les corps eussent à la fois les anciens caissons pour transporter le pain du jour, et les nouveaux

chariots pour transporter l'approvisionnement d'un mois ou de deux mois. Se mettant pour ainsi dire l'esprit à la torture, afin de prévoir tous les cas possibles, il voulut ajouter à son matériel des chars à la comtoise et des chars à bœufs. Les chars à la comtoise sont, comme on le sait, légers, roulants, trainés par un seul cheval habitué à suivre celui qui précède, de façon qu'un seul homme en peut conduire plusieurs. Les chars à bœufs sont lents, mais l'animal qui les traine, opiniâtre et vigoureux, les arrache des ornières les plus profondes, et pendant les instants de repos attaché à une rone, broutant le gazon qui est sous ses pieds, il ne donne le soir aucune peine après avoir rendu les plus grands services dans la journée. Enfin il peut lui-même servir de nourriture, bien mieux que le cheval, qui n'est que l'aliment des dernières extrémités. Par ces motifs, Napoléon, aux huit bataillons du train qu'il avait destinés à l'armée de Russie, résolut d'ajouter quatre bataillons à la comtoise, et cinq bataillons à bœufs, en déterminant lui-même le mode d'organisation qui permettrait à ces voituriers de se transformer tout à coup en soldats, pour défendre le convoi qu'on leur aurait confié. L'organisation des uns devait se faire en Franche-Comté, celle des autres en Lombardie, en Allemagne, en Pologne. On pouvait se flatter de réunir ainsi le pain et la viande dans les mêmes convois.

Napoléon estimait que ces dix-sept bataillons, conduisant de cinq à six mille voitures, lui assureraient des vivres pour deux mois et deux cent mille hommes, ou pour quarante jours et trois cent mille hommes. Ce résultat lui suffisait, car il comptait à Dantzig embarquer ses approvisionnements sur la Vistule, les amener par eau de la Vistule au Frische-Haff, du Frische-Haff à la Prégel, et de la Prégel par des canaux intérieurs au Niémen. Il avait même envoyé quelques officiers de ses marins pour arrêter en secret le plan de cette navigation. Arrivé avec cinq ou six cent mille hommes sur le Niémen, c'est tout au plus s'il en amènerait trois cent mille dans l'intérieur de la Russie, et ayant alors d'après le calcul qui précède quarante jours de vivres sur voitures, il espérait avec ce qu'il trouverait sur les lieux avoir le moyen de subsister, car, malgré leurs projets de destruction, les Russes pouvaient bien ne pas avoir le loisir de tout anéantir. Détruire est un abominable travail, mais c'est un travail qui exige du temps aussi, et l'exemple du Portugal lui-même prouvait que ce temps pouvait manquer à l'ennemi le plus décidé à ne rien ménager. C'est sur ces raisons et ces immenses préparatifs que Napoléon fondait son espérance de vivre dans les vastes plaines du Nord, qu'il s'attendait à trouver tour à tour désertes ou ravagées.

Mais ces cinq ou six mille voitures supposaient à elles seules huit ou dix mille hommes pour les conduire, dix-huit ou vingt mille chevaux ou bœufs pour les trainer, et si on ajoute trente mille chevaux d'artillerie,

probablement quatre-vingt mille de cavalerie, on peut se former une idée des obstacles à vaincre en fait d'approvisionnements, car ces animaux destinés à faire vivre l'armée, il fallait songer à les faire vivre eux-mêmes. Napoléon espérait y pourvoir en ne commençant ses opérations offensives que lorsque l'herbe aurait poussé dans les champs.

Sachant que le soldat préfère beaucoup le pain au biscuit, et ayant reconnu que pour se procurer du pain la difficulté n'est pas de le cuire, mais de convertir le grain en farine, il ordonna de moudre la plus grande partie des grains de Dantzig, d'enfermer la farine qui en proviendrait dans des barils adaptés aux nouveaux chariots, et d'enrôler partout des maçons à prix d'argent, afin de construire des fours dans chacun des lieux où l'on séjournerait. Ces maçons devaient être incorporés dans les troupes d'ouvriers de toutes les professions qu'il voulait emmener avec lui, tels que boulangers, charpentiers, forgerons, pontonniers, etc.

Rafin les équipages de pont, objet non moins grave de ses préoccupations, reçurent de nouveaux perfectionnements dans cette seconde année de ses préparatifs. Il avait prescrit la construction à Dantzig de deux équipages de cent bateaux chacun, pouvant servir à jeter deux ponts sur les fleuves les plus larges, et suivant l'usage portés sur des haquets. Comme le bois manque rarement, surtout dans la région où l'on s'appêtait à faire la guerre, et que les ferrures et les cordages constituent uniquement la partie difficile à rassembler, Napoléon fit réunir en câbles, ancrés, attaches, montures de tout genre, etc., le matériel d'un troisième équipage de pont, les bois seuls étant omis puisqu'on s'attendait à les trouver sur les lieux. Wantant avoir aussi des ponts fixes, il fit préparer à Dantzig des têtes de pilotis en fer, des ferrures pour lier ces pilotis; des sonnettes pour les enfoncer, de façon que les pontonniers fussent pourvus de tout ce qu'il leur faudrait pour jeter, indépendamment des ponts de bateaux, des ponts sur chevalets ou sur pilotis. Tout ce matériel devait suivre l'armée sur de nombreux chariots. Le général Éblé, qui sur le Tage avait, presque sans ressources, exécuté tant de merveilles en ce genre, fut mis à la tête du corps des pontonniers. Deux mille chevaux furent assignés à ce nouveau parc. *Avec de tels moyens*, écrivait Napoléon, *nous dévorerons tous les obstacles*¹.

Quoique Napoléon eût confié au maréchal Davout l'organisation de la plus grande partie de l'armée, parce qu'il le regardait comme un organisateur consommé, un administrateur probe et sévère, il ne lui en destinait

¹ Je n'ai pas besoin de répéter que c'est d'après la correspondance de Napoléon lui-même, admirable surtout par ce genre de prévoyance, d'après celle du maréchal Davout, du général Rapp, du ministre de l'administration de la guerre, des généraux commandant les ponts et l'artillerie, que je donne ces détails, vaguement connus jusqu'ici, jamais exposés avec la précision et l'exactitude nécessaires.

pas le commandement tout entier, que naturellement il se réservait pour lui seul. Mais il voulait, en cas d'hostilités soudaines, qu'il y eût sur l'Elbe et l'Oder, et dans une seule main, une armée de 150 mille Français et de 50 mille Polonais, prête à se porter au pas de course sur la Vistule. Il se proposait plus tard, lorsque les opérations seraient commencées, d'en détacher une portion, qui, jointe au corps du Rhin, serait partagée entre les maréchaux Oudinot et Ney. Le maréchal Oudinot devait réunir à Munster les régiments cantonnés en Hollande, le maréchal Ney à Mayence ceux qui étaient cantonnés sur le Rhin. Il avait été enjoint à l'un et à l'autre de se rendre sur-le-champ à leurs corps, et de commencer l'organisation de leur infanterie et de leur artillerie. Quant à la cavalerie, ils devaient en recevoir chacun leur part en entrant en Allemagne, où toutes les troupes à cheval avaient déjà été envoyées afin de se monter. Indépendamment de ces forces déjà si considérables, cent mille alliés de toutes nations devaient être répartis entre nos différents corps d'armée. Les généraux français désignés pour commander ces troupes alliées avaient ordre d'aller s'établir aux lieux de rassemblement.

Napoléon enjoignit au prince Eugène d'être prêt pour la fin de l'hiver suivant à passer les Alpes avec l'armée d'Italie. Ainsi qu'on l'a vu, il avait, dans sa confiance actuelle pour l'Autriche, réuni en Lombardie la presque totalité des armées d'Illyrie et de Naples. Il avait choisi dans chacun des meilleurs régiments, portés tous à cinq bataillons, trois bataillons d'élite destinés à se rendre en Russie. Il se proposait d'en composer une armée de 40 mille Français, renforcée de 20 mille Italiens, laquelle, sous le prince Eugène, franchirait les Alpes en mars. Les quatrièmes et cinquièmes bataillons retenus aux dépôts, avec plusieurs régiments entiers et l'armée napolitaine de Murat, étaient chargés de garder l'Italie contre les Anglais et contre les mécontents. La conscription de 1811, et les réfractaires de l'île d'Elbe, soumis à une rude discipline, devaient pendant l'hiver remplir successivement les quatrièmes et cinquièmes bataillons, qui se seraient vidés pour compléter les trois premiers. Napoléon avait en outre pris dans les troupes d'Illyrie et d'Italie dix ou douze régiments entiers, pour créer une armée de réserve, qui devait aller en Espagne remplacer la garde impériale et les Polonais, dont le départ pour la Russie était ordonné. Ainsi même en se préparant à frapper un grand coup au Nord, Napoléon ne renonçait pas à en frapper un au Midi, poursuivant, selon sa coutume, tous les buts à la fois. Un an auparavant cette armée de réserve n'aurait été nulle part mieux placée qu'en Espagne, puisque-là était le théâtre des événements décisifs; en ce moment, au contraire, la question étant transportée au Nord, c'est là qu'il eût fallu porter toutes ses forces, en se bornant en Espagne à une défensive énergique sur les limites de la Vieille-Castille et de l'Andalousie. Mais dans son ardeur,

Napoléon, prenant pour réel tout ce que concevait sa vaste imagination, croyait pouvoir lancer en même temps la foudre à Cadix et à Moscou.

Tandis qu'il se livrait à ces vastes conceptions, dont l'exécution était irrévocablement arrêtée pour le printemps suivant, il songeait à aller visiter lui-même un pays récemment réuni à l'Empire, un pays auquel il tenait beaucoup, sur l'esprit duquel il se flattait de produire par sa présence une influence favorable, et d'où il lui était possible d'inspecter personnellement une partie de ses préparatifs de guerre : c'était la Hollande. Il avait remis plusieurs fois ce projet de voyage, et il avait à cœur de le réaliser avant la grande guerre du Nord, ne voulant pas que, lorsqu'il serait sur la Dwina ou sur le Borysthène, les Anglais pussent lui causer pour le Texel ou pour Amsterdam quelque grave inquiétude, comme celle qu'ils lui avaient fait éprouver pour Anvers pendant la campagne de 1809.

La suite à donner à ses combinaisons maritimes était un autre motif d'entreprendre ce voyage. Persistant à tout embrasser à la fois, il n'avait nullement renoncé à ses créations navales, et s'en occupait avec autant d'activité que s'il n'avait point songé à la guerre de Russie. Il voulait d'abord tenir les Anglais en haleine, les empêcher en leur causant des inquiétudes continuelles de dégarnir l'Angleterre, et d'en retirer des troupes pour les envoyer dans la Péninsule. Il avait résolu pour cela de les faire vivre sous la menace d'expéditions toujours préparées pour l'Irlande, la Sicile, l'Égypte même, et espérait ainsi, dans le cas peu probable mais possible où la guerre du Nord serait évitée, d'avoir le moyen d'embarquer environ cent mille hommes.

Maintenant que l'Escadre était entièrement à sa disposition, il avait outremer combiné sa flottille de Boulogne. Après l'avoir réduite à ce qu'elle comprenait de meilleurs bâtiments, il pouvait y embarquer non plus comme autrefois 150 mille hommes, mais 40. En se bornant à ce nombre, le départ, le trajet, l'arrivée d'une expédition étaient parfaitement praticables. Il avait en outre dans l'Escadre 16 vaisseaux à Flessingue, lesquels devaient s'élever sous peu à 22. En y ajoutant une flottille de bricks, de corvettes, de frégates, de grosses chaloupes canonnières, il comptait sur des moyens d'embarquement pour 30 mille hommes, indépendamment d'une escadre de guerre capable de tenir la mer et de fournir une navigation assez longue. Il comptait de plus sur 8 ou 10 vaisseaux au Texel, si longtemps et si vainement demandés à son frère Louis, et déjà prêts depuis qu'il administrait la Hollande. Cette escadre, essorant une flottille, était en mesure d'embarquer 20 mille hommes. Il existait quelques frégates à Cherbourg, 2 vaisseaux à Brest, 4 à Lorient, 7 à Rochefort, et avec ces éléments, Napoléon songait, par des réunions adroitement opérées, à recomposer la flotte de Brest. Il voulait s'en servir pour envoyer quelques troupes aux îles Jersey et Guernesey, dont il pré-

tendait s'emparer. Enfin à Toulon il avait 18 vaisseaux, qu'il se promettait avec le concours de Gènes et de Naples de porter à 24, non compris beaucoup de frégates, de gabares, et de bâtimens-écuries d'un nouveau modèle. Il avait ainsi préparé dans la Méditerranée des moyens d'embarquement pour 40 mille hommes, et pouvait établir ses calculs sur 30 environ, en employant le secours d'un certain nombre de vieux bâtimens armés en flûte. Cette expédition devait menacer alternativement Cadix, Alger, la Sicile, l'Égypte. Enfin 3 vaisseaux et quelques frégates étaient prêts à Venise, et allaient, soulevés par des chameaux, sortir des lagunes pour se rendre à Ancône. Ils devaient hientôt être suivis de deux autres vaisseaux et de plusieurs frégates, de manière à dominer l'Adriatique.

Ces ressources déjà si vastes, Napoléon voulait les augmenter encore en 1812 et en 1813, il espérait arriver à 80, à 100 vaisseaux même, et réunir ainsi des moyens de transport pour près de 150 mille hommes. Il en avait déjà pour environ 100 mille, et sans même essayer d'une invasion en Angleterre, il pouvait bien en jeter 30 mille hommes en Irlande, 20 en Sicile, 30 en Égypte, et causer un grand trouble aux Anglais. Il pouvait de plus recouvrer le Cap, perdu depuis longtemps, l'Île de France et la Martinique, perdues depuis peu. Si donc la paix du continent se consolidait sans lui procurer la paix maritime, il avait des moyens de frapper directement l'Angleterre. C'est pour ces objets si divers et pour quelques-uns des préparatifs de la guerre de Russie, qu'un voyage sur les côtes lui était indispensable.

Parti de Compiègne le 19 septembre, et séjournant successivement à Auters et à Flessingue, il inspecta les travaux ordonnés pour rendre l'Escant inaccessible, s'occupa surtout de l'artillerie à grande portée, nécessaire dans ces positions, s'embarqua sur la flotte de Flessingue sous le pavillon de l'amiral Missiessy, la fit mettre à la voile, fut surpris par un gros temps, resta trente-six heures en mer sans pouvoir communiquer avec la terre, et fut très-content de l'instruction et de la tenue de ses équipages. Le sage et solide officier qui les commandait, quoique bloqué, avait profité des eaux de l'Escant pour entrer et sortir souvent, et pour donner en naviguant dans ces bas-fonds un remarquable degré d'instruction à ses marins. Napoléon accorda des récompenses à tout le monde, de grands éloges à son amiral, et laissa la marine de cette région aussi satisfaite qu'encouragée.

Mais comme la vue des objets fécondait toujours son esprit, il trouva des procédés fort ingénieux pour perfectionner certaines choses, ou pour en corriger d'autres. On a vu combien son armée commençait à se bigarrer de soldats de toutes les nations; d'Ilyriens, de Toscans, de Romains, d'Espagnols, de Portugais, de Hollandais, d'Anséates, etc.; il en était de même pour sa flotte. Elle comptait, outre d'anciens Français, des

Hambourgeois, des Catalans, des Gênois, des Napolitains, des Vénitiens, des Dalmates. A bord des vaisseaux, on n'était pas sans inquiétude sur la fidélité de ces matelots d'origines si diverses, et s'ils servaient bien dans les ports, on pouvait craindre qu'en mer ils ne contrariassent les manœuvres, afin de se faire prendre par les Anglais, ce qui était la captivité pour les Français, mais la délivrance pour eux. Sur des bâtimens sortis des ports, on avait découvert plusieurs fois des dégâts dans le grément; causés évidemment par la malveillance, et par conséquent imputables à une infidélité cachée qui pouvait devenir dangereuse. Napoléon eut l'idée de placer à bord de chaque vaisseau une garnison composée d'une compagnie de 150 hommes d'infanterie, tous anciens Français. Il avait, indépendamment de la garde impériale et des régimens étrangers, 130 régimens d'infanterie; les uns à cinq, les autres à six bataillons. Il déclara qu'on prendrait dans les bataillons de dépôt les mieux organisés une compagnie d'infanterie, pour la mettre à bord des vaisseaux de ligne et l'y laisser habituellement en résidence. Le nombre actuel des vaisseaux armés étant d'environ 80, il suffisait d'ajouter une compagnie dans 80 de ces bataillons de dépôt pour remplir le vide qu'on y aurait opéré, et pour se procurer une force très-utile sur la flotte, soit qu'il fallût en garantir la sûreté, ou contribuer au combat en cas de rencontre avec l'ennemi.

Napoléon, suivant sa coutume, d'exécuter sur-le-champ ses projets une fois conçus, donna immédiatement les ordres nécessaires pour l'envoi de ces compagnies de garnison dans tous les ports de mer où des escadres étaient réunies. Toujours impatient dans la poursuite des résultats, il avait fort insisté à Anvers pour que les constructions s'y succédassent sans relâche, et qu' aussitôt un vaisseau lancé à la mer, un autre le remplaçât sur les chantiers. Les bois de construction manquaient. Il imagina pour s'en procurer un vaste système de transports, de Hambourg à Amsterdam, au moyen de petits bâtimens passant entre la terre et les îles qui bordent le rivage de la mer du Nord, depuis les bouches de l'Elbe jusqu'au Zuyderzée. Il ne s'en tint pas là. Un été fort sec, qui avait donné des vins excellents (ceux dits de la Comète), avait nui au développement des céréales. Partout on annonçait une disette; le prix des grains augmentait à chaque instant. Napoléon retira les licences accordées pour l'exportation des grains, et ordonna à Hambourg d'acheter des blés qui devaient être transportés en France, en longeant les côtes, ou bien en suivant les fleuves et les canaux, et là où les uns et les autres ne se joignaient pas, en exécutant quelques petits trajets par terre; pour aller, par exemple, de l'Elbe au Weser, du Weser à l'Éms, de l'Éms au Zuyderzée. Vingt mille chevaux de l'artillerie et du train, oisifs jusqu'à l'ouverture des hostilités contre la Russie, furent employés à ces courts trajets, en faisant demi-travail pour les tenir en haleine sans les épuiser.

Après avoir inspecté le régiment de Walcheren, et prescrit différentes mesures relatives à la santé des hommes et à leur équipement, Napoléon passa en Hollande, et se rendit à Amsterdam. Le peuple hollandais, très-affligé d'avoir perdu son indépendance, espérait cependant trouver quelque dédommagement dans sa réunion à un grand empire et dans l'administration vivifiante de Napoléon. Il y avait eu quelque temps auparavant, à l'occasion de la conscription, des exécutions sanglantes dans l'Ost-Frise; néanmoins, soit le prestige de la gloire, soit l'entraînement des fêtes même chez les peuples les plus froids, les Hollandais reçurent avec des acclamations le conquérant qui leur avait ravi leur indépendance, et qu'ils n'aimaient point, comme ils le prouvèrent bientôt. L'accueil fut tel, que Napoléon put s'y tromper. A l'aspect de ce pays si riche, si heureusement disposé pour les grandes opérations maritimes, et l'accueillant si bien; il enfanta mille combinaisons nouvelles, lui accorda des facilités pour la pêche, supprima diverses entraves qui gênaient la navigation intérieure du Zuyderzée, et le laissa pour un moment rempli d'espérances et d'illusions.

Entre autres préoccupations qui avaient attiré Napoléon en Hollande, malgré la mauvaise saison, celle de la défense de nos nouvelles frontières n'était pas la moindre. Avec l'admirable coup d'œil qui, à la simple vue d'une carte, lui faisait discerner comment on pouvait défendre ou attaquer un pays, il découvrit sur-le-champ le meilleur système de défense pour la Hollande. Il décida d'abord que, vu les dangers qui pouvaient la menacer du côté des Anglais, le grand dépôt du matériel de guerre ne serait ni au Texel, ni à Amsterdam, ni même à Rotterdam, mais à Anvers, et il ordonna de commencer sans délai le transport à Anvers de toutes les richesses des arsenaux hollandais. Il décida qu'il y aurait une première ligne de défense passant par Wesel, Kœwerden et Groningue, embrassant non-seulement la Hollande proprement dite, mais les Gueldres, l'Over-Yssel et la Frise; ligne faible du reste, et n'ayant que la valeur d'ouvrages avancés. Il en désigna une seconde plus forte, se détachant du Rhin vers Emmerich, suivant l'Yssel, passant par Dexter et Zwolle; embrassant les Gueldres et une moitié du Zuyderzée, couvrant presque toute la Hollande, moins la Frise. Mais il établit que la vraie ligne de défense était celle qui, abandonnant le Rhin, ou Wahal, seulement à Gorcum, allait aboutir à Naarden sur le Zuyderzée. Cette ligne, en effet, couvrait la partie la plus hollandaise de la Hollande, composée de terres fertiles, de villes florissantes, toutes situées au-dessous des eaux, et pouvant au moyen des inondations être converties en îles imprenables, qui se rattacheraient au Rhin par le puissant bras du Wahal, de manière que la nouvelle France, défendue par la magnifique ligne du Rhin de Bâle à Nimègue, devait à partir de ce dernier point se changer en îles

tout à fait inaccessibles à l'ennemi, même à l'ennemi maritime, moyennant les beaux ouvrages du Texel qui en formeraient la pointe extrême et invincible.

Secondé dans l'exécution de ses plans par l'habile général du génie Chasseloup, Napoléon ordonna au Texel même des travaux superbes, dont l'objet était d'abriter une immense flotte avec ses magasins, de lui ménager l'entrée et la sortie par tous les vents, et de fermer complètement le Zuyderzée.

Ces ordres, toujours conçus dans l'hypothèse d'une lutte suprême et formidable qu'il ne cessait d'avoir présente à l'esprit sans en être intimidé, ces ordres donnés, il se rendit à Wesel, où il prescrivit d'autres travaux pour assurer la défense de cette ville, et lui procura une importance administrative, qu'elle n'avait pas. Il voulait en faire le Strasbourg du Rhin inférieur. Il venait de décréter la belle route d'Anvers à Amsterdam; il projeta celle de Wesel à Hambourg, et en même temps prit prétexte de sa présence en ces lieux pour passer en revue deux belles divisions de cuirassiers. Il les inspecta entre Dusseldorf et Cologne, pourvut à ce qui leur manquait sous le rapport de l'organisation et de l'équipement, et profita de leur arrivée sur le Rhin pour les armer sans bruit sur l'Elbe. C'était une manière commode de faire passer presque inaperçue sa grosse cavalerie, dont ces deux divisions formaient environ la moitié. A cette occasion, il s'occupa de la création des lanciers. Il avait déjà pu s'apercevoir en Pologne de l'utilité de la lance. Il résolut de la mettre à profit dans la prochaine guerre, et se décida à convertir en régiments de lanciers six régiments de dragons, un de chasseurs, et deux de cavalerie polonaise, ce qui devait porter à neuf les régiments de cette arme. Il avait fait venir de Pologne des instructeurs, formés dans leur pays au maniement de la lance, et il en fit la répartition entre les nouveaux régiments. Après avoir donné à ces divers objets l'attention nécessaire, il se rendit à Cologne, et arrêta le genre de défense dont cette place était susceptible.

Pendant qu'il s'occupait chemin faisant de ces innombrables détails, il eut à prendre plusieurs déterminations relatives à la politique extérieure et intérieure de l'Empire. La cour de Prusse, profondément inquiète, comme on l'a vu, de la guerre prochaine, en perdait le repos. Elle sentait bien que le territoire prussien étant le chemin obligé des armées belligérantes, il lui serait impossible de rester neutre, et, ne devant rien à la Russie, qui en 1807 avait conclu la paix à ses dépens, avait même accepté une portion de son territoire (le district de Bialistock), elle était disposée à s'allier à Napoléon, pourvu qu'il lui garantît l'intégrité du reste de ses États, et un dédommagement territorial si elle le servait bien. Malheureusement Napoléon se montrait sourd à ses insinuations,

afin de ne pas révéler trop tôt ses desseins, et, dans la terreur dont elle était saisie, elle attribuait cette réserve au projet d'enlever à un jour donné la royauté, l'armée, la monarchie prussiennes. Cette pensée désolante assiégeant sans cesse le roi, il ne perdait pas un instant pour armer, et au lieu de 42 mille hommes (nombre fixé par les traités), il en avait plus de 100 mille, dont moitié envoyés en congé, mais prêts à rejoindre au moyen d'une combinaison qui a été précédemment expliquée.

Ainsi que nous l'avons dit, le plan de la cour de Prusse était, au moment où les événements paraissent mûrs, d'obliger Napoléon à se prononcer, et s'il refusait son alliance, de se jeter au delà de la Vistule avec 100 ou 150,000 hommes, et d'aller rejoindre les Russes par Königsberg. Quelque dissimulés que fussent les préparatifs de cette cour, ils ne pouvaient échapper à un observateur aussi exercé que le maréchal Davout, présent sur les lieux, et fort vigilant. De plus, M. de Hardenberg, essayant chaque jour de faire expliquer le ministre de France, M. de Saint-Marsan, et, afin d'y réussir, s'attachant à lui montrer tout ce que la Prusse aurait de moyens à offrir à l'allié dont elle épouserait la cause, se laissa aller jusqu'à lui dire que, bien qu'elle eût seulement sous les armes une quarantaine de mille hommes, elle pourrait au besoin, et en quelques jours, en armer cent cinquante mille. Ces mots, échappés au premier ministre prussien, avaient été un trait de lumière, et Napoléon orphna à M. de Saint-Marsan de se rendre immédiatement chez le ministre et chez le roi, de leur déclarer à l'un et à l'autre que ses yeux étaient enfin ouverts sur les projets de la Prusse, qu'il fallait qu'elle désarmât sur-le-champ, en se fiant à sa parole d'honneur de l'admettre dans son alliance à des conditions satisfaisantes, lorsque la prudence permettrait de s'expliquer, ou qu'elle s'attendit à voir le maréchal Davout marcher avec cent mille hommes sur Berlin, et effacer de la carte de l'Europe les derniers restes de la monarchie prussienne. Des ordres furent donnés en conséquence au maréchal Davout pour qu'il se portât sans retard sur l'Oder, qu'il coupât à l'armée prussienne le chemin de la Vistule, et enlevât au besoin la cour elle-même à Potsdam.

Napoléon eut aussi des résolutions fort importantes à prendre relativement à la Suède. Nous avons déjà raconté l'élection du nouveau prince royal. Ce prince n'avait pu parler à Napoléon de fermer l'oreille à la proposition de lui céder la Norvège. Arrivé de la veille en Suède, n'ayant dû son élection qu'à des circonstances passagères et surtout à la gloire des armées françaises, n'ayant en réalité aucun parti qui lui fût personnellement attaché, et gagnant peu à être vu de près, car on le trouvait bientôt vain, vantard, prodigue de folles promesses, et moins militaire qu'il n'avait la prétention de l'être, il avait songé à se reconnaître aux Suédois par une acquisition éclatante qui pût flatter leur patriotisme. Or,

bien que désolés de la perte de la Finlande, les Suédois sentaient pourtant que cette province si nécessaire à la Russie serait l'éternel objet de ses desirs et de ses efforts, qu'en prenant définitivement pour séparation des deux États le golfe de Bothnie on adopterait une frontière plus vraie (sauf les îles d'Aland, indispensables à la sûreté de Stockholm, surtout pendant l'hiver), et que c'était bien plutôt en Norvège qu'il fallait chercher le dédommagement de ce que la Suède avait perdu. C'était là, comme on l'a vu, le motif pour lequel le prince Bernadotte avait, dans son agitation fébrile, demandé la Norvège et non la Finlande à Napoléon. Or Napoléon pouvait promettre et même donner la Finlande dans l'hypothèse d'une guerre heureuse contre la Russie, mais il eût commis une véritable trahison envers un allié fidèle, le Danemark, s'il eût seulement hésité à l'égard de la Norvège. Son silence significatif avait éclairé le prince royal, et celui-ci dès cet instant avait commencé à s'abandonner à une haine dont il portait depuis longtemps le germe au fond du cœur. Le roi régnant, affaibli par l'âge et la mauvaise santé, lui avait confié la régence des affaires, du moins pour le moment. Bernadotte en avait profité pour caresser le parti russe et le parti anglais, sans toutefois abandonner ostensiblement le parti français, auquel il devait son élection. Ne s'expliquant pas encore ouvertement contre la France, il ne cessait de se dire Suédois avant tout, et prêt à tout sacrifier à sa nouvelle patrie; de répéter que la Suède n'appartenait à personne, et qu'elle n'aurait pour alliés que ceux qui ménageraient et serviraient ses intérêts. Tandis qu'il tenait ce langage public, il favorisait plus que jamais le commerce interlope, faisait dire sous-main aux Anglais qu'ils pouvaient continuer à fréquenter les environs de Gothenbourg, malgré la déclaration apparente de guerre, et insinuait à la légation russe que sans doute la perte de la Finlande était un malheur pour la fierté de la nation suédoise, mais que ce qui était perdu était perdu, et que le dédommagement auquel elle aspirait était adieux. Il avait en outre maintenu l'ordre donné à la marine suédoise de repousser nos corsaires, et protégé ouvertement des soldats qui à Stralsund avaient maltraité jusqu'au sang des matelots français.

M. Alquier était notre ministre à Stockholm, et comme il avait eu le malheur de se trouver à Madrid un peu avant la chute de Charles IV, et à Rome au moment de l'enlèvement de Pie VII, on l'accusait fort injustement d'être partout où il paraissait le sinistre précurseur des desseins de Napoléon. Tout ce qu'on pouvait lui reprocher, c'était de joindre à une véritable droiture et à une remarquable clarté, une roideur quelquefois dangereuse dans les situations délicates. C'est avec lui que le nouveau prince de Suède avait eu à s'expliquer sur les griefs articulés par la France, et il s'était engagé entre eux un entretien, dont le récit aurait paru incroyable, si M. Alquier, qui l'avait rapporté à Napoléon, n'avait

été un témoin digne de toute confiance. Après d'inutiles et peu sincères explications sur l'établissement anglais de Gothenbourg, sur l'exécution des principales clauses du dernier traité, et sur le sang français versé à Stralsund, l'ancien général Bernadotte avait demandé insolemment à M. Alquier comment il se faisait que cette France qu'il avait tant servie, qui lui avait de si grandes obligations, se conduisit si mal envers lui, à ce point qu'à Constantinople, à Stralsund et à Stockholm même, il n'eût que de mauvais procédés à essayer de ses agents. — À ces mots étranges, M. Alquier, en croyant à peine ses oreilles, avait répondu au nouveau Suédois qui se plaignait de l'ingratitude de la France, que si la France lui avait des obligations, elle s'en était bien acquittée en le portant au trône de Suède. —

Sans doute, s'il eût été possible en ce moment de prévoir l'avenir, il eût fallu ménager cet orgueil insensé; mais on comprend l'indignation du ministre de France, car il y a des choses qui, dût-on périr à l'instant même, on ne doit jamais souffrir. Poursuivant cet entretien, le prince parvenu s'était répandu en prodigieuses vantories, avait rappelé toutes les batailles auxquelles il avait assisté, et prétendu, ainsi qu'il le faisait ordinairement avec ses familiers, que c'était lui qui avait gagné la bataille d'Austerlitz, où il n'avait pas brûlé une amorce, celle de Friedland, où il n'était pas, celle de Wagram, où il avait suivi la déroute de ses soldats. Il avait dit ensuite qu'on lui en voulait à Paris, il le savait bien, mais qu'on ne le détruirait pas; qu'il avait en Suède un peuple dévoué qui lui était attaché jusqu'à la mort; que récemment ce peuple avait voulu dételier sa voiture et la trainer, qu'il avait failli s'évanouir d'émotion; que dès qu'il paraissait les soldats suédois étaient saisis d'enthousiasme, qu'il venait de les passer en revue, que c'étaient des hommes superbes, des colosses, qu'avec eux il n'aurait pas besoin de tirer un coup de fusil, qu'il n'aurait qu'à leur dire : *En avant, marche!* et qu'ils culbuteraient quel que ennemi que ce fût, et que sous ses ordres ils seraient ce qu'avaient été les Saxons à Wagram, c'est-à-dire les premiers soldats de l'armée française. — Ah! c'en est trop, s'était écrié M. Alquier, qui n'y tenait plus, ces colosses, s'ils sont jamais opposés à nos soldats; leur feront l'honneur de tirer des coups de fusil, et il ne suffira pas de leur présence pour enfoncer les rangs de l'armée française. — Bernadotte, dans un état d'exaltation fébrile, s'était alors écrié, comme un homme en démente, qu'il était souverain d'un pays indépendant, qu'on ne l'avilirait pas, qu'il mourrait plutôt que de le souffrir... — Et son fils enfant étant entré par hasard dans le cabinet où avait lieu cet entretien, il l'avait pris dans ses bras en lui disant : N'est-ce pas, mon fils, que tu seras comme ton père, et que tu mourras plutôt que de te laisser avilir?... — Puis ne sachant plus comment se tirer de cette scène ridicule, désirant au fond du cœur

qu'elle restât secrète, il avait cependant poussé la fanfaronnade jusqu'à dire à M. Alquier : Je vous prie de mander à l'empereur Napoléon tout ce que vous venez de voir et d'entendre. — Vous le voulez, lui avait répondu M. Alquier, eh bien, il sera fait comme vous désirez. Et il s'étoit retiré sans ajouter une parole. Dans la bouche d'un personnage aussi peu vrai que le prince royal, ses derniers mots signifiaient : Ne dites rien de ce que vous avez entendu. — Mais M. Alquier, qui eût été plus utile à son souverain en faisant cette scène, n'osa pas manquer au devoir strict de sa profession, et il manda tout à Paris¹. Napoléon, qui ne prévoyait pas alors les cruelles punitions que la Providence lui réservait, qui ne prévoyait pas combien pour l'humilier davantage elle ferait partir de bas les coups qui le frapperaient bientôt, sourit de pitié en lisant ce dangereux récit, se dit qu'il avait bien deviné ce cœur dévoré d'envie, en le regardant depuis longtemps comme capable des plus noires trahisons, et ne voulut répondre que par un haut dédain à de si ridicules emportements. Il ordonna à M. Alquier de quitter Stockholm sans rien dire, sans prendre congé du prince royal, et de se rendre de sa personne à Copenhague. Il enjoignit à M. de Cabre, secrétaire de la légation, d'en prendre les affaires en main, de ne jamais visiter le prince royal, de n'avoir de relation qu'avec les ministres suédois, et pour les affaires indispensables de sa mission. Il fit savoir au ministre de Suède à Paris que si satisfaction n'était pas accordée, surtout pour l'affaire de Stralsund, le traité de poix avec la Suède serait non avvenu, et les relations rétablies comme sous Gustave IV, c'est-à-dire sur le pied de guerre. C'était annoncer d'avance le sort réservé à la Poméranie suédoise.

Napoléon eut encore pendant ce voyage des ordres à donner relativement aux affaires religieuses.

La députation de prélats et de cardinaux envoyée à Savone avait trouvé Pie VII, comme de coutume, doux et bienveillant, quoique agité par la gravité des événements, et n'avait pas eu beaucoup de peine à lui persuader que le décret du concile était acceptable. Ce nouveau décret, comme on doit s'en souvenir, obligeait le Pape à donner aux évêques nommés l'institution canonique dans un délai de six mois, après quoi le métropolitain était autorisé à la conférer. Quoique ces dispositions portassent une atteinte évidente au principe de l'institution canonique, dont personne alors ne prenait souci parce qu'on étoit exclusivement frappé dans le moment de l'abus qu'un pape, même excellent, pouvait en faire, tout le monde insista auprès de Pie VII pour qu'il approuvât le décret du concile. Quant à la grande question de la possession de Rome et de la situation future de la Papauté, on lui répéta que l'urgente question de

¹ J'écris ces lignes sous les yeux la dépêche même de M. Alquier.

l'institution canonique vidée, l'autre serait résolue à son tour, et probablement d'une manière satisfaisante. Pie VII, que le recours du concile à son autorité touchait beaucoup, car il y voyait une reconnaissance implicite des droits du Saint-Siège, se rendit aux instances de la députation, et accepta le nouveau décret, promit même d'instituer sans retard les vingt-sept nouveaux prélats. Seulement il voulut rédiger sa décision en un langage à lui, langage romain, qui avait pour but non de sauver le principe de l'institution canonique, seul ici en péril, mais de se garder des grands et nobles principes de Bossuet, qui sont pourtant l'honneur et la dignité de l'Eglise française, sans porter aucune atteinte à l'autorité de l'Eglise universelle.

Ces résultats une fois acquis, les cardinaux et les prélats partirent en laissant le Pape plus calme et plus disposé à une réconciliation avec l'Empereur. Ils se flattaient en arrivant à Paris qu'au prix des concessions qu'ils apportaient, ils obtiendraient un sort moins dur pour le Pontife et plus digne pour l'Eglise.

La nouvelle de ce qui s'était passé à Savone avait été manlée à Napoléon pendant son voyage en Hollande, et la grande affaire de l'Eglise était l'une de celles sur lesquelles il avait à se prononcer chemin faisant. Chose singulière, la querelle avec le Pape le fatiguait, l'ennuyait à peu près autant que la guerre d'Espagne. Dans l'une comme dans l'autre il trouvait cette ténacité de la nature des choses contre laquelle les coups d'épée sont impuissants, et contre laquelle la vérité et le temps, c'est-à-dire la raison et la constance, sont seuls efficaces. Or il aimait tout ce qui pouvait se trancher, et détestait ce qui ne pouvait que se dénouer. D'ailleurs toutes ces questions difficiles, incommodes, résistantes, qui l'importunaient en ce moment, il croyait avoir trouvé le moyen de les réunir en une seule, qu'il trancherait d'un coup de sa terrible épée, en accablant la Russie dans la prochaine guerre. Selon lui, vainqueur dans cette dernière lutte, il triompherait de toutes les résistances ou matérielles ou morales que le monde lui opposait encore; il triompherait des résistances intéressées du commerce, des résistances patriotiques des Espagnols, des résistances maritimes des Anglais, des résistances religieuses du clergé, et pour ainsi dire des résistances de l'esprit humain lui-même. Aussi demandait-il qu'on le laissât tranquille, qu'on ne le fatiguât plus de toutes ces mille affaires qui n'étaient pas la grande affaire, c'est-à-dire la guerre de Russie, laquelle occupait seule son esprit; et lorsqu'au milieu de sa tournée en Hollande, des dépêches du ministre des cultes vinrent appeler son attention sur une nouvelle phase de la querelle religieuse, il en fut singulièrement contrarié, et répondit par un cri d'impatience plutôt que par une solution.

L'acceptation du décret du concile lui plut, bien qu'il y tint moins

qu'à l'époque où les évêques étaient assemblés et bouillonnants. En juillet, c'eût été une victoire; dans le moment, c'était un avantage un peu effacé comme l'impression produite par les événements du concile. Ce qui lui plut davantage, ce fut la promesse d'instituer les vingt-sept nouveaux évêques, car c'était l'administration interrompue de l'Eglise dont le congrès était rétabli. Mais le bref accompagnant et motivant ces concessions lui déplut fort, parce qu'il était en opposition avec les doctrines de Bossuet. Or Napoléon, qui n'aimait pas la liberté là où il pouvait dominer, l'aimait au contraire là où il ne dominait point, ce qui était le cas au sein de l'Eglise. Il était donc un disciple ardent de Bossuet, disciple qui sans doute eût autant flatté qu'épouvé l'illustre législateur de l'Eglise française. En conséquence, Napoléon résolut de faire au triage dans ce qu'on lui avait apporté de Savone, d'admettre le dispositif du bref pontifical, et d'en repousser les motifs. Il prescrivit donc de présenter au Conseil d'Etat le décret du concile approuvé par le Pape, afin que ce décret prit place au bulletin des lois. Relativement au bref lui-même, qui contenait des doctrines ultramontaines, Napoléon ordonna de le déferer à une commission du Conseil d'Etat, laquelle examinerait lentement, très-lentement; la conformité de ce bref avec les doctrines gallicanes, et tiendrait les choses en suspens aussi longtemps qu'il conviendrait. Quant à la promotion des vingt-sept nouveaux prélats, Napoléon ordonna d'envoyer sur-le-champ à Savone les pièces concernant chacun d'eux, pour que l'institution canonique fût demandée et obtenue sans perdre de temps. Enfin, pressé de mettre à néant toute cette affaire, il enjoignit au duc de Rovigo de faire partir les évêques qui étaient demeurés à Paris dans l'attente de la décision du Pape. Ils n'étaient restés en effet que pour voir si après cette décision leur concours serait encore nécessaire. Napoléon étant satisfait, ils n'avaient plus aucun rôle à jouer, et l'hiver s'approchant, l'âge de la plupart d'entre eux exigeant qu'ils se missent en route avant la mauvaise saison, il était naturel et nullement offensant de les congédier. Le duc de Rovigo avait les moyens d'autorité et même de douceur nécessaires pour hâter tous ces départs, et d'ailleurs il savait mêler assez de bonhomie à la terreur qu'il inspirait, pour s'acquitter de sa commission à la plus grande satisfaction de son maître et de ceux qu'il s'agissait d'éloigner. Napoléon lui en donna l'ordre, ne voulant plus en rentrant à Paris y trouver ce qu'il appelait une *convention de dévots*.

Ces résolutions prises, Napoléon continua son voyage, acheva l'inspection des troupes et du matériel qu'on acheminait du Rhin sur l'Elbe, et puis repartit pour Paris, où il arriva dans les premiers jours de novembre. D'autres suites de grandes affaires l'y attendaient. La Prusse, la Suède avaient répondu à ses sommations impérieuses. La Prusse; mise

en demeure de suspendre ses armements, et placé entre cette suspension ou une marche immédiate du maréchal Davout sur Berlin, s'était soumise. La parole solennelle donnée par Napoléon avait d'ailleurs rassuré le roi de Prusse, et ce prince avait demandé seulement qu'on procédât sur-le-champ à la discussion du traité d'alliance qui devait lui garantir ses États actuels et un agrandissement à la paix. Napoléon consentit à ouvrir cette négociation, mais en ordonnant de la traîner en longueur, pour que la Russie, qui croyait la guerre certaine, ne la crût pas si prochaine.

L'ordre envoyé à M. Alquier de se transporter à Copenhague avait terrifié le prince royal de Suède, qui n'était fier qu'en apparence. Il se prit à dire que M. Alquier, accoutumé à brouiller son gouvernement avec tous les cabinets auprès desquels il résidait, avait défiguré les scènes qui s'étaient passées. Il n'en était rien, et M. Alquier n'avait dit que la stricte vérité. Mais ce nouveau Suédois, si épris de sa nouvelle patrie, et qui avait demandé qu'on répût tout à Napoléon, était fort embarrassé maintenant de ce qu'il avait dit, car c'était par imprudence, et non par prévoyance, qu'il tenait une si mauvaise conduite envers son pays natal. Le roi encore régnant, ne voulant pas laisser gâter davantage les relations avec la France, reprit la gestion des affaires, mais la haine du prince royal, un peu plus cachée, n'en devint que plus dangereuse. Il commença dès ce moment de sourdes menées pour rapprocher l'Angleterre de la Russie, et obligé de s'expliquer avec ceux qui l'avaient nommé par penchant pour la France, il se tira d'embarras en disant que la mésintelligence qu'on déplorait, et qu'il déplorait aussi, était la suite d'un malheur particulier de sa vie, malheur qu'il se voyait forcé d'avouer, c'était d'avoir inspiré à Napoléon une ardente jalousie. —

On comprend avec quel dédain Napoléon dut accueillir de telles forfanteries : il recommanda de nouveau une abstention complète de toutes relations avec le prince royal, et la poursuite modérée mais inflexible des réclamations de la France relativement à la contrebande et à l'effusion du sang des matelots français.

Rentré à Paris, Napoléon ordonna à ses ministres de rechercher avec soin les affaires administratives, de quelque nature qu'elles fussent, qui pouvaient réclamer une solution, afin de n'en laisser aucune en souffrance lorsqu'il partirait au printemps pour la Russie, et se mit à les expédier toutes, sans cesser de donner à ses préparatifs militaires l'attention la plus constante. Sa puissante organisation pouvait, en effet, suffire aux unes comme aux autres. Malheureusement, si grand, si puissant que soit le génie d'un homme, il y a quelque chose de plus grand que lui, c'est l'univers, qui lui échappe quand à lui seul il veut l'embrasser tout

entier! Avant de suivre Napoléon dans le gouffre où il allait bientôt s'engager, il faut retracer les derniers événements qui venaient de se passer en Espagne, et dont l'importance, soit en eux-mêmes, soit par rapport à l'ensemble des affaires, était loin d'être médiocre. Ce récit sera l'objet du livre suivant.

FIN DU LIVRE QUARANTE ET UNIÈME.

LIVRE QUARANTE-DEUXIÈME.

TARRAGONE.

Suite des événements dans la Péninsule. — Retour de Joseph à Madrid, et conditions auxquelles il y retourne. — État de l'Espagne, fatigue des esprits, possibilité de les soumettre en accordant quelques secours d'argent à Joseph, et en lui envoyant de nouvelles forces. — Situation critique de Badajoz depuis la bataille d'Albuera. — Empressement du maréchal Marmont, successeur de Masséna, à courir au secours de cette place. — Marche de ce maréchal, sa jonction avec le maréchal Soult, et délivrance de Badajoz après une courageuse résistance de la part de la garnison. — Réunion de ces deux maréchaux, suivie de leur séparation presque immédiate. — Le maréchal Soult va réprimer les bandes insurgées de l'Andalousie, et le maréchal Marmont vient s'établir sur le Tage, de manière à pouvoir secourir ou Ciudad-Rodrigo ou Badajoz, selon les circonstances. — Lord Wellington, après avoir échoué devant Badajoz, est forcé par les maladies de prendre des quartiers d'été, mais il se dispose à attaquer Badajoz ou Ciudad-Rodrigo au premier faux mouvement des armées françaises. — Opérations en Aragon et en Catalogne. — Le général Suchet, chargé du commandement de la basse Catalogne et d'une partie des forces de cette province, se transporte devant Tarragone. — Mémorable siège et prise de cette place importante. — Le général Suchet élevé à la dignité de maréchal. — Reprise de Figueras au moment occupée par les Espagnols. — Lord Wellington ayant fait des préparatifs pour assiéger Ciudad-Rodrigo, et s'étant approché de cette place, le maréchal Marmont quitte les bords du Tage en septembre, et réunit au général Dorsenne qui avait remplacé le maréchal Bessières en Castille, marche sur Ciudad-Rodrigo, et parvient à le ravitailler. — Extrême péril de l'armée anglaise. — Les deux généraux français, plus unis, auraient pu lui faire rasayer au grave échec. — Fin paisible de l'été en Espagne, et résolution prise par Napoléon de conquérir Valence avant l'hiver. — Départ du maréchal Suchet le 15 septembre, et sa marche à travers le royaume de Valence. — Résistance de Sagonte, et vains efforts pour enlever d'assaut cette forteresse. — Le général Blake voulant secourir Sagonte vient offrir la bataille à l'armée française. — Victoire de Sagonte gagnée le 25 octobre 1811. — Reddition de Sagonte. — Le maréchal Suchet quoique vainqueur n'a pas des forces suffisantes pour prendre Valence, et demande du renfort. — Napoléon fait converger vers lui toutes les troupes disponibles en Espagne, sous les généraux Caffarelli, Reille et Monthron. — Investissement et prise de Valence le 9 janvier 1812 avec le secours de deux divisions amenées par le général Reille. — Inutilité du mouvement ordonné au général Monthron, et course de celui-ci jusqu'à Alicante. — Lord Wellington profitant de la concentration autour de Valence de toutes les forces disponibles des Français, se hâte d'investir Ciudad-Rodrigo. — Il prend cette place le 19 janvier 1812 avant que le maréchal Marmont ait pu la secourir. — Injustes reproches adressés au maréchal Marmont. — Dans ce moment Napoléon, au lieu d'envoyer de nouvelles troupes en Espagne, en retire sa garde, les Polonais, la moitié des dragons, et un certain nombre de quatrièmes bataillons. — Il ramène le maréchal Marmont du Tage sur le Douro, en lui assignant exclusivement la tâche de défendre le nord de la Péninsule contre les Anglais. — Profitant de ces circonstances, lord Wellington court à Badajoz, et prend cette place d'assaut le 7 avril 1812, malgré une conduite héroïque de la part de la garnison. — Avec Ciudad-Rodrigo et Badajoz tombent les deux boulevards de la frontière d'Espagne contre les Anglais. — Napoléon, se préparant à partir pour la

Russie, nommé enfin Joseph commandant en chef de toutes les armées de la Péninsule, en lui laissant des forces insuffisantes et dispersées. — Résumé des événements d'Espagne pendant les années 1810 et 1811 et les premiers mois de l'année 1812.

C'est le moment d'exposer ce qu'étaient devenues les affaires d'Espagne depuis la bataille décisive de Fuentes d'Oñoro et la bataille perdue d'Albuera, l'une et l'autre livrées en mai 1811. L'armée de Portugal, à laquelle on avait enlevé le seul chef capable de la conduire, l'illustre Masséna, était répandue autour de Salamanque dans un état de misère, de mécontentement, de désorganisation difficile à décrire. Le maréchal Marmont, administrateur intelligent et soigneux, s'était empressé en arrivant de lui consacrer tous ses soins; mais l'évacuation du Portugal, l'impossibilité apparente d'expulser les Anglais de la Péninsule, augmentaient la confiance et l'audace des insurgés, rendaient les provinces du nord plus que jamais insoumises, et aggravaient ainsi la détresse de nos troupes autant que celle des habitants. Un accident récent venait de donner un triste éclat à cet état de choses.

Le 25 mai, le célèbre Mina, successeur de son neveu qui était détenu à Vincennes, ayant réussi à former une bande de trois mille hommes, qu'il avait l'art de transporter tour à tour de la Navarre dans les provinces basques, et des provinces basques dans la Navarre, avait assailli un convoi composé d'un millier de prisonniers espagnols et d'une centaine de voitures chargées de blessés français. Ce convoi rentrait en France sous la protection de 400 fusiliers de la jeune garde, et de 150 hommes, tant sous-officiers que soldats, formant les cadres du 28^e léger et du 75^e de ligne. Le colonel Dentzel, commandant de l'escorte, en avait signalé l'insuffisance au général Caffarelli; mais celui-ci n'avait tenu compte de ces observations, et le convoi s'était mis en route de Vittoria pour Bayonne. Mina, toujours exactement informé, s'était caché dans les bois, à droite et à gauche de la route de Tolosa, et lorsque la colonne des prisonniers et des blessés, occupant plus d'une lieue, avait gravi la montagne qui s'élève à la sortie de Vittoria, et s'était engagée dans le défilé de Salinas, il avait fondu sur elle comme un vautour, s'était appliqué d'abord à dégrader les prisonniers espagnols, puis, aidé de leur concours, s'était mis à égorger impitoyablement nos blessés et nos malades. L'escorte, divisée en trois pelotons, un en tête, un au centre, un en queue, assailli à la fois par l'ennemi et par les prisonniers, avait fait des efforts héroïques, mais n'avait pu ni retenir ses prisonniers ni sauver les blessés. Plus de 150 hommes de l'escorte avaient payé de leur vie cette fatale rencontre, et beaucoup de nos malheureux blessés avaient été achevés sur la route par la main d'un ennemi féroce. Si quelque chose pouvait nous consoler de cette horrible scène, c'est que les prisonniers espagnols, placés entre

le feu de nos soldats et celui de Mina, avaient expié en grand nombre la cruauté de leur sauvage libérateur.

Au bruit de la fusillade, le général Caffarelli était accouru avec un renfort pour assaillir Mina à son tour; mais il avait trouvé les prisonniers espagnols délivrés, nos blessés et nos malades égorgés, Mina en fuite. Au lieu de s'accuser lui-même, et lui seul, il avait accusé les braves gens qui venaient de soutenir une lutte désespérée, et qui, à l'entendre, ne s'étaient pas bien éclairés. Et pourtant le général Caffarelli était un bonhomme homme, digne de son illustre frère! Mais c'était là un nouvel exemple, sur mille, de l'état de désolante confusion auquel toutes choses étaient alors arrivées en Espagne!

A Madrid, l'absence du roi qu'on ne se flattait plus de revoir, la misère des employés, la cherté des subsistances enlevées par les bandes aux portes mêmes de la capitale, la fatigue, le dénuement, l'éparpillement de l'armée du centre, s'épuisant à courir de Guadalupe à Talavera, de Ségovie à Tolède, sans réussir à protéger les communications, portaient le découragement, le désespoir même jusques au cœur du royaume.

En Estrémadure et en Andalousie les affaires n'allaient pas mieux. Après la bataille d'Albuera, livrée pour sauver Badajoz, le maréchal Soult s'était retiré à Llerena, et s'était établi sur le penchant des montagnes qui séparent l'Estrémadure de l'Andalousie. De ces hauteurs il imposait aux Anglais par sa présence, donnait aux malheureux assiégés tout l'appui moral qu'il était en son pouvoir de leur procurer, et demandait avec instance et avec raison qu'on vint à son secours. Bien qu'il n'eût pas écouté la voix de Masséna l'année précédente, il fallait écouter la sienne en ce moment, et accourir, ne fût-ce que pour la brave garnison qui défendait Badajoz, et qui, entourée de murailles renversées par le feu de l'ennemi, avait précipité plusieurs fois les Anglais au pied des brèches qu'ils avaient tenté d'assaillir. Si le secours demandé n'arrivait pas, si l'armée de Portugal, oubliant ses griefs, ne descendait promptement sur la Guadiana malgré les difficultés que la chaleur opposait à la marche des troupes, Badajoz allait succomber, et la puissante armée d'Andalousie, partie de Madrid l'année précédente au nombre de quatre-vingt mille hommes, et bien réduite, hélas! depuis ce temps, allait se voir enlever un trophée qui était le seul prix qu'elle eût obtenu de ses souffrances et de son courage.

En Andalousie, la situation, moins périlleuse, était pourtant tout aussi triste. Le siège de Cadix, qui aurait dû être l'unique occupation de l'armée d'Andalousie, tandis que la conquête de Badajoz, imaginée par le maréchal Soult pour se dispenser d'aller en Portugal, n'avait fait que diviser ses forces et lui créer d'inutiles dangers, le siège de Cadix n'avancait pas. Le maréchal Victor, réduit à deux divisions sur trois, n'avait pas

plus de douze mille hommes à mettre en bataille, et pouvait à peine garder ses lignes, loin de faire le moindre progrès. Il restait devant l'île de Léon avec sa flottille qu'il avait créée, avec ses gros mortiers qu'il avait fondus, sans matériel pour manœuvrer l'une, sans munitions pour faire usage des autres. Humilié et mécontent du rôle auquel l'avait condamné le maréchal Soult, il demandait pour unique prix de ses services en Espagne d'en être immédiatement rappelé. Les insurgés de la Ronda n'étaient pas moins incommodes pour le général Sébastiani, toujours occupé à se maintenir à Grenade contre les Anglais d'un côté, contre les troupes de Murcie et de Valence de l'autre. Ce général, administrateur modéré et sage, était dénoncé par le maréchal Soult comme ne sachant pas gouverner la province de Grenade, qu'il gouvernait mieux cependant que le maréchal ne gouvernait l'Andalousie, et sollicitait son rappel avec des instances non moins vives que celles du duc de Bellune.

Une seule province, comme nous l'avons déjà dit, une seule armée présentaient un aspect satisfaisant, c'étaient la province et l'armée d'Aragon sous le commandement du général Suchet. Ce général était habile, et il était heureux aussi, car il y a des vies dans lesquelles une certaine sagesse semble attirer un certain bonheur. On doit se souvenir qu'il avait successivement pris Lerida, Mequinenza, Tortose, et fait régner l'ordre et la bonne administration dans sa province, qui, par une autre espèce de bonne fortune, n'était ni traversée par les armées françaises dont elle n'était pas le chemin, ni menacée par les Anglais dont elle n'était pas le but, de sorte qu'elle se trouvait presque heureuse au milieu des affreuses convulsions de l'Espagne, et aimait presque son vainqueur au milieu des haines déchainées contre les Français.

C'était aux frontières de son gouvernement que le général Suchet rencontrait de sérieuses difficultés. Sur la limite des territoires de Valence, de Guadalaxara, de Soria, de Navarre, de Catalogne, il se voyait sans cesse assailli par les bandes. Villa-Campa près de Calatayud, l'Empeinado vers Guadalaxara, Mina en Navarre, et les miquelets sur la frontière de Catalogne, ne laissaient pas un jour de repos à ses troupes. Mais ce fortuné général commandait à des lieutenants et à des soldats dignes de lui, et il n'avait pas une affaire de détail avec les bandes qui ne fût un petit triomphe.

En Catalogne au contraire tout était en combustion. Les miquelets, appuyés, excités par l'armée espagnole de Catalogne, qui avait sa hase à Tarragone, désolaient cette province. Il n'y avait pas un défilé près duquel ils n'attendissent les convois pour attaquer les escortes trop faibles, leur arracher les prisonniers, égorger entre leurs bras les malades et les blessés, et leur enlever les vivres qu'elles étaient chargées d'introduire dans les places, et surtout dans Barcelone. Tandis que les miquelets rendaient

les routes de l'intérieur impraticables, les flottilles anglaises rendaient tout aussi dangereuses les routes qui longeaient la mer. La ville de Barcelone, où il fallait nourrir à la fois la garnison et les habitants, avait de la peine à subsister, bien qu'une armée entière, celle du maréchal Maëdonald, fût exclusivement consacrée à la ravitailler, et qu'on eût hasardé plusieurs expéditions maritimes pour lui envoyer par mer des vivres et des munitions. En général il y entrait à peu près le quart de ce qu'on lui destinait. Le général Maurice-Mathieu, qui en était le gouverneur, déployait autant d'intelligence que de fermeté pour se soutenir dans cette situation si difficile, et pour intimider les habitants sans les pousser au désespoir. Il tenait récemment de se trouver dans un grand péril, et s'en était fort heureusement tiré. On avait découvert au sein de la ville un complot ourdi par les ennemis du dedans pour la livrer aux ennemis du dehors. Le général en avait été informé à temps, avait feint de ne pas l'être, avait laissé les insurgés s'avancer avec sécurité, puis, sortant tout à coup de ce sommeil simulé, avait fait des assauts extérieurs une vraie boucherie, et des conspirateurs de l'intérieur une justice sévère. Cet acte de vigueur, joint à une administration probe et ferme, le faisait respecter et craindre. Mais il écrivait qu'il était impossible de tenir encore longtemps une aussi nombreuse population dans de semblables étrointes.

L'armée catalane, trouvant à Tarragone une base solide, des vivres, des munitions, des secours de tout genre fournis par la marine anglaise, et au besoin un refuge assuré, osait quelquefois se porter des bords de la mer où est située Tarragone, jusqu'au pied des Pyrénées, et, au grand étonnement de tout le monde, elle venait d'introduire des secours dans l'importante forteresse de Figuières, qu'une trahison, comme on l'a vu plus haut, avait fait sortir de nos mains. Profitant du moment où les Français, sous le général Baragney-d'Hilliers, n'avaient pas en ce temps encore d'amener assez de troupes devant la place pour en commencer le siège, M. de Campo-Verde avait percé notre faible ligne de blocus et introduit des secours en vivres et en hommes dans la forteresse, aux grands applaudissements de toute la Catalogne.

Nous avons déjà dit quelle était au milieu de toutes ces misères la situation de nos officiers et de nos soldats, endurant plus de maux encore qu'ils n'en causaient à leurs ennemis, quelquefois poussés à des excès regrettables par la vue des cruautés commises sur leurs camarades, mais toujours les moins inhumains des gens de guerre de toute nation qui attaquaient ou défendaient la Péninsule. Les soldats, quand ils avaient pu se procurer un peu de grain ou quelque bétail dans ces champs restés incultes et dépeuplés, quand ils avaient pu se fabriquer quelques chaussures avec la peau des animaux dont ils s'étaient nourris, étaient presque satisfaits. Les officiers au contraire, habitués et obligés à vivre autrement pour sou-

tenir la dignité de leur rang, supportaient de cruelles souffrances de corps et d'esprit. Faute de paye, ils n'avaient pas de quoi mettre des bottes à leurs pieds, Napoléon, en accordant pour la solde 4 millions par mois, c'est-à-dire 48 millions par an, et en laissant au pays le soin de fournir le pain, la viande, le riz, avait cru suffire au nécessaire. Mais la solde seule aurait exigé 165 millions pour 1810 et 1811, c'est-à-dire plus de 80 millions par an au lieu de 48. Sur les sommes dues il avait envoyé 29 millions en 1810, 48 en 1811, c'est-à-dire 77 millions au lieu de 165. Le reste s'élevait à 88 millions, ou était demeuré impayé, ou avait été pris sur le pays au moyen des gouvernements militaires. Quant aux 77 millions expédiés par Napoléon, partie avait été pillée en route, partie avait été consacrée à des marchés d'urgence, ou à des réparations indispensables d'artillerie, partie enfin était restée dans certains dépôts. L'armée d'Andalousie n'avait presque rien reçu; elle habitait cependant un pays riche, et si le maréchal Soult avait administré comme le général Suchet, elle n'eût manqué de rien. Quant à l'armée de Portugal, condamnée à faire la guerre dans les champs pierreux du Portugal ou de Salamanque, elle était privée des choses les plus nécessaires à la vie. Les officiers faisaient pitié à voir, et ils souffraient presque sans espoir de dédommagement, car d'une part l'Empereur était loin, et de l'autre ils n'avaient auprès de lui d'autres titres que des revers, après s'être conduits pourtant de manière à obtenir les plus belles victoires. Voilà, après les espérances conçues en 1810, après deux années de nouveaux combats, après 200 mille hommes de renfort envoyés depuis la paix de Vienne, après tant de soldats et de généraux sacrifiés, après tant d'illustres renommées compromises, celles de Masséna, de Ney, de Jourdan, d'Angereau, de Soult, de Victor, de Saint-Cyr, voilà où en était la conquête de l'Espagne!

Cette funeste contrée était-elle donc invincible, comme une ancienne tradition lui en attribue le mérite, comme dans son légitime orgueil elle se plaît à le supposer, comme l'opinion s'en est répandue depuis la grande invasion tentée par Napoléon? D'excellents juges, ayant horreur de la guerre d'Espagne, et l'ayant vue de près, Saint-Cyr, Jourdan, Joseph lui-même, ne le croyaient pas, et pensaient qu'on eût pu réussir avec des moyens plus complets, avec plus de patience et plus de suite. On faisait beaucoup sans doute, beaucoup plus qu'il n'aurait fallu pour un objet qui n'eût pas été l'objet principal de la politique impériale, mais partout, faute d'un complément indispensable, les grands moyens employés demeuraient sans effet. L'armée de Portugal faute de quarante mille hommes de renfort et de quelques millions pour s'équiper et se nourrir, l'armée d'Andalousie faute de vingt-cinq mille hommes, faute de matelots, de munitions et d'une flotte qui était oisive à Toulon, la cour de Madrid faute de

quelques millions pour payer ses employés et les Espagnols entrés à son service, les armées du nord faute d'une vingtaine de mille hommes et de quelques millions pour se créer des magasins, n'arrivaient qu'à être impuissantes et malheureuses. En un mot, près de quatre cent mille hommes devaient inutiles faute de cent mille hommes et de cent millions ! En toutes choses les sacrifices les plus grands sans le dernier qui doit les compléter restent stériles ! Assurément il était cruel de s'imposer de tels sacrifices pour l'Espagne, mais pourquoi s'y était-on engagé ? Et ne valait-il pas mieux lui donner cent mille hommes de plus, que d'en préparer cinq cent mille pour la Russie ?

Sans doute si les cent mille hommes qu'il s'agissait d'ajouter avaient dû demeurer inutiles comme les quatre cent mille envoyés jusqu'alors, on aurait eu raison de n'en pas sacrifier davantage, mais il était facile de discerner déjà dans certaines provinces les symptômes d'une fatigue dont on aurait pu profiter. Le sentiment qui avait soulevé l'Espagne avait été violent, unanime et légitime ; cependant après quatre années de guerre, à l'aspect de tant de sang et de ruines, il n'était pas possible qu'elle ne se demandât pas pour qui et pourquoi elle endurait tant de maux. En effet, dès qu'un peu de calme se produisait quelque part, et laissait place à la réflexion, comme à Saragosse par exemple, à Madrid, à Séville, et dans quelques autres grandes villes, on se disait que les princes pour lesquels on combattait étaient bien peu dignes du dévouement qu'on leur montrait ; que, dans cette illustre et auguste famille de Bourbon, la branche d'Espagne était la branche véritablement dégénérée, celle qui méritait d'être livrée au fer destructeur du temps, car le principal des descendants de Philippe V, l'honnête et inepte Charles IV, vivait à Marseille entre le prince de la Paix et sa femme, aussi esclave de tous les deux hors du trône que sur le trône ; son fils aîné, prisonnier à Valençay, demandait tous les jours au conquérant qui l'avait spolié de lui accorder une princesse du sang des Bonaparte, et de peur d'être compromis par ceux qui tentaient de le délivrer, les dénonçait à la police impériale ; et enfin parmi eux tous, pas un rejeton, homme ou femme, qui songeât à tendre la main à la nation héroïque dont le sang coulait pour eux en abondance ! Les cortès de Cadix, après avoir proclamé quelques principes incontestables, mais bien précoces pour l'Espagne, n'avaient abouti qu'à une sorte d'anarchie. Elles vivaient à Cadix dans la misère, la discorde et les contestations perpétuelles avec les Anglais. Toutes ces choses l'Espagne les savait, et les appréciait dès que le canon s'éloignait un moment de ses oreilles. Joseph, au contraire, était aux yeux de tous ceux qui pouvaient l'approcher un prince doux, éclairé, représentant modéré de la révolution française, promettant et faisant justement espérer un gouvernement sage-ment réformateur. C'était un prince nouveau, usurpateur si on le voulait,

imposé par un autre usurpateur, mais n'était-ce pas la tradition historique en Espagne que le pays fût régénéré par des dynasties étrangères ? Philippe V n'était-il pas venu rajouir l'Espagne en remplaçant les descendants dégénérés de Charles-Quint ? Et Charles-Quint lui-même, quoique héritier légitime, n'avait-il pas été un prince étranger, apportant la brillante civilisation des Flandres à l'Espagne, où il ne restait de Ferdinand et d'Isabelle que Jeanne la Folle ? Ne pouvait-on pas concevoir de Joseph de semblables espérances ? A Madrid, où il était vu de près, on avait fini par l'apprécier, et par s'apaiser un peu à son égard. En Aragon, où l'on avait le général Suchet pour représentant du nouveau gouvernement, on s'habituaît à penser du bien de ce gouvernement, et à se dire que sans la guerre il vaudrait cent fois mieux que celui de l'inquisition, du prince de la Paix et de la reine Marie-Louise. Seulement la guerre éternelle, la misère, les incendies, les pillages, l'idée généralement répandue que si Napoléon ne prenait pas l'Espagne tout entière il prendrait au moins les provinces de l'Èbre, révoltaient les Espagnols les plus modérés. Mais il était facile d'apercevoir à Madrid et autour de ce centre, que si Joseph avait pu payer ses fonctionnaires, solder son armée, la nourrir sur ses magasins et non aux dépens du pays, maintenir l'ordre et la discipline comme en Aragon, obtenir de Napoléon et des généraux les respects dus au souverain de tout pays, mais indispensables envers le roi d'une nation aussi fière que la nation espagnole, que si on avait pu surtout dissiper la crainte de voir enlever à l'Espagne les bords de l'Èbre, on serait parvenu à obtenir un commencement de soumission. Ce sentiment produit dans la capitale, où il se manifestait toutes les fois que les choses allaient un peu moins mal, se serait communiqué aux grandes villes, où déjà on le voyait percer de temps en temps. Chose digne de remarque, les soldats espagnols, qui dans le principe désertaient lorsqu'on les enrôlait au service de Joseph, commençaient, soit fatigue, soit jalousie des guérillas, à se montrer fidèles quand on prenait le soin de les payer. Joseph en avait quatre ou cinq mille qui serraient bien, et restaient au drapeau moyennant qu'on acquittât leur solde. Il était évident qu'avec de l'argent on aurait pu en avoir vingt ou trente mille, autant qu'on aurait voulu, et qu'ils seraient devenus d'excellentes troupes à l'école des Français. Les guérillas mêmes, vrais bandits qui ne désiraient que le pillage, se laissaient peu à peu attirer par l'appât de la solde. On en avait amnistié un certain nombre dans la Manche, autour de Tolède, vers Guadalaxara, on les avait payés, et ils s'étaient soumis, avaient même pris du service.

Sans doute aucun de ces symptômes favorables ne se produisait près des foyers d'insurrection, où les passions étaient énergiques et persistantes, où les Anglais excitaient et soutenaient les sentiments hostiles à la France, où les espérances de succès se maintenaient dans toute leur ferveur, où le

pillage surtout était lénitif; mais ailleurs il en était autrement, et bien que la situation des Français fût extrêmement difficile dans la Péninsule, il est vrai que la fatigue, très-grande dans les classes aisées, immense chez le paysan, l'absence d'un but raisonnable, car ce n'en était pas un que de recouvrer les Bourbons de Marseille et de Valençay, allaient décider de la soumission des Espagnols, si on tentait un dernier et puissant effort, si avant tout on expulsait les Anglais, si on employait à cette œuvre essentielle les forces nécessaires, si on prenait Lisbonne et Cadix qui pouvaient être pris, si on s'attachait à réprimer les guérillas sans imiter leurs ravages, si on ajoutait aux forces existantes les forces que réclamaient ces divers objets; si non-seulement on ajoutait ces forces, mais si on faisait les frais de leur entretien, si on épargnait ainsi au pays les principales misères de la guerre, si enfin on ajoutait à ces moyens une direction supérieure, impossible de loin, ce qui veut dire que si on avait consacré à l'Espagne non une moitié mais la presque totalité des ressources de l'Empire, et l'Empereur lui-même, il est à peu près certain qu'on eût réussi. Une partie seulement de ce qu'on préparait pour pénétrer en Russie eût suffi pour trancher victorieusement la question qu'on avait soulevée en envahissant l'Espagne. Et c'est justement à quoi Napoléon ne voulait pas se décider! — L'Espagne, écrivait-il à Joseph, me dévorerait si je me laissais faire. — Parole d'une inconséquence déplorable, et qui devait bientôt avoir des suites funestes! Nous l'avons déjà dit, puisque Napoléon avait eu le tort de transporter la question européenne en Espagne, il fallait la résoudre là où il l'avait placée, et ne point chercher à la résoudre ailleurs. Puisque la fortune, le favorisant encore, même dans ses fautes, comme si elle eût voulu lui laisser le loisir de les réparer, lui amenait les Anglais sur le continent, les Anglais insaisissables sur les mers, il fallait à tout prix les vaincre sur l'élément où nous dominions, car eux vaincus le monde se serait rendu. Mais les avoir à portée de nos armées et ne pas les battre, se laisser battre par eux au contraire, c'était renoncer volontairement au prestige de notre invincibilité sur terre, et en rendant au continent l'espérance de nous vaincre, lui en inspirer la pensée! Expulser les Anglais par un grand effort militaire, soumettre les Espagnols par la persévérance et la douceur, était la double tâche qu'on s'était imposée par l'attentat de Bayonne, dont l'accomplissement eût amené la fin non-seulement des affaires d'Espagne, mais des affaires européennes (autant du moins qu'il y a quelque chose de fini pour les dominations exorbitantes); et se détourner de cette tâche obligée, par dégoût des difficultés, par dégoût surtout des lenteurs de cette guerre, pour aller chercher en d'autres lieux une solution des plus hasardeuses, avec la moitié seulement de ses forces, l'autre moitié restant en Espagne pour n'y rien faire d'utile, est une faute qu'on retrouve partout dans cette histoire, qu'on ne peut

s'empêcher de signaler sans cesse, car elle poursuit l'esprit avec la puissance et l'amertume d'un affreux remords.

Lorsque Joseph, poussé au désespoir, avait quitté Madrid pour aller demander à Napoléon ou une autre direction des affaires espagnoles, ou la faculté de rentrer dans la vie privée, beaucoup d'honnêtes gens à Madrid, à Valladolid, à Burgos, à Vittoria, l'avaient abordé, et lui avaient dit : — Voyez ce que nous souffrons, et jugez si on peut espérer de nous ramener avec un tel régime ! Nous sommes pillés, incendiés, souvent assassinés par vos soldats et par ceux qui se disent les nôtres ; nos biens, nos vies sont ainsi à la merci des bandits de toutes les nations. Nous n'espérons rien du gouvernement anarchique de Cadix, du gouvernement corrompu de Ferdinand, et nous nous résignerions à tout recevoir du vôtre. Mais privés pour toujours peut-être de nos colonies, nous sommes menacés encore de l'être de nos provinces de l'ébre, et on ne veut pas même nous rendre honorable le retour vers vous ! On vous méprise vous-même, on vous insulte publiquement, au moment où l'on travaille à faire de vous notre roi : comment veut-on que nous nous soumettions ? Vos fonctionnaires, bafoués par les généraux, mourant presque de faim, sont réduits à se nourrir de la ration du soldat ; comment pourraient-ils jouir de la moindre considération ? Vous allez à Paris, rapportez nos paroles à l'Empereur. Votre départ est interprété de deux façons : par vos ennemis, comme l'heure où le voile va être enfin déchiré, où l'Espagne va être déclarée province française, à la façon de Laheck, de Hambourg, de Florence et de Rome ; par vos amis, rares encore, comme un recours au génie supérieur de votre frère, afin de l'informer de ce qu'il ignore, peut-être même de l'amener ici, et de tout arranger par sa présence. Tâchez que cette dernière supposition se réalise. Courez à Paris, parlez, faites entendre la vérité, obtenez de nouvelles forces, rapportez pour vous de l'autorité, pour nous une déclaration rassurante quant à l'intégrité de notre territoire, rapportez des moyens de discipline, c'est-à-dire de quoi payer vos troupes et les nôtres, et soyez certain que s'il en coûte de l'argent à la France, l'Espagne rendra bientôt avec usure les avances qu'on lui aura faites. L'instant est propice, car malgré vos revers apparents, malgré les succès momentanés de vos ennemis, la lassitude est générale, elle peut se convertir ou en soumission, ou en désespoir, désespoir qui sera terrible pour ceux qui l'auront provoqué. —

Ces paroles, proférées par des bouches honnêtes et dignes de foi, avaient été portées à Paris par Joseph, qui, venu en France pour le baptême du Roi de Rome, y avait passé les mois de mai, de juin et de juillet. Malheureusement Joseph, tout en ayant raison, avait ses faiblesses, qui étaient fort pardonnables assurément, mais qui lui étaient auprès de Napoléon l'autorité dont il aurait eu besoin. Il était, comme nous l'avons

dit, bon, sensé, honnête, mais indolent, ami des plaisirs, de la dépense et des complaisants (en quoi les princes nouveaux ou anciens ne diffèrent guère), influé trop persuadé de ses talents militaires, et très-jaloux de son autorité. C'étaient là de bien petits défauts sans doute, mais quand il était venu dire qu'il lui fallait de l'argent, beaucoup plus encore que des soldats français, car avec des Espagnols bien payés il conquerrait l'Espagne et s'y ferait adorer; que cependant il lui fallait aussi des soldats français, spécialement contre les Anglais; qu'il lui fallait enfin du pouvoir, et notamment le commandement supérieur des armées, afin de réprimer les excès et d'obtenir le respect dû à sa qualité de roi, ces choses vraies en grande partie, mais suspectes dans sa bouche, avaient été très-mal accueillies, à ce point qu'un intermédiaire était devenu nécessaire pour empêcher des scènes fâcheuses entre les deux frères. Le prince Berthier, comme major général des armées d'Espagne, avait été choisi, et on n'en pouvait trouver un plus judicieux, plus discret, plus informé de toutes choses. Par malheur il n'avait pas autant d'influence que de raison, et s'il était incapable de trahir la vérité, il n'était pas toujours assez hardi pour la dire tout entière. De plus, Napoléon était en ce moment exaspéré contre ses frères. Récemment, Louis avait jeté à ses pieds la couronne de Hollande; Jérôme, qui avait reçu le Hanovre en addition à la Westphalie, à condition de supporter certaines charges, n'avait pas rempli ses engagements, et il en avait été puni par le retrait d'une partie du Hanovre; Murat, bon mais léger et remuant, excité par sa spirituelle et ambitieuse épouse, avait cruellement déçu en dépensant trop, en négligeant sa marine. En outre, on l'avait accusé d'avoir sous divers prétextes parlementé avec les Anglais le long des côtes de son royaume. Napoléon en avait été irrité au point d'envoyer des instructions secrètes au général Grenier, pour que ce général eût toujours l'œil ouvert sur Naples et fût prêt à y marcher avec le corps de réserve qu'il commandait. Enfin on a vu quels emportements avaient inspirés à Napoléon les demi-trahisons du cardinal Fesch. L'infortuné Joseph venait donc fort mal à propos pour exprimer dans les circonstances présentes des vérités désagréables. Napoléon lui avait fait dire que s'il voulait abdiquer comme Louis, il en était le maître; que ses frères pouvaient tous quitter les trônes qu'il leur avait donnés, qu'il n'avait aucun besoin d'eux, que même cette conduite de leur part simplifierait bien des choses en Europe, que jusque-là cependant ils étaient non-seulement rois, mais généraux sous ses ordres, et qu'il n'entendait pas qu'ils désertassent leur poste sans l'en prévenir, sans recevoir son autorisation; que si lui, Joseph, se présentait à Bayonne sans ce préliminaire indispensable, il serait arrêté. — C'étaient là les premières explosions de la vive haine de Napoléon. Cet instant passé, on en était venu, par l'intermédiaire du prince Berthier, à des explications plus précises et

plus calmes. Joseph avait dit qu'il fallait d'abord qu'on respectât en lui le frère de l'Empereur et le roi d'Espagne, qu'on ne permit pas aux généraux de le traiter, comme ils le faisaient, avec le dernier mépris; que d'ailleurs ils étaient divisés entre eux au point de sacrifier à leurs jalousies le sang de leurs soldats; que si on voulait lui rendre la dignité convenable, rétablir l'unité dans les opérations militaires, empêcher les excès et les pillages, il fallait lui attribuer le commandement supérieur, sauf à lui donner pour chef d'état-major un maréchal digne de confiance, et à lui adresser de Paris des instructions auxquelles il se conformerait scrupuleusement; qu'il fallait ne laisser dans les provinces que des lieutenants généraux probes et habiles, qu'il y en avait de pareils dans l'armée française, et souvent très-supérieurs aux maréchaux sous lesquels ils étaient employés; qu'il n'était pas moins urgent, si on voulait faire cesser l'exaspération des Espagnols, de renoncer au système dévastateur de nourrir la guerre par la guerre; qu'au lieu de chercher à tirer de l'argent de l'Espagne on devait commencer par lui en envoyer, qu'on serait plus tard abondamment remboursé des avances qu'on lui aurait faites; que si on accordait à lui, Joseph, un subside de trois à quatre millions par mois, il aurait des fonctionnaires bien rétribués et fidèles, une armée espagnole dévouée, et meilleure que les Français pour la répression des bandes, qu'il aurait même pour le servir une partie des bandes prêtes à passer sous ses drapeaux moyennant qu'on les payât; que si on aimait mieux convertir ce subside en emprunt, il le rembourserait exactement sous peu d'années, que par chaque million avancé il rendrait mille hommes de troupes françaises; que si de plus on voulait bien payer celles-ci, les nourrir à l'aide de magasins, les employer surtout à chasser l'armée anglaise, et enfin rassurer l'Espagne sur la conservation des provinces de l'Èbre, on verrait se former à Madrid et dans les environs une région de calme et d'apaisement, laquelle s'étendrait de proche en proche de la capitale aux provinces, et qu'avant peu l'Espagne soumise restituerait à la France ses armées et ses trésors, subirait une seconde fois, à l'avantage des deux nations, la politique de Louis XIV; qu'au contraire, si on persistait dans le système actuel, l'Espagne deviendrait le tombeau des armées de Napoléon, la confusion de sa politique, peut-être même le terme de sa grandeur, et la ruine de sa famille.

Toutes ces allégations étaient vraies, à quelques erreurs près qui devaient servir de prétexte à Napoléon pour refuser les demandes les plus fondées. Qu'en fût arrivé à un moment favorable pour soumettre l'Espagne épuisée, que les Anglais expulsés elle dût perdre l'espérance, et que la fatigue se joignant à l'espérance perdue, à la discipline rétablie, aux dévastations supprimées, elle dût être subjuguée en assez peu de temps, ce qui se passait en Aragon et même autour de Madrid en était la preuve.

Qu'avec quelques millions on pût créer une administration dévouée, une armée espagnole fidèle et bonne pour la police intérieure, ce qu'on voyait à Madrid autorisait à l'espérer; que sans même déplacer Napoléon, ce qui était difficile, on pût suppléer à sa présence par un chef d'état-major habile et ferme, tel que le général Suchet, par exemple; qu'en donnant à celui-ci une autorité absolue sur tous les généraux, des troupes suffisantes et de l'argent, il parvint à conquérir Cadix et à pacifier l'Espagne, comme il réussit bientôt à conquérir Tarragone et à pacifier Valence; que laissant en dehors de sa direction une seule opération, celle d'expulser les Anglais, on la confiait à Masséna, qu'on procurait à celui-ci une armée de cent mille hommes et des moyens de transport suffisants, nul doute que le sage Suchet, l'énergique Masséna, ne se fussent entendus, et que le génie réuni des deux n'eût terminé la guerre cruelle qui, mal conduite, allait devenir le gouffre où irait bientôt s'abîmer la fortune de Napoléon et de la France. Mais c'était une erreur à Joseph de croire qu'il fallait donner des millions et non pas des milliers d'hommes, car il fallait donner l'un et l'autre; c'était une illusion à lui de croire qu'il pût commander, et qu'il pût n'avoir qu'un complaisant pour chef d'état-major, car il lui aurait fallu subir un vrai chef d'armée, un chef comme le général Suchet, ayant l'art de mêler la guerre sagement dirigée à l'administration habile, à la politique conciliante; il lui aurait fallu enfin subir un Vendôme, c'est-à-dire Masséna, faisant la guerre aux Anglais pour les expulser, tandis que Suchet la ferait aux Espagnols non pour les expulser, mais pour les soumettre et les ramener.

Il y avait donc beaucoup de vérité, un peu d'erreur dans le système de Joseph, et cela suffisait pour que Napoléon recommençât ses impitoyables railleries contre les prétentions de son frère¹; pour qu'il répétait, comme il l'avait dit tant de fois, que Joseph voulait commander, qu'il se croyait général, qu'il s'imaginait que pour l'être il suffisait de ne pas se montrer absolument dépourvu d'esprit, de monter à cheval et de faire quelques signes de commandement; que cela ne se passait pourtant pas de la sorte, qu'il pouvait en être ainsi de beaucoup de stupides généraux placés à la tête des armées pour leur honte et pour leur perte, mais qu'il n'en était pas de même des généraux vraiment propres à conduire les hommes; qu'il fallait pour commander joindre à une vaste et profonde intelligence,

¹ Pas plus que de coutume, je n'imagine ici des discours de fantaisie. Napoléon eut avec M. Roederer, lorsque celui-ci revint de Madrid, des conversations étincelantes d'esprit et de génie, dans lesquelles il dit plus longuement et plus injurieusement tout ce que nous allons rapporter. M. Roederer, qui écrivait chaque jour ce qu'il voyait et entendait, n'écrivit ces conversations au moment même où elles eurent lieu, et c'est en les rapprochant, grâce à une communication que nous devons à sa famille, des lettres de Napoléon, que nous pouvons rapporter les pensées de celui-ci. On fit en outre écrire la plus grande partie de ces choses à M. de Laforêt, notre ministre à Madrid.

à un grand caractère, un travail opiniâtre, une attention continue aux moindres détails; qu'il avait, lui, ses états de troupes sur sa table, et les y avait toujours; que c'étaient là ses lectures favorites; qu'il les avait à portée de sa main en se couchant, et les feuilletait la nuit quand il ne dormait pas; que grâce à ces aptitudes naturelles d'esprit et de caractère, à cette application incessante, à une expérience immense, il pouvait commander et être obéi, parce que ses soldats avaient confiance en lui; mais que quant à Joseph, Dieu ne l'avait pas fait général; qu'il était doux et spirituel, mais indolent; qu'il lui falloit des plaisirs, et pas trop de travail; que les hommes devaient instinctivement ces dispositions, et que s'il lui confiait la direction des armées françaises personne ne se croirait commandé par un tel chef; que derrière lui on verrait toujours l'officier chargé de le conseiller, et que personne n'obéirait, parce qu'on se fâchait du roi général, et qu'on jalouserait le général roi, exerçant en réalité l'autorité suprême; qu'il ne pouvait donc pas lui accorder au delà du commandement de l'armée du centre, étendant son action à vingt ou trente lieues de Madrid; que pour de l'argent, il n'en avait pas, que ses frères, régnant sur les pays les plus riches de l'Europe, étaient sans cesse à lui en demander; que l'Espagne en avait assez pour en fournir à tout le monde; que si Joseph savait administrer il trouverait des ressources; qu'il avait bien su se procurer de l'argent pour en donner à des favoris, pour bâtir des résidences royales, et pour payer un luxe inutile dans l'état de ses affaires; que si l'Espagne souffrait c'était un malheur auquel il n'y avait pas de remède; que les soldats français souffraient aussi, et que la guerre était la guerre; que si les Espagnols étaient las de souffrir, ils n'avaient qu'à se soumettre; que ces prétentions de Joseph à la bonté, à l'art de séduire les peuples, étaient ridicules; que son espoir de faire avec des millions ce qu'on ne faisait pas avec des milliers d'hommes ne l'était pas moins; que si on lui envoyait de l'argent et lui retirait des troupes, cet argent serait bientôt mangé, et lui, Joseph, avec sa cour, reconduit honteusement à Bayonne par quelques bandes armées; qu'il fallait beaucoup de soldats, beaucoup de vigueur, et de la terreur même, pour réduire les résistances de l'Espagne, que la terreur amènerait la soumission, et que, la soumission venue, la bonne administration, qu'on devait à tous les peuples, s'ensuivrait, que l'Espagne rattachée par ces moyens à son nouveau roi, le temps viendrait alors pour Joseph de se faire adorer, s'il y était aussi habile qu'il le prétendait, etc.

Napoléon, ne prenant que le côté ridicule des demandes de Joseph, n'y répondait pas de bonne foi, car il était beaucoup trop clairvoyant pour ne pas sentir ce qu'il y avait de vrai dans ce qu'on lui disait; mais il ne pouvait plus changer de système, ni accorder à la guerre d'Espagne ce qu'il s'était mis dans la nécessité de consacrer à la guerre de Russie. Il

voulait donc continuer à soutenir cette guerre d'Espagne à peu près par les mêmes moyens, espérant qu'en exigeant beaucoup des hommes ils feraient peut-être comme un cheval qu'on force, et donneraient plus qu'à l'ordinaire; qu'avec moins de ressources on réussirait plus lentement, mais qu'on réussirait pourtant, et qu'en tout cas, si on ne réussissait pas, il réussirait, lui, pour tout le monde, et que ses succès sur le Borysthène suppléeraient à ceux qu'on n'aurait pas obtenus sur le Tage : pensée funeste, née chez lui de l'éloignement des lieux sur lesquels il raisonnait, et de l'étourdissement un peu volontaire de sa trop grande fortune !

Dans une pareille disposition, le voyage de Joseph, entrepris pour persuader à Napoléon d'adopter une autre conduite en Espagne, ne devait produire aucun résultat, et pouvait tout au plus aigüer quelques palliatifs qui ne changeraient rien au fond des choses. Les premières boutades passées, Napoléon, qui n'était dur que par moment, qui d'ailleurs chérissait ses frères, accorda certains changements de forme plutôt que de fond. Joseph fut toujours réduit au commandement de l'armée du centre, mais il dut avoir sur toutes les provinces l'autorité civile, judiciaire et politique. Il fut enjoint aux généraux de le respecter comme roi, et comme souverain d'un pays dont les provinces étaient temporairement occupées pour les besoins de la guerre. Seulement, si Joseph avait la tentation, peu probable, de se rendre auprès de l'une des armées de la Péninsule, le commandement lui en serait immédiatement déferé. De plus, reconnaissant l'utilité d'accroître son influence sur les provinces du Nord, à travers lesquelles passait la ligne de communication avec la France, et où il y avait beaucoup de gens fatigués de souffrir et disposés à se rendre, Napoléon offrit à Joseph de remplacer le maréchal Bessières, duc d'Eltrie, par le maréchal Jourdan. La difficulté était d'amener ce dernier à retourner en Espagne et à recevoir une mission de Napoléon, dont il n'était pas aimé et qu'il n'aimait pas, et dont il repoussait le système immodéré en toutes choses.

Quant à l'argent, il aurait fallu à Joseph pour payer ses fonctionnaires dans la capitale et les provinces du centre, pour fournir à la dépense de sa maison et de sa garde espagnole, quatre millions par mois, et cela sans prodigalité, car il ne lui restait rien des papiers d'État qu'il avait eus à sa disposition au commencement de son règne, et dont il avait consacré quelques parties (d'ailleurs peu importantes) à ses créatures et à l'une des résidences royales. Une fois même il avait été obligé de vendre l'argenterie de sa chapelle pour payer sa maison. Sur les quatre millions par mois qu'il lui aurait fallu, il en touchait à peine un, étant réduit aux octrois de Madrid pour tout revenu, et il lui en manquait trois¹. Napoléon consentit

¹ Tout ceci est extrait de la correspondance même de Joseph avec le prince Berthier et avec M. de Laforêt.

à lui accorder un subsidé d'un million par mois, et à lui abandonner le quart des contributions imposées par les généraux dans toutes les provinces d'Espagne. Il semblait que ce quart dût suffire pour compléter les quatre millions dont Joseph ne pouvait se passer. Mais quelle chance que, laissant souvent leurs troupes sans solde, et ayant la plus grande peine à faire arriver un courrier, les généraux commandants voulussent distraire des millions de leurs caisses, et pussent les expédier à travers l'Espagne? Le général Suchet le pouvait à la rigueur, bien qu'après avoir entretenu largement ses soldats il tint à consacrer l'excédant des revenus de sa province aux besoins du pays; il le pouvait toutefois, et on verra qu'en effet il le fit, mais lui seul, car aucun des autres n'en avait ni la volonté ni le pouvoir.

Quoi qu'il en soit, ce furent là les secours financiers dont on gratifia Joseph. Quant à la grave question de l'intégrité territoriale de l'Espagne, Napoléon tint le langage le plus évasif. Il dit à Joseph qu'il voulait bien lui laisser son royaume tel quel, mais qu'il fallait pour intimider les Espagnols leur inspirer la crainte de perdre quelques provinces s'ils s'obstinaient à résister, que du reste la France, si la guerre devenait plus longue et plus coûteuse, finirait par désirer une indemnité de ses sacrifices. Il lui conseilla même, loin de chercher à rassurer les Espagnols, de faire au contraire de cette crainte un moyen, moyen étrange sur des gens qui avaient bien plus besoin d'être apaisés qu'effrayés. Au surplus, ne voulant pas avoir quelque nouvelle scène de famille, qui se dénouerait avec le roi d'Espagne comme avec le roi de Hollande, par une abdication, Napoléon tâcha d'adoucir les chagrins de Joseph, de l'encourager, de lui donner des espérances; il lui dit qu'il envoyait une réserve imposante dans la Péninsule, que Suchet, après avoir pris Lerida, Mequinenza, Tortose, prendrait Tarragone, puis Valence; que, cette conquête achevée, on aurait une armée à diriger vers le Midi; qu'alors l'armée d'Andalousie pourrait seconder l'armée de Portugal, actuellement occupée à se réorganiser, et que l'une et l'autre, accrues de la réserve qui passait en ce moment les Pyrénées, recommenceraient vers l'automne contre les Anglais une campagne probablement plus heureuse que la précédente; que dans un temps assez prochain la Péninsule pourrait ainsi être conquise, que les commandements militaires cesseraient d'eux-mêmes, que lui, Joseph, ressaisirait alors l'autorité royale pour l'exercer comme il l'entendrait; étranges et funestes illusions que Napoléon partageait sans doute, mais moins qu'il ne le disait, car dans sa pensée l'Espagne n'importait plus, et tout ce qui n'irait pas bien au midi du continent devait trouver sa réparation au nord.

Joseph, quoique dégoûté de ce trône, d'où ses yeux n'apercevaient que d'affreuses misères, Joseph, ne voulant pas non plus d'une scène de

famille qui vaudrait à Napoléon le nouvel abandon d'un de ses frères, et à lui la vie prîtée, dont il aimait le calme, mais non la modestie, Joseph se paya de ces vaines promesses, et repartit pour l'Espagne, moins chagrin sans doute qu'il n'en était venu, mais peu encouragé par les promesses beaucoup trop vagues de Napoléon.

En traversant Vittoria, Burgos, Valladolid, il trouva les habitants plus malheureux encore qu'il ne les avait laissés, ne put leur rien dire de rassurant tant sur les provinces de l'Èbre que sur les autres objets de leurs préoccupations habituelles, leur donna ce qu'on lui avait donné à lui-même, des promesses insignifiantes, et, pour se soustraire à des questions importunes, se hâta d'arriver à Madrid, où tout avait empiré depuis son départ. Le seul avantage réel qu'il eût rapporté de Paris, c'était la promesse d'un million par mois en argent envoyé de France. Deux de ces millions étaient échus. Le premier avait été consommé à Paris en frais de représentation et de voyage; le second devait tenir avec des convois militaires, et n'était pas venu; l'attribution faite à Joseph du quart des contributions levées par les généraux ne pouvait être qu'une chimère, et comme d'ordinaire il ne restait que l'octroi de Madrid, tous les jours plus appauvri. Aussi la maison royale, la garde espagnole, les fonctionnaires n'avaient-ils pas reçu une piastre pendant l'absence de Joseph. Par surcroît de malheur, l'affreuse sécheresse qui avait rendu si mauvaise la récolte de cette année sur tout le continent, s'était fait sentir en Espagne comme ailleurs, et le pain à Madrid était d'une cherté qui réduisait le peuple à une véritable famine. Joseph ne rentra donc dans sa capitale que pour y assister au spectacle le plus désolant. Il manda ses chagrins à Paris en termes plus amers encore que ceux dont sa correspondance était remplie avant son voyage. Mais Napoléon, occupé de l'objet qui en ce moment absorbait toutes ses pensées, ne voulait rien entendre, et la réserve tirée d'Italie, actuellement en marche vers les Pyrénées, était le seul secours qu'il songeât à accorder à l'Espagne.

Dans l'état des choses, le mieux eût été d'user de cette réserve pour consolider la position des Français, et pour former en la réunissant à l'armée de Portugal une masse capable de contenir les Anglais, de leur disputer alternativement Badajoz ou Ciudad-Rodrigo, et de les empêcher de faire aucun progrès dans la Péninsule, en attendant que Napoléon eût résolu au Nord toutes les questions qu'il s'était promis d'y résoudre. La fatale expédition d'Andalousie, que le maréchal Soult avait désirée pour effacer le souvenir de celle d'Oporto, et Joseph pour étendre son autorité royale sur un pays nouveau, qui nous avait fait manquer Cadix et Lisbonne pour Badajoz dont la conquête ne décidait rien, qui nous avait fait négliger l'objet principal de cette guerre en dispersant inutilement les 80 mille hommes qui eussent suffi pour expulser les Anglais, cette déplo-

table expédition aurait dû nous servir de leçon, et si on ne rétrogradait pas de l'Andalousie sur la Manche, ce qui certainement eût été le plus sage pendant que Napoléon allait s'enfoncer dans le Nord, du moins aurait-il fallu s'arrêter à la limite du pays conquis, et s'y établir solidement. Le général Suchet aurait pu conserver l'Aragon, prendre même Tarragone, d'où l'insurrection catalane tirait ses ressources; le maréchal Soult aurait pu, sans prendre Cadix, garder l'Andalousie; l'armée de Portugal enfin, renforcée par la réserve qui arrivait, aurait pu suivre tous les mouvements de lord Wellington sur Ciudad-Rodrigo ou sur Badajoz, pour les faire échouer. Mais Napoléon ne l'entendait pas ainsi. Jugant toujours les choses de loin, les supposant comme il lui plaisait de les imaginer, croyant que Joseph ne sollicitait de l'argent que pour le dissiper, que ses généraux ne réclamaient des renforts que par l'habitude de demander toujours au delà de leurs besoins, il s'était persuadé qu'en accordant une partie de la réserve au général Suchet, celui-ci, Tarragone prise, serait en mesure de conquérir Valence, que Valence conquise il lui serait facile de s'avancer vers Grenade, que dès lors le maréchal Soult dégagé de ce côté serait libre de se reporter vers l'Estrémadure, et que joint à l'armée de Portugal renforcée du reste de la réserve, il pourrait contribuer avec elle à refouler les Anglais vers Lisbonne. Comme Napoléon ne comptait rappeler la garde et les Polonais que dans le courant de l'hiver, il pensait que la réserve entrant en Espagne à la fin de l'été, on aurait le temps durant l'automne d'avancer beaucoup les affaires d'Espagne, et de conquérir presque toute la Péninsule, sauf le Portugal, avant que lui-même partît pour la Russie. Telles étaient les nouvelles illusions sur lesquelles fut fondé le plan des opérations pour la fin de l'année 1811.

Mais en attendant que la réserve fût arrivée en Espagne, que le général Suchet eût pris Tarragone, le maréchal Soult, posté à Llerena en vue de Badajoz, demandait qu'on l'aidât à sauver cette place, qui, malgré sa défense héroïque, était à la veille de succomber.

Le maréchal Marmont, compagnon d'armes généreux, et impatient d'ailleurs de se signaler à la tête de l'armée de Portugal, ne négligeait aucun soin pour se préparer à voler au secours de Badajoz. Bien que Napoléon lui eût recommandé de ne rien entreprendre tant que son armée ne serait pas reposée, passablement équipée, et pourvue de chevaux, il n'hésita pas à se mettre en route dès qu'il eut satisfait aux besoins les plus urgents de ses soldats. Sachant que réuni au maréchal Soult il serait toujours numériquement assez fort, il s'inquiéta plus de la qualité que de la quantité des troupes qu'il emmenait avec lui. Il porta tous ses bataillons à 700 hommes, en versant l'effectif dans les cadres les meilleurs, et en laissant les cadres vides à Salamanque pour s'y refaire, et y

recevoir les malades rétablis et les recrues arrivant de France. Il réduisit ainsi son armée, qui n'était plus que de 40 mille hommes depuis la bataille de Fuentes d'Oñoro, à environ 30 mille combattants, dont 3 mille de cavalerie. Avec les chevaux qu'il se procura, il alla trente-six bouchar à feu. C'était bien peu, mais c'était tout ce que les circonstances permettaient de réunir. Il supprima la distribution en corps d'armée, bonne sous Napoléon, qui pouvait confier les corps d'armée à des maréchaux et se faire obéir de ces grands dignitaires, mais fâcheuse, incommode, peu maniable pour un simple maréchal n'ayant guère qu'une trentaine de mille hommes à sa disposition. Il lui substitua la formation en divisions, confia ces divisions aux meilleurs lieutenants généraux, ne garda que Reynier parmi les anciens chefs de corps, pour avoir au besoin un lieutenant capable de le remplacer, renvoya en outre tous les officiers fatigués ou de mauvaise volonté, et, après avoir rendu un peu de discipline et de vigueur physique à ses troupes par un mois de repos et de bonne nourriture, il résolut de répondre aux pressantes instances du maréchal Soult, et d'exécuter son mouvement sur l'Estrémadure en descendant par le col de Baños sur le Tage, en traversant ce fleuve à Almaraz, et en s'avancant par Truxillo sur la Guadiana. Prévoyant quelle peine il aurait à vivre dans la vallée fort appauvrie du Tage, surtout au mois de juin, il fit demander à l'état-major de Joseph de lui envoyer par le Tage à Almaraz trois ou quatre cent mille rations de biscuit, avec un équipage de pont qu'il savait exister à Madrid, afin de n'être point arrêté au passage du fleuve.

Toutes ces précautions prises, il eut recours à une feinte pour tromper les Anglais et les retenir devant Ciudad-Rodrigo pendant qu'il s'acheminerait sur Badajoz. Il fit dans cette intention préparer quelques vivres, comme s'il voulait uniquement ravitailler Ciudad-Rodrigo, et s'y porta en effet le 5 juin avec son avant-garde et une partie de son corps de bataille, tandis que Reynier avec le reste de l'armée consistant en deux divisions, franchissait le col de Baños, descendait sur le Tage, et au moyen du matériel venu de Madrid, préparait le passage du fleuve à Almaraz. Le général Spencer, resté sur l'Agueda avec quelques troupes anglaises et portugaises en l'absence de lord Wellington, qui avait emmené trois divisions sous les murs de Badajoz, était incapable de tenir tête à l'armée française, et n'y pensait même pas. Il se replia à la vue des avant-postes du maréchal Marmont, qui put communiquer sans difficulté avec Ciudad-Rodrigo et y introduire les quelques vivres qu'il avait amenés. Cette opération heureusement terminée, le maréchal revint promptement sur ses pas, et rejoignit Reynier sur le Tage, sans s'arrêter aux objections du maréchal Bessières, qui déclarait ce mouvement de l'armée de Portugal prématuré, très-dangereux même pour le nord de la Péninsule, tant qu'une forte partie du corps de réserve ne serait pas entrée en Castille. Le

maréchal Marmont persista néanmoins dans ses résolutions, et continua sa marche vers l'Estrémadure.

Il était temps qu'il parût devant Badajoz, car cette place allait succomber si on ne venait tout de suite à son secours. Le maréchal Soult, bien qu'il eût été rejoint par le général Drouet avec le 9^e corps, lequel avait reçu ordre de se porter en Estrémadure après la bataille de Fuentes d'Onoro, le maréchal Soult, comptant malgré ce renfort tout au plus 25 mille soldats présents sous les armes, n'osait pas se commettre dans un combat contre l'armée anglaise, forte d'au moins 40 mille hommes depuis l'arrivée de lord Wellington avec trois divisions. Il ne parvenait même pas à faire savoir aux malheureux assiégés qu'on allait les secourir, tant ils étaient étroitement bloqués; mais ceux-ci, résolus de périr les armes à la main, ne voulaient céder ni aux menaces d'assaut ni aux assauts mêmes, et plutôt que de se rendre avaient le parti pris de s'ensevelir sous les ruines de la place, en y engloutissant avec eux le plus d'Anglais qu'ils pourraient. Rien en effet dans la guerre de sièges, si féconde chez les Français en faits admirables, ne surpasse la conduite de la garnison de Badajoz durant les mois d'avril, de mai et de juin 1811.

Après avoir soutenu un premier siège du 22 avril au 16 mai, époque de la bataille d'Albuera, et avoir pendant ce temps arrêté par un feu toujours supérieur les approches de l'ennemi, qui avait perdu mille hommes sans réussir à faire brèche; après avoir été investie de nouveau à la suite de la bataille d'Albuera sans avoir pu recevoir ni un homme ni un sac de grain, cette brave garnison avait été, à partir du 20 mai, assiégée par une armée de 40 mille hommes, et cette fois attaquée à outrance. Le chef de bataillon du génie Lamare, qui dirigeait les travaux de la défense, avait eu soin de rétablir et de compléter les ouvrages du fort de Pardaleras (voir la carte n° 52), de le fermer à la gorge, et en outre de pratiquer des galeries de mines en avant des fronts que les Français avaient choisis pour le point de leur attaque lorsqu'ils firent la conquête de Badajoz.

Les Anglais avertis n'avaient osé porter leurs efforts de ce côté, et ils les avaient dirigés à l'est contre le château, et au nord contre le fort de Saint-Christoval, situé, comme on l'a dit, sur la rive droite de la Guadiana. Les eaux du Rivillas, retenues par un barrage, étaient devenues un puissant moyen de défense pour le château. Malheureusement il était construit sur une saillie de terrain, et montrait ses flancs à découvert à l'artillerie anglaise. Celle-ci, le battant sans relâche avec plus de vingt bouches à feu, avait complètement démoli ses hautes tours et son revêtement extérieur; mais les torres en cette partie ayant une grande consistance, avaient conservé leur escarpement, et la garnison déblayant le pied des brèches sous un feu continu de mitraille, de grenades et d'obus, les avait rendues impraticables. De plus, le commandant Lamare avait

élevé un retranchement intérieur en arrière de la brèche, avait disposé sur les flancs une artillerie chargée à mitraille, tandis que le général Philippon, posté en cet endroit avec ses meilleures troupes, attendait les assaillants pour les recevoir avec la pointe de ses baïonnettes. A cette vue, les Anglais avaient changé leur plan et tourné toute leur fureur contre le fort de Saint-Christoval, de l'autre côté de la Gundana. Attaquant ce fort par le bastion de droite, ils y avaient ouvert deux larges brèches, et étaient résolus de les assaillir avant même d'avoir conduit leurs approches jusqu'au bord du fossé. Cent cinquante hommes d'infanterie et quelques soldats d'artillerie et du génie défendaient, sous le capitaine Chauvin du 88^e, le bastion menacé. Les assiégés, après avoir comme au château déblayé courageusement le pied de leurs murailles sous le feu ennemi, avaient en outre hérissé le fond du fossé d'obstacles de tout genre, disposé une ligne de bombes au sommet de chaque brèche, braqué sur les flancs plusieurs bouches à feu chargées à mitraille, et rangé par derrière une ligne de grenadiers pourvus de trois fusils chacun. Dans la nuit du 6 juin, sept ou huit cents Anglais, sortant hardiment de leurs tranchées, et parcourant à découvert quelques centaines de mètres, s'étaient portés au bord du fossé, avaient été obligés de sauter dedans, la contrescarpe n'ayant pas été démolie, et avaient ensuite essayé d'escalader la brèche. Mais le feu de la mousqueterie les accueillant de front, celui de la mitraille les prenant en flanc, les bombes roulant dans leurs jambes, ils n'avaient pas tenu devant tant d'obstacles, et s'étaient enfuis en laissant trois cents hommes morts ou blessés dans les fossés du fort de Saint-Christoval.

La brave garnison ayant eu à peine cinq ou six blessés, était dans l'enthousiasme, et ne demandait qu'à recommencer. La population, cruellement traitée par le feu de l'ennemi, et ayant presque fini par s'attacher aux Français, dont le triomphe pouvait seul la sauver des horreurs d'une prise d'assaut, était remplie d'admiration. Confus et irrités, les Anglais s'étaient vengés en accablant les jours suivants la cité infortunée de projectiles incendiaires, et en essayant d'élargir avec un puissant renfort d'artillerie les brèches du fort de Saint-Christoval. Le 9 juin, en effet, ils avaient tenté de nouveau, et avec une égale bravoure, d'assaillir les deux brèches. Deux cents hommes du 21^e, sous le capitaine Joudion et le sergent d'artillerie Brette, les défendaient, et on avait pris les mêmes précautions pour en rendre l'abord presque impossible. Au milieu de la nuit, les Anglais s'étaient élancés de leurs tranchées dans les fossés, et avaient escaladé les décombres des murailles. Mais nos grenadiers les renversant à coups de fusil au pied des brèches, et fondant ensuite sur eux à la baïonnette, en avaient fait un affreux carnage. Quelques centaines d'Anglais avaient encore payé de leur vie cette tentative infructueuse.

Il n'y avait plus de danger qui pût intimider cette garnison exaltée. Malheureusement les vivres lui manquaient, elle était exténuée de fatigues et de privations; et on craignait qu'elle ne succombât sous le besoin, si elle ne survenait sous les coups de l'ennemi. Mais l'approche d'une armée de secours, qui n'avait pu lui être connue, l'avait été de lord Wellington, toujours exactement informé de nos mouvements; et le 10 juin, apprenant la marche du général Reynier sur le Tage, le général anglais s'était résolu à lever le siège, et avait commencé à s'éloigner de la place. Une raison contribuait surtout à le décider à ce sacrifice. On avait épuisé les munitions de guerre amassées à Elvas, et il fallait sans perdre de temps employer tout ce qu'on avait de moyens de transport pour aller en chercher à vingt-cinq lieues, c'est-à-dire à Abrantès, principal dépôt de l'armée britannique.

Lord Wellington, fort dépité d'avoir inutilement perdu deux mille hommes de ses meilleures troupes sous Badajoz, et d'avoir deux fois échoué devant cette place défendue par une poignée de Français, leva successivement tous ses camps les 13 et 14 juin, se retira le 17 sur la Gata, et vint s'adosser aux montagnes de Portulégre, dans une position défensive bien choisie, comme il avait coutume de le faire en présence des impétueux soldats de l'armée française.

La brave garnison en voyant disparaître l'un après l'autre les camps de l'ennemi, se douta de ce qui se passait, et bientôt elle apprit avec des transports de joie partagés par la population, que, grâce à sa bravoure et aux secours qui lui arrivaient, elle allait sortir triomphante de ce second siège comme du premier. En effet, le maréchal Marmont, après avoir perdu quelques jours devant le Tage par l'insuffisance de ses moyens de passage, car on n'avait pu lui envoyer de Madrid qu'une partie de ce qu'il avait demandé, franchit le fleuve, traversa les montagnes de Truxilla, et le 18 juin entra dans Mérida. Le même jour, il opéra sa jonction avec le maréchal Soult. Ce dernier le remercia avec beaucoup d'effusion du secours qu'il venait d'en recevoir, et sans lequel il aurait eu le déshonneur de se voir enlever Badajoz, seul et périlleux trophée de deux années de guerre en Andalousie.

Le 20 juin les deux maréchaux, comptant cinquante et quelques mille hommes, firent leur entrée dans Badajoz, félicitèrent l'héroïque garnison qui avait si vaillamment défendu la place confiée à son courage, lui distribuèrent des récompenses bien méritées, et portèrent leurs avant-postes fort près des Anglais, qui à la vue de l'armée combinée se renfermèrent soigneusement dans leur camp. Si cette belle armée, qui, excepté celle du maréchal Davout, n'avait pas d'égale en Europe, car elle était composée des anciens soldats d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland, et venait d'ajouter à ses longues campagnes trois années des plus formidables

épreuves en Espagne ; si cette belle armée, malheureuse uniquement par la faute de ses chefs, eût été commandée par un seul maréchal, au lieu de l'être par deux, et que ce maréchal eût été Masséna, elle n'aurait pas manqué d'aller chercher les Anglais, et de faire expier à lord Wellington tant de succès, dus sans doute à son incontestable mérite, mais dus aussi aux erreurs et aux passions de ses adversaires. Mais le maréchal Soult, heureux d'avoir échappé à la confusion de voir tomber Badajoz sous ses yeux, n'était pas disposé à braver de nouveaux hasards. Le maréchal Marmont éprouvait pour son collègue une incurable défiance¹ ; et peu de penchant à concourir avec lui à une action commune. Regardant d'ailleurs comme un succès la marche qu'il venait d'exécuter, il ne voulait pas compromettre ce succès en s'exposant aux chances d'une bataille décisive. Il n'y avait alors dans l'armée française que Masséna, en qui la vue de l'ennemi allumât cet ardent patriotisme militaire qui s'oublie lui-même pour ne songer qu'à succomber ou à écraser l'adversaire placé devant lui.

Les deux maréchaux commirent donc la faute, l'une des plus graves de cette époque, de demeurer avec 50 mille hommes devant 40 mille ennemis, parmi lesquels on ne comptait pas 25 mille Anglais, sans aller les combattre. Ils passèrent quelques jours autour de Badajoz afin de pourvoir aux besoins de la place, de renforcer sa garnison, de réparer les brèches faites à ses murs, et de remplir ses magasins restés absolument vides. Le maréchal Marmont, remarquant même qu'on ne s'occupait pas assez activement de ce dernier soin dans l'armée du maréchal Soult, obligea ses régiments à moissonner le blé qui était mûr, et à transporter les grains recueillis dans l'intérieur de Badajoz. Déjà beaucoup d'habitants s'étaient éloignés lors du premier siège. A la veille du second d'autres avaient suivi cet exemple. La crainte d'un troisième siège en fit fuir encore un certain nombre, et la plus grande partie de la ville se trouva ainsi déserte. Ce n'eût pas été un mal, si la portion qui restait n'avait été la plus pauvre, la moins capable de se nourrir, et la plus difficile à contenir. Au surplus, si le troisième siège était probable, il n'était pas prochain d'après toutes les vraisemblances, et la garnison renforcée avait le temps de prendre ses précautions, et de se préparer à soutenir une nouvelle épreuve.

Les deux maréchaux étaient à peine réunis depuis quelques jours qu'une collision faillit éclater entre eux. Il y avait longtemps que le maréchal Soult était absent de l'Andalousie. Parti de Séville pour venir livrer la bataille d'Albuera, s'étant opiniâtré depuis, et avec raison, à demeurer en position à Llerena, d'où il avait réussi à amener une concen-

¹ Les Mémoires manuscrits du maréchal Marmont, destinés à paraître un jour, donneront à ce sujet des détails que nous croyons inutile de reproduire ici.

tration de forces en Estrémadure, il aurait bien voulu attirer définitivement l'armée de Portugal dans le cercle ordinaire de ses opérations, lui laisser la garde de Badajoz, se décharger ainsi sur elle de cette partie difficile de sa tâche, et consacrer enfin toutes ses forces au siège de Cadix, si fâcheusement négligé pour celui de Badajoz. Ce vœu était naturel, mais en se plaçant au point de vue plus élevé de l'ensemble des choses, il n'était point raisonnable, car l'armée de Portugal avait pour résidence nécessaire Salamanque, pour conquête à conserver Ciudad-Rodrigo, pour tâche essentielle la défense contre les Anglais de la Vieille-Castille, qui était la base d'opération de toutes les armées françaises. Elle était encore dans son rôle, mais dans la partie extrême de son rôle, lorsque suivant les Anglais du nord au midi, elle venait leur disputer Badajoz; mais exiger qu'elle s'établît d'une manière permanente en Estrémadure, c'était lui faire abandonner le principal pour l'accessoire. En effet, tandis qu'elle eût gardé Badajoz et que le maréchal Soult eût enfin assiégé Cadix, lord Wellington n'aurait pas manqué de venir prendre Ciudad-Rodrigo (ce qu'il put faire plus tard par suite d'une faute assez semblable à celle que l'on conseillait en ce moment) et de couper ensuite en se portant à Valladolid toutes les communications des Français. Il faut ajouter que confiner l'armée de Portugal à Badajoz en l'y laissant seule, c'était la condamner à l'impuissance dans laquelle s'était trouvé le maréchal Soult à Llerena, et à la confusion de voir prendre Badajoz sous ses yeux. Réduite à trente mille hommes, comme elle l'était actuellement, elle ne pouvait rien, et elle n'avait chance de remonter de cet effectif à celui de quarante ou quarante-cinq mille combattants, qu'en revenant au Nord, et en se mettant en mesure de rallier tous ses hommes malades, blessés ou fatigués, qu'elle avait laissés à Salamanque. Il n'était donc ni raisonnable ni juste d'exiger d'elle qu'elle se fixât à Badajoz ou dans les environs.

Le maréchal Soult, pressé par les lettres qu'il recevait de Séville, s'étant présenté un matin au quartier du maréchal Marmont pour lui faire part de ses embarras et de ses désirs, le jeta dans un grand étonnement et dans une excessive défiance. Laisser le maréchal Marmont seul à Badajoz, c'était l'exposer au danger d'être assailli par plus de 40 mille ennemis tandis qu'il n'aurait que 30 mille hommes à leur opposer. C'était satisfaire le vœu le plus ardent de lord Wellington, qui attendait sur la Goya que l'un des deux maréchaux fût abandonné par l'autre pour l'accabler. Le maréchal Marmont, dont l'esprit était fort prévenu contre le caractère de son collègue, crut voir dans cette proposition, outre une ingratitude inouïe, le désir perfide d'exposer l'armée de Portugal à un désastre, et conçu de cette intention, très-gratuitement supposée, un profond ressentiment. Il s'exagérait beaucoup les torts de son collègue; et, comme il arrive souvent, lui prêtait des calculs que ce collègue ne

faisait pas. Le maréchal Soult, en effet, ne songeait pas à compromettre l'armée de Portugal, car il se fût compromis lui-même, mais il voulait se décharger sur elle de la plus ingrate partie de sa tâche, quoi qu'il pût en advenir, et ensuite aller vaquer au soin de ses propres affaires. Le maréchal Marmont lui répondit avec une extrême aigreur que s'il voulait s'éloigner de sa personne en laissant à Badajoz le gros de l'armée d'Andalousie, rien ne semblerait plus facile, car il resterait, lui maréchal Marmont, pour commander les deux armées réunies, que sinon il partirait sur-le-champ, et ne reviendrait sur la Guadiana que lorsqu'il serait assuré d'y trouver une force assez considérable pour que réuni à elle il pût battre les Anglais. Après avoir dit cela au maréchal Soult, il le lui écrivit en termes secs et péremptoirs, et fit ses préparatifs de départ.

Puisqu'ils ne demeureraient pas réunis pour combattre les Anglais, les deux maréchaux n'avaient pas mieux à faire que de mettre Badajoz dans un état de défense respectable, puis d'aller, chacun de leur côté, s'occuper de leurs devoirs essentiels. En effet, la présence du maréchal Soult en Andalousie était indispensable, et il n'y aurait eu qu'une grande bataille gagnée sur les Anglais qui eût pu l'excuser de n'y pas être. Le nord de la Péninsule exigeait aussi que le maréchal Marmont s'en rapprochât. En conséquence le maréchal Soult quitta Badajoz le 27 juin, avec une forte partie de son armée, pour se rendre à Séville; seulement il laissa le général Druet d'Erlon avec deux divisions et quelque cavalerie pour servir de corps d'observation autour de Badajoz. C'était une faute, car ce corps, inutile si les Anglais s'éloignaient, insuffisant s'ils restaient, ne pouvait qu'être compromis, comme le résultat ne tarda pas à le prouver, et il eût bien mieux valu se borner à laisser dans Badajoz une garnison de dix mille hommes au lieu de cinq, avec des vivres proportionnés à ce nombre, et emmener toute l'armée d'Andalousie. Badajoz eût été mieux en état de se défendre, et le maréchal Soult plus capable de remplir ailleurs la tâche qui lui était assignée.

Quoi qu'il en soit, il partit de Badajoz pour Séville, et le maréchal Marmont se mit en route pour remonter vers le Tage. Les Anglais, fatigués de deux sièges infructueux, n'ayant pas le matériel nécessaire pour en recommencer un troisième, comptant dans leur armée beaucoup de malades qui avaient gagné au bord de la Guadiana les fièvres de l'Estremadure, s'établirent sur la Sierra de Portalegre, ayant besoin, eux aussi, de quelque repos. Ils prirent leurs quartiers d'été, équivalant dans ces pays brûlants à ce qu'on appelle dans le Nord les quartiers d'hiver.

Le maréchal Marmont, dont la mission comme général en chef de l'armée de Portugal était de s'opposer aux entreprises des Anglais, principalement à celles qu'ils essayaient au nord où était notre ligne principale de communication, et secondement à celles qu'ils tenteraient aussi vers le

midi, choisit avec beaucoup de discernement la position du Tage, entre Talavera et Alcantara, comme celle d'où il lui serait plus facile de suffire à ses diverses obligations. En effet, des bords du Tage il pouvait par le col de Baños venir en quatre marches à Salamanque, y faire sa jonction avec l'armée du nord, et de concert avec elle secourir Ciudad-Rodrigo. De cette même position il pouvait par Truxillo descendre en aussi peu de temps sur Merida et Badajoz, s'y joindre, comme il venait de le faire, à l'armée d'Andalousie, et courir ainsi alternativement ou au secours de Ciudad-Rodrigo, ou au secours de Badajoz, les deux portes par lesquelles les Anglais avaient le moyen de pénétrer du Portugal en Espagne. Cette détermination arrêtée, il choisit le pont d'Almaraz comme le centre des communications qu'il devait garder. Il adapta pour son quartier général le village de Naval-Moral, situé entre le Tage et le Tiétar, et couvert par ces deux cours d'eau. Il commença par donner la plus grande solidité possible au pont d'Almaraz, le pourvut de deux fortes têtes de pont, et comme le plateau de l'Estrémadure vers le col de Mirabele fournissait des positions dominantes d'où les ouvrages d'Almaraz pouvaient être attaqués avec avantage, il construisit plusieurs forts sur ces positions, et y mit de petites garnisons. Sur le cours du Tiétar il établit également un pont et une tête de pont, de manière à pouvoir déboucher aussi facilement de ce côté que de l'autre sur l'ennemi à l'encontre duquel il faudrait aller. Ces précautions prises, il cantonna l'une de ses divisions à Almaraz, et disposa sa cavalerie légère en échelons sur la route de Truxillo, pour battre l'Estrémadure, recueillir du pain, et avoir des nouvelles de Badajoz. Il établit une autre de ses divisions à Naval-Moral afin de garder son quartier général; il en tint deux à Plasencia, toujours prêtes à passer les monts et à descendre sur Salamanque, et une au col de Baños même, pour qu'elle fût plus prête encore à déboucher en Vieille-Castille. Enfin il laissa la sixième sur ses derrières pour qu'elle défendit contre les insurgés la riche province d'Avila. Après avoir fait cette sage et intelligente distribution de ses forces, qui lui permettait de se porter en Estrémadure ou en Castille avec une égale rapidité, le maréchal Marmont se hâta de former ses magasins, de réparer son matériel d'artillerie, de soigner ses malades et ses blessés restés autour de Salamanque. Placé sur la limite de l'armée du centre, et se trouvant en contestation avec elle sur la distance à laquelle il pourrait étendre ses réquisitions de vivres, il se rendit à Madrid afin de s'entendre avec Joseph, qu'il avait beaucoup connu, et avec qui, par une fatalité particulière à l'Espagne, il eut plusieurs altercations très-vives, bien que tous deux fussent extrêmement doux, et au fond animés de dispositions bienveillantes l'un pour l'autre.

On n'a pas oublié que le maréchal Bessières avait fort redouté l'effet que devrait produire sur les provinces du nord l'éloignement de l'armée

de Portugal, et avait beaucoup insisté pour empêcher son départ. Les Anglais, de leur côté, avaient conçu l'espérance de voir ces provinces s'insurger dès que l'armée de Portugal cesserait d'être au milieu d'elles. Ces craintes et ces espérances étaient sans fondement, et, malgré les excitations de la régence de Cadix, les Castillans, mécontents des guérillas, presque autant que des Français, étaient demeurés tranquilles. A la vérité les bandes avaient profité de l'occasion pour tenter quelques entreprises. Le Marquisito avait surpris Santander et exercé de grands ravages dans cette province. Les insurgés de Léon avaient tracassé le général Seras. Le maréchal Bessières, courant à eux avec quelques régiments de la jeune garde, les avait dispersés. Craignant de ne pouvoir occuper à la fois Burgos, Valladolid, Léon, Salamanque, Astorga, ce maréchal avait fait sauter les ouvrages d'Astorga, et retiré le général Bonnet des Asturies. Depuis trois ans le général Bonnet se maintenait dans ces difficiles provinces avec autant de vigueur que d'habileté, et contenait même la Galice, qui n'osait remuer de peur d'être prise à revers. C'était donc une faute de le rappeler des Asturies, car c'était laisser aux Asturiens et aux Galiciens la liberté de descendre en Castille. Néanmoins, malgré ces difficultés le maréchal Bessières était parfaitement en mesure de maîtriser la Castille, et il venait d'ailleurs d'être renforcé par la division Souham, l'une des trois qui composaient le corps de réserve actuellement en marche vers les frontières d'Espagne.

Des événements plus graves, mais ceux-ci fort glorieux pour nos armes, quoique infructueux pour notre puissance, se passaient en Catalogne et en Aragon à l'armée du général Suchet. On se rappelle sans doute avec quelle précision et quelle vigueur le général Suchet avait conduit les sièges de Lerida, de Mequinenza, de Tortose, dont le succès, venant après la prise de Gironne, terminait presque la conquête de l'Aragon et de la Catalogne. Toutefois il restait Tarragone, la plus importante des places de cette contrée, puisqu'elle joignait à sa force propre, qui était grande, l'appui de la mer et des flottes anglaises. Elle servait, comme on l'a vu, de soutien, d'asile, de magasin, d'arsenal inépuisable à l'armée insurrectionnelle de Catalogne. Il était donc urgent de l'assiéger et de la prendre. Le général Suchet avait fait dans ce but d'immenses préparatifs. Il avait rassemblé des approvisionnements considérables à Lerida, et un superbe parc de grosse artillerie à Tortose, avec un attelage de 1500 chevaux, ressource bien précieuse en Espagne, surtout dans ces provinces desséchées où les fourrages étaient plus rares qu'ailleurs. Toutes ces choses le général Suchet avait pu se les procurer sans ruiner le pays, grâce au repos dont il faisait jouir sa province, grâce au système des contributions régulières, qu'il avait substitué à celui des enlèvements à main armée.

Outre les magasins de grains réunis en Aragon et dans la partie de la Catalogne qui lui avait été adjugée, il avait formé des parcs de bestiaux, soit en achetant les bœufs et en les payant comptant aux habitants des Pyrénées, soit en conservant avec soin les moutons enlevés aux insurgés de Soria et de Calatayud. Son matériel bien préparé, il avait distribué ses troupes de manière à ne pas laisser l'Aragon exposé à l'ennemi pendant qu'il irait en basse Catalogne essayer de conquérir Tarragone. Napoléon, en détachant de la Catalogne la partie extrême de cette province pour la joindre à l'Aragon et l'attribuer au général Suchet, lui avait donné en même temps 16 à 17 mille hommes de l'armée de Catalogne, et les avait remplacés, dans celle-ci, par l'une des trois divisions du corps de réserve. Dans ces 16 ou 17 mille hommes se trouvaient le 7^e de ligne, servant avec gloire en Espagne depuis plusieurs années, le 16^e de ligne, l'un des régiments qui s'étaient immortalisés à Essling sous le général Molitor, et enfin les Italiens du général Pino, troupe devenue excellente, et aussi brave que disciplinée. Avec ce renfort, le général Suchet comptait environ 40 mille soldats présents sous les armes. Il en laissa 20 mille à la garde de l'Aragon, et en destina 20 mille au grand siège qu'il allait entreprendre. L'utilité de recouvrer Figuières ne le détournait point de son objet, et pensant que Napoléon pourvoirait directement avec des moyens tirés de France à la reprise de cette forteresse, il marcha en deux colonnes sur Tarragone. L'une, sous le général Harispe, y descendit de Lerida, l'autre, sous le général Habert, y remonta de Tortose. Celle-ci escortait l'équipage de siège. Toutes deux refoulèrent l'ennemi dans les ouvrages de la place. Tarragone présentait, outre une garnison à peu près égale en nombre à l'armée assiégeante, un site et des ouvrages formidables.

Tarragone, bâtie sur un rocher, d'un côté baignée par la Méditerranée, de l'autre par le ruisseau du Francoli, qui passait sous ses murs pour se rendre à la mer, se divisait en ville haute et ville basse. (Voir la carte n^o 52.) La ville haute était entourée de vieilles murailles romaines et d'ouvrages modernes d'un grand relief. La ville basse, située au pied de la ville haute, sur les terrains plats qu'arrose le Francoli, et au bord de la mer, était défendue par une enceinte bastionnée, régulièrement et puissamment fortifiée. Au-dessus de l'amphithéâtre formé par les deux villes, on voyait un fort, dit de l'Olivo, bâti sur un rocher, dominant tous les environs de ses feux, et communiquant avec la ville par un aqueduc. Quatre cents pièces de gros calibre garnissaient ces trois étages de fortifications. Dix-huit mille hommes de troupes excellentes, avec un bon gouverneur, le général de Contreras, en formaient la garnison, qu'une population fanatique et dévouée était résolu à seconder de toutes ses forces. La flotte anglaise pouvait sans cesse renouveler le matériel de la place soit en munitions, soit en vivres, et y remplacer les hommes morts

ou fatigués par d'autres amenés de Catalogne et de Valence. Jamais siège ne s'était donc offert sous un aspect plus effrayant.

De quelque façon qu'on abordât Tarragone, on la trouvait également difficile à attaquer. Au sud et à l'est, le long de la mer, on rencontrait l'escarpement du rocher, une suite de lunettes bien construites qui reliaient l'enceinte des deux villes à la mer, et en outre les flottes anglaises. En se transportant au nord, on avait devant soi non plus l'escarpement du rocher, parce que sur ce point le site de la place se liait aux montagnes de la Catalogne, et qu'on pouvait y arriver de plain-pied en suivant les hauteurs, mais un sol pierreux et aride, et le fort de l'Olivo, qui à lui seul exigeait un véritable siège. Enfin, en redescendant par l'ouest au sud, on se trouvait devant les deux villes construites l'une au-dessus de l'autre, devant deux étages de fortifications, dans les terrains bas et marécageux du Francoli, avec le grave inconvénient des canonnières anglaises à sa droite. Tous les abords étaient donc extrêmement difficiles de quelque côté qu'on s'y prit, et obligeaient à un long siège, que les Catalans et les Valenciens amenés et soutenus par les Anglais ne pouvaient manquer de troubler par de fréquentes apparitions.

Tant de difficultés ne rebutèrent point le général Suchet, qui regardait Tarragone comme le gage le plus certain de la sécurité de la Catalogne et de l'Aragon, et comme la clef de Valence. Ses deux principaux lieutenants, dont nous avons déjà parlé, partageaient son opinion, et étaient prêts à le seconder de tous leurs efforts : c'étaient le général du génie Rogniat, esprit peu juste, mais sagace, opiniâtre, profond dans son art, et le général d'artillerie Valée, esprit exact, fin, élevé, joignant au coup d'œil du champ de bataille la prévoyance administrative indispensable aux officiers de son arme. Après avoir conféré avec eux, le général Suchet résolut d'attaquer la place par deux côtés à la fois, par le sud-ouest d'abord, c'est-à-dire par les terrains bas du Francoli, bordant la ville basse, qu'il était nécessaire de prendre avant de songer à attaquer la ville haute, et par le nord, c'est-à-dire par le fort de l'Olivo, qu'il fallait conquérir absolument si on voulait triompher de tout cet ensemble d'ouvrages.

Tandis que l'on commençait les travaux d'approche, devant la ville basse, deux des plus braves régiments de l'armée, les 7^e et 10^e de ligne, sous un jeune général de très-grande espérance, le général Salme, entreprirent l'attaque de l'Olivo. Ils ouvrirent la tranchée devant ce fort dans la nuit du 21 au 22 mai. Il fallait cheminer sur des hauteurs arides, dans un sol pierreux, sansabri contre la fraîcheur des nuits, contre la chaleur des jours, contre les feux de la place. Il y avait en avant de l'Olivo un ouvrage qui gênait nos tranchées, et qui en passant dans nos mains devait leur servir d'appui. Nos soldats s'y précipitèrent à la baïonnette et l'élevèrent. Mais les Espagnols, qui avaient l'orgueil d'être invincibles dans la

défense des places, et qui justifiaient cet orgueil, reparurent au nombre de 800, poussant des cris furieux, et conduits par d'intrepides officiers qui vinrent planter leur drapeau jusqu'au pied de l'ouvrage qu'il s'agissait de reconquérir. Les soldats du 7^e et du 16^e abattirent ces braves officiers à coups de fusil, et puis, fondant sur l'audacieuse colonne qui voulait leur ravir leur conquête, la ramenèrent la baïonnette dans les reins jusque sous les murs de l'Olivo.

Ce fort présentait une large surface sans profondeur. C'était une ligne de bastions bâtis sur le roc; avec fossés creusés également dans le roc, ayant par derrière un mur crénelé qui communiquait par une poterne avec la place. En dedans se trouvait un réduit plus élevé que le fort lui-même, et pouvant opposer une seconde résistance à l'assaillant victorieux. Les Espagnols avaient 1200 hommes de garnison et 50 pièces de gros calibre dans ces ouvrages redoutables, et de plus la faculté de recevoir des renforts de la ville, qui elle-même en pouvait recevoir sans fin par ses communications maritimes.

On travailla plusieurs jours sous un feu continu et en faisant des pertes sensibles, car chaque soir on comptait de 50 à 60 morts ou blessés dans les deux braves régiments qui avaient obtenu l'honneur de ce premier siège. On s'avancait en zigzag sur une crête qui se rattachait à l'Olivo, et on cheminait au moyen de sacs à terre, car il n'était guère possible de creuser la roche dure sur laquelle on travaillait. Enfin, voulant abréger ces approches meurtrières, on se hâta d'établir la batterie de brèche à très-petite distance du fort, et elle fut prête à recevoir l'artillerie le 27 au soir. L'emploi des chevaux étant impossible sur ce terrain, les hommes s'attelèrent aux pièces, et les traînèrent sous une horrible mitraille, qui en abattait un grand nombre sans ralentir l'ardeur des autres. L'ennemi ayant discerné, malgré la nuit, ce que faisaient ces groupes sur lesquels il tirait, voulut les empêcher plus directement d'arriver à leurs fins, et essaya sur eux une brusque sortie. Le jeune et vaillant général Salme, avec une réserve du 7^e, marcha aux Espagnols, et au moment où il poussait le cri *En avant!* fut renversé par un biscaïen. Il expira sur le coup. Il était adoré des soldats, et le méritait par son courage et son esprit. Ils voulurent le venger, fondirent sur les Espagnols, qu'ils poursuivirent à la baïonnette jusqu'au bord des fossés de l'Olivo, et ne revinrent que ramenés par la mitraille et par l'évidente impossibilité de l'escalade.

Pendant ce temps, les pièces de 24 avaient été mises en batterie, et le lendemain, à la pointe du jour, le feu commença sur le bastion de droite faisant face à notre gauche.

À la distance où l'on était parvenu, les effets de l'artillerie étaient terribles de part et d'autre. En peu d'heures la brèche fut ouverte, mais l'ennemi bouleversa plusieurs fois nos épaulements, et, au milieu de nos sacs

à terre renversés, un intrépide officier d'artillerie, le chef d'escadron Duchand, fit réparer sans cesse sous les projectiles ennemis les désordres causés à notre batterie. Le lendemain 29 on continua à battre en brèche toute la journée, et on résolut de donner l'assaut, quel que fût le résultat obtenu par notre artillerie, car il n'y avait pas moins de quinze jours qu'on était devant Tarragone, et si un seul ouvrage coûtait autant de temps et d'hommes, il fallait désespérer de venir à bout de la place elle-même.

Quoique ayant déjà essayé des pertes considérables, les 7^e et 16^e de ligne n'auraient pas abandonné à d'autres l'honneur d'emporter d'assaut le fort dont ils avaient exécuté les approches. Une colonne du 7^e, forte de 300 hommes, sous le chef de bataillon Miocque, devait se porter directement sur la brèche; une seconde de même force, composée de soldats du 16^e, sous le commandant Revel, devait tourner par notre gauche, aborder la droite du fort, et essayer d'y pénétrer par la gorge. Le général Harispe était prêt à appuyer ces deux colonnes avec des réserves. Toute l'armée avait reçu l'ordre d'être sous les armes et de simuler une attaque générale.

Au milieu de la nuit, en effet, le signal est donné et l'action commencée. Autour des deux villes, nos tirailleurs ouvrent un feu très-vif, comme si on allait se jeter sur l'enceinte elle-même. Les assiégés inquiets répondent de toutes leurs batteries sans savoir sur qui. La flotte anglaise se joint à eux, tirant au hasard le long du rivage. Les Espagnols, pour s'éclaircir sur le danger qui les menace, jettent des centaines de pots à feu, et mêlent leurs cris de fureur aux hurras prolongés de nos soldats.

Pendant ce tumulte, calculé de notre part, les deux colonnes d'assaut s'élancent hors des tranchées, et font soixante ou quatre-vingts pas à découvert sous les feux de l'Olijo. Elles arrivent au bord du fossé taillé dans le roc, s'y précipitent, et tandis que la colonne du commandant Miocque armée de ses échelles court droit à la brèche qui n'était qu'imparfaitement praticable, l'autre, celle du commandant Revel, tourne à gauche afin d'assaillir le fort par la gorge. Dans ce moment achevaient d'entrer douze cents Espagnols, envoyés par la place au secours de l'Olijo, et la porte du fort venait de se refermer sur eux. Le capitaine du génie Papigny, à la tête de 30 sapeurs, attaque la porte à coups de bache. Elle résiste, et il se saisit d'une échelle pour passer par-dessus. Mais il tombe frappé d'une balle, et expire en prononçant le nom de sa mère. Le commandant de la colonne Revel, profitant de ce qu'en cet endroit, qui regarde vers la place, il n'y a pas de fossé, fait appliquer les échelles contre l'escarpement. Les sapeurs et les grenadiers escaladent le mur, sautent dans le fort, et ouvrent la porte à la colonne, qui entre haionnette haissée. En ce même moment, la colonne Miocque, dirigée contre la brèche, et ne la trouvant

pas praticable, se sert de ses échelles. Celles-ci étant trop courtes, le sergent de mineurs Meunier prête ses fortes épaules aux voltigeurs, qui, montant dessus, pénètrent dans le fort et donnent la main à leurs camarades. Mais ce moyen étant trop lent et trop meurtrier, une partie de cette même colonne cherche une autre voie pour pénétrer. Heureusement l'officier du génie Vacani a découvert tout à fait à notre gauche une issue, c'est l'extrémité de l'aqueduc amenant l'eau dans l'Olivo, laquelle n'est fermée que par des palissades. Il les renverse avec quelques sapeurs, et procure ce nouveau passage à nos soldats impatients d'entrer. Les deux colonnes Revel et Miorque, ayant pénétré par ces diverses issues, fondent sur les Espagnols, qui abandonnent le fort et se retirent dans le réduit. On les suit en soutenant contre eux un horrible combat corps à corps, soit à la baïonnette, soit à coups de fusil. Les Espagnols, ne voyant presque pas de salut, se défendent avec désespoir, et comme ils sont deux fois plus nombreux que nous, et que l'escarpement du réduit seconde leur résistance, ils nous disputent l'Olivo de manière à rendre le succès incertain. Mais le brave général Hariske, après avoir failli être écrasé par une bombe, accourt avec ses réserves. Cinq cents Italiens, sous les chefs de bataillon Mareogna et Saghini, raniment par leur présence l'ardeur et la confiance des assaillants. Tous ensemble escaladent le réduit, et, transportés de fureur, passent au fil de l'épée les défenseurs opiniâtres de l'Olivo. Le général Suchet et ses officiers, arrivés à temps, sauvent encore un millier d'hommes; mais neuf cents Espagnols environ ont déjà succombé dans ce terrible combat. Des cris de victoire apprennent aux assiégés et aux assiégeants cet important triomphe.

On trouva dans l'Olivo une cinquantaine de bouches à feu, avec beaucoup de cartouches, et sur-le-champ on se mit à l'œuvre pour retourner les défenses du fort contre la place, pour empêcher les Espagnols de le reprendre, et pour rendre utile aux assiégeants une artillerie qui leur était naguère si dommageable. Rassuré sur le résultat du siège par le succès qu'il venait d'obtenir, mais effrayé des pertes que ce succès même faisait pressager, le général Suchet voulut profiter de l'effet moral produit sur les deux armées, pour tenter la garnison par des paroles conciliantes, et par la proposition d'une trêve dont le prétexte serait d'enterrer les morts. La garnison, étonnée de notre audace, mais se souciant peu d'avoir perdu deux mille hommes, ne répondit que par des accents de dédain et de colère aux ouvertures du général Suchet, et il fallut se résigner à ne rien obtenir que par la force. La saison rendant la terre dure et difficile à excaver et les exhalaisons dangereuses, on dut brûler les morts au lieu de les enterrer. Malheureusement le nombre en était déjà considérable.

Maître de l'Olivo, on commença les travaux d'approche devant la ville

hasse. Les cheminement s partaient des bords du Francoli, et s'avancèrent de l'ouest à l'est, ayant à gauche l'Olico, qui loin de nous envoyer ses feux les dirigeait contre les Espagnols, et à droite la mer, qui exigeait de grandes précautions à cause de la flotte anglaise. On éleva en effet le long du rivage une suite de redoutes, qu'on arma d'une très-grosse artillerie pour tenir les Anglais à distance, et éloigner surtout leurs chaloupes canonnières. On avait ouvert la tranchée à 130 toises de l'enceinte, qui, en cette partie, formait un saillant propre à l'attaque. Elle présentait de ce côté deux bastions fort rapprochés l'un de l'autre, celui des Chanoines à notre gauche, et celui de Saint-Charles à notre droite. Ce dernier se liait avec le mur du port et le quai d'embarquement. La masse de feux à essuyer n'était donc pas très-inquiétante, car on n'en pouvait recevoir que des deux bastions vers lesquels on cheminaient. Il est vrai qu'au-dessus et un peu en arrière de ces bastions se trouvait le fort Royal, ouvrage très-élevé, et qu'à notre droite, le long de la mer, se trouvait aussi un autre petit fort; portant le nom de Francoli parce qu'il était situé à l'embonchure de ce ruisseau. Ce dernier ouvrage se rattachait à la place par une muraille bastionnée. Il fut décidé que tout en continuant les approches contre les deux bastions des Chanoines et de Saint-Charles, on dirigerait une batterie de brèche contre le fort du Francoli pour l'emporter d'assaut.

Vingt-cinq pièces de canon ayant été distribuées entre plusieurs batteries qui tiraient à la fois sur la place et sur le fort du Francoli, celui-ci, malgré un feu très-vif de l'ennemi, fut promptement battu en brèche et accessible à l'audace de nos colonnes d'assaut. Quoiqu'il eût escarpe et contrescarpe en maçonnerie, plus des fossés pleins d'eau, on résolut de l'enlever sur-le-champ, et le respectable Saint-Cyr Nugues, chef d'état-major du général Suchet, conduisant trois petites colonnes d'infanterie, l'assailit dans la nuit du 7 au 8 juin. Nos fantassins se jetèrent dans les fossés, ayant de l'eau jusqu'à la poitrine, et gravirent la brèche sous un feu très-vif. Les Espagnols résistèrent d'abord avec leur opiniâtreté ordinaire, mais l'ouvrage ne tenant à la ville que par une communication étroite et longue adossée à la mer, ils craignirent d'être coupés, et s'enfuirent vers la place. On les poursuivit en criant : *En ville! en ville!* dans l'espoir de terminer le siège par un coup de main, mais on dut s'arrêter devant un feu épouvantable et des ouvrages tellement imposants que toute surprise était impossible. Le colonel Saint-Cyr Nugues ramena ses soldats dans le fort du Francoli, se hâta ensuite de s'y établir, de reporter les terres des parapets vers la place afin de se mettre à couvert; et de tourner contre la rude artillerie qu'on venait de conquérir.

C'était le deuxième ouvrage emporté d'assaut. Mais il y en avait bien d'autres encore à enlever par le même moyen. Il restait une lunette, dite

du Prince, adossée à la mer, et occupant le milieu du mur qui reliait le Francoli à la place. On y fit brèche, et le 16 on la prit à la suite d'un nouvel assaut qui fut long et meurtrier. Dès ce moment il ne restait plus d'obstacle intermédiaire à vaincre pour aborder les deux bastions du Saint-Charles et des Changines, qui se présentaient à nous comme la tête du taureau. L'un à droite, celui de Saint-Charles, s'appuyait, avons-nous dit, à la mer, et couvrait le mur du port; l'autre à gauche, couvrait l'angle que la face ouest de l'enceinte formait avec sa face nord. Au-dessus se dressait le fort Royal à quatre bastions. Si les feux de l'ennemi n'embrassaient pas un grand espace en largeur, ils étaient très-redoutables par leur hauteur, et cette attaque devait nous coûter beaucoup de monde, soit pour les approches, soit pour le service des batteries, soit pour l'assaut lui-même, qui ne pouvait manquer de rencontrer une résistance énergique, puisque de son succès dépendait le sort de la ville basse et du port lui-même.

Le général Suchet désirait vivement accélérer le siège, car, outre les pertes quotidiennes, qui en une vingtaine de jours s'élevaient déjà à 2,500 hommes, il voyait les difficultés se multiplier au dedans et au dehors de la place. La flotte anglaise, escortant un immense convoi, avait amené à la garnison 2 mille hommes de renfort, des vivres, des munitions, et un brave officier, le général Sarfield, chargé de défendre la ville basse. Elle avait ensuite débarqué sur la route de Barcelone la division valencienne, forte de 6 mille hommes, laquelle devait se joindre au général Campo-Verde, chef de l'armée catalane. Celui-ci, à la tête de quinze mille hommes, tenait la campagne dans l'espérance ou de surprendre nos convois, ou de se jeter sur nos tranchées, par un mouvement concerté avec la garnison et la flotte.

Le général Harispé établi avec deux divisions, une française, une italienne, sur la route de Barcelone, avait l'œil sur les attaques qui pouvaient venir de ce côté. Le général Habert, posté avec une division française sur les bords du Francoli, gardait la route de Tortose par laquelle nous arrivaient nos convois d'artillerie, et celle de Rens par laquelle nous arrivaient nos convois de vivres. Le reste des troupes était employé aux travaux du siège. Les précautions étaient donc prises contre une attaque extérieure et intérieure, et le général Suchet comptait sur la valeur de ses soldats pour résister en même temps à l'ennemi du dedans et du dehors. Mais nos postes, échelonnés sur la route de nos convois, avaient tous les jours des combats acharnés à soutenir contre les détachements de Campo-Verde, et celui-ci se vantait d'avoir reçu de nombreux renforts, et d'être à la veille d'en recevoir de plus considérables encore. Au risque d'affaiblir sa ligne de défense du côté des insurgés de Ternel et de Calatayud commandés par Villa-Campa, le général Suchet résolut d'appeler à lui le

général Abbé avec une brigade. Le sort de la contrée dépendant du siège de Tarragone, il fallait tout sacrifier à cet objet essentiel.

Excité par de pareilles raisons, et secondé par un dévouement sans bornes de la part des troupes, le général Suchet ne perdait ni un jour ni une heure. De la première parallèle on avait passé à la seconde, et on avait disposé une suite de batteries qui, embrassant dans leur vaste circuit les bastions des Chanoines et de Saint-Charles, devaient faire brèche à l'un et à l'autre, et au fort Royal lui-même. Le général, par un assaut simultané et énergique, voulait enlever la basse ville et toutes ses défenses. Après ce grand effort, il se flattait d'avoir presque achevé la difficile conquête de Tarragone.

Quarante-quatre pièces de siège mises en batterie entretenaient le feu pendant que l'on continuait le travail des tranchées, et trouvaient du reste une énergique réponse dans l'artillerie de la place, qui de ce côté était au moins double de la nôtre. Aussi nos épaulements étaient-ils continuellement renversés, et on voyait nos braves artilleurs, impassibles au milieu du bouleversement de leurs batteries, relever sans cesse leurs ouvrages, souvent même tirer à découvert avec un sang-froid et une précision admirables. L'infanterie mettait à les servir un zèle digne de leur dévouement.

Le 18, on termina la troisième parallèle. On descendit en galerie souterraine dans les fossés des deux bastions, on renversa la contrescarpe, on perfectionna ensuite les débourbés par lesquels les colonnes d'assaut devaient se répandre dans les fossés, et de là s'élancer sur les brèches. On s'occupa même, au moyen de nouvelles batteries, d'élargir les brèches et d'en abaisser la pente.

Le 21 juin au matin, moment où l'on se réjouissait à Badajoz d'avoir été délivré par les deux maréchaux réunis, une scène épouvantable se préparait sous les murs de Tarragone. A un signal donné, toutes les batteries tant anciennes que nouvelles commencèrent à tirer, et la place y répondit par un feu des plus vigoureux. La plus rude bataille n'agit pas l'air par des bruits plus terribles que ceux qui, dans un pareil instant, retentissent devant une place assiégée. La principale de nos batteries fut bouleversée par l'explosion de son magasin à poudre. Le colonel Riecl fut presque enseveli sous les terres, mais promptement dégagé, il fit rétablir la batterie et recommencer le feu. L'infanterie, impatiente de monter à l'assaut, pressait de ses cris l'artillerie, qui tâchait de satisfaire à ses vœux en redoublant d'activité et de dévouement.

Le soir trois brèches furent jugées praticables, l'une au bastion des Chanoines, l'autre au bastion Saint-Charles, la troisième au-dessus des deux premières, au fort Royal. Le général Suchet et les officiers qui l'aidaient de leurs conseils étaient décidés à risquer dans un assaut général

le sort du siège, et à succomber, ou à emporter la ville basse, qui une fois prise assurait la conquête de la ville haute. Le général Suchet donna le commandement de l'assaut au général Palombini, de service à la tranchée ce jour-là, et mit sous ses ordres 1500 grenadiers et voltigeurs avec des sapeurs munis d'échelles. Le général Montmarie, soit pour servir de réserve, soit pour résister à une sortie de la place, se tenait un peu à gauche avec le 5^e léger et le 116^e de ligne. Plus à gauche encore, deux bataillons du 7^e de ligne appuyaient le général Montmarie lui-même. Il était convenu que l'Olive jetterait une masse de projectiles sur les deux villes, et que, vers la face opposée, le général Harispe les menacerait avec toute sa division. De leur côté les Espagnols avaient placé dans la ville basse le général Sarfield avec leurs soldats les meilleurs. Au degré de fureur où l'on était arrivé de part et d'autre, on avait renoncé à la coutume de recourir aux sommations avant de livrer l'assaut.

Le soir à sept heures, le ciel resplendissant encore de lumière, trois colonnes s'élevaient à la fois sur les trois brèches. La première, composée d'hommes d'élite des 116^e, 117^e et 121^e, sous les ordres du colonel du génie Bouvier, se porte vers la brèche du bastion des Chanoines, et tâche de l'enlever malgré les Espagnols, qui lui opposent tantôt des feux à bont portant, tantôt leurs baïonnettes. Après une lutte des plus vives, elle parvient jusqu'au sommet de la brèche, repousse les Espagnols, en est repoussée à son tour, mais revient à la charge, et se soutient en combattant avec acharnement. Une centaine de grenadiers, lancés contre une lunette située à droite, emportent cet ouvrage, et courent ensuite vers le bastion des Chanoines pour soutenir la troupe du colonel Bouvier. Pendant ce temps, une seconde colonne, sous le chef de bataillon polonais Fondzelski, composée d'hommes d'élite pris dans les 1^{er} et 5^e léger, et dans le 42^e de ligne, après s'être précipitée sur le bastion Saint-Charles, y rencontre une résistance opiniâtre. Mais, appuyée par une troisième colonne que commande le colonel Bourgeois, elle se soutient sur la brèche, et finit par en demeurer maîtresse. Le chef de bataillon Fondzelski poursuit alors les Espagnols à travers la basse-ville, enlève les coupures des rues, et se bat de maison en maison; pendant que la colonne Bourgeois, qui le suit, prend à gauche, va tendre la main à la colonne Bouvier et l'aider à conquérir le bastion des Chanoines. Grâce à ce secours ce bastion est enfin emporté, et les deux troupes réunies se jettent sur le château royal. Elles en escaladent la brèche et y pénètrent. Les Espagnols s'y défendent à outrance, et se font tuer jusqu'au dernier.

Sur ces entrefaites, le général Sarfield, accouru à la tête d'une réserve, se précipite avec fureur sur la colonne Fondzelski, qui avait déjà envahi la moitié de la basse-ville. Cette colonne, conformément aux instructions qu'elle avait reçues, se réfugie alors dans les maisons, et s'y défend opi-

nièrement en attendant qu'on vienne à son secours. Hélas ! le colonel Robert du 117^e, avec l'aide de camp du général en chef, M. de Rigny, qui amène une réserve des 5^e léger, 42^e, 115^e, 121^e de ligne, soutient la colonne Fodzelski, repousse les soldats de Sarfield, passe par les armes ou jette dans la mer une partie d'entre eux, refoule les autres vers les portes de la ville basse, et ne s'arrête que devant la muraille de la ville haute. Quelques-uns de nos soldats s'y font tuer à force d'audace.

L'assaut, commencé à sept heures, était fini à huit. Nous avions en notre possession près d'une centaine de bouches à feu, une immense quantité de munitions, peu de prisonniers vivants, mais beaucoup de blessés et de morts, les bastions Saint-Charles et des Chanoines, le fort Royal, toute la basse ville, le port et les batteries qui le fermaient. Sans perdre de temps, on commença à tirer sur l'escadre anglaise, qui mit aussitôt à la voile en nous saluant de ses feux. Après ce rude combat on s'occupa de compter les pertes. Nous avions eu à combattre 5 mille Espagnols. Nous leur avions tué environ 1300 hommes, et nous n'avions pu en prendre que 200, blessés pour la plupart. Ils nous avaient mis 300 hommes hors de combat. On brûla 1400 cadavres tant français qu'espagnols.

Nous avions déjà livré quatre assauts meurtriers ; et ce n'était pas le dernier que devait nous coûter le siège de Tarragone, exemple extraordinaire d'héroïsme dans la défense et dans l'attaque. Il fallait absolument en finir, car la flotte anglaise, ayant remué une seconde fois du midi au nord les côtes de Catalogne, avait apporté au général Campo-Verde un nouveau détachement espagnol, et de plus un corps de deux mille Anglais. Il restait encore au moins douze mille hommes dans la ville haute avec une immense artillerie, et une sortie du dedans, concertée avec une attaque du dehors, pouvait à tout instant nous surprendre. Le 24, en effet, une grande agitation se manifesta dans la garnison, et des courcurs de cavalerie se montrèrent dans la direction de Barcelone. Le général en chef posta le général Harispe, sur lequel il se reposait volontiers des missions les plus difficiles, en avant de Tarragone, sur la route de Barcelone ; avec deux divisions et toute la cavalerie de l'armée. Il se tint lui-même entre la place, où l'on accélérât les travaux d'approche, et les troupes du général Harispe, prêt à se porter au point où son secours serait le plus nécessaire, et passa ces derniers jours entre la tranchée et ses camps extérieurs.

La tranchée avait été ouverte sur une sorte de plateau légèrement incliné qui sert de base à la ville haute, et se trouve au niveau des toits de la ville basse. Notre première et unique parallèle embrassait presque tout le front de la ville haute, composé en cette partie de quatre bastions, et avait pour but principal l'établissement de deux batteries de brèche

dirigées contre le bastion Saint-Paul, le dernier à gauche. Ce bastion courrait l'angle formé par la face ouest que nous attaquions, et par la face nord contre laquelle on méditait une escalade. On pressait vivement les travaux afin d'ouvrir promptement la brèche, car on n'espérait pas que cette garnison exaltée, après avoir essayé quatre assauts, voulût s'épargner le dernier, qui pouvait cependant l'exposer à être passée au fil de l'épée. Un de nos parlementaires s'étant présenté hors de nos tranchées en agitant un mouchoir blanc, n'avait reçu que des injures pour toute réponse. Un rapport de déserteur annonçant une attaque du dehors pour le 29, le général en chef disposa tout pour livrer le dernier assaut le 28 juin au soir. On accéléra la construction de la batterie de brèche, qui fut complètement armée dans la nuit du 27 au 28, les troupes s'attendant avec enthousiasme aux pièces, qu'on avait la plus grande peine à hisser sur ce terrain escarpé. Le 28 juin, qui devait être le dernier jour de ce siège mémorable, on ouvrit le feu dès l'aurore avec une sorte d'anxiété, car il était urgent d'avoir rendu la brèche praticable dans la journée même. Trois cents bons tireurs, postés sur les parties saillantes du terrain, tiraient sur les embrasures de l'ennemi pour démonter son artillerie, et les Espagnols eux-mêmes, se montrant hardiment sur la brèche, tiraient de leur côté sur nos canonniers. Rien ne pouvait ébranler ces derniers. Dès qu'ils tombaient ils étaient remplacés par d'autres, lesquels continuaient avec le même dévouement l'œuvre de démolition destinée à nous ouvrir les murs de Tarragone. Enfin vers le milieu du jour la brèche parut s'élargir à vue d'œil et s'abaisser en quelque sorte sous nos boulets, qui, en accumulant les décombres, rendaient la pente moins rapide. Nos soldats, venus de tous les points, assistaient avidement à ce spectacle, tandis que la garnison espagnole, du haut de ses remparts, nous provoquait par des cris et des injures.

Vers les cinq heures du soir à peu près, le général Suchet voulut livrer l'assaut, afin d'éviter un combat de nuit, si, comme on l'annonçait, nous trouvions la grande rue de la Rambla, qui coupe transversalement la haute ville de Tarragone, barrieadée et défendue. Le général Habert, celui qui avait emporté la ville de Lerida, devait commander l'assaut. Quinze cents hommes en deux détachements pris parmi les compagnies d'élite des 1^{re} et 5^e léger, des 14^e, 42^e, 114^e, 115^e, 116^e, 117^e, 121^e de ligne, et du premier régiment polonais de la Vistule, furent mis sous ses ordres. Une seconde colonne à peu près d'égale force, prise dans les régiments français et italiens présents au siège, fut rangée sous les ordres du général Ficatier, et tenue en réserve. A gauche, et sur la face nord faisant angle avec la face ouest que nous attaquions, le général Montmarie devait, à la tête des 116^e et 117^e, essayer d'enlever par escalade la porte du Rosaire, très-voisine du bastion battu en brèche, et répondant à l'extré-

mité même de la Rambla. Ces dispositions terminées à cinq heures et demie, le général en chef donne le signal, et la première colonne s'élançant au pas de course franchit un certain espace à découvert, se détourné pour éviter des aloës croissant au pied du rempart, puis reprend sa marche directe vers la brèche, et commence à la gravir sous un feu effroyable. Les plus hardis combattants parmi les Espagnols, armés de fusils, de piques, de haches, poussant des cris furieux, attendent les assaillants sur le sommet de la brèche. Sur ce terrain montant, sous la fusillade à bout portant, sous les coups de piques et de baïonnettes, nos soldats tombent, se relèvent, combattent corps à corps, et tantôt avancent, tantôt reculent sous la double impulsion qui par devant les repousse, par derrière les soutient et les porte en avant. Un moment ils sont près de céder à la fureur patriotique des Espagnols, lorsque, sur un nouveau signal du général en chef, une seconde colonne s'élance, conduite par le général Habert, par le colonel Pepe, par le chef de bataillon Ceroni, et par tous les aides de camp du général Suchet, MM. de Saint-Joseph, de Rigny, d'Aramon, Meyer, Desaix, Ricard, Autray. À eux s'était joint un sergent italien nommé Bianchini, lequel, pour récompense de ses prodiges de valeur à l'attaque de l'Olivio, avait demandé et obtenu l'honneur de marcher en tête au dernier assaut de Tarragone. Ce renfort imprime une nouvelle et forte impulsion à notre première colonne, la soulève jusqu'au sommet de la brèche, et y partient avec elle. Le brave Bianchini, après avoir reçu plusieurs coups de feu, avance encore, et tombe. Le jeune d'Aramon est renversé d'une blessure à la cuisse. Enfin on se fait jour à travers la masse des défenseurs, on pénètre dans la ville, et on se jette les uns à droite, les autres à gauche, pour tourner par le chemin de ronde les rues harriadées, notamment celle de la Rambla. Le général en chef fait entrer aussitôt la réserve du général Fieulier pour ce second combat, qui peut être très-meurtrier et très-chanceux, car la garnison, forte encore de dix à douze mille hommes, a résolu de se défendre jusqu'à la mort. Pendant ce temps, le général Montmarie s'avance vers la porte du Rosaire avec les 116^e et 117^e de ligne, enlève les palissades du chemin couvert, et se jette dans le fossé sous une fusillade meurtrière. Il veut appliquer les échelles contre la porte, mais il la trouve murée et barricadée. Une corde à nœuds, suspendue à l'une des embrasures, et servant aux Espagnols pour y monter, est alors découverte par nos voltigeurs, qui s'en saisissent, et grimpent les uns à la suite des autres, tandis que les deux régiments restés dans le fossé essaient le feu des murailles. Mais à peine quelques-uns de nos hardis voltigeurs ont-ils pénétré de la sorte dans la place, que les Espagnols se ruent sur eux pour les accabler. Ils vont succomber, quand l'officier du génie Vacani, entré dans la ville avec un détachement de sapeurs à la suite des premières colonnes, ouvre à

coups de hache la porte du Rosaire, et donne accès aux troupes du général Montmarie. Celui-ci s'élance alors dans l'intérieur de la ville haute, et attaque la Rambla avec les troupes des généraux Habert et Ficatier. Nos soldats exaspérés n'écourent plus rien, et immolent à coups de baïonnette tout ce qu'ils rencontrent. Acharnés contre une troupe ennemie qui s'enfuit vers la cathédrale, ils la poursuivent vers cet édifice auquel on arrive par une soixantaine de marches, gravissent ces marches sous un feu meurtrier, pénètrent dans l'église, et tuent sans rémission les malheureux qui les avaient ainsi fusillés. Toutefois, trouvant dans cette cathédrale quelques centaines de blessés, ils s'arrêtent et les épargnent. En ce moment huit mille hommes, seul reste vivant de la garnison, sortis par la porte de Barcelone, cherchent à se sauver du côté de la mer. On les pousse sur le général Harispe, qui leur barrant le chemin les oblige à livrer leurs armes. A partir de cet instant la ville haute comme la ville basse, comme le Francoli et l'Olivo, sont en notre pouvoir.

Tel fut cet horrible assaut, le plus furieux peut-être qu'on eût jamais livré, du moins jusqu'à cette époque. Les brèches étaient couvertes de cadavres français, mais la ville était jonchée en bien plus grand nombre de cadavres espagnols. Un désordre incroyable régnait dans ces rues enflammées, où de temps en temps quelques Espagnols fanatisés se faisaient tuer, pour avoir la satisfaction d'égorger encore quelques Français. Nos soldats cédant à un sentiment commun à toutes les troupes qui ont pris une ville d'assaut, considéraient Tarragone comme leur propriété, et s'étaient répandus dans les maisons, où ils commettaient plus de dégât que de pillage. Mais le général Suchet et ses officiers courant après eux pour leur persuader que c'était là un usage extrême et barbare du droit de la guerre, n'eurent pas de peine à les ramener, surtout depuis que le combat avait cessé, et que la fusillade ne les enivrait plus de fureur. Peu à peu on rétablit l'ordre, on éteignit les flammes, et on put commencer à compter les trophées, ainsi que les pertes. On avait pris plus de 300 bouches à feu, une quantité infinie de fusils, de projectiles, de munitions de toute espèce, une vingtaine de drapeaux, dix mille prisonniers, et en tête le gouverneur de Contreras lui-même, que le général Suchet traita avec les plus grands égards, quoique le dernier assaut eût été un acte de désespoir inutile, qui aurait pu être épargné à l'armée espagnole comme à l'armée française. Mais il faut honorer le patriotisme, quelque enporté qu'il puisse être. Outre les dix mille prisonniers, la garnison n'avait pas perdu moins de six à sept mille hommes par le fer et le feu. Ce dernier assaut surtout avait été des plus meurtriers. Quant à nous, nos pertes ne laissaient pas d'être très-considérables. Nous n'avions pas eu moins de 4,300 hommes hors de combat, dont mille à douze cents morts, et quinze ou dix-huit cents incapables de jamais rentrer dans les rangs, tant ils

étaient mutilés. Nous avions perdu environ vingt officiers du génie, car ce corps, admirable en France, avait prodigué le courage autant que l'intelligence dans ce siège mémorable, qui avait duré près de deux mois, et pendant lequel nous avions ouvert neuf brèches, opéré quatre descentes de fossé, livré cinq assauts, dont trois, ceux de l'Olivo, de la ville basse et de la ville haute, étaient au rang des plus furieux qu'on eût jamais vus.

La prise de Tarragone était un exploit de la plus haute importance : il était à l'insurrection catalane son principal appui, il la séparait de l'insurrection valencienne, et devait produire dans toute la Péninsule un immense effet moral, dont on aurait pu tirer un grand parti si tout avait été prêt en ce moment pour accabler les Espagnols par un vaste concours de forces. Malheureusement il n'en était rien, et avec la préoccupation exclusive qui emportait l'esprit de Napoléon vers d'autres desseins, ce grand siège devait avoir pour unique résultat de nous ouvrir le chemin de Valence. Le général Suchet avait ordre de faire sauter Tarragone, car Napoléon, avec raison, voulait réduire à Tortose seule les places occupées dans cette partie de l'Espagne; et ne consentait même à conserver Tortose qu'à cause des bouches de l'Èbre. Mais Suchet ayant reconnu, d'accord avec le général Rogiat, qu'en se bornant à conserver la ville haute on pourrait l'occuper avec un millier d'hommes, fit sauter les ouvrages de la ville basse, laissa dans la ville haute une garnison bien pourvue de munitions et de vivres, tâcha de rassurer et de ramener les habitants, réposa son pare de siège et ses munitions à Tortose, renvoya ses principaux détachements vers les postes d'où il les avait tirés, afin de réprimer les bandes redoublées audacieuses pendant le siège, et; avec une brigade d'infanterie, courut après le marquis de Campo-Verde, pour disperser son corps avant qu'il se fût rembarqué. Quoiqu'il le poursuivît avec une grande activité, il ne put l'atteindre. Il trouva à Villa-Nova un millier de blessés provenant du siège de Tarragone, évacués par mer sur cette place, et formant le complément de la garnison de 18 mille hommes, dont 10 mille avaient été pris, et 6 ou 7 mille tués. Il s'achemina ensuite par la route de Barcelone sur les traces du marquis de Campo-Verde. Celui-ci ayant essuyé une espèce de sédition de la part des Valenciens, qui voulaient être ramenés chez eux, avait été obligé de s'en séparer, et de les embarquer à Mataro sur la flotte anglaise. Le général Suchet, avec le général Maurice-Mathieu, qui était sorti de Barcelone, parvint à Mataro au moment même où l'embarquement s'achevait. Il s'attacha dès lors à suivre Campo-Verde et à prendre le célèbre couvent du Mont-Serrat, que ses troupes enlevèrent peu après avec une invincible audace. Il rendit ainsi tous les services qu'il put à l'armée de Catalogne, toujours absorbée par le blocus de Figuières et par le ravitaillement périodique de Barcelone, puis retourna à Saragosse pour mettre ordre aux affaires de son gou-

vernement. Il y trouva le bâton de maréchal, juste prix de ses services, car si les mémorables sièges de l'Aragon et de la Catalogne, les plus beaux qu'on eût exécutés depuis Vauban, étaient dus en grande partie aux officiers du génie et aux braves soldats de l'armée d'Aragon, ils étaient dus pour une bonne partie aussi à la sagesse militaire du général en chef, et à la profonde habileté de son administration.

Les mois de juillet, d'août, et quelquefois de septembre, ne pouvaient être en Espagne que des mois d'inaction. Les Anglais étaient, pendant ces mois brûlants, incapables de se mouvoir; nos soldats eux-mêmes, plus agiles, plus habitués aux privations, avaient cependant besoin qu'on leur permit de se reposer un peu de leurs marches incessantes, et il n'y avait pas jusqu'aux Espagnols qui ne sentissent dans cette saison s'affaiblir leur penchant à courir la campagne, ne fût-ce que pour faire la moisson. Toutefois, en Andalousie, le maréchal Soult avait par son séjour forcé à Llerena laissé tant d'affaires en souffrance, qu'il avait été obligé d'employer activement ces mois ordinairement consacrés au repos. Deux divisions espagnoles qui sous le général Blake avaient contribué à la bataille d'Alhucra, s'étaient détachées de lord Wellington pour aller inquiéter Séville. Mais au lieu de marcher directement à ce but, qui valait la peine d'une telle diversion, elles s'étaient rendues dans le comté de Niebla, vers l'embouchure de la Guadiana. Le maréchal Soult les avait fait suivre par une de ses divisions, et avec le reste s'était rendu à Séville, pour donner aux affaires de son gouvernement les soins qu'elles réclamaient. Il avait trouvé les insurgés des montagnes de Ronda toujours fort actifs, occupés à mettre le siège devant la ville même de Ronda, et ceux de Murcie, après avoir forcé le 4^e corps à se renfermer dans Grenade, osant se porter jusqu'à Baeza et Jaen, tout près des défilés de la Caroline, dans une position où ils pouvaient intercepter les communications de l'Andalousie avec Madrid. Il fallait donc marcher à la fois sur Ronda, sur Jaen, Baeza et Grenade, pour réprimer l'audace de ces divers rassemblements. Le maréchal Soult, profitant du départ du maréchal Victor et du général Sébastiani, avait supprimé l'organisation en corps d'armée, mauvaise partout où Napoléon n'était pas, avait persisté à ne laisser qu'une douzaine de mille hommes devant Cadix, les artilleurs et les marins compris, puis rappelant le détachement qui avait été envoyé dans le comté de Niebla, et dont la présence avait suffi pour obliger les deux divisions du général Blake à se rembarquer, s'était dirigé avec ce qu'il avait pu réunir de troupes vers le royaume de Grenade.

Il s'était fait précéder par le général Godinot, menant avec lui un détachement qui comprenait trois beaux régiments d'infanterie, les 12^e léger, 55^e et 58^e de ligne, et le 27^e de dragons. Ce détachement devait chasser les insurgés de Jaen et de Baeza, pendant que le corps principal se porte-

rait directement sur Grenade. Les insurgés, quoique nombreux, ne tirent pas plus cette fois qu'ils ne tenaient ordinairement en rase campagne, et abandonnèrent successivement Jaen et Baeza pour retourner dans le royaume de Murcie. Le maréchal entra dans Grenade, y rallia une partie du 4^e corps, et le 8 août quitta cette ville pour continuer son mouvement. Les insurgés de Murcie s'étaient dans cet intervalle réunis aux généraux Blake et Ballesteros, qui étaient venus sur les vaisseaux anglais des bouches de la Guadiana jusqu'à Almérie, et avaient pris une forte position à la Venta de Baul. Ils s'élevaient tous ensemble à environ 20 mille hommes. La position escarpée et presque inaccessible qu'ils occupaient, présentait un obstacle difficile à emporter, et nous y perdîmes d'abord quelques hommes en attaques infructueuses. Mais le général Godinot, qui avait repoussé de Jaen les insurgés de Murcie et les menait battant devant lui, s'avancait pour la tourner; et à peine le vit-on paraître sur la gauche du maréchal Soult, que les Espagnols se retirèrent pêle-mêle dans la province de Murcie. Une fois en retraite, ils ne tinrent nulle part, et jonchèrent les routes de soldats dispersés que la cavalerie du général Latour-Maubourg prit en très-grand nombre. La prompte et entière dispersion de ce corps donnait la garantie, non pas de ne plus le revoir, mais de ne pas l'avoir sur les bras pendant quelques mois. Le maréchal Soult, après avoir rétabli à Grenade une partie des troupes de l'ancien 4^e corps, et envoyé des renforts à Ronda, sous le général Lera, rentra dans Séville, pour s'y occuper enfin du siège de Cadix, et du matériel qui manquait encore pour l'exécution de ce siège.

Tout le reste du mois d'août se passa dans une inaction presque complète, le maréchal Soult faisant un peu reposer ses troupes, qui de 80 mille hommes se trouvaient réduites par les fatigues et le feu à 40 mille au plus, et disputant à Joseph divers détachements que l'armée du centre réclamait de l'armée d'Ancalousie; le maréchal Marmont campant toujours sur le Tage vers Almaraz, et se querellant aussi avec Joseph pour les fourrages de son armée, qu'il prétendait porter jusqu'à Tolède; Joseph ne cessant de crier misère, demandant qu'à défaut du quart des contributions dû par les généraux, et constamment refusé, Napoléon lui envoyât un million de plus par mois, et pour toute consolation ayant obtenu que son ami le maréchal Jourdan lui fût rendu comme chef d'état-major; le maréchal Sachet, maître chez lui, et n'ayant à disputer avec personne, préparant en silence l'expédition de Valence, que Napoléon lui avait ordonnée comme la suite nécessaire de la conquête de Tarragone; enfin le général Baragney-d'Hilliers, chargé spécialement du blocus de Figueras, refoulant dans cette forteresse les Espagnols qui cherchaient à s'en échapper, les obligeant à se rendre prisonniers de guerre, et à expier ainsi la surprise de cette place frontière.

Durant ces mois d'inaction, lord Wellington arrêtait ses projets pour la reprise des opérations en septembre, et ses projets n'étaient pas moins que la conquête de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz. En effet, depuis qu'il avait réussi à délivrer le Portugal de la présence des Français, il n'avait pas mieux à faire que de prendre ou la place de Ciudad-Rodrigo ou celle de Badajoz, et toutes les deux s'il pouvait, car elles étaient les clefs de l'Espagne, l'une au nord, l'autre au midi. Maître de ces places, il empêchait les Français d'envahir le Beira ou l'Alentejo, et il lui était facile à la première occasion d'envahir la Castille ou l'Andalousie. Les prendre était donc le moyen de fermer sa porte, et de tenir toujours ouverte celle d'autrui. Il avait un second motif d'en agir ainsi, c'était de faire enfin quelque chose, car depuis six mois que le Portugal était reconquis il n'avait ajouté aucun acte marquant à ses précédents exploits. On avait beaucoup vanté ses opérations en Angleterre, et avec raison, mais peut-être au delà de la juste mesure, ce qui ne manque jamais d'arriver lorsqu'on a trop fait attendre à un personnage quelconque la justice qui lui est due. L'opinion; avec sa mobilité ordinaire, porta tout à coup aux nues celui qu'elle ne daignait pas même distinguer. Restait d'ailleurs l'opposition, qui en partie de bonne foi, en partie par hostilité systématique, était prête à redire que, sans doute, on avait pu conserver le Portugal pour un temps du moins, mais qu'on n'irait pas au delà, qu'on soutenait dans la Péninsule une guerre ruineuse, sans résultat probable, sans résultat qui valût la terrible chance à laquelle on demeurerait constamment exposé, celle d'être un jour jeté à la mer par les Français. Il ne fallait pas une longue inaction, une longue privation de nouvelles significatives, pour ramener à cette manière de penser grand nombre de gens sages qui l'avaient sincèrement partagée; il ne fallait pas surtout beaucoup d'événements comme la dernière levée du siège de Badajoz. Lord Wellington était donc par une infinité de raisons, les unes militaires, les autres politiques, obligé de se signaler par quelque acte nouveau, et dès lors de prendre ou Badajoz ou Ciudad-Rodrigo, deux obstacles qui lui rendaient impossible toute opération ultérieure de quelque importance.

Mais ce n'était pas une tâche facile, car s'il se portait devant Badajoz, il était à présumer qu'il y trouverait encore le maréchal Soult et le maréchal Marmont réunis; s'il se portait devant Ciudad-Rodrigo, il devait y trouver le maréchal Marmont renforcé de tout ce qu'on aurait pu rassembler des armées du centre et du nord. Dans les deux cas, il courait le risque de rencontrer des forces trop considérables pour oser exécuter un grand siège devant elles, car, suivant son usage, il ne voulait combattre qu'à coup sûr, c'est-à-dire dans des positions défensives presque invincibles, et avec une supériorité numérique qui, s'ajoutant au bon choix des lieux, rendit le résultat aussi certain qu'il peut l'être à la guerre. Tente-

fois, s'il était condamné à rencontrer soit au midi, soit au nord, des concentrations de forces supérieures à l'armée dont il disposait, lord Wellington avait aussi de son côté d'incontestables avantages. La route qu'il s'était créée en dedans des frontières du Portugal, du nord au midi, route qu'il avait déjà parcourue tant de fois, et qui descendait de Guarda sur Espinhal, d'Espinhal sur Abrantès, d'Abrantès sur Elvas (voir la carte n° 53), avait été frayée avec soin, jalonnée de nombreux magasins, et pourvue de ponts sur le Mondego et sur le Tage. Il s'y faisait suivre de six mille mulets espagnols chargés de vivres; il y commandait seul, ne dépendait de personne, était obéi dès qu'il donnait un ordre, et pour le donner à propos avait l'immense avantage, auquel il attribuait lui-même une partie de ses succès, d'être exactement informé par les Espagnols de tous les mouvements de ses adversaires. Les généraux français, au contraire, étaient indépendants les uns des autres, placés à de grandes distances, divisés, dépourvus de tout, informés de rien, et c'était miracle de les trouver réunis une fois, dans un but commun, avec le matériel nécessaire à une opération de quelque importance. Pour que le maréchal Soult reçût le secours du maréchal Marmont, il fallait que celui-ci, oubliant les ressentiments de l'armée de Portugal, vint précipitamment à son aide, qu'il le voulût et qu'il le pût, qu'il eût notamment un pont et des vivres à Almaraz. Pour que le maréchal Marmont pût protéger Ciudad-Rodrigo en temps utile, il fallait que le commandant de l'armée du nord voulût bien l'y aider, que, dans cette vue, il consentit à suspendre la poursuite des bandes, à rassembler douze ou quinze mille hommes sur un seul point, à négliger ainsi la plupart des autres, et à préparer dans cette prévision de vastes magasins à Salamanque; ou bien que l'armée du centre, qui avait à peine de quoi garder Tolède, Madrid, Gundalaxara, négligeât l'un de ces postes si importants pour le salut d'un poste qui ne lui était pas confié, et qu'enfin ces divers généraux marchassent sans jalousie les uns des autres sur Ciudad-Rodrigo. Et voulussent-ils tout cela, le pussent-ils, il fallait qu'ils connussent à temps les mouvements de l'ennemi qui motiveraient ces concentrations de forces. Napoléon leur avait bien recommandé de se secourir réciproquement, mais ne pouvant prévoir les cas, il ne le leur avait prescrit que d'une manière générale, et on a déjà vu comment ils exécutaient même les ordres les plus précis, donnés pour un cas déterminé et urgent. Il n'était donc pas impossible à lord Wellington, en conduisant ses préparatifs avec secret, et en dérobant adroitement ses mouvements, de trouver vingt-cinq ou trente jours pour entreprendre un grand siège, et pour l'achever avant que les Français fussent arrivés au secours de la place assiégée. C'était sur cette chance que lord Wellington fondait ses plans d'opérations pour l'automne de 1811, et pour l'hiver de 1811 à 1812.

Dans le moment, ses soldats étant un peu rebutés par la résistance de Badajoz, il voulait changer le but offert à leurs efforts, et songea par ce motif à se porter sur Ciudad-Rodrigo. Il avait fait d'ailleurs la remarque fort judicieuse que le maréchal Marulont, en remontant de Naval-Moral à Salamanque pour secourir Ciudad-Rodrigo, avait moins de chances d'être rallié par des forces suffisantes qu'en descendant en Estrémadure pour secourir Badajoz, car dans ce dernier cas il était toujours assuré d'y trouver le maréchal Soult, disposant de beaucoup plus de moyens que le maréchal Bessières en Castille; et ayant à défendre Badajoz un intérêt personnel de premier ordre. Il valait donc mieux tenter une entreprise sur Ciudad-Rodrigo que sur Badajoz : seulement il existait de ce côté une difficulté, c'était de n'avoir pas un parc de siège, et pas de lieu fermé pour le mettre à l'abri, ce qui faisait que lord Wellington ne se consolait pas d'avoir vu Almeida détruit sous ses yeux par les Français. Au contraire, pour l'attaque de Badajoz il possédait deux vastes magasins fermés, Alcantarès d'abord, où la marine anglaise avait transporté par eau un immense matériel, et puis Elvas, où l'on se rendait d'Abrantès par une belle route de terre, et où l'on pouvait mettre en sûreté tout l'attirail d'un grand siège.

Néanmoins, ne se laissant pas décourager par cette difficulté, lord Wellington avait fait transporter secrètement dans le voisinage de Ciudad-Rodrigo un parc de grosse artillerie, l'avait fait voyager une pièce après l'autre, et avait eu ensuite la précaution de le cacher dans plusieurs villages. Il avait eu outre amené successivement toutes ses divisions dans le haut Beira, sauf celle du général Hill restée en observation sur la Guadiana, et avait campé ses troupes derrière l'Aguada, laissant au partisan don Julian le soin d'affamer Ciudad-Rodrigo par des courses incessantes à travers les campagnes voisines.

Vers la fin d'août et le commencement de septembre, le maréchal Marmont, mieux informé cette fois que nous ne l'étions ordinairement des mouvements de l'ennemi, avait appris le déplacement de l'armée anglaise, et reçu du général Reynaud, commandant de Ciudad-Rodrigo, l'avis que la place allait être réduite aux dernières extrémités, que la garnison, déjà mise à la demi-ration, n'aurait de la viande que jusqu'au 13 septembre, du pain que jusqu'au 25, et que, passé ce terme, elle serait contrainte de se rendre. Après un avis pareil, il n'y avait pas de temps à perdre. Le soin de ravitailler Ciudad-Rodrigo regardait à cette époque l'armée de Portugal. Le maréchal Marmont se concerta avec le général Dorsenne, qui venait de remplacer le duc d'Istrie appelé à Paris, et il fut convenu que ce général préparerait un fort convoi de vivres aux environs de Salamanque, qu'il s'y porterait avec une partie de ses troupes, que de son côté le maréchal Marmont quitterait les bords du Tage, repasserait le Guadarrama par le col de Baños ou de Peralès, et descendrait sur Sala-

manque, pour concourir au ravitaillement de Ciudad-Rodrigo, au risque de tout ce qui pourrait en arriver.

Ces conventions, très-bien entendues, furent exactement observées. Le maréchal Marmont concentra ses divisions, et leur fit franchir successivement le Guadarrama. Il eût voulu les amener toutes six vers Ciudad-Rodrigo, ce qui lui aurait procuré plus de 30 mille hommes, son corps ayant rallié une partie de ses malades et de ses blessés. Mais il aurait fallu pour cela que Joseph lui envoyât une division de l'armée du centre, afin de garder l'établissement de l'armée de Portugal entre le Tiétar et le Tage, chose que ce prince n'aurait pu faire qu'en se gênant beaucoup, et en découvrant la capitale du côté de Guadaluara ou de la Manche. Joseph ne l'osant pas, le maréchal Marmont fut obligé de laisser sur le Tage, à la garde de ses ponts et de ses dépôts, une division tout entière, et il choisit pour lui confier ce soin celle qui avait été mise sur la route de Truxillo en observation vers l'Estrémadure. Il passa le Guadarrama avec les cinq autres, et fut rendu dans le commencement de septembre aux environs de Salamanque avec 26 mille combattants. De son côté, le général Dorsenne se porta sur Astorga avec 15 mille hommes d'excellentes troupes, comprenant la jeune garde et l'une des divisions de la réserve récemment entrée dans la Péninsule. La cavalerie surtout était superbe. Il rencontra chemin faisant un nombre à peu près égal d'insurgés galiciens commandés par le général espagnol Abadía, le poussa devant lui jusqu'à Villafranca, leur prit ou leur tua quelques hommes, et ensuite se rabattit à gauche sur Zamora et Salamanque.

Le 20 septembre, les deux armées du nord et de Portugal se réunirent. Elles étaient l'une et l'autre en très-bon état, parfaitement reposées, pourvues du matériel nécessaire, et comptaient six mille hommes au moins de la meilleure cavalerie. Leur effectif total dépassait quarante mille hommes. L'armée anglaise, ordinairement si bien renseignée, ne s'attendait pas à une si prompte et si grande concentration de forces. Elle était presque aussi nombreuse que l'armée française, mais dévorée de maladies, nullement préparée à une bataille, dispersée dans des cantonnements éloignés, au point que la division légère Crawford se trouvait en avant de l'Agueda occupée au blocus de Ciudad, tandis que le gros de l'armée était fort au delà de cette rivière. L'effectif total de lord Wellington ne comprenait d'ailleurs que 25 mille hommes de troupes anglaises; le reste se composait de Portugais.

Les généraux français, s'ils avaient mis quelque soin à se renseigner, auraient dû connaître ces faits et en profiter pour frapper sur le général anglais un coup décisif, que sa bonne fortune autant que sa prudence lui avait fait éviter jusqu'ici. Informés ou non, ils auraient dû penser qu'ils pouvaient à chaque instant rencontrer l'armée anglaise elle-même, réunie

ou dispersée, et que dans un cas il fallait être prêt à la recevoir, et dans l'autre à l'accabler.

Par conséquent leur devoir était de marcher comme si à chaque instant ils avaient été exposés à combattre. Mais ils n'en firent rien, et ils ne se mirent pas même d'accord sur la résolution de livrer bataille, si la nécessité ou seulement la convenance s'en présentait. Il fut uniquement convenu que le général Dorsenne, se dirigeant par la droite sur Ciudad-Rodrigo, y introduirait le convoi, et que le maréchal Marmont, s'avancant par la gauche avec sa cavalerie, exécuterait sur Fuente Guinaldo et Espeja une forte reconnaissance. L'infanterie de l'armée de Portugal n'étant pas encore arrivée, le général Dorsenne prêta au maréchal Marmont la division Thiébauld pour qu'il pût en disposer au besoin. On marcha donc avant que toute l'armée fût réunie et en état de recevoir l'ennemi s'il venait à paraître. Il était peu probable, à la vérité, que les Anglais voulussent combattre, car dans ce moment leur position en avant de l'Agueda n'était pas bonne; mais quelle que fût leur position actuelle, il ne fallait pas s'approcher autant d'eux sans être soi-même en mesure de profiter des bonnes chances, ou de parer aux mauvaises.

On marcha sur Ciudad-Rodrigo dans cette espèce de découau, et le 23 septembre on eut la satisfaction d'y introduire sans coup férir un gros convoi de vivres. Ce but atteint, les deux généraux français avaient sans doute rempli leur principale mission, mais ils étaient tentés de savoir ce qu'il en était de l'armée anglaise, et le maréchal Marmont, se portant sur la gauche, résolut d'exécuter la reconnaissance projetée. S'avancant avec sa cavalerie, que le brave Montbrun commandait encore, il aperçut la division légère Crawford partagée en deux brigades fort éloignées l'une de l'autre, et dans un état tel qu'on aurait pu les détruire successivement, si on les eût abordées avec une forte avant-garde. De plus, lord Wellington, avec une armée mal rassemblée, privé de l'une de ses divisions, hors des lieux choisis sur lesquels il aimait à combattre, aurait été probablement vaincu s'il fût venu au secours des deux brigades de Crawford, et une fois vaincu, détruit peut-être.

Par malheur, n'ayant que de la cavalerie, on ne put mettre autre chose en avant. Le général Montbrun se jeta sur l'infanterie anglaise avec sa vigneux accoutumée, la culbuta quoiqu'elle fût bien postée, lui enleva quatre pièces de canon, mais ne les garda point, car, n'ayant pas un seul bataillon, il ne put résister lorsque cette infanterie ralliée revint sur lui. Le maréchal Marmont, présent à cette action, demandait à grands cris la division Thiébauld qui lui avait été destinée; mais le général Dorsenne, personnage de caractère difficile et fort préoccupé de lui-même, quoique du reste officier très-brave, par mauvaise volonté, ou faute de temps, ne fit arriver cette division que lorsqu'elle ne pouvait plus être utile. En effet,

quand elle parut, les deux brigades anglaises, ralliées et réunies, étaient déjà hors d'atteinte.

Le lendemain toute l'infanterie de l'armée se trouvait en ligne, mais les Anglais étaient en pleine retraite, et avaient assez d'avance pour qu'il ne fût plus possible de les rejoindre, du moins en une seule marche. Il devint évident que, si on les eût abordés la veille en ordre convenable, on aurait eu chance de les écraser. Les suivre, les atteindre, les battre, eût encore été praticable, si on avait eu pour trois ou quatre jours de vivres sur le dos des soldats. On ne les avait pas. Il fallut donc rebrousser chemin avec l'unique satisfaction d'avoir ravitaillé Ciudad-Rodrigo, et le regret amer d'avoir laissé échapper l'armée anglaise dans un moment où l'on aurait pu l'accabler. L'irréflexion chez le principal de nos deux généraux, le défaut de concours chez l'autre, procurèrent ainsi à l'heureux Wellington une bonne fortune de plus, le sauvèrent d'un immense péril, et nous privèrent de l'occasion de détruire un mortel ennemi, occasion qui s'était en vain présentée plus d'une fois. C'était une nouvelle preuve après mille autres des inconvénients attachés au défaut d'unité dans le commandement, et de l'impossibilité de suppléer à cette unité par l'autorité de Napoléon exercée à la distance de Paris à Madrid.

Napoléon, comme on l'a vu, persistant à penser que la réserve, récemment préparée, pourrait suffire aux besoins de la guerre d'Espagne, moyennant qu'on employât bien l'automne et l'hiver, après quoi il lui serait possible de retirer au printemps la garde impériale, voulait que les opérations importantes commençassent en septembre. La première de ces opérations était à ses yeux d'occuper Valence, et c'est parce que la conquête de Tarragone était l'acheminement vers celle de Valence, qu'il avait accueilli avec tant de plaisir, et récompensé avec tant d'éclat, le dernier exploit du maréchal Suchet. Il prescrivit donc à ce maréchal d'être en mouvement au plus tard vers le 15 septembre, lui promettant dès qu'il serait en marche un fort appui sur ses derrières, soit de la part du général Decaen, qui avait remplacé le maréchal Macdonald en Catalogne et se trouvait débarrassé de Figuières, soit de la part du général Reille, commandant en Navarre, qui allait recevoir deux des divisions de la réserve. Valence prise, Napoléon se flattait que le maréchal Suchet étendrait son action jusqu'à Grenade, que l'armée d'Andalousie pourrait dès lors se reporter presque tout entière vers l'Estrémadure, que la moitié au moins de cette armée se réunissant à celle de Portugal, ramenée à une force de 50 mille hommes par la rentrée des blessés, des malades et des détachés, on pourrait pénétrer avec 70 mille hommes dans l'Alentejo, pendant que l'armée du nord, renforcée de deux divisions de la réserve, descendrait de son côté sur le Tage par la route qu'avait suivie Masséna, et irait faire sa jonction avec ces 70 mille hommes. Napoléon ne désespérait pas de pousser alors très-

vivement les Anglais, et de les conduire bien près du précipice qu'ils avaient derrière eux en s'obstinant à rester à Lisbonne. Il espérait même, tout en prétendant à de si vastes résultats, pouvoir retirer sa jeune garde, à condition toutefois de la remplacer au moyen des quatrièmes bataillons de Drouet, reconduits à Bayonne, et remplis là des conscrits de 1811 et 1812, ce qui devait compenser, du moins sous le rapport du nombre, le départ des régiments de la garde. On va juger par le résultat si ce grand génie pouvait lui-même, tout grand qu'il était, se passer de voir les choses de près pour les apprécier sainement.

Le maréchal Suchet n'avait pas pour la conquête de Valence moins de penchant que Napoléon. Mais des 40 mille hommes valides qu'il possédait, sur 60 mille d'effectif nominal, il avait perdu 4 à 5 mille hommes, tant au siège de Tarragone que dans les opérations subséquentes, et des 35 mille restants il lui fallait en détacher 12 ou 13 mille au moins pour garder l'Aragon et la basse Catalogne. Il ne pouvait donc marcher qu'avec 22 ou 23 mille hommes, et c'était bien peu pour faire la conquête de Valence. Il s'était avancé déjà une première fois jusqu'aux portes de cette grande cité, et il avait pu juger des difficultés de l'entreprise, car il fallait enlever chemin faisant Peniscola, Oropesa, Sagonte, puis occuper de vive force Valence elle-même, Valence défendue par toute l'armée des Valenciens, par celle des insurgés de Murcie, et même par l'armée de Blaké, qui se composait des deux divisions Zayas et Lardizabal, amenées des bords de l'Albuera à Grenade le mois précédent. Toutefois, quelles que fussent les difficultés, le maréchal Suchet prit son parti, laissa une division entre Lerida, Tarragone et Tortose, aux ordres du général Frère, pour garder la basse Catalogne, une autre sur l'Èbre aux ordres du général Musnier pour garder l'Aragon, et marcha avec 22 mille hommes sur Valence. Suivant sa coutume, il apporta la plus active sollicitude à organiser sur ses derrières le service des vivres et des munitions de guerre. Tortose, aux bouches de l'Èbre, fut encore son grand dépôt. Il y avait rassemblé, après réparation, le parc de siège qui avait servi à Tarragone; il y avait formé de vastes magasins, que quatorze gros bateaux bien escortés, allant et revenant sans cesse de Mequinenza à Tortose par l'Èbre, approvisionnaient en excellents blés de l'Aragon. C'était là qu'on devait venir prendre les munitions de guerre et de bouche en suivant la route qui longe la mer de Tortose à Valence. Quant à la viande, chaque régiment devait la transporter à sa suite en menant avec lui un troupeau de moutons.

Ces précautions prises, le maréchal Suchet partit le 15 septembre 1811 pour Valence, marchant sur trois colonnes. Avec la principale des trois, composée de la division d'infanterie Habert, de la brigade Robert, de la cavalerie et de l'artillerie, il suivit la grande route de Tortose à Valence.

La division italienne Palombini prit à droite par les montagnes de Morella à San Mateo, la division française Harispe plus à droite encore, à travers les montagnes de Teruel. Elles devaient, après avoir balayé ces diverses routes, opérer leur jonction en avant de Murviedro, à l'entrée de la belle plaine qui porte le nom de Huerta de Valence.

L'armée ne rencontra d'obstacle sérieux nulle part, et chassa devant elle tous les coureurs qui infestaient le pays. La colonne principale, suivant la grande route de Tortose, avait seule des difficultés à vaincre, c'étaient les forts de Peniscola et d'Oropesa, commandant à la fois le bord de la mer et la chaussée. Quant au fort de Peniscola, comme il formait saillie sur la mer, et se trouvait à quelque distance de la route, on se borna à rejeter dans son enceinte la garnison qui avait essayé d'en sortir, et on passa outre, en laissant un détachement pour occuper le passage. Il n'en pouvait être de même devant Oropesa, qui baignait à la fois la rade et le chemin. Afin de l'éviter on fit un détour de deux à trois lieues, qui était difficile pour l'artillerie de campagne, et absolument impossible pour l'artillerie de siège. Mais comme on avait laissé cette dernière à Tortose, avec le projet de la faire venir lorsqu'on serait en possession de la plaine de Valence, on résolut de continuer la marche, sauf à renvoyer ensuite quelques bataillons sur Oropesa, afin d'ouvrir la grande route au pare de siège.

Le 20 septembre, les trois colonnes se trouvèrent réunies aux environs de Castellon de la Plana. Le 21 elles rencontrèrent quelques centaines d'Espagnols au passage du Minjarès, torrent qui descend des montagnes à la mer. Les dragons les dispersèrent, et le 22 on arriva à l'entrée de cette magnifique plaine demi-circulaire de Valence, dont le pourtour est formé par de belles montagnes, dont le milieu, traversé de nombreux canaux, semé de palmiers, d'oliviers, d'orangers, est couvert de riches cultures, et dont le diamètre est formé par une mer étincelante, au bord de laquelle Valence s'élève avec ses nombreux clochers. En y entrant par le nord (l'armée, en effet, descendait du nord au midi), le premier obstacle qui s'offrait était la ville de Murviedro, ville ouverte, mais bâtie au pied du rocher où jadis existait l'antique Sagonte, et où restait une forteresse, composée d'un mélange de constructions romaines, arabes, espagnoles. Trois mille hommes avec des vivres et des munitions occupaient cette forteresse, et on ne pouvait guère les laisser sur ses derrières en allant attaquer Valence, défendue par toute une armée. Le général Blake venait effectivement de rejoindre les Valenciens avec les deux divisions Zayas et Lardizabal.

Le 23, le maréchal Suchet fit enlever Murviedro par la division Habert, ce qui ne fut pas très-difficile, bien que la garnison de Sagonte fût descendue de son repaire pour tâcher de sauver la ville située à ses pieds.

On se rendit maître de Murviedro, et, malgré le feu très-vif de la forteresse, on s'établit dans les maisons qui lui faisaient face, on les barriada, on les crénela, et on força ainsi de toute part la garnison à se renfermer dans son réduit; mais on ne pouvait guère l'y aller chercher, car il était presque inaccessible.

Après examen attentif de cette forteresse, si incommode pour l'armée, on reconnut qu'elle était inabordable de tous les côtés, au seul excepté, celui de l'ouest, par où elle se rattachait aux montagnes qui forment l'enceinte de la plaine de Valence. De ce côté, une pente assez douce conduisait aux premiers ouvrages. Ces ouvrages consistaient en une tour haute et solide, qui barrait le rocher étroit et allongé sur lequel la forteresse était construite, et qui se reliait par de fortes murailles aux autres tours composant l'enceinte. S'avancer par des approches régulières sur ce terrain entièrement nu, consistant en un roc très-dur, où l'on ne pouvait se couvrir que par des sacs à terre, et où l'on devait avoir la plus grande peine à hisser la grosse artillerie, parut trop long et trop meurtrier. On avait une extrême confiance dans les troupes qui avaient livré tant d'assauts extraordinaires; et on résolut de brusquer l'attaque au moyen de l'escalade. Le 28 septembre, au milieu de la nuit, deux colonnes de trois cents hommes d'élite, armées d'échelles, soutenues par des réserves, s'approchèrent de la forteresse en choisissant le côté qui semblait le plus facile à escalader. Par une rencontre singulière, la garnison avait fait choix de cette même nuit pour exécuter une sortie. On la repoussa vigoureusement, mais elle était en éveil, et ce n'était plus le cas d'essayer de la surprendre. Malheureusement les colonnes d'assaut étaient en mouvement, remplies d'une ardeur difficile à contenir, et au milieu de la confusion d'une sortie repoussée, il fut impossible de leur faire parvenir un contre-ordre. La première planta ses échelles et tenta audacieusement de s'élever jusqu'au sommet des murs. Mais les échelles n'atteignaient pas à la hauteur nécessaire, le nombre n'en était pas assez grand, et de plus la tentative était conçue de l'ennemi, de façon qu'au point où chaque échelle aboutissait il y avait des hommes furieux, tirant à bout portant, et renversant à coups de pique ou de hache les assaillants assez hardis pour essayer de franchir les murs. L'escalade fut donc impossible. La seconde colonne s'étant obstinée à renouveler l'attaque, fut repoussée de même, et cette tentative hasardeuse, imaginée pour économiser le temps et le sang, nous coûta environ trois cents hommes, morts ou blessés, sans aucun résultat utile.

Fort affligé de cet échec, le maréchal Suchet se vit dès lors contraint de revenir aux voies ordinaires. Un siège en règle paraissait indispensable pour venir à bout du rocher de Sagonte. On se demandait s'il ne vaudrait pas mieux masquer cet obstacle par un simple détachement et marcher

sur Valence. Mais le maréchal ayant déjà négligé Peniscola et Oropesa, n'osa pas laisser sur ses derrières un troisième poste fermé, contenant une garnison de trois mille hommes, et il voulut s'en rendre maître avant de pousser plus loin ses opérations.

Il fallait faire venir de Tortose la grosse artillerie de siège, et pour cela prendre Oropesa, qui interceptait complètement la route. En conséquence, il fut ordonné au général Compère de se porter avec les Napolitains au nombre de 1500 hommes devant Oropesa, et au convoi de la grosse artillerie de s'y acheminer de Tortose. Les premières pièces arrivées devaient être employées à ouvrir la route en renversant les murs d'Oropesa. Les Napolitains, dirigés par des soldats du génie français, commencèrent les travaux d'approche, et les conduisirent avec beaucoup d'ardeur et d'impétuosité. Le 9 octobre, ils purent établir la batterie de brèche, l'armer avec quelques grosses pièces, et se frayer une entrée dans la principale tour d'Oropesa. La petite garnison qui la défendait ne voulut point braver les chances de l'assaut, et se rendit le 10 octobre. On y trouva quelques munitions, on y établit un poste, et on put amener sans obstacle jusqu'au camp, sous Murviedro, le parc de la grosse artillerie.

Les généraux Valée et Rogniat, retenus à l'armée, de laquelle ils s'étaient un moment éloignés par congé, arrêtèrent le plan d'attaque contre la forteresse de Sagonte. Ils décidèrent qu'on attaquerait par l'ouest, c'est-à-dire par les pentes qui rattachaient le rocher de Sagonte aux montagnes. Il fallait creuser la tranchée dans un terrain très-dur, souvent dans le roc nu, en y employant la mine, et cheminer vers un groupe de murailles et de tours élevées, qui avaient un tel commandement, que de leur sommet on plongeait dans nos tranchées, et on nous mettait hors de combat trente ou quarante hommes par jour. De plus, il fallait tout porter à cette hauteur, jusqu'aux déblais qui remplissaient nos sacs à terre, ce qui nous empêchait de donner à nos épaulements l'épaisseur désirable, autre inconvénient grave, car ils ne présentaient qu'un abri fort insuffisant. Pendant qu'on se livrait à ces pénibles travaux, les chefs de bandes qui infestaient les montagnes de Ternel, de Calatayud, de Cuenea, situées entre la province d'Aragon et celle de Valence, étaient devenus plus actifs que jamais, attaquaient nos postes, enlevaient nos troupeaux, et on ne pouvait plus différer d'envoyer des colonnes sur les derrières pour réprimer leur audace.

Impatiente de triompher du fâcheux obstacle qui l'arrêtait, l'armée voulait qu'on lui permit l'assaut dès qu'il serait possible. On ne demandait pas mieux, mais l'établissement des batteries sous le feu continu des Espagnols avait coûté des peines infinies et des pertes sensibles, et on ne put battre en brèche que le 17 octobre. Notre artillerie, habilement dirigée, détruisit les premiers revêtements. Mais dans l'épaisseur des mu-

raillles se trouvaient d'anciennes maçonneries dures comme le roc, et au-dessus les Espagnols, animés d'une énergie que nous leur avions à peine vue, à Tarragone, restant à découvert sous le feu de la batterie de brèche, ajustaient nos canonniers, les renversaient homme par homme, et ralentissaient ainsi nos efforts.

Enfin le 18 dans l'après-midi, la brèche, quoique présentant encore un escarpement assez difficile à franchir, fut déclarée abordable, et on ordonna l'assaut. Les Espagnols, debout sur la brèche et au sommet de la tour dans laquelle on l'avait pratiquée, étaient armés de fusils et de haches; et poussaient des cris féroces. Le colonel Matis, avec 400 hommes d'élite pris dans les 5^e léger, 114^e, 117^e de ligne, et dans la division italienne, s'avança hardiment sous le feu le plus violent. Malgré l'audace des assaillants, la brèche était si escarpée, la fusillade si vive, que les soldats qui essayèrent de gravir ces décombres furent abattus, et qu'il fallut y renoncer après une nouvelle perte de 200 hommes morts ou blessés. Ainsi cette malencontreuse citadelle de Sagonte, en tenant compte de la première escalade manquée et des pertes essayées pendant les travaux, nous avait déjà coûté 7 à 800 hommes, sans aucun résultat. L'armée valencienne, assistant du milieu de la plaine à ce spectacle, sentait sa confiance dans ses propres murailles augmenter d'heure en heure, et après avoir vu échouer les efforts du maréchal Moncey contre Valence en 1808, ceux du général Suchet en 1810, se flattait qu'il en serait de même de cette nouvelle tentative.

C'était sur cette armée, si remplie de contentement, que le maréchal Suchet songeait à faire tomber sa ténacité; c'était en allant la battre à outrance qu'il espérait réparer les échecs que venait de lui faire éprouver la garnison si obstinée de Sagonte. Il se disait en effet que s'il parvenait à vaincre l'armée valencienne en rase campagne, il déconragerait la garnison de Sagonte, et peut-être même prendrait Sagonte et Valence à la fois, par la seule puissance des effets moraux. Mais il n'aurait pas voulu pour rencontrer l'armée ennemie s'éloigner trop de Sagonte et s'approcher trop de Valence, et il tâchait de découvrir un terrain où il pourrait la joindre, lorsque le général Blake vint lui-même lui offrir l'occasion qu'il cherchait à faire naître.

La garnison de Sagonte, si elle nous avait causé des pertes, en avait éprouvé aussi; elle était au terme de ses forces morales; désirait vivement qu'on la secourût, et le demandait en communiquant par des signaux avec les vaisseaux qui croisaient le long du rivage. Le général Blake n'avait pas moins de 80 mille hommes à mettre en ligne, parmi lesquels figuraient les deux divisions Zayas et Lardizabal, les meilleures de l'Espagne. Il avait été rejoint en outre par les Murcians sous le général Mahy, et par le brave partisan Villa-Campa.

Il s'avança donc au milieu de la plaine, s'éloignant de Valence et s'approchant de Sagonte avec l'attitude d'un général disposé à livrer bataille. Le maréchal Suchet en conçut une vive joie; et fit aussitôt ses préparatifs de combat. Les deux armées se trouvèrent en présence le 25 octobre au matin.

Le général Blake rangea à sa droite, au delà d'un ravin dit du Picador, et le long de la mer, la division Zayas, que la flottille espagnole devait appuyer de son feu; au centre, la division Lardizabal, soutenue par toute la cavalerie espagnole sous les ordres du général Caro; à sa gauche, la division valencienne Miranda, celle du partisan Villa-Campa, et enfin, au delà même de sa gauche, avec intention de nous tourner par les montagnes, les troupes de Mahy. Il devait avoir, comme nous venons de le dire, environ 30 mille soldats, aussi bons que l'Espagne pouvait alors les fournir. Le surplus était resté à la garde de Valence.

Le maréchal Suchet n'en comptait que 17 ou 18 mille, obligé qu'il était de laisser quelque monde devant Sagonte; mais ces 17 ou 18 mille hommes rachetaient amplement par leur valeur l'infériorité de leur nombre. Vers sa gauche et vers la mer, il plaça la division Halévy en face de la division Zayas; vers le centre il opposa la division Harispe, la division italienne Palombini, le 4^e de hussards, le 13^e de cuirassiers, le 24^e de dragons à la division Lardizabal; vers sa droite enfin, au débouché des montagnes, il chargea les brigades Robert et Chlopiski, les dragons italiens de Napoléon de tenir tête aux troupes de Miranda, de Villa-Campa et de Mahy, qui menaçaient de nous couper de la route de Tortose, notre seule ligne de retraite. Nos compagnies du génie; avec l'infanterie napolitaine, devaient continuer de battre les tours de Sagonte pendant la bataille.

Dès la pointe du jour, en effet, les troupes employées au siège commencèrent leur canonnade, pendant que l'armée du général Blake, s'ébranlant sur toute la ligne, marchait au-devant de la nôtre. Le maréchal Suchet parcourait en ce moment le champ de bataille avec un escadron du 4^e hussards, lorsqu'il aperçut au centre les Espagnols de Lardizabal s'avancant avec ordre et assurance sur un mamelon qui pouvait servir d'appui à toute notre ligne. A cette vue il prescrivit à la division Harispe de s'y porter en toute hâte, et comme les Espagnols avaient de l'avance sur nous, il lança contre eux ses hussards pour ralentir leur mouvement. Les hussards, quoique chargeant avec ardeur, furent ralentis par les Espagnols, qui montèrent bravement sur le mamelon et s'y établirent. Le général Harispe, arrivant quand le mamelon était déjà occupé, n'en fut aucunement embarrassé. Il y marcha à la tête du 7^e de ligne formé en colonnes par bataillon, et laissa en réserve le 116^e de ligne avec le 3^e de la Vistule. Les Espagnols firent un feu extrêmement vif, et soutinrent le choc avec plus de fermeté qu'on eût osé attendre. Mais le 7^e de ligne les aborda à la baïonnette et les culbuta. La division Harispe se déploya ensuite tout

entière devant la division Lardizabal, qui s'était arrêtée tandis que les deux ailes de l'armée espagnole continuaient à gagner du terrain. Le maréchal Suchet résolut sur-le-champ de profiter de cette situation pour couper l'armée espagnole par le centre ; il fit donc avancer la division Harispe, et modéra au contraire le mouvement de la division Habert à sa gauche, des brigades Robert et Chlopiski à sa droite. Pendant que ces ordres s'exécutaient, le chef d'escadron d'artillerie Duchand ayant porté avec beaucoup d'audace l'artillerie de la division Harispe en avant, afin de tirer à mitraille sur l'infanterie Lardizabal, fut chargé par toute la cavalerie du général Caro. Les hussards qui voulurent le soutenir furent eux-mêmes ramenés ; et plusieurs de nos pièces tombèrent au pouvoir des Espagnols, qui, peu habitués à nous en prendre, se mirent à pousser des cris de joie. Au même instant toute l'infanterie Lardizabal marcha sur nous avec une extrême confiance. Mais le 116^e envoyé à sa rencontre arrêta par son aplomb la cavalerie du général Caro ; puis le brave 13^e de cuirassiers, lancé à toute bride par le général Boussard sur l'infanterie espagnole, la rompit et la sabra. Dès ce moment le centre de l'ennemi, percé par le milieu, fut obligé de battre en retraite. Non-seulement on reprit l'artillerie française, mais on enleva une partie de l'artillerie espagnole, et on ramassa beaucoup de prisonniers, notamment le général Caro lui-même.

Bientôt les deux ailes de l'armée, retenues d'abord, puis reportées en avant par le maréchal Suchet, qui venait d'être blessé à l'épaule sans quitter le champ de bataille, se trouvèrent en ligne avec le centre. Le général Habert opposé à la division Zayas la poussa du premier choc sur le village de Pouzol, la rejeta ensuite sur les hauteurs de Puig, qu'il emporta à la baïonnette, tandis que le colonel Delort, liant la gauche avec le centre, chargeait à la tête du 24^e de dragons les restes de l'infanterie de Lardizabal. A droite les généraux Robert et Chlopiski repoussèrent les troupes de Mahy, que les dragons italiens de Napoléon achevèrent de mettre en déroute par une charge vigoureuse.

Culbutés ainsi sur tous les points, les Espagnols se retirèrent en désordre, laissant dans nos mains douze bouches à feu, 4,700 prisonniers, un millier de morts et quatre drapeaux. Cette lutte, plus vive que ne l'étaient ordinairement les combats en rase campagne contre les Espagnols, nous avait coûté environ 700 hommes, morts ou blessés. Le plus important résultat, c'était d'avoir abattu le moral de l'armée valencienne, d'avoir découragé la garnison de Sagonte, et détruit l'orgueilleuse confiance que les habitants de Valence mettaient dans leurs murailles.

Le maréchal, après avoir recueilli les trophées de cette journée, fit sonner la garnison de Sagonte, à qui la défaite de l'armée espagnole ôtait toute espérance d'être secourue. Elle consentit en effet à capituler, et nous livra 2,500 prisonniers, reste de la garnison de 3 mille hommes

qui, dans l'origine de la défense, occupait la forteresse. Ce premier résultat de la bataille de Sagonte causa une vive satisfaction au maréchal Suchet, qui se voyait ainsi maître de la plaine de Valence par le solide point d'appui qu'il venait d'y acquérir, et qui avait de plus dans la ville de Murviedro un abri assuré pour son artillerie de siège, ses malades et ses munitions. Possédant en outre sur la grande route de Tortose le fort d'Oropesa, qui seul avait accès sur la chaussée, celui de Peníscola n'en ayant que sur la mer, il était parfaitement assuré de sa ligne de communication jusqu'à l'Èbre.

Toutefois il lui fallait de se débarrasser de ses prisonniers, qui, au nombre de sept à huit mille, l'incommodaient beaucoup; il n'était pas moins pressé de dégager ses derrières, car les bandes avaient profité de son absence pour assaillir le cercle entier des frontières de l'Aragon. L'Empecinado et Duran, remplaçant Villacampa, avaient forcé la garnison de Calatayud; Mina sortant de la Navarre, quoique poursuivi par plusieurs colonnes, avait enlevé jusqu'à un bataillon entier d'Italiens; et les Catalans, reprenant le Mont-Serrat, avaient rendu très-difficile la position de la division Frère, chargée de veiller sur Lerida, Tarragone et Tortose. Le maréchal ordonna divers mouvements sur ses derrières, achemina ses prisonniers sous l'escorte d'une forte brigade vers les Pyrénées, et dépêcha courriers sur courriers à Paris pour faire connaître la situation où il se trouvait, et le besoin qu'il éprouvait d'être promptement secouru.

Il lui restait à passer le Guadalaviar, petit fleuve torrentueux au bord duquel Valence est bâtie, à investir cette vaste cité qui était occupée par une armée nombreuse, et qui, indépendamment de sa vieille enceinte, était encore protégée par une ligne continue de retranchements en terre, tous hérissés d'artillerie, et formant un vaste camp retranché. A ces défenses s'ajoutaient la multitude de canaux d'irrigation, larges, profonds, pleins d'eau courante, qui faisaient la richesse de Valence pendant la paix, et sa sûreté pendant la guerre. C'étaient là des obstacles difficiles à surmonter, et contre lesquels les 17 mille hommes que conservait le maréchal, après l'envoi de la brigade chargée d'escorter les prisonniers, n'étaient pas une force suffisante.

En attendant les renforts qu'il avait sollicités, et qui pouvaient lui être envoyés de la Navarre, le maréchal employa le mois de novembre à resserrer la ville de Valence, en se portant sur les bords du Guadalaviar. Il fit avancer à gauche la division Habert jusqu'au Grao, port de Valence, et ordonna la construction de trois redoutes fermées pour servir d'appui à cette division. Il fit enlever au centre le faubourg de Serranos, malgré une vive résistance des Espagnols; qui le défendirent pied à pied. Ce faubourg était séparé de la ville même par le Guadalaviar. On s'introduisit par la sape et la mine dans trois gros convents qui le dominaient, et dès cet instant on put

s'en rendre maître. En remontant vers la droite le long du Guadalaviar, on s'empara des villages qui étaient sur la rive gauche du fleuve, celle que nous occupions; et on s'y furlifia. On avait ainsi créé une longue ligne de circonvallation depuis la mer jusqu'au-dessus de Valence, et il ne restait plus, pour envelopper la ville complètement, qu'à franchir le Guadalaviar devant le général Blake, à forcer les canaux qui sillonnaient la plaine; et à enfoncer l'armée de secours dans la ville elle-même. Le maréchal retardait cette opération, qui n'était pas la dernière, puisqu'il fallait ensuite enlever le camp retranché et la vieille enceinte, jusqu'à l'arrivée des secours qu'on lui avait promis, et qu'on lui annonçait comme très-prochains.

Napoléon, en effet, en apprenant la bataille de Sagonte, crut voir toutes les affaires de l'Espagne concentrées autour de Valence, et le destin de la Péninsule attaché en quelque sorte à la prise de cette importante cité. Il est certain que la conquête de cette ville, qui depuis plusieurs années avait résisté à toutes nos attaques, succédant à celle de Tarragone, devait produire dans la Péninsule un grand effet moral, presque aussi grand que celui qu'aurait pu y causer la conquête de Cadix, pas comparable toutefois à celui qui serait résulté de l'occupation de Lisbonne, puisque cette dernière supposait la ruine des Anglais eux-mêmes. Napoléon voulut donc que tout fût subordonné, presque sacrifié à cet objet important.

Par dépêche du 20 novembre, il prescrivit au général Reille de quitter sur-le-champ la Navarre, quelque urgent qu'il fût d'y tenir tête à Mina, et d'entrer en Aragon avec les deux divisions de la réserve qui étaient sous ses ordres; au général Caffarelli de remplacer en Navarre le général Reille pour y poursuivre Mina à outrance; au général Dorsenne de compléter en Biscaye le général Caffarelli; à Joseph de se priver d'une division pour la faire avancer sur Cuenca; à Marmont, tant éloigné qu'il était de Valence; de détacher sous le général Monlbrun une division d'infanterie et une de cavalerie qui devaient se joindre par Cuenca à celle qu'avait expédiée Joseph; enfin au maréchal Soult de porter un corps jusqu'à Murcie. Il écrivit à tous, ce qui était vrai, mais fort exagéré, que les Anglais avaient un nombre immense de malades, 18 mille, disait-il; qu'ils étaient incapables de rien entreprendre, qu'on pouvait donc sans danger dégarnir les Castilles, l'Estrémadure et l'Andalousie; que Valence était actuellement le seul point important, que Valence prise, un grand nombre de troupes deviendraient disponibles; et qu'on pourrait plus tard reporter de l'est à l'ouest, pour agir vigoureusement contre les Anglais, la masse de forces qu'en ce moment on faisait affluer vers cette ville.

Ces ordres, exprimés avec une extrême précision, et des formes de

¹ Je parle en ayant sous les yeux les lettres qui émanaient de Napoléon lui-même, ce qui depuis un an n'était pas fréquent, car il avait chargé le prince Berthier de la correspondance avec l'Espagne.

commandement très-impérieuses, adressées d'ailleurs à des lieutenants qui, par exception, se prêtaient assez volontiers à secourir leurs voisins, furent mieux exécutées que de coutume, et par une sorte de fatalité attachée aux affaires d'Espagne, cette ponctualité à obéir était obtenue la seule fois où elle n'eût pas été désirable, car le général Reille aurait suffi pour mettre le maréchal Suchet en mesure de remplir sa tâche, et les forces qu'on allait inutilement déplacer devaient bientôt faire faute ailleurs. Quoi qu'il en soit, le général Reille, qui avait déjà fait avancer la division Severoli en Aragon pour contenir les bandes, y entra lui-même avec une division française, et marcha à la tête de ces deux divisions sur Valence par la route de Teruel. Le général Caffarelli le remplaça en Navarre. Joseph, qui tenait beaucoup à la conquête de Valence, se priva sans hésiter d'une partie de l'armée du centre, et dirigea sur Cuenca la division Darmagnac. Le maréchal Marmont, qui s'ennuyait de son inaction sur le Tage, et qui aurait voulu marcher lui-même sur Valence, n'étant pas autorisé à s'y rendre en personne, y envoya non sans regret le général Montbrun avec deux divisions, une d'infanterie et une de cavalerie. Le maréchal Soult répondit qu'il ne pouvait guère du fond de l'Andalousie aider le maréchal Suchet dans le royaume de Valence, et il avait raison. Il agit en conséquence, et n'envoya rien.

L'heureux maréchal Suchet vit arriver successivement plus de secours qu'il n'en avait demandé, et vers les derniers jours de décembre il apprit que le général Reille, officier aussi intelligent que vigoureux, approchait de Ségorbe avec la division italienne Severoli, et avec une division française composée des plus beaux régiments de l'ancienne armée de Naples. C'était une force de 14 à 15 mille hommes et de 40 bouches à feu. Après avoir lui-même passé ces troupes en revue à Ségorbe le 24 décembre, il revint sous les murs de Valence, et résolut de franchir immédiatement le Guadalaviar pour compléter l'investissement de cette ville avant que le général Blake pût en sortir, ou y attirer, s'il n'en sortait pas, une nouvelle division du général Freyre, qu'on disait près de paraître en ces lieux. Il fixa au 26 décembre l'exécution de ce projet, ce qui devait permettre au général Reille d'occuper à temps la rive gauche du fleuve qu'on allait abandonner, et même de seconder la fin de l'opération.

Le 26 décembre, en effet, tandis qu'une partie de la division Habert masquait le faubourg de Serranos, le reste de cette division, se portant à gauche, passait le fleuve vers son embouchure, venait se ployer autour de Valence, qu'elle enteloppait du côté de la mer, et prenait position vis-à-vis d'une hauteur appelée le mont Olivete. Au centre et un peu au-dessus de Valence, les Italiens de la division Palombini, entrant dans l'eau jusqu'à la ceinture, traversaient le Guadalaviar à gué, et, sous le feu le plus vif, attaquaient le village de Mislaja, fortement défendu, et

surtout protégé par un canal profond; plus difficile à franchir que le fleuve lui-même. Ce canal était celui que les habitants appellent *Aerquia de Favara*. Pour secondar ce mouvement et envelopper complètement Valence, le général Harispe, avec sa division, avait franchi le Guadalaviar au-dessus du village de Manissés, point où sont établies les prises d'eau qui servent à détourner le cours du Guadalaviar pour le répandre en mille ruisseaux dans la plaine de Valence. Le maréchal Suchet avait calculé que le général Harispe évitant ainsi l'obstacle des canaux pourrait plus rapidement tourner Valence, et venir en opérer l'investissement au sud.

Le mouvement du général Harispe fut un peu retardé parce qu'il attendait l'arrivée du général Reille, ne voulant pas laisser sans appui les troupes peu nombreuses demeurées à la gauche du Guadalaviar. Sans cet appui en effet le général Blake, qu'on allait bloquer sur la rive droite, aurait pu se sauver par la rive gauche, en passant sur le corps des faibles détachements qu'il y aurait trouvés. Dès qu'on vit paraître la tête des troupes du général Reille, qui arrivaient exténuées de fatigue, le général Harispe poussa en avant, enleva Manissés, tomba sur les derrières de Mislata, dégagea les Italiens, qui soutenaient un combat des plus pénibles, leur facilita l'occupation des positions disputées, descendit ensuite au sud de Valence, et acheva vers la fin du jour l'investissement de cette ville. Pendant ce mouvement circulaire autour de Valence, le général Mahy à la tête des insurgés de Murcie, le partisan Villa-Canipa avec sa division, s'étaient retirés sur le Xucar et sur Alcira, ne voulant pas être enfermés dans Valence, et jugeant avec raison que c'était bien assez du général Blake pour la défendre, si elle pouvait être défendue, et beaucoup trop pour rendre les armes, si elle devait finir par capituler. Le général en chef envoya les dragons à la poursuite des troupes en retraite, mais on ne put que leur enlever quelques hommes et précipiter leur fuite.

Cette opération heureusement exécutée nous coûta environ 400 hommes tués ou blessés, et la plupart Italiens; car il n'y avait eu de forte résistance qu'à Mislata. Elle complétait l'investissement de Valence, et nous donnait l'assurance, en prenant la place, de prendre en outre le général Blake avec environ 20 mille hommes. Certainement si la population valencienne, qui n'était pas de moins de 60 mille âmes, secondée par 20 mille hommes de troupes régulières, ayant des vitres, des défenses nombreuses et bien entendues, avait été animée encore des sentimens qui l'enflammèrent en 1808 et en 1809, elle aurait pu résister longtemps, et nous faire payer cher sa soumission. Mais les hommes exaltés et sanguinaires qui avaient égorgé les Français en 1808 étaient ou calmés, ou dispersés, ou terrifiés. Trois ans de guerre civile et étrangère, de courses lointaines tantôt en Murcie, tantôt en Catalogne, avaient fatigué la population active et ardente, et usé ses passions. Valence en était au même point que Sara-

gosse, au même point que beaucoup d'autres parties de l'Espagne. Moyennant qu'on désarmât ceux qui avaient pris le goût et l'habitude des armes, ou qui les gardaient par amour du pillage, le reste, lassé d'une tyrannie insupportable exercée alternativement par tous les partis, était prêt à se soumettre à un vainqueur élément, réputé bonnête, et apportant plutôt le repos que l'esclavage. Le souvenir des massacres commis sur les Français en 1808, qui eût été un motif de résister à outrance à un assiégeant impitoyable, était au contraire une raison de se rendre le plus tôt possible à un ennemi dont on connaissait la douceur, et qu'il ne fallait pas obliger à se montrer plus sévère qu'il n'était disposé à l'être.

Ces sentiments, agissant sur l'armée elle-même du général Blake, empêchaient que d'aucun côté ne naquit la résolution de détruire Valence, comme on avait détruit Saragosse, plutôt que de la livrer à l'ennemi. Le maréchal Suchet était informé de cette disposition des esprits, et il voulait hâter les approches autant que possible, afin d'amener la reddition, car la concentration de forces qu'il avait obtenue ne lui était que très-passagèrement assurée. En conséquence, il résolut de commencer les travaux sur deux points de l'enceinte qui présentaient des circonstances favorables à l'attaque. Dans les premiers jours de janvier 1812, le colonel du génie Henri, qui s'était signalé dans tous les sièges mémorables de l'Aragon et de la Catalogne, ouvrit la tranchée vers le sud de la ville, devant une saillie formée par la ligne des ouvrages extérieurs, et au sud-ouest devant le faubourg Saint-Vincent. En quelques jours les travaux furent poussés jusqu'au pied du retranchement, mais on y perdit le colonel Henri, justement regretté de l'armée pour son courage et ses talents. Le général Blake ne voyant autour de lui rien de préparé pour une défense à outrance, abandonna la ligne des retranchements extérieurs, et se retira dans l'enceinte elle-même.

Le maréchal Suchet, discernant parfaitement cet état de choses, se porta aussitôt sous les murs de la place, et y disposa une batterie de mortiers pour accélérer la fin d'une résistance mourante; mais s'il cherchait à effrayer la population, il était loin de vouloir détruire une cité dont les richesses allaient devenir la principale ressource de son armée. Après quelques bombes qui causèrent plus de peur que de mal, il somma le général Blake. Celui-ci fit une réponse négative, mais équivoque. On bombardait encore sans interrompre les pourparlers. Enfin le 9 janvier 1812 l'armée du général Blake se rendit prisonnière de guerre, au nombre de 18 mille hommes. Le maréchal Suchet fit dans Valence une entrée triomphale, juste prix de combinaisons sagement conçues, fortement exécutées, et heureusement secondées par les circonstances. La population accueilliit avec calme, presque avec satisfaction, un chef dont l'Aragon vantait le bon gouvernement, et ne fut pas fâchée de voir finir une

guerre affreuse, qui, dans l'ignorance où l'on était alors de l'avenir, ne semblait plus présenter d'avantage que pour les Anglais, aussi odieux aux Espagnols que les Français eux-mêmes.

Le maréchal Suchet se hâta d'introduire dans l'administration du royaume de Valence le même ordre qu'il avait fait régner dans celle de l'Aragon, afin d'assurer à son armée cette continuation de bien-être qui permettait d'en tirer de si grands services. La population était disposée soit à Valence, soit dans les villes voisines, à se prêter à l'action de son autorité, et il pouvait se promettre une soumission aussi complète que celle qu'il avait obtenue en Aragon. Toutefois il fallait qu'il conservât assez de troupes pour tenir en respect la partie turbulente de la population, qui déjà s'était jetée dans les montagnes, et se préparait à profiter de l'éparpillement de nos forces, nécessairement amené par l'extension de l'occupation, pour essayer de troubler Murcie, Cuenca, l'Aragon, la basse Catalogne, ici les événements ne dépendaient plus de lui, mais d'une autorité bien supérieure à la sienne, et qui seule était en position de tirer du dernier succès les utiles conséquences qu'on pouvait en attendre.

La prise de Valence, succédant à celle de Tarragone, était sans contredit un fait heureux et éclatant, capable d'exercer sur la Péninsule une influence morale considérable, mais à certaines conditions; c'est que, loin de diminuer les forces, on les proportionnerait à l'extension de notre occupation; c'est que la précipitation avec laquelle on en avait porté une si grande quantité à l'est, et qui laissait le champ libre aux Anglais vers l'ouest, serait promptement réparée; c'est qu'on ne donnerait pas à ceux-ci le temps d'en profiter, et qu'on saisiserait au contraire ce moment pour agir contre eux avec une extrême vigueur. Si, en effet, on augmentait assez l'armée du nord pour qu'elle pût non-seulement contenir les bandes, mais couvrir Ciudad-Rodrigo, si on augmentait assez l'armée de Portugal pour qu'elle pût envahir soit le Beira, soit l'Alentejo, ou au moins arrêter lord Wellington, si enfin on renforçait assez l'armée d'Andalousie pour qu'elle pût prendre Cadix, et ajouter l'éclat de cette conquête à celui de la conquête de Valence, alors une moitié de l'armée d'Andalousie jointe à l'armée tout entière de Portugal, et à un détachement de l'armée du nord, pouvait ravener les Anglais sur Lisbonne, et les bloquer dans leurs lignes jusqu'au moment où l'on tenterait un effort suprême pour les y forcer. Malheureusement il était difficile que ces conditions fussent remplies dans la situation présente, avec le mouvement qui portait toutes choses sur la Vistule au lieu de les porter sur le Tage. Napoléon venait tout à coup de prescrire qu'aussitôt Valence prise, le général Reille rentrât en Aragon avec ses deux divisions, pour y rendre au général Calfarelli la liberté de rentrer en Castille, et à la garde impériale la liberté de rentrer en France. Aussi à peine était-on dans Valence,

que le général Reille rebroussa chemin, et que le maréchal Suchet se trouva réduit à ses seules forces, ce qui suffisait pour gouverner paisiblement Valence, mais ne suffisait certainement pas pour agir au loin, pour agir surtout jusqu'à Murcie et jusqu'à Grenade. Il profita toutefois des troupes qui rétrogradaient pour se débarrasser de ses prisonniers et les diriger sur la France.

Napoléon, qui avait d'abord voulu, après la prise de Valence, faire refluer vers les Anglais une masse décisive de forces, et laisser par ce motif sa garde en Castille tout l'hiver au moins, Napoléon n'y songeait plus, pressé qu'il était, par certaines circonstances que nous aurons à raconter bientôt, de porter ses armées sur la Vistule; et il s'était décidé à rappeler sur-le-champ sa garde, les Polonais, les cadres d'un certain nombre de quatrièmes bataillons; et une partie des dragons.

Il venait effectivement, dans les derniers jours de décembre, de redemander sa jeune garde au général Dorsenne, ce qui entraînait une diminution de douze mille hommes au moins, de redemander au maréchal Suchet et au maréchal Soult les régiments de la Vistule, ce qui comportait une nouvelle diminution de sept à huit mille Polonais, soldats excellents, diminution fâcheuse surtout pour le maréchal Suchet, qui restait avec quinze mille hommes dans le royaume de Valence. Il avait en outre de rappeler les quatrièmes bataillons qui avaient composé le 9^e corps, et qui presque tous appartenaient aux régiments de l'armée d'Andalousie. Il avait prescrit que l'effectif de ces quatrièmes bataillons fût versé dans les trois premiers, et que les cadres rentrassent à Bayonne, où l'on devait former une réserve en les remplissant de conscrits. Mais ce départ allait produire encore une réduction immédiate de deux à trois mille hommes regrettables par leur qualité. Enfin Napoléon venait de rappeler douze régiments de dragons, sur les vingt-quatre employés en Espagne. Il est vrai que c'était avec des précautions infinies, car il n'y avait d'immédiatement rappelés que quatre régiments entiers de dragons, et pour les huit autres, on ne devait retirer les escadrons que successivement, et à mesure qu'ils perdraient leur effectif. Ainsi on allait commencer par faire revenir le troisième escadron, en versant ce qui lui restait d'hommes dans les deux premiers, et en ne retirant que le cadre lui-même; puis agir de même pour le second, et ainsi de suite, en laissant toujours les soldats, et ne ramenant que les officiers et sous-officiers. De la sorte on devait peu diminuer en Espagne l'effectif réel de la cavalerie, car l'expérience avait prouvé la presque impossibilité d'y entretenir en bon état vingt-quatre régiments de cavalerie, surtout à cause de la consommation de chevaux, et il valait mieux dans l'intérêt du service douze régiments tenus au complet, que vingt-quatre presque toujours incomplets, ne comptant souvent que trente à quarante hommes montés par escadron.

Malgré ces adroites combinaisons, les nouvelles mesures allaient néanmoins enlever à l'Espagne plus de vingt-cinq mille hommes, et des meilleurs. Ce n'est pas encore tout : Napoléon, ne songeant plus à la marche combinée de deux armées sur Lishonne, s'avancant l'une par le Bétra, l'autre par l'Alentejo, mais songeant surtout à se garder contre un mouvement offensif des Anglais en Castille ; qui eût mis en péril notre ligne de communication, Napoléon venait, au moment même où l'on prenait Valence, de changer la destination du maréchal Marmont, et de le ramener des bords du Tage aux bords du Douro, et pour cela de lui faire repasser le Guadarrama. Il lui avait ordonné de quitter Almaraz, et d'aller s'établir à Salamanque avec les six divisions de l'armée de Portugal, auxquelles il en avait ajouté une septième, celle du général Souham, qui était l'une des quatre de la réserve. La division Bonnet devait former la huitième, mais en restant jusqu'à nouvel ordre dans les Asturies. Le maréchal Marmont en avait donc sept pour la Castille. Le général Caffarelli, revenu de la Navarre qu'il avait momentanément occupée pendant le mouvement du général Reille sur Valence, avait succédé au général Dorsenne dans le commandement de l'armée du nord. Il devait recevoir pour remplacer la garde une des quatre divisions de la réserve, et avait ordre de fournir au moins douze mille hommes au maréchal Marmont, en cas d'une opération offensive de la part des Anglais. Joseph devait lui en prêter quatre mille de l'armée du centre. Napoléon supposant ce maréchal fort de cinquante à soixante mille hommes par suite de ces combinaisons, le chargeait de tenir tête aux Anglais, de protéger contre eux notre ligne de communication, et en même temps de couvrir Madrid s'ils essayaient de s'y porter, ainsi qu'ils l'avaient fait à l'époque de la bataille de Talavera. Enfin, comme c'était le départ de la garde qui déterminait le nouvel emplacement assigné à l'armée de Portugal, il était prescrit au maréchal Marmont de se conformer sur-le-champ aux instructions qu'il venait de recevoir.

Mais, au moment où lui parvenaient ces ordres (premiers jours de janvier 1812), le maréchal Marmont se trouvait dans le plus grand embarras pour y obéir, car, dans l'extrême précipitation qui avait présidé à la concentration des forces vers Valence, on lui avait enjoint de détacher du côté de cette ville le général Montbrun avec deux divisions, l'une d'infanterie, l'autre de cavalerie. Or le général Montbrun, au lieu de s'arrêter à Cuenca, comme la division Darnagnac envoyée par Joseph, et d'attendre qu'on eût besoin de lui pour aller au delà, avait agi tout autrement. Profitant de sa liberté et de la saison, qui rendait les courses faciles en Espagne, il s'était avancé jusqu'aux portes mêmes d'Alicante, qui, prêtes à s'ouvrir devant le maréchal Suchet, s'étaient fermées devant lui.

Le général Montbrun pouvait avoir commis une faute, faute bien excu-

sable avec son caractère, et bien légère en comparaison de ses grands services, mais, qu'il eût tort ou non, il n'en était pas moins à quatre-vingts ou cent lieues d'Almaraz, et tandis qu'avec un tiers de l'armée de Portugal il était si loin, c'était chose difficile pour le maréchal Marmont de quitter le Tage avec les deux autres tiers, et de mettre ainsi de nouvelles distances entre lui et son principal lieutenant. Toutefois, le maréchal Marmont, quoiqu'il fût capable de juger le mérite des ordres qu'il recevait, les exécutait parce qu'il était obéissant, et moins animé que la plupart de ses camarades de passions personnelles. De plus, il avait reçu l'avis que les Anglais, repoussés de Ciudad-Rodrigo à la fin de septembre précédent, préparaient une nouvelle tentative contre cette place, et il se mit en mouvement pour reporter son établissement des bords du Tage aux bords du Douro, et pour ramener son quartier général de Naval-Moral à Salamanque. Afin de parer aux inconvénients de cette étrange situation, il n'achemina d'abord que ses hôpitaux, son matériel et deux divisions, et il laissa deux divisions sur le Tage pour donner la main au général Moutbrun. Poussant même la prévoyance plus loin qu'on ne le fait communément, il prépara à Salamanque un second matériel d'artillerie pour les troupes qu'il laissait sur le Tage, afin qu'elles pussent, dans un cas pressant, le rejoindre par des routes fort courtes, mais impraticables à l'artillerie. Ces troupes avaient ordre, si leur arrivée était urgente, d'abandonner leurs canons et de n'amener que les attelages.

On voit tout de suite quelle situation à la fois singulière et périlleuse avait produite cette précipitation à tout porter sur Valence, suivie de cette autre précipitation à tout reporter vers la Castille, afin de préparer le départ des troupes destinées à la Russie. Il aurait fallu que les Anglais fussent ou bien indolents, ou bien mal informés, pour laisser passer de telles occasions sans en profiter. Lord Wellington, quoique peu fertile en combinaisons ingénieuses et hardies, était néanmoins attentif aux occasions que la fortune lui présentait. Il ne les créait pas, mais il les saisissait, et en général cela suffit, car celles que la fortune offre sont toujours les plus sûres, tandis qu'on ne les crée jamais soi-même qu'au prix de beaucoup de hasards et de périls.

Nous avons déjà expliqué comment, obligé de faire quelque chose, et n'ayant rien de mieux à tenter que la conquête de Ciudad-Rodrigo ou de Badajoz, lord Wellington était aux aguets sur une route bien frayée, prêt à se jeter sur l'une de ces deux places, dès qu'il croirait avoir devant lui vingt ou vingt-cinq jours pour en faire le siège. Or le concours de toutes les forces des Français vers Valence, qu'il savait être devenu un sujet de souci pour la cour de Madrid¹, était une conjoncture qui lui assurait certainement les vingt-cinq jours dont il avait besoin. Avant que le maréchal

¹ Ici encore je ne suppose rien, et je parle d'après les dépêches de lord Wellington.

Marmont fut averti, avant que ce maréchal eût rappelé le général Moutbrun, et qu'il eût pu mettre toute son armée en mouvement, avant que le général Caffarelli-pût revenir de la Navarre pour renforcer l'armée du Portugal, et que toutes ces réunions amenassent quarante mille hommes sous les murs de Ciudad-Rodrigo, lord-Wellington avait certainement le temps d'attaquer et d'enlever cette place. Ajoutez qu'il y était tout transporté, qu'il n'en avait pas quitté les environs depuis le ravitaillement opéré par le maréchal Marmont et le général Borseune, qu'il avait employé son temps à guérir ses malades, à réunir sans bruit son parc de grosse artillerie, qu'en un mot il n'avait aucune opération préalable à exécuter, et que le lendemain de sa première marche il pouvait commencer le siège objet de son ambition. Il résolut donc de l'entreprendre sans perdre un seul instant.

Avant même la cruelle surprise qu'il nous menageait en punition de nos fautes, il nous avait déjà causé un désagrément des plus amers, c'était l'échauffourée essuyée par la division Girard près d'Arroyo del Molinos. On a vu que le maréchal Soult avait laissé le général Drouet à Merida pour observer l'Estremadure. Le général Drouet ne commandait plus le 9^e corps, qu'on avait dissous et réparti entre les divisions de l'armée d'Andalousie, il commandait le 3^e, devenu vacant par le retour du maréchal Moutier en France. Le maréchal Soult l'avait autorisé à étendre jusqu'aux environs de Cacerès la levée des contributions, et le général Girard, placé à la tête de l'une des divisions de ce corps, officier très-énergique mais peu vigilant, s'était avancé jusqu'à la ville même de Cacerès, dans le bassin du Tage, tandis que le corps auquel il appartenait se trouvait à Merida sur la Guadiana. Il était fort imprudent de l'envoyer si loin, et à lui tout aussi imprudent de ne pas se garder mieux dans une position si hasardeuse. Le général anglais Hill était près de là vers Port-Alègre. Excité par lord Wellington à ne pas demeurer inactif, il saisit avec empressement l'occasion qui s'offrait, et qui était des plus belles, car il n'avait qu'à remonter à petit bruit le bassin du Tage pour couper au trop confiant général Girard sa ligne de communication avec la Guadiana. C'est ce qu'il fit, et le 27 octobre au soir il arriva très-près des derrières du général Girard. On avait prévenu celui-ci du danger dont il était menacé; mais, avec la brusquerie du courage imprévoyant, il avait répondu au général Briche qui l'avertissait : *Tous ne voyez partout que des Anglais!* — réponse des plus offensantes, et des moins méritées pour le brave général qui l'avait reçue. Le général Girard cependant, reconnaissant la nécessité de rebrousser chemin, avait déjà remis en marche l'une de ses deux brigades; et avec la seconde il attendait le 28 au matin près d'Arroyo-del Molinos l'alcade de Cacerès, qui avait promis d'apporter les mille onces auxquelles cette ville était imposée, lorsqu'il fut convaincu, mais trop tard, de son

injustice envers le général Briche. Entouré par plus de 10 mille hommes, dont 6 mille Anglais et 4 mille Portugais, il tâcha de racheter son imprévoyance par sa vaillance, et parvint à se faire jour, mais en sacrifiant un bataillon d'arrière-garde composé de compagnies d'élite, et ayant à sa tête un officier qui s'était déjà très-bien conduit à l'Alhuera, le commandant Voirul. Ce bataillon, entouré de toutes parts, se défendit avec une bravoure héroïque, mais fut accablé et pris tout entier. Cette cruelle échauffourée nous coûta près de deux mille hommes, tués, blessés ou prisonniers, et fut pour les Anglais un vrai sujet de joie, parce qu'elle leur fournissait un fait remarquable pour remplir de quelque chose la longue lacune de l'été, et pour occuper par un récit flatteur l'opinion publique d'Angleterre, qui en était restée aux assauts repoussés de Badajoz et au dernier ravitaillement de Ciudad-Rodrigo par les Français. Le général Girard fut renvoyé par le général Drouet au maréchal Soult, par le maréchal Soult à l'Empereur, afin de rendre compte de sa conduite, et ses chefs, pour être justes, après l'avoir accusé d'imprévoyance, auraient dû s'accuser eux-mêmes d'une imprévoyance au moins égale.

Malheureusement il devait bientôt nous arriver pis encore, toujours par ce même défaut de vigilance, si fréquent dans toute guerre, mais plus fréquent dans celle d'Espagne que dans aucune autre, à cause de la variété infinie des accidents, et surtout de l'extrême division du commandement. Ciudad-Rodrigo, dont nous venons de dire que lord Wellington méditait le siège pendant la convergence de nos forces vers Valence, allait en fournir un nouveau et bien triste exemple. Cette place, située entre l'armée du nord et l'armée de Portugal, s'était trouvée remise à la responsabilité de deux chefs, c'est-à-dire d'aucun, le maréchal Marmont et le général Dorsenne. Pourtant ce dernier, auquel avait été imposé le soin d'approvisionner la garnison de Ciudad-Rodrigo (mesure ordonnée pour diminuer les charges de l'armée de Portugal), aurait dû s'en occuper plus particulièrement. Mais, très-capable de commander une division en rase campagne, le général Dorsenne n'entendait rien à la défense des places, et avait confié au général Barrié, qui n'y entendait guère davantage, la garde de Ciudad-Rodrigo. Il lui avait donné 1800 hommes pour occuper une place dans laquelle il en aurait fallu au moins cinq mille pour se défendre avec succès. Les Français n'avaient mis que vingt-quatre jours à la prendre, contre six mille Espagnols pourvus de tout, et aussi braves que fanatiques. Combien de temps pourraient s'y maintenir 1800 Français, n'ayant aucun des moyens dont avaient disposé les Espagnols, et se regardant comme sacrifiés d'avance par la négligence de leurs chefs? Le général Dorsenne s'était à peine adressé cette question, et se rappelant d'avoir quelques mois auparavant apporté des vivres à Ciudad-Rodrigo en compagnie du maréchal Marmont, n'y pensait plus, ou presque plus.

Cependant le général Barrié, qui s'était rendu compte de la situation, n'avait pas manqué, dès la fin de décembre, de faire part au commandant de l'armée du nord des mouvements de l'ennemi, lesquels, bien que soigneusement cachés, étaient néanmoins très-sensibles, d'annoncer que ses vitres finiraient en février, que sa garnison était tout à fait insuffisante, et qu'il succomberait bientôt s'il était sérieusement attaqué. Ces avis furent reçus comme ceux du général Briche au général Girard, comme importunités d'officiers qui se plaignent toujours, et demandent plus qu'il ne leur faut, plus qu'on ne peut leur donner. En tout temps on se modèle sur le chef, et Napoléon par calcul ou illusion traitant souvent ses généraux de la sorte, il n'y avait pas alors de médiocre officier qui n'en fit autant à l'égard de ses subordonnés.

La place fut donc livrée à elle-même avec 1800 hommes de garnison, réduits à 1500 par les maladies, la désertion et les batailleries quotidiennes contre les coureurs espagnols du dehors. On avait réparé la brèche par laquelle les Français étaient entrés, mais en pierre sèche, faute de matériaux pour la réparer autrement. Sur le mamelon appelé le grand Tesó, d'où étaient partis les cheminements du maréchal Ney, on avait construit une redoute de force insignifiante, et on avait occupé les couvents extérieurs de Saint-François et de Santa-Cruz avec tout au plus 200 hommes, ce qui réduisait à 1300 la garnison chargée de garder l'enceinte. (Voir la carte n° 52.)

Lord Wellington, après avoir amené avec beaucoup de secret son pare de siège près de la frontière, la franchit le 8 janvier 1812, espérant qu'avant le retour des troupes envoyées à Valence par l'armée de Portugal, en Navarre par l'armée du nord, il aurait emporté une place aussi dépourvue de moyens de défense que paraissait l'être en ce moment Ciudad-Rodrigo. Pour en être plus sûr il résolut de brusquer toutes les attaques, ce que la faiblesse de la garnison devait rendre peu périlleux.

Ayant dès le 8 passé l'Agueda et investi la place, il voulut le soir même enlever la lunette établie sur le grand Tesó. Armée de trois bouches à feu, gardée par cinquante hommes, elle ne pouvait pas opposer grande résistance, et, en effet, le malheureux détachement qui la défendait, assailli brusquement, fut pris ou tué. Immédiatement après, lord Wellington, qui n'avait pas moins de 40 mille hommes, commença les travaux avec une quantité immense de bras, et enveloppa de ses tranchées la place tout entière, du couvent de Santa-Cruz à celui de Saint-François. Batta la partie des murailles où les Français avaient déjà fait brèche était la marche indiquée, et les cheminements furent dirigés de ce côté. Comme les couvents de Santa-Cruz et de Saint-François prenaient en flanc les tranchées anglaises, on résolut de s'en rendre maître à force d'hommes. Ce n'était pas difficile, car il n'y avait guère qu'une cinquantaine de nos

soldats dans l'un, et cent cinquante dans l'autre. Lord Wellington fit enlever celui de Santa-Cruz dans la nuit du 13 au 14, et les cinquante hommes qui l'occupaient, insuffisants pour s'y maintenir, se retirèrent après s'être comportés de leur mieux. Le général Barrié fit une sortie pour reprendre le poste, le reprit effectivement, mais fut obligé de l'évacuer de nouveau devant la multitude des assaillants. Le couvent de Saint-François importait davantage à l'ennemi, car il incommodait de ses feux la gauche des tranchées anglaises, par laquelle lord Wellington voulait entreprendre une seconde attaque. Les cent cinquante hommes qui gardaient ce couvent, assaillis par des forces écrasantes, menacés d'être coupés de la ville, se retirèrent après avoir encloué leurs canons. Une plus grande expérience de la défense des places aurait appris au général Barrié que vouloir conserver des postes détachés avec si peu de monde, c'était compromettre des hommes inutilement. Du reste, il aurait su ce qu'il ignorait, qu'il n'aurait pas pu faire beaucoup mieux avec les forces dont il disposait, et il faut ajouter aussi qu'en se renfermant dans la place, pour s'y borner à la défense de l'enceinte, il n'aurait pas fort allongé la résistance.

Tous les ouvrages extérieurs étant enlevés, lord Wellington dirigea vingt-six bouches à feu sur la vieille brèche, et en quelques heures les pierres sans ciment s'écroulèrent avec une facilité effrayante. L'assaut devint praticable. Les assiégés, ici comme à Badajoz, profitant de l'habitude qu'avaient les Anglais de battre en brèche avant d'avoir détruit la contrescarpe, essayèrent courageusement de déblayer le pied des murailles. Mais peu nombreux, mal couverts par la contrescarpe et le glacis, ils furent bientôt chassés par le feu ennemi, et l'artillerie anglaise put, en accumulant les décombres au pied de la brèche, en refaire le talus. Lord Wellington avait appris à Badajoz quelle entreprise c'était que de donner l'assaut à des places défendues par des Français, et il avait senti que pour en venir à bout il fallait une seconde attaque, non pas feinte mais sérieuse, afin de diviser l'attention des assiégés, et de les troubler par deux assauts livrés en même temps. Il fit donc établir une nouvelle batterie de brèche à gauche de ses tranchées, vers le couvent de Saint-François, et grâce au matériel dont il disposait il put faire lutter l'enceinte à outrance. L'artillerie de la place, bien servie, contraria beaucoup ces nouveaux travaux, mais ne put rien contre le grand nombre des travailleurs, et bientôt sur ce second point, la brèche, quoique moins large, fut jugée praticable.

Le général Barrié, décidé à mourir les armes à la main, avait employé les moyens ordinaires de l'art pour résister à l'assaut. Il avait fait élever un double retranchement en arrière des brèches, placé sur leurs flancs des pièces de canon à mitraille, sur leur sommet des bombes qu'on devait rouler à la main, et des troupes d'élite par derrière. N'ayant plus qu'un

millier d'hommes pour se défendre, ayant deux brèches à garder, et tout le pourtour de la place à surveiller, il lui restait pour unique réserve contre une colonne qui aurait forcé l'enceinte, environ une centaine d'hommes. Néanmoins, sommé par le général anglais, il répondit en homme d'honneur, qu'il mourrait sur le rempart, et ne capitulerait point. La réponse était méritoire, car dans l'état auquel il était réduit, les règles de la défense des places, même entendues honorablement, lui auraient permis de traiter.

Dans la nuit du 18 au 19 janvier lord Wellington lança deux colonnes d'assaut sur l'enceinte, et disposa des réserves pour les soutenir. La colonne dirigée sur la grande brèche à droite, après avoir couru à découvert jusqu'au bord du fossé, après s'y être précipitée, essaya de gratir les décombres de la muraille, et fut plusieurs fois arrêtée par la mitraille, par les grenades, et par une fusillade à bout portant. Le général Barrié, qui était à cet endroit, parce que c'était le plus menacé, put se flatter un moment de réussir. Appelé par des cris à la petite brèche, il crut qu'elle était emportée, y courut avec sa réserve, reconnut que c'était une fausse alarme, et retourna à la grande. Mais la seconde colonne anglaise, après avoir été repoussée de la petite brèche, y revint en forces, vainquit le poste de voltigeurs qui la défendait, et pénétra dans la ville. Cette fois le général Barrié, supposant que c'était encore une fausse alerte, n'accourut pas assez tôt, et sa colonne qui défendait la grande brèche, prise à revers, fut obligée de mettre bas les armes. La garnison et son commandant avaient poussé la résistance au dernier terme; on ne pouvait leur reprocher que quelques fautes de métier, et il faut ajouter que même en les évitant ils n'auraient pas sauvé la place. La ville, quoique alliée, fut pillée, lord Wellington étant obligé de concéder cet acte de barbarie à l'esprit de ses troupes. Nous respectons profondément la nation anglaise et sa vaillante armée; mais il nous sera permis de faire remarquer qu'on n'a pas besoin d'un tel stimulant auprès des soldats français.

La place, attaquée le 8 janvier, avait donc succombé le 18 au soir, c'est-à-dire qu'elle avait été prise en dix jours. Un pareil résultat pouvait paraître extraordinaire; mais le détachement des fortifications, l'insuffisance de la garnison, le grand nombre des assiégeants, et, il faut le dire, la prodigalité avec laquelle lord Wellington avait dépensé les hommes, lui qui prenait tant de soin de les ménager en rase campagne, expliquaient la promptitude de ce succès. Ce siège ne lui avait pas coûté moins de 13 à 1400 soldats, morts ou blessés, et quelques-uns de ses officiers les plus distingués, notamment le brave et hardi Crawford, commandant de la division légère. Les Anglais n'ayant pas de troupes spéciales du génie, et leurs ingénieurs, quoique fort intelligents, étant peu versés dans l'art profond de l'uban, brusquaient les approches, négligeaient l'établissement

au bord du fossé, laissent subsister la contrescarpe, et ensuite livraient les assauts à coups d'hommes. Ce système, après avoir échoué devant Badajoz, n'avait triomphé devant Ciudad-Rodrigo qu'au moyen de plusieurs attaques simultanées, manière de procéder qui exige une armée considérable, d'immenses sacrifices d'hommes, beaucoup d'énergie enfin, et qui peut échouer aussi devant des garnisons nombreuses et résolues¹.

Quoi qu'il en soit de cette question purement technique, la promptitude de la prise de Ciudad-Rodrigo fut un coup de foudre pour les commandants des armées du nord et de Portugal, et pour l'état-major de Madrid. Ce dernier dut être le moins surpris, car il avait blâmé la convergence de toutes les forces disponibles vers Valence, dont lord Wellington venait de si bien profiter. Le plus affligé fut le maréchal Marmont. Au moment où il avait appris, c'est-à-dire vers le 10 janvier, le commencement du siège de Ciudad-Rodrigo, il était occupé à se transporter des bords du Tage aux bords du Douro; comptant sur une défense d'au moins vingt jours, il espérait avant cette époque avoir réuni cinq de ses divisions, peut-être six sur sept, et avoir obtenu encore de l'armée du nord douze ou quinze mille hommes de troupes auxiliaires, ce qui lui aurait permis de marcher avec plus de quarante mille soldats au secours de la place assiégée. Mais la négligence du général Dorsenne, chargé de pourvoir à la sûreté de Ciudad-Rodrigo, avait fort abrégé la durée de la résistance possible, et il faut ajouter que le maréchal Marmont lui-même, en prenant vingt jours pour secourir la place, bien qu'il ne dépassât point dans ce calcul la limite d'une défense ordinaire, n'avait pas assez songé aux accidents qui déjoignent souvent les prévisions les mieux fondées. Néanmoins, quoique fort généreux de caractère, le maréchal Marmont se mit à dire que le général Barrié était un misérable, qui n'avait pas su défendre le poste qu'on lui avait confié; le général Dorsenne s'en tira de même, et, comme il arrive trop souvent, les plus coupables s'en prirent à celui qui l'était le moins, qui ne l'était même pas du tout en cette circonstance, car résister à la menace de l'assaut, le recevoir, et ne se rendre qu'à l'assaillant victorieux, est le dernier terme des obligations imposées aux commandants des places.

Du reste, on conçoit le désespoir des généraux des armées du nord et de Portugal, car la Vieille-Castille se trouvait désormais découverte, et notre ligne de communication demeurait exposée aux tentatives d'une armée solide, que nous n'avions pas encore véritablement battue, et qui commençait à sortir de sa circonspection accoutumée. Que servirait à l'avenir, si les Anglais pouvaient percer jusqu'à Valladolid, d'occuper Valence, Séville, Badajoz?

¹ Nous n'exprimons ici que l'avis de lord Wellington lui-même sur la manière de procéder des ingénieurs anglais.

Le maréchal Marmont, rempli de vigilance pour ce qui le concernait directement, sentit le danger de cette position, et voyant Ciudad-Rodrigo perdu, s'empessa d'y suppléer par des travaux de défense à Salamanque, qui était devenue la capitale de son commandement, et qui devait être plus tard le théâtre d'une sanglante bataille. Il déploya beaucoup d'activité et d'intelligence dans le choix des ouvrages à construire, se servit de trois gros couvents situés autour de Salamanque, pour suppléer aux fortifications régulières dont cette ville était dépourvue, et y établit une sorte de camp retranché qu'une troupe résolue pouvait défendre assez longtemps. Il s'occupa ensuite de se créer des magasins et des hôpitaux, d'installer son armée le mieux possible, genre de soin dont il avait contracté le goût, et en partie le talent, à l'école de Napoléon.

Les troupes du général Monthron étaient enfin revenues, mais le maréchal Marmont, quoiqu'il eût à sa disposition sept belles divisions d'infanterie et deux de cavalerie, n'était pas tranquille en considérant l'étendue de sa tâche. Il ne comptait guère que sur 44 mille hommes d'infanterie, et il ne lui en fallait pas moins de 10 mille pour garder le pont d'Almaraz sur le Tage, les cols de Bajos et de Peralès sur le Guadarrama, Zamora sur le Douro, Léon et Astorga vers les Asturies. Il ne lui restait donc que 34 mille fantassins réunis, et en ajoutant sa cavalerie et son artillerie, 40 mille combattants au plus. Or l'armée anglo-portugaise pouvait aujourd'hui mettre 60 mille hommes en ligne, dont moitié Anglais, et moitié Portugais bons soldats. Il n'était pas sage de lutter même avec 50 mille hommes contre une pareille armée, à moins qu'on ne les eût tous sous la main, bien vêtus, bien armés, bien nourris, et non détachés pour quantité de services accessoires, comme il le faut dans un pays où l'on a la population entière contre soi. Quant au secours de 4 mille hommes tiré des troupes du centre, le maréchal Marmont le regardait avec raison comme un chimère dans la situation de Madrid. Il ne comptait pas davantage sur les 12 mille hommes du général Caffarelli, qui avait remplacé le général Dorsenne, et qui devait trouver dans l'état des provinces du nord bien des raisons plausibles pour faire attendre, pour refuser même son contingent. Il ne dormait donc pas tranquille en songeant à tous les dangers qui pouvaient fondre sur lui. Il y avait une autre partie de sa tâche qui ne l'effrayait pas moins, c'était la défense de Badajoz. Un secret pressentiment qui faisait honneur à son esprit, lui disait que lord Wellington était bien capable, après avoir surpris Ciudad-Rodrigo, d'aller surprendre Badajoz, et il se demandait comment il ferait pour quitter la Castille, la laisser presque découverte, et voler à la défense de Badajoz à quinze marches au moins de Salamanque. Au milieu de ces perplexités, il envoya un aide de camp de confiance à Paris pour exposer tous ces dangers à Napoléon, et pour dire que la seule manière d'y parer était à ses yeux

de réunir en un seul commandement les armées du nord, du centre et de Portugal. Assuré alors d'être obéi, et en distribuant bien ses forces d'avoir toujours cinquante ou soixante mille hommes sous la main, il croyait être en état de résister aux Anglais. Quoique ce fût un commandement bien considérable pour lui, et qu'il n'eût ni la réputation ni les services qui auraient pu justifier une telle prétention, pourtant ce qu'il proposait valait mieux que la division actuelle des forces, et peut-être aurait prévenu bien des malheurs. A défaut de cette concentration du commandement, le maréchal Marmont demandait à servir ailleurs.

C'était un grand désavantage auprès de Napoléon, disposé à la défiance par caractère et par un long maniement des hommes, de laisser apercevoir des prétentions personnelles, même en donnant un conseil utile. Napoléon aimait le maréchal Marmont, qu'il avait eu pour aide de camp, et dont il appréciait les qualités aimables et brillantes, mais, par suite d'une longue familiarité, il avait pris l'habitude de le traiter légèrement, et il n'attacha pas assez d'importance à ses avis, disant que l'ambition lui montait à la tête, qu'il n'était pas capable d'un tel commandement, que pour le satisfaire il faudrait déposséder Joseph de l'armée du centre, ce qui était impossible; que le maréchal, d'ailleurs, se mêlait de ce qui ne le regardait pas; que Badajoz n'était plus confié à ses soins; qu'il n'avait qu'à bien garder le nord de la Péninsule contre les Anglais; qu'on ne lui en demandait pas davantage; que c'était à l'armée d'Andalousie à défendre Badajoz, et qu'elle y suffirait parfaitement si les Anglais n'attaquaient cette place qu'avec deux divisions, c'est-à-dire avec le corps de Hill renforcé, mais que s'ils l'attaquaient avec cinq, c'est-à-dire avec la presque totalité de leur armée et lord Wellington en tête, alors il y avait pour l'armée de Portugal un moyen assuré de leur faire lâcher prise, c'était de passer sur le corps des détachements laissés le long de l'Agueda, de s'enfoncer sur Coimbre, de marcher même sur Thomar, et que dans ce cas lord Wellington serait bien obligé de rebrousser chemin et de renoncer à Badajoz; qu'il fallait désormais s'en tenir à cette manière de manœuvrer, ne plus abandonner la garde de la Castille, et s'il devenait urgent de secourir l'armée d'Andalousie, le faire en s'avancant par le Beira et la gauche du Tage jusqu'à Coimbre ou jusqu'à Thomar, en ayant toujours soin de couvrir notre ligne de communication avec les Pyrénées.

Ces vues étaient justes, comme toutes celles de Napoléon en fait de guerre, mais justes d'une manière très-générale, et à l'application il n'était pas impossible qu'elles perdissent leur justesse, qu'elles devinssent même funestes, si les circonstances, que Napoléon de loin ne pouvait pas apprécier avec le degré de précision nécessaire, ne concordaient pas avec les suppositions d'après lesquelles il raisonnait. Si Badajoz, par exemple, au lieu d'être mis dans un état de défense à tenir deux mois, était à

peine en mesure de tenir un, la diversion ordonnée sur le Tage, quelque précieuse qu'elle fût, ne devait pas être une raison décisive pour lord Wellington de lever un siège près de réussir. D'ailleurs il fallait que la marche sur le Tage fût tentée avec des forces suffisantes, et pour cela il fallait absolument que les armées du nord et de Portugal au moins fussent sous un même commandement, si on ne pouvait pas y mettre aussi celle du centre. Or le maréchal Marmont valait mieux seul que contrarié par le général Caffarelli, tout honnête et dévoué qu'était ce dernier. C'est malheureusement ce que Napoléon ne voulut pas admettre.

Le secret pressentiment du maréchal Marmont à l'égard des projets de lord Wellington n'était que trop fondé. Celui-ci, encouragé par la rapide conquête de Ciudad-Rodrigo, chaque jour plus persuadé que les armées françaises dans leurs mouvements décousus lui laisseraient le temps d'exécuter des sièges courts et imprévus, avait tout préparé le lendemain de la prise de Ciudad-Rodrigo pour faire sur Badajoz une tentative violente, avec d'immenses moyens, et en prodiguant le sang des hommes. Il avait déjà, dans cette vue, dirigé d'Abrantès sur Elvas un vaste matériel, et acheminé successivement toutes ses divisions sur l'Alentejo, en ayant soin de rester de sa personne sur la Coa, afin qu'on ne soupçonnât pas son dessein. Il y avait parfaitement réussi, en ce sens qu'on se doutait bien à Badajoz des préparatifs d'un siège, mais non de la réunion de toute l'armée anglaise devant cette place, et qu'on l'ignorait entièrement en Castille et en Andalousie.

La garnison de Badajoz n'avait cessé de pousser le cri d'alarme auprès du maréchal Soult, et de lui demander de prompts secours. Le maréchal, raisonnant comme le font la plupart des hommes, pensant que les circonstances qui s'étaient produites une première fois se produiraient une seconde, ne se préoccupant nullement des changements survenus, crut que Badajoz, qui avait déjà résisté près de deux mois, arrêterait l'ennemi un mois au moins, ses défenses surtout ayant été perfectionnées, qu'il aurait par conséquent le temps d'accourir, que le maréchal Marmont d'ailleurs accourrait de son côté, et qu'il ne fallait pas s'inquiéter sérieusement de cette menace d'un nouveau siège.

Cependant il aurait dû se dire que les secours attendus de loin étaient une chose sur laquelle il n'était pas sage de compter, que les Anglais avaient été fort malhabiles dans leur premier siège de Badajoz, mais qu'à un second ils s'y prendraient peut-être mieux, et avec de plus grands moyens, qu'il fallait donc mettre au moins cette place dans un parfait état de défense. Or une garnison de 5 mille hommes, réduite à 4,400 un peu avant le siège, et à 4,000 au moment de l'investissement, était complètement insuffisante. Il aurait fallu 10 mille hommes, avec des vivres et des munitions en proportion, pour déjouer encore les efforts des Anglais.

Et par exemple il eût beaucoup mieux valu porter la garnison de Badajoz à ce nombre que de laisser en Estrémadure le corps du général Drouet, qui n'y pouvait faire autre chose que se retirer à la première apparition des Anglais. Après en avoir détaché ce qu'il fallait pour Badajoz, on aurait pu ensuite attirer le reste à soi, et la garnison, accrue de cinq mille hommes avec quelque cavalerie, aurait eu le moyen d'éteindre ses courses au loin, aurait servi de corps d'observation pour l'Estrémadure mieux que le corps du général Drouet, et serait devenue presque invincible si elle avait été assiégée. En outre, elle aurait pu s'approvisionner elle-même soit en bois, soit en vivres. Or, à la fin de février, un mois après la prise de Ciudad-Rodrigo, lorsque le projet d'un nouveau siège était devenu évident, la place n'avait de subsistances que pour environ deux mois, elle manquait de poudre pour un long siège, elle manquait surtout de bois propres à faire des palissades et des blindages; et elle ne cessait de demander les objets dont elle était dépourvue. Les vivres mêmes dont elle était munie, elle avait été obligée de s'en procurer une partie en coupant les blés de ses propres mains à une distance de trois lieues. A la vérité les défenses de la place avaient été améliorées tant à la droite qu'à la gauche de la Gudianna. (Voir la carte n° 52.) Sur la rive droite, les brèches du fort Saint-Christoval avaient été réparées, les escarpes relâchées, les fossés approfondis dans le roc vif. Sur la rive gauche le château avait été remis en état, le pied du rocher sur lequel il était construit escarpé, la lunette de Pirurina qui le couvrait perfectionnée, l'inondation du Rivillas considérablement accrue au moyen d'une forte retenue des eaux, enfin le fort de Parduleras entièrement fermé à la gorge. Les fronts du sud-ouest, formant saillie, étaient toujours la partie la plus exposée, mais des mines avaient été pratiquées sous ces fronts afin d'en éloigner l'ennemi. Malheureusement le bois avait manqué pour palissader les fossés et pour établir des blindages; mais l'héroïsme de la garnison lui permettait de s'en passer en restant à découvert sous les bombes et les obus. Enfin, comme nous venons de le dire, la poudre n'existait pas en assez grande quantité, et les vivres, qui en février auraient suffi à une résistance de deux mois, n'y pouvaient plus suffire en mars.

Tel était l'état de la place lorsque les Anglais parurent sous ses murs le 16 mars 1812, comptant comme à Ciudad-Rodrigo avoir terminé le siège avant que la concentration de nos forces pût les en empêcher. Ils amenaient 50 mille hommes au moins, un immense matériel, et ils étaient résolus, n'étant guère plus habiles dans l'art des sièges qu'avant la prise de Ciudad-Rodrigo, de pousser les approches juste assez pour établir les batteries de brèche, puis d'ouvrir plusieurs brèches à la fois, et de profiter de leur supériorité numérique pour livrer simultanément deux ou trois assauts, moyen coûteux mais très-probable de venir à bout d'une garni-

son, quelque brave qu'elle fût, lorsqu'elle n'était point assez nombreuse.

Dès le premier jour l'investissement de Badajoz fut complet, et sans perdre de temps les Anglais firent choix du point d'attaque. Dégoûtés par leurs mésaventures de l'année précédente de toute tentative contre le fort de Saint-Christoval, ils dirigèrent leurs efforts sur la rive gauche de la Guadiana, c'est-à-dire sur la place elle-même. (Voir la carte n° 52.) L'attaque du côté du sud-ouest, quoique plus facile, fut encore négligée, mais cette fois par la crainte qu'inspiraient les fourneaux de mine pratiqués dans cette partie du sol. Les Anglais se portèrent à l'est vers le château, et vers les fronts contigus à la porte de la Trinidad, malgré l'inondation du Rivillas, malgré la lunette de Picurina. Le 17, lendemain de l'investissement, ils ouvrirent la tranchée devant la lunette de Picurina, ouvrage inachevé, d'un faible relief, fermé à la gorge par une simple palissade, et qui pouvait être aisément enlevé d'assaut. Or, cette lunette prise, il était facile d'y former un établissement pour battre en brèche les fronts contre lesquels était dirigée la nouvelle attaque. Le 19, les assiégés voulurent employer un moyen fort usuel et fort efficace, lorsque la garnison est brave et résolue, ce sont les sorties, qui, en bouleversant les travaux des assiégeants, prolongent la durée des approches, et par suite celle de la résistance. Une sortie, exécutée avec vigueur, éloigna les Anglais de leurs tranchées, permit d'en rombler une partie, mais, comme d'usage, fut suivie d'un retour offensif de l'ennemi, et nos soldats, au lieu de se retirer sans faux orgueil, puisque leur but était atteint, s'obstinèrent à disputer le terrain, et eurent 20 tués et 160 blessés. Les Anglais ne perdirent pas moins de 300 hommes. Ce n'était rien pour eux, qui en comptaient plus de 50 mille, tandis que c'était beaucoup pour nous qui en avions à peine 4 mille en état de combattre. Aussi renonça-t-on à ce moyen puissant de prolonger la défense, mais dangereux quand une garnison n'est pas assez considérable.

Les travaux étant poussés avec une extrême activité, le 25 mars les Anglais purent battre en brèche la lunette de Picurina avec 23 bouches à feu, en démolirent le saillant, et en entamèrent les côtés. Le soir, sans plus tarder, ils l'assailirent avec trois fortes colonnes et des réserves. La lunette n'était défendue que par 200 soldats tirés de tous les régiments. On ne pouvait guère, dans l'état de la garnison, lui consacrer plus de monde, mais il eût mieux valu prendre des hommes appartenant à un même bataillon, et prêts à se conduire comme le font les gens qui se connaissent, lorsqu'ils agissent sous les yeux les uns des autres. Les trois colonnes s'étant jetées dans le fossé (car les Anglais persistaient dans leur système de ne pas pousser les cheminement jusqu'au bord du fossé même), l'une se porta jusqu'au revers de l'ouvrage, essaya d'arracher les palissades pour entrer par la gorge, mais recula sous la vivacité de la

fusillade; la seconde ayant voulu pénétrer par la brèche, fut également culbutée; mais la troisième appliquant les échelles sur la face la moins gardée parvint jusqu'au parapet, au moment où la seconde colonne revenue de son échec escaladait le saillant à moitié démoli. La petite garnison ayant à faire face à deux invasions à la fois, n'y put suffire, et fut en peu d'instant obligée de mettre bas les armes. Quatre-vingt-trois hommes furent tués ou blessés, et quatre-vingt-six faits prisonniers. L'ennemi perdit environ 350 hommes.

Notre artillerie fit immédiatement un feu terrible sur les vainqueurs en possession de la Picurina, et leur en rendit le séjour fort dommageable. Ils eurent beaucoup de peine à retourner les terres pour se mettre à couvert du côté de la place, mais à force de travailleurs et de moyens matériels, ils finirent, en sacrifiant beaucoup de monde, par se créer un logement dans l'ouvrage conquis, et entreprirent d'établir des batteries de brèche contre les deux bastions répondant à la lunette de Picurina. Dès lors ils abandonnèrent presque toutes leurs autres batteries, dont l'emplacement avait été assez mal choisi, et s'attachèrent exclusivement aux nouvelles, qui fort rapprochées du mur d'enceinte, le voyaient jusqu'au pied. L'artillerie française, admirablement servie, leur faisait payer cher cette téméraire manière de procéder, mais la poudre commençait à lui manquer, et la garnison suppléait au feu du canon par un feu de mousqueterie, que les meilleurs tireurs de chaque régiment dirigeaient sur les canonniers anglais. Si la garnison avait eu assez de poudre et assez d'hommes, eût été le cas de joindre à un grand feu d'artillerie une sortie vigoureuse contre l'établissement formé à la gorge de la Picurina. Une sortie heureuse sur un point aussi rapproché aurait probablement détruit tous les avantages acquis par l'assiégeant, et l'aurait ramené au point où il en était au début du siège. Mais il eût fallu opérer cette sortie avec onze ou douze cents hommes, en sacrifier peut-être trois ou quatre cents, et la garnison devait réserver sa poudre et ses soldats pour le jour suprême et décisif de l'assaut.

Ce moment ne pouvait pas tarder, tant étaient rapides les progrès de l'assiégeant que l'assiégé n'était plus capable d'arrêter. Cependant la garnison avait déjà gagné quinze jours, en sacrifiant, il est vrai, 700 hommes sur 4 mille, sans que l'ennemi eût encore réussi à battre en brèche les deux bastions par lesquels il était décidé à pénétrer dans la place. Le 31, il parvint à établir diverses batteries contenant vingt bouches à feu de gros calibre, contre les deux bastions qu'il s'agissait de détruire. Il prolongea ses tranchées à droite et à gauche pour élever plusieurs autres batteries dont l'objet était de répondre à l'artillerie de la place, d'enfiler ses défenses, et de porter à trois le nombre des brèches. Bientôt il eut cinquante-deux pièces de gros calibre en position, avec lesquelles il ou-

crit un feu épouvantable. La garnison, qui avait réservé ses munitions pour le dernier moment, y répondit par un feu non moins violent. Elle démontra plusieurs pièces, mais les Anglais, regorgeant de matériel, et déployant un grand courage, remplaçaient les pièces démontées au milieu de leurs épaulements bouleversés, et sous une grêle de projectiles. Nos artilleurs, qui ne se laissaient pas surpasser et pas même égaler, se tenaient aux embrasures détruites de leurs canons, et redoublaient d'efforts sous les boulets, les bombes et les obus. La garnison en était arrivée à cet état d'exaltation où l'on ne tient plus compte des périls, et tous avaient juré de mourir plutôt que de rendre leur drapeau et d'aller pourrir sur les pontons infects où l'Angleterre, au déshonneur de sa civilisation, faisait périr nos prisonniers. Les plus malheureux dans cette lutte formidable étaient les habitants, restés dans la ville au nombre de cinq mille au plus sur quinze mille, et la plupart indigents. La garnison les nourrissait de ses économies. Elle avait eu l'humanité, avec les restes de sa viande, et avec ses légumineuses, de leur composer une nourriture qui les empêchait de mourir de faim. Mais n'ayant ni casemates ni blindages pour elle-même, et sachant s'en passer, elle ne pouvait leur épargner les éclats des bombes, au milieu desquels elle vivait audacieusement. Aussi d'affreux gémissements remplissaient-ils cette ville désolée, et déchiraient l'âme de nos soldats, insensibles à leurs propres périls, mais pleins de pitié pour des infortunés que depuis quinze mois ils s'étaient habitués à considérer comme des compatriotes.

Enfin l'instant suprême approchait. Trois larges brèches avaient été pratiquées dans la maçonnerie des bastions attaqués. L'assiégeant, après avoir d'abord éparpillé ses feux, les avait maintenant concentrés sur ces deux bastions, était parvenu à diminuer le niveau de l'inondation en détruisant une partie des retenues, et avait rendu les brèches abordables, sans toutefois s'imposer la précaution, dont l'omission devait lui coûter cher, de renverser la contrescarpe, conformément aux règles ordinaires de l'art.

Lord Wellington avait fait à la garnison l'honneur de ne pas la sommer, car il savait que toute proposition de capituler serait inutile. Le gouverneur, en effet, ayant assemblé les principaux officiers, il avait été décidé à l'unanimité, et aux acclamations des troupes, qu'on attendrait l'assaut, et qu'on périrait les armes à la main plutôt que de se rendre. Sur-le-champ on avait couru aux brèches afin d'y employer tous les moyens que l'art le plus ingénieux peut offrir pour arrêter un ennemi résolu. L'habile et intrépide commandant du génie avait indiqué et tracé les travaux, que les soldats exécutaient avec enthousiasme. Tandis qu'une moitié d'entre eux était de garde sur les remparts, l'autre moitié, travaillant dans le fossé, déblayait le pied des brèches, ce qui est très-périlleux mais pos-

sible lorsque l'ennemi n'a pas pris possession du bord du fossé. Les hommes tombaient sous les obus et les grenades, mais d'autres continuaient à faire disparaître les talus formés par les décombres. Malheureusement l'artillerie anglaise, en poursuivant son œuvre de démolition, rétablissait bientôt ces talus. La ressource la plus réelle était celle qu'on s'était ménagée sur le rempart même, où l'on avait construit un second retranchement en arrière des brèches, établi en avant des chevaux de frise, placé sur les côtés des barils à explosion, et barriéré les rues aboutissant aux points d'attaque. Un dernier et formidable moyen avait été préparé. L'ennemi persistant à ne pas pousser les approches jusqu'au bord du fossé, et n'ayant pas dès lors renversé la contrescarpe (qui est le mur du fossé opposé à la place), on pouvait travailler comme on voulait au pied de cette contrescarpe. Le commandant du génie Lantier y fit placer une longue chaîne de bombes chargées et de barils remplis d'artifices joints les uns aux autres par une trainée de poudre, à laquelle le brave officier du génie Mailhet, embusqué dans le fossé, devait mettre le feu au moment de l'assaut.

Tout étant ainsi disposé, des troupes d'élite étant postées au sommet des brèches avec trois fusils par homme, des pièces chargées à mitraille étant braquées sur les côtés, une réserve aussi forte que possible se tenant aux ordres du gouverneur sur la principale place de la ville, on attendit l'assaut. Lord Wellington avait tout préparé pour le livrer le 6 avril au soir, vingt-et unième jour de son arrivée devant Badajoz. Mais il avait résolu de le livrer avec une telle masse de forces, que le succès en fût presque infaillible, dût-il y sacrifier deux fois autant d'hommes qu'il en avait perdu dans les plus grandes batailles.

Le 6 avril en effet, vers neuf heures du soir, l'artillerie des assiégeants vint sur la place des torrents de feu. Deux divisions, sous le général Coleville, s'acheminèrent directement vers les brèches; tandis que la division Pictou, avec des échelles, se portait à droite pour essayer d'escalader le château par un endroit dont on avait reconnu la faiblesse, et que la division Leith, tournant à gauche, allait tenter une autre escalade à l'extrémité sud-ouest, jusque-là négligée par les Anglais. Ainsi vingt mille hommes environ marchaient à l'assaut, masse énorme d'assaillants rarement employée jusqu'alors dans les sièges. Les deux colonnes commandées par le général Coleville arrivèrent jusqu'au bord du fossé, sautèrent dedans, et coururent ensuite aux brèches. Un cri général de nos soldats signala leur apparition; on les laissa venir, puis, quand elles eurent commencé à graver les décombres, un feu de mousqueterie à bout portant les accueillit de face, la mitraille les prit en flanc, et les fit rouler pêle-mêle sur la brèche. Tandis que la queue des colonnes voulait en soutenir la tête, une autre épreuve leur était réservée. Le lieutenant du génie Mailhet;

descendu dans le fossé au milieu de cette affreuse mêlée, et attendant la mèche à la main l'instant propice, mit le feu au long chapelet de bombes et de batils d'artifices disposé au pied de la contrescarpe. Alors commença sur les derrières des colonnes d'assaut, et sur les pas de celles qui les soutenaient, une suite d'explosions formidables, qui, se succédant de seconde en seconde, lançaient tour à tour la mitraille, les éclats de bombe, et des torrents d'une lumière sinistre. De moments en moments cette lumière meurtrière jaillissait de l'obscurité, était remplacée par les ténèbres, puis jaillissait de nouveau, et chaque fois la mort s'en échappait sous mille formes. Malheureusement l'intrépide Maillet fut lui-même frappé d'un éclat de bombe. Les deux divisions anglaises envoyées aux trois brèches finirent, malgré leur bravoure, par céder à la violence de la résistance, et par perdre leur impulsion sous le feu incessant de mousqueterie et de mitraille qui les arrablait. Déjà près de trois mille Anglais avaient succombé, et lord Wellington allait ordonner la retraite, lorsque sur d'autres points la scène changea. A la droite de l'attaque, le général Picton, avec une rare intrépidité, avait fait appliquer les échelles contre l'un des flancs du château. Des Hessois étaient préposés à sa garde. Soit surprise, trouble, ou infidélité, ils laissèrent envahir le précieux réduit confié à leur courage et à leur loyauté, et un officier anglais, se jetant aussitôt sur les portes qui donnaient dans la ville, se hâta de les fermer, afin de s'établir solidement dans le château avant que les Français eussent le temps d'y accourir. Le gouverneur Philippon, que plusieurs fois on avait trompé par de faux cris d'alarme, et qui conservait sa réserve pour un danger extrême, refusa d'abord de croire à la nouvelle de l'envahissement du château. Convaincu, mais trop tard, de la réalité du fait, il se décida à y envoyer quatre cents hommes. Ceux-ci, accueillis par un feu meurtrier, furent arrêtés devant la première porte. Ils se présentèrent à la seconde, et firent de vains efforts pour la forcer. Dans le désir de s'ouvrir l'entrée du château et d'en expulser les Anglais, on s'empressa d'aller chercher une partie des forces qui défendaient les fronts du sud-ouest, négligés jusqu'ici par l'ennemi, et paraissant peu menacés. On les dé garnit donc pour tâcher de reconquérir le château. Alors la division Leith, qui méditait une escalade de ce côté, trouvant le rempart abandonné, et pesant une multitude d'échelles, parvint, grâce au peu de hauteur du mur, à le franchir. A peine entrée, elle courut le long du rempart, afin de prendre à revers les troupes qui jusqu'ici avaient défendu victorieusement les trois brèches. A son aspect, le poste qui gardait le front le plus voisin fondit sur elle à la baïonnette, et l'arrêta. Mais bientôt, revenant en masse, elle reprit l'avantage sur nos soldats trop peu nom breux, et elle se répandit de tous côtés dans la ville. Alors une indicible confusion s'introduisit dans les rangs de la garnison héroïque qui dispu-

taut à l'ennemi les restes de Badajoz. Les défenseurs des brèches, pris à revers, furent obligés de se rendre ou de s'enfuir. Le gouverneur, le commandant du génie et l'état-major, après avoir fait tout ce qu'on pouvait attendre d'eux, essayèrent, en courant au pont de la Guadiana, de se retirer avec quelques débris de la garnison dans le fort de Saint-Christoval, pour s'y défendre encore. Mais ils furent tués ou pris. Après une si prodigieuse résistance, il ne leur restait plus qu'à se soumettre au vainqueur.

Le lendemain ils furent conduits au camp de lord Wellington, qui tout en les accueillant avec courtoisie, refusa cependant d'écouter leurs instances en faveur de la malheureuse ville de Badajoz. Ce n'était certainement pas à nous à solliciter pour les Espagnols, et aux Anglais à les punir de notre résistance; mais lord Wellington, après avoir reçu poliment nos officiers, livra sans pitié la ville de Badajoz au pillage. Il ne fallait pas moins aux troupes qui avaient si vaillamment monté à l'assaut!

Le siège de Badajoz nous avait coûté environ 1500 morts ou blessés, et 3 mille prisonniers; mais il avait coûté à lord Wellington plus de 6 mille hommes hors de combat, c'est-à-dire beaucoup plus qu'aucune de ses batailles. L'assaut seul lui en avait fait perdre 3 mille, triste compensation pour notre double malheur! Lord Wellington n'en avait pas moins atteint son but; la pensée qu'il avait eue d'employer les quelques jours que nos mouvements déçus lui laisseraient pour enlever tour à tour Ciudad-Rodrigo et Badajoz n'en était pas moins accomplie! Ciudad-Rodrigo et Badajoz nous étaient ravis, le Portugal nous était fermé, et l'Espagne était désormais ouverte aux Anglais!

Le maréchal Soult, en apprenant le danger de Badajoz, qu'on lui avait signalé bien des fois, avait tardivement quitté les lignes de Cadix, où il était occupé à jeter sur la rade des bombes de peu d'effet, et s'était enfin mis en marche pour venir au secours de la place assiégée. Il amenait avec lui vingt-quatre mille hommes, seule troupe active dont il lui fût permis de disposer en s'obstinant à conserver Grenade et Séville, et il accourait à Hlerena dans l'espérance d'y trouver, comme l'été précédent, le maréchal Marmont avec trente mille hommes! Vaine espérance! le maréchal Marmont n'y était pas! La nouvelle du désastre de Badajoz jeta le maréchal Soult dans une véritable consternation, car le seul trophée de sa campagne d'Andalousie lui avait dès lors échappé, et lord Wellington, s'il était tenté d'opérer par l'Estrémadure et l'Andalousie, en avait d'avance toutes les portes ouvertes.

Le maréchal Marmont, de son côté, n'était pas demeuré oisif. Fixé en Vieille-Castille par les ordres formels de Napoléon, il avait eu recours, en apprenant l'extrémité à laquelle était réduite la ville de Badajoz, à la manœuvre qui lui avait été prescrite. Il avait passé l'Aguada avec cinq divisions, n'en pouvant amener davantage; il avait dispersé les bandes

qui infestaient le pays, refoulé les détachements de troupes anglaises qui gardaient la frontière du Portugal, et puis s'était arrêté par crainte de manquer de vivres, et par la conviction aussi qu'il faisait quelque chose de parfaitement inutile. Toutefois sa manœuvre n'était pas absolument restée sans effet; car à la nouvelle de son apparition, lord Wellington, qui aurait pu être tenté de se jeter sur le maréchal Soult qu'il savait réduit à vingt-quatre mille hommes, avait sur-le-champ suspendu sa marche, et repris la route du nord du Portugal.

Napoléon, en voyant tomber coup sur coup les deux places qui avaient coûté tant de sang et d'efforts, et qui étaient les principaux obstacles placés sur la route des Anglais soit au nord, soit au midi, fut aussi affligé, qu'irrité, et s'en prit à tout le monde, au maréchal Soult, qui avec 80 mille hommes ne faisait rien, disait-il, au maréchal Marmont, qui n'avait pas su modifier des ordres donnés à trois cents lieues du théâtre de la guerre. Ces reproches n'étaient que très-incomplètement mérités. Le maréchal Soult n'avait guère en ce moment plus de 50 mille hommes disponibles, et n'aurait pu s'opposer sérieusement aux entreprises des Anglais qu'en sacrifiant Grenade. Son tort véritable avait été de laisser inutilement le corps du général Dronet en Estrémadure, où ce corps ne pouvait rien, et de ne l'avoir pas tout simplement ramené à lui, en laissant dix mille hommes et quelque cavalerie dans Badajoz, avec qu'on approvisionnerait suffisamment en vivres et en poudre. Badajoz aurait ainsi tenu plusieurs mois, et donné le temps de venir à son secours. Quant au maréchal Marmont, l'ordre de rester en Vieille-Castille, de ne pas descendre en Estrémadure, et de n'aller au secours de Badajoz que par une diversion opérée dans la province de Beira, était si précis, qu'aucun général, quelque hardi qu'il fût, n'aurait osé y manquer.

La position que ce maréchal avait prise dans l'origine, celle d'Almaraz sur le Tage, était la seule convenable, la seule qui lui eût permis de se porter tour à tour au secours de Ciudad-Rodrigo ou de Badajoz. Si en effet on lui avait accordé un renfort de vingt mille hommes qu'il aurait placés à Salamanque, il aurait pu marcher sur Badajoz avec les 30 mille qu'il avait sur le Tage, et réuni à l'armée d'Andalousie, il aurait présenté 55 mille combattants à lord Wellington, ce qui eût suffi pour sauver Badajoz. Si au contraire le danger avait été au nord, il aurait pu repasser le Guadarrama, et, y trouvant les 20 mille hommes établis à Salamanque, il en aurait encore présenté 50 mille à lord Wellington sous les murs de Ciudad-Rodrigo, et déjoué ainsi toutes ses tentatives. En lui refusant un renfort de vingt mille hommes et en le fixant en Vieille-Castille, Napoléon avait rendu presque inévitable la chute de Badajoz. Certainement la pensée d'une diversion dirigée de Salamanque sur le Beira était juste, comme toute pensée de Napoléon sur la guerre devait l'être, et le résultat venait

de le prouver, puisqu'elle avait ramené lord Wellington vers le nord du Portugal le lendemain de la prise de Badajoz ; mais elle l'avait ramené le lendemain, et non la veille ! Cette pensée était juste, mais de cette justesse générale qui dans l'exécution ne suffit pas, car sans une précision rigoureuse dans le calcul des distances, des temps et des forces ; les pensées les plus justes deviennent ou ohlémériques ou funestes. Sans doute si Badajoz avait contenu dix mille hommes de garnison, de la poudre et des vivres en quantité suffisante, si le duc de Raguse avait eu cinquante mille hommes, ou à lui, ou empruntés à l'armée du général Caffarelli placée sous ses ordres, s'il avait eu de plus des magasins toujours approvisionnés, et que dans ces conditions il eût sérieusement marché sur Coimbre, lord Wellington aurait infailliblement lâché prise une seconde fois, et abandonné le siège de Badajoz. Mais Badajoz ayant à peine de quoi se défendre ; et le duc de Raguse ne pouvant, avec les moyens dont il disposait, faire qu'une vaine menace, il était impossible par une simple démonstration sur le fleira de détourner de son but un esprit aussi sensé et aussi ferme que celui de lord Wellington.

Ainsi en 1811 comme en 1810 toutes les combinaisons avaient avorté en Espagne, tous les renforts envoyés étaient demeurés impuissants ! Avant de retracer des événements plus tristes encore que ceux dont on vient de lire le récit, résumons ce qui s'était passé dans la Péninsule depuis deux années. On a déjà vu dans le quarantième livre de cette histoire, comment avait échoué la campagne de 1810 ; comment à cette époque, avec la sage pensée d'employer en Espagne toutes ses forces disponibles afin d'y résoudre la question européenne qu'il y avait lui-même transportée ; comment aussi, avec la sage pensée de diriger son principal effort contre les Anglais, Napoléon s'était laissé détourner de son but par les instances de Joseph et du maréchal Soult, et avait consenti à la fatale expédition d'Andalousie, laquelle avait amené la dispersion des quatre-vingt mille hommes les plus aguerris qu'il y eût alors dans la Péninsule ; on a vu comment Masséna, envoyé à Lisbonne avec 70 mille hommes, réduits à 50 mille par les circonstances locales, avait trouvé devant Torres-Védras un obstacle presque insurmontable, que quelquefois il aurait pu surmonter avec un secours de vingt-cinq mille hommes venant de l'Andalousie, avec un secours pareil venant de la Castille ; comment le maréchal Soult n'aurait ni pu ni voulu lui prêter ce secours, comment le général Drouet ne l'avait pas pu davantage, comment Napoléon, emporté avec une mobilité désastreuse vers d'autres desseins, lui avait refusé les cinquante mille hommes qui auraient tout décidé, et comment enfin une campagne qui aurait dû porter le coup mortel à l'armée anglaise n'avait été que malheureuse pour nous, et avait inutilement consommé les 150 mille hommes envoyés après la paix de Vienne ! Ces récits affligeants sont sans doute

présents à la mémoire de ceux qui ont lu cette histoire ! Les récits de la fin de 1811 ne sont ni moins affligeants, ni moins significatifs, comme on a pu s'en convaincre dans ce livre.

Puisque dès le milieu de 1811 Napoléon était résolu à porter ses armées et sa personne au Nord, c'est-à-dire en Russie, il aurait dû au Midi, c'est-à-dire en Espagne, se contenter d'une défensive imposante, jusqu'à ce qu'il eût tout terminé lui-même entre la Vistule et le Borysthène, si toutefois il pouvait terminer quelque chose dans ces régions ! En laissant le maréchal Suchet en Aragon et en Catalogne, sans lui accorder de nouvelles forces, mais sans lui imposer aucune tâche nouvelle, ce maréchal, surtout après la conquête de Tarragone, serait resté maître paisible et incontesté de ces provinces ; en laissant le maréchal Soult à Séville, le maréchal Marmont sur le Tage, sans les obliger à aucun déplacement de forces vers Valence, avec l'ordre à l'un et à l'autre de courir au premier danger sur Badajoz, comme ils l'avaient déjà fait avec tant de succès ; en donnant de plus au maréchal Marmont la faculté d'attirer à lui l'armée du nord, et en lui attribuant exclusivement la plus grande partie de la réserve, il est probable qu'un eût déjeûné longtemps les efforts des Anglais contre Badajoz et Ciudad-Rodrigo, et réduit lord Wellington, pendant un an peut-être, à une inaction embarrassante pour lui, devant l'opinion exigeante de son pays. Mais ne voulant renouer à rien ; et, tout en préparant l'expédition gigantesque de Russie, aspirant à pousser vivement les affaires d'Espagne, se hâtant de les avancer beaucoup dans l'automne et l'hiver de 1811, Napoléon renouvela en ordonnant l'expédition de Valence la faute qu'il avait commise en permettant l'expédition d'Andalousie : il condamna le maréchal Suchet à s'étendre sans le renforcer, et tandis que pour un moment il faisait converger vers lui toutes les forces disponibles, lord Wellington aux aguets enleva Ciudad-Rodrigo, et nous ferma le Boira en s'ouvrant la Castille. Le maréchal Marmont courut bien à Ciudad-Rodrigo, mais obligé de ramener à lui ses forces dispersées jusqu'aux environs d'Alicante, il arriva trop tard ; et cet unique trophée de la campagne de Portugal nous fut ravi. Il restait Badajoz, trophée unique aussi de la campagne d'Andalousie. La même cause devait nous le faire perdre. Napoléon, obligé plus tôt qu'il ne l'avait d'abord supposé de rappeler d'Espagne sa garde, les Polonais, les dragons, les quatrièmes bataillons, et attirant tout au nord de la Péninsule afin de pouvoir tout attirer au nord de l'Europe, ramena Marmont du Tage sur le Douro, l'y fixa, et découvrit ainsi Badajoz, que lord Wellington, toujours aux aguets, enleva comme Ciudad-Rodrigo, en profitant du vide laissé devant cette place par nos faux mouvements. Ainsi pour prendre Valence, qui nous affaiblissait en nous forçant à nous étendre, on perdit Badajoz et Ciudad-Rodrigo ; seul fruit de deux campagnes difficiles, seul obstacle sérieux qu'on pût

opposer à une marche offensive des Anglais! Tel était, tel devait être le résultat de cette manière d'ordonner de loin, d'ordonner en pensant à autre chose, et en ne consacrant à chaque objet que la moitié des ressources et de l'attention qu'il aurait fallu pour réussir!

Toutes ces fautes commises, voici où en restait l'Espagne. Le maréchal Suchet demeurait à Valence tout juste avec le moyen de contenir le pays, mais sans aucun moyen d'agir à la moindre distance; le maréchal Soult se trouvait en flèche au milieu de l'Andalousie, avec une force insuffisante pour prendre Cadix, et dans l'impuissance de livrer bataille aux Anglais, si ceux-ci, après la prise de Badajoz, voulaient marcher sur lui, ce qui au surplus n'était pas très-probable; enfin le maréchal Marmont au nord, où véritablement les Anglais voulaient frapper un coup décisif, soit sur Madrid, soit sur la ligne de communication des armées françaises, le maréchal Marmont, privé de Ciudad-Rodrigo, pouvait, si Joseph, si le général Caffarelli le renforçaient à propos, réunir 40 mille hommes contre lord Wellington, qui en avait 60 mille. Voilà où en était l'Espagne après y avoir envoyé 150 mille hommes de renfort en 1810, 40 mille hommes de bonnes troupes et 20 mille de conscrits en 1811, indépendamment de plus de 400 mille entrés dans la Péninsule de 1808 à 1810! De ces 600 mille hommes il n'en survivait pas 300 mille, lesquels pouvaient fournir au plus 170 mille soldats en état de servir activement; il faut ajouter enfin que dans ces 170 mille soldats, 40 mille au plus, si on manœuvrait bien, étaient prêts à couvrir Madrid et Valladolid, c'est-à-dire la capitale et notre ligne de communication!

Napoléon, au moment de s'éloigner de Paris, ayant appris par de nombreuses expériences la difficulté d'ordonner à propos en ordonnant de loin, prit le parti de conférer à Joseph le commandement de toutes les armées servant en Espagne, sans lui prescrire toutefois la seule conduite qui aurait pu tout sauver, celle de laisser le maréchal Suchet à Valence, puisqu'il y était, mais de replier l'armée d'Andalousie sur le Tage, de l'y réunir dans une même main à l'armée de Portugal, d'établir ces deux armées, présentant ensemble une force compacte de 80 mille hommes, dans une position bien choisie, d'où elles auraient pu au premier danger se porter sur Madrid ou sur Valladolid, suivant la marche adoptée par les Anglais. Mais Napoléon se contenta de donner à tous l'ordre d'obéir à Joseph, sans savoir comment le maréchal Suchet, habitué à se gouverner seul chez lui, et à s'y gouverner très-bien, comment le maréchal Soult, résolu à régner exclusivement en Andalousie, comment le maréchal Marmont, n'ayant pas cessé d'être en contestation avec la cour de Madrid pour les intérêts de l'armée de Portugal, pourraient ou voudraient se comporter à l'égard de cette autorité de Joseph, si longtemps déniée, raillée, déconsidérée par Napoléon lui-même, et proclamée au dernier

moment comme une sorte de remède extrême, dans lequel il fallait avoir tout à coup une confiance que jamais il n'avait inspirée. Le maréchal Jourdan, appelé à être le chef d'état-major de Joseph, composa sur cette situation un mémoire plein de sens et de raison, qui révélait tous les inconvénients que nous venons de signaler, et qui fut expédié à Paris. Avant de dire comment il y fut répondu par Napoléon, et, ce qui est plus grave, par les événements eux-mêmes, il faut nous reporter au Nord, vers cet autre abîme où Napoléon, entraîné par son fougueux génie, allait s'enfoncer avec sa fortune, et malheureusement avec celle de la France.

FIN DU LIVRE QUARANTE-DEUXIÈME.

LIVRE. QUARANTE-TROISIÈME.

PASSAGE DU NIÈMEN.

Suite des événements du Nord. — Un succès des Russes sur le Danube, écartant toute apparence de faiblesse de leur part, dispose l'empereur Alexandre à envoyer M. de Nesselrode à Paris, afin d'arranger à l'amiable les différends survenus avec la France. — A cette nouvelle, Napoléon, ne voulant pas de cette mission pacifique, traite le prince Kourakin avec une extrême froideur, et montre à l'égard de la mission de M. de Nesselrode des dispositions qui obligent la Russie à y renoncer. — Derniers et vastes préparatifs de guerre. — Immensité et distribution des forces réunies par Napoléon. — Mouvement de toutes ses armées s'ébranlant sur une ligne qui s'étend des Alpes aux bouches du Rhin, et s'avance sur la Vistule. — Ses précautions pour arriver insensiblement jusqu'au Nièmen sans provoquer les Russes à envahir la Pologne et la Vieille-Prusse. — Ordre donné à M. de Lariston de tenir un langage pacifique, et envoi de M. de Czernicheff pour persuader à l'empereur Alexandre qu'il s'agit uniquement d'une négociation appuyée par une démonstration armée. — Alliances politiques de Napoléon. — Traité de coopération avec la Prusse et l'Autriche. — Négociations pour nouer une alliance avec la Suède et avec la Pologne. — Efforts pour amener une guerre de l'Amérique avec l'Angleterre, et probabilité d'y réussir. — Dernières dispositions de Napoléon avant de quitter Paris. — Situation intérieure de l'Empire; disette, finances, état des esprits. — Situation à Saint-Petersbourg. — Accueil fait par Alexandre à la mission de M. de Czernicheff. — Échec par les mouvements de l'armée française, par les traités d'alliance conclus avec la Prusse et l'Autriche, l'empereur Alexandre se décide à partir pour son quartier général, en affirmant toujours qu'il est prêt à négocier. — En apprenant ce départ, Napoléon ordonne un nouveau mouvement à ses troupes, envoie M. de Narbonne à Wilna pour atténuer l'effet que ce mouvement doit produire, et quitte Paris le 9 mai 1812, accompagné de l'impératrice et de toute sa cour. — Arrivée de Napoléon à Dresde. — Réunion dans cette capitale de presque tous les souverains du continent. — Spectacle prodigieux de puissance. — Napoléon, averti que le prince Kourakin a demandé ses passe-ports, charge M. de Lariston d'une nouvelle démarche auprès de l'empereur Alexandre, afin de prévenir des hostilités prématurées. — Fausses espérances à l'égard de la Suède et de la Turquie. — Vues relativement à la Pologne. — Chances de sa reconstitution. — Envoi de M. de Pradt comme ambassadeur de France à Varsovie. — Retour de M. de Narbonne à Dresde, après avoir rempli sa mission à Wilna. — Résultat de cette mission. — Le mois de mai étant écoulé, Napoléon quitte Dresde pour se rendre à son quartier général. — Horribles souffrances des peuples foulés par nos troupes. — Napoléon à Thorn. — Immense attirail de l'armée, et développement excessif des états-majors. — Mesures de Napoléon pour y porter remède. — Son accueil au maréchal Davout et au roi Murat. — Son séjour à Dantzick. — Vaste système de navigation intérieure pour transporter nos convois jusqu'au milieu de la Lithuanie. — Arrivée à Koenigsberg. — Rupture définitive avec Bernadotte sur des nouvelles reçues de Suède. — Déclaration de guerre à la Russie fondée sur un faux prétexte. — Plan de campagne. — Arrivée au bord du Nièmen. — Passage du fleuve le 25 juin. — Contraste des projets de Napoléon en 1810, avec ses entreprises en 1812. — Funestes pressentiments!

Napoléon et Alexandre étaient restés depuis le mois de novembre dernier dans une attitude d'observation, armant sans cesse l'un en représaille de l'autre, Alexandre ne souhaitant pas la guerre, la craignant au cou-

traire, résolu pourtant à la faire plutôt que de sacrifier la dignité au commerce de sa nation, et dans l'intervalle ne négligeant rien pour terminer sa lutte avec la Turquie, soit par les armes, soit par la diplomatie; Napoléon, de son côté, sans précisément désirer la guerre, décidé à la faire par ambition beaucoup plus que par goût, et la préparant avec une extrême activité, parce qu'il était fatalement convaincu qu'elle aurait lieu tôt ou tard, ce qui était certain s'il exigeait de la part de la Russie une soumission absolue, comme de la part de la Prusse et de l'Autriche. Dans cette situation, s'étant déjà tout dit sur la prise de possession du territoire d'Oldenbourg, sur l'admission des neutres dans les ports russes, sur l'origine des armemens réciproques de la France et de la Russie, et n'ayant plus rien à se communiquer sur ces sujets devenus fastidieux, on se taisait, et on agissait. On organisait tantôt tel corps, tantôt tel autre; on poussait celui-ci vers la Dwina ou le Dniéper, celui-là vers l'Oder ou la Vistule. Mais, ainsi faisant, on allait bientôt se trouver en présence les uns des autres, l'épée sur la poitrine, et prêts à s'égorger. Tous les hommes sages et honnêtes en Russie, en France, en Europe, les uns par raison et humanité, les autres par le motif honorablement intéressé du patriotisme, se disaient avec douleur qu'en persistant quelques jours encore dans ce silence et cette activité, il coulerait des torrents de sang depuis le Rhin jusqu'au Volga. Le plus actif de ceux qui éprouvaient ces nobles sentiments, M. de Lauriston, s'épuisait à écrire à Paris qu'on ne voulait pas la guerre à Saint-Petersbourg, qu'on ne la ferait qu'à contre-cœur, mais qu'on la ferait terrible, et que cependant, si la France consentait à ménager un peu la susceptibilité russe, à concéder quelque chose pour le prince d'Oldenbourg, et à s'accommoder d'un peu plus de rigueur contre le pavillon anglais, elle serait assurée de conserver la paix, quoi qu'il pût advenir dans les autres parties de l'Europe. A force d'insister, il avait fini par s'attirer de Napoléon quelques boutades, du reste sans amertume, comme celle-ci : *Lauriston se laisse attraper*, boutades auxquelles M. de Bassano ajouta pour son compte des dépêches pleines d'arrogance et d'avenglement. Désolé de n'être pas écouté à Paris, M. de Lauriston insistait pour l'être à Saint-Petersbourg, s'attachant à montrer l'inutilité et le danger d'une nouvelle lutte avec Napoléon (ce dont on était parfaitement convaincu), et répétant qu'avec quelques jours encore de ce silence gaulard et maladroit, on finirait, les uns ou les autres, par se trouver au bord d'un abîme. Il demandait instantanément, avec la dignité d'une conviction honnête, qu'on envoyât à Paris des instructions au prince Kourakine, afin d'amener sur tous les points en litige une explication satisfaisante, car, redisait-il sans cesse, rien de ce qui semblait diviser les deux puissances ne valait la peine d'une guerre. Les cabinets de Berlin et de Vienne agissaient dans le même sens, l'un de bonne foi, l'autre par prudence.

La Prusse voyait dans une nouvelle conflagration européenne, à laquelle elle serait forcée de prendre part, de nouveaux hasards, et le sage roi Frédéric-Guillaume n'était pas de ceux qui pensaient que quand on se trouvait mal, il fallait remuer, au risque d'être plus mal encore. D'ailleurs l'obligation de se mettre du côté de Napoléon, si la guerre éclatait, blessait son sentiment germanique, qui, pour être contenu, n'en était pas moins sincère. Il souhaitait donc la paix avec ardeur, et il avait fait parvenir à Saint-Petersbourg de vives sollicitations, proposé même ses bons offices, déclarations qui avaient été accueillies avec dédain, blessé qu'on était en Russie de ne pas avoir la Prusse avec soi. L'Autriche, bien qu'elle pressentit qu'une nouvelle lutte de la France et de la Russie lui fournirait l'occasion de rétablir ses affaires aux dépens de l'une ou de l'autre, n'en craignait pas moins la guerre, surtout depuis qu'elle prévoyait la nécessité d'être l'alliée de la France, et ne cessait par ce motif de préconiser la paix à Saint-Petersbourg. Elle avait offert son intervention, qui avait été tout aussi mal accueillie que celle de la Prusse. La Russie, importunée à la longue d'instances qui semblaient supposer que la paix dépendait d'elle, avait répondu aux ministres des deux puissances : *Conseillez la paix à d'autres, puisque vous y tenez tant, conseillez-la surtout à ceux qui veulent la guerre, et n'obligent malgré moi à la préparer*¹. —

A force d'entendre répéter qu'on devrait bien s'expliquer avant de s'égayer, que le prince Kourakin, usé auprès de Napoléon, plus propre à la représentation qu'aux affaires, ne suffisait pas pour apaiser la querelle, on avait fini à Saint-Petersbourg par tourner les yeux sur un homme très-propre à rétablir la bonne intelligence si elle pouvait être rétablie, sur M. de Nesselrode, secrétaire principal de la légation de Paris, fort jeune alors, mais déjà fort remarqué, esprit fin, clairvoyant et sage, inspirant dès cette époque grande confiance à Alexandre, pris au sérieux par Napoléon beaucoup plus que le prince Kourakin, et actuellement en congé à Saint-Petersbourg. On lui avait entendu dire depuis son retour de Paris que, si on le voulait bien, tout pourrait s'arranger; que Napoléon n'était pas aussi passionné pour la guerre qu'on le croyait généralement, qu'avec lui il fallait s'expliquer directement, parler clair et net, et qu'en s'y prenant de la sorte on pouvait avoir satisfaction, et arriver à un accommodement honorable. On avait donc songé à M. de Nesselrode, et on était tenté de l'envoyer à Paris avec des instructions et des pouvoirs pour traiter toutes les questions récemment soulevées, et envenimées bien moins par ce qu'on avait dit que par ce qu'on avait omis de dire. M. de Nesselrode se montrait flatté, à son âge, d'une si haute mission, et disposé à tout faire pour en assurer le succès. Malheureusement ce qui le flattait inspirait une fâcheuse jalousie à M. de Romanzoff, fort intéressé pourtant à

¹ Je parle d'après les dépêches prussiennes et autrichiennes elles-mêmes.

prévenir la guerre, mais prenant ombrage des progrès du jeune diplomate et de la confiance qu'Alexandre semblait lui témoigner. Il opposait donc certaines objections à cette mission, bien que du reste il fût prêt à beaucoup de sacrifices pour maintenir la paix et même l'alliance avec la France. Une objection de M. de Romanzoff, qui touchait Alexandre à cause de la susceptibilité russe, c'était de paraître implorer la paix par l'envoi d'un diplomate ayant mission spéciale de la négocier, surtout quand on n'était pas les premiers auteurs des mesures justement considérées comme provocatrices.

Toutefois un événement heureux pour les Russes, survenu récemment en Turquie, fournit une occasion qu'on résolut de saisir pour envoyer M. de Nesselrode à Paris sans se donner une apparence de faiblesse. Le général Kutusof, chargé en ce moment de diriger la guerre, avait mis à profit l'incurie des Turcs, qui après avoir repris Rutschuk étaient demeurés inactifs, les avait attirés près de Nicopolis en feignant d'y vouloir passer le Danube, puis l'avait franchi près de Rutschuk, avait surpris le camp du vizir, dispersé une partie de ses troupes, et tenait le reste étroitement bloqué dans une île du fleuve. Ce succès, qui semblait devoir contraindre la Porte à traiter, avait causé une grande joie à Saint-Petersbourg, où il avait été connu en novembre 1811. Sur-le-champ on avait autorisé le général Kutusof à ouvrir une négociation, et à proposer la paix en se désistant des premières prétentions russes. Ainsi on ne demandait plus les provinces du Danube, c'est-à-dire la Bessarabie, la Moldavie et la Valachie, mais la Bessarabie et la Moldavie seulement, cette dernière jusqu'au Sereth, une sorte d'indépendance pour la Valachie et la Serbie, un petit territoire du côté du Caucase, à l'embouchure du Phase, et une somme de vingt millions de piastres à titre d'indemnité de guerre. Des pourparlers s'étaient engagés sur ces bases à Giurgewo, et un armistice de plusieurs mois avait été convenu. A chaque instant on espérait à Saint-Petersbourg voir arriver un courrier qui annoncerait la conclusion de la paix.

Ces résultats, quoiqu'ils fussent moins brillants que ceux qu'avait rêvés Alexandre, car il s'était flatté, outre la Finlande, d'ajouter du même coup à son empire la Bessarabie, la Moldavie et la Valachie, étaient déjà fort beaux, et la seule acquisition de la Finlande et de la Bessarabie signalait d'une manière bien assez éclatante les débuts d'un règne qui promettait d'être fort long encore. Mais ces résultats lui convenaient bien davantage sous un autre rapport, c'était de pouvoir envoyer M. de Nesselrode à Paris sans qu'on criât à la faiblesse dans les salons de Saint-Petersbourg. Maître de toutes ses forces par la fin de la guerre sur le Danube, il paraissait autant donner la paix que la recevoir, sans compter qu'il était en mesure de l'obtenir bien meilleure.

On prépara donc les instructions de M. de Nesselrode. Alexandre prit la peine de les rédiger lui-même, et autorisa M. de Lauriston à annoncer le prochain départ du nouveau plénipotentiaire. On donna un grade de plus à M. de Nesselrode dans la diplomatie russe, afin qu'il se présentât revêtu de tous les signes de la confiance impériale. On attendait impatiemment un dernier courrier des bords du Danube, pour faire partir M. de Nesselrode juste au moment où la fin de la guerre de Turquie serait connue, et pour avoir en traitant tout à la fois plus de dignité et plus de force.

On informa de ces dispositions les diverses cours du continent, et notamment celles de Prusse et d'Autriche. M. de Lauriston en écrivit à Paris avec la satisfaction visible d'un bon citoyen, plus charmé d'avoir bien fait que certain d'être approuvé, car il était évident à son langage qu'il doutait fort de plaire à sa cour en travaillant avec tant de zèle au maintien de la paix.

La nouvelle du départ de M. de Nesselrode, mandée plusieurs fois, n'arriva cependant à Paris avec tous les caractères de la certitude que vers le milieu de décembre. Elle déconcerta fort Napoléon, et le contraria par plus d'un motif. Il avait déjà en connaissance des échecs des Turcs, qui, disait-il, *s'étaient conduits comme des brutes*, et il regardait la fin de la guerre de Turquie comme le commencement de la guerre avec la France. Il avait toujours supposé en effet que les Russes n'attendaient que cette occasion pour se retourner contre lui, et le placer entre des conditions inacceptables ou la guerre, alternative à l'égard de laquelle son choix était fait d'avance. La nouvelle du voyage de M. de Nesselrode ne lui laissa plus de doute. Il en conclut que la Russie tenait la guerre de Turquie pour à peu près terminée, et qu'elle se hâtait d'en profiter pour lui dicter des conditions. Il y avait là de quoi l'irriter profondément, et le pousser même à un éclat, comme il n'y était que trop enclin, s'il n'avait conçu un vaste plan, qui exigeait de sa part la plus profonde dissimulation. Il voulait, en protestant toujours de son désir de la paix, en répétant qu'il n'armait que par pure précaution, arriver successivement à l'Odér, puis à la Vistule, avant que les Russes eussent franchi le Niémen, afin de sauver les immenses ressources en grains et fourrages qui se trouvaient dans la Pologne et la Vieille-Prusse, ressources que les Russes ne manqueraient pas de détruire si on leur en laissait le temps, car ils se vantaient tout haut d'être prêts à faire de leurs provinces un désert, comme les Anglais en avaient fait un du Portugal. Or, plus loin commencerait ce désert, moins grande serait la masse de ce qu'on aurait à porter avec soi. C'est pourquoi Napoléon, après s'être assuré de Dantzic, songeait en ce moment à s'assurer de la navigation du Frische-Half par ses négociations avec la Prusse, afin de passer par eau de Dantzic à Königs-

berg, puis de Königsberg à Tilsit. Ce n'est qu'à partir du Niémen qu'il entendait se servir de transports par terre, et, se flattant de porter avec lui des vivres jusqu'à une distance de deux cents lieues, il croyait pouvoir s'avancer assez pour enfoncer le fer au cœur même de la Russie. Tout ce plan allait être déjoué si les Russes le prévenaient, et si, fondant à l'improviste sur la Vieille-Prusse et la Pologne, ils en faisaient un désert, en brûlaient les greniers, en prenaient le bétail pour l'emmener avec eux. Il fallait donc petit à petit, sans éclat, sans rupture, arriver à la Vistule, puis à la Prégel avant l'ennemi; il fallait aussi, et cela n'importait pas moins, retarder les hostilités jusqu'à l'été de 1812, car la condition des immenses transports que Napoléon avait préparés c'était la réunion et l'entretien d'une grande quantité de chevaux. Or, si on employait leurs forces à porter de quoi les nourrir eux-mêmes, n'était-ce pas s'en embarrasser, car il ne resterait rien pour les hommes. Si en effet les six mille voitures attelées devaient charrier de l'avoine et non du blé, ce n'était pas la peine de traîner avec soi un si vaste attirail. Pour en être dispensé, il fallait ne commencer la guerre qu'en juin. La terre se couvrait alors dans le Nord de fourrages et de moissons, et en donnant aux chevaux de la cavalerie, de l'artillerie et du train, dont le nombre passait déjà cent mille, et devait s'élever bientôt à cent cinquante mille, les moissons des Russes à manger en herbe, on était assuré de faire vivre sur le sol de l'ennemi les nombreux animaux qu'on amènerait à sa suite. Il fallait donc ces animaux pour nourrir les hommes, et la belle saison pour nourrir ces animaux. Les Russes auraient beau mettre le feu à leurs champs, ils ne brûleraient pas les herbes. Ajoutez qu'avec les immenses préparatifs qu'il avait à terminer, bien qu'il s'y fût pris deux ans à l'avance, Napoléon savait par expérience que deux mois de plus n'étaient pas à dédaigner; que les Russes ayant pour arme la destruction, et lui la création des moyens, le temps n'était pas un élément nécessaire pour eux, tandis qu'il était indispensable pour lui.

Par ces motifs profonds, il fallait se glisser en quelque sorte jusqu'à la Vistule, et gagner non-seulement du terrain, mais du temps, sans provoquer une rupture. Pour réussir dans un tel dessein il n'y avait rien de mieux que cet état de querelle obscure, indécise, où l'on se répétait indéfiniment : Vous armez... Et vous aussi... C'est vous qui avez commencé... Non, ce n'est pas nous, c'est vous... Nous ne voulons pas la guerre... Nous ne la voulons pas non plus.... et autres propos semblables, fort insignifiants en apparence, mais fort enloulés de la part de celui qui, avec ces ennuyeux reproches, occupait des mois entiers, gagnait de décembre à janvier, de janvier à février, et espérait gagner encore jusqu'en juin 1812. Or une explication claire et catégorique devait faire cesser une situation si utile aux desseins de Napoléon, et l'arrivée de M. de Nessel-

role, en provoquant cette explication, ne lui convenait aucunement¹. Quelque adresse qu'il pût y mettre, quelque empire qu'il sût prendre sur lui-même lorsqu'il s'y appliquait, il était impossible qu'avec un homme aussi pénétrant que M. de Nesselrode il ne fût pas bientôt amené à un éclaircissement complet, à une solution par oui ou par non, après laquelle il n'y aurait plus qu'à marcher tout de suite les uns contre les autres. Or il lui importait, comme on vient de le voir, qu'on arrivât, les Français sur la Prégel, les Russes sur le Niémen, avant de s'être déclaré la guerre, et en se répétant sans cesse qu'il fallait s'expliquer, sans pourtant s'expliquer jamais.

Il forma donc la résolution de donner sur-le-champ ses derniers ordres militaires, et en même temps il s'y prit de la manière la plus convenable pour empêcher M. de Nesselrode de venir à Paris, en se gardant toutefois de blesser la Russie, et de la pousser à une rupture immédiate. Il voyait le prince Kourakiu fort souvent, il savait, car le bruit en était déjà répandu dans toute l'Europe, que l'envoi de M. de Nesselrode à Paris était prochain, et il n'en dit mot au prince, silence tout à fait inexplicable s'il n'était imputeur de la mission projetée. Il ne s'en tint pas là : s'expliquant sur ce sujet avec le ministre de Prusse, qui devait nécessairement recueillir ses paroles et les mander à Berlin, d'où le désir d'être utile à la cause de la paix pourrait bien les faire arriver jusqu'à Saint-Petersbourg, il ne dit rien précisément qui ressemblât à l'intention de ne pas recevoir M. de Nesselrode, mais il se montra froid, retenu, presque mécontent, parut désapprouver l'éclat donné à cette espèce de mission extraordinaire, car c'était, selon lui, engager l'amont-propre des deux puissances, les rendre plus difficiles, plus attentives à ne rien concéder de trop. A cette désapprobation indirecte de la mission de M. de Nesselrode, il joignit, dans une occasion assez importante, une froideur marquée pour la légation russe. Le premier de l'an, jour consacré aux réceptions, c'est à peine s'il adressa la parole au prince Kourakin, qui, fort attentif aux petites choses, ne manqua pas de le remarquer, et en conclut que la mission de M. de Nesselrode, ou venant trop tard, ou ne plaisant pas, n'avait pas chance de réussir. Ce qu'il y eut de plus grave encore, ce fut le bruit des ordres donnés par Napoléon, bruit toujours suffisant, si petit qu'il soit, pour frapper l'oreille d'un ambassadeur quelque peu informé. Napoléon avait recommandé la discrétion la plus absolue, mais tant de gens devaient être dans la confidence, quelques-uns de ces ordres étaient si difficiles à cacher par leur nature et leur gravité, que le mystère, possible pour le gros du

¹ Dans une matière aussi grave, pas plus du reste que dans une qui le serait moins, je ne voudrais rien supposer. Mais les lettres les plus précises de Napoléon aux trois ou quatre hommes investis de sa confiance, le prince Eugène, le maréchal Davoust, M. de Cessac, M. de Lauriston lui-même, ne laissent aucun doute sur la réalité de ce calcul. Nous en citerons plus tard des preuves matérielles et irréfragables.

public, ne l'était pas pour une diplomatie qui payait fort bien les trahisons. En effet M. de Czernicheff, aide de camp de l'empereur Alexandre, souvent en mission à Paris, avait acheté ou comisé qui lui livrait les secrets les plus importants du ministère de la guerre. Par ces diverses causes, le prince Kourakin parvint à savoir tout ce que Napoléon avait ordonné, et ce qu'il avait ordonné ne pouvait laisser aucun doute sur la résolution irrévocable d'hostilités prochaines.

D'abord il avait prescrit à M. de Cessac, devenu ministre de l'administration de la guerre, de préparer le sénatus-consulte pour la levée de la conscription de 1812, mesure nécessairement très-significative, puisque les cadres ayant déjà reçu la conscription de 1811 tout entière, étaient suffisamment remplis pour un armement de pure précaution. Napoléon avait ensuite demandé aux gouvernements allemands de fournir leur contingent complet, et l'avait exigé non pas seulement des principaux d'entre eux, comme la Bavière, la Saxe ou le Wurtemberg, capables de garder un secret, mais de tous les petits princes, auxquels on ne pouvait s'adresser sans que le fait fût bientôt divulgué. Il avait écrit en chiffres aux maréchaux Suchet et Soult de lui envoyer sur-le-champ les régiments dits de la Vistule, régiments excellents dont il voulait se servir en Pologne. Il avait donné des ordres pour le retour immédiat de la jeune garde, cantonnée en Castille, et pour celui des dragons, destinés à rentrer en France un escadron après l'autre. C'est ce qui explique comment en Espagne, après avoir tout fait converger sur Valence, avec la pensée de tout faire refluer ensuite sur le Portugal, il avait concentré soudainement les forces disponibles du côté de la Castille, au lieu de les concentrer du côté du Portugal, de manière que les Anglais, ayant profité du mouvement vers Valence pour prendre Ciudad-Rodrigo, avaient profité bientôt après du mouvement vers la Castille pour prendre Badajoz.

Indépendamment de ces ordres, Napoléon achemina vers le Rhin, non les détachements de la garde qui étaient à Paris même, ce qui eût produit trop de sensation, mais ceux qui stationnaient dans les environs, tels, par exemple, que les régiments de la garde hollandaise. Il pressa de nouveau les achats de chevaux en Allemagne, lesquels, à son gré, ne s'exécutaient pas assez vite, et mit en marche les bataillons d'équipages dont l'organisation était achevée, en leur donnant à porter des soutiers, des eaux-de-vie, et en général des objets d'équipement. Enfin il expédia un premier ordre de mouvement à l'armée d'Italie. Cette armée ayant à traverser la Lombardie, le Tyrol, la Bavière, la Saxe, pour se trouver en ligne sur la Vistule avec l'armée du maréchal Davout, devait être en mouvement au moins un mois avant les autres, si on voulait qu'elle ne fût pas en retard. Cependant, comme de toutes les mesures qu'il avait à prendre celle-ci était la plus frappante, car on ne pouvait déplacer l'armée d'Italie, l'arracher

à ses cantonnements pour lui faire parcourir une moitié de l'Europe, sans en parti bien arrêté à l'égard de la guerre, il s'attacha à bien garder son secret, et écrivit directement au prince Eugène en ayant soin d'éviter l'intermédiaire des bureaux. Il enjoignit à ce prince de disposer ses divisions à Brescia, Vérone et Trieste pour le milieu de janvier, afin qu'elles fussent prêtes à marcher vers la fin du même mois avec tout leur matériel. Quoiqu'il les demandât en janvier, il n'y comptait qu'en février, sachant, avec sa grande expérience, que ce n'est pas trop que de ennéder un mois aux retards inévitables. Il avait le projet de faire partir les troupes d'Italie vers la fin de février, et de n'ébranler celles du maréchal Davout que dans le courant de mars, sauf à porter rapidement celles-ci sur la Vistule, si la nouvelle du mouvement de l'armée d'Italie amenait les Russes sur le Niémen. Sinon il se proposait de pousser lentement ses colonnes sur la Vistule, où il ne désirait pas les avoir avant la mi-avril, de les porter ensuite à la mi-mai sur la Prègel, et à la mi-juin sur le Niémen. En mettant ainsi trois mois à les mouvoir de l'Elbe au Niémen, les hommes, les chevaux devaient arriver sans s'être fatigués, et parvenir sur le théâtre de la guerre au complet de leur effectif et de leur équipement.

De toutes ces mesures, la légation russe n'ignora que le départ de l'armée d'Italie, dont le prince Eugène avait seul la confiance, et le rappel des Polonais d'Espagne demandé par dépêches chiffrées aux maréchaux Soult et Suchet. Mais elle connut toutes les autres, et c'était assez pour dissiper les derniers doutes, s'il avait pu en rester encore sur la résolution de commencer la guerre dans la présente année 1812. Le prince Kourakin en effet n'en conserva plus aucun dès les premiers jours de janvier. Le silence évidemment volontaire gardé avec lui sur la mission de M. de Nesselrode, la froideur tout à fait insitée qu'on lui avait montrée, et qui contrastait avec les prévenances dont il était ordinairement l'objet, enfin toutes les dispositions dont les bruits publics suffisaient pour acquérir la reconnaissance, équivalaient à la démonstration la plus complète. Aussi le prince Kourakin expédia-t-il le 13 janvier un courrier extraordinaire, pour faire part à sa cour de tout ce qu'il avait appris et observé lui-même, et lui déclarer qu'à son avis la guerre était résolue, et qu'il fallait se préparer sur-le-champ à la soutenir. Il demandait même des ordres pour les cas extrêmes, pour celui par exemple où il se verrait obligé de quitter Paris. Peut-être sa grande sensibilité aux froideurs de la cour avait-elle donné plus de vivacité à ses convictions, mais si son déplaisir personnel l'avait porté à dire que la guerre était résolue, ce déplaisir n'avait servi qu'à l'éclaircir, car il est bien vrai qu'en ce moment elle l'était irrévocablement.

Quand les dépêches du prince Kourakin parvinrent à Saint-Petersbourg, on était encore tout disposé à envoyer M. de Nesselrode à Paris,

et on n'attendait que la circonstance déterminante d'un courrier de Constantinople pour ordonner son départ. Malheureusement ce courrier n'arrivait pas, et M. de Romanzoff abusait de ce retard par jalousie du jeune négociateur. Le courrier du prince Kourakin, parti le 13 janvier, arriva le 27 à Saint-Petersbourg, et y causa la plus vive sensation. A la lecture des dépêches qu'il apportait, on partagea le sentiment de l'ambassadeur, et, comme lui, on ne douta plus de la guerre. Déjà on était fort enclin à croire que la crise actuelle aurait cette issue, et plutôt que de se soumettre comme la Prusse ou l'Autriche à toutes les volontés de Napoléon, plutôt que de sacrifier les restes du commerce russe, on était résolu à braver les dernières extrémités. Pourtant, de la prévoyance du fait au fait lui-même, il y a toujours une différence que les hommes sentent très-vivement, et on en fut profondément affecté à Saint-Petersbourg, à tel point que M. de Laristou put dire sans exagération qu'on y était consterné. C'était alors dans l'opinion de l'Europe une si grande chance à courir que de braver Napoléon, son génie, ses vaillantes armées; c'étaient de si redoutables souvenirs que ceux d'Austerlitz, d'Iéna, d'Eylau, de Friedland, que même avec le plus noble sentiment de patriotisme, ou avec les haines ardentes de l'aristocratie européenne contre nous, on était saisi d'une sorte de terreur à la pensée de recommencer une lutte qui avait toujours si mal réussi. Cette fois, d'ailleurs, si la fortune était encore contraire, il se pourrait bien que l'on eût consolidé pour toujours la domination qu'on voulait renverser, et qu'on eût exposé la Russie à tomber à ce second rang auquel la Prusse et l'Autriche étaient aujourd'hui descendues; et dont on avait horreur. La Providence, qui garde si bien ses secrets, n'avait pas encore dit le sien, et les Russes ne savaient pas qu'ils étaient à la veille de leur grandeur, et Napoléon savait encore moins qu'il était à la veille de sa chute! Pourtant de ces secrets providentiels il en transpire toujours quelque chose pour le génie, quelquefois même pour la passion.

La passion, qui le plus souvent aveugle, et si rarement éclaire, avait cette fois découvert une partie de la vérité aux Russes. Ils se disaient que Napoléon était venu à bout en 1807 de leurs armées, mais qu'il avait failli s'enfoncer dans leurs bones, mourir de faim ou de froid au milieu de leurs frimas. La catastrophe de Charles XII leur revenait en mémoire. La récente détresse de Masséna en Portugal, qu'on avait crée à force de dévastations, et publiée dans toute l'Europe avec une espèce de jactance barbare, les occupait également, et presque partout ils répétaient que sans brûler les champs d'autrui comme les Anglais, en incendiant leurs propres campagnes, ils placeraient Napoléon dans une position plus affreuse encore que celle de Masséna. Aussi dans tous les rangs de l'armée russe entendait-on dire qu'il faudrait tout brûler, tout détruire, se retirer ensuite dans le fond de la Russie sans livrer de bataille, qu'on verrait

alors ce que pourroit le terrible empereur des Français dans des plaines ravagées, dépourvues de grains pour ses soldats, d'herbe pour ses chevaux, et que, nouveau Pharaon, il périrait dans l'immensité du vide, comme l'autre dans l'immensité des flots. Ce plan d'éviter les grandes rencontres, et de se retirer en ravageant, naissait dans tous les esprits, et dans cette circonstance solennelle tout le monde, pour ainsi dire, avait été général.

Il y avait même parmi les officiers de l'empereur Alexandre des caractères plus ardents que les autres, qui lui conseillaient de porter le désert en avant, et pour cela de ne pas attendre Napoléon sur le Niémen, de ne pas lui laisser ainsi les riches greniers de la Pologne et de la Vieille-Prusse, mais d'envahir sur-le-champ ces contrées, les unes appartenant à l'odieuse Pologne pour laquelle on avait la guerre, les autres à la Prusse que sa faiblesse allait faire l'alliée de Napoléon, de les occuper pour quelques jours seulement, de tout y détruire, et de les évacuer immédiatement après.

Alexandre pensant à cet égard comme tous les soldats et officiers de son armée, était bien d'avis d'opposer à Napoléon les distances et la destruction, de refuser les batailles, et de s'enfoncer dans l'intérieur de la Russie, sauf à s'arrêter et à combattre quand on trouverait les Français épuisés de fatigue et de faim; mais il n'était pas de l'avis de ceux qui prétendaient envahir sur-le-champ pour les ravager la Vieille-Prusse et la Pologne. Prendre l'offensive, se porter en avant, c'était donner des chances au grand gagnant de batailles de vous vaincre dans le pays même où on irait le prévenir, c'était aussi partager avec lui les torts de l'agression, du moins aux yeux des peuples, et Alexandre, avant de demander à sa nation les derniers sacrifices, désirait que l'univers entier fût convaincu qu'il n'avait point été l'agresseur. Enfin il y avait une raison qu'Alexandre disait moins, mais qui agissait fortement sur lui, c'est que tant que la paix était honorablement possible il voulait la conserver, et ne pas la compromettre par une initiative imprudente. De son côté M. de Romanzoff, dont la politique avait été fondée sur l'alliance française, et qui allait perdre par la guerre la base de son système et le vrai motif de sa présence dans les conseils de l'empire, se flattait encore que lorsque Napoléon serait sur la Vistule, Alexandre sur le Niémen, on pourrît entamer une sorte de négociation armée, et qu'à la veille de s'engager dans des voies effrayantes, on serait peut-être plus accommodant des deux parts; que Napoléon lui-même, ayant vu de plus près les difficultés de cette guerre lointaine, serait moins exigeant, et qu'on finirait par s'entendre au dernier instant, au moyen d'un compromis qui sauterait l'honneur de tous : faible espérance sans doute, mais à laquelle M. de Romanzoff et Alexandre ne pouvaient pas se décider à renoncer.

Dans ces vues, Alexandre, avec son ministre et quelques généraux investis de sa confiance, arrêta le système de guerre qu'il convenait d'adopter. Il fut décidé qu'on aurait deux armées considérables, dont tous les éléments étaient déjà réunis, l'une sur la Duina, l'autre sur le Dniéper, deux fleuves qui naissent à quelques lieues l'un de l'autre, courent le premier vers Riga et la Baltique, le second vers Odessa et la mer Noire, et décrivent ainsi une vaste ligne transversale du nord-ouest au sud-est, constituant pour ainsi dire la frontière intérieure du grand empire russe. Ces deux armées, ayant leurs postes avancés sur le Nièmen, se retireraient concentriquement à l'approche de l'ennemi, lui présenteraient une masse compacte qui serait au moins de 250 mille hommes; et à laquelle on espérait pouvoir ajouter bientôt des réserves au nombre de cent mille. Une troisième armée, d'une quarantaine de mille hommes, se tiendrait en observation vers l'Autriche, se lierait avec celle du Danube qui était de soixante mille, et ces deux armées elles-mêmes, suivant les événements de Turquie, se rendraient sur le théâtre de la guerre, et porteraient à quatre cent cinquante mille hommes la somme totale des forces russes.

Ces moyens, indépendamment du climat, des distances, et des ravages projetés, avaient une valeur considérable, et soutenaient la confiance des Russes. Mais d'autres motifs contribuaient encore à la fortifier. Les Russes pensaient que dans cette lutte l'opinion jouerait un rôle important, et que ceux qui seraient parvenus à la mettre de leur côté auraient un grand avantage. Ils savaient que la France elle-même, quoique condamnée à se taire, n'approuvait pas ces guerres incessantes, dans lesquelles on versait son sang par torrents pour des objets qu'elle ne comprenait plus, depuis que ses frontières avaient non-seulement atteint, mais dépassé les Alpes, le Rhin et les Pyrénées. Ils savaient qu'après un immense enthousiasme pour la personne de Napoléon, une sourde haine commençait à naître contre lui, et pouvait éclater au premier revers; qu'en Allemagne cette haine était non pas sourde et cachée, mais ardente et publique, plus violente même qu'en Espagne, où l'épuisement l'avait un peu amortie; que dans les États alliés, comme la Bavière, le Wurtemberg, la Saxe, les peuples en voulaient cruellement à leurs princes de les sacrifier à un maître étranger, dans un pur intérêt d'agrandissement territorial, et que la conscription était devenue chez eux la plus odieuse des institutions; qu'en Prusse, outre tous les maux résultant de guerres continuelles, on était inconsolable de sa grandeur perdue; qu'en Autriche, où l'on était un peu calmé depuis la paix et le mariage, la cour nourrissait plus d'aversion que jamais contre la France, qu'on regrettait amèrement l'Italie et surtout l'Illyrie; qu'enfin dans le Nord, en Pologne même, il y avait des souffrances qui diminuaient beaucoup l'enthousiasme pour Napoléon, et

rendaient des partisans à l'opinion de quelques grands seigneurs polonais, qui pensaient qu'il fallait reconstituer la Pologne non par la France, mais par la Russie, en plaçant la couronne des Jagellons sur la tête d'Alexandre, ou sur celle d'un prince de sa famille. Et il était vrai que la malheureuse Pologne, n'ayant d'autre richesse que ses blés, ses bois, ses chaux, qui ne pouvaient plus franchir le port de Dantzig depuis le blocus continental, souffrait horriblement; que chez elle la noblesse était ruinée, le peuple écrasé par les impôts, et la ville de Dantzig, de riche cité commerciale convertie en cité guerrière, réduite à la dernière misère. Le général Rapp, fin courtisan, mais cœur-excellent, avait été si touché du spectacle de ces maux, qu'il avait osé les faire connaître au maréchal Davout, en disant que si l'armée française avait un seul revers, ce ne serait bientôt qu'une insurrection générale du Rhin au Niemen. Le froid et sévère Davout lui-même, regardant peu à des souffrances qu'il partageait tout le premier avec ses soldats, observant sur les affaires publiques le silence qu'il imposait aux autres, avait cependant transmis à Napoléon les lettres que le général Rapp lui avait écrites, en les accompagnant de ces paroles remarquables : « Je me souviens en effet, Sire, qu'en 1809, » sans les miracles de Votre Majesté à Ratisbonne, notre situation en Allemagne eût été bien difficile ! » —

C'étaient là les vérités bien tristes pour nous, qui, venant s'ajouter au sentiment de leurs forces réelles, inspiraient aux Russes la confiance d'entreprendre une lutte formidable. Ils se disaient donc que si la guerre offrait de cruelles chances, elle en présentait d'avantageuses aussi; que si Napoléon, comme Charles XII, rencontrait en Russie les plaines de Pultawa, l'Allemagne entière se soulèverait sur ses derrières; que les princes alliés seraient forcés par leurs peuples de se détacher de son alliance; que la Pologne elle-même accueillerait l'idée de se reconstituer autrement que par la main de Napoléon, et que la France, épuisée de sang, fatiguée des sacrifices que lui coûtait une ambition sans bornes et sans objet raisonnable, ne ferait plus les efforts dont en d'autres temps elle s'était montrée capable pour soutenir sa grandeur.

Ces motifs confirmaient Alexandre dans la résolution de mettre les torts du côté de Napoléon, de n'en mettre aucun du sien, de ne pas prendre l'initiative de l'agression, de border le Niemen sans le dépasser, et, dans une attitude formidable, mais réservée, d'attendre l'ennemi sans aller le chercher. Cette conduite lui semblait de tout point la meilleure, militairement et politiquement, sans compter qu'en agissant ainsi on sauvait la dernière chance de la paix, car il était toujours possible qu'au dernier moment une négociation heureuse fit tomber les armes des mains de tout le monde. Ce système fut poussé au point de laisser à l'ennemi l'initiative de tous les actes évidemment provocateurs, comme le départ de la garde

impériale, et celui de l'Empereur pour l'armée. Ainsi on résolut de ne faire partir la garde impériale russe de Saint-Petersbourg que lorsque la garde impériale française serait partie de Paris, et Alexandre lui-même projeta de ne quitter sa capitale qu'après que Napoléon aurait quitté la sienne. On verra plus tard qu'en ce dernier point seulement il ne tint pas à son système jusqu'au bout.

La diplomatie fut dirigée dans le même sens. Évidemment il n'y avait rien à espérer de la Prusse ni de l'Autriche. Tout ce qu'on pouvait obtenir de ces puissances, c'était la neutralité, si toutefois Napoléon la leur permettait; mais quant à une coopération de leur part, il n'y fallait pas songer. Cependant il y avait des alliances qui s'offraient avec ardeur, avec importunité presque, c'étaient celles de l'Angleterre, et, le croirait-on? celle de la Suède. L'alliance de l'Angleterre était naturelle, légitime, et elle était inévitable au premier coup de canon tiré entre la France et la Russie. Le cabinet anglais, dans son impatience de la nouer, avait choisi le prétexte d'une demande de salpêtre adressée par la Russie au commerce neutre, pour expédier sur Riga une douzaine de bâtiments chargés de poudre. Puis elle avait envoyé en Suède un agent, M. Thornton, qui à la moindre espérance d'être accueilli devait se jeter dans le premier port russe qui lui serait ouvert. En attendant, M. Thornton devait essayer à Stockholm de s'aboucher avec la légation russe, en se servant du cabinet suédois pour faire agréer ses ouvertures.

Rien, il faut le répéter, n'était plus naturel que cette impatience du cabinet britannique, on peut dire seulement qu'elle était trop pétulante, et qu'en se mettant si tôt en avant, elle s'exposait à rapprocher, si un rapprochement était possible encore, ceux qu'elle voulait pour jamais désunir. Mais la Suède, ou, pour parler plus exactement, le prince qui devait à la France d'être monté sur les marches du trône de Suède, s'employer avec passion à nous chercher des ennemis, à nouer des alliances contre nous! c'est ce qui a lieu d'étonner, de révolter même tout cœur honnête, et c'est pourtant ce qui se voyait dans le moment, et ce qui devait être une des parties les plus frappantes du tableau extraordinaire offert alors aux yeux du monde.

Le prince Bernadotte, élu héritier du trône de Suède on a vu comment, à quelle occasion, dans quelle intention, venait de se constituer définitivement l'ennemi le plus actif et le moins déguisé de Napoléon. Le refus de la Norvège, acte si honnête d'une politique qui ne l'était pas toujours; le silence dédaigneux prescrit à la légation française, avaient réveillé dans son cœur la vieille haine qu'il nourrissait contre Napoléon, et cette haine, le croirait-on? avait pour principe l'envie. Envieux par nature, il osait jalouser celui qui aurait dû à jamais rester hors de portée pour son envie, tant la supériorité de gloire et de situation mettait le général Bonaparte

hors de toute comparaison avec le général Bernadotte. Que ce dernier jalouât Moreau, Masséna, Lannes, Davout, quoique mille fois supérieurs à lui, on l'aurait conçu; mais Napoléon, il fallait la folie de l'envie dans un petit cœur et un petit esprit, pour qu'il en fût ainsi! Investi un moment de la régence, comme nous l'avons dit, par suite de la mauvaise santé du roi régnant, puis privé de ce rôle parce que le roi avait craint une trop grande altération des rapports avec la France, mais resté en secret le principal moteur des affaires, il avait tout à coup tourné ses regards vers les partis qui ne l'avaient pas d'abord appelé au trône, vers le parti anglais, composé des commerçants et des propriétaires qui vivaient de la contrebande, vers le parti de l'aristocratie, qui détestait la France et les révolutions, leur disant tout bas ou tout haut, selon les circonstances, et presque toujours avec une imprudence singulière, qu'il n'entendait pas être l'esclave de Napoléon, qu'il était Suédois et non Français, que s'il convenait à la France de ruiner la Suède en la privant de son commerce, il ne s'y prêterait pas, et qu'avant tout il songerait à la prospérité de sa nouvelle patrie. Quant à ceux qui l'avaient élu, et qui comprenaient tous les amis de la France, passionnés pour la révolution de 1789, pour l'ancienne grandeur suédoise, pour la gloire des armes, ce qui les avait portés à choisir un général français, il leur parlait d'honneur, de patrie, de vaillance militaire, et, sans indiquer où ni comment, promettait de les conduire à la victoire et de refaire la grandeur de la Suède. Flattant ainsi tous les partis par le côté qui les touchait le plus, il avait cherché aussi à se rapprocher des légations anglaise et russe, la première existant clandestinement, la seconde officiellement à Stockholm, en faisant entendre à chacune ce qui pouvait le mieux lui convenir. Il avait dit à l'une et à l'autre qu'il était prêt à seconder le joug de la France, que si les principales puissances se décidaient à donner le signal il le suivrait; qu'il savait le côté faible du génie et de la puissance de Napoléon, et enseignerait le secret de le battre; que le général Bernadotte de moins dans les armées françaises, c'était beaucoup, et que si l'Angleterre et la Russie voulaient s'entendre avec la Suède, il pouvait leur être d'un immense secours; que lorsque Napoléon serait enfoncé en Pologne, où il avait failli périr en 1807, et où il aurait péri sans les services du général Bernadotte, il pourrait, lui, prince royal de Suède, descendre sur le continent avec trente mille Suédois, et même cinquante, si on lui donnait des subsides, et qu'il soulèverait toute l'Allemagne sur les derrières de l'armée française. Pour prix de ce concours, il demandait non pas la Finlande, qu'il savait nécessaire à la Russie, mais la Norvège, qu'il était peu raisonnable de laisser au Danemark, constant allié de Napoléon et traitée à la cause de l'Europe.

Ces confidences, faites avec une incroyable indiscretion à l'Angleterre

et à la Russie; avaient excité une sorte de défiance, tant elles semblaient étonnantes et inspiraient peu d'estime pour leur auteur. Adressées même au roi de Prusse dans une entrevue secrète demandée à son ambassadeur, elles avaient révolté l'honnêteté de ce monarque, qui n'avait pas osé nous dénoncer cet infidèle enfant de la France, mais nous avait assez clairement avertis de le surveiller. Quant aux puissances ou déjà en guerre avec nous comme l'Angleterre, ou prêtes à y entrer comme la Russie, elles avaient ménagé un ennemi de Napoléon dont elles pouvaient tirer parti, sans toutefois se fier à lui. Afin de se faire mieux venir de l'une et de l'autre, le nouveau prince suédois avait proposé de se servir de l'ancienne influence suédoise en Turquie pour négocier la paix entre les Turcs et les Russes, et il avait même entrepris des négociations dirigées en ce sens suit à Saint-Petersbourg, suit à Constantinople. Ainsi ce personnage si nouveau sur la scène du monde, et ennemi si peu attendu de la France, s'effrait à rapprocher l'Angleterre de la Russie, la Russie de la Porte, et voulait être à tout prix le nœud de tous ces liens, l'épée de toutes ces coalitions.

Alexandre, dans son système de réserve, qui avait pour but, nous venons de le dire, de mettre tous les torts du côté de son adversaire, et de se tenir libre de tout engagement, afin de pouvoir jusqu'au dernier moment opter pour la paix, ne voulait se prêter ni aux impatiences de l'Angleterre, ni aux intrigues de la Suède, dont la conversion lui semblait trop rapide pour mériter confiance. Il avait fait une réflexion fort naturelle et fort simple, c'est que la rupture avec la France une fois consommée, la paix avec l'Angleterre serait l'affaire d'une heure; que les conditions seraient celles qu'il voudrait, que ses préparatifs à lui étaient terminés depuis un an, ceux de l'Angleterre depuis dix, qu'un retard de deux ou trois mois dans le rapprochement ne nuirait donc pas à l'organisation de leurs moyens, et que quant à l'emploi de ces moyens il ne serait bien réglé qu'au moment même de la guerre; qu'il n'y avait donc pas à se presser, et qu'à vouloir agir un peu plus tôt on ne gagnerait rien, sinon de se compromettre avec Napoléon, et de sacrifier définitivement les dernières espérances de la paix. En conséquence Alexandre refusa les vaisseaux chargés de poudre, les força de sortir des eaux de Riga, en menaçant de tirer dessus s'ils ne s'éloignaient, et fit entendre à M. Thornton qu'il n'était pas temps encore de se présenter à Saint-Petersbourg. Quant à la Suède, comme il était moins certain de l'avoir avec lui, car cette puissance, dans sa mobilité ambitieuse, pourrait, de même qu'elle avait quitté Napoléon pour un désappointement, quitter la Russie pour des avances repoussées; Alexandre résolut d'écouter ses incroyables propos, de paraître y prêter l'oreille avec l'attention qu'ils méritaient, et d'y réfléchir avec la maturité qu'exigeait leur importance. Alexandre envoya des

fourrures magnifiques au prince Bernadotte, et lui prodigua les témoignages personnels les plus flatteurs. A l'égard de la Turquie, qui résistait obstinément aux conditions mises en avant, qui ne voulait à aucun prix abandonner la Moldavie jusqu'au Sereth, qui ne voulait pas consentir au protectorat des Russes sur la Valachie et la Serbie, qui ne voulait pas davantage céder un terrain quelque petit qu'il fût le long du Caucase, ni payer une indemnité de guerre, dans la persuasion où elle était qu'en résistant quelques jours de plus, la Russie pressée par les armes de la France serait obligée de se désister de toutes ses prétentions, Alexandre modifia encore une fois les conditions proposées, renonça au protectorat de la Serbie et de la Valachie, au territoire réclamé le long du Caucase, à l'indemnité de guerre, mais insista sur la Bessarabie en entier, sur la Moldavie jusqu'au Sereth, et se flatta d'obtenir la paix à ces nouvelles conditions, ce qui devait lui assurer la libre disposition de ses forces contre la France.

Tels étaient les plans de la Russie, plans, on le voit, fort bien entendus, et fort bien adaptés surtout à sa situation. Au point où en étaient les choses, on ne pouvait plus songer à envoyer M. de Nesselrode à Paris, car ce n'était pas la peine de se donner l'apparence d'implorer la paix, pour ne la point obtenir. Aussi le projet de cette démarche fut-il abandonné, à la satisfaction fort irréflective de M. de Romanzoff. Alexandre fit part de cette nouvelle détermination à M. de Lauriston avec une douleur qu'il ne dissimula point; il lui dit que le courrier parti le 13 janvier de Paris ne laissait plus une seule espérance de sauver la paix, qu'il en avait un profond chagrin, car il n'avait pas cessé de la désirer sincèrement; que pour la conserver il avait résolu de se tenir aux conditions de Tilsit, c'est-à-dire de rester en guerre avec l'Angleterre, de souffrir même la spoliation des États d'Oldenbourg, sauf une indemnité que la France fixerait à son gré, et de tolérer l'existence du grand-duché de Varsovie, pourvu toutefois qu'on ne voulût pas en faire le commencement d'un royaume de Pologne. Il dit encore que quant au blocus continental, il était toujours résigné à y concourir en fermant ses ports au pavillon britannique, et en recherchant ce pavillon sous toutes les dénominations qu'il usurperait; mais que pousser ce soin jusqu'à exclure entièrement le commerce américain lui était impossible, car ce serait réduire son pays à l'état de misère où se trouvait la Pologne; que les Américains qu'il recevait avaient, il est vrai, communiqué avec les Anglais, qu'il le savait, mais qu'il était certain de leur nationalité, qu'il ne les admettait pas lorsqu'elle offrait un seul doute; que s'il ne voulait pas les laisser entrer lorsqu'ils avaient communiqué avec les Anglais, il serait réduit à n'en recevoir aucun, ce qui serait ruineux pour la Russie; ce qui d'ailleurs ne pouvait être déclaré obligatoire qu'en vertu des décrets de Berlin et de Milan, rendus sans sa

participation; que ces choses-il les avait répétées cent fois, qu'il les répétait une dernière, pour bien constater ce qu'il appelait *son innocence*; mais qu'aucune puissance au monde ne le ferait sortir des termes qu'il avait posés, et qu'il posait encore; qu'il soutiendrait une guerre de dix ans, s'il le fallait, qu'il se retirerait au fond de la Sibérie, plutôt que de descendre à la situation de l'Autriche et de la Prusse; que Napoléon en provoquant cette rupture appréciait bien mal ses vrais intérêts; que l'Angleterre était déjà presque à bout de ressources, qu'en continuant de lui tenir le continent fermé, comme il l'était actuellement, et en tournant contre lord Wellington les forces préparées contre la Russie, on aurait la paix avant un an; qu'en agissant différemment, Napoléon allait se jeter dans des événements inconnus, incalculables, et rendre à l'Angleterre toutes les chances de succès qu'elle avait perdues. Alexandre ajouta que pour lui il demeurerait inébranlable dans la ligne qu'il s'était tracée, que ses troupes resteraient derrière le Niémen, et ne seraient pas les premières à le franchir; qu'il voulait que sa nation et l'univers fussent témoins qu'il n'avait pas été l'agresseur, qu'il poussait même à cet égard le scrupule jusqu'à refuser d'entendre une seule des propositions de l'Angleterre, qu'il avait renvoyé ses poudres, qu'il renverrait également M. Thornton, si M. Thornton se présentait, qu'il en donnait sa parole d'honneur d'homme et de souverain. Alexandre dit enfin que dans cet état de choses, l'envoi de M. de Nesselrode n'était plus possible; que sa dignité le lui défendait, et le bon sens également, car cette mission n'aboutirait à rien. M. de Lariston insistant, soutenant que M. de Nesselrode serait bien accueilli à Paris, Alexandre lui rapporta alors tout ce que nous avons raconté du silence significatif de Napoléon à l'égard de la mission de M. de Nesselrode, de sa froideur envers le prince Kourakin, datant de la nouvelle même de cette mission, et finit par déclarer qu'on avait su par d'autres voies que Napoléon la désapprouvait. Cette voie, qu'Alexandre indiquait sans la nommer, était celle de la Prusse, qui à très-bonne intention, croyant être utile au maintien de la paix, avait fait part des réflexions de Napoléon sur l'inconvénient de donner trop d'éclat au voyage de M. de Nesselrode. Ainsi cette puissance, dans son désir honnête de la paix, avait uni à cette cause au lieu de la servir.

Alexandre, en tenant ce langage, avait paru plus ému que jamais, mais aussi résolu qu'ému, et avait parlé évidemment en homme qui ne craignait pas de montrer son chagrin de la guerre, parce qu'il était déterminé à la faire, et à la faire terrible. Il laissa M. de Lariston aussi affecté qu'il l'était lui-même, car cet excellent citoyen voyait la guerre avec une sorte de désespoir, prévoyant tout ce qui pourrait en résulter. Du reste, il avait reçu d'Alexandre un accueil parfaitement amical, et il en avait été comblé de soins. Seulement, pour répondre aux froideurs qu'avait essayées

le prince Kourakin, on l'invitait moins souvent à dîner à la cour, et dans l'intérieur de la famille impériale. Mais partout où on le rencontrait les prévenances étaient les mêmes. L'exemple donné par Alexandre à la société de Saint-Petersbourg avait été compris par elle. M. de Lauriston trouvait en tous lieux des égards infinis, une politesse réservée, une résolution tranquille et sans jactance, en un mot, du chagrin sans faiblesse. Il ne voyait de tout côté que des gens qui craignaient la guerre, mais qui étaient décidés à l'accepter plutôt que de rétrograder en deçà des limites tracées par leur empereur. Les Français n'éprouaient nulle part ni injures ni mauvais traitements. On attendait dans une sorte de calme le moment de se livrer aux fureurs du patriotisme et de la haine.

M. de Lauriston, qui avait reçu du 25 janvier au 3 février toutes les communications que nous venons de rapporter, les transmet à sa cour par un courrier du 3 février avec une scrupuleuse exactitude, et en y ajoutant une peinture aussi vraie que saisissante de la situation des esprits à Saint-Petersbourg. Son courrier arriva du 15 au 17 février à Paris. Il avait été d'ailleurs précédé par d'autres, qui indiquaient à peu près le même état de choses, et qui faisaient présumer, ce que le dernier annonçait enfin positivement, que M. de Nesselrode ne partirait pas.

Napoléon, en obtenant l'assurance que M. de Nesselrode ne viendrait point à Paris, était arrivé à ses fins, mais il trouvait pourtant la Russie trop résolue, et, bien qu'elle lui parût suffisamment intimidée pour ne pas prendre l'offensive, il appréhendait toujours que des esprits ardents ne l'entraînaient à franchir le Niémen, et à devancer les Français à Koenigsberg et à Dantzic. En conséquence, il jugea opportun de conclure ses alliances, et de mettre définitivement ses troupes en marche, afin de ne pas arriver le dernier sur la Vistule, et prit soin d'accompagner ces actes décisifs de quelques démarches politiques qui fussent de nature à calmer les émotions du cabinet russe en lui rendant certaines espérances de paix.

Jusqu'ici Napoléon n'avait pas voulu conclure ses alliances de peur de donner trop d'avril à la Russie, et il faisait attendre notamment la malheureuse Prusse, qui craignait toujours que ces longs délais ne cachassent un piège abominable. On doit se souvenir que Napoléon avait impérieusement exigé d'elle l'interruption de ses armements, en la menaçant d'enlever Berlin, Spandau, Graudenz, Colberg, le roi, l'armée, tout ce qui restait de la monarchie du grand Frédéric, si elle ne mettait fin à ses préparatifs, et en lui engageant au contraire sa parole, si elle cédait, de conclure avec elle un traité d'alliance, dont le premier article stipulerait l'intégrité du territoire prussien. Depuis le mois d'octobre dernier il la tenait en suspens sous divers prétextes, et enfin il lui avait dit le vrai motif de ses ajournements, qui était parfaitement avouable. Le mois de

février venu, et les choses étant arrivées au point de ne devoir plus différer, il prit son parti, et causa un sensible mouvement de joie au roi et à M. de Hardenberg, en leur annonçant qu'on allait signer le traité d'alliance. Le roi de Prusse, que la Russie avait tant poussé à la guerre en 1805, et si complètement abandonné en 1807, ne se croyait de devoirs qu'envers son pays et sa couronne, et persuadé du reste, comme tout le monde, que Napoléon serait encore vainqueur, il se déclarait son allié, dans l'impossibilité de demeurer neutre. Sa politique en ce moment était, puisqu'il donnait un contingent à Napoléon, de le donner le plus fort possible, afin qu'à la paix on eût une plus grande récompense à lui accorder en restitution de places fortes, en diminutions de contributions de guerre, en extension de territoire. Il offrait jusqu'à cent mille hommes, si on voulait, tous bons soldats, commandés par le respectable général de Grawert, et prêts à bien servir une fois qu'ils seraient dans l'alliance française la certitude de la restauration de leur patrie. Pour prix de ce secours, le roi de Prusse demandait la restitution de l'une des places de l'Oder demeurées en gage dans les mains de Napoléon, celle de Glogau, par exemple, qui, n'étant pas comme Custrin ou Stettin sur la route des armées, importait moins à la France, plus l'exemption des 50 ou 60 millions que le trésor prussien devait encore au trésor français, et enfin à la paix une étendue de territoire proportionnée aux services que l'armée prussienne aurait rendus. Le roi Frédéric-Guillaume aurait désiré en outre qu'on neutralisât pour lui et sa cour un territoire, celui de la Silésie notamment, où il se retirerait, loin du tumulte des armes, car Berlin, situé sur le passage de toutes les armées de l'Europe, n'allait plus être qu'une ville de guerre.

La politique de Napoléon était tout autre, et il n'entendait ni détruire la Prusse, ni la relever. C'était assez pour lui de la trouver soumise et désarmée sur son chemin, et il ne comptait pas assez sur les soldats prussiens pour lui permettre d'en réarmer un grand nombre. Il ne se méfiait pas précisément de leur valeur ou de leur loyauté, mais il se figurait avec raison que, dans un jour de revers pour ses armes, ils seraient tous entraînés par le torrent de l'esprit germanique. Il ne voulait donc pas que la Prusse eût plus de soldats qu'elle n'en devait avoir d'après les traités existants (42 mille), qu'elle fit des dépenses excessives, et y cherchât un prétexte de ne pas remplir ses engagements présumés envers la France. Par ces motifs, il repoussa nettement ses propositions, en lui disant que vingt mille Prussiens lui suffiraient, que ce n'était pas de soldats qu'il avait besoin pour battre la Russie, mais de vivres, et de chevaux pour transporter ces vivres. En conséquence il refusa de diminuer les contributions de la Prusse, puisqu'elle n'aurait pas à supporter de plus grandes dépenses, et consentit seulement à prendre des chevaux, des bœufs, des

grains, en compensation d'une partie de l'argent qu'elle devait encore. Il refusa également de rendre Glogau, car cette place était, disait-il, sur sa ligne d'opérations, et d'ailleurs l'alliance étant admise, tout devenait commun entre la Prusse et la France, et le roi n'avait plus à regretter aucune de ses forteresses. Quant à la demande de neutraliser la Silésie, il répondit avec raison qu'il était prêt à l'admettre, mais que pour garantir cette neutralité ce n'était pas assez de la France, et qu'il fallait surtout l'obéissance de la Russie. Quant à l'intégralité du territoire actuel de la Prusse et à une amélioration de frontières à la paix, il ne fit aucune difficulté de les promettre.

La Prusse n'avait pas de contestations à élever dans l'état où elle était tombée, et en conséquence, par traité du 24 février, on convint des conditions suivantes : la Prusse s'engageait à fournir 20 mille hommes, directement placés sous un général prussien, mais tenus d'obéir au chef du corps d'armée français avec lequel ils servaient. Les 22 mille hommes restant à la Prusse devaient être répartis comme il suit : 4 mille à Colberg, 3 mille à Graudentz, places que le roi de Prusse se réservait exclusivement ; 2 mille à Potsdam pour la garde de la résidence royale, le surplus en Silésie. Excepté à Colberg et à Graudentz, il ne devait y avoir dans les villes ouvertes ou fermées que des milices bourgeoises. La contribution de guerre dont la Prusse était restée redevable envers la France était fixée définitivement à 48 millions, dont 26 millions acquittables en rédules hypothécaires déjà remises, 14 en fournitures, 8 en argent, ces derniers payables à la fin de la guerre actuelle. Pour les 14 millions acquittables en nature on devait fournir 15,000 chevaux, 44,000 bœufs, et une quantité considérable de froment, avoine et fourrages. Il était convenu que ces fournitures seraient réunies sur la Vistule et l'Oder.

A ces conditions, Napoléon garantit à la Prusse son territoire actuel, et, dans le cas d'une guerre heureuse contre la Russie, lui promit une extension de frontières en dédommagement de ses pertes passées. Malgré les griefs des Prussiens contre la France, ce traité méritait d'être approuvé par les gens sages, car ne devant rien à la Russie, le roi de Prusse avait raison de chercher ses sûretés où il espérait les trouver. Quant à Napoléon, ne revenant pas à la politique, alors trop tardive, de reconstituer une Prusse grande et forte, qui, tenant tout de lui, lui serait restée fidèle, le mieux était d'agir comme il faisait, c'est-à-dire de la désarmer, de disperser une partie de ses soldats, d'emmener les autres pour qu'ils ne fussent pas sur les derrières de l'armée française, enfin de manger ses denrées et son bétail, et de prendre ses chevaux.

Avec l'Autriche la position était bien différente. L'Autriche ne craignait pas pour son existence, n'avait aucun besoin de l'alliance de Napoléon, car loin d'être comme la Prusse sous la main de quatre cent mille Fran-

çais, elle allait avoir l'Italie presque à sa discrétion dès que le prince Eugène en serait parti. Elle aurait donc voulu échapper à l'alliance française, demeurer spectatrice du combat, et faire ensuite quelques profits avec le vainqueur aux dépens du vaincu. Elle inclinait à croire que Napoléon serait vainqueur, et sous ce rapport elle pensait qu'il y aurait plus à gagner avec lui qu'avec l'empereur Alexandre, mais pour plus de sûreté elle aurait préféré ne s'engager avec aucun des deux, et s'épargner à Saint-Petersbourg l'aveu désagréable à faire, qu'elle s'unissait à la France contre la Russie. Mais il n'y avait pas moyen de se dérober à la main de fer de Napoléon. Il fallait avec lui se prononcer pour ou contre, et, après tout, son triomphe étant plus probable que celui d'Alexandre, il y avait à se prononcer en sa faveur l'avantage probable de regagner l'Illyrie, c'est-à-dire Trieste, qui de toutes ses pertes était celle que l'Autriche ressentait le plus vivement. Du reste, après avoir donné sa fille à Napoléon, l'alliance française pour l'empereur d'Autriche était naturelle et facilement explicable.

La cour de Vienne consentit donc à un traité d'alliance avec la France, mais en exigeant le plus grand secret, et demandant que ce traité fût connu le plus tard possible, car, disait M. de Metternich, il n'y avait que l'empereur et lui qui en Autriche fussent partisans de cette alliance, et si on ébruait trop tôt une telle négociation, on pourrait susciter d'avance des oppositions insurmontables. D'ailleurs il valait mieux surprendre la Russie, en lui présentant à l'improviste en Volhynie un corps d'armée auquel elle ne s'attendrait pas. Ce corps serait tout prêt en Gallicie, où il se réunissait déjà, sous prétexte d'avoir sur la frontière des troupes d'observation. On ne perdait rien par conséquent, et au contraire on gagnait tout au secret.

Napoléon s'y prêta, car il lui suffisait de pouvoir compter sur l'Autriche, et peu lui importait le jour où son alliance avec elle serait connue. Il partageait même le désir de tenir cette alliance cachée, dans la pensée toujours arrêtée chez lui de ne pousser les Russes à bout que le plus tard possible.

Il fut donc convenu par traité authentique, signé le 10 mars, que la France et l'Autriche se garantiraient réciproquement l'intégrité de leurs États actuels, que pour la guerre présente l'Autriche fournirait un corps de 30 mille hommes; qui serait rendu à Lemberg le 15 mai, à condition qu'à cette époque l'armée française, par son mouvement offensif, aurait attiré à elle les forces russes; que ce corps, commandé par un général autrichien (le prince de Schwarzenberg), serait sous les ordres directs de Napoléon; qu'enfin, si le royaume de Pologne était rétabli, la France, en compensation du concours donné par l'Autriche, la dédommagerait en Illyrie, et dans tous les cas, si la guerre était heureuse, traiterait l'empereur

reur François, dans le nouveau partage des territoires, conformément à l'amitié qui devait unir un gendre et un beau-père.

Ce traité, comme on le voit, engageait l'Autriche à un faible concours, et lui laissait la facilité de dire à Saint-Petersbourg qu'elle était alliée seulement pour la forme, et afin d'éviter avec la France une guerre à laquelle elle n'était pas préparée. Elle avait d'ailleurs le droit d'ajouter qu'en agissant ainsi elle ne faisait que ce que la Russie avait fait elle-même en 1809.

Quant à Napoléon, il avait obtenu de l'Autriche ce qu'il en pouvait tirer, en la forçant à prendre un engagement formel qui rendait une trahison non pas impossible, mais intraisemblable, et en appelant à l'activité très-pén de soldats autrichiens, car c'étaient des coopérateurs fort mous, capables dans certains cas de devenir des ennemis fort actifs. En même temps il avait fait luire aux yeux de l'Autriche une espérance qui pouvait presque la rendre sincère, c'était l'espérance de recouvrer l'Illyrie.

Après avoir conclu ces traités d'alliance, sur lesquels on était d'accord quatre ou cinq semaines avant de les signer, Napoléon s'occupa définitivement de mettre ses troupes en mouvement. Il avait déjà prescrit à l'armée d'Italie de se concentrer au pied des Alpes, et au maréchal Davout d'être toujours prêt à voler sur la Vistule, si les Russes, contre toute vraisemblance, passaient les premiers le Niémen. Tout étant préparé, il ordonna les premières marches, mais de manière à n'être pas sur le Niémen avant le mois de mai. Voici comment il avait distribué sa nombreuse armée, la plus grande qu'on eût vue depuis les conquérants barbares qui déplaçaient des peuples entiers, la plus grande certainement de toutes les armées régulières qui aient jamais existé, car elle était la plus vaste réunion comme de guerriers valides, disciplinés et instruits, sans ce mélange de femmes, d'enfants, de valets, qui formaient jadis les trois quarts des armées envahissantes. Nous allons reproduire les nombres précis recueillis dans les états particuliers de Napoléon, beaucoup plus exacts que ceux que tenait le ministère de la guerre.

Quoique Napoléon eût délégué au maréchal Davout, à cause de la spécialité de ses talents, le soin d'organiser la majeure partie de l'armée, il ne lui donna pas à commander autant de troupes qu'il lui en avait donné à organiser, se réservant exclusivement la disposition des grandes masses. Il voulut seulement que le maréchal étant le plus rapproché du théâtre de la guerre, le plus près d'agir dans le cas où les Russes franchiraient le Niémen, eût une force suffisante pour les arrêter. Il lui confia donc cinq divisions françaises qui n'avaient pas d'égales; c'étaient les trois anciennes divisions Morand, Friant, Gudin, qu'on avait converties en cinq divisions, en portant chaque régiment de trois à cinq bataillons de guerre. On y avait ajouté pour les compléter quelques bataillons badois, espa-

gnois, hollandais, anséatiques, enfermés dans d'excellents cadres. Deux généraux du premier mérite, les généraux Compans et Desaix, devaient commander les deux nouvelles divisions. Une division polonaise, celle qui était déjà à Dantzig, mais qui ne faisait pas partie de la garnison, en formait une sixième. Elle était composée de bons soldats, ayant fait avec succès la campagne de 1809 contre les Autrichiens.

Napoléon avait conservé l'ancienne distribution de ses troupes à cheval en cavalerie légère consacrée aux reconnaissances, et en cavalerie de réserve, destinée aux attaques en ligne. Celle-ci se composait d'une certaine proportion de cavalerie légère aussi, mais surtout de grosse et moyenne cavalerie, c'est-à-dire de cuirassiers, de lanciers et de dragons. Cette réserve était divisée, à cause de sa force, en quatre corps. Le premier, comprenant cinq régiments de cavalerie légère et deux divisions de cuirassiers, fut adjoint à l'armée du maréchal Davout. Ce maréchal eut donc environ 82 mille hommes d'infanterie et d'artillerie, 3,500 hommes de cavalerie légère, particulièrement attachée à son corps, et 11 à 12 mille de cavalerie de réserve, c'est-à-dire 96 à 97 mille hommes des plus belles troupes qui existassent en Europe. Elles devaient porter le titre de premier corps. Leur quartier général était à Hambourg.

Napoléon confia en outre au maréchal Davout la division prussienne de 16 à 17 mille hommes qui était placée sous les ordres directs du général Grawert, ce qui portait à 114 mille soldats environ le commandement de ce maréchal.

Napoléon donna au maréchal Oudinot le 2^e corps, comprenant avec les divisions stationnées en Hollande le reste des troupes que le maréchal Davout avait organisées, et qu'il ne devait pas garder sous ses ordres. C'étaient les deux divisions françaises Legrand et Verdier, formées d'une partie des anciennes divisions de Masséna et de Lannes, et d'une belle division suisse, à laquelle avaient été ajoutées quelques bataillons croates et hollandais. Avec la cavalerie légère, l'artillerie, et une division de cuirassiers empruntée à la réserve de cavalerie, ce corps s'élevait à 40 mille hommes environ de troupes également excellentes. Son quartier général était à Munster. Trois ou quatre mille Prussiens, reste des 20 mille que devait la Prusse, et destinés au 2^e corps, gardaient Pillau, le Nehrung, et tous les postes qui forment le Frische-Haff.

Napoléon, sous le titre de 3^e corps, confia au maréchal Ney, dont il voulait surtout utiliser l'énergie dans cette campagne, le reste des anciennes troupes de Lannes et de Masséna, réunies en deux belles divisions françaises, sous les généraux Ledru et Razout. Il y ajouta les Wurtembergeois, qui avaient déjà servi sous le maréchal Ney, ce qui présentait un total de 30 mille hommes d'infanterie, d'artillerie et de cavalerie légère. Napoléon, se proposant d'employer le maréchal Ney pour les coups de

vigneur, lui adjoignit un corps entier de cavalerie de réserve, ce fut le 2^e, comptant environ 10 mille cavaliers, la plupart cuirassiers. Le quartier général du maréchal Ney était fixé à Mayence.

L'armée du prince Eugène reçut le titre de 4^e corps. Elle se composait de deux divisions d'infanterie française, renfermant ce qu'il y avait de mieux dans l'ancienne armée d'Italie, d'une division italienne devenue excellente, et de la garde royale. Le total pouvait s'élever à environ 45 mille soldats de toutes armes, dont le prince Eugène était naturellement le chef, avec le général Junot pour principal lieutenant.

Napoléon avait assigné à l'armée polonaise le titre de 5^e corps. On vient de voir qu'une division polonaise, soldée par la France, avait déjà été donnée au maréchal Davout. Deux autres divisions, dont une notamment composée des régiments de la Vistule; se trouvaient encore à la solde de la France, et devaient être mêlées aux troupes françaises. Le prince Poniatowski eut spécialement sous ses ordres l'armée polonaise proprement dite, qui était à la solde du grand-duché de Varsovie, et avait déjà fait sous ses ordres la campagne de 1809, campagne aussi honorable pour les soldats que pour le général en chef. Ce cinquième corps, fort d'environ 36 mille hommes de toutes armes, avait son quartier général à Varsovie. Les Bavaurois, au nombre de 25 mille hommes, servant depuis 1805 avec les Français, prirent le titre de 6^e corps, et furent confiés au général Saint-Cyr, que Napoléon tira de la disgrâce à cause de son mérito, et malgré une indocilité de caractère souvent incommode. Le point de réunion des Bavaurois était Baccuth, où ils devaient rencontrer l'armée d'Italie, pour combattre à ses côtés. Napoléon, cherchant à compenser les différences de nationalité par des convenances particulières, avait résolu de joindre les Bavaurois aux Italiens, à cause des relations, non-seulement de parenté, mais de cœur, qui unissaient le prince Eugène à la cour de Bavière.

Les Saxons, au nombre de 17 mille, bons soldats aussi, et de tous les Allemands les moins hostiles à la France, parce qu'elle avait rendu la Pologne à leur roi, furent placés sous le général Reynier, savant officier, très-propre à commander des Allemands, et déjà connu par ses services soit en Espagne, soit ailleurs. Ils prirent le titre de 7^e corps, et durent servir naturellement avec les Polonais. Ils eurent ordre de se rassembler à Glogau sur l'Oder, et de se rendre le plus rapidement possible à Kalisch, afin de pouvoir courir sur la Vistule, si les Polonais avaient besoin de leur secours.

Enfin les Westphaliens, organisés avec soin par le roi Jérôme, mais comptant beaucoup de Hessois, soldats plus braves qu'affectionnés à leur nouveau souverain, formèrent le 8^e corps, et durent se concentrer aux environs de Magdebourg au nombre de 18 mille hommes.

Restaient deux troupes amicales, la cavalerie de réserve et la garde

impériale. Des quatre corps composant la cavalerie de réserve, deux avaient été attachés, l'un au maréchal Dautot, l'autre au maréchal Ney, et de plus une division de cuirassiers avait été momentanément attribuée au maréchal Oudinot. Napoléon se réservait de les reprendre suivant les circonstances et suivant les lieux, pour les réunir au besoin sous sa main. La portion de cette magnifique cavalerie qui n'avait été affectée encore à aucun corps d'armée, présentait 15 mille cavaliers superbes, marchant en attendant avec la garde impériale. Quant à celle-ci, elle était devenue une véritable armée, qui à elle seule n'était pas de moins de 47 mille hommes, parmi lesquels on comptait 6 mille cavaliers d'élite, et quelques milliers d'artilleurs servant une réserve de 200 bouches à feu. Elle avait été divisée elle-même en deux corps, l'un de jeune garde comprenant les tirailleurs et les voltigeurs, l'autre de vieille garde comprenant les chasseurs et grenadiers à pied, la cavalerie, la réserve d'artillerie; et les régiments de la Vistule, dignes pour leurs sentiments de servir dans les rangs de la garde impériale.

Le premier corps de la garde était sous les ordres du maréchal Mortier, le second sous le vieux maréchal Lefebvre. On ne pouvait pas donner de plus solides chefs à de plus vaillants soldats. La garde n'avait aucun point de ralliement, jusqu'à ce que le quartier général fût établi quelque part. Pour le moment elle partait clandestinement de Paris ou des environs, un régiment après l'autre, avec deux destinations provisoires, Berlin et Dresde. Une fois l'Empereur rendu à l'armée, elle devait se réunir tout entière autour de lui. Il faut ajouter à cette longue énumération le grand parc du génie, comprenant les sapeurs et mineurs, les pontonniers, les ouvriers de toute sorte; le grand parc d'artillerie, comprenant tous les approvisionnements de cette arme; enfin le train des équipages, comprenant tous les charrois, ce qui présentait encore une masse de 18 mille hommes conduisant une immense quantité de chevaux.

Telle était l'armée active seulement; celle qui devait franchir le Nièmen et pénétrer dans l'intérieur de la Russie. Sans les malades, les détachés, dont on va voir bientôt le nombre considérable, et les Autrichiens, qui étaient loin du théâtre des opérations, cette armée active, en hommes véritablement présents au drapeau, offrait la masse énorme de 423 mille soldats, tous valides et parfaitement instruits, dont 300 mille d'infanterie, 70 mille de cavalerie, 30 mille d'artillerie, traînant à leur suite mille bouches à feu de campagne, six équipages de pont, et un mois de vivres portés sur voitures. Au lieu d'un mois de vivres ils devaient bientôt en avoir deux, si les ordres de Napoléon s'exécutaient en temps utile.

L'imagination est confondue lorsqu'on songe que ce sont là des nombres réels, dont on a exclu les non-valeurs, et non pas des nombres fictifs comme ceux que donnent la plupart des historiens anciens et modernes,

parlant presque toujours d'après les bruits populaires, presque jamais d'après les documents d'État, et ne tenant jamais compte d'ailleurs des malades, des détachés, des déserteurs. Pourtant ce ne sont pas encore là toutes les forces que Napoléon avait préparées pour cette lutte gigantesque, après laquelle il se disait avec raison qu'il serait le maître réel du monde, ou le plus grand vaincu de tous les temps. Ne méconnaissant pas les terribles ressentiments dont sa route était pour ainsi dire semée du Rhin au Niémen, il avait disposé sur ses derrières une puissante armée de réserve, dont voici les forces, les nationalités diverses, et la distribution ¹.

Napoléon, employant avec beaucoup de tact tout ce que l'Espagne lui avait rendu de bons officiers, devenus incompatibles avec ceux qui dirigeaient les opérations dans cette contrée, avait choisi le maréchal Victor, duc de Bellune, pour lui donner le commandement de Berlin dès que l'armée active aurait dépassé cette capitale. Il lui réservait une division française, la 12^e, composée de deux beaux régiments légers et de plusieurs quatrièmes bataillons, sous le général Partouneaux, les troupes de Berg et de Baden, une nouvelle division polonaise, et de plus une partie des dépôts des maréchaux Davout et Oudinot, préposés à la garde de l'importante place de Magdebourg. Le total, s'élevant à 38 ou 39 mille hommes, formait le 9^e corps, et devait garder l'Allemagne de l'Elbe à l'Oder.

Il y avait encore, en troupes détachées dans les places, telles que Stettin, Costrin, Glogau, Erfurt, une dizaine de mille hommes. Il y avait à Hanovre un immense dépôt de cavalerie, où allaient se monter avec des chevaux allemands 9 mille cavaliers venant de France à pied. Napoléon avait décidé qu'une partie des quatrièmes bataillons tirés d'Espagne, et quelques sixièmes bataillons appartenant aux régiments destinés à en avoir six, formeraient un corps de réserve confié au maréchal Augereau, et s'élevant actuellement à 37 mille hommes. Enfin il avait poussé la prévoyance jusqu'à faire déjà partir des dépôts 15 à 18 mille recrues, qui devaient réparer les pertes résultant des premières marches, et, comme dans toutes les guerres précédentes, rejoindre leurs corps en bataillons provisoires. Restaient enfin la division des petits princes allemands, forte de 5 mille hommes, et une division danoise de 10 mille, que le Danemark, pour les intérêts duquel nous avions encouru l'inimitié de la Suède, s'était engagé à nous fournir dans le cas où le prince Bernadotte exécuterait ses projets de descente sur les derrières de l'armée française. Cette division était réunie sur la frontière du Holstein.

¹ Je n'ai pas besoin de répéter que j'écris en ayant sous les yeux les états particuliers de l'Empereur, beaucoup plus exacts que ceux du ministre de la guerre, parce qu'ils étaient rectifiés sur les lieux mêmes, et établis sur des appels faits dans les corps à chaque époque de la campagne, états qui n'ont jamais vu le jour depuis qu'ils sont sortis des mains de Napoléon pour aller aux archives.

Ces différents corps présentaient une nouvelle masse de 130 mille hommes, destinée à tenir toujours au complet l'armée active, et pouvant au premier danger fournir au moins 50 ou 60 mille hommes de troupes réunies et très-bonnes, pour s'opposer soit aux Anglais, s'ils tenaient cette fois parole à leurs alliés, soit aux Suédois, si leur nouveau prince réalisait ses menaces.

En ajoutant à l'armée active de 423 mille hommes cette armée de réserve de 130 mille, quelques détachements répandus dans divers petits postes au nombre de 12 mille, des malades dus en partie au service d'hiver qu'avait exigé le maintien rigoureux du blocus continental, et s'élevant actuellement à 40 mille, on arrive à la masse énorme de 600 et quelques mille hommes, mis en mouvement pour ce formidable conflit. On y comptait 85 mille cavaliers montés, 40 mille artilleurs, 20 mille conducteurs de voitures, 145 mille chevaux de selle ou de trait. Quel effort de génie administratif n'avait-il pas fallu pour faire marcher tant d'êtres vivants au service de la même cause, si on songe surtout qu'il restait encore 150 mille hommes en France dans les dépôts, 50 mille en Italie, 300 mille en Espagne, ce qui portait l'ensemble de nos forces à plus de onze-cent mille soldats, réunis dans la main d'un seul chef! Mais aussi quel danger que cette vaste machine, si artificiellement construite, ne se brisât tout à coup, si un revers ou un accident physique venaient lui imprimer une forte secousse! Alors, comme des appareils puissants, merveilles de la science moderne, qui marchent avec un ensemble irrésistible tant que leurs ressorts sont en harmonie, mais si cette harmonie cesse un moment, tombent dans un désordre qu'aucune main humaine ne saurait réparer, elle pouvait s'écrouler avec un fracas épouvantable, et couvrir le continent de ses débris. Et que de raisons de le craindre, quand on considère la composition de cette énorme machine de guerre! 370 mille Français, 50 mille Polonais, 20 mille Italiens, 10 mille Suisses, ce qui faisait 450 mille soldats sur lesquels on pouvait compter, en n'excédant pas toutefois leurs forces physiques et morales; enfin 150 mille Prussiens, Bavaïois, Saxons, Wurtembergeois, Westphaliens, Hollandais, Croates, Espagnols et Portugais, nous détestant pour la plupart, mêlés, il est vrai, à nos soldats avec une habileté infinie, de manière à les entraîner en quelque sorte par le torrent de la bonne volonté générale, tel était cet incroyable amas de forces, qu'il fallait admirer comme prodige d'art, mais admirer en tremblant, car, indépendamment de sa composition si disparate, cette masse s'avancait du Rhin au Nièmen sur un sol semé de mines, menait avec elle un immense matériel et une multitude d'animaux, parmi lesquels le moindre trouble pouvait faire naître un affreux désordre, dont ne parviendrait pas à triompher le génie lui-même qui avait formé ce prodigieux ensemble. Napoléon était donc à la veille, ou du triomphe

suprême de son art, ou de la confusion de cet art poussé à l'excès, à la veille ou de la domination universelle, ou d'une catastrophe épouvantable, sans exemple dans l'histoire! Et malheureusement il n'avait pas pour excuse la haine patriotique et héréditaire qui dévorait le cœur d'Annibal, car le sentiment qui l'entraînait n'était autre que l'ambition la plus démesurée qui jamais ait pris naissance dans le cœur d'un enfant de la fortune.

Son premier soin devait être d'amener de l'Espagne, de l'Italie, de la France, de l'Allemagne méridionale jusqu'aux frontières de la Pologne, cette foule d'hommes, de les mouvoir avec ordre, avec ménagement, de manière à ne pas les épuiser de fatigue, à ne pas couvrir les routes de malades et de trainards, de manière surtout à ne pas causer une trop forte émotion chez les Russes, et à ne pas les provoquer, comme nous l'avons dit, à envahir la Pologne et la Vieille-Prusse. Napoléon y employa tout ce qu'il avait d'astuce et de savoir-faire.

Nous avons déjà indiqué son projet d'opérer tout son mouvement sous l'égide du maréchal Davout, qui, presque rendu sur les lieux, puisqu'il était entre l'Elbe et l'Oder, n'avait que huit à dix marches à faire pour se transporter sur la Vistule, avec la masse imposante de 150 mille hommes, et s'y trouver en mesure d'arrêter les Russes en cas de besoin. C'est derrière lui que tous les corps devaient s'avancer successivement pour prendre position sur la Vistule. (Voir la carte n° 36.) Napoléon avait déjà expédié, comme on l'a vu, les ordres nécessaires à l'armée d'Italie, qui avait la plus grande distance à parcourir pour venir joindre les troupes rassemblées en Allemagne. Lorsque le premier mouvement de cette armée, fixé à la fin de février, serait dévoilé, Napoléon se proposait de porter dans les premiers jours de mars le maréchal Davout sur l'Oder. Les Saxons un peu au delà, jusqu'à Kalisch, afin qu'ils pussent rejoindre plus vite les Polonais, de faire en même temps avancer en seconde ligne Oudinot sur Berlin, Jérôme sur Glogau, Ney sur Erfurt, et ensuite d'ordonner une halte jusqu'à la fin de mars, afin de donner à tous les corps le temps de rallier leur queue, et surtout leurs innombrables charrois. Au 1^{er} avril, Napoléon voulait remettre ses masses en mouvement, porter Davout sur la Vistule entre Thorn et Marienbourg, réunir les Saxons aux Polonais autour de Varsovie, les Westphaliens de Jérôme à Posen, puis établir sur l'Oder, et toujours en seconde ligne, Oudinot à Stettin, Ney à Francfort, le prince Eugène avec les Italiens et les Bavares à Glogau. La garde et les parcs étaient destinés à former une troisième ligne entre Bresde et Berlin. Une fois arrivé sur ces divers points, on devait s'arrêter de nouveau jusqu'au 15 avril, puis s'ébranler le 15, et Davout restant de sa personne à Dantzig sur la basse Vistule pour y achever la préparation du matériel, les seconde et troisième lignes devaient s'avancer sur la Vistule, et s'y établir dans l'ordre suivant : les Prussiens en avant-garde, entre

Elbing, Pillau et Königsberg (ce qui ne pouvait donner lieu à aucune observation de la part des Russes, puisque les Prussiens étaient là chez eux), les troupes de Davout derrière, entre Mariembourg et Marienwerder, celles d'Oudinot à Dantzig, celles de Ney à Thorn, celles d'Eugène à Plock, les Polonais, les Saxons, les Westphaliens à Varsovie, la garde à Posen. (Voir la carte n° 37.) Napoléon voulait qu'on restât dans cette position pendant la plus grande partie du mois de mai, et qu'on s'occupât à rallier les hommes et le matériel dispersés en arrière, à jeter des ponts sur les divers bras de la Vistule, à organiser la navigation du Frische-Haff, à atteler ses nombreux chariots avec les chevaux et les bœufs de la Prusse, à compléter les magasins avec ses denrées, à terminer la remonte de la cavalerie avec ses chevaux. Enfin, le mois de juin étant venu, et l'herbe ayant poussé dans les champs, on devait se porter entre Königsberg et Grodno, et franchir le Niémen du 15 au 20 juin.

Les instructions de Napoléon furent données conformément à ce plan. Le prince Eugène reçut ordre de traverser le Tyrol avec le moins de fracas possible, et assez vite pour être rendu à Ratisbonne dans les premiers jours de mars. Les généraux bavaïrois reçurent ordre d'être prêts à rallier le prince Eugène au même point, à la même époque; Ney, Jérôme, Oudinot, de se mettre immédiatement en ligne avec la droite venant d'Italie. Quand ces divers mouvements seraient démasqués, le maréchal Davout avait pour instructions de jeter brusquement la division Friant vers la Poméranie suédoise, afin de punir la Suède de sa conduite, de pousser ses autres divisions sur l'Oder de Stettin à Custrin, de faire occuper par les Prussiens Pillau et les points qui couvrent la navigation du Frische-Haff, de se lier par sa cavalerie avec les Polonais du côté de Varsovie, et si, contre toute vraisemblance, les Russes avaient pris l'offensive, de ne pas s'arrêter, de marcher droit à eux, et de les rejeter au delà du Niémen. Si préparés que les Russes pussent être, le maréchal Davout, avec les 150 mille hommes dont il disposait, était en mesure de leur soustraire les riches moissons de la Pologne et de la Vieille-Prusse.

Tout étant ainsi réglé, Napoléon voulut joindre les précautions diplomatiques aux précautions militaires pour empêcher que les Russes ne prissent brusquement l'initiative. Déjà, par ses froideurs, son silence calculé, il s'était épargné la mission de M. de Nesselrode. Il pouvait même craindre d'avoir trop réussi, et en rendant la guerre trop certaine, de faire sortir l'empereur Alexandre de son système de temporisation. Afin d'obvier à ce danger, il fit adresser à M. de Lauriston, par un courrier sûr, une dépêche fort détaillée, et à cause de cela fort serrée, dans laquelle son plan était entièrement dévoilé, où la marche du prince Eugène, puis celle du maréchal Davout et de tous les autres corps français étaient exposées avec la plus grande précision, où l'on déclarait que le

but de ces mouvements était de se porter sur la Vistule, de s'y asseoir, de s'étendre ensuite jusqu'à Elbing et Kienigsberg, pour sauver de la main des Russes les riches greniers de la Pologne et de la Vieille-Prusse. On y disait que pour réussir il fallait gagner du temps à tout prix, et empêcher que les Russes, fortement protoqués, ne vinssent ravager le pays dont on voulait tirer une partie de ses ressources; que dans cette vue, il fallait, quand le mouvement de l'armée d'Italie, le premier commencé, serait connu, le nier absolument; en convenant toutefois de la marche de quelques conscrits toscans et piémontais envoyés au delà des Alpes pour rejoindre leurs corps en Allemagne; qu'ensuite, lorsqu'on ne pourrait plus nier, il fallait avouer la nouvelle de la concentration de l'armée française sur l'Oder, mais en ajoutant que cette concentration n'impliquait pas nécessairement la guerre; pas plus que la concentration des Russes sur la Dniéna et le Dniéper; qu'en s'avancant jusqu'à l'Oder l'armée française était loin d'exécuter un mouvement égal à celui qu'avait opéré l'armée russe; que la dignité de l'empereur Napoléon lui commandait de ne pas être en arrière de l'empereur Alexandre; que si même il arrivait que l'armée française allât un peu au delà de l'Oder, ce serait uniquement pour prendre une position correspondant exactement à celle de l'armée russe; que l'intention formelle de Napoléon était toujours de négocier, non de combattre, mais qu'il voulait en négociant conserver une attitude conforme à sa puissance.

Dans cette dépêche, on prescrivait à M. de Lauriston de tenir un langage aussi rassurant que possible, de bien inculquer aux Russes l'idée d'une négociation armée et non d'une guerre résolue, de redemander même, comme si on la regrettait, la mission de M. de Nesselrode, et d'insister pour que le projet en fût repris; d'offrir, si les esprits s'échauffaient trop à Saint-Petersbourg, une entrevue des deux empereurs sur la Vistule, en ayant soin toutefois de n'employer ce moyen qu'à la dernière extrémité, car on ne se souciait pas du tout à Paris d'un pareil rendez-vous, et on ne voulait que gagner du temps, pour arriver au Niémen avant que les Russes l'eussent franchi. Enfin, si pour prévenir des hostilités prématurées il fallait prendre l'engagement d'arrêter l'armée française sur la Vistule, on autorisait M. de Lauriston à le faire, mais en se donnant l'apparence d'un négociateur qui, par un désir ardent de la paix, dépassait ses instructions; et si, malgré toutes ces ruses, on ne parvenait pas à empêcher le passage du Niémen, M. de Lauriston devait annoncer sur-le-champ la guerre, la guerre immédiate, demander ses passe-ports, et obliger les légations des cours alliées à demander les leurs. Mais il était expressément recommandé à M. de Lauriston de tout mettre en usage pour s'épargner la nécessité d'un éclat si prompt, et si contraire aux vues de l'Empereur.

On pouvait compter sur le zèle de M. de Lauriston à éviter une rupture, bien qu'on lui avouât clairement que l'unique résultat de ses efforts serait de faire journer. Mais désirant ardemment l'empêcher, il devait se regarder comme déjà très-heureux de réussir seulement à la retarder. Néanmoins, craignant de ne pas atteindre son but, Napoléon voulut recourir à un moyen plus direct encore sur l'empereur Alexandre. Il avait alors auprès de lui M. de Czernicheff, employé à des missions fréquentes de Saint-Petersbourg à Paris, ayant dans la cour de France des relations nombreuses, s'y plaisant et sachant y plaire, ayant même abusé des libertés qu'on lui laissait prendre jusqu'à compromettre un des commis principaux du ministère de la guerre. On ennuageait à se douter de ce fait, mais ce n'était pas le moment d'un éclat. Napoléon imagina donc d'envoyer M. de Czernicheff à Saint-Petersbourg, pour protester auprès d'Alexandre de ses intentions pacifiques, pour dire que lui, Napoléon, ne savait ce qu'on lui voulait, qu'il n'armait que parce qu'on armait, qu'il ne désirait rien que les conditions de Tilsit, et que si au lieu de s'égorger on préférait s'expliquer, il était tout prêt à substituer une négociation à la guerre.

Pour tenter cette démarche, peu conforme à l'attitude qu'il avait prise à l'égard de la Russie, Napoléon avait un prétexte assez naturel. Dans leurs derniers épanchements avec M. de Lauriston, l'empereur Alexandre et le chancelier de Romantzoff, regardant la guerre comme déçue, et cherchant quel motif Napoléon pouvait avoir de la désirer, avaient dit que c'était la Pologne qui sans doute leur valait cette nouvelle querelle; que Napoléon trouvant incomplète la création du grand-duché de Varsovie, avait résolu de reconstituer enfin la Pologne tout entière, que c'était là évidemment le désir qu'il nourrissait au fond du cœur, et qui avait dicté le refus de signer la convention proposée en 1810. M. de Lauriston, rapportant toutes choses avec une extrême exactitude, avait, dans ses récentes dépêches, fait part de cette conjecture de l'empereur Alexandre et de son ministre. C'en était assez pour fournir à Napoléon l'occasion d'une démarche, car il devait être pressé de désavouer l'intention qu'on lui prêtait.

Il résidait au palais de l'Élysée, où il était allé s'établir, quoique ce palais, inhabité depuis longtemps, fût froid et humide. Il y avait contracté une forte indisposition, et pouvait à peine parler. Néanmoins il entretenait longuement M. de Czernicheff avec un ton de bonhomie et de grâce qu'il savait prendre très à propos, et toujours avec grand succès. Il lui dit que d'après ses dernières nouvelles de Saint-Petersbourg il voyait qu'on se faisait sur ses projets des idées absolument fausses, qu'on lui supposait l'intention de reconstituer la Pologne, et qu'on attribuait à ce motif ses préparatifs militaires; que c'était là une erreur, qu'il ne songeait

aucunement au rétablissement de la Pologne, qu'il n'avait sur la possibilité d'une telle entreprise ni illusion ni arrière-pensée; que s'il y avait sérieusement pensé, il l'aurait essayée en 1807 et en 1809, et que s'il ne l'avait pas tentée alors, c'est qu'il ne croyait pas le devoir; que s'il avait en 1810 refusé la convention par laquelle l'empereur Alexandre lui demandait de s'engager à ne jamais rétablir la Pologne, c'est parce que la forme de l'engagement qu'on prétendait lui imposer était déshonorante, et nullement parce qu'il nourrissait la pensée de la chose; qu'il tenait à ce que la cour de Saint-Petersbourg ne se trompât point à cet égard, et qu'elle ne se forgeât point de craintes chimériques; que son unique raison d'armer, c'est qu'il croyait voir que la Russie changeait d'alliance en ce moment, et que du camp français elle passait dans le camp anglais, qu'elle y passait armes et bagages; que le bruit fait au sujet du duché d'Oldenbourg, l'ukase du 31 décembre 1810 relatif aux manufactures, l'introduction dans les ports russes du pavillon américain, enfin les armemens de la Russie, poussés jusqu'à retirer ses troupes de la Turquie et s'exposer à y être battue, avaient été pour lui des signes tout à fait convainquants d'un changement radical de dispositions de la part de l'empereur Alexandre, et qu'alors il s'était mis en mesure, et avait entrepris tous les armemens dont l'Europe était témoin; qu'au surplus le mal pouvait être réparé; qu'à Tilsit la paix avait été conclue lorsque Alexandre lui avait dit qu'il haïssait les Anglais, qu'après cette déclaration de sa part tout était devenu facile, et qu'on n'avait plus rien contesté de ce qu'il désirait; que la situation était encore exactement la même; que la paix, la guerre, dépendaient des dispositions véritables du czar; que s'il voulait se rapprocher de l'Angleterre, il fallait se préparer à la guerre immédiate; que si au contraire il voulait rester en hostilités sérieuses avec elle, lui fermer ses ports, aider Napoléon à la réduire par l'interdiction de tout commerce, on n'avait qu'à s'expliquer, et que la paix serait infailliblement sauvée, mais la plus parfaite intimité rétablie.

Napoléon répétant son thème éternel sur le rétablissement frauduleux des relations commerciales de la Russie avec l'Angleterre, M. de Czernicheff répéta le thème russe, et de part ni d'autre on ne s'apprit rien. Mais Napoléon essaya de produire sur M. de Czernicheff l'impression que la guerre n'était pas inévitable, qu'elle n'était pas chez lui un parti pris irrévocablement, et qu'une explication des deux puissances en armes, l'une sur le Niémen, l'autre sur la Vistule, pourrait tout arranger. Il ne lui en fallait pas davantage, car, tant que la Russie conserverait l'espérance de sauver la paix, elle s'abstiendrait de toute agression, et ne passerait pas le Niémen, même les Français se portant sur la Vistule. Napoléon fit en effet une assez grande impression sur l'esprit de M. de Czernicheff, et l'eût même tout à fait persuadé, si celui-ci n'avait reçu quelques heures

amparant des bureaux de la guerre des preuves certaines de l'activité de nos préparatifs, préparatifs si vastes et si précipités qu'il était impossible de les concilier avec l'idée d'une simple démonstration militaire destinée à appuyer des négociations.

Toutefois, M. de Czernicheff partit moins convaincu de l'imminence de la guerre qu'il ne l'eût été sans cette entrevue, et muni d'une lettre de l'empereur Napoléon pour l'empereur Alexandre, lettre polie, amicale, mais hautaine, engageant Alexandre à croire tout ce que lui dirait de sa part M. de Czernicheff, et lui répétant que quelque avancé qu'on fût de l'un et l'autre côté en fait de préparatifs de guerre, tout, si on le voulait, pouvait se terminer encore à l'amiable.

Le même jour M. de Bassano adressa à M. de Lauriston une nouvelle dépêche, qui dévoilait complètement les intentions de Napoléon. « Votre devoir, lui disait-il, est de montrer constamment les dispositions les plus pacifiques. L'Empereur a intérêt à ce que ses troupes puissent s'avancer peu à peu sur la Vistule, s'y reposer, s'y établir, s'y fortifier, former des têtes de pont, enfin prendre tous leurs avantages, et s'assurer l'initiative des mouvements.

» L'Empereur a bien traité le colonel Czernicheff, mais je ne vous cacherais pas que cet officier a employé son temps à Paris à intriguer et à semer la corruption. L'Empereur le savait et l'a laissé faire, Sa Majesté étant bien aise qu'il fût informé de tout. Les préparatifs de Sa Majesté sont réellement immenses, et elle ne peut que gagner à ce qu'ils soient connus.....

» L'empereur Alexandre vous montrera sans doute la lettre que Sa Majesté lui a écrite, et qui est très-simple.

» L'Empereur ne se soucie pas d'une entrevue. Il se soucie même fort peu d'une négociation qui n'aurait pas lieu à Paris. Il ne met aucune confiance dans une négociation quelconque, à moins que les 450 mille hommes que Sa Majesté a mis en mouvement (il ne s'agissait là que de l'armée active) et leur immense attirail ne fassent faire de sérieuses réflexions au cabinet de Saint-Petersbourg, ne le ramènent sincèrement au système qui fut établi à Tilsit, et ne replacent la Russie dans l'état d'infériorité où elle était alors..... Votre but unique, monsieur le comte, doit être de gagner du temps. Déjà la tête de l'armée d'Italie est à Munich, et le mouvement général se déroule partout. Soutenez dans toute occasion que si la guerre a lieu, ce sera la Russie qui l'aura faite, que les affaires de Pologne n'entrent pour rien dans les déterminations de Sa Majesté; qu'elle n'a d'autre but que le rétablissement du système auquel la Russie par ses armements et par ses démarches a fait assez connaître qu'elle voulait renouer. »

Cette dépêche exprimait la vraie pensée de l'Empereur, pensée de glo-

mination universelle et suprême, particulièrement envers la Russie, qu'il entendait maintenir dans l'état d'infériorité où elle était le lendemain de Friedland, où elle n'avait pas cessé d'être, où elle consentait même à rester, puisqu'elle lui laissait faire en Europe tout ce qu'il désirait, mais infériorité qu'elle ne voulait rendre ni aussi manifeste ni commercialement aussi dommageable qu'il l'exigeait. En vérité, on aurait bien pu se contenter d'une pareille soumission de la part d'une puissance qui était alors la première du continent après la France, et certainement l'égale de l'Angleterre en Europe.

Napoléon se transporta ensuite à Saint-Cloud avec toute la cour, bien que la saison fût encore rigoureuse, car on était à la fin de mars; il s'y transporta par un motif qui, au milieu de sa toute-puissance, duit paraître bien étrange : c'était pour se dérober aux murmures du peuple, qu'il n'avait pas essayés encore, mais qui se faisaient entendre de toute part, et menaçaient d'éclater même en sa présence. Depuis longtemps cette hardiesse à se plaindre n'était plus ordinaire au peuple de Paris, et elle révélait la profondeur de ses souffrances, qui avaient plusieurs causes, la disette, la conscription, la levée des gardes nationales, la guerre enfin, qui produisait ou aggravait tous ces maux.

Une affreuse sécheresse, qui s'était prolongée pendant tout l'été de 1811, et avait été mêlée dans quelques contrées d'orages violents, avait ruiné les céréales dans presque toute l'Europe, en donnant du reste des vins excellents connus sous le nom de *vins de la comète*. La moisson avait été mauvaise même en Pologne, sans y produire toutefois la disette, que des récoltes accumulées et invendues rendaient impossible, mais sans y faire cesser la misère résultant du défaut de débouchés. En Allemagne, en France, en Italie, en Espagne, en Angleterre, le dommage pour les céréales avait été immense. En France, le prix des blés était monté à 50, à 60, à 70 francs l'hectolitre, prix bien supérieur à celui que les mêmes chiffres représenteraient aujourd'hui. Le peuple n'y pouvait plus atteindre, et dans beaucoup de localités troublait le commerce, arrêtait les voitures, envahissait les marchés, criait aux acapareurs, et avec son ordinaire aveuglement allait ainsi contre ses propres intérêts, car il était cause que la denrée se cachait, ne venait pas au marché, et augmentait de valeur, non-seulement en proportion de sa rareté réelle, mais en proportion de sa rareté apparente.

Napoléon, ennemi autrefois des doctrines révolutionnaires (et nous entendons par cette désignation non les purs et nobles principes de 89, mais les opinions insensées nées de l'exaltation des passions populaires), Napoléon, ennemi autrefois de ces doctrines, y revenait peu à peu, en se laissant emporter en toutes choses au delà des bornes de la raison. Ennemi du régicide, on l'avait vu, dans un jour de colère, faire fusiller le

duc d'Enghien; censeur amer de la constitution civile du clergé, il tenait le Pape prisonnier à Savone; improbateur sévère des violences du Directoire, il avait en ce moment les prisons pleines de détenus pour cause religieuse; méprisant la politique révolutionnaire qui avait suscité la guerre partout, il était en guerre avec l'Europe pour placer ses frères sur la plupart des trônes de l'Occident; enfin, ayant poursuivi de ses sarcasmes les principes administratifs de 1793, tels que le maximum, et les rigueurs commerciales à l'égard de l'Amérique, il venait, par sa législation sur les denrées coloniales, de créer dans l'Europe entière le système de commerce le plus étrange et le plus violent qui se pût imaginer. Sous ce dernier rapport au moins; sa guerre au commerce anglais, suivie d'effets très-sérieux, pouvait lui servir d'excuse. Mais, à l'égard des céréales, pressé de ne plus entendre les murmures populaires, de décharger sa politique de toute connexion avec la cherté des vivres, de flatter, en un mot, les masses qu'il faisait souffrir par tant d'endroits, il avait formé un conseil des subsistances, composé du ministre de l'intérieur, du directeur général des vivres, des conseillers d'État Réal et Dubois, des préfets de la Seine et de police, enfin de l'archichancelier, et il y soutenait des doctrines indignes de sa haute raison, ne parlait de rien moins que de tarifier les grains, et d'en déterminer le prix au gré des administrations locales. Il se fondait sur ce fait que les propriétaires, les fermiers, abusant de la détresse du peuple pour élever les prix hors de toute mesure, ce qui était vrai et déplorable, mais ce qui ne pouvait être ni empêché ni réparé par un tarif arbitraire, car les possesseurs de céréales, ne se trouvant pas assez payés, cesseraient d'approvisionner les marchés, garderaient chez eux les grains qu'ils vendraient à des prix encore plus élevés, feraient naître chez le peuple la tentation du pillage, et provoqueraient ainsi des désordres bien plus graves que tous ceux auxquels on cherchait à pourvoir.

Le prince archichancelier Cambacérès avait résisté aux fausses théories de Napoléon, et l'avait détourné jusqu'ici de suivre sa première impulsion. Mais il ne devait pas réussir longtemps, surtout à l'égard de l'approvisionnement de Paris. Le peuple de la capitale, plus nombreux; plus redoutable qu'aucun autre, placé plus près de l'oreille des souverains, a le privilège de les toucher et de les occuper davantage. Napoléon avait employé beaucoup d'années et de millions à créer à Paris une réserve en grains et farine de 500 mille quintaux, que l'administration de l'intérieur avait laissée tomber à 300 mille, lorsque, distrait par d'autres soins, il avait cessé d'y regarder. On ne pouvait donc plus ramener les prix à un taux modéré, en versant sur le marché de la capitale les quantités accumulées par l'État. Ce qui manquait plus encore que le grain, c'était la mouture. Au lieu de 30 mille sacs de farine qu'on s'était proposé d'avoir, afin d'en présenter tous les jours à la halle une quantité suffisante, on

n'en avait que 15 mille au plus, et ce n'était pas assez pour maintenir à 70 ou 72 francs la valeur du sac de farine, qui tendait à monter jusqu'à 120. Au taux qu'on ne voulait pas laisser dépasser, on était condamné à suffire à toute la consommation de Paris, qui était de 1500 sacs par jour, et afin d'y parvenir il fallait non-seulement épuiser la réserve en grains, mais employer des moyens extraordinaires pour la faire moudre. Napoléon, peu soucieux des moyens lorsqu'il s'agissait d'apaiser la faim du peuple de Paris et d'empêcher qu'il n'attribuât ses souffrances à la guerre, fit requérir les moulins des environs, moudre les grains d'autorité, et interdire des achats de denrées qui se faisaient autour de la capitale pour Nantes et d'autres villes. Ne réussissant pas, même avec ces procédés violents, à modérer la hausse, qui était d'autant plus forte qu'on écartait davantage le commerce, il accorda une indemnité aux boulangers pour les dédommager de la différence entre le prix auquel il les forçait à vendre le pain, et le prix réel que ce pain leur coûtait. On distribua encore par ses ordres, et ceci était plus légitime, des soupes gratuites, toujours pour faire taire, aux dépens du resto de la France, ce peuple de Paris, si voisin du maître, et si redouté. Toutefois il menaçait de ne pas s'en tenir à ces mesures, et parlait de tarifer les grains si la cherté augmentait. Or il suffisait d'une telle menace pour aggraver le mal en éloignant définitivement l'intervention du commerce.

La formation des cohortes de la garde nationale était une autre cause de souffrance et de murmures. On ne croirait pas, ce qui pourtant était vrai, que Napoléon, rempli de l'idée de sa puissance jusqu'à provoquer sans nécessité un nouveau conflit avec l'Europe, était en même temps assiégé par la pensée vague, confuse, mais incessante, d'un grand danger, et, par exemple, que ses précautions en fait de fortifications étaient toutes fondées sur la probabilité d'une invasion du territoire de la France, preuve de la lutte déplorable que la passion et le génie se livraient dans son âme. Le génie l'éclairant par intervalles, mais la passion l'entraînant habituellement, il n'en allait pas moins à son but fatal, et il y marchait agité quelquefois, jamais retenu. Dans cette disposition d'esprit, il avait pensé que ce n'était pas assez d'un certain nombre de quatrièmes bataillons, retirés vides d'Espagne, recrutés en France avec une partie de la conscription de 1812, et destinés à créer le Rhin et l'Elbe une puissante réserve; que ce n'était pas assez de 130 cinquièmes bataillons formant, comme on l'a vu, les bataillons de dépôt, remplis de conscrits de 1811 et de 1812, et constituant dans l'intérieur de l'Empire une autre réserve des plus imposantes, et il avait voulu y ajouter 120 mille hommes faits, levés sous le titre de premier ban de la garde nationale, organisés en cohortes, et pris sur les conscriptions de 1809, 1810, 1811, 1812, à raison de 30 mille hommes sur chacune. Pour leur persuader qu'ils étaient

purement des gardes nationaux, on leur avait promis qu'ils ne sortiraient pas de leurs départements, mais ils n'en voulaient rien croire, et ils se considéraient tout simplement comme des conscrits des quatre années précédentes, libres d'après les lois de toute obligation, et néanmoins recherchés de nouveau pour être *enroyés à la boucherie*, comme on disait alors. Aussi cette dernière mesure, dont l'utilité, quoiqu'elle ne sentie, était malheureusement très-réelle, et prouvait dans quel péril Napoléon avait placé son existence et la nôtre, avait-elle causé une irritation générale à Metz, à Lille, à Rennes, à Toulouse, et dans plusieurs autres grandes cités de l'Empire. Il y avait eu dans presque toutes les villes de véritables mutineries. A Paris même, les jeunes gens des écoles, animés ordinairement de sentiments belliqueux, mais exprimant cette fois les dispositions pacifiques de la nation avec la vivacité de leur âge, avaient poussé dans les cours publiques des cris séditieux contre les nouvelles levées, et chassé avec violence les agents de la police en les qualifiant du titre exécré de *mouchards*.

Ajoutant encore à ces souffrances de tout genre, Napoléon avait renouvelé dans les départements l'emploi des colonnes mobiles, pour faire exécuter les lois de la conscription. La masse des réfractaires, descendue l'année précédente de 60 mille à 20 mille, était remontée depuis à 40 ou 50 mille, par suite des nombreux appels faits dans les derniers temps. Il s'agissait de la diminuer encore une fois, et d'en tirer une vingtaine de mille hommes qui s'en iraient remplir les cadres des régiments des lles; il devait en résulter de nouvelles vexations, de nouveaux crès, de nouvelles causes d'irritation. Les militaires composant les colonnes mobiles s'établissaient, ainsi que nous l'avons raconté précédemment, chez les familles des réfractaires, s'y faisaient loger, nourrir, payer au taux de plusieurs francs par jour, et les réduisaient souvent à la plus grande misère. Il y avait tel département où l'on avait extorqué de la sorte jusqu'à 60, 80, et même 100 mille francs sur les familles les plus pauvres. Quelques préfets avaient élevé des réclamations, mais le plus grand nombre s'était tu, et avait fait exécuter la loi à tout risque. Si dans la France, que sa grandeur au moins dédommageait de pareilles tortures, on les ressentait vivement, dans les pays récemment réunis, qui n'y pouvaient voir qu'un moyen de perpétuer leur esclavage, elles devaient produire un effet funeste. A la Haye, à Rotterdam, à Amsterdam, il y avait eu des émeutes à l'occasion de la conscription. Dans l'Ost-Frise on avait assailli et mis en fuite le préfet dirigeant en personne le travail de la levée. Le prince Lebrun, gouverneur de la Hollande, ayant intercédé en faveur des délinquants, s'était exposé à être rudement réprimandé pour sa faiblesse. Napoléon avait voulu que quelques malheureux, fusillés avec éclat, servissent de leçon à ceux qui seraient tentés de les imiter : triste leçon, qui leur appre-

nait à se soumettre dans le moment, pour se jeter sur nous lorsque nous aurions toute l'Europe sur les bras!

Dans les départements anseatiques, la répulsion pour les levées de soldats et de marins était encore plus forte, par si la Hollande pouvait attendre certains avantages de sa réunion à l'Empire, il n'y avait pour les villes de Brème, de Hambourg, de Lubeck, qui étaient les ports naturels de l'Allemagne, aucune convenance à appartenir à la France, et leurs intérêts étaient aussi froissés que leurs sentiments. On les avait effrayés, mais non pas soumises, en fusillant un pauvre patron de barque qui avait conduit des voyageurs à Hëlîgoland. La ville de Hambourg se couvrait la nuit de placards injurieux que la police avait la plus grande peine à faire disparaître. La population tout entière secondait, comme nous l'avons dit, la désertion non-seulement des Allemands, des Italiens, des Espagnols à notre service, mais des Français eux-mêmes, et les traitait en amis dès qu'ils quittaient l'armée. Elle les abritait le jour, les transportait la nuit, leur faisait passer les fleuves en bateau, et les nourrissait gratis, pour les ramener dans leur patrie.

Les régiments anseatiques, composés des anciens soldats au service de Hambourg, Brème, Lubeck, parmi lesquels on avait introduit un certain nombre d'officiers français, s'étaient partiellement insurgés. Quelques compagnies de ces régiments, employées à garder les plages écartées de la mer du Nord, avaient fait violence aux officiers fidèles, et, s'emparant des barques des pêcheurs, s'étaient réfugiées dans l'île d'Hëlîgoland. Il avait fallu renvoyer le plus suspect de ces trois régiments, le 129^e, dans l'intérieur, et le placer au milieu de troupes sûres, sous la main du maréchal Davout. On ne disait rien de très-satisfaisant ni des troupes hollandaises ni des troupes westphaliennes, bien que ces dernières fussent de la part du roi Jérôme l'objet de soins continus. A Brunswick, ville peuplée, regrettant son ancien duc, il y avait eu une commotion où plusieurs de nos soldats avaient été fort maltraités. Le roi Jérôme était intervenu, afin de punir les coupables avec moins de rigueur, à quoi Napoléon avait répondu par un ordre du jour, en vertu duquel tout délit commis contre l'armée française devait être jugé sur-le-champ par des commissions militaires composées uniquement d'officiers français¹.

Si du nord de l'Empire on se reportait au midi, en Italie, par exemple, les dispositions n'étaient pas meilleures. Aucune liberté politique, peu d'indépendance nationale, un joug moins déplaisant que celui des Autrichiens, mais rigoureux à sa manière, la conscription, les guerres incessantes, la privation de tout commerce, la brouille avec l'Église, finissaient par rendre ennemis de la France les Italiens, qui d'abord s'étaient donnés

¹ Tout ce qui précède est extrait de la correspondance du maréchal Davout, et des rapports de police du duc de Rovigo.

à elle avec le plus d'entraînement. Il est vrai qu'en Lombardie, où le gouvernement du prince Eugène se montrait doux, équitable, régulier, où il remplaçait d'ailleurs le gouvernement fort dur de la maison d'Autriche, on était assez calme; il est vrai encore qu'en Piémont (Gênes exceptée, qui soupirait après l'ouverture des mers), on commençait à s'habituer à la France, et qu'on lui pardonnait un peu plus qu'ailleurs d'être aussi belliqueuse; mais en Toscane, où l'on avait horreur de la guerre, où l'on avait toujours vécu sous un gouvernement italien, doux, sage et philosophe, on commençait à régner l'esprit de l'Italie méridionale, où le clergé avait une certaine influence; à Rome, où le peuple était inconsolable de la Papauté perdue, où l'antipathie pour les maîtres ultramontains était aussi forte que dans les Calabres, la haine était peu dissimulée, et là comme dans le reste de l'Empire, un revers pouvait faire éclater un soulèvement général. Il suffisait, pour le produire, de la présence de la moindre troupe anglaise.

Ces sentiments, répandus en tant de pays différents, n'étaient pas répercutés sans doute par le miroir de la publicité quotidienne, qui en grossissant les objets force à les voir ceux qui voudraient se les cacher : chacun les éprouvait pour soi, mais en apprenant par les oui-dire du commerce ou des voyageurs qu'en telle ou telle province on endurait les mêmes souffrances, on se confirmait dans sa haine, et l'orage grossissait sans être aperçu, Napoléon avait certainement l'esprit beaucoup trop ouvert pour ne pas discerner cet état de choses, mais loin de conclure qu'il fallait se garder de l'aggraver par une nouvelle guerre, loin de raisonner comme il l'avait fait au retour de la campagne de Wagram, alors qu'il avait un moment songé à calmer l'Europe en lui donnant la paix, il en concluait que la guerre de Russie était urgente, afin de comprimer bien vite en 1812 comme en 1809 les soulèvements prêts à éclater. Il s'occuperait ensuite, la paix et la domination universelle conquises, d'adoucir son gouvernement, et de le rendre commode aux peuples après le leur avoir rendu si glorieux. Il raisonnait donc comme certains cœurs enfoncés dans l'habitude du vice, sentant qu'il en faut sortir, le désirant sincèrement, mais remettant de jour en jour, si bien que la vie finit pour eux avant qu'ils aient trouvé le temps de s'amender. Napoléon n'était sensible qu'aux cris de Paris, aux cris de la faim populaire poussés à ses oreilles, et c'est par ce motif qu'il était venu à Saint-Cloud chercher le printemps un mois plus tôt.

Malgré la bassesse croissante autour de lui et se montrant plus humblement admiratrice à mesure que les fautes devenaient plus grandes, il voyait à une certaine contrainte des visages, à un certain silence, qu'on craignait la nouvelle guerre vers laquelle il semblait se précipiter, et il s'impatientsait pour ainsi dire des objections qu'on ne lui faisait pas, mais

qu'il devinait, parce qu'il se les adressait à lui-même, et y répondait souvent en interpellant des gens qui ne disaient mot, qui n'avaient pas même pensé à ces objections, ou qui, s'ils y avaient pensé, n'auraient jamais osé s'en expliquer avec lui. Toutefois parmi des personnages plus importants il y en avait un, l'archichancelier Cambacérès, que depuis longtemps, comme nous l'avons déjà fait remarquer, il n'entretenait plus que d'affaires intérieures, sur lesquelles il le consultait volontiers, et qu'il évitait d'entretenir d'affaires extérieures, parce que sur ce sujet, sans dédaigner son avis, il le savait contraire. Il eut avec ce grave personnage deux ou trois entretiens sur la prochaine guerre de Russie; l'archichancelier, malgré sa timidité, qui n'allait jamais jusqu'à trahir en le trompant un maître qu'il chérissait sincèrement, s'efforça de le dissuader d'une telle entreprise; il le trouva plutôt fatalement décidé que véritablement convaincu, et entraîné pour ainsi dire par une nécessité irrésistible. Napoléon lui répéta comme à tout le monde que, quoi qu'on fit, il faudrait tôt ou tard en venir encore une fois aux mains avec la Russie, qu'elle avait été battue, mais point érasée, qu'il fallait lui porter un nouveau coup pour la soumettre; que, puisqu'il le fallait, le plus tôt serait le mieux; que ses facultés personnelles étaient entières, ses armées superbes, et qu'il aimait mieux s'imposer cette rude tâche maintenant qu'il était encore jeune, que lorsqu'il serait vieux et affaibli, qu'à plus forte raison il aimait mieux la prendre pour lui que la léguer à son successeur, lequel n'était qu'un enfant, et n'aurait probablement pas ses talents; que le sort en était jeté, qu'il ferait ce qu'il croyait devoir faire, et que Dieu ensuite en déciderait. — Quant à l'entreprise, du reste, Napoléon n'en méconnaissait pas les difficultés, et il déclarait lui-même que ce n'était pas une guerre à brusquer, à mener vite, comme tant d'autres qu'il avait conduites si rapidement; que c'était l'affaire de deux campagnes au moins; qu'on se trompait si on croyait qu'il allait tout de suite s'enfoncer dans des plaines sauvages, probablement ruinées, s'y mettre à la merci de la misère et du froid; que cette année il s'avancerait tout au plus jusqu'à la Dwina et au Dniéper, qu'il s'occuperait d'abord de s'y établir, de s'y fortifier, de s'y créer d'immenses magasins, et qu'il attendrait à l'année suivante pour s'avancer plus loin, et porter à la Russie le coup mortel.

D'autant fort qu'il eût la patience nécessaire, le prince Cambacérès, après avoir insisté sur les difficultés de cette guerre, lui parla aussi des dispositions de l'Allemagne, dont tous les rapports traçaient une peinture alarmante, et du peu de fonds qu'il y avait à faire sur la constance des petits princes allemands ses alliés, sur la franchise de l'Autriche, sur la force qu'aurait le roi de Prusse pour tenir ses engagements. Napoléon traita de chimériques les craintes que lui exprimait son sage conseiller. Il dit que les petits princes allemands avaient gagné des territoires qu'ils ne

pouvaient conserver que par lui, et que cela suffirait pour les retenir dans son alliance; que l'Autriche, pour recouvrer l'Illyrie, était résignée d'avance à tout ce qu'il exigerait d'elle; que la Prusse, tremblante et soumise, serait fidèle par peur du châtiment terrible auquel l'exposerait une trahison; que dans tous les cas il avait pris ses précautions, et qu'une puissante armée campée sur l'Elbe lui ferait raison de tous les mauvais vouloirs, patents ou secrets, laissés sur ses derrières.

Évidemment Napoléon se tenait pour engagé envers lui-même, envers le monde, à persévérer dans sa funeste entreprise, quoi qu'il pût en arriver, et échappait à quelques moments de doute en reportant son esprit vers les incroyables succès de sa vie, vers les espérances de domination universelle que ces succès l'autorisaient à concevoir encore. Il n'y avait donc pas à insister, et, sous les institutions de cette époque, il ne restait qu'à baisser la tête, avec douleur, si on aimait Napoléon, avec désespoir si on aimait la France.

Ne tenant aucun compte de ces très-légères résistances, Napoléon se hâta de mettre la main à ses dernières affaires, pour être prêt à quitter Paris au premier mouvement des Russes. Sauf ses charrois qui étaient un peu en retard, tout se développait au gré de ses desirs, et il pouvait compter d'avoir avant mai, et surtout avant juin, tout ce qu'il avait ordonné pour la formidable lutte qu'il allait entreprendre. Ses finances étaient, pour le moment du moins, en état de faire face à ses immenses dépenses. Ses budgets, enfermés systématiquement dans un chiffre de 740 à 770 millions (860 à 890 avec les frais de perception), s'étaient élevés tout à coup à 950 millions environ (un milliard 70 millions avec les frais de perception). Cette augmentation était due en partie à la réunion des États romains, de l'Illyrie, de la Hollande et des départements anstéatiques. Les États romains lui avaient procuré un accroissement de recettes de 12 millions, l'Illyrie de 11, la Hollande de 55, les départements anstéatiques de 20, ce qui formait un total d'environ cent millions, sans que la dépense eût été accrue d'une somme égale. Grâce en effet à la réunion de toutes ces administrations à celle de la France, déjà largement rétribuée, beaucoup de dépenses avaient été supprimées ou amoindries. La Hollande seule coûtait plus qu'elle ne rapportait, à cause de sa dette, qui absorbait près de 31 millions sur un produit de 55.

Aux cent millions à peu près que nous venons d'énumérer, le produit des douanes avait ajouté encore une augmentation de revenu d'une soixantaine de millions, due au fameux tarif du mois d'août 1810, qui permettait l'introduction des denrées coloniales au droit de 50 pour cent. Le budget avait pu s'accroître ainsi de 160 millions en recettes, et pourtant il restait en déficit. Ce n'était pas à la dépense des pays réunis qu'il fallait s'en prendre, car cette dépense, ainsi qu'on vient de le voir, n'égalait pas

le nouveau revenu, mais à la guerre. Les deux ministères du personnel et du matériel de la guerre, qui absorbaient en 1810, le premier 250 millions, le second 150, ensemble 400, en avaient exigé environ 480 en 1811, et devaient bientôt en exiger plus de 500. La marine, autrefois défrayée avec 140 millions, allait en coûter 170, depuis la réunion des marines hollandaise et anémétique. C'est ainsi que les nouvelles ressources obtenues se trouvaient absorbées et au delà par les dépenses de l'administration militaire. Il est vrai qu'à l'augmentation de recettes de 160 millions, dont nous venons de donner l'origine et le détail, il fallait ajouter une autre ressource, celle-ci tout à fait accidentelle et due également aux douanes. On a vu qu'il avait été confisqué beaucoup de denrées coloniales saisies en fraude, qu'on avait pris et vendu au profit du trésor bon nombre de bâtiments américains ou ottomans accusés de contravention aux décrets de Berlin et de Milan, et quantité de laines appartenant aux grandes familles espagnoles proscrites; on a vu enfin qu'on avait permis l'introduction en France, moyennant 50 pour cent, des amas de denrées coloniales existant en Hollande, en Holstein, avant les dernières lois du blocus continental. Les produits provenant de ces diverses origines avaient été réunis sous une seule dénomination, celle de *produits extraordinaires des douanes*, et s'élevaient à 150 millions une fois perçus. Ils devaient remplacer l'argent qu'on se procure par le crédit dans les pays qui en ont un. Napoléon sur cette somme avait consacré environ 90 millions à payer les restants dus de tous les budgets antérieurs, et n'avait pas ainsi un seul arriéré, ce qui donnait au mouvement des caisses une facilité fort grande, et fort appréciable dans un moment où il avait à remuer une si énorme quantité d'hommes et de matières. Il lui restait donc une soixantaine de millions, plus son domaine extraordinaire, qui après toutes les dotations accordées, et toutes les sommes dépensées pour les travaux publics, était encore de 340 millions environ, en y comprenant les produits de la dernière guerre d'Autriche. On se rappelle que sur ces 340 millions il en avait prêté 84 au trésor, lors de la suppression des obligations des receveurs généraux; il en conservait 85 en argent comptant, dont la majeure partie dans les caves des Tuileries, 38 en valeurs parfaitement liquides, et enfin 132 en engagements de la Westphalie, de la Saxe, de la Bavière, de la Prusse et de l'Autriche. Il ne fallait compter sur ces dernières sommes que si on était vainqueur; quant à celle qui avait été anciennement prêtée au trésor, elle n'était plus une ressource. Restait donc d'assuré, et d'immédiatement disponible, 85 millions d'argent comptant, 38 de bonnes valeurs, c'est-à-dire 123 millions, ou à peu près 180, en ajoutant les 60 millions existant encore dans la caisse extraordinaire des douanes. Avec un budget des recettes qui permettait d'accorder 500 millions aux deux ministères de la guerre, et 170 à celui de

la marine, avec une somme de 180 millions comptant dans une caisse de réserve, avec une dette fondée presque nulle, et tout arriéré complètement éteint, on pouvait se considérer comme suffisamment pourvu, surtout si la guerre, que Napoléon croyait devoir être heureuse, venait nourrir la guerre. C'est ainsi qu'il pouvait solder régulièrement une force qui, avec le nouvel appel adressé aux gardes nationales, allait dépasser 1,200 mille hommes, dont 900 mille Français. Et si l'on demande comment même il pouvait entretenir avec 500 millions 900 mille hommes, nous ferons remarquer qu'il y en avait 300 mille dans la Péninsule, qui ne coûtaient guère plus de 40 millions au trésor, l'Espagne fournissant le surplus, soit en contributions de guerre, soit en denrées enlevées sur place¹; qu'il y en avait en Illyrie² et en Allemagne un certain nombre qui recevaient du pays une partie de leur entretien, comme les troupes résidant en Westphalie par exemple; qu'enfin les dépenses et les valeurs de ce temps étaient fort différentes de celles du nôtre. Telles étaient les ressources financières de Napoléon, parfaitement adaptées à ses ressources militaires, mais les unes et les autres toujours menacées par l'usage immodéré qu'il était porté à en faire.

En mettant la dernière main à ses affaires intérieures, Napoléon s'était naturellement fort occupé de ses affaires extérieures autres que celles de Russie, qui allaient se régler par les armes. La principale de toutes en ce moment était l'accord qu'il était prêt à conclure avec l'Amérique contre l'Angleterre. Rien n'avait plus d'importance, et ne prouvait mieux à quel point il avait tort d'aller chercher dans une guerre au Nord des moyens de réduire les ennemis qu'il s'était faits dans le monde. Malgré les succès de lord Wellington en Espagne, la situation intérieure de l'Angleterre s'était encore aggravée. Le papier-monnaie perdait 18 pour cent; les denrées coloniales s'étaient avilies à ce point que les sucrés, par exemple, qui se vendaient 6 francs la livre à Paris, valaient à peine 6 à 7 sous à Londres. La Tamise était couverte de navires chargés, qui se trouvaient convertis en magasins. La masse des banqueroutes à Londres était portée, de six à sept cents par an, à deux mille. Le change avait subi une nouvelle baisse, et, par suite de toutes ces causes, les manufactures, d'abord prospères, s'étaient arrêtées. Les ouvriers manquaient de travail, et, par surcroît de malheur, la disette sévissant en Angleterre presque autant

¹ Pour 1810 et 1811, l'armée d'Espagne avait coûté en dépenses appréciables 165 millions, dont l'Espagne avait payé en contributions 88 millions, et le trésor français 77. L'Espagne avait fourni en outre tout ce qui avait été pris en nature sur les lieux, et toutes les contributions dissimulées par ceux qui les frappaient. C'est là le résultat d'un compte très-laborieusement établi par le ministre du trésor, et placé sous les yeux de Napoléon.

² Nous disons l'Illyrie et non l'Italie, parce que les troupes qui étaient en Italie étaient intégralement payées par le trésor français, moyennant un subside annuel de 30 millions que ce trésor recevait du royaume d'Italie, et qui était porté au budget de l'Empire.

qu'en France, le peuple avait moins de moyens de payer son pain, dans le moment même où le pain était devenu plus cher. Dans presque toutes les provinces des bandes affamées couraient les campagnes en brisant les métiers. L'issue que Napoléon reprochait à la Russie d'avoir ouverte sur le continent au commerce britannique, n'avait donc pas changé sensiblement la situation de l'Angleterre, et que serait-il arrivé, si, en prolongeant cet état de choses quelque temps encore, on eût jeté sur lord Wellington une partie des forres qu'on se préparait à enfouir dans les neiges du Nord?

Le cabinet britannique allait ajouter à tous ces maux une nouvelle aggravation, par sa conduite extravagante envers l'Amérique. Si on en excepte les colonies espagnoles, françaises et hollandaises, présentant un débouché presque nul par suite de l'encombrement de marchandises qui s'y était formé, l'Amérique du Nord était le seul grand pays demeuré accessible au commerce britannique. L'Angleterre y envoyait pour 200 ou 250 millions de ses produits, et en tirait une valeur à peu près égale. C'était, dans l'état des choses, pour sa marine et son industrie, un marché fort utile, sans compter que parmi les produits avec lesquels elle payait l'Amérique, il y avait beaucoup de denrées coloniales, que les Américains, par un moyen ou par un autre, finissaient toujours par introduire sur le continent malgré les rigueurs du blocus. L'Angleterre avait donc toute raison de ménager l'Amérique. Loin de là, elle se conduisait envers elle comme Napoléon envers les États du continent, égarée comme lui par la passion et l'orgueil de système. Ses fameux ordres du conseil, auxquels Napoléon avait opposé les non moins fameux décrets de Berlin et de Milan, étaient la cause de la querelle, qui était fort près de se convertir en guerre déclarée.

Nous rappellerons encore une fois que, par ses ordres du conseil, l'Angleterre avait d'abord bloqué (au moyen du *blocus sur le papier*) toutes les côtes de l'Empire français et de ses alliés, puis exigé que, pour y pénétrer, tout bâtiment vint en payant prendre dans la Tunisie la permission de naviguer, à quoi Napoléon avait répondu en déclarant dénationalisé et de bonne prise tout bâtiment qui se soumettrait à une pareille dictature. On a vu que les Américains pour soustraire leurs bâtiments à cette double violence leur avaient d'abord interdit, par la loi de l'*embargo*, de fréquenter les côtes d'Europe, puis avaient limité cette interdiction aux côtes de France et d'Angleterre, ajoutant que la mesure serait révoquée à l'égard de celle des deux puissances qui renoncerait à son système de rigueurs. Napoléon, se conduisant ici avec une habile modération, avait renoncé, quant aux Américains, à ses décrets de Berlin et de Milan, et avait, disait-il, agi de la sorte dans l'espérance de voir les Américains défendre enfin leur pavillon contre ceux qui l'outrageaient. En réponse à

cette sage conduite, les Américains avaient levé l'interdit à l'égard de la France, l'avaient maintenu à l'égard de l'Angleterre, et se trouvaient à ce sujet en contestation ouverte avec celle-ci.

Si l'Angleterre avait été inspirée par la raison, elle aurait dû purement et simplement imiter la conduite de Napoléon, révoquer ses ordres du conseil, et permettre aux Américains de communiquer avec la France. Le lien qui en serait résulté pour nous n'eût certainement pas égalé celui qui en serait résulté pour les Anglais. Nous aurions sans doute payé moins cher le sucre et le café, et, ce qui était plus important, l'indigo, le coton, si utiles à nos manufactures; mais une partie du sucre, du café, du coton, introduits en France, seraient venus des colonies anglaises. Or si le haut prix des denrées coloniales était pour les Français une gêne, leur mévente était pour les Anglais une calamité. L'Angleterre aurait donc bien plus gagné que la France à laisser les Américains circuler librement; mais l'esprit de domination maritime prévalant jusqu'à la folie chez les ministres britanniques, comme l'esprit de domination continentale chez Napoléon, l'Angleterre n'avait que très-légèrement modifié ses ordres du conseil, au lieu de les rapporter complètement. Ainsi elle avait cessé d'exiger des Américains qu'ils vinssent payer tribut sur les bords de la Tamise, mais elle avait déclaré bloqués les ports de l'Empire français, depuis les bouches de l'Escaut jusqu'aux frontières du Portugal, depuis Toulon jusqu'à Orbiteello. C'était toujours la prétention du blocus fictif, ou *blocus sur le papier*, consistant à vouloir fermer des rivages et des ports qu'on était dans l'impossibilité de bloquer effectivement par une force réelle.

Les Américains avaient répondu que ce n'était pas là rétablir le droit commun des neutres, car ce droit repoussait absolument le blocus fictif, et ils avaient déclaré que l'Angleterre persistant dans une partie de ses ordres du conseil, ils persisteraient envers elle dans leur loi de *non-intercourse*, quoiqu'ils s'en fussent désistés à l'égard de la France. Les ministres anglais répliquaient par des arguments misérables aux raisons des Américains. Ils prétendaient que les Français n'avaient pas renoncé sérieusement aux décrets de Berlin et de Milan; que la renunciation qu'ils en avaient faite n'était pas authentique dans la forme, que d'ailleurs on arrêtait encore beaucoup de bâtiments américains à l'entrée des ports français, ce qui était vrai et inévitable, l'Angleterre ayant laissé établir chez elle une fabrique de faux papiers qui commandait de grandes précautions; qu'enfin les Américains n'avaient pas exigé de la France la faculté d'introduire chez elle les produits de l'industrie britannique, ce qui était puéril, car si les Américains étaient fondés à demander que sous leur pavillon on ne saisis pas les propriétés anglaises, ils ne pouvaient pas exiger que la France admît chez elle les produits anglais que son système commercial repoussait. Ces raisons étaient donc insoutenables, et les

Américains les traitaient comme telles. Un dernier tort de l'Angleterre, infiniment grave, et renouvelé tous les jours avec autant d'audace que de violence, rendait imminente la guerre avec l'Amérique. Sous prétexte que beaucoup de ses matelots, pour échapper aux charges du service de guerre, émigraient en Amérique, elle faisait visiter les navires américains, ce qui est toujours permis aux vaisseaux de guerre, quand la visite se borne à constater la sincérité du pavillon, mais jamais autrement, et elle profitait de l'occasion pour enlever tous les matelots parlant anglais. Or, les deux nations parlant le même langage, la marine britannique enlevait presque autant de matelots américains que de matelots anglais, et par conséquent exerçait la *pression* non-seulement sur les sujets britanniques, mais sur les sujets étrangers, en abusant d'une conformité d'idiome due à la conformité d'origine. Plusieurs fois la résistance des bâtiments américains avait fait naître en mer des collisions dont toute l'Amérique avait retenti. Aussi l'exaspération était-elle poussée au comble, et les esprits prévoyants regardaient-ils la guerre comme inévitable.

L'opposition anglaise avait là de nombreux et justes griefs contre le cabinet, et l'un des plus grands orateurs de l'Angleterre, lord Brougham, dans tout l'éclat de la jeunesse et du talent, avait accablé les ministres en montrant à quel point leur système maritime était devenu insensé. En effet, tandis qu'ils s'obstinaient dans leurs ordres du conseil à l'égard des Américains, sous prétexte d'empêcher les communications avec la France, ils avaient, par le système des licences, autorisé une quantité de petits pavillons, suédois, norvégiens, prussiens, à communiquer avec la France, de façon que la marine marchande anglaise avait été remplacée par de petits neutres, auxquels ils permettaient par exception ce qu'ils refusaient aux grands neutres, c'est-à-dire aux Américains, qui pouvaient invoquer en leur faveur le droit des nations. De plus, l'habitude de déguiser son origine, introduite par le système des licences, avait donné naissance à une foule de subterfuges, et propagé parmi les commerçants des pratiques immorales qui devenaient véritablement alarmantes.

Sans doute l'opposition exagérait, comme il arrive souvent, les torts du gouvernement, ou ne les caractérisait pas toujours avec assez de justesse; mais elle les attaquait avec une véhémence légitime. Elle aurait exprimé la vérité exacte et complète, si elle eût dit que l'intérêt de l'Angleterre était de s'ouvrir les accès du monde entier, tandis que l'intérêt de Napoléon était de les lui fermer; qu'en donnant à la France du sucre, du café, du coton à meilleur marché, l'Angleterre lui faisait cent fois moins de bien qu'elle ne s'en faisait à elle-même, en déversant au dehors le trop plein de ses magasins. Tout ouvrir étant son intérêt, tout fermer celui de Napoléon, c'était une conduite souverainement déraisonnable que de s'obstiner dans ses ordres du conseil, de se préparer ainsi la plus

fâcheuse des privations, celle des relations avec l'Amérique, et de plus une guerre infiniment dangereuse, si à cette guerre venait se joindre un nouveau triomphe de Napoléon dans les plaines du Nord.

La cité de Londres, irritée au plus haut point, avait présenté une pétition au prince de Galles, régent depuis un an, pour demander le renvoi des ministres, et une grande partie du commerce avait appuyé de ses vœux cette pétition audacieuse. Le prince de Galles, au pouvoir duquel on avait mis des restrictions pour la durée d'une année, venait d'entrer en pleine possession des prérogatives de la royauté, et tout-à-coup annonçait qu'il en jouirait définitivement, la santé de son père Georges III ne laissant plus aucune espérance d'amélioration. Quoiqu'il se fût habitué aux anciens ministres de son père, et à demi brouillé avec les hommes d'état qu'il destinait d'abord à être les siens, cependant il aurait voulu réunir les uns et les autres dans un ministère de *coalition*, afin de donner quelque satisfaction à l'opinion publique violemment excitée. Malheureusement le marquis de Wellesley, frère de lord Wellington, et ministre des affaires étrangères, avait récemment quitté le cabinet, sans aucun motif précis, uniquement parce qu'il ne pouvait sympathiser plus longtemps avec le caractère étroit et violent de M. de Perceval, véritable exagération du caractère de M. Pitt, ayant ses défauts sans ses talents. Il était donc bien peu probable que si le marquis de Wellesley, esprit ouvert, facile autant qu'élevé, appartenant au même parti que M. de Perceval, n'avait pu sympathiser avec ce ministre, il fût possible de lui adjoindre MM. Grenville et Grey, chefs du parti contraire, tous deux peu maniables, ayant l'orgueil d'une grande situation et la fierté de convictions fortement enracinées. De plus, la grave question de l'émancipation irlandaise les divisait absolument. L'Irlande était de toutes les parties de l'Angleterre la plus malheureuse. Son état de souffrance exigeait que, par précaution, on y laissât des troupes qui eussent été beaucoup plus utilement employées en Portugal. L'opposition, inflexible sur ce point, soutenait avec passion que le seul moyen de calmer l'Irlande et de rendre disponibles les troupes consacrées à sa garde, était de l'émanciper, c'est-à-dire de lui accorder l'égalité de droits avec les autres parties du Royaume-Uni; et bien que le prince régent eût offert de laisser la question indécise, lord Grenville et lord Grey avaient repoussé d'une manière hautaine ses ouvertures à cet égard. Aucune transaction n'était donc possible. Mais la situation était si extrême, que le moindre échec éprouvé au dehors devait faire succomber la politique de la guerre. Ainsi, malgré tous les avantages des Anglais en Espagne et toutes les décevues que nous y avions essayées, en parlant ses forces de ce côté, au lieu de s'obstiner à les précipiter vers l'abîme du Nord, Napoléon pouvait encore faire tourner la politique de l'Angleterre à la paix. Un seul échec infligé à celle-ci suffisait, et ainsi l'occasion de

l'année précédente n'était pas tout à fait manquée, tant l'Angleterre semblaît se hâter de compenser les erreurs de Napoléon par les siennes! Singulier spectacle que celui du monde! C'est d'ordinaire un assaut de fautes, dans lequel ne succombe que celui qui en commet le plus! Et ces fautes, ce sont bien souvent les gouvernements les plus habiles qui les commettent, quand la passion s'est emparée d'eux, car l'esprit n'est plus rien là où la passion règne.

Bien qu'il fermât les yeux sur cet état de choses, Napoléon comprit cependant que l'Angleterre s'obstinant à faire essayer aux Américains toute sorte de vexations, il fallait les attirer à lui par des traitements tout contraires. Un peu plus de vexations d'un côté, un peu plus de facilités de l'autre, et l'Amérique allait se trouver en guerre avec l'Angleterre, ce qui était un résultat d'une immense importance. La difficulté, c'était d'accorder aux Américains les faveurs commerciales qu'ils désiraient, sans toutefois amener de relâchement dans le blocus continental. Pour parer à cet inconvénient, Napoléon n'avait d'abord voulu leur permettre de commercer qu'avec des licences délivrées à des négociants dont il était sûr. Les licences étant pour eux une gêne des plus incommodes, il y avait renoncé, mais en désignant les ports d'Amérique d'où ils pouvaient partir, et ceux de France où ils devaient arriver. Il espérait en concentrant la surveillance sur un petit nombre de points, réussir à empêcher la fraude. Enfin, pour favoriser Lyon et Bordeaux, il avait voulu que les bâtimens américains fussent obligés d'emporter de France une certaine quantité de soieries et de vins. Ces restrictions avaient singulièrement déplu en Amérique, et de toutes parts on avait écrit qu'il fallait autre chose pour détacher de l'Angleterre le gouvernement de l'Union, et le tourner définitivement vers la France. M. Collin de Sussy, devenu ministre du commerce, imagina un système qui, en donnant satisfaction aux Américains, aurait prévenu les inconvénients de leur libre entrée dans nos ports; il proposa de supprimer toutes les entraves dont ils se plaignaient, et de les admettre librement, en repoussant seulement les sucres et les cafés, dont on ne pouvait reconnaître l'origine, et qui étaient presque exclusivement anglais, mais en retour de recevoir les cotons, dont la provenance était facile à constater, ainsi que les bois, les tabacs et autres matières dont nous avions besoin, et qui venaient incontestablement d'Amérique. Napoléon, toujours défiant et toujours porté à céder peu pour avoir beaucoup, n'accueillit pas sur-le-champ les propositions de M. de Sussy, mais il diminua dans une certaine mesure la gêne dont se plaignaient les Américains; et fit partir M. Sérurier pour Philadelphie, afin de leur promettre la plus large admission en France, s'ils rompaient définitivement avec l'Angleterre. Il se flattait d'une, et la suite prouva qu'il ne se trompait point, d'avoir sous peu de mois l'alliance de l'Amérique contre l'Angleterre.

Il ne borna pas là les efforts de sa diplomatie en perspective de la nouvelle guerre. Quoique fort irrité contre la Suède, Napoléon cependant, à l'approche de la crise, prêta l'oreille à quelques insinuations venues probablement de Stockholm, et transmises par la femme du prince Bernadotte, sœur de la reine d'Espagne. Cette princesse était désolée de la rupture qui menaçait d'éclater entre la Suède et la France, et jusqu'à ce moment elle n'avait point voulu quitter Paris. On semblait insinuer que M. Alquier s'y était mal pris, qu'il n'avait pas su ménager la susceptibilité du prince royal, que ce prince ne demandait pas mieux que de s'allier à la France, si on lui en fournissait des raisons avantageuses et honorables; que sa condescendance pour le commerce interlope avait pour cause unique le mauvais état des finances suédoises; que ce commerce produisait des revenus de douane dont on vivait à Stockholm, et que si la France voulait que la Suède pût avoir des troupes sur pied, il fallait qu'elle lui accordât un subside; qu'à cette condition le prince fermerait ses ports-aux-Anglais, et fournirait une armée à la France contre la Russie. — Napoléon doutait beaucoup de la sincérité de ces ouvertures, mais il se pouvait que Bernadotte, dont les propositions avaient été accueillies avec réserve par la Russie et l'Angleterre (cette circonstance était connue à Paris), fût amené à se retourner vers la France, et il ne fallait pas repousser un tel allié, car une armée suédoise marchant sur la Finlande, pendant qu'une armée française marcherait sur la Lithuanie, devrait être une bien utile diversion. Il fit donc proposer par la princesse royale à Bernadotte de s'unir à la France, de diriger trente ou quarante mille hommes contre la Finlande, et lui promit en retour de ne point traiter avec l'empereur Alexandre sans l'avoir forcé à restituer cette province à la Suède. A la place du subside qu'il ne pouvait pas donner, Napoléon consentait à laisser entrer et vendre par Stralsund 20 millions de denrées coloniales, dont le prix serait immédiatement acquitté par le commerce. Un intermédiaire, indiqué par la princesse royale, fut autorisé à partir sur-le-champ afin de porter ces conditions à Stockholm.

Tandis qu'il vaquait à ces soins, Napoléon suivait de l'œil la marche de ses troupes. Le mois de mars 1812 venait de finir, et jusqu'ici tout s'était passé comme il le souhaitait. La Poméranie suédoise avait été envahie par l'une des divisions du maréchal Davout, celle du général Friant, et cette division, après avoir mis la main sur ce qui restait de la contrebande organisée par les Suédois, s'était portée à Stettin sur l'Oder. (Voir la carte n° 36.) La division Gudin s'était avancée au delà, et avait pris position à Stargard, ayant devant elle la cavalerie du général Bruyère sur la route de Dantzig. La division Desaix s'était établie à Custrin sur l'Oder, ayant sa cavalerie légère à Landsberg, dans la direction de Thorn. Le maréchal Davout, avec les divisions Morand et Compans, avec les cuirassiers attas-

chés à son corps d'armée, s'était rapproché de l'Oder, et était prêt à franchir ce fleuve au premier signal. Ses troupes avaient marché avec ordre, avec lenteur, observant une discipline rigoureuse, et pourvues de tout par le gouvernement prussien, qui se hâtait, à la vue de ces formidables soldats, de remplir les engagements qu'il avait contractés envers leur maître. Le maréchal Oudinot, après s'être concentré à Munster, s'était échelonné sur la route de Berlin; le maréchal Ney s'était rendu de Mayence à Erfurt, et d'Erfurt à Torgau sur l'Elbe. Les Saxons avaient dépassé l'Oder. Le vice-roi d'Italie, ayant franchi les Alpes avec son armée, avait traversé la Bavière, rallié les Bavares, et presque atteint l'Oder. Les officiers de tous les grades, se conformant aux ordres impériaux, avaient fait route à la tête de leurs soldats, maintenant la discipline dans leurs troupes, et enchaînant leur langue autant qu'ils pouvaient, mais n'y réussissant pas toujours. Dans les corps du maréchal Ney et du prince Eugène il se commettait de regrettables excès, soit qu'ayant eu à parcourir une plus longue distance, ils eussent essuyé des privations dont ils se dédommageaient aux dépens des pays qu'ils traversaient, soit que la route qui leur était assignée eût été moins préparée à les recevoir. Du reste des repos étaient ménagés partout, de manière que chaque corps eût le temps de rallier ce qui n'avait pu suivre, et que la queue se serrât toujours sur la tête. Une immense trainée de charrois, et telle qu'on n'en avait jamais vu de pareille à aucune époque, marquait la trace des colonnes longtemps après leur passage.

Jusqu'ici on n'avait rien entendu dire du Nièmen, et aucun bruit n'annonçait que ce vaste déploiement de forces, désormais évident à tous les yeux, eût provoqué les Russes à prendre l'initiative. En conséquence Napoléon, conformément à son plan, prescrivit un nouveau mouvement à ses troupes dans les premiers jours d'avril, afin de les pousser de l'Oder à la Vistule, avec l'intention de leur ménager là un nouveau séjour, et d'y attendre les trois choses qu'il était résolu d'attendre patiemment dans cette marche gigantesque, le ralliement de ses colonnes, l'arrivée de ses charrois, et le progrès de la végétation¹.

Il ordonna au maréchal Davout de se porter sur la Vistule avec ses cinq

¹ Des écrivains mal informés, jugeant d'après la suite des événements de la campagne que les opérations avaient été commencées trop tard, ont attribué à d'autres causes que les véritables la lenteur des mouvements de Napoléon. Ils ont prétendu, par exemple, que les affaires de l'intérieur, notamment celle de la disette, avaient retenu Napoléon à Paris, et causé ainsi, en retardant l'ouverture de la campagne, les désastres de 1812. C'est une complète erreur. Napoléon, ayant éprouvé combien les marchés lointains épuisaient et décimaient les troupes, voulait franchir lentement l'espace du Rhin à la Vistule, terminer l'organisation de ses charrois, et surtout trancer sur la terre la nourriture des 150 mille chevaux qu'il amenait à sa suite. Sa correspondance et ses ordres ne laissent à cet égard aucun doute. Quant à la disette, il n'avait rien à y faire, et elle n'exerça aucune influence sur ses déterminations militaires.

divisions et toute sa cavalerie, au maréchal Oudinot d'entrer à Berlin, dans le plus grand appareil militaire, de s'y arrêter un moment, et de s'acheminer ensuite sur l'Oder, au maréchal Ney de passer l'Elbe à Torgau pour se rendre à Francfort sur l'Oder, aux Saxons et aux Westphaliens de prendre position à Kalisch, aux Bavares et à l'armée d'Italie de gagner Glogau, à la garde enfin de s'échelonner sur la route de Posen. Les troupes, dès qu'elles auraient marché cinq ou six jours, devaient se reposer un nombre de jours à peu près égal. Le maréchal Davout, toujours chargé d'organiser toutes choses, avait ordre de faire moudre sans relâche les blés de Dantzig et de mettre en bûrls la farine qui en proviendrait, de préparer en hâte la navigation du Frische-Haff et de la Prègel, de terminer les ponts de la Vistule, de forner à Thorn et à Elbing avec les fournitures de la Prusse des magasins pareils à ceux de Dantzig, de bien occuper Pillau et la pointe de Nehrung, et surtout d'être sûr ses gardes relativement aux mouvements des Russes. Le plan était toujours, si ceux-ci passaient le Nièmen et prenaient sérieusement l'offensive, de marcher droit à eux avec les 150 mille hommes du maréchal Davout, avec les 80 mille du roi Jérôme. Si au contraire les Russes ne remuaient point, on devait se tenir fort tranquille, ne pas montrer les avant-postes français au delà d'Elbing, et n'employer au delà d'Elbing que les Prussiens, qui de Dantzig à Königsberg étaient chez eux. Napoléon avait tout disposé pour partir lui-même au premier signal, et arriver à son avant-garde avec la rapidité d'un courrier. Du reste, une fois le maréchal Davout sur la Vistule, il n'avait plus rien à craindre d'une marche précipitée des Russes, et il n'avait plus qu'un vœu à former, c'était le retardement des hostilités jusqu'à la pousse des herbes.

Pour assurer davantage encore l'accomplissement de ce vœu, il expédia un nouveau courrier à M. de Lauriston, afin de lui annoncer ce second mouvement, et de lui dicter le langage qu'il devait tenir à cette occasion. M. de Lauriston avait ordre de dire que l'Empereur des Français ayant appris la marche des armées russes vers la Dwina et le Dniéper (c'était une pure invention, car on n'avait reçu aucun avis à cet égard), s'était décidé à se placer sur la Vistule, dans la crainte de l'invasion du grand-duché, mais qu'il avait toujours l'intention de traiter sous les armes, de rencontrer même l'empereur Alexandre entre la Vistule et le Nièmen; et s'il le pouvait de tout arranger avec lui dans une conférence amicale, comme celle de Tilsit ou d'Erfurt. Afin de donner crédit à ces dispositions, M. de Lauriston était autorisé à déclarer que les troupes françaises ne dépasseraient pas la Vistule, et que si on voyait au delà, peut-être jusqu'à Elbing, quelques uniformes français, ce seraient des avant-postes de cavalerie légère, chargés du service de surveillance qu'on ne devait jamais négliger autour d'une grande armée.

Pendant que tout ce qui vient d'être dit avait lieu en France, le contre-coup en avait été fortement ressenti à Saint-Petersbourg. La présence de M. de Czernicheff, arrivé le 10 mars, apportant une lettre amicale de Napoléon mais des impressions personnelles toutes contraires, car il avait rencontré en route des masses de troupes effrayantes, n'était pas faite pour atténuer l'effet des nouvelles venues de toutes les parties du continent. Le mouvement du maréchal Davout sur l'Oder et au delà, l'invasion de la Poméranie suédoise, la mise en réquisition des contingents allemands, le passage des Alpes par l'armée d'Italie, l'annonce positive des deux traités d'alliance avec la Prusse et l'Autriche, avaient achevé de dissiper les dernières hésitations d'Alexandre, et de lui causer à lui et à sa cour un chagrin profond, car on ne doutait pas que la lutte ne fût terrible; et, si elle n'était pas heureuse, que la grandeur de la Russie ne reçût un échec décisif; un échec égal à celui qu'avait essuyé la grandeur de la Prusse et de l'Autriche. C'était surtout la nouvelle des deux traités signés par la Prusse et l'Autriche qui avait dévoilé à l'empereur Alexandre et au chancelier de Romanzoff l'imminence du danger. L'empereur Alexandre, instruit assez exactement de ce qui se passait dans la diplomatie française, par des infidélités dont la source malgré beaucoup de recherches était restée inconnue, savait que Napoléon faisait depuis longtemps attendre à la Prusse un traité d'alliance, afin de ne pas donner trop d'ombrage à Saint-Petersbourg. Puisqu'il s'était décidé à conclure ce traité, la conséquence à tirer, c'est qu'il avait pris son parti, et l'avait pris au point de ne plus garder de ménagements. Les dissimulations de la cour de Vienne à l'égard des engagements qu'elle avait pris ne pouvaient tromper Alexandre, parfaitement informé de toutes les transactions européennes, et n'étaient que risibles pour qui était témoin des embarras de M. de Saint-Julien, ambassadeur d'Autriche à Saint-Petersbourg. Celui-ci en effet s'efforçait de se dérober à tous les regards, de peur d'être obligé d'avouer les nouveaux liens contractés par sa cour, ou d'être confondu s'il les niait. Quant à la Prusse, moins hardie dans le mensonge, elle était convenue de tout. Nous avons dit qu'elle avait envoyé M. de Knesebéck à Saint-Petersbourg; pour exposer à l'empereur Alexandre la triste nécessité où elle s'était trouvée de prendre part à la guerre, et, en y prenant part, de se ranger du côté de la France. Soit que M. de Knesebéck y fût autorisé par le roi, soit qu'il cédat à ses passions nationales, il avait poussé plus loin les confidences. Il avait dit que le roi agissait à contre-cœur, mais que tous ses vœux étaient pour les Russes, et qu'il ne désespérait pas d'être bientôt amené à se joindre à eux; que cet événement même était inévitable si on tenait une conduite habile, et à ce sujet M. de Knesebéck, qui était un officier éclairé, avait fait entendre des conseils très-sages, très-funestes pour nous, très-utiles au czar, qui ne

savait à qui entendre au milieu des opinions militaires de toute sorte provoquées autour de lui par la gravité des circonstances. Il lui avait conseillé de ne pas s'exposer à recevoir le premier choc de Napoléon, de rétrograder au contraire, d'attirer les Français dans l'intérieur de la Russie, et de ne les attaquer que lorsqu'ils seraient épuisés de fatigue et de faim. Il avait promis que pour ce cas toute l'Allemagne se joindrait aux Russes afin d'achever la ruine de l'envahisseur audacieux qui désolait l'Europe depuis douze années.

N'était-ce là qu'une simple prévoyance, de M. de Knesebœck, qu'il transformait en conseils sous la seule inspiration de ses sentimens nationaux, sans aucun ordre de son maître, ou bien était-il autorisé à pousser aussi loin les excuses de Frédéric-Guillaume auprès d'Alexandre, c'est ce qu'il est impossible de savoir aujourd'hui, bien qu'on ait l'aveu de M. de Knesebœck, qui peut-être s'est fait depuis plus coupable qu'il n'avait été alors, pour se faire plus prévoyant et plus patriote qu'il n'avait été véritablement. Quoi qu'il en soit, l'oppression sous laquelle la Prusse vivait à cette époque excuse beaucoup de choses; pourtant nous regretterions que M. de Knesebœck eût été autorisé à tenir ce langage, nous le regretterions pour la dignité d'un roi qui était un parfait honnête homme. Alexandre accueillit avec une indulgence assez hautaine les explications de Frédéric-Guillaume, avec infiniment d'attention les habiles conseils de son envoyé, lui dit qu'il déplorait la détermination de la Prusse, mais que, défendant la cause de l'Allemagne autant que celle de la Russie, il ne désespérait pas d'avoir bientôt les soldats prussiens avec lui. Il fut moins indulgent envers M. de Saint-Julien. Celui-ci, après s'être longtemps caché, avait fini par ne pouvoir plus éviter la rencontre de l'empereur Alexandre. Il nia d'abord le traité d'alliance, et il paraît que ce n'était pas sans un certain fondement, car son cabinet, pour qu'il trompât mieux, l'avait trompé lui-même en lui laissant tout ignorer. Il ne savait même ce qu'il avait appris que par quelques confidences de M. de Lauriston, qui lui en avait dit plus qu'il n'aurait voulu en apprendre. Il essaya donc de révoquer en doute l'existence du récent traité de l'Autriche avec la France, sur le motif qu'on ne lui avait rien mandé de Vienne, mais Alexandre l'interrompit sur-le-champ. — Ne niez pas, lui dit-il, je sais tout; des Intermédiaires sûrs, qui ne m'ont jamais induit en erreur, m'ont envoyé la copie du traité que votre cour a signé. Puis lui montrant à M. de Saint-Julien confondu, il ajouta qu'il était profondément étonné d'une pareille conduite de la part de l'Autriche, et qu'il la considérait comme un véritable abandon de la cause européenne; que ce n'était pas lui seulement qui était intéressé dans cette lutte, mais tous les princes qui prétendaient conserver une ombre d'indépendance; que tant qu'il n'avait vu dans l'alliance de la France que les petits États allemands, placés sous la main de Napoléon,

et même la Prusse, privée de toutes ses forces, il n'avait éprouvé ni surprise ni découragement, mais que l'accession de l'Autriche à cette espèce de ligue avait lieu de le confondre, et de l'ébranler dans ses résolutions les plus fermes; qu'il ne pouvait pas défendre l'Europe à lui seul; que, puisqu'on le laissait, il suivrait l'exemple général, et traiterait avec Napoléon; qu'après tout il aurait moins à perdre que les autres à cette soumission universelle, qu'il était loin de la France, que Napoléon lui demandait peu de chose, qu'il en serait quitte pour quelques souffrances d'amour-propre, et que, ces souffrances passées, il serait tranquille, indépendant encore dans son éloignement, mais que ceux qui l'abandonnaient seraient esclaves. — Alexandre, en prononçant ces paroles, était ému, courroucé, et avait quelque chose de méprisant dans son attitude et son langage. M. de Saint-Julien, moins surpris et moins troublé, aurait pu lui répondre qu'en 1805 la Russie ne s'était pas fait scrupule de déclarer la guerre à l'Autriche, sans s'inquiéter de l'indépendance de l'Europe, et que si aujourd'hui elle appelait tout le monde à la résistance, c'est qu'au lieu de lui offrir les dépouilles de ses voisins on exigeait qu'elle sacrifiât son commerce à la politique maritime de la France, et qu'alors pour la première fois elle commençait à trouver l'indépendance européenne en péril. M. de Saint-Julien, qui était de cette vaste coterie aristocratique répandue sur tout le continent et animée d'une haine profonde contre la France, ne sut que s'excuser en alléguant son ignorance, et promit que sous peu de jours il aurait à donner des explications satisfaisantes. Ces explications étaient faciles à prévoir, c'est que l'alliance avec Napoléon n'était pas sérieuse, qu'on y avait été contraint, et que dans cette nouvelle guerre on ne porterait pas grand tort aux armes russes¹.

L'empereur Alexandre ne conservait donc plus aucun doute sur l'issue de cette crise, et regardait un arrangement à l'amiable comme tout à fait impossible. Il était résolu néanmoins, d'accord avec M. de Romanzoff, demeuré fort attaché à la politique de Tilsit, de ne pas prendre l'initiative des hostilités, et de se réserver ainsi la seule chance de paix qui restait encore, si, contre toute vraisemblance, Napoléon n'avait armé que pour négocier sous les armes. Il avait le projet de tenir ses avant-postes sur le Niémen, sans dépasser le cours de ce fleuve, sans même l'atteindre dans les environs de Memel où la rive droite appartenait en partie à la Prusse, et de respecter ainsi scrupuleusement le territoire des alliés de Napoléon. Quelques esprits exaltés, surtout parmi les réfugiés allemands au service de Russie, cherchaient à pousser Alexandre en avant, et lui conseillaient d'envahir non-seulement la Vieille-Prusse, mais le grand-duché, toujours

¹ Je parle d'après la dépêche même de M. de Saint-Julien, parvenue à la connaissance du gouvernement français, et écrite avec un chagrin de l'alliance qui en prouve la sincérité.

dans la pensée d'agrandir le désert qu'on voulait créer sur les pas de Napoléon. Le czar s'y refusa, et en cela trouva sa famille, sa cour et sa nation d'accord avec lui, car si on ne voulait pas subir l'empire de Napoléon, on ne désirait pas davantage précipiter la guerre avec ce redoutable adversaire. Il prit donc le parti d'attendre encore, avant de quitter Saint-Petersbourg de sa personne, quelque acte non pas plus significatif, mais plus formellement agressif que celui de la marche des Français jusqu'à la Vistule. Il eut avec M. de Lauriston de derniers entretiens où il ne dissimula aucun de ses sentiments, où plusieurs fois même il laissa échapper quelques larmes en parlant de la guerre qu'il considérait comme certaine, et de la contrainte qu'on voulait exercer envers lui en l'obligeant contre toute justice, contre le traité de Tilsit qui n'en disait rien, à renoncer à tout commerce avec les neutres. Il répéta que les décrets de Milan, de Berlin, ne le regardaient pas, ayant été rendus sans le consulter; qu'il n'était engagé qu'à maintenir l'état de guerre contre l'Angleterre, à lui fermer ses ports, qu'il remplissait cet engagement mieux que Napoléon avec le système des licences, et qu'exiger davantage c'était lui demander l'impossible, le réduire à la guerre, qu'il ne ferait pas volontiers, on pouvait assez le voir à sa manière d'être, mais qu'il ferait terrible et en désespéré, une fois qu'on l'aurait forcé à tirer l'épée.

Toujours préoccupé des nouvelles qui venaient des frontières, qu'il s'attendait à chaque instant à voir franchies, il demanda à M. de Lauriston s'il aurait par hasard la faculté de suspendre le mouvement des troupes françaises. M. de Lauriston, qui n'était autorisé à s'engager à cet égard que pour prévenir le passage du Niémen par les Russes, ne s'expliqua pas clairement, mais répondit qu'il prendrait sur lui d'envoyer aux avant-postes français, et d'essayer d'arrêter leur marche; s'il s'agissait d'une proposition qui valût la peine d'être transmise à Paris. Alexandre, comprenant au vague de ce langage que M. de Lauriston ne pouvait pas grand-chose, répliqua que du reste il était bien naturel que Napoléon, dont les desseins étaient toujours profondément calculés, n'eût pas laissé à un ambassadeur la faculté d'interrompre les mouvements de ses armées, et sembla renoncer complètement à cette ressource extrême. M. de Lauriston le pressa beaucoup, s'il n'envoyait pas M. de Neisselrode, de répondre néanmoins à la démarche que Napoléon avait faite par l'entremise de M. de Czernicheff, d'expédier quelqu'un avec des instructions, des pouvoirs, et une lettre que dans tous les cas on devait à Napoléon, puisqu'il avait pris l'initiative d'écrire. Alexandre, comme importuné d'une telle demande, à laquelle il aurait satisfait spontanément s'il y avait vu un moyen de sauver la paix, répondit que sans doute il enverrait quelqu'un, mais que cette démarche ne servirait de rien, qu'il n'y avait aucune chance de négocier utilement, car ce n'était certes pas pour négocier que

Napoléon avait remué de telles masses d'hommes et les avait portées si loin.

En effet, pour n'avoir aucun tort et aucun regret, Alexandre se décida à écrire une lettre à Napoléon, en réponse à celle dont M. de Czernicheff avait été porteur, lettre triste, douce, mais fière, dans laquelle il disait qu'à toutes les époques il avait voulu s'arranger à l'amiable, et que le monde serait un jour témoin de ce qu'il avait fait pour y parvenir; qu'il expédiait au prince Kourakin des pouvoirs pour négocier, pouvoirs qu'au surplus cet ambassadeur avait toujours eus, et qu'il souhaitait ardemment que sur les nouvelles bases indiquées on pût en arriver à un arrangement pacifique. C'était M. de Serdobin qui devait être porteur de ce dernier message. Les conditions qu'il était chargé de transmettre au prince Kourakin étaient de celles qu'on propose quand on n'espère plus rien, et lorsqu'on ne songe qu'à sauver sa dignité. Alexandre était prêt, disait-il, à entrer en négociation, et à prendre pour Oldenbourg le dédommagement qu'on lui offrirait, quel qu'il fût; à introduire dans l'ukase de décembre 1810, dont l'industrie française se plaignait, tel changement qui serait compatible avec les intérêts russes, à examiner même si le système commercial imaginé par Napoléon pouvait être adopté en Russie, à condition qu'on ne demanderait pas l'exclusion absolue des neutres, surtout américains, et qu'on promettrait d'évacuer la Vieille-Prusse, le duché de Varsovie et la Poméranie suédoise. Dans ce cas, Alexandre s'engageait à désarmer sur-le-champ, et à traiter pacifiquement et à l'amiable les divers points contestés.

Parler à Napoléon d'un mouvement rétrograde était une chose qu'on n'aurait pas essayée, si on avait cru qu'il voudrait sérieusement négocier à Paris. Mais Alexandre et M. de Romanzoff ne conservaient plus aucun espoir, et s'ils envoyèrent M. de Serdobin, ce fut sur les vives instances de M. de Lauriston, qui, même sans une lueur d'espérance, tentait les derniers efforts pour le salut de la paix. M. de Serdobin partit le 8 avril, un mois environ après l'arrivée de M. de Czernicheff à Saint-Petersbourg. Alexandre passa quelques jours encore dans une extrême agitation, et pendant ce temps la société russe, qui comprenait ses sentiments, qui s'y conformait avec respect, mettait grand soin à ne pas provoquer les Français, à les ménager partout où elle les rencontrait, à ne leur montrer ni jactance ni effroi, mais à leur laisser voir une détermination chagrine et ferme.

On n'avait pas encore pris d'engagement avec l'Angleterre, dans la pensée fortinement arrêtée de se tenir libre, et de ne hasarder aucune démarche qui pût rendre la guerre inévitable. Mais, par l'intermédiaire de la Suède, on avait entamé des pourparlers indirects, qui préparaient un rapprochement pour le moment où l'on n'aurait plus de ménagements

à garder. Ce moment étant venu, ou bien près de venir, puisque Napoléon n'avait pas hésité à conclure ses alliances avec la Prusse et l'Autriche, Alexandre fit partir M. de Suchtelen pour Stockholm, afin de s'aboucher avec un agent anglais envoyé dans cette capitale, M. Thomson, et convenir avec lui non-seulement des conditions de la paix avec l'Angleterre, mais de celles d'une alliance offensive et défensive, dans la vue d'une guerre à outrance contre la France.

Il fallait, en se servant de la Suède comme intermédiaire, s'entendre enfin avec elle sur ce qui la concernait, et opter entre son alliance intime, ou son hostilité déclarée, tant le prince Bernadotte, qui sans être revêtu de l'autorité royale en exerçait le pouvoir, était devenu pressant afin d'obtenir une réponse à ses propositions. La Russie avait longtemps hésité à s'engager avec la cour de Stockholm, parce qu'elle ne voulait pas être liée encore, parce qu'elle considérait comme très-grave de dépouiller le Danemark au profit de la Suède, parce qu'enfin elle n'avait pas confiance dans le caractère du nouveau prince royal, car, fidèle ou traître envers son ancienne patrie, il méritait également qu'on se défîât de lui. Poursuivant l'urgence avait fait évanouir ces raisons. Des ménagements, il n'y avait plus à en garder. Le Danemark n'était plus à considérer; dès qu'il s'agissait pour l'empire russe d'être ou de n'être pas, et quant aux relations véritables de Bernadotte avec la France, l'occupation de la Poméranie suédoise par les troupes du maréchal Davout venait de les mettre dans une complète évidence. En conséquence, le 5 avril (24 mars pour les Russes), l'empereur Alexandre conclut un traité avec la cour de Stockholm, par lequel il lui concédait l'objet ardent de ses vœux, c'est-à-dire la Norvège. Par ce traité d'alliance, destiné à rester secret, les deux États se garantissaient leurs possessions actuelles, c'est-à-dire que la Suède garantissait la Finlande à la Russie, et consacrait ainsi sa propre déposition. En retour la Russie promettait à la Suède de l'aider à conquérir la Norvège dans le présent, et de l'aider également à la conserver dans l'avenir. Pour l'accomplissement des vues communes, la Suède devait réunir une armée de 30 mille hommes, et la Russie lui en prêter une de 20; le prince royal devait commander ces 50 mille soldats, envahir d'abord la Norvège, puis cette opération, qu'on regardait comme facile, consommée, descendre sur un point quelconque de l'Allemagne afin de prendre l'armée française à revers. Il n'était pas dit, mais entendu, que les subsides et les troupes britanniques concourraient à cette redoutable diversion. Quant au Danemark, si lestement spolié, on devait faire auprès de lui une démarche de courtoisie, l'avertir de ce qui venait d'être stipulé, lui offrir de s'y prêter moyennant un dédommagement en Allemagne, qu'on ne désignait pas, mais que la future guerre ne pouvait manquer de procurer. Si le Danemark ne consentait pas à une proposition

présentée en de tels termes, on devait se mettre immédiatement en guerre avec lui; et comme on pouvait douter de l'effet d'un pareil traité sur l'opinion de l'Europe, peut-être même sur celle de la Suède, qui était bon-nête et amie de la France, on convint, sans l'écrire, que le cabinet suédois commencerait par déclarer non pas son alliance avec la Russie, mais sa neutralité à l'égard des puissances belligérentes. De la neutralité elle passerait ensuite à l'état de guerre contre la France. Ainsi fut ménagée la transition à cette infidélité, l'une des plus odieuses de l'histoire.

La question la plus importante pour Alexandre, c'était la paix avec les Turcs. Sur la persistance qu'on mettait à exiger une partie de leur territoire, les Turcs avaient rompu les négociations et recommencé les hostilités. La certitude d'une guerre prochaine de la France avec la Russie avait été pour eux une raison décisive de ne rien céder. Néanmoins ils persistaient à ne pas devenir nos alliés, car le ressentiment de la conduite tenue à Tilsit n'était point effacé chez eux, bien que la politique nouvelle de la France fût de nature à les dédoubler. Ils voulaient profiter de l'occasion pour sortir indemnes de cette guerre, sans se mêler de la querelle qui allait s'engager entre des puissances qu'ils avaient alors l'imprévoyance de haïr au même degré. Rien ne pouvait être plus malheureux pour la Russie qu'une continuation d'hostilités contre les Turcs, car, indépendamment d'une armée de 60 mille combattants présents au drapeau, ce qui n'en supposait guère moins de 100 mille à l'effectif, elle était obligée d'en avoir une autre de 40 mille, sous le général Tormasof, pour lier ses forces du Danube avec celles de la Dwina et du Dniéper. Recouvrer la disponibilité de ces deux armées était d'une extrême importance, quelque plan de campagne qu'on adoptât. Les têtes fermentaient autour d'Alexandre; et parmi les généraux russes, et parmi les officiers allemands qui avaient fui à sa cour pour se soustraire à l'influence de Napoléon. Les amateurs de chimères prétendaient qu'on pouvait, avec les cent mille Russes qu'occupaient les Turcs, envahir l'Illyrie et l'Italie, entraîner l'Autriche, et préparer peut-être un bouleversement de l'empire français, en revanche de l'agression tentée par Napoléon contre la Russie. Ce résultat était à leurs yeux presque certain, si on signalait promptement la paix avec les Turcs, et si on poussait le rapprochement avec eux jusqu'à une alliance. Les esprits plus pratiques pensaient que, sans aspirer à de si vastes résultats, cent mille hommes ramenés du Danube sur la Vistule, et portés dans le flanc des Français, suffiraient pour changer le destin de la guerre. Alexandre, qui, à force de s'occuper de combinaisons militaires, avait fini par se faire sur ce sujet des idées justes, était de ce dernier avis. Il avait auprès de lui un homme dont les opinions presque libérales, l'esprit brillant et vif, lui plaisaient beaucoup, et lui faisaient espérer d'éminents services, c'était l'amiral Tchitchakoff. Il jeta les yeux

sur lui pour le charger d'une mission importante en Orient, et le choix était bien entendu, car l'amiral était propre en effet à la partie pratique comme à la partie chimérique du rôle qu'on l'appelait à jouer dans ces contrées. Alexandre lui donna le commandement immédiat de l'armée du Danube, le commandement éventuel de l'armée du général Tormasof, actuellement en Volhynie, le chargea de faire en Turquie ou la paix ou la guerre, l'autorisa à se départir d'une portion des exigences russes, à se contenter par exemple de la Bessarabie, en prenant le Pruth pour frontière au lieu du Sereth, à négocier à ce prix non-seulement la paix, mais une alliance avec les Turcs, à les brusquer au contraire s'il ne parvenait pas à les faire entrer dans la politique russe, à fonder sur eux afin de leur arracher par un acte vigoureux ce qu'on n'aurait pas obtenu par des négociations, à s'emparer peut-être de Constantinople, et à revenir ensuite, avec ou sans les Turcs, se jeter ou sur l'empire français par Laybach, ou sur l'armée française par Lemberg et Varsovie. La brillante imagination, le courage également brillant de l'amiral, convenaient à ces rôles si divers et si aventureux.

Au milieu de ces résolutions, que des nouvelles arrivant à chaque instant interrompaient ou précipitaient, l'anxiété allait croissant à Saint-Petersbourg, lorsqu'il survint tout à coup un employé de la légation russe, M. Divoff, expédié de Paris par le prince Kourakin, pour raconter un incident fâcheux et récent. M. de Czernicheff, en quittant Paris, avait imprudemment laissé dans son appartement une lettre, compromettant de la manière la plus grave un employé du ministère de la guerre, celui même qui lui avait livré une partie des secrets de la France. Cette lettre, remise aux mains de la police, avait révélé toutes les menées au moyen desquelles M. de Czernicheff était parvenu à corrompre la fidélité des bureaux. Par suite des recherches de la police, un des serviteurs de l'ambassade russe avait été arrêté, et refusé au prince Kourakin, qui le réclamait vainement au nom des privilèges diplomatiques. Une instruction criminelle était commencée, et tout annonçait qu'il tomberait une ou plusieurs têtes pour ce crime de trahison, qui, à l'égard des agents français, n'admettait ni excuse ni indulgence. Mais, chose plus grave encore, M. Divoff, qui apportait les pièces de cette désagréable affaire, avait rencontré les troupes du maréchal Davout au delà d'Elbing. Ce n'était pas le dossier dont il était chargé, quelque pénible qu'il fût, mais le fait dont il apportait la nouvelle, et dont il avait été le témoin oculaire, qui causa à Saint-Petersbourg une émotion dérisoire. Les partisans anciens et ardents de la guerre, comme ses partisans récents et résignés, prétendirent qu'Alexandre ne pouvait plus se dispenser de se rendre à son quartier général, que c'était tout au plus s'il arriverait à temps pour y être lorsque les Français passeraient le Nièmen, qu'il ne devait donc pas différer davantage, que sa

présence même était nécessaire pour prévenir des imprudences, car les généraux russes étaient si animés à l'armée de Lithuanie, qu'ils étaient capables de se livrer à quelque démarche imprudente qui ferait évanouir les dernières chances de paix, s'il y en avait encore. M. de Romanzoff voulut s'opposer à ce départ, car laisser partir Alexandre de Saint-Petersbourg, c'était forcer Napoléon à partir de Paris, et rendre la collision inévitable. Mais il ne put l'emporter au milieu de l'émotion qui régnait, et le départ d'Alexandre pour le quartier général fut instantanément résolu. Ce qui contribua surtout à précipiter cette résolution, ce fut tout à la fois le désir de donner une satisfaction au sentiment public, et le désir aussi d'empêcher les généraux de compromettre les dernières chances de la paix par quelque acte irréparable. Alexandre n'eut point le temps de voir M. de Lauriston, mais il lui fit témoigner la plus grande estime pour sa noble conduite, et réitérer l'assurance qu'il ne quittait pas sa capitale pour commencer la guerre, mais au contraire pour la retarder, s'il était possible, affirmant une dernière fois que même à son quartier général il serait prêt à négocier sur les bases les plus équitables et les plus modérées.

Le 24 avril au matin il se rendit à l'église de Cazan pour assister à l'office divin avec sa famille, puis il partit entouré d'une population nombreuse émue de sa propre émotion et de celle qu'elle apercevait sur le visage de son souverain. Il monta en voiture au milieu des hourras, et se mit en route accompagné des personnages les plus considérables de son gouvernement et de sa cour. On y comptait le ministre de l'intérieur prince de Kotchoubey, le ministre de la police Balachoff, le grand maître Tolstoy, M. de Nesselrode, le général Pfuhl, Allemand qui enseignait à l'empereur la science de la guerre, et enfin un Suédois expatrié, fort mêlé aux intrigues du temps, le comte d'Arnsfeld. M. de Romanzoff devait quelques jours plus tard rejoindre le cortège impérial pour se mettre à la tête des négociations, s'il arrivait qu'on négociât. L'empereur, en se rendant à Wilna, se proposait de s'arrêter dans le château des Souhoff, où il allait en quelque sorte faire appel à tous les partis, en visitant une famille fautive par le rôle qu'elle avait joué lors de la mort de Paul I^{er}. Le général Benningsen, fameux au même titre et à d'autres encore, car il avait commandé l'armée russe avec gloire, devait s'y trouver également. Ainsi les sentiments les plus légitimes étaient immolés en cet instant à l'intérêt commun de la patrie menacée. Au moment même de son départ, l'empereur reçut une communication assez satisfaisante. L'Autriche lui fit dire qu'il ne fallait prendre aucun ombrage du traité d'alliance qu'elle venait de conclure avec la France, qu'elle n'avait pu agir autrement, mais que les trente mille Autrichiens envoyés à la frontière de Gallicie y seraient plus observateurs qu'agissants, et que la Russie, si elle n'entreprenait rien contre l'Autriche, n'aurait pas grand chose à craindre de ces trente mille

soldats¹. Alexandre, qui du reste s'était bien douté qu'il en serait ainsi, hâta son voyage en se dirigeant sur Wilna. M. de Lauriston demeura seul à Saint-Petersbourg, entouré d'égards, mais de silence, et attendant que sa cour le tirât de cette fausse position par un ordre de départ. Il ne voulait pas, en demandant ses passe-ports, ajouter un nouveau signal de guerre à tous ceux qu'on avait déjà donnés malgré lui.

Napoléon n'attendait que le moment où Alexandre quitterait Saint-Petersbourg pour quitter lui-même Paris. M. de Lauriston lui avait mandé les préparatifs du départ avant le départ même, et il avait pu prendre ainsi toutes ses dispositions. La principale avait consisté à prescrire un troisième mouvement à ses troupes, pour les porter définitivement sur la ligne de la Vistule, où elles devaient passer tout le mois de mai. Le maréchal Davout était déjà sur la Vistule, et l'avait même dépassée pour s'avancer jusqu'à Elbing. Napoléon lui ordonna, tout en continuant les opérations particulières dont il était chargé relativement au matériel et à la navigation, de se concentrer entre Marienwerder, Marienbourg, Elbing, les Prussiens toujours en avant-garde jusqu'au Nièmen. (Voir les cartes n^{os} 36 et 37.) Il prescrivit au maréchal Oudinot de se concentrer à Dantzic même pour former la gauche du maréchal Davout; à Ney de s'établir à Thorn pour former sa droite, au prince Eugène de se porter à Plock sur la Vistule avec les Bavares et les Italiens, au roi Jérôme de réunir à Varsovie les Polonais, les Saxons, les Westphaliens, à la garde de se rassembler à Posen, aux Autrichiens d'être prêts à déboucher de la Gallicie en Volhynie. Dans cette nouvelle position, l'armée devait occuper la ligne de la Vistule, de la Bohême à la Baltique; et y présenter la masse formidable de cinq cent mille hommes, les réserves non comprises, les Prussiens nous servant toujours d'avant-garde sur la frontière russe, sans qu'on eût à leur reprocher aucun acte d'agression puisqu'ils étaient chez eux. On pouvait de la sorte attendre sans crainte les progrès de la végétation dans le Nord, car au premier mouvement des Russes on serait prêt à leur barrer le chemin, avant qu'ils eussent le temps de commettre la moindre dévastation.

Bien qu'on n'eût plus à redouter de leur voir commencer brusquement les hostilités; Napoléon, plein du souvenir de 1807, se rappelant qu'il n'avait jamais pu dans ces contrées agir efficacement avant le mois de juin,

¹ Je n'avance jamais des faits sans en être assuré, et je prends d'autant plus cette précaution qu'ils sont plus graves: J'ai pu me procurer une correspondance, fort développée et fort curieuse, entre l'empereur Alexandre et l'amiral Tchitchakoff pendant l'année 1812. L'amiral Tchitchakoff avait toute la confiance de son maître et la méritait. J'ai trouvé dans sa correspondance avec lui la preuve du fait que j'avance ici, et de plus l'indication claire et précise des sentiments que je prête dans mon récit, soit à l'empereur Alexandre, soit à sa cour. Il est de mon devoir d'ajouter que ce n'est point à la famille de l'amiral, dépositaire de ses papiers et établie en France, que j'ai dû la communication de ces lettres, qui sont pour l'histoire de la plus haute importance.

voûlut se ménager avec encore plus de certitude toute la durée du mois de mai, et eut recours pour y réussir à de nouveaux subterfuges, subterfuges qui devaient lui être funestes, comme si la Providence, résolue de le punir de son imprudence politique en confondant sa prudence militaire, l'avait poussé elle-même à tout ce qui devait le perdre, car c'était le retard même des opérations qui allait être l'une des principales causes des malheurs de cette campagne. Napoléon craignant qu'Alexandre, entouré à l'armée des caractères les plus ardents, n'ayant plus auprès de lui M. de Lauriston pour contre-balancer leur influence, ne finit par prendre l'initiative, résolut de lui dépêcher un nouvel envoyé, qui pût lui répéter les discours que M. de Lauriston lui avait tenus tant de fois, et les lui redire sinon en un langage nouveau, du moins avec un nouveau visage. Napoléon avait sous la main un personnage des plus propres à ce rôle : c'était M. de Narbonne, entré à son service en 1809 comme gouverneur de Raab, depuis employé comme ministre en Bavière, et actuellement en mission à Berlin, où il y avait bien des choses à faire supporter au malheureux roi de Prusse, dont on sacraçait le territoire en le traversant avec quelques centaines de mille hommes. Napoléon ordonna donc à M. de Narbonne de se rendre au quartier général d'Alexandre pour complimenter ce prince, et, tout en évitant des dissensions étrangères à sa mission, de lui témoigner le désir, même l'espérance d'une négociation armée, qui aurait lieu sur le Niémen entre les deux souverains, et aboutirait presque certainement non pas à la guerre, mais au renouvellement de l'alliance entre les deux empires. M. de Narbonne devait donner pour motif à sa mission la volonté de prévenir ou de réparer les fautes des généraux, qui, par impatience ou irréflexion, auraient pu se livrer à des actes agressifs sans ordre de leur gouvernement. Si les Russes étaient dans ce cas, M. de Narbonne devait montrer la plus grande indulgence, et si, par exemple, dans le désir fort naturel de border le Niémen comme nous bordions la Vistule, ils avaient envahi les petites portions du territoire prussien qui aux environs de Memel formaient la rive droite de ce fleuve, il devait considérer cette conduite de leur part comme une précaution militaire fort excusable, offrir de s'en entendre à l'amiable, et entretenir Alexandre pendant vingt ou trente jours dans l'idée et la confiance d'une négociation, dont l'issue ne serait pas la guerre. Il était chargé en outre de lui faire connaître la circonstance diplomatique qui suit.

Napoléon n'avait jamais commencé une seule de ses grandes guerres sans débiter par une espèce de sommation pacifique adressée à l'Angleterre. Il imagina d'agir de même cette fois, d'envoyer au message au prince régent par la marine de Boulogne, et de lui proposer la paix aux conditions suivantes. La France et l'Angleterre conserveraient ce qu'elles avaient acquis jusqu'à ce jour, sauf quelques arrangements particuliers

soit en Italie, soit en Espagne. En Italie, Murat garderait Naples et renoncerait à la Sicile, qui serait l'apanage des Bourbons de Naples. Dans la Péninsule, Joseph garderait l'Espagne, mais laisserait le Portugal aux Bragance. C'était, comme on doit s'en souvenir, la paix proposée par l'intermédiaire de M. de Labouchère au marquis de Wellesley. Il n'y avait pas grande chance que la proposition fût même écoutée, mais c'était une manifestation pacifique qui pouvait être d'un certain effet moral à la veille de la plus terrible guerre de l'histoire, qui devait d'ailleurs fournir matière à de nouveaux entretiens avec Alexandre. M. de Narbonne était spécialement chargé d'en faire part à ce prince, et de lui donner cette nouvelle preuve des dispositions amicales et conciliantes du puissant empereur des Français.

En chargeant M. de Narbonne de tenir un pareil langage, Napoléon, du reste, lui fit connaître à lui-même la vérité tout entière, afin qu'il remplît mieux sa mission. Il lui déclara qu'il ne s'agissait pas de ménager une paix dont on ne voulait point, mais de gagner du temps, pour différer d'un mois les opérations militaires, et lui recommanda, comme il était bon officier et bon observateur, de tout examiner autour de lui, hommes et choses, soldats, généraux et diplomates, afin que l'état-major de l'armée française pût tirer un utile parti des lumières recueillies au quartier général russe. M. de Narbonne avait ordre de quitter Berlin lettre reçue. Il devait être en route pour Wilna dès les premiers jours de mai.

Ces dernières précautions prises, Napoléon se disposa lui-même à partir. Son projet, en quittant Paris, était de se rendre à Dresde, d'y faire un séjour de deux ou trois semaines avant d'aller se mettre à la tête de ses armées, d'y tenir une cour magnifique, et d'y donner un spectacle de puissance que le monde n'avait jamais présenté peut-être, même aux temps de Charlemagne, de César et d'Alexandre. L'empereur d'Autriche sollicitait l'autorisation d'y venir, pour voir sa fille; et pour y ménager lui-même le rôle difficile qu'il aurait bientôt à jouer entre la France et la Russie. Le roi de Prusse exprimait aussi le désir d'y paraître pour réclamer en faveur de son peuple, que des milliers de soldats foulaient aux pieds. Quand de tels souverains demandaient à visiter, à entretenir, à implorer le futur vainqueur du monde, il n'est pas besoin de dire combien d'autres invoquaient le même honneur. L'empressement était général, et Napoléon, qui voulait frapper son adversaire par le déploiement de sa puissance politique autant que par le déploiement de sa puissance militaire, accueillit toutes ces demandes, et donna en quelque sorte rendez-vous à l'Europe entière à Dresde. L'Impératrice et sa cour devaient l'y accompagner.

Au moment de s'éloigner, il se décida, malgré les instances du prince archichancelier, à une mesure administrative des plus violentes, et qui, à

l'échafaud près, heureusement aussi antipathique à son cœur qu'à son esprit, rendait son gouvernement l'égal de tous les gouvernements révolutionnaires qui avaient précédé. Cette mesure fut la taxe des blés. La disette avait continué de sévir. Le blé se vendait à 60 et 70 francs l'hectolitre, prix qui serait exorbitant aujourd'hui, mais qui l'était bien plus en ce temps-là. La population poussait le cri ordinaire de la faim, passion la plus légitime et la plus aveugle de toutes, et accusait d'accaparement les fermiers et les commerçants. Jusque-là Napoléon s'était borné à verser sur le marché de Paris les grains de la réserve, ce qui, sans être un acte de violence, était pourtant une manière d'écarter l'action bienfaisante du commerce en se substituant à lui. Mais le moyen étant devenu insuffisant pour retenir les prix même à Paris, où s'opéraient pourtant les versements de la réserve, Napoléon ne résista pas au désir d'empêcher violemment cette cherté excessive, et croyant pouvoir agir avec le commerce comme avec l'Europe, par un acte de sa toute-puissante volonté, il décida par plusieurs décrets, rendus dans les premiers jours de mai, que les préfets auraient le pouvoir non-seulement de tarifier les blés suivant les circonstances locales, mais de les amener forcément au marché. Ainsi, la veille même du jour où il partait pour une guerre insensée, il essayait de violenter ce qu'on n'a jamais pu violenter, le commerce, en lui imposant des prix arbitraires. C'était comme un témoignage d'affection qu'il voulait donner à ce peuple français dont il allait conduire des milliers d'enfants à la mort, triste témoignage qui n'était qu'une flatterie vaine et funeste, pour apaiser les murmures que la faim et la conscription faisaient élever jusqu'à lui. Le 9 mai, après avoir confié ses pouvoirs personnels à l'archichancelier Cambacérès, après lui avoir recommandé d'en user non pas fidèlement, ce dont il ne doutait point, mais énergiquement, ce dont il était moins certain; après lui avoir laissé pour garder sa femme, son fils et le centre de l'Empire quelques centaines de vieux soldats de la garde impériale incapables d'aucun service actif; après avoir répété, non-seulement au prince Cambacérès, mais à tous ceux qu'il eut occasion d'entretenir, qu'il ne hasarderait rien dans cette guerre lointaine, qu'il agirait avec lenteur, avec mesure, et qu'il accomplirait en deux campagnes, même en trois s'il le fallait, ce qu'il ne croirait pas sage de vouloir faire en une; après leur avoir répété ces assurances sans les tranquilliser entièrement, il partit pour Dresde avec l'Impératrice, entouré non plus de l'affection des peuples, mais de leur admiration, de leur crainte, de leur soumission; départ funeste, que nulle résistance ni des hommes ni des institutions n'avait pu empêcher, car pour les hommes, aucun n'était capable de se faire écouter, aucun même n'aurait osé l'essayer; pour les institutions, il n'y en avait plus qu'une seule, sa volonté, celle qui le menait au Niémen et à Moscou!

Napoléon s'était fait précéder du prince Berthier pour l'expédition de ses ordres militaires ; et avait laissé en arrière M. le duc de Bassano pour l'expédition de certaines affaires diplomatiques qui exigeaient encore quelques soins. Il marchait accompagné de sa maison militaire et de sa maison civile, avec un appareil que les souverains les plus magnifiques n'avaient point surpassé, sans en être moins simple de sa personne, moins accessible, comme il convenait à un homme extraordinaire qui ne craignait jamais de se montrer aux autres hommes, tout aussi sûr d'agir sur eux par le prestige de son génie que par les pompes sans égales dont il était environné.

Arrivé le 11 à Mayence, il employa la journée du 12 à visiter les ouvrages de la place, à donner des ordres, et commença le spectacle des réceptions souveraines dans lesquelles devaient figurer, les uns après les autres, la plupart des princes du continent. Il reçut à Mayence le grand-duc et la grande-duchesse de Hesse-Darmstadt, et le prince d'Anhalt-Cöthen. Le 13, la cour impériale franchit le Rhin, s'arrêta un instant à Aschaffembourg, chez le prince primat, toujours sincèrement épris du génie de Napoléon et ne croyant pas l'être de sa puissance, rencontra ensuite dans la journée le roi de Wurtemberg, ce fier souverain d'un petit État, qui, par son caractère violent mais indomptable, son esprit pénétrant, s'était attiré de Napoléon plus d'égards que n'en avaient obtenus les plus grands monarques, et qui lui faisait la politesse de se trouver sur son chemin, mais non la flatterie de le suivre jusqu'à Dresde. La cour impériale passa la nuit à Wurtzbourg chez le grand-duc de Wurtzbourg, ancien grand-duc de Toscane, oncle de l'Impératrice, prince excellent, conservant à l'empereur Napoléon l'amitié qu'il avait conçue jadis en Italie pour le général Bonaparte, amitié sincère, quoique intéressée. Le lendemain 14, Napoléon alla coucher à Barenth, le 15 à Plauen, traversant l'Allemagne au milieu d'une affluence innée des populations germaniques, chez lesquelles la curiosité contre-balançait la haine. Jamais, en effet, le potentat qu'elles détestaient ne leur avait paru entouré de plus de prestige. On parlait avec une sorte de surprise et de terreur des six cent mille hommes qui de toutes les parties de l'Europe accouraient à sa voix ; on lui prêtait des projets bien autrement extraordinaires que ceux qu'il avait conçus ; on disait qu'il se rendait par la Russie dans l'Inde ; on répandait ainsi mille fables cent fois plus folles encore que ses résolutions véritables, et on croyait presque à leur accomplissement, tant ses succès constants avaient à son égard découragé la haine d'espérer ce qu'elle désirait. De vastes bûchers étaient préparés sur les routes, et la nuit venue on y mettait le feu, afin d'éclairer sa marche, de sorte que l'émotion de la curiosité produisait presque les empressements de l'amour et de la joie. Le 16 au matin, les bons souverains de la Saxe accoururent jusqu'à Freyberg au-

devant de leur puissant allié, et le soir rentrèrent à ses côtés dans la capitale de leur royaume.

Le lendemain 17, Napoléon reçut à son lever les officiers de sa couronne, vint de la couronne de Saxe, puis les princes allemands qui l'avaient précédé ou suivi à Dresde. Il se montra courtois, mais haut, et dut leur paraître enivré de sa puissance beaucoup plus qu'il ne l'était réellement; car en approchant du danger, certaines lueurs avaient traversé les profondeurs de son esprit, et il marchait à cette nouvelle lutte moins convaincu qu'entraîné par ce courant de guerres auquel il s'était livré. Mais ses doutes étaient courts, et interrompaient à peine la confiance immense qu'il puisait dans la constance de ses succès, dans l'étendue de ses forces, et dans la conscience de son génie. Poli avec les princes allemands, il ne se montra tout à fait amical qu'avec le bon roi de Saxe, qu'il aimait et dont il était aimé, qu'il avait arraché à une vie simple et droite pour le jeter dans le torrent de ses propres aventures, et qu'il avait achevé de séduire en lui rendant, sous le titre de grand-duché de Varsovie, la royauté de la Pologne, l'une des anciennes grandeurs de sa famille, royauté qui devait s'accroître encore si la guerre de 1812 était heureuse. Cet excellent roi était enchanté, glorieux de son hôte illustre, et le montrait avec orgueil à ses sujets, qui oublièrent presque leurs sentiments allemands au spectacle des splendeurs rendues et promises à la famille régnante de Saxe.

Napoléon attendait à Dresde son beau-père l'empereur d'Autriche et l'impératrice sa belle-mère, issue par les femmes de la maison de Modène, épousée en troisièmes nocces par l'empereur François II, mère d'adoption pour Marie-Louise, princesse douée de beaucoup d'agrémens, mais vaine, altière, et détestant les grandeurs qu'on l'avait invitée à venir voir. Elle avait obéi, en se rendant à Dresde, à la politique de son époux, et à sa propre curiosité.

L'empereur et l'impératrice d'Autriche arrivèrent à Dresde un jour après Napoléon et Marie-Louise, tout juste pour laisser à ceux-ci le temps de prendre possession du palais du roi de Saxe. L'empereur François qui aimait sa fille, et qui, sans oublier la politique de sa maison, était satisfait de retrouver cette fille heureuse, comblée de gloire et de soins par son époux, l'embrassa avec une vive satisfaction. Il ouvrit presque franchement les bras à son gendre, et vécut à Dresde dans une sorte d'inconséquence plus sincère et plus fréquente qu'on ne l'imagine, balancé entre le plaisir de voir sa fille si grande et le chagrin de sentir l'Autriche si amoindrie, flottant ainsi entre des sentimens divers sans chercher à s'en rendre compte, promettant à Napoléon son concours après avoir mandé à Alexandre que ce concours serait nul, se disant qu'après tout il avait fait pour le mieux en se garantissant à la fois contre les succès de l'un et

de l'autre adversaire, croyant beaucoup plus cependant à ceux de Napoléon, et se disposant à en profiter par les conditions de son traité d'alliance. Les âmes sont en général si faibles et les esprits si vacillants, que beaucoup d'hommes, même honnêtes, vivent sans remords dans des trahisons semblables, s'excusant à leurs yeux par la nécessité d'une position fautive, souvent même ne cherchant pas à s'excuser, et sachant très-bien échapper par l'irréflexion aux reproches de leur conscience.

L'empereur François avait préparé à sa fille un présent singulier et qui peignait parfaitement l'esprit de la cour d'Autriche. Un de ces pauvres érudits dont il n'y a plus (il faut l'espérer) les pareils en France, et dont il restait alors quelques-uns en Italie, savants qui trouvent des généalogies à qui les apprécie et les paye, avait découvert que dans le moyen âge les Bonaparte avaient régné à Trévise. L'empereur François, après avoir ordonné ces recherches, en apportait avec joie le résultat à sa fille et à son gendre. Celui-ci en rit de bon cœur, sauf à s'en servir dans certains moments, Marie-Louise ajouta ce hochet à son incomparable grandeur, et les courtisans purent dire que cette famille avait été destinée de tout temps à régner sur les hommes.

L'impératrice d'Autriche, traitée par Napoléon avec des égards délicats, flattée de son accueil, jalouse parfois des magnificences de sa belle-fille, mais dédommée par mille présents qu'elle recevait chaque jour, s'adoucit beaucoup, sauf à revenir bientôt à son dénigrement habituel lorsqu'elle serait de retour à Vienne. Napoléon, qui n'eût cédé le pas à aucun monarque au monde, le céda cette fois à son beau-père avec une déférence toute filiale, et ne cessa de donner le bras à sa belle-mère avec la courtoisie la plus empressée, à tel point que l'empereur François fut ravi du rôle qu'il jouait à Dresde, comme si la maison d'Autriche eût recouvré par ces procédés quelque chose de ce qu'elle avait perdu.

On assista le premier jour à un somptueux banquet chez le roi de Saxe, mais les jours suivants ce fut Napoléon, dont la maison avait été envoyée à Dresde, qui réunit chez lui les nombreux souverains venus à sa rencontre, même le roi de Saxe, qui, dans sa propre capitale, semblait recevoir l'hospitalité au lieu de la donner. Une foule immense remplissait Dresde, bien que Napoléon eût écarté, pour l'envoyer à Posen, tout ce qui était purement militaire, jusqu'à son beau-frère Murat, jusqu'à son frère Jérôme, consignés l'un et l'autre à leurs quartiers généraux. Malgré cette précaution, l'affluence des princes, de leurs grands officiers, de leurs ministres, était extraordinaire. Napoléon sortait-il à cheval ou en voiture, la foule se pressait pour le voir, et il fallait que les grenadiers saxons, qui seuls le gardaient en ce moment, accourussent pour prévenir les accidents. Dans l'intérieur des appartements impériaux l'empressement n'était pas moins tumultueux. On se précipitait au-devant de lui dès

qu'il paraissait : pour en être remarqué, pour en obtenir une parole, un regard, on se heurtait; puis s'apercevant que par trop d'impatience on avait condescendu un supérieur, un premier ministre, un roi peut-être, on reculait avec respect, on s'excusait, et on recommençait à courir encore après l'objet de toutes ces démonstrations. Les plus éminents personnages politiques n'étaient pas les moins prompts à se trouver sur ses pas, car au désir de se montrer auprès de lui, d'être honorés de son entretien, se joignaient la curiosité, l'intérêt de deviner quelques-unes de ses intentions à la tournure de ses discours; ce qui n'empêchait pas, lorsqu'on était hors de ce tumulte, lorsqu'on se croyait garanti des oreilles indiscreètes, des bouches infidèles, de se demander si cette scène éblouissante n'était pas près d'un tragique dénoûment, si dans les distances, dans les frimas que le conquérant allait braver, il n'y aurait pas quelque chance d'être débarrassé d'un joug abhorré secrètement, quoique publiquement adoré. Mais après s'être livré sans bruit à ces espérances, on était bientôt ramené à la crainte, à la soumission, par le souvenir d'un bonheur constant; on n'aurait alors, surtout en public, que des victoires, on déclarait Napoléon invincible, le czar atteint de folie; et si on ne pouvait dire ces choses à Napoléon, souvent difficile à aborder quoique toujours poli, on allait les dire à M. de Bassano, qui était récemment arrivé à Dresde, et dont la vanité savourait avec délices l'encens que l'orgueil de Napoléon trouvait insipide. Mais ces pompeuses représentations n'étaient qu'un voile jeté sur une immense activité politique et militaire. Les mille courriers qui suivaient Napoléon lui apportaient d'innombrables affaires qu'il expédiait la nuit quand il n'avait pas pu les expédier le jour.

Il avait, notamment avec le roi de Prusse, appelé à ce rendez-vous et point encore arrivé, des questions assez graves et assez délicates à traiter. Le cri des peuples allemands contre le passage des troupes était devenu général et violent. Napoléon avait compté, pour nourrir ses armées pendant leur marche, sur les denrées que la Prusse s'était engagée à fournir à un prix convenu. Mais ne voulant pas révéler la direction de ses mouvements, il n'avait pas dit d'avance quels chemins suivraient ses troupes, et elles étaient réduites à dévorer où elles passaient la subsistance des populations. Les soldats du maréchal Davout, toujours bien pourvus à l'avance, ceux du maréchal Oudinot, sortis à peine des mains du maréchal Davout, avaient causé moins de mal parce qu'ils avaient éprouvé moins de besoins. Au contraire ceux du maréchal Ney et du prince Eugène, venant de plus loin, ayant déjà beaucoup souffert, et comptant dans leurs rangs un grand nombre d'Allemands, s'étaient très-mal conduits. Les Wurtembergeois, dans le corps du maréchal Ney, les Bavaois, dans celui du prince Eugène, avaient excité des cris de douleur sur leur route, s'inquiétant peu d'encourir une réprobation qui devait s'adresser aux Français plus qu'à

enx. Une circonstance plus grave encore s'était produite. Napoléon, bien qu'il eût sur l'Oder Stettin, Custring, Glogau, et sur l'Elbe Magdebourg et Hambourg, voulait avoir entrée dans Spandau, surtout à cause de Berlin, dont cette forteresse était la proche voisine. Il lui fallait aussi Pillau, qui était la clef du Frische-Half, belle mer intérieure, au moyen de laquelle on pouvait aller par eau de Dantzig à Königsberg sans rencontrer les Anglais. On avait à peine parlé de ces places dans le traité d'alliance, mais on avait dit que la Prusse n'y aurait que des vétérans, et que la France pourrait y déposer son matériel de guerre. On s'était servi de ces stipulations insidieuses pour s'emparer de Spandau et de Pillau. On y avait d'abord introduit avec du matériel des artilleurs français pour le garder, et bientôt des bataillons d'infanterie. L'émotion avait été vive à Berlin, et toute l'adresse de M. de Narbonne, qui s'était occupé de ces affaires avant de partir pour Wilna, n'avait pas suffi pour calmer le roi de Prusse et M. de Hardenberg. Ceux-ci étaient revenus l'un et l'autre à leurs terreurs accoutumées. Le roi voulait voir Napoléon à quelque prix que ce fût, mais ce prince, toujours triste depuis ses malheurs, détestant les fêtes et l'éclat, croyant lire dans tous les regards une offensante pitié, à peine à l'aise chez lui, plus mal à l'aise chez les autres, aurait désiré recevoir Napoléon à Potsdam, plutôt que d'aller au milieu des pompes de Dresde lui apporter ses craintes, ses chagrins, ses pressantes questions. Néanmoins tenant à s'aboucher avec lui, n'importe où, pour se rassurer sur ses intentions, pour lui faire entendre le cri des peuples, il était résigné à se rendre à Dresde, s'il le fallait absolument, et il avait envoyé M. de Hatzfeld auprès de Napoléon pour s'expliquer avec lui sur ce sujet. M. de Hatzfeld était ce grand seigneur prussien que Napoléon avait failli faire fusiller en 1806, et que depuis il avait pris en singulière faveur (ce qui prouvo, indépendamment de raisons plus hautes, qu'il ne faut pas se hâter de faire fusiller les gens); il venait exposer à Napoléon les perplexités de son souverain.

Napoléon le reçut bien, et le rassura autant qu'il put; mais ne se souciant ni d'entendre de trop près les plaintes des Prussiens, ni de perdre son temps à faire un long détour, voulant surtout compléter la grande scène qu'il donnait à Dresde par la présence du roi de Prusse, il fit dire au roi que Potsdam n'était pas sur sa route, qu'il lui était impossible d'y passer, et qu'il tenait beaucoup à l'entretenir à Dresde même. Ce désir était un ordre, qui fut transmis sur-le-champ au roi Frédéric-Guillaume.

M. de Bassano, en arrivant à Dresde, y avait apporté d'autres affaires non moins graves, d'abord la réponse de l'Angleterre au dernier message pacifique de la France, secondement le récit d'une démarche fort singulière et fort imprévue du prince Kourakin. Le ministère anglais avait accueilli avec moins de hauteur que d'ordinaire cette nouvelle proposition de paix, il l'avait accueillie en cabinet que la lutte a fatigué, mais que

l'expérience a rendu irrédécible. L'attribution de la Sicile à la maison de Bourbon, du Portugal à la maison de Bragance, lui aurait suffi, malgré tous les autres changements opérés en Europe, si on avait ajouté à ces concessions la restitution de la couronne d'Espagne à Ferdinand VII, non que le gouvernement britannique tint beaucoup au prisonnier de Valencay, mais parce que le public de Londres, épris des Espagnols, ne voulait pas les abandonner. Il y avait donc un commencement de rapprochement dans les données des deux puissances, mais, indépendamment de l'obstacle toujours entier et toujours insurmontable de la couronne d'Espagne, le cabinet anglais n'avait point paru croire que la proposition de paix fût sérieuse, tout en l'accueillant plus poliment que de coutume.

Cette réponse de l'Angleterre à nos ouvertures n'avait pas du reste plus d'importance que les ouvertures elles-mêmes, mais la dernière démarche du prince Kourakin affecta bien autrement Napoléon. Constamment préoccupé du soin de différer les hostilités jusqu'au mois de juin, afin de laisser pousser l'herbe et reposer ses troupes une vingtaine de jours sur la Vistule, il n'avait pas cessé d'appréhender, malgré toutes ses précautions, une brusque initiative des Russes. Or, la démarche du prince Kourakin était de nature à le confirmer dans ses craintes. Ce prince, fastueux et doux, fort attaché à la paix, et ayant travaillé sans relâche à la conserver, venait cependant, à la veille même du départ de M. de Bassano, de demander ses passe-ports. Ses motifs, alors assez difficiles à démêler, n'étaient autres que les suivants. D'abord on avait refusé de lui rendre le domestique de l'ambassade compromis dans l'affaire du commis de la guerre; le commis avait été jugé, convaincu, et fusillé; le domestique était détenu; ensuite on n'avait pas daigné discuter les propositions apportées par M. de Serdobin, parce qu'on ne voulait pas s'expliquer, et parce que la condition de rétrograder au moins sur l'Oder déplaisait souverainement. Le prince Kourakin, susceptible, quoique assez conciliant, prenant ces refus et ce silence pour un dédain qui lui était personnel, croyant qu'au point où en étaient les choses il serait exposé à Paris à des traitements tous les jours plus humiliants, avait, sans ordre de son gouvernement, demandé ses passe-ports. M. de Bassano s'était attaché à lui montrer tout ce qu'une pareille démarche présentait de grave, lui avait expliqué le refus de rendre le domestique réclamé par la nature des inculpations dirigées contre ce domestique, le refus de négocier sur les bases qu'avait apportées M. de Serdobin par ce qu'avait d'inadmissible la proposition d'un mouvement rétrograde, et était ainsi parvenu à lui faire retirer ou suspendre la demande de ses passe-ports. Mais restait le fait de cette demande inexplicable, et Napoléon tenait tellement à son plan, que le moindre doute sur l'exécution de ce plan le remplissait d'inquiétude. Ses troupes se reposaient sur la Vistule depuis les premiers jours de

mai. Il persistait dans son projet de les y laisser jusqu'aux approches de juin, puis d'employer quinze jours à les porter sur le Niémen, et de commencer ainsi les hostilités à la mi-juin. Craignant qu'Alexandre ne fût pas assez contenu depuis qu'il n'avait plus M. de Lauriston à ses côtés, ne comptant pas assez sur l'influence de M. de Narbonne, il imagina, même après toutes les démarches qu'il avait déjà ordonnées, une démarche nouvelle pour parer au danger qu'il redoutait. M. de Lauriston était resté à Saint-Petersbourg, comme M. de Kourakin à Paris, depuis le départ des deux empereurs. M. de Lauriston, quoique toujours traité avec égards, ne voyait personne, rencontrait quelquefois M. de Soltikoff, chargé des relations extérieures en l'absence du chancelier, mais le rencontrait pour ne rien dire et ne rien entendre. Napoléon lui expédia le 20 mai l'ordre de demander à se rendre sur-le-champ à Wilna, auprès de la personne du czar, pour des communications importantes qu'il ne pouvait faire qu'à lui seul, ou à son chancelier; de se transporter ensuite à Wilna, de voir Alexandre et M. de Romanzoff, de les instruire de la demande de passe-ports présentée par le prince Kourakin, de se récrier beaucoup sur une démarche si brusquement hostile, de se récrier également sur la condition apportée par M. de Serdobin, et consistant à exiger avant toute négociation l'évacuation immédiate de la Vieille-Prusse (la supposition était fort exagérée, car l'évacuation devait suivre et non précéder les négociations); de déclarer qu'à aucune époque, après Austerlitz, après Friedland, Napoléon n'avait imposé au czar vaincu une condition, aussi déshonorante, de s'informer enfin si décidément on voulait avoir la guerre, si on voulait la rendre inévitable et violente en portant atteinte à l'honneur d'un adversaire qui ne comptait pas la faiblesse parmi ses défauts, ni l'humilité parmi ses qualités. Si M. de Lauriston n'obtenait pas la permission de pénétrer jusqu'à l'empereur Alexandre, ce qui serait rigoureux, car un ambassadeur peut toujours prétendre à s'approcher du souverain auprès duquel il est accrédité, il devait prendre ses passe-ports. Mais ces nouvelles communications transmises à Wilna, devant provoquer des réponses de Wilna à Saint-Petersbourg, ne pouvaient manquer d'exiger du temps, et comme il s'agissait de gagner seulement quinze à vingt jours, il était à croire qu'on y réussirait. M. de Lauriston, s'il obtenait la permission de se rendre à Wilna, avait ordre de tout observer avec ses yeux fort exercés de militaire, d'expédier même chaque jour des courriers bien choisis pour le quartier général français, car, ajoutait Napoléon, dans ce moment d'hostilités imminentes, où toutes les communications deviennent plus difficiles qu'en guerre même, un courrier intelligent qui vient de traverser les avant-postes est le meilleur des informateurs.

D'autres affaires attirèrent encore l'attention de Napoléon au milieu des

fêtes de Dresde, la Suède, la Turquie, avaient en effet de quoi l'occuper. On avait reçu de Stockholm de nouvelles communications qui paraissaient venir du prince royal; elles étaient de nature à faire supposer qu'il était possible de le ramener, et Napoléon, qui ne se figurait pas à quel point la haine avait pénétré dans ce cœur, à quel point l'ambition des Suédois s'était détournée de la Finlande vers la Norvège, et qui d'ailleurs ignorait le traité secret du 5 avril, n'était pas loin d'espérer une diversion opérée sur le flanc des Russes par trente ou quarante mille Suédois. Aussi attendait-il avec impatience M. Ségneur, plusieurs fois annoncé, mais point encore arrivé.

Les nouvelles de Turquie semblaient lui promettre une autre diversion également très-importante. Il en était sous le rapport des informations aux événements qui avaient fait envoyer l'amiral Tchitchukoff sur le bas Danube, c'est-à-dire au refus des Turcs de traiter, et à la reprise des hostilités contre les Russes. De plus, les Turcs se croyant trompés par tout le monde, et voulant tromper tout le monde à leur tour, n'avaient pas dit qu'en refusant la Moldavie et la Valachie ils étaient prêts cependant pour avoir la paix à sacrifier la Bessarabie, et afin d'engager les Français à entrer immédiatement en campagne, ils leur promettaient leur alliance, qu'ils étaient bien décidés à ne jamais accorder. Napoléon, qui avait nommé, en quittant Paris, le général Andréossy, personnage instruit et grave, son ambassadeur à Constantinople, lui fit expédier de pressantes instructions pour conclure définitivement l'alliance avec les Turcs, en leur annonçant qu'à l'arrivée de ces nouvelles instructions les hostilités seraient commencées. Il se flatta donc que menant déjà les Prussiens et les Autrichiens avec lui contre les Russes, il parviendrait aussi à jeter dans leurs flancs les Suédois d'un côté, les Turcs de l'autre.

Restait à régler, avant de s'enfoncer dans les régions septentrionales, l'importante affaire de la Pologne, au sujet de laquelle la présente guerre semblait engagée. Si jamais occasion avait paru opportune pour revenir sur l'acte odieux et impolitique du partage de la Pologne, que le grand Frédéric avait eu l'audace de concevoir, que Marie-Thérèse avait eu la faiblesse de consentir, et Catherine l'adresse de se faire proposer, c'était celle assurément où le plus grand des guerriers modernes, n'ayant plus à compter avec les copartageants de la Pologne, ayant arraché à la Prusse la part qu'elle avait eue jadis, et pouvant payer à l'Autriche celle qui lui appartenait encore, marchait contre la Russie à la tête de six cent mille soldats. Une de ces batailles comme il en avait gagnées dans les champs d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland, paraissait en ce moment devoir suffire. Aussi tout le monde s'attendait à voir reconstituer la Pologne, et pensait même que c'était là le motif qui mettait encore une fois les armes aux mains de Napoléon. On se trompait, comme ce récit a dû le prouver;

mais poussé à cette nouvelle guerre par l'entraînement de sa destinée et de son caractère, que pouvait-il faire en se portant au delà de la Vistule et du Nièmen, s'il n'essayait pas de reconstituer la Pologne? À quoi employer, en effet, ces provinces qu'une guerre heureuse devait bientôt lui soumettre, si ce n'est à ce noble usage? Il allait conquérir, tout l'annonçait au moins, la Lituanie et la Volhynie, il pouvait acheter la Gallicie, n'était-il pas naturel de les joindre au grand-duché de Varsovie pour les constituer en royaume? Sans être l'un de ces politiques systématiques pour lesquels la restauration de la Pologne est le grand but que devaient poursuivre sans relâche les nations européennes, Napoléon, amené de nouveau à combattre la Russie, avait admis le projet de cette restauration comme la suite naturelle de la guerre qu'il était sur le point d'entreprendre. Malheureusement son bon sens, qui, dans ses entreprises téméraires, le poursuivait comme une sorte de remords, lui laissait peu espérer le succès de cette œuvre réparatrice. Dans sa première campagne de 1807, il avait trouvé de l'enthousiasme à Posen, à Cracovie, à Varsovie surtout, et dans quelques autres grandes villes, foyers ordinaires des sentiments nationaux, mais nulle part il n'avait remarqué cet élan universel et irrésistible qui aurait pu rendre praticable une reconstitution nationale. Et les choses n'étaient pas en 1812 sensiblement changées! La haute noblesse était partagée, la petite ruinée, le peuple péniblement occupé à lutter contre la misère : personne en tout cas ne comptait assez complètement sur le succès pour se livrer corps et âme à la nouvelle entreprise. Ajoutez, comme circonstance aggravante, que le blocus continental, onéreux surtout en Pologne, avait peu attaché les intérêts du pays à la France, et entièrement aliéné les juifs, qui dans une guerre auraient pu être d'une grande utilité à cause de leurs ressources commerciales. La ferveur des sentiments polonais se rencontrait presque exclusivement dans l'armée, dont une partie avait combattu avec nous en Italie, en Allemagne, en Espagne, dont l'autre, formée sous le prince Poniatowski, mais toujours à notre école, s'était illustrée en 1809 dans la défense du grand-duché. Toutes deux en effet étaient remplies d'une noble ardeur. Le corps qui avait été confié au prince Poniatowski était d'environ 36 mille hommes. On en avait réuni neuf à dix mille en une division, qui, sous le commandement du général Grandjean, servait dans le corps du maréchal Davout, et un nombre à peu près égal dans une autre division, qui, sous le général Girard, servait dans le corps de réserve du maréchal Victor. Enfin il arrivait d'Espagne, sous le titre de légion de la Vistule, trois régiments excellents que Napoléon voulait placer dans sa garde. C'était, avec quelques dépôts répandus à Dantzig, à Modlin, à Varsovie, avec plusieurs régiments de lanciers polonais, un total d'environ 70 mille hommes, dignes compagnons des Français, les aimant, en étant aimés, et poussant jusqu'à la

rage la haine des Russes. La vraie Pologne était là ; elle était aussi dans la grande et patriotique ville de Varsovie , et dans deux ou trois autres villes du grand-duché, dont il était facile de réveiller l'enthousiasme. Mais soulever toute la nation par une commotion générale, subite, électrique, qui aurait pu produire des prodiges, Napoléon ne s'en flattait guère en se reportant à l'année 1807, où malgré le prestige de la nouveauté et l'entraînement d'espérances alors indéfinies, le résultat avait été si restreint. Ne se promettant pas des Polonais tout ce qu'il aurait eu besoin d'en obtenir, il ne voulait pas leur promettre tout ce qu'ils auraient pu désirer, et n'entendait par exemple s'engager à exiger de la Russie leur rétablissement en corps de nation, que dans le cas où ils l'aideraient à la vaincre complètement. Sur quoi il comptait le plus, c'était sur la possibilité de développer l'armée polonaise, de la porter à 150 mille hommes, peut-être à 200 mille, et à refaire ainsi la nation par l'armée. La chose était praticable en effet, car la vaillante race des Polonais pouvait encore fournir dans la petite noblesse d'excellents officiers, dans le peuple d'excellents soldats, et en nombre très-considérable, mais à une condition cependant, c'est qu'on ferait pour la Pologne, qui était ruinée, les frais de cette organisation. Il fallait pour cela dépenser cinquante, peut-être cent millions, réunir en un seul corps tout ce qu'on avait de Polonais, au lieu de les disperser dans l'immensité de l'armée française ; et employer une campagne entière à y fondre cent vingt mille recrues, levées de la Vistule au Niémen. Par malheur il n'était guère probable que Napoléon voulût, en venant si loin, horner son rôle à celui d'instructeur des Polonais, et surtout dépenser à cet usage une telle partie de ses économies. N'ayant pas les puissantes ressources du crédit, ne se procurant des moyens financiers qu'à force d'ordre, ayant d'immenses armées à nourrir, il était devenu presque avare. On l'avait vu refuser à son frère Joseph des sommes qui auraient infiniment facilité la pacification de l'Espagne, se quereller aigrement avec Murat, avec Jérôme, avec Louis, pour des règlements de compte dont l'importance ne semblait pas le mériter ; et on peut dire qu'il était aussi prodigue du sang de ses peuples qu'économe de leur argent, sachant bien qu'ils tiennent à l'un presque autant qu'à l'autre. Il était donc douteux qu'il fit pour la reconstitution de la Pologne le principal effort, celui de dépenser de l'argent, effort qui eût été le plus efficace, car lorsqu'on a fait une armée, on a presque fait une nation.

Napoléon, sans beaucoup attendre de la Pologne, se flattait cependant qu'on pourrait, au bruit d'une si vaste expédition, entreprise en apparence pour elle seule, exciter dans son sein un élan patriotique, et en obtenir au moins des soldats et de l'argent. Il était donc résolu à ne rien négliger pour provoquer cet élan, une chose toutefois exceptée, celle de s'engager irrévocablement dans une lutte à mort contre la Russie, à moins

que la Pologne n'accomplit des prodiges ; car, tout en se lançant dans cette guerre, son bon sens, malheureusement tardif, lui disait déjà, et trop peut-être, qu'il ne fallait pas la rendre implacable. Il aimait à penser qu'un coup brillant comme Austerlitz, Iéna ou Friedland, pourrait mettre l'empereur Alexandre à ses pieds, et lui procurer prochainement la paix continentale et maritime. Ce n'était pas, comme on l'a dit quelquefois, la liberté des Polonais qu'il craignait, car la liberté commençait à ne plus lui faire peur, depuis qu'il l'avait si bien étouffée en France. Mais l'engagement de ne signer qu'une paix triomphale, comme il l'aurait fallu pour obtenir de la Russie et de l'Autriche le rétablissement de la Pologne, était un engagement qu'il ne voulait prendre avec personne, parce que la fortune ne l'avait pas pris avec lui. Dans ces dispositions quelque peu incertaines, et qui malheureusement pouvaient en produire de semblables chez les Polonais, il avait résolu de choisir un homme considérable pour l'envoyer à Varsovie à titre d'ambassadeur, ce qui était, du reste, une première déclaration assez claire qu'il voyait dans le grand-duché de Varsovie un État nouveau, non plus simplement annexé à la Saxe, mais existant par lui-même, et pouvant devenir l'ancien royaume de Pologne. Ce personnage devait diriger les Polonais, les pousser à se confédérer, à se lever en masse, à former une diète générale et des diétines, à doubler, à tripler l'armée du prince Poniatowski, à expédier dans toutes les provinces les plus anciennement détachées de la Pologne, comme la Lithuanie et la Volhynie, des émissaires pour les exciter au même mouvement, en ajournant toutefois de semblables menées en Gallicie, à cause de l'Autriche dont il fallait ménager l'alliance. Cet ambassadeur, chargé de reconstituer l'ancienne Pologne, devait être un personnage considérable, aussi propre à inspirer la prudence que la hardiesse, capable de prendre un grand ascendant, et par son nom seul indiquant l'importance de l'entreprise qu'il était chargé de diriger. Pour cette difficile mission, Napoléon avait songé à M. de Talleyrand, et bien que ce personnage nonchalant et railleur manquât un peu de chaleur pour un tel rôle, il était parfaitement choisi, car, indépendamment de ce qu'en sa vie il avait été tout, même révolutionnaire, et pouvait l'être encore, il avait un art de flatter les passions, une dextérité à les manier, une grandeur personnelle, qui en auraient fait en ce moment le vrai restaurateur de la Pologne, si elle avait pu être restaurée. A toutes ces aptitudes se joignait chez lui une convenance qui n'était pas à dédaigner, c'était d'être le confident, le favori jusqu'à l'infidélité de la cour de Vienne, et dès lors il devait moins qu'un autre inquiéter cette cour dans l'accomplissement d'une tâche délicate surtout à cause d'elle. Mais c'est par ce côté même que le projet échoua, car, avec une sorte d'impatience peu digne de lui, il commit sur ce sujet à Vienne, soit pour se faire valoir, soit pour se faire agréer, des indiscretions qui déplurent

singulièrement à Napoléon, réveillèrent en lui de nouvelles défiances, et le portèrent ainsi à se priver d'un instrument précieux. Il renonça donc à M. de Talleyrand, et arriva à Dresde, cherchant autour de lui quelqu'un à envoyer à Varsovie, arrêta son choix sur un archevêque, car un prêtre convenait assez à la catholique Pologne. Cet archevêque fut celui de Malines, M. de Pradt. Il aurait été difficile de choisir un homme qui eût plus d'esprit et moins de conduite. Sans suite, sans tact, sans l'art de se mouvoir au milieu des partis, sans aucune des connaissances administratives dont il aurait fallu aider les Polonais, capable uniquement de saillies étincelantes, de plus assez peureux, il ne pouvait qu'ajouter à la confusion d'un soulèvement patriotique la propre confusion de son esprit. Mais Napoléon, très-resserré dans ses choix en fait d'hommes à employer dans un pays libre, trouvant sous sa main M. de Pradt, parce qu'il avait amené avec lui son aumônerie, fit brusquement appeler ce prélat, lui annonça sa mission, lui en traça la marche et le but d'un ton bref et impérieux, et du reste avec une parfaite sincérité. — Il allait, disait-il, essayer de ramener à moins de grandeur, à moins d'ambition, à moins d'orgueil, le colosse russe, sans avoir toutefois la prétention de le détruire. Avec de telles intentions, refaire la Pologne était une chose indiquée, mais à la condition que la Pologne concourrait fortement à se refaire elle-même, et lui fournirait les moyens de vaincre la Russie, de la vaincre assez complètement pour qu'elle fût obligée de consentir à une pareille entreprise. Par quels moyens réussirait-il à battre une puissance qui avait l'immensité de l'espace pour refuge, et qui ne perdait pas grand'chose en livrant du territoire, puisque c'était du territoire sans culture et sans habitants, il n'avait pas à le dire, et il n'était pas même définitivement fixé sur la manière de s'y prendre. Peut-être il frapperait un coup écrasant, et terminerait la guerre en quelques mois. Mais cela n'était possible que si l'ennemi s'offrait d'assez près pour qu'on pût l'atteindre au cœur. Si la chance se présentait moins favorable, il s'établirait aux limites de la Vieille-Pologne, s'occuperait d'organiser celle-ci, lui demanderait deux cent mille hommes, en ajouterait cent mille des siens, et leur laisserait le soin d'épuiser la constance et les moyens de la Russie. Dans tous les cas, et surtout dans le dernier, il fallait que la Pologne montrât un grand élan, qu'elle donnât son sang en abondance, car la France ne pouvait pas avec le sien seulement lui rendre la vie. De plus, il fallait avec beaucoup d'élan beaucoup de prudence à l'égard de l'Autriche, propriétaire de la Gallicie, et médiocrement disposée à s'en dessaisir, se conduire par conséquent avec autant de mesure que de hardiesse, sans quoi on ferait échouer l'entreprise au début même. Mais par-dessus tout il fallait un entier dévouement de la part de la Pologne, car les efforts qu'il ferait pour elle seraient toujours proportionnés à ceux qu'elle ferait pour elle-même. — Partez, monsieur

l'archevêque, ajouta Napoléon, partez sur-le-champ, dépensez beaucoup, animez tous les cœurs, mettez la Pologne à cheval sans me brouiller avec l'Autriche, et vous aurez bien cumpris et bien rempli votre mission. — Cela dit, il congédia l'archevêque sans lui laisser le temps d'élever des objections, que du reste il ne songeait guère à opposer, bien qu'il s'en soit vanté depuis. L'archevêque partit, à la fois effrayé et ébloui de sa tâche, car il avait l'ambition d'être dans son temps l'un de ces grands politiques dont le clergé a fourni jadis de si imposants modèles; mais il n'avait ni la patience ni le courage des rôles qu'il entreprenait, et en avait dégoût et peur dès qu'il les avait commencés. On lui annonça de riches appointements, et on lui ordonna de se mettre sur-le-champ en route pour Varsovie. Sa nomination avait été si brusque, qu'il n'avait à sa disposition aucun des choses qu'il lui aurait fallu pour donner de l'éclat à une ambassade : il emprunta de l'argent, des domestiques, des secrétaires, et s'achemina vers sa destination.

L'ordre qu'il avait reçu de ménager l'Autriche, tout en travaillant à exalter l'esprit des Polonais, était fort approprié à la difficulté du moment. En effet l'Autriche, qu'on avait actuellement sous la main, puisqu'on possédait à Dresde l'empereur et son ministre dirigeant, ne se montrait guère empressée à concourir à la reconstitution de la Pologne. Elle y avait cependant un grand intérêt, et la chose, pour la première fois, pour la dernière peut-être, était possible; de plus, la Prusse et la Russie y avaient perdu, et devaient y perdre plus qu'elle en territoire; l'Illyrie enfin était un beau prix de la Gallicie. Mais alors, opprimée par Napoléon, il était naturel que l'Autriche fût peu occupée de se créer des barrières contre la Russie; d'ailleurs elle se définit de la compensation qu'on lui destinait. Effectivement, Napoléon, qui lui faisait espérer l'Illyrie, pourrait bien lui prendre la Gallicie, et puis ne lui restituer en Illyrie que des lambeaux qui seraient loin de la dédommager. Elle avait été si maltraitée dans les arrangements du siècle, surtout lorsque Napoléon en avait été l'auteur, qu'elle n'avait nulle envie d'être encore amenée à traiter avec lui des questions de territoire. Son langage était donc sur ce sujet froid, évasif, dilatoire, et Napoléon, sentant qu'elle allait être bientôt sur son flanc et ses derrières, la menageait, et attendait tout d'une divinité de laquelle il avait l'habitude de tant attendre, la victoire.

Napoléon avait déjà consacré une quinzaine de jours à ces diverses affaires, et se disposait à partir, lorsque le roi de Prusse, après avoir hâté ses préparatifs de voyage, partit à Dresde pour y compléter l'affluence des courtisans-cirronnés. Il y arriva le 26 mai, et y fut reçu avec les égards dus à son caractère, respectable quoique faussé par une dure nécessité, et à son rang, bien élevé encore parmi les rois, malgré les malheurs de la Prusse.

Napoléon lui parla avec sincérité de ses projets, dans lesquels la destruction du royaume de Prusse n'entraînait nullement, quoiqu'un le dit à Berlin et dans toute l'Allemagne, destruction cependant qui deviendrait un fait à l'instant même, s'il avait la moindre raison de se défier d'une puissance dont le territoire était sa base indispensable d'opérations. Il parvint à cet égard à rassurer Frédéric-Guillaume et son chancelier, M. de Hardenberg, à leur persuader que l'occupation de Spandau, de Pillau, était la suite non d'une arrière-pensée, mais d'une prudence bien naturelle quand on s'aventurait si loin, et au milieu de populations travaillées de l'esprit le plus hostile; il s'excusa des maux causés aux sujets du roi en alléguant l'urgence et la nécessité, et consentit à faire porter dans le compte ouvert avec la Prusse toutes les fournitures arrachées aux habitants par les corps en marche; il promit enfin au roi et à son ministre un large dédommagement territorial si la guerre était heureuse. Pourtant, malgré la netteté de son langage, plein d'autant de franchise que de hauteur, il ne parvint à donner ni au roi ni au ministre cette sécurité entière dont ils auraient eu besoin pour devenir sincères, et que ne pouvait pas inspirer d'ailleurs un conquérant si prompt et si variable dans ses desseins, qui depuis son apparition dans le monde imposait chaque année une face nouvelle au continent européen. Toutefois le roi Frédéric-Guillaume, qui avait d'abord résolu de se retirer en Silésie, pour ne pas rester à Potsdam sous le canon de Spandau, ou à Berlin sous l'autorité d'un gouverneur français, consentit à ne pas quitter sa royale demeure, afin de montrer dans son allié une confiance qui devait agir heureusement sur l'esprit des peuples. Le roi présenta son fils à Napoléon, le lui offrit comme un de ses aides de camp, et parut moins triste que de coutume, quoique entouré, dans cette prodigieuse assemblée de princes, de moins d'empressement qu'il n'en méritait, et que ne lui en accordait Napoléon lui-même. Rois ou peuples, les hommes sont peu généreux pour le malheur, et ils n'aiment que la force, la gloire et l'éclat. Le malheur déchirant les touche comme un spectacle; le malheur triste et discret les trouve frois, négligents, soigneux de l'éviter. C'était le cas ici; et tel de ces princes qui s'était vendu à Napoléon pour des territoires, trouvait mauvais que pour sauver les restes de sa couronne Frédéric-Guillaume eût épousé l'alliance de la France. Toutefois on se montrait mesuré, car on était devant un maître redoutable, qui n'aurait permis aucune inconvenance sous ses yeux. On se bornait à négliger le malheur, et on sacrifiait à la fortune, au milieu d'un tumulte inouï d'allées et de venues, de fêtes et de prusternations, auxquelles, pour compléter cette scène étrange, ne manquaient ni les vœux secrets contre celui qui était l'objet de tous les empressements, ni les chuchotements, bien secrets aussi, sur les périls auxquels il allait bientôt s'exposer.

Le mois de mai touchait à sa fin, la saison des opérations militaires allait commencer, et il convenait de mettre un terme à cette représentation, qui se serait inutilement prolongée, tout l'effet politique qu'on pouvait en espérer étant produit. D'ailleurs M. de Narbonne venait d'arriver de Wilna, après avoir rempli la mission dont il avait été chargé auprès de l'empereur Alexandre. Il en rapportait la conviction que la guerre était inévitable; à moins de renoncer aux exigences qu'on avait affichées à propos de la question commerciale, et de promettre l'évacuation des États prussiens dans un délai assez prochain. Il affirmait qu'Alexandre, triste, mais résolu, soutiendrait la lutte opiniâtrement, se retirerait s'il le fallait dans les profondeurs de son empire, plutôt que de conclure une paix d'esclave, comme en avaient conclu jusqu'ici tous les monarques de l'Europe; qu'il fallait donc s'attendre à une guerre sérieuse, probablement longue, et certainement très-sanglante. Du reste il affirmait que l'empereur Alexandre ne prendrait pas l'initiative des hostilités. Bien que Napoléon en approchant de la difficulté en sentit mieux la grandeur, il n'y avait dans les rapports de M. de Narbonne rien qui fût de nature à l'ébranler. Il était encore en ce moment plein d'espérance à l'égard de la Porte et de la Suède; il paraît satisfait de la soumission des princes germaniques, et notamment des deux principaux d'entre eux, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse. Trompé, malgré sa profonde sagesse, par la déférence apparente de tous ces souverains, grands et petits, par leurs protestations de dévouement, par l'affluence des peuples eux-mêmes, qu'une ardente curiosité avait attirés sur ses pas, il croyait que tout lui resterait soumis sur le continent, et que les forces réunies de l'Europe concourraient à ses desseins. Une seule chose l'étonnait, sans l'embarrasser néanmoins, c'était la résolution d'Alexandre, qu'il ne s'attendait pas à trouver aussi constante et aussi ferme qu'on la lui dépeignait; mais il se flattait de la faire bientôt évanouir par quelque grand coup frappé sur l'armée russe. Au surplus, de tout ce que lui avait appris M. de Narbonne, la seule chose qui l'intéressât véritablement, c'était la déclaration trépitée d'Alexandre qu'il ne serait pas l'agresseur, et laisserait violer sa frontière avant d'agir. Cette déclaration donnait à Napoléon une entière sécurité quant à l'achèvement paisible de ses mouvements préparatoires, et il se regardait comme désormais assuré d'avoir tout le temps nécessaire pour se mouvoir de la Vistule au Nièmen. Mais il jugea que le moment était venu de partir, car il lui fallait du 1^{er} juin au 15 pour porter son armée de la Vistule au Nièmen, surtout en voulant marcher sans précipitation. Il se décida donc à quitter Dresde le 29 mai, pour se rendre par Posen, Thorn, Dantzig, Königsberg, sur le Nièmen. Après avoir comblé son beau-père de prévenances toutes filiales, sa belle-mère d'attentions recherchées, de présents magnifiques, et souvent réduit la malveillance connue

de cette princesse à une inconséquence risible; après avoir témoigné les plus parfaits égards au roi de Prusse, la plus cordiale amitié à son hôte, le roi de Saxe, et une politesse altière mais gracieuse à ses royaux visiteurs, il embrassa l'Impératrice avec émotion, et la laissa plus affligée qu'on ne l'aurait supposé d'une épouse que la politique avait choisie, mais qui s'était promptement éprise de la personne, de la puissance, et de la bonté extrême pour elle de son glorieux époux. Il fut convenu qu'elle irait à Prague, au sein de sa famille, oublier au milieu des fêtes, des hommages, des souvenirs d'enfance, cette séparation, qui était la première, et qu'elle semblait alors incapable de supporter longtemps.

Napoléon après ces adieux, abandonnant à l'Impératrice les pompes de la cour, prenant pour lui un cortège tout militaire, se faisant suivre de MM. de Gaudinumer, Berthier, Duroc, laissant à Dresde, pour y terminer quelques affaires, MM. de Bassano et Daru, partit pour Posen le 29 mai, en propageant le bruit qu'il irait à Varsovie, quoique résolu à n'en rien faire. Il ne voulait pas en effet contracter avec les Polonais des engagements personnels, avant de savoir ce qu'il pouvait obtenir d'eux; mais il voulait leur laisser des espérances indéfinies, et persuader en même temps à l'ennemi que ses premiers efforts se porteraient sur la Volhynie, tandis qu'il songerait au contraire à les diriger dans un sens entièrement opposé.

Arrivé à Glogau, puis à Posen, il trouva partout la trace récente des souffrances que ses troupes avaient causées aux populations. Se résignant à celles qu'avaient essayées les Prussiens, il se montra moins insouciant pour celles dont avaient à se plaindre les Polonais, car il avait besoin d'exciter leur zèle et non leur haine. A Thorn il fut révolté lui-même des excès commis par les Wurtembergeois, les Bavares et en général les Allemands, qui, moins doux que les Français, et s'en prenant d'ailleurs de la guerre actuelle aux Polonais, avaient pillé, dévasté sans pitié tout le duché de Posen. Napoléon adressa de graves reproches au maréchal Ney qui avait les Wurtembergeois dans son corps d'armée, au prince Eugène qui avait les Bavares dans le sien, traita fort durement le prince héréditaire de Wurtemberg, qui commandait ses propres troupes, et s'écria qu'on allait lui attirer une *guerre de Portugal* si on dévastait ainsi les pays que l'armée traversait. Que serait-ce quand on se trouverait dans des contrées déjà ravagées par l'ennemi?

Bien qu'il y eût peut-être quelque chose à redire à la conduite des chefs qui s'étaient attiré ses reproches, ils avaient une excuse à faire valoir dans la longueur des marches qu'ils avaient eu à exécuter, et auxquelles le temps accordé, quoique fort long, avait à peine suffi. Le prince Eugène venant de Vérone avec les Français et les Italiens, d'Augsbourg avec les Bavares, le maréchal Ney venant de Mayence avec la plus grande partie

de ses troupes, avaient eu bien de la peine pour satisfaire aux besoins de leurs soldats, et ne l'avaient pu qu'en vivant aux dépens des pays qu'ils avaient parcourus. Leurs embarras avaient été fort accrus par la nouvelle artillerie dont Napoléon avait tenu à les pourvoir, et surtout par les énormes charrois employés à porter les vivres. L'espèce de voiture choisie pour remplacer l'ancien ession d'infanterie était jugée trop lourde pour les plaines sinueuses de la Lithuanie, et on lui préférait les voitures légères usées à la roulotte. On abandonnait donc les premières pour les remplacer par les secondes, autant du moins qu'on le pouvait. Le maréchal Davout, prenant beaucoup sur lui, avait déjà fait construire une grande quantité de voitures à la comtoise. Pour le surplus il s'était servi, en les payant, des chars du pays. On avait encore essayé bien d'autres moyens. Les bœufs, par lesquels on avait essayé de remplacer les chevaux, semblaient à la pratique ne pas offrir autant d'avantages qu'on l'avait cru d'abord : ils étaient difficiles à ferrer, difficiles à conduire, contraignaient par suite de leur agglomération des maladies dangereuses, et devenaient ainsi, quand on voulait s'en nourrir, un aliment très-malsain. Enfin les bataillons du train, troupe spéciale, chargée d'un service ingrat et dangereux dans les pays qu'on allait traverser, avaient été remplis de recrues à peine formées, et qui n'avaient pas encore les qualités de leur armée. Déjà donc il y avait bien des illusions reconnues, soit dans la valeur, soit dans l'étendue des moyens que Napoléon avait imaginés pour vaincre le grand obstacle des distances. Une foule de voitures en retard, les unes venant d'Italie, les autres des bords du Rhin, obstruaient les routes de l'Allemagne, y creusaient des ornières profondes, ou les couvraient de cadavres de chevaux attachés trop jeunes à un service trop dur. On y suppléait en prenant les chevaux des paysans, qu'on payait avec des bœufs sur la Prusse. Du reste on se flattait qu'aux bords du Niémen une halte de quelques jours permettrait à cette longue file de charrois de rejoindre, et de commencer à la suite de l'armée le service des vivres auquel ils étaient destinés. Heureusement que la belle navigation du Frisch-Haff, organisée par le maréchal Davout, devait suffire au transport des magasins généraux de l'armée jusqu'au Niémen, car aucune force vivante n'aurait pu par terre les transporter jusque-là.

La ville de Thorn, où Napoléon était arrivé le 2 juin, après avoir employé quatre jours à visiter Glogau, Posen et les points intermédiaires, présentait un tumulte inné. La jeunesse la plus élégante du temps, appartenant à la nouvelle et à l'ancienne noblesse, avait voulu faire cette rampe, dont les hommes les plus sensés appréciaient seuls le danger, mais qui, exécutée sous les yeux de l'Empereur, avec d'immenses moyens, promettait à des esprits légers les plus brillants succès, et les plus éclatantes récompenses. A entendre cette jeunesse étourdie, on marchait à des

triomphes certains, on allait conquérir les capitales du Nord et même de l'Orient, visiter en vainqueurs Saint-Petersbourg, Moscou, qui sait encore ? Pour ces voyages merveilleux, on s'était pourvu de riches équipages, et le nombre des voyageurs était grand. Il y avait en effet, outre l'état-major de l'Empereur, celui du major général Berthier, celui du roi Murat, du prince Eugène, du roi Jérôme, des maréchaux Davout, Ney, Oudinot, etc. ; il y avait des aides de camp d'aides de camp, car les officiers de l'Empereur avaient eux-mêmes des officiers à leurs ordres. Le quartier général, étant destiné à centraliser une quantité de services sous la main de Napoléon, comprenait à lui seul plusieurs milliers d'hommes, plusieurs milliers de chevaux, et une quantité prodigieuse de voitures. La diversité des nations et des langues ajoutait à cette confusion, car on parlait à la fois français, allemand, italien, espagnol, portugais, à des habitants qui ne parlaient que le polonais. Ainsi était parvenu à un excès effrayant ce système militaire et pompeusement monarchique créé autour de la personne de Napoléon, et cela dans le moment où l'on aurait eu plus que jamais besoin d'être équipé à la légère. Napoléon fut assourdi et irrité du tumulte de Thora, et alarmé des embarras que le goût du luxe chez les uns, la prévoyance chez les autres, allaient multiplier sur ses pas. Il donna des ordres rigoureux pour alléger autant que possible le fardeau dont on semblait se charger à plaisir. Il fit divers règlements sur le nombre des voitures que chacun selon son grade, roi, prince ou maréchal, pourrait emmener ; il divisa son quartier général en grand et petit quartier général, l'un plus lourd qui ne devait suivre qu'à distance le théâtre mobile des opérations militaires, et l'autre plus léger composé de quelques officiers et de quelques objets indispensables, destiné à l'accompagner partout, et à coucher avec lui près de l'ennemi. Il limita les états-majors des princes et rois servant sous ses ordres, et obligea de rebrousser chemin une troupe de diplomates, que les monarques ses alliés avaient choisis parmi les plus alertes de leur profession, pour les envoyer à la suite de la grande armée, et être informés par eux des moindres événements. Napoléon mit du soin à écarter ces témoins, aussi incommodes par leur curiosité que par leur attirail, et leur fit défendre d'approcher de plus de vingt lieues du quartier général.

Après ces sévérités fort raisonnables mais bientôt inutiles à l'égard des états-majors, il s'occupa de réduire au strict nécessaire les transports de l'armée. Ne voulant trainer après lui que les vivres indispensables aux hommes et à la cavalerie, il décida la mise au vert de tous les chevaux de trait, consacra tous les charrois à porter ou du pain ou des farines, accorda pour chaque corps un nombre déterminé de voitures, et de plus une certaine quantité de bétail qui serait abattue à chaque couchée. De la sorte il espérait qu'on ne se débarrasserait pas le soir pour vivre, et que

tout le monde marcherait serré au drapeau. Il fixa au 6 juin le mouvement général de la Vistule au Nièmen. (Voir la carte n° 54.) Le roi Jérôme, formant la droite, devait, avec les Saxons sous Reynier, avec les Polonais sous Poniatowski, et les Westphaliens sous son commandement direct, s'avancer par Pultusk, Ostrolenka, Gomiondz, sur Grodno. Reynier seul, s'éloignant un peu de cette direction par un mouvement à droite, était chargé de remonter le Bug, pour donner la main aux Autrichiens. Le vice-roi Eugène, formant le centre avec les Bavarois sous Saint-Cyr, avec l'armée d'Italie sous ses ordres immédiats, devait partir le 6 de Saldau, où il s'était rendu en quittant Plock, pour passer par Ortelshourg, Rastembourg, Olezkow, et aboutir au Nièmen dans les environs de Prenn, traversant ainsi les plus tristes provinces de la Pologne. Les maréchaux Oudinot, Ney, Davout, la garde, composant la gauche de l'armée et sa masse la plus importante, devaient remonter les routes de la Vieille-Prusse, s'avancer parallèlement, mais par des chemins différents, de manière à ne pas se faire obstacle les uns aux autres, et venir border le Nièmen de Tilsit à Kowno : Ney, en passant par Osterode, Schippenbeil, Gerdaun; Oudinot par Marienwerder, Liebstadt, Eylau, Vehlau; Davout par Elbing, Braunsberg, Tapiau. La garde et les paires avaient ordre de se tenir en arrière, et à une certaine distance, afin de prévenir l'encombrement. Napoléon, avec sa profondeur habituelle de combinaison, avait calculé que le maréchal Davout, étant de tous les corps le plus à gauche, serait, grâce au coude que la Vistule forme vers le nord à partir de Brounberg, le plus près placé de Königsberg, et en mesure de tenir tête à l'ennemi avec 90 mille hommes, si contre toute vraisemblance les Russes prenaient l'initiative. Il comptait que du 15 au 16 juin tous ses corps seraient en ligne le long du Nièmen, et qu'après trois ou quatre jours de repos ils pourraient, à dater du 20, entrer en opération. Après avoir donné ses derniers ordres et vu partir les belles troupes du maréchal Ney, après avoir inspecté à Marienwerder celles d'Oudinot qui n'étaient pas moins belles, il se rendit par Mariembourg à Dantzig, où il avait, outre beaucoup d'objets à examiner, ses lieutenants Davout et Mural à entretenir, car il n'avait rencontré ni l'un ni l'autre depuis deux ou trois années.

C'est à Mariembourg, sur la Vistule, que Napoléon vit le maréchal Davout, au moment où ce maréchal partait pour Königsberg, afin de prendre la tête du mouvement. L'accueil ne fut pas conforme à la vieille confiance que Napoléon avait toujours eue dans les grands talents et le solide caractère de l'illustre maréchal. Les causes de ce refroidissement méritent d'être indiquées.

Le maréchal Davout venait d'exercer un vaste commandement. Outre le soin de bloquer toutes les côtes du Nord, confié à sa probité autant

qu'à sa sévérité, il avait eu la mission d'organiser l'armée, et il s'en était acquitté avec un talent d'organisation qui, à cette époque, Napoléon toujours excepté, n'appartenait au même degré qu'à lui et au maréchal Suchet. Il avait eu jusqu'à trois cent mille hommes à la fois sous la main, et grâce à des cadres admirables, et à une application constante, il en avait fait non pas des soldats endurcis, sachant marcher, se nourrir et combattre, mais des recrues bien instruites, manœuvrant avec précision, et hardies comme la jeunesse. Quant à son corps proprement dit, composé en grande partie des plus vieux soldats de l'Europe, formé actuellement de cinq divisions, et avec l'artillerie et la cavalerie présentant une armée d'environ 90 mille hommes, jamais rien de plus beau ne s'était vu au monde. Tout y avait été prévu sous le rapport de l'équipement, de l'armement, de l'alimentation, pour aller aux extrémités de l'Europe. Outre leurs munitions de guerre et leurs outils de campement, les troupes du 1^{er} corps avaient sur le dos pour dix jours de vivres, et comme trop souvent le soldat jette ses provisions sur les routes, aimant mieux attendre sa subsistance du hasard que de la porter sur ses épaules, chaque homme devait tous les soirs rendre compte de ses vivres comme de ses armes. Indépendamment de ces dix jours de vivres dans le sac des soldats, des convois en portaient pour quinze jours encore, et bien qu'on eût enlevé pour la garde impériale une partie des moyens de transport préparés pour le 1^{er} corps, la prévoyance du maréchal y avait immédiatement suppléé. Enfin un troupeau de bœufs confié à des soldats armés à ce service, fournissait en suivant les régiments un magasin mobile de vivres-viande. Telle était l'organisation que le maréchal Davout avait donnée à son corps d'armée. Il avait de plus réuni le matériel colossal d'une armée de 800 mille hommes, consistant en 1800 bouches à feu approvisionnées pour deux campagnes, en six équipages de pont, deux parcs de siège, un vaste parc du génie, et les immenses magasins de Dantzig, Elling, Brannsborg.

Le maréchal Davout avait exécuté ces choses hors de proportion avec toutes les choses communes du même genre, en suivant les ordres de Napoléon, mais en les modifiant au besoin d'après sa propre expérience, d'après les circonstances locales, et sans crainte de suppléer ou de redresser son maître. Si en agissant de la sorte il déplaisait ou non, si des jaloux ne condamnaient pas son activité incessante et quelque peu dominante, le maréchal Davout n'y avait point songé. Malheureusement il avait auprès de Napoléon un ennemi secret et dangereux, c'était le major général Berthier. Celui-ci était resté inconsolable de ce qu'en 1809 on l'avait accusé d'avoir compromis l'armée; tandis qu'on attribuait au maréchal Davout le mérite de l'avoir sauvée; de plus il jalouxait dans ce maréchal des talents qui avaient quelque analogie avec les siens, car Davout, outre qu'il était un redoutable général de combat, aurait été pour Napoléon un

chef d'état-major accompli, s'il eût été moins rude. Par ses motifs peu dignes de lui, le prince Berthier, devenu avec l'âge chagrin et dédaignant, relevait auprès de Napoléon les moindres résistances que le maréchal Davout opposait aux ordres impériaux, et s'il y avait quelques détails qui ne répondaient pas au plan général conçu de loin, ce qui devait arriver souvent, provoquait contre ce maréchal une lettre sévère. Par un fâcheux concours de circonstances, les Polonais, en quête d'un roi pour le cas prochain de leur reconstitution, voyant le médiorre Bernadotte élu héritier du trône de Suède, avaient songé au prince d'Eckmühl, car ils trouvaient dans sa probité, sa fermeté, son génie organisateur, des qualités heureusement choisies pour leur créer une royauté toute militaire, et même dans sa morne sévérité un utile correctif de leur caractère brave, brillant, mais léger. Après l'avoir pensé, ils l'avaient dit et répété dans leurs salons de Varsovie, au point d'être entendus jusqu'aux Tuileries; et Napoléon, offensé de la tentative de royauté essayée en Portugal, plus offensé encore de la tentative de royauté essayée et réalisée en Suède, trouvant que ses lieutenants devenaient trop ambitieux à son école, se demandant si un cri spontané des peuples n'allait pas encore faire, à son insu, de l'un de ses lieutenants un roi qui ne lui devrait pas son élévation, avait conçu de cette disposition des Polonais un déplaisir extrême, et s'en était pris au maréchal Davout, qui l'ignorait, et ne s'en souciait guère. Ce maréchal, gentilhomme de naissance, avait éprouvé une sorte d'étonnement lorsqu'on l'avait fait prince d'Eckmühl, et n'avait vu dans cette grandeur empruntée qu'un revenu momentané, qui, sagement économisé par une épouse prudente, procurerait un bien-être assuré à ses enfants. Vivant toujours dans les plaines du Nord, au milieu de ses soldats, au point de n'avoir pas en dix ans passé trois mois à Paris; occupé exclusivement de son métier, taciturne, dur pour lui autant que pour les autres, il était du petit nombre de ses compagnons d'armes qui ne s'étaient pas enivrés au somptueux banquet de la fortune. Napoléon, sans trop s'enquérir de la vérité, rencontrant partout sur les bords de la Vistule la trace d'une profonde obéissance pour le maréchal Davout, une immense quantité de choses mues par sa volonté, et son nom dans toutes les bouches, fut non pas jaloux (de qui aurait-il pu l'être?); mais fatigué d'une importance qu'il avait crüe, écouta volontiers ceux qui, avec Berthier, disaient que ce maréchal faisait tout, ordonnait tout, tranchait en tout du maître, en attendant qu'il tranchât du roi, prêta l'oreille à ceux qui taxaient d'ambition son active volonté, d'orgueil sa gravité sévère, d'arrière-pensée dangereuse sa taciturnité habituelle. Il accueillit le maréchal avec froideur, et en beaucoup d'occasions lui donna tort contre Berthier. Le maréchal n'y prit garde, habitué aux brusqueries de Napoléon, imputant leur renouvellement plus fréquent à une irritabilité qui croissait avec

l'âge, avec la fatigue, avec les soucis, et courut à Kœnigsberg tout préparé sur les pas de l'armée, afin de surmonter les difficultés d'une entreprise que dans son bon sens il eût appelée folle, si sa forte nature n'avait été courbée à la plus complète obéissance. Pourtant sa grande faveur était passée. Ainsi Lannes était mort, Masséna entièrement disgracié, Davout en commencement de défaveur ! Ainsi Napoléon, inconstant pour ses lieutenants comme la fortune allait bientôt l'être pour lui-même, devançant pour eux les caprices de cette mobile divinité, semait de morts et de disgrâces la route fatale qui allait bientôt le conduire à une chute épouvantable.

Napoléon, arrivé le 7 juin à Dantzig, rencontra un autre de ses lieutenants, ce fut Murat, moins heureux d'être devenu roi que Davout d'être resté simple commandant d'armée. Ce prince, comme nous avons eu à le dire tant de fois, bon mais inconséquent, capable de devenir infidèle par vanité, ambition, mauvais conseil, et toujours le plus brillant des cavaliers, le plus ténéraire des héros, avait inspiré de telles défiances à Napoléon, pour quelques communications maritimes avec les Anglais, que le général Grenier, ainsi qu'on l'a vu, avait reçu l'ordre de se tenir prêt à marcher sur Naples. Napoléon, qui ne craignait dans Murat que la légèreté, l'avait appelé à l'armée, d'abord pour avoir à sa disposition le meilleur général de cavalerie du siècle, et ensuite pour tenir sous sa main un parent qui près de lui serait toujours soumis et dévoué, et loin de lui serait livré au hasard de toutes les suggestions. Sur la simple indication de cette volonté, Murat s'était hâté d'acconrir au quartier général, pour servir sous les ordres de son beau-frère, et reprendre son commandement ordinaire, celui de la réserve de cavalerie. Pour éviter l'inconséquence de ses propos, Napoléon n'avait pas voulu qu'il vint à Dresde, et l'avait consigné sur la Vistule. Murat, fatigué, malade, s'était arrêté à Berlin, où il avait été dédommagé des rigueurs de son suzerain par les empresses de la cour de Prusse. Napoléon, le voyant à Dantzig, pâle, défait, et n'ayant pas sa lumineuse mine ordinaire, lui demanda brusquement ce qu'il avait, et s'il n'était pas content d'être roi. — Mais, sire, répondit Murat, je ne le sais guère. — Je ne vous ai pas faits rois, vous et vos frères, répartit durement Napoléon, pour régner à votre manière, mais pour régner à la mienne, pour suivre ma politique, et rester Français sur des trônes étrangers. — Après ces mots, Napoléon, vaincu par la bonhomie de Murat, et n'étant dur que par boutades, lui rendit cette familiarité, inégale comme les circonstances, mais gracieuse et subjuguante, que ses lieutenants trouvaient auprès de lui. Il rencontra aussi à Dantzig le gouverneur Rapp, qui lui avait déplu par quelques avis sincères sur l'état de la Pologne, et par quelques facilités accordées au commerce de Dantzig, mais auquel il pardonnait en considération d'une

grande bravoure, et d'un esprit franc et original. Il passa là plusieurs jours avec Berthier, Murat, Caulaincourt, Duroc, Rapp, occupé à inspecter les fortifications d'une place qui devait jouer un rôle si important dans cette guerre, à visiter les magasins et les ponts de la Vistule, rectifiant, complétant tout ce qui avait été fait, avec un coup d'œil que rien n'égalait quand il s'exerçait sur les choses elles-mêmes, puis, lorsque la chaleur, extrême dans cette saison et dans ces latitudes, l'obligeait à rentrer, s'entretenant familièrement avec ses compagnons d'armes, et se montrant plus persuadé qu'il ne l'était de l'utilité d'une guerre qu'ils paraissaient craindre profondément. De Dantzig il se rendit à Ellong, d'Elbing à Königsberg, où il arriva le 12 juin, pour s'occuper des moyens de navigation intérieure qui devaient porter ses vastes approvisionnements du dépôt de Dantzig au sein même des provinces russes.

Le quaréchal Davout avait déjà, par ses ordres, préparé cette navigation. Napoléon en perfectionna encore et en ordonna lui-même les derniers apprêts. Il suffit pour en comprendre l'utilité de jeter un regard sur la configuration de ces contrées. (Voir la carte n° 34.) La Vistule, comme tous les grands fleuves, bifurquée près de son embouchure par l'effet des atterrissements qui brisent et divisent son cours, jette un de ses bras vers Dantzig, l'autre vers Elbing. Celui-ci débouche dans la vaste lagune qu'on appelle le Frische-Haff, qu'une langue de terre sépare de la Baltique, avec une ouverture à Pillau seulement, et qui va recevoir la Prégel, vers Königsberg. Des convois de bateaux venus de Dantzig en suivant les deux bras de la Vistule, pénétrant ensuite dans le Frische-Haff, pouvaient gagner Königsberg à la voile. C'était un premier trajet par eau déjà très-considérable. De Königsberg on devait remonter la Prégel jusqu'à Tapiau. De Tapiau à Labiau, une rivière, la Deime, pouvait livrer passage à de moindres bateaux, et les faire aboutir dans une autre lagune, celle du Curische-Haff, qui s'étend jusqu'à Memel. Le canal de Frédéric donnait la facilité d'atteindre le Niémen par une voie plus courte, et de le joindre à Tilsit même. Puis on devait le remonter jusqu'à Kowno, et à Kowno entrer dans la Wilia. Cette rivière, navigable jusqu'à Wilna, permettait de terminer par eau, c'est-à-dire par un moyen de transport qui admet tous les fardeaux, un trajet total d'environ deux cents lieues. Le colonel Baste, cet officier des marins de la garde déjà signalé à Baylen et sur le Danube, aussi intrépide sur terre que sur mer, et doué en outre d'une activité infatigable, fut chargé de diriger cette navigation, qui, commençant à Dantzig, passant par la Vistule, le Frische-Haff, la Prégel, la Deime, le Curische-Haff, le Niémen, la Wilia, ne finissait qu'à Wilna même. Il devait réunir les bâtiments, les adapter à chaque cours d'eau, éviter le plus possible les transbordements, organiser enfin les moyens de traction pour suppléer à la voile lorsqu'on s'éloignait de la mer, et y

pourvoir soit avec des chevaux, soit avec des relais de gens du pays convenablement rétribués. On lui confia également la défense du Frische-Haff et du Curische-Haff, et on lui donna pour cet usage deux bataillons des marins de la garde impériale, qui devaient occuper ces vastes lagunes avec des chaloupes canonnières fortement armées.

Napoléon donna ensuite ses soins aux places de Dantzig, de Pillau, de Königsberg. Dans toutes il y avait des Saxons, des Polonais aussi sûrs que des Français, des Badois qui l'étaient moins, mais des artilleurs et des marins exclusivement français. A Dantzig se trouvaient les dépôts de la garde et ceux du maréchal Davout. On pouvait avec les uns et les autres fournir, indépendamment des troupes laissées dans les ouvrages, une division mobile de 8 mille hommes à Dantzig, une de 15 mille à Königsberg, lesquelles, communiquant par de la cavalerie, seraient toujours en mesure de se réunir à temps contre une attaque imprévue. Napoléon, s'étant assuré par ses propres yeux de l'exécution de ses ordres, prescrivit immédiatement le départ d'un premier convoi comprenant 20 mille quintaux de farine; 2 mille quintaux de riz, 500 mille rations de biscuit, et tout le matériel des six équipages de pont, dont nous avons exposé ailleurs la composition, et dont l'illustre général Éblé avait la direction supérieure. Le deuxième convoi devait porter la même quantité de farine, de riz et de biscuit, plus des avoines et des munitions d'artillerie. Les suivants devaient porter des farines, rarement des grains, souvent des vêtements, et l'un des deux équipages de siège, celui qui était destiné à l'attaque de Riga.

Tantôt que ces convois s'acheminaient vers la Prégel et le Niémen, Napoléon donna son attention aux hôpitaux, et en fit organiser pour vingt mille malades, entre Königsberg, Braunsberg, Elling. Ayant employé à ces divers objets la première quinzaine de juin, il s'appêta à commencer enfin cette redoutable et célèbre campagne, qu'il fallait faire précéder de certaines formalités diplomatiques. Il leur consacra quelques instants avant de se rendre au bord du Niémen.

M. le duc de Bassano l'avait rejoint, et lui avait apporté les nouvelles du Suède vainement attendues à Dresde. Le lendemain même du jour où Napoléon était parti de cette capitale, M. Signeul y était arrivé de Stockholm, avec un message du prince royal. Ce prince asturieux avait fait une double communication, l'une officielle par les ministres accrédités de la Suède, et destinée à toutes les cours, l'autre profondément secrète, transmise en grande confiance à M. Signeul, et donnée en réponse aux ouvertures dont la princesse royale avait suggéré l'idée. La communication officielle, froide, hautaine, annonçait l'intention de demeurer neutre entre les puissances belligérantes, ce qui était déjà une infraction des obligations contractées envers la France par le dernier traité de paix. Elle

disait que les vrais ennemis de la Suède étaient ceux qui menaçaient l'indépendance du Nord de l'Europe; que sous ce rapport la Russie était en ce moment plus menacée que menaçante, que c'était là le motif pour lequel, sans aller à son secours, on ne se prononçait pas contre elle; qu'en surplus on offrait de s'entremettre, et de faire accepter par la Russie la médiation de la Suède, si la France voulait sincèrement la paix. Cette prétention du prince royal de servir de médiateur entre deux potentats tels que Napoléon et Alexandre n'était que ridicule, mais elle était la conséquence forcée des engagements pris avec la Russie par le traité du 5 avril. Quant à la communication secrète, Bernadotte, aussi infidèle à son nouvel allié qu'à son ancienne patrie, répétait qu'il n'avait que faire de la Finlande, qui, toujours convoitée par la Russie, mettrait la Suède en conflit perpétuel avec cette puissance; que le déboisement naturel de la Finlande, c'était la Norvège, province destinée par son site à être suédoise, tenant à peine au Danemark dont elle était séparée par la mer, tandis qu'elle ne formait qu'un seul tout avec la Suède, et en constituait pour ainsi dire la moitié; que c'était là une précieuse conquête à lui procurer, à lui Bernadotte, pour son avènement au trône; qu'on aurait dans la Poméranie suédoise une compensation tout indiquée à offrir au Danemark, dont après tout l'importance n'était pas assez grande pour qu'on s'inquiât beaucoup de son acquiescement; qu'enfin relativement au subside, la Suède ne saurait s'en passer pour équiper une armée; que la faculté d'introduire des denrées coloniales sur le continent, évaluée à une somme de vingt millions, serait illusoire, les Anglais ne pouvant manquer de s'apercevoir des motifs de cette introduction, et devant dès lors l'empêcher sur-le-champ. A cette double condition de la Norvège et d'un subside effectif de vingt millions, le prince royal de Suède offrait de se lier par un traité avec la France, sans doute en violant celui qu'il avait signé en avril avec la Russie.

Napoléon en écoutant cette communication apportée par M. de Bassano se livra à un violent accès de colère. — Le misérable, s'écria-t-il plusieurs fois, il me propose une trahison envers un allié fidèle, le Danemark, et il met à ce prix sa fidélité envers la France! Il parle de la Norvège, de l'intérêt qu'a la Suède à posséder cette province, et il oublie que le premier des intérêts de la Suède c'est de réduire la puissance de la Russie, qui tôt ou tard la dévorera; que si la Finlande la met en collision forcée avec la Russie, c'est parce que la Finlande la couvre, et découvre la Russie; que le repos acquis pour un moment avec ce redoutable voisin par l'abandon de la Finlande, sera troublé plus tard lorsque la Russie aura besoin du Sund, et qu'en un jour de gelée les soldats russes pourront être des îles d'Åland à Stockholm; que l'occasion d'abaisser la Russie est unique, que cette occasion négligée il ne la retrouvera plus, car on ne voit

pas deux fois un guerrier tel que moi, marchant avec six cent mille soldats contre le formidable empire du Nord !... Le misérable ! répéta plusieurs fois Napoléon, il manque à sa gloire, à la Suède, à sa patrie ; il n'est pas digne qu'on s'occupe de lui ; je ne veux plus qu'on m'en parle, et je défends qu'on lui fasse arriver aucune réponse, ni officielle, ni officieuse. — Devenu plus calme après ce premier emportement, il persista néanmoins à laisser sans un mot de réponse M. Signeul, qui s'était rendu aux bords de Bohême pour attendre les déterminations du cabinet français.

Cette résolution, fort honnête et presque forcée par la difficulté de décider le Danemark à abandonner la Norvège, était cependant très-regrettable, car trente ou quarante mille Suédois, menaçant Saint-Petersbourg au lieu de menacer Hambourg, pouvaient changer le destin de cette guerre. Peut-être en offrant au Danemark des dédommagements, fallait-il les chercher non-seulement dans la Poméranie suédoise, mais dans les départements austro-allemands, peut-être aurait-on pu le décider à satisfaire Bernadotte ; mais l'irritation, la confiance en ses moyens, empêchèrent Napoléon même d'y penser.

La seconde affaire diplomatique dont on avait à s'occuper était la déclaration à publier en commençant la guerre. Maintenant ce n'était plus une question que celle de savoir si la Russie prendrait ou non l'initiative des hostilités. On était près d'atteindre le Niémen avec 400 mille hommes, sans compter 200 mille laissés en réserve, et on n'avait guère à s'inquiéter de ce qu'elle ferait. Il ne s'agissait donc plus d'endormir Alexandre, mais de rejeter sur lui la responsabilité de cette guerre. M. de Lauriston, chargé de solliciter l'autorisation de se rendre à Wilna, afin de retenir Alexandre quelques jours de plus, n'avait pas encore pu répondre. Si par exemple on avait su que sa demande de se transporter auprès d'Alexandre avait été repoussée ; on aurait eu dans ce refus un excellent prétexte pour lui ordonner de prendre ses passe-ports ; mais on l'ignorait. Cependant on avait besoin d'un motif, car on était au 16 juin, et il fallait avoir franchi le Niémen du 20 au 25, et pour le faire décentement avoir trouvé une raison de rupture immédiate. Napoléon, avec sa fertile adresse, en imagina une peu solide, mais spécieuse, assez spécieuse même pour tromper plusieurs historiens, et cette raison, c'était que la Russie ayant exigé l'évacuation de la Prusse comme préliminaire de toute négociation, avait voulu imposer à la France une condition déshonorante. Or, il y avait là une inexactitude radicale. La Russie avait réclamé l'évacuation, non pas comme condition préalable, mais comme suite assurée de toute négociation qu'on entamerait sur les divers points en litige. On négligea cette distinction, et on résolut de soutenir que la condition préalablement exigée, tendant à ramener Napoléon du Niémen sur la Vistule, même sur l'Elbe, était pour la France un outrage qu'elle ne pouvait pas supporter ;

que, cette condition, on avait eu soin de la tenir secrète pour être dispensé de s'en offenser, mais qu'elle venait de s'ébruiter, qu'elle commençait à être connue de tout le monde, que dès lors l'offense cessant d'être cachée, ne pouvait plus être supportée, et devait entraîner la guerre immédiate. A cette offense se joignait, disait-on, une sorte de provocation répétée du prince Kourakin, qui avait demandé ses passe-ports à M. de Bassano la veille du départ de celui-ci, et les avait redemandés depuis avec insistance. Il faut enlever que cette condition d'évacuer le territoire prussien, connue à peine de quelques personnes bien informées, et signifiant seulement l'évacuation après qu'on se serait entendu, que la demande de passe-ports faite par le prince Kourakin, retirée d'abord, puis renouvelée quand il s'était vu seul à Paris, sans communication avec aucun ministre, n'étaient pas de ces offenses insupportables pour lesquelles une nation est tenue de verser tout son sang, et qu'en tout cas Napoléon avait assez entrepris sur autrui, pour se montrer à son tour quelque peu endurant. Mais il fallait un prétexte plausible, et Napoléon adapta celui-ci, faute d'en avoir un meilleur. En conséquence, il fut ordonné à M. de Lauriston de prendre immédiatement ses passe-ports, sous le prétexte que la prétention de nous faire évacuer la Prusse étant devenue publique, l'outrage ne pouvait plus être toléré; et dans la supposition que M. de Lauriston serait peut-être déjà rendu à Wilna (ce qui écarte absolument l'idée que le refus de l'admettre à Wilna fut la cause de la rupture), on lui recommanda de ne pas présenter la demande de ses passe-ports avant le 22, Napoléon voulant franchir le Nièmen le 22 ou le 23. On l'avertit en même temps que la dépêche qu'on lui écrivait le 16 de Königsberg serait antidatée, porterait la date de Thorn et du 12, pour persuader aux Russes en la leur remettant, que Napoléon se trouvait encore éloigné, et muins en mesure d'agir qu'il ne l'était réellement. Un courrier fut donc adressé de Königsberg à M. de Lauriston avec les ordres et les instructions que nous venons de rapporter¹.

¹ M. Faïo, dans son *Manuscrit* de 1812, s'en fiant aux renseignements de M. le duc de Bassano, qui avait été son informateur principal, et ignorant plusieurs dépêches qui se lui étaient pas été communiquées, est du nombre des historiens qui se sont attachés à représenter Napoléon comme ayant été amené à cette guerre, malgré lui, et après avoir épuisé tous les moyens de l'éviter. A ses yeux les missions données tour à tour à M. de Verbonne et à M. de Lauriston n'avaient d'autre objet que de prévenir la rupture avec la Russie, et cependant le texte même des dépêches prouve invinciblement qu'elles avaient pour unique but de gagner du temps, dans un intérêt exclusivement militaire. Quant à la condition d'évacuer la Prusse et les places fortes de l'Oder, il la prend comme un outrage, tandis qu'on ne demandait que l'assurance de cette évacuation, la négociation étant terminée au gré des parties. Relativement aux places de l'Oder, on ne demandait à Napoléon de les restituer qu'après les contributions de guerre acquittées, ainsi que cela résultait de la convention du 17 septembre 1806. Enfin M. Faïo fait dater la résolution de rompre seulement de Gumbinnen et du 19, jour où M. Prérout, secrétaire de la légation française, vint de Saint-Petersbourg annoncer le refus essuyé par M. de Lauriston rela-

Cette formalité diplomatique remplie, Napoléon, qui croyait le moment d'agir venu, partit de Königsberg le lendemain pour rejoindre ses troupes sur la Prégel, les passer en revue, et s'assurer définitivement si elles avaient tout ce qu'il leur fallait pour entrer en campagne. Il tenait, pour les premières opérations, à leur procurer seulement dix jours de vivres, se flattant d'exécuter dans ces dix jours des manœuvres décisives, et ne voulant pas être gêné dans ses mouvements par la difficulté des subsistances, difficulté qui, en Italie et en Allemagne, n'en était jamais une, parce qu'on y trouvait toujours de gros villages à dévorer, mais qui était immense en Lithuanie, où l'on ne rencontrait la plupart du temps que des marécages et des forêts. Ses soldats ayant de quoi vivre dix jours, il espérait comme à-l lui en 1805, à Iéna en 1806, à Ratibonne en 1809, frapper un de ces coups terribles qui, dès le début des opérations, accablaient ses ennemis, et les décourageaient pour le reste de la guerre. Les premiers convois par eau avaient apporté des vivres jusqu'à Tapint sur la Prégel; il fallait, à force de voitures, les faire transporter jusqu'à Gumbinnen au moins, point assez rapproché de celui où l'on allait franchir le Niémen. A partir de cet endroit, dix jours de vivres devaient nous conduire au milieu de la Lithuanie. Afin d'assurer ce résultat, Napoléon se rendit à Insterbourg, où il arriva le 17 juin au soir.

Le plan général de ses premières opérations était définitivement arrêté dans sa tête, et c'était à Kowno qu'il voulait passer le Niémen. Ses vues en cela étaient, comme toujours, aussi vastes que profondes, car s'il a pu avoir des égaux comme tacticien sur le champ de bataille, il n'a eu ni supérieurs, ni égaux dans la direction générale des opérations militaires. Pour comprendre ses motifs, il faut jeter un regard sur les vastes contrées qui allaient servir de théâtre à cette guerre formidable, la plus grande certainement et la plus tragique des siècles.

Les immenses plaines qui de la mer Baltique s'étendent jusqu'à la mer Noire et à la mer Caspienne, sont traversées d'un côté par l'Oder, la Vistule, la Prégel, le Niémen, la Daïna, fleuves coulant à l'ouest, de l'autre versant au désir qu'il avait exprimé de se rendre à Wilm, tandis que cette résolution, déjà fort ancienne, fut matériellement prise le 16 à Königsberg, quoique reportée au 12 par un mensonge arrosé dans la date. Nous ajouterons qu'il y a des historiens, aussi naïfs dans leur haine que M. Fain dans son idolâtrie, qui supposent qu'on recevait M. Prévost le 19, Napoléon se livra aux transports d'une colère burlesque, et, ne se possédant plus, rompit la paix, et franchit le Niémen. Or, les documents authentiques qui existent font tomber tous ces récits de l'amour et de la haine, en reportant au 16, jour où les râteaux de Napoléon se décidèrent à agir, la résolution de la rupture. Napoléon ne fit pas un seul effort pour la paix, car il voulait la guerre, bien qu'en approchant du moment il en sentit davantage le danger, et ne feignit de négocier que pour avoir le temps d'arriver sur le Niémen sans coup férir. En cherchant à le peindre comme une victime, on le rend ridicule, car on colère au lion sa crinière et ses ongles pour en faire un mouton. On lui ôte ainsi sa force sans lui donner la mansuétude qu'il n'avait pas, et on fait une sorte caricature de sa figure aussi grande qu'originale.

par le Dniester, le Dniéper (ou Borysthène), le Don, le Volga, fleuves coulant à l'est, et composent, comme on le sait, le territoire de la Vieille-Prusse, de l'ancienne Pologne, de la Russie. (Voir la carte n° 27.) C'est dans ce champ si vaste que Napoléon, de tous les guerriers connus celui qui a embrassé les plus grands espaces, car du couchant à l'orient il est allé de Cadix à Moscou, et, du midi au nord, du Jourdain aux sources du Volga, c'est dans ce champ qu'il allait essayer de vaincre, par les efforts de son génie, la plus grave des difficultés de la guerre, celle des distances, surtout quand elles ne sont ni habitées ni cultivées. Les parties inférieures et pour ainsi dire les embouchures de l'Oder, de la Vistule, de la Prégel, du Nièmen, forment le territoire triste, mais prodigieusement fertile de la Vieille-Prusse. En remontant ces fleuves et en marchant de l'occident à l'orient (voir la carte n° 54), on atteint des contrées plus sablonneuses, moins couvertes de sol végétal, où il existe moins de culture matérielle et morale, moins d'habitations, plus de forêts et de marécages, où se montrent, au lieu de villes nombreuses, propres, riches, et protestantes, des villages catholiques, sales, accroupis pour ainsi dire autour de châteaux habités par une noblesse brave et oisive, et une fournilière de juifs pullulant partout où ils trouvent à exploiter la paresse et l'ignorance de peuples à demi barbares. Plus on s'élève, en allant à l'orient, vers les sources de la Vistule, de la Narew, du Nièmen et de la Dwina, plus on découvre les caractères que nous venons de décrire. Parvenu aux sources de la Vistule et de ses affluents, à celles du Nièmen et de la Dwina, pour se porter sur l'autre versant, c'est-à-dire aux sources du Dniester et du Dniéper, on rencontre un sol dont la pente incertaine, n'offrent aucun écoulement aux eaux, est couverte de marécages et de sombres forêts : on est là dans la Vieille-Pologne, dans la Lithuanie, au plus épais de ces contrées humides, boisées, qu'on traverse sur de longues suites de ponts, jetés non-seulement sur les rivières, mais sur les marécages, et où les routes, à défaut de la pierre qui manque, sont établies sur des lits de fascines, et sur des rouleaux de bois. En marchant toujours à l'est à travers cette région, on arrive entre les sources de la Dwina et du Dniéper, qui sont distantes d'une vingtaine de lieues, et on se trouve placé ainsi dans une espèce d'ouverture, comprise de Witebsk à Smolensk, par laquelle on sort de la Vieille-Pologne pour entrer en Russie. Alors les eaux coulant plus franchement, les marécages, les forêts disparaissent, et on voit s'étendre devant soi les plaines de la Vieille-Russie, au sein desquelles s'élève Moscou, Moscou la Sainte, comme l'appelle le patriotisme de ses enfants.

Avec son coup d'œil sans égal, Napoléon avait aperçu d'un regard que sa marche à lui, qui venait de l'occident, devait se diriger vers cette ouverture qui est située entre les sources de la Dwina et du Dniéper, entre

Witebsk et Smolensk. Ce sont là pour ainsi dire les portes de l'Orient, et c'est là en effet que jadis les Polonais et les Moscovites, dans leurs victoires et leurs défaites alternatives, s'étaient en quelque sorte réciproquement arrêtés, car la Dwina d'un côté, le Dniéper de l'autre, étaient la limite entre la Russie et l'ancienne Pologne, avant le fameux partage, qui a été le malheur et la honte du dernier siècle.

Mais avant de toucher à ces portes, il fallait traverser la Vieille-Prusse, et cette partie récemment restaurée de la Pologne qui avait reçu le nom de grand-duché de Varsovie. La frontière qui séparait le grand-duché et la Vieille-Prusse du territoire russe était la suivante. (Voir la carte n° 54.)

Le cours supérieur du Bug, et le cours supérieur aussi de la Narew, l'un et l'autre affluents de la Vistule, formaient dans leurs diverses inflexions la première partie de la ligne frontière du grand-duché, du côté de la Russie. Cette ligne frontière, après avoir suivi tantôt le Bug, tantôt la Narew, depuis Brezesc-Litowsky jusqu'aux environs de Grodno, joignait le Niémen à Grodno même, longeait ce fleuve en s'élevant au nord jusqu'à Kowno, séparant ainsi la Pologne proprement dite de la Lithuanie. A Kowno, le Niémen prenant définitivement sa direction à l'ouest, et courant vers Tilsit, séparait non plus la Pologne mais la Vieille-Prusse de la Russie. La ligne frontière à franchir courait donc au nord de Brezesc à Grodno, en suivant tour à tour le Bug ou la Narew, puis courait encore au nord de Grodno à Kowno, en suivant le Niémen, et enfin tournant brusquement au couchant vers Kowno, allait jusqu'à Tilsit, continuant à suivre, à partir de ce point, le cours du Niémen. Elle faisait donc à son extrémité nord un coude vers Kowno. C'est là que Napoléon avait résolu de passer le Niémen, pour recouvrer, en se portant d'un trait sur la Dwina et le Dniéper, tous les restes de l'ancienne Pologne, point où, selon les circonstances, il s'arrêterait peut-être, et d'où peut-être aussi partirait-il pour forcer les portes de la Vieille-Russie et s'enfoncer dans ses immenses plaines.

Voici quels avaient été ses motifs. Quatre routes s'offraient pour pénétrer en Russie : une au midi, se dirigeant à l'est, par les provinces méridionales de l'empire russe, franchissant le Bug à Brezesc, longeant la rive droite du Pripiet jusqu'à sa jonction avec le Dniéper au-dessus de Kiew, traversant par conséquent la Volhynie, ancienne province polonaise, et de Kiew se redressant au nord pour se rendre à Moscou, par les plus belles provinces de l'empire ; la seconde, tracée entre le midi et le nord, se dirigeant au nord-est par Grodno, Minsk, Smolensk, en pleine Lithuanie, passant à travers la troncée qui sépare le Dniéper de la Dwina, et tirant ensuite sur Moscou par la ligne la plus courte ; la troisième, parallèle à la précédente, mais située un peu plus haut, se dirigeant par

Kowno, Wilna, sur la trouée du Dniéper et de la Dwina, pénétrant dans la Vieille-Russie par Witebsk, au lieu d'y pénétrer par Smolensk, et aboutissant également à Moscou; la quatrième enfin, allant droit au nord, à travers les provinces septentrionales de l'empire russe, par Tilsit, Mitau, Riga, Narva, pour finir à Saint-Petersbourg.

De ces quatre routes, celle du midi par Brezese et Kiew, celle du nord par Tilsit et Riga, avaient les inconvénients des partis extrêmes, et étaient inabornables pour un homme d'un jugement aussi sûr que Napoléon en fait de grandes opérations militaires. L'une et l'autre exposaient l'envahisseur à une redoutable manœuvre de la part des Russes, qui, étant concentrés en Lithuanie, pouvaient par Kobrin, Pinsk ou Mosyr, se jeter en masse dans le flanc de l'armée qui aurait marché sur Kiew, ou par Witebsk et Polotsk, dans le flanc de l'armée qui aurait marché sur Saint-Petersbourg. Chacune de ces deux routes extrêmes avait en outre ses inconvénients particuliers. Celle qui, traversant les provinces méridionales, passait entre la Volhynie et la Gallicie, parcourait de beaux pays, mais aurait placé l'armée française dans la dépendance absolue de l'Autriche, et c'était donner à cette puissance de dangereuses tentations que de se remettre entièrement dans ses mains. Celle qui s'élevait au nord ne parcourait que des provinces couvertes de marécages et de bruyères, sous le climat le plus âpre de la Russie, et dans des contrées où le sol n'aurait fourni aucune partie de la subsistance des troupes.

Il ne fallait donc songer à aucune de ces deux voies. Le choix n'était possible qu'entre les routes intermédiaires, se dirigeant toutes deux au nord-est, toutes deux sur Moscou, sans interdire une marche sur Saint-Petersbourg au moyen d'une inflexion au nord, toutes deux aussi pénétrant par la trouée qui sépare les sources de la Dwina et celles du Dniéper, l'une par Grodno, Minsk et Smolensk, l'autre par Kowno, Wilna et Witebsk.

Après mûr examen de ces deux routes, Napoléon préféra la dernière. La première, de Grodno à Minsk, quoique plus courte, côtoyait la partie la plus marécageuse du pays, connue sous le nom de Marais de Pinsk, et on pouvait par un choc vigoureux de l'ennemi y être jeté pour n'en plus sortir. La seconde, un peu moins directe, allant de Kowno à Wilna, capitale de la Lithuanie, et de Wilna à Witebsk, quoique traversant des pays difficiles, comme l'étaient d'ailleurs tous ceux qu'il s'agissait de parcourir, n'offrait pas le même inconvénient que la précédente, et de plus, ce qui devait déterminer définitivement la préférence en sa faveur, procurait le moyen assuré de couper les forces ennemies en deux masses, qui pourraient bien ne plus se réunir du reste de la campagne.

La distribution des forces russes, telle qu'on pouvait déjà l'entrevoir, était en effet de nature à confirmer Napoléon dans la pensée qu'il méditait,

et qu'il avait conçue dès les premiers rapports qui lui étaient parvenus de l'armée ennemie.

Les Russes, bien qu'ils eussent leurs avant-postes à leur frontière même, sur le cours supérieur du Bug et de la Narew, et tout le long du Niémen, n'avaient cependant considéré comme ligne véritable de défense que la Dwina et le Dniéper. Ces fleuves, nous l'avons dit, naissent à une vingtaine de lieues l'un de l'autre, pour couler, la Dwina vers la Baltique, le Dniéper vers la mer Noire; et présentent, sauf l'ouverture existant entre Witebsk et Smolensk, une ligne continue et immense, qui se dirige du nord-ouest au sud-est, et traverse tout l'empire de Riga à Nikolaïeff. Depuis que la concentration de leurs forces était commencée, les Russes avaient naturellement formé deux rassemblements principaux, un sur la Dwina, de Witebsk à Duunbourg, un autre sur le Dniéper, de Smolensk à Rognezew, et ces rassemblements s'étaient peu à peu convertis en deux armées, qui s'étaient avancées, la première jusqu'à Wilna, la seconde jusqu'à Minsk, avec le projet de se réunir plus tard, ou d'agir séparément, selon les circonstances. Mais toutes deux avaient leur base sur la grande ligne que nous venons de décrire. La première, commandée par le général Barclay de Tolly, établie sur la Dwina, avec son quartier général à Wilna et ses avant-postes à Kowno sur le Niémen, devait recevoir les réserves du nord de l'empire. La seconde, commandée par le prince Bagration, établie sur le Dniéper, avec son quartier général à Minsk et ses avant-postes à Grodno sur le Niémen, devait recevoir les réserves du centre de l'empire, et se lier par l'armée du général Tormazoff avec les troupes de Turquie. Telle était la distribution des forces russes, en attendant qu'à Wilna on eût pris un parti définitif sur le plan de campagne. Cette distribution, d'après la configuration des lieux, était naturelle, et n'était pas une faute encore, si on savait se résoudre à temps devant l'ennemi si prompt auquel on avait affaire.

Napoléon, qui entre autres parties du génie militaire possédait au plus haut degré celle de deviner la pensée de l'ennemi, avait clairement entrevu cette répartition des masses russes. Sur les rapports toujours confus, souvent contradictoires, des agents envoyés en reconnaissance, il avait parfaitement discerné qu'il existait une armée de la Dwina, une du Dniéper, l'une qui avait dû s'avancer dans la direction de Wilna et Kowno, l'autre dans la direction de Minsk et Grodno, l'une qu'on disait de 150 mille hommes, sous Barclay de Tolly, l'autre de 100 mille, sous le prince Bagration. Le nombre importait peu pour lui, qui seulement en première ligne amenait 400 mille hommes, et la disposition des forces ennemies était l'unique circonstance à considérer.

Sur-le-champ il prit son parti. Le Niémen, comme on vient de le voir, coule au nord de Grodno à Kowno, puis se retournant brusquement, coulo

au couchant de Kowno à Tilsit. Napoléon s'avancant sur Kowno, au sein de l'angle formé par le Nièmen, n'avait qu'à franchir le Nièmen à Kowno même, avec une masse de 200 mille hommes, se porter sur Wilna avec cette vigueur foudroyante qui signalait toujours le début de ses opérations; et là, se plaçant entre l'armée de Barclay de Tolly ou de la Dwina, et l'armée de Bagration ou du Dniéper, il était assuré de les séparer l'une de l'autre pour le reste de la campagne. Il pouvait même s'avancer ainsi jusqu'à Moscou, s'il le voulait, n'ayant sur sa gauche et sur sa droite que les débris divisés de la puissance russe.

Outre cet avantage principal, une pareille manière d'opérer avait des avantages secondaires d'un grand intérêt. En pénétrant au fond de cet angle du Nièmen, dont le sommet était à Kowno, on marchait couvert sur les ailes par les deux branches de l'angle. Puis ce fleuve franchi à Kowno, et en poussant jusqu'à Wilna, on trouvait de Kowno à Wilna la Wilia, rivière navigable, laquelle devenait ainsi un précieux prolongement de notre ligne de navigation. Enfin à Wilna même, on frappait on y entrant un premier coup, dont l'effet moral devait être très-grand; car on expulsait Alexandre de son premier quartier général, et on s'emparait de la capitale de la Lithuanie, ce qui pour les Polonais n'était pas de médiocre importance.

Ces vues, dignes de son génie, une fois arrêtées, Napoléon s'occupa sur-le-champ de les réaliser. En conséquence, il résolut de réunir sous sa main, pour percer par Kowno, les corps des maréchaux Davout, Oudinot, Ney, la garde impériale, et en outre deux des quatre corps de la réserve de cavalerie. C'était une masse d'environ 200 mille hommes, après quelques réductions opérées déjà dans les effectifs par la longueur des marches. Tandis qu'avec cette masse écrasante, comprenant ce qu'il avait de meilleur, Napoléon s'avancerait par Kowno sur Wilna, le maréchal Macdonald, dont il n'avait pas été content en Catalogne, mais dont il faisait cas pour la grande guerre, devait sur sa gauche passer le Nièmen à Tilsit, prendre possession des deux rives de ce fleuve, en écarter les Cosaques, et assurer la libre navigation de nos convois. Napoléon lui avait composé un corps d'environ 30 mille hommes, au moyen de la division polonaise Grandjean, et du contingent prussien, réduit à 16 ou 17 mille hommes par les garnisons laissées à Pillau et autres postes. Le but des opérations ultérieures du maréchal Macdonald devait être la Courlande. A sa droite, Napoléon avait préparé un autre passage du Nièmen, et en avait chargé le prince Eugène. Ce prince, qui formait récemment à Plock le centre général de l'armée et qui en ce moment allait en former la droite, devait, avec les troupes françaises et italiennes parties de Vérone, avec la garde royale italienne, avec les Bavares, et le troisième corps de cavalerie de réserve commandé par le général Grouchy (80 mille hommes

environ), passer le Nièmen un peu au-dessous de Kowno, à un endroit nommé Prenn. Plus à droite encore et plus au sud, c'est-à-dire à Grodno, le roi Jérôme devait franchir le Nièmen avec les Polonais, les Saxons, les Westphaliens, et le 4^e corps de cavalerie de réserve commandé par le général Latour-Maubourg. Cette extrême droite comprenait environ 70 mille hommes. C'étaient donc 380 mille combattants, faisant avec les parcs plus de 400 mille hommes, trainant à leur suite mille bouches à feu largement approvisionnées, indépendamment d'une réserve de 140 à 150 mille hommes laissée en arrière, laquelle avec 60 mille malades, dont beaucoup étaient légèrement atteints, complétait la masse totale de 600 à 610 mille soldats, dont nous avons parlé. Il faut remarquer que le nombre des malades s'était déjà élevé de 40 à 60 mille, par les marches de l'Elbe à l'Oder, de l'Oder à la Vistule, de la Vistule au Nièmen. Les 30 mille Autrichiens partis de la Gallicie pour se diriger sur Brezese, étaient en dehors de cette armée colossale, et portaient à environ 640 mille le nombre des soldats employés à cette croisade des nations occidentales contre la Russie, croisade entreprise malheureusement à une époque où ces nations, plus sensibles au mal du moment qu'au danger de l'avenir, auraient mieux aimé réunir leurs forces contre la France que les réunir contre la Russie.

Napoléon avait prescrit à son frère Jérôme, s'il apprenait que le prince Bagration remontât la rive droite du Nièmen de Grodno à Kowno, d'imiter ce mouvement en suivant la rive gauche, et de se serrer ainsi contre le prince Eugène, tandis que ce dernier se serrerait contre l'armée principale. Si au contraire le prince Bagration, attirant à lui le corps de Tormazoff, qui était en Volhynie, opérait le mouvement opposé, pour se jeter sur Varsovie et les Autrichiens, on devait profiter de cette bonne fortune, le laisser faire, en avertir les Autrichiens, afin qu'ils se repliassent sur Varsovie et Modlin, et puis, quand le prince Bagration serait bien engagé sur notre droite et nos derrières, de manière à n'en pouvoir plus revenir, se rabattre sur lui, et le prendre tout entier, comme Mack avait été pris sept ans auparavant à Ulm.

Après avoir ordonné dans le moindre détail ces vastes dispositions, Napoléon quitta Königsberg le 17 pour se rendre successivement à Vehlau, Interloburg, Gunbinnen, sur la Prégel, rivière qui coule parallèlement au Nièmen, mais à quelques lieues en arrière, et sur les bords de laquelle tous nos corps d'armée étaient venus se ranger pour y recevoir leurs vivres. Il les passa en revue, trouva celui de Davout parfaitement dispos et approvisionné, celui d'Oudinot un peu fatigué par la marche et par la faim, parce qu'il avait cheminé dans un pays moins riche, et avec des moyens de transports moins bien organisés; celui de Ney dans le même état, par les mêmes causes. La garde, bien pourvue, avait l'atti-

tude qui convenait à son bien-être et à sa discipline. Les 22 mille cavaliers des généraux Nansouty et Montbrun, dont moitié de cuirassiers, déployaient sous Murat leurs magnifiques escadrons, et montraient une ardeur extraordinaire. Ils ne comprenaient que la moitié de la cavalerie attachée à l'armée principale que Napoléon dirigeait en personne, puisqu'il y en avait un nombre à peu près égal répandu dans les corps de Davout, d'Ordinot et de Ney. Napoléon se hâta, au moyen des voitures déjà arrivées, de faire charrier de Vehlau à Gumbinnen assez de rations pour que chacun pût emporter au moins six jours de vivres, au lieu de dix qu'il avait espéré réunir pour les premières opérations. Il expédia en avant la réserve de cavalerie sous Murat, la réserve d'artillerie, les équipages de pont, et ordonna au maréchal Davout de les escorter avec son corps sur Wilkowisk, afin d'être du 22 au 23 devant Kowno.

Tandis qu'il était à Gumbinnen, un secrétaire de légation, M. Prévost, vint lui annoncer que le général Lauriston n'avait pu obtenir de se rendre à Wilna, ce qui eût été, si on l'avait su quelques jours auparavant, un grief fort utile à recueillir et à faire valoir. Mais il n'était plus temps, et on avait d'ailleurs fourni au général Lauriston des motifs bien suffisants, vu le sérieux d'une pareille polémique, pour appuyer sa demande de passe-ports¹. Napoléon, sans donner attention à une nouvelle qui ne lui apprenait rien d'intéressant, car il n'attachait aucune importance à ce que M. de Lauriston fût ou ne fût pas reçu à Wilna, quitta Gumbinnen le 21, et parvint le 22 à Wilkowisk, n'étant plus séparé de Kowno et du Nièmen que par la grande forêt de Wilkowisk. Le moment fatal était donc arrivé pour lui, et il était au bord de ce fleuve, qui, on peut le dire, était le Rubicon de sa prospérité! Tous ses corps se trouvaient sur les bords du Nièmen, et il ne pouvait plus hésiter à le franchir.

Les nouvelles de son extrême gauche à son extrême droite étaient uniformes, et révélaient de la part des Russes une complète immobilité. Ainsi ses desseins s'accomplissaient malheureusement, et il donnait en plein dans le piège que lui tendait la fortune. A sa gauche, il prescrivit au maréchal Macdonald de traverser immédiatement le Nièmen à Tilsit; sur sa droite, il recommanda au prince Eugène de s'approcher de Prenn, afin d'avoir franchi ce fleuve le plus tôt possible, et au roi Jérôme d'être rendu à Grodno le 30 au plus tard. Il manda ce qui allait se passer au duc de Bellune à Berlin, afin que ce maréchal armât Spandau et se tint bien sur ses gardes, car les premiers coups de fusil allaient être tirés, de

¹ Ce détail prouve combien sont peu sérieuses les assertions des flatteurs et des ennemis de Napoléon, qui attribuent au retour de M. Prévost la résolution de la guerre, en disant les uns qu'il n'avait pu supporter tant d'outrages, les autres qu'il s'était livré à l'aveugle colère d'un tyran qui ne sait plus se contenir. Les dates seules font tomber ces ridicules suppositions de l'idolâtrie et de la haine.

grands évènements devaient s'ensuivre, et il importait d'avoir, à l'égard des Allemands, l'œil ouvert et la main prête.

Le 23 juin, après avoir couché au milieu de la forêt de Wilkowisk, dans une petite ferme, et entouré de 200 mille soldats, Napoléon déboucha de la forêt avec cette armée superbe, et vint se ranger au-dessus de Kowno, en face du fleuve qu'il s'agissait de franchir. La rive que nous occupions dominait partout la rive opposée, le temps était parfaitement beau, et on voyait le Niémen coulant de notre droite à notre gauche s'enfoncer paisiblement au couchant. Rien n'annonçait la présence de l'ennemi, si ce n'est quelques troupes de Cosaques, qui couraient comme des oiseaux sauvages le long des rives du fleuve, et quelques granges incendiées dont la fumée s'élevait dans les airs. Le général Haxo, après une soigneuse reconnaissance, avait découvert à une lieue et demie au-dessus de Kowno, vers un endroit appelé Poniémon, un point où le Niémen, formant un contour très-prononcé, offrait de grandes facilités pour le passage. Grâce à ce mouvement demi-circulaire du fleuve autour de la rive opposée, cette rive se présentait à nous comme une plaine entourée de tous côtés par nos troupes, dominée par notre artillerie, et offrant un point de débarquement des plus commodes sous la protection de cinq à six cents bouches à feu. Napoléon, ayant emprunté le manteau d'un lancier polonais, alla, sous les coups de pistolet de quelques tirailleurs de cavalerie, reconnaître les lieux en compagnie du général Haxo, et les ayant trouvés aussi favorables que le disait ce général, ordonna l'établissement des ponts pour la nuit même¹. Le général Éblé, qui avait fait arriver ses équipages de bateaux, eut ordre de jeter trois ponts, avec le concours de la division Morand, la première du maréchal Davout.

A onze heures du soir en effet, le 23 juin 1812, les voltigeurs de la division Morand se jetèrent dans quelques barques, traversèrent le Niémen, large en cet endroit de soixante à quatre-vingts toises, prirent possession sans coup férir de la rive droite, et aidèrent les pontonniers à fixer les amarres auxquelles devaient être attachés les bateaux. A la fin de la nuit, trois ponts, situés à cent toises l'un de l'autre, se trouvèrent solidement établis, et la cavalerie légère put passer sur l'autre bord.

Le 24 juin au matin, ce qui, dans ce pays et en cette saison, pouvait signifier trois heures, le soleil se leva radieux, et vint éclairer de ses feux une scène magnifique. On avait lu aux troupes, qui étaient pleines d'ardeur, une proclamation courte et énergique, conçue dans les termes suivants :

¹ On a vu le fait du déguisement emprunté par Napoléon; mais il est authentique, et constaté d'ailleurs par le bulletin du passage que Napoléon rédigea lui-même, et dans lequel il n'eût pas menti sur une circonstance de si peu d'importance, entourée de tant de témoins oculaires.



Copyrighted material

PASSAGE DU NIEMES

Copyrighted material



« Soldats, la seconde guerre de Pologne est commencée. La première, n'est terminée à Friedland et à Tilsit!... A Tilsit, la Russie a juré une éternelle alliance à la France et la guerre à l'Angleterre. Elle viole aujourd'hui ses serments; elle ne veut donner aucune explication de son étrange conduite, que les aigles françaises n'aient repassé le Rhin, laissant par là nos alliés à sa discrétion... La Russie est entraînée par la fatalité; ses destins doivent s'accomplir. Nous croit-elle donc dégénérés? Ne serions-nous plus les soldats d'Austerlitz? Elle nous place entre le déshonneur et la guerre : notre choix ne saurait être douteux. Marchons donc en avant, passons le Niémen, portons la guerre sur son territoire. La seconde guerre de Pologne sera glorieuse aux armes françaises. Mais la paix que nous conclurons portera avec elle sa garantie; elle mettra un terme à la funeste influence que la Russie exerce depuis cinquante ans sur les affaires de l'Europe. »

Cette proclamation applaudie avec chaleur, les troupes descendirent des hauteurs en formant trois longues colonnes, qui tour à tour paraissaient et disparaissaient en s'enfonçant dans les ravins qui aboutissaient au fleuve. Toutes les pièces de douze, rangées sur le demi-cercle des hauteurs, dominaient la plaine où allait déboucher l'armée, soin du reste inutile, car l'ennemi ne se montrait nulle part. Napoléon, sorti de sa tente et entouré de ses officiers, contemplait avec sa lunette le spectacle de cette force prodigieuse, car si on a rarement vu deux cent mille hommes agissant à la fois dans une guerre, on les a vus plus rarement encore réunis sur un même point et dans un tel appareil, et cependant presque au même moment, et à quelques lieues de là, deux cent mille autres traversaient le Niémen!

L'infanterie du maréchal Davout, précédée de la cavalerie légère, se porta la première au bord du fleuve, et chaque division passant à son tour sur la rive opposée, vint se ranger en bataille dans la plaine, l'infanterie en colonnes serrées, l'artillerie dans les intervalles de l'infanterie, la cavalerie légère en avant, la grosse cavalerie en arrière. Les corps des maréchaux Oudinot et Ney suivirent; la garde après eux, les parcs après la garde. En quelques heures la rive droite fut couverte de ces troupes magnifiques, qui, descendant des hauteurs de la rive gauche, se déroulant en longues files sur les trois ponts, semblaient couler comme trois torrents inépuisables dans cette plaine arrondie qu'elles remplissaient déjà de leurs flots pressés. Les feux du soleil étincelaient sur les baïonnettes et les casques; les troupes, enthousiasmées d'elles-mêmes et de leur chef, poussaient sans relâche le cri de Vive l'Empereur! Ce n'était pas d'elles qu'on devait attendre et désirer la froide raison qui aurait pu apprécier et prévenir cette fabuleuse entreprise. Elles ne rêaient que triomphes et courses lointaines, car elles étaient convaincues que l'expédition de Russie allait

flair dans les Indes. On a souvent parlé d'un orage subit qui serait venu comme un oracle sinistre donner un avis non écouté : il n'en fut rien, hélas ! le temps ne cessa pas d'être superbe¹, et Napoléon, qui n'avait pas eu les avertissements de l'opinion publique, n'eut pas même ceux de la superstition.

Après avoir contemplé pendant quelques heures ce spectacle extraordinaire, contemplation enivrante et stérile, Napoléon, montant à cheval, quitta la hauteur où avaient été disposées ses tentes, descendit à son tour au bord du Niémen, traversa l'un des ponts, et tournant brusquement à gauche, précédé de quelques escadrons, courut vers Kowno. Notre cavalerie légère y entra sans difficulté, à la suite des Cosaques, qui se hâtèrent de repasser la Wilia, rivière navigable, avons-nous dit, qui coule de Wilna sur Kowno, et y joint le Niémen, après quarante lieues environ du cours le plus sinueux. Napoléon, accompagné des lanciers polonais de la garde, voulait être sur-le-champ maître des deux bords de la Wilia, afin d'en rétablir les ponts, et de pouvoir suivre les arrière-gardes russes. Prévenant ses desirs, les lanciers polonais se jetèrent dans la rivière, en serrant leurs rangs, et en nageant de toute la force de leurs chevaux. Mais arrivés au milieu du courant, et vaincus par sa violence, ils commencèrent à se désunir et à se laisser entraîner. On alla à leur secours dans des barques, et on réussit à en sauver plusieurs. Malheureusement vingt ou trente payèrent de leur vie cet acte d'une obéissance enthousiaste. Les communications furent immédiatement rétablies entre les deux rives de la Wilia, et on put dès ce moment en remonter les deux bords jusqu'à Wilna. Napoléon alla coucher à Kowno, après avoir ordonné au maréchal Davout d'échelonner ses avant-gardes sur la route de Wilna.

Ainsi le sort en était jeté ! Napoléon marchait vers l'intérieur de la Russie à la tête de 400 mille soldats, et suivi de 200 mille autres ! Admirez l'entraînement des caractères ! Ce même homme, deux années auparavant, revenu d'Autriche, ayant réfléchi un instant à la leçon d'Essling, avait songé à rendre la paix au monde et à son empire, à donner à son trône la stabilité de l'hérédité, à son caractère l'apparence des goûts de famille, et dans cette pensée avait contracté un mariage avec l'Autriche, la cour la plus vieille, la plus constante dans ses desseins. Il voulait apaiser les haines, évacuer l'Allemagne, et porter en Espagne toutes ses forces, pour y contraindre l'Angleterre à la paix, et avec l'Angleterre le monde, qui n'attendait que le signal de celle-ci pour se soumettre. Telles étaient ses pensées en 1810, et, cherchant de bonne foi à les réaliser, il imaginait le blocus continental qui devait contraindre l'Angleterre à la paix par la souffrance commerciale, s'efforçait de soumettre la Hollande à ce système,

¹ Un orage eut lieu en effet, mais plus loin et quelques jours plus tard. C'est l'armée d'Italie qui cessuça en passant le Niémen à Prema.

et celle-ci résistant, il l'enlevait à son propre frère, la réunissait à son empire, et donnait à l'Europe, qu'il aurait voulu calmer, l'émotion d'un grand royaume réuni à la France par simple décret. Puis trouvant le système du blocus incomplet, il prenait pour le compléter les villes anseatiques, Brême, Hambourg, Lubeck, et, comme si le lion n'avait pu se reposer qu'en dévorant de nouvelles proies, il y ajoutait le Valais, Florence, Rome, et trouvait étonnant que quelque part on pût s'offusquer de telles entreprises! Pendant ce temps, il avait lancé sur Lisbonne son principal lieutenant, Masséna, pour aller porter à l'armée anglaise le coup mortel; et jugeant au frémissement du continent qu'il fallait garder des forces imposantes au Nord, il formait une vaste réunion de troupes sur l'Elbe, ne consacrait plus dès lors à l'Espagne que des forces insuffisantes, laissait Masséna sans secours perdre une partie de sa gloire, permettait que d'un lieu inconnu, Torrès-Védras, surgît une espérance pour l'Europe exaspérée, qu'il s'élevât un capitaine fatal pour lui et pour nous; puis n'admettant pas que la Russie, enhardie par les distances, pût opposer quelques objections à ses vues, il reportait brusquement ses pensées, ses forces, son génie, au Nord, pour y finir la guerre par un de ces grands coups auxquels il avait habitué le monde, et beaucoup trop habitué son âme, abandonnant ainsi le certain, qu'il aurait pu atteindre sur le Tage, pour l'incertain, qu'il allait chercher entre le Dniéper et la Dvina! Voilà ce qui était advenu des desseins de ce César rêvant un instant d'être Auguste! Et en ce moment il s'avancait au Nord, laissant derrière lui la France épuisée et dégoûtée d'une gloire sanglante, les âmes pieuses blessées de sa tyrannie religieuse, les âmes indépendantes de sa tyrannie politique, l'Europe enfin révoltée du joug étranger qu'il faisait peser sur elle, et menait avec lui une armée où fermentaient sourdement la plupart de ces sentiments, où s'entendaient toutes les langues, et qui n'avait pour lien que son génie, et sa prospérité jusque-là invariable! Qu'arriverait-il, à ces distances, de ce prodigieux artifice d'une armée de six cent mille soldats de toutes les nations, suivant une étoile, si cette étoile qu'ils suivaient tenait tout à coup à pâlir? L'univers, pour notre malheur, l'a su, de manière à ne jamais l'oublier; mais il faut, pour son instruction, lui apprendre, par le détail même des événements, ce qu'il n'a su que par le bruit d'une chute épouvantable. Nous allons nous engager dans ce douloureux et héroïque récit : la gloire, nous la trouverons à chaque pas : le bonheur, hélas ! il y faut renoncer au delà du Niémen.

LIVRE QUARANTE-QUATRIÈME.

MOSCOU.

Napoléon se prépare à marcher sur Wilna. — Ses dispositions à Kowno pour s'assurer la possession de cette ville et y faire aboutir sa ligne de navigation. — Mouvement des divers corps de l'armée française. — En approchant de Wilna, on rencontre M. de Balachoff, envoyé par l'empereur Alexandre pour faire une dernière tentative de rapprochement. — Motifs qui ont provoqué cette démarche. — L'empereur Alexandre et son état-major. — Opinions régnantes en Russie sur la manière de conduire cette guerre. — Système de retraite à l'intérieur proposé par le général Pfuhl. — Sentiment des généraux Barclay de Tolly et Bagration à l'égard de ce système. — En apprenant l'arrivée des Français, Alexandre se décide à se retirer sur la Dwina au camp de Drissa, et à diriger le prince Bagration avec la seconde armée russe sur le Dniéper. — Entrée des Français dans Wilna. — Orages d'été pendant la marche de l'armée sur Wilna. — Premières souffrances. — Beaucoup d'hommes prennent dès le commencement de la campagne l'habitude du maraudage. — La difficulté des marches et des approvisionnements décide Napoléon à faire un séjour à Wilna. — Inconvénients de ce séjour. — Tandis que Napoléon s'arrête pour rallier les hommes débandés et donner à ses convois le temps d'arriver, il envoie le maréchal Davout sur sa droite, afin de poursuivre le prince Bagration, séparé de la principale armée russe. — Organisation du gouvernement lithuanien. — Création de magasins, construction de fours, établissement d'une police sur les routes. — Entrevue de Napoléon avec M. de Balachoff. — Langage fâcheux tenu à ce personnage. — Opérations du maréchal Davout sur la droite de Napoléon. — Danger auquel sont exposées plusieurs colonnes russes séparées du corps principal de leur armée. — La colonne du général Doctoroff parvient à se sauver, les autres sont rejetées sur le prince Bagration. — Marche hardie du maréchal Davout sur Minsk. — S'apercevant qu'il est en présence de l'armée de Bagration, deux ou trois fois plus forte que les troupes qu'il commande, ce maréchal demande des renforts. — Napoléon, qui médite le projet de se jeter sur Barclay de Tolly avec la plus grande partie de ses forces, refuse au maréchal Davout les secours nécessaires, et croit y suppléer en pressant la réuion du roi Jérôme avec ce maréchal. — Marche du roi Jérôme de Grodno sur Nesuij. — Ses lenteurs involontaires. — Napoléon, mécontent, le place sous les ordres du maréchal Davout. — Ce prince, blessé, quitte l'armée. — Perte de plusieurs jours pendant lesquels Bagration réussit à se sauver. — Le maréchal Davout court à sa poursuite. — Bon combat de Mohilew. — Bagration, quoique battu, parvient à se retirer au delà du Dniéper. — Occupations de Napoléon pendant les mouvements du maréchal Davout. — Après avoir organisé ses moyens de subsistance, et laissé à Wilna une grande partie de ses convois d'artillerie et de vivres, il se dispose à marcher contre la principale armée russe de Barclay de Tolly. — Insurrection de la Pologne. — Accueil fait aux députés polonais. — Langage réservé de Napoléon à leur égard, et motifs de cette réserve. — Départ de Napoléon pour Gloubock. — Bon plan consistant, après avoir jeté Davout et Jérôme sur Bagration, à se porter sur Barclay de Tolly par un mouvement de gauche à droite, afin de déboucher les Russes et de les tourner. — Marche de tous les corps de l'armée française défilant devant le camp de Drissa pour se porter sur Polotsk et Witebsk. — Les Russes au camp de Drissa. — Révolte de leur état-major contre le plan de campagne attribué au général Pfuhl, et contrainte exercée à l'égard de l'empereur Alexandre pour l'obliger à quitter l'armée. — Celui-ci se décide à se rendre à Moscou. — Barclay de Tolly évacue le camp de Drissa, et se porte à Witebsk en marchant derrière la Dwina, dans l'intention de se

rejoindre à Bagration. — Napoléon s'efforce de le prévenir à Witebsk. — Brillante suite de combats en avant d'Ostrowno, et au delà. — Bravoure audacieuse de l'armée française, et opiniâtreté de l'armée russe. — Un moment on espère une bataille, mais les Russes se débattent pour prendre position entre Witebsk et Smolensk, et rallier le prince Bagration. — Accablement produit par des chaleurs excessives, fatigue des troupes, nouvelle perte d'hommes et de chevaux. — Napoléon, prévenu à Smolensk, et désespérant d'empêcher la réunion de Bagration avec Barclay de Tolly, se décide à une nouvelle halte d'une quinzaine de jours, pour rallier les hommes restés en arrière, amener ses convois d'artillerie, et laisser passer les grandes chaleurs. — Son établissement à Witebsk. — Ses cantonnements autour de cette ville. — Ses soins pour son armée, déjà réduite de 400 mille hommes à 256 mille, depuis le passage du Niéme. — Opérations à l'aile gauche. — Les maréchaux Macdonald et Oudinot, chargés d'agir sur la Dwina, doivent, l'un bloquer Riga, l'autre prendre Polotsk. — Avantages remportés les 20 juillet et 1^{er} août par le maréchal Oudinot sur le comte de Wittgenstein. — Napoléon pour procurer quelque repos aux Bavarois ruinés par la dysenterie, et pour renforcer le maréchal Oudinot, les envoie à Polotsk. — Opérations à l'aile droite. — Napoléon, après avoir été rejoint par le maréchal Davout et par une partie des troupes du roi Jérôme, charge le général Reynier avec les Saxons, et le prince de Schwarzenberg avec les Autrichiens, de garder le cours inférieur du Dniéper, et de tenir tête au général russe Tormassoff, qui occupe la Volhynie avec 40 mille hommes. — Après avoir ordonné ces dispositions et accordé un peu de repos à ses soldats, Napoléon recommence les opérations offensives contre la grande armée russe, composée désormais des troupes réunies de Barclay de Tolly et de Bagration. — Belle marche de gauche à droite, devant l'armée ennemie, pour passer le Dniéper au-dessous de Smolensk, surprendre cette ville, tourner les Russes, et les acculer sur la Dwina. — Pendant que Napoléon opérait contre les Russes, ceux-ci songaient à prendre l'initiative. — Décourcetés par les mouvements de Napoléon, et apercevant le danger de Smolensk, ils se rabattaient sur cette ville pour la secourir. — Marche des Français sur Smolensk. — Brilliant combat de Krasnoï. — Arrivée des Français devant Smolensk. — Immense réunion d'hommes autour de cette malheureuse ville. — Attaque et prise de Smolensk par Ney et Davout. — Retraite des Russes sur Dorogobouge. — Rencontre du maréchal Ney avec une partie de l'arrière-garde russe. — Combat sanglant de Valoutia. — Mort du général Gudin. — Chagrin de Napoléon en voyant échouer l'une après l'autre les plus belles combinaisons qu'il eût jamais imaginées. — Difficultés des lieux, et peu de faveur de la fortune dans cette campagne. — Grande question de savoir s'il faut s'arrêter à Smolensk pour hiverner en Lithuanie, ou marcher en avant pour prévenir les dangers politiques qui pourraient naître d'une guerre prolongée. — Raisons pour et contre. — Tandis qu'il délibère, Napoléon apprend que le général Saint-Cyr, remplaçant le maréchal Oudinot blessé, a gagné le 18 août une bataille sur l'armée de Wittgenstein à Polotsk; que les généraux Schwarzenberg et Reynier, après diverses alternatives, ont gagné à Gorodeczna le 12 août une autre bataille sur l'armée de Volhynie; que le maréchal Davout et Murat, mis à la poursuite de la grande armée russe, ont trouvé cette armée en position au delà de Dorogobouge, avec apparence de vouloir combattre. — A cette dernière nouvelle, Napoléon part de Smolensk avec le reste de l'armée, afin de tout terminer dans une grande bataille. — Son arrivée à Dorogobouge. — Retraite de l'armée russe, dont les chefs divisés flottent entre l'idée de combattre, et l'idée de se retirer en détruisant tout sur leur chemin. — Leur marche sur Wiasma. — Napoléon jugeant qu'ils vont enfin livrer bataille, et espérant décider du sort de la guerre en une journée, se met à les poursuivre, et résout ainsi la grave question qui tenait son esprit en suspens. — Ordres sur ses ailes et ses derrières pendant la marche qu'il projette. — Le 9^e corps, sous le maréchal Victor, amené de Berlin à Wilna pour couvrir les derrières de l'armée; le 11^e, sous le maréchal Augereau, chargé de remplacer le 9^e à Berlin. — Marche de la grande armée sur Wiasma. — Aspect de la Russie. — Nombreux incendies allumés par la main des Russes sur toute la route de Smolensk à Moscou. — Exaltation de l'esprit public en Russie, et irritation soit dans l'armée, soit dans le peuple, contre le plan qui consiste à se retirer en détruisant tout sur les pas

des Français. — Impopularité de Barclay de Tolly, accusé d'être l'auteur ou l'exécuteur de ce système, et envoi du vieux général Kutusof pour le remplacer. — Carnetier de Kutusof et son arrivée à l'armée. — Quoique penchant pour le système défensif, il se décide à livrer bataille en avant de Moscou. — Choix du champ de bataille de Borodino au bord de la Moskowa. — Marche de l'armée française de Wiasma sur Ghijst. — Quelques jours de mauvais temps font hésiter Napoléon entre le projet de rétrograder, et le projet de poursuivre l'armée russe. — Le retour du beau temps le décide, malgré l'avis des principaux chefs de l'armée, à continuer sa marche offensive. — Arrivée le 5 septembre dans la vaste plaine de Borodino. — Prise de la redoute de Schwardino le 5 septembre au soir. — Repos le 6 septembre. — Préparatifs de la grande bataille. — Proposition du maréchal Davout de tourner l'armée russe par sa gauche. — Motifs qui décident le rejet de cette proposition. — Plan d'attaque directe consistant à enlever de vive force les redoutes sur lesquelles les Russes sont appuyés. — Esprit militaire des Français, esprit religieux des Russes. — Mémorable bataille de la Moskowa, livrée le 7 septembre 1812. — Environ 60 mille hommes hors de combat du côté des Russes, et 30 mille du côté des Français. — Spectacle horrible. — Pourquoi la bataille, quoique meurtrière pour les Russes et complètement perdue pour eux, n'est cependant pas décisive. — Les Russes se retirent sur Moscou. — Les Français les poursuivent. — Conseil de guerre tenu par les généraux russes pour savoir s'il faut livrer une nouvelle bataille, ou abandonner Moscou aux Français. — Kutusof se décide à évacuer Moscou en traversant la ville, et en se retirant sur la route de Riazan. — Désespoir du gouverneur Hostopchin, et ses préparatifs secrets d'incendie. — Arrivée des Français devant Moscou. — Superbe aspect de cette capitale, et enthousiasme de nos soldats en l'apercevant des hauteurs de Worobieïou. — Entrée dans Moscou le 14 septembre. — Silence et solitude. — Quelques apparences de feu dans la nuit du 15 au 16. — Affreux incendie de cette capitale. — Napoléon obligé de sortir du Kremlin pour se retirer au château de Petruskoïe. — Douleur qu'il lui cause le désastre de Moscou. — Il y voit une résolution désespérée qui exclut toute idée de paix. — Après cinq jours l'incendie est apaisé. — Aspect de Moscou après l'incendie. — Les quatre églises de la ville détruite. — Immense quantité de vivres trouvée dans les caves, et formation de magasins pour l'armée. — Pensées qui agitent Napoléon à Moscou. — Il sent le danger de s'y arrêter, et voudrait, par une marche oblique au nord, se réunir aux maréchaux Victor, Saint-Cyr et Macdonald, en avant de la Dwina, de manière à résoudre le double problème de se rapprocher de la Pologne, et de menacer Saint-Petersbourg. — Mauvais accueil que cette conception profonde reçoit de la part de ses lieutenants, et objections fondées sur l'état de l'armée, réduite à cent mille hommes. — Pendant que Napoléon hésite, il s'aperçoit que l'armée russe s'est dérobée, et est venue prendre position sur son flanc droit, vers la route de Kalouga. — Murat envoyé à sa poursuite. — Les Russes établis à Taroutino. — Napoléon, embarrassé de sa position, envoie le général Lauriston à Kutusof pour essayer de négocier. — Finesse de Kutusof feignant d'agréer ces ouvertures, et acceptation d'un armistice tacite.

Le Niémen venait d'être franchi le 24 juin sans aucune opposition de la part des Russes, et tout annonçait que les motifs qui les avaient empêchés de résister aux environs de Kowno, les en empêcheraient également sur les autres points de leur frontière. Ne doutant pas qu'à sa gauche le maréchal Macdonald, chargé de passer le Niémen près de Tilsit, qu'à sa droite le prince Eugène, chargé de le passer aux environs de Preuss, ne trouvassent les mêmes facilités, Napoléon ne songeait qu'à se porter sur Wilna, pour s'emparer de la capitale de la Lithuanie, et pour se placer entre les deux armées ennemies de manière à ne plus leur permettre de se rejoindre. Toutefois, avant de quitter Kowno, il voulut, tandis que ses

corps marcheraient sur Wilna, vaquer à divers soins que sa rare prévoyance ne négligeait jamais. Assurer sa ligne de communication, orsqu'il se portait en avant, avait toujours été sa première occupation, et c'était plus que jamais le cas d'y penser, lorsqu'il allait s'aventurer à de si grandes distances, à travers des pays si difficiles, et au milieu d'une cavalerie ennemie la plus incommode qu'il y eût au monde.

D'abord il fit lever les ponts jetés au-dessus de Kowno, replacer les bateaux sur leurs haquets, et acheminer l'équipage entier à la suite du maréchal Davout. Il chargea l'infatigable général Éblé de construire à Kowno même un pont sur pilotis, pour rendre certain, dans tous les temps, le passage du Niémen. Il lui ordonna d'en établir un pareil sur la Wilia, afin d'assurer les communications de l'armée dans tous les sens. Les ressources du pays en bois étaient considérables, et quant aux autres parties du matériel nécessaires à l'établissement des ponts, telles que ferrures, cordages et outils, on doit se souvenir qu'il en avait largement approvisionné le corps du génie. Napoléon s'occupa ensuite d'entourer la ville de Kowno d'ouvrages de défense, afin que les partis ennemis ne pussent y pénétrer, et que le vaste dépôt de matières qu'on allait y laisser s'y trouvât en parfaite sûreté. Après ces objets, les hôpitaux pour recevoir les blessés et les malades, les manutentions pour fabriquer le pain, les magasins pour déposer les approvisionnements de tout genre, et par-dessus tout les bateaux propres à remonter la Wilia jusqu'à Wilna, absorbèrent son attention sans relâche, et il donna les ordres convenables pour que, moyennant un seul transbordement, les convois venus de Dantzig par la Vistule, le Frische-Haff, la Prégel, la Deine, le canal de Frédéricie, le Niémen, pussent remonter de Kowno jusqu'à Wilna. Malheureusement la Wilia, moins profonde que le Niémen, et de plus très-sinueuse, offrait un moyen de transport presque aussi difficile que celui de terre. On n'estimait pas à moins de vingt jours le temps indispensable pour remonter par la Wilia de Kowno à Wilna, et c'était à peu près le temps exigé pour venir de Dantzig à Kowno. Toutefois Napoléon ordonna de faire l'essai de cette navigation, sauf à organiser d'autres moyens de transport si celui-là ne réussissait point.

Tout en s'occupant de ces soins avec son activité accoutumée, Napoléon avait mis ses troupes en marche. Les rapports recueillis sur la situation de l'ennemi, obscurs pour tout autre que Napoléon, représentaient l'armée de Barclay de Tolly comme formant une espèce de demi-cercle autour de Wilna, et se liant par un cordon de Cosaques avec celle du prince Bagration, qui était beaucoup plus bas sur notre droite, dans les environs de Grodno. Voici comment, d'après ces rapports, était distribuée autour de nous l'armée du général Barclay de Tolly, particulièrement opposée à la masse principale de nos forces. (Voir la carte n° 54.) On disait qu'entre

Tilsit et Kowno, vers Rossiena, c'est-à-dire à notre gauche, se trouvait le corps de Wittgenstein, qu'on supposait de vingt et quelques mille hommes (il était de 24 mille); qu'à Wilkomir s'en trouvait un autre, celui de Bagowouth, d'une force moindre (il était de 19 mille hommes en y comprenant le corps de cavalerie d'Ouvaroff); qu'à Wilna même était campée la garde impériale avec les réserves (elle était de 24 mille hommes en y joignant la grosse cavalerie du général Korff); qu'en face de nous sur la route de Wilna, mais un peu sur notre droite, étaient répandues d'autres troupes dont le nombre était inconnu, mais ne devait pas être inférieur aux détachements déjà énumérés. C'étaient le corps de Touczkoff, campé à Nowoi-Troki avec environ 19 mille hommes, celui de Schouvaloff, campé à Olkeniki avec 14 mille, et enfin à l'extrême droite, celui de Doctoroff, établi à Lida avec 20 mille hommes, et lié par les 8 mille Cosaques de Platow à l'armée du prince Bagration. Cette répartition des 130 mille hommes de Barclay de Tolly n'était qu'imparfaitement connue; mais sa distribution en demi-cercle autour de Wilna, en masse plus forte sur notre gauche et notre front, en masse un peu moindre sur notre droite, se liant par des Cosaques à Bagration, était assez clairement entrevue pour que Napoléon pût ordonner la marche de son armée sur Wilna avec une connaissance suffisante des choses.

Le maréchal Maedonald, à notre extrême gauche, venait de franchir sans difficulté le Niémen à Tilsit. Il avait 11 mille Polonais, 17 mille Prussiens, et il reçut l'ordre de s'avancer sur Rossiena, sans précipitation, de manière à couvrir la navigation du Niémen, et à envahir successivement la Courlande, à mesure que les Russes se replieraient sur la Dwina. Napoléon dirigea le corps du maréchal Oudinot, fort d'environ 36 mille hommes, sur Janowo, et lui enjoignit d'y passer la Wilia pour se porter sur Wilkomir. Il était probable que ce corps rencontrerait celui de Wittgenstein, qui en se retirant de Rossiena devait traverser Wilkomir. Napoléon le renforça d'une division de cuirassiers, détachée du prince Eugène, et appartenant au 3^e corps de cavalerie de réserve. Il voulut porter aussi au delà de la Wilia le corps de Ney, qui était également de 36 mille hommes, mais en lui faisant passer cette rivière plus près de Wilna. Oudinot et Ney, marchant parallèlement et très-près l'un de l'autre, étaient assez forts pour tenir tête à quelque ennemi que ce fût, et pour donner le temps de venir à leur secours, si, contre toute vraisemblance, ils rencontraient le gros de l'armée russe. Ils n'avaient donc rien à craindre de Wittgenstein et de Bagowouth, séparés ou réunis, et devaient même les accabler en combinant bien leurs efforts.

Ces précautions, presque surabondantes, prises sur sa gauche, Napoléon résolut de marcher droit devant lui sur Wilna, avec les 20 mille cavaliers de Murat, les 70 mille fantassins de Davout, et les 36 mille soldats éprou-

rés de la garde. Ayant ainsi directement sous sa main 120 mille combattants au moins, il était certain de vaincre toutes les résistances, et en coupant la ligne russe vers Wilna, de séparer entièrement Barclay de Tolly de Bagration.

Quant aux troupes ennemies répandues sur sa droite, et qui, sans qu'on le sût avec précision, se trouvaient entre Nowoi-Troki et Lida, et formaient la gauche de Barclay, on ne pouvait pas les supposer de plus de 40 mille hommes; or le prince Eugène, qui faisait ses apprêts pour franchir le Niémen à Prenn avec 80 mille, devait avoir raison d'elles, si, contre le plan évident des Russes, elles prenaient l'offensive.

Ces dispositions, ordonnées dès le lendemain du passage du Niémen, s'exécutaient pendant que Napoléon, établi à Kowno, se consacrait aux soins divers que nous venons de retracer. De sa personne il ne devait accourir que lorsque ses avant-postes lui signaleraient la présence de l'ennemi. D'ailleurs, avec le vaillant Murat à son avant-garde, avec le solide Davout à son corps de bataille, il n'avait guère à craindre une mésaventure. Le 25, Murat et Davout s'avancèrent, l'un à la tête de sa cavalerie, l'autre à la tête de son infanterie, jusqu'à Zismory, après avoir traversé un pays difficile, et où l'armée russe aurait pu facilement les arrêter. Ils avaient cheminé en effet sur le flanc des coteaux boisés qui séparent le lit de la Wilia de celui du Niémen, serrés entre ces coteaux et les bords escarpés du Niémen, et n'ayant pas en cas d'attaque beaucoup d'espace pour se déployer. Le 25 au soir ils conchèrent à Zismory, dans un pays plus facile, l'angle que forment la Wilia et le Niémen étant infiniment plus ouvert. Le lendemain 26, ils allèrent coucher sur la route de Jewe, et ne rencontrèrent sur leur chemin que des Cosaques qui fuyaient à leur approche, en mettant le feu aux granges et aux châteaux lorsqu'ils en avaient le temps. Le ciel était demeuré pur et serein, mais les villages étaient déjà fort éloignés les uns des autres, et les ressources devenaient rares. Les soldats du maréchal Davout, portant leur pain sur le dos, et ayant un troupeau à leur suite, ne manquaient de rien, mais ils étaient un peu fatigués de la longueur des marches, et laissaient parmi les jeunes soldats, surtout parmi les Illyriens et les Hollandais, quelques trainards sur la route. Les chevaux en particulier souffraient beaucoup, et tous les soirs, faute d'avoine, on était obligé de les répandre dans les champs pour y brouter le seigle vert, qui leur plaisait sans les nourrir. L'artillerie de réserve, composée des pièces de douze, et les équipages chargés de munitions et de vivres, étaient en arrière. La cavalerie de Murat, que malheureusement il ménageait peu, la mettant en mouvement dès le matin, et la faisant courir à bride abattue dans tous les sens, était déjà très-fatiguée. Le soigneux et sévère Davout désapprouvait cette imprévoyance, et, quoique peu communicatif, laissait voir ce qu'il pensait. Il n'y avait

pas là de quoi rapprocher les deux chefs de notre avant-garde, déjà si dissemblables d'esprit et de caractère.

Le 27 on atteignit Jewe, qui n'est plus qu'à une forte journée de Wilna, et Murat, afin de pouvoir entrer le lendemain de très-bonne heure dans cette ville, se porta sur Ricunti, à trois ou quatre lieues en avant de Jewe.

On ne devait trouver à Wilna ni la cour du czar ni son armée. Le passage du Niémen commencé le 24 au matin avait été connu le 24 au soir à Wilna, pendant que l'empereur Alexandre assistait à un bal donné par le général Benningsen.

Cette nouvelle, apportée par un domestique du comte Romanzoff, jeta un grand trouble dans les esprits, et ne fit qu'ajouter à l'extrême confusion qui régnait dans l'état-major russe. Voulant s'entourer de nombreux avis, Alexandre avait emmené avec lui une foule de personnages, tous différents de caractère, de rang et de nation. Indépendamment du général Barclay de Tolly, qui ne donnait pas ses ordres comme général en chef de l'armée, mais comme ministre de la guerre, Alexandre avait auprès de lui le général Benningsen, le grand-duc Constantin, un ancien ministre de la guerre Arakitchef, les ministres de la police et de l'intérieur MM. de Balachoff et Kotchumbey, le prince Wolkonski. Ce dernier remplissait auprès de la personne de l'empereur les fonctions de chef d'état-major. A ces Russes, la plupart animés de passions fort vives, s'étaient joints une quantité d'étrangers de toutes nations, fuyant auprès d'Alexandre les persécutions de Napoléon, ou seulement son influence et sa gloire, qu'ils détestaient. Parmi eux se trouvaient un officier du génie, nommé Michaux, Piémontais d'origine, ayant peu de coup d'œil militaire, mais savant dans son état, et très-considéré par Alexandre; un Suédois, comte d'Armfeld, qui avait été contraint par les événements politiques de la Suède à se réfugier en Russie, homme d'esprit mais peu estimé; un Italien, Paulucci, de beaucoup d'imagination et de pétulance; plusieurs Allemands, particulièrement le baron de Stein, que Napoléon avait exclu du ministère en Prusse, qui était en Allemagne l'idole de tous les ennemis de la France, et qui joignait à un singulier mélange d'esprit libéral et aristocratique un patriotisme ardent; un officier d'état-major instruit, intelligent, actif, aimant à se produire, le colonel Wulzogen; enfin un Prussien, plus docteur que militaire, le général Pfuhl, exerçant sur l'esprit d'Alexandre une assez grande influence, détesté par ce motif de tous les habitués de la cour, se croyant profond et n'étant que systématique, ayant auprès de quelques adeptes la réputation d'un génie supérieur, mais auprès du plus grand nombre celle d'un esprit bizarre, absurde, insouciant, incapable de rendre le moindre service, et fait tout au plus pour dominer quelque temps par sa singularité même la mobile et rêveuse imagination d'Alexandre.

C'est au milieu de ces donneurs de conseils que l'empereur Alexandre, ayant plus d'esprit qu'aucun d'eux, mais moins qu'aucun d'eux la faculté de s'arrêter à une idée et d'y tenir, vivait depuis plusieurs mois, lorsque le canot de Napoléon vint l'arracher à ses incertitudes, et l'obliger à se faire un plan de campagne.

Entre ces divers personnages, deux idées n'avaient cessé d'être débattues vivement. Les hommes d'un caractère ardent, qui suivant l'usage n'étaient pas les plus éclairés, voulaient qu'on n'attendît pas Napoléon, qu'on le prévint au contraire, qu'on se jetât sur la Vieille-Prusse et sur la Pologne, qu'on ravageât ces pays, alliés ou complices de la France, qu'on tâchât même de soulever l'Allemagne en lui tendant une main précoce, sauf, s'il le fallait, à se retirer ensuite, après avoir agrandi de deux cents lieues le désert dans lequel on espérait que Napoléon viendrait s'abîmer. Les hommes calmes et sensés jugeaient ce projet dangereux, et soutenaient avec raison qu'aller au-devant de Napoléon, c'était lui abrégier le chemin, lui épargner par conséquent la plus grave des difficultés de cette guerre, celle des distances, lui offrir presque sur son territoire, à portée de ses ressources, ce qu'il devait désirer le plus, une bataille d'Austerlitz ou de Friedland; bataille qu'il gagnerait sans aucun doute, et qui, une fois gagnée, déciderait la question, ou établirait au moins son ascendant pour tout le reste de la guerre. Ils disaient encore qu'au lieu de diminuer la difficulté des distances, il fallait l'agrandir en se retirant devant Napoléon, en lui cédant du terrain autant qu'il en voudrait envahir, puis quand on l'aurait attiré-bien loin, et qu'on le tiendrait dans les profondeurs de la Russie, épuisé de fatigue et de faim, se précipiter sur lui, l'accabler, et le ramener à moitié détruit à la frontière russe. Ce plan présentait l'inconvénient de livrer au ravage, non pas la Pologne ou la Vieille-Prusse, mais la Russie elle-même. Néanmoins la presque certitude du succès était une raison d'un tel poids, qu'aucune considération d'intérêt matériel ne méritait d'être mise en balance avec elle.

Cette controverse, commencée à Saint-Petersbourg, n'avait pas encore cessé à Wilna, lorsque la nouvelle du passage du Niémen vint mettre fin au bal du général Benningsen. Alexandre avait l'esprit trop clairvoyant pour hésiter un instant sur une question pareille. Ménager à Napoléon, sous le climat de la Russie, la campagne que Masséna venait de faire en Portugal sous le climat de la Péninsule, était une tactique trop indiquée pour qu'il songeât à en suivre une autre. De plus il avait en pour l'adopter une raison décisive, c'était la raison politique. Constamment appliqué à mettre l'opinion de la Russie, de l'Europe, et même de la France de son côté, afin d'aggraver la situation morale de Napoléon vis-à-vis des peuples, il s'était soigneusement gardé de paraître le provocateur, et par suite de ce système s'était promis d'attendre l'ennemi sans aller le cher-

cher. C'est là ce qu'il avait toujours annoncé, et ce qu'il avait fait en se tenant derrière le Niémen, sa frontière naturelle, à ce point qu'il ne l'avait pas même défendue.

Cette conduite était toute simple, et dictée par le bon sens. Mais on avait voulu à cette occasion construire tout un système, et c'était le général Pfuhl, auteur de ce système, qui en était le démonstrateur auprès d'Alexandre, qu'avec une certaine apparence de profondeur on était presque toujours assuré de séduire.

A chaque époque, lorsqu'un homme supérieur, s'inspirant non pas d'une théorie, mais des circonstances, exécute de grandes choses, les esprits imitateurs viennent à la suite, et mettent des systèmes à la place des grandes choses que le vrai génie a faites naturellement. Dans le dix-huitième siècle, tout le monde voulait faire l'exercice à la manière de Frédéric, et depuis la bataille de Lützen construisait des systèmes sur l'ordre oblique, auquel on attribuait tous les succès du monarque prussien. A partir de l'année 1800, et des campagnes du général Bonaparte, qui avait su, avec tant d'art, manœuvrer sur les ailes et les communications de ses adversaires, on ne parlait que de tourner l'ennemi. A Austerlitz les conseillers d'Alexandre avaient voulu tourner Napoléon, et on sait ce qu'il leur en avait coûté. En 1810, un homme de sens et de caractère, lord Wellington, secondé par les circonstances et un honneur rare, venait de faire une campagne brillante en Portugal, et on ne parlait plus en Europe que d'agir comme lui. Se retirer en détruisant toutes choses, se réfugier ensuite dans un camp inexpugnable, y attendre l'épuisement d'un ennemi témérairement engagé, enfin revenir sur cet ennemi, l'assaillir, l'accabler, était devenu pour certains esprits, depuis Torres-Védras, toute la science de la guerre. C'est de cette science que le général Pfuhl s'était constitué le maître suprême au milieu de l'état-major russe. Excepté le czar, qui se complaisait dans ces fausses profondeurs, le général Pfuhl avait fatigué, blessé tout le monde par son dogmatisme, ses prétentions, son orgueil. Mais Alexandre l'avait accueilli comme un génie méconnu, et lui avait donné à rédiger tout le plan de la guerre.

Le général Pfuhl, après avoir étudié la carte de Russie, y avait remarqué ce que chacun peut y apercevoir au premier aspect, la longue ligne transversale de la Dwina et du Dniéper, qui, en s'ajoutant l'une à l'autre, forment du nord-ouest au sud-est une vaste et belle ligne de défense intérieure. Il voulait donc que les armées russes s'y repliassent, y établissent une espèce de Torres-Védras invincible, et qu'elles y tinssent la conduite des armées anglaise et espagnole en Portugal. Ayant, dans cette étude attentive de la carte de Russie, remarqué à Drissa sur la Dwina un emplacement qui lui semblait propre à l'établissement d'un camp retranché, il avait proposé d'en construire un dans cet endroit, et Alexandre, adop-

tant cette proposition, avait envoyé l'ingénieur Michaux sur les lieux pour tracer et faire exécuter les ouvrages. L'officier d'état-major Wozzgen, espèce d'interprète du génie mystérieux du général Pfuhl, allait et venait pour appliquer les idées de son maître sur le terrain. Enfin, à la création de ce camp de Drissa, le général Pfuhl avait ajouté une distribution des forces russes appropriée au système qu'il avait déduit des opérations de lord Wellington en Portugal. Il avait en conséquence demandé deux armées, une principale, une secondaire; l'une sur la Dwina recevant les Français de front, les attirant à sa suite, et devant se retirer au camp de Drissa; l'autre sur le Dniéper, reculant aussi devant les Français, mais destinée à les assaillir en flanc et par derrière, lorsqu'on reprendrait l'offensive pour les accabler. C'est en vertu de ce plan qu'avaient été formées les deux armées de Barclay de Tolly et de Bagration.

C'était assurément une pensée juste, à laquelle Alexandre dut plus tard de grands résultats, que de battre en retraite devant les Français, et de les attirer dans le fond de la Russie, et cette pensée, tout le monde l'avait en Europe. Mais pourquoi un camp retranché, et surtout pourquoi si près de la frontière? C'est ce que tout le monde pouvait se demander, au simple énoncé du plan du général Pfuhl, plan qui n'était, comme on le voit, que l'imitation systématisée de la guerre de Portugal. Si lord Wellington avait songé à un camp retranché, c'est parce qu'il fallait qu'il s'arrêtât assez promptement, sans quoi il eût été précipité dans l'Océan. Le camp retranché, pour les Russes c'était l'espace, qui, pour eux, ne finissait qu'au bord de l'Océan glacial. Et puis, placer le point d'arrêt sur la Dwina, c'était vouloir arrêter les Français au début même de leur course, quand ils avaient encore tout leur élan et toutes leurs ressources, comme du reste l'événement le prouva, et s'exposer à être emporté d'assaut. Enfin, en admettant qu'on pût agir utilement contre les flancs de l'ennemi, c'était courir de grands dangers que de diviser dès l'origine la masse principale des forces russes, qui était à peine suffisante pour tenir la campagne, et il eût été beaucoup mieux entendu de laisser aux troupes revenant d'Asie le rôle de cette armée de flanc destinée à harceler les Français, peut-être même à leur fermer la retraite.

Voilà ce que démontrait le simple bon sens, même avant la leçon des événements. Au surplus Alexandre s'était gardé de mettre ce plan en discussion; il l'avait soigneusement réservé pour lui et pour quelques adhérents allemands, et s'était borné à en faire exécuter les préparatifs les plus importants. En attendant il s'était avancé, comme on l'a déjà vu, en deux masses, l'une appuyée sur la Dwina, l'autre sur le Dniéper, ayant pour point de direction, la première Wilna, la seconde Minsk.

Jusque-là, il n'y avait rien à redire, car il était naturel que les deux rassemblements principaux des Russes se formassent derrière ces deux

floues. Mais les hommes sensés dans l'état-major du czar pensaient qu'on allait bientôt réunir l'une et l'autre armée russe, se présenter ensuite en une seule masse aux Français, sauf à ne pas leur livrer bataille, à se retirer à leur approche, et à attendre, avant de se précipiter sur eux, qu'ils fussent à la fois fatigués, privés de vivres, et engagés assez profondément en Russie pour n'en pouvoir plus revenir. C'était l'avis notamment du général Barclay de Tolly, officier froid, ferme, instruit; issu d'une famille écossaise établie en Courlande, et à cause de cette origine peu agréable aux Russes, qui prennent les étrangers en haine dès que leurs passions nationales commencent à fermenter. Mais, comme nous l'avons dit, cet avis n'était pas du goût de tout le monde. Les hommes ardents, détestant la France, sa révolution, sa gloire, qu'ils fussent Russes, Suédois, Allemands ou Italiens, ne voulaient pas qu'on fit aux Français l'honneur de reculer devant eux, et prétendaient qu'il fallait prendre l'offensive, se jeter sur la Prusse et la Pologne, pour ravager une plus grande étendue de pays, et soulever l'Allemagne, qui ne demandait qu'à être délivrée. Cette dernière opinion dominait surtout au quartier général du prince Bagration. Ce prince, Géorgien d'origine, brave, ayant du coup d'œil sur le terrain, mais dépourvu des talents d'un général en chef, chargé d'ailleurs, si on avait pris l'offensive, d'envahir la Pologne, aurait voulu aller en avant, et se ruer sur les Français avec une énergie furieuse. Jaloux de Barclay, méprisant les militaires savants, il favorisait autour de lui les déclamations contre les étrangers qui conseillaient Alexandre, et travaillaient, assurait-on, à lui inspirer une conduite timide.

Alexandre s'était ainsi avancé avec ses deux armées, ne se prononçant pas encore, considérant en secret le plan du général Pfuhl comme le salut de l'empire, mais hésitant à le dire, et se réservant de faire successivement exécuter ce plan, au fur et à mesure des événements. Aussi n'avait-il ni voulu ni osé nommer un général en chef, ce qui eût été proclamer un système, et avait-il chargé le général Barclay de Tolly de donner des ordres comme ministre de la guerre. La brusque apparition de Napoléon au delà du Niémen l'obligea de mettre un terme à ces hésitations, et d'arrêter un plan.

Le désir d'Alexandre eût été de convoquer sur-le-champ un conseil de guerre, d'y appeler ses conseillers de toutes les nations, d'y faire exposer le plan du général Pfuhl, non par le général Pfuhl lui-même, incapable de supporter une contradiction, mais par le colonel Wolzogen, son interprète ordinaire, esprit clair et maniable, puis enfin de demander à tous les assistants de se prononcer. Mais le colonel Wolzogen lui fit sentir qu'on aboutirait ainsi à un nouveau chaos, et qu'il valait mieux choisir tout simplement un général en chef, auquel on confierait l'exécution du plan jugé le meilleur. Pour un tel rôle le général Barclay de Tolly était

le plus indiqué par son obéissance, sa fermeté, ses talents pratiques, et sa qualité de ministre de la guerre. D'ailleurs l'approche de l'ennemi avec une masse écrasante d'environ 200 mille hommes, quand on avait à peine 130 mille combattants à lui opposer, avait fort calmé les partisans de l'offensive, et la plupart des donneurs d'avis ne songeaient même qu'à se retirer, pour ne pas tomber dans les mains de Napoléon, qui ne les aurait probablement pas ménagés. Il n'y avait donc pas à craindre qu'on blâmât beaucoup dans le moment un mouvement rétrograde devenu inévitable. En conséquence Alexandro, adoptant l'avis du colonel Wolzogen, qui du reste était le seul admissible au point où en étaient les choses, confia au général Barclay de Tolly, non pas en qualité de général en chef, mais en qualité de ministre de la guerre, le soin d'opérer la retraite de l'armée principale sur la Dwina, dans la direction du camp de Drissa. Ces dispositions arrêtées, il partit avec la foule de ses conseillers, en suivant la route qui par Swenziany et Vidzouy menait à Drissa.

Ce n'était pas chose aisée que d'opérer devant Napoléon, ordinairement prompt comme la foudre, la retraite des six corps russes répandus autour de Wilna, et composant l'armée principale.

Ainsi que nous l'avons dit, le premier de ces corps, sous le comte de Wittgenstein, était à Rossiena, où il formait l'extrême droite des Russes, opposée à l'extrême gauche des Français. Le second, sous le général Bagrowouth, était à Janowo; le troisième, composé de la garde russe et des réserves, à Wilna; le quatrième, sous le général Tuczkoïf, entre Kowno et Wilna, à Nowoi-Troki¹. Pour ces quatre corps la retraite était facile, car ils n'avaient qu'à se retirer directement sur la Dwina, sans être exposés à trouver les Français sur leur chemin. Il n'y avait pas plus de difficulté pour la grosse cavalerie, distribuée en deux corps de réserve sous les généraux Ouvaroff et Koriïf, et placée en arrière. Mais le cinquième corps sous le comte Schouvaloff, le sixième sous le général Doctoroff, établis, l'un à Olkeniki, l'autre à Lida, et formant l'extrême gauche du demi-cercle que les Russes décrivaient autour de Wilna, pouvaient, avant d'avoir regagné la route de Swenziany, être arrêtés par les Français, qui déjà étaient en marche sur Wilna. Quant à l'hotman Platow, complétant avec 8 mille Cosaques les 130 mille hommes de l'armée de la Dwina, il était près de Grodno, et on n'avait guère à s'inquiéter pour des coureurs aussi agiles que les siens.

Le général Barclay de Tolly se hâta de donner à tous ses corps l'ordre de se replier sur la Dwina, en prenant pour lui le camp de Drissa, et prescrivit aux deux qui étaient les plus mal placés d'opérer tout de suite

¹ En disant le premier, le second, le troisième corps russe, nous ne les désignons pas par le numéro qu'ils portaient dans l'armée russe, mais par leur rang dans la ligne qu'ils formaient alors autour de Wilna.

leur mouvement de retraite, en tournant autour de Wilna, et en se tenant pendant le trajet le plus loin qu'ils pourraient de cette ville, afin de ne pas rencontrer les Français. Quant à lui, assez dédaigneux pour les donner d'avis qui avaient montré tant d'empressement à partir, il affecta de rester à son arrière-garde, et de se retirer lentement avec elle, en disputant le terrain pied à pied. L'ordre envoyé au prince Bagration, au nom de l'empereur lui-même, fut de se reporter sur le Dniéper, en suivant autant que possible la direction de Minsk, afin de se réunir au besoin à l'armée principale, si cette réunion devenait nécessaire. L'hetman Platow, toujours chargé de lier entre eux Barclay de Tolly et Bagration, eut ordre de harceler les Français en courant sur leurs flancs et leurs derrières.

Avant de quitter Wilna, l'empereur Alexandre, tout en regardant la guerre comme désormais inévitable, et quoique très-décidé à la soutenir énergiquement, voulut tenter une dernière démarche, qui ne pouvait arrêter les hostilités, mais qui devait certainement en rejeter la responsabilité sur Napoléon. Voyant d'après les nouvelles de Saint-Petersbourg que le général Lauriston avait fondé la demande de ses passe-ports sur la demande que le prince de Kourakin avait faite des siens, et sur la prétendue condition imposée aux Français d'évacuer la Prusse, il s'attacha surtout à répondre à ces deux griefs de manière à mettre tous les torts du côté de son adversaire. Il fit donc appeler M. de Balachoff, ministre de la police, venu avec lui à Wilna, homme d'esprit et de tact, et le chargea d'aller dire à Napoléon combien il s'étonnait d'une rupture si brusque qu'aucune déclaration de guerre n'avait précédée, combien il trouvait léger le motif tiré d'une demande de passe-ports faite par le prince de Kourakin, lorsqu'on savait que ce prince n'était pas autorisé à la faire; combien enfin la prétendue condition d'évacuer la Prusse était elle-même un grief peu sérieux, puisqu'elle avait été proposée, non comme une satisfaction préalable devant précéder toute négociation, mais seulement comme conséquence promise et certaine de tout arrangement pacifique. Alexandre autorisa même M. de Balachoff à déclarer que cette évacuation était si peu une condition absolue, que si les Français voulaient s'arrêter au Niémen, il consentait à négocier tout de suite sur les bases indiquées dans les diverses communications précédentes. Ces ordes donnés, l'empereur Alexandre partit le 26 juin, en adressant à son peuple une proclamation chaleureuse, dans laquelle il prenait l'engagement solennel de ne jamais traiter tant que l'ennemi serait sur le sol de la Russie.

Tandis qu'Alexandre s'éloignait, M. de Balachoff courut à la rencontre de l'armée française, et la trouva en route sur Wilna. Il eut d'abord quelque peine à se faire reconnaître comme aide de camp de l'empereur Alexandre, puis fut admis à ce titre, et conduit auprès de Murat, qui,

chamarré d'or, la tête couverte de plumets, galopait au milieu de ses nombreux escadrons.

Murat, suivant sa coutume, facile, aimable, mais indiscret, fit le plus gracieux accueil à M. de Balachoff, affecta de déplore'r cette nouvelle guerre, de regretter vivement son beau royaume de Naples, de ne désirer aucunement celui de Pologne, de se montrer enfin l'instrument raisonnable d'un maître très-peu raisonnable, et accompagna ces sages propos d'une infinité de démonstrations gracieuses, dont il avait le talent naturel, malgré une éducation peu soignée. Il renvoya ensuite M. de Balachoff aux avant-postes de l'infanterie, qui venaient après ceux de la cavalerie. M. de Balachoff y rencontra un tout autre accueil. Présenté au maréchal Davout, il fut reçu avec froideur, réserve et silence. Ayant exprimé le désir de pénétrer immédiatement jusqu'à l'empereur Napoléon, il ne put en obtenir l'autorisation. Le maréchal lui alléguait ses ordres, et le retint pour ainsi dire prisonnier jusqu'à une réponse du quartier général. Sur la fin du jour, il l'engagea à partager son repas, et le fit assseoir devant une table qui consistait en une porte de maison qu'on avait arrachée de ses gonds et étendue sur des tonneaux, qui n'était chargée que de mets d'une extrême frugalité, s'excusa de cette hospitalité toute militaire, et ne lui adressa pas une parole qui eût trait aux affaires de la guerre ou de la politique. Le lendemain matin, l'ordre étant venu de garder M. de Balachoff jusqu'à Wilna, où il devait être reçu par l'Empereur, le maréchal Davout lui laissa sa maison qui ne faisait que d'arriver, l'engagea à s'en servir librement, lui donna pour le garder un officier aussi taciturne que lui-même, et monta à cheval afin d'aller se mettre à la tête de ses troupes. M. de Balachoff dut donc attendre l'entrée des Français à Wilna pour entretenir Napoléon.

Ce même matin du 28 la cavalerie du général Bruyère arriva aux portes de Wilna, en descendant les coteaux qui bordent la Wilia. Elle y rencontra un gros détachement de cavalerie russe appuyé par de l'infanterie et par quelques pièces d'artillerie attelée. Le choc fut assez vif, mais l'avant-garde ennemie, après avoir résisté quelques instants, se replia dans Wilna, en brûlant les ponts de la Wilia, et en mettant le feu aux magasins de vivres et de fourrages que contenait la ville. Le maréchal Davout, qui suivait à une lieue de distance la cavalerie de Murat, entra dans Wilna avec elle. Les Lithuaniens, quoique asservis aux Russes depuis plus de quarante ans, et déjà un peu façonnés au joug, accueillirent les Français avec joie, et se hâtèrent de les aider à réparer le pont de la Wilia. Au moyen de quelques bateaux du pays, on rétablit le passage de la rivière, peu large en cet endroit, et on eourut ensuite à la poursuite des Russes, qui se retirèrent rapidement mais sans désordre.

Ainsi la capitale de la Lithuanie venait d'être conquise presque sans

coup férir, et après quatre jours seulement d'hostilités. Napoléon, parti la veille de Kowno, et arrivé vers midi, fit son entrée dans Wilna au milieu du concours empressé des habitants, qui pen à peu s'échauffaient, s'aminaient au contact de nos soldats, surtout des soldats polonais, et au souvenir de leur antique liberté, que les plus âgés d'entre eux avaient seuls connue, et dont ils avaient souvent raconté les scènes à leurs enfants. Les seigneurs lithuaniens partisans des Russes s'étaient enfuis; ceux qui ne l'étaient pas avaient eu soin de nous attendre. Parmi ces derniers les uns vinrent spontanément, les autres se laissèrent mander. Mais tous se prêtèrent franchement à la création d'autorités nouvelles pour administrer le pays dans l'intérêt de l'armée française, intérêt qui dans le moment était celui de la Pologne elle-même. Toutefois une grande crainte retombait et glaçait leur zèle, c'est que cette tentative de reconstituer la Pologne ne fût pas sérieuse, et que sous peu de mois on ne revît les Russes courroucés rentrer dans Wilna avec des ordres de séquestre et d'exil.

Le premier service à nous rendre était de moudre du grain, de conserver des fours, de cuire du pain pour nos soldats; qui arrivaient affamés, non de viande dont ils avaient eu en abondance, mais de pain dont ils avaient été privés presque partout. Le grain n'était pas rare; mais les Russes s'étaient surtout appliqués à détruire les farines, les moulins et les avoines, prévoyant qu'avec du blé on n'aurait pas immédiatement du pain, et que sans avoine nous ne conserverions pas longtemps la grande quantité de chevaux qui suivaient l'armée. Or la ville de Wilna, qui renfermait une population de vingt-cinq mille âmes environ, ne pouvait pas, sous le rapport de la confection du pain, offrir les mêmes ressources que Berlin ou Varsovie. Napoléon ordonna d'employer sur-le-champ à la construction des fours les maçons que le maréchal Davout amenait avec lui, et ceux dont la garde était pourvue. On s'empara en attendant des fours que contenait la ville, et qui suffisaient à peine à cuire trente mille rations par jour. Il en aurait fallu cent mille tout de suite, et dans quelques jours deux cent mille.

Pendant que Napoléon vaquait à ces premiers soins, les divers corps de l'armée exécutaient les mouvements qui leur étaient prescrits, sans autres accidents que ceux qu'on avait à craindre de la fatigue et du mauvais temps. Le maréchal Ney, comme on l'a vu, avait dû passer la Wilia plus près de Wilna que le maréchal Oudinot, c'est-à-dire aux environs de Riconti, et il avait marché dans la direction de Malafouy, apercevant de loin le corps de Bagowouth qui était d'abord à Wilkomir, mais qui dans le mouvement de retraite des corps russes avait quitté ce point pour se diriger sur Swenziany et Drissa. Du reste le maréchal Ney n'eut affaire qu'à l'arrière-garde de Bagowouth, composée de Cosaques, qui s'effor-

çaient de tout brûler, mais n'en avaient pas toujours le temps; et nous laissaient heureusement encore quelques ressources pour vivre. Le maréchal Oudipot ayant passé la Wilia au-dessous, c'est-à-dire à Janowo, pour marcher sur Wilkomir, n'y rencontra plus Bagowouth, qui venait d'en partir, mais Wittgenstein, qui de Rossiena s'était reporté sur Wilkomir. Ce dernier se trouva en position à Deweltowo; le 28 au matin, moment même où le gros de l'armée française entra dans Wilna. Wittgenstein avait 24 mille hommes, beaucoup de cavalerie, et tout ce qu'il fallait d'énergie pour ne pas se retirer timidement devant nous. Il montra au maréchal Oudipot une ligne d'environ 20 mille fantassins, opérant lentement leur retraite, et couverts par une artillerie nombreuse et une cavalerie brillante. Wittgenstein avait rencontré dans le maréchal Oudipot un adversaire qui n'était pas homme à se laisser braver. Le maréchal, n'ayant encore sous la main que sa cavalerie légère, son artillerie attelée, la division d'infanterie Verdier, et les cuirassiers de Doumerc, n'hésita point à se jeter sur les Russes. Après avoir chargé à outrance leur cavalerie, et l'avoir obligée à repasser derrière les lignes de l'infanterie, il aborda celle-ci avec la division Verdier, la força à se replier, et lui tua ou prit environ quatre cents hommes. Il n'eut pas même le temps d'employer ses cuirassiers, et encore moins les divisions Legrand et Merle, qui arrivaient en toute hâte. Il en fut quitte pour une centaine d'hommes morts ou blessés. Les Russes se mirent bientôt hors de portée.

Nos troupes, dans le corps du maréchal Oudipot comme dans celui du maréchal Ney, étaient très-fatiguées, tant par les marches qu'elles avaient dû faire jusqu'au Niémen, que par celles qu'elles avaient faites au delà. Elles manquaient de pain, de sel et de spiritueux, et s'ennuyaient de manger de la viande sans sel, avec un peu de farine délayée dans de l'eau. Les chevaux étaient déjà très-affaiblis faute d'avoine, et encore le temps avait-il été beau. Un grand nombre de soldats restés sur les derrières y étaient pour ainsi dire égarés, cherchaient leur chemin, et ne trouvaient personne à qui le demander, car il y avait peu d'habitants, et le peu qu'il y avait ne parlaient que le polonais. Une énorme quantité de charrois, soit d'artillerie, soit de bagages, allongeaient et embarrassaient cette queue de l'armée.

Telle était la situation des choses à notre gauche, au delà de la Wilia. Elle était à peu près la même à notre centre, sur la route directe de Kowno à Wilna, que les dernières divisions du maréchal Davout parcouraient en ce moment, suivies par la garde impériale. A notre droite, au corps d'armée du prince Eugène, tout était en retard; la tête et la queue. Le prince Eugène ayant eu à traverser non pas la Vieille-Prusse, comme les maréchaux Davout, Oudipot et Ney, mais la Pologne, avait franchi difficilement, au prix de grands efforts et de grandes privations, les sa-

hles stériles et mouvants de ces contrées, et n'était arrivé sur le Niémen que le jour même où le gros de l'armée entrait dans Wlma. En passant le Niémen à Prena, ce prince devait déboucher sur Nowoi-Troki et Olkaniki, points occupés par les corps de Touczkoff et de Schonvaloff, qui ne formaient pas un total de plus de 34 mille hommes, et qui étaient peu capables par conséquent de tenir tête aux 80 mille hommes de l'armée d'Italie. Ce n'étaient donc pas les difficultés naissant de la présence de l'ennemi que le prince Eugène avait à craindre, et les lieux pouvaient seuls faire obstacle à sa marche. Son opération devait s'exécuter du 28 au 30 juin.

Jusqu'à-là, sauf quelques orages passagers, le ciel avait été pur, la chaleur assez vive, sans être encore importune, comme elle l'est souvent dans ces contrées extrêmes, tour à tour privées du soleil en hiver, ou fatiguées de sa présence continue en été. Cependant la Pologne, qu'on avait trouvée si triste dans l'hiver de 1807, se montrait maintenant verdoyante, convertie de vastes forêts, assez agréable d'aspect, mais manquant de la vraie gaieté, celle que l'homme répand dans la nature par sa présence et son travail. Les routes, quoique non ferrées, n'étaient pas trop difficiles encore, le soleil les ayant desséchées.

Tout à coup, dans la soirée du 28^e, ces conditions climatiques cessèrent brusquement. Le ciel se couvrit du nuage, et une suite d'orages épouvantables enveloppa la Pologne presque entière. Des torrents de pluie inondèrent les terres, et les amollirent sous les pieds des hommes et des chevaux. Pour comble de malheur, la température changea comme l'aspect du ciel, et devint tout à coup aussi froide qu'humide. Pendant les trois journées du 29 juin au 1^{er} juillet, le temps fut affreux, et les bivouacs devinrent extrêmement pénibles, car il fallut coucher dans une espèce de fange. Beaucoup d'hommes jeunes furent atteints de dysenterie,

¹ Divers historiens de cette époque ont parlé d'un orage qui éclata au moment du passage du Niémen, et ont voulu y voir de sinistres présages. Cette assertion mérite une explication. La lecture attentive des dépêches des généraux relatant les faits jour par jour, prouve que sur tous les points le mauvais temps, celui qu'on peut vraiment appeler de ce nom, ne commença que du 28 au 29 juin, et dura jusqu'au 2 ou 3 juillet. Le principal passage du Niémen ayant eu lieu le 24 à Kouwo, on fut donc précédé d'aussi bon signe, alarmant, comme on dit que le fut chez les anciens la mort de César. Il est bien vrai que vers la fin de la journée du 24 on essaya un court orage, mais pendant la plus grande partie de la journée du 24 le temps fut beau, et il ne justifie en rien la tradition des présages sinistres. Le passage du prince Eugène à Prena, ayant commencé le 29 au soir, fut en effet interrompu par l'orage, et c'est sans doute ce qui a fourni occasion de dire que la foudre avait averti Napoléon de la destinée qui l'attendait au delà du Niémen. C'est une preuve sur mille de la difficulté d'arriver à l'exactitude historique, et de la part que l'imagination des hommes cherche toujours à prendre dans le récit des choses aux dépens de la vérité rigoureuse. Au reste, ce détail est de peu d'importance, et nous ne le mentionnons que parce qu'il a beaucoup occupé M. Fain, et provoqué de sa part de nombreuses réflexions.

et ils le durent non-seulement au rapide changement de la température, mais aussi à une nourriture composée presque uniquement de viande, et souvent de viande de porc. Une partie des divisions du maréchal Davout, qui étaient encore en marche sur Wilna le 29, toute la garde qui les suivait, se trouvant sans abri; car on avait à peine de quoi loger les états-majors dans les rares habitations du pays, eurent de grandes souffrances à essuyer. Les troupes des maréchaux Ney et Oudinot, à la gauche de la Wilna, ne jouirent pas d'un temps meilleur, mais souffrirent un peu moins, parce que le pays qu'elles traversaient n'avait été visité ni par les Russes ni par les Français. A droite, les souffrances du corps du prince Eugène, qui en ce moment passait le Niémen, furent plus grandes encore. Le pont avait été jeté le 29 au soir, et une division avait déjà franchi le Niémen, lorsqu'un orage, violent, torrentueux, mêlé de vent, de grêle et de tonnerre, comme les orages des tropiques, emportant les tentes, obligeant les cavaliers à mettre pied à terre, les fantassins à se serrer les uns aux autres, causa une sorte de saisissement universel. On ne pouvait pas même se coucher à terre au milieu de cette inondation. Le passage fut interrompu, et on resta pendant quarante-huit heures une moitié au delà du fleuve, et une autre moitié en deçà. Les Bavares surtout, qui avaient beaucoup marché et fait une grande consommation de porc, contractèrent en cette occasion le germe d'une dysenterie qui leur devint bientôt funeste.

On franchit le Niémen cependant, et on s'achemina bientôt sur Nowoï-Troki, mais dans une sorte de désordre produit par l'invasion subite du mauvais temps. Napoléon avait levé les chevaux comme les conscrits par milliers, en Suisse, en Italie, en Allemagne, sans s'inquiéter de leur âge. Il avait bien fait à cet égard quelques sages recommandations, mais les quantités demandées n'avaient pas permis de les suivre. Ces chevaux, attelés trop jeunes et sans éducation préalable à d'immenses charrois, obligés de les trainer à travers les sables de la Pologne, nourris avec du seigle vert au lieu de grain, étaient déjà très-fatigués en arrivant au hord du Niémen. Les nuits pluvieuses et froides des 29 et 30 juin en tuèrent plusieurs mille, particulièrement dans le corps du prince Eugène. En deux jours les routes furent couvertes de chevaux morts et de voitures abandonnées. Si les soldats et les officiers du train avaient été plus expérimentés, ils auraient pu parer au mal, du moins en partie, en réunissant en parcs au hord des routes les voitures privées de chevaux, en laissant des détachements pour les garder, et en attelant ensuite avec les chevaux survivants les voitures qu'il importait de faire arriver les premières. Un petit nombre d'entre eux agirent ainsi, mais les autres abandonnèrent les voitures aux trainards affamés, qui ne se firent pas scrupule de les piller. Dans le corps du prince Eugène, où il y avait beaucoup d'Italiens et de

Bavarois, le désordre fut extrême. Ce désordre s'introduisit également sur les derrières du maréchal Davout, parmi les Hollandais, les Ansbates, les Espagnols du 1^{er} corps. Ces étrangers, peu soucieux de l'honneur d'une armée qui était française, peu attachés à une cause qui n'était pas la leur, furent les premiers à se débânder, et à profiter de l'obscurité de cette région forestière pour désertre ou se livrer à la maraude. Parmi nos soldats eux-mêmes il y eut quelque relâchement, mais ce fut seulement parmi les anciens réfractaires arrachés par les colonnes mobiles à la vie errante, et amenés de force au drapeau. Du Niémen à Wilna on vit vingt-cinq à trente mille Bavares, Wurtembergeois, Italiens, Ansbates, Espagnols, Français, s'échappant des rangs, pillant les voitures abandonnées, et après les voitures, les châteaux des seigneurs lithuaniens. Le dommage sans doute n'était pas alarmant, et sur les 400 mille hommes qui venaient de franchir le Niémen, 25 ou 30 mille maraudeurs n'étaient pas une diminution inquiétante de nos forces, si le mal s'arrêtait là ; mais il pouvait devenir contagieux, et la perte de 7 à 8 mille chevaux surtout éprouvée en quatre jours était difficile à réparer. Le prince Eugène, dans les troupes duquel le mal avait sévi avec le plus de violence, arrivé à Nowoï-Troki, sur la droite de Wilna, en avertit l'Empereur, bien qu'il n'aimât pas à l'affliger. Les autres commandants adressèrent les mêmes rapports, et signalèrent des symptômes fâcheux dans tous les corps de l'armée.

Napoléon n'était pas homme à s'effrayer de pareils accidents, à l'ouverture d'une campagne qui commençait à peine, et pour laquelle il avait tant multiplié les précautions. Il avait vu d'ailleurs quelque chose de semblable, mais dans une bien moindre proportion, en 1807, et il en avait triomphé. Il ne douta pas de triompher également de ces difficultés, auxquelles il s'était attendu, qu'il regardait comme toutes locales, et qui malheureusement tenaient à des causes générales. Le mal dont l'armée était atteinte, elle ne l'avait pas pris dans les plaines de la Pologne, elle en avait apporté le germe avec elle. Les soldats de Masséna en Portugal quittaient le drapeau pour vivre, mais ils y revenaient le soir, parce qu'ils étaient Français et vieux soldats. Dans l'armée amenée en Russie, si on se fût réduit aux hommes qui étaient Français et vieux soldats, le nombre eût été à peine de la moitié.

Napoléon vit un remède facile à ce mal subit, qui ne l'alarmait que très-médiocrement, c'était de faire à Wilna une halte d'une quinzaine de jours. Avec ce répit on devait selon lui rallier la queue des colonnes, et surtout celle des bagages. La longue trainée de ses convois ne s'étendait pas seulement de Wilna au Niémen, mais du Niémen à la Vistule, de la Vistule à l'Elbe. Les corps n'avaient pas encore reçu la moitié des équipages qui leur étaient destinés. Les lourdes voitures du nouveau modèle

étaient restées la plupart en route, mais les plus légères paraissaient devoir arriver. En s'arrêtant quelques jours à Wilna, on était certain de rallier ces dernières, qu'on emmènerait seules avec soi, et quant aux plus lourdes, qui devaient rejoindre postérieurement, on les laisserait sur les derrières de l'armée, où elles auraient plus d'un service à rendre. En même temps on organiserait la Lithuanie, et on y établirait un gouvernement polonais, dont on avait grand besoin.

Ce n'était donc pas les occupations utiles qui manquaient pour employer les quinze jours qu'il s'agissait de passer à Wilna. Mais tandis qu'on y séjournerait, le beau plan de Napoléon, consistant à couper en deux la ligne russe, n'allait-il pas devenir inexécutable? Barclay de Tolly et Bagration en rétrogradant, l'un sur la Dwina, l'autre sur le Dniéper, n'allaient-ils pas trouver le moyen de se rejoindre au delà de ces deux fleuves? N'allait-on pas, ce qui était plus grave encore, perdre l'occasion de les atteindre, et de les battre, avant qu'ils eussent réalisé leur projet de retraite indéfinie dans l'intérieur de la Russie? Et n'était-ce pas le cas de se demander, si, à faire une halte pour rallier ses colonnes et ses convois; il n'aurait pas mieux valu la faire à Kowno même, avant d'avoir franchi le Niémen, lorsque l'ennemi immobile, et devant persister à l'être tant que nous ne violerions pas ses frontières, n'avait pas reçu de notre brusque apparition l'avertissement de se retirer en toute hâte sur la Dwina et le Dniéper? Mais maintenant qu'on avait agi autrement, et qu'on avait opéré peut-être quinze jours trop tôt, ne valait-il pas mieux poursuivre témérairement une entreprise témérairement conçue, et marchant avec ce qu'on avait de plus dispos, se jeter sur les Russes, et obtenir un résultat décisif, avant qu'ils eussent le temps de s'enfoncer dans l'intérieur de leur pays? Questions graves, fort difficiles à résoudre après coup, mais qui dans le moment ne parurent point embarrasser Napoléon, car tout en s'arrêtant à Wilna pour rallier les trainards, pour établir une bonne police sur ses derrières, pour réorganiser ses convois, et créer un gouvernement de la Lithuanie, il n'entendait pas renoncer au projet de se placer entre les deux principales armées russes, afin de les isoler l'une de l'autre pendant tout le reste de la campagne. Les circonstances en effet l'autorisaient jusqu'à un certain point à concevoir l'espérance de réaliser toutes ces pensées à la fois.

A peine entré dans Wilna, c'est-à-dire le lendemain 29 juin, les rapports de la cavalerie légère annoncèrent que beaucoup de troupes russes étaient en marche autour de Wilna, et couraient circulairement de notre droite à notre gauche, sans doute pour rejoindre Barclay de Tolly sur la Dwina. Étaient-ce quelques divisions détachées, n'ayant pu jusqu'ici rejoindre Barclay de Tolly, ou bien la tête de Bagration, cherchant à former sur la Dwina une seule masse avec l'armée principale? Voilà ce qu'il n'était

pas possible de discerner encore; mais, dans tous les cas, c'étaient des troupes qu'on était en mesure d'intercepter, et au surplus, si on se trouvait en présence de Bagration lui-même, on ne pouvait avoir affaire qu'à la tête de son corps d'armée, puisqu'il avait à remonter au nord de toute la distance de Grodno à Wilna, et on était certainement à temps de lui barrer le chemin. Napoléon résolut donc, tandis qu'il s'arrêterait par sa gauche devant Barclay de Tolly, de marcher vivement par sa droite, afin d'intercepter la route que devait suivre Bagration, de l'envelopper s'il était possible, ou de l'acculer au moins aux marais de Pinsk, et de le paralyser ainsi pour le reste de la campagne.

Ce qui a été dit dans cette histoire du théâtre de la guerre, indique suffisamment les mouvements que Napoléon avait à exécuter pour atteindre le but qu'il se proposait. Du Rhin au Niémen, Napoléon avait presque toujours marché au nord-est. Après le passage du Niémen, il avait tourné à l'est, et désormais dans cette campagne extraordinaire il allait toujours marcher à l'orient jusqu'à Moscou. Le Niémen franchi, la Wilia remontée jusqu'à Wilna, il allait rencontrer les grandes lignes transversales dont nous avons déjà parlé, celles que forment la Dwina et le Dniéper, et il devait naturellement s'acheminer vers l'espace ouvert que ces fleuves laissent à leur naissance entre Witebsk et Smolensk. (Voir la carte n° 54.) Dans ce mouvement, sa gauche faisait face à la Dwina, vers laquelle se dirigeait Barclay de Tolly, et sa droite au Dniéper, où Bagration tendait à se retirer. Wantant tout à la fois ralentir le pas afin de rallier ce qui était en arrière, et poursuivre vivement Bagration afin de le séparer de Barclay de Tolly, il devait s'arrêter par sa gauche; qui n'avait que peu de chemin à faire pour atteindre la Dwina, tandis que par sa droite il tâcherait, en marchant vite, de devancer Bagration sur le Dniéper. Ses dispositions furent admirablement prises en vue de ce double but.

Macdonald, dirigé d'abord sur Rossiena, eut ordre d'appuyer à droite sur Poniewiez, pour se rapprocher d'Oudinot; celui-ci de se porter également à droite, entre Awanta et Widzouy, pour se serrer sur Ney, et Ney de se tenir vers Swenziany, près de Murat, qui, avec toute sa cavalerie, devait par Gloubokoé suivre l'armée russe en retraite sur la Dwina. Macdonald, Oudinot, Ney, Murat, qui auraient dû former une masse de 120 mille hommes, et depuis la dernière marche en comptaient tout au plus 107 ou 108 mille, avaient ordre de demeurer en observation pour masquer les opérations du reste de l'armée; de rallier leurs trainards, de réunir des grains, de les convertir en farine, de réparer les moulins détruits par les Russes, de construire des fours, d'amener à eux leur grosse artillerie et leurs équipages, d'employer le temps enfin à se concentrer, à se réorganiser, à bien se garder surtout, et à soigneusement étudier les mouvements de l'ennemi.

Pour lier cette gauche immobile, et occupée à se refaire, avec sa droite qui albit être fort agissante, Napoléon prescrivit à Murat d'étendre sa cavalerie de Gloubokoe à Wileika, et, pour ne pas laisser cette cavalerie sous appui, il la fit soutenir par une ou deux des divisions du maréchal Davout arrivées les premières en ligne. Il se proposait de porter bientôt sur ce point, afin d'établir une liaison plus forte entre sa gauche et sa droite, le corps du prince Eugène, qui venait de passer le Niémen à Preuu. Ce dernier s'était arrêté à Nowoi-Troki, pour y prendre un peu de repos, et remettre quelque ordre dans ses colonnes.

Ce fut avec le corps de Davout, toujours le mieux constitué, le mieux pourvu, le plus propre à supporter l'effet dissolvant des mouvements trop rapides, que Napoléon résolut d'agir sur sa droite, contre les troupes qu'on voyait courir circulairement autour de Wilna. Ce pouvaient être, comme nous venons de le dire, les restes de Barclay lui-même, ou la tête de Bagration : il fallait dans le premier cas les prendre, dans le second les arrêter court, et par un effort vigoureux les acculer, aux marais de Pinsk. La cavalerie légère du maréchal Davout, sous les ordres des généraux Pajol et Bordessoulle, fut mise en mouvement dès le 29 juin, celle de Pajol sur la route d'Ochniana à Minsk, celle de Bordessoulle sur la route de Lida à Wolkowisk. C'étaient les deux grandes routes descendant de Wilna vers la Lithuanie méridionale, et sur lesquelles on pouvait rencontrer ou les détachements retardés de Barclay de Tolly, ou l'armée elle-même de Bagration. Les généraux Pajol et Bordessoulle signalèrent tous deux des colonnes d'infanterie, d'artillerie, de bagages, s'efforçant de remonter assez haut pour tourner autour de Wilna, et aller de notre droite à notre gauche rejoindre la principale armée russe. Ils espéraient l'un et l'autre ramasser quelques débris de ces colonnes; mais il fallait une force plus efficace, c'est-à-dire de l'infanterie, pour opérer une bonne capture.

Le 30 au soir, Napoléon fit partir le maréchal Davout, avec la division Compans, pour se porter à la suite du général Pajol dans la direction d'Ochniana; il dirigea la division Destaix sur la route de Lida, à la suite du général Bordessoulle; il tint la division Morand prête à marcher à la suite du maréchal Davout, si besoin était. Il pressa le mouvement du prince Eugène, qui, s'étant arrêté à Nowoi-Troki après le passage du Niémen, et recueillant là des bruits contradictoires, craignait de s'aventurer en s'avancant trop vite. Le prince Eugène, en remontant de Nowoi-Troki sur Ochniana, devait au besoin appuyer le maréchal Davout, ou bien venir prendre sa place dans la ligne de bataille à côté de Murat, de manière à former le centre de l'armée, et en relier la droite avec la gauche. Napoléon prescrivit à la cavalerie du général Grouchy, qui appartenait au prince Eugène, d'aider celle de Bordessoulle, et de se mettre, s'il le fal-

lait, aux ordres du maréchal Davout. Il donna en outre à ce dernier les cuirassiers de Valence.

Toutefois le maréchal Davout, avec les deux divisions Compans et Desaix, qu'il allait avoir seules sous la main en s'éloignant de Wilna, n'aurait pas suffi pour envelopper Bagration, qui devait compter environ 60 mille hommes, et à qui des bruits contradictoires en attribuaient 100 mille; mais il restait l'extrême droite, formée par le roi Jérôme avec 75 mille hommes, laquelle, débouchant de Grodno, et suivant Bagration en queue pendant qu'on l'arrêterait en tête, devait contribuer à l'envelopper, ou à l'acculer vers les marais de Pinsk.

Ainsi Napoléon, par cet ensemble de mouvements, retenant en observation devant la Dwina ses troupes de gauche, portant vivement sur le Dniéper une partie de ses troupes de droite, tandis que son centre, après s'être reposé à Nowoi-Troki, s'apprêtait à venir se mettre en ligne, Napoléon donnait aux deux tiers de son armée le temps de se rallier, et en faisait agir un tiers tout au plus pour couper la retraite au prince Bagration. On ne pouvait pas combiner avec une habileté plus profonde les mouvements d'une armée immense, en sachant allier tout à la fois le besoin de repos avec la nécessité de certaines opérations actives. Quant à lui, tandis qu'il entraînait avec sa prodigieuse activité dans tous les détails administratifs qui intéressaient ses troupes, il donnait en même temps ses soins à la Pologne, dont il était urgent de s'occuper, car on était chez elle, on semblait être venu pour elle, et, si on voulait rendre la guerre heureuse et sérieuse, on ne pouvait pas se passer d'elle.

Dans ce moment en effet on s'agitait à Varsovie, et au bruit du passage du Niémen par 400 mille soldats sous le grand homme du siècle, on proclamait la reconstitution de la Pologne; on décrétait la réunion de toutes ses provinces en un seul État, on votait enfin l'acte de ces confédérations générales par lesquelles les Polonais avaient jadis défendu leur sol et leur indépendance. Il n'était pas possible de faire autrement ni moins, en présence des événements qui se préparaient. Puisque Napoléon était obligé, en s'avancant jusqu'au sein même de la Russie, d'agiter la grave question de la Pologne, dont il traversait le territoire et dont il allait demander les bras, il eût peut-être bien fait d'en prendre son parti, et d'essayer de la reconstituer complètement. Dans ce cas, il aurait dû, comme nous l'avons déjà indiqué, réunir l'armée polonaise en une seule masse de 70 à 80 mille hommes, en former son aile droite, et la porter, en remontant le Bug, vers la Volhynie et la Podolie. Cette aile droite eût plus fidèlement gardé ses flancs, et aurait eu plus de chances d'insurger la Volhynie que les Autrichiens. Il aurait dû en outre, au lieu de constituer à part le gouvernement de la Lithuanie, le réunir immédiatement au gouvernement général de la Pologne. Il eût ainsi, par cette double unité de l'armée et

du gouvernement, rendu à la Pologne le sentiment complet de son existence, et lui aurait peut-être imprimé l'élan national dont il avait besoin pour réussir dans l'accomplissement de ses vastes desseins. Mais plein à cet égard des doutes que nous avons déjà exposés, ne voulant pas prendre un engagement trop grand sans savoir si les Polonais l'aideraient suffisamment à le tenir, il hésita, comme dans plusieurs occasions décisives de cette campagne, par un sentiment de prudence qui ne répondait pas à la témérité de son entreprise, et s'appliqua à ne rien faire de trop prononcé; à cause de l'Autriche qu'il craignait de s'aliéner, et de la Russie à laquelle il n'entendait pas déclarer une guerre à mort. Ayant déjà divisé l'armée polonaise en plusieurs détachements, qu'il avait placés partout où il y avait des alliés douteux à contenir, il renonça à réunir la Lithuanie à la Pologne, et lui donna une administration séparée. Il faut ajouter qu'il avait pour agir ainsi une raison administrative des plus puissantes. Il était au milieu de la Lithuanie, et c'est là qu'il allait combattre, peut-être s'établir pour une année ou deux : or, la faire dépendre d'un gouvernement placé à plus de cent lieues, gouvernement agité, disputeur, et inactif dans les premiers moments du moins, c'était renoncer à tirer de cette province les ressources dont il avait besoin, et qu'il était certain d'en obtenir en l'administrant lui-même.

Napoléon donna donc à la Lithuanie une administration distincte et indépendante. C'était à l'égard de la Russie une menace, mais point encore une déclaration de guerre implacable. Il forma une commission de sept membres, et la composa des seigneurs lithuaniens les plus considérables parmi ceux que la Russie n'avait pu gagner, ou avait négligé de s'attacher. Persistant à relier la Pologne à la Saxe, il nomma auprès de cette commission un représentant qui devait en même temps être gouverneur de la province, et choisit pour ces fonctions le comte Hogendorp, officier saxon dont il avait fait son aide de camp. Les quatre gouvernements secondaires de Wilna, de Grodno, de Minsk, de Byalistok, entre lesquels se subdivisait la Lithuanie, furent formés chacun d'une commission de trois membres, et d'un intendant dépendant du gouverneur général. Des agents exécutifs furent établis dans chaque district sous le titre de sous-préfets. Ce gouvernement de la Lithuanie, ainsi organisé, fut chargé de recueillir et de conserver les propriétés publiques, de percevoir les impôts, de lever les troupes, de maintenir l'ordre, de rappeler les habitants, de veiller à ce que la moisson fût faite, de rétablir la sûreté des routes, de créer des magasins et des hôpitaux, de contribuer en un mot à la reconstitution de la Pologne par le plus puissant de tous les moyens, celui qui consistait à secourir activement l'armée française. Ce gouvernement, placé sous l'action directe de Napoléon, était du reste autorisé à adhérer à la grande confédération polonaise, qui tenait d'être décrétée à Varsovie.

Le premier acte du nouveau gouvernement fut d'instituer une force publique. Il vota la création de quatre régiments d'infanterie, et de cinq régiments de cavalerie. Sans doute on aurait pu faire davantage avec la population de la Lithuanie, mais les ressources financières et les officiers manquaient. Ces neuf régiments, formant un total de douze mille hommes, devaient coûter quatre millions au moins de première création. Or on n'avait pas la moindre partie de cette somme. Napoléon, qui, une fois engagé dans une semblable aventure, aurait dû ne ménager aucun moyen, ne consentit à avancer que 400 mille francs. On choisit pour colonels de grands propriétaires, ayant servi autrefois, et attirés par l'appât d'un haut grade. On demanda les officiers de grade inférieur au prince Poniatowski. La population lithuanienne, quoique déjà un peu façonnée au joug de la Russie, comme nous l'avons dit, n'était pas sans zèle pour la cause de son indépendance, mais les seigneurs ne pouvaient se défendre de craindre le retour des Russes, et redoutaient singulièrement les exils et les séquestres. La population des campagnes craignait les pillages et la dévastation. La bourgeoisie des villes, moins les Juifs, était parfaitement disposée, mais peu nombreuse et fort gênée. Tous, pauvres ou riches, avaient été ruinés par le blocus continental et le séjour des troupes russes. Enfin on leur parlait de leur indépendance avec une certaine réserve, dont Napoléon ne voulait pas se départir, et on ne mélangait de la véhémence qu'en leur parlant de la nécessité des sacrifices à faire. Ces causes atténuant le zèle sans le détruire, les créations dont on avait à s'occuper, déjà fort difficiles par elles-mêmes, en étaient devenues plus difficiles encore.

Aux régiments de ligne on ajouta des gardes nationales. On commença par créer celle de Wilna, qui devait être de 1500 hommes. La campagne ayant spécialement besoin d'une milice pour le maintien de l'ordre, on créa des gardes-chasse, espèce de garde nationale à cheval, qui convenait aux mœurs du pays, et aux distances à parcourir. Elle fut portée d'abord à quatre escadrons de 120 hommes chacun, un par gouvernement. Ces gardes à cheval devaient servir de guides à des détachements de cavalerie française chargés de poursuivre les pillards, les maraudeurs, les bandits. Cette répression du maraudage avait paru à Napoléon le premier soin à prendre, afin d'empêcher la dissolution de l'armée, et de ramener, en la rassurant, la population dans ses demeures. Il fut donc formé des colonnes de vieille cavalerie, qui, ayant en tête des détachements de gardes-chasse polonais, se mirent à courir la campagne, à secourir les seigneurs assaillis dans leurs châteaux, à ramener les paysans cachés dans les bois, à recueillir les hommes de bonne volonté qui n'étaient qu'égarés, à saisir et à fusiller les pillards. Des commissions militaires suivaient ces colonnes de cavalerie, et le lendemain même de

leur institution, c'est-à-dire dans la première semaine de juillet, elles firent juger et fusiller des Allemands, des Italiens, des Français, sur la place publique de Wilna.

Malheureusement le mal était déjà bien grand, et le nombre de 25 à 30 mille débandés s'accroissait au lieu de diminuer par les marches précipitées de plusieurs des corps de l'armée. Il y avait notamment dans le 1^{er} corps, quelque bien tenu qu'il fût par le maréchal Davout, le 33^e léger, régiment hollandais, qui s'était presque débandé en entier, et qui pillait impitoyablement le canton de Lida, l'un des plus fertiles du pays. Les châteaux étaient dévastés, les vivres détruits, ce qui, après le passage des Cosaques, avait achevé la ruine de ce canton. Le sous-préfet de Nowoi-Troki, se rendant à son poste, avait été attaqué en route, et était arrivé sans aucune espèce de bagage à Nowoi-Troki. Des copriers venant de Paris avaient déjà été dévalisés. Heureusement les colonnes à cheval commençaient à mettre les pillards en fuite, à rassurer un peu les seigneurs, à ramener les paysans, mais ne pouvaient rattraper les trainards qui s'enfonçaient dans les bois, ou regagnaient le Niémen pour le repasser. Ceux qui prenaient ce dernier parti étaient, du reste, les moins dangereux pour l'armée.

Un autre inconvénient à faire cesser sur les routes, était celui des cadavres d'hommes et de chevaux gisant sans sépulture, et infectant l'air, surtout par l'étouffante chaleur qu'on ressentait depuis quelques jours. En Italie, en Allemagne, pays très-peuplés, dès qu'il y avait des morts par le feu ou par toute autre cause, les habitants, intéressés eux-mêmes à la salubrité de leurs contrées, se hâtaient de les ensevelir. Ordinairement même, l'empressement à les dépouiller portait les paysans à ne pas perdre de temps. Mais ici, avec des villages distants de cinq à six lieues les uns des autres, quelquefois de dix, ce genre de soin était absolument négligé, et indépendamment de quelques jeunes soldats morts de fatigue, de faim ou de suïsissement, par suite des mauvais temps, huit mille cadavres de chevaux infectaient l'atmosphère. Napoléon ajouta aux devoirs imposés aux colonnes qui parcouraient les routes, celui de faire enterrer les cadavres d'hommes et d'animaux.

Il fit établir, de Königsberg à Wilna, une suite de postes militaires, où devaient se trouver un commandant, un magasin, un petit hôpital, un relais de chevaux, et une patrouille chargée de veiller à la sûreté de la route et à l'enterrement des morts.

En même temps qu'il s'occupait de ces divers objets, Napoléon donna tous ses soins à une affaire devenue la plus urgente de toutes celles qui pouvaient attirer son attention, l'affaire des vivres et des convois. D'abord, avec les maçons de la garde et ceux du maréchal Davout, il ordonna la construction à Wilna de fours capables de cuire cent mille rations par

jour. Les charpentiers manquant pour façonner des cintres, on les prit dans les corps. Les briques, seul genre de matériaux qu'on pût employer dans ce pays où la pierre était rare, ne se trouvaient malheureusement qu'à quelque distance de Wilna. A défaut des chevaux de l'artillerie presque tous épuisés, Napoléon n'hésita point à requérir les chevaux de viture des états-majors, afin de transporter les briques à pied d'œuvre. Chaque jour il allait lui-même examiner le degré d'avancement de ces travaux.

La construction des fours n'était pas la seule des difficultés à vaincre pour assurer à Wilna la subsistance de l'armée. Les grains, malgré les ravages de l'ennemi, étaient assez abondants. Mais les Russes n'ayant pas toujours le temps de les détruire, s'attaquaient particulièrement aux moulins. Il fallait donc les réparer, ou requérir ceux qui étaient intacts, pour convertir le grain en farine. Provisoirement, on prit les farines du 1^{er} corps, toujours le mieux approvisionné, sauf à lui en tenir compte plus tard. Quant aux boulangers pour pétrir et cuire le pain, on en avait suffisamment, grâce à ceux dont la garde et le 1^{er} corps s'étaient pourvus.

Napoléon songea ensuite à créer de grands magasins, tant à Kowno et à Wilna que dans les villes dont on allait successivement s'emparer. Il résolut de faire en Lithuanie une réquisition de 80 mille quintaux de grains, d'une quantité proportionnée d'avoine, de paille, de foin, de fourrage, etc. Quant à la viande, elle abondait, grâce au bétail qui avait été amené sur pied à la suite des troupes. La dysenterie même, qui commençait à se répandre; tenait en partie à la grande quantité de viande mangée sans sel, sans pain, sans vin. Napoléon ordonna qu'après ces premières réquisitions on se procurerait, soit à compte des contributions dues par le pays, soit à prix d'argent, un million de quintaux de grains. Si la récolte était bonne, et que la moisson ne fût point troublée par la guerre, il n'était pas impossible de réaliser cet immense approvisionnement.

Les moyens de transport, indispensables à ajouter aux approvisionnements, réclamaient une nouvelle intervention de la puissante volonté de Napoléon. Les premiers convois, dirigés par le colonel Baste, qui en plus d'un endroit avait été obligé de faire curer les canaux, et auquel il en avait coûté des peines infinies pour approprier les bâtiments à la nature des cours d'eau, venaient de franchir la distance de Dantzic à Kowno. Napoléon en ressentit une vraie joie. Mais il restait à faire remonter ces convois de Kowno à Wilna par la rivière sinueuse de la Wilia. C'était un trajet de vingt jours, presque aussi long que celui de Dantzic à Kowno; bien que la distance ne fût que d'un cinquième ou d'un sixième. Napoléon fit réunir des bateaux pour essayer, avec le secours des marins de la garde, d'abrégier cette navigation. Son projet, si cet essai ne réussissait

pas, était d'y renoncer, et de la remplacer par une grande entreprise de transports par terre, qu'il se proposait de confier à une compagnie de juifs polonais. Les grains n'étaient pas difficiles à trouver dans les lieux où l'on était, il limita les objets à transporter aux farines, et après les farines aux spiritueux, aux riz, aux effets d'habillement, aux munitions d'artillerie.

L'organisation qu'on avait donnée aux équipages militaires n'avait pas eu les résultats qu'on en attendait. On avait perdu, de l'Elbe au Niémen, une moitié des voitures, un tiers des chevaux, un quart des hommes. Ainsi quo nous l'avons dit, les chars légers à la comtoise étaient seuls arrivés. Il en restait toutefois un certain nombre en arrière. Napoléon décida qu'on laisserait à Wilna les chars du nouveau modèle comme trop lourds, qu'on n'amènerait en Russie que les caissons d'ancien modèle et les chars à la comtoise, mais que le train d'artillerie ayant perdu beaucoup de chevaux, et les munitions de guerre lui semblant plus nécessaires que le pain, car si dans les champs on trouvait ça et là quelques vivres, on ne trouvait nulle part des gargousses et des cartouches, on appliquerait à l'artillerie une partie des chevaux des équipages. Quant aux voitures qui resteraient ainsi sans attelages, il ordonna d'y atteler des bœufs, et lorsqu'on n'aurait pas de bœufs, des chevaux du pays, espèce petite, mais forte, et dure à la fatigue, quoique infectée comme les hommes de l'horrible maladie de la plique. Malheureusement ces ordres étaient plus faciles à donner qu'à exécuter, car il n'était pas aisé de se procurer des jougs pour atteler les bœufs, des fers pour garantir leurs pieds, des bœufiers pour les conduire.

On voit quo de soins divers, d'une multiplicité infinie, et d'un succès douteux, exigeait la fémérale entreprise de transporter 600 mille hommes dans un pays lointain qui pouvait difficilement les nourrir, avec un matériel trop peu éprouvé, et avec un trop grand nombre de jeunes gens mêlés aux vieux soldats, les uns et les autres égaux au feu sans doute, mais furt inégaux à la fatigue. Quoique devenu plus soucieux en voyant de près les obstacles, Napoléon avait encore tout entier le sentiment de sa puissance. En quelques jours en effet il avait conquis la Lithuanie, et coupé en deux l'armée russe; il se flattait de prendre Bagration, ou de le mettre hors de cause pour longtemps, et, malgré la difficulté des lieux, du climat, des distances, il espérait de ses savantes manœuvres des résultats conformes à sa politique et à sa gloire. Aussi, tout en recevant poliment le ministre d'Alexandre, M. de Balachoff, était-il résolu à ne pas accepter les propositions dont cet envoyé était porteur. Effectivement, pour Alexandre comme pour Napoléon, il n'était plus temps de chercher à négocier, et l'épée pouvait seule résoudre la terrible question qui venait d'être soulevée. Avant le passage du Niémen, on aurait pu s'aboucher encore, et employer quel-

ques jours à parlementer, personne n'ayant un sacrifice de dignité à faire, puisque Napoléon n'avait pas à repasser le Niémen; et qu'Alexandre n'était pas réduit à traiter sur son sol envahi. Le Niémen passé, l'honneur était gravement engagé d'un côté comme de l'autre. Pour Napoléon, il y avait d'autres raisons encore de ne rien écouter, la saison d'abord, car on était en juillet; et il restait à peine trois mois pour agir, ensuite le temps qu'on allait donner aux Russes en négociant, soit pour amener sur la Vistule les troupes de Turquie, soit pour réunir les troupes de Bagration à celles de Barclay de Tolly. Napoléon (l'avenir lui étant caché comme à tous les mortels) ne devait donc pas écarter les propositions de M. de Balachoff. Ne pas commencer la guerre eût cent fois mieux valu sans doute; mais, la guerre commencée, il était impossible de s'arrêter à Wilna, et la seule chose convenable à faire était de repousser poliment, et même courtoisement, l'envoyé d'Alexandre. Malheureusement Napoléon fit davantage, et ne put s'empêcher de piquer vivement M. de Balachoff, entraînement dont il ne savait plus se défendre, dès qu'il éprouvait quelque contrariété, surtout depuis que l'âge et le succès l'avaient porté à mettre de côté toute contrainte. L'âge tempère, lorsque la vie a été un mélange de succès et de revers; il enivre, au contraire, il aveugle, lorsque la vie n'a été qu'une longue suite de triomphes.

Napoléon reçut d'abord M. de Balachoff avec assez de politesse, l'écouta même avec une attention bienveillante, lorsque celui-ci lui dit que son maître avait été étonné de voir la frontière russe violée si brusquement, sans déclaration de guerre, et sur le double prétexte, très-peu sérieux, de la demande de ses passe-ports faite par le prince Kourakin, et de la condition d'évacuer le territoire prussien, exigée comme préalable indispensable de toute négociation. Napoléon se laissa répéter qu'on avait vivement blâmé le prince Kourakin, qu'en fait d'évacuation on ne demandait que celle du territoire russe, et que si les Français voulaient repasser, non pas la Vistule et l'Odér, mais le Niémen seulement, on promettait de négocier avec franchise, cordialité et le désir de s'entendre; que la cour de Russie n'avait encore contracté aucun engagement envers l'Angleterre (Alexandre en faisait honorer sa parole d'homme et de souverain), que par conséquent il y avait toute chance de revenir au bon accord antérieur, mais que si cette condition n'était pas acceptée, le czar, au nom de sa nation, prenait l'engagement, quelles que fussent les chances de la guerre, de ne point traiter tant qu'il resterait un seul Français sur le sol de la Russie.

Napoléon écouta ce langage sans humeur, en homme qui a le sentiment de sa force, et son parti pris. Il répondit qu'il était bien tard pour entrer en pourparlers, et qu'il lui était impossible de repasser le Niémen. Il reproduisit son dire accoutumé, c'est qu'il n'avait armé que parce qu'on

avait armé, que tout en armant, il avait voulu négocier, mais que la Russie s'y était refusée; qu'après avoir annoncé l'envoi à Paris de M. de Nesselrode, elle n'en avait plus parlé; que de plus elle avait donné à M. de Kourakin la mission d'exiger une condition déshonorante, celle de repasser la Vistule et l'Oder; que c'étaient là des choses qu'on proposerait à peine au grand-duc de Bade; qu'enfin, pour couronner cette conduite, M. de Konrakin avait persisté à réclamer ses passe-ports, et que M. de Lauriston avait essayé un refus lorsqu'il avait demandé l'honneur de se transporter auprès de l'empereur Alexandre; qu'alors la mesure avait été comble, et que l'armée française avait dû franchir le Niémen.

M. de Balachoff n'était pas assez instruit des faits pour répondre à ces assertions par la simple vérité. Il se contenta de répéter que son maître souhaitait la paix, et que, libre de tout engagement, il pouvait encore la conclure aux conditions qui avaient, depuis 1807, maintenu la plus parfaite intelligence entre les deux empires. — Vous êtes libre, dit Napoléon, à l'égard des Anglais, je le crois; mais le rapprochement sera bientôt fait. Un seul courrier suffira pour se mettre d'accord et pour serrer les nœuds de la nouvelle alliance. Votre empereur a depuis longtemps commencé à se rapprocher de l'Angleterre; depuis longtemps j'ai vu ce mouvement se produire dans sa politique. Quel beau règne il aurait pu avoir s'il l'avait voulu! Il n'avait pour cela qu'à s'entendre avec moi... Je lui ai donné la Finlande (grande faute dont Napoléon n'aurait pas dû se vanter!), je lui avais promis la Moldavie et la Valachie, et il allait les obtenir; mais tout à coup il s'est laissé circonvenir par mes ennemis, il s'en est même entouré exclusivement; il a tourné contre moi des armes qu'il devait réserver pour les Turcs, et ce qu'il aura gagné, ce sera de n'avoir ni la Moldavie ni la Valachie... — On dit même, ajouta Napoléon d'un ton interrogateur, que vous avez signé la paix avec les Turcs sans avoir obtenu ces provinces. — M. de Balachoff ayant répondu affirmativement, Napoléon, vivement affecté, sans le lémoligner, continua l'entretien. — Votre maître, reprit-il, n'aura donc pas ces belles provinces: il aurait pu cependant les ajouter à son empire, et en un seul règne il aurait ainsi étendu la Russie du golfe de Bothnie aux bouches du Danube! Catherine la Grande n'en avait pas fait autant. Tout cela il l'aurait dû à mon amitié, et nous aurions eu, lui et moi, la gloire de vaincre les Anglais, qui déjà étaient réduits aux dernières extrémités. Ah! quel beau règne, répéta plusieurs fois Napoléon, aurait pu être celui d'Alexandre?... Mais il a mieux aimé s'entourer de mes ennemis. Il a appelé auprès de lui un Stein, un Arnfeld, un Wintzingerode, un Benningsen! Stein, chassé de son pays; Arnfeld, un intrigant, un débauché; Wintzingerode, sujet révolté de la France; Benningsen, un peu plus militaire que les autres, mais incapable, qui n'a rien su faire en 1807, et qui ne rappelle à votre maître

que d'horribles souvenirs ! Retourner à de telles gens, les mettre si près de sa personne !... A la bonne heure, s'ils étaient capables ; mais tels quels, on ne peut s'en servir ni pour gouverner, ni pour combattre. Barclay de Tolly en sait, dit-on, un peu plus que les autres, on ne le croirait pas à en juger d'après vos premiers mouvements. Et à eux tous que font-ils ? Tandis que Pfuhl propose, Arnfeld contredit, Benningsen examine, Barclay, chargé d'exécuter, ne sait que conclure, et le temps se passe ainsi à ne rien faire. Bagration seul est un vrai militaire ; il a peu d'esprit, mais il a de l'expérience, du coup d'œil, de la décision... Et quel rôle fait-on jouer à votre jeune maître au milieu de cette cohue ? On le compromet, on fait peser sur lui la responsabilité de toutes les fautes. Un souverain ne doit être à l'armée que lorsqu'il est général. Quand il ne l'est pas, il doit s'éloigner, et laisser agir en liberté un général responsable, au lieu de se mettre à côté de lui pour le contrarier, et assumer toute la responsabilité sur sa tête. Voyez vos premières opérations : il y a huit jours que la campagne est commencée, et vous n'avez pas su défendre Wilna ; vous êtes coupés en deux, et chassés de vos provinces polonaises. Votre armée se plaint, murmure, et elle a raison. D'ailleurs je sais votre force ; j'ai compté vos bataillons aussi exactement que les miens. Ici, en ligne, vous n'avez pas 200 mille hommes à m'opposer, et j'en ai trois fois autant. Je vous donne ma parole d'honneur que j'ai 530 mille hommes de ce côté de la Vistule. Les Turcs ne vous seront d'aucune utilité ; ils ne sont bons à rien, et viennent de le prouver en signant la paix avec vous. Les Suédois sont destinés à être menés par des extravagants. Ils avaient un roi fou ; ils le changent, et ils en prennent un qui devient fou aussitôt, car il faut l'être pour s'unir à vous quand on est Suédois. Mais que sont au surplus tous ces alliés ensemble ? que peuvent-ils ? J'ai de bien autres alliés dans les Polonais ! ils sont 80 mille, ils se battent avec rage, et seront bientôt 200 mille. Je vais vous enlever les provinces polonaises ; j'ôterai à tous les parents de votre famille régnaute ce qui leur reste en Allemagne. Je vous les renverrai tous sans couronne et sans patrimoine. La Prusse elle-même, si vous parvenez à l'ébranler, je l'effacerai de la carte d'Allemagne, et je vous donnerai un ennemi juré pour voisin. Je vais vous rejeter au delà de la Dwina et du Dniéper, et rétablir contre vous une barrière que l'Europe a été bien coupable et bien aveugle de laisser abattre. Voilà ce que vous avez gagné à rompre avec moi et à quitter mon alliance. Quel beau règne, répéta Napoléon, aurait pu avoir votre maître ! —

¹ Toujours fidèle à la coutume de n'admettre que des discours dont le fond au moins est certain, je n'aurais pas reproduit ce dialogue si je n'avais sous les yeux le manuscrit très-curieux, évidemment très-impartial, dans lequel M. de Balachoff a raconté cette entrevue, et qui est tout autre qu'une brochure intéressante publiée sur son compte ; mais qui ne contient ce récit que très-abrégé.

M. de Balachoff, ayant peine à se contenir, répondit néanmoins avec respect, que tout en reconnaissant la bravoure des armées françaises et le génie de celui qui les commandait, on ne désespérait pas encore, chez les Russes du résultat de la lutte dans laquelle on était engagé, qu'on se battrait avec résolution, avec désespoir même, et que Dieu favoriserait sans doute une guerre qu'on croyait juste, car, répétait-il sans cesse, on ne l'avait pas cherchée. La conversation, ramenant à peu près les mêmes idées, fut bientôt interrompue, et Napoléon quitta M. de Balachoff pour monter à cheval, après l'avoir fait inviter à dîner pour le même jour.

Revenu à la demeure qu'il occupait, et ayant admis M. de Balachoff à sa table, il le traita avec bienveillance; mais avec une familiarité souvent blessante, et le réduisit plusieurs fois à la nécessité de défendre son souverain et sa nation. Il lui parla à diverses reprises de Moscou, de l'aspect de cette ville, de ses palais, de ses temples, comme un voyageur qui va vers un pays questionne ceux qui en reviennent. Napoléon ayant même parlé des diverses routes qui menaient à Moscou, M. de Balachoff, piqué au vif, lui répondit qu'il y en avait plusieurs, que le choix dépendait du point de départ, et que dans le nombre il y en avait une qui passait par Pultawa. Napoléon ayant ensuite amené l'entretien sur les nombreux couvents qu'on trouvait en Pologne, et surtout en Russie, dit que c'étaient là de tristes symptômes de l'état d'un pays, et qu'ils dénotaient une civilisation bien peu avancée. M. de Balachoff répliqua que chaque pays avait ses institutions propres, que ce qui ne convenait pas à l'un pouvait convenir à l'autre. Napoléon ayant insisté, et soutenu que cela dépendait moins des lieux que des temps, et que les couvents ne convenaient plus au siècle actuel, M. de Balachoff, poussé de nouveau à bout, répondit qu'à la vérité l'esprit religieux avait disparu de l'Europe presque entière, mais qu'il en restait encore dans deux pays, l'Espagne et la Russie. Cette allusion aux résistances qu'il avait rencontrées en Espagne, et qu'il pouvait rencontrer ailleurs, déconcerta quelque peu Napoléon, qui, malgré son prodigieux esprit, aussi prompt dans la conversation qu'à la guerre, ne sut que répondre. De même que l'extrême oppression provoque la révolte, l'esprit supérieur qui abuse de sa supériorité provoque quelquefois de justes reparties, auxquelles, pour sa punition, il ne trouve pas de répliques. Tout ce qu'il y avait de sensé dans l'entourage de Napoléon regretta le langage tenu à M. de Balachoff, et en redouta les conséquences. Napoléon le sentit lui-même, et ce repas terminé, il prit M. de Balachoff à part, lui parla plus sérieusement et plus dignement, lui dit qu'il était prêt à s'arrêter et à négocier, mais à condition qu'on lui abandonnerait les anciennes provinces polonaises, c'est-à-dire la Lithuanie, sinon comme possession définitive, au moins comme occupation momentanée pendant la durée des négociations; que la paix il la ferait à la condition d'une

coopération entière et sans réserve de la Russie contre l'Angleterre, qu'autrement ce serait duperie à lui de s'arrêter, et de perdre les deux mois qui lui restaient pour tirer de la campagne commencée les grands résultats qu'il en espérait. Il protesta au surplus de ses bons sentiments pour la personne de l'empereur Alexandre, rejeta sur les brouillons dont ce monarque était entouré la mésintelligence qui était survenue entre les deux empires, renvoya ensuite amicalement M. de Balachoff, et lui fit donner ses meilleurs chevaux pour le reconduire aux avant-postes.

Ces ménagements tardifs ne pouvaient réparer le mal qui venait d'être fait. M. de Balachoff, sans être narrateur malveillant, avait à rapporter, s'il voulait seulement être exact, une foule de propos qui devaient blesser profondément Alexandre, et convertir une querelle politique en une querelle personnelle. Napoléon en eut plus tard la preuve. Ainsi, quoique doué au plus haut point de l'art de séduire, quand il se donnait la peine de l'employer, il ne pouvait plus sans danger être mis en présence des hommes avec lesquels il avait à traiter, tant l'irascibilité de la toute-puissance était devenue chez lui violente et difficile à contenir. Sa conversation célèbre avec lord Whitworth en 1803 montre que chez lui le mal était ancien : mais celle qu'il venait d'avoir avec M. de Balachoff, et celle que l'été précédent il avait eue avec le prince Kourakin, prouvent que sous l'influence de succès non interrompus le mal s'était singulièrement accru.

M. de Balachoff partit à l'instant même, rencontra encore une fois Murat aux avant-postes, le trouva toujours gracieux, caressant, protestant contre cette nouvelle guerre, se défendant de toute prétention à la royauté de Pologne, et cherchant à faire sa paix personnelle avec Alexandre, tandis qu'il allait le combattre vaillamment sur tous les champs de bataille de la Russie.

Pendant que Napoléon était à Wilna occupé des soins que nous venons d'énumérer, les armées russes et françaises continuaient leurs mouvements. Les six corps d'infanterie et les deux corps de cavalerie de réserve du général Barclay de Tolly s'étaient mis en route pour rejoindre la Dwina, les plus rapprochés, qui faisaient face à notre gauche, y marchant directement, les autres, placés vers notre droite, et ayant à exécuter un mouvement circulaire autour de Wilna, forçant le pas pour n'être pas coupés par le maréchal Davout. Le cri contre les plans attribués au général Pfuhl, contre la division en deux armées, étant devenu plus violent dans l'état-major russe, et le général Pfuhl ne sachant opposer aux objections qu'on lui faisait que les boutades d'une humeur chagrine, ou le silence dédaigneux d'un prétendu génie méconnu, l'empereur Alexandre avait été obligé de céder au soulèvement des esprits, et d'envoyer au prince Bagration, outre l'instruction déjà donnée de se replier sur le

Dniéper, celle de se diriger en toute hâte sur Minsk, afin de pouvoir se réunir à l'armée principale dès qu'on le jugerait nécessaire.

En conséquence de ces divers ordres, chacun avait marché le mieux et le plus vite qu'il avait pu. Les trois corps de Barclay de Tolly placés à notre gauche, ceux de Wittgenstein, de Bagowouth et de la garde, qui au début se trouvaient à Rossiena, à Wilkomir, à Wilna, s'étaient retirés dans la direction de Drissa, sans rencontrer d'obstacle, suivis seulement par les maréchaux Macdonald, Oudinot et Ney. L'un d'eux toutefois, comme on l'a vu, avait été assez fortement entamé à Deweltowo par le maréchal Oudinot. Leur mouvement, grâce à leur position et à l'avance qu'ils avaient, s'était achevé sans difficulté, malgré les poursuites de notre cavalerie. Les corps de Touzkeff et de Schouvaloff, placés, le premier à Nowoi-Troki, le second à Olkeniky, l'un et l'autre à droite de Wilna (droite par rapport à nous), s'étant mis en marche dès le 27 juin, veille du jour où nous entrions dans Wilna, avaient eu le temps de se retirer, et avaient pu se soustraire à notre poursuite avant que la cavalerie des généraux Pajol et Bordessoulle et l'infanterie du maréchal Davout parvinssent à les atteindre. Toutefois l'arrière-garde du corps de Schouvaloff se trouvant à Orapy n'avait pu dépasser à temps la route d'Ochmiana à Minsk, que suivait le maréchal Davout, et était demeurée entre ce dernier et le Niémen, errant çà et là, et tâchant de rejoindre l'hétman Platow, pour se réfugier avec lui auprès de Bagration. Restaient enfin le 6^e corps, celui du général Doctoroff, et le 2^e de cavalerie du général Kerf, portés plus loin que les autres sur notre droite, c'est-à-dire à Lida, et ayant un plus long circuit à parcourir pour tourner autour de Wilna. L'ordre de se retirer, expédié pour eux comme pour les autres corps le 26 juin, leur étant parvenu le 27, ils s'étaient mis immédiatement en route, et avaient marché sans relâche sur Ochmiana et Smorgoni. Le vigilant et brave Doctoroff, déjà connu et estimé de notre armée, dirigeait leur mouvement. Il n'avait pas perdu de temps, avait dépassé le 29 la route de Wilna à Minsk, et était arrivé le 30 à Donachewo, ne laissant après lui que des bagages et des arrière-gardes, que les généraux Pajol et Bordessoulle poussaient vivement. Le 1^{er} juillet, il s'était remis en marche pour rejoindre en faisant le pas la grande armée de Barclay de Tolly.

Tel était l'état des choses le 1^{er} juillet. Il n'y avait plus à notre droite que quelques détachements de Doctoroff, l'arrière-garde du corps de Schouvaloff sous le général Dorokoff, l'hétman Platow avec huit ou dix mille Cosaques, les uns comme les autres ayant pour unique ressource de se reposer sur le prince Bagration en longeant le Niémen.

Le maréchal Davout parti de Wilna pour soutenir la cavalerie des généraux Pajol et Bordessoulle, et interdire au prince Bagration la retraite sur le Dniéper, avait cheminé aussi vite qu'il avait pu, n'était cependant

pas arrivé à temps pour donner aux généraux Pajol et Bârdessoulle la force dont ils auraient eu besoin pour entamer le corps de Doctoroff, et continuait à s'avancer sur Minsk, voyant bien tout ce qui lui restait à faire contre le prince Bagration, qu'on avait dans tous les cas séparé de Barclay de Tolly.

Dans ce pays de forêts et de marécages, déjà fort obscur par lui-même, et dont les habitants rares et peu intelligents ne contribuaient pas à dissiper l'obscurité, les bruits les plus contradictoires circulaient, et tantôt on donnait les troupes que l'on venait de heurter pour les restes de l'armée de Barclay de Tolly, tantôt pour la tête de l'armée du prince Bagration, lequel s'avancait avec 80 mille hommes, selon les uns, avec 100 mille selon les autres. Le maréchal Davout avait une expérience de son métier et une fermeté de caractère qui le garantissaient d'un défaut fréquent et dangereux à la guerre, celui de se grossir les objets. Après avoir marché en avant le 2 et le 3 juillet jusqu'à Vulosjin, moitié chemin de Wilna à Minsk, recueillant avec attention et sans trouble les rapports des prisonniers, des habitants, des curés, il discerna clairement qu'à sa gauche un corps lui avait échappé, celui de Doctoroff, et qu'à sa droite des arrière-gardes d'infanterie et de cavalerie, coupées de leurs corps principaux, erraient dans les forêts, où il serait possible de les enfermer et de les prendre en se portant sur Bagration. De quelle force disposait ce dernier? le maréchal l'ignorait. En réalité, Bagration avait environ cinquante et quelques mille hommes avec lui, et s'il se renforçait de l'arrière-garde de Dorokoff, forte de 3 mille fantassins, et des 8 mille Cosaques de Platow, il était en mesure de réunir 65 ou 70 mille combattants.

Le maréchal Davout, d'après des indications générales, attribuait au moins 60 mille hommes au prince Bagration, dont 40 mille d'infanterie. Dans ce pays fourré, où la défensive qu'il entendait si bien était facile, le maréchal n'avait pas peur de rencontrer 40 mille Russes d'infanterie, pouvant leur en opposer 20 mille avec la division Compans qu'il dirigeait lui-même sur la route d'Ochniana, avec la division Dessaix qui était sur la route de Lida, et qu'il pouvait, par un mouvement transversal, attirer rapidement à lui. Ces deux divisions auraient même dû lui fournir 24 mille hommes d'infanterie, mais tout ce qui était Illyrien, Ansaté, Hollandais, tout ce qui était jeune surtout, languissait sur les chemins, ou les pillait. Il n'avait donc que 18 à 20 mille fantassins, mais des meilleurs. Il avait en cavalerie plus qu'il ne lui fallait, c'est-à-dire les hussards et chasseurs des généraux Pajol et Bârdessoulle, les cuirassiers Valence détachés du corps de Nansouty, et enfin le corps entier de Grouchy, séparé momentanément du prince Eugène, et lancé par Napoléon dans la direction de Grodno pour établir une communication avec le roi Jérôme. Toute cette cavalerie avait ordre d'obéir au maréchal Davout, et pouvait présenter

10 mille hommes à cheval. Dans ce pays fourré, le maréchal eût certainement préféré trois ou quatre mille hommes d'infanterie à la plus belle cavalerie.

Il s'avança néanmoins sur Minsk, n'ayant aucune crainte de rencontrer le prince Bagration, se faisant fort au contraire de l'arrêter et de l'empêcher de gagner le Dniéper, mais ne se flattant pas de l'envelopper et de le prendre avec si peu de monde. C'était, du reste, un résultat déjà très-important que d'opposer des obstacles à sa marche, car on allait ainsi l'obliger de redescendre vers les marais de Pinsk, et si le roi Jérôme, qui avait dû passer le Niémen à Grodno, s'avançait rapidement avec les 70 ou 75 mille hommes dont il disposait, on avait la chance d'enlever la seconde armée russe. Le maréchal Davout fit part de cette situation à Napoléon, et de sa résolution de percer droit sur Minsk, malgré les fantômes dont il marchait entouré sur cette route, lui demanda de le faire appuyer, soit vers sa gauche contre un retour offensif des colonnes qui lui avaient échappé, soit en arrière pour qu'il pût, s'il le fallait, arrêter à lui seul le prince Bagration. Il écrivit en même temps au roi Jérôme de hâter le pas, et d'étendre le bras vers Ivié ou Volosjin, points sur lesquels il était possible de se donner la main, de ne rien négliger enfin pour une réunion qui promettait de si beaux résultats.

L'impétueux maréchal s'avança ainsi, les 3, 4 et 5 juillet, de Volosjin sur Minsk, tantôt heurtant directement la colonne fugitive de Dorokoff, tantôt rencontrant sur sa droite les Cosaques de Platow, qu'on lui signalait toujours comme étant la tête de l'armée de Bagration. Sentant toutefois le danger s'accroître en approchant de Minsk, et voyant s'agrandir aussi la distance qui le séparait de ses renforts, il multipliait les reconnaissances sur sa droite pour savoir au juste ce qu'était cette cavalerie courant de tout côté, si par hasard elle ne serait pas le corps de Bagration lui-même, et s'il n'y aurait pas moyen de communiquer avec le roi Jérôme. Il finit ainsi par ralentir un peu sa marche, et s'arrêta une journée et demie entre Volosjin et Minsk, pour avoir le temps de ramener à lui la division Dessaix, ainsi que la cavalerie de Gronchy lancée à une grande distance, et pour entrer à Minsk à la tête de ses forces réunies.

Napoléon en attendant avait reçu les demandes de secours à lui adressées par le maréchal Davout. Ces demandes étaient fondées, car si avec 20 mille hommes d'infanterie et 10 mille de cavalerie, ce maréchal ne craignait pas d'en rencontrer le double dans un pays très-favorable à la défensive, néanmoins réduit à de telles forces il était obligé d'être circonspect, de s'avancer avec précaution, d'envoyer des reconnaissances à droite et à gauche, de perdre ainsi un temps précieux. Avec deux divisions de plus, il eût cheminé droit devant lui, sans s'inquiéter s'il pouvait être rejoint par le roi Jérôme; il eût couru à Minsk sans s'arrêter, de Minsk à

la Bérézina, de la Bérézina au Niémen, jusqu'à ce qu'il eût débordé le prince Bagration. Jérôme venait ensuite, ou eût enveloppé le prince géorgien, et probablement fait de lui ce qu'on avait fait du général Mack à Ulm. C'était là un si grand résultat, qu'il valait la peine d'y sacrifier toute autre combinaison. Mais pour l'atteindre sûrement, il fallait que le maréchal Davout pût marcher vite, pour marcher vite, qu'il pût marcher sans précaution, et pour marcher sans précaution, qu'il eût des forces suffisantes, et ne fût pas obligé d'attendre une jonction douteuse.

Napoléon, préoccupé de trop de combinaisons à la fois, négligea malheureusement ces considérations. Couper Bagration de Barclay de Tolly lui semblait déjà fait, ou à peu près. L'envelopper, le prendre, lui paraissait un désirable et beau triomphe, mais il avait chargé son frère Jérôme de passer le Niémen avec 75 mille hommes à Grodno, et il pensait que, sauf deux ou trois jours de retard, la jonction du maréchal Davout avec le roi de Westphalie était presque infaillible; que ces deux chefs devant réunir cent mille hommes, en finiraient de Bagration, soit qu'ils réussissent à l'envelopper, à le prendre, ou à le battre à plate couture. Il crut donc avoir assez fait pour ce côté de l'immense champ de bataille sur lequel s'exerçait sa prévoyance. En ce moment il méditait une combinaison qui était digne de son vaste génie, et qui devait lui livrer à lui-même Barclay de Tolly, tandis que Bagration serait livré à Davout et à Jérôme, ce qui pouvait amener d'un seul coup la fin de la guerre. Entré le 28 juin à Wilna, ayant employé une dizaine de jours à y rallier ses troupes et à y réorganiser ses équipages, il se flattait de pouvoir en partir le 9 juillet. Il avait donc imaginé de se diriger sur la Dwina, à la hauteur du camp de Drissa (voir la carte n° 54), et, tandis qu'Oudinot et Ney attireraient les yeux de Barclay de Tolly avec environ 60 mille hommes, de manœuvrer derrière eux, de se porter à droite avec les trois divisions restantes de Davout, avec la garde, avec le prince Eugène, avec la cavalerie de Murat, de franchir brusquement la Dwina sur la gauche de l'ennemi, aux environs de Polotsk par exemple, point où la Dwina est très-facile à franchir, d'envelopper la grande armée russe dans son camp de Drissa, de la couper à la fois des routes de Saint-Petersbourg et de Moscou; et de ne lui laisser ainsi d'autre ressource que celle de se faire jour ou de mettre bas les armes. Au plan d'une retraite indéfinie qu'il avait parfaitement discerné chez les Russes, Napoléon ne pouvait pas opposer une combinaison plus savante et plus redoutable, et avec les forces dont il disposait, avec son art de manœuvrer devant l'ennemi, toutes les chances étaient en sa faveur.

En effet, même après les marches qu'on avait exécutées, les désertions qu'on avait essayées, Oudinot et Ney comptaient bien encore 50 et quelques mille hommes, les trois divisions de Davout qu'on avait retenues

30 mille; la garde 26 (en faisant une défection dont nous allons bientôt dire le motif), le prince Eugène 70, Murat 15. C'était une force totale de près de deux cent mille hommes, comprenant ce qu'il y avait de meilleur dans l'armée. Si Napoléon en employait 60 mille à masquer son mouvement, il lui en restait 140 mille pour passer la Dwina sur la gauche de Barclay de Tolly, pour envelopper celui-ci et le détruire. Le résultat semblait certain, et on comprend qu'il enflammât la puissante imagination de Napoléon.

Il n'y avait ici qu'un tort, c'était de vouloir poursuivre tous les buts à la fois. Il était possible, en effet, que pour atteindre Barclay on manquât Bagration, comme il était possible que pour atteindre Bagration on manquât Barclay. Il eût donc fallu opter, et s'assurer d'abord de la destruction de l'un, sauf à s'attacher ensuite à la destruction de l'autre. Or, en se réservant 200 mille hommes, ce qui n'était pas trop pour l'opération principale, Napoléon en aurait sans doute accordé assez au maréchal Davout pour l'opération secondaire, en lui laissant 100 mille hommes, s'il les lui avait mis dans la main. Mais de ces 100 mille hommes, il y en avait 70 conduits par le roi Jérôme, qui avaient dû passer le Niémen à Grodno, et avaient à exécuter un trajet de plus de cinquante lieues pour rejoindre le maréchal Davout, à travers un pays couvert de forêts et d'affreux marécages.

Comptant néanmoins sur cette jonction, Napoléon ne voulut pas se démunir des trois premières divisions du 1^{er} corps, les divisions Morand, Friant, Gudin, qu'il appréciait plus que la garde elle-même; et voulant en même temps donner au maréchal Davout un renfort qui pût lui permettre de subsister seul, en attendant la jonction du roi Jérôme, il détacha de la garde la division Claparède, composée des fameux régiments de la Vistule, et les lanciers rouges sous le général Colbert. C'était une fort belle troupe que la division Claparède, mais recrutée en entrant en Pologne avec des conscrits, il était à craindre qu'elle ne se trouvât réduite de 6 ou 7 mille hommes d'infanterie à 4 ou 5, c'est-à-dire aux vieux soldats; et quant aux lanciers rouges, ils ne comptaient pas plus de 1700 chevaux. Quoique borné à ces six mille hommes de toutes armes, ce renfort n'en était pas moins très-utile, surtout à cause de sa valeur. Napoléon n'envoya pas d'autre secours au maréchal Davout; il y ajouta force excitations au roi Jérôme, pour engager ce prince à marcher vite, et il se prépara lui-même à se mettre en mouvement le 9 ou le 10 juillet, afin de commencer l'opération décisive qu'il avait méditée contre Barclay de Tolly.

Le maréchal Davout, certain avec la division Claparède et les lanciers rouges de réunir 24 mille hommes d'infanterie et 11 mille chevaux, sachant qu'il était couvert sur sa gauche par la présence du prince Eugène, n'éprouva aucune inquiétude de ce qu'il était exposé à rencontrer devant

lui. Ayant jadis résisté avec 22 mille Français à 70 mille Prussiens, dans les champs ouverts d'Awerstaedt, il ne craignait pas avec 35 mille hommes de rencontrer 60 mille Russes, dans un pays semé d'obstacles de tout genre, où l'on pouvait derrière un bois, un marais, un pont coupé, arrêter une armée.

Le Niémen, qui de Grodno à Kowno coule droit au nord, présente au-dessus de Grodno une direction toute différente, car des environs de Neswij à Grodno il coule de l'est à l'ouest, en décrivant mille contours. (Voyez la carte n° 54.) Le maréchal Davout, marchant à l'est avec une légère déviation au sud, avait donc ce fleuve à sa droite. Il était séparé par les nombreuses sinuosités de son cours du prince Bagration et du roi Jérôme. Ayant par de fortes et fréquentes reconnaissances rejeté au delà du Niémen la cavalerie ennemie qu'il avait constamment aperçue sur sa droite, il avait ramené à lui la division d'infanterie Dessaix, toute la cavalerie de Gronchy, et il s'avancait sur Minsk en une masse compacte. Ayant 25 mille hommes environ dans la main, il n'hésita pas à se porter en avant, et entra dans Minsk le 8 juillet au soir avec une simple avant-garde.

Bien lui prit d'avoir marché sur Minsk si franchement et si vite, car les Cosaques, expulsés à temps par notre cavalerie légère, n'eurent pas le loisir de détruire les magasins de cette ville. Le maréchal y trouva, ce qui était d'un grand prix dans le moment, un approvisionnement de 3,600 quintaux de farine, de 300 quintaux de grain, de 22 mille boisseaux d'avoine, de 6 mille quintaux de foin, de 15 à 20 barriques d'eau-de-vie. On avait trouvé de plus à Minsk une manutention où l'on pouvait cuire cent mille rations par jour; des moyens de réparer l'habillement, le harnachement, et beaucoup de zèle pour l'indépendance polonaise, comme dans toutes les grandes villes. Ces circonstances étaient heureuses pour le maréchal Davout, dont le corps ayant marché sans cesse de Kowno à Wilna, de Wilna à Minsk, n'avait pas eu deux jours entiers de repos depuis le 24 juin. Ce maréchal se hâta d'en profiter, car même parmi ses troupes, si fortement organisées, le désordre était arrivé au comble. Un tiers de ses soldats était en arrière; les chevaux étaient épuisés, et le 33^e léger surtout, régiment hollandais, comme nous l'avons dit, était resté presque tout entier sur les derrières, occupé à piller. Le maréchal n'était pas homme à fléchir, quelque grandes que fussent les excuses qu'on pouvait faire valoir pour ces soldats exténués. Il assembla les compagnies d'élite, les passa en revue, leur dit que c'était sur elles qu'il comptait pour donner de bons exemples, leur témoigna la satisfaction qu'il ressentait de leur excellente conduite, car les capitaines avaient, à très-peu d'exceptions près, des raisons valables à présenter pour chaque homme demeuré en arrière, accorda des éloges et des récompenses à ceux qui les méritaient, mais trouvant les compagnies d'élite du 33^e singulièrement

incomplètes, les fit défiler à la parade la grosse en l'air, annonça le prochain licenciement du régiment s'il ne se conduisait pas mieux, et toujours impitoyable pour les pillards, fit fusiller sur-le-champ un certain nombre d'hommes qui avaient essayé de piller plusieurs boutiques à Minsk.

Sa sévérité, blâmée par quelques chefs, approuvée par quelques autres, motivée du reste par les circonstances, produisit une salutaire impression, rassura les habitants du pays, intimida les mauvais sujets, et, sans rendre des forces à ceux de ses soldats qui étaient épuisés, ou de la bonne volonté à ceux qui n'en avaient pas pour une telle guerre, réveilla le sentiment du devoir chez les masses, que le mauvais exemple, le goût du pillage, l'impunité assurée dans la profondeur des bois, commençaient à corrompre. Les approvisionnements en céréales trouvés à Minsk étaient heureusement sous forme de farine. Le maréchal n'eut donc qu'à faire pétrir et cuire du pain. Il se procura des rations pour dix jours, donna de l'avoine à ses chevaux, et remit tout en ordre parmi ses troupes, afin d'entreprendre bientôt de nouvelles marches.

Entré à Minsk le 8 au soir avec son avant-garde, n'y ayant réuni ses divisions que le 9, il les avait déjà un peu rétablies le 10, et il aurait poursuivi son mouvement, si la situation autour de lui n'était devenue des plus ambiguës, et n'avait exigé de nouvelles lumières avant de se porter plus loin. Une fois à Minsk, on pouvait, en faisant quelques pas de plus, arriver sur la Bérézina, et en inclinant un peu à droite se rendre sous les murs de Bobruisk, place forte qui commandait le passage de la Bérézina, ou bien en perçant droit devant soi se transporter jusqu'aux bords du Dniéper à Mohilew. (Voir la carte n° 54.) C'était l'un ou l'autre de ces mouvements, le plus ou le moins allongé, qu'il fallait exécuter, suivant que le prince Bagration serait réputé avoir plus ou moins d'avance sur nous. Or, il résultait des détails recueillis de la bouche des prisonniers, des juifs, des curés, des seigneurs, les uns désirant dire la vérité mais l'ignorant, les autres la connaissant mais la voulant taire, il résultait confusément que le prince Bagration s'était d'abord avancé jusqu'au Niémen, vers Nikolajef, puis, qu'après avoir rallié Dorokoff et Platow, il s'était replié vers la petite ville de Neswij, sur la route de Grodno à Bobruisk, qui était la route naturelle de l'armée du Dniéper. Il était donc possible d'arrêter le prince Bagration à Bobruisk même, surtout si on était joint par le roi Jérôme, dont on n'avait que des nouvelles très-vagues, mais qui, après tout, ne devait pas tarder à paraître. Si, effectivement, en marchant sur Bobruisk par Igoumen on parvenait à arrêter le prince Bagration au passage de la Bérézina, tandis que le roi Jérôme l'assaillirait par derrière, on pouvait l'envelopper de telle façon qu'il n'eût plus que les marais de Pinsk pour asile. Au contraire, en courant jusqu'au Dniéper pour intercepter sa marche à Mohilew, l'incertitude du

succès augmentait avec la distance. Il pouvait se faire en effet qu'arrêté à Mohilew, le général russe descendit plus bas pour passer le Dniéper à Rogaczew, et il était douteux qu'à cette distance le roi Jérôme se trouvât exactement sur ses derrières, et le serrât d'aussi près. En un mot, le cercle dans lequel on cherchait à l'envelopper étant agrandi, il lui restait plus de points pour s'échapper. Le maréchal Davout résolut donc d'attendre encore un jour ou deux pour savoir ce qu'il convenait de faire, en préparant au surplus sa marche sur Igoumen, marche qui avait l'avantage de le rapprocher également de Mohilew et de Bobruisk, les deux buts dont il fallait qu'on atteignît l'un ou l'autre.

Sa mauvaise humeur contre le roi Jérôme, ainsi qu'il arrive à tous ceux qui attendent, était extrême, et il ne se faisait faute de la communiquer à Napoléon, qui la reportait à ce prince en termes violents. Dans la vie commune, et plus encore dans la vie militaire, on tient compte de ses propres embarras, et très-peu des embarras d'autrui. C'est ce qu'on pratiquait à l'égard du roi Jérôme et de ses troupes. On se plaignait de leur lenteur, tandis que soldats et généraux s'exténuaient pour ne pas manquer au rendez-vous. Voici en effet ce qui leur était advenu au passage du Niémen, et depuis.

Partis des environs de Pultusk, et obligés de suivre la route d'Ostrolenka et Goniondz, pour se rendre à Grodno, à travers un pays pauvre où il fallait tout porter avec soi, sur des chemins où tout fardeau un peu lourd s'enfonçait profondément, les Polonais et les Westphaliens, précédés par le corps de cavalerie du général Latour-Maubourg, avaient eu la plus grande peine à gagner le Niémen dans les derniers jours de juin. Tandis qu'ils se dirigeaient vers Grodno pour y passer le Niémen, le général Reynier se portait sur leur droite avec les Saxons, pour déboucher par Bialystok, et le prince de Schwarzenberg avec environ 30 mille Autrichiens arrivait de la Gallicie à Brezesc-Litowsky. Ce prince, après avoir hésité à franchir le Bug, marchait en tâtonnant sur Proujany, et s'y arrêtait de peur d'être compromis devant les forces de Tormazoff, qu'il s'exagérait beaucoup.

Pressé par les ordres réitérés de l'Empereur, le roi Jérôme, qui avait mis en tête de sa colonne les excellentes troupes du prince Poniatowski, avait sacrifié plus d'un millier de chevaux de trait afin d'arriver plus vite à Grodno, et laissé en outre beaucoup d'hommes en arrière, surtout parmi les recrues des régiments polonais. Le 28 juin, les chevaux-légers polonais, animés d'une véritable rage contre les Russes, avaient atteint Grodno, et vivement refoulé les Cosaques de Platow dans le faubourg de cette ville, qui était situé sur la rive gauche du Niémen par laquelle nous nous présentions. Bientôt ils s'étaient emparés du faubourg lui-même, et avaient fait leurs préparatifs pour passer le fleuve, aidés des habitants,

que la présence de leurs compatriotes et la nouvelle de la reconstitution de la Pologne avaient remplis d'enthousiasme. Le 29 juin, Platow, qui avait reçu l'ordre de se replier, avait tout à coup évacué Grodno, et la cavalerie légère polonaise, franchissant le Niémen, avait occupé cette ville, et enlevé plusieurs bateaux de grains que les Russes s'efforçaient de sauver en leur faisant remonter le fleuve. Sans prendre de repos, la cavalerie polonaise avait couru sur la route de Lida, pour se conformer aux ordres de l'état-major général, qui preservaient de se lier avec le prince Eugène, dont le passage, comme on l'a vu, s'était opéré à Prenn.

Le roi Jérôme était arrivé le lendemain 30 juin avec le reste de sa cavalerie, laissant à un ou deux jours en arrière l'infanterie de son corps d'armée. Sur-le-champ il s'était mis à préparer des vivres pour ses troupes, qui étaient harassées, et qui n'avaient pu se faire suivre par leurs convois. Le vaste orage du 29 juin ayant enveloppé la Pologne tout entière, avait dans cette partie du théâtre de la guerre, comme dans les autres, rendu les routes impraticables, causé la mort de quelques hommes, la désertion d'un plus grand nombre, et tué une quantité considérable de chevaux. La population de Grodno, fort sensible, comme toutes les populations nombreuses, à la nouvelle de l'indépendance de la Pologne et à la présence d'un frère de l'Empereur, avait poussé beaucoup d'acclamations, s'était mise en fête, et avait offert au jeune roi de Westphalie des festins et des bals. Le prince s'était prêté à ces hommages, mais sans perdre de temps, car tandis que ses colonnes arrivaient successivement les 1^{re}, 2^e et 3^e juillet, il ne négligeait rien pour les faire repartir, et tâchait de se procurer quelques quintaux de pain, que toute la joie des habitants de Grodno n'avait pas rendu plus faciles à réunir, et surtout à transporter. Pendant ce temps les lettres de Napoléon, qui ne voulait pas tenir compte des difficultés d'autrui, bien qu'il fût très-frappé des siennes, au point de faire un long séjour à Wilna, les lettres de Napoléon parvenaient coup sur coup au roi Jérôme, et lui apportaient des reproches aussi injustes qu'humiliants contre sa lenteur, son incurie, son goût pour les plaisirs. Jérôme, qui voyait périr autour de lui les hommes et les chevaux à force de marches rapides, n'en avait pas moins acheminé ses colonnes sur la route de Minsk, en ne donnant à chacune d'elles qu'un jour entier de repos, car il faisait partir le 3 celles qui étaient arrivées le 1^{er}, le 4 celles qui étaient arrivées le 2^e, et ainsi de suite. Il s'était mis par Tzieontzyn, Joludek, Nowogrodek, à la poursuite de l'armée de Bagration, dont l'imagination polonaise grossissait le chiffre jusqu'à la dire forte de cent mille hommes.

Le roi Jérôme, qui ne possédait pas l'expérience du maréchal Davout pour discerner la vérité à travers les exagérations populaires, avait marché avec une certaine appréhension de ce qu'il pourrait rencontrer, mais avec un complet dévouement aux ordres de son frère, et n'avait perdu ni un

jour ni une heure, recommandant sans cesse au général Reynier, qui s'avavançait parallèlement à lui par Byalistok et Slonim, de hâter le pas, et de se serrer à la colonne principale. Mais le prince Bagration avait six ou sept marches d'avance, et il n'était pas facile de l'atteindre. Le général russe, en effet, parti le 28 juin de Wolkowisk, sur le premier ordre qui lui prescrivait de regagner les bords du Dniéper, avait reçu en route le second qui lui prescrivait de se rapprocher de Barclay de Tolly dans son mouvement de retraite, et s'était porté alors à Nikolajef, afin d'y passer le Niémen, et d'opérer autour de Wilna le mouvement circulaire qui avait sauvé Doctouroff. Là il avait recueilli Dorokoff et Platow, qui lui avaient appris l'arrivée de Davout sur leurs traces, et d'après cet avis, au lieu de s'élever au nord, il était descendu au sud, pour se porter par Nowogrodek, Mir et Neswij, sur Bohruisk. (Voir la carte n° 54.) Bien qu'il eût employé deux jours à Neswij pour faire reposer ses troupes, exténuées par la chaleur et la marche, il était en mesure d'en partir le 10 juillet, et il aurait fallu que le roi Jérôme y arrivât le 10 même pour l'atteindre. Or c'était chose impossible. Il y avait de Grodno à Neswij, en passant par Nowogrodek, près de 56 lieues, et le roi de Westphalie, parti de Grodno le 4, en faisant pendant huit jours sept lieues par jour, ce qui était excessif sur de telles routes et au milieu des chaleurs de juillet, ne pouvait pas être rendu à Neswij avant le 12. Tout le zèle du monde était impuissant en présence de telles difficultés.

Le prince harcelait sans cesse ses généraux, harcelé qu'il était lui-même par les lettres de Napoléon. Ces lettres lui disaient qu'ayant dû arriver à Grodno le 30 juin, il devait être rendu le 10 juillet à Minsk, auprès du maréchal Davout, à quoi le prince piqué au vif répondait qu'entre le 30 à Grodno avec une simple avant-garde, il n'avait eu ses colonnes d'infanterie que le 2 et le 3 juillet; qu'il lui avait fallu ramener sa cavalerie légère envoyée en reconnaissance sur Lida, préparer ensuite des vivres, qu'il n'avait donc pu partir que le 4; que la route était jalonnée d'hommes morts de chaleur, de trainards exténués, de convois abandonnés faute de chevaux; que sa cavalerie vivait par miracle, que son infanterie se nourrissait de viande sans sel, sans pain, sans eau-de-vie, et était déjà, grâce à cette nourriture, à la chaleur et aux fatigues, décimée par la dysenterie.

Le roi de Westphalie ainsi persécuté par son intraitable frère, parvint le 10 juillet à Nowogrodek, où il se trouvait à quatorze lieues de Bagration qui était à Neswij, et à vingt de Davout qui était à Minsk. Il avait fait sept lieues par jour pendant six jours, et on ne pouvait certainement pas lui en demander davantage. En approchant, le fantôme de Bagration avait pris des proportions moins effrayantes, et de 100 mille hommes il était ramené à 60 mille, ce qui était beaucoup encore pour les forces de Jé-

rière, car les 30 mille Polonais étaient réduits à 23 ou 24 mille, les 18 mille Westphaliens à 14, les 10 mille cavaliers de Latour-Maubourg à 6 ou 7 mille, ce qui faisait 45 mille hommes au plus. Les Saxons étaient réduits de 17 mille à 13 ou 14, et ils se trouvaient à deux journées du corps principal. Le roi Jérôme pouvait donc rencontrer 60 mille Russes avec 45 mille Polonais et Westphaliens, les Saxons étant trop loin de lui pour le joindre à temps. Il faut ajouter que si les Polonais étaient fort aguerris et fort animés, les Westphaliens l'étaient fort peu. Néanmoins, le prince craignant son frère beaucoup plus que l'ennemi, il continua de marcher devant lui, quoi qu'il pût en advenir.

Le jour même du 10 sa cavalerie légère, ayant couru au delà de Nowogrodek sur la route de Mir, rencontra l'arrière-garde du prince Bagration, composée de 6 mille Cosaques, de 2 mille cavaliers réguliers, et de 2 mille hommes d'infanterie légère. Le général Rozniecki avec six régiments, les uns de chasseurs, les autres de lanciers polonais, comprenant au plus 3 mille chevaux, ne put retenir l'ardeur de sa cavalerie, se trouva engagé contre 10 mille hommes, se battit avec la plus grande bravoure, soutint plus de quarante charges, perdit 500 hommes, en mit un millier hors de combat, et fut enfin dégagé par le général Latour-Maubourg, qui survint avec la grosse cavalerie.

Telle avait été la conduite du roi Jérôme jusqu'au 11 juillet. Le maréchal Davout n'avait pas encore pu communiquer avec lui, par une raison facile à comprendre. Ce maréchal portait ses reconnaissances sur sa droite jusqu'au Niémen, sans oser toutefois le dépasser : si en même temps le roi Jérôme eût porté les siennes vers sa gauche, sur le Niémen aussi, une rencontre eût été possible. Mais ce prince, tout occupé de Bagration, dirigeait ses reconnaissances dans un sens absolument opposé, c'est-à-dire vers sa droite, à la suite de l'ennemi. Il n'y avait donc pas moyen qu'il rencontrât les patrouilles du maréchal Davout. De son côté le maréchal, qui était à Minsk depuis le 8 juillet, y était rempli d'une impatience qu'il exprimait chaque jour à Napoléon, et celui-ci, ne se contentant plus, envoya à son frère l'ordre de se ranger, aussitôt la réunion opérée, sous le commandement du maréchal Davout. Il expédia en même temps cet ordre au maréchal, pour qu'il pût en faire usage dans le moment opportun. Rien n'eût été plus simple que de placer un jeune prince, même portant une couronne, sous un vieux guerrier blanchi dans le métier des armes : mais si une telle disposition, prise dès le commencement de la campagne, eût été naturelle, elle pouvait, adoptée après coup, à titre de punition, produire des froissements fâcheux, et compromettre tous les résultats qu'elle était destinée à sauver.

En effet, sans aucun changement de commandement, seulement avec la bonne volonté des uns et des autres, d'ailleurs bien assurée, les com-

bataillons de Napoléon pouvaient parfaitement s'accomplir. Bagration, resté à Neswij jusqu'au 11 juillet, s'était décidé à descendre sur Bobruisk, pour éviter la rencontre du maréchal Davout qu'il croyait supérieur en forces, pour passer la Bérézina sous la protection de cette place, et pour se rendre ensuite sur le Dniéper. Il avait, dans cette intention, chargé le général Raefskoi de former l'avant-garde avec la 7^e corps russe, et s'était chargé de former lui-même l'arrière-garde avec le 8^e, afin de tenir tête à Jérôme, dont la cavalerie devenait extrêmement pressante. Parti de Neswij le 11, il était le 12 à Romanow, et ne s'était avancé le 13 que jusqu'à Slouck. Il ne pouvait pas être avant le 16 à Bobruisk, et il lui fallait bien deux jours pour rallier son monde, et franchir la Bérézina avec tous ses équipages. Or Jérôme, rendu à Nowogrodek le 10 avec l'infanterie polonaise, s'était mis immédiatement en route pour Neswij, était arrivé le 12 à Mir, et le 13 à Neswij. Averti de la présence du prince Bagration sur la route de Bobruisk, de celle du maréchal Davout à Ighoumen, il était prêt à marcher, et pouvait être le 17 à Bobruisk, c'est-à-dire à un moment où le prince Bagration y serait encore, et bien avant que celui-ci eût franchi la Bérézina avec tout son matériel. Le maréchal Davout de son côté, ayant ses avant-gardes près d'Ighoumen, pouvait être en trois jours à Bobruisk, c'est-à-dire y arriver le 16 s'il partait le 13, le 17 s'il partait le 14, ce qui était facile. Dans ce cas, le maréchal Davout débouchant sur Bobruisk par la gauche de la Bérézina, tandis que le roi Jérôme s'y présenterait par la rive droite, le premier avec 35 mille hommes, le second avec 45 mille sans les Saxons, et avec 58 si les Saxons le rejoignaient, il était possible d'accabler Bagration, et de lui faire essuyer un véritable désastre. Il est vrai que le prince Jérôme était séparé du maréchal Davout par une région marécageuse et boisée, à travers laquelle les communications étaient difficiles, et qu'il était probable qu'on ne parviendrait à se donner la main que sous Bobruisk même, que dès lors on serait séparé jusque-là par toute la masse du corps de Bagration, qui pouvait avec de l'énergie et de l'habileté se jeter tantôt sur l'un, tantôt sur l'autre des généraux français. En revanche les troupes de Bagration étaient harassées de fatigue, fort ébranlées par une retraite précipitée, et au contraire il n'y avait rien d'égal en valeur à celles du maréchal Davout, en animation à celles du prince Poniatowski. Les Westphaliens sous les yeux de leur jeune roi montraient du zèle, et Reynier arrivait avec les Saxons, qui étaient excellents. On était donc autorisé en ce moment à concevoir les plus belles espérances. Le roi Jérôme, quoique ne se rendant pas un compte bien clair de cette situation, actuellement assez obscure, mais sachant le maréchal Davout près de lui, et ayant rencontré quelques-unes de ses patrouilles de cavalerie, lui écrivit qu'il était à Neswij, prêt à marcher sur Bobruisk, et l'invita à s'y rendre par Ighoumen, en lui promettant, et en

se promettant à lui-même les plus heureux résultats de cette réunion.

Le maréchal Davout avait attendu à Minsk jusqu'au 12, n'osant pas se porter au delà parce qu'il n'avait que deux divisions françaises d'infanterie. Apprenant enfin le 13 par une lettre de Jérôme que ce prince était à Neswij, qu'on était à la veille de se réunir sous Bobruisk, il n'hésita plus à marcher, et prit la résolution de partir le lendemain 14 pour Ighonmen. (Voir la carte n° 54.) Un repos de trois jours avait remis et rallié ses troupes, lui avait permis de cuire du pain, d'en charger ses voitures, et de tout disposer pour de nouvelles marches forcées. En même temps voulant rendre plus certain le concert de toutes les forces qui allaient se trouver réunies, n'étant pas fâché en outre de réduire à la position de son subordonné un jeune prince dont il avait été plus d'une fois mécontent pendant son séjour sur l'Elbe, il lui communiqua la décision de Napoléon pour le cas de réunion des deux corps d'armée, et prenant le rôle de général en chef, lui prescrivit, du reste avec beaucoup d'égards, de marcher par Neswij et Slouek sur Bobruisk, tandis que lui-même y marcherait par Ighonmen. Il lui indiqua dans la même lettre quelques routes de traverse par lesquelles ils pourraient se donner la main au moyen de leur cavalerie légère.

Bien qu'il y eût quatre jours de marche pour une armée entre les corps du prince Jérôme et du maréchal Davout, il n'y avait pas trente heures pour des officiers à cheval. L'ordre de Davout, parti le 13 juillet, arriva le 14 dans la journée à Neswij. Le prince Jérôme, qui avait été jusque-là de très-bonne volonté, éprouva un violent mouvement de dépit en recevant les dépêches du maréchal. Cette position subordonnée envers le commandant du 1^{er} corps, qui ne lui eût pas plu, même à l'origine, lui étant infligée comme une sorte de punition, le mit au désespoir, et il se crut profondément humilié. Sans doute il avait lieu d'être froissé, il était victime de reproches injustes, et condamné, aux yeux de tout son corps d'armée, à une véritable humiliation. Mais les humiliations sont en général ce qu'on les fait soi-même par la manière de les prendre. Si on se montre blessé, elles blessent; si on les accepte comme une simple condition des choses, elles relèvent souvent au lieu d'abaisser. Le jeune roi de Westphalie se hâta de reconnaître les titres que le vieux maréchal avait au commandement, et concourant avec zèle à un éclatant triomphe, eût partagé sa gloire, peut-être sauvé la campagne de 1812, et, en sauvant cette campagne, épargné à son frère et à sa famille une grande catastrophe.

Quoi qu'il en soit, cédant à un sentiment fort explicable, il résolut non pas de désobéir, mais de résigner son commandement. Malheureusement, de toutes les résolutions il n'en pouvait pas prendre une plus funeste pour le succès des conceptions de son frère. Il fit appeler son chef d'état-major, le général Marchand, lui remit le commandement en chef, le chargea de

L'exercer en attendant la jonction avec le maréchal Davout, et, dans le désir de pourvoir au plus pressé, convint avec lui de porter les Polonais à une marche en avant sur la route de Slouck, pour soutenir au besoin la cavalerie du général Latour-Maubourg, et faire un pas de plus sur la route de Bobruisk. Il porta à Neswij ses Westphaliens, qu'il n'avait point la pensée de retirer de l'armée, ne se réserva pour son escorte personnelle que quelques compagnies de sa garde, et rapprocha de Neswij les Saxons qui n'en étaient plus qu'à une journée. De sa personne il retourna vers Mir et Nowogrodek, pour y attendre les ordres de l'Empereur, et retourner dans ses États si ces ordres n'étaient pas conformes à sa dignité telle qu'il la comprenait.

Un officier courut auprès du maréchal Davout pour lui porter la résolution du jeune prince, et le joignit le 15 à Ighoumen. Le maréchal, en recevant cette réponse, ne se conduisit pas avec la fermeté qui convenait à son caractère. Au lieu de garder le commandement dont il s'était saisi trop vite, et de le manier avec la vigueur que réclamaient les circonstances, il craignit d'avoir blessé un roi, un frère de l'Empereur, et se hâta de lui écrire une lettre pleine de ménagements, pour l'engager à rester à la tête des troupes polonaises et westphaliennes, toujours il est vrai sous ses ordres, lui promettant l'entente la plus cordiale, et faisant valoir à ses yeux la grande raison du service de l'Empereur, alors la seule alléguée, car de la France il n'en était plus guère question dans le langage du temps. Il fit partir sur-le-champ un officier pour porter cette lettre au jeune prince, et corrigeant par sa vigilance des hésitations qui n'étaient pas ordinaires à son caractère, il disposa les choses de manière que le temps de ces allées et venues ne fût pas entièrement perdu pour le succès des opérations militaires. Tout en ayant l'œil sur Bobruisk, il étendait son attention au delà, pour veiller à ce qui se passait de l'autre côté de la Bérézina, et s'assurer si l'ennemi ne songeait pas à la franchir, ce qui alors aurait dû le décider à courir au Dniéper, c'est-à-dire à Mohilew. Déjà il avait envoyé la cavalerie de Grouchy à Boriaw, pour s'emparer de cette ville, de son pont sur la Bérézina, de ses magasins. Le pont avait été sauvé, mais les magasins n'avaient pu l'être. Il fit jeter plusieurs autres ponts sur la Bérézina, notamment aux environs de Jakaitcy (voir la carte n° 35), et il y achemina ses forces dès le 15, parce que là il avait l'avantage d'être à une marche en avant d'Ighoumen, et plus près à la fois de Bobruisk et de Mohilew. Malheureusement ce n'est pas lui qu'il eût fallu d'abord rapprocher de Bobruisk, car il en était le plus voisin, mais l'armée du roi de Westphalie, qui en était à trois journées, et que tous ces débats retardaient déplorablement, au moment d'atteindre le résultat peut-être le plus important de la campagne.

Lorsque cette lettre arriva à Neswij, le roi Jérôme n'y était plus; il

L'avait quitté le 16, après avoir fait opérer une espèce de mouvement rétrograde à ses troupes, dans l'intention très-approuvable qu'on va voir. A Neswij, on était séparé d'Ighoumen par une région marécageuse et boisée, à travers laquelle les communications étaient presque impraticables, excepté pour la cavalerie légère. Il fallait donc, pour se joindre au maréchal Davout, ou se porter directement par la grande route sur Bobruisk, en avertissant le maréchal de s'y trouver de son côté, ce qui exposait à rencontrer au lieu du maréchal le prince Bagration lui-même; on bien, en se reportant à gauche, contourner la région difficile dont il s'agit, et aller par Romanow, Timkowiczy, Ouzda, Dukora, regagner Ighoumen; détour qui n'exigeait pas moins de quatre jours. (Voir la carte n° 55.) Le prince Jérôme, jugeant avec raison que le plan décisif mais hardi de se jeter tous à la fois sur Bobruisk cessait d'être praticable, avait pensé qu'il fallait acheminer ses troupes par le grand contour d'Ouzda et de Dukora vers Ighoumen, ce qui d'ailleurs semblait conforme à quelques indications antérieures du maréchal Davout et du quartier général. En conséquence il avait envoyé les Westphaliens à Ouzda, et laissé les Polonais à Timkowiczy, sur la route de Bobruisk, de manière à appuyer au besoin la cavalerie de Latour-Maubourg, qui poussait ses courses jusqu'aux portes de Bobruisk. Cela fait, il était parti pour Nowogrodek.

C'est sur la route de Nowogrodek, et le 17, qu'il reçut la lettre du maréchal Davout, et il y répondit en persistant dans sa résolution, réponse qui ne devait arriver que le 18 ou le 19 au maréchal. Dès ce moment, la grande combinaison de Napoléon était avortée, car il aurait fallu être tous ensemble sous Bobruisk le 17, et ce n'était plus possible. Tout ce qu'on pouvait faire désormais, l'occasion d'arrêter et d'envelopper Bagration sur la Bérézina étant manquée, c'était de le devancer sur le Dniéper, en allant occuper Mohilew. Mais alors les résultats ne devaient plus être les mêmes. En arrêtant le prince Bagration sur la Bérézina, on ne lui laissait guère de retraite que vers Mozyr et les marais de Pinsk, où l'on avait le moyen de l'assaillir, de l'envelopper, de le prendre tout entier. En l'arrêtant seulement sur le Dniéper, on réussissait à l'empêcher de passer par Mohilew, mais il redescendait alors sur Staroi-Bychow (voir la carte n° 55); si même on l'arrêtait vers ce dernier point, il pouvait descendre encore sur Rogaczew, et dans le premier cas c'était cinq ou six jours qu'on lui faisait perdre, et dix ou douze dans le second. Ce n'était plus, comme on l'avait espéré, sa ruine ou son annulation pour toute la campagne; c'était un résultat utile, mais nullement décisif.

Le maréchal Davout, sans attendre les dernières réponses du prince, avait résolu, sur la nouvelle de quelques mouvements de l'ennemi au delà de la Bérézina, de renoncer à une opération combinée sur Bobruisk, et de marcher sur Mohilew, afin de ne pas laisser échapper tous les résul-

tats à la fois. Il avait dès le 16 acheminé ses troupes par Jakzitey au delà de la Bérézina; le 17, il suivit lui-même avec le reste de son corps d'armée, et se dirigea par Pogost sur le Dniéper, dans la direction de Mohilew. Ayant reçu en route des lettres du roi Jérôme qui lui annonçaient les résolutions définitives de ce prince, il prit le parti de donner des ordres à tout le corps d'armée, qui n'avait plus que lui pour chef. Il ordonna aux Westphaliens de se rendre par Ouzda, Dukora et Borisow à Orscha, afin de les placer sur le Dniéper, entre lui et la grande armée, qu'il savait en marche vers la haute Dwina. En attendant l'arrivée des Westphaliens, qui ne pouvait avoir lieu avant huit ou dix jours, il dirigea sur Orscha la cavalerie de Gronchy, pour établir le plus tôt possible sa liaison avec la grande armée. Il prescrivit aux Polonais, corps sur lequel il comptait le plus, de s'acheminer vers Mohilew, par Ouzda, Dukora et Igoumen; en contournant la région marécageuse et boisée qui l'avait séparé de Jérôme. C'était un trajet de six jours au moins. S'il pouvait réunir les Polonais à temps, il devait avoir cinquante et quelques mille hommes, c'est-à-dire de quoi accabler Bagration. Quant à la cavalerie de Latour-Maubourg, il la chargea d'envelopper Bobruisk, et de harceler cette place en ayant soin de se tenir sur la Bérézina et de se lier avec Mohilew. Restaient les Saxons, et à la droite des Saxons les Autrichiens, dont on verra bientôt l'emploi tel que l'ordonna Napoléon.

Ainsi, de la combinaison imaginée pour envelopper et prendre le prince Bagration, il ne restait plus que la chance de l'arrêter à Mohilew, et de l'obliger à passer le Dniéper au-dessous, ce qui retardait beaucoup, mais ne rendait pas impossible sa jonction avec Barclay de Tolly.

Lorsque Napoléon apprit cette mésaventure, il en conçut une vive irritation contre le maréchal Davout et le roi Jérôme, mais beaucoup plus vivo contre ce dernier. Il reprocha au maréchal Davout d'avoir pris trop tôt le commandement (les deux armées n'étant pas encore véritablement réunies), et, le commandement pris, de ne l'avoir pas exercé avec une vigueur suffisante. Il reprocha au roi Jérôme de lui avoir fait perdre le fruit de l'une de ses plus belles manœuvres, et le laissa retourner en Westphalie en gardant les Westphaliens. Il ne se reprocha point à lui-même, ce qui eût été plus juste, d'avoir, par une habitude royale, digne tout au plus de Louis XIV, confié à un jeune homme dévoué, brave, mais sans expérience, une armée de 80 mille hommes, puis, lorsque ce jeune prince n'avait commis encore aucune faute, de l'avoir gourmandé, humilié de toutes les manières, comme s'il avait été responsable de la résistance des éléments, de s'être ensuite brusquement décidé à le subordonner à un maréchal, parti qu'il aurait fallu prendre dès l'origine, dans l'intérêt des opérations, et non après coup, à titre de punition; de n'avoir prévu ni l'esclandre qui devait en résulter, ni la conséquence bien plus grave de

faire manquer une manœuvre décisive et des plus savantes qu'il eût jamais imaginées; enfin, et par-dessus tout, de n'avoir pas accordé au maréchal Davout le renfort d'une ou de deux divisions, renfort qui aurait mis ce maréchal en mesure de ne pas faire dépendre ses mouvements d'une jonction des plus problématiques. Voilà ce que Napoléon ne se dit point, et ce qui révèle chez lui, non pas une déchéance de son esprit, qui était tout aussi vaste, tout aussi prompt, tout aussi fertile qu'à aucune autre époque, mais les progrès de cette humeur despotique, fantasque et intempérante; qui ne tient pas plus compte des caractères que des éléments, qui traite les hommes, la nature, la fortune, comme des sujets trop heureux de lui obéir, bien impertinents de ne pas le faire toujours, humeur fatale et puérile tout à la fois, prenant même chez les hommes du plus grand génie quelque chose de l'enfant qui désire tout ce qu'il voit, veut tout ce qu'il désire, le veut sur-le-champ, sans admettre un délai ni un obstacle, et crie, commande, s'emporte, ou pleure, quand il ne l'obtient pas. C'est là bien plus que la déchéance de l'esprit, c'est celle du caractère; gâté par le despotisme, et c'est la vraie cause qu'on verra dominer d'une manière désastreuse dans les événements qui vont suivre!

Quoiqu'il n'espérât plus le succès de sa manœuvre contre l'armée du Dniéper, il y avait une chose qu'il espérait encore, et qu'il attendait avec une pleine confiance du maréchal Davout, c'est que le prince Bagration serait rejeté bien bas sur le Dniéper, au-dessous de Mohilew au moins, ce qui condamnerait la seconde armée russe à faire un long détour, et l'empêcherait de venir au secours de Barclay de Tolly en temps utile. Napoléon ordonna donc au maréchal Davout de tenir ferme à Mohilew; il prescrivit au prince de Schwarzenberg de s'approcher de la grande armée avec le corps autrichien, en remontant la Lithuanie du sud au nord par Proujany, Slonim et Minsk (voir la carte n° 54), et aux Saxons de rétrograder pour aller prendre la place des Autrichiens sur le haut Bug, aux frontières de la Volhynie et du grand-duché de Varsovie. Il avait, en effet, promis à son beau-père de faire servir les Autrichiens sous ses ordres directs; et pour ce motif il travaillait à les rapprocher du quartier général; de plus, il ne comptait pas assez sur eux pour leur confier à la fois la mission de garder le grand-duché, et la mission d'insurger la Volhynie, et il aimait bien mieux, avec raison, confier l'une et l'autre aux Saxons, possesseurs de la Pologne actuelle, et probablement de la Pologne future.

Ces dispositions ordonnées, il revint tout entier à son autre manœuvre, qui était bien plus importante encore que celle dont nous venons de raconter l'avortement, car s'il réussissait en marchant par sa droite à glisser avec la plus grande partie de ses forces devant le camp de Drissa, à déborder Barclay de Tolly, à le tourner en passant la Dwina à l'improviste, à le couper à la fois de Moscou et de Saint-Petersbourg, il regardait

impossible le projet de retraite indéfinie conçu par les Russes, ou les réduisait à ne l'exécuter qu'avec des débris désorganisés, et pouvait espérer de voir bientôt un nouveau Darius envoyer des suppliants au camp d'un nouvel Alexandre!

Pour le succès de ce grand mouvement, le séjour fait à Wilna était regrettable. Entré le 28 juin dans cette ville, Napoléon y était encore le 16 juillet au matin : mais ce temps avait été rigoureusement nécessaire pour arrêter la désertion dans les corps, pour leur expédier l'artillerie restée en arrière et attelée avec une partie des chevaux des équipages de vivres, pour réorganiser ces équipages en les réduisant aux voitures les plus légères, pour cuire du pain, pour assurer huit ou dix jours de subsistances à la garde, condition de discipline indispensable même dans ce corps d'élite, pour procurer au gros de l'armée une réserve de vivres destinée aux corps qui n'auraient absolument rien trouvé sur les routes, pour atteler enfin les équipages de pont. Bien que dix-huit jours se fussent écoulés; pas une heure n'avait été perdue pour assurer autant que possible ces résultats de première nécessité. Ils étaient enfin à peu près certains, et dès ce moment, Napoléon, plein de confiance, attendait tout de son génie et de la bravoure de ses troupes. Il lui était arrivé à Wilna des nouvelles du monde entier. On ne pouvait plus douter, malgré la dissimulation des Turcs, de leur paix avec les Russes, car, après en avoir reçu la confidence orgueilleuse de M. de Balachoff, Napoléon venait d'en acquérir la presque certitude de ses agents à Constantinople. En même temps l'adhésion de Bernadotte à la cause de la Russie n'était plus à mettre en question. Napoléon pouvait donc, dans un avenir prochain, prévoir l'arrivée sur sa droite des armées russes de Tormazoff et de Tchitchakoff, et peut-être une descente des Suédois sur ses derrières. Ces nouvelles, il est vrai, étaient contre-balancées par des nouvelles favorables d'Angleterre et d'Amérique, car on annonçait la mort de M. Perceval, assassiné à l'entrée du Parlement, un revirement prochain dans la politique britannique, enfin la certitude d'une déclaration de guerre de l'Amérique à la Grande-Bretagne. Inquiétantes ou favorables, Napoléon ne tenait compte de ces rumeurs lointaines, et, avec raison, faisait tout consister dans le succès des grandes opérations qu'il allait entreprendre. Il avait acheminé déjà la cavalerie légère de la garde sous le général Lefebvre-Desnoettes, pour préparer son mouvement, en réunissant des farines, en construisant des fours, en protégeant le corps des pontonniers qui devait ménager à l'armée le passage non-seulement des rivières, mais des nombreux marécages dont le pays était couvert. Derrière la cavalerie légère, Napoléon avait fait partir la jeune garde sous Mortier, la vieille garde sous Lefebvre. La première devait passer par Lowaritsky, Michailsky, Danilowitsky, la seconde par Swenziany et Postavy, et toutes deux

devaient aboutir à Gloubokoë ; où Napoléon allait fixer son quartier général en face de la Dwina, entre Drissa et Polotsk. (Voir les cartes n° 54 et 55.) Napoléon avait envoyé derrière Mortier et Lefebvre la réserve de l'artillerie de la garde, sur laquelle il comptait particulièrement pour les jours de bataille, et avait recommandé de la mener lentement, pour ne pas mettre les chevaux hors de service. Il avait en outre déjà dirigé sur le même point, mais un peu à gauche, et derrière Murat, les trois divisions Morand, Friant, Gudin, qu'il avait gardées par devers lui, pour exécuter avec elles la partie la plus difficile de sa manœuvre, celle qui se ferait le plus près de l'ennemi, au point même où l'on tournerait autour des Russes pour les envelopper. Il avait en même temps fait exécuter à Ney, Oudinot et Macdonald un mouvement de gauche à droite, porté Ney de Maliatoui sur Widzouy, Oudinot d'Avanta sur Rimehanoni, Macdonald de Rossiens sur Poniewiez, avec l'instruction de côtoyer l'ennemi sans l'aborder, de se charger de pain, de porter sur voitures la farine qu'on pourrait recueillir, de se faire suivre par tout le hêtail qu'on pourrait ramasser. Sur sa droite, Napoléon avait enfin mis le prince Eugène en mouvement de Nowoi-Troki sur Oclumiana, Smorgoni, Wileika, en lui adressant les mêmes recommandations. Le prince Eugène avait perdu la moitié des Bavaois par la fatigue et la dysenterie, et son corps était déjà fort amoindri. Il devait former la droite de Napoléon, et se lier par la cavalerie de Grouchy avec le maréchal Davout.

Avant de quitter Wilna, Napoléon donna ses derniers ordres pour assurer toutes les parties du service pendant son absence. Ne voulant pas se priver des talents, du zèle, de la probité de M. Daru, et ayant besoin d'un autre lui-même à Wilna, il résolut d'y laisser le duc de Bassano, sur le dévouement et l'application duquel il pouvait compter entièrement, et l'y laissa en effet avec autorisation d'ouvrir non-seulement la correspondance diplomatique, mais la correspondance administrative et militaire, de communiquer à chaque chef de corps ce qu'il aurait intérêt à savoir, de donner même des ordres pour tout ce qui intéresserait l'approvisionnement de l'armée. Il conclut avec les juifs polonais un marché pour les transports de Kowno à Wilna. Décidément la navigation de la Wilia avait été reconnue presque impraticable, et on était résolu à employer les transports par terre. Les nombreux convois qui, grâce au zèle du colonel Baste, parvenaient journellement de Dantzig à Kowno, et contribuaient à remplir cette dernière ville de matières de toute espèce, durent désormais reprendre charge à Kowno pour terminer par terre leur trajet jusqu'à Wilna. Il y avait à Wilna mille voitures au moins d'artillerie et d'équipages restées sans attelages. On les avait rangées dans un vaste parc, et en plein air pour les garantir du feu. Napoléon ordonna d'en atteler une partie avec deux mille chevaux, petits mais forts, que le maréchal Macdonald avait levés en Samogitie. Il envoya

l'ordre au général Bourcier, laissé en Hanovre, d'acheter de nouveau en Allemagne, et à quelque prix que ce fût, tout ce qu'on pourrait tronquer de chevaux de selle et de trait, et de les expédier immédiatement sur Wilna. Enfin, pour correspondre au mouvement que l'armée active allait faire en avant, il voulut que l'armée de réserve en exécutât un pareil. Il prescrivit au maréchal Victor, qui commandait le 3^e corps à Berlin, de s'avancer sur Dantzig, au maréchal Angereau, qui commandait le 11^e corps, composé de quatrièmes bataillons et des régiments de réfractaires, de remplacer le duc de Bellune à Berlin. Les cohortes dont Napoléon avait prescrit l'organisation avant de quitter Paris, durent remplacer sur la frontière de France les troupes du 11^e corps. A Wilna même, il restait sous le général Hogendorp, nommé gouverneur de la Lithuanie, et mis sous l'autorité de M. de Bassano, une garnison mobile formée de toutes les troupes en marche, laquelle habituellement ne serait pas moindre de 20 mille hommes, et s'appuierait sur des ouvrages de campagne que Napoléon avait fait exécuter lui-même. Dans l'intérieur de Wilna, les fours, les hôpitaux dont il s'était si fort occupé, étaient achevés. Il y avait des fours pour cuire cent mille rations, des hôpitaux pour recevoir dix mille malades, et des officiers pour recueillir et incorporer les trainards que les colonnes mobiles parviendraient à ramasser. Le nombre des trainards était déjà de 40 mille au moins, surtout parmi les étrangers. On en avait reconstruit à peine deux ou trois mille; les autres étaient occupés à piller. Là plupart, surtout parmi les Allemands, repassaient le Niémen.

Tout ce que la prévoyance humaine permettait de faire pour corriger les inconvénients d'une entreprise qui était probablement la plus téméraire des siècles, ayant été prescrit, Napoléon résolut de partir dans la nuit du 16 au 17 juillet. Avant de quitter Wilna, il ne put se dispenser de recevoir les représentants de la diète polonaise réunie extraordinairement à Varsovie. On se souvient que M. de Pradt, archevêque de Malines, avait été, au défaut de M. de Talleyrand, chargé d'aller à Varsovie exciter et diriger l'élan patriotique des Polonais. Ce personnage, incapable de se gouverner au milieu d'une commotion populaire, était arrivé à son poste, et avait trouvé les Polonais fort émus par l'idée d'une reconstitution prochaine, disposés comme de coutume à se battre vaillamment, mais ruinés par le blocus continental, manquant de confiance dans le succès de cette guerre et dans les résolutions de Napoléon à leur égard, proposant toute une chose différente; et autant que jamais agités, bruyants, désunis. Se faire écouter au milieu du chaos des volontés discordantes, tempérer les violents, exciter les tièdes, concilier les jaloux, amuser les chimériques, amener enfin à force de souplesse et de vigueur la masse étourdissante et étourdie à des volontés sensées, fortes, uniformes, est un art supérieur, que la nature seule ne suffit pas à donner si l'expérience ne l'a pas mûri,

et qui ne s'acquiert que dans les pays libres. L'archevêque de Malines, surpris, déconcerté, n'ayant que quelques saillies spirituelles pour tout manège, ne savait comment se tirer de ce chaos. Mais la passion suppléant à tout, les Polonais aboutirent à l'idée d'une diète générale, convoquée immédiatement, et qui, suivant l'antique usage, proclamerait, outre la reconstitution de la Pologne, la confédération de toutes ses provinces, et la levée en masse de la population contre la Russie. Le pauvre roi de Saxe, sur la tête duquel était tombée la couronne de Pologne, avait pourvu d'avance les ministres du grand-duché des pouvoirs nécessaires, et ceux-ci s'étaient prêtés avec empressement à la convocation de la diète. Cette diète, assemblée extraordinairement, s'était réunie sur-le-champ, avait choisi pour président le respectable prince Adam Czartoryski, octogénaire, et jadis maréchal de l'une des anciennes diètes, avait proclamé au milieu d'un enthousiasme universel le rétablissement de la Pologne, la confédération de toutes ses provinces, l'insurrection de celles qui étaient encore sous des maîtres étrangers, et une démarche auprès de Napoléon, pour le supplier de laisser tomber de sa bouche souveraine ce grand mot : LA POLOGNE EST RÉTABLIE.

La diète s'était séparée en instituant une commission chargée de la représenter, et de remplir en quelque sorte le rôle de la souveraineté nationale, tandis que les ministres du grand-duché rempliraient celui du pouvoir exécutif. C'était une assez grande difficulté que de faire marcher ensemble ces représentants de la souveraineté nationale et ces agents du pouvoir exécutif, les uns et les autres voulant jouer les deux rôles à la fois, mais ce n'était pas la plus grande. Il aurait fallu sans perdre de temps diriger leur ardeur vers les deux objets essentiels, la levée des hommes et la propagation de l'insurrection en Lithuanie, en Volhynie, en Podolie. Si l'abbé de Pradt avait eu de l'argent, un mandat étendu, et un véritable génie d'action, il aurait peut-être réussi à tirer de ces éléments en fermentation une force organisée, capable d'aller insurger la Volhynie et la Podolie, tandis que Napoléon aurait organisé la Lithuanie, qu'il venait d'insurger par sa présence. Mais Napoléon ne lui avait pas donné une obole, lui avait fait compter à peine ses appointements, et lui avait accordé un mandat équivoque comme la confiance qu'il avait dans ses talents politiques et administratifs. Aussi tout ce que l'abbé de Pradt avait pu et su faire, avait été d'aider les Polonais à rédiger le manifeste qui annonçait la reconstitution de la Pologne, document écrit avec quelque talent, mais sans convenance, et paraissant composé plutôt à Paris qu'à Varsovie. Cette pièce rédigée, on était tombé d'accord d'envoyer à Wilna une députation pour porter à Napoléon l'acte de la diète, et provoquer de sa part une déclaration solennelle. M. de Pradt avait été forcé de consentir à cette démarche, fort embarrassante pour Napoléon, mais

inévitable et naturelle, il faut en convenir, de la part des Polonais. Les députés, qui étaient les sénateurs Joseph Wybiski et Valentin Sobolewski, les nonces Alexandre Beniski, Stanislas Soltyk, Ignace Stadnicki, Matthieu Wodzinski, Ladislas Tarnowski, et Stanislas Aloxandrowicz, arrivèrent à Wilna un peu avant le départ de Napoléon, avec mission de lui présenter une adresse, et d'en obtenir une réponse qui pût être communiquée au monde entier.

Cette manière de le presser désobligeait Napoléon plus qu'elle ne l'étonnait, et il se recueillit pour trouver une réponse qui, sans décourager les Polonais, ne l'entraînât pas à plus d'engagements qu'il n'en voulait prendre. Ce n'était pas, nous l'avons déjà dit, la liberté des Polonais qui l'effrayait; car, au contraire, on excitait partout en son nom l'esprit insurrectionnel; ce n'était pas précisément la crainte de l'Autriche, car, si le sacrifice de la Gallicie déplaisait à celle-ci, l'Illyrie pouvait la consoler; mais c'était, surtout depuis qu'il avait passé le Niémen, la crainte de rendre la paix avec la Russie trop difficile. De loin Napoléon avait considéré cette guerre sinon comme aisée, au moins comme très-praticable; de près il la jugeait mieux, et entrevoyait la difficulté de suivre les armées russes dans les profondeurs de leur territoire, si on ne parvenait à les saisir avant leur retraite. Il voulait donc que la querelle restât une de celles qu'une bataille gagnée avec éclat peut terminer, tandis que s'il s'était proposé pour but essentiel le rétablissement de la Pologne, il eût fallu pour l'obtenir réduire la Russie à la dernière extrémité. Ajoutez qu'il aurait voulu voir la Pologne sortir toute faite d'un élan d'enthousiasme, tandis qu'elle ne pouvait renaitre que d'une lente et laborieuse réorganisation, peu favorisée en ce moment par les circonstances. Dans cette disposition d'esprit, il adressa aux Polonais une réponse ambiguë, qui avait l'inconvénient ordinaire aux réponses ambiguës, celui d'en dire trop pour les uns, trop peu pour les autres, trop pour la Russie, trop peu pour les Polonais.

Napoléon reçut la députation l'avant-veille de son départ de Wilna. Le sénateur Joseph Wybiski, homme d'esprit, souvent employé par les Français en Pologne, porta la parole, et, dans un discours assez long, dit que la diète du duché de Varsovie, réunie pour satisfaire aux besoins des armées de la France, avait senti qu'elle avait *des devoirs d'un ordre plus élevé à remplir*; que d'une voix unanime elle s'était constituée en confédération générale, avait proclamé la Pologne rétablie, et déclaré nuls, arbitraires et criminels les actes qui l'avaient partagée; qu'aux yeux du monde civilisé et de la postérité, l'acte qui avait enlevé son existence à la Pologne, nation indépendante, ancienne en Europe, signalée par ses services envers la chrétienté, était un acte d'usurpation, de perfidie et d'ingratitude, un abus indigne de la force, qui ne pouvait constituer aucun

droit, et devait cesser avec la force dont il était le produit; que cette force, en effet, longtemps du côté des oppresseurs, passait aujourd'hui du côté des opprimés par l'arrivée miraculeuse du grand homme du siècle, suscité par la Providence pour changer la face du monde; qu'il n'avait à dire qu'un mot : *Le royaume de Pologne existe*, et qu'à l'instant ce mot deviendrait l'équivalent de la réalité; que rien ne lui faisait obstacle; que la guerre était commencée seulement depuis huit jours, et que déjà il recevait leurs hommages dans la capitale des Jagellons; que les aigles françaises étaient plantées sur les bords de la Dwina et du Borysthène, aux limites de l'ancienne Moscovie; que les Polonais étaient d'ailleurs seize millions d'hommes prêts à se dévouer pour leur libérateur, et qu'ils juraient tous de mourir pour la sainte cause de leur indépendance; que le rétablissement de la Pologne était non-seulement un grand intérêt pour la France, mais presque un devoir d'honneur pour elle, car l'unique partage qui avait fait la honte du dix-huitième siècle avait signalé la décadence de la maison de Bourbon, et que c'était au glorieux fondateur de la quatrième dynastie à réparer les faiblesses et les fantes de la troisième; que quant à eux ils poursuivraient par tous les moyens ce noble but, et ne se reposeraient qu'après l'avoir atteint, avec l'approbation et l'aide du glorieux et tout-puissant Empereur des Français.

Napoléon, après avoir écouté avec un certain malaise l'expression brillante de ces pensées, répondit par le discours étudié qui suit :

« Messieurs les députés de la confédération de Pologne,

« J'ai entendu avec intérêt ce que vous venez de me dire.

« Polonais, je penserais et j'agis comme vous; j'aurais voté comme vous dans l'assemblée de Varsovie : l'amour de la patrie est la première vertu de l'homme civilisé.

« Dans ma position, j'ai bien des intérêts à concilier, et bien des devoirs à remplir. Si j'eusse régné lors du premier, du second ou du troisième partage de la Pologne, j'aurais armé tout mon peuple pour vous soutenir. Aussitôt que la victoire m'a permis de restituer vos anciennes lois à votre capitale et à une partie de vos provinces, je l'ai fait avec empressement, sans toutefois prolonger une guerre qui eût fait couler encore le sang de mes sujets.

« J'aime votre nation : depuis seize ans j'ai vu vos soldats à mes côtés, sur les champs d'Italie comme sur ceux d'Espagne.

« J'applaudis à tout ce que vous avez fait; j'autorise les efforts que vous voulez faire; tout ce qui dépendra de moi pour seconder vos résolutions, je le ferai.

« Si vos efforts sont unanimes, vous pouvez concevoir l'espoir de réduire vos ennemis à reconnaître vos droits; mais, dans ces contrées si éloignées et si étendues, c'est surtout sur l'unanimité des efforts de la

» population qui les couvra que vous devrez fonder vos espérances de
» succès.

» Je vous ai tenu le même langage lors de ma première apparition en
» Pologne; je dois ajouter ici que j'ai garanti à l'empereur d'Autriche
» l'intégrité de ses États, et que je ne saurais autoriser aucune manœuvre
» ni aucun mouvement qui tendrait à le troubler dans la paisible posses-
» sion de ce qui lui reste des provinces polonaises. Que la Lithuanie, la
» Samogitie, Witebsk, Polotsk, Mohilew, la Volhynie, l'Ukraine, la Po-
» dolie, soient animées du même esprit que j'ai vu dans la grande Pologne,
» et la Providence couronnera par le succès la sainteté de votre cause; elle
» récompensera ce dévouement à votre patrie qui vous a rendus si inté-
» ressants, et vous a acquis tant de droits à mon estime, et à ma protec-
» tion sur laquelle vous devez compter dans toutes les circonstances. »

Ce discours fort sensé, fort raisonnable, qui devait avoir si peu de succès parmi les Polonais, n'était pas en lui-même une faute, quoi qu'on en ait dit depuis, mais il était la suite d'une faute immense, celle d'être venu dans cette région lointaine; où il n'y avait qu'une chose à faire, c'était de tenter le rétablissement de la Pologne, et où cependant cette chose unique était presque impraticable, car pour l'accomplir il fallait d'abord le concours zélé de ceux qu'elle tendait à dépouiller, la Prusse et l'Autriche; il fallait de plus le dévouement absolu de ceux qu'elle intéressait, les Polonais, lesquels au lieu de se dévouer complètement faisaient dépendre leur dévouement des engagements ténébreux qu'on prendrait avec eux, de façon qu'il s'agissait, avec des volontés, ou contraintes comme celles des Prussiens et des Autrichiens, ou hésitantes comme celles des Polonais et des Français, d'entreprendre la plus difficile, la plus nouvelle de toutes les tâches, tellement nouvelle qu'elle est encore sans exemple dans l'histoire, la tâche de reconstituer un État détruit!

Cette faute, Napoléon la sentait déjà en approchant de la difficulté, et par ce motif se ménageait trop peut-être, tandis que les Polonais déçus se menageaient encore davantage! Triste présage, qui n'était pas le seul, de tous les malheurs de cette campagne!

Objet de plus d'une négociation avec les députés de Varsovie, le discours de Napoléon ne les désobligea pas précisément, car il leur était à peu près connu d'avance, sinon dans ses termes, du moins dans son sens, mais il produisit un premier effet assez fâcheux à Wilna même, malgré l'enthousiasme excité par la présence des Français victorieux. Comment, se disaient les Lithuaniens, Napoléon nous demande de nous dévouer à lui, de lui prodiguer notre sang, nos ressources, sans compter ce qu'il faut souffrir de ses soldats, et il ne veut pas même prononcer le mot que la Pologne est rétablie! Qui le retient? Ce n'est pas la Prusse, soumise, abaissée; l'Autriche, dépendante de lui et facile à dédommager

en Illyrie; la Russie, dont les armées sont déjà en fuite! Qu'est-ce donc? Est-ce qu'il n'aurait pas la volonté de nous rendre notre existence? Est-ce qu'il serait venu ici seulement pour gagner une bataille contre les Russes, puis pour s'en aller sans rien entreprendre de sérieux, que d'ajouter, comme en 1809, un demi-million de Polonais au grand-duché, en laissant la plus grande partie d'entre vous exposés aux exils et aux séquestres?..... — A ces doutes d'autres Lithuaniens répondaient que Napoléon avait raison, qu'il était dans une position délicate, qu'il avait des ménagements à garder, mais qu'à travers ces ménagements il était facile de lire sa vraie pensée, qui était de rétablir la Pologne si on l'aidait sérieusement; qu'il fallait donc le secourir de toutes ses forces, se lever en masse, et lui fournir ainsi les moyens d'achever l'œuvre commencée. Mais ceux qui parlaient de la sorte, éclairés, modérés, équitables, sentant la nécessité de ne pas ménager les sacrifices, et de vaincre les hésitations de Napoléon à force de dévouement, étaient, à cause de ces vertus mêmes, les moins nombreux. Pour la masse, la réserve de Napoléon devait être un prétexte, dont allaient se couvrir toutes les faiblesses, toutes les avarices, tous les calculs personnels.

Napoléon partit de Wilna le 16 au soir, après avoir séjourné dix-huit jours dans cette capitale de la Lithuanie. Il passa par Swenziany, et arriva le 18 au matin à Gloubokoë. Il trouva encore sur son chemin beaucoup de trainards et de voitures abandonnées. La chaleur extrême du mois de juillet fatiguait singulièrement les hommes et les chevaux, et de plus on était fréquemment arrêté par la destruction des ponts. Dans ces contrées marécageuses et boisées, le nombre des ponts était infini. Il en fallait pour traverser non-seulement les rivières et les ruisseaux, mais les eaux stagnantes, qui couvraient les campagnes. Les Russes les avaient détruits autant qu'ils avaient pu, et on ne devait pas compter pour les réparer sur les habitants très-clair-semés. Aussi le corps des pontonniers était-il fort occupé, et pour suffire à sa tâche il avait besoin de tout le dévouement dont il était rempli, et du noble exemple de son chef le général Eblé.

Gloubokoë était une petite ville, construite en bois, comme toutes celles de ces contrées, et ayant pour bâtiment principal, non pas un château, mais un gros convent. Napoléon s'y logea, et se hâta, suivant son usage, d'y préparer un établissement qui pût servir de lieu d'étape à l'armée.

Pendant ce temps les différents corps opéraient leur mouvement et défilaient successivement devant le camp de Drissa, comme s'ils avaient dû l'attaquer, bien qu'ils eussent ordre de n'en rien faire. (Voir les cartes n^{os} 54 et 55.) Murat ayant séjourné quelques jours en avant de Swenziany, à Opsa, avec la cavalerie des généraux Nansouty et Monthbrun, avec les trois divisions du maréchal Davout, défila devant le camp de

Drissa, en se tenant à quelques lieues en arrière, et vint se poster en face de Polotsk, tout près de Gloubokoë, et sous la main de Napoléon. Pendant cette marche le général Sébastiani se laissa surprendre par la cavalerie russe, qui ayant franchi la Dwina afin d'observer nos mouvements, profita de ce que nous nous gardions mal, pour assaillir le général Saint-Geniès. Ce dernier se défendit vaillamment, mais fut enlevé avec quelques centaines d'hommes. Au bruit de cette apparition notre cavalerie accourut, fondit sur les Russes; leur prit le général Koulmiev qui commandait l'expédition, et les força de repasser la Dwina. Sauf cet accident, le mouvement de Murat s'accomplit conformément aux ordres de Napoléon. Les troupes vivaient partie de ce qu'elles apportaient, partie de ce qu'elles ramassaient dans le pays, que les Russes n'avaient pas eu le temps de dévaster.

Ney suivait Murat; il exécuta un mouvement pareil, et alla se placer sur la gauche des divisions Morand, Friant et Gudin. Ses troupes, venant après celles de Murat, avaient trouvé les villages déjà épuisés, mais elles furent dédommagées par les voitures de vivres restées en arrière, et s'en servirent pour se nourrir. On n'économisait pas la viande, qui abondait, mais on était forcé d'économiser le pain, qui était rare. On donnait aux soldats ration entière de viande, et demi-ration de pain. Ils suppléaient au pain en mettant du riz dans leur soupe, et à défaut de riz du seigle grillé. La chaleur et l'alimentation avaient causé la dysenterie chez les jeunes soldats, et il était à craindre qu'elle ne devint contagieuse.

Après Ney marchait Oudinot. Celui-ci, défilant en vue de Dunabourg, où les Russes avaient construit une forte tête de pont sur la Dwina, ne sut pas se contenir, et, malgré les recommandations de Napoléon, assaillit l'ouvrage, que les Russes abandonnèrent. L'incident n'eut pas de suite, et le maréchal Oudinot vint à son tour se ranger sur la gauche de Ney. Tous ces corps se trouvèrent donc réunis dans un espace de quelques lieues, les uns ayant dépassé le camp de Drissa devant lequel ils avaient défilé, les autres restant en face, et tous placés sous la main de Napoléon, qui était à Gloubokoë avec la garde. Le maréchal Maedonald seul s'était tenu à quelque distance sur la gauche, entre Poniewiez et Jacobstadt, couvrant à la fois la Samogitie, qui valait la peine d'être soustraite aux ravages des Cosaques, et le cours du Niémen, que suivaient nos convois pour remonter jusqu'à Kowno.

Les mouvements ordonnés sur la droite de Napoléon s'étaient exécutés aussi ponctuellement. C'était le prince Eugène qui devait occuper cette partie de la ligne, et former la liaison avec le maréchal Davout sur le Dniéper. Après avoir rallié son monde et ses équipages à Nowoi-Troki (voir les cartes n^{os} 54 et 55), il en était parti, avait suivi la route de Minsk jusqu'à Smorgoni, puis l'avait coupée, et s'était porté à Wileika.

Le général Colbert, renvoyé en arrière avec les lanciers rouges par le maréchal Davout, l'y avait précédé, et avait sauté quelques magasins. Le prince Eugène s'y procura pour deux jours de vivres, ce qui lui vint fort en aide, et il continua sa route par Dolghinow jusqu'à Bérézino, aux sources de la Bérézina. En cet endroit, un canal, dit canal de Lepel, réunissait la Bérézina qui est un affluent du Dniéper, avec l'Oula qui est un affluent de la Dwina. On peut donc considérer ce canal comme la jonction de la mer Noire avec la Baltique. Il s'y trouvait des bateaux, et des approvisionnements que les Russes n'avaient pas eu le temps de détruire. Le prince Eugène s'appliqua à les recueillir, et surtout à veiller au maintien d'une navigation qui pouvait être fort utile à l'armée. Le 21 il devait être rendu à Kamen, et n'avait plus qu'un pas à faire pour toucher à la Dwina, entre Oula et Beschenkowicz, à un endroit où cette rivière est si facile à franchir qu'en été on la traverse à gué.

Napoléon avait ainsi tous ses corps à sa portée, et disposait de près de 200 mille hommes, répandus sur un espace de quelques lieues. La marche avait, il est vrai, encore réduit le nombre des combattants; mais sans Macdonald, posté à gauche, sans Davout et le corps de Jérôme, restés au loin sur la droite, Napoléon avait au moins 190 mille hommes présents au drapeau, et les meilleurs de toute l'armée. Il pouvait donc accabler Barclay de Tolly, et se préparait en effet à franchir la Dwina sur la gauche de celui-ci, pour le tourner et l'envelopper, comme il en avait formé le projet. Jusqu'ici, tout marchait selon ses desirs. Il n'attendait, pour exécuter ses grands desseins, que l'arrivée de la grosse artillerie, toujours un peu en retard, et comptait être en mesure d'agir du 22 au 23 juillet. En attendant, il s'occupait avec son activité accoutumée de créer à Gloubokoé une étape pourvue de tout ce qui est nécessaire à une armée. Il avait trouvé, outre le couvent qu'il occupait, d'autres couvents assez riches. Le voisinage du canal de Lepel offrait aussi des ressources. Avec ces divers moyens, il avait ordonné de préparer des magasins, des hôpitaux et une manutention. Vingt-quatre fours étaient déjà en construction, et tout promettait entre Wilna et Witebsk un point intermédiaire bien approvisionné.

Tandis que Napoléon opérait son mouvement, le maréchal Davout continuait le sien, qui, sans avoir la même importance, en avait une fort grande encore, puisqu'il s'agissait d'arrêter Bagration à Mohilew, et, en lui interdisant le passage du Dniéper sur ce point, de le forcer à redescendre plus bas, et à exécuter un long détour pour rejoindre par delà le Dniéper et la Dwina, la grande armée de Barclay de Tolly. Le succès de la résistance du maréchal Davout importait donc au succès de la manœuvre de Napoléon, puisqu'elle devait retarder la jonction de Bagration avec Barclay, et les obliger à se réunir plus loin et plus tard. Si le maréchal

Davout avait en tout le corps du roi Jérôme sous la main, il eût non-seulement arrêté, mais accablé Bagration. Malheureusement les troupes du roi Jérôme, comme on l'a vu, dès qu'elles ne passaient plus par Bobruisk, avaient six à huit jours de marche à faire pour le rejoindre, et il était avec les divisions Compans, Dessaix et Claparède, et une division de cuirassiers, à Mohilew, où il avait couru en toute hâte, pour barrer le chemin à Bagration. (Voir les cartes n^{os} 54 et 55.) Le reste de sa cavalerie était répandu à gauche pour le lier au prince Eugène, et à droite pour veiller sur les troupes polonaises et westphaliennes actuellement en marche.

Quant au prince Bagration, ayant traversé librement la Bérézina à Bobruisk, sans y être accablé par Davout et Jérôme réunis, il se regardait comme sauvé, car en arrière il avait pour se couvrir contre Jérôme la place forte de Bobruisk, et par devant il espérait atteindre le Dniéper à Mohilew sans rencontrer d'obstacle. Il ne croyait pas y trouver encore le maréchal Davout, et, en tout cas, il commençait à ne plus le craindre, étant renseigné assez exactement sur les forces de ce maréchal. Le 21 au soir, en effet, il approchait de Mohilew, avait ainsi franchi l'espace qui sépare la Bérézina du Dniéper, et comptait environ 60 mille hommes prêts à combattre.

Le maréchal Davout, comme nous venons de le dire, occupait Mohilew avec les divisions Compans, Dessaix, Claparède. Ses forces, réduites par la marche, l'étaient aussi par les détachements qu'il avait été obligé de laisser dans plusieurs postes. Il avait placé à Minsk le 33^e léger, pour s'y rallier et y tenir garnison, et il avait été contraint de répandre sa cavalerie dans un espace immense, pour se lier aux troupes de Jérôme d'un côté, à celles de Napoléon de l'autre. Il n'avait conservé sous la main que les cuirassiers Valence, avec la cavalerie légère des généraux Pajol et Bordessoulle, et pouvait présenter à l'ennemi 22 mille hommes d'infanterie, 6 mille de cavalerie, c'est-à-dire 28 mille combattants contre 60 mille. Mais grâce à la qualité de ses soldats et à la nature des lieux, il craignait peu l'ennemi, et n'était pas plus troublé à Mohilew qu'il ne l'avait été jadis à Auerstaedt. Le 21 au soir, ses troupes eurent une chaude alerte. La cavalerie légère de Bordessoulle était sur la route de Staroï-Bychow, par laquelle arrivait l'avant-garde de Bagration. Un escadron placé aux avant-postes fut assailli par le corps de Platow, et fort maltraité. Heureusement que le 85^e de ligne, établi en arrière, arrêta par sa fusillade les nombreux escadrons de Platow, et les obligea à se replier. On en fut quitte pour la perte de quelques hommes et de quelques chevaux. Mais cette vive escarmouche annonçait l'arrivée prochaine de toute l'armée du Dniéper.

Le lendemain matin 22, le maréchal, avec sa vigilance ordinaire, se porta dès la pointe du jour sur le terrain où il s'attendait à combattre, et

en fit une soigneuse reconnaissance, accompagné du général Haxo. La route de Staroi-Bychow, sur laquelle avait eu lieu l'escarmouche de la veille, n'était autre que celle de Bobruisk, qui, après avoir couru directement de la Bérésina au Dniéper, se redressait presque à angle droit vers Staroi-Bychow, et remontait la rive droite du Dniéper jusqu'à Mohilew. (Voir la carte n° 55.) Le maréchal, et le général Haxo, sortis de Mohilew, descendirent cette route, qui, bordée d'un double rang de bouleaux comme toutes les routes du pays, se prolongeait entre le Dniéper qu'elle avait à gauche, et le ruisseau de la Mischowska qu'elle avait à droite. Après avoir cheminé entre la Mischowska et le Dniéper l'espace de trois ou quatre lieues, ils virent la Mischowska tourner brusquement à gauche dans la direction du Dniéper, et envelopper ainsi d'un obstacle continu le terrain long et étroit qu'ils venaient de parcourir. Au point où la Mischowska se détournait pour se jeter dans le Dniéper, se trouvait un moulin, dit moulin de Fatowa, et pourvu d'une retenue d'eau. La Mischowska coupait ensuite la route en passant sous un pont surmonté d'un gros bâtiment, qu'on appelait auberge de Saltanowka, et allait se perdre dans le Dniéper. Le terrain ainsi circonscrit se présenta tout de suite au maréchal Davout et au général Haxo comme celui où il fallait combattre, et où l'on avait la plus grande chance de tenir tête à l'ennemi, quelles que fussent sa force et son énergie. Ils firent barricader le pont, créneler l'auberge de Saltanowka et le moulin de Fatowa, et couper la digue qui retenait les eaux du moulin, de manière que l'ennemi ne pût point s'en servir pour passer le ruisseau. Le maréchal Davout confia la garde de ces deux postes aux cinq bataillons du 85^e de ligne, sous le général Friederichs, et plaça en arrière, sous le général Dessaix, le 108^e pour servir de réserve. Ces deux régiments composaient toute la division Dessaix, le 33^e léger ayant été laissé à Minsk. Le maréchal disposa son artillerie le mieux possible, et du reste le lieu était favorable à cette arme, car la route de Staroi-Bychow par laquelle les Russes devaient arriver après avoir traversé des bois, débouchait tout à coup sur un terrain dégarni que nos canons pouvaient couvrir de mitraille.

Ces précautions prises sur son front, le maréchal remonta vers Mohilew, pour s'assurer si on ne chercherait pas à traverser la Mischowska sur sa droite, ce qui aurait rendu vaine la résistance opposée au pont de Saltanowka et au moulin de Fatowa. En remontant en effet à une lieue en arrière, se trouvait au bord de la Mischowska le petit village de Seletz, par lequel l'ennemi aurait pu franchir le ruisseau. Le maréchal y établit un des quatre régiments de la division Compans, le 61^e, avec une forte artillerie, qui avait, comme au moulin de Fatowa, l'avantage de pouvoir tirer d'une rive à l'autre, et au milieu d'un terrain dont les bois venaient d'être coupés. Un peu plus en arrière le maréchal plaça encore en réserve

les deux autres régiments de la division Compans, les 57^e et 111^e de ligne, avec les cuirassiers Valence, pour fondre sur quiconque aurait forcé le passage de la Mischowska. Enfin, comme dernière précaution, le maréchal rangea la division polonaise Claparède derrière la division Compans, pour lier avec la ville de Mohilew les troupes qui gardaient la route de Staroi-Bychow. Le général Pajol, avec sa cavalerie légère et le 23^e de ligne (quatrième régiment de Compans), fut chargé de surveiller la route d'Ighoumen par Pogost, celle que le maréchal avait suivie de la Bérézina au Dniéper, en cas qu'une portion de l'armée russe tentât de s'y présenter pour tourner la position de Mohilew. Après ces vigoureuses et habiles dispositions, le maréchal attendit avec sang-froid l'attaque du lendemain.

Le lendemain, 23 juillet, en effet, dès qu'il fit jour, le prince Bagration, après avoir laissé le 8^e corps (celui de Borosdin) sur la route de Bobruisk, pour se couvrir contre la poursuite possible mais peu probable du roi Jérôme, porta en avant le 7^e corps (celui de Raëffskoi) sur le pont de Saltanowka et le moulin de Fatowa, avec ordre d'enlever ces deux postes à tout prix.

La division Kolioubakin attaqua le pont de Saltanowka, et la division Paskewitch le moulin de Fatowa. L'une et l'autre, rangées à la lisière des bois, n'avaient mis à découvert que leur artillerie et leurs tirailleurs. Ces derniers avaient essayé de s'embusquer dans les broussailles, et derrière tous les accidents de terrain. Mais les tirailleurs français, mieux abrités derrière l'auberge de Saltanowka et le moulin de Fatowa, et tirant très-juste, causaient à l'ennemi beaucoup plus de mal qu'ils n'en éprouvaient. L'artillerie française, de son côté, démontait à chaque instant les pièces russes. Après quelque temps de ce combat désavantageux, la division Kolioubakin voulut s'avancer sur le pont de Saltanowka, mais elle fut accueillie par un tel feu de mousqueterie et de mitraille qu'elle se vit obligée de reculer, et de rentrer dans le bois.

Le maréchal était accouru au bruit du canon, et ayant reconnu que tout se passait bien sur son front, s'était reporté en arrière, au village de Seletz, pour savoir si une attaque de flanc ne le menacerait pas de ce côté. S'étant assuré que le danger n'y était pas imminent, il avait placé un peu plus en avant le 61^e, qui d'abord était au village de Seletz, et avait fait avancer également les 57^e et 111^e, ainsi que les cuirassiers, discernant bien que le plus grand effort de l'ennemi se dirigerait sur le front de la position. Il y était immédiatement retourné de sa personne.

Effectivement les Russes tentaient en ce moment un énergique et dernier effort. La division Kolioubakin, débouchant en masse par la grande route, s'avancait en colonne serrée sur le pont de Saltanowka, et la division Paskewitch, se déployant à découvert devant le moulin de Fatowa, venait border la retenue d'eau malgré les feux bien dirigés de notre artillerie.

lerie. Le général Friedérichs, avec le 85^e, accueillit la division Koliubakin par un feu de mousqueterie si bien nourri, qu'après avoir d'abord marché franchement vers le pont, elle se mit à hésiter, et finit bientôt par battre en retraite. La division Paskewitch trouvant dans le ruisseau un obstacle moins insurmontable, essaya de le franchir en passant sur la digue qui retenait les eaux du moulin. A cette vue, un bataillon du 108^e, conduit par un officier brave jusqu'à la témérité, courut à la rencontre des assaillants, les joignit à la baïonnette, et les obligea de repasser le ruisseau. Malheureusement, au lieu de se contenter de cet avantage, il franchit à son tour l'obstacle si vivement disputé, et déboucha au milieu du terrain découvert qui s'étendait au delà. A peine arrivé sur ce terrain, il se trouva au centre d'un cercle de feux partant de la lisière des bois, fut ensuite abordé à la baïonnette, et ramené en deçà du ruisseau, après avoir laissé une centaine d'hommes dans les mains des Russes, et en avoir perdu beaucoup plus par l'effet meurtrier de leur mousqueterie.

C'était le moment où le maréchal arrivait après avoir parcouru les derrières de la position. Il rallia le bataillon revenu en désordre, lui commanda quelques manœuvres sous le feu pour lui rendre son sang-froid, et jeta la cavalerie légère sur plusieurs pelotons ennemis qui avaient eu l'audace de franchir le ruisseau. Puis il amena toute son artillerie, qui dominant en plein sur le terrain découvert où la division Paskewitch s'était déployée, et couvrant celle-ci de mitraille, la força de rentrer de nouveau dans les bois. Ainsi, du moulin de Fatowa au pont de Saltanowka, les Russes s'étaient épuisés en efforts impuissants, et ils tombaient dans la proportion de trois ou quatre pour un Français.

Pourtant la division Paskewitch essaya de remonter sur notre droite, en longeant la Mischowska et la lisière des bois jusqu'à la hauteur du village de Seletz. Elle suivit le bord de la coupe pour se mettre à l'abri de notre artillerie, et parvint ainsi jusqu'en face du village de Seletz. Ses éclaireurs franchirent même le ruisseau. Les voltigeurs du 61^e se précipitèrent aussitôt sur ceux qui avaient commis cette imprudence, et les forcèrent à repasser. Puis le régiment tout entier, s'élançant au delà de la Mischowska, entra dans le bois, et prenant à revers la coupe dont les Russes occupaient le bord, les obligea d'évacuer précipitamment cette partie du champ de bataille. Sur notre front le général Friedérichs exécuta, entre le moulin de Fatowa et le pont de Saltanowka, une manœuvre semblable. Avec quelques compagnies d'élite il traversa le ruisseau, pénétra dans le bois sans être aperçu, tourna l'espace découvert dans lequel les Russes s'étaient déployés en face du moulin, et les assaillit par derrière à l'improviste. Nos grenadiers et voltigeurs firent à la baïonnette un vrai carnage de l'ennemi, et dégagèrent ainsi tout le front du champ de bataille. On voulut alors prendre l'offensive. On débarrassa le pont de

Saltanowka, et on se porta en masse sur la grande route de Staroi-Bychow. Après avoir poursuivi les Russes pendant une lieue, on aperçut sur un terrain découvert le prince Bagration en position avec tout le reste de son armée. Sur ce nouveau terrain, le combat, jusque-là si avantageux, allait nous devenir aussi funeste qu'il l'avait été pour les Russes sur les bords de la Mischowska. L'intrépide Compans, dont la sagesse égalait la bravoure, arrêta l'ardeur de ses troupes, et les ramena en arrière, pour ne pas convertir en une alternative de succès et de revers ce beau combat défensif, qui n'avait été jusque-là qu'une victoire non interrompue. Il ne fut pas poursuivi. Le prince Bagration, épouvanté des pertes qu'il avait faites (environ 4 mille morts ou blessés jonchaient les bords de la Mischowska), et informé que des renforts allaient arriver au maréchal Davout, crut devoir rétrograder sur Staroi-Bychow, pour y passer le Dniéper et se porter ensuite sur Micislaw.

Ainsi se termina ce glorieux combat, dans lequel les 28 mille hommes du 1^{er} corps avaient arrêté les 60 mille hommes de Bagration. Il est vrai que 20 mille Russes seulement avaient combattu; mais il n'y avait pas en plus de 8 à 9 mille Français véritablement engagés, et pour 4 mille morts ou blessés perdus par les Russes, les Français n'avaient à regretter qu'un millier d'hommes, dont une centaine du 108^e restés prisonniers au delà de la Mischowska. Si le prince Bagration avait mieux connu le terrain, il aurait pu exécuter sur la droite si allongée du maréchal une attaque dangereuse avec le corps de Boroslin. Mais il restait l'infanterie des généraux Compans et Claparède, les cuirassiers du général Valence, et il ne lui eût pas été facile de passer sur le corps de pareilles troupes. On doit ajouter aussi que si, dans cette journée du 23, le prince Poniatowski avait eu le temps de paraître par Jakzitey sur les derrières ou le flanc du prince Bagration, même après l'occasion de Bobrinsk manquée, il aurait pu faire encore essayer à cette armée russe un sanglant désastre. On a vu plus haut les causes fatales qui en avaient décidé autrement.

Le maréchal Davout employa la journée du lendemain à ramasser ses blessés, et à recueillir des nouvelles des Polonais et des Westphaliens, ne voulant pas avant leur arrivée sortir de cette espèce de camp retranché qui lui avait été si utile. Il disposa tout pour remonter le Dniéper jusqu'à Orscha, afin de se rapprocher de Napoléon, qui, comme nous l'avons dit, attendait à Glonhokoé l'instant propice pour tourner par Polotsk et Witheisk l'armée russe de Barclay de Tolly. Empêcher le prince Bagration de rejoindre l'armée principale était désormais impossible, car on ne pouvait le suivre indéfiniment au delà du Dniéper; mais on avait retardé sa jonction avec Barclay de Tolly, et ce résultat, quoique bien inférieur à celui qu'on avait espéré d'abord, suffisait à l'accomplissement du principal dessein de Napoléon.

C'était le 22 ou le 23 au plus tard que Napoléon, dans ses profonds calculs, avait choisi pour exécuter sa grande manœuvre. Il était à Gloubokôé, ayant à sa droite vers Kamen le prince Eugène, devant lui, vers Ouchatsch, la cavalerie de Murat, les trois divisions Morand, Friant, Gudin, à sa gauche enfin, Ney et Oudinot, vis-à-vis du camp de Drissa. Il avait à Gloubokôé même la garde impériale. Il se tenait ainsi avec 190 mille hommes environ, prêt à traverser la Dwina sur la gauche de Barclay de Tolly. Le succès du maréchal Davout était une circonstance heureuse pour l'exécution de son dessein, mais en ce moment il se passait une révolution singulière dans l'état-major russe.

Barclay de Tolly, ainsi qu'on l'a vu, s'était replié sur le camp de Drissa, et cette manœuvre avait excité le mécontentement au plus haut degré. Dans les rangs inférieurs de l'armée; où prédominaient les passions nationales, le seul fait de reculer devant les Français avait blessé profondément le sentiment général. Dans la partie plus élevée; capable d'apprécier la sagesse d'un plan de retraite continue, l'établissement au camp de Drissa ne présentait à l'esprit de personne un sens raisonnable. En effet, l'idée de se retirer à l'intérieur était fondée sur l'espérance et la presque certitude d'épuiser les Français par une longue marche, et de tomber sur eux lorsqu'ils seraient décimés par la fatigue, la faim et le froid. Un camp retranché n'ajoutait pas beaucoup d'avantages à ce plan, car, ainsi que nous l'avons dit, l'espace indéfini était le véritable abri des Russes, et ils n'avaient pas besoin d'un Torrès-Védras, n'étant pas acculés à l'extrémité de leur continent. Mais, en tout cas, un camp sur la Dwina, placé sur le chemin des Français, au début pour ainsi dire de leur course, quand ils avaient encore toutes leurs forces et toutes leurs ressources, était un nonsens, puisque Napoléon pouvait ou forcer ce camp, ou le tourner, sans compter qu'il lui était facile, en profitant de l'immobilité obligée de l'armée principale, de pénétrer par sa droite dans la trouée qui sépare les sources de la Dwina de celles du Dniéper, et de couper en deux, pour le reste de la campagne, la longue ligne des armées russes. Le mouvement du maréchal Davout contre le prince Bagration, la concentration de Napoléon à Gloubokôé, révélaient déjà cette intention de la manière la plus frappante. Enfin le camp lui-même sur la Drissa n'offrait aucune sécurité sous le rapport de sa construction. Généralement on se couvre d'un fleuve qu'on veut défendre, ici, au contraire, on s'était placé en avant du fleuve, en y appuyant ses derrières et ses ailes. Sur l'indication du général Pfuhl, les ingénieurs russes avaient choisi un rentrant profond que la Dwina forme à Drissa, et s'y étaient adossés, comme s'ils avaient été moins soucieux de se rendre inexpugnables sur leur front que sur leurs flancs et leurs derrières. Il est vrai que sur le front de ce camp on avait cherché à se créer par d'immenses ouvrages une sorte d'inexpugnabilité artificielle,

qui pût défier tous les efforts de l'ennemi. On avait fermé le rentrant dans lequel on s'était logé par une première ligne d'ouvrages de 3,300 toises de développement, allant de l'un à l'autre cote de la Dwina. C'étaient des abatis, des épaulements en terre-très-difficiles à escalader, et de plus hérissés d'artillerie. En seconde ligne, on avait construit dix redoutes, liées par des espèces de courtines, et armées également d'une artillerie très-nombreuse. Une partie de l'armée russe occupait ces ouvrages, et le reste, rangé en arrière en masses profondes, présentait une réserve formidable. Quatre ponts devaient assurer la retraite de cette armée, si elle était obligée d'évacuer la position. Quoique ce camp dût opposer de grands obstacles, même à l'impétuosité des Français, il est bien vrai qu'il se prêtait merveilleusement à la manœuvre de Napoléon, qui songeait à le tourner, et à venir y enfermer Barclay de Tolly. Si en effet Napoléon avait le temps de passer la Dwina et de se porter sur les derrières de l'armée russe, on n' imagine pas comment celle-ci aurait pu défilier par ces quatre ponts devant deux cent mille Français.

Quoi qu'il en soit, le cri dans l'armée russo était universel. Les uns s'en prenaient à l'idée même de battre en retraite devant les Français, les autres à l'idée de s'arrêter sitôt, les autres encore à celle de laisser Napoléon s'élever sur la gauche de l'armée principale, et s'interposer ainsi entre Barclay de Tolly et Bagration. Tous unanimement imputaient l'idée qui leur déplaisait au général Pfuhl, après lui aux étrangers qui semblaient ses complices, et après ces étrangers à l'empereur Alexandre qui les patronait. L'Italien Paulucci lui-même, qui cherchait à se faire pardonner son origine par la violence de son langage, avait dit à Alexandre que son conseiller Pfuhl était un idiot ou un traître, à quoi Alexandre avait répondu en envoyant l'arrogant interpellateur à trente lieues sur les derrières. Mais la colère générale n'en était devenue que plus vive.

Bientôt on ne s'était plus borné à blâmer le plan de campagne; on avait commencé à blâmer la présence même de l'empereur à l'armée, et à crier contre l'esprit de cour transporté dans les camps, là où il faut un chef dirigeant seul les opérations militaires, et point de ces réunions de courtisans propres seulement à troubler celui qui commande, à ébranler la confiance de ceux qui obéissent, à substituer enfin la confusion à cette unité absolue, qui est l'indispensable condition des succès à la guerre. On s'était mis à dire qu'Alexandre ne pouvait pas commander, qu'il ne le voulait même pas, bien qu'il ne fût point dépourvu d'intelligence militaire, et que, ne commandant pas, il empêchait de commander, parce qu'une déférence inévitable pour ses avis, la crainte d'en courir son blâme ou celui de ses familiers, devaient ôter toute décision au chef d'armée le plus résolu, qu'il fallait la liberté de verser, même en se trompant, des torrents de sang, et n'avoir pas derrière soi un maître mesurant la quan-

tité de ce sang versé, la regrettant, ou la reprochant aux généraux; que dès lors n'agissant pas et empêchant d'agir, il fallait qu'Alexandre s'en allât, et emmenât même son frère, aussi incommode que lui, et pas plus utile. Étrange spectacle que celui de ce czar, type achevé dans l'Europe moderne de la souveraineté absolue, dépendant de ses principaux courtisans, et presque exclu de l'armée par une sorte d'éméute de cour! tant est profonde l'illusion du despotisme! On ne commande véritablement qu'en proportion des volontés qu'on est capable de concevoir et d'exécuter: le grade, le rang n'y font rien, et le maître le plus absolu sur le trône le plus redouté, n'est souvent que le valet d'un valet qui sait ce que son maître ignore. Le génie seul commande parce qu'il voit et veut, et lui-même il dépend des bons conseils, car il ne saurait tout voir, et si, aveuglé par l'orgueil, il écarte ces conseils, il aboutit à la folie, et par la folie à la ruine!

L'aristocratie militaire russe, qui tour à tour intimidant ou soutenant Alexandre, l'avait conduit peu à peu à résister à la domination française, n'était pas disposée, maintenant qu'elle l'avait entraîné à la guerre, à se laisser gêner dans la manière de la soutenir. Elle la voulait violente, acharnée, désespérée; elle était même résolue à sacrifier au besoin toutes les richesses, tout le sang de la nation, et n'admettait pas qu'un empereur, patriote sans doute, mais doux, humain, variable, vînt arrêter ses patriotiques fureurs.

Dans leur animation, les principaux personnages de cette aristocratie militaire convinrent de tenter une démarche auprès de l'empereur Alexandre, pour lui faire abandonner le plan du général Pfuhl et l'établissement au camp de Drissa, pour le décider à remonter la Dwina jusqu'à Witebsk, où l'on serait en mesure de rejoindre l'armée de Bagration par Smolensk. Ces points une fois obtenus, ils se promirent de tenter davantage, et d'inviter Alexandre à quitter l'armée. Ils prirent pour colorer cette invitation d'une manière convenable, un prétexte non-seulement respectueux mais flatteur. Ils durent alléguer que la direction de la guerre n'était pas actuellement la principale tâche du gouvernement, que le soin d'en réunir les moyens était plus important encore; que derrière l'armée qui allait combattre, il en fallait une, et deux au besoin; que pour les avoir il fallait les obtenir du patriotisme de la nation, qu'Alexandre, adoré d'elle en ce moment, en obtiendrait tout ce qu'il voudrait; qu'il fallait donc qu'il se rendit dans les principales villes, à Witebsk, à Smolensk, à Moscou, à Saint-Petersbourg, qu'il convoquât toutes les classes de la population, la noblesse, le clergé, la bourgeoisie, et leur demandât les derniers sacrifices; que ce service était à la fois plus urgent et plus utile que tous ceux qu'il pourrait rendre en restant à l'armée; que c'était à ses généraux à combattre ou à mourir sur le seuil de la patrie, et à lui à s'en aller cher-

cher d'autres enfants dévoués de cette même patrie, pour mourir partout où il serait nécessaire, fût-ce dans les extrêmes profondeurs de la Russie. Et on doit reconnaître à l'honneur de cette aristocratie impérienne et dévouée, qui douze ans auparavant s'était débarrassée violemment d'un prince en démence, et qui aujourd'hui éloignait de l'armée un prince gênant, on doit reconnaître qu'elle était sincère, et qu'en l'écartant elle ne voulait qu'une chose : verser le sang de l'armée et le sien, plus à son aise, et en plus grande abondance.

L'ancien ministre de la guerre Arakhtcheïef, homme d'une capacité ordinaire, mais d'un caractère énergique, le ministre de la police Balachoff, osèrent écrire un avis qu'ils remirent signé à Alexandre, et par lequel ils concluaient à son départ immédiat pour Moscou, d'après les motifs que nous venons de retracer. Les chefs de corps Bagowouth, Ostermann, supplèrent Alexandre, avec une énergie qui dépassait la simple prière, d'ordonner l'abandon immédiat du camp de Drissa, et un mouvement de droite à gauche sur Witebsk, pour déjouer, en se réunissant au prince Bagration, la manœuvre de Napoléon, que l'on commençait à soupçonner.

Alexandre, touché des observations qu'on venait de lui présenter sur les inconvénients de sa présence à l'armée, frappé également du danger de la position prise à Drissa; sentit s'évanouir toutes ses résolutions. Il convoqua un conseil de guerre où il admit à siéger non-seulement son propre état-major, mais celui du général Barclay de Tolly. Il y appela l'ancien ministre de la guerre Arakhtcheïef, l'ingénieur Michaux, et le colonel Wolzogen, confident du général Pfuhl. Alexandre, après avoir expliqué le plan dans son ensemble, chargea le colonel Wolzogen de le justifier dans ses détails. Celui-ci, en convenant que certains travaux avaient été assez mal conçus, défendit cependant l'emplacement du camp de Drissa par des arguments plus ou moins spécieux. Ces arguments, au surplus, étaient sans force contre les objections que soulevait le plan du général Pfuhl. Si, en effet, il s'agissait d'un plan de retraite calculée, c'était trop tôt que de s'arrêter à la Dwina, car on s'exposait à être assailli par les Français au moment où ils disposaient encore de toutes leurs ressources; de plus en se retirant sur Drissa on leur laissait la faculté de s'interposer entre les deux armées de la Dwina et du Dniéper; enfin si des corps agissant sur les ailes de l'ennemi pouvaient se concevoir, ce n'était pas un motif pour diviser en deux la principale masse des forces russes, au point de n'être nulle part en état de faire face à l'ennemi. Quoique ces raisons ne fussent distinctement exprimées par aucun membre de l'état-major russe, elles agitaient confusément tous les esprits. Aussi M. de Wolzogen s'empressa-t-il lui-même d'admettre la nécessité de quitter immédiatement le camp de Drissa et de se porter sur Witebsk, où l'on donnerait la main à Bagration, qu'on espérait rejoindre à Smolensk. Cet

avis, conforme à tout ce qu'on désirait, ne pouvait rencontrer de contradicteur, et il fut adopté unanimement.

Ainsi fut abandonnée par une sorte de révolte des esprits la partie ridiculement systématique du plan du général Pfuhl, qui consistait à chercher à Drissa ce que lord Wellington avait trouvé aux lignes de Torrès-Védras. Toutefois Alexandre n'abandonna pas la partie essentielle du plan, qui, du reste, appartenait à tous les esprits sensés, celle de se retirer dans l'intérieur. Il confia l'exécution de cette pensée au général Barclay de Tolly, sans lui donner le titre de général en chef, afin de ménager l'amour-propre du prince Bagration, et il lui laissa la qualité de ministre de la guerre, qui lui subordonnait tous les chefs de corps. Il sentit en outre qu'il fallait s'éloigner, car il gênait les généraux par sa présence, assumait une responsabilité effrayante, et éprouvait au milieu de tant d'avis divers un tourment d'esprit insupportable. Il accepta donc volontiers le rôle dont on lui suggérait l'idée, celui d'aller à Moscou soulever les populations russes contre les Français, et il quitta sans différer le quartier général, emmenant tous les importuns conseillers dont Barclay de Tolly ne voulait point, et l'armée encore moins que lui. Le général Pfuhl partit pour Saint-Petersbourg avec l'ancien ministre Arakhtcheïef, le Suédois Arnfeld, et autres. L'Italien Paulucci, d'abord disgracié pour sa franchise, fut nommé gouverneur de Riga.

Barclay de Tolly, resté seul à la tête de l'armée avec la qualité de ministre de la guerre, était de tous les généraux russes le plus capable de la bien diriger. Instruit, connaissant à fond les détails de son métier, flegmatique et opiniâtre, il n'avait qu'un inconvénient, c'était d'inspirer à ses subordonnés de vives jalousies qu'il ne pouvait faire taire par une supériorité reconnue, et d'être responsable aux yeux de l'armée d'un système de retraite qui, tout raisonnable qu'il était, la blessait profondément. Pour le moment, il adhéra de grand cœur à la pensée d'évacuer le camp de Drissa, de remonter la Dwina jusqu'à Witebsk, de s'établir là en face de Smolensk, où l'on espérait que Bagration arriverait bientôt en remontant le Dniéper, et de tendre la main à celui-ci en se portant au besoin au milieu de la trouée qui sépare les sources de la Dwina de celles du Dniéper. Par ce mouvement il allait nous interdire la route de Moscou, mais celle de Saint-Petersbourg restait ouverte. Afin de la fermer autant que possible, il résolut de laisser en position sur la basse Dwina, entre Polotsk et Riga, le corps du comte de Wittgenstein, lequel avec 25 mille hommes, bientôt augmentés des troupes de Finlande et des réserves du nord de l'empire, couvrirait l'importante place de Riga, et menacerait le flanc gauche des Français, tandis que l'armée du Danube, si elle revenait de Turquie à temps, menacerait leur flanc droit.

Ces dispositions arrêtées, Barclay de Tolly se mit en marche le

19 juillet, et remonta la Dwina, l'infanterie sur la rive droite, la cavalerie sur la rive gauche. Cette dernière en remontant la rive gauche occupée par les Français, pouvait avoir avec eux plus d'un engagement, mais elle avait la ressource de repasser la Dwina à gué, ce qui, dans cette saison, et au-dessus de Polotsk, était facile. Le général Doctoroff devait former l'arrière-garde. Après la séparation du corps de Wittgenstein et les pertes résultant de la marche, Barclay de Tolly conservait encore environ 90 mille hommes. L'adjonction du prince Bagration pouvait lui procurer 150 mille hommes. Parti le 19, il marcha par les deux rives de la Dwina, les 20, 21, 22 juillet, en se tenant à une assez grande distance des Français, qui, dans leur projet de manœuvre, avaient résolu de ne pas trop s'approcher des Russes.

Napoléon, qui, lorsqu'il était en opération, avait les yeux continuellement fixés sur l'ennemi, devait ne pas tarder à s'apercevoir d'un tel mouvement, bien que la cavalerie russe s'appliquât à le couvrir, et à le dissimuler par des reconnaissances dirigées dans tous les sens. Il remarqua bientôt, à travers l'agitation de cette cavalerie, un mouvement vers la haute Dwina, qui pour les Français était de gauche à droite, et de droite à gauche pour les Russes. Avec son incomparable discernement, il reconnut tout de suite que Barclay de Tolly remontait la Dwina vers Witebsk, pour tendre la main à Bagration, qui de son côté remonterait probablement le Dniéper jusqu'à Smolensk. Cette manœuvre de l'ennemi fut loin de le décourager de son grand dessein, bien au contraire. Si les Russes avaient décampé de Drissa pour s'enfoncer directement dans l'intérieur de la Russie, il aurait pu désespérer de les atteindre, mais Barclay s'élevant sur la Dwina par un mouvement transversal, pendant que Bagration allait s'élever sur le Dniéper par un mouvement semblable, il avait toujours la chance de s'interposer entre l'un et l'autre, pour exécuter son plan primitif. Le maréchal Davout après avoir obligé le prince Bagration à descendre le Dniéper, devait être bien avant celui-ci à Smolensk, et Napoléon n'avait qu'à remonter lui-même la Dwina, en s'élevant vivement par sa droite, pour trouver le moyen de faire à Witebsk ce qu'il n'avait pu faire à Polotsk, c'est-à-dire de passer la Dwina sur la gauche de Barclay de Tolly, de le déborder, et de le prendre à revers, pourvu toutefois que les circonstances ne lui fussent pas complètement défavorables.

Son plan était donc tout aussi réalisable; il fallait seulement l'exécuter plus à droite. Il n'en différa pas d'un seul jour l'exécution, et en aurait même devancé le moment, si la réunion de son matériel l'avait permis. Le prince Eugène était le 22 juillet à Kamen; Murat, avec la cavalerie, avec les trois divisions détachées du 1^{er} corps, était tout près sur la gauche du prince Eugène; Ney, Oudinot venaient après, et la garde les suivait par Gloubooké. (Voir la carte n° 55.) Napoléon mit toute cette masse

en marche sur Beschenkowicz. Se doutant cependant qu'il devait rester des forces ennemies sur la basse Dwina, il prescrivit au maréchal Oudinot de franchir ce fleuve à Polotsk, de refouler au-dessous les troupes qu'il y rencontrerait, et de s'appliquer à couvrir la gauche de la grande armée. En défalquant Macdonald, laissé en Samogitie pour veiller sur le Niémen, en défalquant Oudinot, destiné à se tenir vers Polotsk, il restait à Napoléon, avec Murat, avec les trois divisions du 1^{er} corps, avec Ney, avec le prince Eugène, environ 150 mille hommes. Sur sa droite, il devait retrouver le maréchal Davout à la tête de ses trois divisions et de toutes les forces qui avaient composé le corps de Jérôme. Il était donc en mesure de frapper sur Barclay de Tolly un coup terrible.

Le prince Eugène franchit l'Oula le 23, et se porta avec quelques troupes légères sur Beschenkowicz, petit bourg situé au bord de la Dwina, d'où l'on pouvait distinguer les mouvements de l'armée russe au delà du fleuve. C'était l'arrière-garde de Doctouroff qu'on apercevrait en ce moment sur la route de Witebsk. Sur la rive gauche de la Dwina que nous occupions, des arrière-gardes de cavalerie se montrèrent dans la direction de Witebsk, et se replièrent, mais en se défendant avec plus de ténacité que de coutume, ce qui fit naître l'espérance de voir les Russes accepter enfin la bataille qu'on désirait si ardemment. Napoléon ordonna au prince Eugène, qui n'avait pu se porter sur Beschenkowicz qu'avec une avant-garde, d'y réunir le lendemain 24 son corps tout entier, ainsi que la cavalerie Nansouty, et d'y jeter un pont sur la Dwina pour aller en reconnaissance de l'autre côté. Quant à lui, il avait déjà quitté Glogobokoë avec son quartier général, et il était à une demi-marche en arrière du prince Eugène. Il fit exécuter au reste de l'armée un mouvement général dans le même sens.

Le 24, le prince Eugène porta son corps à Beschenkowicz. Tandis que la cavalerie légère du général Nansouty, dépassant Beschenkowicz, courait sur la route d'Ostrowno, le prince dispersa ses voltigeurs le long de la Dwina, pour en écarter les Russes, qu'on voyait sur l'autre rive, et fit approcher son artillerie afin de les tenir encore plus loin. Les pontonniers de son corps, amenés en cet endroit, se jetèrent hardiment dans le fleuve pour entreprendre l'établissement d'un pont. Ils l'eurent en peu d'heures rendu praticable, de manière que les troupes purent commencer à y passer. La cavalerie bavarroise du général Preysing, qui était attachée à l'armée d'Italie, impatiente de se montrer au delà de la Dwina, se précipita dans l'eau sans hésiter, traversa le fleuve à gué, et courut nettoyer l'autre rive. Ses escadrons, mieux conservés que l'infanterie bavarroise, galopant à la suite des Russes, se firent admirer de toute l'armée par la précision et la rapidité de leurs manœuvres.

Vers le milieu de l'après-midi, un grand tumulte de chevaux annonça la présence de Napoléon. Les troupes d'Italie, qui ne l'avaient pas encore

vu, le saluèrent de bruyantes acclamations, auxquelles il répondit par un brusque salut, tant il était occupé de l'objet qui l'amenait. Il descendit précipitamment de cheval pour adresser quelques observations au chef des pontonniers, puis, se remettant en selle, il traversa le pont au galop, et, suivant à toute bride la cavalerie bavaroise, il se porta au loin sur la rive gauche de la Dwina, pour observer la marche des Russes. Bien qu'avec sa prodigieuse sagacité il devinât la vérité sur les moindres rapports des officiers d'avant-garde, il voulait toujours, quand il le pouvait, avoir vu les choses de ses propres yeux.

Après avoir couru l'espace de deux ou trois lieues, il revint convalscu que l'armée russe avait défilé tout entière sur Witebsk, et il résolut de s'avancer plus vite et plus hardiment encore dans cette direction, pour se placer violemment, s'il le fallait, entre Witebsk et Smolensk, entre Barclay de Tolly et Bagration. Il ordonna donc au prince Eugène et au général Nansouty de s'acheminer, le lendemain 25, sur Ostrowno. Murat, qui précédemment avait marché de sa personne avec la cavalerie de Montbrun et les trois divisions Morand, Friant, Gudin, dut se mettre à la tête de la cavalerie maintenant que l'armée était réunie, et préréder le prince Eugène dans le mouvement sur Ostrowno.

Le lendemain 25, on partit de très-bonne heure. Le général Bruyère ouvrait la marche avec sept régiments de cavalerie légère, et un régiment d'infanterie de la division Delzons, le 8^e léger. Suivaient les cuirassiers Saint-Germain; quant aux cuirassiers Valence, formant le complément du corps du général Nansouty, ils étaient, comme on l'a vu ailleurs, détachés auprès du maréchal Davout.

Ce même jour le général Barclay de Tolly, voulant retarder les progrès des Français en leur disputant le terrain pied à pied, avait placé en avant d'Ostrowno le 4^e corps (celui d'Ostermann), avec une brigade de dragons, avec les hussards de la garde, les hussards de Sonmy, et une batterie d'artillerie à cheval. Ces troupes étaient en reconnaissance entre Ostrowno et Beschenkowicz.

Le général Piré avec le 8^e de hussards et le 16^e de chasseurs à cheval, s'avancait sur la route d'Ostrowno, large, droite, bordée de bouleaux, lorsqu'au sommet d'une petite montée il découvrit tout à coup la cavalerie légère russe escortant son artillerie à cheval. On ne se fut pas plutôt reconnu, que le 8^e de hussards et le 16^e de chasseurs furent convertis de mitraille. Le général Piré fondant alors avec ses deux régiments sur la cavalerie russe, mit d'abord en fuite le régiment qui occupait le milieu de la route, charga ensuite le second qui était dans la plaine à droite, revint sur le troisième qui était dans la plaine à gauche, et après s'être défait de tout ce qu'il y avait devant lui de troupes à cheval, se jeta sur les pièces, sabra les canonniers, et enleva huit bouches à feu. Murat ar-

riva au moment de ce brillant fait d'armes suivi par la seconde brigade du général Bruyère, et par les cuirassiers Saint-Germain. Il prit la direction du mouvement.

A peine avait-il gravi la légère éminence au pied de laquelle venait d'avoir lieu cette première rencontre, qu'il aperçut dans la plaine au delà, le corps d'Ostermann tout entier, appuyé d'un côté à la Dwina, et de l'autre à des coteaux boisés. Sur-le-champ, il fit ses dispositions pour tenir tête à cette infanterie nombreuse, que flankaient plusieurs milliers de chevaux. A sa gauche vers la Dwina, il rangea ses régiments de cuirassiers sur trois lignes. Au centre, il déploya le 8^e léger, afin de répondre au feu de l'infanterie russe, et le fit soutenir par une partie de la cavalerie du général Bruyère. Il rangea sur sa droite le reste de cette cavalerie, qui se composait du 6^e de lanciers polonais, du 10^e de hussards polonais, et d'un régiment de hulans prussiens. Il envoya dire au prince Eugène d'aller courir le plus tôt possible avec la division d'infanterie Delzons.

Ces dispositions n'étaient pas achetées, que les dragons d'Ingrie s'avancèrent pour charger son extrême droite. Les Polonais, que la vue des Russes animait d'une singulière ardeur, exécutèrent un changement de front à droite, se précipitèrent au galop sur les dragons d'Ingrie, les rompirent, en tuèrent un grand nombre, et en prirent deux ou trois cents. En un instant cette partie du champ de bataille se trouva balayée, et on donna ainsi à l'infanterie de la division Delzons du temps pour arriver. Dans cet intervalle, les deux bataillons déployés du 8^e léger occupaient le milieu du champ de bataille, et protégeaient notre cavalerie contre le feu de l'infanterie russe. Pour s'en débarrasser le général Ostermann envoya contre eux trois bataillons détachés de sa gauche. Murat fit aussitôt charger ces trois bataillons par quelques escadrons, et les força de se replier. Notre cavalerie remplissait ainsi chacune des heures de la journée par des combats brillants, en attendant l'apparition de l'infanterie. Le comte Ostermann n'osant plus aborder notre cavalerie de front, fit, à la faveur des bois, avancer plusieurs autres bataillons sur notre droite, et en poussa aussi deux sur notre gauche, dans le même dessein. Murat, qui jusqu'à ce moment encore n'avait que de la cavalerie, lança contre les bataillons qui se présentaient sur sa droite les lanciers et les hussards polonais et les hulans prussiens. Cette cavalerie étrangère, fondant à toute bride sur les bataillons russes, les culbuta et les contraignit de rentrer dans le bois. A l'aile opposée le 9^e de lanciers, soutenu par un régiment de cuirassiers, rompit avec la même vigueur les bataillons russes envoyés contre notre gauche, et les mit dans la nécessité de rétrograder.

Il y avait plusieurs heures que durait cette lutte incessante de la cavalerie française contre toute l'infanterie russe, lorsque arriva enfin la division Delzons, qui du reste avait marché aussi vite qu'elle avait pu, et à

la vue de ses lignes profondes, le comte Ostermann se mit en retraite sur Ostrowno. Cette journée, qui nous avait coûté tout au plus 3 à 4 cents hommes, avait fait perdre aux Russes 8 bouches à feu, 7 ou 8 cents prisonniers, et 12 ou 15 cents hommes mis hors de combat. Notre cavalerie s'était signalée par la vigueur, la promptitude et l'à-propos de ses manœuvres, grâce surtout à Murat, qui possédait au plus haut degré l'art difficile, non de la ménager, mais de s'en servir.

Le combat annonçait de la part des Russes l'intention de disputer le terrain, et peut-être de livrer bataille. Rien ne convenait davantage à Napoléon, qui en persistant dans la résolution de s'interposer entre Barclay de Tolly et Bagration, et surtout de déborder le premier, ne demandait pas mieux que d'y parvenir au moyen d'une bataille, laquelle aurait pu lui procurer sur-le-champ tous les résultats qu'il attendait d'une savante manœuvre. Il ordonna donc au prince Eugène et à Murat de se porter en masse le lendemain sur Ostrowno, et de dépasser même ce point, pour approcher le plus possible de Witebsk.

Le lendemain, en effet, Murat et Ney ayant bien concerté leurs mouvements s'avancèrent fortement serrés l'un à l'autre. La cavalerie légère et les deux bataillons du 8^e léger ouvraient la marche, puis venaient les cuirassiers Saint-Germain, et enfin la division d'infanterie du général Delzons. La division Broussier était à une heure en arrière. On traversa ainsi Ostrowno dès le matin, et à deux lieues au delà on trouva l'ennemi rangé derrière un gros ravin, avec de fortes masses d'infanterie et de cavalerie. On avait devant soi la division Konownitsyn, que Barclay de Tolly avait envoyée pour soutenir le corps d'Ostermann, et le remplacer au besoin. Le champ de bataille présentait les mêmes caractères que les jours précédents. Remontant la vallée de la Dwina, nous avions à droite des coteaux couverts de bois, au centre la grande route bordée de bouleaux, traversée de ravins sur lesquels étaient jetés de petits ponts, et à gauche la Dwina décrivant de nombreux circuits, et souvent guéable en cette saison.

Vers huit heures, au bord du ravin derrière lequel l'ennemi était établi, un rencontra ses tirailleurs. Notre cavalerie légère fut obligée de se replier, et de laisser à l'infanterie le soin de forcer l'obstacle. Murat se tint un peu en arrière avec ses escadrons, se contentant pour le moment d'envoyer au delà de la Dwina une partie de ses chevaux-légers, afin de battre l'estrade et de menacer le flanc des Russes. Le général Delzons arriva devant le ravin qui nous arrêtait, dirigea sur les bois épais qui étaient à notre droite le 92^e de ligne, avec un bataillon de voltigeurs du 106^e, sur la gauche un régiment croate appuyé par le 84^e de ligne, et garda au centre le reste du 106^e en réserve. L'artillerie, mise en batterie par le général d'Anthouard, dut protéger de son feu l'attaque qu'allait exécuter l'infanterie.

Tandis que les troupes de droite essayaient de gravir les hauteurs boisées sous un feu très-vif, celles de gauche, conduites par le général Huard, s'approchèrent du ravin, le franchirent, et parvinrent à s'établir sur un plateau que l'ennemi évacua. Le centre suivit ce mouvement. Le 8^e léger, l'artillerie, la cavalerie allèrent successivement occuper le plateau abandonné par l'ennemi. Pendant que la gauche, composée du régiment croate et du 84^e, poursuivait son succès sans s'inquiéter de ce qui arrivait à l'aile opposée, et s'engageait fort avant, la droite ne faisait pas des progrès aussi rapides, et s'épuisait en vains efforts pour pénétrer dans l'épaisseur des bois, défendus par une infanterie nombreuse. Notre aile droite était ainsi retenue en arrière, tandis que notre centre se portait en avant, et notre gauche plus en avant encore. Le général Konownitsyn discernant cette situation, dirigea contre notre gauche et notre centre toutes ses réserves, et les conduisit vigoureusement à l'attaque. Le régiment croate et le 84^e, qui ne s'attendaient pas à ce brusque retour, se trouvant pris en flanc, furent bientôt ramenés à la hauteur du centre. Déjà même ils allaient être culbutés dans le ravin, et notre artillerie courrait le danger d'être enlevée, lorsque Murat, prompt comme l'éclair, se précipitant avec les lanciers polonais sur la colonne russe, renversa le premier bataillon, et se servant de ses lanciers contre cette infanterie rompue, jucha la terre de morts. Au même instant le chef de bataillon Ricard, à la tête d'une compagnie du 8^e léger, se porta au secours de nos pièces dont l'ennemi était près de s'emparer. Eugène lança également le 106^e, tenu jusque-là en réserve, pour appuyer le 84^e et les Croates. Ces efforts réunis arrêtaient les masses russes, ramenèrent notre gauche en avant, et maintinrent notre centre. Pendant ce temps, Murat, Eugène, Junot (celui-ci commandait l'armée d'Italie sous Eugène) étaient accourus à notre droite, où le général Roussel à la tête du 92^e de ligne et des voltigeurs du 106^e avait la plus grande peine à vaincre le double obstacle des hauteurs et des bois. Junot se mit à la tête du 92^e, l'électrisa par sa présence, et notre droite triomphante força enfin les Russes à se retirer.

Murat et Eugène apercevant au delà des troupes de Konownitsyn d'autres colonnes profondes (c'étaient celles d'Ostermann), sur un terrain toujours plus accidenté, craignaient, quoique victorieux, de se trop engager, car ils ne savaient s'il convenait à Napoléon de provoquer une action générale. Mais tout à coup ils furent tirés d'embarras par les cris de *Vive l'Empereur!* qui signalaient ordinairement l'approche de Napoléon. Il parut en effet suivi de son état-major, jeta un coup d'œil sur le champ de bataille, qu'il trouva jonché de morts, mais de morts russes beaucoup plus que de morts français, et reconnut clairement l'intention de l'ennemi, qui n'était pas encore de livrer bataille, mais de disputer

fortement le terrain pour ralentir notre mouvement. Il ordonna de le poursuivre sans relâche jusqu'au soir.

Durant cette poursuite, quo la droite était toujours obligée d'exécuter en se soutenant sur le flanc de hauteurs boisées, le brave général Roussel qui disputait le terrain d'un bouquet de bois à l'autre, fut atteint d'un coup de feu, et mourut en emportant les regrets de l'armée.

Cette seconde journée nous avait coûté 1200 hommes, dont 400 morts, les autres blessés. Les Russes en avaient perdu environ deux mille. Nous n'avions pas pris de canons, et nous avions fait peu de prisonniers. Les troupes, du reste, s'étaient conduites avec la plus rare valeur.

Napoléon passa cette nuit au milieu de l'avant-garde, résolu à se mettre dès le matin à la tête de ses troupes, car chaque pas qu'on faisait rendait la situation plus grave, et pouvait amener des événements importants. Il avait prescrit aux trois divisions détachées du 1^{er} corps, à la garde, et au maréchal Ney de rejoindre la tête de l'armée le plus promptement possible, afin d'être en mesure de livrer bataille, s'il trouvait l'ennemi disposé à la recevoir. Les Bavares épuisés de fatigue avaient été laissés en arrière à Beschenskowicz, pour couvrir les communications avec Polotsk, poste assigné à Oudinot, et avec Wilna, centre de toutes nos ressources et de toutes nos communications.

Le lendemain dès la pointe du jour, Napoléon suivi du prince Eugène, du roi Murat, se porta en avant, pour tout ordonner lui-même dans cette journée. On était fort près de Witebsk, dont on découvrait déjà les clochers sur notre gauche, au bord de la Dwina, et au pied d'un coteau. Un ravin nous séparait de l'ennemi, et le pont qui servait à le passer avait été brûlé. Plus loin on découvrait une plaine assez étendue, dans laquelle une nombreuse arrière-garde composée de cavalerie et d'infanterie légères s'appêtait à disputer le passage du ravin. Au fond de la plaine enfin, on apercevait une petite rivière se jetant dans la Dwina près de Witebsk, et au delà de cette rivière, l'armée russe en bataille, présentant une masse qu'on pouvait évaluer à 90 ou 100 mille hommes. Voulait-elle enfin livrer bataille, pour nous empêcher de nous établir entre elle et Bagration, et de pénétrer dans la trouée qui sépare la Dwina du Dniéper? Son attitude autorisait à le penser, et aussitôt Napoléon envoya aides de camp sur aides de camp, afin de presser l'arrivée du reste de l'armée. Pour la journée il ne fallait s'attendre qu'à un nouveau choc de notre avant-garde contre l'arrière-garde russe, mais pour le lendemain la bataille semblait certaine. Napoléon l'appelait de tous ses vœux; l'armée partageait ses desirs et ses espérances.

En approchant du ravin qui nous séparait de l'arrière-garde ennemie, il fallut s'arrêter pour rétablir le pont, et défilé ensuite par ce pont qui était fort étroit. Napoléon se plaça un peu à gauche en arrière, sur une





1870

1870

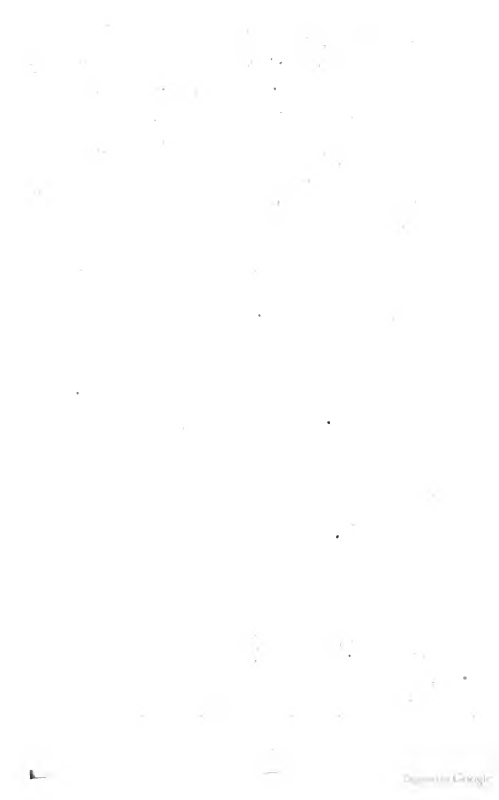
1870

THE BULL OF THE MOUNTAINS

THE BULL OF THE MOUNTAINS

THE BULL OF THE MOUNTAINS





éminence d'où son regard embrassait toute l'étendue du champ de bataille. Les chasseurs de la garde se rangèrent devant lui. La journée était superbe, le soleil étincelant, la chaleur extrêmement vive. L'armée d'Italie formait comme les jours précédents la tête de notre colonne, de compagnie avec la cavalerie du général Nansouty. La division Delzons ayant combattu la veille, avait cédé le pas à la vaillante division Broussier. Le général Broussier se hâta de faire réparer le pont, ce qui prit un peu de temps, après quoi le 16^e de chasseurs à cheval, de la brigade Piré, passa le ravin, suivi de 300 voltigeurs du 9^e de ligne. Ces troupes, défilant par la gauche au pied de l'éminence où était Napoléon, avancèrent dans la plaine pendant que les régiments de Broussier franchissaient le pont. Ces régiments vinrent l'un après l'autre se former en carré dans la plaine, le 53^e en tête, les autres en échelons successifs. En même temps le général de brigade Bertrand de Sivray, avec le 18^e d'infanterie légère, se dirigea vers les hauteurs boisées qui bordaient notre droite.

Pendant que ces mouvements s'opéraient sous la protection d'une nombreuse artillerie, le 16^e de chasseurs s'étant trop avancé à gauche, avec les voltigeurs du 9^e, attira un orage sur sa tête. Le comte Pahlen lança sur lui les Cosaques de la garde impériale russe. Le 16^e n'ayant personne pour le soutenir s'il chargeait, résolut d'attendre de pied ferme la charge de l'ennemi, en l'amortissant par ses feux de carabine. Il attendit en effet les escadrons russes avec sang-froid, fit sur eux une décharge générale, et abattit un bon nombre de cavaliers, mais pas assez pour arrêter leur impulsion. Il fut donc heurté vivement, et ramené en arrière. Au même instant, la plus grande partie de la cavalerie russe s'ébranla, et vint fondre sur notre gauche. Les trois cents voltigeurs du 9^e semblèrent perdus, et comme engloutis au milieu de cette multitude de sabres levés sur leurs têtes. Cependant ils se rapprochèrent du ravin sans se désunir, se pelotonnèrent sous les ordres de deux braves officiers, les capitaines Guyard et Savary, et continuèrent à faire un feu nourri contre les nombreux escadrons qui les chargeaient. Cette nuée de cavaliers poursuivant son mouvement en avant, arriva presque au pied du monticule où se trouvait Napoléon, et vint menacer notre artillerie jusqu'à la hauteur de nos carrés. Mais le premier de ces carrés, formé par le 53^e de ligne, reçut avec l'aplomb des vieilles troupes d'Italie les charges de la cavalerie russe, et les arrêta court; puis s'avancant, sans se rompre, dégagait le 16^e de chasseurs et les trois cents voltigeurs du 9^e, qui étaient restés comme noyés au milieu d'un flot d'assaillants. L'armée, qui assistait à ce spectacle avec une vive émotion, vit avec joie le petit groupe des voltigeurs du 9^e sortir sain et sauf de cette effrayante mêlée. Napoléon, qui n'avait pas cessé de l'observer avec sa lunette, quitta la position qu'il occupait, franchit le ravin, et passant à cheval devant ces braves voltigeurs : — Qui êtes-vous,

mes amis? leur dit-il, — Voltigeurs du 9^e de ligne, et tous enfants de Paris, répondirent ces vaillants jeunes gens. — Eh bien! vous êtes des braves, et vous avez tous mérité la croix. — Ils le saluèrent des cris de *Vive l'Empereur!* et il se porta ensuite auprès des carrés de la division Broussier. Celle-ci s'avancait dans la plaine, ayant son artillerie dans l'intervalles des carrés, et poursuivant à coups de canon la nombreuse cavalerie de Pahlen. Bientôt arrivèrent, au centre la cavalerie Nansouty, à droite la division Delzons. Les Russes ne croyant pas prudent de tenir contre de pareilles forces, repassèrent la petite rivière de la Loutcheza, derrière laquelle leur armée était en bataille. On avait ainsi gagné la moitié du jour, et si toutes nos troupes avaient été réunies, Napoléon eût accepté sur l'heure la bataille qu'on semblait lui offrir. Mais il n'avait sous la main qu'une partie trop insuffisante de son armée. Il résolut donc d'employer le reste de cette journée en reconnaissances, en études du terrain, en concentrations de forces. Après avoir observé la ligne ennemie, et assigné dans son esprit la place que chacun de ses corps occuperait le lendemain, il vint bivouaquer au milieu de ses troupes, que les succès des jours précédents et la perspective d'une grande bataille remplissaient de joie. Nos soldats souhaitaient un événement décisif, quelque sanglant qu'il pût être. Cette marche sans résultat les fatiguait. Ils cheminaient par une chaleur de 27 degrés Réaumur, ils avaient peu d'eau-de-vie, presque pas de pain, et mangeaient la plupart du temps de la viande cuite sans sel. De braves soldats dans une position qui leur déplait, désirèrent toujours une bataille, ne serait-ce qu'à titre de changement. La fatigue avait fort éclairci nos rangs. Les derniers combats nous avaient enlevé près de 3 mille hommes, sur lesquels 11 ou 1200 morts, et 1800 blessés. Le départ des Bavares nous avait affaibli d'environ 15 mille hommes. Il restait, avec les deux corps de cavalerie des généraux Nansouty et Montbrun, avec l'armée d'Italie, avec les trois divisions du 1^{er} corps, avec la garde, et le maréchal Ney, environ 125 mille hommes, et des meilleurs. C'était plus qu'il n'en fallait pour venir à bout de Barclay de Tolly. On se promettait de l'écraser le lendemain.

En effet, Barclay de Tolly avait pris l'audacieuse détermination de livrer bataille. Les plaintes amères de ses soldats, leurs outrages même (car il s'entendait quelquefois insulter par eux, à cause de cette retraite continue dans laquelle il s'obstinait), n'auraient pas suffi pour le faire changer de conduite, si une puissante considération n'était venue le décider. Un pas de plus en arrière, et la communication entre Witebsk et Smolensk était interceptée, et Bagration, auquel il avait donné rendez-vous à Balinowiczi, était arrêté dans sa marche, peut-être pris entre Davout et Napoléon, dès lors détruit. Il résolut donc, quel que pût être le danger, de livrer, en arrière de la petite rivière de la Loutcheza, une ba-

taille acharnée, avec ce qu'il avait de forces. La séparation du corps de Wittgenstein et les longues marches l'avaient réduit à moins de 100 mille hommes. Les trois derniers jours de combat lui en avaient coûté plus de 7 mille, en morts, blessés ou prisonniers. Il lui restait ainsi 90 mille hommes environ, soutenus, il est vrai, par le courage du désespoir, contre 125 mille, animés par le courage qui naît de l'esprit militaire à son plus haut degré d'énergie. La chance était périlleuse; mais le moment était de ceux où l'on ne doit plus calculer, et où il faut sauver les empires par des résolutions désespérées.

Il avait donc employé toute la journée à se préparer, lorsqu'un officier arrivé en toute hâte lui apporta soudainement de puissantes raisons de changer d'avis. C'était un aide de camp du prince Bagration, qui venait lui annoncer le combat de Mohilew et les conséquences de ce combat. Bagration, que Davout avait forcé de passer le Dniéper beaucoup plus bas que Mohilew, était obligé de faire un plus long détour pour rejoindre Barclay de Tolly dans l'ouverture qui sépare les sources des deux fleuves. Ce n'était plus par Orscha, point du Dniéper le plus rapproché de la Dwina, que Bagration conservait l'espoir de se réunir à Barclay de Tolly, mais tout au plus par Smolensk. (Voir la carte n° 55.) Telles étaient les nouvelles qu'apportait l'aide de camp du prince Bagration. Dès lors, on pouvait rétrograder encore sans compromettre la jonction des deux armées derrière la ligne du Dniéper et de la Dwina, et il était inutile de livrer une bataille extrêmement dangereuse, pour un but placé plus loin sans doute, mais nullement compromis par un nouveau mouvement rétrograde. Déchargé de cette responsabilité immense, Barclay prit le parti de décamper dans la nuit même. Le 27 fort tard, lorsque la fatigue commençait à endormir la vigilance des Français, l'ordre de retraite, communiqué à tous les chefs de corps, fut exécuté avec un ensemble, une précision, un silence remarquables. On laissa des feux allumés et l'arrière-garde du comte Pahlen sur les bords de la Loutcheza, afin de tromper complètement l'ennemi, et l'on se retira en trois colonnes, celle de droite, composée des 6^e et 5^e corps (Doctoroff et la garde), par la route de Roudnia sur Smolensk; celle du centre, composée du 3^e corps (Touczkoff), par Kolycki sur Poreczzié; celle de gauche, composée des 2^e et 4^e corps (Bagowouth et Ostermann), par Janowiczi sur Poreczzié. Ce dernier point, où tendaient deux des colonnes russes, était situé derrière une petite rivière marécageuse et boisée, la Kasplia. Cette rivière, coulant de Smolensk à Sourage, barre en quelque sorte l'espace de dix-huit à vingt lieues, qui s'étend entre les sources du Dniéper et celles de la Dwina, et ferme pour ainsi dire les portes de la Moscovie. (Voir la carte n° 55.) Établi à Poreczzié avec le gros de ses forces, derrière une région de bois et de marais, protégé par le cours sinueux et fangeux de la Kasplia, libre de

se porter sur Sourage, au bord de la Dwina, ou sur Smolensk, au bord du Dniéper, Barclay de Tolly pouvait attendre quelques jours la jonction de Bagration, en couvrant à la fois les routes de Moscou et de Saint-Petersbourg. Cette résolution, prise avec autant de promptitude que l'avait été la veille celle de combattre, exécutée avec une rare précision, honorerait le jugement et le caractère militaire du général en chef Barclay de Tolly, et prouvait que, livré à lui-même, moins contrarié tantôt par l'aristocratie militaire qui gouvernait l'empire, tantôt par les passions populaires qui dominaient l'armée, il aurait pu diriger sagement les opérations de cette guerre si grave et si difficile.

Le 28 juillet Napoléon, à cheval de très-grand matin, et entouré de ses lieutenants, courait sur les bords de la Loutcheza, où il se flattait de trouver un nouveau Friedland, et surtout cette paix qu'il avait si légèrement abandonnée, et qu'il regrettait maintenant comme on regrette tout ce qu'on a trop facilement délaissé. Malgré une brillante arrière-garde fièrement conduite par le comte Pahlen, il n'était guère possible de tromper un œil aussi exercé que celui de Napoléon, et il reconnut bien vite que les Russes, après s'être hardiment posés devant lui la veille, venaient de décamper pour éviter la bataille. Ignorant les motifs qui les avaient décidés tour à tour à combattre et à rétrograder, il put croire que cette montre d'une résolution qu'ils n'avaient pas, et à laquelle avait succédé une retraite si brusque, n'était de leur part qu'un calcul pour attirer l'armée française à leur suite, la fatiguer et l'épuiser. Cette pensée, qui pénétra beaucoup plus avant dans l'esprit de ses lieutenants que dans le sien, attrista les officiers et les soldats. On se mit immédiatement en marche par une chaleur accablante de 27 à 28 degrés Réaumur, pour tâcher de recueillir quelques débris de cette armée fugitive, et, malgré la fatigue des jours précédents, on courut à perte d'haleine. Mais la cavalerie du comte Pahlen, quoique ne refusant pas les charges de la nôtre, fluissait toujours par se retirer et par évacuer le terrain disputé.

A peine eut-on fait les premiers pas, qu'on aperçut à gauche sur la Dwina la ville de Witebsk, capitale de la Russie Blanche, peuplée de vingt-cinq mille habitants, et assez commerçante. L'un de nos détachements y entra sans difficulté, chassant devant lui des bandes de Cosaques, qui, semblables à des oiseaux malfaisants, ne se retiraient jamais sans souiller les lieux qu'ils traversaient. Ils n'avaient pas eu le temps de brûler cette ville assez jolie, mais ils avaient détruit les principaux magasins, et surtout mis les moulins hors de service. Les habitants, à l'exception de quelques prêtres et de quelques marchands, avaient fui à notre approche, épouvantés par le bruit fort exagéré des ravages que nous avions commis en Pologne, ravages presque nuls dans les villes protégées par la

présence de l'armée, mais trop réels dans les campagnes livrées sans défense aux pillards isolés.

Napoléon entra dans Witebsk pour juger par ses propres yeux de l'importance de cette ville ; et de l'étendue des ressources qu'elle pourrait lui offrir, y passa quelques instants, prit possession du palais du gouverneur, palais peu somptueux, mais suffisant pour sa simplicité toujours grande à la guerre, et puis, après avoir donné les ordres les plus indispensables, partit pour regagner à toute hâte la tête de ses colonnes. La chaleur du jour était suffoquante, et, quand on la comparait au froid glacial qu'on serait exposé à éprouver plus tard, semblait une dérision de la nature. Les chevaux et les hommes tombaient sur la route, par le double effet de la mauvaise nourriture et de la chaleur, et ceux de nos soldats qui à la suite de Napoléon avaient déjà vu tant de pays divers, ne se rappelaient pas avoir respiré en Égypte un air plus brûlant, chargé d'un sable plus fin et plus étouffant. Chose étrange, tandis que nous laissions sur les chemins quantité de trainards, nous ne rencontrions pas un seul Russe en arrière, quoiqu'ils fussent bien moins alertes que les Français. Mais ayant toujours marché au milieu de leurs magasins, ils n'avaient eu à supporter aucune privation, et de plus ils avaient pour les retenir dans les rangs le stimulant de la crainte, car, tandis que nos soldats en s'attardant étaient assurés d'être recueillis par leurs camarades, eux n'avaient que la chance d'être pris ou sabrés par notre cavalerie acharnée à les poursuivre.

On chemina ainsi pendant plusieurs lieues sur les traces de l'armée russe, sans trouver un seul homme de qui on pût savoir la vérité. On finit pourtant vers la chute du jour par en ramasser quelques-uns, qui n'avaient pu soutenir la rapidité de cette marche, et soit à la direction lointaine des colonnes qu'on apercevait de temps en temps des points culminants du terrain, soit aux réponses des hommes recueillis sur la route, on crut découvrir que l'ennemi se retirait, partie sur Smolensk, partie entre Smolensk et Sourage, dans l'intention évidente de se réunir au prince Bagration. Napoléon avait été jour par jour informé des opérations du maréchal Davout, du combat de Mohilew, des conséquences de ce combat, du détour auquel le prince Bagration était condamné, détour qui retardait, mais qui n'empêchait pas sa réunion avec Barclay de Tolly ; il avait donc tous les éléments nécessaires pour bien juger des projets de l'ennemi. Après avoir suivi les Russes jusqu'à la fin du jour, il s'arrêta de sa personne en un petit endroit appelé Haponowschina. Là il conféra quelques instants avec Mural et Eugène, reconnut avec eux l'inutilité et le danger d'une poursuite prolongée, car le projet de déborder Barclay de Tolly devenait impraticable, celui-ci étant aussi bien sur ses gardes, et ayant sur nous autant d'avance. Ne pouvant pas le déborder, on ne pouvait pas davantage empêcher sa réunion avec Bagration, qui était en marche au delà du

Dniéper pour le rejoindre derrière la Dwina. Tout ce qu'il y avait de possible, en s'obstinant dans cette poursuite, c'était d'obliger les deux généraux russes à opérer leur jonction dix ou quinze lieus plus loin, et cet avantage de peu d'importance ne valait pas l'inconvénient d'épuiser les forces de l'armée. La cavalerie était dans un état pitoyable; l'artillerie avait la plus grande peine à suivre. Napoléon promit donc à Eugène et à Murat de s'arrêter de nouveau afin de procurer quelques jours de repos aux troupes, de rallier les hommes en arrière, et de refaire des magasins avec les ressources du pays que les Russes n'avaient pas eu le temps de détruire.

Cette résolution adoptée, Napoléon se sépara d'Eugène et de Murat, qu'il laissa avec leurs troupes, et retourna dans Witschk le soir même.

Ainsi ses combinaisons de l'ouverture de la campagne, qui étaient au nombre des plus belles qu'il eût jamais conçues, avaient échoué, quoiqu'il eût battu l'ennemi dans toutes les rencontres, quoiqu'il lui eût déjà fait perdre environ 15 mille hommes en morts, blessés ou prisonniers, et lui eût arraché plusieurs de ses meilleures provinces, telles que la Lithuanie et la Courlande. Quelques fautes d'exécution avaient sans doute contribué à cet insuccès, comme celle de s'être trop hâté de franchir le Niémen, et de n'avoir pas, avant tout éveil donné à l'ennemi, passé à Kowno le temps qu'il fallut passer à Wilna pour rallier l'armée et ses bagages; comme celles d'avoir trop compté sur la jonction du roi Jérôme avec le maréchal Davout, de n'avoir pas mis celui-ci en mesure à lui seul de poursuivre et d'envelopper le prince Bagration; d'avoir, en traitant trop mal son jeune frère, amené une fâcheuse interruption de commandement, d'avoir enfin en toutes choses trop peu compté avec les hommes et les éléments. Mais indépendamment de ces fautes, l'insuccès provenait, comme ces fautes elles-mêmes, de l'imprudence de cette guerre, consistant à tenter avec des soldats violemment arrachés à tous les pays, et précipitamment enrégimentés, des marches sans fin, dans des contrées immenses, trop peu fertiles et trop peu habitées pour suppléer à tout ce qu'il est impossible de porter avec soi; d'avoir, non pas manqué de penser aux difficultés d'une telle entreprise, ou négligé les moyens de les vaincre, mais d'avoir trop facilement cru à l'efficacité des moyens employés; d'avoir agi, en un mot, avec tout l'entraînement d'un pouvoir abusé par la continuité des succès, et par la soumission générale des peuples. Remarquons cependant que la folie de cette guerre étant commencée, si Napoléon eût été plus fou encore, s'il eût marché droit devant lui, sans s'arrêter dix-huit jours à Wilna pour y rallier ses troupes et ses convois, il aurait sans doute laissé beaucoup plus de monde en arrière, mais il eût peut-être aussi accablé Barclay de Tolly d'un côté, Bagration de l'autre, et frappé des coups terribles, qui auraient pu amener la paix, qui auraient suffi

dans tous les cas à remplir grandement cette première campagne, et l'auraient dispensé d'aller chercher au fond de la Russie les résultats éclatants dont il avait besoin pour conserver son prestige, pour imposer à l'Europe, pour tenir ses troupes en haleine. Plus tard il eût recueilli une partie des hommes laissés en chemin, les plus solides au moins, et du reste il n'eût jamais perdu autant qu'il en perdit bientôt, pour courir après un triomphe qui le fuyait sans cesse. On voit déjà ici, comme on le verra dans la suite, cette fatale guerre marquée au coin d'un double caractère, celui d'une conception téméraire, et d'une exécution incertaine, du génie, en un mot, qui commence les fautes, s'en repent aussitôt après les avoir commencées, et échoue par l'hésitation même que ce repentir produit dans son action. Oserons-nous le dire? Plus aveuglé, Napoléon eût peut-être mieux réussi! Il faut ajouter que, quoique sa santé ne fût pas atteinte, son activité semblait moindre, qu'il allait plus souvent en voiture, moins souvent à cheval, soit que la chaleur, un embonpoint croissant, eussent quelque peu appesanti non pas son esprit mais son corps, soit que l'énormité de ce qu'il avait entrepris effrayât, énervât sa volonté jadis si forte et si ardente, soit, dirions-nous enfin si nous partagions davantage les superstitions humaines, que la fortune inconstante ou fatiguée cessât de seconder ses desseins!

Certes, il restait encore à Napoléon bien des combinaisons à imaginer, et son inépuisable génie n'était point à bout de ressources. Barclay de Tolly, dont on n'avait pu empêcher la jonction avec le prince Bagration, et qui de 90 mille hommes allait se trouver porté à 140 mille par la réunion des deux armées de la Dwina et du Dniéper, n'en devenait pas invincible pour les 250 mille hommes que Napoléon était en mesure de lui opposer après avoir rallié le maréchal Davout; Barclay de Tolly, qu'on n'avait pu jusqu'alors ni surprendre ni envelopper, n'était pas tout à coup devenu tellement clairvoyant qu'il fût impossible d'endormir sa vigilance, et de faire tomber sur sa tête l'un de ces coups imprévus sous lesquels avaient succombé depuis quinze ans les plus vaillantes armées de l'Europe. Les résultats merveilleux qui signalaient chez Napoléon tous ses débuts de campagne n'étaient donc qu'ajournés, et en attendant ou avant des résultats solides, la Lithuanie, la Courlande conquises, et, de plus, l'ascendant des troupes françaises sur les troupes ennemies maintenu dans tout son éclat. On pouvait donc se reposer à Witebsk sans de trop sombres pensées; et si le repos qu'on avait pris à Wilna prêtait à la critique, celui qu'on allait prendre à Witebsk était à l'abri de tout reproche; car à Wilna, au prix de trente ou quarante mille trainards de plus, il eût été possible d'arriver à temps sur les derrières de Bagration, sur le flanc de Barclay, mais à Witebsk on ne pouvait rien, qu'agrandir davantage en s'avancant le cercle que Barclay et Bagration allaient décrire pour se re-

joindre, sans arriver à interrompre ce cercle nulle part, sans faire autre chose que sacrifier à un résultat insignifiant l'armée tout entière, en l'exposant à périr actuellement de chaleur, de peur que plus tard elle ne périclât de froid.

Napoléon s'installa donc pour douze ou quinze jours dans le palais du gouverneur de Witebsk avec sa cour militaire. Il distribua ses corps d'armée autour de lui, de manière à se garder de toute surprise, à les nourrir le mieux possible, à leur préparer une réserve de vivres pour les prochains mouvements, et à pouvoir se concentrer à propos sur les points où il faudrait agir. Il établit à Witebsk même la garde impériale; en avant de lui à Sourage, petite ville située au-dessus de Witebsk sur la Dwina, le prince Eugène; un peu à droite, vers Roudnia, au milieu de l'espace compris entre la Dwina et le Dniéper, et derrière le rideau de bois qui longeait les bords de la Kasplia, le maréchal Ney, et en avant de celui-ci, à tous les débouchés par où l'ennemi pouvait se présenter, la masse entière de la cavalerie. (Voir la carte n° 55.) Il fit camper derrière Ney, entre Witebsk et Babinowiezi, les trois divisions du 1^{er} corps, qui attendaient avec impatience le moment de se réunir au chef sévère mais paternel sous lequel elles avaient l'habitude de vivre et de combattre.

Le maréchal Davout, en effet, avait remonté le Dniéper, après le combat de Mohilew. Il s'était établi à Orscha, où il gardait le Dniéper; comme à Witebsk Napoléon gardait la Dwina. Il avait étendu la cavalerie de Grouchy sur la gauche, pour se lier vers Babinowiezi avec la grande armée, et avait jeté sur sa droite la cavalerie légère de Pajol et Bordesoulle, pour suivre et observer au delà du Dniéper le prince Bagration, qui faisait un grand détour par Micislaw afin de rejoindre Barclay de Tolly vers Smolensk. Le maréchal Davout avait enfin rallié les Westphaliens et les Polonais, exténués les uns et les autres par une marche de plus de cent cinquante lieues, exécutée du 30 juin au 28 juillet, dans un pays difficile et la plupart du temps sans vivres. Les Polonais étaient à Mohilew, les Westphaliens entre Mohilew et Orscha. Le général Latour-Maubourg, avec sa cavalerie fatiguée, se retirait lentement de Bobruisk sur Mohilew, observant les troupes détachées de Tormazoff. Reynier, à la tête des Saxons destinés à garder le grand-duché, se croisait avec les Autrichiens, qui étaient en marche vers la grande armée.

Napoléon établit ainsi sur la haute Dwina avec la garde et le prince Eugène, ayant entre la Dwina et le Dniéper, Murat, Ney, les trois premières divisions du maréchal Davout, et sur le Dniéper même le reste des troupes de ce maréchal, plus les Westphaliens et les Polonais, était dans une position inattaquable, et en mesure de préparer de nouvelles opérations. Son intention était, en s'occupant des besoins de ses soldats, de recomposer chaque corps suivant sa formation primitive, de rendre au

prince Eugène la cavalerie de Grouchy, et même les Bavares, de rendre au général Moutbrun les cuirassiers de Valence un moment prêtés au maréchal Davout, de rendre à celui-ci ses trois premières divisions d'infanterie, de lui confier outre le 1^{er} corps, les Westphaliens, les Polonais, et la cavalerie de réserve du général Latour-Maubourg.

Suivant sa coutume, Napoléon ordonna qu'on employât sur-le-champ les ressources qu'offrait le pays, pour procurer aux troupes la subsistance qui leur avait manqué pendant la marche, et leur ménager une réserve de huit à dix jours de vivres. A Witebsk, il y avait quelques provisions, notamment en vin, sucre, café, et on en disposa pour les hôpitaux. Les bords de la Dwina étaient assez bien cultivés, et le pays au delà, en entrant en Russie Blanche, de Witebsk à Nowel et Wielij, présentait çà et là du grain et du bétail. Les magasins des Russes avaient été généralement détruits, mais on en avait conservé quelques portions qu'on transportait en ce moment sur les voitures du pays à la suite de Barclay de Tolly. Notre cavalerie profita de l'occasion, et fit des prises assez importantes en avant des cantonnements du prince Eugène. A Losnia, Roudnia, Bobinowicz, c'est-à-dire entre la Dwina et le Dniéper, les Russes n'ayant fait que passer, et nos trainards n'ayant pu se répandre encore, il restait des moyens de subsistance. A Orscha, sur le Dniéper, le maréchal Davout avait trouvé de quoi préparer l'approvisionnement de ses troupes. Au delà du Dniéper, d'Orscha à Micislaw, s'étendait une contrée fertile, et où il y avait beaucoup de moulins. Malheureusement ils avaient été la plupart mis hors de service. Napoléon ordonna de les rétablir, de construire des fours, de former des magasins, particulièrement à Witebsk et à Orscha, où il prétendait placer ses deux principaux points d'appui sur la Dwina et sur le Dniéper. On manquait d'hôpitaux, surtout à Witebsk, où l'on avait à soigner, outre les 1800 blessés français restés des trois combats d'Ostrowno, 5 à 600 blessés russes, sans compter un nombre considérable de malades. Le bon et habile chirurgien Larrey, véritable héros d'humanité, soignant les blessés de l'ennemi afin que l'ennemi soignât les nôtres, se donnait à Witebsk des peines infinies pour suppléer aux effets d'ambulance qui n'étaient pas encore arrivés. Napoléon lui fit livrer tout ce qu'on trouva de meilleur dans les couvents. Il profita en outre de la présence du maréchal Davout à Orscha pour faire préparer à Orscha même, ainsi qu'à Borisow et à Minsk, des hôpitaux capables de recevoir douze mille malades.

Si quelque chose peut donner une idée de la difficulté des opérations militaires à de si grandes distances, et avec de si grandes masses d'hommes, c'est l'étendue et la multiplicité des souffrances de nos soldats, malgré tous les efforts de génie faits pour les prévenir. Les combats livrés par la cavalerie de Poniatowski à Mir, par le corps de Davout à Mohilew,

par la grande armée à Ostrowno, par Oudinot à Deweltowo, et par divers corps en plusieurs autres lieux, nous avaient tout au plus coûté 6 à 7 mille hommes en morts ou blessés, et cependant 150 mille hommes environ avaient déjà disparu des rangs dans les marches du Niémen au Dniéper et à la Dwina. Les chefs de corps en parlaient avec tant d'insistance à Napoléon, qu'après s'être décidé, par ce motif, à faire une nouvelle halte à Witebsk, il ordonna pour connaître l'étendue du mal des appels dans tous les régiments¹. En commençant cette revue détaillée des corps de l'extrême gauche à l'extrême droite, du maréchal Macdonald vers Riga, jusqu'au général Reynier vers Brezesc, sur une ligne de plus de deux cents lieues, on trouvait les tristes résultats suivants. Le maréchal Macdonald, qui avait sous ses ordres des Prussiens et des Polonais organisés de longue main, qui avait eu cinquante lieues tout au plus à parcourir, et très-peu de privations à endurer, n'avait subi qu'une perte de 6 mille hommes. De 30 mille combattants, il était réduit à 24 mille. Le maréchal Oudinot qui avec la division des cuirassiers Doumerc, détachée du corps de cavalerie de Grouchy, comptait environ 38 mille combattants au passage du Niémen, n'en conservait pas plus de 22 à 23 mille à Polotsk. Il attribuait cette désolante diminution à la désertion qui s'était produite parmi les troupes étrangères, telles que les Croates, les Suisses, les Portugais. Parmi les Français, la désertion ne s'était manifestée que chez les jeunes gens. Le maréchal Ney, qui avait possédé 36 mille hommes au début des opérations, affirmait à Witebsk n'en pouvoir pas mettre en ligne plus de 22 mille. Les étrangers, c'est-à-dire les Illyriens et les Wurtembergeois, étaient dans ce corps comme dans les autres la cause principale de la diminution d'effectif. Murat, avec la cavalerie de réserve des généraux Nansouty et Montbrun, était réduit de 22 mille cavaliers à 13 ou 14 mille. Il faut ajouter que la cavalerie légère attachée à chaque

¹ Les historiens qui ont voulu excuser la campagne de Russie, se sont attachés à faire dater la ruine de l'armée de la retraite de Moscou, des grands froids qui accompagnèrent cette retraite, et des privations qu'il fallut endurer pendant une marche de 250 lieues, etc. C'est une erreur commise par des écrivains qui n'ont pas examiné de près les documents véritables. La correspondance des généraux, des ministres, des préfets même, prouve que les causes de ce grand désastre étaient plus anciennes et plus profondes. On touchait en effet à la dissolution de l'armée par suite de guerres incessantes, auxquelles il fallait suffire avec un recrutement précipité, des soldats enfants, braves mais faibles, avec des étrangers de mauvaise volonté, et un matériel qui ne résistait pas à de telles distances. Ces causes commencèrent la ruine de l'armée bien avant qu'on fût à Moscou, et la retraite de Moscou ne fit que l'achever. La fatigue, le défaut de vivres, la mortalité des chevaux, qui mit une partie de la cavalerie à pied, créèrent de très-bonne heure de fâcheuses habitudes de vagabondage, qui se développèrent ensuite dans cette fatale campagne, lorsque les causes qui les avaient produites eurent atteint leur dernier degré d'énergie. C'est ce commencement que nous signalons ici au moyen de preuves irréfutables et soigneusement recueillies. Notre travail a été fait sur les états mêmes présentés à Napoléon par les chefs de corps, états d'après lesquels il établit ses propres calculs.

corps d'armée avait diminué dans une proportion beaucoup plus forte encore, par suite du service fatigant des avant-gardes, et de la protection dont il fallait sans cesse entourer les troupes envoyées au fourrage. Elle ne présentait plus que la moitié de sa force primitive. La garde impériale elle-même ne comptait plus que 27 ou 28 mille hommes environ au lieu de 37 mille, ce qui était dû aux pertes de la jeune infanterie, à celles de la cavalerie légère constamment employée aux reconnaissances que l'Empereur ordonnait directement, et surtout à l'incroyable disparition des nouvelles recrues dans la division Claparté. Cette division était tombée de 7 mille fantassins à moins de 3 mille. Ne consistant plus à son retour d'Espagne que dans le cadre des régiments, on l'avait recrutée avec de jeunes Polonais, qui avaient tous succombé à la fatigue ou à la tentation de rentrer chez eux. C'est ainsi que la garde elle-même, quoique toujours bien pourvue, comptait déjà 10 mille hommes de moins. La vieille garde était la seule troupe qui n'eût rien perdu.

Le corps du prince Eugène, évalué à 80 mille hommes lors du passage du Niémen, n'était plus que de 45 mille, dont 2 mille environ perdus par le feu. Une affreuse dysenterie, devenue épidémique parmi les Bavaïois, les avait réduits de 27 à 13 mille. Cette maladie était due à une nourriture où il entrait plus de viande que de pain, à la viande de porc mangée sans sel, à la privation de vin, à la fraîcheur des bivouacs succédant brusquement à l'étouffante chaleur des jours, enfin et par-dessus tout aux marches rapides, à la jeunesse des hommes, à leur peu de penchant à servir. On regardait ce corps comme à peu près hors d'état d'être utile, et on l'avait laissé à Beschenkowicz, parce que chaque jour de marche lui occasionnait mille malades⁴. La division italienne était le corps qui après les Bavaïois avait le plus souffert de la dysenterie. La garde italienne elle-même composée d'hommes de choix n'en avait pas été exempte. Les belles divisions françaises Broussier et Delzons avaient mieux résisté à cette rude vie de marches et de privations. D'Avril à juillet elles étaient venues de Vérone à Witebsk, de l'Adriatique aux sources de la Dwina. Elles avaient perdu par le feu 2 mille hommes à Ostrowno, et 3 mille par la fatigue, ce qui de 20 mille les avait réduites à 15. C'était un grand avantage sur la division italienne Pino, qui de 11 mille hommes était tombée à 5 mille. Le corps du maréchal Davout avait moins diminué que les autres, grâce à sa forte composition. S'il n'avait eu dans ses rangs des Hollandais, des Hambourgeois, des Illyriens, des Espagnols, on aurait à peine compté une réduction d'un dixième dans son effectif. Par

⁴ Il est bien entendu que je ne parle pas même d'après les mémoires du maréchal Saint-Cyr, plus atristants encore que mon récit, mais d'après les correspondances quotidiennes des chefs de corps. Il n'y a pas un des détails de cet exposé que je ne puisse appuyer sur des faits authentiques et des calculs irréfragables.

suite de ce mélange, et par suite aussi de l'incorporation des réfractaires dans ses régiments, il ne pouvait plus mettre en ligne que 52 ou 53 mille hommes au lieu de 72. Le corps de Jérôme, composé des Westphaliens, des Polonais, des Saxons, de la cavalerie de Latour-Maubourg, avait essuyé les pertes suivantes: les Polonais étaient réduits de 30 mille hommes à 22 mille, les Westphaliens de 18 à 10, les Saxons de 17 à 13, la cavalerie Latour-Maubourg de 10 à 6 environ.

Ainsi l'armée active, qui au passage du Niémen comprenait 400 mille combattants, et près de 420 mille hommes de toutes armes avec les parcs, ne comptait plus que 255 mille soldats, excellents sans doute, tous fort solides, tous présents au drapeau, mais pas trop nombreux assurément si on voulait pénétrer au cœur de la Russie. Il est vrai qu'il y avait 140 mille hommes en seconde ligne, entre le Niémen et le Rhin, et 50 à 60 mille malades dans les divers hôpitaux de l'Allemagne et de la Pologne, et qu'on pouvait de ces 200 mille individus tirer d'utiles renforts. En laissant sous les maréchaux Macdonald et Oudinot 60 mille hommes sur la Dwina, 20 mille environ sur le Dniéper sous le général Reynier, il restait de l'armée active 175 mille hommes à porter en avant. Il faut observer que les 30 mille Autrichiens du prince de Schwarzenberg; actuellement en marche vers Minsk, devaient bientôt grossir ce nombre, et que des 140 mille échelonnés entre le Niémen et le Rhin, Napoléon pouvait tirer 30 mille bons soldats sous le maréchal Victor, pour les rapprocher de ses derrières. Quant à la réserve confiée au maréchal Augereau; quant aux diverses garnisons de l'Allemagne, elles étaient nécessaires pour faire face aux Suédois, et il était impossible de les déplacer. Ainsi, en ajoutant aux 60 mille hommes des maréchaux Macdonald et Oudinot laissés sur la Dwina les 30 mille hommes du maréchal Victor, en ajoutant aux 20 mille hommes du général Reynier laissés entre le Bug et le Dniéper les 30 mille Autrichiens, Napoléon avait environ 175 mille hommes à mener avec lui, ou sur Moscou ou sur Saint-Petersbourg, ses flancs étant fortement protégés. On pouvait sans doute avec cette masse qui était organisée frapper encore des coups décisifs, mais il était cruel, après un mois de campagne, et sans aucune grande bataille, d'être ramené à de telles proportions.

Les causes de cette étrange diminution ont déjà été indiquées. Les dernières marches venaient de les révéler encore plus clairement. L'armée d'Italie avait fait de mars à juillet six cents lieues, l'armée partie du Rhin cinq cents. On avait réuni 150 mille chevaux pour traîner les munitions et nourrir l'armée, mais une moitié de ces chevaux avait déjà succombé faute de trouver à se nourrir eux-mêmes, et une partie considérable de nos convois avait dû être abandonnée sur les routes. Les privations jointes à la longueur des marches avaient ainsi empêché beaucoup d'hommes, même de bonne volonté, de suivre leur corps. Les étrangers de toutes les

nations, Illyriens, Italiens, Espagnols, Portugais, Hollandais, Allemands, Polonais, s'entendant difficilement les uns avec les autres et avec les habitants des pays traversés, faisant de l'armée une Babel, ne se sentant aucun goût à servir avec nous, se battant bien par amour-propre quand ils étaient sous nos yeux; mais hors du champ de bataille n'éprouvant pas le moindre scrupule dès qu'ils étaient fatigués ou indisposés de rester en arrière, ayant dans les forêts de la Pologne une retraite assurée pour se cacher, disparaissaient à vue d'œil. Quelques-uns mouraient ou pourrissaient dans les hôpitaux, quelques autres exerçaient le métier de brigand, le plus grand nombre s'écoulaient à travers l'Allemagne favorisés par les habitants; et la plupart du temps rentraient chez eux. Après les étrangers, les réfractaires et les jeunes soldats français étaient les plus enclins à quitter les rangs, les jeunes soldats par démoralisation, les réfractaires par goût pour la vie errante. Il ne restait sous le drapeau que les anciens soldats, ou bien ceux qu'un tempérament plus militaire avait promptement associés à l'esprit des vieilles bandes, et ils formaient, comme on vient de le voir, un total de 250 et quelques mille hommes. A commettre la témérité de cette campagne si lointaine, il eût certainement mieux valu n'avoir avec soi que 250 mille hommes au lieu de 400 mille, car on n'en aurait eu que 250 mille à nourrir, et de plus on n'aurait pas infecté le pays d'une multitude de déserteurs, dont la conduite pouvait devenir contagieuse. C'était en effet l'exemple de la désertion bien plus encore que la perte matérielle de 150 mille hommes dont il fallait s'inquiéter, car peu à peu cette facilité à quitter le drapeau, jusqu'à ce jour étrangère à nos soldats, en entraînait beaucoup qui jamais n'y auraient pensé s'ils n'avaient eu continuellement sous les yeux le spectacle de la désertion. A la contagion de l'exemple se joignaient mille fâcheux prétextes pour s'éloigner des rangs. Tous les soirs la course aux vivres, l'attention à donner à d'immenses bagages, le soin des tronpeaux menés à la suite de l'armée, l'artillerie régimentaire que Napoléon avait voulu confier aux régiments d'infanterie, et qui détournait de leur service habituel beaucoup d'excellents fantassins pour en faire de mauvais artilleurs, enfin la mortalité des chevaux qui mettait forcément à pied une multitude de cavaliers réduits à se traîner péniblement à la suite des corps, grossissaient cette triste queue qu'on aperçoit ordinairement après le passage des armées, et qui bientôt s'allonge, se corrompt, devient même infecte, en proportion du mauvais état des troupes. C'était cet ensemble de causes qui préoccupait surtout Napoléon, plus encore que le nombre si considérable d'hommes dont il allait être matériellement privé, car, à la rigueur, avec 100 mille hommes distribués sur ses flancs, et une masse bien compacte de 150 mille autres portés en avant, il n'eût pas été impossible de frapper sur la Russie un coup mortel; mais à voir ce qui se passait, il

était à craindre que les 250 mille hommes qui lui restaient ne fussent bientôt réduits à 200, à 100, et même à beaucoup moins. Napoléon en avait dans certains moments le pressentiment sinistre, et prenait pour parer à ce danger les précautions les plus minutieuses et les plus profondément calculées. Voici celles qu'il adopta pendant le séjour qu'il fit à Witebsk.

La gendarmerie d'élite, troupe sans pareille pour la qualité des hommes, exerçant ordinairement la police sur les derrières de l'armée, et se composant de 3 à 400 cavaliers; lui parut insuffisante, malgré les colonnes mobiles dont on l'avait renforcée, et il ordonna d'envoyer de Paris au quartier général tout ce qui restait dans les dépôts de la garde. Il créa, ce qu'il n'avait pas fait encore, et ce qui attestait bien l'état fâcheux des troupes, deux inspecteurs de la grande armée, qui, sous le titre d'*aides-majors généraux* de l'infanterie et de la cavalerie, étaient chargés de recueillir la situation de ces deux armes, à leur tenue, à leur effectif, à leurs besoins. Ils devaient s'assurer de la force vraie des régiments au moment de chaque action, et s'occuper surtout des petits dépôts que l'armée laissait sur sa route. Napoléon fit, pour ces fonctions, deux choix excellents, tant sous le rapport de la vigilance que sous celui de la connaissance de chaque arme, ce fut, pour l'infanterie, le comte Lobau, pour la cavalerie, le comte Durosnel. Malheureusement la multiplication des emplois ne remédie pas plus aux abus que la multiplication des médecins n'assure la guérison des malades. Napoléon chercha avec plus de raison dans cette seconde hâte, qu'il se proposait de faire à Witebsk et que la chaleur, indépendamment de tout autre motif, aurait rendue nécessaire, dans le ralliement des hommes, dans l'arrivée des convois, qu'un délai de douze ou quinze jours devait singulièrement faciliter, dans le soin à réunir une nouvelle réserve de vivres qu'on essaierait cette fois de transporter réellement à la suite de l'armée, le remède au mal qui l'inquiétait. Toujours dans le désir de réveiller le sentiment de la discipline chez ses soldats, il voulut passer lui-même des revues sur la place de Witebsk, qu'il agrandit en faisant abattre quelques-unes des maisons en bois qui l'obstruaient. Là il inspecta d'abord les diverses brigades de la garde impériale, puis les corps qui étaient à sa portée, examinant lui-même en détail la tenue des hommes, leur armement, leur équipement, et parlant aux soldats et aux officiers un langage fait pour exciter dans leurs cœurs les plus nobles sentiments. Dans l'une de ces revues, il reçut le général Friant en qualité de colonel-commandant des grenadiers à pied de la garde, dignité qui était vacante par la mort du général Dorsenne, et dont il voulait récompenser l'un des trois anciens divisionnaires du maréchal Davout. Cette réception eut lieu aux applaudissements de toute l'armée. Le général Friant était alors le modèle accompli de ces vertus guerrières

formées sous la république, non corrompues par les prospérités de l'empire, et consistant dans la modestie, la probité, le dévouement au drapeau, la profonde science du métier unie à un véritable héroïsme. Napoléon, après avoir serré dans ses bras cet homme rare, dont les cheveux avaient déjà blanchi sous les armes, lui dit : Mon cher Friant, vous ne prendrez ce commandement qu'à la fin de la campagne; ces soldats-ci vont tout seuls, et il faut que vous restiez avec votre division, où vous aurez encore de grands services à me rendre. Vous êtes l'un de ces hommes que je voudrais pouvoir placer partout où je ne puis pas être moi-même. —

Napoléon n'était pas le seul dans l'armée à s'être aperçu de la grave difficulté des distances, surtout dans un pays mal cultivé parce qu'il était mal peuplé, avec un ennemi qui se retirait sans cesse par nécessité et par calcul. Dans le premier élan on n'avait pas douté d'atteindre les Russes, et de les battre une fois atteints, mais la chaleur, la mauvaise nourriture, ayant tout à coup abattu les forces, on commençait à mesurer les espaces parcourus, à s'inquiéter de ceux qu'il faudrait parcourir encore, et on se demandait avec une sorte de chagrin quand est-ce qu'on pourrait joindre l'armée ennemie¹. C'était le sujet des entretiens des généraux, des officiers

¹ L'historien russe Boutourlin, le meilleur narrateur étranger de cette guerre, a dit (page 453, tome II de son ouvrage) que la retraite des Russes avait été l'effet non d'un calcul, dont tout le monde s'était vanté après coup, mais de la faiblesse numérique de leur armée. Cet écrivain sensé, et généralement impartial, éprouvait le désir bien naturel de réduire à leur juste valeur les prétentions de ceux qui ont voulu s'attribuer exclusivement la gloire des événements de 1812, et se faire un mérite de ce qui ne fut le plus souvent que le produit du hasard, ou plutôt la suite de celui qui dirigeait l'armée française. Il est bien vrai, en effet, que l'armée russe se retirait parce qu'elle ne pouvait pas faire autrement, et que fort souvent l'entraînement des passions agissant chez elle en sens contraire de la raison, elle eût livré bataille si son infériorité numérique le lui eût permis. Il est bien vrai encore que les mouvements de l'armée russe, à les considérer dans leurs motifs de chaque jour, furent plutôt commandés par les circonstances du moment, que dirigés d'après un plan général. Mais en serait-il méconnaître aussi une partie non moins importante de la vérité que de se pas voir qu'au milieu des variations quotidiennes d'idées, produites par une situation violente, il y avait cependant une pensée générale, existant dans toutes les têtes indépendamment du plan du général Pult, pensée consistant à croire que plus on rétrogradait vers le centre de l'empire, plus les Français s'affaiblissaient, et plus les Russes devenaient relativement forts; qu'il ne fallait donc pas se trop chagrier d'un mouvement rétrograde indéfiniment continué, et qu'on y perdait plus en apparence qu'en réalité. La haine, l'orgueil, luttaient sans doute contre cette pensée, et la conduite des généraux russes fut le résultat d'un perpétuel conflit entre le calcul qui conseillait de rétrograder, et la passion qui poussait à combattre. Une autre idée moins généralement répandue, et à laquelle Alexandre s'était fort attaché, et que seul il pouvait mettre à exécution, parce que seul il donnait des ordres aux armées éloignées de Finlande, de l'Ukraine et de Moldavie, était celle d'agir sur les flancs de l'armée française, quand elle serait tout à fait engagée dans l'intérieur de la Russie. Cette idée était aussi juste que celle de rétrograder jusqu'à l'épuisement de l'armée française, et l'une et l'autre appliquées à propos devaient malheureusement avoir tout ordre des conséquences immenses. Ces deux idées, inspirées à tout le monde par la nature même des choses, composèrent le plan des Russes, et elles appartenaient à l'esprit de tous, bien plus

et des soldats eux-mêmes. — Ces misérables furent toujours! s'écriaient les soldats. — Ces rusés, disaient beaucoup d'officiers, veulent nous entraîner à leur suite, nous fatiguer, nous épuiser, et nous assaillir quand nous serons assez réduits en nombre et en force physique pour n'être plus à craindre. — Cette dernière pensée avait surtout germé dans les rangs les plus élevés de l'armée, et on entendait se demander autour de Napoléon s'il ne serait pas temps de s'arrêter, puisqu'on était arrivé aux véritables limites qui séparaient l'ancienne Pologne de la Moscovie, et pour ainsi dire l'Europe de l'Asie; de s'établir solidement sur la Dwina et sur le Dniéper, de fortifier Witebsk et Smolensk, de prendre Riga à gauche, de s'étendre à droite jusqu'en Volhynie et en Podolie, d'insurger ces provinces, d'organiser la Pologne, de lui créer une armée, un gouvernement, de préparer aussi les cantonnements d'hiver, et d'y attendre avec des troupes réorganisées, bien armées, bien nourries, cantonnées sur une bonne frontière, que les Russes vinssent nous redemander la Pologne les armes à la main. Dans ce cas la réponse ne présentait pas de doute, et il n'y avait pas un soldat qui ne fût certain de la faire victorieuse.

Ces idées étaient justes assurément, et pourtant elles soulevaient de fortes objections. Aussi Napoléon, qui voyait tout, qui savait tout, éprouvait-il une sorte d'impatience à entendre les propos d'hommes sensés, ayant en grande partie raison, mais négligeant un côté important de la vérité. Condamné dans ces pays dépeuplés par la nature et par la guerre à vivre en tête à tête avec ses lieutenants, y mettant même plus de condescendance que de coutume à cause de l'anxiété dont il les voyait saisis, il répondait à leurs opinions, dont il ne méconnaissait pas la justesse, par les graves réflexions qui suivent.

D'abord ces cantonnements, disait-il, n'étaient pas si faciles à établir qu'on le pensait. Le Dniéper et la Dwina, qui dans le moment semblaient des frontières, n'en seraient plus dans trois mois. La gelée et la neige en feraient des plaines, sur lesquelles une légère cavité marquerait tout au plus le cours des fleuves. Que seraient alors quelques points tels que Dunabourg, Polotsk, Witebsk, Smolensk, Orscha, Mohilew, distants de trente ou quarante lieues les uns des autres, et très-légèrement fortifiés?

Qu'à l'esprit d'un seul, ce qui confirme l'assertion si juste du général Clausewitz, que la campagne de 1812 ne fut presque toute seule. Le général Fluhl, en les systématisant beaucoup trop, les gêna peut-être par des exagérations, mais ces idées n'en existaient pas moins chez lui et chez d'autres, et Alexandre, lorsqu'il le récompensa plus tard, montra une justice généreuse et délicate. Quant à la pensée de se retirer, le général Bontourlin, en accordant beaucoup à la nécessité, dit vrai, mais il exagère en étant au calcul sa part véritable. On était forcé de se retirer, mais on se retirait avec la conviction que le dommage réel était plus grand pour l'armée française que pour l'armée russe. Si nous insistons pour échaieir ce point de fait, c'est parce qu'il est du devoir de l'histoire de préciser l'origine des résolutions qui ont changé la face du monde. A quel soin se consacrait l'histoire, si elle négligeait celui-là?

Comment défendre, contre des troupes que l'hiver serait loin de paralyser, contre la facilité du traînage, une pauvre ligne de cantonnements? Et ces soldats français, si prompts par nature, devenus plus prompts encore par l'habitude des dernières guerres, comment les retenir, et leur faire prendre patience, sous le plus triste climat du monde, pendant neuf mois entiers, depuis août de la présente année jusqu'à juin de l'année suivante, sans être même assuré de les bien nourrir pendant ce long intervalle de temps? Interrompre en août une campagne commencée à la fin de juin?... Comment leur expliquer une telle timidité, comment la faire comprendre à l'Europe? Et celle-ci, habituée à nos coups de foudre, en nous voyant hésiter, tâtonner, nous arrêter après quelques combats, brillants mais sans résultat, n'allait-elle pas nous regarder d'un œil moins humble, douter de nous, et peut-être s'agiter sur nos derrières? L'Espagne (dans laquelle de fâcheux événements commençaient à se produire, ainsi qu'on le verra bientôt), l'Espagne n'allait-elle pas nous créer des embarras, qui, peu inquiétants lorsque la grande armée était placée entre l'Elbe et le Rhin, deviendraient graves lorsqu'elle serait avec son chef confinée pour un temps indéterminé entre le Niémen et le Borysthène? Avait-on mesuré toutes ces difficultés, et beaucoup d'autres auxquelles on devrait songer, quand on était si prompt à conseiller de s'arrêter? —

Telles étaient les objections que Napoléon adressait à ceux qui considéraient l'établissement sur le Dniéper et la Daina comme un résultat suffisant de la campagne, et il y avait bien d'autres objections encore qu'il taisait, quoiqu'il les sût bien, car s'il était plus prompt que personne, par caractère, par habitude, par ambition, à se jeter dans d'inextricables difficultés, il était plus prompt aussi que personne à découvrir ces difficultés, quand il s'y était jeté, et s'il les niait, ce n'était pas par ignorance, mais par répuugnance à s'avouer ses fautes, par calcul, et un peu aussi par ce besoin d'illusion qui porte à se nier à soi-même des choses qu'on sait être vraies, comme si en les niant on en diminuait la réalité. Il savait, par exemple, sans en convenir, que les esprits commençaient à s'éloigner de lui, même en France, qu'en Europe ils étaient profondément exaspérés, que dans l'armée, qui composait sa véritable clientèle, la fatigue avait déjà produit le refroidissement, la critique, la méfiance, et que, dans cette situation, il ne pouvait se soutenir qu'à force de coups d'éclat. Du reste, l'idée de ne point dépasser les limites de la Pologne, qui se répandait autour de lui, il n'en méconnaissait pas le mérite; il était même prêt à y adhérer, et à en faire le principe de sa conduite, mais après avoir exécuté certaines opérations qu'il méditait encore, après avoir remporté quelque triomphe signalé, car il ne désespérait pas, après ce second repos d'une quinzaine, de frapper quelque grand coup, qui maintiendrait tout entier le prestige de ses armes, et lui permettrait de s'arrêter aux

frontières de la Moscovie, sans que le monde ni la France doutassent de lui, point important à ne jamais oublier. Au surplus les divergences sur ce sujet n'avaient encore aucune gravité, car, malgré quelques doutes surgissant çà et là, la confiance en lui était entière parmi ses soldats et ses généraux, et si la fatigue inspirait parfois des moments de tristesse, elle ne suggérait à personne l'idée d'un désastre.

Napoléon, nourrissant le projet de nouvelles et décisives opérations, dirigeait dans ce sens les mouvements des corps d'armée qui actuellement ne prenaient point part au repos de Witebsk. On a vu que sur la Dwina il avait ordonné au maréchal Oudinot de marcher l'épée haute sur le comte de Wittgenstein, de le pousser sur Sebej, route de Saint-Petersbourg par Pskow, afin de dégager la gauche de la grande armée (voir la carte n° 54); qu'il avait ordonné au maréchal MacDonald d'appuyer le mouvement du maréchal Oudinot, de se porter sur la basse Dwina, afin de faire tomber Dunabourg, et de préparer le siège de Riga, ce qui devait assurer non-seulement l'occupation paisible de la Courlande, mais probablement aussi la possession des deux forts points d'appui de Dunabourg et de Riga. On a vu enfin que vers le Dniéper il avait ordonné au général Reynier avec les Saxons, au prince de Schwarzenberg avec les Autrichiens, de se croiser, et de se rendre, le prince de Schwarzenberg à Minsk, le général Reynier à Brezese ou Kohrin, ce dernier ayant mission de couvrir le grand-duché et d'insurger la Volhynie. Ces ordres étaient actuellement ou exécutés ou en cours d'exécution, dans la mesure des circonstances et du talent de ceux qui étaient chargés de les exécuter.

Le maréchal Oudinot, dont le corps était réduit de 38 mille hommes à 28 mille au plus¹, avait successivement défilé devant Dunabourg, Drissa, Polotsk, et enfin passé la Dwina à Polotsk même. Il avait d'abord, par ordre de Napoléon, laissé sa troisième division, composée de Suisses, d'Illyriens, de Hollandais, sous le général Merle, au camp de Drissa, pour détruire les ouvrages de ce camp aussi célèbre qu'inutile. Mais des bras épuisés et privés d'outils (le matériel du génie étant resté en arrière) n'avaient pu avancer beaucoup cette importante démolition; et le maréchal se trouvant infiniment trop faible devant le corps de Wittgenstein, qui avait été porté par les renforts du prince Répnin à 30 mille hommes, avait rappelé à lui la division Merle. Afin de se conformer à l'ordre de s'élever jusqu'à Sebej sur la route de Saint-Petersbourg, il avait poussé le 28 juillet une moitié de sa cavalerie légère sur la petite rivière de la Drissa (l'un des affluents de la Dwina), et avait successivement échelonné ses première et seconde divisions avec les cuirassiers entre la Drissa et

¹ Il faut remarquer que si plus haut (page 303) nous l'avons présenté comme réduit à environ 23 mille hommes, c'est après les combats dont le récit va suivre; mais à l'époque dont il s'agit ici il comptait encore 28 mille hommes environ.

Polotsk. Pour se garder contre les Russes de Wittgenstein, établis au delà de la Drissa, dans une direction presque perpendiculaire à son flanc gauche, il avait posté à Lazouka le reste de sa division légère, et la division étrangère du général Merle. (Voir la carte n° 55.) Le 29, il avait fait un pas en avant, passé la Drissa au gué de Sivotschina, porté son avant-garde près de Kliastitsoui; rangé ses deux principales divisions un peu en arrière, et laissé la division Merle à la garde du gué de Sivotschina. Quelques détachements de cavalerie et d'infanterie légère le liaient avec Polotsk.

Telle était sa situation le 29 juillet, second jour de l'entrée de la grande armée à Witebsk. Ce jour-là, de fortes attaques de cavalerie, vers la tête et la queue de sa colonne, ne lui laissèrent aucun doute sur les projets offensifs des Russes. L'arrestation de deux officiers emmenés lui apprit en outre que le comte de Wittgenstein, marchant diagonalement vers lui, viendrait heurter sa tête à Kliastitsoui. Il crut devoir le prévenir, et s'avança jusqu'au village et château de Jakoubowo, à l'entrée d'une petite plaine entourée de bois. Le comte de Wittgenstein déboucha en effet dans cette plaine le 29 au matin, et attaqua vivement le village et le château de Jakoubowo. Le maréchal Oulinot confia la défense de ce poste à la première brigade de la division Legrand, plaça le 26^e léger dans Jakoubowo même, et établit le 56^e de ligne un peu à gauche, en liaison avec les bois. Il garda en réserve la seconde brigade, commandée par le général Maison. Le combat fut très-acharné de part et d'autre. Le 26^e disputa bravement à l'ennemi le village de Jakoubowo, et le 56^e tâcha de lui enlever la lisière des bois. Un moment les Russes pénétrèrent dans le village de Jakoubowo, et même dans la cour du château. Aussitôt deux compagnies du 26^e, fondant sur eux à la batonnette, les repoussèrent, leur tuèrent deux ou trois cents hommes, et leur en prirent à peu près autant. De tous côtés on les refoula de la plaine dans les bois. Mais à la lisière de ces bois ils avaient une artillerie nombreuse et bien servie, qui ne nous permettait pas de rester déployés, à moins de prendre l'offensive et de nous engager dans les bois eux-mêmes pour les enlever, attaque difficile que le maréchal ne voulait pas risquer, étant incertain de ce qui se passait sur ses derrières. Il craignait, en effet, et avec raison, tandis qu'il se défendait en tête, d'être pris à revers, et coupé de Polotsk, où il avait ses parcs et son matériel. Il crut donc plus sage de rétrograder sur la Drissa, de la repasser au gué de Sivotschina, et d'attendre l'ennemi dans cette position. Rapproché de Polotsk, que la division Merle et la cavalerie légère suffisaient à couvrir, il pouvait réunir derrière la Drissa les deux divisions françaises Legrand et Verdier avec les cuirassiers, et si les Russes tentaient de passer la Drissa devant lui, il avait en se précipitant sur eux tous les moyens de leur faire essuyer un sanglant échec.

Il employa la journée du 31 à opérer ce mouvement rétrograde, et il se trouva le soir en deçà du gué de Sivotschinn, ayant ses tirailleurs le long de la Drissa, les deux divisions Legrand et Verdier à quelque distance en arrière, les cuirassiers prêts à soutenir l'infanterie, la division Merle en observation vers Polotsk. Nos tirailleurs avaient ordre, si les Russes passaient la Drissa, de ne leur résister qu'autant qu'il le faudrait pour les attirer, et de prévenir à l'instant le quartier général de leur approche.

Dans la nuit du 31 juillet au 1^{er} août, les Russes marchèrent sur la Drissa, et dès le matin du 1^{er} août commirent l'imprudence de la traverser. C'est ce qu'attendait le maréchal Oudinot. Aussitôt qu'il les vit engagés au delà de la rivière, il lança d'abord sur eux la première brigade de la division Legrand, et puis la seconde. Courir sur les Russes, les pousser, les culbuter dans la Drissa, fut l'affaire d'un instant. On leur tua ou blessa près de deux mille hommes, et on leur en prit plus de deux mille, avec une partie de leur artillerie. La division Verdier s'étant mise à leur poursuite, franchit après eux la Drissa, et, emportée par son ardeur, se laissa entraîner trop loin. Elle enleva encore beaucoup d'hommes aux Russes, mais malheureusement elle se en laissa prendre quelques-uns lorsqu'il fallut repasser la Drissa. Ce faible désomagement accordé par la fortune aux Russes n'empêcha point que cette journée ne fût pour eux un sanglant échec : ils y perdirent 4 à 5 mille hommes en morts, blessés ou prisonniers; les jours précédents leur en avaient coûté 2 à 3 mille. Nous avions perdu de notre côté dans cette suite de combats, de 3 à 4 mille hommes, dont 5 ou 600 morts, 2 mille blessés et plusieurs centaines de prisonniers. La fatigue nous avait mis en outre quelques hommes hors de service. Le maréchal Oudinot, certain d'avoir pour quelque temps dégoûté les Russes de s'attaquer à lui, ne se trouvant pas assez fort pour s'éloigner de la Dwina avec 24 mille soldats très-fatigués, jugea plus convenable de revenir à Polotsk même, où il avait ses parcs, ses vivres, et où il pouvait laisser s'écouler en sûreté et dans une sorte de bien-être, les chaleurs qui avaient forcé Napoléon lui-même à s'arrêter à Witebsk. L'avantage d'être à cinq ou six lieues en avant de Polotsk, toujours inquiet pour ses flancs et pour ses derrières, obligé d'épuiser ses chevaux afin d'amener au camp les vivres qu'on avait à Polotsk, ne valait pas les peines que cette position offensive devait coûter. Il n'y avait à la quitter qu'un seul inconvénient, c'était de perdre l'effet moral des succès obtenus. Le maréchal Oudinot informa Napoléon de ce qu'il avait fait pendant ces derniers jours, et déclara que si on ne lui accordait du repos et des renforts, il serait dans l'impossibilité d'accomplir la tâche qui lui était imposée.

Pendant que le maréchal Oudinot agissait de la sorte, le maréchal

Macdonald, avec la division polonaise Grandjean, et les 17 mille Prussiens qui lui étaient confiés, s'était porté sur la Dwina, et avait conquis la Courlande par une marche rapide. (Voir la carte n° 54.) Les Russes en se retirant, pris en flanc par les Prussiens, avaient essayé dans les environs de Mitau un échec assez grave, et s'étaient repliés précipitamment sur Riga, nous livrant Mitau et toute la Courlande. C'était un fait digne de remarque que l'envahisseur avec laquelle se battaient pour nous des alliés qui nous détestaient, et qui ne faisaient la guerre qu'à contre-cœur. L'honneur militaire, si vivement excité chez eux par notre présence, les rendait presque plus braves pour nous qu'ils ne l'avaient été contre nous. Il faut ajouter que tandis que les alliés appartenant à de petites armées, comme les Bavaïois, les Wurtembergeois, les Westphaliens, désertaient individuellement quand ils pouvaient, les Prussiens et les Autrichiens, retenus par la puissance de l'esprit militaire, qui est toujours proportionnée à la grandeur des armées, ne désertaient pas, sauf à nous abandonner en masse par une révolution dans les alliances, quand le moment serait venu.

Le maréchal Macdonald entreprit avec les Prussiens le blocus de Riga, et à la tête de la division polonaise Grandjean s'approcha de Dunabourg, prudemment toutefois, car cette ville passait pour très-fortifiée. Mais les Russes ne voulant pas éparpiller leurs forces, et se contentant de défendre l'importante place maritime de Riga, après avoir livré la tête de pont de Dunabourg aux troupes du maréchal Oudinot, livrèrent bientôt la ville elle-même aux troupes polonaises du général Grandjean. La tâche du maréchal Macdonald se trouvait dès lors bien simplifiée, puisque des deux places de Riga et de Dunabourg il n'avait plus à prendre que la première. Mais cette tâche seule suffisait pour l'arrêter longtemps, et peut-être pendant toute la campagne. En effet, il avait été contraint de laisser aux environs de Tilsit et de Memel pour veiller sur la navigation du Niémen et du Kurische-Haff, et aux environs de Mitau pour garder la Courlande, 5 mille hommes du corps prussien. Il en conservait tout au plus 10 mille devant Riga, dont les ouvrages offraient un immense développement, et contenaient une garnison de 15 mille hommes. Il lui restait la division polonaise Grandjean, réduite de 12 mille soldats à 8 mille, et il était obligé avec cette division de surveiller l'espace de Riga à Polotsk, qui est d'environ soixante-dix lieues. Quo faire avec si peu de monde, sur une ligne aussi vaste, avec tant d'objets proposés, imposés même à son zèle?

Il se hâta d'instruire le quartier général de sa situation dans des termes sobres, même un peu ironiques, qui n'étaient pas propres à plaire, et qui rappelaient l'ancienne opposition militaire de l'armée du Rhin. Il déclara que sans une adjonction de forces considérables il ne réussait ni à prendre Riga, ni à se tenir en relation constante avec le corps d'Oudinot, car la division Grandjean étant forcément détournée du blocus de Riga

pour rester en observation devant Dunabourg, on ne pourrait pas même approcher des ouvrages de Riga; et quant à cette division, ayant à couvrir un espace de soixante-dix lieues, elle serait dans l'impossibilité de maintenir la liberté des communications sur une pareille étendue de pays. Dans cette situation, ce qu'il y avait de plus simple à proposer, c'était la réunion du corps du maréchal Macdonald avec celui du maréchal Oudinot, car alors Wittgenstein eût été infailliblement battu, Wittgenstein battu et repoussé au loin, la Courlande eût été couverte, le Niémen eût été mis à l'abri de toute insulte; Riga, il est vrai, n'eût pas été assiégé, et encore moins pris, mais enfin une supériorité décisive nous aurait été acquise à l'aile gauche de notre ligne d'opérations. Au lieu de proposer cette réunion des deux corps, qui était possible et même nécessaire, mais qui eût exigé de sa part un désintéressement peu commun, car il aurait été subordonné au maréchal Oudinot, le maréchal Macdonald sollicita une augmentation de forces, qu'il n'avait aucune chance d'obtenir. Il demanda notamment qu'on lui adjoignit une ou deux des divisions du maréchal Victor, qui se formaient, comme on l'a vu, entre Dantzic et Tilsit. C'était une manière assurée de ne rien obtenir.

À l'autre extrémité du vaste théâtre de cette guerre, à cent, cinquante lieues au sud-est, c'est-à-dire vers le cours supérieur du Bug, il tenait de se produire certains acculents qui ne pouvaient manquer d'entraîner quelques changements dans les projets de Napoléon. (Voir la carte n° 54.) Le général Reynier avec les Saxons avait dû rétrograder de Neswij sur Slonim, de Slonim sur Proujany, pour couvrir le grand-duché, et envahir plus tard la Volhynie. Le prince de Schwarzenberg avec l'armée autrichienne avait dû marcher en sens contraire, s'élever de Proujany sur Slonim et Neswij, pour venir joindre le quartier général, disposition conforme aux desirs de l'empereur d'Autriche, qui voulait que son armée ne reçût d'ordre que de Napoléon lui-même, et aux défiances de Napoléon, qui n'entendait pas remettre la défense de ses derrières à une armée autrichienne. Le général Reynier, dans ce mouvement croisé avec le prince de Schwarzenberg, avait vu en principe, et était convenu avec lui du remplacement des postes autrichiens par les postes saxons sur la ligne du Bug et de la Moukawetz, qui nous séparait des Russes. Ces précautions prises, le général Reynier avait continué son mouvement, et envoyé des détachements pour remplacer les Autrichiens à Pinsk, à Kobrin, à Brezesc.

À ce même moment, celui où Napoléon entrait dans Witebsk, le général russe Tormazoff s'était enfin mis en marche, conformément à l'ordre qu'il avait reçu de menacer le flanc droit des Français, mission dont le prince Bagration ne pouvait plus s'acquitter depuis qu'il avait dû rejoindre la grande armée russe. En attendant que l'amiral Tchitchakoff, eu-

gagé dans de vastes projets du côté de la Turquie, pût ou les exécuter, ou se rabattre sur la Pologne, le général Tormazoff, à la tête d'environ 40 mille hommes, était seul chargé d'une diversion sur nos ailes, et marchait hardiment vers le haut Bug. Il avait répandu environ une douzaine de mille hommes de Bohrusk à Mozyr, de Mozyr à Kiew, pour se tenir en communication avec le prince Bagration d'un côté, avec l'amiral Tchitchakoff de l'autre. C'était une précaution contre les tentatives que pourraient faire sur ses derrières les Autrichiens réunis en Gallicie. Bien que la cour de Vienne eût fait donner à Saint-Petersbourg l'assurance que ses efforts en faveur des Français se borneraient à l'envoi des 30 mille hommes du prince de Schwarzenberg, néanmoins, le général Tormazoff n'ayant pas voulu se porter en avant sans prendre ses précautions contre les éventualités de la politique autrichienne, et après avoir laissé sur ses derrières les forces que nous venons de mentionner, il s'était avancé avec environ 28 mille hommes sur le haut Bug, menaçant le grand-duché, que le général Reynier devait défendre avec 12 à 13 mille Saxons. Les Cosaques étaient alors en possession, quoique bien peu redoutables pour des troupes régulières, de répandre l'épouvante dans toutes les contrées où on les annonçait, et en effet la soudaineté de leurs apparitions, jointe à leur barbarie, avait de quoi effrayer les peuples qui n'étaient point en armes. Précédant de quinze à vingt lieues le général Tormazoff sur le Bug, ils avaient excité dans toute la Pologne une terreur singulière, et qui contrastait fort avec les grandes résolutions qu'affichaient les Polonais. Cette terreur devint bien plus vive et plus motivée quand le général Tormazoff lui-même, avec 28 mille hommes de troupes régulières, s'approcha de Kobrin, l'un des postes que les Autrichiens venaient de céder aux Saxons. Le général Tormazoff, instruit par les juifs, qui trahissaient partout la cause de la Pologne, de la présence d'un détachement saxon à Kobrin, résolut de signaler son approche par un coup d'éclat sur ce détachement, qui par malheur était dénué d'appui. Il marcha sur Kobrin, qu'occupait le général saxon Kleugel avec sa petite troupe. Cet officier, brave mais imprudent, au lieu de se replier, s'obstina à tenir dans une ville tout ouverte, et où il lui était impossible de se défendre. Il fut assailli, enveloppé, et après avoir combattu avec une rare vaillance, obligé de remettre son épée au général ennemi. Cette rencontre, qui eut lieu le 27 juillet, coûta aux Saxons environ 2 mille hommes, en morts, blessés ou prisonniers.

Cet accident, qui avait son importance dans l'état d'affaiblissement auquel le corps saxon se trouvait réduit, était plus fâcheux encore par son effet moral. Il produisit, surtout à Varsovie, une impression des plus pénibles. Ces infortunés Polonais, qui s'étaient jetés avec ardeur dans un projet d'insurrection générale, en apprenant que les Russes étaient si

près de chez eux, virent les exils, les séquestres suspendus sur leurs têtes, et un grand nombre donnèrent le dangereux exemple de réunir ce qu'ils avaient de plus précieux pour passer sur la rive gauche de la Vistule. Bien qu'ils eussent appété de tous leurs vœux la folle guerre que Napoléon soutenait en ce moment, ils en craignaient les conséquences maintenant qu'elle était commencée. Ils reprochaient à ce grand capitaine de s'engager imprudemment au delà de la Dwina et du Dniéper, de les laisser sans appui, comme s'il avait pu faire autrement que de s'avancer beaucoup pour obtenir sur les Russes un triomphe décisif, comme s'ils n'avaient pas dû lui répondre eux-mêmes de la sûreté de ses derrières, au lieu de lui laisser la peine de les couvrir. A cette occasion ils se plaignaient du froid discours de Wilna, imputaient à la tiédeur de ce discours la tiédeur des Polonais, oubliant que c'était à eux à provoquer par leur ardeur l'ardeur de Napoléon, et à vaincre ses hésitations par des résolutions énergiques, et même téméraires. Malheureusement, ainsi que nous l'avons dit, l'armée en Pologne était seule dévouée sans mesure; la nation regardait, jugeait, critiquait la témérité de la marche de Napoléon, comme si cette témérité eût été plus grande que celle qu'on exigeait de lui en voulant qu'il reconstituât la Pologne.

On se mit donc à élever à Varsovie les plaintes les plus vives, et à demander instantanément à M. de Pradt des secours dont ce prélat ambassadeur ne disposait point. Celui-ci, après avoir perdu la tête au milieu des cris du concile, n'était guère capable de résister aux émotions d'une capitale épouvantée, et avait montré moins de caractère encore que certains habitants de Varsovie. Il usa de sa seule ressource; il écrivit à M. de Bassano d'un côté, au général Reynier de l'autre, pour réclamer des envois de troupes. Le général Reynier, qui avait une tout autre tâche à remplir que de protéger Varsovie, car il lui fallait avec 11 mille Saxons tenir tête à 30 mille Russes, répondit à l'ambassadeur que c'était aux habitants de Varsovie à se défendre eux-mêmes, et que quant à lui il avait autre chose à faire que de s'occuper de leur sûreté. Par une lettre fort pressante il engagea le prince de Schwarzenberg à rétrograder sur-le-champ, afin de l'aider à repousser l'ennemi, sauf à reprendre sa marche vers le quartier général quand on aurait arrêté les Russes, et occupé derrière les marais de Pinsk une forte position qui ne leur permit guère de se porter plus avant¹. Le prince de Schwarzenberg, rapidement averti de cette échauffurée, car le bruit en avait retenti dans toute la Pologne, répondit au général Reynier qu'il sentait le danger de la situation, et qu'il allait, malgré les ordres du quartier général, rétrograder pour venir à son secours. Quant à M. de Bassano, il répondit avec assez d'ironie aux terreurs de

¹ Je parle ici d'après la correspondance des officiers restés sur les derrières, d'après celle de M. de Bassano, des administrations, et de l'ambassade de Varsovie.

M. de Pradt, et ne pouvant rien statuer relativement aux demandes de secours, les adressa toutes au quartier général.

Napoléon accueillit mal ces nouvelles, surtout par rapport à ceux qui s'étaient laissés si facilement intimider. Il approuva complètement la détermination qu'avait prise le prince de Schwarzenberg de rétrograder sur Broujny pour secourir le général Reynier, et plaça même ce dernier sous les ordres du commandant autrichien. Il enjoignit au prince de Schwarzenberg de marcher résolument, avec les 40 mille hommes qu'il allait avoir, sur Tormazoff, qui n'en pouvait compter plus de 30 mille, de le pousser à outrance, jusqu'à ce qu'on l'eût rejeté en Volhynie. Il lui promit, cette tâche remplie, de le rappeler au quartier général, conformément aux desirs de l'empereur d'Autriche, et écrivit à celui-ci pour lui demander d'envoyer un renfort au corps autrichien. Bien qu'il ignorât les secrètes relations subsistant entre la cour d'Autriche et la cour de Russie, Napoléon voyait clairement qu'il n'obtiendrait guère au delà des 30 mille hommes du prince de Schwarzenberg; mais il aurait du moins voulu que ces 30 mille hommes fussent toujours tenus au complet, et sans de prompts renforts ils ne pouvaient pas l'être, car ils n'étaient pas plus épargnés que nous par les fatigues. Il aurait voulu aussi qu'un corps d'armée autrichien, qui était actuellement réuni en Gallicie, et dont on lui avait fait espérer le concours, fût autorisé à prendre une attitude menaçante du côté de la Volhynie, ce qui aurait obligé le général Tormazoff à se montrer moins téméraire; mais il le demanda sans y compter beaucoup, et insista particulièrement sur l'envoi d'un renfort de 7 à 8 mille hommes au prince de Schwarzenberg.

Ces mesures suffisaient pour tenir à distance le corps de Tormazoff et pour le réduire à une complète impuissance, à moins que l'amiral Tchitchakoff ne vint bientôt doubler ses forces. C'était assez en effet de quarante mille Autrichiens et Saxons pour ramener le général russe en Volhynie; mais il fallait se tenir en communication avec ces quarante mille hommes, qui allaient se trouver à cent lieues au moins d'Orscha, point où s'appuyait la droite de la grande armée. Napoléon consentit à se priver de l'une des trois divisions du prince Poniatowski, laquelle dut rester cantonnée entre Minsk et Mohilew pour nous garantir contre les surprises des Cosaques, et se lier par des postes de cavalerie avec la gauche du corps autrichien.

Notre droite était ainsi assurée, du moins pour le moment. Quant à notre gauche, Napoléon prit des mesures moins efficaces, quoiqu'elles pussent actuellement paraître suffisantes. Il blâma fort le mouvement rétrograde du maréchal Oudinot sur Polotsk, ne tenant pas assez compte de l'état des troupes, si préoccupé exclusivement de l'effet moral de ce mouvement, soit sur les Russes, soit sur l'Europe, qui recueillait avidement

ment les moindres détails de cette guerre. Il s'attacha, d'après les calculs fort ingénieux qu'il avait faits sur les documents enlevés aux Russes, à prouver au maréchal Oudinot que le comte de Wittgenstein ne devait avoir que 30 mille soldats, de très-mauvaise qualité, qu'il ne pouvait dès lors être à craindre pour 20 mille Français aguerris, et lui ordonna de marcher hardiment sur l'ennemi et de le rejeter au loin sur la route de Saint-Petersbourg. Afin de laisser le maréchal sans objection, il résolut de lui envoyer le corps bavarois, qui était, comme tous nos alliés, bon un jour d'action, mais qui fondait ensuite à vue d'œil par la fatigue, la maladie et la désertion. Napoléon continuait à compter ce corps pour 15 ou 16 mille hommes (bien qu'il ne fût plus que de 13 mille), et estimant le corps du maréchal Oudinot à 24 mille, il prétendit qu'avec 40 mille hommes on devait accabler Wittgenstein. Il trouvait un avantage de plus à placer les Bavarois à Polotsk, c'était de leur rendre la santé et une partie de leur effectif par le repos et la bonne nourriture. De toutes les troupes bavaroises il ne garda que la cavalerie légère, qui continua de servir auprès du prince Eugène, et qui était excellente. Avec ce renfort, il ne doutait pas d'être bientôt débarrassé de Wittgenstein sur sa gauche, comme il espérait l'être prochainement de Tormazoff sur sa droite par la réunion du prince de Schwarzenberg avec le général Reynier. Du reste, dans sa pensée, les opérations qu'il allait exécuter avec l'armée principale devaient bientôt ranger au nombre des circonstances insignifiantes de cette guerre les événements qui se passaient sur ses ailes. Napoléon se flattant que le maréchal Oudinot rejetterait le comte de Wittgenstein sur Schej et Pskow, en concluant que le maréchal Macdonald pourrait immédiatement après concentrer son corps tout entier sur Riga, et commencer le siège de cette place. Aussi refusa-t-il de lui accorder l'une des divisions du duc de Bellune dont il ne voulait pas disloquer le corps, mais il le lui indiqua comme un secours éventuel qu'il pourrait au besoin appeler à son aide, et qui en attendant, placé sur ses derrières, lui apporterait un grand appui moral. A ces raisonnements, qui ne valaient pas quelques régiments de plus, Napoléon ajouta un nombre plus qu'ordinaire de croix d'honneur pour les Prussiens qui avaient vaillamment combattu contre les Russes.

Tandis qu'il s'occupait ainsi d'assurer ses ailes pendant les mouvements offensifs qu'il préparait, Napoléon n'avait pas cessé de veiller à ses derrières, confiés au maréchal Victor et au maréchal Angereau, le premier vers Koenigsberg, le second vers Berlin. Il avait par son active correspondance travaillé à procurer au maréchal Victor 25 mille hommes d'infanterie, 3 à 4 mille hommes de cavalerie, et 60 bouches à feu. Il avait fort recommandé à ce maréchal, ordinairement très-soigneux, la discipline des troupes; et projetait de l'appeler bientôt à Wilna, pour qu'il pût, si

le cas s'en présentait, prêter secours soit au maréchal Macdonald, soit au maréchal Oudinot, soit au prince de Schwarzenberg. Il s'était occupé également de hâter l'organisation des quatrièmes bataillons et des régiments de réfractaires destinés au maréchal Augereau, des cohortes de gardes nationales chargées de remplacer sur les frontières de l'Empire les troupes attirées à Berlin, des régiments lithuaniens enfin qu'on espérait porter à 12-mille hommes, et pour lesquels l'argent manquait absolument. Napoléon n'avait donc pas perdu son temps à Witebsk, et ce n'était pas, du reste, son habitude. Il y était depuis une dizaine de jours, et, outre qu'il avait ménagé à ses soldats un repos nécessaire, qu'il leur avait fait passer sous des cabanes de feuillage le temps des plus fortes chaleurs, il avait obtenu l'avantage de rallier, sinon toutes les parties de l'artillerie en arrière, au moins quelques-unes, d'avoir notamment amené cent bouches à feu de la garde avec un double approvisionnement, d'avoir réuni 600 voitures du train à Witebsk, 6 à 700 entre Kowno et Witebsk, ce qui faisait environ 1300, et permettait de charrier dix ou douze jours de vivres pour une masse de 200 mille hommes, enfin d'avoir donné le temps au prince Eugène par des courses au delà de la Dwina, à Ney par des courses entre la Dwina et le Dniéper, à Davout par des recherches actives au delà du Dniéper, de réunir six à sept jours de vivres, sans compter l'alimentation quotidienne. Napoléon en avait réuni pour environ dix jours à Witebsk, et les destinait à la garde. Le maréchal Davout avait en outre préparé à Orscha où il s'était établi d'abord, à Doubrowna où il s'était transporté ensuite, à Rassasna où il avait cantonné sa cavalerie, des magasins, des fuirs et des ponts. Par ordre de Napoléon, il avait jeté à Rassasna quatre ponts de radeaux sur le Dniéper. L'abondance des bois, le mouvement très-lent des rivières, rendaient ce genre de ponts facile et de bon usage dans ces contrées, et l'on y avait souvent recours.

Tout était donc prêt pour un nouveau mouvement, qu'on avait cette fois l'espérance de rendre décisif. Après avoir profondément médité sur les opérations qu'on pouvait essayer en ce moment, Napoléon adopta celle qui lui semblait la seule praticable, et dont la conception était digne de son génie. En présence d'un ennemi qui s'étudiait à échapper sans cesse, il avait tendu d'abord à couper sa ligne en deux, puis à déborder, à tourner, à envelopper chacune des deux parties de cette ligne, de manière à les détruire l'une et l'autre avant qu'elles eussent le temps de fuir. Cette manœuvre était désormais impossible depuis la réunion du prince Bagration avec le général Barclay de Tolly, réunion qui portait l'armée russe, après les pertes du feu et de la fatigue, à 140 mille hommes environ. Mais il n'était pas impossible, en renonçant à couper en deux cette armée, d'essayer encore de la déborder, de la tourner, de la prendre à

revers, ce qui l'aurait mise hors d'état d'éviter une grande bataille, et l'aurait obligée de l'accepter dans les conditions les plus désavantageuses. En conséquence de cette donnée que lui inspiraient les lieux et la situation, Napoléon résolut, en profitant du rideau de bois et de marécages qui le séparait des Russes (voir la carte n° 55), de s'écouler clandestinement devant eux par un mouvement de gauche à droite, semblable à celui qu'il s'était proposé d'exécuter devant le camp de Drissá, de se porter des bords de la Dwina à ceux du Dniéper, de Witehsk à Rassasna, de passer le Dniéper, de le remonter rapidement jusqu'à Smolensk, de surprendre cette ville qui n'était pas défendue, d'en déboucher brusquement avec toute la masse de ses forces sur la gauche des Russes, qui se trouveraient ainsi débordés et tournés; de pousser, si la fortune le secondait, son mouvement à fond, et peut-être de renouveler contre Bagration et Barclay réunis ce qu'il avait voulu faire contre Barclay seul, et ce qu'il avait exécuté jadis avec tant de succès contre Mêlas et Mack. Avec un de ces moments de faveur que la fortune lui avait tant de fois prodigués, il pouvait, il devait réussir, et alors quels résultats! Probablement la paix arrachée à la Russie définitivement soumise, et le sceptre du monde remis en ses mains!

Ce mouvement toutefois, quoique bien convert par la nature de ce pays boisé et marécageux, présentait un inconvénient, celui d'être très-allongé, car la droite de l'armée, qui le maréchal Davout était à Rassasna, devait avoir fait 30 lieues avant d'arriver à Smolensk, et la gauche, qui était avec le prince Eugène à Sourage, devait en faire à peu près autant pour remplacer le maréchal Davout à Rassasna, et ce n'était qu'après ce trajet qu'on pourrait commencer à se trouver sur la gauche de l'ennemi. Mais il était presque impossible de s'y prendre autrement, et d'ailleurs le rideau de bois et de marais qui nous séparait des Russes était si épais, Napoléon était si habile dans les marches, qu'on avait bien des chances de réussir. On aurait pu, il est vrai, abréger beaucoup ce trajet, en se dispensant de passer le Dniéper, en cheminant entre ce fleuve et la gauche des Russes, en s'épargnant ainsi la prise de Smolensk, et en tournant de plus près l'ennemi qu'on voulait envelopper. Mais on aurait de la sorte échangé une difficulté contre une autre; on aurait échangé la difficulté de surprendre les Russes contre la difficulté de refouler brusquement leur gauche, formée en ce moment par le vaillant Bagration; de la refouler si vite, si victorieusement, qu'on empêchât le reste de l'armée de nous échapper. Napoléon avant de prendre son parti consulta le maréchal Davout, comme le plus capable de donner sur cette grave question un avis utile, et comme le mieux placé d'ailleurs pour apprécier la situation des deux armées. Après l'avoir entendu, il se décida pour le mouvement le plus allongé, celui qui consistait à passer le Dniéper, à le remonter par

la rive gauche, à enlever Smolensk, et à déboucher à l'improviste sur la gauche des Russes, surprise et débordée¹.

Cette belle et vaste manœuvre étant résolue, Napoléon ordonna de tout préparer pour le départ des divers corps d'armée du 10 au 11 août. Le maréchal Davout devait rallier, par Babinowicz et Rassasna, ses trois divisions, Morand, Friant, Gudin, les réunir aux divisions Dessaix, Compans, aux Polonais, aux Westphaliens, et se tenir prêt avec la cavalerie du général Grouchy à venir couvrir les débouchés de Rassasna et de Liady, près desquels il était décidé que l'armée passerait le Dniéper. En déduisant de l'armée polonaise la division Dombrowski, laissée à Mińsk ; l'ensemble de ces corps pouvait former une masse de 80 mille hommes environ, placés sous la main du maréchal Davout. La cavalerie Montbrun et Nansouty sous Murat, le corps du maréchal Ney, devaient s'éconler par Liosna et Linobawiczi sur Liady et Rassasna, et y franchir le Dniéper tout près du maréchal Davout, auquel ils apporteraient ainsi un renfort de 36 mille hommes. Enfin le prince Eugène partant de Sourage, la garde de Witebsk, pour passer par Babinowicz et Rassasna, devaient ajouter, la garde 25 mille hommes, le prince Eugène 30 mille, c'est-à-dire 55 mille hommes à la masse totale de l'armée française, du moins à la partie qui était prête à se porter en avant. Le général Latour-Maubourg pouvant y ajouter 5 à 6 mille cavaliers, s'il était appelé à rejoindre, il fallait évaluer à 175 mille combattants présents au drapeau, les forces avec lesquelles Napoléon se préparait à frapper le coup décisif. Si on compte en outre 18 ou 20 mille Saxons et Polonais à droite vers le Dniéper (non compris les Autrichiens), 60 mille Français et alliés à gauche sur la Dwina, ce qui fait 80 mille, on retrouve les 250 ou 255 mille hommes restant des 420 mille qui avaient passé le Niémen. Napoléon laissait à Witebsk pour y garder ce point très-important sur la Dwina, et de plus ses magasins et ses hôpitaux, environ 6 à 7 mille soldats, se composant d'un régiment de flanqueurs de la garde, d'un régiment de tirailleurs ; de trois bataillons de marche, et des hommes isolés qu'on espérait ramasser. Ces corps devaient bientôt rejoindre, mais être remplacés par d'autres, de manière à former comme à Wilna une garnison mobile ; et toujours suffisamment nombreuse. La cavalerie légère fut chargée de battre le pays sur les deux rives de la Dwina pour ramener les maraudeurs à Witebsk,

¹ Quelques historiens ont prétendu que ce furent les mouvements ultérieurs des Russes, mouvements dont on va lire le récit, qui déterminèrent la marche de Napoléon. La correspondance du maréchal Davout et de Napoléon, inconnue de ces historiens, prouve que Napoléon avait consulté le maréchal dès le 6 août, ce qui montre que même avant le 6 il y pensait. Le premier mouvement des Russes ne se fit sentir que le 8, ne fut connu que le 9 au quartier général, et ne fut point par conséquent la cause des opérations exécutées par Napoléon autour de Smolensk.

en leur disant que leurs régiments allaient partir, et que s'ils restaient ils seraient pris par les Cosaques.

Tandis que tout se disposait pour cette grande opération, les Russes de leur côté en préparaient une moins bien concertée, et qui n'avait pas les mêmes chances de réussir. Le prince Bagration s'était réuni par Smolensk à l'armée principale. Après les pertes essuyées devant Mohilew et dans les marches, il n'amenait pas plus de 45 mille hommes à Barclay de Tolly, et portait ainsi à 135 mille hommes environ, peut-être à 140, l'armée totale opposée à Napoléon. Ce qui subsistait du plan général adopté par l'empereur Alexandre, et modifié depuis par les événements, c'était la résolution, tout en continuant à se retirer devant l'armée française, de profiter chemin faisant des fautes qu'elle pourrait commettre. Or on croyait en avoir aperçu une fort grave dans la dispersion apparente de ses cantonnements. En les voyant commencer à Sourage, se continuer par Witebsk, Lioussa, Babinowicz, jusqu'à Doubrowna, on les supposait dispersés sur plus de trente lieues. On ne savait pas qu'aussitôt qu'on aurait percé le rideau des bois et des marécages, on rencontrerait Murat avec 14 mille cavaliers, appuyé immédiatement par les 22 mille fantassins du maréchal Ney, ce qui faisait tout de suite 36 mille combattants d'une qualité admirable, capables de tenir tête au triple de forces, devant être rejoints en quelques heures par les 30 mille hommes des divisions Morand, Friant, Gudin! on ne savait pas qu'on recevrait en flanc les 25 mille hommes du prince Eugène et les 30 mille de la garde; que de telles troupes, de tels généraux, disposés d'ailleurs avec tant d'art les uns à côté des autres, n'étaient pas faciles à surprendre, à troubler; et à mettre en déroute par une attaque imprévue sur l'un de leurs cantonnements! Quoi qu'il en soit, les généraux russes, qui formaient plutôt une oligarchie militaire qu'un état-major subordonné à un seul chef, car, ainsi qu'on l'a vu, le général Barclay de Tolly ne commandait au prince Bagration qu'en qualité de ministre de la guerre, les généraux russes, tout en trouvant fort sage l'idée de se retirer jusqu'à ce qu'on eût suffisamment affaibli l'armée française, ne cédaient à cette idée qu'à contre-cœur, et en éprouvant à tout moment le désir d'essayer d'une bataille, s'il se présentait une occasion favorable de la livrer. Surtout depuis que les deux armées étaient réunies, et que du nombre de 90 mille hommes on était revenu à celui de 140 mille environ, il y avait des raisons de plus à faire valoir en faveur du projet de risquer une bataille. Le prince Bagration, avec son ardeur accoutumée, était à la tête de ceux qui voulaient combattre. Dans la masse de l'armée, où l'on n'était pas assez éclairé pour apprécier le mérite d'une retraite calculée, on qualifiait de lâches tous ceux qui parlaient de reculer encore. Les soldats allaient jusqu'à insulter le brave Barclay de Tolly, ce que celui-ci supportait avec une indifférence apparente, mais

avec un chagrin inférieur d'autant plus profond qu'il était plus caché. Dans certains moments même, le mouvement des esprits étant poussé jusqu'à l'insubordination, il avait été obligé de faire fusiller quelques mutins trop audacieux dans leurs démonstrations. Pourtant il assembla le 5 août un conseil de guerre auquel assistèrent, outre les deux généraux en chef Barclay de Tolly et Bagration, le grand-duc Constantin, le général Yermolof et le colonel Toll, l'un chef d'état-major, l'autre quartier-maître général de la première armée, le comte de Saint-Priest, chef d'état-major de la seconde, et le colonel Wolzogen, représentant le plus distingué du système de retraite. Le colonel Toll fit valoir, avec la vivacité et les formes tranchantes qui lui étaient propres, l'idée de l'offensive, et eut le succès qu'on a toujours quand on parle dans le sens de la passion dominante. Le général Barclay de Tolly et le colonel Wolzogen firent valoir en vain les avantages d'une retraite, qui avait pour but d'attirer les Français dans les profondeurs de la Russie, et de les assaillir seulement quand ils seraient assez affaiblis pour qu'on pût infailliblement triompher de leur valeur. On ne les comprit pas, ou l'on feignit de ne pas les comprendre, et on fit à leurs raisonnements l'accueil le plus froid. Barclay de Tolly n'avait d'étranger que le nom, le colonel Wolzogen avait à la fois le nom et l'origine. On leur laissa voir assez clairement la défiance qu'ils inspiraient, et l'offensive fut immédiatement résolue, bien que contraire à toute raison. Il n'était pas probable, en effet, que l'empereur Napoléon fût devenu tout à coup un général assez novice pour camper pendant quinze jours si près de l'ennemi sans avoir pris ses précautions. On lui supposait plus de 200 mille hommes sous la main, ce qui était exagéré; mais il suffisait qu'il en eût 100 mille seulement, à portée les uns des autres, pour qu'avec les 140 mille hommes dont on disposait, et dont on pouvait tout au plus faire concourir 80 mille sur un même point, on fût arrêté court, et, vingt-quatre heures après une attaque imprudente, enveloppé, entraîné Dieu sait à quelles conséquences. Mais il est rare que les hommes conservent leur raison en présence d'une idée dominante. Avant cette guerre, la penchant à l'imitation avait dirigé tous les esprits vers une retraite semblable à celle de lord Wellington en Portugal; depuis le commencement des hostilités, la passion nationale avait tourné les mêmes esprits à la furcure de combattre. Barclay de Tolly céda, et il fut convenu qu'on attaquerait le 7 août, en trois colonnes; que deux de ces colonnes, composées des troupes de la première armée, s'avanceraient par la haute Kasplia sur Inkowo, contre les cantonnements de Murat, point milieu de la ligne des Français qu'on estimait le plus faible, et que la troisième colonne, composée de la seconde armée sous le prince Bagration, s'avancerait de Smolensk sur Nadwa, pour seconder l'effort des deux autres. (Voir la carte n° 55.)

Le 7 en effet on se mit en marche conformément au plan adopté. Le 8 une forte avant-garde de troupes à cheval, formée par les Cosaques de Platow et par la cavalerie du comte Pahlen, s'approcha d'Iukowo, où le général Sébastiani était cantonné avec la cavalerie légère de Montbrun, et un bataillon du 24^e léger appartenant au maréchal Ney. Le général Barclay de Tolly avait voulu être de sa personne à cette avant-garde, afin de juger par ses propres yeux de ce qui allait se passer. Le général Sébastiani, doné de sagacité politique plus que de sagacité militaire, s'était laissé approcher sans presque s'en douter, et s'était borné à mander à son chef, le général Montbrun, que ses postes étant fort resserrés depuis la veille, il craignait d'avoir bientôt de la peine à vivre. Sur ce simple indice le général Montbrun était accouru, et le 8 au matin, quoique malade, il était monté à cheval, et avait vu 12 mille chevaux fondre sur les 3 mille du général Sébastiani. Le bataillon du 24^e, conduit par un vigoureux officier, arrêta longtemps par son feu cette nuée de cavaliers, et les généraux Montbrun et Sébastiani furent obligés de les charger plus de quarante fois dans la journée. Enfin après avoir perdu 4 à 500 hommes, notamment une compagnie entière du 24^e, ces deux généraux regagnèrent les cantonnements du maréchal Ney, et ils trouvèrent dans le corps de ce maréchal un appui invincible. Les Russes firent halte. Cette tentative leur prouva que si quelques postes français n'étaient pas en ce moment sur leurs gardes, la masse était impossible à enflammer. Ils aperçurent même du côté de Porczié, vis-à-vis des cantonnements du prince Eugène, une extrême vigilance, et des masses de troupes considérables, ce qui était naturel, car il y avait là beaucoup d'infanterie. Cette remarque fit croire à Barclay de Tolly que les Français avaient changé de position, qu'ils s'étaient reportés sur leur gauche, pour tourner la droite des Russes vers les sources de la Dwina, et les couper de la route de Saint-Petersbourg. Frappé de cette crainte, Barclay de Tolly, qui marchait à contre-cœur, envoya d'une aile à l'autre un contre-ordre général, et prescrivit un mouvement rétrograde à ses deux principales colonnes, celles qui lui obéissaient directement, afin d'opérer tout de suite une forte reconnaissance sur sa droite. Bien lui en prit, car s'il se fût obstiné dans cette marche offensive, il aurait reçu en flanc le choc des 120 mille hommes venant de la Dwina, aurait été poussé sur les 55 mille qui gardaient le Dniéper, et probablement se serait vu étouffé entre les uns et les autres. Quant à Bagration, il resta sur la route en avant de Smolensk, vers Nadua.

Ces mouvements assez obscurs de l'ennemi furent mandés le 9 août au quartier général. Il était assez difficile d'en pénétrer l'intention, mais Napoléon avait une telle impatience d'être aux prises avec les Russes, qu'il se réjouissait de les rencontrer, n'importe où, n'importe comment. Ayant à sa droite et un peu en avant Murat et Ney, vers Liosna, en arrière les

divisions Morand, Friant et Gudin, pouvant lui-même accourir avec le prince Eugène et la garde, il était certain d'accabler les Russes, et en les poussant au Dniéper de les livrer vaincus à Davout, qui les aurait ramassés par milliers. Il prescrivit à tout le monde d'être sur ses gardes, et voulut attendre le développement des desseins de l'ennemi avant d'entreprendre sa grande manœuvre. Mais le 9 et le 10 août s'étant passés sans que les Russes qui rétrogradaient lui eussent donné signe de vie, il supposa que les mouvements qui avaient attiré son attention n'avaient été que des changements de cantonnements, et il mit l'armée en marche. Le temps ayant été affreux le 10, on ne marcha que les 11 et 12^e. Les corps de Murat, de Ney et d'Eugène, les trois divisions Morand, Friant, Gudin, enfin la garde, s'ébranlèrent, chacun de leur côté, dès le 11 au matin, précédés par le général Eblé avec l'équipage de pont. Murat et Ney défilèrent derrière les huis et les marécages qui s'étendaient de Liouba-wicz, et vinrent aboutir au burl du Dniéper en face de Liady. Là on travailla à jeter deux ponts qui devaient être praticables le 13. Le prince Eugène suivit Murat et Ney à la distance d'une journée par Sourage, Janowicz, Liouba, Lioubawicz. Les divisions Morand, Friant, Gudin, se rendirent par Babinowicz à Rassasna, où elles franchirent le Dniéper

¹ Voici la vraie distribution des forces au moment du mouvement sur Smolensk :

Sous Napoléon.

Le prince Eugène à Sourage.	30 mille.	
Murat à Inkow.	14	
Ney à Liouba.	22	
Les trois divisions Morand, Friant, Gudin, entre Janowicz et Babinowicz.	30	
La garde à Witebsk.	25	
	121 mille.	121 mille.

Sous le maréchal Davout sur le Dniéper.

Dessaix et Compans.	18	
Cavalerie légère.	2	
Claparède.	3	
Grouchy.	4	
Poniatowski.	15	
Westphaliens.	10	
	52	52 mille.
Latour-Maubourg.	5 ou 6	
	57	57 mille.
Sous Napoléon.		121 mille.
Sous Davout.		57
Total de l'armée agissante.	177 ou 178 mille.	

Si on tient compte des cuirassiers Valence qui se trouvaient avec le maréchal Davout, il faut ajouter 2 mille à celui-ci, et les ôter à la masse qui était sous la main de Napoléon, ce qui donne le même résultat.

sur quatre ponts jetés à l'avance. La garde les avait suivies. Toute l'armée le 13 au soir, et dans la nuit du 13 au 14, passa le Dniéper, et le lendemain 14 au matin 175 mille hommes se trouvèrent rassemblés au delà de ce fleuve, le cœur plein d'espérance, ayant Napoléon à leur tête, et croyant marcher à des triomphes prochains et décisifs. Jamais on n'avait vu tant d'hommes, de chevaux, de canons, véritablement réunis sur un même point, car lorsque les historiens parlent de cent mille hommes, ce qui du reste est rare, il faut bien se garder d'entendre cent mille hommes réellement présents au drapeau, mais cent mille supposés présents, ce qui signifie quelquefois la moitié. Ici les 175 mille hommes mentionnés, résidu de 420 mille, y étaient tous. L'affluence d'hommes, d'animaux, de voitures de guerre était extraordinaire. C'était au premier aspect une sorte de confusion, qui bientôt laissait apercevoir l'ordre qu'une volonté supérieure savait y faire régner. Le soleil avait ressuyé les chemins, et on marchait à travers d'immenses plaines, couvertes de belles moissons, sur une large route bordée de quatre rangs de houleaux, sous un ciel étincelant de lumière, mais moins chaud que les jours précédents. On remontait la rive gauche du Dniéper qu'on venait de passer, et dont les eaux peu abondantes dans cette partie de son cours, coulant lentement dans un lit sinueux et profondément encaissé, répondaient médiocrement à l'idée que l'armée s'en était faite d'après le nom antique de Borysthène : c'est qu'on était à la source de ce fleuve, et que les fleuves comme les hommes sont humbles au début de leur carrière. Ce vaste mouvement d'armée, l'un des plus beaux qu'on ait jamais exécutés, s'était opéré dans les journées des 11, 12, 13 août, sans que les Russes en eussent rien aperçu. Ils étaient encore occupés à tâtonner, à nous chercher sur leur droite, tandis que nous venions de tourner leur gauche, et n'osaient déjà plus s'avancer, malgré leur plan d'attaque contre nos cantonnements soi-disant dispersés.

Le 14 au matin, Murat avec la cavalerie des généraux Nansouty et Monthron, précédée par celle du général Grouchy, marchait sur Krasnoï. Ney le suivait avec son infanterie légère. Tout jusqu'ici se passait comme on le désirait. Napoléon avait ordonné de se porter en avant, et de remonter le Dniéper dans la direction de Smolensk.

Un peu avant Krasnoï, on découvrit l'ennemi pour la première fois. Les troupes qu'on aperçut étaient celles de la division Névrouffskoi, forte de 5 à 6 mille hommes d'infanterie, de 1500 de cavalerie, et placée par le prince Bagration en observation à Krasnoï, pour couvrir Smolensk contre les tentatives possibles du maréchal Davout. Jetée seule sur la gauche du Dniéper, tandis que Bagration et toute l'armée russe étaient sur la droite, elle courait un grave danger. La cavalerie légère de Bordesoulle marchant avec celle de Grouchy, se précipita sur l'ennemi, et

le refuila dans Krasnoé. Ney avec quelques compagnies du 24^e léger entra dans Krasnoé, en chassa les Russes à la baïonnette, et bientôt se fit voir au delà. Mais au delà existait un ravin, et sur ce ravin un pont rompu. Il fallait rétablir le pont, et en attendant l'artillerie se trouvait arrêtée. La cavalerie tournant à gauche descendit le long du ravin, trouva un passage fangeux qu'elle parvint à franchir, et courut à la poursuite des Russes. Le général Névrouffski avait formé son infanterie en un carré compacte, avec lequel il suivait la large route bordée de bouleaux qui menait à Smolensk, et tirait parti le mieux qu'il pouvait de l'obstacle que ces arbres présentaient aux attaques de notre cavalerie. Profitant de ce que nous n'avions pas d'artillerie, il faisait à chaque halte feu de toute la sienne, et couvrait nos cavaliers de mitraille. Mais chaque fois que le terrain arrêta ce gros carré russe, et le forçait à se désunir pour défilér, nos escadrons profitaient à leur tour de l'occasion, le chargeaient, y pénétraient, lui prenaient des hommes et du canon, sans réussir toutefois à le disperser, car il se reformait aussitôt l'obstacle franchi. Ces fantassins pelotonnés ainsi les uns contre les autres, défendant leurs drapeaux et leur artillerie, et sans cesse assaillis par une nuée de cavaliers, se retirèrent jusqu'au bourg de Korytnia, après nous avoir mis hors de combat 4 ou 500 cavaliers morts ou blessés, mais laissant en nos mains 8 bouches à feu, 7 à 800 morts, et un millier de prisonniers. Si nous avions eu notre artillerie et notre infanterie, ils eussent certainement succombé jusqu'au dernier.

Notre avant-garde s'arrêta en avant de Korytnia; le gros de l'armée n'ayant pas dépassé Krasnoé.

Le lendemain on ne fit qu'une étape fort courte, afin de se remettre ensemble. Le maréchal Davout avait rendu à la garde la division polonaise Claparède, à Nansouty les cuirassiers Valence, et avait repris ses trois divisions d'infanterie Morand, Friant, Gudin, fort heureuses de se retrouver sous leur ancien chef. Les Polonais que commandait Poniatowski, les Westphaliens que Napoléon avait confiés au général Junot, étaient rentrés sous les ordres directs du quartier général, et se tenaient à la hauteur de l'armée, vers son extrême droite. La cavalerie de Grouchy, en attendant que le prince Eugène qui avait le plus de chemin à faire, eût rejoint, marchait avec l'avant-garde de Murat et de Ney.

Le 15 on voulut sur ces bords lointains du Dniéper célébrer la fête de Napoléon, au moins par quelques salves d'artillerie. Tous les maréchaux vinrent, entourés de leurs états-majors, lui présenter leurs hommages. Le canon retentit au même instant, et comme l'Empereur se plaignait de ce qu'on usait des munitions précieuses à la distance où l'on se trouvait, les maréchaux lui répondirent que c'était avec la poudre prise aux Russes à Krasnoé qu'ils faisaient tirer le canon des réjouissances. Il sourit à cette

réponse; et accueillit volontiers les vivat de l'armée comme un signe de son ardeur guerrière. Hélas! ni lui ni ses soldats ne se doutaient des désastres affreux qui, dans ces mêmes lieux, les attendaient trois mois plus tard!

Le lendemain 16 août, l'avant-garde eut ordre de marcher sur Smolensk, où l'on espérait entrer par surprise, car n'ayant rencontré que la division Nèvéroffskoi, dont un tiers était pris ou détruit, on supposait que cette ville devait être peu gardée, et par conséquent destinée à nous appartenir en quelques heures. Dans ce pays rapproché des pôles, et dans cette saison, il faisait grand jour avant trois heures du matin. La cavalerie de Grouchy se porta en avant avec l'infanterie de Ney. Arrivée sur les coteaux qui dominent Smolensk, d'où l'on plonge sur la ville bâtie au bord du Dniéper, elle put juger que l'espérance de la surprendre était peu fondée. On découvrit en effet au delà du Dniéper une troupe nombreuse qui entraît dans les murs de Smolensk. C'était le 7^e corps, celui de Raëffskoi, que Bagration, commençant à s'apercevoir de notre mouvement, y avait dirigé en toute hâte. Lui-même, s'avançant à marches forcées par la rive droite du Dniéper, dont nous remonions la rive gauche, courait au secours de l'antique cité de Smolensk, place frontière de la Moscovie, qui était chère aux Russes, et que pendant plusieurs siècles ils avaient violemment disputée aux Polonais.

A peine Ney s'était-il approché d'un ravin qui le séparait de la ville, qu'il fut assailli par plusieurs centaines de Cosaques embusqués, reçut une balle dans le collet de son habit, et ne fut dégagé qu'avec beaucoup de difficulté par la cavalerie légère du 3^e corps. Ayant aperçu à sa gauche qu'une partie de l'enceinte de Smolensk était fermée par une citadelle pentagonale en terre (voir la carte n^o 37), il essaya de l'enlever avec le 46^e de ligne. Mais ce régiment, accueilli par une grêle de balles, perdit 3 ou 400 hommes, et fut obligé de se retirer. Ney, ignorant à quel point la ville était abordable de ce côté, et ne voulant pas d'ailleurs risquer une échauffourée avant d'être rejoint par Napoléon, s'arrêta pour l'attendre. Peu à peu le reste du 3^e corps arriva, et se rangea en ligne sur les hauteurs d'où l'on découvrait Smolensk au-dessous de soi. Ney s'établit à gauche et près du Dniéper avec son infanterie, pendant que la cavalerie de Grouchy débouchait sur la droite, et se portait à la rencontre d'un gros corps de cavalerie russe. Ce corps ayant fait mine de nous charger, le 7^e de dragons se précipita sur lui au galop, l'ahorda vigoureusement, et le refoula sur la ville. Murat, toujours au milieu de ses cavaliers, battit lui-même des mains en voyant cette charge du 7^e de dragons. L'artillerie attelée de Grouchy étant accourue sous un officier aussi hardi qu'habile, le colonel Griois, couvrit d'obus les escadrons russes, et les obligea de rentrer dans les faubourgs de Smolensk.

On employa ainsi le temps jusqu'à l'arrivée de l'Empereur et de l'armée. Napoléon survint vers le milieu du jour, et Ney se hâta de lui montrer le pont sur de la place qu'il avait déjà reconnu.

Smolensk, comme nous venons de le dire, est sur le Dniéper, au pied de deux rangées de coteaux qui resserrent le cours du fleuve (voir la carte n° 37). La vieille ville, de beaucoup la plus importante, est sur la rive gauche, par laquelle nous arrivions; la ville nouvelle, dite faubourg de Saint-Petersbourg, est située sur la rive droite, par laquelle arrivaient les Russes. Un pont les réunit. La vieille ville est entourée d'un ancien mur en briques, épais de quinze pieds à sa base, haut de vingt-cinq, et de distance en distance flanqué de grosses tours. Un fossé avec chemin couvert et glacis, le tout mal tracé, précédait et protégeait alors ce mur, très-antérieur à la science de la fortification moderne. En avant et autour de la ville on apercevait de grands faubourgs, l'un dit de Krasnoé, sur la route de Krasnoé, touchant au Dniéper; l'autre au centre, dit de Micislaw, du nom de la route qui vient y aboutir; un troisième plus au centre, dit de Roslawl, par le même motif; un quatrième à droite, dit de Nikolskôé; un cinquième et dernier, dit de Raczenska, formant l'extrémité du demi-cercle et allant s'appuyer au Dniéper. Des hauteurs sur lesquelles l'armée était venue successivement se ranger, on découvrait la vieille ville, son enceinte flanquée de tours, ses rues tortueuses et inclinées vers le fleuve, une belle et antique cathédrale byzantine, le pont qui joignait les deux rives du Dniéper, au delà enfin la nouvelle ville s'élevant sur les coteaux vis-à-vis. On voyait arriver par la rive droite du Dniéper des troupes nombreuses, dont la marche rapide annonçait que les soldats russes accouraient en masse pour défendre une cité qui leur était presque aussi chère que Moscou. Napoléon, s'il n'avait plus l'espoir de surprendre Smolensk, et de déborder facilement Barclay de Tolly, s'en dédommageait par l'espérance de voir l'armée russe déboucher tout entière pour livrer bataille. Une grande victoire gagnée sous les murs de cette ville, suivie des conséquences qu'il savait tirer de toutes ses victoires, lui suffisait. Il avait appris par une profonde expérience qu'à la guerre ce n'est pas toujours le succès cherché qui se réalise, mais que s'il y en a un, et qu'il soit grand, peu importe que ce ne soit pas celui qu'on a prévu et désiré.

En effet, le prince Bagration remontait en toute hâte la rive droite du Dniéper, par un mouvement parallèle au nôtre, et Barclay, venant de son côté par la route transversale qui mène de la Dwina au Dniéper, commençait à paraître sur les hauteurs opposées à celles que nous occupions. L'un et l'autre avertis des desseins de Napoléon, et revenus de leur projet d'offensive, se portaient avec empressement à la défense de l'antique cité russe, et, bien que ce fût une grande imprudence que de combattre dans cette position, livrer Smolensk sans la disputer était une honte qu'ils ne

pouvaient supporter, quel que dût être le résultat. On ne discuta point, on céda à un mouvement involontaire, et on se distribua sur-le-champ les rôles sans aucune contestation¹. Il y en avait deux à remplir, tous deux fort importants. Le premier, le plus indiqué, était celui de défendre Smolensk. Mais si, tandis qu'on se battait pour Smolensk, Napoléon ne faisant qu'une attaque simulée, passait le Dniéper au-dessus, ce qui était possible, le fleuve dans cette saison et en cet endroit étant guéable, on pouvait être tourné, coupé à la fois de Moscou et de Saint-Petersbourg, et exposé à un vrai désastre, celui même dont on était menacé sans qu'on s'en doutât, depuis le début de la campagne. Il fut donc convenu que le prince Bagration avec la seconde armée irait prendre position au-dessus de Smolensk, sur le bord du Dniéper, pour en surveiller les gués, tandis que Barclay de Tolly disputerait la ville elle-même aux Français. Cette distribution des rôles était la plus naturelle, car il était plus facile au prince Bagration, arrivé le premier, et ayant de l'avance sur le reste de l'armée russe, de se porter au-dessus de Smolensk. Il partit immédiatement, et alla se poster avec 40 mille hommes derrière la petite rivière de la Kolodnia, affluent du Dniéper. Le général Raïtskol, qui avec le 4^e corps avait gardé Smolensk pendant la journée du 15 et la matinée du 16, dut l'évacuer et y être remplacé par les troupes de Barclay de Tolly. Celui-ci confia la défense de Smolensk au 6^e corps, commandé par l'un des officiers les plus solides de l'armée russe, le général Doctoroff. Il lui

¹ On a prêté au général Barclay de Tolly toute espèce de motifs pour expliquer la défense de Smolensk. Le prince Eugène de Wurtemberg, militaire aussi brave que spirituel, partisan avec raison de Barclay de Tolly trop déprécié dans l'armée russe, prétend que Barclay de Tolly ne défendit Smolensk que pour tromper Napoléon, et afin de ne pas trop lui révéler le projet de retraite indéfinie, dont il se serait infailliblement aperçu si on avait cédé sans combat un point tel que Smolensk. C'est là une de ces hypothèses ingénieuses au moyen desquelles on prête souvent aux hommes plus de calcul qu'ils n'en ont mis dans leur conduite. Un pareil calcul ne valait pas le sacrifice de 12 à 15 mille hommes, la perte d'un temps précieux, et des mouvements autour de Smolensk qui exposaient l'armée russe à perdre sa ligne de retraite. Les chefs d'armée comme les chefs d'État éprouvent quelquefois des sentiments dont ils ne sont pas maîtres, ou s'ils ne les éprouvent pas, sont obligés d'y céder, et ces sentiments amènent dans leur conduite des contradictions sur lesquelles, faute de les bien comprendre, on fait plus tard des commentaires à perte de vue. C'est un semblable sentiment auquel céda ici Barclay de Tolly, car livrer Smolensk sans combat eût été une honte à laquelle personne, dans l'état de l'armée russe, n'aurait voulu s'exposer. On combattit en cette occasion sans se rendre compte du résultat qu'on allait obtenir, et, après tout, se bien battre, se battre vigoureusement, ne fait jamais de tort, et éprouve toujours une partie des forces physiques et morales de l'ennemi.

De son côté M. de Chambray a prétendu que c'est pour sauver quelques magasins que l'on disputa Smolensk. On ne fait pas tuer 12 mille hommes, et on ne court pas la chance de deux jours perdus dans une retraite, pour sauver des magasins. C'est, nous le répétons, le sentiment éprouvé à la vue de la ville de Smolensk près de tomber dans les mains des Français, qui dans cette circonstance détermina Barclay de Tolly. Ce sont là des effets moraux dont il faut tenir compte à la guerre, et qui, plus que le calcul, déterminent en maintes occasions la conduite des hommes de guerre, aussi bien que celle des hommes politiques.

adjoignit la division Konownitsyn, les débris de la division Névéroffskoi, celle qui avait combattu à Krasnoé, et rangea le reste de son armée de l'autre côté du Dniéper, dans la nouvelle ville, et sur les coteaux au-dessus. Les Français au nombre de 140 mille hommes¹ occupant en amphithéâtre les hauteurs de la rive gauche du Dniéper, les Russes occupant au nombre de 130 mille celles de la rive droite, présentaient les uns pour les autres le spectacle le plus saisissant et le plus extraordinaire!

Tout ce que Napoléon, avec son regard si exercé, parvint à discerner dans ce qui se passait devant lui, c'est que l'armée russe accourait tout entière pour défendre une ville qui lui tenait fort à cœur.

Les Russes s'arrêtant enfin, Napoléon ne pouvait ni reculer, ni tâtonner devant eux, et leur laisser l'avantage de lui avoir disputé un point tel que Smolensk. Il aurait pu sans doute remonter le Dniéper, peut-être le traverser à gué au-dessus de Smolensk, et exécuter un peu plus haut sa grande manœuvre. Mais d'une part il n'avait pas eu le temps de reconnaître le fleuve, et de s'assurer si le passage en était facile; de l'autre il devait hésiter à tenter en présence de l'ennemi une telle opération, surtout en laissant aux Russes le pont de Smolensk, par lequel ils étaient maîtres de déboucher à tout instant, et de lui couper à lui-même sa ligne de communication. Enlever Smolensk sous leurs yeux par un acte de vigueur, était donc la seule opération conforme à sa situation, conforme à son caractère, et capable de lui conserver l'ascendant des armes, dont il avait plus que jamais besoin.

Napoléon rangea immédiatement ses troupes en ligne. A gauche contre le Dniéper, vis-à-vis du faubourg de Krasnoé, il plaça les trois divisions de Ney; au centre, vis-à-vis des faubourgs de Micislaw et de Roslawl, les cinq divisions de Davout; à droite, devant les faubourgs de Nikolskoïé et de Raczenska, les Polonais de Poniatowski, impatients d'attaquer la ville tant disputée aux Russes par leurs aïeux; à l'extrême droite enfin, sur un plateau le long du Dniéper, la masse de la cavalerie française. En arrière et au centre de ce vaste demi-cercle, il établit la garde impériale, et sur les hauteurs, dans les emplacements les mieux choisis, sa formidable artillerie, qui allait couvrir de feux plongeants la malheureuse cité russe!

Le corps du prince Eugène était encore à trois ou quatre lieues en arrière, à Korytnia, le long du Dniéper. Junot, chargé de venir avec les Westphaliens appuyer les Polonais, s'était trompé de route. Mais les 40 mille hommes auxquels s'élevaient ces deux détachements de l'armée n'étaient pas nécessaires pour accabler l'ennemi. Toute la seconde moitié de la journée du 16 fut ainsi employée par les Français et les Russes à s'asseoir dans leurs positions, sans engagement sérieux de part ni d'au-

¹ Le prince Eugène et le général Junot étaient à quelques lieues en arrière, sans quoi les Français eussent été 175 mille présents sous les armes.

tre, sauf, du côté des Français, un feu d'artillerie continuel qui causait dans la ville de grands ravages, et y tuait beaucoup d'hommes à cause de l'entassement des troupes.

Le lendemain matin 17, Napoléon, montant à cheval de très-bonne heure, voulut observer ce que faisait l'ennemi, et, entouré de ses lieutenants, parcourut le demi-cercle des hauteurs sur lesquelles il avait campé. On voyait distinctement les 30 mille hommes de Doctoroff; de Kónownitsyn et de Névèroffskoi prendre leurs positions dans la ville et les faubourgs, tandis que le reste des deux armées russes demeurait immobile sur les hauteurs. Au nombre des suppositions que Napoléon avait regardées comme admissibles, mais comme peu vraisemblables, était celle que les Russes, maîtres de Smolensk, pouvaient à volonté passer et repasser le Dniéper à l'abri de fortes murailles, viendraient lui offrir la bataille pour sauver une ville à laquelle ils attachaient un grand prix. Il y avait en effet à côté de Smolensk, vers notre droite, un plateau bien situé, entouré d'un ravin, et sur lequel Napoléon se préparait à déployer sa cavalerie. Il n'eût pas été impossible que cet emplacement tentât les Russes, et même pour les y attirer Napoléon avait eu le soin de ne pas l'occuper encore, et de tenir sa cavalerie en arrière. Rien ne lui aurait plus convenu assurément qu'une pareille faute de la part des Russes. Mais venir livrer une bataille au delà du Dniéper, en l'ayant ainsi à dos s'ils étaient battus, eût été de leur part une bétise telle, qu'on ne devait guère l'espérer. D'ailleurs ils ne songeaient pas en ce moment à livrer bataille, mais à verser du sang pour Smolensk, et ce sacrifice à la passion nationale était tout ce qu'on pouvait attendre d'eux.

Napoléon cependant laissa s'écouler deux ou trois heures avant de prendre un parti, afin d'épuiser jusqu'à la dernière les chances d'une action générale. Autour de lui, il s'élevait plus d'une réflexion sur la difficulté d'enlever Smolensk d'assaut, contre trente mille Russes qui venaient de s'y enfermer. Il les écoutait sans y répondre. Comme aucune des idées qu'une situation militaire pouvait faire naître ne manquait de surgir dans son esprit, il entrevit la possibilité de franchir le Dniéper au-dessus de Smolensk, et de déboucher à l'improviste sur la gauche des Russes; ce qui l'aurait replacé dans la pleine exécution de sa grande manœuvre. Mais pour tenter sans imprudence une telle opération, il aurait fallu qu'elle pût s'opérer avec une extrême célérité, c'est-à-dire que le fleuve fût guéable, que ses soldats pussent le franchir en y entrant jusqu'à la poitrine, et que, passant le Dniéper comme jadis le Tagliamento devant l'archiduc Charles, ils vinssent déborder rapidement la gauche des Russes, et les prendre à revers. Il était en effet indispensable qu'une telle opération s'accomplît en quelques instants, car si on était réduit à jeter des ponts en présence de l'ennemi, les Russes viendraient infailliblement

se placer en masse sur le point de passage, et opposer des obstacles presque insurmontables à l'établissement des ponts, ou bien ils déboucheraient par Smolensk sur notre flanc et nos derrières, pour couper notre ligne de communication, ou bien enfin ils décamperaient et nous échapperaient de nouveau, en nous laissant, il est vrai, Smolensk, mais en nous dérobant encore l'occasion de combattre. Tout dépendait donc d'une question : le fleuve était-il guéable au-dessus de Smolensk, et très-près de notre position actuelle, car remonter beaucoup plus haut, et laisser le débouché de Smolensk ouvert sur nos derrières, était une imprudence inadmissible. Ruminant toutes ces considérations dans son esprit, Napoléon envoya un détachement de cavalerie au bord du fleuve, avec mission de chercher un gué. Le fleuve en cet endroit paraissait en effet peu profond. Soit que la reconnaissance fût mal exécutée, soit qu'elle ne fût pas poussée assez haut, nulle part on ne trouva de gué praticable. On restait ainsi avec un cours d'eau lent mais non guéable devant soi, et avec toute l'armée de Bagration rangée en bataille sur l'autre rive. Jeter des ponts en présence d'un ennemi ainsi préparé, était sinon impraticable, du moins très-téméraire, et il ne restait qu'une opération possible, celle de s'emparer de Smolensk par un coup de vigueur¹. Napoléon ne s'arrêta donc point devant quelques objections élevées autour de lui, et résolut d'emporter Smolensk d'assaut. Être venu si loin pour tâtonner en présence des Russes, pour ménager les hommes dans le combat, quand on les ménageait si peu dans la marche, pour hésiter à en perdre dix mille dans une journée qui pourrait être du plus grand effet moral, lorsqu'en trois ou quatre jours de route on en perdait le double sans faire autre chose que se décourager, n'était pas une conduite qui pût lui convenir, ni qui fût soutenable, cette guerre une fois admise. En conséquence il donna le signal de l'attaque. Il était dix ou onze heures du matin : les Russes immobiles ne songeaient pas à passer le Dniéper; il fallait donc aller les chercher dans Smolensk, au risque de verser bien du sang, mais avec la presque certitude d'ensevelir douze ou quinze mille d'entre eux sous les ruines de la vieille cité moscovite, et de produire dans l'âme de ces sol-

¹ Le colonel Boutourlin, dans son ouvrage déjà cité, et aussi impartial que peut l'être un ouvrage ennemi, écrit au moment où les passions étaient dans toute leur ferveur, a reproché à Napoléon d'avoir fort inutilement versé des torrents de sang devant Smolensk, au lieu de remonter le Dniéper pour le passer sur la gauche des Russes. Les détails dans lesquels nous sommes entrés prouvent qu'il faut bien connaître les faits, et y bien regarder, avant d'accuser Napoléon d'avoir sur le terrain manqué de penser à l'idée qui était praticable. Quand ses passions l'égarèrent, il n'était, hélas! que trop facile à critiquer. Lorsqu'il agissait sur le terrain, sans céder à aucune des passions qui le dominaient trop souvent, il est rare, et on pourrait difficilement en citer des exemples, qu'il manquât à ce qu'il y avait à faire, et qu'il y eût une combinaison exécutable qui lui échappât. Les détails que nous donnons ici, et qui sont puisés à des sources authentiques, en fournissent une nouvelle preuve.

ilats exaltés, sinon un complet abattement, du moins une forte impression de terreur.

Le signal donné, chacun aborda les Russes conformément à la place qu'il occupait. A droite la cavalerie, d'abord contenue, fut lancée sur le plateau qu'on avait laissé vacant, et qui s'étendait jusqu'au Dniéper. Les escadrons du général Bruyère refoulèrent une brigade de dragons russes, et protégèrent l'établissement d'une batterie de soixante bouches à feu, que Napoléon avait ordonné de disposer sur le bord même du fleuve, pour foudroyer Smolensk, pour prendre d'enfilade le pont qui servait de communication entre les deux parties de la ville, et battre aussi la rive opposée où les Russes étaient en bataille. L'artillerie ennemie voulut riposter, mais elle fut bientôt réduite à se taire.

Pendant cette opération préliminaire exécutée à notre extrême droite, le prince Poniatowski, se portant entre la droite et le centre avec son infanterie, attaqua franchement les faubourgs de Barzenska et de Nikolskoïé, défendus par la division Névéroffskoi, et parvint avec ses braves troupes jusqu'à la tête de ces faubourgs. Au centre, le maréchal Davout refoula les avant-postes russes dans les faubourgs de Roslawl et de Mirislav, et commença un feu d'artillerie violent contre les faubourgs et la ville, qui étaient défendus en cet endroit par les divisions Konownitsyn et Kaptsewitch. À gauche, Ney, s'avancant avec deux divisions, et en laissant une troisième en réserve, fit aborder par la division Marechal la citadelle, contre laquelle le 46^e avait échoué la veille. Des broussailles épaisses empêchaient de discerner la forme et la faiblesse de cette citadelle, construite en terre, non palissadée, et facile à enlever. Ney n'osa pas la brusquer par le souvenir de ce qui lui était arrivé, mais il pénétra dans le faubourg de Krasnoé, occupé par la division Likhacheff, qu'il refoula jusqu'aux fossés de la ville.

C'était le moment choisi pour l'attaque principale que le maréchal Davout devait exécuter contre les faubourgs de Mirislav et de Roslawl. Une grande route séparant ces deux faubourgs et descendant sur la ville, allait aboutir à la porte de Malakofskia. Le maréchal dirigea d'abord la division Morand sur cette route, pour s'en emparer, isoler en y pénétrant les deux faubourgs l'un de l'autre, et rendre plus facile l'attaque de front dont ils allaient être l'objet. Le 13^e léger, conduit par le général Dalton, et appuyé par le 30^e de ligne, joignit à la haionnette les troupes ennemies qui étaient en avant de la route, les refoula avec une vigueur irrésistible, leur enleva un cimetière où elles s'étaient établies, puis, s'engageant sur la route elle-même, sous une grêle de balles parties de tous les côtés, vainquit tous les obstacles, et aux yeux de l'armée, saisie d'admiration, rejeta les Russes jusque sur l'enceinte de la ville. C'était avec la brave division Konownitsyn que les 13^e et 30^e régiments avaient été aux prises.

et ils avaient jonché la terre de ses morts. Au même instant, et un peu sur la gauche, la division Gudm, conduite par son général et par le maréchal Davout en personne, attaquait aussi vigoureusement le grand faubourg de Mieslaw, que défendait la division Kaptschewitch, la repoussa d'abord à la baïonnette jusqu'à l'entrée du faubourg, puis y pénétra à sa suite, la chassa de rue en rue, et la mena ainsi jusqu'au bord du fossé, au moment où la division Morand y arrivait de son côté par la grande route. À droite, la division Friant avait enlevé avec moins de difficulté le faubourg de Roslawl, et était parvenue comme les deux autres divisions devant l'enceinte, d'où elles auraient pu être foudroyées toutes trois si des embrasures pour l'artillerie eussent été ménagées dans la vieille muraille. Toutefois elles reçurent des tours quelques boulets et quelques obus. Mais ce furent les Russes qui eurent le plus à souffrir, car, rejetés à la pointe des baïonnettes jusque dans les fossés de Smolensk, fusillés ensuite à bout portant, ils ne trouvaient pour rentrer en ville que quelques rares issues pratiquées dans l'enceinte.

Cependant les Russes, auxquels Barclay de Tolly avait envoyé comme renfort la division du prince Eugène de Wurtemberg, essayèrent de reprendre l'offensive, en exécutant de violentes sorties par les portes de Nikolskoïé et de Malakofskia. Le prince Poniatowski, arrivé devant la porte de Nikolskoïé, eut besoin de toute la bravoure de ses Polonais pour ramener les Russes dans l'intérieur de la ville. Il en fallut tout autant au maréchal Davout devant la porte Malakofskia. Il eut affaire à la division Konownitsyn et à la division du prince de Wurtemberg, qui l'une et l'autre revinrent à la charge avec fureur. On les refoula cependant, et on les contraignit de rentrer par la porte Malakofskia, de laquelle elles avaient tenté de déboucher. Le général Sorbier ayant sur ces entrefaites amené la réserve d'artillerie de la garde, composée de pièces de 12, on la disposa de manière à prendre soit à gauche, soit à droite, les fossés d'enfilade, ce qui obligea les Russes à se renfermer définitivement dans l'intérieur de Smolensk. Alors on dirigea contre l'enceinte tout ce qu'on avait d'artillerie. Mais les boulets, s'enfonçant dans le vieux mur en briques, n'y produisaient pas grand effet. On eut recours à un autre moyen, ce fut de tirer dans la ville par-dessus les murs, et on y employa plusieurs centaines de pièces de canon. Chaque projectile ou ravageait des maisons, ou tuait un grand nombre des défenseurs accumulés dans les rues et sur les places publiques.

Après six heures de ce terrible combat, l'obstacle de l'enceinte, que nous ne pouvions pas forcer, que les Russes n'osaient plus franchir, finit par séparer les combattants. Le maréchal Davout, au centre, prépara tout pour enlever la ville le lendemain matin, après l'avoir accablée toute la nuit de projectiles destructeurs. Napoléon lui fit dire qu'il fallait l'empor-

ter à tout prix, et lui laissa le choix des moyens. On ne pouvait effectivement, sans produire une impression morale des plus fâcheuses, surtout après avoir perdu autant de monde, accepter le rôle de gens qui avaient été repoussés.

Le maréchal Davout, d'accord avec le général Haxo, qui était allé sous un feu épouvantable reconnaître l'enceinte, résolut de donner l'assaut sur un point qui paraissait accessible, et qui était situé vers notre droite, entre l'emplacement du 1^{er} corps et celui du prince Poniatowski. Il y avait là une ancienne brèche, dite brèche Sigisynonde, qui n'avait jamais été réparée, et qui n'était fermée que par un épaulement en terre. Le général Haxo ayant déclaré la position abordable, le maréchal Davout destina au général Friant l'honneur de mener sa division à l'assaut le lendemain matin.

La nuit fut épouvantable. Les Russes, faisant enfin le sacrifice de cette cité chérie, qui venait de leur coûter tant de sang, se joignirent à nous pour la détruire, et y mirent volontairement le feu, que nous n'y avions mis qu'involontairement avec nos obus. Au milieu de l'obscurité, on vit jaillir tout à coup des torrents de flammes et de fumée. L'armée, debout sur les hauteurs, fut vivement frappée de ce spectacle extraordinaire, semblable à une éruption du Vésuve dans une belle nuit d'été¹. On pressentit à cet aspect toute la fureur qui allait signaler la présente guerre, et sans en être épouvanté on en fut ému cependant. Notre nombreuse artillerie vint ajouter de nouvelles flammes à cet incendie, afin de rendre le séjour de Smolensk inhabitable à l'ennemi.

En effet, le sang qui avait coulé en abondance parmi les Russes avait satisfait chez eux à l'honneur, au devoir, à la piété religieuse, à tous les sentiments qui les avaient portés à combattre en cette occasion. Barclay de Tolly, après avoir sacrifié le calcul au sentiment, ramené enfin au calcul, prescrivit à Doctoroff, à Névéroffskoi, au prince Eugène de Wurtemberg, d'évacuer Smolensk pendant la nuit, ce qu'ils firent en mettant partout le feu, afin de nous livrer le cadavre calciné plutôt que le corps de cette grande ville.

À la pointe du jour, quelques soldats du maréchal Davout s'étant approchés du retranchement en terre qu'ils devaient enlever, et ne le trouvant pas défendu, le gravirent, entendirent l'accent slave de l'autre côté, se crurent d'abord tombés au milieu des Russes, mais reconnurent bientôt les Polonais, qui venaient de pénétrer par le faubourg de Raczenska, leur donnèrent la main, et coururent porter cette bonne nouvelle au maréchal. Alors on pénétra en masse dans la ville qu'on s'empressa de disputer aux flammes, dans l'espérance d'en sauter une partie. Il y avait dans les faubourgs deux ou trois Russes morts pour un Français, ce qui

¹ C'est l'expression de Napoléon dans son bulletin.

s'explique par l'effet meurtrier de notre artillerie, et par la situation des Russes, placés longtemps à découvert entre les faubourgs et l'enceinte. Notre perte réelle fut de 6 à 7 mille morts ou blessés, celle des Russes, d'après les évaluations les plus exactes, de 12 ou 13 mille au moins¹.

Les ravages du feu étaient considérables, les principaux magasins détruits, et les pertes, surtout en denrées coloniales, immenses. Les Russes au surplus étaient les vrais auteurs de ce dommage; mais ce qui de leur part diminuait le mérite du sacrifice, c'est que c'était l'armée et ses chefs qui dévastaient des propriétés appartenant à de pauvres marchands, et satisfaisaient ainsi leur rage aux dépens du bien d'autrui. Les habitants avaient fui pour la plupart, et ceux qui étaient restés, faute de temps ou de moyens pour s'enfuir, se trouvaient réunis dans la principale église de Smolensk, vieille basilique byzantine fort en renom parmi les Russes. Ils étaient là, femmes, vieillards et enfants, saisis de terreur, embrassant les autels et versant des larmes. Heureusement nos projectiles avaient ménagé le vénérable édifice, et nous avaient épargné le chagrin de causer d'inutiles profanations. On rassura ces infortunés, et on essaya de les ramener dans celles de leurs demeures qui n'avaient pas été consumées par l'incendie. Les rues offraient un spectacle hideux, c'était celui des morts et des blessés russes couvrant la terre. L'excellent docteur Larrey

¹ On ne comprend pas que M. de Boutourlin ait pu attribuer aux Français une perte de 20 mille hommes, et aux Russes une de 6 mille seulement. Jamais, il faut le dire, on n'a dénigré les faits à ce point. Le témoignage du docteur Larrey, témoin véridique et généralement bien informé, évalue la perte des Français à environ 1200 morts, et à près de 6 mille blessés. Les témoignages de l'administration donnent un chiffre moins élevé. Je crois, après avoir comparé les divers documents, que le nombre des morts fut de notre côté plus considérable que ne le dit le docteur Larrey, et celui des blessés moindre. Je crois qu'on se rapprochera de la vérité le plus possible en portant notre perte à 7 mille hommes hors de combat, morts et blessés. Comment d'ailleurs y aurait-il eu 20 mille hommes atteints par le feu sur 45 mille qui attaquèrent Smolensk, car il n'y en eut guère davantage d'engagés, quel qu'en ait dit M. de Boutourlin, lequel évalue à 72 mille hommes le nombre de nos combattants qui prirent part à l'action. Il y eut tout en plus 15 mille hommes engagés du côté du maréchal Ney, 14 ou 15 mille du côté du maréchal Devout, et un peu moins du côté du prince Poniatowski. Le nombre de 20 mille hommes frappés dans nos rangs est donc une exagération ridicule, car il aurait fallu que la moitié des attaquants eût succombé. Quant aux pertes des Russes, les témoins les moins favorablement disposés conviennent qu'il y avait devant Smolensk plusieurs Russes renversés pour un Français. Le docteur Larrey notamment, qui n'a point cherché à adoucir le tableau de la campagne de 1812, l'affirme de la manière la plus positive. On pourrait donc attribuer avec plus de raison aux Russes qu'aux Français le chiffre de 20 mille morts ou blessés. Ce qu'on peut dire de plus vraisemblable en comparant toutes les relations, c'est que les Russes perdirent de 12 à 13 mille hommes. Nous croyons cette évaluation plutôt au-dessous qu'au-dessus de la vérité, surtout quand on songe au chiffre généralement attribué à l'armée russe après le combat de Smolensk. Du reste nous ne donnons, suivant notre usage, ces évaluations que comme très-approximatives. On fait perdre son sérieux à l'histoire lorsqu'on se montre trop affirmatif dans des questions de cette nature. C'est en restant modeste dans sa prétention de découvrir la vérité que l'histoire peut mériter confiance lorsqu'elle devient tout à fait affirmative.

les fit ramasser presque en même temps que les blessés français, persistant dans sa bonté naturelle, et dans sa noble politique de soigner les blessés de l'ennemi, pour qu'à son tour l'ennemi soignât les nôtres. Mais la fureur nationale, excitée au plus haut point contre nous, devait rendre son calcul à peu près stérile.

Notre armée, malgré l'enivrement du combat et du succès, éprouva en entrant dans Smolensk une pénible émotion. Autrefois, dans nos longues courses victorieuses, lorsque nous pénétrions dans des villes conquises, après un moment de terreur, les habitants, rassurés par la bienveillance ordinaire du soldat français, revenaient dans leurs demeures, qu'ils n'avaient pas songé à détruire, et dont ils se hâtaient de nous faire partager les ressources. Il n'y avait d'incendie que ceux que nos ohus avaient involontairement allumés. Dans cette dernière campagne, surtout depuis que la frontière moscovite était franchie, nous trouvions partout la solitude et les flammes, et si quelques rares habitants restaient dans nos mains, la terreur et la haine régnaient sur leurs visages. Les juifs, si nombreux en Pologne, si serviables par avidité, si empressés à nous offrir une hospitalité dégoûtante mais utile, les juifs eux-mêmes manquaient, car il n'en existait point au delà de la frontière polonaise. En voyant ces flammes, cette solitude, ces cadavres gisants dans les rues, nos soldats commencèrent à comprendre que ce n'était point là une de ces guerres comme ils en avaient tant vu, et dans lesquelles avec des actes brillants et de l'humanité on désarmait l'ennemi. Ils sentirent que c'était une lutte plus grave. Mais le goût de l'extraordinaire les dominait et les entraînait : la vue de Napoléon les transportait toujours, et ils croyaient marcher à une expédition merveilleuse, qui surpasserait toutes celles de l'antiquité.

Napoléon parcourut à cheval les faubourgs et la ville, puis vint se placer dans une des tours qui flanquaient l'enceinte du côté du Dniéper, et de laquelle on pouvait discerner ce qui se passait au delà du fleuve. Il vit les Russes occupant l'autre rive, et tenant encore la ville nouvelle, mais s'apprêtant évidemment à l'évacuer, et ne songant à la défendre que pendant le temps nécessaire à l'évacuation. Assurer le passage du Dniéper était donc la principale opération de cette journée. Les Russes avaient détruit le pont qui unissait l'ancienne ville et la nouvelle, pas assez toutefois pour empêcher nos hardis fantassins de franchir le fleuve en cheminant sur la tête des pilotis incomplètement brûlés. Quelques-uns avaient usé de ce moyen pour aller tirer au delà du Dniéper, mais ils avaient été promptement repoussés ou pris. L'Empereur ordonna au général Éblé de jeter des ponts, et celui-ci se hâta d'y employer activement ses pontonniers et les troupes du maréchal Ney.

Napoléon, bien que partout il eût triomphé de l'ennemi, éprouvait même au milieu de la victoire, même au sein d'une ville enlevée d'assaut,

le plus triste mécompte. C'était la troisième de ses grandes manœuvres qui échouait depuis l'ouverture de cette campagne. Il avait manqué Bagration à Bobruisk, avait en vain essayé de déborder Barclay de Tolly entre Polotsk et Witebsk, et maintenant, après un mouvement des plus savants et des plus hardis pour tourner les deux armées réunies de Bagration et de Barclay, il venait d'être arrêté par Smolensk; qui, tout en succombant, lui avait fait perdre les journées du 16 et du 17 août, et allait lui faire perdre encore toute celle du 18. Dès lors l'espérance de déboucher au delà du Dniéper assez à temps pour déborder la gauche de l'ennemi n'avait plus aucun fondement; car il fallait la journée au moins pour jeter des ponts, et dans cet intervalle les Russes devaient avoir gagné assez de terrain pour se soustraire à toutes nos manœuvres. Napoléon songea bien encore à chercher un gué au-dessus de Smolensk, et en chargea Junot, qui s'étant égaré pendant la journée du 17, s'était élevé assez haut sur notre droite. Mais rien ne pouvait faire que les Russes n'eussent pas sur nous un jour d'avance, et ne fussent pas dès lors en mesure de nous précéder sur la route de Saint-Petersbourg, ou sur celle de Moscou. Napoléon rentra donc triste et affecté dans la demeure qu'on lui avait réservée à Smolensk, et se vengea de ses déboires en blâmant beaucoup la malhabileté des généraux ennemis, qui venaient, selon lui, de sacrifier 12 mille hommes sans aucun motif raisonnable. Si, en effet, ils n'avaient pas obéi à un sentiment puissant, leur conduite eût été injustifiable; mais ils avaient cédé à un entraînement irrésistible en cherchant à nous disputer Smolensk, et, bien qu'habituellement la raison soit la vraie lumière à suivre dans la guerre comme dans la politique, il faut reconnaître que le cœur n'égare pas toujours, et les Russes, en nous retenant deux jours devant Smolensk, s'étaient sauvés, sans qu'ils s'en doutassent, de la plus dangereuse des combinaisons de leur redoutable adversaire. Quoique ayant perdu Smolensk et des milliers d'hommes, ils étaient moins confondus par l'événement que Napoléon lui-même.

Des juges sévères, détenus après la chute de Napoléon aussi rigoureux pour lui que la fortune, lui ont attribué l'insuccès de ses combinaisons, aussi profondément conçues cependant que toutes celles qui ont immortalisé son génie. Ils lui ont adressé des reproches, dont les faits ci-dessus rapportés peuvent montrer le plus ou le moins de fondement. Dans le projet d'envelopper le prince Bagration, ou de l'isoler au moins pour le reste de la campagne, on a vu en effet que Napoléon n'avait pas assez exactement apprécié les difficultés que le pays et les distances opposeraient à la jonction du roi Jérôme avec le maréchal Davout, qu'il avait trop maltraité son jeune frère, et mis trop peu de troupes à la disposition du maréchal. On pouvait donc lui imputer une part de ce premier insuccès. Dans le projet de défilé devant le camp de Drissa, de passer ensuite brusque-

ment la Dwina entre Polotsk et Witebsk, pour déborder Barclay de Tolly et le prendre à revers, l'exécution avait répondu à la conception, et on ne pouvait lui reprocher qu'une chose, c'était d'avoir lui-même, à force de guerres, appris la guerre à ses ennemis, lesquels s'étant aperçus à temps du danger qui les menaçait, s'en étaient tirés en faisant violence à leur maître. Enfin, dans le dernier projet, on a blâmé Napoléon d'avoir poussé trop loin son mouvement tournant, de l'avoir poussé jusqu'à franchir le Dniéper pour venir repasser ce fleuve à Smolensk; on a dit qu'il aurait dû s'arrêter avant d'arriver au Dniéper, remonter ce fleuve par la rive droite au lieu de le remonter par la rive gauche, et tourner les Russes par Nadwa. (Voir la carte n° 53.) Mais les faits montrent qu'il avait pesé toutes ces chances, de concert avec le maréchal Davout, et que c'est après de mûres réflexions qu'il avait résolu de cheminer par la rive gauche, que les Russes n'occupaient pas, ce qui lui offrait pour les tourner un trajet plus prompt et plus sûr, quoique plus long. Il ressort en effet des événements que s'il eût suivi l'avis contraire, il eût trouvé à Nadwa Bagration se battant avec désespoir, que probablement il eût attiré les Russes en masse sur leur gauche, et couru le risque de se faire acculer lui-même au Dniéper. Les faits le justifient donc ici complètement. D'autres juges encore ont dit qu'au lieu de chercher à tourner les Russes par leur gauche, il aurait dû songer à les tourner par leur droite, c'est-à-dire par Witebsk et Sourage; qu'il aurait dû par conséquent remonter la Dwina, puis se rabattre sur les Russes par leur droite, et les acculer au Dniéper. Mais la carte prouve que son calcul était bien préférable à celui de ses censeurs, car en rejetant les Russes sur le Dniéper, il les eût rejetés sur le pont de Smolensk, qu'ils auraient passé sans difficulté, après quoi ils auraient regagné librement l'intérieur de l'empire par les provinces méridionales, qui étaient les plus fertiles, et offraient le champ le plus vaste à une retraite continue. En les tournant par leur gauche au contraire, on les rejetait sur la Dwina, il les rejetait dans un angle formé par la Dwina et la mer, et pouvait ainsi les y enfermer complètement. (Voir la carte n° 54.) Il suffisait pour cela qu'il eût acquis sur eux une ou deux journées d'avance en les débordant. C'est là le motif profond pour lequel il avait toujours tendu à déborder par leur gauche, et non par leur droite, les Russes rampés sur la Dwina. Évidemment ce qui l'avait fait ériger ici, c'était l'éveil dans lequel il les avait trouvés, c'était l'énergie qu'ils avaient déployée à Smolensk; et ce n'est pas son génie militaire qu'on surprend en faute, c'est ce que nous appelons sa politique, sa politique qui l'avait conduit à braver les lieux, quels qu'ils fussent, et à pousser les hommes au désespoir à force de vouloir les dominer. Or les lieux méconnus, les hommes poussés au désespoir, qu'est-ce, sinon la nature des choses résistant invinciblement à qui prétend lui faire violence?

Tandis que Napoléon rentrait dans l'intérieur de Smolensk pour donner des soins à son armée, tandis que nos pontonniers malgré un feu très-vif de tirailleurs, s'empressaient de jeter des ponts, les généraux russes s'occupaient d'assurer leur retraite. Ils avaient besoin de se hâter, car la route de Moscou, longeant pendant l'espace de quelques lieues la rive droite du Dniéper (voir la carte n° 57), était exposée à toutes les tentatives des Français, qui pouvaient bien finir par découvrir les gués du fleuve, et par le passer pour leur barrer le chemin. Mais s'il faut peu de temps pour se décider quand on agit dans le sens de la passion générale, il en faut davantage quand on agit en sens contraire. Barclay de Tolly, qui à chaque pas rétrograde blessait les passions de son armée, ne prit que le 18 au soir, lorsque nos ponts étaient achevés, le parti de livrer définitivement la ville nouvelle aux Français. Il ordonna donc au prince Bagration de se porter en avant pour s'emparer des points les plus importants de la route de Moscou, que les Français devaient être tentés d'intercepter, et il fit ses dispositions pour le suivre avec l'armée principale. Cette route de Moscou s'avancer droit à l'est, lorsqu'on a franchi l'ouverture de vingt lieues dont nous avons déjà parlé plusieurs fois, et qui existe entre les sources de la Dwina et celles du Dniéper; elle rencontre ainsi deux fois les sinuosités du Dniéper, une première fois à Solowiewo, à une forte journée de Smolensk, et une seconde fois à Dorogobouge, qui en est à deux journées. (Voir la carte n° 55.) A Solowiewo la route de Moscou passait de la rive droite du Dniéper occupée par les Russes, sur la rive gauche occupée par les Français. L'armée en retraite pouvait donc y être arrêtée. A Dorogobouge la route rencontrait le Dniéper une dernière fois, et on y trouvait derrière l'Oujn, petite rivière qui se jette dans le Dniéper, une position où il y avait aussi quelque utilité à nous prévenir. Le général Barclay de Tolly prescrivit au prince Bagration de se porter tout de suite sur Dorogobouge, et résolut de se rendre lui-même à Solowiewo, en partant le 18 au soir, et en marchant toute la nuit afin d'y arriver à temps. Mais cette retraite, facile pour le prince Bagration qui avait beaucoup d'avance, ne l'était pas pour le général Barclay de Tolly, qui était encore à Smolensk, et ne devait en sortir qu'au dernier moment. De plus, la route de Moscou, pendant deux lieues environ, longeait le Dniéper de si près, qu'elle était exposée à une subite irruption des Français. Le général Barclay de Tolly conçut la pensée d'éviter ce danger en prenant des chemins de traverse qui le mettraient hors d'atteinte, et le ramèneraient sur la grande route à une distance de trois ou quatre lieues, vers un endroit appelé Loubino. En conséquence il divisa en deux colonnes l'armée qui était sous ses ordres directs. L'une, remposée des 5^e et 6^e corps, sous le général Doctouroff, des 2^e et 3^e corps de cavalerie, de toute la réserve d'artillerie et des hussards, dut faire le détour le plus long, et passer par

Zykolino, pour aboutir à Solowiewo. La seconde, composée des 2^e, 3^e et 4^e corps, et du 1^{er} de cavalerie, conduite par le lieutenant général Touczkoff, devait faire un détour moins long, et passer par Krakhotino et Gorbounowo, pour tomber sur Loubino. (Voir les cartes n^{os} 55 et 57.) Cependant le général Barclay de Tolly, qui n'avait envoyé sur la route directe que quatre régiments de Cosaques sous le général Karpof, craignit que ce ne fût pas assez pour occuper le point de Loubino, par lequel le chemin de traverse rejoignait la grande route, et il dépêcha le général-major Touczkoff III, frère de celui qui commandait la seconde colonne, avec trois autres régiments de Cosaques, les hussards d'Élisabethgrad, le régiment de Revel, et les 20^e et 21^e de chasseurs. C'étaient environ 5 ou 6 mille hommes de toutes armes, chargés de s'emparer à l'avance du débouché par lequel la seconde colonne, la plus exposée des deux, devait regagner la grande route. Il fit partir ces dernières troupes par la voie directe et de très-bonne heure, et bien lui en prit, comme on va le voir. Ces dispositions adoptées, il mit toute son armée en mouvement pendant la nuit du 18 au 19, et laissa devant Soulensk une arrière-garde sous le général Korff.

Vers la fin de la journée du 18, les Français avaient fort avancé l'établissement de leurs ponts, et ils commencèrent à se transporter au delà du Dniéper dans la nuit du 18 au 19. Le 19 au matin, Ney passa le fleuve avec son corps pour se mettre à la poursuite de l'ennemi, et Davout en fit autant avec le sien. On batailla contre l'arrière-garde du général Korff, et on la repoussa vivement. Arrivé sur les hauteurs de la rive droite on avait deux routes devant soi : l'une s'élevait droit au nord, conduisait par Poreczie et la Dwina dans la direction de Saint-Petersbourg; l'autre au contraire allant à l'est, et longeant le Dniéper, conduisait par Solowiewo et Dorogobouge dans la direction de Moscou. (Voir la carte n^o 55.) On voyait sur l'une et l'autre des arrière-gardes ennemies, ce qui était naturel, car le gros de l'armée de Barclay de Tolly destiné à prendre les chemins de traverse, devait suivre un moment la route de Saint-Petersbourg, et le détachement du général Karpof, au contraire, envoyé par la voie la plus courte pour s'emparer du débouché de Loubino, devait suivre tout simplement la route de Moscou. Ney incertain, courut au détachement le plus rapproché de lui, lequel marchait sur la route de Saint-Petersbourg, l'assailit, et le rejeta assez loin. C'était à un lieu dit Gédéonowo¹. Le général Barclay de Tolly effrayé de voir les Français si près de lui, et en mesure d'intercepter les chemins de traverse réservés aux deux colonnes

¹ L'historien Boutourlin a placé cette rencontre à Gorbounowo, le prince Eugène de Wurtemberg dans une relation plus récente l'a placée à Gédéonowo. Peu importe ce détail, le fond du fait, quelque part qu'on le place, importe seul, et ce fond est incontestable.

de son armée, accourut aussitôt, et ordonna au prince Eugène de Wurtemberg de conserver ce point à tout prix, pour donner à ce qui était encore en arrière le temps de débiter. On combattit en cet endroit avec beaucoup d'opiniâtreté de la part des Russes, qui regardaient leur salut comme attaché à la conservation du poste disputé, avec beaucoup moins d'insistance de la part des Français, qui n'avaient aucun but déterminé; et cherchaient uniquement à s'éclaircir par de nombreuses reconnaissances sur la direction adoptée par l'ennemi. Les Russes restèrent donc maîtres de Gédéonowo.

La matinée s'écoulait ainsi, lorsque Napoléon survint, et regardant tantôt au nord, tantôt à l'est; reconnu par le mouvement général des troupes russes, que la retraite devait s'opérer dans la direction de Moscou. Il détourna donc le maréchal Ney qui s'acharnait à batailler sur la route de Saint-Petersbourg, et le reporta sur la route de Moscou, en lui affirmant que s'il marchait vite il recueillerait avant la fin du jour quelque brillant trophée. Il le fit suivre sur cette même route de Moscou par une partie des troupes du maréchal Daxout, afin de l'appuyer au besoin, mais il laissa l'autre sur la route de Saint-Petersbourg, afin de s'éclaircir dans tous les sens, et entra dans Smolensk, où l'appelaient mille soins divers. Il attendait pour prendre un parti définitif le résultat des reconnaissances que ses lieutenants allaient exécuter.

Le maréchal Ney, avec ses trois divisions, suivit le détachement russe chargé d'occuper le débouché de Loubino, et commandé, avons-nous dit, par le général-major Touczkoff III. Il l'atteignit sur le plateau de Valontina, où, d'après les traditions du pays, les Polonais et les Russes s'étaient souvent combattus. Les Russes appréciant l'importance de la mission qui leur était confiée, résistèrent vaillamment, mais furent rejetés de ce plateau dans une petite vallée située sur le revers, la traversèrent de leur mieux, gravirent un autre plateau qu'ils rencontrèrent sur leur chemin, s'y défendirent avec la même vigueur, furent culbutés de nouveau, et firent leur retraite vers un dernier poste qu'ils résolurent de conserver à tout prix. Au delà en effet se trouvait le débouché de Loubino, et s'ils faisaient un pas rétrograde de plus, ce débouché par lequel la seconde colonne de Barclay devait rejoindre la grande route de Moscou, allait tomber aux mains des Français. Le sol favorisait les Russes, car ils avaient pris position derrière un ruisseau fangeux, et sur une côte longue et élevée; ouverte de distance en distance par des bouquets de bois et d'épaisses broussailles. La route franchissait le ruisseau sur un pont qu'ils détruisirent, puis traversait la côte elle-même par une coupure pratiquée entre deux monticules boisés. Le général Barclay de Tolly, appelé par le général-major Touczkoff III, était accouru, et à l'aspect du danger, il s'était empressé d'attirer en cet endroit la tête de la seconde colonne, et avait

mandé à celle-ci d'arriver au plus vite. Cette tête de colonne consistait en huit pièces d'artillerie, plusieurs régiments de grenadiers et quelque cavalerie. Il plaça les chasseurs au bord du ruisseau et dans les broussailles, les grenadiers à droite et à gauche de la coupure, disposa un fort détachement en travers, et dépêcha de nombreux officiers pour demander du secours à toutes les troupes qui étaient à portée.

Le maréchal Ney parvint dans l'après-midi devant cette troisième position, résolut de l'enlever. Il y employa les divisions d'infanterie Razout et Ledru, essaya de gravir la côte couronnée d'artillerie, mais ne put y réussir. La chose effectivement était très-difficile. Pour emporter la position, il fallait forcer la route qui descendait un peu à droite dans une espèce de marécage, qui passait ensuite le ruisseau sur le pont que les Russes avaient détruit, et enfin s'élevait au milieu de broussailles remplies de tirailleurs à travers la côte garnie de troupes et d'artillerie. Ney refoula bien les avant-postes russes jusqu'au delà du ruisseau; mais pour opérer le passage de ce ruisseau dont le pont n'existait plus, il avait besoin de renforts considérables. Il prit donc le parti de faire rétablir en toute hâte le petit pont, et en attendant d'envoyer demander des secours à Napoléon. Une forte canonnade remplit l'intervalle entre ce combat du matin et celui qui se préparait pour la fin du jour.

Sur ces entrefaites Murat, après avoir battu l'estrade dans diverses directions, était survenu avec quelques régiments de cavalerie sur la route de Moscou, et était prêt à joindre Ney. Junot, chargé, par suite de sa position des jours précédents, de passer le Dniéper au-dessus de Smolensk, l'avait franchi à Prouditshewo, et se trouvait sur le flanc des Russes. Des cinq divisions du maréchal Davout, deux étaient en marche sur la route de Moscou, et une allait arriver à temps, c'était celle du général Godin. Elle arriva effectivement vers cinq heures de l'après-midi au petit pont qui venait d'être rétabli, et sur-le-champ elle fit ses dispositions d'attaque. Mais dans l'intervalle un temps précieux avait été perdu, et les Russes s'étaient singulièrement renforcés. Barclay de Tolly avait reçu presque toute sa seconde colonne, sauf le corps de Bagowonth, retardé par le combat de Gédéonowo. Les 3^e et 4^e corps, ceux de Tourokoff et d'Ostermann, ayant atteint Loobino, avaient été aussitôt portés en ligne, et disposés en arrière; à droite et à gauche de la route. La cavalerie avait été placée au loin sur la gauche, vis-à-vis le point de Prouditshewo, où Junot venait de passer le Dniéper. La position était donc devenue des plus difficiles à emporter, car elle était défendue par près de 40 mille hommes et par une artillerie formidable. Ney n'avait de vraiment disponibles que ses deux divisions d'infanterie, Razout et Ledru, réduites à 12 mille hommes par les combats de la veille, et la division Godin, qui, après la prise de Smolensk, ne devait pas compter plus de 8 mille hom-

nettes. Les trois mille cavaliers de Murat étaient au loin sur la droite, cherchant à traverser les marécages qui s'étendaient le long du Dniéper pour déboucher sur la gauche des Russes, et les 10 mille Westphaliens de Junot étaient tellement embarrassés dans ces marécages, qu'il n'était pas sûr qu'on pût les faire concourir à l'action principale.

Ces difficultés n'arrêtèrent ni le maréchal Ney, ni le général Gudin. Ce dernier se mit hardiment à la tête de sa division pour enlever à tout prix l'espèce de coupe-gorge qui se trouvait au delà du petit pont. Il fallait en effet, comme nous venons de le dire, s'enfoncer dans le marécage, franchir le pont sous le feu des broussailles remplies de tirailleurs, gravir ensuite la route à travers une gorge couronnée des deux côtés d'artillerie, puis enfin déboucher sur un plateau où les Russes étaient rangés en masses profondes. Le général Gudin forma sa division en colonnes d'attaque, tandis que le maréchal Ney avec la division Ledru se préparait à l'appuyer, que la division Razout occupait l'ennemi vers la gauche, et qu'à droite Murat galopant avec sa cavalerie cherchait un passage à travers les marécages.

Le signal donné, Gudin lance ses colonnes d'infanterie, qui défilent sur le pont aux cris de *Vive l'Empereur!* et essuient sans être ébranlés, par côté le feu des tirailleurs, et de front celui de l'artillerie ennemie braquée sur la côte. Elles traversent le pont au pas de charge, gravissent la côte, et rencontrent une troupe de grenadiers qui les accueille à la pointe des baïonnettes. Elles se jettent sur eux, les repoussent, et réussissent à déboucher sur le plateau. Mais là de nouveaux bataillons viennent les assaillir, et les obligent à reculer. Le brave Gudin les reporte en avant; et une terrible mêlée s'engage alors entre le ruisseau et le pied de la côte. Les hommes s'abordent, se saisissent corps à corps, et combattent à l'arme blanche. Au milieu de cet affreux conflit, Gudin avait mis pied à terre, et l'épée à la main conduisait ses soldats; il est frappé par un boulet qui lui fracasse la cuisse, et en tombant dans les bras de ses officiers désigne pour le remplacer le général Gérard. Cet officier, d'une rare énergie, prend le commandement, et, ramenant ses soldats à l'ennemi, gravit de nouveau la côte, et apparaît une seconde fois sur le plateau. Ney l'appuie avec la division Ledru, et ils semblent maîtres de la position. Pourtant de nouvelles troupes russes s'avancent pour la leur disputer, et il est à craindre qu'elle ne leur soit arrachée encore une fois.

Pendant ce temps Murat, accouru vers la droite pour essayer de déborder la position, trouve Junot transporté au delà du Dniéper, attendant des ordres qui ne lui arrivent pas, et ayant le tort de ne pas y suppléer. Murat le presse de marcher pour prendre à revers la longue côte que Ney

¹ C'est le même que, la génération présente a si justement honoré sous le titre de maréchal Gérard.

et Gérard s'efforcent d'emporter de front. Malheureusement, Junot, sous l'influence de chaleurs brûlantes, atteint du mal dont il devait mourir et qui était la suite de la blessure reçue à la tête en Portugal, Junot n'a pas sa vigueur ordinaire. Il cherche en tâtonnant à franchir le terrain marécageux qui le sépare de l'ennemi, et tâche de s'y créer un passage en jetant des fascines dans la fange. Murat charge avec violence la partie de la cavalerie russe qui se trouve à sa portée, mais ne peut sur ce sol prendre le rôle de l'infanterie. Il presse Junot, crie, s'emporte, sans parvenir à rendre le terrain plus solide, ou Junot plus expéditif.

Cependant vers le point principal cette lutte acharnée tend à sa fin. Barclay de Tolly, voulant tenter un dernier effort, lance la brave division Konownitsyn sur les divisions Gulin et Ledru, commandées par Gérard et Ney, afin de les culbuter du plateau qu'elles ont réussi à conquérir. Gérard et Ney reçoivent l'attaque, plient un instant sous sa violence, mais reviennent à la charge, se précipitent sur l'infanterie russe avec furie, et la mettent en déroute. A dix heures du soir ils restent maîtres enfin du débouché. La division Razout les rejoint, et Murat à son tour, après avoir franchi tous les obstacles, se déploie au galop sur le plateau, d'où il force les Russes à se retirer définitivement.

Cette action terrible, qui a porté le titre de combat de Valoutina, et qui est l'une des plus sanglantes du siècle, avait coûté 6 à 7 mille hommes aux Russes, et autant aux Français. Il fallait remonter aux souvenirs d'Hollaubrunn, d'Eylau, d'Ebersberg, d'Essling, pour en retrouver une pareille. Malheureusement, elle était sans objet dès qu'on ne pouvait plus prévenir les Russes au passage du Dniéper à Solowiewo, et n'avait que l'avantage de nous conserver l'ascendant des armes.

Lorsque Napoléon sut ce qui s'était passé, il fut surpris de la gravité de cette rencontre, et profondément affecté d'avoir manqué une occasion si belle d'enlever une colonne entière de l'armée russe, ce qui aurait donné à la prise de Smolensk l'importance d'une grande victoire, et l'eût dispensé d'aller chercher plus loin un triomphe éclatant. Le lendemain 20, dès trois heures du matin, il se transporta sur le champ de bataille pour voir de ses propres yeux ce qu'avait été le combat de Valoutina, ce qu'il aurait pu être, et récompenser les troupes dont on célébrait l'énergie. A l'aspect du champ de bataille, il fut frappé de la vigueur qu'elles avaient dû déployer, ce dont on pouvait juger au nombre et à la place des morts, ainsi qu'à la disposition des lieux. En s'élevant sur le plateau, et en portant ses regards vers la droite, il s'irrita fort contre Junot, contre la lenteur qu'on lui reprochait, lenteur qui avait contribué à sauver les Russes, car en les déboulant de ce côté, on aurait singulièrement abrégé leur résistance, et réussi peut-être à les prendre en grand nombre. Mais on ne lui dit pas que le chemin était marécageux et difficile à franchir; on ne lui

rappela point que lui-même avait eu le tort de laisser Junot sans ordres ; on eût la cruauté de l'exciter contre l'immobilité malade de ce vieux compagnon d'armes, et, dans le premier moment, il résolut de le remplacer en mettant le général Rapp à la tête des Westphaliens. Revenu au milieu des bivouacs ensanglantés de la division Gudin, il fit former les troupes en cercle, leur distribua des récompenses, et donna de grandes marques de regret au brave général Gudin, qui était expirant. Cet illustre général, qui depuis plusieurs années partageait avec les généraux Morand et Friant la gloire du maréchal Daxout, était, par son courage héroïque, sa bonté parfaite, son esprit cultivé, un objet d'estime pour les officiers, et d'affection populaire pour les soldats. Sa mort fut sentie dans l'armée comme une perte commune qui touchait tout le monde.

De retour à Smolensk, Napoléon ne put se défendre des plus tristes réflexions. Dans cette campagne, qu'il considérait comme la plus désastreuse de sa vie, comme la dernière si elle était heureuse, et pour laquelle il avait fait de si vastes préparatifs, son génie n'avait pas obtenu encore une seule faveur de la fortune. Ses plus belles manœuvres avaient échoué, car, ainsi qu'il nous l'avons fait remarquer, Bagration séparé de Barclay de Tolly par d'habiles combinaisons, avait fini par le rejoindre ; Barclay qui avait failli être débordé et tourné à Polotsk, qui devait l'être à Smolensk, venait de regagner, en compagnie de Bagration, la route de Moscou. Partout, sans contredit, l'ennemi avait été vigoureusement battu ; il l'avait été à Deweltowô, à Mohilew, à Ostrowno, à Polotsk, à Iukowo, à Krasnoé, à Smolensk, à Valoutina. On lui avait tué ou blessé trois fois plus d'hommes qu'on n'en avait perdu, et, sans aucune grande bataille, on l'avait conduit du Niémen au Dniéper et à la Dwina, ce qui assurait la conquête de toute l'ancienne Pologne, à l'exception seulement de la Volhynie. Mais cet éclat foudroyant qui avait toujours entouré et rendu irrésistibles les armes de Napoléon, leur manquait jusqu'ici, et leur manquait dans le moment où l'on en aurait eu le plus grand besoin pour contenir tant de peuples ennemis sur le sol desquels il fallait passer, tant de peuples alliés dont la fidélité était indispensable. Sans doute, à se placer dans le cours ordinaire des choses, c'était un résultat considérable que d'avoir enlevé à l'ennemi ses plus importantes provinces, de l'avoir partout mis en fuite, de l'avoir réduit à l'impossibilité d'opposer, quelque part que ce fût, une résistance sérieuse ; mais pour un conquérant habitué à frapper par des coups surprenants l'imagination des hommes, il semblait manquer quelque chose aux débuts de cette guerre, quelque chose sinon d'effectif, du moins d'éclatant, et qui maintint tout entier le prestige de sa puissance. Napoléon le sentait plus qu'il n'en voulait convenir, et en était vivement affecté. Bien que partout il eût forcé les Russes à la retraite, et qu'à cet égard il ne leur eût pas laissé le choix, il voyait clai-

rement cependant qu'au milieu de beaucoup de mouvements contradictoires, il y avait chez eux le secret calcul de transporter la guerre dans l'intérieur de la Russie. Ce calcul, malgré quelques apparences contraires que Napoléon s'expliquait très-bien, était évident, et dans l'état-major de l'armée, beaucoup d'esprits, déjà inquiets du caractère de cette guerre, le remarquaient, et le faisaient remarquer à Napoléon, quand il daignait s'entretenir avec eux sur la marche générale de la campagne. Aussi, quoique sur ce sujet il n'eût lui-même aucun doute, il n'ait cette tactique des Russes lorsqu'on la lui signalait, comme on nie un danger qu'on veut d'autant moins avouer qu'on le redoute davantage, et il ne cessait de dire que les Russes s'en allaient parce qu'ils ne pouvaient pas faire autrement, parce qu'ils étaient battus, refoulés, et que leur prétendue tactique n'était autre chose que l'impossibilité de nous tenir tête.

Mais il ne croyait pas ou presque pas ce qu'il disait à ce sujet, et en voyant les rangs de son armée s'éclaircir, même depuis Witebsk, par la marche beaucoup plus que par le feu, il sentait vivement le danger de porter la guerre plus loin.

Il semble qu'en pensant de la sorte, il y aurait eu pour lui un moyen fort simple de parer à ce danger, c'eût été de s'arrêter sur la Dwina et le Dniéper, de s'enorgueillir hautement des belles conquêtes qu'on venait de faire, de s'en servir pour reconstituer la Pologne, de les étendre même en fournissant au général Reynier le moyen d'envahir la Volhynie, d'employer l'automne et l'hiver à donner un gouvernement et une armée à la Pologne, de transporter pendant le même temps ses magasins du Niémen au Dniéper et à la Dwina, de choisir et de fortifier ses cantonnements, de tout préparer enfin pour une nouvelle campagne, qu'on remettrait à l'année suivante, dans laquelle on ferait encore cent lieues en avant, cent lieues décisives si on les faisait en sûreté, car cette fois elles mèneraient à Moscou ou à Saint-Petersbourg. Ces idées, qui s'étaient présentées à Witebsk, se présentaient bien plus naturellement à Smolensk, à la frontière de la Vieille-Russie, après la prise d'une ville importante, arrachée l'épée à la main aux deux armées russes réunies, après le combat énergique et brillant de Valoutina, et enfin à une époque déjà bien avancée de la saison, puisqu'on touchait aux derniers jours d'août!

Plus qu'aucun homme au monde Napoléon était capable de juger une question aussi grave, aussi compliquée, et pour la solution de laquelle il fallait peser tant de considérations administratives, militaires et politiques. Certes il y avait dans ce genre de guerre lent et méthodique quelque chose de nouveau qui pouvait flatter son esprit, quelque chose de profond qui pouvait frapper aussi les imaginations. D'ailleurs le comte de Wittgensteiu à détruire sur sa gauche, le général Tormazoff sur sa droite, Riga à prendre d'un côté, la Volhynie à envahir de l'autre, devaient ôter

à cette fin de campagne tout caractère d'inertie, d'impuissance ou d'insuccès. Mais la faute de venir si loin en passant à travers tant de peuples ennemis, en menant avec soi tant d'alliés douteux, en laissant à l'autre extrémité de l'Europe une guerre mal conduite, celle d'Espagne, cette faute commise, Napoléon la sentait profondément, trop profondément peut-être, maintenant qu'elle n'était plus réparable, et il était fortement préoccupé des périls de cette étrange situation. Il se répétait avec plus de chagrin tout ce qu'il s'était déjà dit à Witebsk, et il se demandait ce que penseraient, ce que feraient les Prussiens, les Autrichiens, les Allemands, les Hollandais, les Italiens, s'ils le voyaient s'arrêter pendant tout un hiver de huit mois, et s'arrêter devant des obstacles que tout le monde serait libre d'apprécier à sa manière, de dire invincibles, aussi insurmontables l'année suivante que celle-ci? Son empire n'allait-il pas s'ébranler tout entier sous sa main, quelque forte qu'elle fût, et pourrait-il en contenir les parties si diverses, et si portées à se disjoindre? Ces cantonnements dont on lui parlait sans cesse sur la Dwina et le Dniéper, seraient-ils donc, comme il l'avait déjà dit tant de fois, si faciles à établir, à défendre, à approvisionner, sur une ligne de trois cents lieues, depuis Bobruisk jusqu'à Riga? Ces fleuves comblés par les neiges en hiver, seraient-ils, des derniers jours d'octobre aux premiers jours d'avril, seraient-ils une frontière? Comment ses soldats, atteints déjà d'une maladie jusque-là inconnue parmi eux, la désertion du drapeau, comment supporteraient-ils immobiles, inactifs, ces huit mois d'un pénible et ennuyeux hiver? Lui, leur chef accoutumé; resterait-il au milieu d'eux? S'il n'y restait pas, qui pourrait les commander, les retenir, les rassurer? Et s'il y restait, sa main serait-elle assez puissante, du milieu de cette situation difficile, pour se faire sentir jusqu'à Rome et à Cadix?

C'étaient là de sérieuses considérations, dont tenaient trop peu de compte ceux qui blâment Napoléon de n'avoir pas terminé cette première campagne à Smolensk, et qui prouvent que le danger de cette guerre était bien plus dans l'entreprise elle-même que dans telle ou telle manière de la diriger. Ces réflexions jetèrent Napoléon dans une rêverie profonde, rêverie d'autant plus pénible, que ce n'était plus comme à Witebsk un parti encore éloigné à prendre, mais un parti sur lequel il était urgent de se prononcer immédiatement. Néanmoins, bien qu'il fallût arrêter ses résolutions tout de suite, certaines circonstances très-prochaines pouvaient entraîner la balance dans un sens ou dans un autre, et dispenser de faire soi-même un choix qui était bien difficile, bien embarrassant, bien redoutable, car à mal choisir il y avait presque la certitude de périr. Ces circonstances étaient l'attitude de l'ennemi au delà de Smolensk, la disposition qu'il allait montrer à combattre ou à se retirer, la situation des généraux laissés sur les ailes de la grande armée, du maréchal Oudinot

à Polotsk, du prince de Schwarzenberg et du général Reynier à Bresce, engagés les uns et les autres dans des combats opiniâtres. Si l'ennemi semblait vouloir livrer bataille, il n'y avait pas à hésiter, et il fallait sur-le-champ accepter ce duel. Si le maréchal Oudinot, si le prince de Schwarzenberg et le général Reynier étaient vaincus, il fallait les secourir; s'ils étaient vainqueurs, on était plus libre de se porter en avant.

Peu de jours suffisaient pour être éclairé sur ces divers points, et Napoléon, sans vouloir encore s'enchaîner lui-même, résolut de séjourner trois ou quatre jours à Smolensk, pour s'y renseigner sur ce qu'il avait besoin de savoir, et pour prescrire des mesures qui étaient urgentes s'il devait se porter plus loin. En conséquence il prescrivit à Murat et au maréchal Davout, les deux hommes les plus dissemblables de l'armée, et dont le second corrigeait utilement le premier, de se mettre en marche, l'un avec deux corps de cavalerie, l'autre avec ses cinq divisions d'infanterie, pour suivre l'ennemi pas à pas, et juger le plus exactement possible de ses projets. Le maréchal Ney, qui avait été à l'avant-garde depuis Witelsk, avait besoin de faire reposer ses divisions, et il était d'ailleurs trop ardent pour qu'un pût s'en rapporter à ses jugemens en cette circonstance. Napoléon lui enjoignit, après qu'il aurait pris un ou deux jours de repos, de suivre Murat et Davout, mais en se tenant à quelque distance. Il dirigea le prince Eugène un peu sur la gauche du gros de l'armée, vers Donkhowtchina, afin de nettoyer le pays entre le Dniéper et la Dwina, et de s'éclairer de ce côté sur les projets des Russes. (Voir la carte n° 34.) Il suffisait ainsi d'une journée pour que toute l'armée fût réunie et prête à combattre, si l'on était assez heureux pour que les Russes adoptassent ce parti. En tous cas, on ne pouvait pas tarder à être complètement informé; et si la bataille ardemment désirée ne s'offrait pas, on était libre de rétrograder, car trois ou quatre marches de plus qu'on aurait faites en avant n'étaient point une raison de ne pas revenir s'il le fallait, et n'étaient pas au surplus un grand dommage dans cette saison, et avec les moyens de transport dont on disposait encore.

Ces ordres donnés, Napoléon s'établit à Smolensk, pour prendre ses mesures dans la double supposition, ou d'une nouvelle marche offensive, ou d'un établissement définitif en Lithuanie, pour veiller surtout à ce qui se passait sur ses ailes, et y pourvoir comme il conviendrait.

Les renseignements en effet arrivaient à tout moment de la droite et de la gauche, de Bresce et de Polotsk, et ils étaient satisfaisants. Les événements sur ces deux frontières avaient été les suivants.

Le général Reynier avait rétrogradé jusqu'à Slonim, afin d'aller à la rencontre du prince de Schwarzenberg, auquel avait été expédié, comme on l'a vu, l'ordre de rebrousser chemin vers le Bug, et de s'unir aux Saxons pour rejeter le général Tormazoff en Volhynie. La réunion

des Saxons et des Autrichiens s'étant opérée le 3 août sous les ordres du prince de Schwarzenberg, ils s'étaient dirigés tous ensemble sur Proujany et Kobrin, là même où s'était passée la désagréable mésaventure du détachement saxon surpris par le général Tornazoff. Le général Reynier, après ses marches et contre-marches, après l'événement de Kobrin qui lui avait coûté 2 mille hommes, après le détachement de presque toute sa cavalerie au corps de Latour-Maubourg, après l'envoi d'un régiment saxon à Praga (sous Varsovie), ne comptait pas plus de 11 mille hommes, dont 1500 de cavalerie. Le prince de Schwarzenberg de son côté, à la suite du long trajet qu'il avait exécuté, ne comptait que 25 mille Autrichiens. Le total des forces alliées sur ce point s'élevait donc à environ 36 mille hommes. On en prêtait beaucoup plus au général Tornazoff, mais il en avait à peine autant, ayant été obligé de laisser des troupes à Moxyr pour garder ses derrières. Aussi n'avait-il pas manqué de rétrograder, craignant d'expier son dernier succès par un échec plus grave que celui que tenaient d'essuyer les Saxons. Il s'était donc hâté de revenir sur ses pas, et de retourner vers Kobrin et vers Pinsk, pour se couvrir du Bug, du Pripet, et de tous les marécages fameux de cette contrée.

Les Autrichiens et les Saxons, marchant fort d'accord comme Allemands, et comme gens qui avaient besoin les uns des autres, forcèrent en commun les défilés nombreux qu'on rencontre dans cette région accidentée, et suivirent activement l'armée russe. Le 11 août au soir ils étaient parvenus à un endroit qu'on appelle Gorodeczna, à quelques lieues de Kobrin, et ils y avaient trouvé les Russes établis dans une bonne position, avec la résolution évidente de s'y défendre. A Gorodeczna, la route de Kobrin gravissait une côte assez élevée, dont le pied était baigné par un ruisseau marécageux et difficile à franchir. C'est sur cette côte que le général Tornazoff s'était posté avec 36 mille hommes d'infanterie et 60 bouches à feu. Le prince de Schwarzenberg et le général Reynier ayant reconnu la difficulté d'emporter la position de front, cherchèrent sur leur droite un passage qui leur permit de déborder la gauche de l'ennemi. Un peu sur la droite en effet, et à un village appelé Podoubié, il y avait un passage qui donnait accès sur la gauche des Russes, mais c'était toujours à travers un ruisseau marécageux, et d'ailleurs les Russes y avaient l'œil. Pourtant un peu au delà, sur la déclivité de la côte qu'il s'agissait d'enlever, se trouvait un bois qui n'était pas occupé, et dans l'intérieur de ce bois un chemin de traverse qui allait rejoindre à une lieue plus loin la grande route de Kobrin.

Le général Reynier, qui, bien que fort brave au feu, manquait de caractère à la guerre, était un officier savant, et un tacticien habile. Il eut bientôt découvert la faute de l'ennemi, et il offrit au prince de Schwarzenberg d'en profiter, en pénétrant au-dessous de Podoubié dans le bois

négligé par les Russes, de manière à tourner leur position. Le prince de Schwarzenberg apportait dans les choses une simplicité d'intention qui les rendait faciles; il consentit à cette offre, et donna au général Reynier une division autrichienne pour assurer le succès de la manœuvre proposée. Il y ajouta même une grande portion de sa cavalerie, dont il ne pouvait guère se servir dans l'endroit où il était. On convint que le lendemain matin 12 août, le prince avec le gros de ses forces attaquerait sérieusement Gorodeczna de front, pour attirer de ce côté l'attention des Russes, tandis que le général Reynier dirigerait sur leur gauche un effort vigoureux pour la tourner.

Tout étant ainsi convenu, le général Reynier pénétra pendant la nuit dans le bois en question, s'y établit, et, dès qu'il fit jour; déboucha à l'improviste dans une petite plaine, au milieu de laquelle venait finir en s'abissant la côte occupée par les Russes. Ceux-ci, du point élevé de Gorodeczna, s'étant aperçus de bonne heure de la marche des Saxons, laissèrent à Gorodeczna une partie de leurs forces pour résister de front au prince de Schwarzenberg, et replièrent le reste sur leur flanc gauche, afin de tenir tête au général Reynier. C'est sur cette double ligne qu'on se battit toute la journée du 12.

Le prince de Schwarzenberg attaqua vivement Gorodeczna, mais sans beaucoup d'espérance de l'enlever, les Russes occupant la côte avec une nombreuse artillerie. Néanmoins les Autrichiens se comportèrent bravement, comme s'ils avaient agi pour eux-mêmes. A droite, le général Reynier, ayant débouché du bois, trouva les Russes ployés en polence, et faisant front de ce côté comme de l'autre. Ses efforts pour les entamer furent énergiques, mais inutiles, car, bien que les Saxons se battissent comme les Polonais (auxquels leur sort était lié), ils furent constamment arrêtés par le feu d'une artillerie dominante. A son tour, quand les Russes voulurent le refouler dans le bois, le général Reynier les obligea de regagner la hauteur de laquelle ils avaient tenté de descendre.

On serait resté toute la journée à lutter sans résultat, si le prince de Schwarzenberg n'avait essayé une attaque vers le point intermédiaire de Poloubié; qui donnait de plus près dans le flanc gauche des Russes. Le régiment autrichien de Colloredo se joignant aux chasseurs saxons, entra dans le marécage avec eux, y enfonça jusqu'aux genoux, le franchit, et gravit la côte au moment du plus grand engagement des Russes avec le corps du général Reynier. A cette vue, les Russes furent ébranlés, et le général Reynier saisissant l'occasion, les aborda plus vigoureusement encore avec les Saxons et la division autrichienne mise sous ses ordres. Il gagna ainsi du terrain sur leur gauche, et en même temps il porta toute sa cavalerie à son extrême droit, sur les derrières de l'ennemi, menaçant par ce mouvement la grande route de Kobrin. Les Russes craignant d'être

coupés, lancèrent leur cavalerie sur la cavalerie alliée, et, après des chances diverses, jugèrent prudent de ne pas disputer plus longtemps une position difficile à conserver. La nuit favorisa leur retraite, et empêcha l'armée austro-saxonne de profiter de tous ses avantages. Néanmoins la victoire était incontestable pour celle-ci, car, outre l'acquisition d'un poste si chaudement disputé, et la conquête de la route de Kobrin, elle avait fait essayer aux Russes des pertes considérables. Elle avait perdu environ 2 mille hommes en morts ou blessés. Les Russes en avaient perdu plus du double, dont 500 prisonniers.

Cette journée, si on savait en tirer parti, permettait de pousser les Russes en Volhynie, de les y poursuivre même, de les empêcher au moins d'en revenir, si toutefois leur force n'était pas doublée par l'arrivée des troupes de Turquie. Pour le présent, elle devait apaiser les terreurs de la Pologne, et suffisait pour couvrir notre flanc droit. Napoléon, apprenant cette nouvelle au moment de son entrée à Smolensk, en éprouva une véritable joie, envoya à l'armée autrichienne un don de 300,000 francs (c'était le second de cette valeur), y joignit un grand nombre de décorations, et écrivit à Vienne pour qu'on donnât le bâton de maréchal au prince de Schwarzenberg. Pourtant il était impossible qu'il se fit illusion sur la force de cette aile, qui devait se trouver réduite par la dernière bataille à 32 ou 33 mille hommes, et il pria son beau-père d'y ajouter 3 mille hommes de cavalerie, 6 mille d'infanterie, ce qui, avec quelques renforts demandés aussi à Varsovie, pouvait procurer au prince de Schwarzenberg une armée de 45 mille hommes, les Saxons compris. S'obstinant à croire que Tormazoff n'en avait pas 30 mille, il jugeait une force de 43 mille hommes suffisante pour le rejeter en Volhynie, et délivrer cette province du joug russe.

Cet événement changeait forcément la première résolution de Napoléon, qui était d'attirer le prince de Schwarzenberg à la grande armée, conformément aux désirs de l'empereur d'Autriche, et conformément à ses propres calculs, car c'est aux Polonais et non aux Autrichiens qu'il aurait voulu confier l'insurrection de la Volhynie, et la garde de ses derrières. Mais faire parcourir cent vingt lieues au moins au prince de Schwarzenberg pour l'amener à Smolensk, en faire parcourir autant au prince Poniatowski pour le renvoyer de Smolensk à Kobrin, paralyser ainsi pendant plus d'un mois ces deux corps dans le moment le plus décisif de la campagne, les condamner à perdre un quart ou un cinquième de leur effectif par ces nouvelles marches, n'était pas raisonnable; et d'ailleurs la conduite des Autrichiens à Gorodeczna, leur vigueur contre les Russes, la cordialité de leurs procédés envers les Saxons, méritaient quelque confiance. Il ne fallait pas, sans doute, se flatter de trouver chez eux d'actifs propagateurs de l'insurrection polonaise en Volhynie, mais on pouvait;

sans trop de présomption, s'en fier à leur honneur du soin de garder fidèlement notre droite et nos derrières.

Les événements n'avaient pas été moins favorables sur notre gauche, du côté de la Dwina. Le maréchal Oudinot, après les échecs infligés au comte de Wittgenstein dans les journées du 24 juillet et du 1^{er} août, avait, comme on l'a vu, rétrogradé sur Polotsk, afin de procurer à ses troupes du repos, une position facile à défendre, et la commodité d'aller aux fourrages à l'abri de la Dwina. Napoléon craignant avec raison l'effet moral des mouvements rétrogrades, et s'exagérant les ressources confiées à ses lieutenants, avait adressé des reproches au maréchal Oudinot, et lui avait dit qu'en se retirant après une victoire, il avait pris pour lui l'attitude du vaincu, qu'il aurait dû laisser au comte de Wittgenstein, auquel elle appartenait bien plus justement. Cette observation était vraie sans doute, mais ce qui était plus vrai encore, c'est que les troupes du maréchal Oudinot étaient exténuées, réduites de 38 mille hommes à 20 mille par la marche, la chaleur, la désertion, et qu'il leur fallait le séjour tranquille de Polotsk pour se reposer et pour vivre. Napoléon, afin de renforcer le maréchal Oudinot, lui avait envoyé les Bava-rois, qui avaient également besoin de se remettre des effets de la fatigue, de la chaleur et de la dysenterie. Ce corps, que la séparation de sa cavalerie avait déjà réduit de 28 mille hommes à 24, n'était plus que de 13 mille grâce aux maladies. En arrivant de Beschenkouïzy à Polotsk, il était hors d'état d'agir.

Toutefois, après quelques jours de repos, aussi utiles au corps d'armée tout entier qu'aux Bava-rois, le maréchal Oudinot, constamment aiguillonné par Napoléon, avait cru devoir reprendre l'offensive contre le comte de Wittgenstein, et s'était reporté à gauche de Polotsk sur la Drissa, vers Valcintsouï, à quelques lieues au-dessous du gué de Sivotschina, où il avait si maltraité les Russes quelque temps auparavant. Ne les trouvant pas derrière la Drissa, il avait franchi cette rivière et s'était dirigé sur la Svoïana, derrière laquelle étaient campées les troupes du comte de Wittgenstein. Tandis que les Français avaient été renforcés par les Bava-rois, ce qui les portait à 32 ou 33 mille hommes environ, dont un cinquième toujours employé aux fourrages, les Russes s'étaient renforcés aussi d'une manière au moins égale. Ils avaient reçu la garnison de Dunabourg tout entière, plus quelques-uns des bataillons de dépôt qui étaient tenus en réserve dans le voisinage des armées agissantes pour les recruter. Le tout pouvait bien monter à 10 ou 12 mille hommes de renfort, et portait à 30 et quelques mille les forces du comte de Wittgenstein. Mais ces troupes, ne manquant de rien et ayant peu marché, étaient en beaucoup meilleur état que les nôtres, quoique militairement fort inférieures. Il faut ajouter qu'elles étaient toutes russes, tandis que dans le corps du maréchal Oudinot il y avait à peine la moitié de Français.

Le maréchal Oudinot, évaluant son corps à 32 ou 33 mille hommes, et sachant qu'à cause des fourrages et des maladies il n'en pouvait mettre plus de 25 mille en ligne, comptant peu sur les troupes alliées, n'avait repris l'offensive que parce qu'il avait senti trop vivement la piqure des reproches de Napoléon. Pendant plusieurs jours, il resta le long de la Svoiana, devant le camp des Russes, les provoquant avec des troupes légères, et cherchant à les entraîner à une nouvelle faute, comme celle qu'ils avaient commise sur la Drissa, au gué de Sivotschina. Mais les Russes n'avaient garde de se laisser prendre une seconde fois au piège, et durant ces quelques jours on tirailla de part et d'autre sans résultat, si ce n'est la perte fort inutile de plusieurs centaines d'hommes sacrifiés dans ces embuscades.

Pourtant le maréchal Oudinot, qui avait pris une position avancée à gauche de Polotsk, et avait descendu la Drissa jusqu'à Valeintsouï, craignait non sans fondement d'être tourné vers sa droite, par la route de Polotsk à Sebej, laquelle était restée dégarnie de troupes. Il repassa donc la Drissa, et alla s'établir entre Lazowka et Biéloë, en avant de la vaste forêt de Gumzéléva, qui couvre Polotsk. Affaibli de nouveau par les dernières marches, s'exagérant les forces qui avaient rejoint le comte de Willgenstein, il résolut de se rapprocher encore davantage de Polotsk, de peur d'être coupé de cette ville, et il vint se placer derrière la rivière de la Polota. Cette petite rivière, couverte de moulins, de granges, de constructions de toute espèce, traverse au sortir de la forêt de Gumzéléva des prairies, des champs cultivés, tourne autour de Polotsk, et tombe dans la Duina au-dessous de cette ville. Le maréchal Oudinot occupait les divers passages de la Polota, et avait toutefois gardé une partie de ses troupes en deçà, pour se garantir contre un corps qui, ayant passé la Polota plus haut, déboucherait sur ses derrières par la forêt de Gumzéléva, et aborderait Polotsk par le côté découvert.

Établi dès le 16 août dans cette position, il convoqua un conseil de guerre afin d'examiner la question de savoir s'il fallait livrer bataille, ou repasser la Polota et la Duina, pour se mettre sous la protection de ces deux rivières, vivre plus à l'aise, et se borner à bien disputer le cours beaucoup plus large de la Duina. Le général Saint-Cyr, assistant à ce conseil en qualité de commandant de l'armée bavaroise, soutint qu'il était inutile de livrer bataille, et de s'affaiblir en la livrant, si l'ennemi n'avait pas suivi l'armée française, et si on n'avait nullement l'apparence de reculer devant lui; mais que si au contraire il avait marché sur nos traces, il fallait l'arrêter net par un combat vigoureux, et, en le rejetant au loin, lui prouver qu'on se retirait non par crainte, mais par choix, et par goût pour une position plus commode. Cet avis fort sage et fort militaire était près de rallier les esprits, lorsque le bruit du canon mit fin à toute con-

traverse, et fit courir chacun aux armes, pour résister aux Russes qui essayaient de franchir la Polota. Une division bavaroise et une division française, placées en avant de la Polota, reçurent vigoureusement les Russes, et les arrêtrèrent sur le bord de cette rivière. La nuit qui survint ne permit pas de donner plus de suite à ce premier engagement.

Le lendemain 17, le maréchal Oudinot s'exagérant toujours les forces des Russes, et trouvant en outre sa position peu sûre, n'était pas très-fixé sur la conduite qu'il avait à tenir. Cette position, en effet, n'était pas des meilleures. S'il avait sur son front pour le couvrir la Polota, qui pouvait malheureusement être passée vers sa droite, il avait la Dwina par derrière, combattait donc avec une petite rivière devant lui, et une grosse rivière à dos, et sur celle-ci ne possédait d'autre pont que celui de Polotsk, moyen de retraite bien insuffisant en cas d'échec. Comme il arrive trop souvent en pareille occasion, il prit un parti moyen, celui de disputer fortement la position avec une portion de ses troupes, et de porter l'autre portion, ainsi que ses parcs et ses bagages, sur la gauche de la Dwina.

Par suite de cette résolution il ordonna de défendre vigoureusement les bords de la Polota, pendant que le reste de son armée traversait Polotsk et la Dwina. La défense fut en effet très-énergique et ne permit point aux Russes de faire un pas. Mais le maréchal Oudinot fut gravement blessé, comme sa rare bravoure l'y exposait trop souvent; le général Saint-Cyr le fut aussi, toutefois d'une manière plus légère. L'état du maréchal Oudinot l'empêchant de conserver le commandement, le général Saint-Cyr, quoique frappé lui-même, le prit immédiatement. La direction des opérations ne pouvait être remise dans des mains plus habiles.

Le général convoqua les principaux officiers de l'armée pour s'entendre avec eux sur la manière de sortir d'une situation qui s'était fort compliquée. Alliant la vigueur à la prudence, il fit sentir les inconvénients d'une attitude purement défensive, et d'une retraite en deçà de la Dwina trop évidemment obligée; il montra le danger d'être bientôt assailli, tourmenté sur l'une et l'autre rive de la Dwina, au point même de ne pouvoir plus aller aux fourrages, et en preute il alléguait les préparatifs de passage que l'ennemi faisait actuellement au-dessus de Polotsk. En conséquence, il proposa pour le lendemain, en continuant de se retirer en apparence, de profiter du terrain couvert où l'on combattait pour repasser secrètement la Dwina et la Polota avec la majeure partie des troupes, d'attaquer les Russes à l'improviste, de leur infliger, si on le pouvait, un saignant échec; et de se reposer ensuite à l'abri de ce succès derrière Polotsk et la Dwina. Cet avis si sage et si ferme à la fois ne soulevait qu'une objection, c'était l'épuisement des soldats marchant depuis quatre jours, se battant depuis trois, ayant pu trouver à peine le temps de prendre quelque nourriture, et arrivés à un état de faiblesse physique vraiment inquiétant. Pourtant le

général Saint-Cyr affirmant que quatre heures lui suffiraient pour donner aux Russes un choc vigoureux, où convint de se reposer le matin, et de combattre dans l'après-midi du lendemain. On se sépara ainsi avec la résolution de livrer cette nouvelle et dernière bataille.

Le lendemain 18 août, en effet, le général Saint-Cyr exécuta toutes ses dispositions comme il les avait annoncées. Il laissa ses paires et ses bagages sur la rive gauche de la Dwina, où le maréchal Oudinot les avait déjà envoyés; il les dirigea même sur la route d'Oula, comme s'il allait se rapprocher de la grande armée en remontant sur Witelsk (voir la carte n° 55); il profita de ce mouvement simulé pour concentrer autour de Polotsk la division Verdier et les cuirassiers Doumère, puis vers le milieu du jour il fit brusquement repasser ses troupes sur la droite de la Dwina, les porta entre cette rivière et la Polota, et ordonna immédiatement l'attaque.

Les troupes bavaïoises et françaises étaient comme enclavées dans le ravin de la Polota, les Bavaïois à droite, les deux divisions françaises Legrand et Verdier au centre, et une moitié de la division suisse du général Merle à gauche; avec les cuirassiers Doumère. L'autre moitié de la division Merle était en deçà de la Polota, pour nous garder contre les troupes ennemies qui auraient pu franchir cette rivière à notre extrême droite, et déboucher de la forêt de Gumzéléva sur nos derrières.

De leur côté, les Russes étaient rangés au-delà de la Polota, décrivant un demi-cercle autour de notre position, et placés très-près de nos avant-postes, afin de fondre sur nous au moment où nous battrions en retraite, comme ils s'y attendaient en apercevant le mouvement de nos paires sur la gauche de la Dwina. A un signal donné, toute notre artillerie, tant bavaïoise que française, s'étant portée rapidement en avant, au nombre de soixante bouches à feu, couvrit de ses projectiles les Russes surpris et déconcertés. En effet, leur cavalerie n'était pas à cheval, leur infanterie n'était qu'en partie dans les rangs, et il y eut parmi eux un moment de grand trouble avant que tout le monde eût repris son poste. Nos divisions profitèrent, et marchèrent en colonnes d'attaque dans l'ordre où elles se trouvaient, les deux divisions bavaïoises Deroï et de Wrède à droite, les divisions françaises Legrand et Verdier au centre, la division Merle à gauche, mais celle-ci ne s'avancant guère, afin d'attirer près de Polotsk la droite des Russes qu'on se flattait d'envelopper dès qu'on aurait culbuté leur centre. Les Russes, d'abord surpris, furent refoulés en grand désordre, laissant les prairies et les marécages couverts de leurs blessés qu'ils ne pouvaient pas recueillir, et de leurs canons qu'ils ne pouvaient pas emmener. Pourtant, après s'être repliés jusqu'à leur seconde ligne, ils s'arrêtèrent, et firent meilleure contenance. Alors la lutte devint vive et acharnée. Après une forte fusillade on s'aborda à la baïonnette, et la mêlée fut aussitôt générale. Les Bavaïois, comme la plupart de nos alliés,

désertant sur les routes et se comportant bien au feu, se battirent avec la plus grande valeur. Malheureusement le brave et digne général Deroz, vieillard de quatre-vingts ans, l'honneur de l'armée bavaroise, et l'un des plus respectables officiers de ce siècle, paya de sa vie les avantages remportés par ses troupes. Au centre la division Legrand enfonça tout ce qui lui fut opposé. La division Verdier, dont le chef fut blessé, se montra sa digne compagne. Pourtant la seconde brigade de cette division, où l'on comptait beaucoup de conscrits, ayant faibli un instant devant une attaque furieuse des Russes, le général Maison, qui joignait au coup d'œil le plus prompt une rare vigueur de caractère, sut réparer avec la première brigade la faute de la seconde, et mit les Russes en déroute. A peine l'engagement durait-il depuis deux heures, que déjà l'ennemi refoulé sur tous les points était obligé de nous céder le champ de bataille couvert de ses morts et de son artillerie.

En ce moment toutefois une courte échauffourée faillit nous priver des fruits de la victoire. Vers notre gauche un régiment de dragons russes ayant réussi à se glisser à travers les sentiers marécageux du pays, entre la division Verdier et la division Merle, pénétra fort avant dans l'intérieur de notre ligne, où il eausa un instant de trouble. Le général Saint-Cyr, que sa blessure empêchait de se tenir à cheval, et qui assistait à la bataille dans une petite voiture polonaise, se trouvait en cet endroit. Il fut renversé dans cette espèce de bagarre, et foulé aux pieds des chevaux. On le releva, et il ne cessa pas de donner ses ordres. Un poste de la brigade Merle, qui gardait les bords de la Polota, arrêta les dragons russes à coups de fusil. Les cuirassiers Doumerc les chargèrent en flanc, en sabrèrent une bonne partie et mirent fin à cette bizarre aventure.

Néanmoins il en était résulté un peu de temps perdu, et un peu de confusion. La gauche, composée surtout de la division Merle, avait eu le tort de s'avancer presque à la hauteur du centre, et de ramener en arrière la droite des Russes, qu'autrement on aurait pu prendre entre la Polota et la Dwina. Malgré cette faute, résultat d'un excès de bonne volonté, sur le front entier des deux armées nous étions complètement victorieux, et l'ennemi était ramené par tous les points à la lisière de la forêt de Gumzéléva, d'où il avait débouché sur nous. Si nous avions eu encore une heure de jour, et si nos troupes avaient été moins fatiguées, nous aurions pu, en le suivant dans la forêt, lui enlever beaucoup de prisonniers et d'artillerie. Mais nos soldats, tombant de lassitude et quelques-uns d'inanition, étaient hors d'état d'aller plus loin. On s'arrêta donc à la lisière de la forêt, après une victoire brillante dont les trophées consistaient en 1500 prisonniers, 14 pièces de canon, une grande quantité de caissons, et 3 mille hommes tués à l'ennemi. Notre perte n'atteignait pas un millier d'hommes. Le principal avantage de cette journée était d'avoir

refoulé au loin le comte de Wittgenstein, de lui avoir fait perdre le goût de l'offensive, du moins pour quelque temps, de pouvoir nous reposer tranquillement en avant de Polotsk, et de ne plus craindre de voir enlever nos fourrageurs, si loin qu'ils allassent. Le seul regret était celui qu'inspira la mort du général Derozy, et il fut universel.

Cette victoire, connue à Smolensk le 19 août, lendemain du jour où l'on y était entré, causa une vive satisfaction à Napoléon, et le rendit juste enfin pour le général Saint-Cyr, dont la rapide détermination nous avait fait regagner sur la Dwina le prestige de la victoire. Napoléon lui envoya le bâton de maréchal d'empire, bien dû à ses talents qui étaient grands quoique gâtés par des défauts de caractère. Il lui adressa en même temps de nombreuses récompenses pour les troupes françaises et bavaroises, qui s'étaient parfaitement conduites, ne voulut pas qu'il y eût entre elles la moindre différence, et accorda des dotations aux veuves et aux orphelins des officiers bavarois, tout comme aux veuves et aux orphelins des officiers français. Il décerna aussi des honneurs tout particuliers à la mémoire du général Derozy. La perte de ce général et celle du général Gudin étaient les plus grandes que l'armée eût encore faites. Elle devait, hélas ! en faire bientôt, sinon de plus grandes, au moins de bien plus nombreuses ! La blessure du maréchal Oudinot n'avait heureusement rien de grave, quoiqu'elle dût pendant plusieurs mois lui interdire l'exercice du commandement.

Ces deux victoires de Gorodetzna et de Polotsk, remportées, l'une le 12 août, l'autre le 18, semblaient garantir la sécurité de nos flancs, et nous permettre de nous avancer davantage, si l'espérance d'une victoire décisive venait luire sur la route de Moscou. Napoléon en jugea ainsi, et comptant que les Autrichiens et les Saxons suffiraient sur sa droite pour contenir Tormazoff, que les Français et les Bavarois de Saint-Cyr suffiraient sur sa gauche pour arrêter Wittgenstein, sans compter le maréchal Macdonald laissé entre Polotsk et Riga, il ne trouva dans la situation de ses ailes aucune raison de s'arrêter, si toutefois il voyait chance, en se portant en avant, ou de terminer la guerre, ou de lui donner un grand éclat. On ne pouvait entrevoir qu'une chance fâcheuse, c'était le retour probable de l'amiral Tchitchakoff, que la paix des Russes avec les Turcs allait rendre disponible. Mais le 9^e corps, celui du duc de Bellune (maréchal Victor), soigneusement formé d'avance pour toutes ces éventualités, placé en juin à Berlin, en juillet à Tilsit, allait, en se transportant à Wilna, offrir une précieuse ressource contre tous les accidents imaginables. Napoléon pour asseoir ses résolutions définitives n'avait donc à prendre en considération que ce qui allait se passer entre la grande armée réunie sous sa main, et la grande armée russe commandée par Barclay de Tolly, laquelle était en retraite sur la route de Moscou. C'est sur ce point

qu'il avait les yeux constamment fixés, se demandant toujours s'il fallait rester à Smoleïsk pour y organiser la Pologne; pour y préparer ses moyens d'hivernage, au risque de tout ce que l'Europe penserait d'une lenteur si nouvelle, ou bien s'il fallait continuer à s'enfoncer en Russie, pour frapper avant la fin de la saison un coup décisif, auquel ne pût pas tenir le caractère mobile de l'empereur Alexandre. C'étaient les rapports de ses deux généraux d'avant-garde qui devaient faire pencher d'un côté ou de l'autre la balance oscillante en ce moment dans ses mains.

Murat et Davout suivaient en effet, l'un avec sa cavalerie, l'autre avec son infanterie, les traces de la grande armée russe qui se retirait par la route de Moscou. Ils avaient occupé Solouïewo, au bord du Dniéper, après quelques combats d'arrière-garde, et laissant à d'autres le soin de conserver ce poste, ils avaient couru sur Dorogobouge, dernier point où la route de Moscou rencontre les sinuosités du Dniéper. Les rapports de ces deux chefs différaient comme leurs caractères. La bravoure éclatante mais inconsiderée de Murat, prodiguant follement sa cavalerie dans les reconnaissances, mais dans les combats la jetant sur l'ennemi avec un merveilleux à-propos, et malheureusement ne sachant pas la ménager de manière à la faire durer, était antipathique à la solide et froide raison du maréchal Davout, qui ne dépensait inutilement ni la vie ni les forces de ses hommes, avançait moins vite que d'autres, et en revanche ne reculait jamais. Quand Murat, engagé avec témérité, demandait l'infanterie du maréchal, celui-ci l'amenait sans se faire attendre, tirait d'embarras le brillant roi de Naples, sans jamais vouloir toutefois lui confier des soldats de la vie desquels il était avare. Il n'y avait que quelques jours qu'ils marchaient ensemble, et déjà il s'était élevé entre eux de vives altercations, dans lesquelles la vivacité du chef couronné de notre cavalerie était venue se briser contre la ténacité du chef de notre infanterie. Aussi se contredisaient-ils sans cesse dans leurs rapports à l'Empereur.

L'ennemi, dont le général Barclay de Tolly dirigeait la retraite, se retirait avec ordre et fermeté, ayant à son arrière-garde une quantité restreinte, mais suffisante et bien choisie, d'infanterie légère, d'artillerie et de cavalerie. Il rétrogradait par échelons, plaçant sur toute position où il pouvait arrêter nos cavaliers quelques pièces de canon attelées et des tirailleurs, et la défendant avec ces moyens jusqu'au moment où notre infanterie arrivait. Alors seulement il s'en allait en toute hâte, se repliant derrière d'autres échelons aussi bien postés, et ne lançait enfin sa cavalerie que dans les lieux déconvertis, quand elle avait chance de ramener la nôtre. Rien dans cette manière d'agir n'annonçait du trouble ou du découragement, et tout révélait au contraire une résistance qui devait grandir successivement, jusqu'à devenir une bataille générale lorsque l'ennemi jugerait convenable d'en livrer une. Murat n'observant que très-

superficiellement ce qui se passait devant lui, ne tenant compte que de cet abandon successif des positions occupées par l'ennemi, prétendait que les Russes étaient démoralisés, et que, dès qu'on pourrait les joindre, on n'aurait qu'à les aborder pour les accabler, qu'il suffisait donc de marcher vite pour trouver sur son chemin l'occasion d'un beau triomphe. Le maréchal Davout soutenait fortement le contraire, et affirmait qu'il n'avait jamais vu une retraite mieux conduite, et dont il fût moins facile de triompher en galopant sur les traces de l'ennemi. Il pensait que sans s'épuiser à courir après les Russes, qu'on ne réussirait pas à devancer, on les rencontrerait bientôt dans une position de leur choix; où ils se défendraient à outrance, et devant laquelle on ferait bien, si on voulait livrer bataille, d'arriver avec des forces sagement ménagées. Il croyait donc à une bataille prochaine, mais sanglante, et l'une des plus terribles du siècle. Il écrivait en ce sens à Napoléon plus d'une fois par jour, et contredisait par conséquent tous les rapports de Murat. Pourtant ces deux chefs de notre avant-garde étaient d'accord sur un point, c'est qu'on trouverait bientôt une bataille sur son chemin; facile suivant l'un, difficile suivant l'autre, certaine suivant tous les deux.

En approchant de Dorogobouge, on aperçut les Russes rangés en bataille derrière une petite rivière qu'on appelle l'Ouja, et qui, après avoir traversé des terrains plus ou moins accidentés, allait se jeter vers notre gauche dans le Dniéper, à un lieu nommé Ouswiat (voir la carte n° 55). À leur attitude, à leur nombre, à leur vaste déploiement, on devait croire à une affaire générale. La petite rivière qu'il fallait franchir pour les atteindre n'était pas un obstacle bien sérieux, mais elle avait des bords fangeux et d'un accès difficile. Toutefois, en remontant un peu sur notre droite, on avait l'espérance de tourner les Russes, et, si on agissait de ce côté avec des forces suffisantes, il était probable qu'on parviendrait à les refouler dans l'angle que l'Ouja forme avec le Dniéper. Il y avait donc en cet endroit chance d'une grande et décisive rencontre, et sur-le-champ Davout et Murat le mandèrent à Napoléon, se trouvant cette fois seulement du même avis dans le rapport qu'ils lui adressèrent. L'armée polonaise, qui marchait à deux lieues sur notre droite, alla prendre position vers les sources de l'Ouja, point par lequel on espérait tourner l'ennemi. C'est le 23 au soir que notre avant-garde, partie de Smolensk le 20, envoya ce rapport à Napoléon.

Ce qu'elle avait eu à percevoir était la vérité même. Le judicieux et intrépide Barclay de Tolly, après avoir bravé courageusement les propos injurieux dont il était l'objet, sentait sa fermeté s'évanouir, surtout depuis la retraite de Smolensk, qu'il lui avait fallu ordonner malgré tous les généraux russes, et en particulier malgré le prince Bagration. Le débainement contre lui était universel. Les généraux comme les hommes politi-

ques ont besoin de courage civil, et doivent savoir dédaigner les vains propos de la soldatesque, qui a aussi souvent perdu les armées que la multitude a perdu les États libres quand on l'a écoutée. Pour nous Français, il ne pouvait rien arriver de plus heureux que de livrer bataille près de Smolensk; pour les Russes, il ne pouvait rien y avoir de plus funeste. Mais les chefs de l'armée, recueillant les plaintes des soldats et surtout celles de la nation, dont on brûlait les villes et les villages, disaient qu'on se défendait avec des ruines, avec des ruines russes, et qu'il serait plus noble et moins dommageable de se défendre avec du sang. L'emportement des esprits était tel qu'on se demandait avec raison, si, malgré tout le danger d'une bataille livrée aux Français si près de leurs ressources, il n'y aurait pas un danger plus grand encore à laisser la démoralisation s'introduire dans les troupes, et à fournir plus longtemps prétexte à ce mépris des chefs qui commençait à engendrer la plus affreuse indiscipline. C'est ce motif qui avait décidé Barclay de Tolly, et lui avait fait abandonner le projet de retraite à l'intérieur, pour celui d'une bataille acharnée livrée immédiatement. En conséquence, il avait envoyé le quartier-maître général, colonel Toll, pour choisir un champ de bataille, et celui-ci avait adopté la position qui s'était offerte derrière l'Ouja, en avant de Dorogobouge. Arrivé là le 22, Barclay de Tolly avait changé l'emplacement de la deuxième armée, que commandait le prince Bagration, et l'avait établie à sa gauche, au point même où nous pouvions tourner la ligne des Russes. Toute la journée du 23, en effet, il s'appliqua à étudier les lieux, à s'y bien asseoir, et à y faire ses préparatifs de combat. Murat et Davout, quoique appréciant différemment l'état moral de l'ennemi, ne se trompaient donc pas en écrivant à l'Empereur que les Russes étaient prêts à livrer bataille, et que, si on était disposé à l'accepter; il fallait accourir en masse pour combattre avec toutes ses forces.

Napoléon reçut cette nouvelle quelques heures après qu'elle avait été expédiée, car, s'il avait fallu trois jours aux troupes de l'avant-garde pour franchir cet espace, dix ou douze heures suffisaient à un courrier. En la recevant, Napoléon résolut de quitter Smolensk pour courir à cet événement décisif, éclatant, dont il croyait avoir besoin pour se soutenir dans la position où il s'était mis. Le fait seul de son déplacement avec toutes ses forces pour se rendre à plusieurs journées de Smolensk, tranchait à moitié la question qui le préoccupait actuellement, mais la tranchait sans qu'il s'en doutât, car les raisons d'aller chercher cette bataille tant désirée, fût-ce à quelques marches, étaient si fortes, qu'il n'y avait pas à hésiter. Il n'hésita donc pas à partir le 24 avec la garde, sans résoudre encore au surplus d'une manière irrévocable la question de savoir s'il hivernerait en Pologne, ou marcherait à Moscou. Il n'en fit pas moins toutes ses dispositions comme pour un départ définitif, parce que, sans être entièrement

décidé, il se doutait qu'il pourrait être entraîné plus loin, et qu'il ne voulait pas faire un pas en avant sans avoir pris sur ses derrières des précautions dignes de sa prévoyance.

Déjà il avait employé cinq jours à ordonner à Smolensk les établissements militaires qu'il créait partout où il passait, et qui malheureusement ne s'achetaient pas toujours quand il était parti. Il avait prescrit la construction de vingt-quatre fours, la conversion des couvents et des églises en magasins, l'approvisionnement de ces magasins avec les ressources du pays, la formation d'un vaste hôpital pourvu de tous les objets nécessaires; disposition argente, car on avait quatre mille Français et trois mille Russes à panser, et le matériel des ambulances étant resté en arrière, on était obligé de suppléer au linge avec le papier des vieilles archives de Smolensk. Il avait prescrit encore l'enlèvement des corps morts, que la population fugitive ne pouvait faire disparaître, et dont la présence sur un sol brûlant était non-seulement hideuse, mais pestilentielle; l'établissement d'un pont sur pilotis à Smolensk, la réparation des murailles de cette ville, leur armement, et enfin cent autres mesures d'une égale utilité. Il laissa dans Smolensk une division de sa jeune garde sous le général Delaborde, celui qui avait si bien servi en Portugal, en attendant que les détachements restés sur les derrières pussent venir former la garnison de cette ville importante. Il y appela ceux qu'il avait laissés à Witebsk, où ils devaient être remplacés par d'autres. Il changea la route de l'armée, et au lieu de la faire passer par les points que lui-même avait parcourus dans sa marche, c'est-à-dire par Gloubokoé, Ouchatsch, Beschenkowiezy et Witebsk, il décida qu'elle passerait par Smorgoni, Minsk, Borisow, Orscha, parce qu'elle serait ainsi plus courte. Il décida que les bataillons de marche, amenant les recrues à l'armée selon les règles qu'il avait depuis longtemps établies, suivraient cette nouvelle ligne d'étapes. Il donna des ordres pour accélérer leur arrivée. La division polonaise Dombrowski, détachée du corps de Poniatowski, et placée à Mohilew pour lier la grande armée avec le corps austro-saxon, reçut une brigade de cavalerie légère, afin qu'elle pût étendre sa surveillance plus au loin, et mieux veiller sur notre nouvelle base d'opération. Il écrivit aux maréchaux Saint-Cyr et Maedonald qui gardaient la Dwina, au prince de Schwarzenberg qui gardait le bas Dniéper, les avertit les uns et les autres qu'il allait se porter en avant pour livrer une bataille décisive, et leur recommanda de bien protéger les flancs de la grande armée pendant qu'il essaierait de frapper un coup mortel sur l'ennemi. Il manda enfin au duc de Bellune de se préparer à venir à Wilna, parce que, de ce point central, le 3^e corps serait la ressource de celui de nos généraux qui se serait laissé battre sur l'une ou l'autre de nos ailes.

Ayant expédié sa garde le matin même du 24, et ordonné à Ney qui

suivait Davout, il se serra sur la tête de l'armée, au prince Eugène qui avait cheminé sur la gauche par Donkhowtchyna, de se diriger sur Dorogobouge, il partit le soir de sa personne, et marcha toute la nuit du 24 au 25 août pour arriver le 25 avec le soleil levant, et livrer peut-être la bataille, objet de ses desirs les plus ardents :

Mais eu arrivant le 25, il trouva les apparences de cette bataille, entrevues d'abord avec tant de joie, à pen près évanouies, du moins pour le moment. En effet, après un premier examen de la position, le prince Bagration qui en occupait la partie difficile à défendre, puisqu'il était au point même où l'Ouja pouvait être franchie, et où la gauche des Russes courait le risque d'être tournée, le prince Bagration l'avait jugée détestable, et avait traité d'une manière offensante le colonel Toll, qui s'attachait à la justifier auprès de lui. Dès lors la bataille avait été encore ajournée par la volonté même de celui qui la demandait avec le plus d'ardeur. Cela étant, Barclay de Tolly avait pris le parti de décamper, et de traverser rapidement Dorogobouge pour se rendre à Wiasma, où l'on disait que se trouvait une position beaucoup plus avantageuse.

C'est ainsi que l'armée russe qu'on avait crue si disposée à combattre, s'était tout à coup dérobée, de manière à persuader qu'elle n'y avait jamais songé. Mais le tact de Napoléon était si sûr, le maréchal Davout avait tant d'expérience, qu'il leur était impossible de s'y méprendre, et qu'ils reconnurent parfaitement dans ces haltes suivies de retraites subites, non pas les irrésolutions, mais les tâtonnements d'une armée qui, déterminée à combattre, cherchait seulement le terrain où elle pourrait le faire avec le plus d'avantage. Il était évident qu'en la suivant deux ou trois jours encore, on la trouverait enfin disposée à tenir ferme, et à recevoir la bataille qu'on lui avait tant de fois offerte. Dans un tel état de choses, s'arrêter pour deux ou trois marches qui restaient à faire, ne semblait pas une résolution suffisamment motivée, et Napoléon ayant déjà franchi les trois étapes qui séparaient Smolensk de Dorogobouge, n'hésita point à franchir les trois qui séparaient Dorogobouge de Wiasma, où il était probable qu'on joindrait enfin l'armée russe. Seulement, comme il n'était pas homme à se tromper sur les conséquences de ses actions, il ne douta plus de ce qui allait arriver, c'est-à-dire de l'enchaînement de choses qui devait le conduire jusqu'à Moscou¹. A Wiasma, il ne serait pas encore à

¹ C'est l'une des questions historiques qu'on s'est le plus souvent adressées, que celle de savoir pourquoi Napoléon ne s'était pas arrêté à Smolensk, et n'avait pas employé le reste de la saison à organiser la Pologne, et à préparer son point de départ pour un second mouvement offensif, qu'il aurait exécuté en 1813; en un mot, pourquoi il ne s'était pas résigné à faire cette guerre en deux campagnes, au lieu de vouloir la faire en une seule. Cette question toujours posée n'a jamais été bien résolue, parce qu'on n'avait pas cherché dans la correspondance de Napoléon, demeurée inconnue, les motifs qui, jour par jour, l'avaient entraîné de Wilna à Witebsk, de Witebsk à Smolensk, de Smolensk à Dorogobouge.

la moitié du chemin de Smolensk à Moscou, mais il en approcherait; il l'aurait dépassée à Ghjat; et ce ne serait pas le cas, si on gagnait une grande bataille à quelques journées de Moscou, il s'arrêter, et de renoncer à l'immense éclat de l'entrée des Français dans cette vieille capitale des czars. Parti de Smolensk sans être encore fixé, il se décida définitivement à Dorogobouge, et le 26 il donna ses ordres comme il convenait de les donner pour une marche qui ne se terminerait plus qu'à Moscou même.

Bien qu'en quittant Smolensk il se fût occupé de sa base d'opération, Napoléon dut s'en occuper davantage encore en prenant le parti de se porter à si grande distance. Cette base qui avait été d'abord à Dantzic et à Thorn, puis à Königsberg et à Kowno, plus tard à Wilna, s'était déplacée successivement à mesure que se prolongeait cette marche extraordinaire à travers la Pologne et la Russie. La nouvelle base sur laquelle il fallait s'appuyer était évidemment Smolensk. C'est là qu'était le nœud qui unissait la Dwina et le Dniéper, et les reliait avec Wilna et Kowno. Aussi Napoléon résolut-il d'y appeler sur-le-champ le corps du maréchal Victor, composé d'environ 30 mille hommes, dont un tiers de troupes françaises, un tiers d'excellentes troupes polonaises, et un tiers de troupes de Baden et de Berg très-bien organisées. Ce corps qu'allait grossir le courant continu des bataillons de marche, étant placé à Smolensk, où il se reposerait et se nourrirait bien, devait être prêt à soutenir ou le maréchal Saint-Cyr, ou le prince de Schwarzenberg, dans le cas où l'un des deux viendrait à essuyer des revers. Napoléon pensait que loin d'éprouver des revers ils obtiendraient au contraire des succès, en usant bien de leurs forces. Mettant toutefois les choses au pis, il supposait qu'ils seraient réduits à la défensive, ce qui était à ses yeux la plus défavorable des éventualités possibles, et dès lors il considérait le corps du maréchal Victor comme destiné à faire face aux troupes qui reviendraient de Turquie. Il ne lui semblait pas qu'il pût venir plus de 30 mille hommes du bas Danube, ce qui était vrai, et dans ce cas, soit que ces troupes se dirigeassent par la Volhynie sur la Pologne, soit qu'elles se dirigeassent par l'Ukraine sur Kalouga et Moscou, le 9^e corps nous mettait en mesure de leur tenir tête, en marchant au secours, ou du prince de Schwarzenberg, ou de la grande armée elle-même. Ce que Napoléon écrivait le plus disposé à croire, c'est que la

route, de Dorogobouge à Moscou. La lecture attentive de cette correspondance, curieuse et toujours profonde, nous a tant expliqué, et nous a révélé les échelons successifs par lesquels Napoléon se trouva conduit jusqu'à Moscou même. Nous essayons, dans ce récit, de rendre cette succession de preuves avec la plus rigoureuse exactitude, et nous affirmions que c'est en courant après une bataille, dont l'effet moral lui semblait nécessaire, que Napoléon, amené de Smolensk à Dorogobouge, à Wiasma, à Ghjat, à Borodino, se trouva presque sans l'avoir voulu aux portes de Moscou. Une fois arrivé si près, y entrer ne pouvait plus être l'objet d'un doute. Reste à savoir pourquoi il y demeura si longtemps. La même correspondance nous l'apprendra encore, et nous le dirons avec la même exactitude lorsque nous serons parvenus à cette partie de notre récit.

Russie étant frappée au cœur par une marche sur Moscou, ne songerait pas à porter des forces à ses extrémités, et que l'amiral Tchitchakoff ne serait pas dirigé sur Kiew, mais sur Kalouga. Aussi regardait-il la position du duc de Bellune à Smolensk comme la mieux choisie pour toutes les hypothèses imaginables. En conséquence il lui envoya ses ordres de Dorogobouge le 26 août, et lui donna des instructions conformes aux idées que nous venons d'émettre.

Il étendit sa prévoyance plus loin encore. Il ne voulait pas que ce corps fût disséminé en petites garnisons : pour prévenir cet inconvénient il avait attiré déjà sur Wilna divers régiments saxons, polonais, westphaliens, ansbachiens, restés jusqu'ici à Dantzig et à Königsberg. Il ordonna de les amener tous à Minsk et à Smolensk, pour y fournir les garnisons et les détachements dont on aurait besoin. Afin de les remplacer à Dantzig, il avait précédemment appelé dans cette place l'une des divisions du maréchal Augereau, commandée par le général Lagrange, et toute composée de bataillons de marche. Il résolut de faire venir cette division elle-même à Smolensk, pour renforcer les divers corps de la grande armée, y remplir les vides produits par les batailles qu'on allait livrer, et jalonner la route en attendant. Cette division dut être remplacée à Dantzig par une autre, appartenant également au corps du maréchal Augereau, celle du général Henneket, qui comprenait uniquement des quatrièmes bataillons. Le maréchal Augereau allait ainsi se trouver entièrement privé de l'une de ses quatre divisions, celle qu'on appellerait à Smolensk. Napoléon y pourvut au moyen de troupes qu'il résolut de tirer d'Italie. On se souvient sans doute que se défiant de la coue de Naples il avait, avec plusieurs beaux régiments français et divers corps étrangers au service de France, formé entre Rome et Naples un corps sous le général Grenier. Tenant Murat sous sa main, et n'ayant plus rien à craindre de sa légèreté, il pensa que l'armée napolitaine, qui avait été organisée avec soin, suffirait à la garde du midi de l'Italie, il lui laissa d'ailleurs les régiments d'Isenbourg et de Latour-d'Auvergne, et ordonna de réunir à Vérone les troupes françaises du général Grenier, pour en former une belle division de 15 mille hommes, composée de ce qu'il y avait de meilleur en Italie. Il prescrivit au général Grenier de s'acheminer vers Augsbourg le plus tôt possible, mais toutefois en marchant avec la prudence convenable, afin de ne pas couvrir les routes de trainards. Le corps du maréchal Augereau allait ainsi gagner beaucoup plus qu'il ne perdait, et se retrouver à quatre divisions, et au chiffre de 50 mille hommes de troupes actives.

Ainsi avec un corps de 50 mille hommes entre Berlin et Dantzig, avec de fortes garnisons à Dantzig, à Königsberg, à Memel, à Kowno, à Wilna, à Witebsk, avec les deux corps des maréchaux Macdonald et Saint-Cyr sur la Dwina, avec celui du prince de Schwarzenberg sur le Dniéper, avec

une belle division polonaise à Mohilew pour relia le prince de Schwarzenberg à la grande armée, avec le corps du duc de Bellune parfaitement disponible à Smolegsk, et prêt à secourir celle de ses ailes qui serait en péril on à s'élever à sa suite jusqu'à Moscou, enfin avec un courant continu de bataillons de marche servant de garnisons dans toutes les villes de la route en attendant qu'ils vissent recruter la grande armée; avec tous ces moyens, disons-nous, Napoléon se regardait comme en sûreté, et ne croyait pas qu'on pût jamais comparer sa conduite à celle de Charles XII.

Assurément ces vastes mesures étaient dignes de sa haute prévoyance; et semblaient devoir le garantir contre tous les accidents. Cependant l'une d'elles était de la part de ses lieutenants l'objet de beaucoup d'observations trop timidement présentées, et malheureusement justifiées par l'événement, c'était celle qui consistait à laisser divisées en deux corps les troupes destinées à garder la Dwina. Le corps du maréchal Saint-Cyr comptant depuis les derniers événements 20 mille Français, et 10 mille Bavares, eût été suffisant peut-être avec un général très-entreprenant, et surtout avec des subsistances, pour battre le corps de Wittgenstein. Mais réduit à moins de 24 mille combattants par l'envoi de nombreux détachements à la recherche des vivres, placé à de grandes distances de ses appuis, dans des régions inconnues, on ne devait pas s'étonner que, même sous un général habile comme le maréchal Saint-Cyr, il ne fit rien de bien décisif. Le maréchal Macdonald avec tout au plus 24 mille hommes, répartis entre Riga et Dunabourg, ne pouvait ni prendre Riga, ni se tenir en communication avec le maréchal Saint-Cyr. Au contraire en réunissant ces deux corps, ainsi que le proposait le maréchal Macdonald, on eût accablé Wittgenstein, on eût pu se porter bien au delà de la Dwina, s'établir même à Sebej, forcer ainsi Wittgenstein à se replier sur Pskow, et avoir de ce côté une supériorité décidée. (Voir la carte n° 54.) Il est vrai que la Courlande eût été exposée aux courses de la garnison de Dunabourg, et qu'on n'aurait pas assiégé Riga, dont Napoléon tenait à s'emparer. Mais si l'on occupait fortement Tilsit, si l'on gardait bien le cours du Niémen jusqu'à Kowno, les courses des Cosaques en Courlande ne pouvaient pas avoir de grandes conséquences; et quant au siège de Riga, il était bien peu vraisemblable qu'un corps de moins de 24 mille hommes, obligé de disperser un tiers de son effectif en détachements, fût capable de l'exécuter. Sauf cette disposition, dont on verra plus tard les conséquences, et qui tenait au penchant fatal de vouloir poursuivre tous les buts à la fois, Napoléon prit les véritables mesures que la situation comportait. Sentant la difficulté d'assurer la correspondance de la grande armée avec ses derrières, à travers les bandes de Cosaques, il ordonna qu'à tout relai de poste fût établi un blockhaus, espèce de petite citadelle construite avec des palissades, devant contenir cent hommes d'infanterie,

deux bouches à feu, quinze hommes de cavalerie, un magasin, un petit hôpital, des chevaux de poste, un commandant intelligent et énergique. Les gouverneurs de Minsk, de Borisow, d'Orscha, de Smolensk, furent chargés d'y pourvoir avec leurs garnisons, et de la sorte ni les paysans ni les Cosaques ne pouvaient empêcher la communication des nouvelles et des ordres. Enfin s'attendant, si une victoire et la prise de Moscou n'accablaient pas le courage d'Alexandre; à revenir hiverner en Pologne, il voulut que soit avec de l'argent, soit avec des réquisitions, on levât en Lithuanie et en Pologne 1200 mille quintaux de grains, 60 mille bœufs, 12 millions de boisseaux d'avoine, 100 mille quintaux de foin, 100 mille de paille; et qu'on réunit ces vastes approvisionnements à Wilna, à Grodno, à Minsk, à Mohilew, à Witebsk, à Smolensk. Il y avait là de quoi nourrir l'armée pendant plus d'un an, et il était très-possible, surtout avec de l'argent, de se procurer ces denrées en Pologne. Napoléon avait amené à sa suite un gros trésor en numéraire, et de plus de faux roubles en papier, qu'il avait sans aucun scrupule fait fabriquer à Paris, se croyant justifié par la conduite des coalisés, qui, à une autre époque, avaient rempli la France de faux assignats.

Toutes ces précautions prises, Napoléon quitta Dorogobouge dans l'ordre suivant. Murat, avec la cavalerie légère des maréchaux Davout et Ney, avec la cavalerie de réserve des généraux Nansouty et Montbrun, avec beaucoup d'artillerie attelée, formait l'avant-garde; le maréchal Davout le suivait immédiatement, ayant toujours une de ses divisions prête à soutenir la cavalerie. Après Davout marchait Ney, après Ney la garde. A droite le prince Poniatowski avec son corps et la cavalerie de Latour-Maubourg, se tenant à deux ou trois lieues de la grande route, s'appliquait à déborder l'ennemi, et recueillait des informations, que la langue parlée par les Polonais et la moindre disparition des habitants sur les routes latérales lui permettaient de se procurer plus facilement. Le prince Eugène occupait une semblable position sur la gauche, et marchait à deux ou trois lieues de la grande route, toujours un peu en avant du gros de l'armée, afin de déborder les Russes. Il était précédé par la cavalerie du général Grouchy.

Le quartier général suivait avec les parcs d'artillerie et du génie, avec mille voitures d'équipages chargées de vivres. Ces vivres étaient destinés à nourrir la garde, que Napoléon ne voulait pas habiter à la maraude, et à fournir la subsistance de l'armée elle-même le jour où il faudrait se contenter pour livrer bataille. Sauf le corps de Davout qui avait huit jours de vivres sur le dos des soldats, et une réserve de trois ou quatre sur voitures, les autres corps devaient se nourrir dans le pays. On s'était aperçu en effet que les villages étaient moins dépourvus qu'on ne l'avait supposé d'abord, et que sur les routes latérales notamment, où les Russes n'avaient

pas en le temps de tout détruire, il restait une assez grande masse de subsistances. C'était la ressource réservée au prince Eugène sur la gauche, au prince Poniatowski sur la droite.

L'armée était donc débarrassée d'une partie de ses charrois. Elle ne portait en quantité considérable que des munitions d'artillerie, et en-fait d'équipages de pont elle s'était restreinte aux fers et aux outils nécessaires pour jeter des ponts de chevalets. Sur ce plateau central, qui sépare la Baltique de la mer Noire, les rivières, presque toutes à leur naissance, étaient lentes et peu profondes, et pour les franchir on n'avait pas besoin de trainer des bateaux avec soi. Sous le rapport de la qualité des hommes, l'armée était ramenée à ce qu'elle avait compté de meilleur dans ses rangs. Elle avait perdu depuis Witebsk environ 15 mille hommes en divers combats, notamment à Smolensk et à Valoutina; elle en avait bien perdu 10 mille par la marche. Elle avait laissé une division de la garde à Smolensk, une division italienne, et la cavalerie légère du général Pajol en observation sur la route de Witebsk, et par toutes ces causes elle était réduite de 175 mille hommes à environ 145 mille. Il est vrai qu'on ne pouvait rien voir de plus beau. Le temps était d'une parfaite sérénité : on marchait sur une large et belle route, bordée de plusieurs rangées de bouleaux, à travers de vertes plaines, et, quoique l'esprit des généraux fût assombri, les soldats se laissaient guider superstitieusement par l'étoile de leur chef. Le bruit s'était déjà répandu qu'on allait à Moscou. — A Moscou! criaient les soldats, à Moscou!... et ils suivaient Napoléon comme autrefois les soldats macédoniens suivaient Alexandre à Babylone.

Le 28, on arriva à Wiasma, jolie ville assez peuplée, traversée par une rivière dont les ponts étaient détruits. (Voir la carte n° 55.) N'épargnant pas plus les cités que les hameaux, les Russes avaient mis le feu à cette pauvre ville de Wiasma, mais suivant leur coutume ils l'avaient mis à la hâte, et au dernier moment. Aussi nos soldats parvinrent-ils à l'éteindre, et à sauver une partie des maisons et des vivres. Ils s'empressèrent également de rétablir les ponts. Les habitants avaient tous pris la fuite, et l'on n'était retenu ni par les égards de l'humanité, ni par ceux de la politique, dans la manière de jouir du pays conquis. On s'établissait donc dans ce qu'on avait arraché au feu, comme dans un bien à soi, et l'on en vivait sans réserve, même sans économie, devant partir le lendemain. Malheureusement, si on était prompt à se jeter au milieu des flammes pour arrêter leur ravage, on parvenait difficilement à s'en rendre maître à cause du bois, qui est en Russie la matière de la plupart des constructions; et puis quand on avait réussi, les soldats en voulant cuire du pain dans les fours que chaque maison renfermait, mettaient par négligence le feu que les Russes avaient mis par calcul, et qu'on avait éteint par hes-

soin. Pourtant, quoique avec peine et à travers mille hasards, on vivait, car l'industrie du soldat français égalait son courage.

D'après les bruits recueillis à l'avant-garde, bruits vrais d'ailleurs, nous aurions dû rencontrer les Russes à Wiasma, prêts à recevoir cette terrible bataille, à laquelle ils avaient fini par se résoudre, et qu'ils étaient décidés à accepter dès que le terrain leur paraîtrait favorable. Mais les Russes n'ayant pas jugé convenable celui de Wiasma, avaient reporté leurs vues sur celui de Czarewo-Zaimitché, situé à deux journées au delà, lequel devait opposer à l'assaillant de très-grandes difficultés. Il semblait que depuis que le général Barclay de Tolly avait concédé aux passions de son armée la bataille tant demandée, on fût moins impatient de la livrer, et plus difficile sur le choix du terrain. La multitude, dans les camps comme sur la place publique, est toujours la même : lui accorder ce qu'elle désire, est presque un moyen de l'en dégoûter. Les plus ardents partisans de la bataille, le prince Bagration entre autres, ne trouvaient aucun terrain à leur gré. Ils n'avaient pas voulu de celui de l'Ouja, ils ne voulaient pas davantage de celui de Wiasma ; ils remettaient maintenant jusqu'à Czarewo-Zaimitché. On voit à travers quelles vicissitudes finissait par prévaloir le système d'une retraite continue, tendant à nous attirer dans les profondeurs de l'empire.

Du reste ; pour Napoléon, ce n'était plus une question que celle de savoir s'il fallait suivre les Russes. Il avait pris son parti à cet égard, depuis qu'il était convaincu qu'ils finiraient par accepter la bataille ; et une ou deux marches de plus pour arriver à ce résultat, qui à ses yeux devait être décisif, n'étaient plus une considération capable de l'arrêter. Il ne fut donc ni étonné ni dépité de trouver à Wiasma les Russes encore décampés, et il résolut de les suivre sur la route de Ghjat. Pourtant autour de lui de sinistres pressentiments commençaient à préoccuper les esprits. Chaque soir la nécessité d'aller aux fourrages faisait perdre des centaines d'hommes, et la fatigue tuait des centaines de chevaux. L'armée diminuait à vue d'œil, surtout la cavalerie, et on pouvait craindre que ce système des Parthes, dont les Russes se vantaient dans leurs bivouacs tout en insultant les généraux qui le pratiquaient, ne fût que trop réel, et trop près de réussir. Berthier, quoique d'une réserve extrême, Berthier, qui avait à la guerre le bon sens du prince Cambacérès dans la politique, mais qui n'était pas plus hardi lorsqu'il fallait en tenir le langage, Berthier se permit d'adresser quelques représentations à l'Empereur sur les dangers de cette expédition poussée à outrance, et exécutée en une seule campagne au lieu de deux. Il fit valoir les fatigues, la disette de vivres, l'affaiblissement successif de l'effectif, la mortalité des chevaux, et par-dessus tout la difficulté du retour. Napoléon, qui savait bien tout ce qu'on pouvait dire sur ce sujet, et qui s'irritait de trouver dans la bouche des autres

l'expression de pensées qui obsédaient son esprit, reçut fort mal les observations du major général, et lui adressa ce reproche blessant qu'il jectait à la face de quiconque lui faisait une objection : — Et vous aussi, vous êtes de ceux qui n'en veulent plus ! — Puis il alla presque jusqu'à l'insulter, le comparant à une vieille femme, lui disant qu'il pouvait, s'il le voulait, retourner à Paris, et qu'il saurait se passer de ses services. Berthier, humilié, lui répondit avec une douleur concentrée, se retira au quartier du major général, et pendant plusieurs jours cessa d'aller s'asseoir à la table impériale, bien qu'il y prit ordinairement tous ses repas¹.

Un autre incident également regrettable eut lieu à la même époque. On a vu comment le maréchal Davout et Murat étaient toujours en dissentiment à l'avant-garde, ainsi qu'il convenait à des caractères aussi différents. Le maréchal Davout à Wiasma, irrité de voir la cavalerie trop peu menagée par Murat, lui refusa son infanterie, ne voulant pas qu'elle fût traitée comme l'était la cavalerie. Murat eut beau alléguer sa qualité de roi, de beau-frère de l'Empereur, le maréchal Davout s'obstina dans son refus, et devant toute l'armée défendit au général Compans d'obéir au roi de Naples. L'altercation avait été si vive qu'on ne savait ce qu'elle amènerait, mais elle fut bientôt apaisée par la présence de Napoléon, qui, tout en partageant l'opinion du maréchal Davout, fut blessé du peu d'égards de ce maréchal pour la parenté impériale, et lui infligea un désagrément public en décidant que la division Compans, pendant qu'elle serait à l'avant-garde, obéirait aux ordres de Murat.

On partit de Wiasma le 31 août pour Ghjat. Sur le chemin on espérait rencontrer les Russes à Czarewo-Zaimitché. En y arrivant on les trouva partis, comme à Wiasma, comme à Dorogobouge. On ne s'en étonna point cependant, et on résolut de les suivre, certain qu'on était de les atteindre bientôt. En effet, tous les trainards qu'on recueillait, rapportaient unanimement que l'armée allait livrer bataille, et qu'elle n'attendait pour s'y décider que les renforts envoyés du centre de l'empire. Dans cette même journée, la cavalerie légère s'empara d'un Cosaque, canonnier dans le corps de Platow. Comme il paraissait fort intelligent, l'Empereur désirant l'interroger lui-même pendant la marche, ordonna qu'on lui fournit un cheval, et le fit placer entre lui et M. Lelorgne d'Ideville,

¹ On a raconté beaucoup d'altercations, ou fausses ou exagérées, de Napoléon avec ses lieutenants pendant cette campagne. Je me borne, en ceci comme en toutes choses, à ce qui est constaté. Je tiens d'un témoin oculaire, digne de foi, aussi dévoué à Napoléon qu'à Berthier, et occupant un rang élevé dans l'armée, le fait que je viens de rapporter. Du reste cette altercation avec Berthier n'est fort connue dans le temps, et elle se trouve mentionnée dans plusieurs des mémoires contemporains. C'est la plus constatée de toutes celles qu'on a racontées, et c'est pour cela que je la crois digne d'être consacrée par l'histoire. Le personnage de Berthier, et l'authenticité du fait, me semblent lui mériter cette exception.

interprète attaché au quartier général. Le Cosaque, ignorant la compagnie dans laquelle il se trouvait, car la simplicité de Napoléon n'avait rien qui pût révéler à une imagination orientale la présence d'un souverain, s'entretint avec la plus extrême familiarité des affaires de la guerre actuelle. Il raconta tout ce qu'on disait dans l'armée russe des divisions des généraux, prétendit que Platow lui-même avait cessé d'être ami de Barclay de Tolly, vanta les services des Cosaques, sans lesquels les Russes, affirmait-il, auraient été déjà vaincus, assura que sous peu de jours on aurait une grande bataille, que si elle avait lieu avant trois jours les Français la gagneraient, mais que si elle était livrée plus tard, Dieu seul savait ce qu'il en arriverait. Il ajouta que les Français étaient commandés, à ce qu'on rapportait, par un général du nom de Bonaparte, qui avait l'habitude de battre tous ses ennemis, mais qu'on allait recevoir d'immenses renforts pour lui tenir tête, et que cette fois peut-être il serait moins heureux, etc.. Cette conversation, dans laquelle se reflétaient de la manière la plus naturelle et la plus originaire toutes les idées qui circulaient dans l'armée russe, intéressa beaucoup et fit sourire à plusieurs reprises le puissant interlocuteur du jeune Cosaque. Voulant essayer l'effet de sa présence sur cet enfant du Don, Napoléon dit à M. Lelorgne d'Ideville de lui apprendre que ce général Bonaparte était justement le personnage auprès duquel il cheminait. A peine l'interprète de Napoléon avait-il parlé, que le Cosaque, saisi d'une sorte d'ébahissement, ne proféra plus une parole, et marcha les yeux constamment attachés sur ce conquérant, dont le nom avait pénétré jusqu'à lui à travers les steppes de l'Orient. Toute sa loquacité s'était subitement arrêtée, pour faire place à un sentiment d'admiration naïve et silencieuse. Napoléon après l'avoir récompensé, lui fit donner la liberté, comme à un oiseau qu'on rend aux champs qui l'ont vu naître¹.

L'avant-garde s'était portée pendant cette journée jusqu'à Ghjat, petite

¹ L'éloignement que j'éprouve pour tout ce qui n'est pas la vérité rigoureuse en histoire, m'aurait empêché de rapporter cette précieuse anecdote, malgré l'avantage qu'elle a de pénétrer avec justesse l'état moral des masses que nous avions à combattre, si je n'avais été certain de son authenticité. Elle m'a été racontée il y a bien des années par M. Lelorgne d'Ideville lui-même, avec les détails que-je donne, et ce souvenir, qui a déjà vingt ans de date, n'aurait peut-être pas suffi pour me décider à la rapporter, si je ne l'avais trouvée reproduite tout entière, et avec les plus grandes particularités, dans la correspondance intime de M. Lelorgne d'Ideville avec M. de Bassano. C'est par M. de Bassano que M. Lelorgne d'Ideville avait été placé comme secrétaire interprète auprès de l'Empereur, et tous les soirs il payait sa dette envers M. de Bassano, en lui racontant ce qui s'était passé dans la journée, surtout relativement à la personne de Napoléon. M. Lelorgne d'Ideville avait longtemps vécu en Russie, connaissait parfaitement la langue du pays, et pendant cette marche sur Moscou il fut constamment à cheval à côté de l'Empereur. Aussi était-il un des témoins les plus intéressants à entendre sur cette campagne, et sa correspondance en est-elle un des plus précieux restes. Adressée à Wilson, elle ne partagea point le sort des papiers de Napoléon, qui furent brûlés ou détruits au passage de la Bérézina.

ville qui était assez bien pourvue de ressources, surtout en grains, et qu'on eut le temps d'arracher aux flammes. Le lendemain 1^{er} septembre le quartier général alla s'y établir. Une pluie subite avait converti la poussière des campagnes moscovites en une fange épaisse, dans laquelle on enfonçait profondément. Napoléon épouvanté des pertes d'hommes et de chevaux qu'on faisait en avançant, résolut de s'arrêter à Gijjat deux ou trois jours. Son intention étant désormais de suivre les Russes jusqu'à Moscou, il était certain de les rencontrer, fût-ce aux portes mêmes de cette capitale, déterminés à la défendre à outrance. Il n'y avait donc aucun motif de courir à perte d'haine pour les devancer, et il valait bien mieux arriver plus nombreux et moins fatigués sur le terrain du combat. En conséquence il prescrivit à tous les chefs de rallier leurs hommes restés en arrière, de constater par des appels rigoureux le nombre de combattants qu'on pourrait mettre en ligne, de faire la revue des armes et le compte des munitions, de se pourvoir par le moyen ordinaire de la maraude de deux ou trois jours de vivres, de disposer enfin le corps et l'âme des soldats à la grande lutte qui se préparait. Au surplus ces braves soldats s'y attendaient, d'après tous les rapports des avant-postes, et il n'était pas besoin de beaucoup d'efforts pour les y disposer, car ils la désiraient ardemment, et la considéraient comme devant être le terme de leurs fatigues, et l'une des plus grandes journées de leur glorieuse vie.

Le moment de cette bataille était arrivé en effet, et les Russes étaient résolus à la livrer. Ils l'auraient même livrée à Czarewo-Zaimitché, si un nouveau changement survenu dans leur armée n'avait entraîné encore un retard de quelques jours. Ce changement avait sa cause à Saint-Petersbourg, au sein même de la cour de Russie.

Alexandre expulsé en quelque sorte de l'armée, s'était transporté à Moscou pour y remplir le rôle qu'on lui avait représenté comme plus approprié à sa dignité, comme plus utile à la défense de l'empire, celui d'enthousiasmer et de soulever les populations russes contre les Français. Arrivé à Moscou, il avait convoqué le corps de la noblesse et celui des marchands, afin de leur demander des preuves efficaces de leur dévouement au prince et à la patrie. C'est le gouverneur Rostopchin qui avait été chargé de ces convocations, et il n'avait pas eu de peine à enflammer les esprits, que la présence de l'ennemi sur la route de la capitale remplissait d'une sorte de fureur patriotique. A la vue d'Alexandre venant réclamer l'appui de la nation contre un envahisseur étranger, des sanglots, des cris d'amour avaient éclaté. La noblesse avait voté la levée d'un homme sur dix dans ses terres; le commerce avait voté des subsides considérables, et avec ces hommes et cet argent on devait former une milice, qui dans le gouvernement de Moscou serait, disait-on, de quatre-vingt mille hommes. Ces levées, indépendantes de celles que l'empereur allait

ordonner dans les domaines de la couronne, devaient être imitées dans tous les gouvernements que l'ennemi n'occupait point.

Après avoir recueilli ces témoignages d'un patriotisme ardent et sincère, Alexandre s'était rendu à Saint-Petersbourg, pour y prescrire toutes les mesures qu'exigeait cette espèce de levée en masse, et pour présider à la direction générale des opérations militaires. La noblesse résidant en ce moment dans la capitale se composait des vieux Russes que leur âge forçait à vivre éloignés des camps; elle était charmée d'avoir ramené Alexandre au centre de l'empire, de le tenir en quelque sorte sous sa main, loin des fortes impressions du champ de bataille, loin surtout des séductions de Napoléon, car on craignait toujours qu'une entrevue aux avant-postes le soir d'une bataille perdue, ne le fit tomber de nouveau dans les liens de la politique de Tilsit. MM. Arakhtcheïef, Armfeld, Stein, tous les conseillers russes ou allemands, qui depuis le départ de Wilna étaient allés attendre Alexandre à Saint-Petersbourg, l'entouraient, le tenaient pour ainsi dire assiégé, et n'auraient pas permis une résolution qui ne fût pas conforme à leurs passions. Ils avaient trouvé un renfort d'influence dans la présence de lord Cathcart, le général qui avait commandé l'armée britannique devant Copenhague, et qui venait représenter l'Angleterre à Saint-Petersbourg, depuis la paix de cette puissance avec la cour de Russie.

Cette paix s'était conclue en un instant, immédiatement après l'ouverture des hostilités, mais point avant, ainsi qu'Alexandre l'avait promis à M. de Lauriston. Elle s'était négociée entre M. de Suchtelen, représentant de la Russie, et M. Thornton, agent anglais envoyé en Suède, et elle avait stipulé le concours de toutes les forces des deux empires pour le succès de la nouvelle guerre. Lord Cathcart était arrivé aussitôt la paix signée. Le langage de cet ambassadeur et des conseillers allemands, appuyé par le prince royal de Suède, consistait à dire que dans cette guerre on ne triompherait que par la persévérance; que sans doute on perdrait des batailles, une, deux, trois peut-être, mais qu'il suffirait d'en gagner une pour que les Français fussent détruits, avancés comme ils l'étaient dans l'intérieur de l'empire. Alexandre qui était blessé au fond du cœur de la manière baltique dont Napoléon l'avait traité depuis deux années, de l'insensibilité visible avec laquelle ses ouvertures de paix avaient été accueillies, était décidé, maintenant que la guerre était engagée, à ne pas céder, et à résister jusqu'à la dernière extrémité. Il avait confiance dans le système de retraite continué, il en avait compris la portée, et il le voulait suivre, sans tomber dans la triste inconséquence dont ses compatriotes donnaient actuellement l'exemple. En effet, tandis qu'ils se prévalaient tous les jours de l'avantage qu'il y aurait pour eux à se retirer dans les profondeurs de l'empire et à y attirer les Français, ils ne savaient pas faire en attendant tous les sacrifices que comportait ce genre

de guerre. Il fallait effectivement se résigner à une sorte d'humiliation passagère, celle de rétrograder sans cesse, et de plus à des pertes cruelles, car ce n'étaient pas les malheureuses villes de Smolensk, de Wiasma, de Ghjat, qui payaient seules cette tactique ruineuse, c'étaient aussi les seigneurs propriétaires de châteaux et de villages situés sur la route des Français, dans une zone de douze à quinze lieues de largeur. Dans toute cette région il ne restait que des cendres, car ce que les Français sauvaient de l'incendie, ils le brûlaient ensuite eux-mêmes par négligence; et, par une contradiction singulière, tandis qu'on aurait dû comprendre la nécessité de ces sacrifices, et approuver les généraux qui battaient en retraite en détruisant tout sur leur chemin, on les appelait des lâches ou des traîtres qui n'osaient pas regarder les Français en face, et qui aimaient mieux leur opposer des ruines que du sang!

Alexandre ayant cessé d'être responsable de la conduite de la guerre depuis son éloignement de l'armée, tout l'odieux des derniers événements militaires était retombé sur l'infortuné Barclay de Tolly. Avoir perdu Wilna, Witebsk, Smolensk sans bataille, être en retraite sur la route de Moscou, livrer le cœur de l'empire à l'ennemi sans immoler des milliers d'hommes, était un crime, une vraie trahison, et les masses, en prononçant le nom de Barclay de Tolly qui n'était pas russe, disaient qu'il n'y avait pas à s'étonner de tant de revers, que tous ces étrangers au service de la Russie la trahissaient, et qu'il fallait s'en débarrasser. Ce cri populaire retentissait non-seulement dans l'armée, mais dans les villes et les campagnes, et surtout à Saint-Petersbourg. Les envieux s'étaient joints aux emportés pour dénoncer Barclay de Tolly comme l'auteur de la catastrophe de Smolensk. Et qu'y pouvait-il, l'infortuné? Rien, comme on l'a vu. Il avait sacrifié douze mille Russes pour que cette perte ne fût pas consommée sans une large effusion de sang, et son tort, s'il en avait un, c'était d'avoir fait ce sacrifice, car Smolensk ne pouvait pas être sérieusement défendue. Toutefois, dans les malheurs publics, il faut qu'on s'en prenne à quelqu'un, et la multitude choisit souvent pour victime le bon et courageux citoyen, qui seul avertit utilement le pays! Ces minères ne sont pas particulières aux États libres, elles appartiennent à tous les États où il y a des masses aveugles, et il y en a sous le despotisme au moins autant qu'ailleurs.

Barclay de Tolly était donc perdu. Les gens sensés eux-mêmes, voyant le déchainement auquel il était en butte, l'insubordination qui en résultait dans l'armée, étaient d'avis de le sacrifier. Au milieu de ce délire, il y avait un nom qui se trouvait dans toutes les bouches, c'était celui du général Kutusof, ce vieux soldat borgne, que l'amiral Tchitchakoff avait remplacé sur le Danube, qui précédemment avait perdu la bataille d'Austerlitz, et qui néanmoins était devenu, par son nom tout à fait russe, par sa qualité

d'ancien élève de Souwarow, le favori de l'opinion publique. Ce qu'il y a de singulier, c'est qu'on ignorait que la bataille d'Austerlitz avait été perdue malgré lui, car le public ne savait pas qu'il avait conseillé de ne point la livrer; mais la passion n'a pas besoin de bonnes raisons : elle est toujours pour elle-même sa raison la meilleure. Il faut ajouter cependant, que Kutusof avait rétabli les affaires des Russes dans la dernière campagne contre les Turcs, et que, bien qu'agé de soixante-dix ans, entièrement usé par la guerre et les plaisirs, pouvant à peine se tenir à cheval, profondément corrompu, faux, perfide, menteur, il avait une prudence consommée, un art d'en imposer aux hommes nécessaire dans les temps de passion, au point d'être devenu l'idole de ceux qui voulaient la guerre de bataille, tout en étant lui-même partisan décidé de la guerre de retraite. Mais aucun homme n'était plus capable que lui de s'emparer des esprits, de les diriger, de les dominer en affectant les passions qu'il n'avait point, d'opposer à Napoléon la patience, seule arme avec laquelle on pût le battre, et de l'employer sans la montrer. La Providence, qui, dans ses impénétrables desseins, avait sans doute condamné Napoléon, la Providence, qui lui avait réservé pour adversaire aux extrémités de la Péninsule un esprit ferme et sensé, solide comme les rochers de Torres-Védras, lord Wellington, lui réservait dans les profondeurs de la Russie, non pas un caractère inébranlable, ainsi qu'il le fallait aux extrémités de la Péninsule où il n'y avait plus à reculer, mais un astucieux et patient antagoniste, flexible comme l'espace dans lequel il fallait s'enfoncer, sachant à la fois céder et résister, capable non pas de vaincre, mais de tromper Napoléon, et de le vaincre en le trompant. Ce ne sont pas des égaux que la Providence oppose au génie quand elle a résolu de le punir, mais des inférieurs, instruments bien choisis de la force des choses, comme si elle voulait le châtier davantage en le faisant succomber sous des adversaires qui ne le valent point.

Le vieux Kutusof était donc le second adversaire qui allait arrêter Napoléon à l'autre extrémité du continent européen, et il faut reconnaître que jamais la passion populaire, dans ses engouements irrésistibles, ne s'était moins trompée qu'en désignant Kutusof au choix de l'empereur de Russie. Quand nous disons la passion populaire, nous ne prétendons pas que la populace de Saint-Petersbourg se fût soulevée pour imposer un choix à l'empereur, bien que le peuple à demi barbare de ces contrées prit une part considérable et légitime aux circonstances du moment; mais la passion peut avoir le caractère populaire, même dans une cour. Elle a ce caractère, lorsque sages et fous, jeunes et vieux, hommes et femmes, exigent une chose sans savoir pourquoi, l'exigent pour un nom, pour des souvenirs mal appréciés, et presque jamais pour les bonnes raisons qu'il serait possible d'en donner. C'est ainsi que les cercles les plus élevés de la

capitale, émus de la prise de Smolensk, demandaient Kutusof, qui depuis son retour de Turquie s'était placé très-hypocritement à la tête de la milice de Saint-Petersbourg, et s'était offert de la sorte à tous les regards. Alexandre n'avait aucune confiance en lui, n'avait conservé que de fâcheuses impressions de la campagne de 1805, ne l'avait trouvé ni ferme ni habile sur le terrain, car Kutusof ne l'était pas en effet, et n'avait qu'un mérite, fort grand du reste, celui d'être profondément sage dans la conduite générale d'une guerre, ce que son maître, égaré par quelques jeunes étourdis, était alors incapable de reconnaître. Alexandre, néanmoins, vaincu par l'opinion, s'était décidé à choisir Kutusof pour commander en chef les armées réunies de Bagration et de Barclay, ces deux généraux restant commandants de chacune d'elles. Le général Benningsen, qui avait suivi Alexandre à Saint-Petersbourg, et dout le caractère, malgré de fâcheux souvenirs, aurait répondu assez aux passions du moment s'il avait porté un nom russe, le général Benningsen fut donné à Kutusof comme chef d'état-major.

Aussitôt nommé, le général Kutusof était parti pour se rendre à l'armée, et c'est son arrivée à Czarewo-Zaimitché qui avait empêché qu'on ne livrât bataille sur ce terrain. Le colonel Toll, resté quartier-maître général, avait trouvé aux environs de Mojaïsk, à vingt-cinq lieues de Moscou, dans un lieu nommé Borodino, une position aussi défensive qu'on pouvait l'espérer dans le pays peu accidenté où se faisait cette guerre, et le général Kutusof, qui, tout en improbant l'idée de se battre actuellement, était prêt cependant à livrer une bataille pour en refuser ensuite plusieurs, avait adopté le choix du colonel Toll, s'était rendu de sa personne à Borodino, et y avait ordonné des travaux de campagne, afin d'ajouter les défenses de l'art à celles de la nature. Le général Miloradovitch venait d'y amener 15 mille hommes des bataillons de réserve et de dépôt, qu'on devait verser dans les cadres de l'armée. Dix mille hommes environ des milices de Moscou, n'ayant pas encore d'uniforme, et armés de piques, venaient également d'y arriver. Ce renfort reportait à un effectif de 140 mille hommes l'armée russe, qui était fort affaiblie non-seulement par les combats de Smolensk et de Valoutina, mais par des marches incessantes, dont elle souffrait presque autant que nous, quoiqu'elle fût très-bien nourrie. Ainsi établi à Borodino derrière des retranchements en terre, le vieux Kutusof attendait Napoléon avec cette résignation de la prudence, qui en commettant une faute la commet parce qu'elle est nécessaire, et ne songe qu'à la rendre le moins dommageable possible.

Ce sont ces détails connus en gros de Napoléon, grâce à l'usage qu'il savait faire de l'espionnage, qui lui avaient persuadé qu'au delà de Ghjat il rencontrerait l'armée russe disposée à combattre. Toutefois le temps fut si affreux les 1^{er}, 2 et 3 septembre, qu'il se sentit ébranlé un moment

dans sa résolution. Tout le monde se plaignait dans l'armée de l'état des routes, sur lesquelles notre artillerie et nos équipages roulaient naguère assez facilement, mais que les dernières pluies avaient changées tout à coup en une espèce de marécage. Les chevaux mouraient par milliers de fatigue et d'inanition; la cavalerie diminuait à vue d'œil, et, ce qu'il y avait de pis, on pouvait craindre pour les transports de l'artillerie, ce qui eût rendu toute grande bataille impossible. Les bivouacs devenus froids et pénibles, étaient aussi fort nuisibles à la santé des hommes. Napoléon s'en prenait à ses lieutenants. Il avait vivement gourmandé le maréchal Ney qui perdait quelques centaines de soldats par jour. Le corps de ce maréchal, placé entre celui du maréchal Davout qui avait été à demi pourvu par l'extrême prévoyance de son chef, et la garde dont les provisions suivaient sur des chariots, était réduit à vivre de ce qu'il ramassait, et s'affaiblissait par la maraude autant qu'il aurait pu le faire par une sanglante bataille¹. Le maréchal Ney s'en était vengé en relevant avec raison les souffrances de celle trop longue marche, et en écriant à Napoléon qu'on ne pouvait aller plus loin sans exposer l'armée à périr. Murat, qui avait bien à se reprocher une partie des maux dont on se plaignait, s'était joint à Ney; Berthier, qui n'osait plus parler, avait confirmé leur témoignage par un morne silence, et Napoléon, presque vaincu, avait répondu :

¹ Ce reproche assez injuste, car le maréchal Ney n'y pouvait pas grand'chose, est contenu dans une lettre que nous citons, parce qu'elle révèle l'état véritable de l'armée. Nous la copions sur la minute des archives, avec toutes ses incorrections.

« Gênes, le 3 septembre 1812.

« Au major général.

« Mon cousin, écrivez aux généraux commandant les corps d'armée que nous perdons tous les jours beaucoup de monde par le défaut d'ordre qui existe dans la manière d'aller aux subsistances; qu'il est urgent qu'ils concertent avec les différents chefs de corps les mesures à prendre pour mettre au terme à un état de choses qui menace l'armée de sa destruction; que le nombre des prisonniers que l'ennemi fait se monte chaque jour à plusieurs centaines; qu'il faut, sous les peines les plus sévères, défendre aux soldats de s'écarter, et envoyer aux vivres comme l'ordonnance prescrit de le faire pour les fourrages, par corps d'armée quand l'armée est réunie, et par division quand elle est séparée; qu'un officier général ou supérieur doit commander le fourrage pour les vivres, et qu'une force suffisante doit protéger l'opération contre les paysans et les Cosaques; que le plus possible quand on rencontrera des habitants, on requerra ce qu'ils auront à fournir, sans faire plus de mal au pays; enfin que cet objet est si important, que j'attends du zèle des généraux et des chefs de corps pour mon service de prendre toutes les mesures capables de mettre un terme au désordre dont il s'agit. Vous écrivez au roi de Naples qui commande la cavalerie qu'il est indispensable que la cavalerie couvre entièrement les fourrageurs, et mette ainsi les détachements qui iront aux vivres à l'abri des Cosaques et de la cavalerie ennemie. Vous recommanderez au prince d'Eckmühl de ne pas s'approcher à plus de deux lieues de l'avant-garde. Vous lui ferez sentir que cela est important pour que les fourrageurs n'aillent pas aux vivres trop près de l'ennemi. Enfin vous ferez connaître au duc d'Elchingen qu'il perd tous les jours plus de monde que si on donnait bataille; qu'il est donc nécessaire que le service des fourrageurs soit mieux réglé et qu'on ne s'éloigne pas tant. »

Eh bien, si le temps ne change pas demain, nous nous arrêterons.... — Ce qui voulait dire qu'il y verrait le commencement de la mauvaise saison, et qu'il retournerait à Smolensk ! Jamais la faveur de la fortune, qui lui procura tantôt la brume dans laquelle sa flotte échappa à Nelson lorsqu'il allait en Égypte, tantôt le petit chemin au moyen duquel il tourna le foré de Bard, tantôt le soleil d'Austerlitz, n'aurait éclaté d'une manière plus visible, qu'en lui envoyant encore trois ou quatre jours d'un très-mauvais temps. La fortune, hélas ! ne l'aimait plus assez pour lui ménager une telle contrariété ! Le 4 septembre au matin, le soleil se leva radieux, et on sentit un air vif, capable de sécher les routes en quelques heures. — Le sort en est jeté, s'écria Napoléon ; partons, allons à la rencontre des Russes !... Et il prescrivit à Murat et à Davout de partir vers midi, quand les chemins seraient séchés par le soleil, et de se diriger sur Gridnewa, moitié chemin de Ghjat à Borodino. Tout le reste de l'armée eut ordre de suivre le mouvement de l'avant-garde.

On partit en effet, obéissant au destin, et on alla coucher à Gridnewa. Le lendemain 5 septembre on se remit en marche, et on se dirigea vers la plaine de Burodino, lieu destiné à devenir aussi fameux que ceux de Zama, de Pharsale ou d'Actium. En route on rencontra une abbaye celtère, celle de Kolotskoi, gros bâtiment flanqué de tours, dont la toiture en tuiles colorées contrastait avec la couleur sombre du paysage. Depuis plusieurs jours nous avions cheminé sur les plateaux élevés qui séparent les eaux de la Baltique de celles de la mer Noire et de la Caspienne, et à partir de Ghjat on commençait à descendre les pentes d'où la Moskowa à gauche, la Protwa à droite, se jettent par l'Oka dans le Volga, par le Volga dans la mer Caspienne. Le sol semblait effectivement s'incliner vers l'horizon, et s'y couvrir d'une bande d'épaisses forêts. Un ciel à demi voilé par de légers nuages d'automne achevait de donner à cette plaine un aspect triste et sauvage. Tous les villages étaient incendiés et déserts. Il restait seulement quelques moines à l'abbaye de Kolotskoi. On laissa cette abbaye à gauche, et on s'enfonça dans cette plaine en suivant le cours d'une petite rivière à demi desséchée, la Kolocza, qui coulait droit devant nous, c'est-à-dire vers l'est, direction dans laquelle nous n'avions pas cessé de marcher depuis le passage du Niémen. Des arrières-gardes de cavalerie, après une certaine résistance bientôt vaincue, se rejetèrent à la droite de la Kolocza, et coururent se grouper au pied d'un manelon fortifié, où se trouvait un gros détachement d'environ quinze mille hommes de toutes armes.

Napoléon s'arrêta pour considérer cette plaine où allait se décider le sort du monde. (Voir la carte n° 56.) La Kulocza coulait, avons-nous dit, droit devant nous, parcourant un lit tour à tour fangeux ou desséché, puis arrivée au village de Borodino, elle tournait à gauche, baignait des

coteaux assez escarpés pendant plus d'une lieue, et finissait, après mille détours, par se perdre dans la Moskowa. Les coteaux à notre gauche, dont le pied était baigné par la Kolocza, paraissaient couverts de troupes et d'artillerie. A droite de cette petite rivière la chaîne des coteaux continuait, mais elle était moins escarpée, et de simples ravins en marquaient le pied. La ligne de l'armée russe suivait ce prolongement des coteaux : là le site étant moins fort, les ouvrages étaient plus considérables, et de grandes redoutes armées de canons couronnaient les sommets du terrain. On sentait au premier coup d'œil qu'il fallait attaquer les Russes de ce côté; car, au lieu de la Kolocza, c'était seulement des ravins qu'on avait à franchir. Les redoutes bien armées qu'on apercevait étaient un obstacle sérieux sans doute, mais certainement pas invincible pour l'armée française.

Cependant pour se porter à droite de la Kolocza il s'offrait un premier obstacle, celui d'une redoute plus avancée que les autres, construite sur un mamelon, et vers laquelle s'était repliée l'arrière-garde russe. Napoléon pensa qu'il fallait l'enlever sur-le-champ, afin de pouvoir s'établir à son aise dans cette partie de la plaine, et y faire ses dispositions pour la grande bataille. Il avait sous la main la cavalerie de Murat et la belle division d'infanterie Compans, détachée momentanément du corps du maréchal Duroc pour servir à l'avant-garde. Napoléon fit appeler Murat et Compans, et leur ordonna d'emporter immédiatement cette redoute, qu'on appela la redoute de Schwarzdino, parce qu'elle s'élevait près du village de ce nom. Murat avec sa cavalerie, Compans avec son infanterie, avaient déjà passé la Kolocza, et se trouvaient à droite de la plaine. On approchait de la fin du jour. Les escadrons de Murat forcèrent la cavalerie russe à se replier, et nettochèrent ainsi le terrain sur les pas de notre infanterie. Il existait un petit monticule en face de la redoute qu'on allait attaquer. Le général Compans y plaça les pièces de 12, et quelques tirailleurs choisis pour démonter l'artillerie ennemie en abattant ses canonniers. Après une canonnade assez vive, le général Compans déploya les 57^e et 61^e de ligne à droite, les 25^e et 111^e à gauche. Il fallait descendre d'abord dans un petit ravin, puis remonter la côte opposée, sur laquelle la redoute était construite, et non-seulement enlever cette redoute, mais culbuter l'infanterie russe qui était rangée en bataille de l'un et de l'autre côté. Le général Compans dirigeant lui-même les 57^e et 61^e, confiant au général Dupellin les 25^e et 111^e, donna l'ordre de franchir le ravin. Nos troupes s'avancèrent avec promptitude et aplomb, sous un feu des plus vifs. Couvertes dans le fond du ravin, elles cessaient de l'être en s'élevant sur la côte que couronnait la redoute. Parvenues sur le sommet de cette côte, elles échangèrent avec l'infanterie russe pendant quelques instants et à très-petite portée un feu de mousqueterie extrêmement meur-

trier. Le général Compans, qui pensait avec raison qu'une attaque à la baïonnette serait moins sanglante, donna le signal de la charge; mais au milieu du bruit et de la fumée, son ordre fut mal saisi. Se portant alors au galop vers le 57^e qui était le plus près de la redoute, et le conduisant lui-même, il le mena baïonnette baissée sur les grenadiers de Woronzoff et du prince de Mecklenbourg. Le 57^e lancé au pas de charge renversa la ligne ennemie qui lui était opposée. Son exemple fut suivi par le 61^e qui était à ses côtés, et à notre gauche, les 25^e et 111^e en ayant fait autant, la redoute se trouva débordée par ce double mouvement, ce qui la fit tomber en notre pouvoir. Les canonniers russes furent presque tous tués sur leurs pièces.

Mais vers la gauche le 111^e s'étant trop avancé, fut chargé tout à coup par les cuirassiers de Douka, et mis un moment en péril. Il se forma sur-le-champ en carré, et arrêta par une grêle de balles les vaillants cavaliers qui l'avaient assailli. Un régiment espagnol d'infanterie (le régiment Joseph-Napoléon), qui appartenait à la division Compans, accourut bravement au secours de son camarade, mais il n'eut aucun effort à faire, le 111^e ayant suffi à lui tout seul pour se dégager. Le 111^e eut cependant un chagrin, ce fut de perdre son artillerie régimentaire, composée de deux petites pièces de canon, qu'en se repliant pour se reformer en carré il n'eut pas le temps d'emmener. C'était une nouvelle preuve des vices de cette institution, laquelle absorbait par régiment une centaine d'hommes, qui eussent été beaucoup plus utiles dans les rangs de l'infanterie qu'attachés à des pièces dont ils se servaient mal, et qu'ils ne savaient ni porter en avant, ni retirer à propos. Napoléon ne s'était obstiné à cette institution, malgré ses inconvénients évidents, que parce qu'il regardait l'artillerie comme le moyen le moins coûteux de détruire l'infanterie russe.

Ce combat court et glorieux, dans lequel 4 à 5 mille hommes succombèrent de notre côté, et 7 à 8 mille du côté de l'ennemi, nous ayant rendus maîtres de toute la plaine à la droite de la Kolocza, Napoléon s'empressa d'y établir l'armée. On ne désigna pour rester à la gauche de la Kolocza que les troupes qui n'étaient pas encore arrivées. L'attitude des Russes, en position depuis deux jours sur les hauteurs de Borodino, les ouvrages dont ils s'étaient convertis, les rapports des prisonniers, tout donnait la certitude qu'on allait avoir enfin la bataille, désirée à la fois par les Français qui espéraient en tirer un résultat décisif, et par les Russes qui étaient honteux de se retirer toujours, et fatigués de ruiner leur pays en l'incendiant. Napoléon, ne pouvant plus douter de cette bataille, crut devoir se donner toute une journée de repos, soit pour rallier ce qu'il avait d'hommes en arrière, soit pour reconnaître mûrement le terrain. Il annonça son intention aux chefs de corps, et on bivouaqua de la droite à la gauche de cette vaste plaine avec la perspective d'un

complet repos le lendemain, et d'une épouvantable bataille le surlendemain. On alluma de grands feux, et on en avait besoin, car il tombait une pluie fine et froide qui pénétrait les vêtements. Ainsi finit la journée du 5 septembre.

Le lendemain 6, le soleil qui était ordinairement assez radieux au milieu du jour, et qui ne se montrait voilé de nuages que pendant les matinées et les soirées, éclaira de nouveau des milliers de casques; de baïonnettes, de pièces de canon sur les hauteurs de Borodino, et on eut la satisfaction d'apercevoir les Russes toujours en position, et évidemment déterminés à combattre. Napoléon, qui avait hivouaqué à la gauche de la Kolocza, au milieu de sa garde, monta de très-bonne heure à cheval entouré de ses maréchaux, pour faire lui-même la reconnaissance du terrain sur lequel on allait se mesurer avec les Russes.

Après l'avoir parcouru deux fois avec la plus grande attention, et avoir mis souvent pied à terre pour observer les lieux de plus près, il se confirma dans l'opinion conçue dès le premier instant, qu'il fallait négliger la gauche, où la position des Russes fortement escarpée était protégée à partir de Borodino par le lit profond de la Kolocza, et se porter à droite, où les coteaux moins saillants étaient défendus par des ravins sans profondeur et sans eau. La grande route de Moscou que nous avions suivie, tracée d'abord à la gauche de la Kolocza, passait sur la droite à Borodino, et, s'élevant sur le plateau de Gorki, traversait la chaîne des coteaux pour tomber sur Mojaïsk. (Voir la carte n° 56.) Cette partie de la position qui en formait le centre était aussi peu accessible que la partie à gauche. C'était en s'éloignant de Borodino, et en se portant à droite de la Kolocza, que le terrain commençait à être plus abordable. Le premier monticule à la droite de Borodino était couvert d'épaisses broussailles à son pied, terminé en forme de plateau assez large à son sommet, et surmonté d'une vaste redoute, dont les côtés s'allongeaient en courtines. Vingt et une bouches à feu de gros calibre remplissaient les embrasures de cette redoute. Les Russes n'avaient pas eu le temps de la palissader, et son relief, à cause de la nature peu consistante du sol, n'était pas fort saillant. Elle devait recevoir dans la mémorable bataille qui se préparait le nom de grande redoute. En inclinant plus à droite encore se trouvait un autre monticule, séparé du premier par un petit ravin dit de Séménofskoié, parce qu'en le remontant on rencontrait à son origine le village de ce nom. Ce second monticule moins large, plus saillant que le premier, était surmonté de deux flèches hérissées aussi d'artillerie, et d'une troisième placée en retour, et tournée vers le ravin de Séménofskoié. Le village de Séménofskoié, situé à la naissance du ravin qui séparait ces deux monticules, avait été incendié d'avance par les Russes, entouré d'une levée de terre, et armé de canons. Il formait en quelque sorte un reentrant dans la

ligne ennemie. Plus à droite enfin existaient des bois, les uns taillis, les autres de haute futaie, s'étendant au loin, et traversés par la vieille route de Moscou, laquelle allait par le village d'Oulitza rejoindre la route neuve à Mojaïsk. Il eût été possible de tourner par ce côté la position des Russes; mais ces bois étaient profonds, peu connus, et on ne pouvait y pénétrer qu'en faisant un très-long détour.

Après cette inspection des lieux plusieurs fois répétée, Napoléon ayant arrêté ses idées, résolut de ne laisser sur la gauche de la Kolotza que très-peu de forces, d'exécuter une attaque assez sérieuse au centre, vers Borodino, par la route neuve de Moscou, afin d'y attirer l'attention de l'ennemi, mais de diriger son principal effort vers la droite de la Kolotza, tant sur le premier monticule couronné par la grande redoute, que sur le second surmonté des trois flèches, et d'acheminer en même temps à travers les bois et sur la vieille route de Moscou le corps du prince Poniatowski, lequel avait toujours formé l'extrême droite de l'armée. Son intention était de faire déboucher sur ce point une force inquiétante pour les Russes, et même plus qu'inquiétante si l'attaque en cet endroit réussissait.

Pendant qu'il ordonnait ces dispositions, le maréchal Davout qui venait d'opérer en s'enfonçant dans les bois une exacte reconnaissance des lieux, et s'était ainsi convaincu de la possibilité de tourner la position des Russes, offrit à Napoléon d'exécuter avec ses cinq divisions le détour qui, à travers les bois, conduisait sur la vieille route de Moscou, prônait en partant dans la nuit d'être le lendemain matin à huit heures sur le flanc des Russes avec 40 mille hommes, de les repousser sur leur centre, et de les jeter pêle-mêle dans l'angle que la Kolotza formait avec la Moskowa. Bien que la Kolotza fût desséchée en plus d'un endroit, et que la Moskowa sans être desséchée fût guéable, il leur eût été difficile de se tirer d'un pareil coupo-gorge, et certainement ils n'auraient pas sauvé un canon.

La proposition était séduisante et d'un succès probable, car la position des Russes, presque inattaquable vers leur droite et leur centre, suffisamment défendue à leur gauche par les redoutes que nous venons de décrire, n'était de facile abord que vers leur extrême gauche, par les bois d'Oulitza, et ces bois ne pouvaient pas être supposés impénétrables, lorsqu'un homme aussi exact que le maréchal Davout s'engageait à les traverser dans le courant de la nuit. Cependant Napoléon en jugea autrement. Il lui sembla que ce détour serait bien long, qu'il s'exécuterait à travers des bois bien épais, bien obscurs, que durant quelques heures l'armée serait coupée en deux portions fort éloignées l'une de l'autre, et surtout que l'effet si désiré de la manœuvre serait, par ses avantages mêmes, un inconvénient grave dans la situation, car, en se voyant ainsi tournés, les Russes décamperaient peut-être, et, avec eux, fuirait encore l'occasion si

désirée d'une bataille; que cette bataille il valait mieux la payer de plus de sang, mais l'avoir, que de s'épuiser indéfiniment à courir après elle; qu'au surplus la manœuvre proposée on l'exécuterait, mais de plus près, avec moins de hasards, en passant entre les redoutes et la lisière des bois, avec deux ou trois des divisions du maréchal Davout, et en ne risquant dans l'épaisseur des bois que le corps du prince Poniatowski; qu'on aurait ainsi tous les avantages de l'idée proposée sans aucun de ses inconvénients.

Tel fut le sentiment de Napoléon. Entre de pareils contradicteurs, après un demi-siècle écoulé, loin des lieux, des circonstances, qui oserait prononcer? Quoi qu'il en soit, Napoléon ayant irrévocablement arrêté son plan, distribua leur tâche à chacun de ses lieutenants de la manière suivante.

Le prince Eugène, qui depuis Smolensk avait toujours formé la gauche de l'armée, fut chargé seul d'opérer à la gauche de la Kolocza, et eut même pour instructions de n'agir de ce côté qu'avec la moindre portion de ses forces. Il dut laisser sa cavalerie légère et la garde italienne devant cette partie des hauteurs que leur escarpement et la Kolocza rendaient inabordables, et il eut ordre d'exécuter avec la division française Delzons une vive attaque sur Borodino, de s'en emparer, de franchir le pont de la Kolocza, mais de ne point s'engager au delà, et de placer à Borodino même une forte batterie qui prendrait en flanc la grande redoute russe. Avec la division française Broussier, et deux des divisions du maréchal Davout qui lui étaient confiées pour la journée, les divisions Morand et Gudin, il avait mission d'attaquer à fond la grande redoute, et de l'emporter à tout prix. Le maréchal Ney avec les deux divisions françaises Ledru et Razout, avec la division wurtembergeoise Marchand et les Westphaliens de Junot, devait assaillir de front le second monticule et les trois flèches, que le maréchal Davout avait ordre d'attaquer en flanc par la lisière des bois, avec les divisions Compans et Dessaix. Enfin le prince Poniatowski, jeté en enfant perdu dans la profondeur des bois, devait essayer de tourner la position des Russes, en débouchant par la vieille route de Moscou sur Ouitza.

Les trois corps de cavalerie Nansouty, Monbrun, Latour-Maubourg, eurent pour instructions de se tenir, le premier derrière le maréchal Davout, le second derrière le maréchal Ney, le troisième enfin en réserve. Le bord des hauteurs franchi, on allait se trouver sur des plateaux très-praticables à la cavalerie, et celle-ci devait en profiter pour achever la déroute de l'ennemi. Le corps du général Grouchy continua d'être attaché au vice-roi.

En arrière et en réserve furent rangées la division Friant et toute la garde impériale, pour être employées suivant les circonstances. Napoléon voulant contre-battre les redoutes des Russes, avait fait élever trois bat-

teries couvertes d'épanouissements en terre, l'une à notre droite devant les trois fleches, l'autre à notre centre devant la grande redoute, la troisième à notre gauche devant Borodino. Cent vingt bouches à feu, tirées principalement de la réserve de la garde, étaient destinées à l'armement de ces batteries. Napoléon, pour ne pas donner à l'ennemi le secret de son plan d'attaque, avait décidé qu'on passerait la journée du 6 dans les mêmes positions qu'on occupait le 5. On ne devait prendre son rang dans la ligne de bataille que pendant la matinée du 7, et tout à fait à la pointe du jour. Pour faciliter les communications, les généraux Eblé et Chasseloup avaient construit sur la Kolozza cinq ou six petits ponts de chevalets, qui permettaient de la passer sur les points les plus importants, sans descendre dans son lit fangeux et encaissé. Comme chacun avait pu se procurer des vivres par la maraude de l'avant-veille, personne n'avait la permission de quitter les rangs. En défalquant les hommes perdus en route depuis Smolensk, il restait environ 127 mille combattants, réellement présents au drapeau, tous animés d'une confiance et d'une ardeur extraordinaires, et pourvus de 580 bouches à feu.

L'armée russe était de son côté préparée à une résistance opiniâtre, et résolue à ne céder le terrain qu'à peu près détruit. Le général Kutusof, élevé à la qualité de prince en récompense des services rendus récemment en Turquie, avait le général Benningsen pour chef d'état-major, et le colonel Toll pour quartier-maître général ; ce dernier était la plupart du temps non-seulement l'exécuteur, mais l'inspirateur de ses résolutions. Sous ses ordres, Barclay de Tolly et Bagration continuaient à commander, l'un l'armée de la Dwina, l'autre l'armée du Dniéper. L'un et l'autre étaient parfaitement décidés à se faire tuer s'il le fallait, Barclay par une indignation héroïque des procédés qu'il avait essayés, Bagration par ardeur patriotique, haine des Français, engagement pris aux yeux de l'armée de sacrifier des milliers de Russes, pourvu qu'il immolât des milliers de Français. Tous les officiers partageaient ces sentiments : c'était l'aristocratie moscovite qui était en cause autant que l'État lui-même dans cette guerre, et elle était prête à payer de tout son sang les passions dont elle était animée.

Les Russes étaient rangés dans l'ordre suivant. A leur extrême droite, vis-à-vis de notre gauche, en arrière de Borodino, point le moins menacé, étaient placés le 2^e corps, celui de Bagowouth, et le 4^e, celui d'Ostermann, sous le commandement supérieur du général Miloradovitch. En arrière étaient le 1^{er} corps de cavalerie du général Outaroff, le 2^e du général Korff, et un peu plus loin, vers l'extrême droite, les Cosaques de Platow, veillant sur les bords de la Kolozza jusqu'à sa jonction avec la Moskowa. Les régiments de chasseurs à pied, soit de la garde, soit des corps de Bagowouth et d'Ostermann, gardaient Borodino. Au centre se

trouvait le 6^e corps, celui du général Doctouroff, appuyant sa droite à la hauteur de Gorki, derrière Borodino, sa gauche à la grande redoute. Derrière le corps de Doctouroff était rangé le 3^e de cavalerie, sous les ordres du baron de Kreutz, remplaçant le comte Pahlen; malade. Là finissait la première armée, et le commandement du général Barclay de Tolly.

Immédiatement après commençait la seconde armée, et le commandement du prince Bagration. Le 7^e corps, sous Raëfsskoi, appuyait sa droite à la grande redoute, sa gauche au village brûlé de Séménoffskoïé. Le 8^e, sous Borodsin, avait sa droite ployée en arrière, à cause du rentrant de la ligne russe autour de Séménoffskoïé, et sa gauche établie près des trois flèches. La 27^e division, sous Névéroffskoi, celle qui avait soutenu le combat de Krasnoé, contribuait à disputer Smolensk, et défendait la redoute de Schwardino, gardait les trois flèches. Elle était pour cette journée sous les ordres du prince Gortschakoff avec le 4^e corps de cavalerie du général Siewers. De nombreux bataillons de chasseurs à pied remplissaient les taillis et les bois. La milice, récemment arrivée de Moscou avec quelques Cosaques, était postée à Outilza. Fort en arrière du centre enfin, aux environs de Psarewo, se tenait la réserve, composée de la garde, du 3^e corps, celui de Tontzkuoff, et d'une immense artillerie de gros calibre.

La force de l'armée russe s'élevait à environ 140 mille hommes présents sous les armes, dont 120 mille de troupes régulières, le reste de Cosaques et de milices de Moscou. Les principales forces des Russes étaient à leur droite en face de notre gauche, là même où aucune tentative de notre part n'était à supposer, et les moindres à leur gauche, vis-à-vis de notre droite, où Napoléon avait résolu de porter son principal effort. Bien que Napoléon n'eût en rien révélé ses desseins, pourtant la prise de la redoute de Schwardino dans la soirée du 5, le passage d'une partie de nos troupes sur la droite de la Kolocza, et par-dessus tout la nature des lieux, inaccessibles derrière la Kolocza, depuis Borodino jusqu'à la Moskowa, assez accessibles au contraire vers les monticules surmontés d'ouvrages de campagne, montraient suffisamment que le danger pour les Russes était à leur gauche, vers Séménoffskoïé, les trois flèches, et les bois d'Outilza. On en fit la remarque au généralissime Kutusof, qui était plus propre à diriger sagement une campagne qu'à livrer une grande

¹ Ces évaluations ont dû naturellement varier beaucoup. La relation de Danilenski, faite par ordre de l'empereur de Russie, et pour flatter l'orgueil national, sans tenir aucun compte de la vérité, réduit à 113 mille hommes la force de l'armée russe, n'aidant qu'alors il faut supposer qu'à Smolensk, à Valoutina, elle avait perdu beaucoup plus de monde qu'on ne veut en convenir. L'un des narrateurs les plus impartiaux, le général Hufmann, témoin oculaire, la porte à 140 mille hommes. Ce chiffre, après beaucoup de comparaisons, me semble le plus rapproché de la vérité. Du reste quelques mille hommes de plus ou de moins ne changent en rien le caractère de ce grand événement, et ces évaluations n'intéressent que la conscience de l'historien, qui ne doit pas au instant se retenir de ses scrupules et de son ardeur pour arriver à la vérité rigoureuse.

bataille. Il ne se montra pas très-sensible à ces observations, maintint obstinément les corps d'Ostermann et de Bagowouth où ils étaient, parce qu'il voyait encore le gros de l'armée française sur la nouvelle route de Moscou, et seulement détacha de la réserve le 3^e corps, celui de Touezkoff, pour le placer à Oultza. Ce furent là ses uniques dispositions de bataille. Du reste, l'énergie de son armée devait suppléer à tout ce qu'il ne faisait pas. Quant aux résolutions à prendre sur le terrain même et dans le fort de l'action, il pouvait s'en fier à la fermeté de Barclay de Tolly, et à la bravoure inspirée de Bagration.

Par une sorte de consentement mutuel, on laissa s'écouler la journée du 6 sans tirer un coup de fusil. Ce fut le calme, sinistre avant-coureur des grandes tempêtes. Les Français employèrent la journée à se reposer, à jouer des vivres ramassés la veille, à préparer leurs armes, à tenir dans leurs bivouacs les propos ordinaires au soldat français, le plus gai et le plus brave peut-être des soldats connus. Ils se demandaient lequel d'entre eux serait vivant le lendemain, et ils poussaient de bruyants éclats de rire en mangeant ce qu'ils avaient dérobé dans les villages voisins; mais pas un d'eux ne doutait de la victoire, ni de l'entrée prochaine dans Moscou, sous leur invincible et toujours heureux général. L'amour de la gloire était la passion qui enflammait leur âme.

Un sentiment bien différent animait les Russes. Tristes, exaspérés, résolus à mourir, n'espérant qu'en Dieu, ils étaient à genoux, au milieu de mille flambeaux, devant une image miraculeuse de la Madone de Smolensk, sauvée, disait-on, sur les ailes des anges de l'incendie de la cité infortunée, et, dans ce moment, portée en procession par les prêtres grecs à travers les bivouacs du camp de Borodino. Les soldats étaient prosternés, et le vieux Kutusof, qui loin de croire à cette madone, croyait à peine au Dieu si visible de l'univers, le vieux Kutusof, le chapeau à la main, l'œil qui lui restait baissé jusqu'à terre, accompagnait avec son état-major cette pieuse procession. On la voyait de nos bivouacs à la chute du jour, et on pouvait la suivre à la trace lumineuse des flambeaux.

Napoléon sous sa tente, comptant sur l'esprit militaire de ses soldats pour triompher de la foi ardente des Russes, s'occupait d'objets tout positifs. Il cherchait de donner ses ordres, il se faisait rendre compte des moindres détails, et entendait avec un mélange singulier d'humeur et de raillerie le récit de la bataille de Salamanque, que lui faisait le colonel Fabrier, parti des Arapyles, et arrivé dans la journée. Ce que nous avons raconté des faux mouvements de nos armées en Espagne, de la division du commandement qui exposait le maréchal Marmont aux coups de l'armée britannique, doit faire comprendre comment celui-ci avait été condamné à livrer et à perdre une importante bataille. Napoléon, qui avait été entraîné à chercher en Russie le dénouement qu'il ne trouvait pas

assez vite dans la Péninsule, après avoir écouté le colonel Fabvier, le renvoya en disant qu'il réparerait le lendemain sur les bords de la Moskowa les fautes commises aux Arapyles.

M. de Bausset, préfet du palais, arrivant ce jour-là de Paris, venait de lui apporter le portrait du roi de Rome, exécuté par l'illustre peintre Gérard. Napoléon considéra un moment avec émotion les traits de son fils, fit ensuite renfermer ce portrait dans son enveloppe, puis jeta un dernier coup d'œil sur la ligne des positions ennemies pour s'assurer que les Russes ne songaient point à décamper, reconnut avec une vive satisfaction qu'ils tenaient ferme, et rentra dans sa tente pour prendre quelques instants de repos.

Un calme absolu, un silence profond régnaient dans cette plaine qui le lendemain allait être le théâtre de la scène la plus horrible et la plus retentissante. Les rires de nos soldats, les chants pieux des Russes avaient fini par s'éteindre dans le sommeil. Les uns et les autres dormaient autour de grands feux qu'ils avaient allumés pour se garantir du froil de la nuit, et de l'humidité d'une pluie fine tombée pendant la soirée.

À trois heures du matin, on commença de notre côté à prendre les armes, et à profiter du brouillard pour passer à la droite de la Kolocza, et se rendre chacun à son poste de combat, le prince Eugène vis-à-vis de Borodino et de la grande redoute, devant se tenir à cheval sur la Kolocza, Ney et Davout en face des trois flèches, la cavalerie derrière eux, Friant et la garde en réserve au centre, Poniatowski au loin sur la droite cheminant à travers les bois. Ces mouvements s'exécutèrent en silence, afin de ne pas attirer l'attention de l'ennemi. Pendant ce temps, les canonniers de nos trois grandes batteries, destinées à contre-battre les ouvrages des Russes, étaient à leurs pièces, attendant le signal que devait donner Napoléon quand il jugerait les places assez bien prises. Celui-ci, debout de grand matin, mais atteint d'un gros rhume contracté au bivouac, s'était établi à la redoute de Schwarzdino, dans une position où il pouvait voir ce qui se passait, et s'abriter un peu contre les boulets, dont le nombre devait être considérable dans cette journée. Murat, brillant d'ardeur et de broderies, revêtu d'une tunique de velours vert, portant une toque à plumes, des bottes jaunes, ridicule si l'héroïsme pouvait l'être, galopait devant les rangs de ses cavaliers, radieux de confiance, et l'inspirant à tous par son attitude martiale. Des nuages obscurcissaient le ciel, et le soleil, se levant en face de nous et au-dessus des Russes, dont il dessinait les lignes, ne s'annonçait que par une teinte rougeâtre longuement marquée à l'horizon. Bientôt son disque se détacha comme un globe de fer rougi au feu, et Napoléon, regardant ses lieutenants, s'écria : — Voilà le soleil d'Austerlitz ! — Hélas ! oui, mais voilà de nuages !

Napoléon avait préparé pour le moment de la bataille une proclamation

courte et énergique. Les capitaines de chaque compagnie, les commandants de chaque escadron, sortant des rangs, firent former leur troupe en demi-cercle, et lurent à haute voix cette proclamation, qui fut chaudement accueillie.

Puis, cette lecture terminée et toutes les positions prises, vers cinq heures et demie du matin un coup de canon fut tiré à la batterie de droite : à ce funeste signal un bruit effroyable succéda au silence le plus profond, et une longue trainée de feu et de fumée marqua en traits sinistres la ligne des deux armées. A la batterie de droite, la distance ayant été jugée trop grande, nos braves artilleurs, sous la conduite du général Sorbier, sortirent de leurs épanchements, et vinrent se placer à découvert devant les trois fleches qu'ils devaient cribler de projectiles.

Pendant que cent vingt bouches à feu tiraient sur les ouvrages des Russes, pendant qu'à droite Davout et Ney s'en approchaient au pas de l'infanterie, à gauche le prince Eugène avait fait passer la Koloeza aux divisions Morand et Gudin pour les porter sur la grande redoute, avait laissé sur le bord de cette petite rivière la division Broussier en réserve, et avec la division Delzons s'était porté vers Borodino, point où la Koloeza, comme nous l'avons dit, tournait à gauche, et couvrait la droite des Russes jusqu'à son confluent avec la Moskowa. Le prince Eugène devait ainsi commencer l'action par l'attaque sur Borodino, afin de persuader à l'ennemi que nous voulions déboucher par la grande route de Moscou, dite la route neuve.

Ces dispositions terminées, le prince Eugène avec la division Delzons s'avança sur le village de Borodino, situé en avant de la Koloeza, et gardé par trois bataillons de chasseurs de la garde impériale russe. Le général Plazanone, à la tête du 106^e de ligne, pénétra dans l'intérieur du village, tandis qu'en dehors les autres régiments de la division passaient à droite et à gauche. Le 106^e expulsa les Russes, les suivit hors du village, et les poussa vivement sur le pont de la Koloeza, qu'ils n'eurent pas le temps de détruire. Entraîné par son ardeur, ce régiment franchit le pont, et courut au delà de la Koloeza, malgré les instructions de Napoléon, qui ne voulait pas déboucher par la grande route de Moscou, et avait ordonné seulement d'en faire le semblant. Deux régiments de chasseurs russes, les 19^e et 20^e, placés sur ce point, firent un feu soudain et si terrible sur les compagnies du 106^e aventurées au delà du pont, qu'ils les culbutèrent, et prirent ou tuèrent tous les hommes qui n'eurent pas le temps de fuir. Le brave général Plazanone reçut lui-même un coup mortel. Mais le 92^e s'étant aperçu du danger que courait le 106^e, s'empressa d'aller à son aide sous la conduite de l'adjudant commandant Boisserote, le rallia, et s'établit solidement dans Borodino, malgré tous les efforts des Russes. Ce point ne devait plus être perdu.

Ce premier acte de la bataille accompli, le prince Eugène devait attendre, pour attaquer avec les divisions Morand et Gudin la grande redoute du centre, qu'à la droite Davout et Ney eussent enlevé les trois flèches qui couvraient la gauche des Russes.

Le maréchal Davout, en effet, précédé de trente bouches à feu, s'était mis en marche à la tête des divisions Compans et Dessaix, et avait longé les bois que Poniatowski traversait dans leur profondeur. Arrivé à leur lisière par des chemins difficiles, il s'était approché de celle des trois flèches qui était le plus à droite, afin de la prendre par côté, et de l'enlever brusquement. Après avoir éloigné les tirailleurs ennemis en faisant avancer les siens, il avait formé la division Compans en colonnes d'attaque, et laissé la division Dessaix en réserve pour garder son flanc droit et ses derrières. A peine la division Compans se trouva-t-elle à portée de l'ennemi, qu'un feu horrible, parti des trois flèches et des lignes des grenadiers Woronzoff, l'accueillit subitement. Son brave général fut renversé d'un biscaïen. Presque tous ses officiers furent frappés. Les troupes, sans être ébranlées, restèrent un moment sans direction. Le maréchal les voyant indécises, et apprenant pourquoi, accourut pour remplacer le général Compans, et poussa le 57^e sur la flèche de droite. Ce régiment y entra baïonnette baissée, et tua les canonniers russes sur leurs pièces. Mais au même instant un boulet frappa le cheval du maréchal Davout, et fit une forte contusion au maréchal lui-même, qui perdit connaissance.

Immédiatement informé de cette circonstance, Napoléon envoya au maréchal Ney l'ordre d'attaquer sur-le-champ. Il expédia Murat pour remplacer le maréchal Davout, et son aide de camp Rapp pour remplacer le général Compans. Murat, dont le cœur était excellent, se rendit avec empressement auprès du maréchal son ennemi, mais le trouva renversé d'un premier saisissement, et malgré d'affreuses souffrances persistant à se tenir à la tête de ses soldats. Le roi de Naples se hâta de transmettre cette bonne nouvelle à l'Empereur, qui la reçut avec une vive satisfaction. Au même instant Ney, la division Ledru en tête, la division wurtembergeoise en arrière, la division Razout à gauche, se porta sur la flèche de droite que le 57^e venait de conquérir, et avait la plus grande peine à conserver en présence des grenadiers Woronzoff. Il y entra de sa personne avec le 24^e léger, et s'y soutint malgré les grenadiers Woronzoff, revenus plusieurs fois à la charge. On se battait à coups de baïonnette, et avec une véritable fureur. L'audacieux et invulnérable Ney était au milieu de la mêlée comme un capitaine de grenadiers. En ce moment Névérofskoi, avec sa vaillante division, était accouru au secours des grenadiers Woronzoff, et tous ensemble ils s'étaient jetés sur l'ouvrage disputé, qu'ils avaient failli reprendre. Mais Ney avait fait avancer la division Marchand, et débouchant avec elle à droite et à gauche de la flèche, il était parvenu

à repousser les Russes. En même temps il avait envoyé la division Razout sur la flèche de gauche, et le combat était devenu là aussi violent qu'à la flèche de droite.

Dès les premières détonations de l'artillerie, le prince Bagration, opposé aux deux maréchaux Ney et Davout, se voyant menacé par des forces redoutables, avait retiré quelques bataillons du 7^e corps, celui de Raëfskoï, placé entre Séménoffskoï et la grande redoute, avait fait avancer les grenadiers de Mecklenbourg, les cuirassiers de Douka, le 4^e de cavalerie de Siewers, et mandé la division Konownitsyn, qui faisait partie du corps de Touczkoff, dirigé sur Outitza. Il n'avait pas perdu un instant pour instruire le général en chef Koutsouf de ce qui se passait de son côté, afin qu'on lui expédiât de nouveaux secours.

A l'aide de ces forces réunies, il tenta de grands efforts pour reprendre les deux flèches conquises par les Français. On ne se battait plus dans les ouvrages disputés, trop étroits pour servir de champ de bataille, mais à droite, à gauche, en avant, en employant tantôt les feux de mousqueterie, tantôt les charges à la baïonnette. Ney occupant la flèche de droite avec la division Ledru et la division Compans que Davout lui avait remise, n'avait pu se porter à la flèche de gauche, attaquée et prise par la division Razout. Les renforts des Russes se dirigeant en masse sur celle-ci, l'enlevèrent, et repoussèrent les soldats du général Razout. Les cuirassiers de Douka les ramenèrent même jusqu'au bord du plateau sur lequel s'élevaient les trois flèches. Heureusement Murat, envoyé par Napoléon sur ce point pour juger du moment où la cavalerie pourrait agir, arrivait au galop, suivi seulement de la cavalerie légère du général Bruyère. A l'aspect de nos soldats en retraite et presque en déroute, il met pied à terre, les rallie, et les reporte en avant. Après les avoir remis en ligne, il leur fait exécuter de très-près des feux meurtriers sur les cuirassiers de Douka, puis lance sur ceux-ci la cavalerie légère de Bruyère, et parvient ainsi à débayer le terrain. Il fait ensuite sonner la charge, et, l'épée à la main, conduit lui-même les soldats de Razout dans l'ouvrage évacué. On y rentre avec fureur, on tue les canonniers russes sur leurs pièces, et on s'y établit pour ne plus le perdre. Pendant ces exploits de Murat, Ney n'ayant sous la main que la cavalerie légère wurtembergeoise du général Bourman, la lance sur les lignes de Névéroffskoï et de Woronzoff, les refoule les unes sur les autres, et les oblige à se replier.

Grâce à ces actes vigoureux, le combat venait d'être rétabli sur ces deux points. Murat prenant de ce côté, de concert avec Ney, la direction de la bataille, ordonna au général Nansouty de franchir tous les obstacles du terrain, d'en graver les pentes hérissées de broussailles, et de venir se placer à la droite des ouvrages emportés, car au delà on avait devant soi une sorte de plaine légèrement inclinée vers les Russes, et la cavalerie

pouvait y rendre de grands services. Ney disposant désormais des divisions Compans et Dessaix, que Davout, malgré sa persistance à rester au feu, ne pouvait plus conduire, les porta sur sa droite. Il y joignit les Westphaliens qu'il avait derrière lui, et tâcha d'étendre la main vers le prince Poniatowski, dont on commençait à entendre le canon à travers les bois d'Oultza.

On gagna ainsi du terrain en s'étendant obliquement à droite. Maîtres des hauteurs, nous avions maintenant sur les Russes l'avantage des feux plongeants, et on se hâta d'amener en ligne non-seulement l'artillerie de tous les corps, mais l'artillerie de réserve, qui au commencement de l'action avait été placée dans nos batteries en terre. Les Russes répondirent par des feux moins bien dirigés, mais aussi nourris, et bientôt la canonnade sur ce point devint épouvantable. Pendant qu'on avançait, Ney à droite, Murat à gauche, on s'approcha du ravin de Séménofskoïé, et on dépassa la troisième flèche, qui formait retour en arrière, ce qui la fit tomber naturellement dans nos mains. Mais, dans cette position, nous nous trouvions tout à fait à découvert sous les feux du village de Séménofskoïé, et sous ceux du corps de Raïfskoi; lequel occupait l'autre côté du ravin, et s'étendait du village de Séménofskoïé jusqu'à la grande redoute.

Murat et ses troupes en souffraient beaucoup. N'ayant pas d'infanterie sous la main, et s'apercevant que dans cette partie le ravin de Séménofskoïé était peu profond, Murat fit amener par son chef d'état-major Belliard la cavalerie de Latour-Maubourg, lui ordonna de franchir le ravin, de charger l'infanterie russe, de lui enlever ses pièces, et de revenir à la charge. Il jugeait la poste impossible à conserver. Afin de l'aider dans cette périlleuse entreprise, il réunit toute l'artillerie attelée, ordinairement attachée à la cavalerie, et la rangea sur le bord du ravin, de manière à protéger nos escadrons.

Latour-Maubourg, obéissant au signal de Murat, descendit avec les cuirassiers saxons et westphaliens dans le ravin de Séménofskoïé, remonta sur le bord opposé, fondit sur l'infanterie russe, renversa deux de ses carrés, et la força de se replier. Mais, après l'avoir ainsi éloignée, il fut obligé de revenir, pour ne pas demeurer seul, exposé à tous les coups de l'armée russe.

Pendant que ces événements se passaient à droite en avant des trois flèches, le prince Eugène à gauche, ayant fait franchir la Kolozna dès le matin aux deux divisions Morand et Gudin, avait dirigé la division Morand sur la grande redoute, et laissé la division Gudin au pied de l'ouvrage, dans l'intention de ménager ses ressources. La division Morand, conduite par son général, avait gravi au pas le monticule sur lequel la formidable redoute était construite, et avait supporté avec un admirable sang-froid le

feu de quatre-vingts pièces de canon. Marebant au milieu d'un nuage de fumée qui permettait à peine à l'ennemi de l'apercevoir, cette héroïque division était arrivée très-près de la redoute; et lorsqu'elle avait été à portée de l'assaillir, le général Bonamy à la tête du 30^e de ligne, s'y était élancé à la baïonnette, et s'en était emparé en tuant ou expulsant les Russes qui la gardaient. Alors la division tout entière, débouchant à droite et à gauche, avait repoussé la division Paskewitch du corps de Raïtskoi, lequel se trouvait ainsi refoulé d'un côté par Morand, de l'autre par les cuirassiers de Latour-Maubourg.

Le moment était décisif, et la bataille pouvait être gagnée avec des résultats immenses, quoiqu'il fût à peine dix heures du matin. En effet, au centre, la grande redoute était prise; à droite, les trois flèches étaient prises également, et si on dirigeait un effort vigoureux sur le village de Séménoufskoié, en passant en force le ravin que Latour-Maubourg venait de franchir à l'aventure, que le corps détruit de Raïtskoi était incapable de défendre, on pouvait faire une profonde trouée dans la ligne ennemie, y pénétrer comme un torrent, en se portant jusqu'à Gorki, derrière Borodino, enfermer le centre et la droite de l'armée russe, actuellement inactifs, dans l'angle formé par la Kolozna et la Moskova. Du point où Murat et Ney étaient placés, c'est-à-dire du bord du ravin de Séménoufskoié, d'où ils formaient un rentrant dans la ligne russe, ils voyaient par derrière les corps de Doctoroff, de Bagowouth et d'Ostermann; ils voyaient les parcs et les bagages de l'armée russe, amassés sur la route neuve de Moscou; qui commençaient à battre en retraite, et ils brûlaient d'impatience à l'aspect de tant de résultats possibles, presque certains, qu'il suffisait d'une demi-heure pour recueillir, mais d'une demi-heure aussi pour laisser échapper sans retour.

Malheureusement Napoléon n'était pas là, et ce n'était pas sa place, il faut le reconnaître, car vingt généraux et colonels y avaient déjà succombé. C'était un miracle que Ney et Murat fussent debout, et il eût été peu sensé de faire dépendre d'un houlet le sort de l'armée et de l'Empire. Il était à Schwardino, où passaient encore bien des projectiles, et d'où il déconvenait mieux l'ensemble de la bataille. Murat et Ney lui firent demander par le général Belliard de leur envoyer tous les renforts dont il lui serait possible de disposer; la garde elle-même, s'il n'avait pas d'autre ressource, car en moins d'une heure, s'il les laissait libres d'agir, ils lui auraient ramassé plus de trophées qu'il n'en avait jamais conquis sur aucun champ de bataille.

Belliard s'étant transporté à Schwardino, trouva Napoléon, qu'un gros rhume fatiguait, moins animé que ses deux lieutenants, moins convaincu qu'on pût sitôt gagner la bataille. Faire donner ses réserves à dix heures du matin, lui semblait extraordinairement prématuré. De Schwardino il

ne pouvait pas apercevoir ce que Ncy et Murat discernaient très-clairement là où ils étaient, et il inclinait à croire qu'en cette journée, comme à Eylau, il y aurait peu à manœuvrer, mais beaucoup à canonner, et que c'était avec l'artillerie qu'on parviendrait à démolir l'armée russe. De tout ce qu'on lui demandait, il n'accorda que la division Friant, la seule réserve qui lui restât en dehors de la garde. Si au lieu de confier deux des divisions de Daxout au prince Eugène, qui était peu capable de s'en servir, et qui, sur trois qu'il avait à la droite de la Kolocza, en laissait deux oisives dans un ravin, il lui en eût donné une de moins, et qu'il eût envoyé les divisions Gudin et Friant à Séménoffskoïé, peut-être qu'avec celles-ci Murat et Ncy eussent tout décidé. Quoi qu'il en soit, Belliard retourna auprès de Murat, rencontra la division Friant en marche vers Séménoffskoïé, et, par son récit, provoqua plus d'un mouvement d'impatience, plus d'un propos fort vif de la part des deux héros de cette sanglante et immortelle journée.

Au milieu de ces péripéties, Kutusof, qui était à table un peu en arrière du champ de bataille, tandis que Barclay et Bagration s'exposaient au feu le plus vif, Kutusof était, lui aussi, assiégué des plus pressantes instances pour qu'il fermât avec ses réserves les trouées formées dans sa ligne. Sur les demandes répétées de Barclay de Tolly et de Bagration, et sur le conseil du colonel Toll, il avait détaché de la garde, qui était à Psarewo, les régiments de Lithuanie et d'Ismailow, les cuirassiers d'Astrakan, ceux de l'impératrice et de l'empereur, plus une forte réserve d'artillerie, et les avait envoyés vers Séménoffskoïé. Il s'était également décidé à retirer de l'extrême droite le corps de Bagowouth, et avait acheminé les deux divisions dont ce corps se composait, l'une, celle du prince Eugène de Wurtemberg, vers Séménoffskoïé, l'autre, celle d'Olsoufiel, vers Outitza, afin d'aider Touczkoff à résister au prince Poniatowski. Enfin pressé par Platow et Ourwaroff qui, postés à l'extrême droite de l'armée russe, sur les hauteurs protégées par la Kolocza, voyaient notre gauche dégarnie, et étaient impatients d'en profiter, il leur avait permis de passer la Kolocza avec leur cavalerie, et de faire une diversion dont l'effet pouvait être grand, parce qu'il serait imprévu. Ces mesures, arrachées à la sagacité paresseuse du généralissime russe, étaient malheureusement ce qui convenait à la circonstance, sinon pour vaincre, au moins pour nous empêcher de vaincre.

Pendant ce temps, les généraux chargés de commander sur le terrain faisaient des deux côtés des prodiges de bravoure et d'intelligence. Barclay et Bagration avaient résolu de reconquérir à tout prix la grande redoute et les trois fleches. Barclay avait maudé au prince Eugène de Wurtemberg, dont la division était destinée au centre, de se porter sur-le-champ à Séménoffskoïé pour fermer la tronée. Au même instant, son

chef d'état-major Yermoloff, le jeune Kutaisoff, commandant son artillerie, étaient accourus en toute hâte pour rallier le corps de Raëfsskoï mis en déroute, et empruntant à Doctoroff qui était posté dans le voisinage la division Likatcheff, ils avaient marché sur la grande redoute conquise par la division Morand. Par malheur, la division Morand venait de perdre son général, atteint d'une blessure grave, et se trouvait presque sans direction. Le 30^e de ligne, établi dans la redoute, y était privé de l'appui des deux autres régiments de la division, laissés à gauche et à droite, et beaucoup trop en arrière. En même temps la division Gudin était dans un ravin à droite, la division Broussier à gauche au bord de la Kolozna, toutes deux inactives par la faute du prince Eugène, valeureux autant qu'on pouvait l'être, mais n'ayant ni l'expérience ni l'ardente activité qu'il faut dans ces moments décisifs. A cet aspect, Yermoloff et Kutaisoff marchant à la tête du régiment d'Ouja, et de l'infanterie de Raëfsskoï ralliée, se portent sur le 30^e, qui, placé sur le revers de la grande redoute par lui conquise, n'avait rien pour se servir. Ce brave régiment, sous la conduite du général Bonamy, tient ferme d'abord. Après l'avoir accablé de mitraille, à laquelle il ne peut répondre, car il n'avait pas d'artillerie, Yermoloff et Kutaisoff fondent sur lui à la baïonnette, et le réduisent à plier sous le nombre. L'intépide Bonamy, resté dans la redoute à la tête de quelques compagnies, tombe percé de plusieurs coups de baïonnette. Les Russes, s'imaginant que c'est le roi Murat, poussent des cris de joie, et l'épargnent pour en faire un trophée. Au même moment, ils lancent à droite et à gauche le 2^e corps de cavalerie du général Korff, le 3^e du baron de Kreutz, et forcent à reculer des deux autres régiments de Morand, placés de chaque côté de la grande redoute. Cette vaillante infanterie est sur le point d'être précipitée au pied du monticule, quand le prince Eugène arrive enfin à la tête de la division Gudin, commandée par le général Gérard depuis le combat de Valoutina. Le 7^e léger prend position à gauche de la redoute, le reste de la division à droite. Le 7^e léger, survenant au moment où la cavalerie russe fondait sur les débris de la division Morand, se forme en carré, reçoit les cavaliers ennemis par un feu à bout portant, et les oblige à rebrousser chemin. A droite le général Gérard, avec les deux autres régiments de sa division, rallie les troupes de Morand, et arrête le progrès des Russes, qui ne peuvent nous chasser du plateau, et qui sont réduits à se contenter de la reprise de la grande redoute.

Ce triomphe avait coûté cher à l'ennemi. Le général Yermoloff avait été gravement blessé, et le jeune Kutaisoff tué, ce qui était pour les Russes une perte sensible. Pendant ce temps, Barclay, accouru avec le prince Eugène de Wurtemberg, et trouvant la redoute reprise, avait placé le prince entre la redoute et le village de Sémenoffskoï, pour combler le vide que laissaient les deux divisions de Paskewitch et de Kolioubakin,

composant le corps de Raïffskoi presque entièrement détruit. En cet instant le feu était épouvantable sur ce point, car Murat avec l'artillerie de toutes les divisions de Ney, avec l'artillerie attelée de la garde, remplissait de ses projectiles cet espace qu'avait ouvert un moment le salire des cuirassiers de Latour-Maubourg, et dans lequel il aurait voulu se précipiter avec toutes les réserves de l'armée française. Barclay, ayant fermé la trouée avec l'infanterie du prince Eugène de Wurtemberg, s'y tenait immobile, sous un feu qu'on ne se rappelait pas avoir vu depuis vingt ans de guerre; et pendant que ses officiers tombaient autour de lui, éprouvait une sorte de plaisir à repousser si noblement les indignes colonnies de ses ingrats compatriotes.

Bagratiou, de son côté, ayant reçu la division Konownitsyn, détachée du corps de Touczkoff, plus les régiments à pied et à cheval de la garde, avait juré de mourir ou de reprendre, lui aussi, les trois flèches situées à sa gauche et à notre droite. Il avait porté en avant, d'un côté Konownitsyn, de l'autre les grenadiers de Mecklenbourg, et avait réuni à la cavalerie de Siewers, aux cuirassiers de Douka, les trois régiments de cuirassiers de la garde. Mais il avait affaire à Murat et à Ney, ayant à leur gauche Latour-Maubourg et Friant, au centre les divisions Razout, Ledrù, Mareland, à droite enfin les divisions Compans et Dessaix, les cuirassiers de Nansouty et l'infanterie westphalienne. Murat en outre avait amené en ligne la cavalerie de Monthcun, car, ainsi que nous l'avons dit, les hauteurs franchies, on se trouvait sur un terrain assez uni, et légèrement incliné vers les Russes. Le combat sur ce point devint bientôt terrible, et rien dans la mémoire de nos gens de guerre ne ressemblait à ce qu'ils avaient sous les yeux. La division Friant, s'enfonçant dans le ravin de Séménofskoié, l'avait remonté, et, sans prendre les ruines du village, s'était déployée à droite et à gauche sous un épouvantable feu d'artillerie et de mousqueterie. Le brave Friant, voyant tomber son jeune fils à ses côtés, l'avait fait emporter, et avait continué à se tenir au milieu de ses troupes, dont il dirigeait le déploiement. Tous les efforts des Russes n'avaient pu l'ébranler ni lui faire quitter la position de Séménofskoié: Au même instant, les grenadiers de Mecklenbourg, l'infanterie de Konownitsyn abordaient à la baïonnette les troupes de Ney pour tâcher de leur arracher les trois flèches, et, tour à tour victorieuses ou vaincues, les troupes de Ney disputaient le terrain avec le dernier acharnement. L'un des Touczkoff tomba en combattant à la tête du régiment de Revel. C'était le frère de celui qui avait été pris à Valoutina, et le frère de celui qui en ce moment défendait Outitza contre Poniatowski.

Murat et Ney, voulant alors terminer la bataille sur ce point, se décidèrent à ordonner un vaste mouvement de cavalerie. À droite les cuirassiers Saint-Germain et Valence, sous Nansouty, s'élançaient au galop; à

gauche, ceux des généraux Vathier et DeFrance s'élancent également. La terre tremble sous les pas de ces puissants cavaliers. Une partie de la cavalerie russe est rompue; l'autre, composée des régiments de Lithuanie et d'Ismaïlow, résiste, et soutient le choc. On se mêle; les cuirassiers russes s'avancent jusqu'à nos lignes; on les repousse; pas un de nos carrés n'est eutamé. La mêlée devient meurtrière, et les victimes sont aussi nombreuses qu'illustres. Montbrun, l'héroïque Montbrun, le plus brillant de nos officiers de cavalerie, tombe mortellement frappé par un boulet. Rapp, qui était venu se mettre à la tête de la division Compans, reçoit quatre blessures. Le général Dessaix quitte ses propres troupes pour le remplacer et se sent frappé à son tour. Il n'y a plus que des généraux de brigade pour commander les divisions. Au milieu de ce carnage, Murat et Ney, comme invulnérables, sont toujours debout, toujours au milieu du feu, sans être atteints. Un homme rare, Friant, le modèle de toutes les vertus guerrières, le seul des anciens chefs du corps de Davout qui n'eût pas encore été frappé, car Davout venait d'être mis hors de combat, Morand était gravement blessé, et Gudin venait de mourir à Valoutina, Friant tombe à son tour, et il est emporté à la même ambulance où l'on donnait des soins à son fils. Murat accourt à la division Friant, demeurée sans chef. C'était un jeune Hollandais, le général Vandedém, qui devait la commander. Courageux, mais dépourvu d'expérience, il s'empresse de céder cet honneur au chef d'état-major Galichet. Celui-ci prend le commandement au moment où Murat arrive. Tandis qu'ils se parlent, un boulet passe entre eux et leur coupe la parole. — Il ne fait pas bon ici, dit Murat en souriant. — Nous y resterons cependant, répond l'intrépide Galichet. — Au même instant, les cuirassiers russes fondent en masse. La division Friant n'a que le temps de se former en deux carrés, liés par toute une ligne d'artillerie. Murat entre dans l'un, le commandant Galichet dans l'autre, et pendant un quart d'heure ils reçoivent, avec un imperturbable sang-froid, les charges furieuses de la cavalerie russe. — Soldats de Friant, s'écrie Murat, vous êtes des héros! — Vive Murat! vive le roi de Naples! répondent les soldats de Friant. —

C'est ainsi que de notre côté on occupait, faute de forces plus considérables, cette partie du champ de bataille qui s'étendait de Séménofskoïé jusqu'aux bois d'Ontitza. Tout à coup une grande victime était tombée parmi les Russes. Bagration avait été frappé mortellement, et on l'avait emporté au milieu des cris de douleur de ses soldats qui avaient pour lui une sorte d'idolâtrie. La seconde armée russe se trouvait à son tour sans chef. On appela Raïfiskoï, mais il ne pouvait quitter les débris du 7^e corps, qui occupait toujours avec le prince Eugène de Wurtemberg l'intervalle de la grande redoute à Séménofskoïé. Alors on manda le général Doctroïf pour qu'il vint remplacer Bagration.

Dans ce même moment, on apprenait chez les Russes que Poniatowski, après avoir traversé les bois, avait enlevé les hauteurs d'Ouitza à Touczakoff, qui était privé de la division Konownitsyn sans avoir encore été rejoint par celle d'Olsoufiel, la seconde de Bagowouth; que Touczkoff, l'aîné des trois frères, était mort, ce qui faisait deux Touczkoff tués dans la journée, et trois perdus pour leur famille en moins de quinze jours. Dans le trouble qu'on éprouvait, on avait demandé à grands cris et fait partir immédiatement le reste du corps de Bagowouth, c'est-à-dire la division du prince Eugène de Wurtemberg, qui n'avait pas cessé d'occuper sous un feu d'artillerie terrible l'espace presque ouvert entre Séménoffskoïé et la grande redoute.

Cet espace de si haute importance, que les Russes tâchaient sans cesse de nous fermer, où Raëffskoï avait perdu presque tout son monde, et où le prince Eugène de Wurtemberg venait de voir tomber la moitié du sien, était près de se rouvrir devant nous. La fortune nous offrait de nouveau une occasion décisive, et en portant toute la garde impériale sur ce point, on pouvait encore pénétrer à coup sûr dans les entrailles de l'armée russe.

Ney et Murat envoyèrent proposer pour la seconde fois cette manœuvre à Napoléon. Celui-ci, trouvant la bataille arrivée à maturité, accueillit la proposition de ses lieutenants, et donna les premiers ordres pour son exécution. Il fit avancer la division Claparède et la jeune garde, et, quittant Schwardino, se mit lui-même à leur tête. Mais tout à coup un tumulte effrayable se produisit à gauche de l'armée, au delà de la Kolocza. En regardant de ce côté on voyait des cauliniers en fuite; des bagages en désordre; on entendait des cris, on apercevait en un mot tous les signes d'une déroute. A cet aspect, Napoléon fit arrêter sa garde sur place, et s'élança au galop pour savoir ce que c'était. Après quelque temps il finit par l'apprendre. D'après l'autorisation de Kutusof, les deux cavalleries de Platow et d'Ouvaroff avaient franchi la Kolocza sur notre gauche dégarnie, et avaient fondu, Platow sur nos bagages, Ouvaroff sur la division Delzons. Cette brave division, après avoir conquis Borodino le matin, attendait l'arme au pied qu'on demandât encore quelque chose à son dévouement. Dans l'impossibilité de prévoir exactement ce qui allait se passer de ce côté, Napoléon ne voulut pas se démunir de sa réserve. Il envoya à Ney et à Murat tout ce qui restait de l'artillerie de la garde, porta en avant la division Claparède, prête à se diriger, ou à droite vers Séménoffskoïé, ou à gauche vers Borodino, et se tint lui-même à la tête de l'infanterie de la garde, dans l'attente de ce qui arriverait à la gauche de la Kolocza, où le prince Eugène venait de se rendre de sa personne.

Le vice-roi, au premier bruit de cette subite irruption, avait quitté le centre, et passant sur la rive gauche de la Kolocza, s'était porté de toute

la vitesse de son cheval jusqu'à Borodino. Mais il avait trouvé ses régiments déjà formés en carré, et attendant l'ennemi de pied ferme. A la vue des nombreux escadrons russes la cavalerie légère du général Ornaou, trop faible pour résister aux huit régiments de cavalerie régulière d'Ouvoroff, se replia successivement et avec ordre sur notre infanterie. Les Croates qui étaient sur les bords de la Kolocz, et à qui la cavalerie russe prêtait le flanc par son mouvement hasardé, la saluèrent d'un feu bien nourri. Cette cavalerie alors se jeta sur le 84^e de ligne, celui qui avait fait en 1809 une si belle résistance à Gratz, le trouva formé en carré, et vint inutilement essayer son feu, sans oser toutefois braver ses baïonnettes. Le reste alla tourbillonner autour du 8^e léger et du 92^e, et, après quelques évolutions, se retira, désespérant d'obtenir aucun résultat. Il n'était pas prudent en effet de s'opiniâtrer contre une telle infanterie avec de la cavalerie seule, et tout ce qu'on pouvait se promettre, c'était de faire une démonstration. On l'avait faite et payée de quelques hommes, les uns tués par notre mousqueterie et notre mitraille, les autres pris au retour par notre cavalerie légère, qui sabrait les moins prompts à repasser la Kolocz.

Toute vaine qu'elle était, cette tentative nous avait coûté beaucoup plus d'une heure, avait interrompu le mouvement de la garde, et donné à Kutusof, qui s'éclairait lentement mais qui s'éclairait enfin, le temps d'amener au centre le corps d'Osternann, inutilement laissé à sa droite vis-à-vis notre gauche. Il avait même mis toute la garde impériale russe en marche pour fermer la trouée si inquiétante de Séméoufsskoïé. De notre côté, Ney et Murat avaient vu cette trouée se fermer de nouveau, et dans leur dépit n'avaient pas ménagé Napoléon absent, et occupé ailleurs de soins qu'ils ignoraient.

L'occasion était donc encore passée, et cette fois par un de ces accidents fortuits qu'on appelle avec raison faveurs ou défaveurs de la fortune.

Napoléon, qui avait envoyé le maréchal Bessières auprès de Murat et de Ney, et qui venait d'apprendre par ce maréchal que le centre des Russes était de nouveau renforcé, que les voes de Ney et de Murat n'étaient plus exécutables (Bessières prétendait même qu'elles ne l'avaient jamais été), Napoléon ordonna au prince Eugène de faire la seule chose qui dans le moment lui parut propre à terminer la lutte, c'était d'enlever la grande redoute du centre, car il pensait avec raison que ce point d'appui arraché à la ligne russe, on finirait par l'enfoncer d'une manière ou d'une autre. Murat avait sous la main une immense quantité d'artillerie, toute celle d'abord des divisions d'infanterie employées où il était, ensuite toute celle de la cavalerie, et en outre les batteries de réserve de la garde. Napoléon lui fit dire d'accumuler de mitraille les fortes colonnes qui s'approchaient, puis de se tenir prêt à lancer sur elles sa cavalerie à l'instant décisif, car on allait enlever d'assaut la grande redoute.

Cet instant décisif approchait enfin. D'un côté, Murat avait rangé sur sa gauche, le long du ravin de Séménofskoïé, sur le bord duquel la division Friant n'avait pas cessé de tenir ferme, la masse d'artillerie dont on l'avait pourvu, et derrière cette artillerie les trois corps de cavalerie des généraux Monbrun, Latour-Maubourg et Grouchy, attendant l'ordre de passer le ravin et de charger les lignes de l'infanterie russe. De l'autre côté le prince Eugène, concentrant sur la droite de la grande redoute les divisions Morand et Gudin, avait amené sur la gauche de cette redoute la division Broussier, toute fraîche, et brûlant de se signaler à son tour. Cette division était embusquée dans un ravin, et prête à se jeter au premier signal sur les parapets de l'ouvrage à conquérir. Il était environ trois heures de l'après-midi. Il y avait neuf heures que cet horrible carnage était commencé, Murat et Ney vomissaient le feu de deux cents pièces de canon sur le centre des Russes. Le corps de Doctoroff avait été envoyé tout entier derrière la redoute, et quoiqu'il souffrit beaucoup, il souffrait moins que le corps d'Ostermann, placé à découvert entre la redoute même et Séménofskoïé. A une fort petite distance, qui était celle de la largeur du ravin, on voyait les Russes tomber par centaines dans les corps de Doctoroff et d'Ostermann, ainsi que dans la garde russe déployée en arrière, et recevant les coups qui avaient épargné la première ligne. Murat et Ney, qu'une sorte de miracle avait jusque-là protégés, pleins de joie en voyant l'effet de leurs canons, en redoublaient le feu. Croyant la ligne ennemie assez ébranlée, Murat se décide enfin à recommencer l'attaque de cavalerie qui avait si bien réussi le matin au général Latour-Maubourg. Il lance d'abord le 2^e corps de cavalerie, à la tête duquel le général Caulaincourt, frère du duc de Vicence, avait remplacé Monbrun. Il ordonne au corps de Latour-Maubourg de soutenir le 2^e, et à celui de Grouchy de se préparer à soutenir l'un et l'autre. Quant à la cavalerie du général Nansouty, nous avons déjà dit qu'elle était à la droite de Ney. Au signal convenu, Caulaincourt traverse le ravin, débouche au delà, et fond sur tout ce qu'il rencontre avec les 5^e, 8^e et 10^e de cuirassiers. Le général DeFrance le suit avec deux régiments de carabiniers. En un clin d'œil, l'espace est franchi; quelques restes du corps de Raefskoi debout encore sur cette partie du terrain sont enfoncés, la cavalerie de Korff et du baron de Kreutz est culbutée, et la masse de nos cavaliers, lancée à toute bride, dépasse la grande redoute. A ce spectacle, le général Caulaincourt découvrant derrière lui l'infanterie de Likatcheff qui gardait la redoute, se rabat sur elle par un brusque mouvement à gauche, et la sabre à la tête du 5^e de cuirassiers. Malheureusement il tombe frappé à mort. L'infanterie de Morand et de Gudin, qui était placée à la droite de la grande redoute, et voyait les casques de nos cuirassiers briller au delà, pousse des cris de joie et d'admiration. De son côté le prince Eugène, qui

était à la gauche, se met à la tête du 9^e de ligne, celui qui avait fourni les braves tirailleurs d'Ostrowno, lui adresse quelques paroles véhémentes, lui fait gravir le monticule à perte d'haleine, puis profitant du tumulte du combat, de l'épaisseur de la fumée, escalade les parapets de la redoute, et les franchit au moment même où le 5^e de cuirassiers sabrait les fautasins de la division Likatcheff. Les trois bataillons du 9^e foudroient à la baïonnette sur les soldats de cette division, en prennent quelques-uns, en tuent un plus grand nombre, et vengent le 30^e de ligne de ses malheurs du matin. Ils allaient même venger le général Bonamy sur le commandant de la division, le général Likatcheff, mais à l'aspect de ce vieillard respectable tombé en leurs mains, ils lui laissent la vie, et l'envoient à l'Empereur. Ils se rangent en bataille sur le revers de la redoute, et viennent assister au terrible combat de cavalerie engagé entre la garde à cheval russe et nos cuirassiers.

En effet la garde russe à cheval déployée tout entière, se précipite sur nos cuirassiers, et les charge à fond en passant sous la fusillade du 9^e. Elle les oblige à céder. Les carabiniers sous le général DeFrance la ramènent. Chaque fois qu'elle passe et repasse, elle reçoit les coups de fusil du 9^e. Incommodée du feu de ce régiment, elle veut le charger pour s'en débarrasser, mais elle est arrêtée par ses balles. Nos cuirassiers viennent au secours du 9^e, et en défilant devant lui crient : Vive le 9^e ! à quoi celui-ci répond : Vive les cuirassiers ! — La cavalerie de Grouchy charge à son tour, voit son brave général renversé d'un bicaïen, continue à s'avancer, et arrive jusqu'aux lignes de l'infanterie russe, rangée en masse tellement profonde qu'on ne peut espérer d'y pénétrer. Mais tout ce qui se trouve entre deux est balayé, et la cavalerie ennemie est forcée de chercher asile derrière son infanterie.

Pendant ce temps le 9^e placé seul en avant de la grande redoute souffre cruellement. Les divisions Morand et Gudin restées sur la droite lui prêtent enfin leur appui; elles se portent au delà de la redoute, tandis que Murat et Ney, formant un angle avec elles, gagnent peu à peu du terrain, dépassent le ravin de Séménofskoié, et s'avancent leur droite en avant. Notre armée entière forme ainsi une ligne brisée, qui enveloppe dans un angle de feu l'armée russe horriblement décimée. Celle-ci rétrograde lentement sous une affreuse mitraille, et vient s'adosser à la lisière du bois de Psarzewo. On ne la charge plus, et dans l'attente d'un mouvement décisif, on met en ligne l'artillerie de tous les corps, et on fait converger sur elle trois cents pièces de canon. Sous la masse de projectiles dont on l'accable, elle demeure immobile et fortement serrée.

En ce moment la bataille était gagnée assurément, car partout le champ de bataille nous appartenait. A l'extrême droite, au delà des bois, le prince Poniatowski après un combat sanglant avait fini par prendre posi-

tion en avant d'Outitza, sur la vieille route de Moscou; à l'extrême gauche Delzons occupait toujours Borodino, et au point essentiel, c'est-à-dire entre la grande redoute et les flèches qu'on avait enlevées, on tenait le gros de l'armée russe acculé à la lisière du bois de Psarewo, et expirant sous le feu de trois cents pièces de canon. Toutefois il restait encore plusieurs heures de jour, et bien qu'il ne s'offrit plus, comme deux fois dans la journée, de manœuvre décisive à exécuter, on pouvait en abordant l'armée russe une dernière fois, la droite en avant, avec une masse de troupes fraîches, on pouvait, disons-nous, la refouler vers la Moskowa, et lui faire subir un véritable désastre. Un tel résultat méritait certainement de nouveaux sacrifices, quels qu'ils dussent être, car devant une victoire complètement destructive pour l'armée russe, la constance d'Alexandre eût probablement fléchi. Mais pour cela il fallait faire donner la garde impériale tout entière, laquelle comptait environ 18 mille hommes d'infanterie et de cavalerie, qui n'avaient pas combattu. Il restait à gauche dans la division Delzons, au centre dans les divisions Broussier, Morand et Gudin, à droite dans la division Dessaix, des troupes qui, quoique ayant déjà combattu, étaient capables encore d'un grand effort, surtout s'il devait être décisif. Les troupes qui n'étaient qu'à demi fatiguées auraient valu des troupes fraîches pour ce moment suprême. Quant à la garde, elle eût fait des prodiges, et demandait à les faire. Napoléon, pour qui la hauteur du soleil sur l'horizon était un motif tout aussi pressant que les instances de ses lieutenants, et pour ainsi dire un reproche, monta à cheval afin d'examiner lui-même le champ de bataille. Le rhume dont il était atteint l'incommodait fort, mais pas de manière à paralyser sa puissante intelligence. Cependant les horreurs de cette affreuse bataille sans exemple encore pour lui, quoiqu'il en eût vu de bien sanglantes, avaient comme étonné son génie. Il ne s'était pas écoulé un instant sans qu'on vint lui annoncer que quelques-uns des premiers officiers de l'armée étaient frappés. C'étaient les généraux et officiers supérieurs Plauzonne, Monthron, Caulaincourt, Romeuf, Chastel, Lambert, Compère, Bessières, Dumas, Canouville, tués; c'étaient le maréchal Davout, les généraux Morand, Friant, Compans, Rapp, Belliard, Nansouty, Grouchy, Saint-Germain, Bruyère, Pajol, DeFrance, Bonamy, Teste, Guilleminot, blessés gravement. L'opiniâtreté des Russes, quoiqu'elle n'eût rien d'inattendu, avait un caractère sinistre et terrible, qui lui inspirait de sérieuses réflexions, car, pour l'honneur de la nature humaine, il y a dans le patriotisme vaincu mais furieux, quelque chose qui impose même à l'agresseur le plus audacieux. Aussi Napoléon, dans cet état d'irrésolution si nouveau chez lui, parut-il inexplicable à ceux qui l'entouraient, à ce point qu'ils cherchaient à se l'expliquer en disant qu'il était malade. Sans s'occuper de ce qu'ils pensaient, il parcourut au galop la ligne des positions enle-

vées, vit les Russes acculés mais serrés en masse et immobiles, n'offrant nulle part une prise facile, pouvant néanmoins par un dernier choc, donné obliquement, être rejetés en désordre vers la Moskowa. Pourtant on ne savait, après tout, si le désespoir ne triompherait pas des dix-huit mille hommes de la garde, si par conséquent on ne la sacrifierait pas inutilement pour égorger quelques milliers d'ennemis de plus; et à cette distance de sa base d'opération, ne pas garder entier le seul corps qui fût encore intact, parut à Napoléon une témérité dont les avantages ne compensaient pas le danger. Se tournant vers ses principaux officiers : Je ne ferai pas démolir ma garde, leur dit-il. À huit cents lieues de France, on ne risque pas sa dernière réserve. — Il avait raison sans doute, mais en justifiant sa résolution du moment, il condamnait cette guerre, et, pour la deuxième ou troisième fois depuis le passage du Niémen, il expiait par un excès de prudence qui ne lui était pas ordinaire, la faute de sa témérité. En dépassant la grande route de Moscou, et en s'approchant de Borodino, on apercevait Gorki, seule position un peu avancée conservée par les Russes. Napoléon se demanda s'il fallait l'enlever. Il y renonça, car le résultat n'en valait pas la peine. Au fond du champ de bataille les Russes, serrés en masse, offraient une large prise au canon, et semblaient nous défier. — Puisqu'ils en veulent encore, dit Napoléon avec la cruauté familière du champ de bataille, donnez-leur-en. — Il prescrivit de mettre en batterie tout ce qui restait d'artillerie non employée, et à partir de ce moment on fit agir près de quatre cents bouches à feu. On tira ainsi pendant plusieurs heures sur les masses russes, qui persistèrent à se tenir en ligne sous cette épouvantable canonnade, perdant des milliers d'hommes sans s'ébranler. On tua donc au lieu de faire des prisonniers! nous perdions aussi des hommes, mais certainement pas le sixième de ceux que nous immolions.

Le soleil s'abaissa enfin sur cette scène atroce, sans égale dans les annales humaines : la canonnade finit par se ralentir successivement, et chacun épuisé de fatigue s'en alla prendre quelque repos. Nos généraux ramenèrent un peu en arrière leurs divisions, de manière à les garantir des boulets ennemis, et se placèrent au pied des hauteurs conquises, bien convaincus que les Russes n'essayeraient pas de les reprendre. Nos soldats, qui n'étaient guère pourvus de vivres, se mirent au bivouac à dévorer ce qu'ils avaient, et se délassèrent en se racontant les horreurs étonnantes que chacun d'eux avait vues. Napoléon victorieux entra dans sa tente entouré de ses lieutenants, les uns mécontents de ce qu'il n'avait pas fait, les autres disant qu'on avait eu raison de s'en tenir au résultat obtenu, que les Russes après tout étaient détruits, et que les portes de Moscou étaient ouvertes. Mais pendant cette soirée les témoignages de joie, d'admiration, qui avaient éclaté jadis à Austerlitz, à Iéna, à Friedland, ne se firent pas entendre dans la tente du conquérant.

Russes et Français conclurent les uns à côté des autres sur le champ de bataille. Au point du jour, on fut témoin d'un spectacle horrible, et on put se faire une idée de l'épouvantable sacrifice d'êtres humains qui avait été consommé la veille. Le champ de bataille était couvert de morts et de mourants, comme jamais on ne l'avait vu. Chose cruelle à dire, nombre effrayant à prononcer, quatre-vingt-dix mille hommes environ, c'est-à-dire la population entière d'une grande cité, étaient étendus sur la terre, morts ou blessés. Quinze à vingt mille chevaux renversés ou errants, et poussant d'affreux hennissements, trois ou quatre cents toitures d'artillerie démontées, mille débris de tout genre complétaient ce spectacle, qui soulevait le cœur surtout en approchant des ravins, où par une sorte d'instinct les blessés s'étaient portés afin de se mettre à l'abri de nouveaux coups. Là ils étaient accumulés les uns sur les autres, sans distinction de nation.

Heureusement, si le patriotisme permet de prononcer ce mot inhumain, heureusement le partage dans cette liste funèbre était fort inégal. Nous comptons environ 9 à 10 mille morts, 20 ou 21 mille blessés, c'est-à-dire 30 mille hommes hors de combat, et les Russes, d'après leur aveu, près de 60 mille !¹ Nous avions tué tout ce qu'autrefois nous prenions par de savantes manœuvres. La faux de la mort semblait ainsi avoir remplacé dans les mains de Napoléon l'épée merveilleuse qui jadis désarmait plus d'ennemis qu'elle n'en détruisait. Ce qu'on ne croirait pas, si des documents authentiques ne l'attestaient, nous avions quarante-sept généraux et trente-sept colonels tués ou blessés, les Russes à peu près autant, preuve de l'énergie que les chefs avaient déployée des deux côtés, et de la petite distance à laquelle on avait combattu. Après cet affreux duel, il nous restait cent mille hommes, car ce qui pouvait manquer à ce chiffre était remplacé par la division italienne Pino, et par la division Delaborde de la jeune garde, l'une et l'autre arrivées après la bataille. Les Russes n'auraient pas pu mettre cinquante mille hommes en ligne, mais ils étaient chez eux, et nous étions à huit cents lieues de notre capitale ! Ils faisaient une guerre nécessaire, et nous faisions une guerre d'ambition ! Et à chaque pas en avant, quand l'étourdissement de la gloire laissait chez nous place à la réflexion, nous condamnions au fond du cœur le chef entraînant dont nous suivions la fortune éblouissante !

Kutasof, menteur autant que rusé, satisfait de n'être pas détruit, eut l'audace d'écrire à son maître qu'il avait résisté toute une journée aux assauts de l'armée française, et lui avait tué autant d'hommes qu'il en avait perdu, que s'il quittait le champ de bataille, ce n'était pas qu'il fût vaincu, mais c'est qu'il prenait les devants pour aller couvrir Moscou.

¹ Les nombres français sont empruntés à des états authentiques; les nombres russes aux relations ordonnées depuis, et admises par le gouvernement russe lui-même.

Plus qu'aucun homme au monde, il savait à quel point on peut mentir aux passions, surtout aux passions des peuples peu éclairés, et excepté de se dire victorieux, il osa écrire tout ce qui approchait le plus de ce mensonge. Il manda au gouverneur de Moscou, le comte de Rostopchin, destiné bientôt à une effroyable immortalité, qu'il venait de livrer une sanglante bataille pour défendre Moscou, qu'il était loin de l'avoir perdue, qu'il allait en livrer d'autres encore, qu'il promettait bien que l'ennemi n'entrerait point dans la ville sacrée, mais qu'il était urgent de lui envoyer tous les hommes capables de porter les armes, surtout les miliciens de Moscou, dont on avait promis 80 mille, et dont il avait reçu 15 mille au plus. Il ordonna la retraite pour le 8 septembre au matin, en prescrivant de disputer Mojaïsk tout le temps nécessaire pour évacuer les vivres, les munitions, les blessés transportables. Il donna au général Miloradovitch le commandement de son arrière-garde.

Napoléon qui n'avait pas les mêmes raisons de dissimuler, car il était victorieux d'une manière incontestable, éprouvait cependant une sorte d'embarras à raconter son triomphe. Autrefois il avait à annoncer pour quelques mille morts trente ou quarante mille prisonniers, quelques centaines de canons et de drapeaux enlevés. Ici il n'y avait ni prisonniers, ni drapeaux, ni canons pris (excepté un petit nombre de pièces de position trouvées dans les redoutes); mais soixante mille morts ou mourants appartenant à l'ennemi couvraient le terrain. Chose extraordinaire, dans ses bulletins et dans ses lettres (notamment à son beau-père) il en dit beaucoup moins qu'il n'y en avait, soit qu'il l'ignorât, soit qu'il n'osât pas l'avouer au monde. Suivant son usage, cette bataille, que les Russes appelèrent du nom de Borodino, il la qualifia d'un nom retentissant et parlant aux imaginations, de celui de la Moskowa, rivière qui passait à une lieue du champ de bataille, pour aller ensuite traverser Moscou. Ce nom lui restera dans les siècles.

Mais après quelques moments donnés à l'effet, Napoléon songea aux conséquences à tirer de la victoire. Il achemina sur Mojaïsk Murat avec deux divisions de cuirassiers, avec plusieurs divisions de cavalerie légère, et une des divisions d'infanterie du maréchal Davout. Ce maréchal suivit avec ses quatre autres divisions, en se faisant transporter dans une voiture, car il ne pouvait se tenir à cheval. Le prince Poniatowski fut dirigé comme il l'avait été pendant toute la marche sur la droite de la grande route, par le chemin de Wéréja, et le prince Eugène sur la gauche par le chemin de Rouza (voir la carte n° 53). Cette double force, placée sur les deux flancs de l'armée, avait pour but de faire tomber toute résistance en débordant l'ennemi, d'étendre le rayon d'approvisionnement, et de couvrir nos fourrageurs. Napoléon avec le corps de Ney, qui avait horriblement souffert, avec la garde qui ne le quittait pas, resta encore un jour sur

le champ de bataille, pour y donner des ordres indispensables, dictés autant par l'humanité que par l'intérêt de l'armée. Il convertit d'abord en hôpital la grande abbaye de Kolotskoi, parce qu'aisée à défendre elle devait offrir un abri sûr aux blessés qui n'étaient pas transportables. Ceux qui pouvaient être transportés, devaient être envoyés à Mojaïsk dès qu'on serait maître de cette ville. Il y avait aussi beaucoup de chevaux légèrement blessés, faciles à guérir, beaucoup de pièces démontées faciles à réparer. Par ce motif Napoléon établit un dépôt de cavalerie et d'artillerie dans les villages environnant l'abbaye de Kolotskoi, et décida que Junot avec ses Westphaliens occuperait ce lieu funèbre, pour garder les précieux restes qu'on y laissait, et pour aller au loin recueillir les vivres que les malheureux blessés seraient dans l'impossibilité de se procurer eux-mêmes. Le bienfaiteur de tous ceux qui souffraient, l'illustre Larrey, voulut rester à Kolotskoi avec la majeure partie des chirurgiens de l'armée. Trois jours entiers devaient à peine suffire pour appliquer le premier pansement sur toutes les blessures, et par un temps déjà froid et humide, surtout la nuit, un grand nombre de blessés étaient réduits à attendre les secours de l'art couchés en plein air sur la paille. Tout ce qu'on pouvait pour eux c'était de leur apporter quelques aliments, et notamment un peu d'eau-de-vie, afin de soutenir leurs forces. Au surplus Napoléon veilla lui-même à ce qu'on fit ce qui était possible, avec le matériel qu'on était parvenu à transporter à cette distance.

Après ces premiers et indispensables soins il envoya des ordres à Smolensk pour qu'on remplaçât les munitions d'artillerie consommées. On avait tiré 60 mille coups de canon, et brûlé 1400 mille cartouches d'infanterie. Il fit ordonner des transports extraordinaires de munitions par le chef de l'artillerie de la grande armée, le général de Lariboisière, qui dans cette campagne, plus difficile pour son arme que pour toute autre, déployait à un âge fort avancé le courage et l'activité d'un jeune homme. N'ayant plus de grandes rivières à traverser, Napoléon avait laissé à Smolensk ses gros équipages de pont, et n'avait amené que le matériel nécessaire pour jeter des ponts de chevalets. Grâce à cette disposition, six à huit cents chevaux de trait étaient restés disponibles à Smolensk. Il prescrivit de les employer sur-le-champ à charrier des munitions d'infanterie et d'artillerie. Enfin il ordonna un nouveau mouvement en avant à tous les corps français ou alliés qui se trouvaient dans les diverses stations de Smolensk, Minsk, Wilna, Kowno, Königsberg, particulièrement à tous les bataillons et escadrons de marche destinés à recruter les corps.

L'armée avait continué à cheminer pendant que Napoléon donnait ces ordres, et Murat était arrivé le 8 au soir devant Mojaïsk, ville de quelque importance qu'il y avait intérêt à posséder intacte. A mesure qu'on approchait de Moscou les ressources du pays augmentaient, mais la rage de

les détruire augmentait aussi chez l'ennemi. On rencontrait plus de villages florissants, et plus de colonnes de flammes. Les Russes voulant se ménager le temps d'opérer quelques évacuations de blessés et de matériel, avaient placé en avant d'un ravin marécageux une forte arrière-garde d'infanterie et de cavalerie, et ils étaient résolus à défendre cette position. Il était possible de la tourner, mais l'obscurité ne permettait pas d'apercevoir le point par lequel on aurait pu y réussir, et pour éviter la confusion d'une scène de nuit, on fit halte, et on bivouaqua à portée du canon des Russes.

Le lendemain 9 on voulut entrer de vive force dans Mojaïsk, et après avoir sacrifié quelques hommes sans utilité, on pénétra dans cette ville, où il y avait plusieurs magasins en flammes, mais où la plus grande partie des habitations étaient restées intactes. On y trouva beaucoup de blessés russes, qu'on respecta et qu'on abandonna aux soins de leurs propres chirurgiens. La ville contenait des vitres et des bâtiments pour un second hôpital, circonstance fort heureuse, car celui de Kolotskoi était loin de suffire à nos besoins. Napoléon résolut de s'arrêter de sa personne à Mojaïsk, afin de soigner le rhume dont il était atteint, et qui l'importunait sans altérer en rien l'usage de ses facultés¹. Son projet était de partir pour rejoindre l'armée dès qu'elle serait arrivée aux portes de Moscou, afin d'y entrer avec elle, ou de se mettre à sa tête s'il y avait une nouvelle bataille à livrer.

Les Russes continuèrent leur retraite et les Français leur poursuite. Le

¹ La supposition que Napoléon était malade à la bataille de la Moskova, admise par des historiens respectables pour expliquer son inaction dans cette journée, n'a rien de fondé, si on la pousse jusqu'à présenter ses facultés comme atteintes. Nous avons lu et relu les correspondances les plus intimes, écrites jour par jour, en toute sincérité, par des hommes qui ne quittaient pas le quartier général, et qui n'avaient aucun intérêt à altérer la vérité, et on voit à la liberté même de leur langage, à l'absence de toute préoccupation, combien était légère l'indisposition de Napoléon. C'était un gros rhume et rien de plus. Lui et ses lieutenants en parlèrent dans leurs lettres de manière à ne laisser aucun doute sur la nature de cette indisposition. Napoléon qui ordinairement ne se ménageait guère, et qui avait le mérite, presque indifférent au milieu de tous ses autres dons prodigieux, d'une rare bravoure personnelle, prit pendant la bataille une position où passaient encore bien des boulets, mais où il n'avait pas la presque certitude d'être frappé, comme sur le point où étaient Ney et Morat, et en fut, avec la réputation de ne pas s'exposer à un tel feu, c'est une chose hors de doute, car le salut de l'armée tenait à sa personne, et on peut se faire une idée du péril quand on songe au phénomène de 57 généraux tués ou blessés de notre côté, et autant du côté des Russes, c'est-à-dire au sacrifice de presque tous les généraux qui des deux côtés dirigeaient les troupes. Barclay de Tolly, Ney et Morat furent les seuls vraiment engagés qui échappèrent à la mort ou aux blessures. On ne pouvait paraître au feu sans être atteint. En moins de deux heures la division Compans eut cinq chefs renversés : le général Compans, le général Dupellin, le maréchal Davout, le général Rapp, le général Desaix. Pour soustraire les hommes à ce feu effroyable, Ney, dans certains moments, faisait cacher ses soldats à terre, lui seul restant debout, puis les faisait relever quand il y avait utilité à les présenter en ligne.

prince Eugène ayant pris la route latérale de gauche, s'empara de Rouza, jolie petite ville, riche en ressources, que les paysans furieux allaient détruire, lorsqu'on arriva fort à propos pour les en empêcher. L'épouvante des habitants en apprenant qu'on les avait trompés, que la sanglante bataille du 7 avait été entièrement perdue pour les Russes, était parvenue au comble, et se changeait en une sorte de rage. On leur avait tellement dépeint les Français comme des monstres sauvages, qu'ils étaient partagés entre la peur et la fureur, à la seule idée de leur approche. Aussi, désespérant de se sauver, voulaient-ils tout détruire, et quand on avait le temps de les joindre, de leur parler, d'arracher la torche de leurs mains, ils étaient étonnés d'avoir affaire à des vainqueurs humains, mais affamés, dont on désarmait la prétendue barbarie avec un peu de pain.

Entré à Rouza, le prince Eugène s'y reposa un jour, et y ramassa des vivres dont il fit part à la grande armée. Sur la route latérale de droite, le prince Poniatowski rencontra partout les mêmes symptômes de terreur et de colère, la même abondance et les mêmes ravages, mais comme il faut du temps pour détruire, et que ce temps on ne le laissait pas à l'ennemi, on trouvait encore le moyen de subsister. Seulement la maraude consommait toujours un égal nombre d'hommes, qui s'attardaient, se laissaient prendre, ou renonçaient à rejoindre l'armée.

La colonne principale sous Murat arriva le 10 septembre à Krimskoïé. Le commandant de l'arrière-garde russe Mikoradovitch, voulant profiter d'une bonne position qu'il avait reconnue près des sources marécageuses de la Nará, s'établit avec des troupes d'infanterie légère et de l'artillerie derrière un terrain fangeux, couvert d'épaisses broussailles, n'offrant d'accès que par la grande route qu'il eut soin d'occuper en force. On passa toute la journée à batailler autour de cette position, et on y perdit de part et d'autre beaucoup d'hommes, les Russes pour ne pas se retirer trop tôt, les Français pour ne pas mollir dans leur poursuite. A la nuit les Russes furent obligés de décamper en laissant près de deux mille hommes sur le terrain, en morts ou blessés.

Le 11 on atteignit Koubinskiôé, le 12 Momonowo, le 13 enfin Worobiewo, dernière position en avant de Moscou. (Voir la carte n° 57.) L'armée russe s'établit aux portes mêmes de Moscou, vers la barrière dite de Drogomilow. La Moskowa, en entrant dans Moscou, où elle décrit de nombreux contours, forme un arc très-concave, ouvert du côté de la route de Smolensk. L'armée russe vint s'y adosser, appuyant sa droite au village de Fili, sa gauche à la hauteur de Worobiewo, et traçant en quelque sorte la corde de l'arc décrit par la Moskowa. Elle avait derrière elle pour toute issue un pont jeté sur la Moskowa dans l'intérieur du faubourg de Drogomilow, et les rues de cette immense ville. Ce n'était guère une position de combat, car si on était vigoureusement assailli, on pouvait

être refoulé en désordre sur le pont de la Moskowa, ou sur les gués de cette rivière, et poussé dans les rues, où l'on aurait couru, en s'y engorgeant, les plus grands dangers. Kutusof le savait bien, et était convaincu de l'impossibilité d'arrêter les Français en avant de Moscou. Mais fidèle à son système de flatter constamment la passion populaire, qu'il croyait plus facile à conduire en la flattant qu'en l'irritant, il avait écrit tous les jours au comte de Rostopchine, gouverneur de Moscou, qu'il défendrait la capitale à outrance, et probablement avec succès. Aussi fut-on bien étonné à Moscou de voir paraître l'armée russe dans l'état où elle était, et se placer si près de la ville qu'il ne restait plus de terrain pour combattre. Quoique son parti fût pris de sauver l'armée de préférence à la capitale, Kutusof résolut de convoquer un conseil de guerre, pour faire partager à ses lieutenants la pesante responsabilité qu'il allait encourir. Malgré son astuce et son flegme ordinaire, il était agité en entendant les cris de rage qui éclataient autour de lui, et le vœu mille fois exprimé de s'envelopper tous sous les ruines de Moscou, plutôt que d'abandonner cette ville aux Français, comme l'époux qui disputant à des ennemis une épouse chérie, aime mieux la poignarder de ses mains que la livrer à leurs outrages. Kutusof savait parfaitement que Moscou fût-elle perdue, la Russie ne le serait pas, mais qu'au contraire la Russie pourrait bien être perdue si la grande armée venait à être détruite, et il était fermement décidé à empêcher un tel malheur. Mais s'il avait le courage de prendre les résolutions nécessaires quoique odieuses à la foule, il n'avait pas celui d'en assumer la charge à lui seul, et il eût bien voulu en faire peser la responsabilité sur d'autres têtes que la sienne. Il admit à ce conseil mémorable, tenu sur la hauteur même de Worobiewo d'où l'on apercevrait la capitale infortunée qu'il fallait livrer, les généraux Benningsen, Barclay de Tolly, Doctoroff, Ostermann, Konownitsyn, Vermoloff. Le colonel Toll y assista comme quartier-maître général. Barclay de Tolly, avec sa simplicité ordinaire et son expérience pratique, déclara la position qu'on occupait intenable, affirma que la conservation de la capitale n'était rien auprès de la conservation de l'armée, et conseilla d'évacuer Moscou, en se retirant par la route de Vladimir, ce qui ajoutait de nouveaux espaces à ceux que les Français avaient déjà parcourus, laissait l'armée russe en communication avec Saint-Petersbourg, et permettait, le moment venu, de reprendre l'offensive. Benningsen, assez expérimenté pour apprécier la justesse d'un tel avis, comptant bien d'ailleurs qu'on renoncerait, sans qu'il s'en mêlât, à défendre la capitale, mais certain qu'on n'en pardonnerait point l'abandon à celui qui l'aurait conseillé, soutint qu'il fallait combattre à outrance, plutôt que de livrer aux Français la ville sacrée de Moscou. Konownitsyn, brave officier s'il en fut, cédant au sentiment général, opina pour une défense opiniâtre, non point sur le terrain où l'on était, mais

sur un terrain qu'on irait chercher en se portant à la rencontre des Français, et en se heurtant contre eux avec furie. Les généraux Ostermann et Yermoloff adhérèrent à cet avis, qui était celui de la bravoure au désespoir. Le colonel Toll, recherchant des combinaisons plus savantes, proposa de se retirer, en se portant immédiatement à droite, sur la route de Kalouga, ce qui plaçait l'armée dans une position menaçante pour les communications de l'ennemi, et la mettait en relation directe avec les riches provinces du midi. Comme toujours en pareille circonstance, ce conseil de guerre fut agité, confus, et fertile en contradictions. Kutusof se leva, sans exprimer hautement son avis, mais en prononçant ces paroles qu'il semblait s'adresser à lui-même : — Ma tête peut être bonne ou mauvaise, soit, mais c'est à elle, après tout, à décider une question aussi grave. —

Son parti était évidemment arrêté, et, il faut le dire, ce parti était digne d'un grand capitaine. De tous les avis exprimés, aucun n'était parfaitement bon, bien que la plupart continssent quelque chose d'utile. Livrer bataille pour Moscou était une résolution insensée. A quelques lieues en avant, comme au pied de ses murs, on eût été battu, seulement on l'eût été plus désastreusement en combattant le dos appuyé à la ville, et en ayant un pont et quelques rues étroites pour unique moyen de retraite. A combattre, il fallait se barricader dans l'intérieur de Moscou, en disputer toutes les issues, engager avec soi la population tout entière, y soutenir opiniâtrément la guerre des rues, comme à Saragosse, et en ayant soin de disposer en dehors sur la route par laquelle on voulait s'en aller la plus grande partie de l'armée. La ville eût péri dans les flammes, car elle était construite en bois et non en pierre comme Saragosse, mais on aurait immolé plus d'ennemis qu'à Borodino, en perdant soi-même peu de monde, ce qui eût été un immense résultat. A défendre Moscou, il n'y avait que ce moyen¹, qui consistait du reste à la détruire pour la défendre, mais personne n'y avait pensé, parce que personne ne songeait à sacrifier cette capitale, et qu'on ne pensait pas que la livrer aux Français fût une manière de la faire périr. Ne pouvant combattre en avant de Moscou, ne voulant pas la détruire pour la disputer, se retirer était le seul parti à suivre. Rétrograder sur Wladimir, comme le proposait Barclay de Tolly, c'était pousser trop loin le système de retraite, que le général Pfuhl n'avait pas poussé assez loin en imaginant de s'arrêter à Drissa; c'était d'ailleurs perdre les communications avec le midi de l'empire, bien plus riche que le nord en ressources de tout genre. Il n'y avait donc d'admissible que la retraite sur la droite de Moscou (la droite par

¹ C'est l'opinion du prince Eugène de Wurtemberg, qui, dans ses mémoires aussi spirituels que sensés, a parfaitement démontré la possibilité et la convenance de ce plan, si l'on eût été, ce qu'on n'était pas, résolu à sacrifier Moscou.

rapport à nous), laquelle plaçait l'armée russe sur les communications des Français, et la mettait en communication directe avec les provinces du midi et avec l'armée revenant de Turquie. Mais marcher immédiatement dans cette direction, comme l'avait proposé le colonel Toll, c'était tout de suite attirer sur soi les Français, qui, se contentant d'occuper Moscou par un détachement, se précipiteraient à l'instant même sur l'armée russe pour l'achever; c'était leur révéler la pensée du système de retraite qu'on allait adopter, et qui consistait, maintenant qu'on avait amené les Français si loin, à manœuvrer sur leurs flancs pour les assaillir dès qu'ils seraient suffisamment affaiblis. Ils pouvaient bien, en effet, avertis sitôt, se raviser à temps, s'arrêter, et courir pour l'accabler sur l'ennemi qui laisserait voir de telles intentions. Il y avait un plan bien mieux calculé, c'était de se retirer au travers de Moscou même, de livrer cette capitale comme une détonille qu'on jette sur les pas d'un ennemi afin de l'occuper, de profiter du temps que les Français perdraient inévitablement à se saisir de cette riche proie, pour défilér tranquillement devant eux, et pour prendre ensuite sur leur flanc, en tournant autour de Moscou, la position menaçante que le colonel Toll conseillait de prendre immédiatement, et sans aucun détour. C'est là ce qu'il fallait tirer de tout ce qu'on avait dit, et c'est ce qu'en tira le vieux Kutusof, avec une profonde sagesse, sagesse fatale pour nous, mais qui, quelque funeste qu'elle ait pu nous devenir, n'en mérite pas moins l'admiration de la postérité.

En conséquence, il décida qu'on se retirerait dans la nuit du 13 au 14 septembre, qu'on traverserait Moscou sans mot dire, en évitant les combats d'arrière-garde, pour que cette grande ville qu'on voulait sauver, et qu'on croyait sauver en la remettant dans les mains des Français, ne fût pas incendiée par les obus¹; qu'ensuite on ne suivrait ni la route de Wladimir, trop dirigée au nord, ni celle de Kalouga, trop dirigée au midi, surtout trop indicative de la secrète pensée qu'on nourrissait, mais une route intermédiaire, celle de Riazan, de laquelle il serait facile, moyennant un léger détour, de revenir se placer quelques jours après sur la route de Kalouga, qui était la véritable sur laquelle il fallait opérer plus tard.

Cette résolution, une des plus importantes qu'on ait jamais prises, et qui est un des principaux titres de gloire du général Kutusof, une fois adoptée, il l'annonça avec fermeté, quelque désagréables que fussent les

¹ C'est l'opinion du général Clausewitz, témoin oculaire, lequel est convaincu que les Russes ne songèrent nullement à détruire Moscou, et que le soin de conserver cette ville, en la livrant pour quelques jours aux Français, fut un des motifs de leur résolution. Cette opinion nous semble démontrée par une quantité de circonstances et de témoignages irréfutables, et c'est pour cela que nous l'adoptons comme une certitude acquise à l'histoire.

cris de l'armée, et quelque crainte que lui inspirassent les emportements de la population de Moscou.

Il fallait avertir le gouverneur Rostopchin, Russe plein de passions sauvages cachées sous des mœurs polies, et plein surtout d'un sentiment toujours estimable sous quelque forme qu'il se manifeste, le patriotisme, même poussé jusqu'au fanatisme. Il nous haïssait à tous les titres, comme Russe, et comme membre de l'aristocratie européenne. Il aurait souhaité qu'on sacrificât la ville même, pour faire périr vingt ou trente mille Français de plus, et pensait qu'après avoir brûlé tant de villages, il n'y avait pas une seule raison honorable de ménager Moscou. Si on lui avait offert de s'y barricader, de s'y défendre à outrance, il n'eût pas hésité à exposer cette grande ville à une entière destruction. Mais ce projet n'ayant été ni adopté ni même proposé par personne, il n'en pouvait parler, et quant à celui qu'il méditait dans le fond de son âme exaspérée, il se garda bien d'en rien dire. Les vaines espérances dont l'avait entretenu le général Kutusof l'avaient profondément irrité contre ce général, et il s'en exprima avec une extrême amertume; mais il n'était plus temps de récriminer, il fallait préparer l'évacuation. Dans l'excès de sa haine, il ne voulait pas qu'un seul Russe restât dans Moscou pour orner le triomphe des Français, pour leur rendre un service quelconque, ou pour leur fournir l'occasion de faire éclater leur douceur aux yeux des vaincus. Usant de son autorité de gouverneur, il enjoignit à tous les habitants de sortir immédiatement de Moscou en emportant ce qu'ils pourraient, et menaça des châtimens les plus sévères ceux qui ne l'auraient pas quittée dès le lendemain. D'ailleurs on avait répandu des calomnies si atroces sur la conduite des Français, qu'il n'y avait pas besoin de menaces pour obliger la population à fuir leur approche. Il comptait donc ne leur livrer qu'une ville morte et sans habitants. Il voulait plus, il voulait, sans en calculer toutes les conséquences, sans savoir quel serait le résultat, leur livrer, au lieu d'un séjour de délices, un monceau de cendres, sur lequel ils ne trouveraient rien pour vivre, et qui serait un témoignage de l'horrible haine qu'ils inspiraient, une déclaration de guerre à mort. Mais un tel projet, le dire à quelqu'un, c'était le rendre impossible, car le dire à qui? Au doux Alexandre, c'eût été révolter ce prince; à un général, c'eût été l'effrayer du poids d'une pareille responsabilité; aux habitants, c'eût été les soulever contre soi, et se montrer à eux comme cent fois plus haïssable que les Français. Il ne parla donc à personne de ce qu'il méditait dans les profondeurs de son âme. Mais, sous le prétexte de faire fabriquer une machine infernale dirigée contre l'armée ennemie, il avait accumulé beaucoup de matières inflammables dans un de ses jardins, sans que personne pût se douter de leur destination. Le moment de partir venu et une heure avant l'évacuation, il choisit pour confident, pour complices, pour exécuteurs de son

projet, ces êtres infâmes, qui ne possèdent rien que la prison où leurs crimes leur ont créé un asile, et qui ont le goût inné de la destruction, les condamnés enfin. Il les réunit, les délivra, et leur donna la mission, dès qu'on serait parti, de mettre secrètement le feu à la ville, et de l'y mettre sans relâche, sans bruit, leur affirmant que cette fois, en ravageant leur patrie, ils la servaient, et obéiraient à ses volontés. Il ne fallait pas de grands encouragements à ces natures perverses pour les exciter à agir ainsi, car l'homme livré à lui-même aime à détruire, semblable sous ce rapport à ces animaux qui de domestiques redeviennent très-vite sauvages, dès que l'éducation cesse un instant d'adoucir leurs penchants. Il leur adjoignit quelques soldats de la police pour les diriger dans cette cruelle mission. Ces ordres donnés, le comte de Rostopchin craignit de laisser dans les mains des Français des moyens d'arrêter l'incendie, moyens fort perfectionnés dans les villes bâties en bois, et il fit partir toutes les pompes devant lui. Au moment où il ouvrait les prisons aux condamnés, il en fit amener deux devant lui, un Français, un Russe, accusés d'avoir répandu les bulletins de l'ennemi. Il dit au Français, qui était un de ces expatriés cherchant leur subsistance à l'étranger, et qui l'avait trouvée en Russie : Toi, tu es un ingrat, mais enfin le sentiment qui t'a fait agir est naturel ; prends ta liberté, et va rejoindre tes compatriotes, en leur racontant ce que tu as vu. — Toi, dit-il au Russe, tu es un scélérat, un parricide, et tu vas expier ton crime.... — Et cela dit il le fit sabrer sous ses yeux. Après cette sanglante exécution, il sortit de Moscou, le 14 au matin, à la suite de l'armée, n'emportant rien de ses richesses, et se consolant par la pensée de la surprise affreuse qu'il avait préparée aux Français. Le colonel Wolzogen l'ayant rencontré au sortir de la ville avec le convoi des pompes à incendie, et lui ayant demandé dans quel but il les emmenait, obtint cette unique réponse : J'ai mes raisons... — Le comte de Rostopchin ajouta ensuite ces paroles, sans liaison apparente avec la question qu'on lui adressait : Pour moi, je n'emporte de cette ville que le vêtement que vous voyez sur mon corps. — Il n'en dit pas davantage au colonel Wolzogen, qui dans le moment ne saisit point sa pensée¹, mais qui la comprit plus tard.

¹ Je rapporte les faits qui précèdent d'après les renseignements les plus certains. Une multitude de témoins oculaires, Russes et Allemands, ont maintenant raconté leurs souvenirs personnels dans des mémoires pleins d'intérêt, et il n'est plus permis de conserver de doutes sur les causes et les circonstances de l'incendie de Moscou. Il est positif que l'empereur Alexandre n'en sut rien, que l'armée n'en sut pas davantage, et que le comte de Rostopchin, inspiré par une ardente haine nationale, unique haine qui soit toujours pardonnaible, résolut à lui seul, sans calculer toutes les conséquences de sa résolution, l'incendie de la vieille capitale moscovite. Plus tard, revenu à plus de calme, habitant de la France, contre laquelle il avait commis cet excès de fureur, entouré de doutes jusqu'à dans son pays sur le mérite de sa conduite, il fut ébranlé, et désavoua presque ce qu'il avait fait, de façon que cet acte extraordinaire semblerait même flétri par son auteur. On

L'armée russe employa toute la soirée du 13, toute la nuit du 13 au 14, et une partie de la journée du 14, à défilér à travers la ville de Moscou. Les troupes, arrêtées au pont de la Moskowa, qui était le seul existant sur ce point, s'accumulèrent dans le faubourg de Drogouilow jusqu'à faire craindre une échauffourée, et on put ainsi se former une idée du désastre qu'on se serait préparé, si l'on avait eu cette traversée de la ville à exécuter après une bataille perdue. L'encombrement augmentant, les troupes prirent le parti de passer la Moskowa à gué, ce qui mit fin à l'engorgement. Kutusof, n'ayant pas le courage de sa sagesse, se cacha en traversant Moscou; Barelav de Tolly, au contraire, se tint ostensiblement à cheval à la tête de ses soldats. Le désordre, dans cette malheureuse capitale, était à son comble. Les riches, nobles ou commerçants, avaient déjà fui pour se retirer dans leurs terres les plus éloignées. Les autres, apprenant la contrainte odieuse qu'on prétendait exercer sur eux, entendant aussi parler d'incendie par la main des Français, s'étaient décidés, le désespoir dans l'âme, à quitter leurs demeures, emmenant leurs familles, et emportant ce qu'ils avaient de plus précieux sur des voitures, ou sur leurs épaules qui pliaient sous le poids. Les gens du peuple, ne sachant où ils iraient, comment ils vivraient, poussaient d'affreux gémissements, et suivaient machinalement l'armée. Pourtant tous les habitants de cette malheureuse ville n'avaient pas consenti à fuir. Quelques-uns, trouvant trop grand le sacrifice qu'on voulait leur imposer, ou plus instruits que leurs compatriotes, sachant que les Français ne brûlaient pas, ne pillaient pas, n'assassinaient pas, qu'ils usaient même assez rarement des droits de la guerre dans les villes conquises, aimaient mieux vivre avec les vainqueurs quelques jours, que de fuir à la suite d'une armée dont on ignorait la marche et les intentions. Parmi ces derniers se trouvaient beaucoup de négociants de diverses nations, et notamment de la nôtre, qui n'avaient aucune crainte des Français, et qui appréhendaient même, en suivant l'armée de Kutusoff, d'être exposés à tous les excès de la brutale soldatesque avec laquelle on voulait les obliger à se retirer. Pour ces infortunés, il y eut un moment d'affreuse émotion. Le 14 au matin, ils apprirent tout à coup que les troupes russes sortaient avec les autorités de la ville, que trois mille scélérats échappés des prisons enfonçaient les boutiques, que les gens de la basse populace s'étaient joints à eux, et que tous ensemble ils se livraient à l'ivresse et au pillage. Ces malheureux habitants, tremblants dans leurs maisons, attendaient avec impatience qu'une armée fût venue prendre la place de l'autre.

Toute la première moitié de la journée du 14 s'écoula pour eux dans

verra bientôt les conséquences, non pas militaires, mais morales, d'une action qui conservera aux yeux de la postérité sa sauvagerie grandeur, quelques vicissitudes d'appréciation qu'elle ait encourues dans l'opinion des contemporains.

ces cruelles perplexités, l'armée russe traversant lentement les rues de Moscou, et ses parcs, ses bagages, surtout ses blessés, traversant plus lentement encore. Le général Miloradovitch, qui commandait l'arrière-garde, sentant qu'il lui fallait quelques heures pour achever l'évacuation, imagina de conclure une convention verbale avec l'avant-garde des Français, et lui fit proposer de s'interdire toute hostilité, dans l'intérêt de ceux qui entraient comme de ceux qui sortaient, car si un combat s'engageait, il était, disait-il, décidé à se défendre à outrance, et dans ce cas la ville serait en flammes dans peu d'instants. Un officier fut envoyé auprès de Murat pour convenir de cette espèce de suspension d'armes.

Pendant ce temps l'armée française s'avancait d'un pas rapide vers les hauteurs d'où elle espérait enfin apercevoir la grande ville de Moscou. Si du côté des Russes tout était désolation, tout était joie, orgueil, brillantes illusions du côté des Français. Notre armée réduite à 100 mille hommes de 420 mille qu'elle comptait au passage du Niémen (cent mille, il est vrai, gardaient ses derrières), exténuée de fatigue, traînant avec elle beaucoup de soldats blessés qui pouvant marcher avaient voulu suivre, sentait s'évanouir le sentiment de ses peines à l'approche de la brillante capitale de la Moscovie. Dans ses rangs il y avait une quantité de soldats et d'officiers qui avaient été aux Pyramides, aux bords du Jourdain, à Rome, à Milan, à Madrid, à Vienne, à Berlin, et qui frémissaient d'émotion à l'idée qu'ils allaient aussi visiter Moscou, la plus puissante des métropoles de l'Orient. Sans doute l'espoir d'y trouver le repos, l'abondance, la paix probablement, entraînait pour quelque chose dans leur satisfaction, mais l'imagination, cette dominatrice des hommes, surtout des soldats, l'imagination était fortement ébranlée à la pensée d'entrer dans Moscou, après avoir pénétré dans toutes les autres capitales de l'Europe, Londres, la protégée des mers, seule exceptée. Taudis que le prince Eugène venu par la route de Zuenigorod s'avancait sur la gauche de l'armée, que le prince Poniatowski, venu par celle de Wéreja, s'avancait sur sa droite, le gros de l'armée, Murat en tête, Davout et Ney au centre, la garde en arrière, suivaient la grande route de Smolensk. Napoléon, à cheval de bonne heure, était au milieu de ses soldats, qui à sa vue et à l'approche de Moscou, oubliant bien des jours de mécontentement, poussaient des acclamations pour célébrer sa gloire et la leur. Le temps était beau, on hâtait le pas malgré la chaleur, pour gravir les hauteurs d'où l'on jouirait enfin de la vue de cette capitale tant annoncée et tant promise.

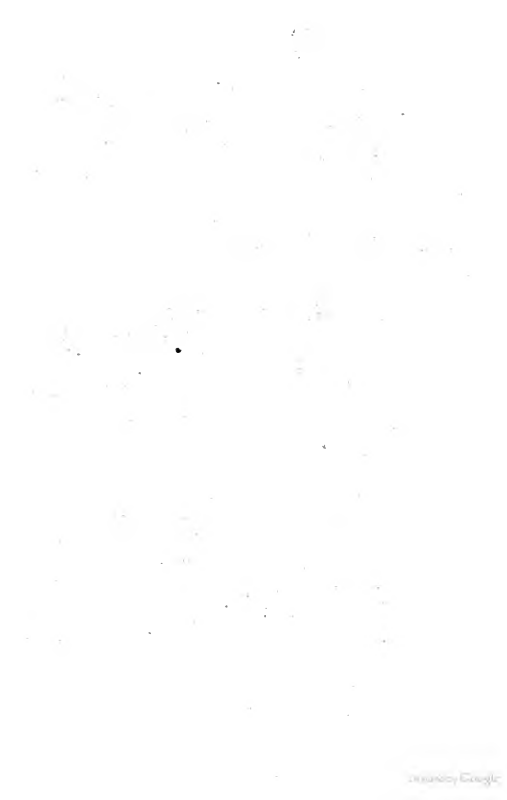
L'officier envoyé par Miloradovitch étant survenu fut parfaitement accueilli, obtint ce qu'il demandait, car on n'avait pas la moindre envie de mettre le feu à Moscou, et on promit de ne pas tirer un coup de fusil, à condition, ajouta Napoléon, que l'armée russe continuerait, sans s'arrêter un instant, de défilér à travers la ville.

Enfin, arrivée au sommet d'un coteau, l'armée découvrit tout à coup au-dessous d'elle, et à une distance assez rapprochée, une ville immense, brillante de mille couleurs, surmontée d'une foule de dômes dorés resplendissants de lumière, mélange singulier de bois, de laes, de chaumières, de palais, d'églises, de clochers, ville à la fois gothique et byzantine, réalisant tout ce que les contes orientaux racontent des merveilles de l'Asie. Tandis que des monastères flanqués de tours formaient la ceinture de cette grande cité, au centre s'élevait sur une éminence une forte citadelle, espèce de Capitole où se voyaient à la fois les temples de la Divinité et les palais des empereurs, où au-dessus de murailles crénelées surgissaient des dômes majestueux, portant l'emblème qui représente toute l'histoire de la Russie et toute son ambition, la croix sur le croissant renversé. Cette citadelle c'était le Kremlin, ancien séjour des czars.

A cet aspect magique, l'imagination, le sentiment de la gloire, s'exaltant à la fois, les soldats s'écrièrent tous ensemble : Moscou ! Moscou ! — Ceux qui étaient restés au pied de la colline se hâtèrent d'accourir ; pour un moment tous les rangs furent confondus, et tout le monde voulut contempler la grande capitale où nous avait conduits une marche si aventureuse. On ne pouvait se rassasier de ce spectacle éblouissant, et fait pour éveiller tant de sentiments divers. Napoléon survint à son tour, et saisi de ce qu'il voyait, lui qui avait, comme les plus vieux soldats de l'armée, visité successivement le Caire, Memphis, le Jourdain, Milan, Vienne, Berlin, Madrid, il ne put se défendre d'une profonde émotion. Arrivé à ce faite de sa grandeur, après lequel il allait descendre d'un pas si rapide vers l'abîme, il éprouva une sorte d'enivrement, oublia tous les reproches que son bon sens, seule conscience des conquérants, lui adressait depuis deux mois, et pour un moment crut encore que c'était une grande et merveilleuse entreprise que la sienne, que c'était une grande et heureuse témérité justifiée par l'événement que d'avoir osé courir de Paris à Smolensk, de Smolensk à Moscou ! Certain de sa gloire, il crut encore à son bonheur, et ses lieutenants, émerveillés comme lui, ne se souvenant plus de leurs mécontentements fréquents dans cette campagne, retrouvèrent pour lui ces effusions de la victoire auxquelles ils ne s'étaient pas livrés à la fin de la sanglante journée de Borodino. Ce moment de satisfaction, vif et court, fut l'un des plus profondément sentis de sa vie ! Hélas ! il devait être le dernier !

Murat reçut l'injonction de marcher avec célérité pour prévenir tout désordre. Le général Durosnel fut envoyé en avant pour aller s'entendre avec les autorités, et les amener aux pieds du vainqueur, qui désirait recevoir leurs hommages et calmer leurs craintes. M. Deffûtes fut chargé d'aller préparer les vivres et les logements de l'armée. Murat, galopant à la tête de la cavalerie légère, parvint enfin à travers le faubourg de Dron-





gomilow au pont de la Moskowa. Il y trouva une arrière-garde russe qui se retirait, et s'informa s'il n'y avait pas là quelque officier qui sût le français. Un jeune Russe qui parlait correctement notre langue, se présenta sur-le-champ devant ce roi que les peuples ennemis connaissent si bien, et s'informa de ce qu'il voulait. Murat ayant exprimé le désir de savoir quel était le commandant de cette arrière-garde, le jeune Russe montra un officier à cheveux blancs, revêtu d'un manteau de bivouac à longs poils. Murat, avec sa bonne grâce accoutumée, tendit la main au vieil officier, et celui-ci la prit avec empressement. Ainsi la baine nationale se taisait devant la vaillance ! Murat demanda au commandant de l'arrière-garde ennemie si on le connaissait. — Oui, répondit celui-ci par le moyen de son jeune interprète, nous vous avons assez vu au feu pour vous connaître. — Murat ayant par là frappé de ce manteau à longs poils qui semblait devoir être fort commode au bivouac, le vieil officier le détacha de ses épaules pour lui en faire présent. Murat le recevant avec autant de courtoisie qu'on en mettait à le lui offrir, prit une belle montre, et en fit don à l'officier ennemi, qui accepta ce présent comme on avait accepté le sien. Après ces politesses l'arrière-garde russe défila rapidement pour céder la terrain à notre avant-garde. Le roi de Naples ; suivi de son étai-major et d'un détachement de cavalerie, s'enfonça dans les rues de Moscou, traversa tour à tour d'humbles quartiers et des quartiers magnifiques, des rangées de maisons en bois serrées les unes contre les autres, et des suites de palais splendides s'élevant au milieu de vastes jardins ; partout il n'aperçut que la solitude la plus profonde. Il semblait qu'on pénétrât dans une ville morte, et dont la population aurait subitement disparu. Ce premier aspect, fait pour surprendre, ne rappelait point notre entrée à Berlin ou à Vienne. Cependant un premier sentiment de terreur éprouvé par les habitants pouvait expliquer cette solitude. Tout à coup quelques individus éperdus apparurent : c'étaient des Français, appartenant aux familles étrangères établies à Moscou, et demandant au nom du ciel qu'on les sauvât des brigands devenus maîtres de la ville. On leur fit bon accueil, on essaya mais vainement de dissiper leur effroi, on se fit conduire au Kremlin, et à peine arrivé en vue de ces vieux murs on essaya une décharge de coups de fusil. C'étaient les bandits déchainés sur Moscou par le féroce patriotisme du comte de Rostopchin. Ces misérables avaient envahi la citadelle sacrée, s'étaient emparés des fusils de l'arsenal, et tiraient sur les Français qui venaient les troubler dans leur règne anarchique de quelques heures. On en sabra plusieurs, et on purgea le Kremlin de leur présence. Mais en questionnant on apprit que toute la population avait fui, excepté un petit nombre d'étrangers, ou de Russes éclairés sur les mœurs des Français, et ne redoutant pas leur présence. Cette nouvelle attrista les chefs de notre avant-garde, qui s'étaient flattés de

voir venir au-devant d'eux une population qu'ils auraient le plaisir de rassurer, de remplir de surprise et de reconnaissance. On se hâta de remettre un peu d'ordre dans les quartiers de la ville, et de poursuivre les pillards, qui avaient cru jouir plus longtemps de la proie que le comte de Rostopchin leur avait livrée.

Ces détails transmis à Napoléon l'affligèrent. Il avait attendu toute l'après-midi les clefs de la ville, qu'aurait dû lui apporter une population soumise, venant implorer sa clémence toujours prompte à descendre sur les vaincus. Ce mécompte, succédant à un moment d'enthousiasme, fut pour ainsi dire l'aurore de la mauvaise fortune. Ne voulant pas entrer la nuit dans cette vaste capitale, qu'un ennemi implacable évacuait à peine, et qui pouvait receler bien des embûches, Napoléon s'arrêta dans le faubourg de Drogomilow, et envoya seulement des détachements de cavalerie pour occuper les portes de la ville, et en faire la police. Il était naturel de supposer que beaucoup de blessés et de trainards se trouvaient encore dans Moscou, et il était simple de chercher à s'en emparer. Eugène à gauche, garda la porte à laquelle aboutit la route de Saint-Petersbourg; Davout au centre, garda celle de Smolensk par laquelle arrivait le gros de notre armée, et s'étendit même par sa droite jusqu'à celle de Touda. La cavalerie, qui avait traversé la ville, dut garder les portes du nord et de l'est, opposées à celles par lesquelles nous nous présentions. Mais dans l'ignorance où l'on était des lieux, en l'absence d'habitants, on laissa ouvertes bien des issues, et il put s'échapper encore douze ou quinze mille trainards de l'armée russe, capture qui eût été bonne à faire. Toutefois il resta quinze mille blessés au moins que les Russes recommandèrent à l'humanité française. C'est à l'humanité russe qu'ils auraient dû les recommander, car ces malheureux allaient périr par d'autres mains que les nôtres!

L'armée bivouaqua cette nuit, et ne jouit point encore de l'abondance et des délices qu'elle se promettait. Le lendemain matin 15 septembre, Napoléon fit son entrée dans Moscou à la tête de ses invincibles légions, mais traversa une ville déserte, et pour la première fois ses soldats, en entrant dans une capitale, n'eurent qu'eux-mêmes pour témoins de leur gloire. L'impression qu'ils ressentirent fut triste. Napoléon, arrivé au Kremlin, se hâta de monter à la tour élevée du grand Ivan, et de contempler de cette hauteur sa magnifique conquête, que la Moskowa traversait lentement en y décrivant de nombreux contours. Des milliers d'oiseaux noirs, corbeaux et corneilles, aussi multipliés dans ces régions que les pigeons à Venise, voltigeaient autour du faite des palais et des églises, donnaient à cette grande ville un aspect singulier, qui contrastait avec l'éclat de ses brillantes couleurs. Un morne silence, interrompu seulement par les pas de la cavalerie, avait remplacé la vie de cette cité, qui, la

veille encore était l'une des plus animées de l'univers. Malgré la tristesse de cette solitude, Napoléon, en trouvant Moscou abandonnée comme les autres villes russes, s'estima heureux cependant de ne pas la trouver incendiée, et ne désespéra pas de calmer peu à peu les haines qui depuis Witebsk accueillaient la présence de ses drapeaux.

L'armée fut distribuée dans les divers quartiers de Moscou. Il fut décidé qu'Eugène occuperait le quartier du nord-ouest, compris entre la route de Smolensk et celle de Saint-Petersbourg, ce qui répondait à la direction par laquelle il était arrivé (voir la carte n° 57). D'après le même principe, le maréchal Davout dut occuper la partie de la ville qui s'étendait de la porte de Smolensk à celle de Kalouga, c'est-à-dire tout le quartier situé au sud-ouest, et le prince Poniatowski le quartier situé au sud-est. Le maréchal Ney, qui avait traversé Moscou de l'ouest à l'est, dut s'établir dans les quartiers compris entre les routes de Riazan et de Wladimir. La garde fut naturellement placée au Kremlin et dans les environs. Les maisons regorgeaient de vivres de toute espèce. Avec un peu de soin on put satisfaire largement aux premiers besoins des soldats. Les officiers supérieurs furent accueillis à la porte des palais par de nombreux valets en livrée empressés de leur offrir une brillante hospitalité. Les maîtres de ces palais, ne prévoyant pas que Moscou fût destinée à périr, avaient eu grand soin, quoiqu'ils partageassent la haine nationale, de préparer des protecteurs à leurs riches demeures en y recevant les officiers français. On s'établit ainsi avec un vif sentiment de plaisir dans ce luxe, qui devait durer si peu. On se promenait avec curiosité dans ces palais où étaient prodigués tous les raffinements de la mollesse, où l'on trouvait des salles de bal splendides, des théâtres particuliers aussi grands que des théâtres publics, des bibliothèques remplies des livres français les plus précieux du dix-huitième siècle, des peintures respirant le goût efféminé de Watteau et de Boucher, tous les signes enfin d'une licence qui formait avec l'ardente dévotion du peuple, avec la sauvage énergie de l'armée, un contraste singulier mais fréquent chez les nations parvenues brusquement de la barbarie à la civilisation, car ce que les hommes empruntent avec le plus de facilité à ceux qui les ont devancés dans l'art de vivre, c'est l'art de jouir. Il pouvait paraître étrange de rencontrer partout l'imitation de la France dans un pays avec lequel nous étions si violemment en guerre, et peu flatteur aussi de nous voir spécialement imités dans ce que nous avions de moins louable.

Sortis de ces brillantes demeures, nos officiers erraient avec une égale curiosité au milieu de cette cité, qui ressemblait à un camp tartare semé çà et là de palais italiens. Ils contemplaient avec surprise plusieurs villes concentriquement placées les unes dans les autres : d'abord au centre même, sur une éminence, et au bord de la Moskowa, le Kremlin, envi-

ronné de tours antiques et rempli d'églises dorées; au pied du Kremlin, sous sa protection en quelque sorte, la vieille ville, dite ville chinoise, renfermant l'ancien et le vrai commerce russe, celui de l'Orient; puis tout autour, et enveloppant la précédente, une ville large, espacée, brillante de palais, dite la ville blanche; puis enfin, les englobant toutes trois; la ville dite de terre, mélange de villages, de bosquets, d'édifices nouveaux et imposants, ceinte d'un épaulement en terre. Ce qu'on voyait surtout répandu également dans ces quatre villes enfermées les unes dans les autres, c'étaient plusieurs centaines d'églises surmontées de dômes qui affectaient comme en Orient la forme d'immenses turbans, de clochers qui étaient aussi élancés que des minarets, et révélaient d'anciennes fréquentations avec la Perse et la Turquie, car, chose étrange, les religions, en se combattant, s'imitent du moins sous le rapport de l'art! Moscou quelques jours auparavant contenait un peuple de trois cent mille âmes, et de ce peuple, dont il restait un sixième à peine, une partie était cachée dans les maisons et n'en sortait pas, une autre était aux pieds des autels qu'elle embrassait avec ferveur. Les rues étaient de vraies solitudes, où l'on n'entendait que le pas de nos soldats.

Quoique devenus possesseurs sans partage, et en quelque sorte légitimes, d'une ville délaissée, nos officiers et nos soldats, toujours sociables, regrettaient d'être si riches, et de n'avoir point à partager avec les habitants eux-mêmes l'abondance qu'on leur cédait. Il leur plaisait en général, quand ils entraient dans une ville, de trouver la population sur leurs pas, de la rassurer, de s'en faire aimer, de recevoir de ses mains ce qu'ils auraient pu prendre, et de l'étonner par leur honnêteté après l'avoir effrayée par leur audace. La solitude de Moscou, quoiqu'elle fût une cession volontaire en leur faveur des richesses de cette ville, les affligeait, et pourtant ils ne soupçonnaient rien, car l'armée russe, qui seule jusqu'ici avait mis le feu, étant partie, l'incendie ne semblait plus à craindre.

On espérait donc jouir de Moscou, y trouver la paix, et, en tous cas, de bons cantonnements d'hiver, si la guerre se prolongeait. Cependant le lendemain du jour où l'on y était entré quelques colonnes de flammes s'élevèrent au-dessus d'un bâtiment fort vaste, qui renfermait les spiritueux que le gouvernement débitait pour son compte au peuple de la capitale. On y courut, sans étonnement ni effroi, car on attribuait à la nature des matières contenues dans ce bâtiment, on à quelque imprudence commise par nos soldats, la cause de cet incendie partiel. En effet on se rendit maître du feu, et on eut lieu de se rassurer.

Mais tout à coup, et presque au même instant, le feu éclata avec une extrême violence, dans un ensemble de bâtiments qu'on appelait le Bazar. Ce bazar situé au nord-est du Kremlin, comprenait les magasins les plus riches du commerce, ceux où l'on vendait les beaux tissus de l'Inde et de

la Perse, les raretés de l'Europe, les denrées coloniales, le sucre, le café, le thé, et enfin les vins précieux. En peu d'instants l'incendie fut général dans ce bazar, et les soldats de la garde accourus en foule firent les plus grands efforts pour l'arrêter. Malheureusement ils n'y purent réussir, et bientôt les richesses immenses de cet établissement devinrent la proie des flammes. Pressés de disputer au feu, et pour eux-mêmes, ces richesses désormais sans possesseurs, nos soldats n'ayant pu les sauver, essayèrent d'en retirer quelques débris. On les vit sortir du bazar emportant des fourrures, des soieries, des vins de grande valeur, sans qu'on songeât à leur adresser aucun reproche, car ils ne faisaient tort qu'au feu, seul maître de ces trésors. On pouvait le regretter pour leur discipline, on n'avait pas à le reprocher à leur honneur. D'ailleurs, ce qui restait de peuple leur donnait l'exemple, et prenait sa large part de ces dépouilles du commerce de Moscou. Toutefois ce n'était qu'un vaste bâtiment, extrêmement riche il est vrai, mais un seul, qui était atteint par les flammes, et on n'avait aucune crainte pour la ville elle-même. On attribuait à un accident très-naturel et très-ordinaire, plus explicable encore dans le tumulte d'une évacuation, ces premiers sinistres jusqu'ici fort limités.

Dans la nuit du 15 au 16 septembre, la scène changea subitement. Comme si tous les malheurs avaient dû fondre à la fois sur la vieille capitale moscovite, le vent d'équinoxe s'éleva tout à coup avec la double violence propre à la saison, et aux pays de plaines, où rien n'arrête l'ouragan. Ce vent soufflant d'abord de l'est, porta l'incendie à l'ouest, dans les rues comprises entre les routes de Twer et de Smolensk, et qui sont connues pour les plus belles, les plus riches de Moscou, celles de Twerakaia, de Nikitskaia, de Povorskaia. En quelques heures le feu, violemment propagé au milieu de ces constructions en bois, se communiqua des unes aux autres avec une rapidité effrayante. On le vit, s'élançant en longues flèches de flammes, envahir les autres quartiers situés à l'ouest. On aperçut aussi des fusées en l'air, et bientôt on saisit des misérables portant des matières inflammables au bout de grandes perches. On les arrêta, on les interrogea en les menaçant de mort, et ils révélèrent l'affreux secret, l'ordre donné par le comte de Rostopchin de mettre le feu à la ville de Moscou, comme au plus simple village de la route de Smolensk.

Cette nouvelle répandit en un instant la consternation dans l'armée. Douter n'était plus possible, après les arrestations faites, et les dépositions recueillies sur plusieurs points de la ville. Napoléon ordonna que dans chaque quartier, les corps qui s'y trouvaient cantonnés fournissent des commissions militaires, pour juger sur-le-champ, fusiller et pendre à des gibets les incendiaires pris en flagrant délit. Il ordonna également d'employer tout ce qu'il y avait de troupes en ville pour éteindre le feu.

On courut aux poutres, mais on n'en trouva aucune. Cette dernière circonstance n'aurait plus laissé de doute, s'il en était resté encore, sur l'effroyable combinaison qui livrait Moscou aux flammes.

Outre que les moyens pour éteindre le feu manquaient, le vent, qui à chaque minute augmentait de violence, aurait défié les efforts de toute l'armée. Avec la brusquerie de l'équinoxe, de l'est il passa au nord-ouest, et le turrent de l'incendie changeant aussitôt de direction, alla étendre ses ravages là où la main des incendiaires n'avait pu le porter encore. Cette immense colonne de feu, rabattue par le vent sur le toit des édifices, les embrasait dès qu'elle les avait touchés, s'augmentait à chaque instant des conquêtes qu'elle avait faites, répandait avec la flamme d'affreux mugissements, interrompus par d'effrayantes explosions, et lançait au loin des poutres brûlantes, qui allaient semer le fléau où il n'était pas, ou tombaient comme des bombes au milieu des rues. Après avoir soufflé quelques heures du nord-ouest, le vent, se déplaçant encore, et soufflant du sud-ouest, porta l'incendie dans de nouvelles directions, comme si la nature se fût fait un cruel plaisir de secouer tour à tour dans tous les sens la ruine et la mort sur cette cité malheureuse, ou plutôt sur notre armée, qui n'était coupable, hélas ! que d'héroïsme, à moins que la Providence ne voulût punir sur elle les desseins désordonnés dont elle était l'instrument involontaire ! Sous cette nouvelle impulsion partie du sud-ouest, le Kremlin, jusque-là ménagé, fut tout à coup mis en péril. Des flammèches brillantes tombant au milieu des étoupes de l'artillerie répandues à terre, menaçaient d'y mettre le feu. Plus de quatre cents caissons de munitions étaient dans la cour du Kremlin, et l'arsenal contenait quelques cent mille livres de poudre. Un désastre était imminent, et Napoléon pouvait avec sa garde et le palais des czars être emporté dans les airs.

Les officiers qui accompagnaient sa personne, les soldats de l'artillerie, sachant que sa mort serait la leur, l'entourèrent, et le pressèrent avec des cris de s'éloigner de ce cratère enflammé. Le péril était des plus menaçants : les vieux artilleurs de la garde, quoique habitués à des canonnades comme celles de Borodino, perdaient presque leur sang-froid. Le général Lariboisière s'approchant de Napoléon, lui montra le trouble dont il était la cause, et, avec l'autorité de son âge et de son dévouement, lui fit un devoir de les laisser se sauver seuls, sans augmenter leurs embarras par l'inquiétude qu'excitait sa présence. D'ailleurs plusieurs officiers envoyés dans les quartiers adjacents rapportaient que l'incendie, toujours plus intense, permettait à peine de parcourir les rues et d'y respirer, qu'il fallait donc partir, si on ne voulait pas être enseveli dans les ruines de cette ville frappée de malédiction.

Napoléon, suivi de quelques-uns de ses lieutenants, sortit de ce Kremlin, dont l'armée russe n'avait pu lui interdire l'accès, mais d'où le feu

L'expulsait après vingt-quatre heures de possession, descendit sur le quai de la Moskowa, y trouva ses chevaux préparés, et eut beaucoup de difficulté à traverser la ville, qui vers le nord-ouest, où il se dirigeait, était déjà toute en flammes. Le vent, dont la violence croissait sans cesse, faisait quelquefois ployer jusqu'à terre les colonnes de feu, et poussait devant lui des torrents d'étincelles, de fumée, de cendres étouffantes. Au spectacle horrible du ciel répondait sur la terre un spectacle non moins horrible. L'armée épouvantée sortait de Moscou. Les divisions du prince Eugène et du maréchal Ney, entrées de la veille, s'étaient repliées sur les routes de Zwenigorod et de Saint-Petersbourg; celles du maréchal Davout s'étaient repliées sur la route de Smolensk, et sauf la garde, laissée autour du Kremlin pour le disputer aux flammes, nos troupes se rejetaient en arrière, saisies d'horreur devant ce feu, qui, après s'être élancé vers le ciel, semblait se reposer sur elles, comme s'il avait voulu les dévorer. Les habitants restés en petit nombre à Moscou, cachés d'abord dans leurs maisons sans oser en sortir, s'en échappaient maintenant, emportant ce qu'ils avaient de plus cher, les femmes leurs enfants, les hommes leurs parents infirmes, sauvant ce qu'ils pouvaient de leurs hardes, poussant des gémissements douloureux, et souvent arrêtés par les bandits que Rostopchin avait déchainés sur eux, en croyant les déchaîner sur nous, et qui s'ébattaient au milieu de cet incendie comme le génie du mal au milieu du chaos.

Nos soldats consternés se retiraient, secourant quelquefois, quand ils en avaient le temps, les malheureux ruinés à cause d'eux, mais plus ordinairement se hâtant de suivre leurs régiments hors de cette ville, où ils s'étaient vainement flattés de trouver le repos et l'abondance.

Napoléon alla s'établir au château de Pétrowskoïé, à une lieue de Moscou, sur la route de Saint-Petersbourg, au centre des cantonnements du prince Eugène. Il attendit là qu'il plût au fléau de suspendre sa fureur, car les hommes n'y pouvaient plus rien, ni pour l'exciter, ni pour l'éteindre. On avait pris et fusillé quelques-uns de ces misérables incendiaires, qui subissaient leur supplice sans mot dire, et n'étaient sur les gibets auxquels on les suspendait, qu'un avertissement inutile, car leurs complices n'avaient plus de mal à faire. Le vent y suffisait, et devançait toutes les mains avec son haleine infernale.

Par un dernier et fatal soubresaut, le vent passa le lendemain du sud-ouest à l'ouest pur, et alors les torrents de flammes furent portés vers les quartiers de l'est, vers les rues de Messnitskaïa et de Bassmannia, et vers le palais d'été. Les restes de la population se réfugièrent dans les champs découverts qui se rencontrent de ce côté. L'incendie approchant de son affreuse maturité, on entendait à chaque minute des écroulements épouvantables. Les toits des édifices, dont les appuis étaient consumés, s'af-

faissaient sur eux-mêmes, et s'abîmaient avec fracas, en faisant jaillir des torrents de flammes sous la pression produite par leur chute. Les façades élégantes, composées d'ornements appliqués sur des constructions en charpente, s'écroulaient, et remplissaient les rues de leurs décombres. Les tôles rougies, emportées par le vent, allaient tomber çà et là encore toutes brûlantes. Le ciel, reconvert d'un épais nuage de fumée, apparaissait difficilement à travers ce voile, et chaque jour le soleil se montrait à peine comme un globe d'un rouge sanglant. Pas un instant, dans ces trois journées des 16, 17, 18 septembre, la nature ne cessa d'être aussi effroyable dans ses aspects que dans ses effets.

Enfin, les quatre cinquièmes de la ville étant dévorés, l'incendie s'arrêta presque sans cause, car dans notre monde fini, le mal, même excessif, ne s'achève pas plus que le bien. La pluie qui, dans l'équinoxe, succède ordinairement aux violences du vent, tomba tout à coup sur ce volcan, et, sans l'éteindre, parvint à l'amortir. D'ouragan qu'il était, le feu se couvrit en un affreux brasier, dont la pluie, heureusement persistante, calma peu à peu les ardeurs. On ne voyait debout que quelques murs en brique, quelques hautes cheminées échappées au feu, et se présentant comme les spectres de cette magnifique cité. Le Kremlin était sauvé, et avec le Kremlin un cinquième à peu près de la ville. La garde impériale, en portant de l'eau avec des seaux, et en la jetant sur les toits d'un certain nombre d'habitations, avait contribué à les garantir.

Dans diverses maisons à moitié brûlées, dans d'autres qui l'étaient entièrement, la populace de Moscou avait tenté de s'introduire, et de dérober ce qu'elle avait pu. Il n'était guère possible d'empêcher nos soldats d'en faire autant pour eux-mêmes, et on leur avait permis cette espèce de pillage, qui ne consistait, après tout, qu'à piller l'incendie. Ils étaient donc rentrés par bandes pour essayer de soustraire au feu quelques-unes des ressources qu'il allait détruire. Bientôt ils s'aperçurent que sous les décombres de ces maisons incendiées, si on pénétrait jusqu'aux caves, on trouvait des provisions de bouche, quelquefois un peu échauffées, mais en général intactes, et très-abondantes dans un pays où régnait l'habitude, à cause de la longueur des hivers, de s'approvisionner pour plusieurs mois. Ils découvrirent en grande quantité du blé excellent, de la viande salée, du vin, de l'eau-de-vie, de l'huile, du sucre, du café, du thé. Dans beaucoup de maisons où le feu, sans tout détruire, avait donné cependant le droit de fouiller, ils trouvèrent les objets du plus beau luxe, des vêtements, des fourrures surtout, que l'hiver qui s'approchait rendait fort appréciables, de l'argenterie que leur imprévoyante avidité les portait à préférer aux vêtements et aux vivres, des voitures que la perspective du retour faisait estimer beaucoup, enfin des porcelaines superbes, dont leur ignorance riait, et qu'ils brisaient nonchalamment.

Bientôt le bruit de ce singulier genre de sauvetage s'étant répandu parmi les corps demeurés en dehors de la ville, il fallut leur permettre d'aller chacun à leur tour lever cette dîme sur l'incendie, et s'y pourvoir de vivres, de spiritueux, de vêtements chauds. On mit des sauvegardes, dans l'intérêt des officiers, des blessés et des malades, à tous les bâtimens conservés, et on livra le reste à la curiosité et à l'avidité du soldat, guidé par la populace de Moscou, qui, connaissant les lieux et les habitudes du pays, découvrait mieux les secrets asiles où l'on pouvait faire de précieuses trouvailles. Ce fut un lamentable spectacle, lamentable et grotesque tout à la fois, que cette foule de soldats et de gens du peuple fouillant dans les décombres fumants d'une magnifique capitale, s'affublant en riant des plus singuliers costumes, emportant dans leurs mains les objets les plus précieux, les vendant presque pour rien à ceux qui étaient capables de les apprécier, ou les brisant avec une ignorance puérile, et souvent s'enivrant des liqueurs découvertes dans les caves. Ce spectacle bizarre et triste prenait à chaque instant un caractère plus triste encore par le retour des infortunés habitants qui avaient fui au moment de l'incendie ou de l'évacuation, et qui venaient savoir si leurs demeures étaient sauvées ou brûlées, et s'ils pouvaient s'y procurer les moyens de vivre. Le plus souvent ils étaient réduits à pleurer sur les ruines de leurs habitations, incendiées jusqu'aux fondemens, ou bien il leur fallait disputer à une populace effrénée les débris de leur aisance détruite, et ils n'étaient pas les plus forts lorsque nos soldats ne venaient pas les aider. Pour se garantir de l'intempérie de l'air, la plupart, ramassant les tuiles tombées des toits de Moscou, et les plaçant sur des perches à demi calcinées, se construisaient ainsi des abris, sous lesquels ils avaient pour lit les cendres de leurs anciennes demeures. Ils étaient là sans autre ressource que de mendier auprès de nos soldats pour obtenir un morceau de pain. Moscou se repeuplait ainsi peu à peu, mais de malheureux en larmes. Avec eux étaient rentrés aussi, en poussant des groans sinistres, les milliers de corbeaux que l'incendie avait chassés; et qui venaient reprendre possession des antiques édifices où ils étaient accoutumés à vivre. A ces spectacles désolants, il en faut ajouter un plus désolant encore, c'était celui que présentait l'intérieur de certaines maisons incendiées, où l'armée russe avait en partant accumulé ses blessés. Ces pauvres gens, ne pouvant se mouvoir, avaient péri dans les flammes. On évalua à quinze mille le nombre de ces victimes du barbare patriotisme de Rostopchin¹.

¹ C'est une nouvelle preuve que l'armée russe était étrangère à l'incendie de Moscou. Elle n'y aurait certainement laissé ni ses soldats ni ses officiers blessés, si elle s'était attendue à cette affreuse catastrophe. Elle eût même, si ce sacrifice avait été résolu par elle, fait de Moscou un champ de bataille, comme nous l'avons déjà dit, dans lequel aurait pu périr une partie de l'armée française en sachant l'y attirer. Le prince Eugène de Wurtemberg, dans ses Mémoires, a poussé cette démonstration jusqu'au dernier degré

Les scènes qu'offrait Moscou étaient à la fois déchirantes et dangereuses pour la discipline de l'armée, et il était urgent de les faire cesser. Nos soldats n'étaient pas coupables, car ils n'avaient fait qu'arracher aux flammes ce que le fanatisme d'un Russe y avait jeté ; mais il ne fallait pas leur permettre de s'obstiner à une occupation abrutissante, et de s'habituer à la ruine des populations conquises, n'en fussent-ils pas les auteurs. D'ailleurs ces débris de la superbe Moscou, il importait de les sauver, non pour servir à l'intempérance du soldat, mais pour alimenter l'armée, et apaiser la faim des malheureux habitants restés dans leur ville par confiance pour nous. Des ordres étaient nécessaires.

Napoléon entra dans Moscou le 19 septembre, le cœur attristé, et l'esprit gravement préoccupé de cet horrible événement. Il avait poussé sa marche jusqu'à Moscou, quelques objections que son génie élevât contre cette course téméraire, dans l'espérance d'y trouver la paix, comme il l'avait trouvée à Vienne et à Berlin : mais qu'attendre de gens qui venaient de commettre un acte si épouvantable, et de donner une preuve si cruelle d'une haine implacable ? Sur chacun de ces palais incendiés, dont il ne restait que les murs noirs, Napoléon semblait lire ces mots écrits en traits de sang et de feu : POINT DE PAIX... GUERRE A MORT !

Aussi les réflexions qu'il fit pendant cet affreux incendie furent-elles les plus amères, les plus sombres de sa vie. Jamais, dans sa longue et orageuse carrière, il n'avait douté de sa fortune, ni à Arcole sur le pont qu'il ne pouvait franchir, ni à Saint-Jean d'Acre au moment de huit assauts repoussés, ni à Marengo au moment d'une bataille perdue, ni à Eylau au moment d'une bataille longtemps douteuse, ni même à Essling au moment d'être précipité dans le Danube. Mais, pour la première fois, il entrevit la possibilité d'un grand désastre, car il se savait placé au sommet d'un édifice d'une hauteur prodigieuse, dont un simple ébranlement pouvait entraîner la ruine.

Pourtant, sans s'appesantir encore sur les conséquences ultérieures de l'incendie de Moscou, il s'occupa d'en prévenir les conséquences immédiates pour l'humanité et pour l'armée. Il donna les ordres les plus sévères afin de mettre un terme au pillage, qui s'était établi sous le prétexte d'arracher à l'incendie ce que l'incendie allait dévorer. On eut quelque peine à détourner les soldats de cette espèce de jeu de hasard, où, au prix de beaucoup d'efforts, quelquefois même d'assez grands dangers, ils faisaient d'heureuses trouvailles, et découvraient des richesses qu'ils se promettaient de rapporter en France sur leurs épaules : infortunés, qui ignoraient que les plus favorisés pourraient à peine y rapporter leur corps ! On

d'évidence, et on ne peut plus détourner de son auteur la responsabilité de ce tragique événement, aussi difficile à juger du reste que l'acte de Brutus, mais qui ne doit être rejeté, quel qu'il soit, ni sur l'armée russe ni sur l'armée française.

réussit cependant à mettre fin au désordre, et on y substitua des recherches régulièrement conduites, pour créer des magasins, et pour se procurer ainsi le moyen de passer à Moscou tout le temps nécessaire. Les recherches auxquelles on se livra révélèrent bientôt l'existence de quantités considérables de grains, de viandes salées, de spiritueux, surtout de sucre et de café, boisson précieuse dans les pays où le vin est rare. On partagea la ville entre les divers corps d'armée, à peu près comme au jour de leur arrivée, chacun ayant sa tête de colonne au Kremlin, et sa masse principale dans la partie de la ville par laquelle il était entré, le prince Eugène entre les portes de Saint-Petersbourg et de Smolensk, le maréchal Davout entre celles de Smolensk et de Kalouga, le prince Poutiatowski vers la porte de Toulà, la cavalerie en dehors, à la poursuite de l'ennemi, le maréchal Ney à l'est, entre les portes de Riazan et de Wladimir, la garde seule au centre, c'est-à-dire au Kremlin. On réserva pour les officiers les maisons conservées, et on convertit en magasins les grands bâtiments qui avaient échappé à l'incendie. Chaque corps dut déposer dans ces magasins ce qu'il découvrait journellement, de manière à faire, indépendamment des distributions quotidiennes, des provisions d'avenir, soit qu'il fallût rester, soit qu'il fallût partir. On acquit la certitude qu'il y aurait du pain, viandes salées, boissons du pays, des vivres pour plusieurs mois, et pour toute l'armée.

Mais la viande fraîche, qu'on ne pouvait se procurer qu'avec du bétail, et le bétail qu'avec du fourrage, était un sujet de grave inquiétude. La conservation des chevaux de l'artillerie et de la cavalerie, qui dépendait également des fourrages, était un sujet de préoccupation encore plus grave. Napoléon espéra y pourvoir en étendant ses avant-postes jusqu'à dix ou quinze lieues de Moscou, de manière à embrasser une portion de territoire assez vaste pour y trouver des légumes et des fourrages en quantité suffisante. Il imagina une autre mesure, c'était d'attirer les paysans en les payant bien. Les roubles en papier étant la monnaie qui avait cours en Russie, et le trésor de l'armée en contenant une quantité dont nous avons dit l'origine, ignorée de tout le monde, il fit annoncer qu'on paierait comptant les vivres apportés dans Moscou, surtout les fourrages, et recommanda expressément de protéger les paysans qui répondraient à cet appel; il fit acquitter la solde de l'armée en roubles-papier, ayant toutefois la précaution d'ajouter (ce qui était un acte indispensable de loyauté envers l'armée) que les officiers qui désireraient envoyer leurs appointements en France, auraient la faculté d'y faire convertir en argent, à tous les bureaux du trésor, ces papiers d'origine étrangère.

Relevant l'emploi de ces moyens par un acte d'humanité digne de lui

¹ Le docteur Larrey, l'un des témoins les mieux informés de cette situation, croyait qu'on pouvait vivre six mois sur les provisions trouvées à Moscou.

et de l'armée française, il fit distribuer des secours à tous les incendiés. On aida les uns à se créer des cahutes, on offrit un asile aux autres dans les bâtimens qui ne servaient pas à l'armée, et en outre on leur accorda des vivres. Mais ces vivres, dont le besoin pouvait devenir bien grand, suivant la durée du séjour à Moscou, étaient trop précieux pour être donnés longtemps, à des étrangers, la plupart ennemis. Napoléon aimait mieux leur fournir de l'argent, afin qu'ils se pourvussent au dehors, et il leur fit distribuer des roubles-papier. Les Français anciennement établis à Moscou furent traités comme notre propre armée, et ceux qui étaient lettrés furent employés à créer une administration municipale provisoire, en attendant qu'on eût ramené les Russes eux-mêmes dans leur capitale.

Au-dessous des murs du Kremlin, Napoléon avait sous les yeux un vaste bâtiment qui, dès le jour de son entrée à Moscou, avait attiré ses regards : c'était l'hospice des enfans trouvés. Cet hospice magnifique, placé sous la direction de l'impératrice mère, objet de toute la prédilection de cette princesse, avait été évacué en grande partie. Mais la difficulté des transports avait été cause qu'on y avait laissé les enfans en bas âge, les plus difficiles à déplacer, et les moins menacés, car nos soldats eussent-ils été aussi féroces qu'on se plaisait à le dire, n'auraient pas exercé leur barbarie sur des enfans de quatre ou cinq ans. Quand nous entrâmes dans Moscou, ces pauvres enfans, saisis d'épouvante, étaient en pleurs autour de leur respectable gouverneur, le général Toutelmine, vieillard en cheveux blancs. Napoléon averti, lui envoya une sauvegarde qui veilla sur ce noble établissement, avant et pendant l'incendie. Revenu à Moscou, il s'y rendit à pied, car il n'avait qu'à franchir la porte du Kremlin pour se trouver dans l'hospice, devenu, comme on va le voir, l'objet de son intérêt et de son ingénieuse politique. Le gouverneur tint le recevoir à la porte, entouré de ses pupilles, qui se précipitèrent au-devant de Napoléon, baisant ses mains, saisissant les pans de son habit pour le remercier de leur avoir sauvé la vie. — Vos enfans, dit Napoléon au vieux général Toutelmine, ne croient donc plus que mon armée va les dévorer ? Quels barbares que les hommes qui vous gouvernent ! quel stupide Érostrate que votre gouverneur Rostopchin ! Pourquoi tant de ruines ? pourquoi des moyens si sauvages, qui coûteront à la Russie plus que ne lui aurait coûté la guerre la plus malheureuse ? Un milliard ne payerait pas l'incendie de Moscou ! Si, au lieu de se livrer à ces fureurs, on eût épargné votre capitale, je l'aurais ménagée comme Paris même ; j'aurais écrit à votre souverain, j'aurais traité avec lui à des conditions équitables et modérées, et cette guerre terrible serait bien près de finir ! Loin de là, on brûle, on brûlera encore, et on aura, je vous l'assure, beaucoup à brûler, car je ne suis pas près de quitter le sol de la Russie, et Dieu sait ce que cette guerre coûtera encore à l'humanité ! — Le général Toutelmine,

qui détestait l'acte de Rostopchin, comme tous les habitants de Moscou, couvrit de la vérité de ces observations, exprima le regret que les dispositions de Napoléon ne fussent pas mieux appréciées, et sembla dire que si on les connaissait à Saint-Petersbourg, les choses pourraient prendre une marche différente. Napoléon, se prêtant à cette ouverture, qu'il avait eu l'intention de provoquer, demanda au général Toutelmine ce qu'il voulait pour ses enfants, et celui-ci ayant répondu qu'il sollicitait seulement la permission d'apprendre à l'impératrice mère que ses pupilles étaient sauvés, Napoléon l'invita à écrire, et lui promit de faire parvenir sa lettre. — Dois-je ajouter, reprit le général Toutelmine, que les dispositions de Votre Majesté sont telles qu'elle vient de les exprimer? — Oui, répondit Napoléon; dites que si des ennemis, intéressés à nous brouiller, cessaient de s'interposer entre l'empereur Alexandre et moi, la paix serait bientôt conclue. —

La lettre du gouverneur des pupilles, écrite sur-le-champ, fut envoyée à Saint-Petersbourg avant la fin de la journée. A peu près en même temps on avait rencontré un personnage qui paraissait honorable, un Russe resté à Moscou, et demandant à se rendre sur les derrières de l'armée, pour y mettre ordre à ses propriétés incendiées. Il était moins aveuglé par la colère que ses compatriotes, et déplorait l'atroce fureur de Rostopchin, qui, à ne juger que par les effets matériels, avait causé plus de mal aux Russes qu'aux Français, car ceux-ci, même sous les ruines fumantes de Moscou, trouvaient encore à vivre, et les autres erraient mourants de faim dans les bois. On le fit venir, on l'admit à l'honneur de voir Napoléon, de s'entretenir avec lui, et de s'assurer directement de ses dispositions pacifiques. Napoléon, qui n'entendait plus donner à la guerre actuelle toute la portée qu'il avait songé à lui donner dans le premier moment, répéta de qu'il avait dit au général Toutelmine, qu'il avait voulu entreprendre une guerre politique, et non une guerre sociale et dévastatrice; qu'ayant pu en Lithuanie insurger les paysans, il ne l'avait pas fait; que les incendies allumés sur son chemin il s'était efforcé de les éteindre; que le théâtre de cette guerre aurait dû être en Lithuanie, et non dans la Moscovie elle-même; que là, une ou deux batailles auraient dû décider la question, et qu'un traité peu onéreux aurait rétabli l'alliance de la Russie avec la France, et non point sa dépendance, comme on se plaisait à le dire pour exciter les esprits; qu'au lieu de cela on cherchait à imprimer à cette guerre un caractère atroce, digne des nègres de Saint-Domingue; que le comte de Rostopchin, en voulant jouer le Romain, n'était qu'un barbare, et qu'il était temps, dans l'intérêt de l'humanité et de la Russie, de mettre un terme à tant d'horreurs.

Le personnage russe dont il s'agit, M. de Jakowleff, ne contesta aucune des assertions de Napoléon, car, sortant des ruines fumantes de Moscou,

ayant vu les horribles souffrances endurées par les malheureux habitants de cette capitale, il était indigné contre la fureur de Rostopchin, et pensait qu'une pareille guerre devait ou être terminée le plus tôt possible, ou du moins être soutenue par d'autres moyens. Ayant, comme le général Toutelmine, dit à Napoléon qu'il devrait bien faire connaître ses dispositions pacifiques à l'empereur Alexandre, et qu'il serait séant au vainqueur d'être le premier à parler de paix, Napoléon, qui ne demandait pas mieux, offrit à son interlocuteur de se rendre lui-même à Saint-Petersbourg, afin d'y porter écrites les paroles qu'il venait d'entendre. M. de Jankowleff s'empêssa d'y consentir, et partit avec une lettre pour Alexandre, lettre à la fois courtoise et hautaine, comme Napoléon n'avait cessé d'en écrire, même au moment de la déclaration de guerre. Napoléon le fit accompagner par un officier, pour assurer sa marche à travers les détachements français.

L'inconvénient de ces ouvertures était sans doute de laisser entrevoir les embarras que nous commençons à éprouver, et dès lors d'engager l'empereur Alexandre à faire autant de pas en arrière, que nous en ferions en avant pour nous rapprocher de lui. D'un autre côté, on pouvait être certain que si on ne prenait pas l'initiative avec ce prince, son orgueil, profondément blessé, l'empêcherait de la prendre, et qu'un excès de réserve aurait autant d'inconvénients pour la paix qu'une démarche indiscrètement pacifique. Napoléon n'hésita donc pas à tenter ces ouvertures, sans négliger du reste les soins qu'il devait à cette guerre, devenue justement plus difficile à mesure qu'elle semblait plus heureuse; puisque chaque progrès en avant était une difficulté ajoutée au retour.

Il fallait effectivement songer aux projets ultérieurs que commandait la situation extraordinaire dans laquelle on s'était mis, en se transportant à six ou sept cents lieues de la frontière de France, au milieu de cette capitale incendiée de la vieille Russie. Mais ces projets dépendaient en partie de ceux de l'ennemi, et depuis quelques jours on commençait à ne plus savoir ce qu'il était devenu. Le général Sébastiani, qui avait remplacé à la tête de l'avant-garde Murat, venu accidentellement à Moscou, fut obligé d'avouer qu'il avait été troupé par les Russes aussi complètement qu'à Roudnia. En effet, tout en suivant l'armée de Kutusof d'abord sur la route de Wladimir, puis sur celle de Riazan (voir la carte n° 54), il s'était avancé jusqu'au bord de la Moskowa, que cette route rencontre à huit ou neuf lieues de Moscou, avait franchi la Moskowa à la suite des Russes, et voyant toujours devant lui des Cosaques avec quelque cavalerie régulière, sans songer à s'éclairer sur sa droite, il avait couru dans le sens du sud-est jusqu'à Bronitcy, à vingt lieues au moins, prenant constamment l'apparence pour la réalité. Arrivé là, il avait fini par reconnaître qu'on l'avait induit en erreur, que l'ennemi n'était plus devant lui, et il

l'avait mandé à Moscou, disant avec franchise qu'il ne savait où le chercher. Sur ces entrefaites, on apprenait que deux escadrons de marche escortant des caissons de munitions, et s'acheminant vers Moscou par la route de Smolensk, celle même que nous avions suivie, avaient été surpris par une nuée de Cosaques aux environs de Mojaïsk, enveloppés, et forcés de se rendre avec leur convoi. L'alarme avait été aussitôt donnée sur toute la route de Moscou à Smolensk, et on criait déjà, avec un trouble qu'il n'est que trop facile de produire sur les derrières d'une armée, que l'ennemi s'était placé sur nos communications, et qu'il était dès ce moment en mesure de nous couper la retraite.

Ce fut dans les journées des 21 et 22 septembre que Napoléon apprit ces désagréables nouvelles, qui faisaient suite, d'une manière fâcheuse, à l'incendie de Moscou. Il s'emporta fort contre le général Sébastiani, malgré l'estime qu'il lui accordait; mais les cris, les emportements ne remédiaient à rien.

Napoléon prescrivit à Murat d'aller immédiatement se mettre à la tête de l'avant-garde, et lui confia le corps de Poniatowski, tout fatigué et épuisé qu'était ce corps d'armée, pour qu'il pût, avec des soldats parlant la langue slave, se renseigner plus facilement sur la marche de l'ennemi. Les courses des Cosaques donnant lieu de penser que le général Kutusof avait opéré un mouvement de flanc vers notre droite, pour se diriger sur nos derrières par la route de Kalouga, Napoléon enjoignit à Murat de se reporter du sud-est au sud, c'est-à-dire de la route de Riazan sur celle de Toula, et de marcher jusqu'à ce qu'il eût des nouvelles de Kutusof. Ne voulant pas laisser Murat aventuré seul à la recherche de la grande armée russe, il fit partir par la porte de Kalouga, en lui ordonnant de marcher sur Kalouga même, le maréchal Bessières avec les lanciers de la garde, la cavalerie de Grouchy, la cavalerie légère et la quatrième division d'infanterie du maréchal Davout; enfin il fit rétrograder par la route de Smolensk les dragons de la garde, une division de cuirassiers, et la division Broussier du prince Eugène. Ces trois corps de troupes, se déployant en éventail sur nos derrières, de la route de Toula à celle de Smolensk, devaient s'avancer en tâtonnant jusqu'à ce qu'ils eussent rejoint l'ennemi. Napoléon se doutait bien du point où l'on rencontrerait Kutusof, car il le supposait sur la route de Kalouga, attiré dans cette direction par la double raison de menacer nos derrières, et de se mettre en communication avec les plus riches provinces de l'empire. Quoiqu'il en fût presque certain, il était néanmoins impatient de le savoir d'une manière positive. Il ne partageait aucunement les terreurs de ceux qui nous croyaient coupés, mais il était résolu à ne pas souffrir de la part de Kutusof un établissement inquiétant sur nos derrières, et à sortir de Moscou pour aller livrer une seconde bataille, si le général russe prenait position trop près de nous et

de notre ligne de retraite. Le maréchal Davout, dont la prévoyance s'inquiétait à la vue d'un ennemi resté assez fort pour manœuvrer sur nos flancs, supplia Napoléon de partir immédiatement pour aller le combattre, et l'écraser, après quoi on pourrait dormir tranquille à Moscou, même tout l'hiver, si on le désirait. Napoléon était bien de cet avis, pourvu qu'il ne fallût pas aller chercher les Russes trop loin. L'armée, en effet, n'était à Moscou que depuis sept jours, dont quatre passés au milieu des flammes, et il ne voulait pas l'arracher aux premières douceurs du repos, à moins que ce ne fût pour frapper un coup décisif. Il se tint donc prêt à partir, mais sans déplacer encore ses principaux corps d'armée, en attendant qu'on eût éclairci le mystère de la nouvelle position prise par les Russes.

Voici, pendant ce temps, quelles avaient été les résolutions du général Kutusof et les mouvements exécutés par son armée. Sa pensée, en sortant de Moscou, avait été de suivre un plan moyen entre tous ceux qui lui avaient été proposés, et d'aller se placer sur le flanc des Français, mais en ne tournant pas trop près d'eux, afin de ne pas les avoir trop tôt sur les bras. En conséquence son premier projet, concerté avec l'aide de camp d'Alexandre, l'officier piémontais Michaud, avait été de rétrograder jusque derrière l'Oka, puissante rivière qui, naissant au midi, passant par Orel, Kalouga, Riazan, recueille une quantité d'affluents, notamment la Moskowa (voir la carte n° 54), et va se jeter dans le Volga à Nijney-Novogorod. Derrière cette rivière on eût été bien couvert, et abondamment nourri par tous les produits des provinces du midi, transportés de Kalouga par l'Oka elle-même. Mais c'était s'éloigner beaucoup des Français, laisser un vaste champ à leurs fourrages, et accroître infiniment le découragement de l'armée russe, qui croyait avoir manqué sa mission depuis qu'elle n'avait pas pu défendre Moscou. En effet la tristesse, l'abattement étaient au comble dans cette armée, et le spectacle des milliers de familles qu'elle traînait à sa suite, les unes à pied, les autres sur des chars, n'était pas fait pour diminuer les sentiments amers qui l'oppressaient. Aussi tout Russe qu'il était, le vieux Kutusof commençait-il à n'être pas beaucoup plus populaire que Barclay de Tolly. Pour refaire sa popularité, il cherchait par des propos perfidement semés, à répandre l'opinion que ce n'était pas lui qui avait voulu évacuer Moscou, qu'il y avait été forcé par plusieurs chefs de l'armée, et parmi ces chefs il désignait Barclay de Tolly, Benningsen lui-même, car ce dernier, depuis la mort de Bagration, devenait à son tour l'objet de ses ombrages. Craignant l'effet que la perte de Moscou pourrait produire surtout à Saint-Petersbourg, il avait expédié l'aide de camp Michaud, pour aller exposer à la cour ses résolutions et ses motifs, et faire agréer les unes et les autres.

Tel était l'état des choses lorsque tout à coup, dans l'affreuse nuit

du 16 au 17, le vent violent du nord-ouest avait porté jusqu'à l'armée russe, qui tournait autour de Moscou, les mugissements et les sombres lueurs de l'incendie. Ce spectacle horrible surgissant à l'horizon comme l'éruption d'un volcan ; avait arraché l'armée et le peuple fugitif à leurs bivouacs, et tous s'appelant les uns les autres, s'étaient levés pour contempler ce désastre de la vieille capitale de leur patrie. La fureur à cette vue avait été portée au comble. Le véritable incendiaire, c'est-à-dire le comte de Rostopchin, et Kutusof lui-même, qui n'avait pas le secret du comte de Rostopchin, mais qui le soupçonnait, s'étaient hâtés d'annoncer que c'étaient les Français qui avaient mis le feu à Moscou, et cette calomnie, si peu vraisemblable, s'était répandue dans les rangs du peuple et de l'armée avec une incroyable promptitude. — Les Français ont mis le feu à Moscou ! criait-on de toutes parts, et à cette nouvelle la haine était devenue ardente comme l'immense bûcher de la malheureuse cité. De tous côtés on poussait des cris de rage, on se montrait avec désespoir les traits de feu qui jaillissaient de ce vaste incendie, et qui de temps en temps éclairaient l'horizon entier d'une éclatante et sinistre lumière. On demandait vengeance, on voulait tout de suite aller au combat¹. Ainsi Rostopchin, qui en brûlant Moscou ne nous avait privés de rien, car il restait dans cette vaste capitale assez de toits pour nous abriter, assez de vivres pour nous nourrir, avait néanmoins creusé un abîme entre les deux nations, réveillant contre nous toute la violence des haines nationales, rendu les négociations impossibles, et ranimé toute l'énergie de l'armée russe, que l'impuissance apparente de ses efforts commençait à déconrager.

Ce n'était pas le cas en ce moment de s'éloigner trop des Français, et de leur laisser le champ libre, avec les dispositions qui se manifestaient chez les soldats russes. Descendre sur la route de Riazan jusqu'à la ville de Kolomna pour rejoindre l'Oka, c'était afficher trop de prudence, et une prudence d'ailleurs inutile, car exclusivement occupés d'arracher aux ruines de Moscou le pain dont ils avaient besoin, les Français n'étaient pas en mesure de suivre et d'inquiéter l'armée russe. Aussi Kutusof, arrivé sur la route de Riazan jusqu'au bord de la Moskowa, avait-il cru devoir s'y arrêter, et entreprendre ; à partir de ce point, le mouvement de flanc projeté autour de l'armée française, c'est-à-dire donner un rayon de dix lieues, au lieu d'un rayon de trente, à l'arc de cercle qu'il se proposait de décrire autour de Moscou, de l'est au sud.

¹ Le prince de Wurtemberg dit dans ses Mémoires, que lui et beaucoup d'autres repandaient la cause russe comme perdue après la sortie de Moscou, surtout à cause du déconragement qui régnait dans l'armée, mais que la vue des flammes qui dévoraient la capitale rendit à cette armée une ardeur nouvelle ; et que les espérances de tous ceux qui étaient attachés à la Russie se ranimèrent instantanément. Du reste le témoignage des étrangers qui servaient dans les armées russes est unanime sur ce point. Militairement l'acte du comte de Rostopchin fut nul, moralement il eut des conséquences incalculables.

gulières, et il ne croyait pas sage, à la veille de recueillir le prix d'un plan de campagne douloureux, mais profond, d'y renoncer tout à coup pour courir la chance d'une affaire incertaine. De Kalouga, il allait lui arriver des renforts considérables de troupes régulières; il attendait de l'Ukraine une superbe division de vieux Cosaques, et dans cet intervalle la mauvaise saison, qui s'approchait, la pénurie de vivres, la difficulté des distances, devaient avoir affaibli l'armée française, presque autant que l'armée russe se serait renforcée. Ce n'était donc pas le cas de livrer bataille avant le jour où la proportion des forces serait entièrement changée au profit des Russes. Bien qu'en fait Kutusof eût tort, puisque Murat ne disposait que d'un détachement, il avait théoriquement raison, et sa pensée fondamentale était parfaitement sage. En conséquence il résolut de se retirer plus loin sur la route de Kalouga, aussi loin qu'il le faudrait pour éviter Murat, car il n'y avait pas de milieu, il fallait ou l'attaquer ou l'éviter.

Ayant pris ce dernier parti, on rétrograda encore le 27, en tenant tête cependant à Murat, qui devenait pressant sur la droite, tandis que le maréchal Bessièrès se montrait entreprenant sur la gauche, et les jours suivants on alla s'établir successivement à Woronowo, à Winkowo, et enfin à Taroutino derrière la Nara. (Voir la carte n° 55.) Dans son projet d'éviter une bataille, le général Kutusof ne pouvait pas mieux faire que de rétrograder jusqu'au point où il trouverait une position assez forte pour arrêter les Français. La Nara est une rivière qui naissant comme la Pakra près de la route de Smolensk, aux environs de Krimakoié, vient tourner autour de Moscou, mais en décrivant un arc plus étendu que la Pakra, ce qui, au lieu de la faire aboutir dans la Moskowa, la conduit jusqu'à l'Okna. Ses rives sont escarpées, surtout sa rive droite, où s'étaient postés les Russes, et on pouvait y établir un camp presque inexpugnable. C'est ce que résolut le général Kutusof, et ce qu'il mit beaucoup de soin à exécuter. Il se proposait là, tandis qu'il serait bien nourri par les magasins de Kalouga, d'appeler ses recrues, de les verser dans ses cadres, de les instruire, et de reporter son armée à un nombre tel qu'il pût enfin affronter les Français avec avantage. Bessièrès et Murat l'ayant suivi jusque-là, s'arrêtèrent dans l'attitude de gens qui n'avaient pas renoncé à l'offensive, mais qui attendaient de nouveaux ordres. Ils étaient en effet à vingt lieues en arrière de Moscou, presque sur la route que nous avions suivie pour nous y rendre, et assez près de Mojaïsk où s'était livrée la bataille de la Moskowa. Pousser plus loin ne pouvait être que le résultat d'une grande et définitive détermination, que leur maître seul était capable de prendre.

C'était pour Napoléon un moment grave, qui allait décider de cette campagne et probablement de son sort. Aussi ne cessait-il au fond du Kremlin de méditer sur le parti auquel il devait se résoudre. Exposer l'ar-

mée à de nouvelles fatigues pour courir après les Russes, sans la certitude de les atteindre, et pour l'unique avantage de leur livrer encore quelque combat plus ou moins meurtrier, n'était pas aux yeux de Napoléon une résolution admissible. L'infanterie était très-fatiguée et fort amoindrie par la maraude, la cavalerie était ruinée. L'armée entière à peine entrée à Moscou, et depuis qu'elle y était ayant passé presque toutes ses journées à se débattre contre l'incendie, n'avait pas en le loisir de respirer. C'est tout au plus si elle avait goûté cinq à six jours d'un vrai repos: Il fallait donc la ménager, et ne la tirer de son immobilité qu'au moment de prendre un parti décisif. Mais ce parti le temps était venu d'y penser, car le mois de septembre s'étant écoulé, et aucune réponse aux ouvertures qu'on avait essayées n'étant arrivée de Saint-Petersbourg, il fallait songer, ou à s'établir à Moscou, ou à quitter cette capitale pour se rapprocher de ses magasins, de ses renforts, de ses communications avec la France, c'est-à-dire de la Pologne.

Hiverner à Moscou était une résolution qui au premier abord n'avait l'approbation de personne, car personne n'admettait qu'on pût s'immobiliser pendant six mois à deux cents lieues de Wilna, à trois cents de Dantzic, à sept cents de Paris, avec le plus grand doute sur les moyens de nourrir l'armée, avec la perspective d'être bloqué non-seulement par l'hiver, mais par toutes les forces russes. Quitter Moscou, pour retourner en Pologne, était au contraire une idée qui répondait à la pensée de tous, Napoléon seul excepté. Pour lui, quitter Moscou c'était rétrograder, c'était avouer au monde qu'on avait commis une grande faute en marchant sur cette capitale, qu'on désespérait d'y trouver ce qu'on était venu y chercher, la victoire et la paix; c'était renoncer à cette paix, ressourcer la plus prompte, et incontestablement la plus sûre de se tirer de l'embarras où l'on s'était mis en s'avancant si loin; c'était déchoir, c'était perdre en partie, peut-être en entier, ce prestige qui tenait l'Europe subjuguée, la France elle-même docile, l'armée confiante, nos alliés fidèles; c'était non pas descendre, mais tomber de l'immense hauteur à laquelle on était parvenu.

Aussi fallait-il s'attendre que Napoléon ne prendrait ce parti qu'à la dernière extrémité; et ce n'était pas l'orgueil seul de ce grand homme qui répugnait à un mouvement rétrograde, c'était le sentiment profond de sa situation présente; car il suffisait d'un doute inspiré au monde sur la réalité de ses forces, pour que tout l'édifice de sa grandeur fût exposé à s'érouler d'un seul coup. Déjà Torres-Védras avait semblé arrêter sa puissance au midi; toutefois il y avait une explication, c'était son absence, et la présence en Portugal de l'un de ses lieutenants, qui, quelque grand qu'il fût, n'était pas lui. Mais s'il rencontrait au nord, là où il commandait en personne, et à la tête de ses principales armées, un nouvel obsta-

ele, on n'allait pas manquer de le regarder comme définitivement arrêté dans le cours de ses victoires; on allait concevoir l'espérance de le vaincre, et une seule espérance rendue à l'Europe esclave pouvait la soulever tout entière sur ses derrières, et submerger le nouveau Pharaon sous les flots d'une insurrection européenne.

Napoléon avait donc raison de se préoccuper gravement de la manière dont il quitterait Moscou, et de ne vouloir en sortir qu'avec l'attitude d'un ennemi qui manœuvre, et non pas avec celle d'un ennemi qui bat en retraite. Dans cette vue plusieurs conduites s'offraient. Ainsi, par exemple, un retour par la route de Kalouga, où l'on trouverait toutes les ressources des riches provinces du midi, sur laquelle on battrait l'armée russe, et d'où l'on pourrait enfin revenir par Jelnia sur Smolensk, devait bien ressembler à une manœuvre autant qu'à une retraite. Mais cette marche, qui serait toujours au fond un mouvement rétrograde, quelque soin qu'on prit de le dissimuler, car il serait impossible d'hiverner à Kalouga à cause de la distance de cette ville à Smolensk, nous condamnerait à un trajet de cent cinquante lieues au moins, et à toutes les pertes inséparables d'un pareil trajet; elle nous procurerait à la vérité l'avantage de rencontrer et de battre l'armée russe, mais en nous obligeant de porter avec nous cinq ou six mille blessés, à moins qu'on ne les livrât à l'exaspération de l'ennemi, et tout en nous ramenant vers nos quartiers, ramènerait aussi les Russes vers leurs provinces les plus riches, et surtout vers les renforts qui leur arrivaient de Turquie. Aussi Napoléon n'avait-il que très-peu de penchant pour cette opération, et, à battre en retraite, il aimait mieux purement et simplement refaire la route, à nous connue, de Mojaisk, Wiasma, Dorogobouge, Smolensk, moins longue que celle de Kalouga d'une cinquantaine de lieues, ruinée il est vrai, mais sur laquelle les convois de vivres sortis de Smolensk pouvaient venir à notre rencontre jusqu'à mi-chemin, et sur laquelle d'ailleurs devaient nous suivre dix jours de vivres tirés de Moscou; sur laquelle enfin nous protégerions toutes nos évacuations par notre seule présence, et ne serions que très-peu exposés à livrer bataille, et à nous charger de nouveaux blessés.

Mais ni l'un ni l'autre de ces projets, qui tous deux étaient une renonciation évidente à l'offensive, ne convenait à Napoléon. Le plan le seul bon à ses yeux, était celui qui réunirait les quatre conditions suivantes : 1° de le replacer dans des communications certaines et quotidiennes avec Paris; 2° de rapprocher l'armée de ses ressources en vivres, équipement et recrues; 3° de conserver entier le prestige de nos armes; 4° enfin d'appuyer fortement les négociations de paix récemment essayées. Ces quatre conditions, il les avait trouvées dans un plan que son génie inépuisable, et fortement excité par le danger de la situation, avait conçu, et qui était digne de tout ce qu'il avait jamais imaginé de plus profond et de plus

grand. Ce plan consistait dans une retraite oblique vers le nord, qui, se combinant avec un mouvement offensif du duc de Bellune sur Saint-Petersbourg, aurait le double avantage de nous ramener en Pologne, en nous laissant aussi menaçants que jamais, dès lors tout aussi puissants pour négocier. Voici le détail de ce plan que Napoléon voulut rédiger, et rédiger en effet, comme il avait coutume de faire quand il cherchait à se bien rendre compte de ses propres idées.

Napoléon, ainsi qu'on l'a vu, s'était ménagé, outre l'armée du prince de Schwarzenberg sur le Dniéper, et l'armée des maréchaux Saint-Cyr et Macdonald sur la Dwina, le corps du duc de Bellune au centre, lequel attendait à Smolensk des ordres ultérieurs. Le corps de ce maréchal, fort de 30 mille hommes, pouvait être élevé à 40 mille par la réunion d'une partie des troupes westphaliennes, saxonnes, polonaises qui n'avaient pas eu le temps de rejoindre, et des bataillons de marche destinés au recrutement de l'armée. Il était facile de le porter au nord de la Dwina, sur la route de Saint-Petersbourg par Witebsk et Veliki-Luki. (Voir la carte n° 54.) Réuni là au maréchal Saint-Cyr et à une division du maréchal Macdonald, il devait compter 70 mille hommes au moins, prêts à se diriger sur la seconde capitale de la Russie, siège actuel du gouvernement. Devant ce corps le prince de Wittgenstein n'aurait autre chose à faire qu'à se retirer promptement sur Saint-Petersbourg. Au moment où le duc de Bellune commencerait son mouvement, Napoléon avec la garde, le prince Eugène, le maréchal Davout, pouvait se retirer obliquement au nord, dans la direction de Veliki-Luki, en marchant presque parallèlement à la route de Smolensk, et à une distance de douze ou quinze lieues de cette route, par Woskresensk, Wolokolamsk, Zubkow, Biéloi, tandis que le maréchal Ney suivant avec son corps la route directe de Moscou à Smolensk, couvrirait toutes nos évacuations, et que Murat se détachant à Kutusof, par un mouvement sur sa droite, se porterait à Mojaïsk, et viendrait avec le maréchal Ney s'établir entre Smolensk et Witebsk. Après dix ou douze jours de cette marche si profondément combinée, l'armée serait ainsi placée : le duc de Bellune avec 70 mille hommes à Veliki-Luki, menaçant Saint-Petersbourg, Napoléon avec 70 à 80 mille, prêt à l'ap-puyer, ou à se réunir aux 30 mille hommes de Ney et de Murat pour tenir tête à Kutusof, par quelque route que celui-ci vint nous chercher. D'après toutes les probabilités, on devait achever ce trajet sans être rejoint par l'ennemi, sans être talonné, sans perdre tout ce qu'on perd quand on est suivi de trop près, sans souffrir de la disette, car la route de Woskresensk, Wolokolamsk, Biéloi, que Napoléon se proposait de prendre, était toute neuve, par conséquent assez bien approvisionnée, et Ney et Murat, sur la route de Smolensk, qui était la nôtre, pouvaient bien amener des vivres pour 30 mille hommes. De plus nous aurions attiré les Russes en

sous inverse de leurs renforts, ce qui les exposerait à en perdre la moitié pour nous rejoindre, et tout en nous retirant en Pologne, nous aurions pris une position offensive, nécessaire à la paix; nous serions ainsi, sans avoir rien perdu, ni moralement ni physiquement, sortis du mauvais pas de Moscou par une marche des plus hardies et des plus belles qu'on eût jamais exécutées. Quant à l'hivernage, tout annonçait que dans ces conditions il serait facile. Nos magasins étant réunis à Wilna, pouvaient par le trainage, si commode en hiver, être prochainement transportés à Polotsk et à Witebsk, d'où l'armée tirerait ses vivres. L'immense quantité de bœufs réunis à Grodno, n'ayant qu'à traverser un pays ami, arriveraient à Witebsk sans difficulté. Puis, le printemps venu, Napoléon ayant employé l'hiver à rassembler de nouvelles forces, serait en mesure de marcher avec 300 mille hommes sur Saint-Petersbourg. Il est probable que devant la simple menace d'une telle marche, la paix, si nous n'étions pas trop difficiles sur les conditions, serait signée, ou qu'en tout cas nous occuperions Saint-Petersbourg comme nous avions occupé Moscou, sans danger de trouver cette seconde capitale incendiée, car le bois y était moins employé dans les constructions qu'à Moscou, car les Russes ne feraient pas deux fois un pareil sacrifice, car enfin le fanatisme moscovite y était beaucoup moins ardent.

Ce plan réunissait donc toutes les conditions que Napoléon s'était proposées, de rétablir ses communications quotidiennes avec le centre de son empire, de ramener l'armée vers la Pologne, de conserver intact le prestige de ses armes, et d'appuyer par un mouvement sérieusement offensif les négociations pacifiques qu'il avait le projet d'entamer. Son génie n'avait jamais rien imaginé de plus habile, de plus profond, de plus admirable. Conçu dans les derniers jours de septembre, arrêté et rédigé¹ dans

¹ Ce projet est rapporté, mais entièrement défiguré, dans le récit de M. Fain (Manuscrit de 1812). Il est rapporté à une date qui ne peut être la véritable, car M. Fain prétend que l'Empereur le conçut et l'arrêta au château de Pétrowskoïé, où il séjourna pendant l'incendie de Moscou, du 16 au 19 septembre. Or il existe aux archives et dans la correspondance de Napoléon, un exposé de ce plan, divisé en titres et articles comme un projet de loi, et contenant l'opinion de Napoléon sur l'état de la guerre de Russie, et sur les meilleurs moyens de la terminer. Ce document, l'un des plus importants de la campagne et des plus glorieux pour le génie de Napoléon, porte la date d'octobre, sans désignation de jour. Il ne pouvait donc avoir été arrêté au château de Pétrowskoïé, que Napoléon quitta le 19 septembre. De plus tout donne lieu de croire, d'après les circonstances indiquées dans l'exposé lui-même, que le plan se rapporte aux deux ou trois premiers jours d'octobre, et point du tout au 16, 17 ou 18 septembre. Évidemment ce plan fut rédigé pour être communiqué aux lieutenants de Napoléon, et ne dut être abandonné qu'après une consultation avec eux. Il fut vraisemblablement conçu dans les derniers jours de septembre, et mis par écrit du 1^{er} au 3 octobre. Dans l'ordre des idées qui ont dû se succéder dans l'esprit de Napoléon, on ne peut le placer ni avant ni après. M. Fain n'a dû avoir que le soutien de cette dictée, et ne l'avait certainement pas sous les yeux en écrivant son ouvrage, sans quoi il l'aurait ajoutée aux pièces justificatives, dans lesquelles il a mis tout ce qu'il possédait de la correspondance de Napoléon.

les deux ou trois premiers jours d'octobre, ce projet pouvait, en partant immédiatement, être complètement exécuté au 15 octobre, époque où le temps devait être beau encore, et où il fut en effet superbe. Tout se prêtait donc parfaitement à l'exécution du nouveau plan, qui était en quelque sorte une inspiration d'en haut venue à Napoléon pour son saint. Mais tout ce qu'il imaginait de meilleur était destiné à échouer, par le vice même de la situation qu'il s'était créée, en s'aventurant à une pareille distance. Ayant déjà tant demandé à ses soldats et à ses lieutenants, les ayant menés si loin, et n'ayant à leur offrir à Moscou que des ruines, il était obligé de les ménager infiniment, de les consulter plus que de coutume, de chercher à les concilier à ses projets, au lieu de commander impérieusement ; brièvement, comme il avait fait à toutes les époques de sa carrière, où chaque jour amenait un résultat prodigieux, et accroissait son ascendant. Or, il commençait à régner dans l'armée, outre une immense lassitude, une tristesse profonde, qui naissait de la vue seule de cette ville en cendres ; et du secret effroi qu'on éprouvait en songeant à la longueur du retour, et à ce terrible hiver de Russie, auquel on était séparé par un mois tout au plus. A des esprits ainsi disposés il fallait parler non plus en maître impérieux qui commande sans explication parce que le succès quotidien suffit à tout expliquer ; mais en maître doux, presque caressant, qui consulte, et persuade plutôt qu'il n'ordonne. Napoléon entretenait donc successivement chacun de ses lieutenants de son projet, mais à peine avait-il dit les premiers mots qu'ils se récritèrent tous contre une nouvelle course au nord, contre une nouvelle conquête de capitale. Le mouvement sur Moscou, auquel, dans l'espoir d'un grand résultat, on avait sacrifié toutes les considérations de prudence, avait trop mal réussi, pour qu'on fût tenté de recommencer, en s'engageant plus loin, au milieu d'une saison plus avancée, dans une marche sur Saint-Petersbourg.

Il ne s'agissait pourtant pas d'aller conquérir la seconde capitale de la Russie, mais de rétrograder obliquement sur la Pologne, et de se placer, à titre d'appui seulement, derrière un corps qui lui-même était appelé non pas à se porter sur Saint-Petersbourg, mais à le menacer, ce qui était bien différent, et ce qui a donné lieu depuis à la fausse version d'un projet de marcher de Moscou sur Saint-Petersbourg, que Napoléon aurait, dit-on, formé à cette époque. La différence était essentielle, mais les esprits, inquiets et rebutés, ne s'arrêtaient pas à toutes ces distinctions. Les uns alléguaient les bruyères, les marécages, la stérilité des provinces du nord, qu'il s'agissait de traverser ; les autres faisaient valoir, malheureusement avec trop de raison, l'état de l'armée, l'épuisement de la cavalerie, la ruine des charrois de l'artillerie, l'indispensable nécessité de laisser reposer hommes et chevaux, afin qu'ils pussent refaire la route

si longue qui nous séparait de Smolensk, la nécessité aussi de se retirer avant la mauvaise saison, et d'entamer en attendant quelques négociations qui pussent conduire à la paix, moyen toujours le plus assuré de sortir sains et saufs du mauvais pas où l'on s'était engagé.

Napoléon s'aperçut bien vite qu'il ne fallait actuellement rien demander à des esprits rebutés, et assombris par le spectacle qu'ils avaient sous les yeux, et se laissa surtout détonner de son projet par l'état de l'armée, qui exigeait impérieusement quelque repos. Obligé d'abandonner, ou d'ajourner au moins le seul plan capable de le tirer d'embarras, il laissa flotter son esprit entre plusieurs projets, qui d'abord lui avaient paru inadmissibles, comme celui de s'établir à Moscou même, et d'y passer l'hiver en attendant ses cantonnements pour se procurer des fourrages, comme celui de placer une garnison à Moscou, et d'aller ensuite se fixer dans la riche province de Kalouga, d'où il étendrait sa main gauche sur Toula, sa main droite sur Smolensk. Mais à tous ces projets il y avait de graves objections, et leur difficulté le ramenait sans cesse vers le désir de cette paix qu'il avait follement sacrifiée à ses prétentions de domination universelle, et qu'il souhaitait maintenant, quoique victorieux, aussi ardemment qu'aucun vaincu ait jamais pu la désirer.

Dans ces continuelles perplexités, il imagina d'envoyer M. de Caulaincourt à Saint-Petersbourg, afin d'y ouvrir franchement une négociation avec l'empereur Alexandre. Quels que fussent ses embarras, son attitude de vainqueur, traitant de Moscou même, avait assez de grandeur pour qu'il pût hasarder une pareille démarche. Mais M. de Caulaincourt, qui craignait que sous cette grandeur apparente ne perçât la difficulté de la situation, qui craignait aussi de ne plus trouver à Saint-Petersbourg la faveur dont il avait joui autrefois, refusa une telle mission, en affirmant, du reste avec raison, qu'elle ne réussirait pas. Napoléon s'adressant alors à M. de Lauriston, dont il avait trop dédaigné le modeste bon sens, le chargea de se rendre au camp du général Kutusof, non point pour y offrir la paix, mais pour aller y exprimer au généralissime russe le désir de donner à la guerre un caractère moins féroce. Le général Lauriston devait prendre texte de l'incendie de Moscou, pour dire que les Français, habitués à ménager les populations vaincues, à leur épargner les maux inutiles, avaient le cœur contristé de ne rencontrer partout que des villes incendiées, des populations désolées, des blessés expirant au milieu des flammes, et qu'il était cruel pour leur humanité, fâcheux pour l'honneur de tous, mais particulièrement dommageable pour la prospérité de la Russie, de continuer un pareil genre de guerre; que s'il venait faire une telle démarche, ce n'est pas que ce genre de guerre eût embarrassé les Français, car jusqu'ici on n'avait pas réussi à les empêcher de vivre, témoin l'abondance dont ils jouissaient sur les ruines fumantes de Moscou;

mais parce qu'ils voyaient avec regret qu'on imprimât à une guerre toute politique, terminable par un traité facile à conclure, un caractère révoltant de barbarie et de haine irréconciliable.

De ces insinuations à des paroles de paix il n'y avait pas loin, et on était sur une pente qui ne pouvait manquer d'y conduire assez rapidement. Si on l'écoutait, M. de Lauriston avait mission de s'avancer davantage; il devait dire qu'il y avait dans la dernière brouille bien plus de malentendu que de causes véritables d'inimitiés, surtout d'inimitiés implacables, et que c'étaient les ennemis des deux pays qui s'étaient interposés entre les deux souverains pour les brouiller au profit de l'Angleterre. Il devait insinuer que la paix serait facile, et que si la Russie la désirait, les conditions n'en seraient pas rigoureuses. Il devait enfin mettre sous ses soins à obtenir au moins un armistice provisoire, qui épargnât l'effusion du sang, effusion inutile quant à présent, puisque aucune des deux armées ne semblait disposée à tenter quelque chose de sérieux. Certes, à descendre à de telles démarches, tout victorieux qu'on était, il eût bien mieux valu ne pas commencer une guerre aussi fatale; et on peut dire que M. de Lauriston était bien vengé en ce moment du peu d'accueil que ses conseils avaient reçu à Paris six mois auparavant. Mais pour un bon citoyen la vengeance qui sort des malheurs de son pays n'est qu'un malheur de plus.

M. de Lauriston partit le 4 octobre, après s'être fait précéder auprès du général Kutusof par un billet qui annonçait son désir d'un entretien direct avec le chef de l'armée russe. Il arriva au camp ennemi le jour même. Le prudent Kutusof, entouré par les partisans les plus exaltés de la guerre, et notamment par les agents anglais accourus pour le surveiller, hésita d'abord à recevoir personnellement M. de Lauriston, dans la crainte d'être compromis, et appelé un traître, comme Barclay de Tolly. Il envoya donc l'aide de camp de l'empereur, prince Wolkonsky, pour recevoir et entretenir le général Lauriston au quartier de Benningsen. M. de Lauriston, offensé de ce procédé, refusa de s'aboucher avec le prince Wolkonsky, et reutra au quartier général de Murat, disant qu'il n'entendait traiter qu'avec le généralissime lui-même. Cette brusque rupture de relations à peine commencées inquiéta cependant l'état-major russe. Si dans les rangs inférieurs de l'armée la passion contre les Français était toujours ardente, dans les rangs plus élevés on commençait à se diviser, à trouver cette guerre bien atroce et bien ruineuse, et à ne plus regarder les Français comme les auteurs de l'incendie de Moscou; on sentait en un mot sa colère diminuer avec son sang si abondamment répandu. On n'aurait donc pas voulu, qu'on rendit toute paix absolument impossible¹. Les ennemis

¹ Le général Clausewitz, dans ses intéressants Mémoires si remplis de sens et d'impartialité, dit formellement que la fatigue commençait à se faire sentir dans l'armée russe, qu'il était donc heureux que l'empereur Alexandre n'y fût pas, car peut-être ses disposi-

eux-mêmes de la paix regrettaient la conduite tenue envers le général Lauriston, par un tout autre motif. Comprenant très-bien la situation des Français, sentant l'intérêt qu'on avait à les retenir à Moscou, dans cette Capoue bien attrayante encore quoiqu'incendiée, craignant qu'une rupture aussi offensante ne les attirât pleins de colère et de résolution sur l'armée russe, qui n'était ni renforcée ni remise, ils regrettaient qu'on eût si mal accueilli l'envoyé de Napoléon, et voulurent qu'on courût en quelque sorte après lui. Le rusé Benningsen, qui joignait la finesse à l'audace, tâcha de voir Murat, s'entretint avec lui, profita de sa facilité pour lui arracher bien des aveux regrettables, et en lui exprimant un désir de la paix qui était feint, l'amena à en exprimer un qui ne l'était pas, et qui n'était que trop visible. Des rapprochements semblables eurent lieu presque spontanément aux avant-postes, entre des officiers de divers grades, et il s'établit une espèce d'armistice de fait, à la suite duquel il fut convenu qu'on recevrait le général Lauriston au quartier même du généralissime.

M. de Lauriston se rendit donc auprès du prince Kutusof, et eut avec lui plusieurs entretiens. Les Russes sont aussi doux que braves, aussi dissimulés que violents, selon le calcul ou l'entraînement du moment. Soit désir de la paix, soit intention d'endormir les Français, on avait des raisons de bien accueillir leur représentant, et cela ne coûtait d'ailleurs pas beaucoup aux généraux russes, à qui la politesse est naturelle, et à qui M. de Lauriston inspirait une juste estime. Le prince Kutusof l'entretint longtemps, répondit avec adresse et dignité à toutes ses observations, lui dit, au sujet des plaintes contre le caractère imprimé à la guerre, qu'il s'appliquait de son mieux à lui conserver le caractère d'une guerre régulière entre nations civilisées, qu'elle le conserverait partout où il pourrait se faire obéir, mais que sa voix ne serait pas écoutée des paysans russes, et qu'il n'était pas étonnant qu'on ne pût pas civiliser en trois mois un peuple que les Français appelaient barbare. Il répondit aux justifications du général Lauriston relativement à l'incendie de Moscou, que pour lui il était loin d'en accuser les Français, et que dans son opinion le patriotisme moscovite était le seul auteur de ce grand sacrifice, car les Russes aimaient mieux réduire leur pays en cendres que de le livrer à l'ennemi. Relativement aux insinuations de paix, relativement même à un armistice, le général Kutusof se présenta comme dépourvu de tout pouvoir, et comme

tions habituellement pacifiques s'accordant avec celles de l'armée, on eût traité avec Napoléon, et perdu l'occasion d'affranchir l'Allemagne, ce qui pour le général Clausewitz, Allemand et Prussien, était naturellement l'objet essentiel de la guerre. Cette assertion, quoique vraie, n'empêche pas qu'il y eût aussi une part de calcul dans l'accueil fait au général Lauriston, ainsi qu'on va le voir. Il y eut tout à la fois ruse pour tromper les Français, et quelque peu de penchant pour la paix. Les sentiments des hommes sont toujours plus complexes qu'on ne l'imagine, ce qui rend si difficile de les démêler, et de les reproduire dans la juste mesure de la vérité.

obligé d'en référer à l'empereur. Il proposa, ce qui fut accepté, d'expédier l'aide de camp Wolkonsky à Saint-Petersbourg, afin d'y porter les ouvertures de Napoléon, et d'en rapporter une réponse. Quant à l'armistice, il n'était pas possible d'en signer un, mais il fut convenu que sur toute la ligne des avant-postes on cesserait de tirer, ce qui ne s'étendrait pas toutefois aux ailes extrêmes des deux armées, et ce qui n'était pas dès lors un empêchement aux courses des Cosaques et aux fourrages de notre armée.

Quelques politesses qu'on eût prodiguées au général Lauriston, il ne voulut pas demeurer au camp des Russes, comme aurait pu faire un vaincu attendant la paix dont il avait besoin; et il revint à Moscou pour transmettre à Napoléon le détail de ce qu'il avait dit et entendu.

Bien que Napoléon comptât peu sur la paix depuis l'accès de rage qui avait produit l'incendie de Moscou, depuis surtout les ouvertures infructueuses dont MM. Toutelmine et Jakowleff avaient été les intermédiaires, il crut devoir cependant attendre les dix ou douze jours qu'on disait nécessaires pour avoir une réponse de Saint-Petersbourg. Quelque vagues que fussent ses espérances de paix, il ne put toutefois se défendre d'en concevoir quelques-unes, tant était grand le besoin qu'il en éprouvait; et, en tout cas, il ne croyait pas que cette prolongation de séjour fût un temps perdu, car elle servirait à refaire l'armée. Les gens les plus habitués au climat du pays lui affirmaient que les gelées n'arrivaient point avant le milieu ou la fin de novembre. Un ajournement de dix ou douze jours devait le conduire à la mi-octobre, et rien ne le portait à croire qu'en partant du 15 au 18 il partirait trop tard. En attendant, il se préparait à toutes fins, à se retirer sur Smolensk, comme à passer l'hiver à Moscou. Il enjoignit à Murat de se tenir en observation devant le camp de Taroutino, d'y faire reposer les troupes en les nourrissant le mieux possible, et il lui envoya, autant que ses moyens de transport le lui permettaient, des vivres tirés des caves de Moscou. Il ordonna un nouveau mouvement en avant, tant aux troupes laissées sur les derrières, qu'aux bataillons de marche destinés à recruter les corps. Il prescrivit la formation d'une division de quinze mille hommes à Smolensk, laquelle devait s'avancer sur Jelnia pour lui donner la main s'il se portait sur Kalouga. Il recommanda au duc de Bellune de se tenir prêt à toute sorte de mouvements; il ordonna de faire partir pour Moscou tous les hommes débandés qui à Wilna, Minsk, Witebsk, Smolensk, avaient été recueillis, qu'on ne mettait pas en marche faute d'avoir des armes à leur fournir, et qu'il se proposait d'armer avec les nombreux fusils trouvés dans le Kremlin. Il recommanda de les faire venir au milieu de convois capables de les protéger. Il arrêta un règlement pour ces convois, défendit de les faire partir à moins qu'ils ne fussent de 1500 hommes d'infanterie bien armés, indé-

pendamment des troupes de cavalerie et d'artillerie qui pourraient s'y joindre; leur prescrivit expressément de camper en carré, le commandant au milieu, veilla de nouveau à l'approvisionnement à prix d'argent de tous les postes de la route, et commença de s'occuper des évacuations de blessés. Il enjoignit à Junot d'en faire trois parts, une de ceux qui seraient capables de marcher dans quinze jours; une de ceux auxquels un temps plus long serait nécessaire, une troisième enfin de ceux qu'on devait renoncer à transporter. Il défendit de s'occuper des premiers qui pouvaient se retirer à pied, et des derniers qu'il fallait laisser mourir sur place; il ordonna l'évacuation des autres sur Wilna, soit au moyen des voitures du pays, soit au moyen des voitures du train des équipages, dont il y avait environ 1200 à Moscou, et dont il consacra 200 à cet objet. Dans la supposition même de l'hiver passé à Moscou, car dans sa perplexité Napoléon n'exclut aucune hypothèse, il entreprit des travaux de défense au Kremlin; fit détruire les bâtiments adossés à cette forteresse, hérissier les tours de caucous, couvrir les portes de tambours, fortifier quelques-uns des principaux couvents de la ville servant de magasins, fabriquer avec les poudres trouvées au Kremlin des gargousses et des cartouches, afin d'assurer un double approvisionnement aux 600 bouches à feu de l'armée, veiller avec le plus grand soin à la découverte, à la conservation des denrées alimentaires, de manière à pourvoir chaque corps de cinq ou six mois de vivres, en pain, sel, spiritueux, viandes salées. L'approvisionnement en fourrages étant toujours la principale difficulté, il porta le prince Eugène sur la route de Jaroslaw, et le maréchal Ney sur celle de Wladimir, à une distance de douze ou quinze lieues, pour occuper, pacifier, conserver une grande étendue de pays, et s'y procurer l'aliment du bétail et de la cavalerie. De plus il tâcha d'attirer les paysans, en payant comptant et à très-haut prix les légumes, les fourrages, les vivres de toute espèce. Il fit chercher des popes, et les engagea à rouvrir les églises de Moscou, à y célébrer le culte divin, à y prier même pour leur souverain légitime, l'empereur Alexandre. Enfin, non pour s'amuser, car il n'en avait pas besoin, mais pour distraire ses officiers, surtout pour donner du pain à de pauvres Français exerçant en Russie le métier de comédiens, il fit rouvrir les théâtres, et, entouré d'une brillante cour militaire, assista aux représentations dramatiques qui faisaient jadis les délices de la noblesse russe, s'y prenant ainsi de son mieux pour ressusciter le cadavre de la malheureuse Moscou. Il passait ensuite les nuits à expédier les affaires administratives de son empire, qu'une estafette arrivant de Paris en dix-huit journées lui apportait plusieurs fois par semaine. Quelquefois il était attiré tout à coup aux fenêtres du Kremlin par des colonnes de fumée, s'élevant de temps en temps de l'incendie qui consumait encore sourdement la ville infortunée. Confiant quand il revenait au souve-

nir de tant de dangers glorieusement surmontés, triste quand il voyait l'abîme dans lequel il s'était enfoncé si profondément, il ne montrait rien sur son superbe visage de ses agitations intérieures, car il n'y avait pas un cœur autour de lui qu'il eût voulu exposer au pesant fardeau de ses confidences. Ainsi, tantôt rassuré, tantôt inquiet, pouvant faire encore un miracle après en avoir accompli tant d'autres, il était là, dans cet antique palais des czars, au solstice de sa puissance, c'est-à-dire à cette espèce de temps indéterminé qui sépare l'époque de la plus grande élévation des astres de celle de leur déclin.

FIN DU LIVRE QUARANTE-QUATRIÈME.

LIVRE QUARANTE-CINQUIÈME.

LA BÉREZINA.

État des esprits à Saint-Petersbourg. — Entretien de l'empereur Alexandre à Albo avec le prince royal de Suède. — Plan d'agir sur les derrières de l'armée française témérairement engagée jusqu'à Moscou. — Renfort des troupes de Finlande envoyé au comte de Wittgenstein, et réunion de l'armée de Moldavie à l'armée de Volhynie sous l'amiral Tchitchoukoff. — Ordres aux généraux russes de se porter sur les deux armées françaises qui gardent la Dwina et le Dniéper, afin de fermer toute retraite à Napoléon. — Injonction au général Kutousof ayant de repousser toute négociation, et de recommencer les hostilités le plus tôt possible. — Pendant ce temps Napoléon, sans beaucoup espérer la paix, est retenu à Moscou par sa répugnance pour un mouvement rétrograde, qui l'affaiblirait aux yeux de l'Europe, et rendrait toute négociation impossible. — Il penche pour le projet de laisser une force considérable à Moscou, en allant avec le reste de l'armée s'établir dans la riche province de Kalouga, d'où il tendrait la main au maréchal Victor, amené de Smolensk à Jelitsa. — Pendant que Napoléon est dans cette incertitude, Kutousof ayant procuré à son armée du repos et des renforts, surprend Murat à Winkowo. — Combat brillant dans lequel Murat repare son incurie par sa bravoure. — Napoléon irrité marche sur les Russes afin de les punir de cette surprise, et quitte Moscou en y laissant Murat avec 10 mille hommes pour occuper cette capitale. — Départ le 19 octobre de Moscou, après y être resté trente-cinq jours. — Sortie de cette capitale. — Singulier aspect de l'armée traînant après elle une immense quantité de bagages. — Arrivé sur les bords du la Pakra. — Parvenu en cet endroit, Napoléon conçoit tout à coup le projet de dérober sa marche à l'armée russe, et, à la confusion de celle-ci, de passer de la vieille sur la nouvelle route de Kalouga, d'atteindre ainsi Kalouga sans coup férir, et sans avoir un grand nombre de blessés à transporter. — Ordres pour ce mouvement, qui entraîne l'évacuation définitive de Moscou. — L'armée russe, avertie à temps, se porte à Malo-Jaroslavets, sur la nouvelle route de Kalouga. — Bataille sanglante et glorieuse de Malo-Jaroslavets, livrée par l'armée d'Italie à une partie de l'armée russe. — Napoléon, se flattant de percer sur Kalouga, voudrait persister dans son projet, mais la crainte d'une nouvelle bataille, l'impossibilité de traîner avec lui neuf ou dix mille blessés, les instances de tous ses lieutenants, le décident à reprendre la route de Smolensk, que l'armée avait déjà suivie pour venir à Moscou. — Révolution fatale. — Premières pluies et difficultés de la route. — Commencement de tristesse dans l'armée. — Marche difficile sur Mojaïsk et Borodino. — Disette résultant de la consommation des vivres apportés de Moscou. — L'armée traverse le champ de bataille de la Moskova. — Douloureux aspect de ce champ de bataille. — Les Russes se mettent à notre poursuite. — Difficultés que rencontre notre arrière-garde confiée au maréchal Davout. — Surprises nocturnes des Cosaques. — Ruine de notre cavalerie. — Danger que le prince Eugène et le maréchal Davout courent au défilé de Czaren o-Zaimitché. — Soldats qui ne peuvent suivre l'armée faute de vivres et de forces pour marcher. — Formation vers l'arrière-garde d'une foule d'hommes débandés. — Mouvement des Russes pour prévenir l'armée française à Wiasma, tandis qu'une forte arrière-garde sous Miloradowitch doit la harceler, et enlever ses trainards. — Combat du maréchal Davout à Wiasma, pris en tête et en queue par les Russes. — Le maréchal se sauve d'un grand péril, grâce à son énergie et au secours du maréchal Ney. — Le 1^{er} corps, épuisé par les fatigues et les peines qu'il a eu à supporter, est remplacé par le 3^e corps sous le maréchal Ney, chargé désormais de couvrir la retraite. — Froids subits et commencement de cruelles souffrances. — Perte des châteaux, qui ne peuvent

tenir sur la glace, et abandon d'une partie des voitures de l'artillerie. — Arrivée à Dorogobouge. — Tristesse de Napoléon, et son inaction pendant la retraite. — Nouvelles qu'il reçoit du mouvement des Russes sur sa ligne de communication, et de la conspiration de Malet à Paris. — Origine et détail de cette conspiration. — Marche précipitée de Napoléon sur Smolensk. — Désastre du prince Baglioni au passage du Vop, pendant la marche de ce prince sur Witebsk. — Il rejoint la grande armée à Smolensk. — Napoléon, apprenant à Smolensk que le maréchal Saint-Cyr a été obligé d'évacuer Poutk, que le prince de Schwarzenberg et le général Reymier se sont laissés tromper par l'amiral Tschichakoff, lequel s'avance sur Minsk, se hâte d'arriver sur la Bérésina, afin d'échapper au péril d'être enveloppé. — Départ successif de son armée en trois colonnes, et rencontre avec l'armée russe à Krasnoé. — Trois jours de bataille autour de Krasnoé, et séparation du corps de Ney. — Marche extraordinaire de celui-ci pour rejoindre l'armée. — Arrivée de Napoléon à Orscha. — Il apprend que Tschichakoff et Wittgenstein sont près de se réunir sur la Bérésina, et de lui couper toute retraite. — Il s'empresse de se porter sur le bord de cette rivière. — Grave délibération sur le choix du point de passage. — Au moment où l'on désespérait d'en trouver un, le général Corbinau arrive miraculeusement, poursuivi par les Russes, et découvre à Studinka un point où il est possible de passer la Bérésina. — Tous les efforts de l'armée dirigés sur ce point. — Admirable dévouement du général Elbé et du corps des pontonniers. — L'armée emploie trois jours à traverser la Bérésina, et pendant ces trois jours combat l'armée qui veut l'arrêter en tête pour l'empêcher de passer, et l'armée qui l'attaque en queue afin de la jeter dans la Bérésina. — Vigueur de Napoléon, dont le génie tout entier s'est réveillé devant ce grand péril. — Lutte héroïque et scène épouvantable auprès des ponts. — L'armée, sauée par miracle, se porte à Smorgoni. — Arrivé en cet endroit, Napoléon, après avoir délibéré sur les avantages et les inconvénients de son départ, se décide à quitter l'armée clandestinement pour retourner à Paris. — Il part le 5 décembre dans un traîneau, accompagné de M. de Camillecourt, du maréchal Daroc, du comte de Lobau, et du général Lefebvre-Desnoëttes. — Après son départ, la désorganisation et la subite augmentation du froid achèvent la ruine de l'armée. — Évacuation de Wilna et arrivée des états-majors à Kownigsberg sans un soldat. — Caractères et résultats de la campagne de 1812. — Véritables causes de cet immense désastre.

Tandis que ces choses se passaient à Moscou, l'empereur Alexandre, retiré à Saint-Petersbourg, consacrait à cette guerre ses jours et ses nuits, et bien qu'il eût renoncé à en ordonner les opérations sur le terrain, il s'occupait d'en diriger l'ensemble, d'en préparer les ressources, et d'en étendre le cercle par des alliances.

Nous avons déjà dit qu'il s'était refusé à traiter avec les Anglais jusqu'au jour de la rupture définitive avec la France, mais qu'à dater de sa sortie de Wilna, c'est-à-dire après le retour de M. de Balachoff, il n'avait plus hésité, et que sous les yeux, et par l'entremise du prince royal de Suède, il avait autorisé M. de Sachtelen à signer le 18 juillet la paix de la Russie avec la Grande-Bretagne, aux conditions les plus simples et les plus brèves, celles d'une alliance offensive et défensive, sans aucune désignation des moyens, qui, abandonnés aux circonstances, devaient être les plus grands possibles. Nous avons encore dit que lord Cathcart, celui qui avait acquis à Copenhague une sinistre célébrité, était accouru sur-le-champ à Saint-Petersbourg pour y représenter l'Angleterre. Sous les auspices de cet ambassadeur avait été préparée et réalisée une entrevue, qui était

l'objet des ardens désirs du prince royal de Suède. Être admis auprès d'Alexandre, recevoir ses témoignages de confiance, ses marques de distinction, sa parole impériale d'être maintenu sur le trône de Suède et gratifié de la Norvège, était chez le nouveau prince suédois une passion véritable. Bien que la fierté d'Alexandre souffrit singulièrement de s'aboucher avec un pareil allié, et qu'il sût faire la différence entre les familiarités avec un grand homme tel que Napoléon, et les familiarités avec un favori de la fortune tel que le général Bernadotte, il y avait un si grand intérêt pour lui à s'assurer le concours de l'armée suédoise, qu'il avait consenti à une entrevue, laquelle avait été fixée à Abo, point de la Finlande le plus rapproché des côtes de Suède. Cette entrevue importait d'autant plus à l'empereur Alexandre, qu'il avait en Finlande 20 mille hommes de bonnes troupes, dont l'adjonction au corps de Wittgenstein pouvait avoir les plus grandes conséquences, et qui avaient été laissées dans le nord de l'empire sous le prétexte de concourir à la conquête de la Norvège, conformément au traité du 24 mars, mais en réalité pour se garantir contre une trahison imprévue. En effet, malgré les instances apparentes du prince royal pour resserrer ses liens avec la Russie, de bons observateurs avaient cru découvrir quelquefois sur son visage des hésitations, des regrets, des colères mal contenues, surtout depuis les débuts de la campagne qui n'étaient pas favorables aux Russes, et l'avaient entendu exprimer des plaintes assez amères de ce qu'on ne l'aidait pas tout de suite à conquérir la Norvège. Par ces divers motifs, l'entrevue avait été acceptée, et avait eu lieu le 28 août dans la ville d'Abo, en présence de lord Cathcart, et sous les auspices de la marine anglaise, dont les bâtimens avaient transporté le prince Bernadotte de la côte de Suède à celle de Finlande. Ce dernier, à peine arrivé, avait été traité avec les prévenances les plus délicates, car, lorsque le besoin l'exige, l'orgueil russe se change tout de suite en une déférence obséquieuse, accompagnée d'une grâce asiatique qui n'appartient au même degré qu'à cette nation redoutable. Alexandre déployant à Abo l'amabilité intéressée qu'il avait déployée à Tilsit et à Erfurt, sans avoir cette fois d'autre excuse pour sa dignité que celle de la politique, avait fait au prince suédois la première visite, lui avait prodigué les embrassements, avait reçu les siens, et du reste avait obtenu le prix de sa condescendance, car le nouveau prince, saisi d'une sorte d'ivresse, s'était prêté à tous les arrangements désirés par la Russie. Il avait été convenu qu'au lieu de dépenser inutilement les forces de la coalition en Norvège, province dont on pourrait toujours s'emparer, on porterait toutes les forces disponibles sur le théâtre où allait se décider véritablement le sort de la guerre, qu'on enverrait sur la Dwina le corps russe retenu en Finlande, qu'on réserverait l'armée suédoise pour un débarquement sur les derrières des Français, que ce débarquement devant, d'après

toutes les apparences, s'exécoter en Danemark, le prince suédois se nantirait lui-même d'un gage facile à échanger plus tard contre la Norvège, qu'en un mot on emploierait les forces communes à battre Napoléon, car là était le but essentiel de la guerre, et le moyen assuré, pour le futur roi de Suède, de conquérir la Norvège. Ces choses admises, le prince royal avait donné à l'empereur Alexandre les conseils les meilleurs, les plus funestes pour nous, conseils tirés de son expérience, et exprimés dans le langage de la haine la plus violente. Napoléon, avait-il dit à Alexandre, n'était pas tout ce que la stupide admiration de l'Europe en voulait faire; il n'était pas ce génie de guerre profond, universel, irrésistible, qu'on s'était plu à imaginer; il n'était qu'un général bouillant, impétueux, sachant uniquement aller en avant, jamais en arrière, même quand la situation le commandait. Avec lui il ne fallait qu'un talent, celui d'attendre, pour le vaincre et le détruire. Son armée n'était plus ce qu'on l'avait connue. Elle était trop recrutée d'étrangers, et surtout de jeunes soldats; les généraux qui la commandaient étaient fatigués de guerres incessantes, et elle ne résisterait pas à l'épreuve à laquelle on venait de l'exposer en la conduisant dans les profondeurs de la Russie. Napoléon après l'y avoir engagée ne saurait pas l'en retirer; et pour obtenir sur lui un triomphe complet il fallait une chose, une seule : persévérer. Des batailles, on en perdrait une, deux, trois; puis on en aurait de douteuses, et après les douteuses de victorieuses, pourvu qu'on sût tenir et ne pas céder. Ôtez de ces conseils, que le bon sens inspirait alors à tout le monde, ôtez le langage de la haine, et tout était malheureusement vrai.

Alexandre, persuadé d'avance de ces vérités, s'en était pénétré davantage en écoutant le prince royal de Suède, et ils s'étaient quittés enchantés l'un de l'autre, l'un tout glorieux d'une pareille intimité¹, l'autre non pas glorieux, mais convaincu qu'il pouvait, quelque peu sûr que fût la foi du nouveau Suédois, rappeler sans danger ses troupes de Finlande pour les porter en Livonie, résultat qui était en ce moment le plus utile qu'il pût tirer de cette entrevue. Tandis qu'il prenait ces arrangements avec la Suède, l'empereur Alexandre venait d'en finir avec la Pologne, et d'accepter ses conditions, quelque différentes qu'elles fussent de celles qu'il s'était longtemps flatté d'obtenir. Après s'être successivement désisté de la Valachie, puis de la Moldavie jusqu'au Sereth, et enfin de la Moldavie tout entière, il n'avait tenu définitivement qu'à la Bessarabie, afin d'acquiescer au moins les bouches du Danube, et avait insisté surtout pour avoir l'alliance des Turcs, dans l'intention chimérique, dont nous avons

¹ Je n'ai pas besoin de déclarer que, toujours soigneux de ne dire que la vérité, j'emprunte ces détails aux dépêches les plus authentiques, les unes adressées au cabinet français, les autres communiquées à ce cabinet par une cour alliée qui avait conservé un ambassadeur à Saint-Petersbourg.

déjà parlé, de les amener à envahir les provinces illyriennes, peut-être même l'Italie, en commun avec une armée russe. Les Turcs, fatigués de la guerre, fatigués aussi de leurs relations avec les puissances européennes, et voulant n'avoir plus rien à démêler avec elles, avaient fait le sacrifice imprudent de la Bessarabie, que quelques jours de patience auraient suffi pour leur conserver, mais s'étaient constamment refusés à toute alliance avec la Russie. Le traité de paix déjà signé n'avait été tenu en suspens que par ce motif. L'amiral Tchitchakoff, dont l'esprit ardent poursuivait un grand résultat, quel qu'il fût, se voyant frustré de l'espoir d'envahir l'empire français de compagnie avec les Turcs, avait imaginé bien autre chose, c'était d'envahir l'empire turc lui-même, et avait proposé à Alexandre de marcher droit sur Constantinople pour s'en emparer. Dans le bouleversement continuel des États, auquel on était si habitué alors, il espérait que cette belle conquête pourrait rester à la Russie par les arrangements de la prochaine paix. Lorsque cette proposition était parvenue à Alexandre, il en avait été profondément ému; son cœur oppressé par les malheurs de la guerre s'était soulevé tout à coup, et il avait failli donner l'ordre d'entreprendre cette marche audacieuse. Mais la réflexion était bientôt venue calmer les premières ardeurs du petit-fils de Catherine. Songeant à ses alliés déclarés, l'Angleterre et la Suède, à ses alliés cachés, et prochains peut-être, la Prusse et l'Autriche, craignant de leur déplaire moricellement à tous, de les éloigner même de lui en osant mettre la main sur Constantinople, considérant la difficulté de marcher sur cette capitale avec tout au plus cinquante mille hommes, l'imprudence qu'il y avait à envahir autrui quand on était envahi soi-même, le grand profit qu'on pourrait tirer de ces cinquante mille hommes en les réunissant aux trente mille hommes de Tormazoff, pour les porter sur les flancs de l'armée française, il avait retenu son téméraire ami, l'amiral Tchitchakoff, et cependant au lieu de lui donner un ordre positif, tant cette renonciation temporaire à des vues héréditaires lui coûtait, il lui avait recommandé plutôt qu'ordonné d'ajourner ces beaux desseins sur Constantinople, d'en finir avec les Turcs, et de marcher immédiatement sur la Volhynie, où il était attendu sous très-peu de semaines¹.

¹ Cette proposition de l'amiral Tchitchakoff est certainement une des circonstances les plus curieuses de l'histoire moderne, et nous ne la rapporterions pas si nous n'en avions la certitude. Ayant pu nous procurer, non par la famille de l'amiral, établie à Paris, mais par des communications puisées à d'autres sources, la correspondance personnelle de l'empereur Alexandre avec l'amiral Tchitchakoff, nous citons la pièce suivante, qui ne laisse aucun doute sur le fait que nous alléguons.

L'empereur Alexandre à l'amiral Tchitchakoff.

« Liakou près Poletsk, le 6 (16) juillet 1812.

« J'allais vous expédier ma réponse à votre lettre du 26 juin (8 juillet), quand je reçois votre expédition du 29 (11). Je voulais approuver complètement toutes les déterminations

Tels avaient été les arrangements politiques conclus par Alexandre, avec ceux qui pouvaient le seconder, comme avec ceux qui auraient pu lui faire obstacle. Rentré à Saint-Petersbourg après l'entrevue d'Abo, il y avait reçu la nouvelle de la bataille de la Moskowa, avait d'abord pris cette bataille pour une victoire, avait envoyé au prince Kutnsouf le bâton de maréchal, un présent de 100,000 roubles (400,000 francs) pour lui, de 5 roubles pour chaque soldat de l'armée, et avait ordonné qu'on rendît au ciel des actions de grâces dans toutes les églises de l'empire. Mais bientôt il avait su la vérité, avait été indigné de l'impudence de son général en chef, sans oser toutefois le témoigner, car il profitait lui-même d'un mensonge qui soutenait le cœur de ses sujets; puis il avait éprouvé une émotion profonde à la nouvelle de la prise de Moscou, et de la catastrophe de cette cité dévouée aux dieux infernaux de la guerre et de la haine. L'impression avait été immense dans tout l'empire, surtout à Saint-Petersbourg, et dans cette seconde capitale, la peur, il faut le dire, avait égalé la douleur.

Saint-Petersbourg, création artificielle de Pierre le Grand, ville de fonctionnaires, de gens de cour, de commerçants, d'étrangers; n'était pas comme Moscou le cœur même de la Russie, elle en était plutôt la tête,

que vous avez prise jusqu'au 26, et vous donner carte blanche pour agir : votre lettre du 29, je l'avoue, me met dans l'embarras pour la décision que j'ai à vous donner. Le plan est très-caste, très-hardi, mais qui peut répondre de sa réussite? Et en attendant nous nous privons de tout l'effet que votre diversion pourrait produire sur l'ennemi, et en général nous nous ôtons pour un temps très-long la coopération de toutes les troupes qui se trouvent sous vos ordres, en les portant du côté de Constantinople.

« Sans parler déjà de l'opinion générale, tant de nos compatriotes que de nos alliés les Anglais et les Suédois, que nous allons choquer par une détermination pareille, n'allons-nous pas gratuitement ajouter à nos embarras? Les Autrichiens, qui en ce moment ne se trouvent en lice qu'avec 30,000 hommes, voyant l'empire ottoman menacé dans ses fondements, se trouveront obligés, si ce n'est par leur propre volonté, très-certainement par celle de l'empereur Napoléon, de faire marcher toutes leurs forces pour empêcher des résultats pareils, et alors, entrant en Moldavie et en Valachie, mettront vos derrières et même les forces avec lesquelles vous marcherez sur Constantinople dans les plus grands embarras. Si la diversion à laquelle vous paraissez tout à fait décidé dans votre lettre du 26 juin (8 juillet) vous paraît maintenant rencontrer tant d'obstacles, il y aurait peut-être une autre détermination à prendre, plus sage que tout le reste, et qui pourrait produire des résultats non moins utiles. Ce serait, en échangeant les ratifications, de se contenter pour le moment de cette paix, sans exiger impérieusement l'alliance, et porter toutes les forces sous vos ordres par Holzig et Camensk-Podolsk du côté de Boukova, où vous seriez renforcé par toute l'armée de Tormasoff, auquel je donnerai ordre de vous remettre le commandement, en l'envoyant lui-même commander à Kiew, et avec cette armée imposante, composée de huit à neuf divisions, de marcher sur tout ce que vous rencontrerez devant vous du côté de Varsovie, et de produire une diversion très-efficace pour les deux premières armées, qui se trouvent avoir devant elles des forces très-supérieures. Je crois qu'il n'y a de choix à faire qu'entre ces deux plans, ou celui de la diversion du côté de la Dalmatie et de l'Adriatique, ou par la Pologne du côté de Varsovie.

« L'histoire de Constantinople peut être reproduite plus tard. Une fois nos affaires marchant bien contre Napoléon, nous pourrions reprendre vos, etc... »

tête toute remplie d'idées empruntées au dehors. Au commencement elle avait désiré la guerre, quand elle n'y avait vu que le rétablissement des relations commerciales avec la Grande-Bretagne ; mais maintenant qu'elle y voyait une longue carrière de sacrifices et de dangers, elle en était un peu moins d'avis. Elle s'en prenait elle aussi des malheurs actuels à ce système de retraite indéfinie, qui avait amené les Français jusqu'au centre de l'empire ; elle accusait les généraux de trahison ou de lâcheté, l'empereur de faiblesse, et se vengeait des terreurs qu'elle éprouvait par un langage des plus amers et des plus violents. Le général Pfuhl ne pouvait paraître dans les rues sans courir le risque d'être insulté. Le général Paulucci, supposé son contradicteur, était accueilli avec les démonstrations les plus batteuses.

La pensée que Napoléon marcherait bientôt de Mescon sur Saint-Petersbourg était universellement répandue, et déjà on faisait des préparatifs de départ. Des quantités d'objets précieux étaient acheminés sur Archangel et sur Abo. On était partagé quant à la conduite à tenir. Les esprits ardents voulaient une guerre à outrance, et n'hésitaient pas à dire que si Alexandre fléchissait, il fallait le déposer, et appeler au trône la grande-duchesse Catherine, sa sœur, épouse du prince d'Oldenbourg, celui dont Napoléon avait pris l'héritage, princesse belle, spirituelle, entreprenante, réputée ennemie des Français, et résidant en ce moment auprès de son mari, gouverneur des provinces de Taer, de Jaroslaw et de Kostroma. Les esprits les plus modérés, au contraire, étaient d'avis de saisir une occasion pour négocier. Voir les Français à Saint-Petersbourg, l'empereur en fuite vers la Finlande, province douteuse, ou vers Archangel, province située sur la mer Blanche, les épouvantait. L'impératrice mère, cette princesse si fière, si peu favorable aux Français, effrayée des dangers de son fils et de l'empire, avait senti tout à son cœur défaillir, et était revenue à l'idée de la paix, comme le grand-duc Constantin lui-même, qui avait quitté l'armée depuis la perte de Smolensk, et pensait qu'il fallait se borner à une de ces guerres politiques qu'on termine après deux ou trois batailles perdues, par un traité plus ou moins défavorable, mais ne pas en venir à une de ces guerres de destruction, comme les Espagnols en soutenaient une contre la France depuis quatre années. Ce qui était plus étonnant, M. Arakhtcheïf lui-même, récemment l'un des plus énergiques partisans de la guerre à outrance, inclinait aussi à la paix. M. de Rumanzoff, qui se taisait depuis que les nouvelles inimitiés avec la France avaient donné un si cruel démenti à son système, et qui eût été déjà totalement écarté des affaires, si Alexandre en frappant le représentant de la politique de Tilsit n'avait paru se condamner lui-même, M. de Rumanzoff avait retrouvé la voix pour parler en faveur de la paix. Toutes les fois les cris de guerre avaient couvert ces timides paroles de paix, et les

émigrés allemands surtout, qui étaient venus chercher un asile en Russie, et lui demander de se mettre à la tête d'une insurrection européenne, voyant leur cause près de succomber, redoublaient d'efforts et d'instances pour encourager la famille impériale à la résistance. M. de Stein, à leur tête, se montrait le plus véhément et le plus ferme. Au milieu de ce conflit entre la haine et la crainte, l'agitation était générale et profonde.

Alexandre avait le cœur navré des malheurs actuellement irréparables de Moscou, des malheurs possibles de Saint-Petersbourg, n'était pas bien sûr de pouvoir sauver cette dernière capitale, et aurait faibli peut-être, tant il était ébranlé, si son orgueil profondément blessé ne l'eût soutenu. Rendre encore une fois son épée à cet impérieux allié de Tilsit et d'Erfurt, par lequel il avait été traité si dédaigneusement, lui semblait impossible. Il avait la noble fierté de préférer la mort à cette humiliation, et disait à ses intimes que lui et Napoléon ne pouvaient plus régner ensemble en Europe, et qu'il fallait que l'un ou l'autre disparût de la scène du monde.

Du reste, au sein de ce chaos d'opinions discordantes, affecté de la timidité des uns, froissé par l'ardeur presque insultante des autres, fatigué du tumulte de tous, il s'était soustrait aux regards du public, et avait pris en silence la résolution irrévocable de ne pas céder. Un instinct secret lui disait que parvenu à Moscou, Napoléon courait plus de dangers qu'il n'en faisait courir à la Russie, et l'hiver d'ailleurs, tout près d'arriver, lui semblait un allié qui couvrirait bientôt Saint-Petersbourg d'un bouclier de glace.

Sa résolution arrêtée, il adopta les mesures qui en devaient être la conséquence. La flotte russe de Kronstadt pouvait prochainement se trouver enfermée dans les glaces, et exposée à devenir la proie des Français : il se décida au sacrifice pénible de la confier aux Anglais. Il fit appeler lord Cathcart, lui avoua ses appréhensions, lui déclara en même temps ses déterminations irrévocables, et lui en donna la preuve la moins équivoque en lui demandant de prendre en dépôt la flotte russe avec tout ce qu'elle aurait à bord, lui disant qu'il la confiait à l'honneur et à la bonne foi de la Grande-Bretagne. L'ambassadeur britannique, enchanté d'une pareille ouverture, promit que le dépôt serait fidèlement gardé, et que la flotte russe serait reçue avec la plus cordiale hospitalité dans les ports d'Angleterre. Alexandre ordonna de la mettre à la voile, de la charger de tout ce qu'il avait de plus précieux, et de l'acheminer vers le Grand-Belt, pour la faire sortir de la Baltique au premier signal, sous l'escorte et la protection du pavillon britannique. Beaucoup d'autres objets appartenant à la couronne, surtout en fait de papiers d'État, furent dirigés sur Archangel.

À ces précautions, prises pour le cas de nouveaux malheurs, Alexandre en ajouta de beaucoup mieux entendues, et dont l'effet probable devait

être de faire succéder la victoire à la défaite. Il venait de se mettre d'accord avec la Suède pour l'envoi en Livonie d'un corps d'armée du général Steinghel, qui avait été jusque-là retenu en Finlande. Il fut convenu que la plus grande partie de ce corps, transportée par mer d'Helsingford à Revel, irait par terre à Riga, pour s'y joindre au comte de Wittgenstein, ce qui procurerait à ce dernier une force totale de 60 mille hommes. Il arrêta définitivement ses résolutions relativement à l'armée de l'amiral Tchitchakoff, et renonçant à tous les plans séduisants mais actuellement funestes qui lui avaient été proposés, il ordonna formellement à l'amiral de marcher sur la Volhynie, d'y réunir sous son commandement les troupes du général Tormazoff, ce qui devait lui composer une armée de 70 mille hommes, et de remonter le Dniéper pour concourir à un mouvement concentrique des armées russes sur les derrières de Napoléon. Parmi les idées dont l'avait constamment entretenu le général Pfuhl, il y en avait une qui avait particulièrement frappé Alexandre, c'était celle d'agir sur les flancs et les derrières de l'armée française; lorsqu'on l'aurait attirée dans l'intérieur de l'empire. Cette idée prématurée en juillet quand Napoléon était à Wilna, prématurée encore quand il était entre Witebsk et Smolensk, et en mesure de déjouer toutes les tentatives préparées sur ses flancs, venait fort à propos, pouvait être de grande conséquence en octobre, quand il se trouvait à Moscou. C'était, en effet, le cas ou jamais de se porter sur sa ligne de communication, car il était bien loin de son point de départ, les troupes qu'il avait laissées en arrière n'avaient acquis nulle part un ascendant décidé, et si le comte de Wittgenstein, largement renforcé, parvenait à repousser le maréchal Saint-Cyr de la Duina, et à s'avancer entre Witebsk et Smolensk, dans la trouée même par laquelle Napoléon avait passé pour marcher sur Moscou; si l'amiral Tchitchakoff, laissant un corps devant le prince de Schwarzenberg pour le contenir, remontait avec 40 mille hommes le Dniéper et la Bérézina, pour donner la main à Wittgenstein, ils pouvaient l'un et l'autre se réunir sur la haute Bérézina, et y recevoir à la tête de cent mille hommes Napoléon revenant de Moscou, épuisé par une longue marche, harcelé par Kutusof, et exposé à être pris entre deux feux.

Amené à ces vues par ses entretiens avec le général Pfuhl, encouragé à y persévérer par son aide de camp piémontais Michaud, l'empereur Alexandre chargea M. de Czernicheff de se rendre auprès du prince Kutusof pour les lui faire agréer, d'aller ensuite les communiquer à l'amiral Tchitchakoff, de se transporter enfin pour le même objet auprès du comte de Wittgenstein, et de courir sans cesse des uns aux autres jusqu'à ce qu'il eût réussi à les réunir, et à les faire concourir au même but. Ce n'est pas avec de pareilles vues qu'Alexandre aurait pu répondre favorablement aux ouvertures de Napoléon. Aussi dès qu'il avait connu ces

ouvertures, avait-il pris la résolution de ne pas les écouter. Elles lui causèrent toutefois une vive satisfaction, car il y trouva une nouvelle preuve des embarras que les Français commençaient à éprouver au milieu de Moscou, embarras qui lui présageaient non-seulement le salut, mais le triomphe de la Russie. Pourtant il importait de retenir Napoléon à Moscou le plus longtemps possible, car s'il en sortait trop tôt, il pourrait en revenir sain et sauf, et par ce motif Alexandre résolut de lui faire attendre sa réponse, sans laisser soupçonner quel en serait le sens. En conséquence des projets que nous venons d'exposer, M. de Czernichoff était parti pour le camp du généralissime Kutusof, et lui avait communiqué le plan adopté de se taire, de temporiser, d'attendre les progrès de la mauvaise saison, et de préparer en attendant sur les derrières de l'armée française une réunion de forces accablante. Il n'y avait à cet égard rien à dire, rien à conseiller au vieux Kutusof, qui mieux que personne en Russie comprenait ce système de guerre, et était capable de le faire réussir. Il avait donc admis sans discussion un plan qui était la confirmation de ses idées ; et en outre la justification de sa conduite tout entière.

Pendant qu'il était l'objet de ces redoutables calculs, Napoléon consumait le temps à Moscou, dans les occupations que nous avons décrites, dans l'expectative des réponses qui n'arrivaient pas, et suivant les oscillations ordinaires de tout esprit agité, quelque ferme qu'il soit, tantôt croyait à ce qu'il désirait, c'est-à-dire à la paix, tantôt cessait d'y croire, uniquement parce qu'il y avait eu un instant, et en désespérait le plus habituellement, se fondant pour n'y plus compter sur l'incendie de Moscou, sur cet acte qui attestait un patriotisme furieux, et aussi sur le silence de l'empereur Alexandre, qui avait dû recevoir depuis longtemps les premières ouvertures transmises par MM. Toutelmine et Jakowléf. Il se disait donc qu'il fallait prendre un parti, le prendre prochainement, et il s'y préparait bien avant que les paroles portées le 5 octobre au maréchal Kutusof pussent recevoir une réponse. Le temps était superbe, d'une pureté, d'une douceur extrêmes. Jamais automne plus serein dans nos climats de France, n'avait embelli en septembre les campagnes de Fontainebleau et de Compiègne. Mais plus ce temps était séduisant, plus il devait être suivi d'une réaction prompte et complète, et plus il fallait songer à se retirer. Les soldats de l'infanterie s'étaient rétablis par le repos et une abondante nourriture; ils respiraient la santé et la confiance. Il était arrivé outre la division italienne Pino; du corps du prince Eugène, et la division de la jeune garde Delaborde, un certain nombre de blessés de la journée du 7, remis de leurs blessures, et quelques bataillons et escadrons de marche. L'armée se trouvait donc reportée à 100 mille hommes de toutes armes, vraiment présents au drapeau, avec 600 bouches à feu parfaitement approvisionnées. Le respectable général Laribol-

sière, qui avait perdu à la Moskowa un fils tué sous ses yeux, et que sa profonde douleur n'empêchait pas de remplir ses devoirs avec l'activité d'un jeune homme, ne voyait pas avec plaisir cette masse d'artillerie, et aurait mieux aimé avoir moins de canons et plus de munitions, car il savait avec quelle rapidité elles s'étaient consommées dans cette guerre, et quelle peine on aurait à trainer après soi un approvisionnement proportionné au nombre de bouches à feu. Mais Napoléon se rappelant l'effet produit à la Moskowa par l'artillerie, prévoyant que les hommes lui manqueraient bientôt, et se flattant de suppléer à la mousqueterie par de la mitraille, persistait dans ses résolutions. Il avait fait prendre tous les petits chevaux du pays, appelés *cognats*, pour trainer les voitures privées d'attelages, et espérait avec ce secours surmonter les difficultés qui préoccupaient le général Lariboisière. Tout était donc en bon état dans l'armée, sauf les moyens de transport. Tandis que les hommes étaient pleins de santé, les chevaux dépourvus de fourrages étaient maigres, faibles, et dans un état à inspirer les plus vives inquiétudes. La cavalerie, réunie presque tout entière sous Murat, devant le camp de Taroutino, offrait l'aspect le plus triste. Murat, campé dans une plaine, derrière la petite rivière de la Czerniczna, mal couvert sur ses ailes, et mal protégé par l'armistice verbal que les Cosaques n'observaient guère, était obligé de tenir sa cavalerie toujours en mouvement; ce qui, avec la mauvaise nourriture, composée de la paille pourrie qui recouvrait les chaumières, contribuait à la ruiner. Pour venir à son secours, Napoléon avait envoyé à Murat quelques fourrages, et l'autorisation de se replier sur Woronowo, dans une position meilleure, à sept ou huit lieues en arrière de l'ennemi. Mais Murat dans la prévoyance d'un mouvement général et prochain, ne voulant pas fatiguer ses troupes par un changement de cantonnements qui leur profiterait à peine quelques jours, était resté à Winkowo, devant Kutusof qui était établi à Taroutino.

Dès le 12 octobre, lorsqu'il n'était pas encore possible d'avoir de Saint-Petersbourg la réponse à une démarche faite le 5, Napoléon, après avoir passé vingt-sept jours à Moscou, sentait qu'il fallait prendre son parti, et qu'il devait, s'il restait à Moscou, éloigner les Russes de ses cantonnements, s'il en partait, entreprendre sa retraite avant la mauvaise saison. En conséquence il avait déjà ordonné le départ de tous les blessés transportables, acheminé ce qu'on appelait les trophées, c'est-à-dire divers objets enlevés au Kremlin, défendu qu'on envoyât quoi que ce fût de Smolensk à Moscou, et prescrit qu'on se tint prêt dans la première de ces villes à lui donner la main dans la direction qu'il indiquerait. Mais une pensée, une seule, le retenait comme malgré lui, et l'arrêtait toutes les fois qu'il allait prendre une détermination. Ce n'était pas, comme on l'a cru, l'espérance de la paix, espérance qu'il n'avait guère, c'était la

erale de perdre l'ascendant de la victoire, en commençant aux yeux du monde un mouvement rétrograde, et en cela il cédait non point à une illusion puérile, mais à un sentiment profond de sa situation. Il se disait que le premier pas fait en arrière serait le commencement d'une suite d'aveux pénibles et dangereux, aveux qu'il était allé trop loin, qu'il lui était impossible de se soutenir à cette distance, qu'il s'était trompé, qu'il avait manqué son but dans cette campagne. Que de défections; que de pensées insurrectionnelles pouvait susciter le spectacle de Napoléon jusque-là invincible, obligé enfin de rétrograder! Orgueil à part, et l'orgueil sans doute avait sa place dans les sentiments qu'il éprouvait, il y avait un immense danger à ce premier pas en arrière. Ce pouvait être, en effet, le commencement de sa chute¹.

Préoccupé de ce danger, il songeait toujours ou à hiverner à Moscou, ou à exécuter un mouvement qui, en le rapprochant de ses magasins, eût l'apparence d'une manœuvre et non d'une retraite. Hiverner à Moscou était une résolution d'une singulière audace, et cette résolution avait des partisans. Il en était un méritant la plus grande considération, c'était M. Daru; qui avait accompagné Napoléon en qualité de secrétaire d'État, qui était chargé de tous les détails de l'intendance de l'armée, et s'en acquittait avec un zèle, une intelligence, une activité dignes de cette haute et difficile fonction. Cet administrateur éminent jugeait encore plus facile de nourrir l'armée à Moscou; et d'y assurer ses communications pendant l'hiver, que de la ramener saine et sauve à Smolensk, par une route, inconnue si on en prenait une nouvelle, ou dévastée si on reprenait celle qu'on avait déjà parcourue. Napoléon appelait ce conseil un conseil de lion, et il est certain qu'il eût fallu une rare audace pour oser le suivre. La plus grande difficulté n'était pas celle de nourrir les hommes, comme nous l'avons déjà dit; on avait en effet du blé, du riz, des légumes, des spiritueux et quelques viandes salées. On pouvait même se procurer de la viande fraîche, à la condition toutefois de réunir du bétail avant la mauvaise saison, et de se procurer du fourrage pour alimenter ce bétail pendant quelques mois. La principale difficulté c'était de faire vivre les chevaux qui expiraient d'inanition, et qu'on ne savait trop comment nourrir, même dans ce moment qui n'était pas le plus défavorable de l'année. On avait bien encore la ressource de porter les cantonnements à douze ou

¹ C'est pièce en main, d'après la correspondance même de Napoléon, et d'après une quantité de notes écrites par lui, toutes révélant sa véritable pensée, que j'avance et que j'affirme cette vérité, que Napoléon, contre la tradition reçue, fut retenu à Moscou moins par l'espérance de la paix, que par la crainte de perdre son ascendant moral et militaire en opérant un mouvement rétrograde. J'ai peu le goût de changer les versions reçues en histoire; je cherche à être vrai, non à être nouveau. On est déjà bien assez nouveau par cela seul qu'on est vrai. Je soutiens donc l'assertion dont il s'agit sur les motifs du long séjour de Napoléon à Moscou, parce que j'ai la conviction et la preuve de son exactitude.

quinze lieues à la ronde, comme on l'avait déjà fait, mais outre qu'il n'était pas certain que ce fût assez pour trouver les fourrages nécessaires, comment, la mauvaise saison arrivée, pourrait-on soutenir ces cantonnements à une pareille distance, avec une cavalerie légère épuisée, et contre une innombrable quantité de Cosaques, déjà venus, ou prêts à venir des bords du Don? Ces difficultés vaincues, il en restait une non moins grave, celle d'entretenir la communication entre tous les postes qui jalonnaient la route de Smolensk à Moscou, d'assurer non-seulement leurs relations de l'un à l'autre, mais la conservation particulière de chacun d'eux, car à moins de les convertir en places fortes, comment s'y prendre pour les mettre à l'abri d'un corps de douze à quinze mille hommes qui entreprendrait la tâche de les attaquer et de les emporter successivement? Il en fallait à Dorogobouge, à Wiasma, à Ghjat, à Mojaïsk, etc., sans compter beaucoup d'autres moins importants mais nécessaires; et en supposant tous ces postes armés, approvisionnés, pourvus non-seulement de garnisons permanentes mais de forces mobiles capables de s'entre-secourir, il était évident que cet objet seul exigerait presque la valeur d'une armée. Et malgré tous ces soins pour maintenir les communications, que deviendrait Paris; que ferait l'Europe, si un jour on n'avait pas de nouvelles de Napoléon; et si on était séparé de lui comme on l'avait été de Masséna pendant la campagne de Portugal? Enfin, ces difficultés si multipliées une fois surmontées de la manière la plus heureuse, qu'aurait-on gagné, le printemps venu, à se trouver à Moscou? A Moscou, on était à 180 lieues de Saint-Petersbourg, 180 lieues d'une route détestable, sans compter 100 pour venir de Smolensk à Moscou, ce qui en faisait 280 pour les renforts qui auraient à joindre la grande armée en marche sur Saint-Petersbourg, tandis qu'à Witebsk, par exemple, on n'en serait qu'à 150 lieues: Si la campagne prochaine consistait à diriger ses efforts sur la seconde capitale de la Russie, il valait mieux évidemment partir de Witebsk que de Moscou; c'était même le seul point de départ qu'on pût adopter.

L'hivernage à Moscou soulevait donc les plus graves objections. Toutefois la répugnance de Napoléon pour un mouvement rétrograde était si prononcée, qu'il n'excluait pas l'hypothèse de l'hivernage à Moscou, et que tout en ayant ordonné le départ des blessés transportables, afin d'être libre de ses mouvements, il faisait fortifier le Kremlin, débayer les approches de ce château, couvrir ses portes de taùbours, armer de canons ses murailles et ses tours, amener des renforts à l'armée, et porter assez loin ses postes avancés pour étudier les ressources du pays soit en vivres soit en fourrages.

Au milieu de ces cruelles perplexités, la préférence de Napoléon était toujours pour la belle manœuvre qui, le rapprochant de la Pologne par

une marche oblique vers le nord, l'eût placé derrière le duc de Bellune à Veliki-Luki, et lui eût donné l'apparence non pas de se retirer, mais d'appuyer un mouvement offensif sur Saint-Petersbourg. Malheureusement chaque jour qui s'écoulait, en amenant l'hiver, rendait une direction au nord plus antipathique à l'armée, et d'ailleurs, les nouvelles venues du midi reportaient forcément de ce côté les combinaisons du moment. Tandis que tout était stationnaire sur la Dwina, que Macdonald se morfondait devant Riga sans pouvoir assiéger cette place, que le maréchal Saint-Cyr restait immobile à Polotsk, sans pouvoir tirer de sa victoire du 18 août d'autre résultat que celui de se maintenir dans sa position, au contraire, l'amiral Tchitchakoff, revenant de Turquie après la signature de la paix avec les Turcs, avait traversé la Podolie et la Volhynie, et, rassuré par la neutralité de la Gallicie secrètement convenue avec l'Autriche, avait pénétré jusqu'au bord du Styr pour renforcer Tormazoff. Obligé de laisser quelques mille hommes sur ses derrières, il n'en amenait guère que 30 mille, ce qui portait à 60 mille les deux armées réunies. Il en avait pris le commandement général, et il avait obligé Schwarzenberg et Reynier, qui n'en comptaient pas 36 mille à eux deux, de se replier sur le Bug, puis derrière les marais de Pinsk, afin de couvrir le grand-duché. De tout ce que Napoléon avait demandé pour le prince de Schwarzenberg il n'était arrivé que le bâton de maréchal, et la promesse d'un renfort de 7 à 8 mille hommes qu'on ne voyait point paraître. L'alarme s'était de nouveau répandue à Varsovie, où régnait, au lieu d'un enthousiasme créateur, un abattement général, où l'on se disait abandonné par Napoléon, où l'on se plaignait de ce qu'il n'avait pas réuni la Lituanie à la Pologne, où l'on faisait de toutes ces plaintes une excuse pour ne point agir, pour n'envoyer ni recrues ni matériel au prince Poniatowski.

Ce n'est pas dans une situation pareille qu'on pouvait penser à un mouvement vers le nord, car c'eût été laisser un champ trop vaste aux entreprises de l'amiral Tchitchakoff. Une marche vers Kalouga convenait bien mieux à la direction actuelle des forces ennemies, et à la disposition des esprits, qu'on rassurait en leur offrant en perspective le climat et l'abondance des provinces méridionales.

Par toutes ces raisons, Napoléon imagina une combinaison mixte, consistant à se porter sur le camp de Taroutino, à en chasser Kutusof, ce qui n'avait pas certes l'apparence d'une retraite, à le refouler soit à droite, soit à gauche, à se porter ensuite sur Kalouga, à y amener par la route de Jeluia le duc de Bellune, ou au moins une forte division toute prête à Smolensk, d'hiverner ainsi à Kalouga, au milieu d'un pays fertile, sous un ciel peu rigoureux, en communication par sa droite avec Smolensk, et par ses derrières avec Moscou. Dans ce plan, Napoléon songeait à garder le Kremlin, à y laisser le maréchal Mortier avec 4 mille hommes

de la jeune garde, avec 4 mille hommes de cavalerie démontée organisés en bataillons d'infanterie, à y déposer son matériel le plus lourd, ses blessés, ses malades, ses trainards, à fournir ainsi à ce maréchal d'un caractère éprouvé 10 mille hommes de garnison, et des vivres pour six mois. Napoléon, placé à Kalouga, au sein d'une sorte d'abondance, pouvant donner la main ou au maréchal Mortier, dont il serait à cinq journées, ou au duc de Bellune, dont il serait à cinq journées aussi en l'amenant à Jelnia, se trouverait comme une araignée au centre de sa toile, prêt à courir partout où un mouvement se ferait sentir. Il n'aurait de cette façon rien évacué; il aurait au contraire envahi de nouvelles provinces, en prenant position dans le pays le plus beau, le plus central de la Russie. Supposez une bataille bien complètement gagnée sur Kutusof aux environs de Taroutino, supposez de plus un hiver d'une rigueur ordinaire, et ce plan avait de grandes chances de réussir, sans compter que si on voulait définitivement se rapprocher de la Pologne, Mortier pouvait prendre des vivres pour dix jours, évacuer Moscou par la route directe qu'on avait déjà suivie, et rentrer tranquillement à Smolensk, en recueillant tous les postes intermédiaires, et en étant couvert par la présence de Napoléon à Kalouga. Cette combinaison à elle seule suffisait pour rassurer l'amiral Tchitchakoff sur Mozyr, et pour le décourager de ses projets feints ou réels contre le grand-duché.

Cette nouvelle conception, preuve de l'inépuisable fertilité d'esprit de Napoléon, était non pas celle qu'il eût préférée, mais celle que dans le moment il croyait la plus convenable. Une légère gelée étant tout à coup survenue le 13 octobre, sans que le beau temps dont on jouissait eo fût altéré, tout le monde sentit que le moment était arrivé de se décider. Napoléon réunit ses maréchaux pour avoir leur avis, bien qu'ordinairement il se souciait peu de l'opinion d'autrui; mais dans la position où l'on se trouvait, chacun acquiesçait avec la gravité croissante des circonstances ou certain droit d'être consulté. Le prince Eugène, le major général Berthier, le ministre d'État Daru, les maréchaux Mortier, Davout et Ney, assistaient à cette réunion. Il n'y manquait que Murat et Bessières, retenus devant le camp de Taroutino. La première question portait sur la situation de chaque corps, la seconde sur le parti à prendre. L'état des corps n'avait rien que de triste quant au nombre, car celui du maréchal Davout était réduit de 72 mille hommes à 20 ou 30 mille; celui du maréchal Ney de 39 à 10 ou 11 mille. Le prince Poniatowski ne comptait plus que 5 mille hommes, les Westphaliens 2 mille, la garde, sans avoir combattu, 22 mille. Et tout on pouvait, avec les parcs, estimer l'armée à cent et quelques mille combattants, au lieu de 175 mille qui composaient sa force réelle en partant de Witbsk, au lieu de 420 qui la composaient en passant le Niémeu. Du reste, l'état des hommes était satisfaisant. Ils étaient

frais, reposés, pleins de résolution, quoique assez inquiets de cette position hasardée que leur rare intelligence appréciait parfaitement.

Quant au parti à prendre, les opinions se trouvèrent fort partagées. Le maréchal Davout, fut d'avis que les hommes légèrement blessés étant rentrés dans les rangs, les corps étant parfaitement reposés, il était grandement temps de partir; que la route de Kalouga nous-ramenant au milieu de pays fertiles et point dévastés, et sous des climats moins rigoureux, il n'y avait pas d'autre direction à suivre. On pouvait apercevoir au langage du maréchal Davout que selon lui on était déjà demeuré trop longtemps à Moscou. Le major général Berthier, souvent disposé à contredire le maréchal Davout, et chargé naturellement de défendre les résolutions qui avaient prévalu, puisqu'il représentait l'état-major général, soutint au contraire que le séjour à Moscou avait été utile et nécessaire, qu'on lui avait dû la possibilité de refaire les troupes, et de leur rendre la santé et les forces. Il convint toutefois que le moment de partir était venu. Habitué à se conformer à l'opinion de Napoléon, et sachant la préférence qu'il avait toujours eue pour la route du nord, il proposa le retour sur Witebsk, en marchant latéralement à la route de Smolensk par Woskresensk, Wolokolamsk, Zubkow, Bieloi. C'était le plan de Napoléon quand il n'était plus temps de l'exécuter. Le maréchal Mortier, loyal mais soumis, opina comme Berthier, le représentant ordinaire de la pensée impériale. Le maréchal Ney, rude et indocile quand il suivait son premier mouvement, appuya fortement l'opinion du maréchal Davout, consistant à dire qu'on était assez demeuré à Moscou, ce qui signifiait trop, et qu'il fallait en partir le plus tôt possible. Il parla beaucoup de l'état de son corps réduit à 10 mille hommes, sans les Wurtembergeois, et soutint que la direction de Kalouga était la seule admissible. Le prince Eugène, trop doux et trop timide pour avoir une autre opinion que celle de l'état-major général, parla comme Berthier. M. Darnau au contraire n'hésita point à déclarer qu'il n'était de l'avis ni des uns ni des autres, et à soutenir qu'on devait hiverner à Moscou. Il y avait, selon lui, dans la ville des vivres en riz, farine, spiritueux pour tout l'hiver. On pouvait, en étendant ses quartiers, se procurer des fourrages, et nourrir par ce moyen le bétail et les chevaux. Il était donc possible d'éviter le double inconvénient d'un mouvement rétrograde, et d'une retraite à travers des pays, les uns inconnus, les autres ruinés par un premier passage, dans une saison très-avancée, avec des soldats fort propres aux marches offensives, très-peu aux marches rétrogrades.

Napoléon, qui était si prompt à former son opinion et à l'exprimer, avait l'habitude de se taire, d'écouter, de réfléchir sur ce qu'il entendait, lorsqu'il cherchait l'opinion des autres. Il paraît qu'il se fut et réserva sa décision, ainsi qu'il lui était arrivé dans plus d'une occasion de ce genre.

Il fallait du reste chercher dans ses perplexités la cause de son silence. Il aurait voulu rester, mais il sentait la difficulté en restant de vivre et de conserver ses communications. Réduit à partir, il aurait préféré la marche au nord, qui avait le caractère de l'offensive; mais la mauvaise saison, l'apparition sur le bas Dniéper de l'amiral Tchitchakoff, le ramenaient forcément au midi, et la marche sur Kalouga, l'établissement dans cette riche province, en laissant une garnison au Kremlin, et en plaçant le duc de Bellune à Jelnia pour communiquer avec Smoleusk, lui semblaient définitivement le plan le mieux approprié aux circonstances. Il était donc décidé à l'adopter, mais la vaine espérance de recevoir de Saint-Petersbourg une réponse, bien qu'il n'y comptât guère, la lenteur des évacuations due au manque de voitures, le beau temps qui était éblouissant, comme si la nature eût été complice des Russes pour nous tromper, enfin la répugnance toujours grande à commencer un mouvement rétrograde, le retinrent encore quatre ou cinq jours, et il allait se décider à donner ses derniers ordres pour la marche sur Kalouga, lorsque le 18 octobre un accident soudain et grave vint l'arracher à ces déplorables retards.

Le 18 en effet, par une superbe matinée, il passait en revue le corps du maréchal Ney, lorsque tout à coup on entendit les sourds retentissements du canon dans la direction du midi, sur la route de Kalouga. Bientôt un officier expédié de Winkowo annonça que Murat, comptant sur la parole verbale qu'on s'était donnée de se prévenir quelques heures à l'avance dans le cas d'une reprise d'hostilités, avait été surpris et assailli le matin même par l'armée russe tout entière; que, suivant son usage, il s'en était tiré à force de bravoure et de bonheur, mais non sans perdre des hommes et du canon. Voici du reste le détail de ce qui s'était passé.

Depuis quelque temps on voyait les renforts arriver à l'armée russe, et, aux détonations continuelles des armes à feu, il était facile d'apercevoir que le vieux Kutusof exerçait ses recrues pour les incorporer dans ses bataillons. Débarrassé de l'infortuné Barclay de Tolly par l'intrigue, de Bagration par le feu de l'ennemi, il ne lui restait d'autre censeur incommode que Bennigsen, et il cherchait à s'en délivrer, à l'annuler du moins, afin de suivre plus librement sa propre pensée. Cette pensée, profondément sage, consistait à renforcer tranquillement son armée pendant que celle des Français diminuait, à ne rien brusquer, à ne rien risquer contre un ennemi tel que Napoléon, et à n'agir contre lui que lorsque le climat le lui livrerait vaincu aux trois quarts. Encore voulait-il le laisser tellement vaincre par le climat qu'il ne restât presque rien à faire à ses soldats, tant il aimait à jouer à coup sûr, et tant il craignait son adversaire! Les choses jusqu'ici s'étaient passées comme il le souhaitait. Il avait reçu vingt et quelques régiments de Cosaques, tous vieux soldats, secours

fort appréciable quand on aurait à poursuivre l'ennemi. Il lui était venu des dépôts de nombreuses recrues qu'il avait incorporées dans ses régiments. Beaucoup de soldats égarés ou légèrement blessés l'avaient rejoint, et il comptait à la mi-octobre environ 80 mille hommes d'infanterie et de cavalerie régulière, et 20 mille Cosaques excellents. Conformément aux intentions de l'empereur Alexandre, il n'avait rien répondu à Napoléon, afin de prolonger le séjour des Français à Moscou.

Malgré sa résolution de ne point agir encore, la situation de Murat avait de quoi le tenter, car, ainsi que nous l'avons dit, Murat était au milieu d'une grande plaine, derrière le ravin de la Czernicznia, sa droite convertie par la partie profonde de ce ravin, qui allait tomber dans la Nara, mais sa gauche restée en l'air, parce que de ce côté la Czernicznia ayant peu de profondeur n'était pas un obstacle contre les attaques de l'ennemi. En profitant d'un bois qui s'étendait entre les deux camps, et qui pouvait cacher les mouvements de l'armée russe, il était facile de déboucher sur la gauche de Murat, de le tourner, de le couper de Woronowo, et peut-être de détruire son corps, qui comprenait, outre l'infanterie de Poniatowski, presque toute la cavalerie française.

L'ardent colonel Toll ayant de concert avec le général Benningsen reconnu cette position, avait proposé d'inaugurer la reprise des hostilités par ce hardi coup de main, après lequel Napoléon, si on réussissait, serait tellement affaibli, qu'il tomberait tout à coup dans une très-grande infériorité numérique par rapport à l'armée russe. Quoique bien décidé à ne rien risquer, Kutusof vaincu par la vraisemblance du succès, par les instances du colonel Toll, par la crainte de donner à Benningsen des armes contre lui, avait consenti à l'opération proposée. En conséquence, le 17 octobre au soir, le général Orloff-Denisoff, avec une grande masse de cavalerie et plusieurs régiments de chasseurs à pied, le général Bagowouth avec toute son infanterie, avaient en ordre de s'avancer secrètement à travers le bois qui se trouvait entre les deux camps, de déboucher soudainement sur la gauche des Français, tandis que le gros de l'armée russe marcherait de front sur Winkowo.

Ce plan convenu avait été mis à exécution dans la nuit du 17, et le 18 au matin le général Sébastiani avait été assailli à l'improviste. A notre gauche notre cavalerie légère disséminée pour aller aux fourrages, avait été rejetée au delà du ravin naissant de la Czernicznia; au centre notre infanterie éveillée en sursaut dans les villages où elle campait, avait couru aux armes, et était venue faire le coup de fusil le long de ce même ravin de la Czernicznia, plus profond en cette partie. Nous avions perdu là quelques pièces d'artillerie, quelques centaines de prisonniers, une assez grande quantité de bagages, mais Poniatowski et le général Friedrichs avec leur infanterie avaient arrêté net la marche des Russes sur notre

front, et vers notre gauche surprise, Murat, réparant toujours sur le champ de bataille la légèreté de ses lieutenants et la sienne, avait exécuté des charges de cavalerie si répétées, si bien dirigées, si vigoureuses, qu'il avait dispersé la cavalerie d'Orloff-Denissoff, et enfoncé et sabré quatre bataillons d'infanterie. Grâce à ces prodiges de valeur, grâce aussi aux fausses manœuvres des Russes, qui avaient agi avec hésitation, toujours dans la crainte d'avoir devant eux Napoléon lui-même, Murat avait pu se replier sain et sauf sur Woronowo, vainqueur autant que vaincu, et maître de la route de Moscou. Il avait perdu 1500 hommes environ, et en avait tué 2 mille aux Russes. Ceux-ci avaient éprouvé en outre une perte regrettable dans le brave général Bagououth, qui offensé d'un propos blessant du colonel Toll, était venu se mettre à la bouche de nos canons, et s'y faire tuer.

En apprenant cette action qui était brillante, mais qui dénotait la fausseté de la position de Murat, ainsi que son imprévoyance et celle de ses lieutenants, Napoléon s'emporta fort contre les uns et les autres, s'emporta beaucoup aussi contre la mauvaise foi des Russes, qui n'avaient pas respecté l'engagement verbal de se prévaloir trois heures à l'avance. Il fallait évidemment les en punir, et dès lors, de toutes les combinaisons celle qui consistait à marcher sur Kalouga devenait non-seulement la meilleure, mais la seule praticable. Napoléon donna tous ses ordres sur-le-champ, dans le sens de cette combinaison, telle que nous l'avons précédemment exposée. Le prince Eugène, les maréchaux Ney et Davout, la garde impériale, devaient dans l'après-midi du 18 octobre faire tous leurs préparatifs de départ pour le lendemain matin, charger sur les voitures attachées à leurs corps et sur celles qu'ils étaient parvenus à se procurer les vivres qu'il leur semait possible de transporter, évalués à douze ou quinze jours de subsistances pour l'armée entière, puis traverser Moscou, et venir bivouaquer en avant de la porte de Kalouga, afin de pouvoir exécuter une forte marche dans la journée du 19. N'étant nullement résolu à évacuer Moscou, et voulant se réserver la possibilité de garder ce poste, d'y revenir même au besoin, Napoléon prescrivit au maréchal Mortier de s'y établir avec environ 10 mille hommes, dont 4 mille de la jeune garde, 4 mille de cavalerie à pied, le reste de cavalerie montée et d'artillerie. Il lui recommanda de charger les mines qu'on avait préparées, afin de faire sauter le Kremlin au premier ordre, d'y réunir en attendant, en fait de matériel, d'hommes éclopés ou malades, tout ce qu'on n'avait pas encore pu expédier sur Smolensk. Quant à ceux des blessés qui ne pourraient ni marcher ni supporter le transport, il les fit déposer à l'hospice des enfants trouvés qu'il avait sauvé, et les remit à la garde du respectable général Toutelmine, sur la reconnaissance duquel il comptait. Il enjoignit également au général Jannot de se tenir prêt à quitter Mojaïsk au premier mo-

ment, pour regagner Smolensk. Il écrivit au gouverneur de Smolensk d'acheminer sur Jelnia une division qu'on y avait composée avec des troupes de marche, sous le général Baraguey d'Hilliers, et au duc de Bellune de s'appêter lui-même à suivre cette division. Il disposa toutes choses, en un mot, pour la double éventualité ou d'un simple mouvement sur Kalouga, Moscou restant toujours en nos mains, ou d'une retraite définitive sur Witebsk et Smolensk. Les ordres étant ainsi donnés, on se prépara pour une véritable évacuation de Moscou, et l'armée fit ses dispositions de départ dans l'idée de ne plus revoir cette capitale.

On passa toute la nuit à charger les voitures de vivres et de bagages, et à traverser les rues ruinées de Moscou pour prendre sa position de marche près de la porte de Kalouga. Le lendemain 19 octobre, premier jour de cette retraite à jamais mémorable par les malheurs et l'héroïsme qui la signalèrent, l'armée se mit en mouvement. Le corps du prince Eugène défila le premier, celui du maréchal Davout le second, celui du maréchal Ney le troisième. La garde impériale fermait la marche. La cavalerie sous Murat, les Polonais sous le prince Poniatowski, une division du maréchal Davout sous le général Friedérichs, étaient à Woronowo, en face des arrière-gardes russes. Une division du prince Eugène, celle du général Broussier, avait depuis quelques jours pris position sur la nouvelle route de Kalouga, laquelle passait entre l'ancienne route de Kalouga que suivait le gros de l'armée, et celle de Smolensk. L'armée présentait un étrange spectacle. Les hommes, comme on l'a vu, étaient sains et robustes, les chevaux maigres et épuisés. Mais c'était surtout la suite de l'armée qui offrait l'aspect le plus extraordinaire. Après un immense attirail d'artillerie comme il le fallait pour 600 bouches à feu abondamment approvisionnées, venaient des masses de bagages telles que jamais on n'en avait vu de pareilles depuis les siècles barbares, où sur toute la surface de l'Europe des populations entières se déplaçaient pour aller chercher de nouveaux territoires. La crainte de manquer de vivres avait conduit chaque régiment, chaque bataillon à mettre sur des voitures du pays tout ce qu'ils étaient parvenus à se procurer en pain ou en farine, et ceux qui avaient pris cette précaution n'étaient pas les plus chargés. D'autres avaient ajouté aux bagages les dépouilles recueillies dans l'incendie de Moscou, et beaucoup de soldats en avaient rempli leurs sacs, comme si leurs forces avaient pu suffire à porter à la fois leurs vivres et leur butin. La plupart des officiers s'étaient emparés des légères voitures des Russes, et les avaient chargées de vivres ou de vêtements chauds, afin de se prémunir contre la disette et le froid. Enfin les familles françaises, italiennes, allemandes, qui avaient osé rester avec nous à Moscou, craignant le retour des Russes, avaient demandé à nous accompagner, et formaient une sorte de colonie éplorée à la suite de l'armée. A ces familles s'étaient même

joint les gens de théâtre, ainsi que les malheureuses femmes qui vivaient à Moscou de prostitution, tous redoutant également la colère des habitants rentrés dans leur ville. Le nombre, la variété, l'étrangeté de ces équipages, charrettes, calèches, droskjs, berlines, traînés par de mauvais chevaux, encombrés de sacs de farine, de vêtements, de meubles, de malades, de femmes et d'enfants, offraient un spectacle bizarre, presque sans fin, et de plus très-inquiétant, car on se demandait comment on pourrait manœuvrer avec un semblable attirail, et comment surtout on pourrait se défendre contre les Cosaques. Quoique dans la large avenue de Kalouga on marchât sur huit voitures de front, et que la file ne fût pas un instant interrompue, la sortie, commencée le matin du 19, continuait encore le soir. Napoléon surpris, choqué, alarmé presque à cette vue, voulut d'abord mettre ordre à un pareil embarras; mais après y avoir réfléchi, il se dit que la marche, les accidents de la route, les consommations journalières, anraient bientôt réduit la quantité de ces bagages; qu'il était donc inutile d'affliger leurs propriétaires par des rigueurs auxquelles la nécessité suppléerait toute seule; qu'au surplus, si on avait des combats, ces voitures serviraient à porter des blessés, et par ces raisons il consentit à laisser chacun traîner ce qu'il pourrait. Seulement il ordonna de ménager un certain espace entre les colonnes de bagages et les colonnes de soldats; afin que l'armée pût manœuvrer librement. Quant à lui, il ne sortit de Moscou que le lendemain, voulant veiller de sa personne aux derniers détails de l'évacuation, et comptant sur la facilité qu'il aurait toujours de regagner à cheval la tête de l'armée, dès que sa présence y serait nécessaire.

Cette première journée du 19 employée à sortir de Moscou, ne le fut point à faire du chemin. Arrivé sur les hauteurs qui dominent Moscou, on s'arrêta pour jeter un dernier regard sur cette ville, terme extrême de nos fabuleuses conquêtes, premier terme de nos immenses infortunes. Au pied des coteaux que nous avions gravis, on apercevait la large et interminable colonne de nos bagages, au delà les dômes dorés de la grande capitale moscovite, ceux du moins que l'incendie n'avait pas dévorés, et au fond de ce tableau le ciel le plus pur. On contempla encore une fois ces objets qu'on ne devait plus revoir, et on continua sa route avec le désir d'avoir bientôt regagné les contrées de la Pologne et de l'Allemagne, qu'on était si fier naguère, et qu'on était si fâché aujourd'hui d'avoir tant dépassées. Le ciel du reste était toujours parfaitement pur, on avait des vivres, et on éprouvait pour l'ennemi le plus confiant dédain. Ce premier jour on fit trois ou quatre lieues au plus. On devait en faire davantage le jour suivant.

Le lendemain 20 le temps ayant continué à être beau, on vint par une forte marche camper entre la Desna et la Pakra. Napoléon parti le matin

de Moscou, arriva promptement au château de Troïtskoïé, et là, en voyant la situation des deux armées, en réfléchissant aux renseignements reçus, il prit soudain la résolution la plus importante. Il était sorti de Moscou non pas avec l'idée de battre en retraite, mais avec celle de punir l'ennemi de la surprise de Winkowo, de le refouler au delà de Kalouga, de s'établir ensuite dans cette ville, en tendant une main aux troupes venues de Smolensk sur Jelnia, et en reportant son autre main vers Mortier laissé au Kremlin. A la vue du terrain et de la position de l'ennemi; il modifia tout à coup sa détermination, avec une admirable promptitude. En effet, il y avait deux routes pour se rendre à Kalouga, l'une à droite, latérale à celle de Smolensk, dite la route neuve, passant par Scherapowo, Fominskoïé, Borowsk, Malo-Jaroslawetz, entièrement libre d'ennemis, occupée par la division Broussier, et traversant de plus des pays qui n'avaient pas été dévorés; l'autre, celle que nous suivions, passant par Desna, Gorki, Woronowo, Winkowo, Taroutino, sur laquelle les Russes étaient fortement établis dans un camp préparé de longue main. Pour les déloger, il fallait leur livrer une grande bataille, et l'avantage de la gagner ne valait pas l'inconvénient de perdre douze ou quinze mille hommes peut-être, et d'avoir à trainer avec soi, ou d'abandonner sur les routes dix mille blessés. Mieux valait assurément, si on le pouvait, défilier devant l'armée russe sans être aperçu d'elle, lui dérober son mouvement en se portant, par un brusque détour à droite, de la vieille route de Kalouga sur la nouvelle, prendre par Fominskoïé, Borowsk, Malo-Jaroslawetz, et se mettre ainsi hors d'atteinte après avoir complètement trompé l'ennemi. Cette manœuvre si habile, si heureuse, dans le cas où elle aurait réussi, était un triomphe qui valait la victoire la plus brillante, et qui devait couvrir de confusion le généralissime russe, car sans combat nous aurions à sa face gagné la route de Kalouga, recouvré nos communications compromises, et conquis le pays le plus fertile que nous pussions rencontrer dans ces climats et dans cette saison. Mais cette résolution en impliquait une autre, c'était l'abandon définitif de Moscou. Lorsque nous en sortions pour battre les Russes, pour les refouler devant nous, la route de Moscou à Kalouga se trouvait pour ainsi dire débarrassée de leur présence, et s'ils revenaient sur Moscou après que nous les aurions battus, leur retour sur cette capitale à la suite d'une grande défaite, n'était pas pour nous un empêchement de communiquer avec elle. Mais renonçant à les vaincre afin de les éviter, les laissant entre Moscou et nous avec cent mille hommes bien intacts, nous ne pouvions plus maintenir le maréchal Mortier dans le Kremlin, car il eût été impossible de l'y seconder. D'ailleurs, après deux journées de cette marche, après la vue de ces immenses bagages, suivis en flanc et en queue par une multitude de Cosaques, après avoir arraché enfin son corps, son âme, son orgueil surtout de Moscou,

Napoléon était plus facile à décider à cette évacuation définitive, et, prenant son parti avec la promptitude d'un grand capitaine, le soir même il expédia du château de Troitskoïé l'ordre au maréchal Mortier d'évacuer Moscou avec les dix mille hommes qui lui avaient été confiés, de faire sauter le Kremlin au moyen des mines pratiquées à l'avance, et d'emmener tout ce qu'il pourrait de malades et de blessés, lui rappelant qu'à Rome il y avait des récompenses pour chaque citoyen dont on sauvait la liberté ou la vie. Il lui indiquait la route de Wereja comme celle par laquelle il devait rejoindre l'armée, lui assignait le 22 ou le 23 pour mettre la feu aux mines, moment où notre marche de flanc serait presque achevée, et enjoignait au général Junot d'évacuer Mojaïsk avec les dernières colonnes de blessés par la route de Smolensk, que l'armée allait couvrir par sa présence sur la nouvelle route de Kalouga¹.

¹ C'est une idée généralement admise par tous les historiens soit français, soit étrangers, même par M. Paio, qui avait eu pourtant connaissance d'une partie de la correspondance impériale, que Napoléon sortit de Moscou avec la résolution définitive de quitter cette capitale pour rentrer en Pologne, et qu'il se dirigea d'abord sur la vieille route de Kalouga, avec l'intention conçue d'attente de changer de direction en chemin, de se reporter de la vieille route sur la nouvelle, afin de surprendre ainsi le passage par Malo-Jaroslavets, et de rentrer en Pologne en passant par la riche province de Kalouga. La correspondance de Napoléon, restée secrète jusqu'ici, démontre que c'est là une erreur. Cette erreur a un premier inconvénient, c'est de laisser inconnue la vraie cause qui retarda si longtemps le départ de Napoléon, et qui ne fut autre que sa répugnance à exécuter un mouvement rétrograde, répugnance qui fut si grande qu'en sortant de Moscou il avait la prétention de ne pas évacuer cette capitale, et de ne faire qu'une manœuvre. Cette erreur a un second inconvénient, c'est de faire commettre à Napoléon une faute grave (qu'en réalité il ne commit pas), celle de suivre un chemin détourné, qui lui fit perdre deux jours, deux jours fort regrettables comme on le verra bientôt, pour se reporter de la vieille route de Kalouga sur la nouvelle, tandis qu'en prenant tout de suite la nouvelle, sauf à faire sur l'ancienne, par Murat qui s'y trouvait déjà, les démonstrations les plus apparentes, il aurait pu être le 22 ou le 23 à Malo-Jaroslavets; ce qui aurait rendu certaine son arrivée sur Kalouga, et infaillible le succès de ce mouvement. Or cette faute, qui eut d'immenses conséquences, fut de sa part tout involontaire, car il partit d'abord avec l'intention d'aller droit à l'ennemi, et non de l'éviter, ce qui explique comment il ne craignit pas de laisser le maréchal Mortier au Kremlin. Mais chemin faisant s'étant aperçu que Kutusof restait campé obstinément sur la vieille route de Kalouga, il eut l'idée de lui échapper en le trompant, et pour cela de se porter sur la nouvelle route de Kalouga par un chemin de traverse, changement de direction qui amena la perte de deux jours, à laquelle il se serait pas exposé s'il avait dès le début adopté la nouvelle route. On s'explique alors que, laissant l'ennemi non battu sur ses derrières, il ne voulut plus que le maréchal Mortier restât au Kremlin avec 10 mille hommes, exposé aux coups d'une armée demeurée intacte. C'est pour n'avoir pas connu ces déterminations successives qu'on se représente pas Napoléon tel qu'il fut véritablement dans ces moments décisifs, c'est-à-dire sortant de Moscou sans eroire en sortir, quittant cette capitale sans l'idée de l'évacuer, et puis changeant tout à coup de détermination, lorsqu'il espéra par un beau mouvement gagner Kalouga sans combat.

Après avoir montré l'importance de l'erreur historique que l'on commit en faisant sortir Napoléon de Moscou autrement qu'il n'en sortit, il me reste à donner les preuves de ce que j'avance. Elles consistent en plusieurs lettres, en une suite d'ordres authentiques, dont la minute existe aux archives impériales, et qui ont tous été expédiés. D'abord Napoléon écrivant à Murat, à Junot, leur répète pendant plusieurs jours consécutifs qu'il

Ces ordres expédiés relativement à l'évacuation de Moscou, Napoléon s'occupa de donner ceux qui concernaient le mouvement de gauche à droite, que l'armée devait exécuter, afin de se porter de la vieille route de Kalouga sur la nouvelle. Il choisit pour opérer ce mouvement le chemin de traverse de Gorki à Fominskoïé par Ignatowo (voir la carte n° 55), et ordonna au prince Eugène, qui avait déjà une partie de sa cavalerie et la division Broussier à Fominskoïé, de passer le premier par ce chemin, au maréchal Davout de passer le second, et à la garde de passer la dernière. Le maréchal Ney, resté à Gorki avec son corps, avec la division polonaise Claparède et une partie de la cavalerie légère, devait prendre

sort pour repousser l'ennemi... pour aller à l'ennemi. Le 18 Napoléon fait écrire à Murat par Berthier : « L'Empereur a fait partir ce soir ses chevaux, et après-demain l'armée » arrivera sur vous pour se porter sur l'ennemi et le chasser. » Le 18 il fait écrire par Berthier à l'intendant général de l'armée : « Je vous prévient que l'Empereur porte ce soir » son quartier général dans le faubourg de Kalougâ, afin d'être en mesure de mettre » demain l'armée en mouvement pour marcher sur l'ennemi. » Le 20, à huit heures du matin, il fait écrire à Janot : « L'Empereur est parti ce matin avec l'armée pour marcher » à l'ennemi, qui est entre la Nara et la Pakva, route de Kalougâ. » Ces textes ne peuvent laisser aucun doute. Mais il y en a un autre qui achève de rendre absolument certaine la preuve de cette intention. Depuis quelques jours la division Broussier du prince Eugène et la cavalerie d'Ornano étaient à Fominskoïé même, sur la nouvelle route de Kalougâ, par laquelle Napoléon se décida à passer dans la soirée du 20. Si dès l'origine Napoléon avait eu l'intention de suivre la nouvelle route, qui passe par Fominskoïé et Molo-Jousslawets, il aurait au moins laissé la division Broussier à Fominskoïé, et d'autant plus que le prince Eugène devant attaquer Molo-Jousslawets, il eût été naturel de concentrer dans sa main toutes les divisions de son corps. Or, au contraire, le 18 au matin, Napoléon fait écrire à Murat qu'il part pour aller à lui, « que la division Broussier est à » Fominskoïé avec le général Ornano; qu'il est nécessaire qu'il lui envoie des ordres » pour se porter partout où les mouvements de l'ennemi l'exigeraient, soit vers Wor- » nowo, soit vers Desna, etc... » Or Worowno et Desna sont sur la vieille route de Kalougâ, et Napoléon n'aurait pas dépuni la nouvelle route s'il avait voulu la prendre, et aurait plutôt renforcé Murat par un envoi direct de Moscou, car il n'y avait pas plus loin pour le renforcer de Moscou que de Fominskoïé. Il est donc bien certain qu'il partit avec l'intention non pas d'éviter l'ennemi, mais de le combattre, et de le pousser devant lui, ce qui explique comment il croyait pouvoir laisser le maréchal Mortier à Moscou.

Maintenant, voulait-il en effet laisser le maréchal Mortier à Moscou? Il y a de cette intention une preuve non contestable, c'est une longue lettre du 18, dans laquelle il ordonne à ce maréchal de s'y établir avec environ 10 mille hommes, d'y faire ses vivres pour plusieurs mois, de s'y retrancher, d'y réunir tous les malades, etc. On pourrait dire que c'était là une feinte, mais d'abord il n'avait aucune raison d'employer un tel subterfuge, car il n'en avait pas besoin pour le succès de son mouvement. Secondement, lorsque Napoléon eut recours à une feinte, il l'exécuta de telle sorte qu'il en chargeait, afin que celui-ci entrât mieux dans ses intentions, et y contribuât plus sûrement, et de tous les hommes il n'y en avait pas un auquel il pût davantage confier un secret qu'un maréchal Mortier. Enfin Napoléon, employant une feinte, n'aurait pas donné tous les détails qu'il donne sur la manière de fortifier et de défendre le Kremlin. Cette lettre est tellement précise et détaillée, qu'elle ne peut laisser aucun doute sur son intention véritable. Enfin il y a de cette intention une preuve morale irréfutable. Il restait quelques centaines de blessés à Moscou, qu'il ordonna de réunir les uns au Kremlin, les autres aux Enfants trouvés, et lorsque le 20 au soir il changea de détermination, il prescrivit tout à coup au maréchal Mortier de les évacuer, même sur les chevaux de l'état-major, lui rappelant qu'il y avait à Rome des récompenses pour ceux qui sauvaient un citoyen. Or si Na-

devant Woronow la place de Mural, se rendre très-apparent devant les avant-postes russes, se montrer vers Podolsk, afin de donner lieu à toutes les suppositions, même à celle d'un mouvement par notre gauche, et jouer celle sorte de comédie jusqu'au 23 au soir; afin de tromper plus longtemps les Russes, et de ménager à nos bagages le loisir de s'écouler. Ce rôle joué, le maréchal Ney devait dans la nuit du 23 s'ébranler lui-même, pour passer de la vieille route de Kalouga sur la nouvelle, exécuter une marche forcée, être le 24 au matin à Ignatowo, le 24 au soir à Fominskoié, le 25 à Malo-Jaroslawetz, ce qui était suffisant pour que cette belle opération fût terminée.

Napoléon n'avait pas voulu garder Moscou, il n'aurait pas perdu trois jours pour faire partir ces blessés, et dès le 19 il les aurait acheminés sur la route de Smolensk par les moyens qu'on dut employer le 23. Enfin, envoyant des ordres à l'intendant, il lui fait dire le 18 :

Le major général à l'intendant général.

« L'Empereur ordonne que les voitures de transports militaires chargées de vivres et des ambulances soient parquées demain matin à la pointe du jour, et même dans la nuit, dans le grand emplacement qui se trouve près des obélisques de la porte de Kalouga. Je vous prie de vous assurer que l'Empereur porte ce soir son quartier général dans le faubourg de Kalouga, afin d'être en mesure de mettre demain l'armée en mouvement pour marcher sur l'ennemi. Je vous recommande de donner les ordres les plus précis pour que tous les hommes restés dans les hôpitaux soient transportés demain aux Enfants trouvés, comme je vous l'ai écrit il y a un moment.

« L'Empereur laisse le maréchal duc de Trévise avec tout son corps pour garder le Kremlin et les principaux magasins de la ville. Quant au quartier général de l'intendance, composé de tout ce qui en fait partie et du trésor, il se tiendra prêt à partir demain au soir; il portera sous l'escorte de la division du général Roguet.

« L'intention de l'Empereur est que vous désigniez un ordonnateur et quelques commissaires des guerres, un directeur des hôpitaux, enfin les officiers de santé et agents nécessaires, tant pour l'administration des magasins que pour soigner les malades non transportables, qui seront tous réunis aux Enfants trouvés.

« L'Empereur étant dans l'intention de revenir ici, nous garderons les principaux magasins de farine, d'avoine et d'eau-de-vie. Tous les agents dont je viens de parler ci-dessus coucheront au Kremlin, et l'ordonnateur prendra les ordres du duc de Trévise.

Il est donc certain que le 18 Napoléon voulait deux choses : 1^{re} marcher à l'ennemi; 2^o laisser Mortier pour garder Moscou. Tout à coup le 20 au soir, ses intentions changent, et au lieu de marcher à l'ennemi, il prend à droite, et donne des instructions pour transporter l'armée de la vieille sur la nouvelle route de Kalouga. En même temps il prescrit à Mortier d'évacuer le Kremlin et de le rejoindre par la route de Wereja. Le style des ordres indique une détermination soudaine, instantanée, et tellement nouvelle, qu'elle entraîne la révocation d'ordres déjà donnés. — Tout s'explique lorsqu'on admet qu'arrivé sur les lieux, voyant les Russes obstinés à se tenir sur la vieille route de Kalouga, et concevant l'espérance de leur dérober sa marche par la nouvelle route, il n'eût mieux arrivé à son but sans bataille, sans dix ou douze mille blessés qu'il faudrait traîner à sa suite, et ne veut plus alors laisser Mortier seul, séparé de lui par une armée intacte et non battue. C'est l'unique version qui concorde avec tous les ordres émis. Une fois admise, elle révèle ce fait important, que Napoléon, même en quittant Moscou, ne pouvait se décider à l'ennemi, et elle fait tomber le reproche d'avoir perdu en route deux jours, dont la perte fut décisive pour le mouvement sur Kalouga. S'il avait voulu y marcher directement et sans combat, il y aurait marché tout simplement par la route nouvelle, et se serait borné à une fausse démonstration sur la vieille route.

Napoléon n'avait jamais été ni mieux inspiré ni plus soudain dans ses conceptions, et il y avait pour celle-ci de nombreuses chances de succès, sauf toutefois une difficulté, qui, depuis un certain temps, devenait l'écueil ordinaire de tous ses plans, celle de manœuvrer avec de telles masses d'hommes et de bagages. Le grand art de la guerre ne perdait rien par ses combinaisons, mais perdait tous les jours par ses entreprises, grâce à la proportion démesurée qu'il avait donnée à toutes choses. Avec une armée comme celle qu'il commandait en Italie, ou comme celle que commandait le général Moreau en Allemagne, un tel mouvement eût réussi, et aurait été un des plus beaux titres de gloire de celui qui l'avait conçu. Mais avec tout ce que Napoléon menait à sa suite c'était difficile. Il faut ajouter qu'il eût mieux valu prendre ce parti à Moscou même, sortir dès lors par la nouvelle route de Kalouga, en laissant Murat sur la vieille route, pour y tromper l'ennemi par sa présence, arriver avec le gros de l'armée à Malo-Jaroslawetz deux jours plus tôt, et s'assurer de la sorte beaucoup plus de chances de percer sans combat par la route de Kalouga. Mais il aurait fallu pour qu'il en fût ainsi que Napoléon se fût résigné dans Moscou même à l'idée d'une retraite, ce qui n'était pas, puisqu'il n'en sortit qu'avec l'intention de manœuvrer, puisqu'il ne prit le parti définitif de s'en séparer qu'à la vue des lieux, en reconnaissant la possibilité d'une manœuvre hardie, en apercevant l'occasion de racheter l'effet fâcheux d'un mouvement rétrograde par l'effet éclatant d'une savante manœuvre, manœuvre qui, sans combat, lui rendait ses communications, le remettait sain et sauf au milieu d'un pays riche et habitable en hiver, et exposait aux risées de l'Europe l'ennemi qui l'avait laissé échapper.

Voilà de quelle manière étrange Napoléon se décida enfin à battre en retraite et à évacuer Moscou, pour ainsi dire à l'improviste, sans l'avoir voulu, par une soudaine inspiration du moment. Ce sacrifice fuit, sacrifice dont il se dédommageait par la perspective d'une marche prodigieusement hardie et habile, il passa la journée entre Troitskoïé et Krasnoé-Pakra, pour assister lui-même au défilé de son armée, qui continuait à présenter le spectacle le plus singulier et le plus inquiétant sous le rapport des embarras qui encombraient ses derrières. Au passage de tous les ravins, de tous les petits ponts, que le plus souvent il fallait réparer ou consolider, au passage de tous les villages dont il fallait traverser les longues avenues, les colonnes s'allongeaient afin de franchir ces défilés, s'attardaient hientôt de la manière la plus fâcheuse, et il était facile de prévoir que, lorsqu'on serait suivi par une innombrable cavalerie légère, on serait exposé aux plus graves accablens. Du reste, les Cosaques étaient encore tenus à distance, à gauche par la présence de Ney sur la vieille route de Kalouga, à droite par l'occupation de la route de Smolensk, et on n'avait pas jusqu'ici à souffrir de leur présence. Le temps n'avait pas

cessé d'être beau ; les vivres abondaient, car outre qu'on en portait beaucoup avec soi, on en trouvait suffisamment dans les villages. Mais déjà une quantité de voitures abandonnées parce qu'on ne pouvait pas leur faire franchir les défilés, ou parce que les troupes pressées d'avancer les jetaient à droite et à gauche des chemins, trompaient la prévoyance de ceux qui avaient voulu se mettre à l'abri du besoin, ou l'avarice de ceux qui avaient espéré conserver le butin de Moscou.

Le corps du prince Eugène ayant été fatigué le 21 de la longue marche qu'il avait exécutée par la traverse de Gorki à Fominskoïé, on lui accorda le 22 pour se reposer, se rallier, ressaisir ses bagages, et recevoir l'adjonction des cinq divisions du maréchal Davout, avec lesquelles il pouvait présenter une masse de 50 mille fantassins, les premiers du monde, à tout ennemi qu'il trouverait devant lui. Napoléon, après avoir couché le 21 à Ignatowo, se transporta le 22 à Fominskoïé, et dirigea un peu plus à droite sur la ville de Wereja le prince Poniatowski, afin de se lier plus étroitement à la route de Smoleusk, par laquelle s'opéraient toutes nos évacuations de blessés et de matériel sous la garde du général Junot.

Le 23 le prince Eugène ayant la division Delzons et la cavalerie Grouchy en tête, la division Broussier au centre, la division Pino et la garde royale italienne à son arrière-garde, atteignit Borowsk. Il n'y avait plus qu'un pas à faire pour avoir achevé la manœuvre dont Napoléon avait conçu l'idée le 20 au soir, car à Borowsk on était sur la route nouvelle de Kasnuga, juste à la hauteur où les Russes étaient sur la route vieille en occupant le camp de Taroutino, et pour avoir dépassé cette hauteur il suffisait de s'emparer de la petite ville de Malo-Jaroslawetz. Cette petite ville était située au delà d'une rivière appelée la Louga, et fangeuse comme toutes celles qui traversent ces plaines à pentes incertaines. Par ordre de Napoléon, le prince Eugène fit forcer le pas au général Delzons, et le poussa au delà de Borowsk où l'on était arrivé de bonne heure, afin qu'il pénétrât le jour même dans Malo-Jaroslawetz. Le général Delzons y parvint très-tard, trouva le pont sur la Louga détruit, se hâta de faire passer comme il put deux bataillons pour les jeter dans la ville, gardée par quelques postes insignifiants, et avec les sapeurs de l'armée d'Italie s'occupa immédiatement de la réparation du pont. Il ne voulait pas porter toute sa division au delà de la Louga tant que le pont ne serait pas rétabli. On consacra la nuit à cette opération.

Pendant que ce beau mouvement allait s'achever, l'armée russe était restée avec un singulier aveuglement à son camp de Taroutino, ne se doutant en aucune manière de l'humiliation qu'on lui préparait. Elle ne soupçonnait à Napoléon d'autre intention que d'attaquer et d'emporter Taroutino, en représailles de la surprise de Winkowo. Toutefois les troupes légères du général Dorokoff ayant signalé la présence à Fominskoïé de la

division Broussier, laquelle occupait depuis quelques jours la nouvelle route de Kalouga, le généralissime Kutusof s'était imaginé que cette division n'avait d'autre but que de lier la grande armée de Napoléon, très-distinctement aperçue sur la vieille route de Kalouga, avec les troupes qui suivaient la route de Smolensk; et avait résolu d'enlever cette division, dont il jugeait la position très-hasardée. Il en avait chargé le général Doctoroff avec le 6^e corps. Le général Doctoroff s'étant avancé jusqu'à Aristowo le 22, avait cru découvrir devant lui quelque chose de plus considérable qu'une simple division; en même temps, des partisans avaient vu des troupes opérant un mouvement transversal de Krasnoé-Pakra à Fominskoié, et avaient envoyé leur rapport au généralissime Kutusof dans la matinée du 23. Celui-ci à de tels signes avait reconnu que Napoléon abandonnant la vieille route de Kalouga songeait à percer par la nouvelle, et à tourner le camp de Taroutino. Arrêter Napoléon à Borowsk n'était plus possible. Il n'y avait chance de lui barrer le chemin qu'en se portant à Malo-Jaroslawetz, derrière la Lougea. Le généralissime Kutusof avait donc ordonné au général Doctoroff de s'y rendre en toute hâte d'Aristowo, et lui-même il s'était dépêché de réunir l'armée russe pour la diriger par Letachewa sur Malo-Jaroslawetz, dont la possession semblait devoir décider de la fin de cette mémorable campagne.

Le 24, le général Doctoroff ayant passé la Protwa, dans laquelle se jette la Lougea, au-dessous de Malo-Jaroslawetz, arriva au point du jour devant Malo-Jaroslawetz même, occupé par les deux bataillons du général Delzons. Voici quel était le site qu'on allait se disputer.

Malo-Jaroslawetz est sur des hauteurs au pied desquelles coule la Lougea, dans un lit marécageux. Les Français venant de Moscou avaient à franchir la Lougea, puis à gravir ces hauteurs, et à se soutenir dans Malo-Jaroslawetz. Les Russes marchant par leur gauche sur l'autre côté de la rivière, n'avaient qu'à s'introduire dans la petite ville, objet du combat sanglant qui allait se livrer, à nous refouler en dehors, et à nous jeter ensuite de haut en bas dans le lit de la Lougea. Le général Doctoroff, profitant des sinuosités des coteaux, avait placé sur sa droite et sur notre gauche des batteries qui, enfilant le pont de la Lougea, devaient nous cribler de boulets, soit lorsque nous passerions le pont pour gravir les hauteurs, soit lorsque nous descendrions de ces hauteurs vers le pont.

Dès cinq heures du matin, le 24 octobre, il attaqua les deux bataillons du général Delzons avec quatre régiments de chasseurs, et n'eut pas de peine à les déposter, car il avait huit bataillons contre deux. Le général Delzons, que le prince Eugène s'appêtait à soutenir avec tout son corps d'armée, se hâta de passer le pont, de gravir les hauteurs sous le feu d'écharpe de l'artillerie russe, et de rentrer dans Malo-Jaroslawetz. On y pénétra baïonnette baissée, et on en chassa les Russes. Le général Doc-

toroff y revint à son tour avec son corps tout entier, qui était de 11 à 12 mille hommes, tandis que Delzons en avait à peine 5 à 6 mille, et réussit à faire plier les troupes françaises. Le brave Delzons les ramena l'épée à la main, et tomba mortellement frappé de trois coups de feu. Son frère, qui servait avec lui, et dont il était aimé comme il méritait de l'être, se précipita sur son corps pour l'arracher des mains des Russes, et tomba percé de balles. Une mêlée affreuse s'engagea, et la division Delzons fut de nouveau refoulée. Mais le prince Eugène envoyant sur-le-champ le général Guillemot, son chef d'état-major, pour remplacer Delzons, accourut lui-même avec la division Broussier afin de rétablir le combat, et laissa en réserve, de l'autre côté de la Lougea, la division Pino avec la garde italienne.

La division Broussier gravit sous un feu épouvantable la côte couverte des cadavres de la division Delzons, pénétra dans la petite ville de Malo-Jaroslawetz, chassa de rue en rue les troupes de Doctoroff, et les contraignit à se replier sur le plateau. Mais en ce moment le corps du général Raëfskoi devançant l'armée russe arrivait aux abords de la ville; il s'y élança sur-le-champ avec une ardeur singulière. Les Russes, tous leurs généraux en tête, luttaient avec fureur pour interdire aux Français cette précieuse retraite de Kalouga; les Français de leur côté combattaient avec une sorte de désespoir pour se l'ouvrir, et quoique ceux-ci fussent dix ou onze mille au plus contre vingt-quatre, et sous une artillerie dominante, ils tinrent ferme. Cette malheureuse ville, bientôt en flammes, fut prise et reprise six fois. On se battait au milieu d'un incendie qui dévorait les blessés et calcinait leurs cadavres. Enfin une dernière fois nous étions près de succomber, lorsque la division italienne Pino, qui n'avait pas encore combattu dans cette campagne et qui brûlait de se signaler, franchit le pont, gravit les hauteurs, arriva sur le plateau malgré une affreuse pluie de mitraille, et débouchant à gauche de la ville, parvint à refouler les masses de l'infanterie russe. Le corps de Raëfskoi se précipita sur elle, mais elle lui tint tête, et il s'engagea un combat furieux à la baïonnette. La brave division Pino avait besoin de renfort : les chasseurs de la garde royale italienne accoururent à leur tour, et la soutinrent vaillamment. Ainsi, pour la septième fois, Malo-Jaroslawetz repris par les Français avec l'aide des Italiens, demeura en notre pouvoir. Des milliers d'hummes couvraient cet affreux champ de bataille, et encombraient les ruines fumantes de Malo-Jaroslawetz.

Le jour baissait, et rien ne disait pourtant que la bataille fût terminée, que le point disputé dût nous rester, car Napoléon, placé sur la berge opposée de la Lougea, en face de ce champ de carnage, pouvait voir les masses profondes de l'armée russe accourir à marche forcée. Heureusement deux des divisions du 1^{er} corps arrivaient sous la conduite du maré-

chal Davout, et avec ce secours on était certain de résister à tous les efforts de l'ennemi. Sur l'ordre de Napoléon la division Gérard (ancienne division Gudin) s'étant portée à droite de Malo-Jaroslawetz, la division Compans à gauche, les Russes perdirent l'espérance de nous déloger, car ils voyaient eux aussi du plateau qu'ils occupaient nos masses s'avancer avec ardeur, et ils se retirèrent à une petite lieue en arrière, en nous abandonnant Malo-Jaroslawetz, horrible théâtre des fureurs de la guerre, où quatre mille Français et Italiens, six mille Russes étaient morts, les uns calcinés, les autres broyés sous la roue des canons qui dans la précipitation du combat avaient roulé sur des cadavres. Le champ de bataille de la Moskowa lui-même n'était pas plus affreux autour de la grande redoute. Il y avait de plus ici l'incendie, qui avait ajouté à la mort de nouvelles difformités.

On bivouaquait le cœur serré en pensant à ce qui se préparait pour le lendemain. Napoléon avait campé un peu en arrière de la Louga au village de Gorodnia. Ce beau mouvement, dont il avait espéré et dont il aurait obtenu le succès, s'il avait manœuvré à la tête de masses moins considérables, n'était plus possible sans une grande bataille, que certainement il aurait gagnée avec des troupes qui savaient combattre dans la proportion d'un contre trois, mais il venait de voir depuis quatre jours ce que pouvait être une pareille retraite, gênée par une si grande quantité de bagages, harcelée par une innombrable cavalerie légère, et il frémissait à l'idée d'avoir dix mille blessés à porter à la suite de l'armée. La journée lui en avait donné deux mille au moins, les autres étant ou morts, ou non transportables, et devant, à la grande honte de tout le monde, être abandonnés sur le théâtre de leur glorieux dévouement. Il passa donc cette nuit à réfléchir dans sa vaste tête, pleine déjà de cruels soucis, les chances favorables ou contraires d'une marche obstinée sur Kalouga, et se hâta de monter à cheval dès le 25 au matin, pour reconnaître la position que les Russes étaient allés occuper à une lieue au delà. Sorti du village de Gorodnia et entouré de ses principaux officiers, il était sur le bord de la Louga, prêt à la franchir, lorsque tout à coup on entendit des cris tumultueux de vivandiers et de vivandières poursuivis par une nuée de Cosaques, qui au nombre de quatre à cinq mille avaient passé la Louga sur notre droite, avec un art de surprise qui n'appartient qu'à ces sauvages infatigables, traversant les rivières à la nage, galopant sur le flanc des escadrons comme en plaine, rusés, impitoyables, aussi prompts à se montrer qu'à disparaître. Le rêve constant de l'hetman Platow, et de toute la nation cosaque, c'était d'enlever le grand Napoléon, et de l'emmener prisonnier à Moscou. Ils pensaient que des centaines de millions ne seraient pas un trop grand prix pour une telle capture, et cette fois, si un seul d'entre eux avait connu le visage de celui qui excitait si fort leur avi-

dié, leur rêve eût été réalisé. Courant à droite et à gauche, ils se ruèrent à coups de lance sur le groupe impérial, et allaient y faire des victimes, même des prisonniers, lorsque Murat, Rapp, Bessières avec tous les officiers de l'état-major mirent le sabre à la main, et combattirent serrés autour de Napoléon, qui souriait de cette mésaventure. Heureusement les dragons de la garde avaient aperçu le danger. Ils accoururent au galop sous le brave lieutenant Dulac, fondirent sur les assaillants, en sabrèrent quelques-uns, et les ramenèrent vers le lit sanglant de la Louga, dans lequel ces cavaliers du Don se plongèrent comme des animaux habitués à vivre dans les marécages. Ils avaient enlevé quelques pièces de canon, quelques voitures de bagages qu'on leur reprit, et on les renvoya ainsi passablement maltraités vers les lieux d'où ils étaient venus. Depuis la sortie de Moscou on ne les avait pas encore vus de si près, parce que l'étendue de vos ailes les tenait éloignés. Mais ils avaient reçu tout récemment un renfort de douze mille cavaliers réputés les meilleurs de leurs tribus, et on pouvait juger de ce qu'ils feraient par le spectacle qu'on avait sous les yeux. Des centaines de chevaux que les valets de l'armée menaient à l'abreuvoir, ayant échappé à leurs conducteurs, erraient çà et là; des quantités de voitures d'artillerie et de bagages, enlevées du parc où elles avaient passé la nuit, jonchaient la plaine en désordre; des femmes, des enfants, poussaient des cris : c'était une confusion aussi inquiétante que désagréable à voir.

Napoléon affecta de n'en tenir compte, et continua la reconnaissance qu'il avait commencée au delà de Malo-Jaroslavetz. Il fut frappé plutôt qu'ému de la vue de cet affreux champ de bataille, car aucun homme dans l'histoire n'avait assisté à de plus horribles scènes de carnage, et ne s'y était plus habitué, et il alla reconnaître de très-près l'armée russe. Le sago Kutusof n'ayant plus l'appui de Malo-Jaroslavetz que nous lui avions enlevé, craignant d'ailleurs d'être tourné sur sa droite ou sur sa gauche s'il s'obstinait à défendre le bord même de la Louga, avait jugé prudent de prendre une position un peu plus éloignée, où il était couvert par un fort ravin, et laissait aux Français, s'ils venaient l'attaquer, l'inconvénient de livrer bataille avec la Louga derrière eux. Napoléon, après avoir parcouru le terrain dans tous les sens, et l'avoir profondément étudié en silence, tandis que ses lieutenants l'étudiaient aussi attentivement que lui, rebroussa chemin, repassa la Louga, et vint discuter, dans une grange du village de Gorodnia, le parti qu'il convenait de prendre, et qui devait décider du sort de la grande armée, c'est-à-dire de l'Empire.

Il posa la question aux généraux présents, et les admit à donner leur avis en parfaite liberté. La gravité de la situation ne comportait ni la réserve ni la flatterie. Fallait-il s'obstiner, et livrer une seconde bataille

pour percer sur Kalouga, ou tout simplement se rabattre par la droite sur Mojaïsk, afin de regagner la grande route de Smolensk, qui était devenue notre propriété incontestée par les postes nombreux qui l'occupaient, et par les convois qui la parcouraient ? Gagner la bataille, si on lui livrait, ne faisait doute pour personne, mais ce qui n'en faisait pas davantage, c'était la perspective de perdre une vingtaine de mille hommes, dont dix mille blessés au moins qu'on serait obligé de porter avec soi, ou bien d'abandonner. Or, à la distance où l'on se trouvait de la Pologne, et surtout de la France, en être arrivé à une sorte d'égalité numérique avec l'ennemi, présentait un danger auquel il eût été fort imprudent d'ajouter la perte d'un cinquième de l'armée. Il importait désormais de ne pas perdre un seul homme inutilement. De plus, abandonner les blessés à la rage des paysans russes, était non-seulement un déchirement de cœur, mais un grave péril, car c'était démoraliser le soldat, et lui dire que toute blessure équivalait à la mort.

D'autre part, reprendre par un mouvement à droite la grande route de Smolensk; c'était se condamner à faire cent lieues à travers un pays que l'armée russe et l'armée française avaient déjà converti en désert. On avait apporté des vivres, mais on venait d'en consommer une grande partie dans les sept jours employés à se rendre de Moscou à Malo-Jaroslawetz, et on aurait certainement achevé de les consommer en arrivant à Mojaïsk, où l'on ne pouvait pas être avant trois jours. On aurait ainsi perdu à exécuter un trajet inutile, dix journées et des vivres en proportion, et avec ces dix journées et ces vivres on aurait pu, en prenant tout simplement la route de Smolensk, approcher beaucoup de cette ville, atteindre au moins Dorogobouge, et là trouver des convois envoyés à notre rencontre ! éternel sujet de regrets, si les regrets servaient à quelque chose, d'avoir sacrifié à des calculs de politique et d'orgueil ce parti si simple, si modeste, de retourner par où l'on était venu !

Ces regrets, tout le monde les éprouvait, mais ce n'était pas le cas de récriminer. On ne l'aurait pas osé, et on ne le devait pas. Dans ce conseil mémorable tenu sous le toit d'une obscure chaumière russe, on obéit à un sentiment unanime en conseillant sans réserve la retraite la plus prompte, la plus directe par Mojaïsk et la route battue de Smolensk. Les raisons que tous les opinants avaient à la bouche, parce que tous les avaient dans l'esprit, c'était la certitude de s'affaiblir beaucoup par une bataille dans une situation où tout homme était devenu précieux, l'impossibilité de traîner après soi dix ou douze mille blessés, enfin, si on s'obstinait à combattre pour percer sur Kalouga, le danger de voir l'ennemi profiter de nos nouveaux retards pour se porter en masse sur notre droite, et nous barrer le chemin de Mojaïsk, maintenant notre dernière ressource. Quand le trouble s'empare des esprits, même les plus courageux, ce n'est point

à demi. On n'avait qu'un spectacle sous les yeux, c'était celui des forces russes réunies à Mojaïsk pour nous fermer la route de la Pologne. Pourtant on n'est jamais coupé avec des soldats et des officiers tels que ceux que nous avions, car on est toujours sûr de se faire jour. L'un des lieutenants de Napoléon, qui joignait à la vigueur dans l'action une rare fermeté d'esprit, le maréchal Davout, partageant l'opinion qu'il fallait renoncer à percer sur Kalouga, émit cependant un avis moyen, c'était de prendre un chemin qui était ouvert encore, et qui, situé entre la nouvelle route de Kalouga formée par Kutusof, et la route de Smolensk fermée par la misère, passait par Médonin, Jucknow, Jelnia, à travers des pays neufs et abondants en vivres. Avec des moyens de subsistance on était sûr de maintenir l'armée ensemble, et de rentrer à Smolensk forts, respectés et toujours formidables.

Cet avis reçut peu d'accueil de la part des collègues du maréchal Davout, qui ne voyaient de sûreté qu'à regagner par le plus court chemin, c'est-à-dire par Mojaïsk, la route de Smolensk. Napoléon ne lui donna pas l'appui qu'il aurait dû, parce qu'il ne partageait ni l'opinion du maréchal Davout, ni celle de ses autres lieutenants. Il persistait à penser que le mieux serait de livrer bataille, de percer sur Kalouga, et d'aller s'établir victorieusement dans la fertile province dont les Russes mettaient tant de prix à nous interdire l'entrée. Outre l'avantage de remporter une victoire, de rétablir l'ascendant des armes, déjà un peu compromis, il y voyait celui d'être en pays riche, et il ne doutait pas de l'armée quand elle aurait de quoi manger et s'abriter. Restait, il est vrai, le danger de s'affaiblir numériquement, bien compensé suivant Napoléon par l'avantage de se renforcer moralement, mais restait aussi l'inconvénient auquel il ne trouvait pas de réponse, de laisser gisants à terre dix ou douze mille blessés. Il faut dire à sa louange que, tout habitué qu'il était aux horreurs de la guerre, la vue de son esprit se troublait en se figurant tant de malheureux abandonnés, malgré leurs cris et leurs prières, sur une route frayée par leur dévouement. Ah ! si le livre des destins avait été ouvert un moment, soit à lui, soit aux siens, et qu'on eût pu y voir cent mille hommes mourants de faim, de froid et de fatigue sur la route de Smolensk, il eût sacrifié sans hésiter vingt mille blessés à l'avantage d'éviter la route de la misère pour gagner celle de l'abondance !

Perplexe, agité, tourmenté par les spectacles contraires que lui présentait sans cesse sa forte imagination, il hésitait, lorsque par un geste familier qu'il se permettait quelquefois avec ses lieutenants, prenant l'oreille du comte Lobau, ancien général Mouton, soldat rude et fin, ayant l'adresse de se taire et de ne parler qu'à propos, il lui demanda ce qu'il pensait des diverses propositions émises. Le comte Lobau lui répondit sur-le-champ et sans hésiter, que son avis était de sortir tout de suite et par le plus

court chemin, d'un pays où l'on avait séjourné trop longtemps. Cette dernière réponse, faite en termes incisifs, acheva d'ébranler Napoléon, qui, sans se rendre immédiatement, parut toutefois incliner vers l'opinion qui semblait prévaloir. Cette fois encore pour avoir trop osé en entreprenant cette guerre, il osait trop peu dans la manière de la diriger. Il remit sa décision au lendemain. Ce temps du reste n'était pas perdu, car Ney, ayant quitté Gorki dans la nuit du 23, défilait en ce moment derrière le gros de l'armée, et avait besoin de deux jours pour en prendre la tête. Une pluie subite et de mauvais augure était tombée dans la nuit du 23 au 24, avait ramolli les routes, et préparé aux chevaux des fatigues fort au-dessus de leurs forces. Le bivouac était déjà froid. Tout prenait un aspect triste et sombre. On alluma, comme on put et où l'on put, avec les débris des chaumières russes, de grands feux, afin de conjurer cet hiver qui commençait.

Le lendemain 26 octobre, Napoléon à cheval de très-bonne heure voulut reconnaître de nouveau la position des Russes. Ils semblaient rétrograder, probablement pour prendre en arrière une meilleure position, et se mettre en mesure de mieux défendre la route de Kalouga. Napoléon trouva tous les avis aussi prononcés que la veille pour une prompte retraite sur Mojaïsk. Malheureusement le prince Poniatowski ayant tenté de se porter de Wercja où il était, sur le chemin de Médouin, direction intermédiaire que le maréchal Davout avait conseillée, y avait essuyé un échec qui n'était guère de nature à recommander l'avis du maréchal. Napoléon prit donc son parti, et se décida enfin à ce retour direct par la route de Smolensk, qu'il n'avait pas admis d'abord, comme révélant trop clairement la résolution de battre en retraite. Ainsi pour n'avoir pas voulu faire un aveu indispensable, pour n'avoir pas voulu le faire à temps, il fallait le faire aujourd'hui plus complètement, plus tristement, et avec les inconvénients graves résultant du temps perdu et des vivres consommés !

Quoi qu'on pût en penser, il fallait bien se résigner, et prendre la traverse de Wercja, qui allait en trois jours nous conduire à Mojaïsk, ce qui faisait onze jours pour arriver à ce point où l'on aurait pu se rendre en quatre. Napoléon donna tous les ordres pour le commencement de ce mouvement, qu'il importait de ne pas différer. La garde dut marcher en tête avec le quartier général ; le maréchal Ney, qui avait déjà défilé derrière le gros de l'armée, dut suivre la garde avec ce qui restait de la cavalerie. Après devaient venir le prince Eugène et le prince Poniatowski, et enfin après eux tous le maréchal Davout, dont le corps, plus consistant que les autres, était appelé à remplir le rôle si difficile et si périlleux de l'arrière-garde. Les débris de la cavalerie de Gronchy, dont ce brave général avait repris le commandement malgré sa blessure, furent donnés au maréchal Davout pour le seconder dans l'accomplissement de sa mission.

Le mouvement définitif de retraite commença le 26 octobre, et pendant toute cette journée le maréchal Davout resta en position, afin de protéger la marche des autres corps. A partir de ce moment une sorte de tristesse se répandit dans les esprits. Jusqu'ici on avait cru manœuvrer, en passant par des pays fertiles, pour se porter vers des climats meilleurs. Mais il n'était désormais plus possible de se faire illusion, et de méconnaître la cruelle vérité. On se retirait forcément, par une route connue, qui ne promettait rien de nouveau, et offrait la misère en perspective. Toutefois on ne craignait guère l'ennemi, et si on faisait un vœu c'était de le rencontrer, et de se venger sur lui des fâcheuses résolutions qu'on avait été obligé de prendre.

Le lendemain 27 tout le monde était en marche de Malo-Jaroslawetz sur Wereja, la garde en tête, comme nous l'avons dit, Mural et Ney derrière la garde, Eugène derrière ceux-ci, Davout derrière tous les autres, avec la charge de les protéger. C'était en particulier à cette arrière-garde qu'on devait essayer le plus de difficultés, et courir le plus de périls. Elle l'éprouva cruellement pendant les trois journées employées à se rendre de Malo-Jaroslawetz à Mojaïsk par Wereja. Les troupes de chaque corps devançaient leurs bagages, afin d'arriver le plus tôt possible au lieu où elles devaient passer la nuit, et s'inquiétaient fort peu de la queue de ces bagages, qu'elles laissaient trainer loin derrière elles. C'était l'arrière-garde qui en avait l'embarras, parce que devant couvrir la marche elle était obligée de s'arrêter à tous les passages, souvent de réparer les ponts qui n'avaient pu résister à de trop lourds fardeaux, d'y rester en position sous un feu d'artillerie incommode, et au milieu des hurras continuels des Cosaques. Une cavalerie nombreuse et bien montée aurait été indispensable pour aider l'infanterie dans ce pénible service. Mais à la troisième marche celle du général Grouchy, contrainct toute la journée pour veiller sur nos derrières et nos ailes, et obligée le soir d'aller chercher au loin ses fourrages, était si fatiguée, que le maréchal Davout la voyant menacée d'une dissolution totale, envoya ce qui en restait sur les devants de son corps d'armée, et résolut de faire le service de l'arrière-garde avec son infanterie toute seule.

Cet intrépide et soigneux maréchal ne quittait pas ses troupes un moment, veillant à tout lui-même, faisant réparer les ponts, déblayer les passages, détruire les bagages qu'on ne pouvait emmener, sauter les caissons de munitions qui n'avaient plus d'attelages. Déjà on entendait le bruit sinistre de ces explosions qui annonçaient la défaillance de nos moyens de transport, et on voyait les routes couvertes de ces voitures dont on n'avait pas voulu faire le sacrifice en sortant de Moscou, et dont il fallait bien se séparer maintenant, faute de pouvoir les trainer plus loin ! Il y avait un sacrifice plus pénible encore, c'était celui des blessés, et

malheureusement il se renouvelait à chaque pas. On avait ramassé comme on avait pu les blessés de Malo-Jaroslawetz, on avait ensuite forcé toutes les voitures de bagages à s'en charger, sans en exempter les voitures de l'état-major, et le maréchal Davout avait annoncé qu'il ferait brûler celles qui n'auraient pas gardé le précieux dépôt qu'on leur avait confié. On avait ainsi obtenu du moins pour les premiers jours le transport de ces blessés, mais les braves soldats de l'arrière-garde, qui couvraient l'armée de leur dévouement, n'avaient personne pour les recueillir quand ils étaient atteints, et on les entendait pousser des cris déchirants, et supplier en vain leurs camarades de ne pas les laisser mourir sur les routes, privés de secours, ou achevés par la lance des Cosaques. Le maréchal Davout faisait placer sur les affûts de ses canons tous ceux qu'il avait le temps de relever, mais à chaque pas il était obligé d'en abandonner qu'on n'avait ni le loisir ni le moyen d'emporter, et le cœur de fer de l'inflexible maréchal en était lui-même déchiré. Il mandait ses embarras à l'état-major général, qui, marchant en tête de l'armée, s'occupait trop peu de ce qui se passait à sa queue. Napoléon s'étant habitué depuis longtemps à s'en fier à ses lieutenants des détails d'exécution, n'ayant d'ailleurs plus aucune manœuvre à ordonner, n'ayant qu'à cheminer tristement au pas de son infanterie, voyant déjà beaucoup de maux sur la route, en prévoyant de plus grands encore, profondément humilié de cette retraite que plus rien ne dissimulait, Napoléon commença de se renfermer dans l'état-major général, se bornant, sans aller y veiller lui-même, à blâmer le maréchal commandant l'arrière-garde, qui, disait-il, était trop méthodique, et marchait trop lentement. Par surcroît de malheur, dans son irritation contre les Russes il avait ordonné de brûler tous les villages que l'on traversait. C'est un soin qu'il eût fallu abandonner à l'arrière-garde, qui eût mis le feu quand elle n'aurait plus eu aucun avantage à tirer des villages où l'on passait, mais chacun se donnant le cruel plaisir de répandre l'incendie, le 1^{er} corps trouvait le plus souvent en flammes des villages où il aurait pu se procurer un abri et des vivres.

On employa ainsi trois pénibles journées à gagner Mojaïsk par Wereja. Malgré ces premières peines de la retraite, qui étaient presque exclusivement le partage du 1^{er} corps, la confiance était encore dans tous les cœurs. Arrivé à Mojaïsk, on avait à faire sept ou huit marches pour gagner Smolensk; le temps quelque froid la nuit, continuait à être beau le jour, et on se flattait après quelques moments de souffrance de trouver à Smolensk le repos, l'abondance, et de chauds quartiers d'hiver.

Le maréchal Mortier avait rejoint l'armée à Wereja. Après avoir fait sauter le Kremlin dans la nuit du 23 au 24, il était sorti de Moscou avec ce qu'il avait pu emporter de blessés et de malades, avec les 4 mille hommes de la jeune garde, les 4 mille hommes de cavalerie démontée,

et les 2 mille hommes d'artillerie, de cavalerie, du génie, qui complétaient sa garnison. Il avait laissé aux Enfants trouvés quelques centaines d'hommes non transportables, qu'il avait confiés à l'honneur et à la reconnaissance du respectable M. Toutelmine. Au moment de partir il avait fait une capture assez importante, c'était celle de M. de Wintzingerode, qui était Wurtembergeois de naissance, que la France avait toujours rencontré parmi ses ennemis les plus actifs, et qui passé au service de Russie, commandait un corps de partisans aux environs de Moscou. Trop pressé de rentrer dans cette capitale qu'il croyait évacuée, il s'y était aventuré, et avait été fait prisonnier avec un de ses aides de camp, jeune homme de la famille Narishkin. Ces deux officiers ennemis ayant été amenés au quartier général, Napoléon reçut fort mal M. de Wintzingerode, lui dit qu'il était de la Confédération du Rhin, dès lors son sujet, son sujet rebelle, qu'il n'était pas un prisonnier ordinaire, qu'il allait être déféré à une commission militaire, et traité suivant la rigueur des lois. Quant au jeune Narishkin, Napoléon s'adoucissant à son égard, lui dit qu'étant Russe il serait traité comme les autres prisonniers de guerre, mais qu'on avait lieu de s'étonner qu'un jeune homme de grande famille servit sous l'un de ces étrangers mercenaires qui infectaient la Russie. Les officiers qui entouraient Napoléon, regrettant pour sa dignité, pour celle de l'armée française, qu'il ne contint pas mieux l'explosion de ses chagrins, se hâtèrent de consoler M. de Wintzingerode, de l'entourer de leurs soins, de le faire manger avec eux, bien convaincus que Napoléon ne leur saurait pas mauvais gré de réparer eux-mêmes les fautes auxquelles l'entraînait son humeur impétueuse.

L'armée étant arrivée à la hauteur de Mojaïsk qu'elle mit trois jours à traverser, bivouaqua sur le funèbre champ de bataille de Borodino, et ne put le revoir sans éprouver les impressions les plus pénibles. Dans un pays peuplé, qui a conservé ses habitants, un champ de bataille est bientôt débarrassé des tristes débris dont il est ordinairement couvert, mais la malheureuse ville de Mojaïsk ayant été brûlée, ses habitants s'étant enfuis, tous les villages voisins ayant subi le même sort, il n'était resté personne pour ensevelir les cinquante mille cadavres qui jonchaient le sol. Des voitures brisées, des canons démontés, des casques, des cuirasses, des fusils répandus çà et là, des cadavres à moitié dévorés par les animaux, encombraient la terre, et en rendaient le spectacle horrible. Toutes les fois qu'on approchait d'un endroit où les victimes étaient tombées en plus grand nombre, on voyait des nuées d'oiseaux de proie qui s'envolaient en poussant des cris sinistres, et en obscurcissant le ciel de leurs troupes bideuses. La gelée qui commençait à se faire sentir pendant les nuits, en saisissant ces corps, avait suspendu heureusement leurs dangereuses émanations, mais nullement diminué l'horreur de leur aspect,

bien au contraire! aussi les réflexions que leur vue excitait étaient-elles profondément douloureuses. Que de victimes, disait-on, et pour quel résultat! On avait couru de Wilna à Witebsk, de Witebsk à Smolensk, dans l'espoir d'une bataille décisive; on avait poursuivi cette bataille jusqu'à Wiasma, puis jusqu'à Ghjat; on l'avait trouvée enfin à Borodino, sanglante, acharnée; on était allé à Moscou dans l'espoir d'en recueillir le fruit, et on n'y avait rencontré qu'un vaste incendie! on en revenait sans avoir contraint l'ennemi à se rendre, et sans les moyens de vivre pendant le retour; on revenait vers le point d'où l'on était parti, diminué de moitié, jonchant tous les jours la terre de débris, avec la certitude d'un pénible hiver en Pologne, et avec des perspectives de paix bien éloignées, car la paix ne pouvait être le prix d'une retraite évidemment forcée, et c'est pour un tel résultat qu'on avait couvert la terre de cinquante mille cadavres!

Ces réflexions désolantes, tout le monde les faisait, car dans l'armée française le soldat pense aussi vite, et souvent aussi bien que le général. Napoléon ne voulut pas que les soldats eussent le temps de s'appesantir sur ce triste sujet, et ordonna que chaque corps ne séjourât que pendant une soirée dans ce funeste lieu de Borodino. On avait retrouvé là les Westphaliens, sous le pauvre général Junot, toujours souffrant de sa blessure, souffrant encore plus des mécomptes éprouvés dans cette campagne, et ne conservant guère plus de 3 mille hommes sur les 10 mille qui existaient à Smolensk, sur les 15 mille qui avaient passé le Niémen! Pendant que l'armée était à Moscou, il avait employé son temps à garder les blessés de l'abbaye de Kolotskoï, et il en avait acheminé autant qu'il avait pu sur Smolensk, au moyen des voitures qu'il était parvenu à se procurer. Il en restait cependant plus de deux mille à emporter. Napoléon, conservant sa sollicitude pour les blessés, donna l'ordre d'en charger les voitures de bagages, et imposa à tout officier, à tout cantinier, à tout réfugié de Moscou qui avait une voiture, l'obligation de prendre une partie de ce précieux fardeau. Le chirurgien Larrey, dans sa bonté inépuisable, était accouru à l'avance pour donner aux blessés de Kolotskoï les soins qu'un séjour rapide lui permettrait de leur consacrer. Il fit enlever ceux qui étaient transportables, prodigua aux autres les dernières ressources de son art, et trouvant là des officiers russes qui lui devaient la vie, et qui lui en témoignaient leur gratitude, il en exigea pour unique récompense leur parole d'honneur, que, libres, et maîtres sous quelques heures de leurs compagnons d'infortune, ils leur rendraient le bien qu'ils avaient reçu du chirurgien en chef de l'armée française. Tous le promirent, et Dieu seul a pu savoir s'ils payèrent cette dette contractée envers le meilleur des hommes!

L'arrière-garde du maréchal Davout quitta le 31 au matin ces lieux

affreux, et alla coucher à moitié chemin de la petite ville de Ghjat. La nuit fut des plus froides, et on commença dès lors à souffrir vivement de la température. L'ennemi continuait à nous suivre avec de la cavalerie régulière, de l'artillerie bien attelée, et une nuée de Cosaques, le tout sous les ordres de l'hetman Platow. Quant à l'armée principale on ne la voyait plus. Le général Kutusof, depuis Malo-Jaroslawetz, avait été aussi perplexe que son adversaire avait été triste. Dans sa rare prudence, il se disait que ce n'était pas la peine de courir les chances d'actions sanglantes contre un ennemi que le mauvais temps, la fatigue, la misère allaient lui livrer presque détruit, et qui était capable au contraire, si on l'attaquait lorsqu'il était encore dans toute sa force, de se retourner comme un sanglier pressé par les chasseurs, et de porter des coups mortels aux imprudents qui auraient osé l'aborder de trop près. Il aimait mieux devoir modestement le salut de sa patrie au temps, à la persévérance, que de le devoir à une victoire, glorieuse mais incertaine, et en cela il méritait la reconnaissance de sa nation autant que les éloges de la postérité. La jeunesse présomptueuse et passionnée, les officiers anglais accourus à son camp, l'obsédaient, le gourmandaient souvent pour qu'il tentât contre l'armée française quelque chose de plus décisif, et il s'y refusait avec un courage plus méritoire que celui qu'on déploie sur un champ de bataille. Comme nous l'avons dit, il avait écarté Barclay de Tolly, et la mort l'avait délivré de Bagration. Mais il lui restait le rusé et audacieux Benningsen, le fougueux Miloradowitch, un jeune état-major exalté, et il y avait là de quoi lasser sa patience, si elle avait été moins grande et moins réfléchie. Le surlendemain du combat de Malo-Jaroslawetz, tandis que Napoléon rétrogradait sur Mojaïsk, il avait rétrogradé sur Kalouga; jusqu'à un lieu nommé Gonzerowo, sous prétexte de couvrir la route de Médouin, qu'il aurait bien plus sûrement couverte en restant à Malo-Jaroslawetz; mais évidemment pour éviter une bataille, dont avec raison il voulait se préserver.

Bientôt ayant appris que Napoléon avait gagné Mojaïsk, il l'avait suivi, pensant qu'au lieu de prendre la route de Smolensk, déjà ruinée, il prendrait la route plus au nord, qui se dirige par Woskresensk, Wolokolamsk, Bieloï sur Witelsk, route à laquelle Napoléon avait songé dans son grand projet offensif sur Saint-Petersbourg, et que le prince Eugène avait en effet trouvée assez bien fournie. Il avait ainsi couru après nous fort inutilement jusque près de Mojaïsk, faisant à notre suite le détour de Wereja. S'étant aperçu de son erreur, il avait rebroussé chemin, et avait repris la route de Médouin et de Jucknow, latérale à celle de Smolensk, que le maréchal Davout avait vainement proposée. Par cette route il allait flanquer la marche de l'armée française, la harceler chemin faisant, et peut-être la devancer à quelque passage difficile, où il serait possible de

l'arrêter. De Jucknow à Wiasma notamment, il y avait un chemin assez court et assez praticable, qui venait tomber sur la grande route de Smolensk aux environs de Wiasma. Y devancer l'armée française que tant d'embarras retardaient, et se mettre en travers pour l'empêcher d'aller au delà, n'eût pas été impossible. Mais le sage Kutusof était loin de nourrir de si grandes prétentions. S'exposer à ce que l'armée française lui pussât sur le corps était un triomphe qu'il ne voulait pas lui ménager, mais la harceler constamment, lui enlever de temps en temps quelques colonnes attardées, renouveler ce succès le plus souvent possible, la mener ainsi jusqu'à Wilna, où elle arriverait épuisée, à peu près détruite, était une tactique certaine et point dangereuse, qu'il préférait, et qu'il était décidé à faire prévaloir par la patience, par la ruse même, quand il ne le pourrait point par l'emploi direct de son autorité. Il continua donc à marcher dans l'ordre adopté, ayant sur nos derrières un fort détachement de cavalerie et d'artillerie pourvu de bons chevaux, et se tenant lui-même sur notre flanc avec le gros de l'armée russe.

Après avoir couché entre Borodino et Ghjat, le maréchal Davout, toujours chargé de l'arrière-garde, alla coucher à Ghjat même. Chaque jour rendait la retraite plus difficile, car chaque jour le froid devenait plus intense et l'ennemi plus pressant. De la cavalerie du général Grouchy il ne restait rien. L'infanterie était donc condamnée à faire seule le service de l'arrière-garde, et à remplir à la fois le rôle de toutes les armes. Il lui fallait souvent tenir tête à l'artillerie attelée de l'ennemi, la nôtre, traînée par des chevaux épuisés, étant devenue presque incapable de se mouvoir. Les vieux fantassins du maréchal Davout suffisaient à tout; tantôt ils arrêtaient la cavalerie de l'ennemi avec leurs baïonnettes, tantôt ils fondaient sur son artillerie, et l'enlevaient quoique réduite à la laisser ensuite sur la route, mais contents de s'en être débarrassés pour quelques heures. Peu à peu il fallait nous séparer de la nôtre. A choisir entre les bouches à feu et les caissons de munitions, il eût mieux valu abandonner les premières, puisqu'on avait deux ou trois fois plus de canons qu'on ne pourrait bientôt en trainer et en servir, tandis que les munitions devaient être toujours utiles. Mais les bouches à feu étaient des trophées à laisser dans les mains de l'ennemi, et l'orgueil qui nous avait retenus si longtemps à Moscou avait fait donner l'ordre de garder les pièces de canon et de détruire les caissons, lorsque les attelages viendraient à manquer. Le maréchal Davout avait résisté d'abord à cet ordre, mais il avait fallu obéir; et plusieurs fois dans la journée de sinistres explosions apprenaient à l'armée sa détresse croissante.

Une autre cause de chagrin incessamment renouvelée, c'était l'abandon des blessés. A mesure que l'inquiétude augmentait, l'égoïsme augmentait aussi, et les misérables conducteurs de voitures auxquels on avait confié

les blessés, profitant de la nuit, les jetaient sur les routes, où l'arrière-garde les trouvait morts ou expirants. Cette vue exaspérait les soldats restés fidèles à leurs drapeaux. On sévissait contre les coupables quand on le pouvait; mais les découvrir dans la confusion qui commençait à naître, était difficile. Napoléon avait ordonné à Malo-Jaroslawetz de numérotter les voitures auxquelles les blessés seraient confiés; mais la surveillance qu'une telle mesure supposait était devenue impossible après deux marches. Le spectacle des blessés abandonnés se reproduisait à chaque pas. Ce spectacle n'ébranlait pas les vieux soldats du maréchal Davout, habitués à la rigoureuse discipline du 1^{er} corps; mais tout ce qui n'avait pas reçu l'inspiration du même esprit faisait la réflexion que le dévouement était une duperie, et quittait le rang. La queue de l'armée composée de cavaliers démontés, de soldats fatigués, découragés ou malades, tous marchant sans armes, s'allongeait sans cesse. Les alliés illyriens, hollandais, anséates, espagnols, appartenant au 1^{er} corps, étaient allés s'y soustraire à toute espèce de devoirs, et parmi les Français, les jeunes soldats, les réfractaires arrachés récemment à leur vie errante, avaient suivi cet exemple. On s'éloignait des rangs sous prétexte d'aller chercher des vivres, on jetait son fusil, puis on venait se cacher dans la foule sans nom qui vivait comme elle pouvait à la suite de l'armée. Les soldats de l'arrière-garde qui devaient attendre cette multitude aux passages difficiles et aux bivouacs du soir, la voyaient grossir avec chagrin, avec colère, car elle aggravait leur embarras, et était un refuge pour tout ce qui ne voulait pas se dévouer au salut commun. De 28 mille fantassins qu'il comprenait encore en sortant de Moscou, le 1^{er} corps en conservait tout au plus 20 mille après onze jours de marche. Sévir contre ceux qui abandonnaient les rangs, déjà très-difficile à la sortie de Moscou, allait devenir impossible. Le maréchal Davout le fit proposer à Napoléon, qui, ne voulant pas voir de ses yeux des maux dont la réalité l'eût confondu et condamné, aimait mieux s'en prendre au caractère du maréchal, trop minutieux, trop exigeant, suivant lui, et à chacune de ses demandes répondait par l'ordre d'avancer plus vite.

On alla ainsi coucher à Ghjat le 31 octobre au soir. En approchant de cette ville, le maréchal avait voulu faire un grand fourrage à droite et à gauche de la route, avec des colonnes d'infanterie légère, faute de cavalerie, et cheminer lentement pour donner à ces colonnes le temps de fouiller les villages et de recueillir des vivres, tant pour le 1^{er} corps que pour la foule affamée qui le suivait. Mais la cavalerie ennemie se montra si nombreuse sur nos flancs et nos derrières, qu'on ne put ni s'éloigner ni ralentir la marche, et qu'il fallut renoncer à cette sage mesure, et vivre à l'aventure.

Le 1^{er} novembre, en quittant Ghjat, le maréchal savait qu'on trouverait

au village de Czarewo-Zaimitché un défilé difficile, et où il fallait s'attendre à un grand encombrement. On avait à traverser une petite rivière marécageuse, précédée et suivie de terrains fangeux, où l'on ne pouvait passer que sur une chaussée étroite, qui devait être bientôt obstruée. Prévoyant cette difficulté, le maréchal avait fait conjurer le prince Eugène de hâter le pas, promettant quant à lui de la ralentir le plus possible. Malgré ces précautions, le corps du prince Eugène s'était accumulé au passage de ce défilé, et le pont avait fléchi sous le poids. Quelques voitures d'artillerie, voulant débarrasser la route, avaient essayé de passer à gué, et y avaient réussi. D'autres s'étaient embourbées, et ces dernières faisant obstacle à celles qui suivaient, le désordre avait été porté au comble. Le 1^{er} corps arriva un peu avant la nuit devant ce triste encombrement, qu'il fallait protéger contre l'ennemi, chaque jour plus nombreux et plus incommode, car après avoir eu seulement Platow sur nos derrières, nous avions de plus Miloradovitch sur le flanc.

En quelques instants une masse de cavalerie, accompagnée de beaucoup d'artillerie, couvrit de feux tant la colonne du prince Eugène, accumulée autour du pont, que les divisions du 1^{er} corps. L'intrepide général Gérard, commandant la division Gudin, se rangea en bataille à l'extrême arrière-garde, et on la vit tantôt avec son artillerie éloigner celle de l'ennemi, tantôt courir lui-même à la tête d'un bataillon sur les batteries ennemies pour les enlever ou les obliger à fuir. Il protégea ainsi pendant la fin du jour et une partie de la nuit cette espèce de déroute, partout présent au plus fort du danger. Pendant ce même temps, le maréchal, tantôt avec le général Gérard, tantôt avec les sapeurs du 1^{er} corps, était occupé à diriger le combat, à rétablir le pont rompu, à jeter des chevaux sur d'autres points, et à faire écauler la foule. Lui, ses généraux, et les soldats de la division Gérard passèrent cette nuit debout, sans manger ni dormir, exclusivement consacrés au salut du reste de l'armée.

Le lendemain 2 novembre à la pointe du jour, le maréchal Davout supplia de nouveau le prince Eugène de se hâter, afin d'être rendu le 3 de bonne heure à Wiasma, où Napoléon, qui s'y trouvait depuis le 31, pressait l'arrivée de l'arrière-garde, et où l'on pouvait craindre en effet de rancontrer la gros de l'armée russe débouchant par la route de Jucknow. La journée fut employée à gagner Fédrowskoïé, qui est à une petite distance de Wiasma. Il fut convenu que le prince Eugène partirait la jour suivant à 3 heures du matin. Malheureusement ce jeune prince, doué de qualités chevaleresques, mais n'apportant dans la commandement ni la précision ni la vigueur du maréchal Davout, ne sut pas faire partir ses troupes à temps. A six heures du matin elles n'étaient pas en marche. Le 1^{er} corps qui suivait devait attendre l'écoulement des troupes du prince Eugène, des trainards et des bagages. Il ne put donc se

mettre que très-tard en route. Il fit de son mieux pour regagner le temps perdu.

A une lieue et demie de Wiasma, on aperçut tout à coup l'ennemi sur la gauche du chemin, et ses boulets vinrent tomber au milieu de la masse débandée, qui marchait à la suite de l'armée, et avant l'extrême arrière-garde. A chaque décharge de l'artillerie russe c'étaient des cris affreux, un flottement épouvantable dans cette foule impuissante, composée de soldats désarmés, de blessés, de malades, de femmes et d'enfants. Le 4^e corps, celui du prince Eugène, tâchait de la faire avancer, et la maltraitait souvent, les soldats restés au drapeau se croyant le droit de mépriser ceux qui de gré ou de force l'avaient abandonné. Enfin le corps du prince Eugène poussant devant lui la masse qui lui faisait obstacle, était parvenu à défilér presque tout entier, lorsque profitant d'un intervalle laissé entre les deux brigades de la division Delzons, un parti de cavalerie ennemie se jeta à la traverse, et intercepta la route. C'était la cavalerie de Wasiltchikoff, qui avec une nombreuse artillerie à cheval vint barrer le chemin, tandis que celle du général Korff, déployée sur la gauche du même chemin, le couvrait aussi de ses projectiles. On était coupé, et il fallait se faire jour.

Une brigade de la division Delzons et les restes de Ponietowski se trouvaient arrêtés par la manœuvre de l'ennemi, et repoussés sur la tête du 1^{er} corps, dont les cinq divisions s'avançaient en bon ordre, sous la conduite du maréchal Devout lui-même. Ce maréchal se doutant qu'à Wiasma, où la route de Jucknow venait joindra celle de Smolensk, on pourrait rencontrer Kutusof avec toute l'armée russe, confirmé dans cette conjecture par les fréquentes apparitions de la cavalerie régulière, avait pris toutes ses précautions, et marchait en ordre de bataille. De ses vieux généraux Gudin était tué; Friant était blessé si gravement qu'il était dans l'impossibilité de se tenir debout; Compans avait été blessé au bras à la Moskowa, et Morand à la tête. Ces deux derniers étaient à cheval malgré leurs blessures. Gérard n'avait pas cessé d'y être. Les uns et les autres entouraient le maréchal, et dirigeaient les débris du 1^{er} corps réduit à 15 mille hommes de 20 mille qui lui restaient à Mojaïsk, de 28 qu'il avait encore à Moscou, de 72 mille qu'il avait eus en passant le Niémen. C'étaient tous de vieux soldats dont la nature pouvait seule triompher.

Le brave général Gérard qui formait l'avant-garde avec sa division, en voyant la queue du 4^e corps surprise et refoulée, hâta le pas, et sous un feu très-vif d'artillerie courut aux pièces de l'ennemi pour les enlever. La cavalerie de Wasiltchikoff qui les couvrait ne l'attendit pas, et s'enfuit au galop. Mais derrière cette cavalerie se voyait déjà en bataille l'infanterie du prince Eugène de Wurtemberg, qui avait eu le temps de couper le chemin tandis que celle d'Olsoufiéff était venue le flanquer. La division Gérard

marcha droit sur la division du prince Eugène de Wurtemberg, que la seconde brigade de Delzons et les restes des Polonais placés à droite de la route menaçaient de prendre en flanc. Miloradovitch, qui commandait, n'osa pas tenir dans cette position, et ramena la division Eugène de Wurtemberg sur le côté gauche de la route. Le passage se trouva rouvert. Quelques escadrons de cavalerie russe, rejetés sur notre droite, et coupés à leur tour, essayèrent, en repassant au galop sur notre gauche, un feu violent de notre infanterie.

La seconde brigade de Delzons et les Polonais, délivrés par le 1^{er} corps, se hâtèrent d'entrer dans Wiasma au pas de course, afin de franchir la rivière de ce nom, qui partage la ville en deux, et de désencombrer le chemin. Si on avait pu traverser Wiasma sans combattre, il eût fallu le faire, le sort des blessés étant des plus à plaindre, et le moral de l'armée n'ayant pas besoin de combats pour se relever. Mais de nouvelles masses ennemies se montrant à chaque instant sur le flanc de la route, et le gros de l'armée russe apparaissant dans la direction de Jucknow, le combat était inévitable, et il fallait se préparer à le soutenir.

Le maréchal Ney, au bruit de la canonnade, avait arrêté son corps au moment de quitter Wiasma, et s'était rendu de sa personne auprès de Davout et d'Eugène. Il fut convenu entre eux qu'il se déploierait devant la route de Jucknow pour tenir tête à Kutusof, arrivé en effet avec le gros de l'armée russe, qu'Eugène placerait la division Broussier entre Wiasma et le corps de Davout, et que ce dernier se mettrait en bataille sur la gauche de la route pour tenir tête à Miloradovitch. Tout ce qui ne serait pas obligé d'être en ligne, notamment les divisions Delzons et Poniatowski, les bagages, les débandés avaient ordre de franchir au plus vite les ponts de Wiasma, et de gagner en toute hâte la route de Dorogobouge.

Une petite rivière se jetant dans la Wiasma, formait une défense naturelle autour de la ville du côté de Jucknow. Ney s'établit derrière cette petite rivière, avec les divisions Razout et Ledru, réduites à 6 mille hommes. Il mit toute son artillerie en batterie, et, par sa belle contenance, fit passer son intrépidité dans l'âme de ses soldats, qui voyaient non sans quelque appréhension s'avancer sur eux les colonnes profondes de l'armée russe. Broussier forma la jonction entre Wiasma et le corps du maréchal Davout. Ce maréchal rangea en bataille sur le flanc de la route ses 4^e et 3^e divisions sous le général Compans, et derrière elles, pour leur servir d'appui, la division Gérard. Morand arriva avec la 1^{re} division, qui était la sienne, avec la 2^e, qui était celle de Friant, appuya sa droite à Compans, et le dos à la grande route qu'il eut soin de barrer en formant un crochet avec sa gauche repliée. Le 1^{er} corps n'avait plus que 40 bouches à feu en état de servir, quoiqu'on lui en eût fait traîner 127.

Miloradovitch commença la canonnade avec cent bouches à feu, et fit

tirer à ontrance sur les cinq divisions du maréchal Davout. Nos quarante bouches à feu lui répondirent avec avantage. Tout fougueux qu'il était, Miloradovitch n'osa pas aborder ce front imposant de vieux soldats, et se contenta d'employer contre eux son artillerie. La tête de l'armée russe, parvenue devant la petite rivière qui couvrait Ney, se mit à canonner de son côté, mais Ney lui répondit sur-le-champ par une grêle de boulets. On demeura ainsi quelque temps en présence les uns des autres, occupés à échanger un violent feu d'artillerie, et l'ennemi, qui aurait dû nous accabler, puisqu'il était là dans la proportion de quatre contre un, se gardant bien de nous attaquer. Il était temps pour nous de battre en retraite, car nous avions assez imposé à l'armée russe pour qu'elle s'abstint de toute tentative sérieuse, et d'ailleurs la nuit s'avancant il importait de traverser Wiasma. Tandis que le général Broussier se retirait sur cette petite ville, profitant de ce qu'il en était le plus voisin, les cinq divisions du maréchal Davout défilèrent, chaque ligne après avoir fait feu se reployant et passant dans les intervalles de la ligne suivante, qui faisait feu à son tour pour protéger le mouvement des colonnes en retraite. Ces mouvements s'opérèrent comme sur un champ de manœuvre. Le 85^e qui appartenait à la division Dessaix, et formait la droite du maréchal Davout, se sentant maltraité par l'artillerie ennemie, courut à elle, s'en empara, et ramena trois pièces que, faute d'attelages, on ne put pas conserver. Le général Morand resta le dernier en bataille pour couvrir la retraite de tout le monde. Il se reploya à son tour, et comme il était vivement pressé, le 37^e s'arrêta, fit volte-face, marcha sur les Russes baïonnette baissée, les refoula, puis reprit son chemin vers Wiasma. Par malheur il était nuit; la partie de la ville qui était située en deçà de la Wiasma, et que la retraite du maréchal Ney avait découverte, avait été subitement envahie par l'ennemi. On l'y trouva, et il fallut un engagement des plus violents pour s'ouvrir une issue. On perdit deux bouches à feu dans cette confusion. Comme il n'y avait que deux ponts sur la Wiasma, l'un dans la ville, l'autre en dehors, l'affluence des troupes, l'obscurité, le feu de l'artillerie amenèrent quelque désordre. Le brave 37^e, à force de charges répétées, contint les Russes et protégea le passage.

Cette journée nous coûta 15 à 1800 soldats des plus vieux et des meilleurs. Notre artillerie étant mieux dirigée, l'ennemi eut au moins le double d'hommes mis hors de combat; mais ses blessés n'étaient pas perdus, tandis qu'il était impossible de sauver un seul des nôtres. Le défaut absolu de soins, le froid qui commençait à devenir vif, et surtout la cruauté de paysans féroces, condamnaient à mourir tout ce qu'on laissait sur la route. On ne quittait donc pas un champ de bataille sans avoir le cœur navré, et il fallait le sentiment de l'honneur militaire dans cette armée, l'ascendant de ses généraux blessés la commandant avec le bras en

écharpe ou la tête bandée, pour y maintenir un dévouement si cruellement récompensé. En entrant dans Wiasma, on ne trouva aucun moyen de subsistance. La garde et les corps qui avaient passé avaient tout dévoré. Il ne restait plus rien des vivres de Moscou. On se jeta par une nuit sombre et froide dans un bois, on y alluma de grands feux, et on y fit rôtir de la viande de cheval. Les soldats du prince Eugène et du maréchal Davout, surtout les derniers, qui avaient été constamment sur pied depuis trois jours, se couchèrent devant leurs feux de bivouacs et dormirent profondément. On était au 3 novembre, et il y avait quinze jours qu'ils étaient chargés de couvrir la retraite. Ils avaient perdu plus de la moitié de leur effectif. Napoléon avait décidé qu'ils prendraient un peu de repos, et que Ney les remplacerait à l'arrière-garde. Du reste, ce n'était pas justice de sa part, mais injustice. Il se plaignait de ce qu'ils avaient marché trop lentement. Vivant au milieu de la garde, qui tenait la tête de l'armée, qui consommait le peu qu'on trouvait encore sur les routes, et laissait du cheval mort à ceux qui suivaient, il ne voyait rien de la retraite et n'en voulait rien voir, car il eût été obligé d'assister de trop près aux affreuses conséquences de ses fautes. Il aimait mieux les nier, et, à deux marches de l'arrière-garde, n'apercevant aucun de ses embarras, il persistait à se plaindre d'elle, au lieu d'aller la diriger.

Ce n'étaient pas de grandes conceptions qu'il eût fallu dans ce moment, mais le courage de voir de ses propres yeux tout le mal qu'on avait fait, d'être à cheval du matin au soir pour présider au passage des rivières, au rétablissement des ponts, à l'écoulement de la foule désarmée, pour soutenir de son ascendant l'autorité ébranlée des généraux, pour faire entre eux un partage équitable des difficultés, s'en réserver la plus forte part, mourir de fatigue s'il le fallait, car il n'y avait pas une souffrance, pas une mort dont on ne fût l'auteur, sourire aux visages abattus, calmer les visages furieux, s'exposer même aux emportements du désespoir, car il était possible qu'on en rencontrât de terribles! Loïn de là, Napoléon, non par faiblesse, mais pour se soustraire au spectacle accusateur de cette retraite, ne quittait pas la tête de l'armée, et tantôt à cheval, tantôt à pied, plus souvent en voiture, entre Berthier consterné, Murat éteint, passait des heures entières sans proférer une parole, plongé dans un abîme de réflexions désolantes dont il ne sortait que pour se plaindre de ses lieutenants, comme s'il avait pu faire encore illusion à quelqu'un en blâmant d'autres que lui!

Il n'avait pas entretenu depuis Malo-Jaroslawetz le maréchal Davout toujours resté à l'arrière-garde. En le revoyant il eut avec lui une explication des plus vives. Le maréchal, quoique façonné à l'obéissance du temps, avait un orgueil qu'aucune autorité ne pouvait faire fléchir. Il défendit avec amertume l'honneur du 1^{er} corps. Des officiers tels que les

généraux Compans, Morand, Gérard, toujours à cheval quoique blessés, n'avaient pas pu mériter un reproche. Le maréchal Davout ne se défendit pas, lui, il défendit ses glorieux lieutenants, auxquels il n'était dû que des hommages. Napoléon se tut, mais jusqu'au jour de son départ de l'armée, il n'échangea presque plus une parole avec le maréchal Davout, pour lequel au demeurant le silence n'était guère une punition. Mais comme il faut au despotisme en faute des victimes qui prennent sa place dans le blâme général, cet illustre personnage fut sacrifié ici, comme Masséna en Portugal. On se mit à répéter, après Napoléon, que dans cette retraite il n'avait pas tenu une conduite digne de son grand caractère. C'était aussi vrai qu'il était vrai que Masséna eût été la cause des malheurs de l'armée dans la Péninsule. Il avait conduit pendant quinze jours avec une infatigable vigilance, avec une fermeté froide mais lubrifiable, une retraite des plus difficiles, héritant de tous les embarras que les autres rejetaient sur lui, et vivant de ce qu'ils lui laissaient, c'est-à-dire de rien. Les troupes du prince Eugène, à la vérité, s'étaient ruées avec quelque précipitation dans Wiasma, au moment où dégagées par le 1^{er} corps, elles se hâtaient bien naturellement de franchir le défilé. C'était le 1^{er} corps qui, marchant avec un imperturbable sang-froid, avait couvert tout le monde, et on l'accusait de s'être débaudé ! C'était la tête de l'armée, pourvue sinon de tout, du moins de ce qui restait dans ces campagnes désolées, et n'ayant jamais l'ennemi à dos, qui parlait ainsi de l'arrière-garde ! Le maréchal Ney, dont la raison n'égalait pas le courage, eut le tort de tenir, lui aussi, quelques propos de ce genre contre son collègue. Il allait bientôt faire lui-même une glorieuse mais terrible épreuve du rôle d'arrière-garde¹.

Napoléon arriva le 5 novembre à Dorogobouge. Le prince Eugène y arriva le 6, les autres corps le 7 et le 8. Jusqu'ici le froid avait été piquant, incommode, mais point encore mortel. Tout à coup, dans la journée du 9, le temps se chargea de sombres vapeurs, et des torrents de neige poussés par un vent violent tombèrent sur la terre. Nos régiments partis de la Pologne par une chaleur étouffante, conduits à Moscou sans l'idée d'y séjourner, avaient laissé dans les magasins de Dantzig les vêtements les plus chauds, et avaient cru que ce serait assez pour eux de les trouver à Wilna. Quelques soldats avaient des fourrures prises à Moscou, mais c'était le petit nombre, car la plupart les avaient vendues à leurs officiers. Bien nourris, ils auraient supporté le froid, qui n'était encore que de 9 à 10 degrés Réaumur ; mais vivant d'un peu de farine délayée dans de l'eau,

¹ Le prince Eugène de Wurtemberg, l'un des sarrateurs étrangers les plus équitables, dit à propos des plaintes du maréchal Ney sur le 1^{er} corps, ces paroles : *mais Ney n'avait point été ce jour-là dans la position scabreuse de son collègue.* — Le prince Eugène de Wurtemberg veut parler de la journée de Wiasma.

de viande de cheval rôtie au feu des bivouacs, couchant à terre sans tentes ni abris, ils devaient être cruellement éprouvés par des froids même inférieurs à ceux qu'ils avaient supportés jadis soit en Allemagne, soit en Pologne. Cette première neige tombée après qu'on eut passé Dorogobouge, accrut singulièrement la misère générale. Excepté à l'arrière-garde, que Davout avait conduite avec une inflexible fermeté, que Ney conduisait en ce moment avec une énergie de courage et de bonne santé qu'aucune souffrance ne pouvait vaincre, le sentiment du devoir commençait d'abandonner tout le monde. Il n'y avait que le canon qui rendit l'honneur, la dignité, le courage à ces soldats exténués. Tous les blessés avaient été délaissés, et des soldats alliés, dont nous ne désignerons pas ici le corps, chargés d'escorter les prisonniers russes, s'en débarrassaient en leur cassant la tête à coups de fusil. Quiconque était atteint de cette contagion d'égoïsme si générale, si tristement frappante dans les grandes calamités, ne songeant qu'à soi, désertant ses rangs pour chercher à vivre, allait accroître la foule errante et désarmée qui était en sortant de Dorogobouge de 50 mille individus environ, compris les fugitifs de Moscou et les conducteurs de bagages. Plus de dix mille soldats étaient déjà morts sur les routes. Il restait à peine cinquante mille hommes sous les armes. Toute la cavalerie, excepté celle de la garde, était démontée. Pourtant on n'avait plus que trois marches à faire pour atteindre Smolensk. Une fois là, on se flattait de trouver des magasins, des vivres, des vêtements, des abris, des renforts et des murailles fortifiées. Cette espérance soutenait le cœur de l'armée. Smolensk! Smolensk! était le cri sortant de toutes les bouches. On comptait les lieues, les heures. Jamais, après la tempête, port n'avait été si vivement désiré!

Mais à Dorogobouge de fâcheuses nouvelles vinrent assaillir Napoléon : nouvelles défavorables des opérations militaires sur les ailes, nouvelles étranges de France où le gouvernement avait été audacieusement attaqué, car, comme on le dit vulgairement, jamais un malheur n'arrive seul.

Sur les deux ailes de l'armée les plans de l'ennemi s'étaient entièrement dévoilés. L'amiral Tchitchakoff, après avoir rejoint Tormazoff avec environ 30 mille hommes, et l'avoir remplacé dans le commandement des deux armées réunies, avait pris l'offensive en septembre contre le prince de Schwarzenberg et le général Reynier, commandant avec beaucoup d'accord, mais sans beaucoup d'énergie, le corps austro-saxon. Le nouveau général russe avait poussé devant lui, de la ligne du Styr sur celle du Bug, les deux généraux alliés. Ceux-ci n'ayant guère que 35 mille hommes à eux deux, 25 mille Autrichiens et 10 mille Saxons, n'avaient pas cru devoir risquer une bataille dont la perte eût découvert la droite de la grande armée, et alarmé Varsovie déjà trop facile à épouvanter. Ils avaient donc rétrogradé jusqu'à Brezese, et étaient venus se blottir der-

rière leur asile ordinaire, les marais de Pinsk. Il n'y avait guère à les en blâmer. Le général Reynier ne pouvait pas être plus entreprenant que le prince de Schwarzenberg, et celui-ci de son côté n'aurait pas pu faire beaucoup plus qu'il ne faisait. C'était de sa part non pas trahison, non pas même trêve, mais extrême circonspection. Chargé du sort d'une armée de 30 mille Autrichiens, déjà réduite à 25 mille par les pertes de la campagne, il mettait son honneur de militaire et son devoir de citoyen à la conserver, et il s'y appliquait peut-être encore plus qu'à la rendre utile. Traité par Napoléon avec infiniment de bonté, reconnaissant envers lui, incapable de le trahir, même à moitié, il s'attachait seulement à ne pas se faire battre, et bien qu'il fût assuré de la conduite honorable de ses troupes au feu, il les savait tellement froides pour la cause qu'on leur avait donnée à défendre, qu'il ne voulait pas trop exiger d'elles. Renforcé de 10 mille hommes comme il l'avait demandé, il aurait pu se montrer plus hardi; mais le gouvernement autrichien, résolu à se tenir dans la mesure qu'il avait secrètement promis à la Russie de garder, n'avait guère envie d'accroître sa participation à la guerre. Tout au plus consentait-il à reporter à 30 mille hommes par un renfort de 5 à 6 mille, le corps auxiliaire fourni à Napoléon. Il avait bien en Gallicie une armée qu'il aurait pu faire agir contre la Volhynie, mais il eût attiré en Gallicie les Russes, envers lesquels il s'était engagé à ne pas passer la frontière s'ils ne la passaient pas eux-mêmes; c'est ce qu'il appelait assez franchement la *neutralisation de la Gallicie*, et il désirait ne pas sortir de cette situation.

Ces dispositions auraient suffi à elles seules, quand même les événements militaires ne seraient pas venus s'y joindre, pour rendre le prince de Schwarzenberg extrêmement circonspect. Ayant appris qu'un renfort de 6 mille hommes, longtemps annoncé, arrivait enfin, il avait laissé le général Reynier derrière les marais de Pinsk, et il était allé tendre la main à ce renfort, qui s'avancait par Zamosc. Après l'avoir rallié, il était revenu par Brezesc se réunir au général Reynier, qui de son côté attendait une division française d'environ 12 à 15 mille hommes, la division Durutte, empruntée au corps d'Augereau, et composée des bataillons tirés des îles de Walcheren, de Ré, de Belle-Ile. Napoléon avait encore détaché cette division du corps d'Augereau, comptant pour la remplacer en Allemagne sur la superbe division Grenier, qui arrivait d'Italie. Le prince de Schwarzenberg ayant reçu 5 à 6 mille hommes de renfort, le général Reynier étant à la veille d'en recevoir 12 à 15 mille, allaient se trouver à la tête de 50 et quelques mille hommes, et en mesure de résister aux 60 mille de l'amiral Tchitchakoff. Mais tandis qu'ils employaient le temps en mouvements déconcertés pour aller à la rencontre, l'un des Autrichiens venant par Zamosc, l'autre des Français arrivant par Varsovie, l'amiral

Tchitchakoff, se conformant aux instructions que l'empereur Alexandre lui avait envoyées par l'intermédiaire de M. de Czernicheff, avait laissé le général Saeken avec 25 mille hommes devant les généraux alliés, et avait marché avec 35 mille sur la haute Bérézina, afin de donner la main au comte de Wittgenstein, qui était chargé de repousser le maréchal Saint-Cyr des bords de la Dwina, et de se porter à la rencontre de l'armée de Moldavie. Le plus simple eût été de suivre l'amiral Tchitchakoff, mais le prince de Schwarzenberg et le général Reynier ne démêlant pas bien les intentions assez obscures des Russes, ne savaient quel parti prendre, entre Saeken qu'ils avaient devant eux, et Tchitchakoff qu'on disait en marche vers Minsk. Au milieu de ces incertitudes, ils laissaient l'amiral achever son mouvement.

Voilà ce que M. de Bassano mandait à Napoléon des affaires de la droite, c'est-à-dire de la Volhynie et du bas Dniéper. Les affaires allaient encore pis sur la gauche, c'est-à-dire sur la Dwina haute et basse. Le maréchal Macdonald après être resté pendant les mois de septembre et d'octobre à se morfondre près de Dunahourg avec une division polonaise de 7 à 8 mille hommes, pour atteindre deux buts qu'il manquait tous les deux, celui de couvrir le siège de Riga, et celui de se maintenir en communication avec le maréchal Saint-Cyr, avait été ramené vers la basse Dwina pour soutenir les Prussiens contre les troupes de Finlande, transportées en Livonie d'après les arrangements de la Russie avec la Suède. Définitivement rejeté depuis ce moment hors du rayon des opérations, de la grande armée, il s'était vu condamné, comme il l'avait craint, à une longue inutilité.

À Polotsk même les choses s'étaient passées encore plus tristement. Les troupes de Finlande embarquées pour Revel, après avoir perdu quelque peu de monde par des accidents de mer, avaient pris terre en Livonie, marché sur Riga, secondé le général Essen dans les démonstrations qui avaient rappelé le maréchal Macdonald sur la basse Dwina, et remonté ensuite cette rivière au nombre de 12 mille hommes, sous le comte de Steinghel. Wittgenstein renforcé par ces troupes et par quelques milices, qui toutes ensemble portaient son corps à un total de 45 mille hommes, avait résolu de prendre l'offensive afin d'obliger le maréchal Saint-Cyr à évacuer Polotsk, et de venir donner la main à l'amiral Tchitchakoff, sur la haute Bérézina. Conformément au plan envoyé de Saint-Petersbourg, le comte de Steinghel devait franchir la Dwina au-dessous de Polotsk, pour inquiéter le maréchal Saint-Cyr sur ses derrières, et rendre ainsi plus facile l'opération directe préparée contre lui.

En présence des hostilités dont il était menacé, le maréchal Saint-Cyr ayant eu la plus grande peine pendant septembre et octobre à vivre dans un pays ruiné par le passage des troupes de toutes les nations, demandant

vainement à Wilna des subsistances que le défaut de moyens de transport ne permettait pas de lui envoyer, n'avait pu refaire son corps, ni rétablir son effectif. Le 2^e corps, celui du maréchal Oudinot, ne s'élevait pas à plus de 15 à 16 mille hommes, dont 12 mille Français, et environ 4 mille Suisses ou Croates. Les Bavares tombés à 3 mille, avaient reçu quelques recrues qui les reportaient à 5 ou 6 mille. Le maréchal Saint-Cyr comptait donc tout au plus 21 à 22 mille hommes contre 45, dont 33 allaient l'assiéger directement, et 12 mille devaient en passant la Dwina au-dessous de Polotsk, le prendre à revers. Heureusement le maréchal Saint-Cyr était un homme de ressources, il avait une position étudiée longtemps à l'avance, de bons soldats, d'excellents lieutenants, et il était résolu à bien disputer le terrain.

La ville de Polotsk, située, comme nous l'avons dit, au sein de l'angle que forment la Polota et la Dwina vers leur confluent, avait été couverte d'ouvrages de campagne d'une assez bonne défense. A gauche, la Polota protégeant le front de la position et la plus grande partie de la ville, avait été parsemée de redoutes bien armées; à droite, dans l'ouverture de l'angle formé par les deux rivières, des ouvrages en terre avaient été construits, et les troupes pouvant se porter rapidement d'un front à l'autre, étaient en mesure de faire face partout. Le maréchal Saint-Cyr avait placé à gauche derrière les ouvrages de la Polota les plus faciles à défendre, la division suisse et croate, et à droite, vers l'ouverture de l'angle, là où l'attaque avait le plus de chance de succès, les divisions françaises Legrand et Maison, capables de tenir tête à un ennemi très-supérieur en nombre. Les Bavares étaient en deçà de la Dwina, avec la cavalerie qu'on avait lancée au loin, afin d'observer et de contenir les troupes de Finlande, qui se disposaient à nous attaquer à revers. Plusieurs ponts dans l'intérieur de Polotsk devaient servir au passage de l'armée en cas de retraite forcée. C'est dans cette position que le maréchal Saint-Cyr avait attendu de pied ferme les deux attaques dont il était menacé.

Les 16 et 17 octobre l'ennemi s'était successivement avancé vers nos positions, et les avait enfin abordées résolument le 18 au matin.

Le comte de Wittgenstein, dont un officier jeune, habile et ardent, destiné plus tard à une grande renommée, le général Diebitch, inspirait les déterminations, avait porté ses meilleures et ses plus nombreuses troupes sur notre droite, vers l'ouverture de l'angle formé par la Polota et la Dwina. Son intention était d'attirer toutes nos forces vers cette partie la plus accessible de notre position, et de faire ensuite enlever par le prince de Jackwill, avec le reste de son armée, la Polota dépourvue de troupes.

En effet, les Russes ayant débouché hardiment sur notre droite, s'étaient approchés sans le savoir de batteries placées à Struwnia, les-

quelles flanquaient la partie découverte de la ville. Il aurait fallu les laisser venir sans faire feu, pour les mitrailler à outrance quand ils n'auraient plus eu le temps de rétrograder. Mais dans leur ardeur les artilleurs bava-rois qui servaient ces batteries ayant tiré trop tôt, les Russes avertis s'étaient avancés avec plus de mesure qu'il n'eût été à souhaiter pour le succès de notre manœuvre. Toutefois ils s'étaient portés sans hésiter vers ce front de la ville que la Polota ne protégeait point. Mais les divisions Legrand et Maison s'étaient déployées, et avaient marché à eux résolûment. La division Maison surtout, plus exposée que la division Legrand, avait tenu ferme quoique assaillie de tous côtés, et avait fini par rejeter l'ennemi à une grande distance. La division Legrand n'avait pas été indigne de sa voisine, et partout les Russes avaient été contenus et repous-sés. Le maréchal Saint-Cyr ne se laissant pas trop affecter par le danger de sa droite, avait eu la sagesse de ne pas dégarnir sa gauche, et bien il avait fait, car le prince de Jackwill débouchant à son tour, s'était jeté sur les redoutes de la Polota. En lui permettant d'arriver jusqu'au pied des ouvrages, on l'eût accablé par les feux seuls des redoutes. Mais les Suisses comme les Bava-rois, péchant par trop d'ardeur, avaient fondu sur les Russes à la baïonnette, et en les refoulant avaient paralysé l'artillerie de nos redoutes, sous lesquelles ils étaient venus se placer. De plus ils avaient sacrifié des hommes pour un résultat que nos boulets seuls auraient obtenu. Néanmoins sur ce point comme sur l'autre, l'armée du comte de Wittgenstein avait été repoussée avec une perte de 3 à 4 mille hommes. Notre perte à nous n'était pas de la moitié.

Si le comte de Steinghel n'eût pas menacé de le prendre à dos, le mar-échal Saint-Cyr pouvait se considérer comme bien établi sur la Dwina. Mais le corps de Finlande après avoir passé la Dwina, en remontait la rive gauche pour faire sa jonction sous Polotsk avec une partie des forces de Wittgenstein. En présence de ce nouveau danger, le maréchal Saint-Cyr avait renforcé les Bava-rois sous le général de Wrède, de détachements pris dans chacune de ses trois divisions, et l'avait mis en mesure de ré-sister au comte de Steinghel. Le 19, en effet, après un choc vigoureux, le corps de Finlande avait été obligé de rétrograder. Mais devant une double attaque sur les deux rives de la Dwina, qui menaçait de se renou-veler avec plus d'ensemble et de vigueur, surtout depuis que les deux armées ennemies, arrivées à la même hauteur, pouvaient communiquer d'une rive à l'autre, il n'était pas prudent de s'obstiner, et le maréchal Saint-Cyr avait cru devoir évacuer Polotsk pendant la nuit, pour se retirer en bon ordre derrière l'Oula, que le canal de Lepel, comme on l'a vu, réunit à la Bérésina. En se retirant, nos troupes avaient fait un affreux carnage des Russes, trop pressés de se jeter au milieu des ruines de la ville de Polotsk incendiée.

Les jours suivants nous avons continué cette retraite, le général de Wrede tenant tête au comte de Steinghel, le maréchal Saint-Cyr au comte de Wittgenstein, dans l'espérance de rencontrer le duc de Bellune sur l'Oula.

Celui-ci, en effet, après avoir longtemps hésité entre l'amiral Tchitchakoff qui arrivait par le sud, et les généraux Wittgenstein et Steinghel qui arrivaient par le nord, avait été décidé enfin par l'événement de Polotsk à courir au nord, afin de porter secours au maréchal Saint-Cyr. Malheureusement se trouvant établi non pas à Witebsk mais à Smolensk, par suite de la nouvelle disposition qui avait changé la route de l'armée, il avait eu un assez long trajet à faire pour se rendre à Lepel. Le maréchal Saint-Cyr, gravement blessé à la dernière journée de Polotsk, avait dû abandonner le commandement, que le maréchal Oudinot, très-imparfaitement remis de sa blessure, avait repris avec un zèle des plus louables.

Ainsi à la fin d'octobre deux armées, l'une de 33 mille hommes environ, l'autre de 45 mille, la première ayant échappé au prince de Schwarzenberg, la seconde refoulant devant elle le 2^e corps, étaient près de se donner la main sur la haute Bérézina, et de nous fermer la retraite avec 80 mille hommes. Il n'y avait que la réunion et la victoire des maréchaux Oudinot et Victor qui pussent conjurer ce grave danger.

Nous allions donc trouver Smolensk privé du puissant renfort du 9^e corps, et même de la division Baraguey d'Hilliers, que Napoléon, après l'avoir préparée de longue main, avait attirée sur Jelnia, quand il songeait à marcher sur Kalouga. Il est vrai qu'il avait depuis contremandé cet ordre, mais trop tard, et la division Baraguey d'Hilliers, déjà partie, pouvait tomber au milieu de toute l'armée de Kutusof. Ainsi les circonstances inquiétantes se multipliaient de toutes parts sur les pas de Napoléon. L'abondance dont on s'était flatté de jouir à Smolensk n'était plus telle qu'on l'avait espéré. La navigation intérieure de Dantzic à Kowno n'ayant pu être continuée jusqu'à Wilna, une compagnie de transports avait été organisée, grâce aux soins très-actifs de M. de Bassano, et elle portait 1500 quintaux par jour de Kowno à Minsk, par Wilna. Mais on avait appliqué ces moyens de transport aux spiritueux et aux munitions de guerre, dans la confiance où l'on était de trouver des blés en Lithuanie. On en avait trouvé en effet, par suite d'une vaste réquisition, mais les fermiers lithuaniens manquant de charrois, ou ne voulant pas en fournir, dans l'espoir que leurs denrées finiraient par leur rester faute de pouvoir être déplacées, on n'avait pu réunir qu'une partie des grains et des farines demandés pour Wilna, Minsk, Borisow, Smolensk. Les bœufs se portant eux-mêmes, la viande manquait moins. Mais c'est tout au plus si l'armée devait avoir pour 7 ou 8 jours de vivres à Smolensk, pour 15 à Minsk, pour 20 à Wilna. Toutefois, en s'y employant avec zèle, il était possible

de la pourvoir de subsistances pour un temps beaucoup plus long. Actuellement il n'y avait d'assurée que la subsistance des premiers jours.

Cette espérance des riches quartiers d'hiver en Lithuanie n'était donc pas si près de se réaliser qu'on l'avait cru. Il est vrai que c'était le secret de Napoléon seul, mais il n'y avait pas là de quoi réjouir son âme, que tant de choses attristaient profondément. Il lui restait bien pis à apprendre encore. La France, qu'il avait laissée si tranquille, si soumise, avait failli être bouleversée, peut-être même arrachée à sa domination par un fou, par un maniaque audacieux, dont le facile succès pendant quelques heures prouvait combien tout en France dépendait de la vie d'un seul homme, vie incessamment menacée non par les poignards, mais par les boulets.

On détenait depuis plusieurs années, dans les prisons de la Conciergerie, un ancien officier, le général Malet, gentilhomme franc-comtois, républicain ardent et sinistre, formé comme beaucoup d'hommes de son temps et de sa naissance à l'école de J. J. Rousseau, devenu général de la république, et ne pardonnant pas à Napoléon de l'avoir détruite. La domination d'une seule idée rend un homme fou, ou capable de choses extraordinaires, et produit souvent les deux résultats à la fois. L'idée unique qui remplissait l'esprit du général Malet, c'est qu'un chef d'État faisant constamment la guerre devait être un jour ou l'autre emporté par un boulet, qu'avec cette nouvelle, vraie ou même inventée, il devait être facile d'enlever toutes les autorités, et de faire accepter à la nation un autre gouvernement, car la personne de Napoléon était tout, hommes, choses, lois, institutions. Sous l'empire de cette préoccupation, il avait sans cesse combiné dans son esprit les moyens de surprendre les autorités avec la nouvelle inventée de la mort de Napoléon, de proclamer un gouvernement nouveau, et d'amener aux pieds de ce gouvernement la nation fatiguée de despotisme, de silence et de guerre. En 1807 et en 1809, il avait songé un instant à la réalisation de sa chimère, et quelques confidences, inévitables ou non, ayant mis la police sur la voie de ce qu'il méditait, on l'avait enfermé. Il était depuis cette époque détenu à Paris: Prisonnier, sa préoccupation n'en était devenue que plus exclusive, et en voyant Napoléon à Moscou, il s'était dit que c'était le moment ou jamais d'essayer l'exécution de son plan, mais cette fois en ne mettant personne dans son secret, en faisant tout de lui-même, de lui seul, et au moyen de la plus incroyable audace. Transféré dans une maison de santé près de la porte Saint-Antoine, et là s'étant lié avec un prêtre doué de la même discrétion, et animé des mêmes sentiments que lui, il avait imaginé de supposer la mort de Napoléon, en n'avouant à personne le mensonge de cette supposition, de fabriquer de faux ordres, une fausse délibération du Sénat, et à l'aide de cette délibération imaginaire qui rétablirait la république, de se rendre à une caserne, d'entraîner un régiment, avec ce régi-

ment d'aller aux prisons pour délivrer plusieurs militaires actuellement détenus, tels que le général Lahorie, ancien chef d'état-major de Moreau, le général Guidal, compromis pour quelques relations avec les Anglais, de partir avec ces généraux, de s'emparer de la personne de tous les ministres, de convoquer à l'hôtel de ville un certain nombre de grands personnages réputés peu favorables au gouvernement, et d'y proclamer la république. Quoiqu'il eût profondément médité sur son sujet, et beaucoup songé à tous les détails d'exécution, il restait des choses pourtant auxquelles il n'avait pas pourvu, soit qu'il fût pressé d'agir, soit qu'il s'en fût à la fortune, qui doit être de moitié dans toutes les entreprises extraordinaires, à condition cependant qu'on ne lui laisse à faire que le moins possible.

Aidé du prêtre qu'il s'était associé, il avait choisi deux jeunes gens, fort innocents, mais fort courageux, n'ayant pas son secret, et destinés à lui servir d'aides de camp. Avec leur secours il s'était procuré, dans un lieu voisin de sa maison de santé, des uniformes et des pistolets. Le 22 octobre au soir, jour même où Napoléon manœuvrait autour de Malo-Jarslawetz, il profite de la nuit faite, s'échappe par une fenêtre de la maison de santé où il était (le prêtre, qui l'avait assisté de sa plume, s'était enfui à l'avance), court au logement où l'attendaient ses deux jeunes gens, habille l'un d'eux en aide de camp, revêt lui-même l'habit de général, leur dit que Napoléon est mort le 7 octobre à Moscou, que le Sénat réuni la nuit a voté le rétablissement de la république, et, montrant les faux ordres soigneusement préparés dans sa prison, se rend à la caserne Popincourt où se trouvait la dixième cohorte de la garde nationale, commandée par un ancien officier tiré de la réforme. Ce dernier, avant d'être mis à la tête de cette cohorte, avait servi quelque temps en Espagne, et très-honorablement. Il s'appelait Soulier. Le général Malet le fait éveiller, s'introduit auprès de son lit, lui annonce que Napoléon est mort, tué à Moscou d'un coup de foudre le 7 octobre, que le Sénat s'est assemblé secrètement, a décidé le rétablissement de la république, a nommé le général Malet commandant de la force publique dans Paris, et feignant de n'être pas le général Malet, mais le général Lamotte, l'un des généraux employés à Paris, dit qu'il vient par ordre supérieur prendre la 10^e légion pour la conduire sur divers points de la capitale où il a des missions à remplir. Le commandant Soulier, saisi de cette nouvelle, n'imaginant pas dans sa simplicité qu'on pût l'inventer, la déplore, mais se met en devoir d'obéir. Il se lève, fait assembler la cohorte, lui transmet dans la cour de la caserne la nouvelle apportée par le prétendu général Lamotte, nouvelle accueillie avec surprise, mais sans incrédulité, tant elle paraît à tous naturelle et à quelques-uns agréable, car il y avait dans les cohortes d'anciens officiers républicains rappelés au service, et beaucoup

de soldats tirés à leur grand déplaisir de leurs foyers, après avoir satisfait plusieurs fois à toutes les lois de la conscription. Tous obéissent sans un doute, sans une objection.

Le général Malet, prétendu général Lamotte, les conduit à la Force avant le jour, mande le chef de la prison, lui montre un ordre d'élargissement pour les généraux Lahorie et Guidal, obtient leur délivrance par suite de la même crédulité, les fait appeler, leur annonce en les embrassant la grande nouvelle, les trompe comme les autres, assiste à leur joie qu'il feint de partager, leur exhibe les décrets du Sénat, et leur trace la conduite qu'ils ont à tenir. Guidal doit aller enlever le ministre de la guerre, Lahorie doit se rendre chez le ministre de la police, le saisir, le transférer à la Conciergerie, tandis que lui, Malet, se transportant à l'état-major de la place, s'emparera du général Hulin. La consigne donnée c'est de faire sauter la cervelle à quiconque refusera d'obtempérer aux ordres du Sénat, que Guidal et Lahorie ne songent même pas à révoquer en doute. Malet s'était dit avec raison que des complices trompés n'hésiteraient point, et exécuteraient ses instructions avec une bonne foi qui entraînerait tout le monde. Malet se sert de l'un de ses jeunes gens pour envoyer au préfet de la Seine, Frochot, les faux décrets du Sénat, et l'injonction de préparer l'hôtel de ville, où doit se réunir le gouvernement provisoire. L'autre agent improvisé de Malet court à l'un des régiments de la garnison, avec ordre au colonel de garder par des détachements toutes les barrières de Paris, de manière à ne laisser ni entrer ni sortir personne.

Toutes ces choses rapidement convenues, afin de mener à bien cette surprise de Paris endormi, on se rend chez le duc de Rovigo au moment où le jour allait poindre. Le ministre de la police, ayant passé la nuit à expédier des dépêches, avait rigoureusement interdit qu'on l'éveillât. Le général Lahorie, à la tête d'un détachement de la 16^e cohorte, pénètre dans son hôtel, enfonce la porte de sa chambre, entre à travers les débris de cette porte, et le frappe de surprise en apparaissant devant lui. Il avait servi avec le duc de Rovigo, et avait avec lui des relations d'amitié. — Rends-toi sans résistance, lui dit-il, car je t'aime et ne veux pas te faire de mal. L'Empereur est mort, l'Empire est aboli, et le Sénat a rétabli la république. — Le duc de Rovigo répond à Lahorie qu'il est insensé, qu'une lettre de l'Empereur arrivée dans la soirée dément cette assertion, que la nouvelle est fautive, et qu'il est l'auteur ou le jonct d'une imposture. Lahorie, aussi convaincu que peut l'être le duc de Rovigo, affirme; le duc de Rovigo nie. Lahorie ordonne alors qu'on le saisisse. Le duc de Rovigo cherche à détromper la troupe, mais il est naturel à l'homme qu'on arrête de contester, et sa position suffit pour empêcher qu'on ne le croie. Lahorie, d'après ses instructions, aurait dû brûler la cervelle au

duc de Rovigo; il ne le veut pas, court auprès de Guidal, qui était près de là, pour se consulter avec lui. Guidal le suit. Tous les deux persistant dans leur crédulité, mais ne voulant pas tuer un ancien camarade, imposent silence au duc de Rovigo; et sans lui faire de mal l'envoient à la Conciergerie, où déjà le préfet de police était transféré par les mêmes moyens.

Jusqu'ici tout va bien; mais l'arrestation du duc de Rovigo a retardé un peu celle du ministre de la guerre, et de son côté le général Malet perd du temps à celle du général Hulin, commandant la place de Paris. S'étant transporté chez lui avec un détachement de la même cohorte, il le surprend au lit, le fait lever, emploie auprès de lui les assertions qui ont déjà eu tant de succès, ne le trouve pas incrédule à la nouvelle de la mort de Napoléon, mais très-récalcitrant quand il s'agit du rétablissement de la république par une délibération du Sénat, et en reçoit pour réponse l'invitation de produire ses ordres. Le général Malet, plus fidèle à son plan que ses complices improvisés, répond au général Hulin qu'il va les lui communiquer dans son cabinet, se fait conduire dans ce cabinet, et là renverse le général d'un coup de pistolet tiré à bout portant. Malet sort ensuite, se rend chez le chef d'état-major Doucet, lui répète tout ce qu'il avait dit aux autres, lui annonce de plus sa nomination au grade de général, et l'engage à livrer sur-le-champ le commandement de la place. Soit que l'acte de violence auquel le général Malet venait de se porter eût affaibli sa résolution, soit que le premier doute rencontré dans cette journée l'eût ébranlé, il se montre moins ferme avec ce chef d'état-major. Il hésite, perd du temps, et encourage l'incrédulité qu'il n'accable pas sur-le-champ d'une affirmation absolue ou d'un nouveau coup de pistolet. Un autre officier de la place, nommé Laborde, survient, se rappelle les traits du général Malet, devine tout de suite qu'il s'agit d'une audacieuse conspiration, appelle un officier de police qui justement connaissait Malet, et qui avait contribué à sa translation d'une prison à l'autre. Cet officier de police, certain que le général est un des sujets de son autorité, lui demande pourquoi et comment il a quitté sa prison, l'embarrasse, le déconcerte, et lui fait perdre tout ascendant sur sa troupe. Malet veut alors se servir de ses armes. On se jette sur lui, on lui lie les mains, on le met en arrestation devant sa troupe hésitante et commençant à croire qu'elle a été trompée. Il se flatte encore d'être secouru par ses complices, mais au lieu d'eux ce sont des soldats de la garde impériale, qui, prévenus en toute hâte, accourent, débarrassent l'état-major de la place de ses assaillants, et font prisonniers ceux qui étaient venus faire des prisonniers.

En une heure le duc de Rovigo est délivré, le préfet de police également, et chacun d'eux a repris possession de son ministère. Ce qui paraîtra plus singulier que tout ce dont on vient de lire le récit, c'est que le préfet de la Seine, arrivant de la campagne à la pointe du jour, surpris

de tous côtés par la nouvelle dont l'hôtel de ville était plein, n'avait pas pu croire qu'elle fût inventée, et s'était mis à disposer les appartements demandés, lentement à la vérité, non pas qu'il doutât, mais parce qu'il avait peu de goût pour le gouvernement républicain, qui paraissait devoir succéder à l'Empire. Ce qui n'étonnera pas moins, c'est que le chef du régiment qu'on avait chargé de garder les barrières avait obéi, et avait envoyé des détachements pour s'en emparer.

Il était à peine midi que tout était terminé, que les choses étaient remises à leur place, les autorités, un moment surprises, rétablies dans leurs fonctions, et que Paris, apprenant cette rapide succession de scènes, passait de la crainte que lui inspiraient toujours les tentatives de ce qu'on appelait les *terroristes*, à un immense éclat de rire contre une police détestée, et si aisément prise au dépourvu. Que tout autre ministre eût été enlevé, soit; mais le ministre de la police lui-même! c'est ce dont on ne pouvait trop rire, trop s'amuser, trop parler, et la crainte, après avoir précédé le rire, le suivait aussi, car il y avait à faire de bien tristes réflexions sur un pareil état de choses.

Tant de crédulité à admettre les ordres les plus étranges, tant d'obéissance à les exécuter, accusaient non pas les hommes, toujours si faciles à tromper, et si prompts à obéir quand ils en ont pris l'habitude, mais le régime sous lequel de telles choses étaient possibles. Sous ce régime de secret, d'obéissance passive et aveugle, où un homme était à lui seul le gouvernement, la constitution, l'État, où cet homme jouait tous les jours le sort de la France et le sien dans de fabuleuses aventures, il était naturel de croire à sa mort, sa mort admise de chercher une sorte d'autorité dans le Sénat, et de continuer à obéir passivement, sans examen, sans contestation, car on n'était plus habitué à concevoir, à souffrir une contradiction. On n'aurait pas surpris par de tels moyens un État libre, parce qu'il y a mille contradicteurs à rencontrer à chaque pas dans un pays où tout homme raisonne et discute ses devoirs. Dans un état despotique, le téméraire qui met la main sur le ressort essentiel du gouvernement, est le maître, et c'est ce qui donne naissance aux conspirations de palais, signe honteux de la caducité des empires voués au despotisme. Il existait pourtant un héritier de Napoléon, et on n'y avait pas même songé!

Il n'y avait donc personne à accuser que le régime existant, mais la police et l'autorité militaire craignant que Napoléon ne s'en prit à l'une ou à l'autre de cette bizarre aventure, voulaient chacune que de l'examen des faits ressortit sa propre justification et la condamnation de sa rivale. La police n'avait pas découvert ce complot, et l'autorité militaire s'y était prêtée avec une facilité qui pouvait passer pour de la connivence. Toutes deux cependant étaient innocentes. La police n'avait pu découvrir ce qui était dans la tête d'un seul homme, et il était naturel que l'autorité mili-

taïro inférieure crût une chose aussi croyable que la mort de Napoléon. La première n'était donc pas inepte, ni la seconde infidèle, mais du peur d'être accusé il fallait accuser. D'ailleurs le ministre de la police et le ministre de la guerre ne s'aimaient point. Le duc de Feltre avait tous les dehors du bien, le duc de Rovigo tous les dehors du mal, et chez aucun des deux la réalité ne répondait aux apparences. Le duc de Rovigo chercha la vérité, à la découverte de laquelle il avait grand intérêt, et cette vérité tournait à la décharge de tout le monde, le général Malet excepté. Le duc de Feltre voulut voir partout des complices de Malet, afin que la police parût coupable de ne les avoir pas trouvés, quand ils étaient en si grand nombre. Sous un pareil régime, de telles préoccupations devaient avoir sur le sort des accusés une influence funeste. Le gouvernement, composé des ministres, des grands dignitaires présents à Paris, s'assembla sous la présidence de l'archichancelier Cambacérès, et arrêta ce qu'il y avait à faire. L'archichancelier, avec son art d'adoucir les aspérités, de neutraliser les propositions extrêmes, ce qui est du bon sens, mais ce qui n'est pas toujours de la justice, fit décider la formation d'une commission militaire à laquelle furent délégués plus de vingt prévenus. En réalité il n'y avait qu'un coupable, car outre l'attentat politique que le général Malet avait essayé de commettre, il avait renversé presque mort à ses pieds un homme qui heureusement n'en mourut pas. Mais les généraux Lahorie et Guidal, entrés volontiers sans doute dans son projet, entrés toutefois sur l'articulation d'un fait faux auquel ils avaient cru, d'ordres supposés qu'ils avaient admis, n'étaient des coupables ni devant Dieu ni devant les hommes. C'étaient, à la vérité, des officiers d'un grade élevé, et fort suspects; ils avaient participé assez longuement à un attentat, soit; mais si pour eux un doute pouvait naître, pouvait-il y en avoir un seul à l'égard du commandant de la 11^e cohorte, le commandant Soulier, brave militaire, qui avait appris la mort de Napoléon avec chagrin, y avait ajouté foi, et avait obéi? Quant à celui-là, une peine, et une peine telle que la mort, était une iniquité! Pourtant il fut condamné avec treize autres accusés. La police demanda en sa faveur un sursis, qui était nécessaire à la continuation de l'instruction. Ce sursis fut refusé. En cinq jours quatorze malheureux furent arrêtés, jugés, condamnés, et douze exécutés!

Telles furent les étranges nouvelles qui assaillirent Napoléon à Borogobouge. Elles avaient certes de quoi l'affecter, car celles qui arrivaient des armées devaient l'inquiéter gravement pour sa retraite, et celles qui arrivaient de Paris révélaient tout ce qu'avait d'éphémère son prodigieux pouvoir. Ce qui dans ces dernières nouvelles frappa le plus Napoléon, ce fut la facilité de chacun à croire, à obéir sous son règne, et surtout l'oubli complet de son fils! — Mais quoi, s'écria-t-il plusieurs fois, on ne songeait donc pas à mon fils, à ma femme, aux institutions de l'Empire!

— Et chaque fois qu'il avait poussé cette exclamation de surprise, il retombait dans ses sombres réflexions; dont on pouvait juger l'amertume à la morne expression de son visage.

Plus juste envers les malheureux qu'on venait d'immoler que ceux qui les avaient si légèrement condamnés, il demanda au général Lariboisière, qui avait connu auprès de Moreau tous les généraux républicains, ce qu'était Lahorie. — Un brave officier, répondit le respectable commandant de l'artillerie, un officier du plus haut mérite, qui vous aurait bien servi, si on ne s'était attaché à le perdre dans votre esprit, qui vous aurait servi comme le fait le général Éblé, qu'on n'avait pas manqué, lui aussi, de vous rendre suspect, et dont vous pouvez tous les jours apprécier le caractère et les talents. — Vous avez raison, reprit tristement Napoléon; ces imbéciles, après s'être laissé prendre, cherchent à se racheter auprès de moi en faisant fusiller les gens par douzaine. —

Du reste il y avait pour Napoléon quelque chose de plus urgent à faire que de s'occuper de cette conspiration, accident éphémère, sans autre conséquence pour lui qu'une lueur sinistre jetée sur sa situation politique : il fallait donner des ordres aux divers corps d'armée, dont le concours était indispensable pour empêcher la réunion de toutes les forces ennemies sur nos derrières, réunion déjà bien à craindre, et qui pouvait nous réduire à passer sous les fourches caudines, peut-être même constituer Napoléon le prisonnier d'Alexandre!

Napoléon fit écrire au prince de Schwarzenberg et au général Reynier par M. de Bassano, de ne plus tâtonner entre Brezesc et Slonim, de laisser là le corps de Sacken, qui n'était pas bien dangereux pour Varsovie, que bientôt d'ailleurs on accablerait d'autant plus sûrement qu'il aurait été plus téméraire, et de marcher à l'amiral Tchitchakoff sans relâche, car la présence de ce général russe sur la Bérézina, c'est-à-dire sur la ligne de retraite de la grande armée, pouvait être désastreuse. Il écrivit au duc de Bellune pour lui ordonner de se réunir sur-le-champ au maréchal Oudinot; il recommanda à tous deux de marcher vivement sur Wittgenstein, qu'ils surpassaient en quantité et en qualité de troupes, de le pousser à outrance au delà de la Duina, de gagner sur lui une bataille décisive, de dispenser ainsi la grande armée d'en livrer une elle-même, car elle était singulièrement fatiguée (Napoléon n'osait pas dire ruinée), de se hâter surtout, car il se pourrait que leur concours fût également indispensable contre Tchitchakoff. Il écrivit à Wilna pour qu'on fit venir de Kienigsberg l'une des divisions du maréchal Augereau, celle qui avait déjà été amenée à Dantzic, et qui des mains du général Lagrange avait passé à celles du général Loison. La division Durutte, envoyée à Varsovie pour renforcer le général Reynier, composait avec cette division Loison les deux qui avaient été détachées de l'armée d'Augereau, et qui allaient être

remplacées par la division Grenier, tirée d'Italie, et portée eu ce moment à 18 mille hommes.

Napoléon recommanda en outre à M. de Bassano, qui déployait à Wilna la plus grande activité administrative, de diriger sur les divers dépôts de l'armée, c'est-à-dire sur Minsk, Borisow, Orscha, Smolensk, tous les vivres, tous les spiritueux, tous les vêtements, tous les chevaux qu'on pourrait se procurer. Il ordonna un achat de 50 mille chevaux, payés comptant, en Allemagne et en Pologne. Le général Bourcier, commandant les dépôts de cavalerie en Hanovre, dut partir sur-le-champ pour exécuter cet achat, s'il était possible de le réaliser.

Napoléon, ces ordres expédiés, partit pour Smolensk en recommandant au maréchal Ney, qui allait couvrir la retraite, de ralentir le plus possible la marche de l'ennemi, afin de donner aux trainards le temps de rejoindre. Il prescrivit au prince Eugène de quitter à Dorogobouge la route de Smolensk, pour prendre celle de Doukhowtchina, que ce prince avait déjà parcourue, qui présentait quelques ressources en vivres, et d'où l'on pourrait s'assurer de la situation de Witebsk, menacée en ce moment par Wittgenstein. Si cette place était en péril, le prince Eugène devait s'y porter, et s'y établir, Witebsk étant avec Smolensk appelée à former les deux points d'appui de nos cantonnements.

Napoléon quitta Dorogobouge le 6 novembre. Toute l'armée suivit le 7 et le 8. Le froid devenu plus sensible fit ressortir de nouveau l'oubli bien regrettable des vêtements d'hiver, et un autre oubli plus fâcheux encore, celui des clous à glace pour les chevaux. La saison dans laquelle on était parti, la croyance où l'on était en partant d'être de retour avant les mauvais temps, expliquaient cette double omission. Nos malheureux soldats marchaient affublés de vêtements de tout genre, enlevés dans l'incendie de Moscou, sans pouvoir se garantir d'un froid de 9 ou 10 degrés, et à chaque montée, rendue glissante par la glace, nos chevaux d'artillerie, même en doublant et triplant les attelages, ne parvenaient pas à tirer les pièces du plus faible calibre. On les battait, on les mettait en sang, ils tombaient les genoux déchirés, et ne pouvaient surmonter l'obstacle, privés qu'ils étaient de forces et de moyens de tenir sur la glace. On avait abandonné des caissons au point de n'avoir presque plus de munitions; bientôt il fallut abandonner des canons, trophée que notre brave artillerie ne livra aux Russes que la douleur dans l'âme, et la confusion sur le front. Les voitures étaient ainsi fort diminuées en nombre, et chaque jour on en abandonnait de nouvelles, les chevaux expirant sur les chemins. Ces chevaux du reste on en vivait. La nuit venue on se jetait sur ceux qui avaient succombé, on les dépeçait à coups de sabre, on en faisait rôtir les lambeaux à d'immenses feux allumés avec des arbres abattus, on les dévorait, et on s'endormait autour de ces feux. Si les Cosaques ne

venaient pas troubler un sommeil chèrement acheté, on se réveillait quelquefois à demi brûlé, quelquefois enfoncé dans une fange que la chaleur avait changée de glace en boue. Tous pourtant ne se relevaient pas, car à mesure que le thermomètre descendait au-dessous de 10 degrés, il y en avait déjà un certain nombre qui ne résistaient pas à la température des nuits. On parlait néanmoins regardant à peine les malheureux qu'on laissait morts ou mourants au bivouac, et pour lesquels on ne pouvait plus rien. La neige les recouvrait bientôt, et de légères éminences marquaient la place de ces braves soldats sacrifiés à la plus folle entreprise.

Tandis que Napoléon avec la garde impériale, le corps du maréchal Davout, la cavalerie à pied, et une masse de trainards que l'abandon des rangs accroissait plus que la mort ne la diminuait, marchait sur Smolensk escorté du maréchal Ney, le prince Eugène avait pris la route de Donkhoutchina. Il était suivi d'environ six à sept mille hommes armés, la garde royale italienne comprise, de quelques restes de cavalerie bavaroise qui avaient conservé leurs chevaux, de son artillerie encore attelée, de beaucoup de trainards, et d'un certain nombre de familles fugitives qui s'étaient attachées à l'armée d'Italie. Arrivé à la fin de la première journée, 8 novembre, près du château de Zazelé, où l'on espérait trouver quelques ressources et des abris pour la nuit, on fut saisi par un froid très-vif. L'artillerie et les bagages se virent tout à coup arrêtés au pied d'une côte, sans pouvoir la franchir. Le verglas était si glissant qu'il était impossible de faire gravir la montée aux moindres fardeaux. En dételant les pièces pour doubler et tripler les attelages, on parvint à élever sur la hauteur les pièces de petit calibre, mais il fallut absolument renoncer à celles de 12, qui composaient la réserve. Les canonniers, après avoir perdu toute leur journée pour un si mince résultat, étaient exténués eux et leurs chevaux, et humiliés d'être obligés d'abandonner ainsi leur artillerie la plus pesante. Pendant qu'ils s'épuisaient inutilement, Platow les ayant suivis avec ses Cosaques et de légers canons portés sur traîneaux, n'avait pas cessé de leur envoyer des boulets. En cette occasion le général d'Anthouard fut gravement blessé, au point de ne pouvoir plus commander l'artillerie de l'armée d'Italie. On le remplaça par le colonel Griois, brave officier, modeste et distingué, que la destruction de la cavalerie de Grouchy, à laquelle il était attaché, avait laissé sans emploi.

On passa une triste nuit au château de Zazelé. Le lendemain 9 on partit de bonne heure pour franchir le Vop, petite rivière qui au mois d'août précédent ne présentait qu'un filet d'eau se traînant dans un lit presque desséché. Elle roulait maintenant dans un lit large et profond, haute de quatre pieds au moins, chargée de fange et de glaçons. Les pontonniers du prince Eugène, ayant pris les devants, avaient employé la nuit à construire un pont, et gelés, mourants d'inanition, ils avaient suspendu leur

travail quelques heures, avec l'intention de reprendre et de terminer leur ouvrage après ce court repos. Mais au point du jour les plus pressés de la foule désarmée viennent se placer sur le pont inachevé. Grâce à un épais brouillard qui ne permet pas de discerner clairement les objets, la masse croyant le pont praticable, suit ceux qui ont voulu passer les premiers, s'accumule derrière eux, bientôt s'impatiente de ne pas les voir avancer, s'irrite, pousse et jette dans l'eau bourbeuse et glacée les imprudents qui se sont engagés dans ce passage sans issue. Les cris des malheureux précipités dans le torrent, avertissent enfin la queue de la colonne qui revient sur ses pas, et on regarde avec désespoir cette rivière qui semble impossible à franchir. Quelques pelotons de cavalerie ayant conservé leurs chevaux essayent de la traverser à gué, et après avoir tâtonné trouvent en effet un endroit, où ils passent en ayant de l'eau jusqu'à l'arçon de leur selle. L'infanterie suit alors leur exemple, et entre dans ce torrent rapide et charriant d'énormes glaçons. Elle défile ainsi presque tout entière, et parvenue sur l'autre bord, se hâte d'allumer des feux pour se réchauffer et se sécher. La foule désarmée essaye de traverser le torrent à son tour ; les uns réussissent, les autres tombent pour ne plus se relever. On entreprend en même temps de transporter l'artillerie d'une rive à l'autre. En triplant les attelages on fait franchir le lit du torrent aux premières pièces, mais le sol s'enfonce, se creuse, le gué s'approfondit, les eaux commencent à être trop hautes, et quelques pièces restent engagées dans le gravier. Le gué est alors obstrué, et le passage devient impraticable. Les infortunés qui se trainaient sur de petites voitures russes, et qui n'avaient pu passer encore, voient avec désespoir l'obstacle grandir, au point de ne pouvoir être surmonté. Au même instant trois à quatre mille Cosaques accourent en poussant des cris sauvages. Arrêtés par la fusillade de l'arrière-garde, ils n'osent approcher jusqu'à la portée de leurs lances, mais avec leur artillerie sur traîneaux ils envoient des boulets à la foule épouvantée, brisent les voitures à bagages, et répandent une véritable désolation. Le prince Eugène accourt pour rendre un peu de calme à cette multitude désespérée, et n'y peut réussir. On voit de pauvres cantinières, des femmes italiennes ou françaises, fugitives de Moscou, embrassant leurs enfants, et pleurant au bord de ce torrent qu'elles n'osent affronter, pendant que de braves soldats pleins d'humanité, prenant ces enfants dans leurs bras, vont et tiennent jusqu'à deux et trois fois pour transporter à l'autre bord ces familles éplorées. Mais à chaque instant le tumulte augmente, il faut renoncer à ces précieux bagages dont les fugitifs vivaient, et dont les officiers tiraient encore quelques ressources. Alors les soldats à l'aspect de cette proie qui va être livrée aux Cosaques ne se font pas scrupule de la piller. Chacun prend ce qu'il peut sous les yeux de malheureuses familles désolées qui voient disparaître leurs moyens de

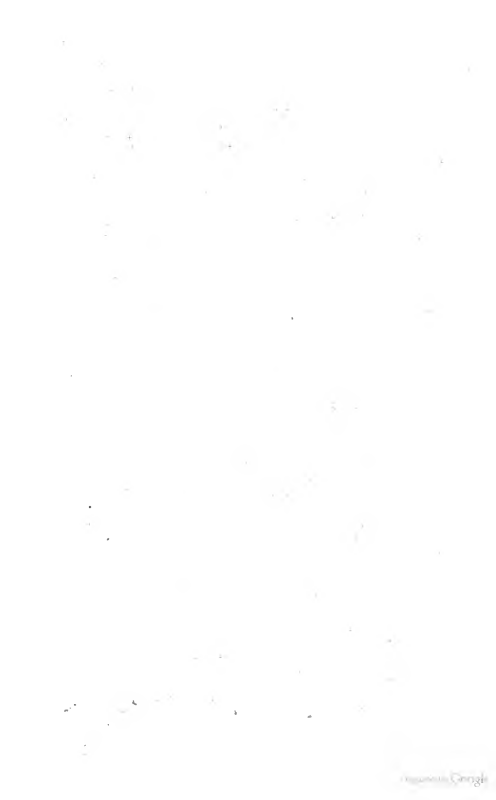
subsistance. Les Cosaques eux-mêmes voulant avoir leur part du butin, s'avancent pour piller; on les écarte à coups de baïonnette ou de fusil, au milieu d'une épouvantable confusion.

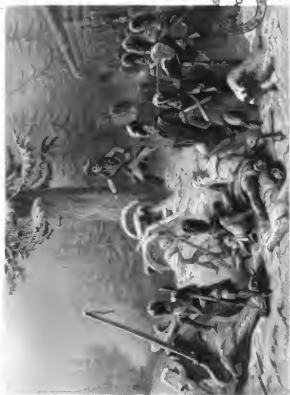
Ce déplorable événement, qu'on appela dans la retraite le désastre du Vop, et qui était le prélude d'un autre désastre de même nature, destiné à être cent fois plus horrible, retint l'armée d'Italie jusqu'à la nuit. On s'arrêta de l'autre côté du Vop, on alluma des feux, on sécha ses vêtements, on fit d'amères réflexions sur la misère à laquelle on allait être réduit, et le lendemain on reprit la route de Doukhowtchina. Tous les bagages, toute l'artillerie, à l'exception de sept ou huit pièces, étaient perdus. Un millier de malheureux atteints par les boulets, ou tombés dans l'eau, avaient payé de leur vie cette marche bien inutile, comme on le verra tout à l'heure.

Dans la journée du 10 on arriva enfin à Doukhowtchina. C'était une petite ville, assez riche, où déjà l'armée d'Italie avait bien vécu au mois d'août précédent. Les Cosaques l'occupaient. On les en chassa sans beaucoup de peine, car, véritables oiseaux de proie, ces légers cavaliers, pillards et fuyards, ne tenaient jamais ferme, et se contentaient de suivre nos colonnes, pour achever les blessés, les dépouiller, et vider les voitures abandonnées. La ville de Doukhowtchina était déserte, mais point incendiée, et suffisamment pourvue de vivres. Il y avait de la farine, des pommes de terre, des choux, de la viande salée, de l'eau-de-vie, et ce qui valait tout le reste, des maisons pour s'y loger. Cet infortuné corps d'armée trouva là un peu de repos, une demi-abondance, et surtout des abris dont il était privé depuis longtemps, avantages qui furent sentis comme aurait pu l'être la plus éclatante prospérité.

Il en coûtait de se détacher d'un si bon gîte. Aussi le prince Eugène après avoir délibéré avec son état-major, jugea prudent avant de se risquer jusqu'à Witebsk au milieu d'une nuée d'ennemis, d'envoyer aux nouvelles, pour savoir si par hasard on n'irait pas au secours d'une ville déjà perdue pour nous. On dépêcha donc quelques Polonais pour chercher des renseignements, et pendant ce temps on laissa reposer le corps d'armée à Doukhowtchina.

On y passa toute la journée du 10 et celle du 11 novembre, dans un état qui eût été le bonheur, si de tristes pressentiments n'avaient obsédé sans cesse les esprits les moins prévoyants. On ne put pas apprendre grand'chose; cependant, d'après quelques renseignements recueillis par les Polonais, on eut lieu de croire presque avec certitude que la ville de Witebsk était prise. Ce n'était plus le cas de se hasarder si loin, et l'idée de rejoindre la grande armée en marchant droit sur Smolensk convint à tout le monde. Dans cette cruelle détresse, on tenait à se réunir les uns aux autres, et se séparer était une véritable aggravation d'infortune. Afin









de gagner une marche, on partit dans la nuit du 11 au 12, en mettant le feu à cette pauvre ville de bois, qui pourtant avait été bien secourable. On chemina ainsi l'espace de deux lieues à la lueur de ce sinistre fanal, qui enloraient de teintes sanglantes les sapins couverts de neige.

On marcha toute la nuit et une partie de la journée du 12, constamment poursuivi par les Cosaques, et on s'établit le soir comme on put dans quelques hameaux, pour passer à l'abri la nuit du 12 au 13. Le 13 au matin on se remit en route, et vers la moitié de la journée on aperçut du haut des coteaux qui bordent le Dniéper, au milieu de plaines éclatantes de blancheur, les clochers de Smolensk. On avait perdu ses bagages, son artillerie, un millier d'hommes, mais la vue de Smolensk, qui semblait presque la frontière de France, causa un véritable mouvement de joie ! On ne savait pas, hélas ! ce qu'on allait y trouver.

Pendant ces mêmes journées des 9, 10, 11 et 12 novembre, la grande armée avait continué sa route de Dorogobouge à Smolensk, jonchant à chaque pas la terre d'hommes et de chevaux morts, de voitures abandonnées, et se consolant avec l'idée qui soutenait tout le monde, celle de trouver à Smolensk vivres, repos, toits, renforts, tous les moyens enfin de recouvrer la force, la victoire, et cette supériorité glorieuse dont on avait joui vingt années. Tandis que la tête de l'armée marchait sans avoir à sa poursuite des ennemis acharnés, mais sous un ciel qui était le plus grand de tous les ennemis, l'arrière-garde conduite par le maréchal Ney soutenait à chaque passage des combats opiniâtres, pour arrêter sans artillerie et sans cavalerie les Russes qui étaient abondamment pourvus de toutes les armes. A Dorogobouge, le maréchal Ney s'était obstiné à défendre la ville, se flattant de la conserver plusieurs jours, et de donner ainsi à tout ce qui se trainait, hommes et choses, le temps de rejoindre Smolensk. Cet homme rare, dont l'âme énergique était soutenue par un corps de fer, qui n'était jamais ni fatigué ni atteint d'aucune souffrance, qui couchait en plein air, dormait ou ne dormait pas, mangeait ou ne mangeait pas, sans que jamais la défaillance de ses membres mit son courage en défaut, était le plus souvent à pied, au milieu des soldats, ne dédaignant pas d'en rénumérer cinquante ou cent, de les conduire lui-même comme un capitaine d'infanterie sous la fusillade et la mitraille, tranquille, serein, se regardant comme invulnérable, paraissant l'être en effet, et ne croyant pas déchoir, lorsque, dans ces escarmouches de tous les instants, il prenait un fusil des mains d'un soldat expirant, et qu'il le déchargeait sur l'ennemi, pour prouver qu'il n'y avait pas de besogne indigne d'un maréchal, dès qu'elle était utile. Sans pitié pour les autres comme pour lui, il allait de sa propre main éveiller les engourdis, les secourait, les obligeait à partir, leur faisait honte de leur engourdissement (lâches du jour qui souvent avaient été des héros la veille), ne se

laissait point attendre par les blessés tombant autour de lui et le suppliant de les faire emporter, leur répondait brusquement qu'il n'avait pour se porter lui-même que ses jambes, qu'ils étaient aujourd'hui victimes de la guerre, qu'il le serait lui-même le lendemain, que mourir au feu ou sur la route c'était le métier des armes. Il n'est pas donné à tous les hommes d'être de fer, mais il leur est permis de l'être pour autrui, quand ils le sont d'abord et surtout pour eux-mêmes ! Après avoir tenu toute une journée, puis une seconde à Dorogobouge, le maréchal se retira lorsque les Russes ayant passé le Dniéper sur sa droite, il fut menacé d'être enveloppé et pris. Il se reporta alors vers l'autre passage du Dniéper, à Solowiewo, le défendit également, et à quelques lieues de cet endroit, sur le plateau de Valoutina, que trois mois auparavant il avait couvert de morts, s'obstina encore à disputer le terrain. Arrivé là il fallait bien rentrer dans Smolensk. Il y entra enfin, mais le dernier, et après avoir fait tout ce qu'il pouvait pour retarder la marche de l'ennemi.

Chaque corps, marchant à son rang, s'approchait successivement de Smolensk ; tous, hélas ! devaient y éprouver de cruels mécomptes. Napoléon, arrivé le premier, savait bien qu'il n'y avait pas dans cette ville les vastes magasins sur lesquels on comptait, mais avec les huit ou dix jours de subsistances qui s'y trouvaient, il s'était flatté de ramener au drapeau les hommes débandés, en leur faisant des distributions de vivres qui ne seraient accordées qu'au quartier même de chaque régiment. Avec les fusils qui étaient à Smolensk, il espérait les armer après les avoir ralliés. Entré dans Smolensk à la tête de la garde, il ordonna qu'on ne laissât pénétrer qu'elle ; il lui fit donner des vivres et distribuer les logements disponibles. La foule de trainards qui suivait, se voyant interdire l'accès de cette ville objet de toutes ses espérances, fut saisie de désespoir et de colère, et son courroux s'exhala surtout contre la garde impériale, à laquelle tout était sacrifié, disait-on. Il est vrai que le grand intérêt d'y maintenir la discipline justifiait la préférence dont elle jouissait dans la répartition des ressources. Mais cette garde, qui dans cette campagne avait rendu si peu de services, et qu'on usait sur la route en ne voulant pas l'user au feu, n'inspirait pas assez de gratitude pour imposer silence à la jalousie. Après les trainards, les vieux soldats du 1^{er} corps, qu'on n'avait pas ménagés un seul jour, se joignant à la foule désarmée qui obstruait les portes de Smolensk, et se plaignant vivement tout disciplinés qu'ils étaient, il fallut renoncer à des défenses chimériques, et impuissantes à prévenir la dissolution de l'armée déjà presque accomplie. Il n'y avait que l'abondance, le repos, la sécurité, qui pussent rendre aux hommes la force physique et morale, la dignité, le sentiment de la discipline. La foule pénétra donc violemment dans les rues de Smolensk, et se porta aux magasins. Les gardiens de ces magasins renvoyant les affamés au

quartier de leur régiment, promettant qu'on y trouverait des distributions, furent mal accueillis, et cependant, crus et obéis dans le premier instant. Mais lorsqu'après avoir erré de droite et de gauche, dans cette ville ruinée et en confusion, les soldats n'eurent rencontré nulle part ces lieux de distribution tant promis, ils revinrent, poussèrent des cris de révolte, se jetèrent sur les magasins, en enfoncèrent les portes, et les mirent au pillage. — On pille les magasins! fut le cri général, cri d'épouvante et de désespoir! Tout le monde voulut y courir, pour en arracher quelques débris dont il pût vivre. On finit néanmoins par remettre un peu d'ordre, et par sauver quelque chose pour les corps du prince Eugène et du maréchal Ney, qui arrivaient en se battant toujours, et en couvrant la ville contre les troupes ennemies. Ils reçurent à leur tour des aliments, et un peu de repos, non pas à couvert, mais dans les rues, à l'abri non du froid mais de l'ennemi. Pourtant il n'était plus possible de se faire illusion : l'armée, qui avait cru trouver à Smolensk des subsistances, des vêtements, des toits, des remparts et des murailles, et qui n'y trouvait rien de tout cela, se vit n'est des vaines, reconnut bien vite qu'il faudrait repartir le lendemain peut-être, et recommencer ces courses interminables, sans abri le soir pour dormir, sans pain pour se nourrir, en livrant des combats incessants, avec des forces épuisées, presque sans armes, et avec la cruelle certitude, si on recevait une blessure, d'être la proie des loups et des vautours. Cette perspective jeta l'armée entière dans un véritable désespoir; elle se vit dans un abîme, et cependant elle ne savait pas tout!

En abordant Smolensk, Napoléon venait de recevoir des nouvelles bien plus sinistres encore que celles qui l'avaient accueilli à Dorogobouge. D'abord le général Baraguey-d'Hilliers s'étant avancé, d'après les ordres du quartier général, avec sa division sur la route de Jelnia, en se faisant précéder d'une avant-garde sous le général Augereau, était tombé au milieu de l'armée russe, et soit qu'il eût manqué de vigilance, soit (ce qui est beaucoup plus vraisemblable) que la situation ne permit pas de s'en tirer autrement, avait perdu la brigade Augereau, forte de 2 mille hommes. Il était revenu à Smolensk avec le reste de sa division. Napoléon, que ses fautes auraient dû rendre indulgent pour celles d'autrui, ordonna au général Baraguey-d'Hilliers par un ordre du jour de retourner en France, pour y soumettre sa conduite au jugement d'une commission militaire. Tandis que cette malheureuse division, déshonorée par cet ordre du jour bien plus que par la conduite qu'on lui reprochait, rentrait à Smolensk, Napoléon apprenait que l'armée de Tchitchakoff avait fait de nouveaux progrès, qu'elle menaçait Minsk, les immenses magasins que nous y avions, et surtout la ligne de retraite de l'armée; que le prince de Schwarzenberg, partagé entre le désir de marcher à la suite de Tchitchakoff et la crainte de laisser Sacken sur ses derrières, perdait le temps en

perplexités inutiles, et n'avancait pas; que le duc de Bellune (maréchal Victor) avait trouvé sur l'Oula le 2^e corps séparé des Bavares, réduit par cette séparation à 10 mille hommes, qu'il n'en avait lui-même que 25 mille, ce qui faisait 35 en tout, que les deux maréchaux Victor et Oudinot, désormais réunis, s'exagérant la force de Wittgenstein, craignant de livrer une action décisive, s'entendant peu, se bornant à des marches et contre-marches entre Lepel et Siénno, n'avaient pas, comme il l'aurait fallu, rejeté par une prompte victoire Wittgenstein et Steinghel au delà de la Dwina. Tchitchakoff et Wittgenstein s'avançaient donc d'un pas rapide, n'étaient plus qu'à trente lieues l'un de l'autre, ce qui faisait quinze lieues à franchir pour chacun, n'étaient séparés que par l'armée des maréchaux Oudinot et Victor qu'ils pouvaient battre ou éviter, et réunis enfin sur la haute Bérézina, à la hauteur de Borisow, allaient peut-être nous opposer 80 mille hommes! Et alors que ferions-nous avec des débris, entre Kutusof en queue, Tchitchakoff et Wittgenstein en tête? Cette marche qui en sortant de Moscou avait commencé par une manœuvre offensive, qui s'était ensuite changée en retraite, d'abord fière, puis triste, tourmentée, douloureuse, pouvait donc aboutir à un désastre sans égal, peut-être à une captivité du chef et des soldats, les uns et les autres maîtres du monde six mois auparavant!

Pourtant il était urgent de prendre un parti. Rester à Smolensk était impossible. C'est tout au plus si on pouvait y subsister sept ou huit jours avec ce qu'on avait de grains et de viande. On était donc forcé d'aller vivre ailleurs, au milieu de la Pologne, et surtout au delà de cette Bérézina, que deux armées russes menaçaient de fermer sur nos pas. Il fallait marcher l'épée haute sur elles, pousser d'une part Oudinot et Victor sur Wittgenstein, se jeter en passant sur Tchitchakoff, l'accabler, et ensuite venir s'établir entre Minsk et Wilna, appuyés sur le Niémen. Mais pour cela il ne fallait pas perdre un moment, il ne fallait pas demeurer un jour de plus à Smolensk.

Napoléon y était avec la garde impériale depuis le 9 novembre; les autres corps y étaient successivement entrés le 10, le 11, le 12, le 13. Il résolut d'en sortir le 14 avec les troupes arrivées le 9, et d'en faire partir les 15, 16 et 17 celles qui étaient arrivées les 10, 11 et 12. C'était là une faute de prévoyance peu digne de son génie, et qui n'est explicable que par l'illusion qu'il se faisait sur l'armée de Kutusof. Cette armée avait souffert aussi, et, de 80 mille hommes de troupes régulières (sans les Cosaques), elle était réduite à 50 mille par les combats de Malo-Jaroslawetz et de Wiasma, par la fatigue et par le froid. Elle nous avait poursuivis jusqu'ici avec des avant-gardes de troupes légères, se contentant de nous harceler, d'ajouter à notre détresse, de ramasser les trainards, mais ne semblait pas, sauf à Wiasma, disposée à se mettre en travers

pour nous barrer le chemin. Le vieux Kutusof, heureux de nous voir périr un à un, ne voulait pas affronter notre désespoir en cherchant à nous arrêter. Il n'attachait pas sa gloire à nous battre, mais à nous détruire. Il avait dit au prince de Wurtemberg ces paroles remarquables : Je sais que vous, jeunes gens, vous médisez du vieux (c'est ainsi qu'il se qualifiait lui-même), que vous le trouvez timide, inactif... mais vous êtes trop jeunes pour juger une telle question. L'ennemi qui se retire est plus terrible que vous ne croyez, et s'il se retournait, aucun de vous ne tiendrait tête à sa fureur. Pourvu que je le ramène ruiné sur la Bérézina, ma tâche sera remplie. Voilà ce que je dois à ma patrie, et cela, je le ferai. — Pourtant, dans sa constante sagesse, il savait qu'il fallait accorder quelque chose aux passions de l'armée, et quelque chose aussi à la fortune de l'empire, qui pouvait bien, après tout, lui livrer Napoléon dans tel passage où il serait facile de le détruire d'un seul coup. Il n'y renonçait pas absolument, mais il n'en faisait pas le but essentiel de sa marche. Il nous suivait latéralement, sur une route bien pourvue, nous harcelant avec les troupes légères de Platow et de Miloradovitch, prêt, s'il pouvait nous devancer quelque part, non pas à se mettre en travers, ce qui nous aurait forcés de lui passer sur le corps, mais à nous coudoyer fortement, et à couper quelque tronçon de notre longue colonne.

Napoléon, comme il arrive toujours dans les situations extrêmes, avait des alternatives d'abattement et de confiance, de sévérité et de complaisance pour lui-même, et devinant la peur qu'il faisait à Kutusof, y puisant une consolation, s'y fiant trop, ne croyait nullement le trouver sur son chemin de Smolensk à Minsk. Il ne craignait sur cette voie que la réunion de Tchitchakoff à Wittgenstein, et ne s'attendait de la part de Kutusof qu'à quelques alertes d'arrière-garde. C'est par ce motif que, tout en ayant sur ses derrières et sur sa gauche la grande armée russe de Kutusof, il ne songea même pas à mettre entre elle et lui le Dniéper, ni à continuer sa retraite sur Minsk par la rive droite de ce fleuve. Il aimait mieux prendre la route battue de la rive gauche, celle de Smolensk à Orscha, par laquelle il était venu, qui était la meilleure et la plus courte. C'est aussi par ce motif qu'il ne partit pas en une seule masse, ce qui aurait rendu tout accident impossible, et lui aurait permis d'accabler Kutusof s'il avait dû le rencontrer quelque part. Pouvant opposer encore, le dirons-nous, hélas ! 36 mille hommes armés aux 50 mille hommes de Kutusof, il eût été en mesure de lui passer sur le corps, s'il l'avait trouvé sur son chemin. Mais ne supposant pas que cela pût être, et pressé d'avoir franchi les soixante lieues qui le séparaient de Borisow sur la Bérézina, il pensa qu'en faisant partir le 14 ceux qui étaient arrivés le 9, le 15 ceux qui étaient arrivés le 10, le 16 et le 17 ceux qui étaient arrivés le 11 et le 12, il donnerait à chacun le temps de se reposer, de se réorganiser un

peu, de reprendre quelque force, afin de se présenter en meilleur état devant l'armée de Moldavie, seul ennemi auquel on songeait dans le moment! Pâcheuse illusion qui faillit nous être fatale, qui nous valut des pertes cruelles, et qu'une forte préoccupation, celle d'atteindre promptement Borisow, peut seule expliquer chez un aussi grand esprit que Napoléon!

Il fit toutes ses dispositions en conséquence. On avait été rejoint par quelques bataillons et quelques escadrons de marche, figurant pour la plupart dans la division Baraguey-d'Hilliers, si malheureusement compromise sur la route de Jelna. Il les fit verser dans les cadres, ce qui rendit un peu de force aux divers corps. Celui du maréchal Davout fut ainsi reporté à 11 ou 12 mille hommes, celui du maréchal Ney à 5 mille, celui du prince Eugène à 6 mille. Il ne restait qu'un millier d'hommes à Junot commandant les Westphaliens, 7 ou 800 au prince Poniatowski commandant les Polonais. La garde qu'on avait tant ménagée, pour la voir périr sur les routes, ne consacrait guère plus de 10 à 11 mille hommes sous les armes. Le reste de la cavalerie ne comprenait pas 500 cavaliers montés. C'est tout au plus si en marchant en masse on pouvait opposer 36 ou 37 mille hommes armés à Kutusof. Ce qui manquait à ce chiffre pour parfaire les cent et quelques mille hommes qu'on avait en sortant de Moscou, suivait à la débandade, ou était mort en chemin. Napoléon après les représentations répétées des chefs de l'artillerie, consentit enfin à sacrifier une partie de ses canons, et à en proportionner le nombre à la quantité de munitions qu'on avait le moyen de transporter. Ainsi le maréchal Davout, qui avait encore son artillerie presque tout entière, et qui était parvenu à amener jusqu'à Smolensk 127 bouches à feu pour 11 à 12 mille hommes restant debout et armés dans ses cinq divisions, n'avait pas de munitions pour 30 pièces de canon. Il se réduisit à 24 bouches à feu convenablement approvisionnées. Il en fut de même pour les autres corps. Les attelages furent répartis entre les voitures conservées.

Après avoir quelque peu réorganisé son armée, Napoléon fit pour la seconde fois ordonner au prince de Schwarzenberg de poursuivre vivement l'amiral Tchitchakoff, afin de le prendre en queue avant qu'il pût tomber sur nous, et aux maréchaux Oudinot et Victor d'aborder franchement Wittgenstein, pour l'éloigner au moins de la Bérésina, si on ne pouvait le rejeter au delà de la Dwina. Il partit ensuite de Smolensk le 14 au matin avec la garde, précédé de la cavalerie à pied sous le général Sébastiani, et suivi d'une grande partie des embarras de l'armée. Il était décidé que le prince Eugène partirait le lendemain 15, et tâcherait de faire passer devant lui toute la masse débandée. Le 16 le maréchal Davout précédé de son artillerie et des parcs, de manière à ne laisser que peu de chose après lui, devait quitter Smolensk à son tour, et enfin le maréchal

Ney avait ordre d'évacuer cette ville le 16, après en avoir fait sauter les murailles. On convint de ne pas emmener plus loin les femmes qu'on traînait après soi depuis Moscou, car vu le froid, la proximité de l'ennemi, les dangers qu'on allait rencontrer, il y avait plus d'humanité à les remettre dans les mains des Russes. Au dernier moment Napoléon tenant à sauver de Smolensk tout ce qu'on pourrait, et surtout à en détruire complètement les défenses, prescrivit au maréchal Ney de ne partir que lorsque les ordres qu'il avait reçus seraient complètement exécutés, et lui donna pour cela jusqu'au 17, fatale résolution qui coûta la vie à quantité de soldats, les meilleurs de l'armée!

Napoléon, comme on vient de le voir, s'était mis en route le 14 novembre au matin. Déjà on avait acheminé bien des hommes inutiles, bien des voitures portant des réfugiés et des malades, et le froid devenu encore plus vif (le thermomètre Réaumur était descendu à 21 degrés¹), en avait tué un grand nombre. La route était couverte de débris humains qui perçaient sous la neige. Napoléon avec la garde alla coucher à Koritnia, moitié chemin de Smolensk à Krasnoé. La contrée qu'on traversait était complètement dénuée de ressources, et on ne put vivre que de ce qu'on avait emporté de Smolensk, ou de viande de cheval grillée au feu des bivouacs.

Le général Sébastiani précédant avec la cavalerie à pied la colonne de la garde, était entré ce jour-là dans Krasnoé, y avait trouvé l'ennemi, et avait été obligé de s'enfermer dans une église pour s'y défendre, en attendant qu'on vint à son secours. Le lendemain 15, en effet, Napoléon partit de Koritnia le matin, arriva dans la soirée à Krasnoé, dégagea le général Sébastiani, et apprit avec une pénible surprise que Kutusof, ne se bornant plus cette fois à nous côtoyer, s'approchait de Krasnoé avec toutes ses forces, soit pour nous barrer le chemin, soit pour couper au moins une partie de notre longue colonne. C'était le cas de regretter vivement cette marche successive, qui laissait la queue de l'armée à trois jours de sa tête, et offrait à l'ennemi le moyen presque assuré d'en couper telle partie qu'il voudrait. Quoiqu'on ne fût que 36 ou 37 mille hommes ayant conservé un fusil à l'épaule, ces survivants de la discipline détruite valaient bien, malgré leur épuisement, deux ou trois ennemis chacun. Kutusof d'ailleurs n'ayant guère que 50 mille combattants sans les Cosaques, on se serait aisément fait jour, si on avait marché en une seule masse; et comme le motif ordinaire de s'étendre pour vivre avait peu de valeur dans un pays entièrement dévasté, où les premiers venus absorbaient le peu qui restait, et où les autres se nourrissaient de viande de cheval, on aurait

¹ C'est l'assertion de M. Larrey, qui, portant un thermomètre suspendu à la boutonnière de son habit, est le seul témoin oculaire dont les assertions, relativement à la température qu'on eut à essuyer pendant cette mémorable retraite, soient dignes de confiance.

bien pu marcher tous ensemble, cheminer en outre sur la rive droite du Dniéper, qui n'étant pas solidement gelé partout, présentait encore une protection de quelque importance.

Napoléon le sentit trop tard, car il ne s'était attendu de la part de Kutusof qu'à quelques tracasseries d'arrière-garde, et nullement à une attaque en règle. Éclairé enfin sur l'imminence du danger, il conçut de vives inquiétudes pour le sort de tout ce qui le suivait. Ayant trouvé quelques restes d'approvisionnement à Krasnoé, qui avait été l'un des postes d'étape de l'armée, il résolut d'y séjourner au moins jusqu'au lendemain 16, pour tendre la main à ses lieutenants échelonnés en arrière, et fort menacés par la position que le général Kutusof venait de prendre.

Le généralissime russe en effet, bien qu'il ne voulût point, ainsi que le pensait Napoléon, nous barrer complètement le chemin, ni provoquer de notre part un accès de désespoir, n'avait pas renoncé à faire sur nous quelque grosse capture, et profitant du repos forcé que nous avions pris à Smolensk, il était venu se placer au défilé de Krasnoé, qui est situé à moitié chemin de Smolensk à Orscha. Évidemment il voulait couper et enlever une portion de notre armée. Le défilé de Krasnoé où il s'était posté consistait en un pont jeté sur un ravin assez large et assez profond, dans lequel la Lossmina coulait, pour se réunir au Dniéper à deux lieues de Krasnoé. Il fallait, quand on venait de Smolensk, franchir le pont et le ravin qu'on rencontrait un peu avant d'être à Krasnoé. L'ennemi ayant avec intention laissé défiler la première partie de notre armée, et lui ayant permis la libre entrée de Krasnoé, pouvait bien, en la bloquant avec une moitié de ses forces, et en occupant le bord du ravin avec le reste, intercepter celles de nos colonnes qui marchaient les dernières.

Napoléon passa la matinée du 16 fort inquiet sur le prince Eugène, qui, parti le 15 de Smolensk pour aller coucher à Koritnia, devait paraître devant Krasnoé le 16 dans la journée. Ce prince, accompagné de beaucoup d'hommes débandés, et escortant en outre presque tous les parcs d'artillerie, soit de la garde, soit du 1^{er} corps, arriva au bord du ravin de la Lossmina suivi de 6 mille combattants. Il y trouva le corps de Miloradovitch, qui, placé le long de la route, la flanquait avec une partie de ses forces, et la barrait avec l'autre. Derrière Miloradovitch on voyait d'autres colonnes d'infanterie et de cavalerie entourant en masses profondes la petite ville de Krasnoé. Ce seul aspect suffisait pour révéler la situation, et démontrait que l'ennemi ayant, par un habile calcul, ouvert le passage à la garde impériale et à Napoléon, l'avait refermé sur les autres corps, avec l'intention arrêtée de le tenir bien fermé pour eux. Le général Ornano ayant tenté de s'avancer avec quelques débris de cavalerie, avait été ramené malgré ses efforts et sa bravoure. Il ne restait qu'à se frayer le chemin l'épée à la main. Le prince n'hésita point. Plaçant la division

Broussier à gauche de la route, la division Delzons sur la route elle-même, les débris des troupes italiennes, des Polonais et des Westphaliens en arrière, il se porta vivement sur la ligne ennemie. Mais les Russes avaient, outre l'avantage de la position, une immense artillerie bien postée, et ils nous couvrirent de mitraille. Toujours héroïque, la division Broussier s'avança vers la gauche de la route sous cette mitraille meurtrière, bien résolue à enlever à la baïonnette les batteries ennemies. Cependant chargée par une nuée de cavaliers, les recevant en carré, leur tenant tête obstinément, elle se vit bientôt obligée de plier, et de se rapprocher du corps de bataille. En moins d'une heure deux mille hommes sur trois mille étaient tombés à terre, et morts ou blessés étaient également perdus, puisqu'on était contraint, pour prix de leur dévouement, d'abandonner ces admirables soldats de l'armée d'Italie.

Percevoir la muraille de fer que nous opposaient les Russes semblait impossible; il fallait songer à s'ouvrir une autre voie. Un officier de Kutusof étant venu sommer le prince avec beaucoup de respect, celui-ci le renvoya d'abord d'insolence, répondant qu'on devait s'appêter à combattre, et non pas à recueillir des prisonniers. Mais le prince, après s'être concerté avec ses généraux, résolut d'employer une feinte, qui présentait quelques chances de succès. C'était, en laissant la division Broussier en ligne pour simuler une nouvelle attaque sur la gauche contre les hauteurs qui bordaient la route, de gagner la plaine à droite, le long du Dniéper, et de défilier ainsi clandestinement vers Krasnoé, à la faveur de la nuit, qui en cette saison commençait entre quatre et cinq heures de l'après-midi. Les débris de la division Broussier devaient payer de la vie cette manœuvre, mais on pouvait compter sur le dévouement de cette troupe héroïque.

Vers la chute du jour, le prince Eugène ayant porté en avant sur la gauche cette malheureuse division Broussier, de manière à fixer sur elle l'attention de l'ennemi, fit défilier en grand silence, et en se couvrant de quelques plis de terrain, tout le reste de son corps d'armée dans la direction du Dniéper, et parvint ainsi à se dérober à la vue des Russes. La division Broussier, exposée à la mitraille et sans espérance de se sauver elle-même, bravait en attendant la mort ou une captivité presque certaine.

Tandis que la colonne du prince Eugène s'échappait sur la neige, sans autre bruit que la chute des hommes qui tombaient de fatigue, ou trébuchaient pendant cette marche de nuit, on rencontra tout à coup un détachement des troupes légères de Miloradovitch, à qui la clarté de la lune avait révélé notre manœuvre. Heureusement un officier polonais du corps de Poniatowski, sachant le russe, et se servant de la connaissance qu'il avait de cette langue avec une rare présence d'esprit, dit à l'officier ennemi qu'il eût à se taire et à s'éloigner, car le corps qu'il voulait arrêter était un détachement de Miloradovitch exécutant une manœuvre autour de

Krasnoé. On parvint ainsi après deux heures de marche à Krasnoé, laissant toutefois plus de deux mille morts ou blessés sur la route, ainsi que les restes de la division Broussier, qui ne pouvaient être sauvés que par l'arrivée des maréchaux Davout et Ney.

Napoléon reçut son fils adoptif avec une sorte de joie mêlée d'amertume, et, rassuré sur son compte, se mit alors à penser avec un profond souci au destin qui menaçait Davout et Ney demeurés en arrière. Si les deux maréchaux avaient marché ensemble, il y aurait eu peu de crainte à concevoir pour eux, car réunis ils comptaient une masse de 17 à 18 mille hommes de la meilleure infanterie de l'armée, et commandés par Davout et Ney, il n'était guère à craindre que Kutusof pût ni les arrêter, ni les prendre. Mais d'après les ordres donnés, Davout devait arriver seul le lendemain, et Ney seul le surlendemain. C'étaient donc deux jours à attendre, deux batailles à soutenir pour les rallier, et de cruelles pertes à essuyer, d'épouvantables hasards à courir. Nouveau sujet de douleur, et surtout de regret, d'avoir adopté un pareil système de marche! Mais plus Napoléon avait à se reprocher de n'avoir pas quitté Smolensk en masse, ou de n'avoir pas pris la rive droite du Dniéper, plus il était résolu d'attendre à Krasnoé l'arrivée des deux maréchaux, quel qu'il pût en advenir, et de livrer bataille s'il le fallait pour leur rouvrir la route. Napoléon en risquant une action générale pouvait la perdre; il pouvait encore, en différant de vingt-quatre heures le moment de partir avec la garde, s'exposer à être fait prisonnier; mais il y a des cas où la mort même est préférable à une résolution prudente, quelque rang qu'on occupe, et en raison même de ce rang! Napoléon tiré de cet état de torpeur où on l'avait vu plongé pendant quelques jours, rendu soudainement à toute la grandeur de son caractère, n'hésita point, et prit son parti avec une noble vigueur. Cette garde qu'il avait mis tant de soin à conserver, il résolut de la dépenser tout entière s'il le fallait, pour rallier ses deux lieutenants, et c'était se préparer la meilleure des excuses pour ne l'avoir pas employée à Borodino.

Son plan était simple. Il était décidé à sortir de Krasnoé le lendemain avec sa garde, non par la route d'Orscha, qui l'aurait mené au but de sa retraite, mais par celle de Smolensk, qui le ramenait en arrière, et qui était celle que Davout et Ney devaient suivre. Il se proposait de déployer sur un plateau en arrière de Krasnoé, au pied duquel passait le ravin de la Lossmina, la jeune garde à gauche, la vieille garde à droite, et d'y attendre en bataille, sous le feu de trois cents pièces de canon, l'apparition du maréchal Davout. La cavalerie de la garde fut placée plus à gauche, dans la plaine le long du Dniéper à travers laquelle le prince Eugène avait trouvé une issue; ce qui restait de cavalerie montée (500 hommes environ) fut rangé à l'autre extrémité, c'est-à-dire à droite, au delà de Krasnoé, pour observer la route d'Orscha. Les troupes du prince Eugène

cruellement éprouvées durent garder Krasnoé, en s'y reposant, et en mangeant ce qui restait du magasin formé dans cette ville. Le soir même les Russes ayant pris position dans le village de Koutkovo, et ce village étant trop rapproché de Krasnoé pour y souffrir l'ennemi, Napoléon le fit enlever à la baïonnette par un régiment de la jeune garde, qui se vengea sur les troupes du comte Ojarowski des pertes de la journée. On tua tout ce qui n'eut pas le temps de se retirer.

Dès le lendemain matin 17 novembre, Napoléon à pied, car les chevaux ne tenaient point sur le verglas, rangea lui-même sa jeune et sa vieille garde en bataille sous le canon de l'ennemi, et put se convaincre au bruit de la fusillade que le maréchal Davout approchait. Sa présence, sa résolution, son noble sang-froid, la gravité du péril, électrisaient tous les cœurs.

Le maréchal Davout ayant fait coucher ses divisions à Koritnia, s'était personnellement avancé pendant la nuit sur la route de Krasnoé, parce qu'avec sa vigilance ordinaire, il voulait s'assurer par ses propres yeux de la nature des dangers qui le menaçaient. Il les croyait grands, à en juger par la canonnade qu'il avait entendue dans la journée, et dont le prince Eugène avait tant souffert. Une lieue en avant du ravin de la Lossmina, il avait trouvé l'infortunée division Broussier réduite à 400 hommes, de 3 mille qu'elle comptait encore en sortant de Smolensk, entièrement coupée de Krasnoé, et confusément couchée sur la neige, les morts, les blessés, les vivants mêlés ensemble. Les généraux Lariboisière et Éblé étaient en cet endroit avec le reste des parcs d'artillerie, attendant qu'on vint les dégager.

À ce spectacle le maréchal avait promptement pris la résolution de se faire jour le lendemain, et de sauver l'épée à la main, non-seulement son corps, mais tout ce qui restait de la colonne du prince Eugène. Il n'avait que quatre de ses cinq divisions, la 2^e, l'ancienne division Friant, actuellement division Ricard, ayant été laissée au maréchal Ney pour renforcer l'arrière-garde. C'étaient environ 9 mille hommes, près de dix avec ce qui se trouvait sur la route, et il comptait bien que rien ne l'empêcherait de passer avec une pareille force marchant résolument contre l'obstacle, quel qu'il fût, qu'on lui opposerait.

Un peu avant le jour il fit avancer ses quatre divisions, les forma en colonnes serrées, et n'ayant point d'artillerie, par suite de l'ordre que Napoléon avait donné de la faire marcher en avant, il enjoignit à ses troupes de fondre à la baïonnette sur l'ennemi, et, sans endurer le feu, de s'ouvrir le chemin par un combat corps à corps. Puis il marcha en tête de la division Gérard, qui devait s'élancer la première.

Koutousov sans s'en douter lui avait facilité la tâche. Croyant Napoléon déjà en route sur Orscha, il avait envoyé une partie de ses forces sous le

général Tormazoff pour l'empêcher de rentrer dans Krasnoé, il avait disposé le reste sous le prince Gallitzin tout autour de Krasnoé, et n'avait laissé que Miloradovitch le long du ravin de la Lossmina pour barrer la route de Smolensk.

Les quatre divisions du maréchal Davout, conformément à l'ordre qu'elles avaient reçu, fondirent sur l'ennemi en colonnes serrées. Les troupes de Miloradovitch les accueillirent par une forte fusillade, mais intimidées par leur élan n'attendirent pas leur charge à la baïonnette, et se retirèrent sur le côté de la route. Les divisions du maréchal Davout arrivèrent ainsi presque sans dommage jusqu'au bord du ravin de la Lossmina, trouvèrent la jeune garde qui les y attendait, prirent sa place, se rangèrent à cheval sur le ravin, les unes à droite et contre la garde, les autres à gauche et en travers de la route de Smolensk, afin de tendre la main à tout ce qui était demeuré en arrière. Les débris de la division Broussier furent ainsi sauvés avec les parcs qui étaient venus les rejoindre.

Mais le prince Gallitzin, qui avec le 3^e corps et la deuxième division de cuirassiers, était chargé de contenir les troupes déployées sur le plateau de Krasnoé, Miloradovitch, qui, avec les 2^e et 7^e corps, et la plus grande partie de la cavalerie de réserve, était chargé de suivre en flanc les colonnes françaises venant de Smolensk, réunirent leurs efforts pour attaquer la garde et Davout qui étaient en bataille à droite et à gauche du ravin. Ils avaient une artillerie formidable, et ils accablèrent de feux nos soldats bien serrés, sans parvenir à les ébranler. Il y avait un petit village, celui d'Ouwarowo, situé un peu en avant du demi-cercle que décrivait la garde et les quatre divisions de Davout, et d'où le feu des Russes était fort incommode. La jeune division Roguet se jeta sur ce village, et l'enleva à la baïonnette. Les Russes s'y portant en masse le reprirent; la garde le leur enleva de nouveau, et on le couvrit tour à tour de esclaves français et russes. Le prince Gallitzin envoya les cuirassiers de Douka pour charger les tirailleurs de la jeune garde. Ceux-ci, formés en carré sous les yeux du brave Mortier, repoussèrent toutes les charges des cuirassiers. Mais le prince Gallitzin ayant dirigé un grand nombre de bouches à feu attelées contre l'un des carrés, en fit abattre un angle avec de la mitraille, et les cuirassiers russes entrant par cette brèche, nos héroïques tirailleurs rompus furent obligés de se retirer en toute hâte, en laissant la terre couverte de leurs morts.

La division Morand vint sur-le-champ prendre leur place et les couvrir. Pendant ce temps les autres divisions du maréchal Davout, complétant le demi-cercle autour de Krasnoé, arrêtaient par leur attitude imposante les entreprises de l'ennemi, qui n'osait pas les attaquer.

Il fallait cependant prendre un parti, et fondre sur les Russes pour les culbuter, ou bien se retirer dans l'intérieur de Krasnoé, afin d'éviter une

destruction d'hommes inutile. Mais le général Tormazoff ayant commencé son mouvement autour de Krasnoé pour intercepter la route d'Orscha, Napoléon qui s'en était aperçu ne voulut pas prolonger cette tentative audacieuse de s'arrêter à Krasnoé, tandis que l'on pouvait être coupé d'Orscha, seul pont que l'on eût encore sur le Dniépér, et réduit à mettre bas les armes. Prendre le parti de se retirer, c'était probablement sacrifier le maréchal Ney, car il n'était pas supposable que le maréchal Davout, par exemple, pût rester seul à Krasnoé pour attendre le maréchal Ney, lorsqu'on avait tant de peine à s'y maintenir tous ensemble. On pouvait bien s'allonger pendant quelques heures encore pour tendre la main à Ney, mais il fallait ou demeurer tous à Krasnoé, ou en partir tous, sous peine de perdre ce qu'on y laisserait, et d'avoir fait une chose inutile en s'y arrêtant les journées du 16 et du 17. Napoléon néanmoins, ne voulant ni renoncer à gagner Orscha à temps, ni commander lui-même l'abandon du maréchal Ney, parti cruel dont il pouvait seul assumer la responsabilité, donna des ordres équivoques, qui n'étaient dignes ni de la netteté de son esprit, ni de la vigueur de son caractère, et qui révélaient toute l'horreur de la position où il s'était mis. Il prescrivit à la garde de partir, lui adjoint, pour compenser les pertes qu'elle venait de faire, la division Compans, laissa dès lors le maréchal Davout avec trois divisions seulement, celle du général Ricard ayant déjà été détachée, ordonna au maréchal Davout de remplacer le maréchal Mortier autour de Krasnoé d'abord, puis dans Krasnoé même, d'y tenir le plus longtemps possible, afin d'attendre le maréchal Ney, mais de suivre pourtant le maréchal Mortier, ordre équivoque, qui, en imposant au 1^{er} corps deux devoirs inconciliables, celui de rallier Ney, et celui de ne pas se séparer de Mortier, faisait peser sur ce corps, le premier en renommée, en dévouement, en héroïsme, en discipline, comme en rang de bataille, la terrible responsabilité d'abandonner le maréchal Ney. Il eût été plus noble à Napoléon de prendre lui-même cette responsabilité, car il était seul capable de la porter.

Le remplacement de la jeune garde par les trois divisions qui restaient au maréchal Davout ne se fit qu'avec beaucoup de peine. Il fallait manœuvrer sans artillerie sur le plateau de Krasnoé, sous une canonnade de plus de deux cents bouches à feu et sous les charges répétées de la nombreuse cavalerie russe, puis tour à tour défilér on s'arrêta pour se former en carré, quelquefois courir à la baïonnette sur les canons de l'ennemi pour les éloigner, et enfin se retirer successivement par échelons dans l'intérieur de Krasnoé. Les divisions Morand, Gérard, Friedrichs, soutinrent avec moins de cinq mille hommes l'effort de vingt-cinq mille, et couvrirent la terre des morts de l'ennemi. Les 30^e de ligne et 7^e léger, souffrant trop de l'artillerie russe, fondirent sur elle à la baïonnette, lui enlevèrent ses pièces, et se débarrassèrent ainsi de son feu. Les trois divisions du

1^{er} corps rentrèrent dans Krasnoé sans avoir été entamées. Toutefois la division Friedérichs qui était à l'extrême droite, en se reployant la dernière, fut assaillie par la cavalerie ennemie. Le 33^e léger, régiment hollandais dont on avait eu tant à se plaindre sous le rapport de la discipline, se forma en carré, résista opiniâtrément aux charges furieuses de la cavalerie russe, mais finit par être enfoncé et sabré en partie.

Pendant ce temps Napoléon se retirait en toute hâte par la route de Krasnoé à Orscha. Il aurait pu la trouver barrée, si Kutusof apprenant enfin qu'il était encore là, n'avait éprouvé un mouvement de faiblesse, et n'avait ramené Tormazoff, qu'il avait d'abord placé en travers de cette route. Napoléon put donc sortir avec la garde en essayant un feu épouvantable, et sans rencontrer cependant d'obstacle invincible. Mais, à mesure que chaque corps défilait, on voyait les colonnes de Tormazoff tour à tour s'avancer ou s'arrêter, comme attendant visiblement l'ordre de fermer définitivement le chemin, que du reste elles couvraient de feux. A cette vue on criait dans nos rangs qu'il fallait partir, que bientôt on ne pourrait plus passer. Le maréchal Mortier, qui sortait de Krasnoé sous les charges de la cavalerie ennemie, en apercevant l'imminence du danger, fit prévenir de son départ le maréchal Davout, et le pressa de le suivre, car il n'y avait pas une minute à perdre. La nuit commençait, les boulets pleuvaient sur Krasnoé, la confusion y était au comble. Les trois divisions qui restaient au maréchal Davout, et qui ne comptaient pas cinq mille hommes, toujours sans artillerie, demandaient qu'on ne les dévotât pas inutilement à une mort ou à une captivité certaines. Le maréchal Davout se conforma donc à l'ordre qui dans le moment était le seul exécutable, celui de suivre le mouvement du maréchal Mortier. Le maréchal Ney, à la vérité, se trouvait abandonné; mais à qui la faute, si elle était à quelqu'un, sinon à celui qui, au lieu de sortir en masse de Smolensk, avait défilé en une colonne longue de trois marches? Le maréchal Davout attendit jusqu'à la nuit faite, s'il n'entendrait rien du côté de Smolensk; mais le maréchal Ney n'étant parti de Smolensk que le 17 au matin, ne pouvait arriver que le 18 au soir devant Krasnoé. Différer jusque-là c'était, sans sauver le maréchal Ney, exposer les trois divisions du 1^{er} corps à être prises ou détruites. Le maréchal Davout se mit donc en route pour Liady, sans cesse harcelé par une cavalerie innombrable, et se retournant à chaque pas pour lui tenir tête, Napoléon et la vieille garde s'étaient arrêtés à Liady. Mortier et Davout bivouaquèrent en plein champ et comme ils purent entre Krasnoé et Liady. Le lendemain on marcha, la tête de l'armée sur Doubrowna, la queue sur Liady, tout le monde, malgré l'égoïsme des grands désastres, étant consterné du sort réservé au maréchal Ney.

Nous avions bien, dans ces deux journées du 16 et du 17, laissé sur le terrain 5 mille morts ou blessés, tous également perdus pour l'armée,

sans compter 6 ou 8 mille trainards, dont les Russes, dans leurs relations ridiculement mensongères, firent des prisonniers recueillis sur le champ de bataille. Nous avions perdu en outre une grande quantité de bagages, de canons et de caissons abandonnés. Mais la plus grande perte dont nous étions menacés était celle du corps entier du maréchal Ney, et de la division Ricard, qui lui avait été confiée. Le 17 au matin, après avoir fait sauter les tours de Smolensk, enfoui dans la terre ou jeté dans le Dniéper toute l'artillerie qu'il ne pouvait pas emmener, et poussé devant lui le plus possible de ces hommes qui avaient pris l'habitude de marcher à la débânde, le maréchal Ney était parti de Smolensk, s'attendant à trouver l'ennemi sur ses derrières, même sur ses flancs, se préparant à lui tenir tête vigoureusement, mais ne supposant point qu'il dût le rencontrer sur ses pas, comme une muraille de fer impossible à percer. Le maréchal Davout lui avait bien adressé de Koritnia, le 16 au soir, un avis des dangers qui s'annonçaient pour la journée du 17; mais l'ennemi s'étant bientôt interposé entre eux, il n'y avait plus eu moyen de communiquer avec lui, circonstance des plus malheureuses, car prévenu à temps il aurait pu sortir de Smolensk par la droite du Dniéper, et, en faisant une marche de nuit, gagner peut-être Orscha avant que les Russes, avertis, eussent passé le fleuve sur la glace, qui n'était pas encore solide partout. Encouragé dans sa confiance ordinaire par le défaut d'avis précis, le maréchal Ney partit donc le 17, comme il était convenu, atteignit Koritnia le 17 au soir, moment où le gros de l'armée était obligé d'évacuer Krasnoé, entendit la canonnade, ne s'en étonna pas, et se prépara à franchir l'obstacle le lendemain, comme ses collègues l'avaient déjà fait. Il croyait que là où d'autres avaient passé, il passerait bien lui-même. Le lendemain 18 il s'achemina sur Krasnoé.

La division Ricard arriva la première devant l'ennemi. Habitée à ne pas titonner, conduite par un officier distingué qui voulait sortir de la disgrâce où il était depuis l'affaire d'Oporto, elle marcha résolument sur l'ennemi. Les Russes étaient rangés en masse sur le bord du ravin de la Lossmina, ayant sur leur front une artillerie formidable. En un instant la malheureuse division Ricard fut criblée, et perdit une grande partie de son monde. Elle attendit le maréchal Ney, qui, étant survenu, et ayant vu le danger, n'hésita point, et disposa tout son corps, ainsi que la division Ricard, en colonnes d'attaque pour fondre sur la ligne ennemie et se faire jour.

En un instant ses troupes furent formées. Le 48^e, occupant l'extrême droite, devait, après avoir franchi le ravin, s'élancer sur les Russes à la baïonnette, et tâcher de les reployer sur la gauche de la route.

Tout le reste du corps d'armée devait suivre cet exemple, et, en se rabattant à gauche, rejeter les Russes par côté, pour pénétrer ensuite dans

Krasnoé. Jamais troupe bien conduite ne souffrit avec plus de vigueur un feu pareil. Les colonnes de Ney furent accueillies par la mitraille dès qu'elles parurent sur le bord du ravin. Elles y descendirent et en remontèrent le bord opposé, toujours sous cette mitraille épouvantable, et n'en furent point arrêtées dans leur élan. Elles réussirent même à enlever quelques pièces ennemies. Mais foudroyées par cent bouches à feu, chargées à la baïonnette, elles furent rejetées dans le fond du ravin, et ramenées au point d'où elles étaient parties. La vue des colonnes russes, qui étaient les unes derrière les autres, car l'armée de Kutusof était là tout entière, ne laissait aucune espérance. Sept mille combattants, réduits à quatre mille en une heure, ne pouvaient assurément pas enfoncer cinquante mille hommes rangés en bataille. Le maréchal Ney y renonça donc, mais sans songer à se rendre et à remettre son épée aux Russes. Le parti qu'il allait adopter devait sauver moins d'hommes que ne l'aurait fait une capitulation; il devait même les exposer à périr presque tous, mais il sauvait l'honneur de l'armée et le sien! Il n'hésita point. Il forma la résolution d'attendre la fin du jour, hors de portée du feu, puis de profiter des ombres de la nuit pour passer le Dniéper, et de s'échapper par la rive droite, ce qu'il aurait pu faire à Smolensk même, si un avis lui était arrivé à temps. Par malheur on n'avait pour franchir le Dniéper que la glace, qui pouvait, quoique le froid fût vif, n'être pas capable de porter une armée. Le maréchal Ney, avec sa confiance habituelle, ne parut concevoir aucun doute sur l'état du fleuve, et un de ses officiers ayant voulu lui adresser une observation, il répondit brusquement que le Dniéper devait être gelé, qu'on le trouverait tel, qu'on passerait sur la glace ou autrement, qu'on passerait enfin, n'importe de quelle manière.

Les Russes ne soupçonnant pas ce qu'il méditait, et le voyant se mettre hors de portée du feu, se crurent certains de l'avoir le lendemain pour prisonnier, et voulurent lui laisser le temps de la résignation, afin de s'épargner à eux-mêmes une effusion de sang inutile. Ils envoyèrent dans la soirée un parlementaire, pour lui faire connaître sa situation désespérée, lui dire que 80 mille hommes (il y en avait 50 mille, et c'était suffisant) lui barraient le chemin, qu'il était donc sans ressource, et qu'il devait songer à capituler, que du reste on accorderait à la vaillance de ses soldats, à sa glorieuse renommée, les conditions qu'ils avaient tous méritées. Le maréchal ne daigna pas même répondre au parlementaire, et de peur que son retour ne donnât à l'ennemi quelque lumière, il le retint prisonnier, en lui disant qu'il voulait l'avoir pour témoin de la réponse qu'il préparait au prince Kutusof. Le soir, à la nuit faite, il réunit tout ce qui était encore capable de se soutenir, tout ce qui conservait quelque force morale et physique, en laissant malheureusement la terre couverte de ses morts, de ses blessés, de tous ceux dont la





LE MARÉCHAL NEY

constance était à bout, il s'achemina en silence vers le Dniéper. Dans l'obscurité, dans la confusion où l'on était, on pouvait errer de se tromper sur la direction à suivre, et de retomber au milieu des bivouacs de l'ennemi. Un petit ruisseau gelé, qui devait évidemment aboutir au Dniéper, servit de guide. On suivit son cours; on arriva ainsi au bord du fleuve. Heureuse faveur de la nature, bien due à l'héroïsme du maréchal et de ses soldats! Le Dniéper était gelé, non pas très-solidement, mais assez pour passer avec précaution, et en s'assurant à chaque pas de la solidité de la glace sur laquelle on cheminait. Dans certains endroits, on trouva des carcasses. On y jeta quelques planches, et on parvint ainsi à gagner l'autre rive.

Pour l'artillerie, pour les voitures de bagages, le trajet était plus difficile. Quelques pièces de canon avec leurs caissons passèrent, quelques voitures de bagages aussi. On laissa le reste, s'inquiétant peu de ce qui ne pouvait pas suivre, et ne tenant à sauver que ce qui aurait la résolution de marcher sans relâche, et jusqu'à épuisement de forces. Le maréchal tenait à sauver son honneur, celui de son corps, mais nullement la vie de ses soldats.

Le Dniéper franchi, on prit à gauche, et on longea le fleuve dans la direction d'Orscha. On avait quinze ou seize lieues à parcourir à travers un pays inconnu, et par conséquent pas un moment à perdre. On traversa un premier village rempli de Cosaques, mais endormis. On les tua, et on passa outre. Le 19 au matin à la pointe du jour, marchant toujours à perte d'haleine, on aperçut de nouveaux Cosaques sur ses flancs, mais encore en petit nombre, et on n'en tint pas compte. Vers le milieu du jour on rencontra des villages, dont les habitants surpris abandonnèrent à nos soldats affamés quelques provisions que ceux-ci se hâtèrent de dévorer. A peine ce repas terminé les Cosaques arrivèrent, cette fois en grand nombre, commandés par Platow lui-même, ayant comme les jours précédents leur artillerie sur traîneaux. Il n'y avait pas là de quoi enfoncer les carrés de nos intrépides fantassins, mais de quoi nous faire perdre du temps et des hommes, car il fallait s'arrêter quelquefois pour se former en carré, repousser les cavaliers ennemis, puis se remettre en marche, et dans ces évolutions on laissait toujours sur la route ou des blessés, ou des marcheurs épuisés de fatigue. Vers la chute du jour on fut assailli par une telle masse d'ennemis, et enveloppé de telle façon, que la route semblait coupée. Toutefois on se jeta dans les bois qui bordent le Dniéper, et on se défendit le long d'un ravin jusqu'à la nuit. La nuit venue on chemina au hasard à travers ces bois, on se dispersa souvent, et on avança au milieu d'affreuses perplexités. Vers minuit, ralliés par les feux les uns des autres, on finit par se réunir autour d'un village où il y avait quelques vivres. A deux heures du matin on partit, afin de par-

enourir dans cette journée du 20 les quelques lieues qui restaient à faire pour arriver à Orscha. Sans tenir compte de la fatigue de ceux qui étaient déjà épuisés par les journées du 18 et du 19, on se mit en route avec l'espérance de triompher des dernières difficultés, si comme la veille on n'avait à sa suite que les cavaliers de Platow, quelque nombreux qu'ils fussent.

Vers le milieu du jour on eut malheureusement à traverser une vaste plaine, dans laquelle les bandes de Platow, plus considérables que la veille, fondirent sur nos fantassins avec beaucoup d'artillerie. Le maréchal Ney forma sur-le-champ les restes de sa petite troupe en deux carrés, plaça dans l'intérieur de ces carrés quelques pauvres trainards qui s'étaient attachés à sa colonne, quelques soldats qui n'avaient pu suivre qu'en laissant échapper leurs armes, et les maintint contre les attaques répétées des Cosaques, qui mettaient à honneur d'avoir vaincu au moins une fois un lambeau quelconque de l'infanterie française. C'était bien le cas de s'y obstiner, tant elle était peu nombreuse dans cette rencontre, tant on était nombreux soi-même, et tant était grande la gloire de prendre, ou de tuer au moins d'un coup de lance le maréchal Ney. Il n'en fut rien cependant. L'illustre maréchal soutint ses soldats prêts plusieurs fois à défaillir de fatigue et de découragement, car on ne voyait pas encore Orscha. Après avoir repoussé les Cosaques et leur avoir tué bien du monde, on gagna un village où l'on trouva un abri, et où l'on prit quelque nourriture. Le maréchal avait envoyé un Polonais porter à Orscha la nouvelle de sa miraculeuse retraite, et demander du secours. On s'y achemina dans la seconde moitié du jour, et vers la nuit on finit par en approcher. Arrivé à une lieue de distance, on aperçut avec une sorte de saisissement indicible des colonnes de troupes. Étaient-ce les Français, étaient-ce les Russes? Le maréchal, toujours confiant, et comptant sur l'avis qu'il avait fait parvenir à Orscha, n'hésita pas, s'avança, et entendit parler français : c'étaient le prince Eugène et le maréchal Mortier, qui sortis avec trois mille hommes venaient au secours de leur camarade, dont on s'était séparé avec tant de chagrin et de remords. On se jeta dans les bras les uns des autres, on s'embrassa avec effusion, et dans toute l'armée ce ne fut qu'un cri d'admiration pour l'héroïsme du maréchal Ney.

De six à sept mille hommes, il en rameutait douze cents au plus, menant de fatigue, et incapables d'être utiles avant de s'être refaits moralement et physiquement; mais il ramenait l'honneur, lui, son nom, sa personne, et il avait fait expier à l'ennemi par une vraie confusion les cruels avantages de ces derniers jours. Napoléon, qui avait quitté Orscha dans la journée du 20, en apprenant au château de Baranoui, où il s'était rendu, ce retour incespéré, en tressaillit de joie, car on voyait de lui épargner une bien cruelle humiliation, celle de faire dire à l'Europe que

le maréchal Ney était prisonnier des Russes! Napoléon eut la faiblesse de laisser peser sur la maréchal Davout le tort d'avoir abandonné le maréchal Ney. Le tort de ces malheureuses journées, c'était d'être parti de Smolensk en trois détachements séparés, à vingt-quatre heures d'intervalle les uns des autres, et d'avoir ainsi fourni à l'ennemi le moyen d'enlever chaque jour une partie de l'armée française; et si le dernier de ces fâcheux jours il y avait eu faute de la part de quelqu'un dans l'abandon du maréchal Ney, c'eût été de la part de Napoléon, qui au lieu de rester un jour de plus pour attendre l'arrière-garde et se sauver tous ensemble, s'était au contraire éloigné de Krasnoé en y laissant le maréchal Davout avec 5 mille hommes, sans un canon, presque sans carouches, plus compromis que la veille, réduit à partir immédiatement ou à mettre bas les armes, et avec l'ordre d'ailleurs de rejoindre Mortier. Du reste Napoléon lui-même dans cette circonstance n'avait aucun reproche à s'adresser, car s'il n'avait quitté Krasnoé l'armée tout entière eût été prise; mais alors il ne devait faire peser sur personne ou particulier la responsabilité de cette résolution, et il devait la confondre dans la responsabilité générale de cette affreuse campagne. Au contraire, soit désir de se décharger, soit humeur chagrine croissant avec les circonstances, il manifesta au sujet de la conduite du maréchal Davout une désapprobation que tout le monde dans la douleur qu'on éprouvait, dans le plaisir toujours grand de déprécier une renommée jusque-là sans tache, se hâta de recueillir et de propager. Le propos de la fin de cette épouvantable retraite fut donc que le maréchal Davout avait abandonné le maréchal Ney, mais que celui-ci s'était sauvé par un prodige. Il n'y avait que la seconde de ces assertions qui fût vraie. Ainsi que nous l'avons déjà dit, Napoléon, chemin faisant, jetait ses premiers lieutenants comme victimes à la fortune : vains sacrifices! il n'y avait que lui, lui seul, qui pût bientôt apaiser cette fortune justement courroucée de tant d'entreprises insensées.

Ces journées coûtèrent à l'armée véritable, à celle qui portait encore les armes, environ dix à douze mille hommes, morts, blessés ou prisonniers; elle coûta sept ou huit mille trainards et beaucoup de bagages à la masse flottante. Il restait à Orscha tout au plus 24 mille hommes armés et environ 25 mille trainards. C'était la moitié de tout ce qui était sorti de Moscou, le huitième des 420 mille hommes qui avaient passé le Niémen¹.

¹ On ne comprend pas comment M. de Bontourlin, écrivain sérieux, peut alléguer à tout moment des chiffres aussi étrangement exagérés que ceux qui sont énoncés dans son livre. Si on additionnait toutes les pertes énumérées après chaque action, il n'aurait plus eué un seul homme debout à notre arrivée à Wiasna. Voici un singulier exemple de ces exagérations. M. de Bontourlin dit que la journée du 18 coûta aux Français 8,500 hommes du corps de Ney qui capitulèrent, et 3,500 qui furent faits prisonniers par les Russes dans le courant du combat, sans compter les tués (tome II, page 229). Assurément ce n'est pas trop que de supposer que le maréchal Ney perdit un millier d'hommes sur le

Quant aux Russes, si le résultat était grand pour eux, la gloire ne l'était pas, car avec 50 ou 60 mille hommes pourvus de tout, et notamment d'une artillerie immense, avec une position comme celle de Krasnoé, ils auraient dû, sinon arrêter toute l'armée, du moins en prendre la majeure partie, et si, Napoléon passé avec le prince Eugène, ils s'étaient placés en masse entre Krasnoé et le maréchal Davout, celui-ci devait être pris tout entier, et le maréchal Ney après lui. Mais nous conduisant un peu chaque jour, se retirant épouvantés dès qu'ils avaient senti le choc, ils laissèrent l'armée française se sauver pièce à pièce, et le dernier jour ils eurent la confusion de ne pas même prendre le maréchal Ney, qui n'aurait pas dû leur échapper. Ils ne recueillirent d'autre trophée que beaucoup de nos soldats tombés morts ou blessés sous leur épaisse mitraille, et beaucoup de nos trainards faciles à ramasser par centaines depuis que la misère les avait privés d'armes. Le nombre des uns et des autres n'était, hélas ! que trop grand. C'étaient des résultats importants assurément, et désolants pour nous, mais ce n'étaient pas des merveilles d'art militaire méritant les titres qu'on s'est plu à leur prodiguer. Dans ces opérations il y avait toutefois un mérite, un seul, mais réel, la prudence constante du généralissime Kutusof, qui, comptant sur le climat et sur l'hiver, voulait dépenser peu de sang, et ne rien hasarder même pour recueillir les plus brillants trophées. Mais dans cette pensée même, il aurait dû mieux mesurer la proie qu'il prétendait saisir; il aurait dû juger la portion de notre longue colonne qu'il voulait couper, couper celle-là résolument, et l'enlever en laissant passer le reste. Sa prudence, fort louable sans doute, quand on considère l'ensemble de la campagne, ne fut pendant ces journées, qui auraient pu être décisives, que celle d'un vieillard timide, hési-

champ de bataille : les hommes qui capitulèrent, les prisonniers, les tués feraient donc 13 mille en tout. Or, avec son corps et la division Ricard, le maréchal Ney ne comptait pas 7 mille hommes sous ses ordres en sortant de Smolensk. Comment aurait-il pu en perdre 13 mille ? M. de Boniourdin dit encore, page 231 du même volume, que les Français en tout perdirent dans ces journées des 16, 17, 18 novembre, qualifiés par lui de chef-d'œuvre de l'art, 26 mille prisonniers, 10 mille tués, blessés ou coyrés, et 228 bouches à feu. Ce sont là des assertions insoutenables. A ce compte il aurait fallu que l'armée française fût réduite à rien en arrivant à la Bérésina. Elle était sortie de Smolensk au nombre de 36 mille hommes armés, et de 30 mille trainards environ. Après les fatales journées de Krasnoé, la garde restait environ à 8 mille hommes, le prince Eugène à 3, le maréchal Davout à 8, le maréchal Ney à 1500, Poniatowski et Junot à 2,500 : total 23 mille hommes. C'était donc tout au plus 13 mille hommes qui auraient été perdus. Reste ce qu'on put enlever de trainards, et c'est beaucoup dire que de supposer qu'on en prit 7 à 8 mille, ce qui ferait une perte de 20 mille hommes environ, et non de 36 mille. Quant à l'artillerie, l'armée avait 150 bouches à feu attachées en sortant de Smolensk, comment aurait-elle pu en perdre 228 ? Assurément nos désastres furent grands, et il serait aussi puéril de les dissimuler qu'il l'est de les exagérer; mais il faut songer qu'avec ces manières de compter, il ne resterait plus rien pour suffire, non pas seulement à de nouvelles exagérations, mais à la simple énumération des pertes trop réelles que nous fûmes plus tard.

tant sans cesse, et à la fin se glorifiant de résultats qui étaient l'œuvre de la fortune bien plus que la sienne.

Quoi qu'il en soit, Napoléon, après avoir quitté Krasnoé, avait couché le 17 même à Liady, le 18 à Doubrowna, le 19 à Orscha. Il y avait à Orscha un pont sur le Dniéper, et si Kutusof était allé nous attendre sur ce point au lieu de nous attendre à Krasnoé, il est probable que nous ne nous serions pas tirés de ce gouffre, car nous n'aurions pas franchi le Dniéper aussi facilement que le ravin de la Lossmina, et ce fleuve d'ailleurs n'était pas encore assez solidement gelé, surtout aux environs d'Orscha, où il avait deux cents toises de largeur, pour qu'il fût possible de le passer sur la glace. Napoléon, heureux d'être enfin dans un lieu sûr, et d'y trouver des vivres, car il y avait à Orscha des magasins très-bien fournis, tenta un nouvel essai de ralliement de l'armée, au moyen des distributions régulières. Un détachement de la gendarmerie d'élite récemment arrivé fut employé à faire dans Orscha la police des ponts, à engager chacun, par la persuasion ou la force, à rejoindre son corps. Ces braves gens habitués à réprimer les désordres qui se produisaient sur les derrières de l'armée, n'avaient jamais rien vu de pareil. Ils en étaient consternés. Tous leurs efforts furent vains. Les menaces, les promesses de distributions au corps, rien n'y fit. Les hommes isolés, armés ou non armés, trouvaient plus commode, surtout plus sûr, de s'occuper d'eux, d'eux seuls, de ne pas s'exposer pour le salut des autres à être blessés, ce qui équivalait à être tués, et une fois le joug de l'honneur secoué, ne voulaient plus le reprendre. Parmi les hommes débandés quelques-uns avaient gardé leurs armes, mais uniquement pour se défendre contre les Cosaques, et pour marauder plus fructueusement. A mesure que la retraite se prolongeait ils s'étaient faits à cette misère, et s'étaient organisés en sociétés de marche, vivant de leur propre industrie, profitant de l'escorte des corps armés sans jamais leur rendre aucun service, résistant si on cherchait à les ramener à leurs régiments, ne voulant faire usage de leurs armes que contre les Cosaques ou leurs camarades, maraudant, pillant sur les côtés de la route, ou sur la route, portant leur butin sur des voitures qui contribuaient à allonger les colonnes, détruisant autant qu'ils consommaient, et souvent même pour se chauffer mettant le feu à des maisons occupées par des officiers ou par des blessés, dont beaucoup périrent ainsi dans les flammes : tant est nécessaire le joug de la discipline sur ces êtres chez lesquels on a développé l'instinct de la force, pour qu'ils n'en abusent pas, et ne deviennent point de véritables bêtes féroces ! Parmi ces maraudeurs obstinés, se trouvaient beaucoup d'anciens réfractaires, et très-peu de vieux soldats, car la plupart de ceux-ci restaient et mouraient au drapeau. A la suite des plus alertes venait la foule des hommes faiblement constitués, marchant sans armes, victimes de tous,

de l'ennemi et de leurs camarades, se traînant et vivant comme ils pouvaient, jonchant les rontes ou les bivouacs de leurs corps exténués; et dans leur profond abattement se défendant à peine contre la mort. L'n général c'étaient les plus jeunes, les moins indociles, les derniers tirés de leurs familles par la conscription.

Cette contagion morale avait atteint même la garde. Napoléon la réunit pour la haranguer, pour la rappeler au sentiment du devoir, lui dit qu'elle était le dernier asile de l'honneur militaire, qu'à elle surtout il appartenait de donner l'exemple, et de sauver ainsi les restes de l'armée de la dissolution dont ils étaient menacés; que si la garde devenait coupable à son tour, elle serait plus coupable que tous les autres corps, car elle n'aurait pas l'excuse du besoin, le peu de ressources dont on disposait lui ayant toujours été exclusivement réservé; qu'il pourrait employer les châtimens, et faire fusiller le premier de ses vieux grenadiers rencontré hors des rangs, mais qu'il aimait mieux compter sur leurs anciennes vertus guerrières, et obtenir de leur dévouement, non de la crainte, les bons exemples qu'il invoquait de leur part. Il arracha à ces vieux serviteurs quelquefois mécontents, mais toujours fidèles au devoir, des cris d'assentiment, et, ce qui valait mieux, des résolutions de bonne conduite, qui au surplus n'étaient pas nouvelles, car excepté ce qui était mort, presque tout le reste de la vieille garde était dans le rang. Des six mille soldats qui la composaient au passage du Niémen, il survivait environ 3,500 hommes. Les autres avaient péri par la fatigue ou le froid, très-peu par le feu. Presque aucun ne s'était débaudé. La jeune garde décimée par le feu et la fatigue, quelque peu aussi par la désertion du drapeau, comptait encore 2 mille hommes, la division Claparté de 1500. Ceux-ci étaient le dernier débris des vieux régimens de la Vistule. Il y avait encore parmi la cavalerie de cette même garde quelques centaines de cavaliers montés. Les cavaliers démontés suivaient le corps en assez bon ordre. Les troupes du maréchal Davout pouvaient seules présenter un tel effort.

Napoléon frappé des inconvéniens des longues files de bagages, décida qu'on brûlerait les voitures qui ne contiendraient pas des blessés ou des familles fugitives, et qui n'appartiendraient ni à l'artillerie ni au génie. Il n'en permit qu'une pour lui et Murat, une pour chacun des maréchaux commandans de corps, et fit brûler impitoyablement toutes les autres. Dans son zèle pour la conservation de l'artillerie, il voulut, malgré les sages représentations du général Kléber, qu'on détruisit les deux équipages de pont, consistant en bateaux transportés sur voitures. Ces équipages avaient été laissés à Orscha lors du départ pour Moscou, et avaient un attelage de 5 à 600 chevaux, forts et reposés. Le général Kléber pensait qu'avec quinze de ces bateaux seulement on aurait de quoi jeter un pont qui pourrait être bien utile dans certains momens, et n'exigerait pour le

trainer que le tiers des chevaux disponibles. Mais Napoléon ordonna la destruction de tous ces bœufs, et ne concéda aux instances du général Éblé que le transport du matériel nécessaire à un pont de chevaux. La correspondance militaire de Napoléon et une quantité de papiers précieux furent détruits en cette occasion.

Ces efforts pour rendre quelque ensemble à l'armée furent inutiles cette fois comme la précédente. Les soldats, ayant encore en perspective une longue route à parcourir, de grandes souffrances à endurer, n'étaient pas disposés à changer de mœurs. Il eût fallu un repos prolongé; la sécurité, l'abondance, le voisinage de corps sains, pour les forcer à rentrer sous le joug de la discipline. Le défaut de faire des distributions à d'autres qu'à ceux qui étaient au drapeau, tint à peine quelques heures. Après un moment de rigueur aucun magasin ne demeura fermé à la faim, car en agissant autrement on eût provoqué le pillage. D'ailleurs l'ennemi approchant, le feu devait dévorer ce qu'on aurait laissé, et, plutôt que de le détruire, il valait mieux le donner à des Français que la souffrance seule avait ornés à l'observation de leurs devoirs.

Les quarante-huit heures passées à Orscha ne servirent donc qu'à faire reposer et à nourrir quelque peu les hommes et les chevaux, ce qui du reste n'était pas indifférent, à mieux atteler l'artillerie, dont on conserva encore une centaine de pièces bien approvisionnées, et enfin à reprendre haleine avant de recommencer cette affreuse retraite. Mais la discipline n'y gagna rien. La dissolution de l'armée était une de ces maladies qui ne peuvent s'arrêter qu'avec la mort même du corps qui en est atteint.

À Orscha, des nouvelles plus désolantes que toutes celles qu'il avait déjà reçues, vinrent assaillir Napoléon. Décidément le prince de Schwarzenberg avait été devancé par l'amiral Tchitchakoff sur la haute Bérézina. Ce prince, combattu entre la crainte de laisser sur ses derrières Sacken libre de marcher à Varsovie, et la crainte de laisser Teliutchakoff libre de se porter sur la haute Bérézina, avait perdu plusieurs jours à se décider, et pendant ce temps Tchitchakoff avait marché par Slonim sur Minsk. Il y avait pour défendre Minsk le général Bronikowski, avec un bataillon français, quelque cavalerie française, et l'un des nouveaux régiments lithuaniens, plus la belle division polonaise Dombrowski, demeurée en arrière pour garder le Dniéper. Le général Dombrowski, obligé de se partager en divers détachements, et ayant d'ailleurs du duc de Bellune l'ordre d'être toujours prêt à se concentrer sur Mohilew, n'avait pas voulu se joindre au général Bronikowski pour défendre Minsk, ce qui avait réduit les forces de celui-ci à 3 mille hommes environ. Le général Bronikowski, après avoir perdu un détachement de 2 mille hommes hors de la place, en partie par la faute du nouveau régiment lithuanien qui avait jeté ses armes, avait été contraint d'évacuer Minsk. C'était à largement prévu-

sionner cette ville que tous les efforts de M. de Bassano avaient été consacrés. On y perdait donc l'un des principaux points de la route de Wilna, et de quoi nourrir l'armée pendant plus d'un mois. Réunis maintenant, mais trop tard, les généraux Bronikowski et Dombrowski s'étaient portés à Borisow sur la haute Bérézina. Mais disposant de 4 ou 5 mille hommes au plus, grâce aux pertes de l'un, et aux détachements laissés par l'autre à Mohilew, il n'était pas sûr qu'ils pussent défendre le pont de Borisow; et si ce pont sur la Bérézina tombait dans les mains de Tchitchakoff, le chemin était entièrement fermé à la grande armée, à moins qu'elle ne remontât jusqu'aux sources de la Bérézina. Dans ce cas même elle était exposée à rencontrer Wittgenstein, plus redoutable encore que Tchitchakoff, d'après les nouvelles que le général Dode de la Brunerie venait d'apporter. Ces nouvelles n'étaient pas moins tristes que les précédentes.

Napoléon avait compté que les maréchaux Oudinot et Victor, qu'il anposait forts de 40 mille hommes, pousseraient devant eux Wittgenstein et Steinghel, les rejetteraient au delà de la Dwina, et lui ramèneraient ensuite sur la Bérézina ces 40 mille hommes victorieux, comme Schwarzenberg et Reynier devaient y amener de leur côté les 40 mille dont ils disposaient, après avoir battu Tchitchakoff. On eût ainsi réuni 80 mille hommes, avec lesquels on aurait pu frapper un grand coup sur les Russes avant la fin de la campagne. Mais tout avait été illusion du côté de la Dwina comme du côté du Dniéper. D'abord après la seconde bataille de Polotsk, qui avait entraîné l'évacuation de cette place importante, le général bavaïois de Wrède s'était laissé séparer du 2^e corps, et était resté avec ses cinq ou six mille Bavaïois vers Gloubokoé. Le 2^e corps, dont le maréchal Oudinot avait repris le commandement, s'était trouvé réduit à 10 mille hommes exténués. Le duc de Bellune, avec les trois divisions du 9^e corps, affaibli par les marches qu'il avait faites, en conservait à peine 22 ou 23 mille. Les deux maréchaux ne comptaient donc ensemble que 32 ou 33 mille hommes. Opposés à Wittgenstein et à Steinghel, qui n'en avaient plus que quarante mille depuis les derniers combats, ils auraient pu les battre. Mais Wittgenstein avait pris position derrière l'Oula, qui forme, comme nous l'avons dit, la jonction de la Dwina avec le Dniéper, par le canal de Lepel et la Bérézina. Les deux maréchaux avaient essayé d'attaquer Wittgenstein dans une forte position près de Smolianitz, avaient perdu 2 mille hommes sans réussir à le déloger, ce qui les réduisait à 30 mille hommes au plus, et n'avaient rien osé tenter de décisif, craignant de compromettre un corps qui était la dernière ressource de Napoléon. Peut-être avec plus d'accord et plus de décision, il leur eût été possible d'entreprendre davantage, mais leur situation était difficile, et leur perplexité bien naturelle. Sur les instances du général Dode, ils s'étaient réunis après un moment de séparation, afin d'agir ensemble, et

ils attendaient à Caéréia; à deux marches sur la droite de la route que suivait Napoléon, ses intentions définitives. Ce sont ces intentions que le général Dodo venait chercher à connaître, après lui avoir exposé fort exactement ce qui s'était passé du côté de la Dwina¹.

Si on se rappelle les lieux précédemment décrits, on comprendra aisément quelle était en ce moment la situation de Napoléon. Pour marcher sur Moscou, il avait passé par l'espace ouvert que laissent entre eux la Dwina et le Dniéper, entre Witebsk et Smolensk. En partant, il avait la Dwina à sa gauche, le Dniéper à sa droite; au contraire en revenant, il avait le Dniéper à sa gauche, la Dwina à sa droite, et venait de franchir l'ouverture de Smolensk à Witebsk, puisqu'il était à Orscha. Mais au delà, la Dwina et le Dniéper se trouvaient en quelque sorte réunis secondairement par une ligne d'eau continue, tantôt canal, tantôt rivière, consistant dans l'Oula qui est un affluent de la Dwina, dans le canal de Lepel qui joint l'Oula avec la Bérézina, et enfin dans la Bérézina elle-même, qui rejoint le Dniéper au-dessous de Rogaczew. Il fallait donc forcer cette seconde ligne. Sur sa gauche, autrefois sa droite, Napoléon voyait Tchitchakoff maître de Minsk et des vastes magasins de cette ville, prêt à s'emparer du pont de Borisow sur la haute Bérézina. Sur sa droite, autrefois sa gauche, il voyait Wittgenstein et Steinghel prêts à profiter de la première fausse manœuvre des maréchaux Oudinot et Victor, pour gagner en suivant l'Oula la haute Bérézina, et donner la main à Tchitchakoff. Enfin il avait sur ses derrières Kutusof avec la grande armée russe. Il y avait là beaucoup de chances de périr, et bien peu de se sauver. Cependant au milieu de toutes ses peines, Napoléon eut une consolation, ce fut d'apprendre que les corps d'Oudinot et de Victor, quoique très-affaiblis par le feu, la marche et le froid, comptaient encore 25 mille hommes, animés du meilleur esprit, ayant conservé toute leur discipline, et pouvant avec ce qui lui restait de soldats armés, mettre dans ses mains

¹ La part que le général Dodo eut à ces événements, les scènes dont il fut témoin, ont été rapportées de la manière la plus différente, et toujours la plus inexacte, ce qui s'explique parce que jamais il n'avait donné de communications précises sur ce point important d'histoire. Cet homme respectable et véridique, l'un des plus éclairés et des meilleurs de notre temps, exécuteur, de moitié avec le maréchal Vaillant, du beau monument élevé à la défense de la France dans les fortifications de Paris, voulut bien en 1849, quelque temps avant sa mort, écrire une relation détaillée de tout ce qu'il avait vu à l'époque du passage de la Bérézina, et me l'adresser. Le général Corbinnu avait bien voulu en faire autant quelques années auparavant, et c'est dans leurs récits, signés de leur main, et dignes de toute croyance, que j'ai puisé la plupart des faits qu'on va lire. Quant au passage même de la Bérézina, c'est également dans une narration précieuse du général Chappelle et du colonel Chapuis, l'un chef d'état-major du général Eblé, l'autre commandant des pontonniers, tous deux témoins oculaires et acteurs principaux, que j'ai trouvé en partie les éléments de mon récit. Je me suis servi en outre d'une foule de relations manuscrites qui m'ont été fournies par des témoins oculaires sérieux et dignes de foi. Je puis donc affirmer la parfaite exactitude des détails extraordinaires qu'on va lire.

une force de cinquante mille hommes, laquelle habilement dirigée serait une sorte de marteau d'armes, dont il saurait bien frapper tour à tour ceux qui oseraient l'aborder de trop près. Il fallait à la vérité s'en servir avec dextérité, et à cet égard on pouvait s'en fier à lui, car personne ne l'égalait dans l'art de manœuvrer concentriquement entre des ennemis séparés les uns des autres, et il avait après un moment de confusion et d'abatement retrouvé toute l'énergie de ses puissantes facultés.

Malgré l'horreur de cette situation, il se flatta encore de sortir d'embarras par un dernier, et peut-être par un éclatant triomphe. Il ordonna au général Dode, sans critiquer ce qui avait été fait, de se rendre auprès des deux maréchaux, de prescrire au maréchal Oudinot de se porter sur-le-champ, par un mouvement transversal de droite à gauche, de Czéréia à Borisow, afin d'y soutenir les Polonais et de les aider à conserver le pont de la Bérézina; au maréchal Victor de rester sur la droite, en face de Wittgenstein et de Steinghel, de les contenir en leur faisant craindre une manœuvre de la grande armée contre eux, et de lui donner ainsi le temps d'atteindre la Bérézina. Si ces instructions, comme on devait le penser, étaient bien suivies, Tchitchakoff étant éloigné de Borisow par Oudinot, et Wittgenstein étant contenu par Victor, on pouvait arriver à temps sur la Bérézina, la passer en ralliant Victor et Oudinot, reprendre Minsk et ses magasins dont Tchitchakoff n'avait pu consommer qu'une bien petite partie, rallier Schwarzenberg, se trouver ainsi avec 90 mille hommes dans la main, en mesure d'accabler une ou deux des trois armées russes, et terminer par un triomphe une campagne brillante jusqu'à Moscou, calamiteuse depuis Malo-Jaroslawetz, mais destinée peut-être à redevenir brillante, même triomphale en finissant. Quoique devenu méfiant envers la fortune, Napoléon ne désespéra pas de se relever au dernier moment, et en renvoyant le général Dode, laissa voir un rayon de satisfaction sur son visage. Il se mit immédiatement en marche d'Orscha sur Borisow.

Le 20 novembre, il s'était porté d'Orscha sur le château de Baranoni. Il vint le 21 à Kokanow, et le 22 se mit en marche pour Bobr. Le temps, quoique très-froid encore, s'était tout à coup relâché de son extrême rigueur. Mais on ne s'en trouvait pas mieux. Les superbes bouleaux qui bordaient la route laissaient s'écouler en gouttes de pluie la neige et la glace dont ils étaient couverts, et les soldats marchaient dans la boue exposés à une humidité qui rendait le froid plus pénétrant. Quant aux voitures d'artillerie, elles avaient la plus grande peine à rouler au milieu de cette fange à demi glacée. Ainsi malgré les inconvénients d'une température rigoureuse, mieux eût valu un terrain solide, des rivières gelées, maintenant surtout que le premier intérêt était d'aller vite. Mais on n'en était plus à compter avec le malheur, et on semblait marcher sous ses coups,

comme on marche sous la mitraille devant un ennemi qu'on est résolu à braver.

Arrivé le 22 au milieu du jour à Toloczin, Napoléon reçut une dépêche de Borisow, qui lui apprenait la plus cruelle de toutes les nouvelles, c'est que les généraux Bronikowski et Dombrowski, après avoir défendu d'une manière opiniâtre la tête de pont de Borisow sur la Bérézina, après avoir repoussé plusieurs assauts, perdu 2 à 3 mille hommes, causé à l'ennemi une perte au moins égale, blessé ou tué des officiers de la plus grande distinction, notamment le général russe Lambert, avaient été obligés de se retirer en arrière de la ville de Borisow, et d'abandonner le pont de la Bérézina. Ils étaient sur la grande route qu'on suivait, à une marche et demie en avant. On n'était plus en effet qu'à quelques lieues de l'ennemi qui nous barrait le passage de la Bérézina, et on était privé du seul pont sur lequel on pût franchir cette rivière. Comment en jeter un, avec le peu de moyens dont on disposait, surtout avec aussi peu de temps, ayant à gauche Tchitchakoff victorieux, qui pouvait venir détruire tous nos travaux de passage; à droite Wittgenstein, qui ne manquerait pas de nous prendre en flanc pendant que nous essayerions de passer, et par derrière enfin Kutusof, qui, d'après toutes les probabilités, devait nous assaillir en queue tandis que les autres généraux russes nous attaquaient de front ou par côté! Jamais on ne s'était trouvé dans une position plus affreuse, surtout si on compare cette position au degré de fortune duquel on était tombé depuis le passage du Niémen à Kowno, au mois de juin précédent. Quelle chute épouvantable en cinq mois!

Napoléon, en recevant cette dépêche, descendit de cheval, la lut avec une émotion dont il ne laissa rien percer, fit quelques pas vers un feu de bivouac qu'on venait d'allumer sur la grande route, et apercevant le général Dode qui était de retour de sa mission auprès des maréchaux Oudinot et Victor, il lui ordonna d'approcher. A peine le général fut-il près de lui, que Napoléon, le regardant avec des yeux dont l'expression était sans égale, lui adressa ces simples mots : *Ils y sont....* ce qui se rapportait aux entretiens antérieurs du général avec l'Empereur, et voulait dire : Les Russes sont à Borisow. — Napoléon alors entra dans une chaumière, et étalant sur une table de paysan la carte de Russie, se mit à discuter avec le général Dode les moyens de sortir de cette situation presque sans issue. Napoléon était affecté, mais non abattu. Quelquefois il était attentif à la conversation, quelquefois il semblait absent, écoutait sans entendre, regardait sans voir, puis revenait à son interlocuteur et au sujet de l'entretien. Il laissa au général Dode, doué d'un esprit ferme quoique modeste, l'initiative du parti à proposer. Le général connaissait le cours de la Bérézina, qui est bordée sur ses deux rives d'une zone de marécages de plusieurs mille toises de largeur, et il soutint à l'Empereur

qu'il fallait renoncer à percer par Borisow même, parce que les Russes brûleraient le pont de cette ville s'ils ne pouvaient le défendre, et au-dessous de Borisow, parce que le pays en descendant la Bérézina était toujours plus boisé et plus marécageux. Ce n'étaient pas seulement les ponts sur les eaux courantes qu'on trouverait coupés, mais les ponts sur les marais, beaucoup plus longs et plus difficiles à franchir. Au contraire, en remontant la Bérézina vers son point de jonction avec l'Oula, dans les environs de Lepel, on arriverait à des endroits où cette rivière coulait sur des sables, dans un lit peu profond, et on la franchirait avec de l'eau jusqu'à la ceinture. Le général Dode affirmait que jamais le 2^e corps, auquel il était attaché, n'en avait été embarrassé dans ses nombreux mouvements. Il proposa donc à l'Empereur d'appuyer à droite, de rallier en remontant la Bérézina Victor et Oudinot, de passer sur le corps de Wittgenstein, et ce détour terminé, de rentrer à Wilna par la route de Gloubokoé.

Napoléon, malgré ce qu'on lui disait, n'avait pas encore pu détacher son esprit de la route de Minsk, la plus belle, la mieux approvisionnée, sur laquelle il était certain de rallier, outre Victor et Oudinot qui étaient déjà presque réunis à lui, le prince de Schwarzenberg et Reynier, et pouvait se ménager une concentration de forces de 90,000 soldats armés. Il adressait deux objections à la proposition du général Dode : premièrement la longueur du détour qui l'éloignait de Wilna, et l'exposait à y être prévenu par les Russes, et secondement la rencontre probable dans cette direction de Wittgenstein et de Steinghel, que Victor et Oudinot n'avaient pu vaincre à eux deux. Le général Dode répondait que probablement on éviterait les deux généraux russes, que d'ailleurs ils n'auraient pas vers les sources de la Bérézina un terrain aussi facile à défendre que sur les bords de l'Oula, et n'oseraient pas tenir lorsqu'ils verraient Napoléon réuni aux maréchaux Victor et Oudinot. Du reste, tout en discutant, Napoléon, qui n'avait pas besoin qu'on lui répondît, car il s'était fait d'avance à lui-même toutes les réponses que le sujet comportait, examinait la carte étalée devant lui, sans presque écouter les paroles du général Dode, suivait du doigt la Bérézina, puis le Dniéper, et ayant rencontré des yeux Pultawa, s'écria tout à coup : Pultawa ! Pultawa ! — puis laissant là cette carte, et parcourant la chétive pièce où avait lieu cet entretien, se mit à répéter : Pultawa ! Pultawa !... sans regarder son interlocuteur, sans même faire attention à lui. Le général Dode, saisi de ce spectacle extraordinaire, se taisait, et contemplait avec un mélange de douleur et de surprise le nouveau Charles XII, cent fois plus grand que l'ancien, mais, hélas ! cent fois plus malheureux aussi, et en ce moment reconnaissant enfin sa vraie destinée. A ce point de l'entretien arrivèrent Murat, le prince Eugène, Berthier, et le général Jomini, qui ayant été gouverneur de la province pendant la campagne, avait fait comme le

général Dode une étude attentive des lieux, et était fort capable de donner un avis. Le général Dode, par modestie, crut devoir se retirer, et sortit sans que Napoléon, toujours distrait, s'en aperçût. En voyant le général Jomini, Napoléon lui dit : Quand on n'a jamais eu de rêves, on doit les avoir grands comme sa fortune.... — Puis il provoqua l'opinion du général. Celui-ci, partageant en un point l'avis du général Dode, jugeait impossible de traverser la Bérézina au-dessous de Borisow, mais trouvait bien long, bien fatigant, pour une armée déjà épuisée, de remonter la Bérézina afin d'aller franchir cette rivière vers ses sources. Il pensait, d'après les rapports du pays, qu'il était possible de passer droit devant soi, un peu au-dessus de Borisow, et dès lors de rejoindre la route de Smorgoni, la plus courte pour aller à Wilna, et la moins dévastée par les armées belligérantes. L'événement prouva bientôt que cet avis était fort sage. Napoléon, sans le combattre, car il écoutait à peine, parut se reporter tout à coup au temps de ses plus brillantes opérations, et, se plaignant de tout le monde, marchant et parlant avec une animation extraordinaire, se mit à dire que si tous les cœurs n'étaient pas abattus (et en prononçant ces paroles il semblait regarder ses principaux lieutenants présents autour de lui), il aurait une bien belle manœuvre à exécuter, ce serait de remonter vers la haute Bérézina, comme le lui conseillait le général Dode, et au lieu d'y chercher seulement un passage, de se jeter sur Wittgenstein, de l'enlever, de le faire prisonnier. Il ajoutait que si, en rentrant en Pologne après de grands malheurs, il emmenait cependant avec lui une armée russe prisonnière, l'Europe reconnaîtrait Napoléon, la grande armée et la fortune de l'Empire ! Son imagination s'exaltant à mesure qu'il parlait, il embellissait de mille détails qui la rendaient vraisemblable cette supposition avec laquelle il consolait sa détresse actuelle. Le général Jomini se contenta de lui répondre que ce beau mouvement serait exécutable sans doute, mais en Italie, en Allemagne, dans des pays où l'on rencontrait partout de quoi vivre, et avec une armée saine et vigoureuse, que de longues privations n'auraient pas entièrement épuisée. Il eût pu ajouter, mais ce n'était pas le moment, que celui qui trouve les caractères énervés les a le plus souvent énervés lui-même, en abusant de leur dévouement, et ressemble à l'imprudent cavalier qui a tué de fatigue le cheval destiné à le porter !

Napoléon ne tint pas plus compte des observations qu'on lui fit que des rêves brillants auxquels il venait de se livrer, et qui n'étaient que les préliminaires à travers lesquels son puissant esprit allait arriver à sa véritable détermination. Son parti, en effet, était pris avec ce tact, avec ce discernement qui étaient infailibles, quand de tristes entraînements ne l'égarèrent pas, et le danger était assez grand, assurément, pour se garder de toute erreur. Passer à gauche, au-dessous de Borisow, lui semblait

impossible après avoir entendu le général Dode. Passer à droite et au-dessus, était trop long, l'exposait à être prévenu sur Wilna, et il partageait en ce point l'avis du général Jomini. Percer droit devant lui pour aller par le plus court chemin sur Wilna; de manière à devancer tous ceux qui le menaçaient en flanc et par derrière, était le meilleur, le plus sage de tous les plans, quoique le plus modeste. Mais la difficulté était immense, puisqu'il fallait, ou reprendre le pont de Borisow sur les Russes, ou en jeter un dans les environs, malgré tous les ennemis qui nous serraient de près, deux succès bien peu vraisemblables, à moins d'un dernier coup de fortune égal à ceux que Napoléon avait eus dans ses plus beaux jours. Il n'en désespéra pas, et résolut de se porter droit sur la Bérézina, de pousser vivement Oudinot sur Borisow afin de reprendre ce point, et s'il n'y parvenait pas, de chercher un passage dans les environs.

Il adressa les instructions convenables à Oudinot, qui arrivait précisément sur notre droite, et il se porta lui-même à Bobr pour veiller de sa personne à l'exécution de ses volontés. L'intérêt de n'être pas pris lui et toute son armée lui avait rendu l'ardente activité de ses premiers temps, et il cessait d'être empereur pour devenir général. Retrouverait-il avec ses qualités sa bonne fortune? Ce n'était pas certain, mais c'était possible.

Il semble, en effet, qu'en ce moment la fortune, lasse de tant de rigueurs, lui accordait enfin un miracle pour le sauver des dernières humiliations. On a vu que le maréchal Saint-Cyr, après l'évacuation de Polotsk, avait détaché du 2^e corps le général de Wrede pour l'opposer à Steinghel, et que ce général bavaïsois, par goût ou par circonstance, s'était laissé isoler du 2^e corps, et confiner dans les environs de Gloubokoe. Il avait conservé avec lui la division de cavalerie légère du général Corbineau, composée des 7^e et 20^e de chasseurs, et du 8^e de lanciers, division que le 2^e corps regrettait beaucoup et réclamait avec instance. Parti de Gloubokoe le 16 novembre pour se réunir au 2^e corps, le général Corbineau était venu successivement à Dolghinow, à Pletchenitz, à Zembin, tout près de Borisow, et était tombé au milieu des partis ennemis que l'amiral Tchitchakoff avait lancés en avant pour se lier avec Wittgenstein sur la haute Bérézina. Au nombre de ces partis se trouvait un corps de 3 mille Cosaques, sous l'aide de camp Czernicheff, qu'Alexandre venait d'envoyer tour à tour à Kutusof, à Tchitchakoff, à Wittgenstein, pour leur communiquer le fameux plan d'agir sur les derrières de Napoléon, et les amener à marcher d'accord. L'aide de camp Czernicheff, ayant quitté Tchitchakoff qui était sur la droite de la Bérézina, remontait cette rivière, et cherchait à la passer pour aller joindre Wittgenstein sur la rive gauche, et amener un concert d'efforts contre Napoléon, qui était aussi sur la rive gauche. Chemin faisant il avait eu la bonne fortune de délivrer

le général Wintzingerode, envoyé en France comme prisonnier, et par un basard moins heureux pour lui, avait heurté en passant le général Corbiveau. Celui-ci, qui sous les apparences les plus simples réunissait à beaucoup de finesse un grand courage, n'avait pas perdu la tête, quoiqu'il n'eût que 700 chevaux, s'était débarrassé à coups de sabre de ses assaillants, et avait poussé jusque près de Borisow, où les Russes étaient déjà entrés. Trouvant les Russes devant lui à Borisow, les ayant laissés la veille sur ses derrières, il n'avait vu qu'une manière de se tirer d'embaras, c'était de traverser la Bérézina, et d'aller à la rencontre de la grande armée, qui devait lui offrir un refuge assuré. Il ne se doutait pas qu'en voulant se sauver, il la sauverait, et qu'elle était tellement affaiblie en cavalerie que 700 chevaux seraient un important secours à lui apporter. Il s'était donc mis à longer la rive droite de la Bérézina au-dessus de Borisow, cherchant s'il n'y aurait pas un gué praticable, lorsqu'il avait aperçu sortant de l'eau un paysan polonais, qui venait de la franchir, et qui lui avait indiqué, vis-à-vis du village de Studianka, à trois lieues au-dessus de Borisow, un endroit où les chevaux pouvaient passer avec de l'eau jusqu'aux reins. La Bérézina, noireâtre et fangeuse, charriait de gros glaçons fort dangereux. Le général néanmoins avait formé sa cavalerie en colonne serrée, était entré dans l'eau, et avait passé la rivière en perdant une vingtaine d'hommes entraînés par les glaçons. Heureux d'avoir surmonté cet obstacle, il avait gagné au galop Lochnitz, et enfin Bobr, où il avait rencontré le maréchal Oudinot coupant transversalement la route de Smolensk à Bobr pour marcher sur Borisow. Le général Corbiveau avait fait son rapport à son maréchal, et rejoint ensuite le 2^e corps auquel il appartenait. Presque au même moment le maréchal Oudinot, se jetant brusquement sur Borisow, y avait surpris, enveloppé l'avant-garde du comte Pahlen, fait cinq à six cents prisonniers, tué ou blessé un nombre égal d'hommes, enlevé plusieurs centaines de voitures de bagages, pris la ville, et fondu ensuite sur le pont, que les Russes, pressés de s'enfuir, avaient brûlé, désespérant de le défendre. Borisow était donc aux mains du 2^e corps, sans que notre position fût améliorée, puisque le pont de la Bérézina était brûlé; mais la découverte inattendue du général Corbiveau faisait luire un rayon d'espérance, et le maréchal Oudinot dépêcha le général à Bobr auprès de l'Empereur.

Napoléon connaissait et aimait les frères Corbiveau, dont l'aîné avait été tué à côté de lui à Eylau. Il accueillit celui-ci comme un envoyé du ciel, le questionna longuement, lui fit décrire minutieusement les lieux, bien expliquer la possibilité de passer la rivière à Studianka sur de simples ponts de chevolets, et résolut sur-le-champ de l'essayer. Il renvoya sans différer le général Corbiveau à Oudinot, avec ordre de commencer tout de suite et très-secrètement les préparatifs de passage à Studianka,

au-dessus de Borisow, mais en faisant des démonstrations très-apparentes au-dessous de cette ville, de manière à tromper Tchitchakoff, et à détourner son attention du véritable point où l'on voulait passer. Ce n'était pas tout, en effet, que d'avoir miraculeusement trouvé un point où, grâce au peu de profondeur de la Bérézina, des chevalets suffiraient pour la franchir, il fallait que le travail auquel on allait se livrer restât assez longtemps inaperçu de l'ennemi pour que l'on eût le moyen de porter sur l'autre rive des forces capables d'arrêter les Russes de Tchitchakoff, et de les empêcher de s'opposer au passage. Napoléon ordonna même à Oudinot de répandre dans l'armée le bruit qu'on devait passer au-dessous de Borisow, afin d'y attirer la foule des trainards, et de rendre complète chez l'ennemi l'illusion qui pouvait seule nous sauver.

Le général Corbineau quittant Napoléon le 23 novembre fort tard, rejoignit en toute hâte le maréchal Oudinot, et celui-ci dès le lendemain matin 24, se conformant aux ordres qu'il venait de recevoir, fit les démonstrations prescrites au-dessous de Borisow, puis profitant de la nuit et des bois qui bordaient la Bérézina, envoya secrètement le général Corbineau avec ce qu'il avait de pontonniers pour commencer les travaux de passage à Studianka. C'était une grande et difficile opération, car il fallait trouver des bois préparés, on en préparait, les disposer, les fixer dans l'eau, tout cela devant les avant-postes de Tchitchakoff, qui, après la perte de Borisow, était resté sur l'autre rive, et avait des vedettes jusque vis-à-vis de Studianka. Il y avait donc cent chances d'insuccès contre une ou deux de réussite.

Pendant ce temps, Napoléon s'était transporté le 24 à Lochnitz, sur la route de Borisow, se proposant d'arriver le lendemain 25 avec la garde à Borisow même, pour confirmer les Russes dans la pensée qu'il voulait passer au-dessous de cette ville, tandis qu'il était résolu au contraire à passer au-dessus, c'est-à-dire à Studianka, et à se rendre secrètement en ce dernier endroit au moyen d'un chemin de traversé. Il avait expédié au maréchal Davout, qui depuis la bataille de Krasnoé formait de nouveau l'arrière-garde, l'ordre de hâter le pas, afin d'accélérer le passage de la Bérézina si on parvenait à se procurer les moyens de la franchir, mais avant tout il avait envoyé le général Éblé avec les pontonniers et leur matériel directement à Studianka, pour exécuter la construction des ponts que les pontonniers du 2^e corps n'avaient pu quo commencer.

Le moment était venu où le respectable général Éblé allait couronner sa carrière par un service immortel. Du matériel que Napoléon avait fait détruire à Orscha, il avait sauvé six caissons renfermant des outils, des clous, des crampons, tous les fers enfin nécessaires à la construction des ponts de chevalets, et deux forges de campagne. Ces diverses voitures étant bien attelées avaient la possibilité de cheminer rapidement. Dans sa

profonde prévoyance, le général Eblé s'était réservé deux voitures de charbon, afin de pouvoir forger sur place les pièces dont on manquerait. Il lui restait de son corps quatre cents pontonniers éprouvés, sur lesquels il avait conservé un empire absolu. Eblé et Larrey étaient les deux hommes de bien que toute l'armée continuait à respecter et à écouter, même quand ils lui demandaient des choses presque impossibles.

Le général Eblé partit donc le 24 au soir de Lochnitza pour Borisow avec ses quatre cents hommes, suivi de l'habile général Chasseloup, qui avait encore quelques sapeurs mais sans aucun reste de matériel, et qui était digne de s'associer à l'illustre chef de nos pontonniers. On marcha toute la nuit, on atteignit Borisow le 25 à 5 heures du matin, on y laissa une compagnie pour faire les trompeurs apprêts d'un passage au-dessous de cette ville, et on s'engagea ensuite à travers les marécages et les bois pour remonter, par un mouvement à droite, le bord de la rivière jusqu'à Studianka. On n'arriva en cet endroit que dans l'après-midi du 25. Dans son impatience, Napoléon aurait voulu que les ponts fussent établis le 25 au soir. C'était chose impossible, mais ils pouvaient l'être le 26 en travaillant toute la nuit, ce qu'on était bien décidé à faire, quoiqu'on eût marché les deux nuits et les deux journées précédentes. Le général Eblé parla à ses hommes, leur dit que le sort de l'armée était en leurs mains, leur communiqua ses nobles sentiments, et en obtint la promesse du dévouement le plus absolu. Il fallait, par un froid qui était tout à coup redevenu des plus vifs, travailler dans l'eau toute la nuit et toute la journée du lendemain, au milieu d'énormes glaçons, peut-être sous les boulets de l'ennemi, sans une heure de repos, en prenant à peine le temps d'avaler, au lieu de pain, de viande et d'eau-de-vie, un peu de buillie sans sel. C'était à ce prix que l'armée pouvait être sauvée. Tous ces pontonniers le promirent à leur général, et on va voir comment ils tinrent parole.

Les pontonniers que le maréchal Oudinot avait envoyés avaient déjà préparé quelques chevalets, mais ils ne possédaient pas la même expérience que ceux du général Eblé, et il fallut recommencer le travail. Le général Eblé avait pour le seconder des officiers dignes de s'associer à son œuvre, notamment son chef d'état-major Chapelle, et le colonel d'artillerie Chapuis. N'ayant ni le temps d'abattre des bois ni celui de les débiter, on alla au malheureux village de Studianka, on en démolit les maisons, on en retira les bois qui semblaient propres à l'établissement d'un pont, on forgea les fers nécessaires pour les lier, et avec les uns et les autres on construisit une suite de chevalets. A la pointe du jour du 26, on fut prêt à plonger ces chevalets dans l'eau de la Bérézina.

Napoléon, après s'être porté de Lochnitza à Borisow, et avoir couché au château de Staroi-Borisow (voir les cartes n^{os} 35 et 37), était accouru au galop à Studianka dès le 26 au matin, pour assister à l'établissement

des ponts. Arrivé avec ses lieutenants Murat, Berthier, Eugène, Caulaincourt, Duroc, qui tous avaient l'expression de la plus profonde anxiété sur leur visage, eut en ce moment il s'agissait de savoir si le maître du monde serait le lendemain prisonnier des Russes, il regardait travailler, et n'osait presser des hommes qui, à la voix de leur respectable général, déployaient tout ce qu'ils avaient de force et d'intelligence. Ce n'était pas tout que de plonger hardiment dans cette eau glaciale pour y fixer les chevaux, il fallait encore achever ce difficile ouvrage malgré l'ennemi, dont on apercevait les vedettes sur la rive opposée. Était-il là seulement avec quelques Cosaques ou avec tout un corps de troupes ? Aurait-on quelques coureurs à écarter ou une armée entière à combattre au moment du passage ? Telle était la question qu'il importait d'éclaircir. Le maréchal Oudinot avait un aide de camp aussi adroit qu'intelligent, doué en outre du plus rare courage. Cet aide de camp, qui était le chef d'escadron Jacqueminot, suivi de quelques cavaliers portant en croupe un voltigeur, s'élança à cheval dans la Bérézina. La traversant tantôt à gué, tantôt à la nage, il atteignit l'autre rive, hérissée de glaçons qui rendaient l'abordage très-difficile. Il surmonta ces difficultés, fondit sur un petit bois occupé par quelques Cosaques, et s'en empara. On n'apercevait qu'un très-petit nombre d'ennemis, et le chef d'escadron Jacqueminot vint porter à Napoléon cette bonne nouvelle. Il aurait fallu cependant un prisonnier pour se renseigner plus exactement sur ce qu'on avait à craindre ou à espérer. Le brave Jacqueminot repassa la Bérézina, prit avec lui quelques cavaliers déterminés, se jeta sur un poste russe qui se chauffait autour d'un grand feu, enleva un sous-officier, et le ramena dans le petit bois où il avait établi son détachement. Puis le forçant à monter en croupe avec lui, et traversant de nouveau la Bérézina, il l'amena aux pieds de Napoléon. On interrogea le prisonnier, et on apprit avec une satisfaction facile à comprendre, que Tchitchakoff était avec le gros de ses forces devant Borisow, tout occupé du prétendu passage des Français au-dessous de cette ville, et qu'à Studianka il n'y avait qu'un détachement de troupes légères.

Il fallait se hâter de profiter de ces heureuses conjonctures. Mais les ponts n'étaient pas prêts. Le brave Corbineau avec sa brigade de cavalerie prenant en croupe un certain nombre de voltigeurs s'engagea dans la Bérézina, la traversa, comme il avait déjà fait, ces cavaliers ayant pied quelquefois, quelquefois portés par leurs chevaux à la nage, et quelquefois aussi emportés par le torrent. Le lit de la rivière franchi, il surmonta les difficultés que présentait le bord hérissé de glaçons, et vint s'établir en force dans le bois qui devait nous servir d'appui. Il manquait d'artillerie, Napoléon y suppléa en disposant sur la rive gauche une quarantaine de bouches à feu, qui devaient tirer d'une rive à l'autre par-dessus la tête de

nos hommes, au risque de les atteindre. Mais dans la situation où l'on se trouvait on n'en était pas à compter les inconvénients. Cette première opération terminée, on pouvait se flatter de rester maître de la rive droite jusqu'à ce que les ponts étant achevés, l'armée pût déboucher tout entière. L'étoile de Napoléon semblait rehausser, et ses officiers groupés autour de lui la saluèrent avec un sentiment de joie qu'ils n'avaient pas éprouvé depuis longtemps.

Tout dépendait maintenant de l'établissement des ponts. Le projet était d'en jeter deux à cent toises de distance, l'un à gauche pour les voitures, l'autre à droite pour les piétons et les cavaliers. Cent pontonniers étaient entrés dans l'eau, et s'aidant de petits radeaux qu'on avait construits pour cet usage, avaient commencé à fixer les chevalets. L'eau gelait, et il se formait autour de leurs épaules, de leurs bras, de leurs jambes, des glaçons qui s'attachant aux chairs, causaient de vives douleurs. Ils souffraient sans se plaindre, sans paraître même affectés, tant leur ardeur était grande. La rivière n'avait en cet endroit qu'une cinquantaine de toises de largeur, et avec vingt-trois chevalets pour chaque pont on réunit les deux bords. Afin de pouvoir transporter plus tôt des troupes sur l'autre rive, on concentra tous ses efforts sur le pont de droite, celui qui était destiné aux piétons et aux cavaliers, et à une heure de l'après-midi il fut praticable. Napoléon avait amené à Studianka le corps du maréchal Oudinot, et avait remplacé celui-ci à Borisow par les troupes qui suivaient. Il fit immédiatement passer sur la rive droite les divisions Legrand et Maison; les cuirassiers de Donmere, composant le 2^e corps, et y joignit les restes de la division Domhrowski, le tout montant à 9 mille hommes environ. On fit rouler avec beaucoup de précaution deux bouches à feu sur le pont des piétons, et armé de ces moyens Oudinot, se rabattant brusquement à gauche, fondit sur quelques troupes d'infanterie légère que le général Tehaplitz, commandant l'avant-garde de Tchitchakoff, avait portées sur ce point. Le combat fut vif, mais court. On tua deux cents hommes à l'ennemi, et on put s'établir dans une bonne position, de manière à couvrir le passage. On avait le temps, en employant bien la fin de cette journée du 26 et la nuit suivante, de faire passer assez de troupes pour tenir tête à l'amiral Tchitchakoff. Il est vrai qu'il fallait au moins deux jours pour que l'armée parvenue tout entière à Studianka eût franchi les deux ponts, et en deux jours Tchitchakoff pouvait se concentrer devant le point de passage pour nous empêcher de déboucher sur la rive droite. De son côté Wittgenstein, qui était comme nous sur la rive gauche, pouvait culbuter Victor, et se jeter dans notre flanc droit, pendant que Kutusof viendrait assaillir nos derrières. Dans ce cas la confusion devait être épouvantable, et il était à craindre que la tentative de passage ne se convertît en un désastre. Pourtant une moitié de nos dan-

gers était heureusement surmontée, et il était permis d'espérer qu'on surmonterait l'autre moitié.

A quatre heures de l'après-midi le second pont fut terminé, et Napoléon s'employa de sa personne à faire défiler sur la rive droite tous ceux qui arrivaient. Quant à lui, il voulut demeurer sur la rive gauche, pour ne passer que des derniers. Le général Éblé, sans prendre lui-même un moment de repos, fit concher sur la paille une moitié de ses pontonniers, afin qu'ils pussent se relever les uns les autres dans la pénible tâche de garder les ponts, d'en exercer la police, et de les réparer s'il survenait des accidents. Dans cette journée, on fit passer la garde à pied, et ce qui restait de la garde à cheval. On commença ensuite le défilé des voitures de l'artillerie. Par malheur le pont de gauche destiné aux voitures chancelait sous le poids énorme des charrois qui se succédaient sans interruption. Pressé comme on était, on n'avait pas eu le temps d'équarrir les bois formant le tablier du pont. On s'était servi de simples rondins, qui présentaient une surface inégale, et pour adoucir les ressauts des voitures, on avait mis dans les creux de la mousse, du chanvre, du chaume, tout ce qu'on avait pu arracher du village de Studianka. Mais les chevaux enlevaient avec leurs pieds cette espèce de litière, et les ressauts étant devenus très-rudes, les chevalets qui portaient sur les fonds les moins solides avaient fléchi, le tablier avait formé dès lors des ondulations, et à huit heures du soir trois chevalets s'étaient abîmés avec les voitures qu'ils portaient dans le lit de la Bérézina.

On fut obligé de remettre à l'ouvrage nos héroïques pontonniers, et de les faire rentrer dans l'eau, qui était si froide qu'à chaque instant la glace brisée se reformait. Il fallait la rompre à coups de hache, se plonger dans l'eau, et placer de nouveaux chevalets à une profondeur de six à sept pieds, quelquefois de huit dans les endroits où le pont avait fléchi. Elle n'était ailleurs que de quatre à cinq pieds. A onze heures du soir le pont redevenait praticable.

Le général Éblé, qui avait eu soin de tenir éveillés une moitié de ses hommes, tandis que l'autre dormait (lui veillant toujours), fit construire des chevalets de rechange afin de parer à tous les accidents. L'événement prouva hientôt la sagesse de cette précaution. A deux heures de la nuit trois chevalets cédèrent encore au pont de gauche, celui des voitures, et par malheur au milieu du courant, là où la rivière avait sept ou huit pieds de profondeur. Il fallait de nouveau se mettre au travail, et cette fois exécuter ce difficile ouvrage au milieu des ténèbres. Les pontonniers grelottants de froid, mourants de faim, n'en pouvaient plus. Le vénérable général Éblé, qui n'avait pas comme eux la jeunesse et l'avantage d'un peu de repos pris, souffrait plus qu'eux, mais il avait la supériorité de son âme, et il la leur communiqua par ses paroles. Il fit appel à leur dé-

vement, leur montra le désastre assuré de l'armée s'ils ne parvenaient à rétablir le pont, et sa vertu fut écoutée. Ils se mirent à l'œuvre avec un zèle admirable. Le général Lauriston, qui avait été envoyé par l'Empereur pour savoir la cause de ce nouvel accident, serrait en versant des larmes la main d'Éblé, et lui disait : De grâce, hâtez-vous, car ces retards nous menacent des plus grands périls. — Sans s'impatienter de ces instances, le vieil Éblé, qui ordinairement avait la rudesse d'une âme forte et fière, lui répondait avec douceur : Vous voyez ce que nous faisons... et retournait non pas stimuler ses hommes, qui n'en avaient pas besoin, mais les encourager, les diriger, et quelquefois plonger sa vieillesse dans cette eau glacée que leur jeunesse supportait à peine. A six heures du matin (27 novembre) ce second accident fut réparé, et le passage du matériel d'artillerie put recommencer.

Le pont de droite, consacré aux piétons et aux fantassins, n'ayant pas eu les mêmes secousses à essuyer, n'avait pas cessé un moment d'être praticable, et on aurait pu faire écouler dans cette nuit du 26 au 27 novembre presque toute la masse désarmée. Mais l'attrait de quelques granges, d'un peu de paille, de quelques vivres trouvés à Studianka, en avait retenu une grande partie sur la gauche de la rivière. Quoique le froid qui avait repris ne fût pas encore suffisant pour arrêter l'eau courante, néanmoins tous les marais aux approches de la rivière étaient gelés, ce qui était fort heureux, car sans cette circonstance on n'aurait pas pu les franchir. On avait donc allumé sur la glace des marécages des milliers de feux, et, pour ne pas aller courir ailleurs la chance de bivouacs moins supportables, dix ou quinze mille individus s'étaient établis sur la rive gauche sans vouloir la quitter, de manière que la négligence des piétons rendit inutile le pont de droite, tandis que les deux ruptures survenues coup sur coup rendaient inutile celui de gauche, pendant cette nuit du 26 au 27, temps précieux qu'on devait bientôt regretter amèrement !

Le matin du 27, Napoléon traversa les ponts avec tout ce qui appartenait à son quartier général, et alla se loger dans un petit village, celui de Zawnick, sur la rive droite; derrière le corps du maréchal Oudinot. Toute la journée il se tint à cheval pour accélérer lui-même le passage des divers détachements de l'armée. Ce qui restait du 4^e corps (prince Eugène), du 3^e (maréchal Ney), du 5^e (prince Poniatowski), du 8^e (Westphaliens), passa dans cette journée. C'étaient à peine deux mille hommes pour chacun des deux premiers, cinq ou six cents pour chacun des deux autres, c'est-à-dire deux ou trois cents hommes armés par régiment, persistant à se tenir avec leurs officiers autour des aigles, qu'ils conservaient précieusement comme le dépôt de leur honneur. La désorganisation depuis Krasnoë avait fait des progrès effrayants par suite de la lassitude croissante, laquelle était cause que beaucoup de soldats, même de

très-bonne volonté, restaient en arrière, et une fois en retard demeuraient machinalement dans l'immense troupeau des hommes marchant sans armes.

Vers la fin du jour arriva le 1^{er} corps, sous son chef, le maréchal Davout, qui depuis Krasnoé avait recommencé à diriger l'arrière-garde. C'était le seul qui eût conservé un peu de tenue militaire. L'immortelle division Friant, devenue division Ricard, avait péri presque tout entière à Krasnoé, et ses débris suivaient confusément le 1^{er} corps. Les quatre divisions restantes présentaient trois à quatre mille hommes, mais armés, rangés autour de leurs drapeaux, et amenant leur artillerie. Le maréchal Davout, plus triste que de coutume, éprouvait une sorte de révolte intérieure en voyant l'armée réduite à un tel état. Moins soumis, il eût laissé éclater son irritation. Les complaisants, qui dans cette affreuse situation n'avaient pas encore perdu le courage de flatter, peignaient à Napoléon la tristesse du maréchal comme une faiblesse, et exaltaient à qui mieux mieux la belle santé, la bonne humeur du maréchal Ney, dont la résistance à toutes les misères était, en effort, admirable. Pour bien flatter Napoléon en ce moment, il fallait n'avoir ni froid, ni faim, ni sommeil, ni aucune trace de maladie! Malheureusement toutes les santés ne se prétaient pas à ce genre de flatterie.

Le 9^e corps, celui du maréchal Victor, après avoir lentement rétrogradé devant Wittgenstein, auquel il disputait le terrain pied à pied, venait enfin de se replier en couvrant la grande armée. Il s'était placé entre Borissow et Studionke, de manière à protéger ces deux positions. On avait bien prévu que le passage serait peu troublé pendant les deux premières journées, celles du 26 et du 27, parce que sur la rive droite Tchitchakoff, ignorant le vrai point de passage, cherchait à nous arrêter au-dessous de Borissow, et que sur la rive gauche Wittgenstein et Kutusof n'ayant pas encore eu le temps de se réunir, ne nous serraient pas d'assez près. Il était probable que le passage serait moins puisable le 28, que Tchitchakoff mieux éclairé nous attaquerait violemment sur la rive où nous avions commencé à descendre, et que Wittgenstein et Kutusof arrivés enfin sur notre flanc et nos derrières, nous attaqueraient tout aussi violemment sur la rive que nous achevions de quitter. Napoléon s'attendait avec raison que la journée décisive serait celle du lendemain 28, que Tchitchakoff tâcherait de jeter le tête de notre colonne dans le Bérésina, et que Wittgenstein et Kutusof s'efforceraient d'y jeter la queue. Ne répétant pas ici la faute commise à Krasnoé, celle d'une retraite successive, il était résolu à se sauver ou à périr tous ensemble, et en conséquence il avait destiné Oudinot passé le premier, Ney et la garde passés après Oudinot, à contenir Tchitchakoff, et Victor, à couvrir le fin du passage avec le 9^e corps. Mettant toujours un extrême soin à tromper Tchitchakoff, il prescrivit au

maréchal Victor de laisser à Borisow la division française Partouneaux, déjà réduite par les marches, les combats, de 12 mille hommes à 4 mille. Avec la division polonaise Girard et la division allemande Daendels, ne présentant pas plus de 9 mille hommes à elles deux, et 7 à 800 chevaux, le maréchal Victor devait couvrir Studianka. Voilà ce qui survivait des 24 mille hommes avec lesquels ce maréchal avait quitté Smolensk pour aller rejoindre Oudinot sur l'Oula. En un mois de marche, en quelques combats, 10 à 11 mille hommes avaient disparu. Au surplus la tenue de ce qui restait était excellente, et en voyant arriver la grande armée, dont la gloire faisait récemment l'objet de leur jalousie, ils étaient saisis de pitié, et demandaient à ces soldats accablés, ayant presque perdu l'orgueil à force de misère, quelles calamités avaient pu les frapper. — Vous serez bientôt comme nous ! répondaient tristement les vainqueurs de Smolensk et de la Moskowa à la curiosité de leurs jeunes camarades. —

Napoléon avait complété ses dispositions pour la journée redoutée du 28, en ordonnant au maréchal Davout, dès qu'il aurait passé, de s'avancer sur la route de Zembin, qui était celle de Wilna, afin de n'être pas prévenu par les Cosaques à plusieurs défilés importants de cette route bordée de bois et de marécages.

La journée du 27 fut ainsi employée à franchir la Bérésina, et à préparer une résistance désespérée. Le même jour, un troisième accident survint à deux heures de l'après-midi, toujours au pont de gauche. Il fut bientôt réparé, mais les voitures arrivant en grand nombre à la suite des corps, se pressaient à ce pont, et il était extrêmement difficile de les obliger à ne défilier que successivement. Les gendarmes d'élite, les pontonniers avaient des peines infinies à maintenir l'ordre, et la force dans ce qu'elle a de plus brutal pouvait seule se faire écouter de ces esprits effarés.

On avait raison de se presser, et on ne se pressait même pas assez, surtout au pont des piétons, car l'heure de la crise suprême approchait. L'ennemi, ou trompé, ou en retard, se ravisait, et accourait enfin. N'ayant pas su nous empêcher de jeter des ponts, il allait nous assaillir au moment où, n'ayant pas fini de les passer, nous étions encore partagés entre les deux rives de la Bérésina. Tchitchakoff heureusement s'était complètement trompé sur le lieu qui devait servir à notre passage. Arrivant par la route de Minsk, ayant pu se convaincre de ses propres yeux des efforts que nous avions faits pour nous approvisionner dans cette direction, il avait dû considérer Borisow et Minsk comme les points par lesquels Napoléon chercherait à regagner Wilna. La présence du prince de Schwarzenberg dans le voisinage de cette route était pour lui une raison de plus de croire que Napoléon la prendrait, pour rallier en passant l'armée austro-saxonne. Ajoutés que Kutusof, informé par des rapports d'espions que la route de Minsk était celle de l'armée française, l'avait averti de prendre garde à lui du côté de

Borisow, et au-dessous. Pour Tchitchakoff, qui avait à la fois un chef et un ennemi dans Kutusof, depuis qu'il l'avait remplacé en Orient, un tel avis était de grande importance. A se tromper avec Kutusof, il y avait une excuse. Il n'y en avait pas à se tromper tout seul. Enfin les démonstrations de passage ordonnées par Napoléon au-dessous de Borisow avaient été une dernière cause d'illusion, et le général Tchaplitz ayant signalé à l'amiral Tchitchakoff les préparatifs qu'il apercevait à Studianka, c'étaient ces préparatifs, les seuls sérieux, que l'amiral avait pris pour les simples démonstrations destinées à l'abuser. C'est ainsi que nous ne l'avions eu sur les bras ni le 26 ni le 27, concentré qu'il était au-dessous de Borisow. Pourtant les troupes légères de Tchaplitz ayant vu bien positivement le passage d'une armée le soir du 26 et le matin du 27, le général de l'armée d'Orient avait fini par se détromper, et il avait résolu de nous attaquer violemment sur la rive droite. Mais ne voulant le faire qu'avec le concours des deux autres armées russes placées sur la rive gauche, il s'était hâté de se mettre en rapport avec elles, et leur avait proposé le 28 pour le jour d'une attaque énergique et simultanée. Il devait porter le gros de ses troupes sur le point de passage choisi par les Français, et tâcher de refouler dans la Bérézina tout ce qui l'avait déjà traversée, tandis que Kutusof et Wittgenstein devaient essayer d'y précipiter tout ce qui n'aurait pas achevé de la franchir. Afin de lier leurs mouvements, Tchitchakoff avait imaginé de faire passer son arrière-garde sur les restes du pont brulé de Borisow, et de se mettre ainsi en communication avec Kutusof et Wittgenstein. Il pouvait disposer d'environ 30 ou 32 mille hommes, dont 10 ou 12 mille en cavalerie, ce qui n'était pas un avantage sur le terrain où l'on allait combattre.

Quant à Kutusof et à Wittgenstein, voici quelle était leur situation. Kutusof, qui croyait avoir rempli sa tâche à Krasnoé, en livrant Napoléon presque détruit aux deux armées russes de la Dwina et du Dniéper, qui d'ailleurs n'avait pas le moindre désir de contribuer à la gloire de Tchitchakoff, et trouvait ses soldats exténués, Kutusof s'était arrêté sur le Dniéper, à Kopys, afin de procurer quelque repos à ses troupes, et de leur rendre un peu d'ensemble, car elles étaient de leur côté dans un état fort misérable. Il s'était donc contenté d'envoyer au delà du Dniéper Platow, Miloradowitch et Vermoloff avec une avant-garde d'environ dix mille hommes. Ces troupes, arrivées à Lochnitza, étaient prêtes à coopérer avec Tchitchakoff et Wittgenstein à la destruction de l'armée française. Quant à Wittgenstein, ayant ainsi que Steinghel suivi le corps de Victor, il était sur les derrières de celui-ci, entre Borisow et Studianka, avec une trentaine de mille hommes, prêt à peser de toutes ses forces sur Victor pour le jeter dans la Bérézina. C'étaient donc environ 72 mille combattants, sans compter les 30 mille restés en arrière avec Kutusof, qui

allaient fondre en queue sur les 12 ou 13 mille hommes de Victor, fondre en tête sur les 9 mille d'Oudinot et les 7 à 8 mille de la garde. Eugène, Davout, Junot, tous en marche sur Zembin, n'étaient guère en mesure de servir sur ce point, et 28 ou 30 mille hommes, partagés sur les deux rives de la Bérézina, gênés par 40 mille trainards, allaient avoir à combattre en tête et en queue 72 mille hommes, pendant la difficile opération d'un passage de rivière.

Cette terrible lutte commença dès le 27 au soir. L'infortunée division française Partouneaux, la meilleure des trois de Victor, avait reçu ordre de Napoléon de se tenir encore toute la journée du 27 devant Borisow, afin d'y contenir et d'y tromper Tchitchakoff. Dans cette position, elle était séparée du gros de son corps qui était concentré autour de Studianka, par trois lieues de bois et de marécages. Il était donc à craindre qu'elle ne fût coupée par l'arrivée des troupes de Platow, de Miloradovitch et d'Yermoloff qui nous avaient suivis sur la grande route d'Orscha à Borisow. Cette triste circonstance, si facile à prévoir, s'était en effet réalisée, et l'avant-garde de Miloradovitch, opérant sur la route d'Orscha sa jonction avec Wittgenstein et Steinghel, s'était interposée entre la division Partouneaux consignée à Borisow, et les deux divisions de Victor chargées de couvrir Studianka. La malheureuse division Partouneaux se trouvait donc coupée, à moins que longeant la rive de la Bérézina à travers les bois et les marécages, elle ne parvint à rejoindre le corps de Victor par le chemin qu'Oudinot avait pris la veille pour remonter jusqu'à Studianka. C'est le 27 au soir que le général Partouneaux s'aperçut de cette situation, qui, périlleuse d'abord, d'heure en heure devenait presque désespérée. A l'instant où il se sentait assailli sur la route d'Orscha, il se vit tout à coup attaqué d'un autre côté par les troupes de Tchitchakoff, qui essayaient de passer la Bérézina sur les débris du pont de Borisow. Aux immenses périls dont il était menacé se joignait l'affreux embarras de plusieurs milliers de trainards, qui dans la croyance d'un passage au-dessous de Borisow, s'y étaient accumulés avec leurs bagages, et attendaient vainement la construction de ponts qu'on ne jetait pas. Pour mieux tromper l'ennemi, on les avait trompés eux-mêmes, et ils allaient être sacrifiés avec la division Partouneaux à la terrible nécessité d'abuser Tchitchakoff. Le danger d'être enveloppé devenant de moment en moment plus évident, les boulets arrivant de tous côtés, le désordre, la confusion furent bientôt au comble, et les trois petites brigades de Partouneaux, voulant se former pour se défendre, se trouvèrent comme inondées de quelques milliers de malheureux, qui poussaient des cris, se précipitaient dans leurs rangs, et empêchaient toute manœuvre. Des femmes faisant partie de la colonne des bagages, ajoutaient leur épouvante et leurs clameurs à cette scène de désolation. Le général Partouneaux résolut néan-

moins de se faire jour, et sortant de Borisow, la gauche à la Bérézina, la droite sur les coteaux de Staroi-Borisow, il essaya de remonter à travers le dédale de bois et de marécages glacés qui le séparaient de Studianka. Formé sur autant de colonnes que de brigades, il s'avança tête baissée, décidé à s'ouvrir un chemin ou à périr. Il avait 4 mille hommes pour résister à 40 mille. Les trois brigades, suivies de la cohue épouvantée, firent d'abord quelques progrès; mais accueillis de front par toute l'artillerie russe qui était sur les hauteurs, assaillies en queue par une innombrable cavalerie, elles furent horriblement maltraitées. Le général Partouneaux, qui marchait avec la brigade de droite, la plus menacée, voulut se dégager, prit trop à droite, ne tarda pas à être séparé de ses deux autres brigades, fut enveloppé et presque détruit. Il ne céda point cependant, refusa de se rendre malgré plusieurs sommations, et continua de combattre. Ses deux brigades de gauche, isolées de lui, suivirent son exemple, sans avoir reçu ses ordres. L'ennemi, épuisé lui-même, suspendit son feu vers minuit, certain de prendre jusqu'au dernier homme cette poignée de braves qui s'obstinaient héroïquement à se faire égorger. Il espérait que l'évidence de la situation les amènerait à capituler, et lui épargnerait une plus grande effusion de sang. A la pointe du jour, 28 au matin, les généraux russes sommèrent de nouveau le général Partouneaux, resté debout sur la neige avec 4 ou 500 hommes de sa brigade, lui montrèrent qu'il était sans ressources, réduit à faire tuer inutilement les quelques soldats qu'il avait encore auprès de lui, et le désespoir dans l'âme il se readit, ou plutôt il fut pris. Les deux autres brigades, auxquelles on alla porter cette nouvelle, mirent bas les armes, et les Russes firent environ 2 mille prisonniers, dernier reste de 4 mille et quelques cents hommes¹. Un bataillon de 300 hommes réussit seul à la faveur des ténèbres à remonter la Bérézina, et à gagner Studianka. Les Cosaques purent ensuite recueillir à coups de lance quelques milliers de trainards qui étaient enfermés dans le même coupe-gorge.

On avait entendu de Studianka, pendant cette cruelle nuit, la fusillade et la canonnade qui retentissaient du côté de Borisow. Napoléon en était inquiet, et le maréchal Victor bien davantage, car de l'endroit où il était, il appréciait mieux le danger de sa principale division, et pensait que l'ordre de demeurer à Borisow était une précaution inutile, par consé-

¹ M. de Bontourelia, toujours prodigue de chiffres incroyables malgré son impartialité d'appréciation, parle de 7 mille prisonniers faits sur une division qui était d'environ 4 mille hommes, et dont 2 mille au moins avaient succombé dans le combat. Nous ne faisons cette remarque que dans l'intérêt de la vérité, car ces cruels désastres, dont le récit nous déchire le cœur, sont assez grands pour que nous n'ayons aucun intérêt à les diminuer, ni nos ennemis à les exagérer. N'ayant sauvé que notre gloire, il importe peu d'avoir sauvé quelques hommes de plus, lorsqu'il est malheureusement certain que presque toute l'armée se trouva détruite ou dispersée à la fin de la campagne.

quent barbare, puisque après le passage du 26, et surtout après celui du 27, il n'était plus possible de prolonger l'illusion de l'ennemi, qu'on s'exposait donc à perdre sans profit 4 mille hommes dont la conservation eût été du plus grand prix. Mais on était en proie à des soucis de tant d'espèces, qu'on sentait à peine les nouveaux qui venaient tous assaillir à tout moment. On passa cette nuit dans de cruelles inquiétudes, mais, lorsque le silence, survenu la 28 au matin, aurait pu nous révéler la catastrophe de la division Partouneaux, le feu commença sur les deux rives de la Bérézina, à la rive droite contre celles de nos troupes qui avaient passé, à la rive gauche contre celles qui couvraient la fin du passage. Dès lors on ne songea plus qu'à combattre. La canonnade, la fusillade devinrent bientôt extrêmement violentes, et Napoléon, courant sans cesse à cheval d'un point à l'autre, allait s'assurer tantôt si Oudinot tenait tête à Tchitchakoff, tantôt si Éblé continuait à maintenir ses ponts, et si Victor, qu'on voyait aux prises avec Wittgenstein, n'était pas précipité dans les flots glacés de la Bérézina, avec la foule qui n'avait pas achevé de franchir cette rivière.

Quoique le feu fût terrible sur tous les points, et emportât des milliers de victimes qui devaient toutes expirer sur ce champ fugifère, pourtant sur l'une et l'autre rive on se soutenait. Les généraux russes, comme on l'a vu, étaient convenus entre eux d'assaillir les Français sur les deux rives de la Bérézina, et de les précipiter tous ensemble dans cette rivière, si toutefois ils pouvaient y réussir. Mais heureusement ils étaient si intimidés par la présence de Napoléon et de la grande armée, que même en ayant tous les avantages de la situation et du nombre, ils agissaient avec une extrême réserve, et ne nous pressaient pas avec la vigueur qui aurait pu décider notre ruine.

Le maréchal Oudinot avait eu affaire dès le matin aux troupes de Tchaplitz et de Pahlen, appuyées par le reste des forces de Tchitchakoff, et par un détachement de Vermoloff, qui, pour les joindre, avait traversé la Bérézina sur les débris réparés du pont de Borisow. Le terrain sur lequel on combattait, appelé Ferme de Brill, et situé sur la rive droite à la même hauteur que Studianka sur la rive gauche, était une suite de bois de sapins, au milieu desquels avaient été opérées des coupes nombreuses. Les arbres abattus couvraient encore la terre. Le champ de bataille était donc plus propre à des combats de tirailleurs qu'à de grandes attaques en ligne, circonstance très-favorable pour nos soldats, aussi intelligents que braves. Le maréchal Oudinot, avec les divisions Legrand et Maison, avec les 1200 cuirassiers du général Doumerc, et les 700 cavaliers légers du général Corbineau, soutenait une lutte opiniâtre dans ces bois, tour à tour fort épais ou présentant d'assez vastes éclaircies. C'était un combat de tirailleurs des plus vifs, des plus meurtriers, et tout à l'avantage de nos

soldats. Les généraux Maison, Legrand, Dombrowski, dirigeant leurs troupes avec autant d'habileté que de vigueur, tantôt remplissant les bois d'une nuée de tirailleurs, tantôt faisant des charges à la baïonnette quand ils avaient de l'espace, avaient fini par gagner du terrain, et par rejeter Tehaplitz et Pahlen sur le gros du corps de Tchitchakoff. Le maréchal Oudinot, qui, toujours malheureux au feu, était aussi prompt à exposer sa personne que s'il n'eût jamais été atteint, avait été blessé, et emporté du champ de bataille. Le général Legrand avait été frappé également, et Ney, sur l'ordre de Napoléon, était accouru pour remplacer Oudinot. Napoléon avait adjoint aux 2 mille hommes environ qui restaient des corps de Ney et de Poniatowski, 1300 hommes de la légion de la Vistule sous Claparède. Il tenait en réserve Mortier avec 2 mille soldats de la jeune garde, Lefebvre avec 3,500 de la vieille garde, et environ 500 cavaliers, dernier reste de ses grenadiers et chasseurs à cheval.

La présence de Ney suffisait pour ranimer les cœurs que l'éloignement forcé d'Oudinot et de Legrand avait affectés. Se faisant suivre de Claparède, et conduisant les débris de son corps, il s'attacha d'abord à soutenir Maison et Legrand, puis les aida à rejeter la tête des troupes de Tchitchakoff sur leur corps de bataille. Le terrain, plus découvert en cet endroit, permettait des attaques en ligne. Ney prescrivit à Doumerc de se tenir prêt avec les cuirassiers à charger vers la droite, et il disposa ses colonnes d'infanterie de manière à charger lui-même à la baïonnette soit au centre soit à gauche. En attendant il établit un feu d'artillerie violent sur les masses russes adossées à la partie la plus épaisse des bois. Doumerc, impatient de saisir l'occasion, aperçut sur la droite six ou sept mille Russes de vieille infanterie (c'était celle qui depuis trois ans combattait les Turcs) appuyés par une ligne de cavalerie, et fit ses dispositions pour les charger. Afin de garantir ses flancs pendant qu'il serait engagé, il plaça sa cavalerie légère à droite, le 4^e de cuirassiers à gauche, puis il lança le 7^e sur l'infanterie russe, et se mit en mesure de le soutenir avec le 14^e. Le colonel Duhois, colonel du 7^e de cuirassiers, anima ses soldats, leur dit que le salut de l'armée dépendait de leur courage, ce qu'il n'eut pas de peine à leur persuader, et fondit au galop sur l'infanterie russe formée en carré. La charge fut si violente, que, malgré un feu de mousqueterie des micux nourris, le carré enfoncé livra entrée à nos cavaliers. Ceux-ci alors se rabattant sur les fantassins rompus, se mirent à les percer de leurs longs sabres. Au même instant Doumerc accourut avec le 14^e de cuirassiers pour empêcher les lignes russes de se reformer, tandis que le 4^e contenait à gauche la cavalerie ennemie, et que la cavalerie légère la contenait à droite. On ramassa ainsi environ deux mille prisonniers, outre un millier d'hommes frappés à coups de sabre. Ney, à son tour, porta son infanterie en avant. L'héroïque Maison mettant pied à terre, se saisit

d'un fusil, chargea l'ennemi à la tête de ses fantassins, culbuta les Russes, et les obligea de se replier dans l'épaisseur des bois. Ney qui dirigeait le combat fit continuer la poursuite jusqu'à l'extrémité de la forêt de Stakow, à moitié chemin de Brill à Borisow. Là, devant un ravin qui séparait les deux armées, il s'arrêta, et entreprit une canonnade pour finir la journée. Mais il n'y avait plus aucun danger d'être forcé de ce côté, et la victoire y était assurée. L'ennemi avait perdu, outre 3 mille prisonniers, environ 3 mille morts ou blessés.

Cette bonne nouvelle, répandue sur les derrières, y provoqua les acclamations de la jeune et de la vieille garde, qui dès ce moment restaient disponibles pour porter secours de l'autre côté de la Bérézina, si un danger pressant venait à s'y produire. Le combat y était acharné, car Victor, avec 9 à 10 mille soldats, embarrassé de 10 ou 12 mille trainards, et d'une multitude de bagages, y tenait tête à près de 40 mille ennemis.

Heureusement, sur cette rive gauche de la Bérézina qu'il fallait disputer le plus longtemps possible avant de la quitter définitivement, le terrain se prêtait à la défense. Le maréchal Victor avait pris position sur le bord d'un ravin assez large, qui venait aboutir à la Bérézina, et y avait rangé la division polonaise Girard, ainsi que la division allemande et hollandaise de Berg. Par sa droite il couvrait Studianka, et protégeait les ponts ; par sa gauche il s'appuyait à un bois qu'il n'avait pas assez de forces pour occuper, mais en avant duquel il avait placé les 800 chevaux qui lui restaient, et qui étaient sous les ordres du général Fournier. Avec son artillerie de 12, il avait établi sur les Russes un feu dominant et meurtrier, et était ainsi parvenu à les contenir.

C'était le général Diebitch, chef d'état-major de Wittgenstein, qui dirigeait l'attaque, devenue très-vive dès la pointe du jour. Après une forte canonnade, le général russe, voulant se débarrasser de la gauche des Français, composée de la cavalerie Fournier, la fit attaquer par de nombreux escadrons, qui, placés à la naissance du ravin, n'avaient pas de grands obstacles à franchir pour nous ahorder. Le général Fournier, chargeant à son tour avec la plus extrême vigueur, parvint à repousser la cavalerie ennemie, quoique trois ou quatre fois plus nombreuse que la nôtre, et réussit même à la ramener au delà du ravin. En même temps les chasseurs russes d'infanterie, attaquant sur notre droite, étaient descendus dans le fond du ravin, s'étaient logés dans les bruyères, et avaient donné le moyen au général Diebitch d'établir une forte batterie, qui, tirant par delà notre droite, atteignait les ponts, près desquels une masse de trainards et de bagages se pressait avec épouvante.

Le maréchal Victor, qui craignait pour ce côté de sa ligne, car c'étaient les ponts qu'il devait surtout s'attacher à défendre, lança plusieurs colonnes d'infanterie afin d'écarter les batteries russes, tandis que sur

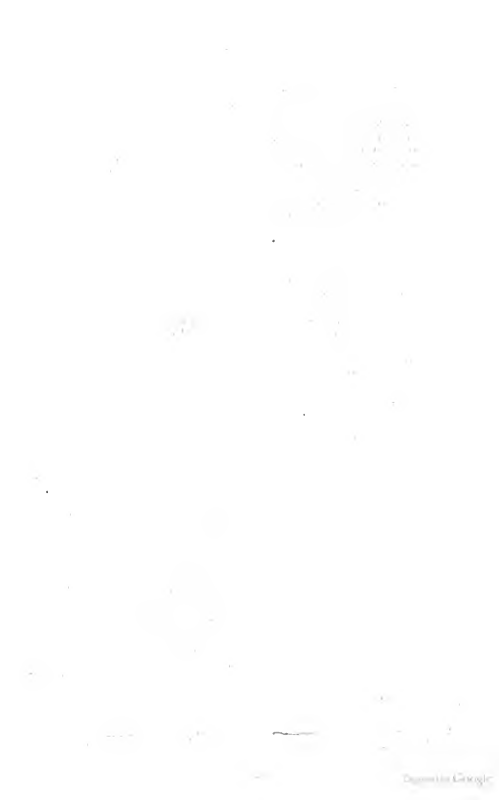
l'autre bord de la Bérézina la garde impériale, s'étant aperçue du péril, avait disposé quelques pièces de canon pour contre-battre l'artillerie ennemie. On échangea ainsi pendant quelques heures une grêle de boulets de l'une à l'autre rive, et tout près des ponts qui recevaient une partie des projectiles russes.

Il n'est pas besoin de dire que la confusion effroyable se produisit alors dans la foule de ceux qui avaient négligé de passer les ponts, ou de ceux qui étaient arrivés trop tard pour en profiter. Les uns et les autres, ignorant que le premier pont était réservé aux piétons et aux cavaliers, le second aux voitures, s'entassaient avec une impatience délirante vers la double issue. Mais les pontonniers placés à la tête de celui de droite, étaient obligés de repousser les voitures, et de leur indiquer le pont à gauche, situé à cent toises plus bas. Si ce n'eût été qu'une affaire de consigne, on aurait pu se relâcher, mais c'était une nécessité absolue, puisque le pont de droite était incapable de porter des voitures. Les malheureux, obligés de rebrousser chemin, ne pouvaient rompre qu'avec la plus grande peine la colonne qui les pressait, et leur effort pour revenir sur leurs pas, opposé à l'effort de ceux qui étaient impatients d'arriver, produisait une lutte épouvantable. Ceux qui réussissaient à s'arracher à ce conflit de deux courants contraires, se rejetant de côté, y trouvaient une autre masse tout aussi serrée, celle qui se dirigeait sur le pont des voitures. La passion de parvenir aux ponts était telle, qu'on avait bientôt fini par s'immobiliser les uns les autres. Les boulets de l'ennemi, tombant au milieu de cette masse compacte, y traçaient d'affreux sillons, et arrachaient des cris de terreur aux pauvres femmes, cantinières ou fugitives, qui étaient sur les voitures avec leurs enfants. On se serrait, on se foulait, on montait sur ceux qui étaient trop faibles pour se soutenir, et on les écrasait sous ses pieds. La presse était si grande que les hommes à cheval étaient, eux et leurs montures, en danger d'être étouffés. De temps en temps des chevaux, devenus furieux, s'élançaient, ruaient, écartaient la foule, et un moment se faisaient un peu de place en renversant quantité de malheureux. Mais bientôt la masse se reformait aussi épaisse, flottant et poussant des cris douloureux sous les boulets¹ : spectacle atroce, bien fait pour rendre odieuse, et à jamais exécration, cette expédition insensée!

L'excellent général Éblé, dont ce spectacle déchirait le cœur, voulut rétablir un peu d'ordre, mais ce fut en vain. Placé à la tête des ponts, il tâchait de parler à la foule, pour dégager au moins les plus rapprochés, et leur faciliter le moyen de passer, mais ce n'était qu'à coups de baïonnette qu'on parvenait à se faire écouter, et qu'arrachant quelques victimes,

¹ Je parle ici d'après des relations manuscrites qui sont en mes mains, et qui sont dignes de toute confiance.







femmes, enfants ou blessés, on réussissait à les amener jusqu'à l'entrée du pont. Cette espèce de résistance qu'on s'opposait ainsi les uns aux autres par excès d'ardeur, fut cause qu'il ne s'écoula pas la moitié de ceux qui auraient pu profiter des ponts. Beaucoup de guerre lasse se jetaient dans l'eau, d'autres y étaient pousés par la foule, essayaient de traverser à la nage, et se noyaient. D'autres, ayant cherché à passer sur la glace, la rompaient par leur poids, flottaient dessus quelque temps, et étaient emportés au loin par le courant. Et cet horrible conflit, après avoir duré toute la journée, loin de diminuer, devenait plus horrible à chaque va-et-vient de la lutte engagée entre Victor et Wittgenstein.

Victor, qui en cette journée déploya le plus noble courage, en se voyant près d'être forcé sur sa droite, ce qui eût amené une affreuse catastrophe vers les ponts, résolut de tenter une attaque furieuse contre le centre de l'ennemi. Il jeta d'abord une colonne d'infanterie dans le ravin, pendant que le général Fournier renouvclait à gauche une charge de cavalerie des plus vives. Un feu épouvantable de quarante pièces de canon accueillant subitement nos fantassins, ils se dispersèrent dans les broussailles du ravin, mais sans fuir, se répandirent en tirailleurs; se soutinrent, gagnèrent même un peu de terrain sur les Russes. Profitant de la circonstance, le maréchal Victor lança une nouvelle colonne, qui se précipita dans le ravin, en remonta le bord opposé sans se rompre, assaillit la ligne russe, et la força de reculer. Au même instant, le général Fournier exécutant une dernière charge de cavalerie, appuya ce mouvement et le rendit décisif. Dès ce moment, l'artillerie russe repoussée cessa de porter le désordre sur les ponts en y envoyant ses boulets.

Mais le général Diebitch ne voulant pas se tenir pour battu, reforma sa ligne trois fois plus nombreuse que la nôtre, revint à la charge, et nous ramena en deçà du ravin, qui resta néanmoins la limite des deux armées. Heureusement la nuit commençait, et elle sépara bientôt les combattants épuisés. De 7 à 800 chevaux, le général Fournier en conservait à peine 300; le maréchal Victor, de 8 à 9 mille fantassins, en conservait à peine 5 mille, et de tous ces braves gens, Hollandais, Badois, Polonais surtout, qui s'étaient dévoués, et dont un grand nombre seulement blessés auraient pu être sauvés, on avait la douleur de se dire que pas un ne pourrait être recueilli, faute de moyens de transport. Les Russes, exposés en masse plus considérable à notre artillerie, avaient perdu 6 à 7 mille hommes. Cette double bataille sur les deux rives de la Bérézina, avait donc coûté de 10 à 11 mille hommes aux Russes, sans compter les 3 mille prisonniers qu'avait faits le général Dumerc. Mais leurs blessés étaient sauvés, les nôtres au contraire étaient sacrifiés d'avance, et avec eux étaient sacrifiés aussi les trainards, auxquels il fallait désespérer de faire passer la Bérézina en temps utile.

La nuit survenue ramena un peu de calme dans ce lieu de carnage et de confusion. Quoique à peine échappés à un affreux désastre, et par une sorte de miracle, car il avait fallu à travers un fleuve à demi gelé (ce qui était la pire des conditions) se soustraire à trois armées poursuivantes, quoique ayant la queue de notre colonne encore engagée dans les mains de l'ennemi, nous avions le sentiment d'un vrai triomphe, triomphe sanglant et douloureux, payé par de cruels sacrifices, triomphe néanmoins, et l'un des plus glorieux de notre histoire, car les 28 mille hommes qui combattaient ainsi à cheval sur une rivièrè, contre 72 mille, auraient dû être pris jusqu'au dernier! Notre malheur, tel quel, était donc un prodige¹.

L'armée le sentait, et même dans ce désastre dont nous partagions la perte matérielle avec les Russes, mais dont la confusion était toute pour eux, Napoléon crut retrouver la grandeur de sa destinée, sinon de sa puissance. Le lendemain toutefois, il fallait recommencer non pas à se retirer, mais à fuir. Il fallait en effet arracher des mains de l'ennemi les 5 mille hommes qui restaient au maréchal Victor, son artillerie, ses paires, et le plus qu'on pourrait des malheureux qui n'avaient pas su employer les journées précédentes à passer les ponts. Napoléon ordonna au maréchal Victor de se transporter sur la droite de la Bérézina pendant la soirée et la nuit, d'emmener toute son artillerie, et de faire écouler la plus grande partie des hommes débandés qui étaient encore sur la rive gauche.

Singulier flux et reflux de la multitude épouvantée! Tant que le canon avait grondé, tout le monde voulait passer, et, à force de le vouloir, ne le

¹ M. de Bontourlin suppose qu'il y eut 5 mille tués ou blessés du côté des maréchaux Oudinot et Ney, et 5 mille du côté du maréchal Victor. Ces chiffres sont inexacts. Quatre mille du côté de Victor, 3 mille du côté d'Oudinot et Ney sont à peu près la vérité. Mais les pertes de l'ennemi furent beaucoup plus grandes, car indépendamment du nombre bien plus considérable d'hommes que nous tuâmes aux Russes, nous leur fîmes environ 3 mille prisonniers par la main des émbarcations du général Daumerc. M. de Bontourlin dit que nous perdîmes 11 mille prisonniers appartenant au corps seul de Victor, la division Partouneaux comprise. Or le maréchal Victor arriva à Studjanka ne conservant pas plus de 13 à 14 mille hommes avec la division Partouneaux. Il en perdit par le feu 2 mille de la division Partouneaux, 4 mille des divisions Girard et Daendels, il en ramena 5 mille; comment aurait-il pu en laisser 11 mille dans les mains des Russes? Ce sont là des exagérations évidentes. Les Russes prirent 2 mille hommes au général Partouneaux, et quelques centaines aux divisions Girard et Daendels, ce qui avec les 6 mille perdus au feu dans les trois divisions, et les 5 mille ramenés, emporte les 13 ou 14 mille du corps du maréchal Victor. Les prétendus prisonniers faits par les Russes ne furent évidemment que des trainards ramassés sur les chemins. Les Russes ont parlé encore de 200 bouebs à feu prises à la Bérézina. Ils prétendraient en avoir pris 220 à Krasné, 200 à la Bérézina, total 420. Or Napoléon n'en avait pas emporté 200 de Smolensk. D'après le rapport véridique des pontonniers, il en resta pas un canon de l'autre côté de la Bérézina. Des trainards ramassés sur les routes, les Russes ont fait des prisonniers pris sur le champ de bataille; et des voitures de bagages ils ont fait aussi des canons pris en combattant. C'est ce qui explique chez un écrivain tel que M. de Bontourlin, les étranges exagérations que nous venons de signaler.

pouvait plus. Quand avec la nuit vint le silence de l'artillerie, on ne songea plus qu'au danger de se trop presser; danger dont on avait fait dans la journée une cruelle expérience; on s'éloigna de la scène d'horreur qui présentait le lieu du passage, afin, disait-on, de céder le pas aux plus impatients, de manière que la difficulté allait être maintenant de forcer ces malheureux à défilér ayant l'incendie des ponts, qu'il fallait absolument détruire le lendemain, si on voulait gagner un peu d'avance sur l'ennemi.

Mais la première chose à faire était de déblayer les avenues des deux ponts de la masse de chevaux et d'hommes morts par le boulet ou par l'étouffement, de voitures brisées, d'embarras de toute espèce. C'était, suivant le langage des pontonniers, une sorte de tranchée à exécuter au milieu des cadavres et des débris de voitures. Le général Éblé, avec ses pontonniers, entreprit cette tâche aussi pénible que douloureuse. On ramassait les cadavres et on les jetait sur le côté, on trainait les voitures jusqu'au pont, et on les précipitait ensuite du tablier dans la rivière. Il restait néanmoins une masse de cadavres dont on n'avait pu délivrer les approches des deux ponts. Il fallait donc cheminer en passant sur ces corps, et au milieu de la chair et du sang.

Le soir, de neuf heures à minuit, le maréchal Victor traversa la Bérézina en se dérochant à l'ennemi, trop fatigué pour songer à nous pour suivre. Il fit écouler son artillerie par le pont de gauche, son infanterie par celui de droite, et sauf les blessés, sauf deux bouches à feu, parvint à transporter tout son monde et son matériel sur la droite de la Bérézina. Le passage opéré, il mit son artillerie en batterie afin de contenir les Russes, et de les empêcher de passer les ponts à notre suite.

Restaient plusieurs milliers de trainards débandés ou fugitifs, qui avaient encore à passer, qui dans la journée le voulaient trop, et qui le soir venu ne le voulaient plus, ou du moins ne le voulaient que le lendemain. Napoléon ayant donné l'ordre de détruire les ponts dès la pointe du jour, fit dire au général Éblé, au maréchal Victor d'employer tous les moyens de hâter le passage de ces malheureux. Le général Éblé se rendit lui-même à leurs bivouacs, accompagné de plusieurs officiers, et les conjura de traverser la rivière, en leur affirmant qu'on allait détruire les ponts. Mais ce fut en vain. Couchés à terre, sur la paille ou sur des branches d'arbre, autour de grands feux, dévorant quelques lambeaux de cheval, ils craignaient les uns la trop grande affluence surtout pendant la nuit, les autres la perte d'un bivouac assuré pour un bivouac incertain. Or avec le froid qu'il faisait, une nuit sans repos et sans feu c'était la mort. Le général Éblé fit incendier plusieurs bivouacs pour réveiller ces obstinés, engourdis par le froid et la fatigue; mais ce fut sans succès. Il fallut donc voir s'écouler toute une nuit sans que l'existence des ponts, qui allait être si courte, fût utile à tant d'infortunés.

Le lendemain 20, à la pointe du jour, le général Éblé avait reçu ordre de détruire les ponts dès sept heures du matin. Mais ce noble cœur, aussi humain qu'intrépide, ne pouvait s'y décider. Il avait fait disposer d'avance sous le tablier les matières incendiaires, pour qu'à la première apparition de l'ennemi on pût mettre le feu, et qu'en attendant les retardataires eussent le temps de passer. Ayant encore été debout cette nuit, qui était la sixième, tandis que ses pontonniers avaient dans chaque journée pris un peu de repos, il était là, s'efforçant d'accélérer le passage, et envoyant dire à ceux qui étaient en retard qu'il fallait se hâter. Mais le jour venu il n'y avait plus à les stimuler, et, convaincus trop tard, ils n'étaient que trop pressés. Toutefois on défilait, mais l'ennemi était sur les hauteurs vis-à-vis. Le général Éblé, qui, d'après les ordres du quartier général, aurait dû avoir détruit les ponts à sept heures au plus tard, différa jusqu'à huit. A huit, des ordres réitérés, la vue de l'ennemi qui approchait, tout lui faisait un devoir de ne plus perdre un instant. Cependant, comme l'artillerie du maréchal Victor était là pour contenir les Russes, il était venu se placer lui-même à la culée des ponts, et retenait la main de ses pontonniers, voulant sauver encore quelques victimes si c'était possible. En ce moment son âme si bonne, quoique si rude, souffrait cruellement.

Enfin, ayant attendu jusqu'à près de neuf heures, l'ennemi arrivant à pas accélérés, et les ponts ne pouvant plus servir qu'aux Russes si on différait davantage, il se décida, le cœur navré, et en détournant les yeux de cette scène affreuse, à faire mettre le feu. Sur-le-champ des torrents de fumée et de flammes enveloppèrent les deux ponts, et les malheureux qui étaient dessus se précipitèrent pour n'être pas entraînés dans leur chute. Du sein de la foule qui n'avait point encore passé, un cri de désespoir s'éleva tout à coup : des pleurs, des gestes convulsifs s'apercevaient sur l'autre rive. Des blessés, de pauvres femmes tendaient les bras vers leurs compatriotes, qui s'en allaient, forcés malgré eux de les abandonner. Les uns se jetaient dans l'eau, d'autres s'élançaient sur le pont en flammes, chacun en fit un effort suprême pour échapper à une captivité qui équivalait à la mort. Mais les Cosaques, accourant au galop, et enfonçant leurs lances au milieu de cette foule, tuèrent d'abord quelques-uns de ces infortunés, recueillirent les autres, les poussèrent comme un troupeau vers l'armée russe, puis fondirent sur le butin. On ne sait si ce furent six, sept ou huit mille individus, hommes, femmes, enfants, militaires ou fugitifs, cantiniers ou soldats de l'armée, qui restèrent ainsi dans les mains des Russes.

L'armée se retira profondément affectée de ce spectacle, et personne n'en fut plus affecté que le généreux et intrépide Éblé, qui, en dévouant sa vieillesse au salut de tous, pouvait se dire qu'il était le sauveur de tout ce qui n'avait pas péri ou déposé les armes. Sur les cinquante et quelques

mille individus armés ou désarmés qui avaient passé la Bérézina, il n'y en avait pas un seul qui ne lui dût la vie ou la liberté, à lui et à ses pontonniers. Mais ce grand service, la plupart des pontonniers qui avaient travaillé dans l'eau l'avaient déjà payé, ou allaient le payer de leur vie; et la général Éblé lui-même avait contracté une maladie mortelle à laquelle il devait promptement succomber.

Tel fut cet immortel événement de la Bérézina, l'un des plus tragiques de l'histoire. Les Russes effrayés du grand nom de Napoléon, hésitant à lui barrer le chemin, ne voulant l'essayer qu'en masse, lui avaient ainsi laissé le temps de trouver un passage, d'y jeter des ponts, et de le franchir. Napoléon dut au hasard miraculeux de l'arrivée de Corbineau, à la sagesse et au courage de celui-ci, au noble dévouement d'Éblé, à la résistance désespérée de Victor et de ses soldats, à l'énergie d'Oudinot, de Legrand, de Maison, de Zayonchek, de Doumere, de Ney, et enfin à son discernement sûr et profond qui lui avait révélé le vrai parti à prendre, Napoléon dut d'avoir échappé, par une scène sanglante, au plus humiliant, au plus accablant des désastres. Cette tragique fin couronnait dignement cette terrible campagne, et malheureux par sa faute, Napoléon restait grand néanmoins! Il devait donc remercier tout le monde, car il était ce jour-là plus que dans ses plus éclatantes victoires, l'obligé de ses généraux, de ses soldats, de ses alliés eux-mêmes. Néanmoins, après avoir félicité Victor, le 28 au soir, des prodiges de valeur exécutés dans la journée, il lui prodigua le lendemain 29, quand il connut la catastrophe de la division Partouneaux, de sanglants reproches, revint sur le passé, sur le temps perdu le long de l'Oula en fausses manœuvres, et paya d'une excessive sévérité le plus grand service que Victor lui eût jamais rendu. Pourtant le malheur de Partouneaux, s'il était reprochable à quelqu'un, était sa faute autant au moins que celle de Victor, car il avait voulu prolonger la fausse démonstration sur Borisow au delà du temps nécessaire. Victor, au lendemain d'un admirable dévouement, se retira le cœur contristé.

Il fallait marcher cependant, et marcher sans perdre une minute pour rejoindre par Zembin, Pletchenitz, Ilia, Molodeczno, la route de Wilna, qu'on retrouvait à Molodeczno. Du point où l'on avait passé la Bérézina jusqu'à Molodeczno, on rentrait dans une région où les reutes, construites au milieu de forêts marécageuses, étaient tantôt établies sur des lits de fascines, tantôt sur des ponts de plusieurs centaines de toises. Il y avait trois de ces ponts à franchir entre la Bérézina et Pletchenitz, où les Russes, en mettant le feu, auraient facilement arrêté toute l'armée. Ils avaient une avant-garde de Cosaques appuyée de quelque cavalerie régulière à Pletchenitz, sous le général russe Landskoy. Cette avant-garde heureusement ne fit rien de ce qu'elle aurait pu faire. Elle était occupée

d'assiéger, dans une grange à Pletchenitz, le maréchal Oudinot gravement blessé, et n'ayant avec lui qu'une cinquantaine d'hommes qui escortaient quelques officiers atteints dans la journée du 28. L'intrépide maréchal se soutenant à peine se défendait, avec ceux qui l'entouraient, contre de nombreux assaillants, et lui-même se servant de ses pistolets, tirait à travers quelques ouvertures pratiquées dans les murailles de sa chambrée. L'armée, eu arrivant, dégagera lui et ses compagnons d'infortune, et dispersa les Cosaques.

Grâce à cette incurie de l'avant-garde russe, l'armée tout entière put traverser sans obstacle les ponts si longs de la route de Zembin à Molo-deczno, et arriver sans encombre au point où les plus difficiles passages étaient franchis. Le maréchal Ney, ayant remplacé le maréchal Oudinot dans le commandement du 2^e corps, avait rencontré un lieutenant digne de lui, c'était le général Maison, son égal en bonne santé, en bonne humeur, en intrépidité, et joignant à toutes les qualités du soldat une rare sagacité militaire. Le général Legrand, qui commandait l'une des deux divisions françaises du 2^e corps, ayant été blessé, le général Maison réunissait dans sa main les 3 mille hommes restant de ce 2^e corps, qui était de 39 mille hommes à l'ouverture de la campagne. Ney et Maison s'entendaient parfaitement. S'étant arrêtés aux ponts de Zembin, ils les couvrirent de fascines auxquelles ils mirent le feu, et quand la cavalerie ennemie s'y présenta, elle n'eut pour passer que des monceaux de cendres brûlantes étendues sur la glace à demi fondue des marais.

Ce ne fut que le lendemain 30 que l'arrière-garde atteignit Pletchenitz. Là elle fut assaillie par le général Platow, qui dirigeait la poursuite. Un encombrement effroyable se produisit à l'entrée du village, et un moment le maréchal Ney et le général Maison furent dans l'impossibilité de se mouvoir et de faire agir leur artillerie. Ayant enfin réussi à se débarrasser, ils ne trouvèrent plus qu'un millier d'hommes dans le rang, les autres s'étant laissé débaucher par la foule des débandés. Le froid, qui avait un moment fléchi avant le passage de la Bérézina, avait repris depuis, et de 11 ou 12 degrés, le thermomètre Réaumur était descendu à 18, 19 et 20 degrés. La souffrance s'était augmentée à proportion, et les hommes ne pouvaient presque plus se tenir debout. La vue des blessés, qu'on ne songeait pas à ramasser, n'était pas faite d'ailleurs pour encourager les combattants, et il n'était point étonnant qu'ils profitassent d'un moment de confusion pour se soustraire à une charge qui ne pesait que sur les derniers restés au drapeau. Le maréchal Ney et le général Maison ne se déconcertèrent pas, tièrent tête à l'ennemi, et, secondés par 12 ou 1500 Polonais qui arrivèrent sur ce point, parvinrent à repousser les Russes.

On fut, grâce à cet énergique effort, délivré de la cavalerie ennemie

pour deux ou trois jours, mais le froid ayant atteint 24 degrés, la perte des hommes alla encore en augmentant. Les hivouacs étaient couverts de ceux qui ne se réveillaient pas, ou qui se réveillaient avec des membres gelés, et qui, réduits à l'impossibilité de marcher, étaient dépouillés par les Russes, et laissés nus sur la terre glacée.

Le 4 décembre la tête de l'armée était arrivée à Smorgoni, l'arrière-garde à Molodeczno. Il y eut là un violent et terrible combat entre les Russes et l'arrière-garde commandée par Ney et Maison. A la cavalerie de Platow s'était jointe la division Tchaplitz. Maison et Ney n'avaient pas plus de 6 à 700 hommes, mais un reste assez considérable d'artillerie du 2^e corps, qu'on avait traîné jusque-là, et dont il n'était pas à espérer, vu l'état des chevaux, qu'on pût se faire suivre plus longtemps. Ney et Maison résolurent de dépenser là leurs dernières munitions, et de faire une épouvantable immolation des Russes pour venger nos pertes quotidiennes. Ils criblèrent de mitraille la cavalerie de Platow et l'infanterie de Tchaplitz, et les arrêtèrent longtemps devant Molodeczno. Le maréchal Victor, qui avait devancé Ney et Maison à Molodeczno, et qui s'y trouvait avec 4 mille hommes restés du 9^e corps, se joignit à eux et les aida à repousser les Russes. Ceux-ci firent une perte considérable, et ne nous prirent que des hommes isolés, que malheureusement ils ramassaient chaque jour par centaines. Ce dernier combat nous valut encore quelques jours de répit.

Mais arrivés là, Ney et Maison n'ayant guère que 4 à 500 hommes, ne pouvaient plus suffire au service de l'arrière-garde. Le maréchal Victor en fut chargé, avec les Bavares du général de Wrède, qui après une longue séparation rejoignaient enfin, déjà privés en grande partie des quatre mille recrues reçues le mois précédent.

Napoléon, parvenu à Smorgoni, et croyant avoir assez fait pour son honneur en restant avec l'armée jusqu'au point où les fourches caudines n'étaient plus à craindre pour elle, résolut enfin d'exécuter le projet qu'il méditait depuis plusieurs jours, et dont il ne s'était ouvert qu'avec M. Daru de vive voix, avec M. de Bassano par écrit. Ce projet, fort sujet à contestation, était celui de partir pour retourner à Paris. M. Daru, toujours appliqué avec fermeté à ses devoirs, et, sans se faire une vertu de déplaire, se faisant une obligation de dire la vérité quand elle était utile, s'entint à Napoléon que l'armée était perdue s'il la quittait. M. de Bassano, qui n'avait pas même le stimulant de ses dangers personnels pour opiner comme il le fit, car il n'était pas dans les rangs de l'armée, eut le mérite bien grand dans la situation actuelle, d'écrire à Napoléon une longue lettre pour lui conseiller de rester. Il lui disait que la conspiration de Malet n'avait produit en France aucune émotion, que les esprits étaient plus soumis que jamais (assertion vraie, s'il s'agissait de soumission maté-

rielle), qu'il serait obéi de Wîna aussi bien que des Tuileries même; que sans sa présence, au contraire, l'armée achèverait de se dissoudre, et que la dissolution complète de cette armée serait la plus grande des calamités qui pût terminer la campagne. Comme dernier motif, M. de Bassano disait à l'Empereur que sa présence à la tête de ses soldats contiendrait l'Allemagne, et l'empêcherait de se jeter sur nos débris. Aucune de ces raisons ne toucha Napoléon, et quelques-unes même produisirent chez lui l'effet tout opposé à celui qu'en attendait M. de Bassano.

Napoléon croyait l'armée plus près de sa dissolution qu'il n'en voulait convenir, même avec M. de Bassano; considérant dont le mal comme à peu près accompli, il n'entendait plus que le danger de se trouver avec quelques soldats exténués, incapables d'aucune résistance, à quatre cents lieues de la frontière française, ayant sur ses derrières les Allemands fort enclins à la révolte. Or il se demandait ce qu'il deviendrait, ce que deviendrait l'Empire, si les Allemands faisaient cette réflexion si simple, qu'en l'empêchant de retourner en France, ils détruisaient son pouvoir avec sa personne, et si, cette réflexion faite, ils se soulevaient sur ses derrières, pour fermer la route du Rhin à lui et aux débris qu'il commandait. Alors tout était perdu, et la guerre devait en quelques jours finir par sa captivité. Or on rend à la liberté un prince comme François I^{er}, qui a pour le remplacer un successeur incontesté, mais on détrône un homme, quelque grand qu'il soit, qui, porté par le hasard des révolutions sur un trône où il n'était pas né, où il n'a pas habité le monde à le voir, a, au lieu d'un successeur universellement reconnu, des concurrents souvent appelés par le vœu public, parce qu'il a fait leur popularité par ses fautes. S'exagérant même ce genre de péril avec la vivacité de perception qui lui était particulière, Napoléon était impatient de quitter son armée, surtout depuis que la Bérézina était miraculeusement passée, un devoir d'honneur impérieux ne le retenait plus à la tête de ses soldats. Il craignait que son désastre, qui était inconnu encore, venant à se révéler soudainement, les esprits n'en éprouvassent une telle commotion, que son retour ne devînt impossible, et que sur sa route il ne trouvât mille bras levés pour l'arrêter. Il voulait donc, avant que les malheurs qui l'avaient frappé fussent connus, ou pendant qu'on emploierait le temps à y croire, s'échapper avec quatre hommes sûrs, Canlaineourt, Lobau, Duroc, Lefebvre-Despoètes, traverser la Pologne en traineau, l'Allemagne en poste, l'une et l'autre très-secrètement, et arriver aux Tuileries avant d'y être attendu même par sa femme. Lorsque l'Europe saurait son désastre, mais son retour à Paris en même temps que son désastre, elle y regarderait avant de se soulever, et en tout cas elle le trouverait à la tête des forces considérables qui restaient à l'Empire, et elle pourrait payer bien cher une joie d'un moment.

Il y avait certainement de très-puissantes raisons pour penser ainsi, et assez pour qu'il faille laisser à la tourbe des partis le soin de qualifier de désertion ce départ de l'armée. Pourtant il y en avait quelques autres à faire valoir en opposition à celles-là, qui, sans les égaler peut-être, avaient néanmoins leur valeur. Avec l'opiniâtreté de Masséna ou le flegme de Moreau, il eût été possible de tirer quelques ressources de cette situation, et de trouver enfin une limite où l'on pourrait arrêter les Russes, et rallier les débris de l'armée. En effet, on avait encore en comprenant la garde, les corps de Davout et de Victor, 12 mille hommes portant un fusil, suivis de quarante mille trainards environ, capables de redevenir des soldats dès qu'on leur aurait procuré quelque part des vivres, des toits, du repos, de la sécurité. Toutefois, ce n'était pas avant un mois ou deux que ces débandés redeviendraient des soldats. Mais, en attendant, les 12 mille qui avaient conservé leurs armes allaient rencontrer entre Molodeczno et Wilna de Wrede avec 6 mille Bavares, à Wilna même Loison avec 9 mille Français, Franceschi et Coutard avec deux brigades de 7 à 8 mille Polonais et Allemands, et, indépendamment de ces corps organisés, quelques escadrons et bataillons de marche s'élevant à 4 mille hommes, plus 6 mille Lithuaniens, c'est-à-dire 33 mille hommes, qui, joints aux restes de la grande armée, pouvaient opposer une certaine résistance à l'ennemi, puisqu'ils ne seraient pas moins de 45 mille combattants réunis et bien armés. A droite on avait Schwarzenberg avec 25 mille Autrichiens, Reynier avec 15 mille Français et Saxons excellents, c'est-à-dire 40 mille hommes qui ne manqueraient pas d'arriver dès qu'on leur ferait parvenir l'ordre d'avancer. Enfin à gauche on avait Mardonald avec 10 mille Prussiens, qui n'oseraient abandonner l'armée française que lorsqu'elle s'abandonnerait elle-même, et 6 mille Polonais à l'abri de toute séduction ennemie. Il était donc possible d'avoir encore, à Wilna, 45 mille hommes, si toutefois on ne les envoyait pas mourir sur les routes pour aller au-devant de la grande armée, plus 40 mille à droite de Wilna, et 15 mille à gauche, auxquels il fallait de huit à dix jours pour se réunir au rendez-vous commun. En arrière, à Königsberg, la division Heudelet du corps d'Angereau arrivait forte de 15 mille Français. Il en restait une autre à Angereau de pareil nombre, outre beaucoup de troupes de marche, et enfin le corps de Grenier qui venait de passer les Alpes avec 18 mille soldats des anciennes troupes d'Italie. Angereau pouvait donc tenir Berlin avec 30 mille hommes, Heudelet remplir l'intervalle avec 15 mille, et Napoléon en réunir 100 mille autour de Wilna, dont la moitié à Wilna même¹. Or, les Russes n'en avaient pas plus. Il restait envi-

¹ Loin d'exagérer ces chiffres, je les ai plutôt réduits, et je les ai pris dans la correspondance même de M. de Bassano, qui envoyait tous les jours à Napoléon l'état des troupes passant par Wilna. Le chiffre des forces des généraux Schwarzenberg et Reynier,

ron 50 mille hommes à Kutusof, 20 mille à Wittgenstein, et à peu près autant à Tchitchakoff. Sacken, après les combats malheureux qu'il venait de soutenir contre Schwarzenberg et Reynier, comme on le verra tout à l'heure, n'avait pas 10 mille hommes sous les armes. Ce total présentait 100 mille hommes au plus, excellents sans doute; mais pas meilleurs assurément que ceux de Napoléon, pas beaucoup plus concentrés; car c'est à peine si devant Wilna Wittgenstein, Tchitchakoff et l'avant-garde de Kutusof auraient pu réunir 40 mille hommes, et Napoléon était en mesure d'en avoir au moins autant. Supposez une bataille gagnée devant Wilna, et, sous l'influence d'un pareil succès, on aurait fait rentrer trente ou quarante mille trainards dans les rangs, et reconstitué une véritable armée, capable d'arrêter les Russes, d'attendre les secours venant de France, et de tirer de la Pologne de grandes ressources. Dût-on plus tard rétrograder sur la Vistule, pour se rapprocher de ses secours, pour diminuer l'inconvénient des distances, pour l'augmenter au désavantage des Russes, on aurait rétrogradé avec cent mille hommes, en ayant sous ses pieds l'Allemagne contenue, autour de soi la Pologne armée, et derrière soi les cohortes accourant de France. Napoléon, ressaisissant la victoire du milieu de son désastre, eût été obéi de tous à Wilna comme à Paris.

Il y avait à Wilna 25 ou 30 jours de vivres-pain, 10 mille bœufs arrivant de toutes les parties de la Lithuanie, et beaucoup de spiritueux. A Kowno, il y avait des magasins considérables en vêtements, munitions et vivres. Enfin chez les fermiers polonais on aurait trouvé les grains et les farines que les réquisitions de l'autorité militaire y avaient réunis, et que le défaut de transports n'avait pas permis d'en tirer. Le trainage allait en procurer le moyen. On aurait donc pu vivre à Wilna, et en rétrogradant en tout cas sur le Niémen, la Vieille-Prusse, à prix d'argent, aurait fourni tout ce dont on aurait eu besoin¹.

En n'abandonnant pas l'armée à la désorganisation croissante qui s'était emparée d'elle, il était possible de composer encore une force respectable avec ce qui restait de l'immense multitude d'hommes attirée en Pologne au mois de juin précédent, et de recommencer avec quelques chances de succès une lutte qui cette fois était devenue nécessaire. Il aurait fallu pour cela beaucoup moins de cette prévoyance politique dont Napoléon avait eu trop peu avant de commencer la guerre, et dont il avait beaucoup trop depuis que cette guerre avait si mal tourné.

Toutefois sur ce grave sujet on pouvait soutenir le pour et le contre avec un égal fondement, et pour pencher vers le parti que nous regardons

je l'ai pris dans la correspondance de ces généraux, qui certainement, en s'excusant sans cesse de ne pas obtenir de plus grands résultats, n'auraient pas exagéré les moyens dont on leur reprochait de ne pas faire un usage suffisant.

¹ Ces assertions sont basées sur la correspondance de M. de Buzano.

comme soutenable, il aurait fallu l'impulsion d'un sentiment moral, qui eût porté à préférer même la perte du trône à l'abandon d'une armée qu'on avait entraînée dans un désastre. S'il n'y avait eu que danger de la vie (et il n'y était pas), Napoléon était assez bon soldat pour le courir sans hésiter avec une armée compromise par sa faute; mais être détrôné, et, qui pis est, prisonnier des Allemands, était une perspective devant laquelle il ne tint pas, et il prit à Smorgoni même la résolution de partir.

Il lui fallait un remplaçant, et après y avoir pensé, il n'en trouva qu'un seul qui eût assez de renommée, assez d'élévation de rang, pour qu'on lui obéît, c'était le roi de Naples. Eugène était plus sage, plus constant, et avait acquis dans ces jours néfastes la haute estime de tous les honnêtes gens de l'armée, mais il était capable d'obéir à Murat, et Murat ne l'était pas de lui obéir à lui. Parmi les maréchaux, Ney, quoique s'étant couvert de gloire, n'avait pas l'autorité nécessaire, et Davout l'avait perdue depuis que Napoléon avait donné à son égard le signal du dénigrement. En laissant le major général Berthier à Murat, Napoléon espérait placer auprès de lui un conseiller sage, laborieux, en état de le contenir et de suppléer à son ignorance des détails. Malheureusement le major général était complètement démoralisé, et sa santé était tout à fait détruite. Les maux qu'il venait d'endurer avaient ruiné son corps et profondément ébranlé sa haute raison. Il voulait partir avec Napoléon, et il fallut un langage des plus durs pour l'obliger à demeurer. Il s'y résigna avec sa docilité accoutumée, mais avec un violent chagrin, car son rare bon sens ne lui faisait entrevoir que de nouveaux et plus affreux désastres après le départ de Napoléon.

Le 5 décembre au soir, à Smorgoni où l'on était arrivé, Napoléon rassembla Murat, Eugène, Berthier, ses maréchaux, leur fit part de sa détermination, qui les étonna, les affecta sensiblement, mais qu'ils n'osèrent désapprouver, craignant encore leur maître vaincu, et trouvant d'ailleurs bien puissantes les raisons qu'il alléguait, car il leur disait qu'en deux mois il leur ramènerait 300 mille hommes de renfort, et que lui seul pouvait tirer de la France de tels secours. Il fut en outre plus caressant que de coutume, leur adressa des paroles affectueuses à tous, même au maréchal Davout qu'il avait si maltraité pendant cette campagne, et chercha ainsi à conquérir par des caresses une approbation qu'il craignait de ne pas obtenir avec les bonnes raisons qu'il avait à faire valoir. Il les flatta même jusqu'à s'accuser, en disant que tout le monde avait commis des fautes, lui comme les autres, qu'il était resté trop longtemps à Moscou, qu'il avait été séduit par la prolongation de la belle saison et le désir de la paix; qu'en réalité la cause des revers qu'on venait d'essayer, c'était la précocité et la rigueur de l'hiver; que c'était là un malheur plutôt qu'une faute, qu'au surplus il fallait être indulgent les uns

pour les autres, se soutenir, s'aimer, et reprendre confiance; qu'il repa-
raitrait bientôt au milieu d'eux à la tête d'une armée formidable, et qu'il
leur recommandait en attendant de s'entraider, et d'obéir fidèlement à
Murat. Ces discours terminés, il les embrassa, ce qui ne lui était peut-
être jamais arrivé, et s'enfonçant dans un traineau, suivi de M. de Cau-
laincourt, du maréchal Duroc, du comte Lobau, du général Lefebvre-
Desnoëttes, il partit au milieu de la nuit, laissant ses lieutenants soumis,
à peu près convaincus, mais au fond consternés et sans espérance.

Le plus grand secret devait être observé jusqu'au lendemain, afin
qu'aucune nouvelle de son départ ne pût le précéder dans les lieux qu'il
allait traverser en gardant le plus rigoureux incognito. Avant de partir il
avait rédigé le 20^e bulletin, si célèbre depuis, dans lequel, parlant pour
la première fois de la retraite, il avouait la partie de nos malheurs qu'on
ne pouvait pas absolument nier, les mettait sur le compte de l'hiver,
et relevait l'histoire de ses revers par la belle et immortelle scène
du passage de la Bérézina.

Lorsque le lendemain 6 décembre on apprit dans l'armée le départ de
Napoléon, la stupefaction fut grande; car avec lui s'évanouissait la der-
nière espérance. Toutefois la nouvelle ne fit sensation que sur les hommes
capables de réfléchir, et auprès de ceux-ci bien des raisons plaident en
saveur de la détermination que Napoléon venait de prendre. Quant à la
masse, le sentiment était tellement amorti chez elle, que l'impression ne
fut pas ce qu'elle aurait été en toute autre circonstance. On continua donc
à cheminer machinalement devant soi, en désirant d'arriver à Wilna,
comme un mois auparavant on désirait d'arriver à Smolensk. A Wilna,
on se promettait des vivres dont, il est vrai, on manquait un peu moins
depuis qu'on était en Lithuanie, et surtout des abris, du repos, et des
troupes organisées pour arrêter la poursuite des Russes. Mais chaque jour
venait accroître les souffrances de cette marche. En quittant Molodeczno,
le froid devint encore plus rigoureux, et le thermomètre descendit à
30 degrés Réaumur. La vie se serait interrompue même dans des corps
sains, à plus forte raison dans des corps épuisés par la fatigue et les pri-
vations. Les chevaux étaient presque tous morts, quant aux hommes, ils
tombaient par centaines sur les chemins. On marchait serrés les uns contre
les autres, en troupe armée ou désarmée, dans un silence de stupefaction,
dans une tristesse profonde, ne disant mot, ne regardant rien, se suivant
les uns les autres, et tous suivant l'avant-garde, qui suivait elle-même la
grande route de Wilna partout indiquée. A mesure qu'on marchait,
le froid, agissant sur les plus faibles, leur ôtait d'abord la vue, puis
l'ouïe, bientôt la connaissance, et puis au moment d'expirer, la force de
se mouvoir. Alors seulement ils tombaient sur la route, foulés aux pieds
par ceux qui venaient après comme des cadavres inconnus. Les plus forts

du jour étaient à leur tour les plus faibles du lendemain, et chaque journée emportait de nouvelles générations de victimes.

Le soir au bivouac, il en modrait par une autre cause, c'était l'action trop peu ménagée de la chaleur. Pressés de se réchauffer, la plupart se hâtaient de présenter à l'ardeur des flammes leurs extrémités glacées. La chaleur ayant pour effet ordinaire de décomposer rapidement les corps que le principe vital ne défend plus, la gangrène se mettait tout de suite aux pieds, aux mains, au visage même de ceux qu'une trop grande impatience de s'approcher du feu portait à s'y exposer sans précaution. Il n'y avait de sauvés que ceux qui par une marche continue, par quelques aliments pris modérément, par quelques spiritueux ou quelques boissons chaudes, entretenaient la circulation du sang; ou qui, ayant une extrémité paralysée, y rappelaient la vie en la frictionnant avec de la neige. Ceux qui n'avaient pas eu ce soin se trouvaient paralysés le matin au moment de quitter le bivouac; ou de tout le corps, ou d'un membre que la gangrène avait atteint subitement. D'autres, plus favorisés en apparence, mouraient au milieu d'une bonne fortune inespérée. Si par exemple ils avaient trouvé une grange pour y passer la nuit, ils y allumaient de grands feux, s'endormaient, laissaient l'incendie se communiquer, et ne se réveillaient que lorsque le toit en flammes s'abimait sur eux. On compte une quantité de morts par cet étrange accident, celui de tous auquel on se serait le moins attendu.

A cette multitude de victimes vinrent bien inutilement s'en ajouter d'autres, qui succombèrent plus vite encore que celles dont nous avons raconté le sort lamentable. Napoléon n'avait laissé en partant que des instructions extrêmement vagues, tant il était préoccupé des désastres qui l'avaient frappé, et de ceux qui le menaçaient encore. Il avait recommandé, dès qu'on serait à Wilna, de rallier l'armée, de la nourrir, de la réarmer, de la concentrer, et de se replier ensuite sur le Niémen, si on ne pouvait tenir sur la Wilia. Malheureusement il n'avait rien prescrit pour les vingt-cinq mille hommes environ qu'on avait à Wilna, et dont la conservation dépendait du soin qu'on apporterait à ne pas les déplacer sans nécessité. M. de Bassano et le gouverneur de la Lithuanie, sachant la grande armée vivement poursuivie par les Russes, n'ayant surtout pas éprouvé ce qu'une troupe pouvait devenir en quatre ou cinq jours de marche par le temps qu'il faisait, expédièrent sur Smorgoni, et à très-bonne intention, ce qu'il y avait de meilleur à Wilna, notamment la division française Loison, les brigades Coutard et Franceschi, la cavalerie napolitaine, et la cavalerie de marche. C'étaient tous jeunes gens, très-capables de se bien battre, comme l'avait prouvé récemment la division Durutte envoyée au général Reynier, mais incapables de supporter quarante-huit heures les souffrances qu'enduraient depuis deux mois les malheureux revenus de

Moscou. Sortant de casernes chauffées à douze ou quinze degrés, passant à un froid de trente, ils furent saisis, et en quelques jours périrent pour la plupart.

L'armée ayant quitté Mulodczno, les rencontra les uns à Smorgoni, les autres à Ochmiana, bien vêtus, bien nourris, et morts cependant d'un saisissement subit. Elle en eut pitié, malgré la profonde insensibilité dans laquelle elle était tombée. Huit ou dix mille de ces nouveaux venus moururent en cinq ou six jours. Les Napolitains surtout, amenés de si loin pour faire sous le ciel de la Russie le premier apprentissage des armes, succombèrent à la soudaineté d'une pareille épreuve. Les moins maltraités ne perdirent que leurs chevaux. C'est ainsi que commencèrent à se dissiper sans aucun profit les dernières ressources dont on aurait pu se servir pour arrêter l'ennemi, et réorganiser l'armée.

Enfin à force de marcher, de souffrir, de joncher la terre de ses morts, cette masse désolée, hâve, amaigrie, couverte de haillons, portant pardessus ses uniformes les plus singuliers vêtements imaginables, des fourrures d'hommes et de femmes prises à Moscou, des soieries salies et brûlées, des couvertures de cheval, tous les objets en un mot qu'elle avait pu s'approprier, cette masse arriva le 9 décembre aux portes de Wilna. Ce fut pour ces cœurs qui paraissaient désormais insensibles à toute impression, l'occasion d'un dernier sentiment de joie. Wilna! Wilna!... Il semblait que le repos, l'abondance, la sécurité, la vie enfin, allaient se retrouver dans cette heureuse capitale de la Lithuanie, où l'on se plaisait à annoncer, à répéter, que la prévoyance de Napoléon avait accumulé d'immenses ressources. Il n'y en avait certainement pas autant qu'on le disait, mais il y en avait plus qu'il n'en fallait pour satisfaire les premiers besoins de l'armée, et pour lui donner la force de rejoindre le Niémen en meilleur ordre. A la vue des murs de la ville, la foule oubliant que la porte même la plus large serait un défilé bien étroit pour tant d'hommes qui voulaient entrer à la fois, et surtout pour la masse de bagages qu'on avait encore, ne songea pas à faire le tour de ces murs, afin d'y pénétrer par plusieurs issues. On suivait machinalement la tête de la colonne, et on s'accumula bientôt devant la porte qui était tournée vers Smolensk, on s'y étouffa, on s'y battit, on s'y tua comme aux ponts de la Bérézina. Vingt-quatre heures durant ce fut la même presse, la même difficulté d'entrer, par l'extrême désir qu'on en avait. Bientôt, comme à Smolensk, les efforts de l'autorité pour rétablir l'ordre dans les corps produisirent le désordre. On voulait du pain, de la viande, du vin, des abris surtout, et on n'était pas d'humeur à se laisser renvoyer par des commis au régiment qui n'existait plus, et dont il ne restait que quelques officiers, marchant ensemble autour du porte-drapeau, qui lui-même avait souvent plié son drapeau dans son sac afin de le sauver. On se précipita de nouveau sur les maga-

sins pour les piller. Les soldats qui avaient rapporté un pen d'argent, roucontrant des cafés, des cabarets, des auberges, des magasins de tout genre chez une population amie qui n'avait pas fui, se précipitèrent pour acheter ce dont ils avaient besoin, effrayèrent par leurs cris ceux qui auraient pu le leur fournir, firent fermer tous ces lieux où ils auraient trouvé à vivre, et les voyant se fermer même devant leur argent, en enfoncèrent les portes. Wilna fut bientôt une ville saccagée. Si des troupes sous un chef ferme et prévoyant avaient d'avance été conservées pour maintenir l'ordre, si dans des lieux aisément accessibles des vivres eussent été d'avance mis à la portée des plus impatients, cette confusion eût été prévenue. Mais Napoléon parti, personne n'ordonnait, et personne n'obéissait. Murat n'était pas plus capable de faire l'un que d'obtenir l'autre.

L'armée arriva successivement les 8 et 9 décembre. Quelques jours de repos étaient bien nécessaires à nos soldats épuisés, et il eût été facile de les leur procurer, si on n'avait pas exposé à périr inutilement sur les routes les troupes fraîches qui occupaient Wilna, surtout si on avait fait parvenir au prince de Schwarzenberg et au général Reynier des ordres qu'ils étaient en mesure et en disposition d'exécuter. En effet, le prince de Schwarzenberg, après avoir reçu cinq à six mille hommes de renfort, était revenu sur Slonim, et le général Reynier s'était avancé vers la Narew pour donner la main à la division Durutte, qui venait de Varsovie. Ce dernier avait rencontré sur son chemin le général russe Sacken, l'avait attiré à lui, et lui avait fait essayer un sanglant échec. Le prince de Schwarzenberg, averti à temps, s'était rabattu sur le flanc de Sacken, l'avait assailli à son tour, et avait contribué à le rejeter en désordre vers la Volhynie. Ces succès qui avaient coûté 7 à 8 mille hommes à Sacken, avaient l'inconvénient d'être remportés trop loin de la Bérézina, et du point décisif de la campagne; mais ils avaient l'avantage de mettre Sacken hors de cause pour quelque temps, dès lors de rendre au prince de Schwarzenberg et à Reynier une sécurité pour leurs derrières, dont ils avaient besoin pour marcher en avant; et si dès le 19 ou le 20 novembre on leur eût parlé clairement, si on ne se fût pas borné à leur dire, comme le faisait M. de Bassano, que tout allait bien à la grande armée, que l'Empereur revenait de Moseou victorieux, si on leur eût dit au contraire que l'armée arrivait poursuivie, cruellement traitée par la saison, que son retour à Wilna n'était assuré qu'à la condition d'un puissant secours, certainement le prince de Schwarzenberg, arraché à sa timidité par sa loyauté personnelle, aurait marché, et il pouvait être avec le général Reynier à Minsk avant le 28 novembre, à Wilna avant le 10 décembre. Dans ce cas, avec les troupes qu'on avait à Wilna, on aurait réuni une soixantaine de mille hommes, et soixante-douze avec les débris de la grande armée. Or les Russes étaient loin de pouvoir en réunir autant. Mais Napoléon était

parfi sans donner d'ordres; M. de Bassano qui l'avait immédiatement suivi, ne s'était pas cru autorisé à le suppléer, et le prince de Schwarzenberg ainsi que le général Reynier étaient à se morfondre entre Slouim et Neswij, ne sachant que faire, ne sachant que croire entre les nouvelles satisfaisantes qui leur venaient des Français, et les nouvelles toutes contraires que leur faisaient parvenir les Russes¹. On vient de voir que le corps bavarois de de Wrède, la division Loison, les brigades Coutard et Franceschi, envoyés du sein de l'abondance et d'une bonne température au milieu des horreurs de cette retraite, avaient été frappés par le froid et complètement désorganisés. Wilna était donc tout ouvert, et il n'y avait aucune chance de s'y défendre contre les trois corps ennemis qui s'avançaient.

Depuis le passage de la Bérézina, le généralissime Kutusof ayant laissé sa principale armée en arrière pour prendre le commandement supérieur des armées russes réunies, avait chargé Wittgenstein de s'avancer sur Wilna par la route de Swenziany, Tchitchakoff d'y accourir par celle d'Ochmiana, et avait achevé enfin, mais plus lentement, ses propres troupes sur Novoi-Troki, afin d'empêcher la jonction de Schwarzenberg avec Napoléon. Certainement il n'avait pas en tout 80 mille hommes disponibles, et il n'en pouvait pas rassembler plus de 40 mille sur le même point, un jour de bataille. Mais Wilna étant découvert, une avant-garde de cinq à six mille hommes suffisait pour y jeter la confusion. Cette avant-garde existait dans les Cosaques de Platow et l'infanterie de Tchaplitz.

Du côté des Français il n'y avait pas un seul corps dont il restât quelque débris. Le 1^{er} (Davout), le 2^e (Oudinot), le 3^e (Ney), le 4^e (prince Eugène), le 9^e (Victor) avaient achevé de se dissoudre dans ces derniers jours, sous l'action du froid sans cesse croissant et d'une marche sans repos. Aux portes de Wilna, le maréchal Victor, qui avait rempli le dernier le rôle d'arrière-garde, avait fini par se trouver sans un homme. Chaque soldat allait se chauffer, manger où il pouvait, et surtout cherchait à éviter les blessures, qui équivalaient à la mort. Il n'avait survécu que 3 mille hommes au plus de la division Loison, et peut-être autant de la garde impériale. Tous les généraux blessés ou valides, n'ayant plus personne à commander, s'en étaient allés chacun de leur côté; et Murat, au milieu de ce désordre, désolé de la responsabilité qui pesait sur sa tête, alarmé pour son royaume à l'aspect du vaste naufrage qui avait commencé

¹ La correspondance de ces deux corps d'armée donne la preuve certaine des dispositions de leurs généraux à obéir aux ordres qu'on leur aurait envoyés. Le courage de nous abandonner ne vint que beaucoup plus tard à l'Autriche; et d'ailleurs la fidélité personnelle du prince de Schwarzenberg, qui ne fléchit postérieurement que devant un grave intérêt de son pays, ne laisse aucun doute sur ce qu'on aurait pu obtenir de lui dans le moment. Nous n'avons donc ici que des choses dont nous sommes parfaitement assurés.

sous ses yeux, peu soutenu par Berthier malade et consterné, Murat, la tête troublée, ne savait que faire et qu'ordonner.

Mais l'ennemi ne lui laissa pas même le temps d'hésiter. Les débris de l'armée, comme nous l'avons dit, étaient successivement arrivés les 8 et 9 décembre, et ils encombraient Wilna, pillant les magasins de vivres et de vêtements, lorsque le 9 au soir Platow parut avec ses Cosaques aux portes de cette ville. Aux premiers coups de fusil, le trouble et le désordre furent au comble. D'arrière-garde il n'y en avait plus. Le général Loison, qui seul avait quelques forces à sa disposition, accourut avec le 19^e ancien régiment recruté de jeunes gens, et essaya de se placer en dehors de la ville. Le maréchal Ney, qui n'avait pas de commandement, mais qui en prenait partout où il y avait du danger, ce qu'on lui permettait volontiers, le vieux Lefebvre retrouvant dans le péril son ancienne énergie, couraient dans les rues de Wilna, criant aux armes, et s'efforçant de ramasser quelques soldats armés pour les conduire sur les remparts. Spectacle douloureux et digne d'une affreuse compassion, que de voir la grande armée réduite à de telles misères par des desseins insensés! Enfin on arrêta les Cosaques, mais pour quelques heures seulement, et chacun ne songea plus qu'à fuir. Murat, si héroïque dans les champs de la Moskowa, Murat, l'invulnérable Murat, que les balles et les boulets semblaient ne pouvoir atteindre, atteint tout à coup de la maladie générale, imita son maître, et ne voulant pas plus livrer aux Russes un roi prisonnier, que Napoléon n'avait voulu leur livrer un empereur, se transporta dans le faubourg de Wilna qui s'ouvrait sur la route de Kowno. Il s'y rendit afin d'être en mesure de partir des premiers. Il se mit en route dans la nuit du 10, en disant qu'il allait à Kowno, où l'on essaierait de réunir l'armée derrière le Niémen. Il n'y avait au surplus pas d'ordre à donner pour que chacun s'appâtât à partir. On s'en alla en confusion, qui d'un côté, qui de l'autre, laissant à l'ennemi de vastes magasins de tout genre, et, ce qui était infiniment plus regrettable, une quantité de blessés et de malades, les uns placés dans les hôpitaux, les autres déposés chez les habitants, où le chirurgien Larrey avait employé ces deux jours à les faire recevoir, enfin douze ou quinze mille soldats épuisés, aimant mieux devenir prisonniers que de continuer cette marche mortelle par 30 degrés de froid, sans abri pour la nuit, sans pain pour la journée. On perdit encore à cette brusque évacuation 18 ou 20 mille hommes qu'il eût été facile de sauver. Toute la nuit du 10 fut employée à sortir de Wilna devant les Cosaques impatients de s'y introduire. Les coups de fusil de ceux qui entraient, anxieux répondaient les coups de fusil de ceux qui se retiraient, firent cette malheureuse ville dans l'épouvante. Chose horrible à dire, les misérables juifs polonais qu'on avait forcés à recevoir nos blessés, dès qu'ils virent l'armée en retraite, se mirent à jeter ces blessés par

les fenêtres, et quelquefois même à les égorger, s'en débarrassant ainsi après les avoir dépouillés. Triste hommage à offrir aux Russes dont ils étaient les partisans!

Aux portes de Wilna et à une lieue, une autre scène vint affliger les regards. Une montagne, qui formait la berge gauche de la Wilna, et que six mois auparavant nos escadrons victorieux avaient descendue au galop en poursuivant les Russes, était couverte de verglas, et présentait aux voitures un obstacle presque insurmontable. Des chars sur lesquels on avait placé des officiers blessés ou malades, des caissons d'artillerie, enfin les fourgons du trésor, que M. de Bassano, pour ne pas avouer trop tôt le danger de la situation, avait laissés le plus longtemps possible à Wilna, encombraient le pied de la montée. Les conducteurs saisis d'épouvante au bruit de la fusillade, criaient, fouettaient leurs chevaux en proférant d'affreux juréments. Les chevaux ne pouvant tenir sur la glace, la faisaient éclater sous leurs pieds, et tombaient les genoux en sang, tandis que des pièces d'artillerie, abandonnées à moitié de la montée parce qu'il était impossible de les élever plus haut, s'échappaient sur la pente; et roulaient en brisant tout ce qu'elles rencontraient. Après plusieurs heures de ce tumulte et de cette impuissance, on prit le parti de couper les traits des chevaux, et d'abandonner les précieux objets accumulés au pied de cette montée. Il y périt encore des blessés et des malades. Les fourgons du trésor contenaient dix millions en or et en argent. Le payeur, fort attaché à ses devoirs, parvint cependant à sauver quelques-uns de ces fourgons, mais en abandonna le plus grand nombre à l'avidité des soldats. Il y eut des malheureux qui, sentant leurs forces ramimées par ce spectacle, eurent le courage de se charger de métaux précieux. Mais après avoir éventré les fourgons, ils donnaient mille francs en argent pour avoir cent francs en or, car le poids était toute valeur à ce qu'il fallait emporter. Là restèrent quelques-uns des trophées de Moscou, et beaucoup de drapaux enlevés à l'ennemi. La nuit s'achevait lorsque les Cosaques accoururent pour mettre fin au pillage des Français, et y substituer le pillage des Russes. Jamais l'avidité de ces fuyards ne s'était trouvée appelée à faire un pareil butin.

Le 10, le 11, le 12 furent employés à parcourir les vingt-six lieues qui séparent Wilna de Kowno, et les débris de l'armée affluèrent dans cette dernière ville pendant les journées du 11 et du 12 décembre. Dans quel état, dans quel dénûment, dans quelle confusion on repassait ce Nil-mien glacé, que six mois auparavant on avait franchi par un beau soleil, au nombre de 400 mille hommes, avec 60 mille cavaliers, avec 1200 hoches à feu, avec un éclat incomparable! Quiconque n'avait pas perdu le sentiment sous ces trente degrés de froid, ne pouvait s'empêcher de faire cette cruelle comparaison, et d'en avoir les yeux remplis de larmes. Le

Nièmen étant gelé, les ponts que nous avions construits et entourés de solides ouvrages n'étaient plus un moyen exclusif de passer le fleuve, et les Cosaques l'avaient déjà traversé au galop. On ne pouvait donc pas aspirer à garder Kowno, pas plus que Wilna, le Nièmen n'offrant plus dans cette saison une véritable ligne de défense. Vider les magasins, c'est-à-dire les piller, était la seule manière d'en tirer parti. On s'y rua avec une sorte de fureur. Ils étaient bien autrement riches que ceux de Wilna, parce que la navigation intérieure de la Vistule au Nièmen y avait fait affluer, grâce à l'activité du général Baste, toutes les richesses de Dantzic. Nos malheureux soldats s'adressèrent surtout aux magasins de spiritueux, cherchant dans la chaleur intérieure un secours contre le froid extérieur, et ils se tuaient par impatience de revivre. Les rues furent en un instant couvertes de tonneaux enfoncés, de soldats expirant entre le saisissement du froid et celui de l'ivresse.

Le 12 décembre au matin, Murat avait assemblé les maréchaux, le prince Berthier et M. Davau pour délibérer sur la conduite à tenir. Le rapport de tous les chefs fut qu'il n'y avait plus de soldats dans aucun corps, qu'il restait encore 2 mille hommes peut-être à la division Loison, et 1500 dans les rangs de la garde, dont 500 tout au plus capables de tirer un coup de fusil. Murat qui, dans sa mobilité, passait pour Napoléon de l'amour à la haine, et qui en ce moment ne lui pardonnait pas de mettre en péril les couronnes de la famille Bonaparte, laissa échapper des plaintes contre le maître dont l'ambition insensée, disait-il, les avait précipités dans un abîme. Tous les cœurs partageaient ces sentiments; mais la plupart retenus encore par la crainte, d'autres, comme Ney, consolés des malheurs présents par la gloire acquise dans cette campagne, d'autres aussi, comme Davout, trouvant étrange que les hommes qui avaient le plus profité de l'ambition de Napoléon fussent les premiers à s'en plaindre, accueillirent les récriminations de Murat par le silence ou par le blâme. Davout surtout qui avait une aversion instinctive pour les qualités autant que pour les défauts du roi de Naples, et qui avait eu avec lui de violentes altercations, lui imposa silence en disant que si l'ambition de Napoléon devait rencontrer des censeurs dans l'armée, ce n'était pas chez ceux de ses lieutenants qu'il avait faits rois, que du reste il ne fallait avoir dans les circonstances présentes qu'un objet en vue, celui de se sauver, sans ajouter par de mauvais exemples à l'indiscipline des troupes. Cette scène, qui révélait l'état des esprits, n'ayant pas eu de suite, on s'occupa de ce qu'il y avait à faire. On déféra d'un commun accord au maréchal Ney la défense de Kowno, et la direction de cette fin de retraite. Il devait, pour donner au torrent des fuyards le temps de s'écouler, défendre Kowno pendant quarante-huit heures, avec le reste de la division Loison, avec quelques troupes de la Confédération germanique, et ensuite se retirer sur

Königsberg, où il serait joint par le maréchal Macdonald, qui, de son côté, rétrograderait de Riga sur Tilsit. Quant aux tristes débris de l'armée, il fut jugé impossible de les rallier ailleurs que sur la Vistule, c'est-à-dire derrière une ligne où ils cesseraient d'être poursuivis. Il fut décidé que les cadres, consistant en trente ou quarante officiers par régiment, et quelques sous-officiers portant les drapeaux, se réuniraient ceux de la garde à Hainzig, ceux des 1^{er} et 7^e corps (Davout et Westphaliens) à Thorn, ceux des 2^e et 3^e corps (Oudinot et Ney) à Marienbourg, ceux des 4^e et 6^e (prince Eugène et Bavafois) à Marienwerder, ceux du 5^e (Polonais) à Varsovie, et qu'on pousserait vers ces points de ralliement les soldats épars sur les routes. Le maréchal Ney demanda, pour faire un dernier effort sous les murs de Kowno, qu'on lui adjoignit le général Gérard, ce qui lui fut accordé.

Aussitôt ces résolutions adoptées, tout le monde partit pour Königsberg. Ney et Gérard demeurèrent seuls à Kowno pour essayer d'arrêter les Cosaques. Ney plaça dans les ouvrages qu'on avait construits en avant des ponts de la Wilia et du Niémen, quelques troupes allemandes, et le long du lit gelé de la Wilia et du Niémen qu'il fallait disputer sans l'appui d'aucun ouvrage défensif, les restes de la division Loison, le 29^e notamment, vieux régiment, comme nous l'avons dit, recruté avec de jeunes soldats. Dès le 13 au matin les Cosaques parurent avec leur artillerie portée sur traîneaux. Ils se présentèrent d'abord au pont du Niémen par la route de Wilna, et envoyèrent des boulets sur la tête de pont. Les soldats allemands de Reuss et de la Lippe, saisis d'une terreur panique, ne voulurent plus entendre parler de se défendre, jetèrent leurs armes, et enclouèrent leurs canons. L'officier plein d'honneur qui les commandait se brula la cervelle de désespoir. Au bruit qui se faisait de ce côté, Gérard et Ney accoururent, et prenant les soldats par la main, les conjurant de s'arrêter, saisissant chacun un fusil, faisant feu eux-mêmes pour les encourager, en refirent à peine quelques-uns. À cette vue deux cents Cosaques mirent pied à terre, et marchèrent le fusil à la main sur la tête de pont. Gérard et Ney allaient se trouver seuls, lorsque l'aide de camp du maréchal Ney, Rumigny, amena un détachement du 29^e, qui par son feu contint les Cosaques, et les força de rebrousser chemin. Le maréchal Ney eut avoir sauvé Kowno, et dans un mouvement d'effusion embrassa le général Gérard. Mais bientôt les Allemands se débandèrent, les soldats du 29^e entraînés par l'exemple, épouvantés surtout d'être réduits à quelques centaines d'hommes pour défendre Kowno, s'en allèrent peu à peu, et à la fin de la journée du 14, Ney et Gérard n'eurent plus auprès d'eux que 5 à 600 hommes, et 8 ou 10 bouches à feu de la division Loison. Ils résolurent, après avoir tenu toute cette journée du 13, et avoir fait écouler le plus de trainards qu'ils pourraient, de partir eux-mêmes dans la nuit,

avec les quelques hommes fidèles qu'ils avaient conservés. Il y avait dans ce qui restait de quoi résister au moins à une charge de Cosaques. Vers le milieu de la nuit, s'étant assurés que tout ce qui pouvait marcher avait défilé devant eux, ils essayèrent de gravir cette même hauteur, d'où l'armée planait le 24 juin sur le cours du Niémen qu'elle allait passer. Mais le verglas, comme au sortir de Wilna, avait arrêté les dernières voitures de bagages et d'artillerie, et quelques fourgons, dernier débris du trésor. Même scène, mêmes efforts, mêmes cris qu'au pied de la montagne de Wilna, et même impuissance! Par surcroît de détresse, quelques Cosaques ayant traversé le Niémen sur la glace, avaient gravi le revers de la hauteur, et menaçaient de couper la route. A ce nouveau danger, les 5 à 600 hommes de Ney et Gérard se dispersèrent dans l'obscurité, chacun cherchant son salut où il espérait le trouver. Le maréchal Ney et le général Gérard, laissés presque seuls avec quelques officiers, n'eurent plus qu'à songer à leur sûreté personnelle, et tournant à droite, suivirent le cours du Niémen, pour se dérober à l'ennemi en longeant le lit encaissé et fortement gelé du fleuve. Ils rejoignirent ensuite sains et saufs la route de Gumbinnen à Königsberg, dernier et unique service qu'ils pussent rendre, car c'était quelque chose dans l'immensité de ce désastre que de sauver ces deux hommes.

A dater de ce moment, il n'y eut plus un seul corps armé, et la retraite s'acheva par petites bandes, fuyant à travers les plaines glacées de la Pologne devant les dernières courses des Cosaques. Ceux-ci, après avoir fait quelques lieues au delà du Niémen, rentrèrent sur la ligne du fleuve, que les armées russes triomphantes mais épuisées, et réduites des deux tiers, ne voulaient pas franchir.

À Königsberg s'étaient rendus les états-majors et la vieille garde. Sur environ 7 mille hommes que la vieille garde comptait au début de la campagne, il lui en restait 5,962 en évacuant Smolensk. Sur ces 5,962 elle avait perdu à son arrivée à Königsberg, 528 hommes tués ou blessés qu'on n'avait pas pu transporter, 1,377 qu'on savait morts de fatigue ou de misère, 2,586 qu'on supposait gelés, ou pris pour n'avoir pu suivre, c'est-à-dire 4,491 disparus depuis Smolensk, parmi lesquels 528 seulement atteints par le feu. Il y en avait 1,471 debout le 20 décembre, dont 500 capables de tirer un coup de fusil. Le tableau de ces pertes fut remis par le maréchal Lefebvre à l'état-major, et c'était le seul corps auquel il eût été fait des distributions régulières! De la jeune garde il ne restait rien.

Il y avait à Königsberg environ dix mille individus dans les hôpitaux, dont un petit nombre blessés, et la plupart malades. Parmi ces derniers, les uns avaient des membres gelés, les autres étaient atteints d'une espèce de peste que les médecins appelaient fièvre de congélation, et qui était

horriblement contagieuse. L'héroïque Larrey, quoique épuisé de fatigue et de souffrance, était accouru à ces hôpitaux pour y soigner nos malades, et il y gagna cette contagion funeste dont il faillit mourir. L'héroïsme, de quelque genre qu'il soit, est la consolation des grands désastres. Cette consolation nous fut accordée tout entière; elle égala la grandeur de nos malheurs. A Königsberg, au milieu de la foule des infortunés qui expiaient en mourant, ou l'ambition de Napoléon, ou leur propre intempérance, il y eut des morts à jamais regrettables, deux notamment, celle du général Lariboisière et celle du général Éblé! Le premier accablé de fatigues, supportées avec une rare constance malgré son âge, mais inconsolable surtout de la mort d'un fils tué sous ses yeux à la bataille de la Moskowa, mourut de la contagion régnante à Königsberg. On lui donna l'illustre Éblé pour successeur dans la place de commandant général de l'artillerie. Mais ce noble vieillard, atteint lui-même d'une maladie mortelle à la Bérézina, et n'ayant fait que languir depuis, expira deux jours après le chef qu'il venait de remplacer. Des cent pontonniers qui à sa voix s'étaient plongés dans l'eau de la Bérézina pour construire les ponts, il en restait douze. Des trois cents autres, il en restait un quart à peine.

Ce nécrologe de l'armée est déchirant, mais il faut que les grands hommes et les nations sachent ce que coûtent les folles entreprises, et ce que coûta celle-ci, certainement l'une des plus insensées et des plus meurtrières que jamais on ait tentées. On a souvent essayé d'évaluer les pertes de la France et de ses alliés dans l'expédition de Russie, compte effroyable et impossible! Toutefois on peut approcher de la vérité sans y atteindre. L'armée totale destinée à agir du Rhin au Niémen s'élevait à 612 mille hommes et à 150 mille chevaux, et avec les Autrichiens à 648 mille hommes. 420 mille avaient passé le Niémen. Depuis il s'était joint à eux le 3^e corps (maréchal Victor) de 30 mille combattants, la division Loison de 12 mille, la division Dornette de 15 mille, quelques alliés et quelques bataillons de marche au nombre de 20 mille hommes, et enfin les 36 mille Autrichiens, ce qui fait une masse totale de 533 mille hommes qui avaient passé le Niémen. Il restait sous le prince de Schwarzenberg et le général Reynier environ 40 mille Autrichiens et Saxons, se retirant à pas comptés entre le Bug et la Narew, 15 mille Prussiens et Polonais sous le maréchal Maedonald, s'efforçant de rejoindre le Niémen, et quelques soldats isolés, regagnant à travers les plaines de la Pologne la ligne de la Vistule. De ces soldats isolés, on en recueillit plus tard trente ou quarante mille. Resteraient donc 438 mille hommes qui auraient été perdus, et sur lesquels les Russes en retenaient cent mille environ comme prisonniers. A ce compte 340 mille auraient péri. Heureusement non! Un nombre, qu'on ne peut pas déterminer, s'étant débandés au commencement de la campagne, avaient rejoint peu à peu leur pays à travers la Pologne et l'Alle-

magne, mais il n'y a aucune exagération à dire que 300 mille hommes environ moururent par le feu, par la misère ou par le froid. Quelle part les Français avaient-ils dans cette horrible hécatombe? Les flatteurs de Napoléon dans tous les temps, car il en a eu régnant et détrôné, vivant et mort, les flatteurs ont voulu nous consoler, en disant que les alliés de la France avaient dans ce sacrifice de trois cent mille hommes une plus large part que nous, fausseté matérielle, car nous avions plus des deux tiers de ce lot affreux. Mais repoussons cette indigne consolation, et tenons pour Français tout allié mort avec nous!

Ce triste compte établi, que dire de l'entreprise elle-même? quel jugement porter, que n'ait prononcé d'avance le bon sens des nations?

Quant à l'entreprise, rien ou presque rien ne pouvait la faire réussir. L'insaisissabilité même de la conduite n'en aurait pas corrigé le vice essentiel. Avec les fautes qui furent commises, et qui pour la plupart découlaient du principe lui-même de l'entreprise, le succès était encore plus impossible.

D'abord politiquement elle n'était pas nécessaire à Napoléon : en poursuivant avec persévérance la guerre d'Espagne, tout ingrate qu'était cette guerre, en y consacrant d'une manière exclusive ses forces et son argent, il eût résolu la question européenne, et en sacrifiant en outre quelques-unes de ses acquisitions de territoire plus onéreuses qu'utiles, il eût sans aucun doute obtenu la paix générale. En supposant même que ce soit là une erreur, et qu'avant d'en arriver à la paix générale, la Russie dût inévitablement s'unir encore une fois à l'Angleterre, il fallait ne pas la prévenir, lui laisser le tort de l'agression, l'attendre sur la Vistule, où certainement on l'eût battue, car on aurait eu 300 mille combattants sur 500 mille soldats mis en mouvement, tandis que sur la Moskova on en avait à peine 130 mille sur plus de 600, et, battu sur la Vistule, la Russie eût été aussi vaincue, et plus vaincue que sur la Dwina ou sur la Moskova. Être allé chercher les Russes au lieu de les attendre sur la Vistule, est l'une des plus grandes fautes politiques de l'histoire, et cette faute fut le fruit non d'une erreur d'esprit chez Napoléon, mais d'un emportement de ce caractère impétueux qui ne savait ni patienter ni attendre. Les Russes chez eux sont invincibles pour un conquérant; ils ne le seraient pas pour l'Europe franchement liguée dans l'intérêt de son indépendance, l'Europe en attaquant par mer, ou bien en s'avançant par terre méthodiquement et patiemment, en marchant avec constance d'une ligne à l'autre, sans avoir comme Napoléon à s'inquiéter de ses derrières, l'Europe arriverait à vaincre même chez lui ce vaste empire, si elle était unie pour un intérêt général et universellement senti. Mais marcher sur Moscou à travers l'Europe secrètement conjurée, et eu la laissant pleine de haines derrière soi, était une aveugle témérité, tandis qu'en attendant la Russie en

Pologne ou en Allemagne, on eût du même coup vaincu la Russie et l'Allemagne elle-même, si l'Allemagne se fût constituée son alliée.

Si donc l'entreprise était déraisonnable en principe, elle l'était bien davantage encore en considérant l'état dans lequel Napoléon se trouvait en 1812, sous le rapport des forces militaires. Il n'avait plus les vieilles bandes d'Austerlitz et de Friedland; ces bandes étaient allées mourir ou achevaient de mourir en Espagne. Il lui en restait bien quelques-unes, dans le corps de Davout, dans quelques anciennes divisions de Ney, Oudinot et Eugène; malheureusement on les avait démesurément accrues avec de jeunes conscrits, amenés par force au drapeau, les uns robustes mais indociles, les autres dociles mais trop jeunes; et ces vieilles bandes ainsi affaiblies on les avait mêlées en outre d'alliés qui nous haïssaient, se battaient sans doute, mais désertaient dès qu'ils en trouvaient l'occasion. Ce n'était pas avec cet assemblage incohérent que se devait tenter une telle entreprise. Il eût mieux valu 300 mille anciens soldats comme ceux du maréchal Davout, que les 600 mille qu'on avait réunis, car on n'aurait eu que la moitié de la difficulté pour les nourrir, et en les nourrissant on les aurait conservés au drapeau. En 1807, avec des soldats excellents, on avait failli succomber pour être allé jusqu'au Niémen : essayer en 1812 d'aller deux fois plus loin, avec des soldats valant deux fois moins, c'était rendre le désastre infaillible. Et ici ressort une vérité frappante, c'est que Napoléon touchait à la fin de son système ambitieux, consistant à vaincre les affections des peuples avec des forces de tout genre, levées à la hâte, et imparfaitement organisées. On était tout à la fois au dernier terme de la difficulté et des moyens, car après avoir mis contre soi la rage des Espagnols qui consumait une partie de nos meilleures troupes, passer par-dessus la rage concentrée des Allemands, pour aller, à des distances immenses, provoquer la rage incendiaire des Russes, et à cette révolte des cœurs dans toute l'Europe, révolte sourde ou éclatante, opposer des soldats à peine formés, à peine agrégés les uns aux autres, mêlés d'une foule de nations secrètement hostiles, retenues par l'honneur seul au moment du combat, mais prêtes à désertir dès que l'honneur le leur permettrait, réunir ainsi la difficulté des haïnes à vaincre, des distances à franchir, en ayant des forces non pas plus fortement composées en raison de la difficulté, mais au contraire d'autant plus faiblement composées que la difficulté était plus grande, c'était rassembler dans une entreprise tous les genres d'illusions que le despotisme enivré par le succès puisse se faire! C'était se préparer presque inévitablement la plus horrible des catastrophes.

La faute essentielle fut donc l'entreprise elle-même. Rechercher les fautes d'exécution qui purent s'ajouter encore à la faute principale, serait de peu de fruit, si presque toutes ces fautes d'exécution n'avaient découlé

de la faute principale, comme des conséquences décollant inévitablement de leur principe.

Ainsi, il est vrai que Napoléon entra en Russie le 24 juin, perdit dix-huit jours à Wilna, dix-huit jours bien précieux; que poussant Davout sur Bagration, il ne lui donna pas les forces nécessaires, dans la pensée de se réserver à lui-même une masse écrasante afin d'accabler immédiatement Barclay de Tolly; qu'arrivé à Witebsk, il perdit encore douze jours; que parti de Witebsk pour tourner les deux armées russes réunies à Smolensk, il hésita peut-être trop à remonter le Dniéper jusqu'au-dessus, de Smolensk, ce qui lui eût probablement permis d'atteindre le résultat désiré; qu'au lieu de s'arrêter à Smolensk, il se laissa entraîner par le besoin d'un résultat éclatant, à la suite de l'armée russe dans des profondeurs où il devait périr; qu'à la grande bataille de la Moskowa, il hésita trop à faire donner sa garde, ce qui l'empêcha de rendre complète la destruction de l'armée russe; qu'entré dans Moscou, s'y voyant entouré de l'ennemi, sentant la nécessité d'en sortir, et ayant imaginé une combinaison vaste et profonde pour revenir sur la Dwina par Veliki-Luki, il ne sut pas vaincre la résistance de ses lieutenants; que voyant le danger de rester dans Moscou, il y resta par l'orgueil de ne pas avouer au monde qu'il était en pleine retraite; qu'il sacrifia à ce sentiment un temps précieux qui lui aurait suffi pour se sauver; que sorti de Moscou sans vouloir en sortir, et ayant imaginé une manière de tourner l'armée russe à Malo-Jaroslawetz, pour percer dans le beau pays de Kalouga, il ne sut pas persévérer, et céda encore cette fois au découragement de ses lieutenants; qu'enfin, obligé de fuir sur cette triste route de Smolensk, il négligea le soin de la retraite, et ne fit rien de sa personne pour en diminuer les malheurs; qu'à Krasnoé, il passa détachement par détachement, au lieu de passer en masse, et y perdit tout le corps du maréchal Ney, sauf le maréchal lui-même, presque tout ce qui restait du prince Eugène, une partie de la garde et du maréchal Davout; enfin que, sauvé miraculeusement à la Bérézina, il laissa échapper, en partant de l'armée, l'occasion de ramasser ses débris, et avec ses débris de frapper sur les Russes, presque aussi épuisés que nous, un coup terrible qui eût compensé un désastre par un triomphe. Tout cela est incontestablement vrai, mais ceux qui veulent y voir le génie de Napoléon ou obscurci ou affaibli, et qui n'y voient pas presque partout la faute principale se reproduisant et se diversifiant à l'infini, et le système lui-même arrivé à son dernier excès, portent un faible jugement sur cette grande catastrophe. Certes, lorsque Napoléon s'avancant sur Wilna coupait l'armée russe en deux, lorsque s'écoulant silencieusement de Wilna à Witebsk d'abord, puis de Witebsk à Smolensk, il faillit deux fois déborder et tourner cette même armée russe, lorsqu'au milieu des ruines de Moscou il imaginait un mouvement

sur Veliki-Luki, qui en étant rétrograde restait offensif, et le ramenait de Moscou sans l'avoir affaibli; lorsqu'il choisissait si bien le point de passage sur la Bérézina, personne ne serait fondé à dire que la prodigieuse intelligence de Napoléon fût affaiblie! Et au contraire on peut soutenir qu'il ne commettait pas une faute qui ne résultât forcément de l'entreprise elle-même. Ainsi quand il perdait du temps à Wilna, à Witebsk, c'était pour rallier ses soldats épars et fatigués par la distance, et la vraie faute ce n'était pas de les attendre, mais de les avoir menés si loin; s'il ne donnait pas assez de troupes à Davout pour en finir avec Bagration, avant de courir à Barclay, c'est qu'il comptait sur des réunions de forces que la nature du pays rendait presque impossibles, et l'entreprise elle-même était pour beaucoup dans son erreur; si à Smolensk il ne s'arrêtait pas, c'était tout à fait la faute de l'entreprise elle-même, car s'il était dangereux d'aller à Moscou, il ne l'était pas moins d'hiverner en Lithuanie, avec des fleuves gelés pour frontière, avec l'Europe remplie de haine derrière soi, et commençant à douter de l'invincibilité de Napoléon; si à la Moskowa il n'osa point faire donner la garde, qui était son unique réserve, il faut s'en prendre encore à l'entreprise dont il sentait la folie, et qui tout à coup le rendait timide, en punition d'avoir été trop téméraire; si à Moscou il resta trop longtemps, ce ne fut point par la vaine espérance d'obtenir la paix, mais par la difficulté d'avouer ses embarras à l'Europe toujours prête à passer de la soumission à la révolte; s'il hésita devant ses lieutenants, soit lors du mouvement projeté sur Veliki-Luki, soit lors du mouvement projeté sur Kalouga, c'est qu'après avoir trop exigé d'eux, il était réduit à ne plus oser leur demander le nécessaire; si dans la retraite il n'eut pas l'activité et l'énergie dont il avait donné tant de preuves, ce fut le sentiment excessif de ses torts qui paralysa son énergie. Un homme moins pénétrant, moins bon juge des fautes d'autrui et des siennes, eût été moins accablé, eût nourri moins de regrets, eût mieux réparé son erreur. C'est le châtimement du génie de sentir ses fautes plus que la médiocrité, et d'en être plus puni dans le secret de sa conscience. Enfin, s'il partit de Smorgoni en abandonnant son armée, c'est qu'il prit trop; c'est qu'il s'exagéra même les conséquences immédiates de son désastre, et crut ne pouvoir les réparer qu'à Paris. Dans tout cela on aurait tort de le croire affaibli sous le rapport de l'esprit ou du caractère, car il ne l'était pas, et il le prouva bientôt sur de nombreux champs de bataille; il faut le voir tel qu'il était, c'est-à-dire accablé sous sa faute même, et si on peut découvrir quelques erreurs de détail qui ne se rattachent pas à la faute principale, dans l'ensemble tout vient d'elle, ou de ce caractère désordonné qui porta Napoléon à la commettre, et alors tout le désastre n'est plus imputable à un accident; mais à une cause morale, ce qui est à la fois plus instructif et plus digne de la Providence, notre souverain juge,

notre suprême rémunérateur en ce monde comme dans l'autre. Selon nous, il faut voir dans ces tragiques événements non pas tel ou tel manquement dans la manière d'opérer, mais la grande faute d'être allé en Russie, et dans cette faute une plus grande, celle d'avoir voulu tout tenter sur le monde, contre le droit, contre les affections des peuples, sans respect des sentiments de ceux qu'il fallait vaincre, sans respect du sang de ceux avec lesquels il fallait vaincre, en un mot l'égarement du génie n'écoulant plus ni frein, ni contradiction, ni résistance, l'égarement du génie aveuglé par le despotisme. Pour être vrai, pour être utile, il ne faut pas rabaisser Napoléon, car c'est abaisser la nature humaine que d'abaisser le génie; il faut le juger, le montrer à l'univers, avec les véritables causes de ses erreurs, le donner en enseignement aux nations, aux chefs d'empire, aux chefs d'armée, en faisant voir ce que devient le génie livré à lui-même, le génie entraîné, égaré par la toute-puissance. Il ne faut pas vouloir tirer un autre enseignement de cette épouvantable catastrophe, il faut laisser à celui qui se trompe si désastreusement sa grandeur, qui ajoute à la grandeur de la leçon, et qui pour les victimes laisse au moins le dédommagement de la gloire.

FIN DU LIVRE QUARANTE-CINQUIÈME.

LIVRE QUARANTE-SIXIÈME.

WASHINGTON ET SALAMANQUE.

Événements qui se passaient en Europe pendant l'expédition de Russie. — Situation difficile de l'Angleterre; détresse croissante du commerce et des classes ouvrières; désir général de la paix. — Assassinat de M. Perceval, principal membre du cabinet britannique. — Sans la guerre de Russie, cette mort, quoique purement accidentelle, aurait pu devenir l'occasion d'un changement politique. — À tous les maux qui résulteraient pour l'Angleterre du blocus continental s'ajoute le danger d'une guerre imminente avec l'Union américaine. — On en était restée aux questions de droit maritime entre l'Europe et l'Amérique. — Renonciation de la part des Américains au système du non-intercourse, en faveur des puissances qui leur restitueraient les légitimes droits de la neutralité. — Saisissant cette occasion, Napoléon promet de révoquer les décrets de Berlin et de Milan, si l'Amérique obtient le rappel des ordres du conseil, ou si à défaut elle fait respecter son pavillon. — L'Amérique accepte cette proposition avec empressement. — Négociation qui dure plus d'une année pour obtenir de l'Angleterre la révocation des ordres du conseil. — Entêtement de l'Angleterre dans son système, et refus des propositions américaines, fondé sur ce que la révocation des décrets de Berlin et de Milan n'est pas sincère. — Puériles contestations de la diplomatie britannique sur ce sujet. — Napoléon ne se bornant plus à une simple promesse de révocation, rend le décret du 28 avril 1811, par lequel les décrets de Berlin et de Milan sont, par rapport à l'Amérique, révoqués purement et simplement. — L'Angleterre contestant encore un fait devenu évident, les Américains sont disposés à lui déclarer la guerre. — Bernières hésitations de leur part dues aux procédés malentendus de Napoléon, et aux dispositions des divers partis en Amérique. — État de ces partis. — Fédéralistes et républicains. — Le président Madison. — La guerre résolue d'abord pour 1811 est remise à 1812. — Les violences redoublées de l'Angleterre, et surtout la presse exercée sur les navires américains, décident enfin le gouvernement de l'Union. — Le président Madison propose une suite de mesures militaires. — Vive agitation dans le congrès, et déclaration de guerre à l'Angleterre. — Importance de cet événement, et conséquences qu'il aurait pu avoir sans le désastre de Russie, et sans les événements d'Espagne. — État de la guerre dans la Péninsule. — Dégoût croissant de Napoléon pour cette guerre. — Situation dans laquelle il avait laissé les choses en partant pour la Russie, et résolution qu'il avait prise de déférer le commandement en chef au roi Joseph. — Comment ce commandement avait été accepté dans les diverses armées qui occupaient la Péninsule. — État des armées du nord, du Portugal, du centre, d'Andalousie et d'Aragon. — Résistance à l'autorité de Joseph dans tous les états-majors, excepté dans celui de l'armée de Portugal, qui avait besoin de lui. — Projets de lord Wellington, évidemment dirigés contre l'armée de Portugal. — Joseph, éclairé par le maréchal Jourdan, son major général, discerne parfaitement le danger dont on est menacé, et le signale aux deux armées du nord et d'Andalousie, qui sont seules en mesure de secourir efficacement l'armée de Portugal. — Refus des généraux Dorsenne et Caffarelli, qui sont surabondamment appelés à commander l'armée du nord. — Refus du maréchal Soult, commandant en Andalousie, et ses longues contestations avec Joseph. — Situation grave et difficile de l'armée de Portugal, placée sous l'autorité de maréchal Marmont. — Opérations préliminaires de lord Wellington au printemps de 1812. — Vouloir empêcher les armées d'Andalousie et de Portugal de se porter secours l'une à l'autre, il exécute une surprise contre les ouvrages du pont d'Almaraz sur le Tage. — Enlèvement et destruction de ces ouvrages par le général Hill les 18 et 19 mai. — Après

ce coup hardi, lord Wellington passe l'Aguada dans les premiers jours de juin. — Sa marche vers Salamanque. — Retraite du maréchal Marmont sur la Tormès. — Attaque et prise des forts de Salamanque. — Retraite du maréchal Marmont derrière le Douro. — Situation et force des deux armées en présence. — Le maréchal Marmont, après avoir appelé à lui la division des Asturies, et réuni environ quarante mille hommes, n'attendant plus de secours ni de l'armée du nord, ni de celle d'Andalousie, ni même de celle du centre, se décide à repasser le Douro, afin de forcer les Anglais à rétrograder. — Il espère les éloigner par ses manœuvres, sans être exposé à leur livrer bataille. — Passage du Douro, marche heureuse sur la Tormès, et retraite des Anglais sous Salamanque, à la position des Arapiles. — Le maréchal Marmont essaye de manœuvrer encore autour de la position des Arapiles, afin d'obliger lord Wellington à reculer en Portugal. — Au milieu de ces mouvements hasardeux, les deux armées s'abordent, et en viennent aux mains. — Bataille de Salamanque, livrée et perdue le 22 juillet. — Le maréchal Marmont, gravement blessé, est remplacé par le général Clausel. — Funestes conséquences de cette bataille. — Pénurie qu'on la livrait, le roi Joseph, qui n'avait pu décider les diverses armées à secourir celle de Portugal, avait pris le parti de la secourir lui-même, mais sans l'en avertir à temps. — Inutile marche de Joseph vers Salamanque à la tête d'une force de treize à quatorze mille hommes. — Il passe quelques jours au delà du Guadarrama, afin de ralentir les progrès de lord Wellington, et de dégrader l'armée de Portugal visiblement pourvue. — Grâce à sa présence et à la vigueur du général Clausel, on sauve les débris de l'armée de Portugal qu'on recueille aux environs de Valladolid. — État moral et matériel de cette armée, toujours malheureuse malgré sa vaillance. — Profond chagrin de Joseph menacé d'avoir bientôt les Anglais dans sa capitale. — N'ayant plus d'autre ressource, il ordonne, d'après le conseil du maréchal Jourdan, l'évacuation de l'Andalousie. — Ses ordres impératifs au maréchal Soult. — Après avoir poursuivi quelques jours l'armée de Portugal, lord Wellington, ne résistant pas au désir de faire à Madrid une entrée triomphale, abandonne la poursuite de cette armée, et pénètre dans Madrid le 12 août. — Joseph, obligé d'évacuer sa capitale, se retire vers la Manche, et, désespérant d'être rejoint à temps par l'armée d'Andalousie, se réfugie à Valence. — Horribles misères de l'armée du centre et des familles fugitives qu'elle traîne à sa suite. — Elle trouve heureusement bon accueil et abondance de toutes choses auprès du maréchal Suchet. — Le maréchal Soult, averti par Joseph de sa retraite sur Valence, se décide enfin à évacuer l'Andalousie, et prend la route de Murcie pour se rendre à Valence. — Dépêches qu'il adresse à Napoléon afin d'expliquer sa conduite. — Hasard qui fait tomber ces dépêches dans les mains de Joseph. — Irritation de Joseph. — Son entrevue avec le maréchal Soult à Fuente de Higuera le 3 octobre. — Conférence avec les trois maréchaux Jourdan, Soult et Suchet sur le plan de campagne à suivre pour reconquérir Madrid, et rejeter les Anglais en Portugal. — Avis des trois maréchaux. — Sagacité du plan proposé par le maréchal Jourdan, et adoption de ce plan. — Les deux armées d'Andalousie et du centre réunies marchent sur Madrid vers la fin d'octobre. — Temps perdu par lord Wellington à Madrid; sa tardive apparition devant Burgos. — Belle résistance de la garnison de Burgos. — L'armée de Portugal contrainte d'obliger lord Wellington à lever le siège de Burgos. — Alarme de la concentration de forces dont il est menacé, lord Wellington se retire de nouveau sous les murs de Salamanque, et y prend position. — Pendant ce temps Joseph, arrivé avec le Tage avec les armées du centre et d'Andalousie réunies, chasse devant lui le général Hill, l'expulse de Madrid, rentre dans cette capitale le 2 novembre, et ce part immédiatement pour se mettre à la poursuite des Anglais. — Son arrivée le 6 novembre au delà du Guadarrama. — L'armée de Portugal, qui s'était arrêtée sur les bords du Douro, se joint à lui. — Réunion de plus de quatre-vingt mille Français, les meilleurs soldats d'Europe, devant lord Wellington à Salamanque. — Heureuse occasion de venger nos malheurs. — Plan d'attaque proposé par le maréchal Jourdan, approuvé par tous les généraux, et refusé par le maréchal Soult. — Joseph, craignant qu'un plan désapprouvé par le général du principal armée ne soit mal exécuté, renonce au plan du maréchal Jourdan, et laisse au maréchal Soult le choix et la responsabilité de la conduite à tenir. — Le maréchal

Soult passe la Tormès à un autre point que celui qu'indiquait le maréchal Jourdan, et voit s'échapper l'armée anglaise. — Lord Wellington n'ayant que quarante mille Anglais et tout au plus vingt mille Portugais et Espagnols, enveloppé par plus de quatre-vingt mille Français, réussit à se retirer sain et sauf en Portugal. — Juste mécontentement des trois armées françaises contre leurs chefs, et leur entrée en cantonnement. — Retour de Joseph à Madrid. — Fâcheuses conséquences de cette campagne, qui, s'ajoutant au désastre de Moscou, aggravait la situation de la France. — Joie en Europe, surtout en Allemagne, et assouviement insou des esprits à l'aspect des malheurs imprévus de Napoléon.

Pendant que s'accomplissait au nord de l'Europe la catastrophe sans exemple que nous venons de retracer, les rivages lointains de l'Atlantique, les plages brûlantes de l'Espagne étaient le théâtre d'événements moins extraordinaires sans doute, mais extrêmement graves, comme tous ceux qui découlaient de la politique exorbitante de Napoléon, et prouvant tout aussi évidemment la folie de cette politique. On y pouvait voir démontrée clairement cette vérité que nous avons déjà énoncée, que si, au lieu d'aller chercher à vaincre l'Europe au fond de la Russie, Napoléon avait persévéré à la combattre sur le théâtre difficile, mais choisi par lui, de la Péninsule et de l'Atlantique, en conduisant à terme la guerre d'Espagne et le blocus continental, il eût probablement contraint l'Angleterre à céder, désarmé du même coup l'Europe entière, sinon pour toujours, du moins pour bien des années, et se serait ainsi ménagé le temps (la raison venant l'éclairer), de faire du fait même de sa grandeur les sacrifices qui auraient rendu sa domination durable en la rendant supportable. Il faut donc avant de reprendre les suites de la fatale expédition de Russie, retracer les événements de l'Espagne et de l'Amérique pendant l'année 1812, les uns funestes, les autres inutilement heureux, tous effets de la même cause, la volonté mobile et désordonnée d'un génie immense mais sans frein.

Lorsque Napoléon dégoûté de la guerre d'Espagne, au moment même où la persévérance aurait pu en corriger le vice, avait songé à porter ses forces au nord, la Grande-Bretagne était, comme on l'a vu, dans une situation des plus difficiles. Les succès obtenus par lord Wellington grâce à nos fautes avaient sans doute rendu en Angleterre quelque sérénité aux esprits, mais on y sentait tous les jours davantage les cruelles gênes imposées au commerce, on entrevoyait avec effroi le terme d'une puissance financière trop peu ménagée, et on pensait sans cesse au danger qui menacerait l'armée britannique, si jamais Napoléon dirigeait contre elle un effort décisif. La situation commerciale ne s'était point améliorée. D'énormes quantités de denrées coloniales en sucres, cafés, cotons, accumulées ou dans des docks, ou sur des vaisseaux qui obstruaient la Tamise; des quantités non moins considérables d'objets manufacturés ne sortant pas de chez les fabricants qui les avaient produits, ou de chez les spéculateurs

qui les avaient achetés; les unes et les autres servant de motif à une vaste émission de papier de commerce, que la banque escomptait, et dont elle fournissait la valeur en papier-monnaie qui perdait 20 à 25 pour cent; une baisse continue du change résultant de cet état de choses, laquelle ne pouvait être arrêtée qu'au moyen d'une exportation illégale et continue de numéraire, à ce point qu'à Gravelines et Dunkerque seulement les *smogleurs* apportaient par mois plusieurs millions de guinées en or : telle était, avon-nous dit, la situation commerciale de l'Angleterre depuis quelques années. Des dépenses publiques qui commençaient à être de cent millions sterling par an (2 milliards 500 millions de francs) contre 90 millions sterling de ressources, dans lesquelles figurait un emprunt annuel de 20 millions sterling, constituaient la situation financière. La disette qui nous avait tourmentés cette année, n'avait pas moins sévi en Angleterre, et des bandes d'ouvriers brisant les métiers, égorgeant quelquefois les manufacturiers, demandant du pain avec des cris qui auraient fait trembler un gouvernement moins habitué aux clameurs d'un peuple libre, mais qui devaient émouvoir tout gouvernement sage et humain, ajoutaient le dernier trait à cette détresse, causée par une longue guerre au sein de la plus prodigieuse richesse qui eût encore paru sur notre globe.

Il est vrai que cent vaisseaux de guerre, deux cents frégates, portant sur toutes les mers un pavillon victorieux, qu'une armée de terre peu nombreuse, mais vaillante et sagement conduite, et enfin un cabinet qui seul en Europe n'avait pas subi les volontés despotiques de Napoléon, dédommageaient la glorieuse Angleterre de ses souffrances. Mais tous les gens sages reconnaissaient que cette situation cachait de grands périls, que si le génie redoutable auquel on avait affaire mettait quelque prudence et quelque suite dans ses desseins, il pouvait en continuant son blocus continental ou en ou deux encore, réduire le commerce et les finances de l'Angleterre aux dernières extrémités, et terminer même l'interminable guerre d'Espagne, en jetant à la mer lord Wellington et sa brave armée. Cent mille des six cent mille hommes perdus en Russie, et la personne de Napoléon, auraient dans la Péninsule rendu ce résultat infaillible. Voilà ce que tout le monde sentait confusément, et ce que chacun exprimait avec le langage qui lui était propre. Les opposants du parlement britannique le disaient en langage de parti; le peuple le vociférait dans les rues de Londres à la façon de la populace; des ministres éclairés le disaient eux-mêmes dans le sein du cabinet anglais, et le marquis de Wellesley, frère du célèbre lord Wellington, personnage aussi clairvoyant qu'éloquent, partageant cet avis, était sorti du ministère par antipathie pour le caractère de M. Perceval et pour sa politique inflexible. Mais il y a une ornière de la guerre, ornière aussi profonde que celle de la paix quand on s'y est traîné longtemps, et dont alors on ne savait pas plus

sortir en Angleterre qu'en France. On y était, on y restait, bien qu'on eût songé plus d'une fois à s'en tirer. Le résultat, il est vrai, devait donner raison à ceux qui s'obstinaient à rester dans cette ornière, mais avec un peu de sagesse de la part de Napoléon, il en eût été tout autrement.

Un sentiment honorable, mêlé à un sentiment intéressé, y retenait, il faut le reconnaître, le gros de la nation, c'était la sympathie qu'on avait conçue pour les insurgés espagnols, et le désir aussi d'empêcher Napoléon d'établir son influence dans la Péninsule. Si Napoléon avait fait un sacrifice à cet égard, ou bien si par une victoire décisive il eût dégagé l'honneur de l'Angleterre envers les Espagnols; la paix eût été immédiatement acceptée, avec de prodigieux agrandissements pour la France. Deux hommes seulement manifestaient en Angleterre une résolution inébranlable, c'étaient M. Percival et lord Wellington. Le premier, avocat habile, cœur honnête, mais esprit étroit et indomptable, désagréable même à ses collègues par son entêtement, et devenu par ce défaut, ou cette qualité, le véritable chef du cabinet, ne voulait pas céder, uniquement par opiniâtreté de caractère. Lord Wellington, par l'intérêt de sa gloire qui grandissait tous les jours dans la Péninsule, et par une sagacité profonde qui lui faisait démêler dans la conduite des affaires d'Espagne un commencement de déraison, signe ordinaire de la fin des dominations exorbitantes; lord Wellington voulait persévérer, et disait que sans être assuré de se maintenir toujours dans la Péninsule, il croyait entrevoir cependant que le vaste empire de Napoléon approchait de sa ruine. Le prince régent, arrivé depuis une année au gouvernement de l'État, hésitait entre les chefs de l'opposition, ses anciens amis, et les ministres, anciens dépositaires de la confiance de son père. Peu à peu il s'était habitué à ceux-ci, et s'était refroidi pour ceux-là; mais il sentait le danger de s'obstiner dans le système d'une guerre sans terme, et le danger aussi de remettre soudainement le pouvoir aux mains d'hommes qui n'avaient jamais dirigé cette guerre, qui la condamnaient même, dans un moment où pour la bien finir il fallait peut-être savoir y persévérer quelque temps encore. Au milieu de ces perplexités, il avait essayé au commencement de 1812, comme nous l'avons dit ailleurs, de ménager entre les ministres et les lords Grey et Grenville un rapprochement qu'il désirait beaucoup, et qu'il n'était point parvenu à opérer. Tout à coup un événement imprévu, qui dans toute autre situation aurait certainement amené un changement de pouvoir en Angleterre, avait fait disparaître de la scène le principal ministre, par un crime étrange, auquel on ne put découvrir d'autre cause que la folie d'un individu. Le nommé Bellingham, espèce de maniaque qui croyait avoir rendu en Russie des services à son pays, qui ne cessait d'en réclamer le prix tantôt auprès de l'ambassadeur, lord Gower, tantôt auprès des mem-

bres du cabinet, et qui tous les jours assiégeaient les avenues du parlement pour intéresser à sa cause des protecteurs puissants, résolut de tuer l'un des personnages qu'il avait sollicités en vain. Celui qu'il aurait voulu immoler à sa vengeance était lord Gower. Il rencontra M. Perceval, et le tua d'un coup de pistolet. Il se constitua lui-même prisonnier, s'avoua coupable, et mourut avec la tranquillité d'un insensé. On avait cru d'abord à un crime politique; on se convainquit bientôt du contraire; néanmoins quelque chose de politique apparut dans ce crime, ce furent les cris féroces d'une populace exaspérée par la souffrance, et donnant des témoignages d'intérêt au misérable qui avait frappé un homme illustre, justiciable de l'histoire, mais non du poignard des assassins.

Si un pareil événement avait eu lieu avant qu'on pût prévoir la guerre de Russie, probablement il eût amené un changement de système. Mais M. Perceval avait été frappé le 11 mai, au moment même où Napoléon marchait vers le Niémen, et cette guerre qui ouvrait des perspectives toutes nouvelles à la vieille politique de M. Pitt, ne permettait pas qu'on changeât de direction. En confiant les affaires extérieures à lord Castlereagh, le prince régent avait manifesté sa résolution de persévérer dans la politique de MM. Pitt et Perceval.

C'était une première chance heureuse que l'expédition de Russie eût-elle eu lieu. Il allait voir s'en évanouir une autre non moins regrettable, c'était celle qui aurait pu naître de la guerre imminente entre l'Angleterre et l'Amérique.

Cette guerre, toujours possible, toujours probable depuis plus d'un an, venait enfin d'être déclarée.

Si Napoléon pour soumettre aux rigueurs du blocus continental les puissances du continent, était condamné à les froisser cruellement, l'Angleterre pour exercer son despotisme sur les mers, était condamnée aussi à froisser non moins cruellement les puissances maritimes. Pour obliger en effet toutes les nations commerçantes à venir toucher à Londres ou à Malte, y recevoir permission de naviguer, y payer tribut, s'y charger de marchandises anglaises; pour les obliger à reconnaître comme bloqués des ports qui ne l'avaient jamais été, même par des forces illusoire, il fallait exercer une tyrannie insupportable sur mer, et tout aussi odieuse que celle de Napoléon sur terre. Si Napoléon sous prétexte de fermer au commerce britannique une portion de rivage, s'en emparait, témoin la Hollande, Oldenbourg, les villes anseatiques, l'Angleterre ne pouvant prendre possession de l'Océan, s'y arrogait des droits qui valaient bien les usurpations territoriales de Napoléon, et qui devaient tôt ou tard révolter les nations intéressées à la liberté des mers.

C'était là une des circonstances dont Napoléon aurait pu profiter, et qui lui aurait procuré des alliés, comme il en donnait à l'Angleterre par les

rigueurs du blocus continental, s'il avait su, en quoi que ce soit, attendre les bienfaits du temps.

La plupart des puissances maritimes de l'ancien monde, absorbées dans son immense empire, avaient disparu. Mais au delà de l'Atlantique il en restait une inaccessible aux armées européennes, grandissant en silence, acquérant chaque jour des forces qu'on soupçonnait, sans les connaître, c'était l'Amérique, véritable Hercule au berceau, qui devait étonner l'univers dès qu'il ferait un premier essai de sa vigueur naturelle. On se rappelle l'attitude qu'avaient prise à son égard l'Angleterre et la France, à propos du droit maritime, soutenu par l'une, contesté par l'autre, et il semblait que toutes deux fissent assaut de fautes sur ce théâtre où elles auraient eu tant d'intérêt à se bien conduire. Mais le cabinet britannique ayant même surpassé les fautes de Napoléon, la balance allait enfin verser en faveur de ce dernier, et la guerre s'était détournée de la France pour assaillir l'Angleterre, conjoncture bien heureuse, si quelque chose avait pu être heureux encore, lorsque toutes nos ressources venaient de s'engloutir dans l'abîme du Nord.

On a vu plus haut comment l'Amérique révoltée par les *ordres du conseil*, qui exigeaient qu'on touchât à Londres ou à Malte pour obtenir la permission de naviguer, et qui frappaient d'interdit de vastes étendues de rivages sans l'excuse du blocus réel, avait été presque aussitôt froissée par les décrets de Berlin et de Milan, qui déclaraient dénationalisé tout bâtiment ayant déferé aux prescriptions du conseil britannique, et comment indignée également de ces deux tyrannies, dont l'une pourtant était la suite inévitable de l'autre, elle avait répondu d'une manière égale à toutes deux, en leur opposant l'acte de *non-intercourse*. On se souvient que cet acte défendait aux navigateurs américains de fréquenter les mers d'Europe, mais que beaucoup de ces navigateurs, enfreignant les règlements de leur pays, avaient, par l'appât d'un gros bénéfice, subi les lois, le pavillon, la souveraineté de l'Angleterre, et fourni cette race de faux neutres, dont Napoléon avait fait de si larges captures, et dont il avait voulu obliger tous les États, même la Russie, à faire leur butin. On se souvient encore qu'après moins de deux années de ce régime, l'Amérique dégoûtée de se punir elle-même pour punir les autres, avait enfin changé de système, et déclaré qu'elle était prête à rentrer en relations commerciales avec celle des deux puissances belligérantes qui renoncerait à toute prétention tyrannique sur les mers.

Napoléon avait habilement saisi cette circonstance, et déclaré qu'à partir du 1^{er} novembre 1810 les décrets de Berlin et de Milan seraient levés pour l'Amérique, si celle-ci obtenait par rapport à elle-même la révocation des *ordres du conseil*, ou si ne le pouvant pas, elle faisait respecter ses droits. C'était une déclaration conditionnelle, incomplète dans

sa forme, car Napoléon n'avait pas encore émis de décret, incomplète dans ses effets, car il ne restituait pas immédiatement aux Américains tous les droits de la neutralité, mais très-sincère, et qu'il était résolu à faire suivre d'effets sérieux, à condition que les Américains se conduiraient convenablement envers nous et envers eux-mêmes; c'est-à-dire qu'ils exigeraient la révocation des *ordres du conseil*, ou déclareraient la guerre à l'Angleterre. Napoléon, avec des ménagements qu'il n'avait pas toujours pour la dignité d'autrui, s'était abstenu de prononcer le mot de guerre à l'Angleterre, pour ne pas dicter trop ouvertement à l'Amérique la conduite qu'elle avait à tenir, et il s'était renfermé dans la formule plus générale, mais suffisamment significative, que nous venons de rapporter, formule qui n'imposait à l'Amérique d'autre obligation que celle de faire respecter ses droits.

L'Amérique s'empressant d'accueillir cette ouverture, avait déclaré, par un acte du 2 mars 1811, tous les rapports maritimes rétablis avec la France, et l'acte de *non-intercourse* maintenu envers l'Angleterre, jusqu'à ce que celle-ci révoquât ses *ordres du conseil*. A cette nouvelle le cabinet britannique, s'obstinant par amour-propre bien plus que par intérêt, dans ses *ordres du conseil*, les avait modifiés dans quelques-unes de leurs dispositions, sans les abroger en principe. Ainsi il avait cessé d'imposer aux bâtimens de commerce la relâche à Londres ou à Malte; il avait restreint aussi son système de blocus, et s'était borné à déclarer bloquées les côtes de l'Empire français, depuis l'Elbe jusqu'à Saint-Sébastien dans l'Océan, depuis Port-Vendre jusqu'à Cattaro dans la Méditerranée et l'Adriatique; et quant à la prétention de confisquer la propriété ennemie sur les bâtimens neutres, il l'avait maintenue sans restriction. C'était retenir à peu près tout entière la tyrannie maritime que l'Angleterre s'était arrogée, car si l'obligation d'aller à Londres cessait, si le blocus sur le papier était un peu moins étendu, en réalité la prétention de visiter les neutres autrement que pour constater la sincérité du pavillon; et de rechercher à leur bord la propriété ennemie, la prétention de leur interdire tel ou tel port qui n'était pas bloqué effectivement, constituaient justement toutes les usurpations dont ils s'étaient plaints, et qui avaient amené en représaille les décrets de Berlin et de Milan. Si en droit les violations de principes étaient tout aussi flagrantes, en fait elles étaient tout aussi incommodes, car la visite exercée contre le pavillon neutre servait non-seulement à saisir chez les Américains les soieries, les vins, tout ce qui faisait l'objet de leur commerce avec la France, sous prétexte que c'était propriété ennemie, mais donnait occasion à une vexation insupportable, la *presse des matelots*. Les Anglais en effet prétendaient avoir le droit de poursuivre les matelots anglais déserteurs de leur patrie, en quel-que lieu qu'ils les trouvaient. En conséquence, après avoir recherché sur

les bâtimens américains (ont ce qui pouvait paraître marchandise française, ils enlevaient encore les matelots américains, sous prétexte que, parlant anglais ils étaient Anglais. Cette dernière vexation était devenue intolérable. Tout bâtiment portant une marchandise française en était dépouillé; tout matelot parlant anglais était arrêté comme déserteur, et plusieurs frégates anglaises exerçaient ce droit sur les rivages mêmes d'Amérique, à la vue des populations indignées. Sans doute il pouvait y avoir en Amérique quelques matelots anglais déserteurs, car dans tous les pays qui sont en état de guerre, il arrive qu'un certain nombre de matelots émigrent pour ne pas être arrachés au commerce, toujours plus lucratif pour eux que la guerre. Mais heureusement pour l'honneur des nations, c'est le moindre nombre qui agit de la sorte. Or, on évaluait à plus de six mille les matelots dont la capture était légalement constatée, ce qui donnait lieu de croire qu'on en avait enlevé le double au moins sur les bâtimens américains, en supposant qu'ils étaient Anglais. Si donc au droit de visite ainsi exercé, on ajoute le blocus de l'Empire français, qui comprenait alors la meilleure partie de l'Europe civilisée, on conviendra que le commerce de l'Europe restait impossible aux Américains, et que les dispenser de venir prendre à Londres ou à Malte la permission de naviguer, que restreindre quelque peu en leur faveur le blocus général, c'était laisser subsister la tyrannie des mers tout entière. Autant valait pour un Américain subir une relâche à Londres, car au moyen de cette relâche il obtenait une licence avec laquelle il avait ensuite la faculté d'aller où il voulait, et de faire au moins le commerce britannique à défaut d'autre.

Les Américains connaissaient trop le droit maritime et leurs propres intérêts pour ne pas relever à l'instant ces intolérables prétentions, et montrer tout ce qu'avaient d'illusoire les prétendues modifications apportées aux *ordres du conseil*. La *presse* de leurs matelots surtout, obstinément continuée à l'embonchure de la Chesapeake et de la Delaware, par des frégates anglaises dont on entendait le canon, était, chaque fois qu'elle s'exerçait, l'occasion d'un cri unanime, et le sujet des plus véhémentes réclamations. Toute l'année 1811, employée par Napoléon à faire une guerre négligée dans la Péninsule, et à préparer une guerre fatale en Russie, avait été pour les Anglais et les Américains remplie de cette contestation, parvenue bientôt au dernier degré de violence. Lord Castlereagh soutenait avec une arrogance incroyable, et une obstination sophistique peu digne de l'Angleterre, que les modifications apportées aux *ordres du conseil* étaient considérables, plus considérables que celles que Napoléon avait apportées aux décrets de Berlin et de Milan; qu'en réalité ces décrets n'avaient pas été révoqués, que l'Amérique ne pouvait pas fournir la preuve de cette révocation, que tous les jours on avait la dé-

monstration du contraire dans l'arrestation de nombreux bâtimens américains par la marine française; qu'enfin en demandant pour le pavillon neutre la liberté de transporter ce qu'il voudrait, sauf la contrebande de guerre, on demandait tout simplement la libre circulation des produits français dans le monde entier, vins, soieries, etc., et qu'en retour les Américains n'avaient pas obtenu la libre circulation des produits anglais. Quant à la *presse* des matelots, lord Castlereagh se montrait inflexible, et ne voulait à aucun prix renoncer à l'exercer, disant qu'en fait d'hommes de mer, lesquels constituaient la plus précieuse des propriétés britanniques, l'Angleterre prenait son bien partout où elle le trouvait.

Les Américains répondaient avec raison que les modifications apportées aux *ordres du conseil* étaient nulles, lorsqu'on se réservait la faculté de rechercher la propriété ennemie sous le pavillon neutre, et lorsqu'on maintenait en outre le blocus fictif; que la révocation des décrets de Berlin et de Milan était un acte qui les concernait exclusivement; de la sincérité duquel ils étaient seuls juges, puisqu'il s'appliquait à leur commerce et non à celui d'autrui; que d'ailleurs ils avaient dans les mains la déclaration officielle du ministère français, prête à être convertie en décret dès que la condition exigée par la France serait remplie par l'Amérique; qu'à la vérité quelques procédés arbitraires, résultant d'une situation indéterminée, résultant surtout des violences britanniques, étaient encore à déplorer de la part de la France, que c'était à l'Amérique à les faire cesser, et qu'elle y pourvoirait; qu'en tout cas la révocation des décrets de Napoléon la regardait, qu'elle y croyait, que cela suffisait pour qu'elle pût demander un acte semblable à l'Angleterre; que relativement au reproche de n'avoir pas obtenu de la France la libre circulation des marchandises anglaises, ce reproche était puéril, et indigne de toute controverse sérieuse; qu'en effet l'Amérique en réclamant la liberté pour le neutre de charger à son bord ce qu'il voulait, ne demandait pas à introduire en Angleterre par exemple des vins ou des soieries de France, ce qui eût été une prétention impertinente, mais à porter par toutes les mers des soieries et des vins aux peuples auxquels il conviendrait de recevoir ces objets; que c'était là le droit incontestable de toute nation neutre, car elle ne devait pas souffrir de la guerre, n'y prenant aucune part; que ce droit elle le réclamait, et allait l'obtenir de la France par la révocation des décrets de Berlin et de Milan; qu'elle pourrait dès lors à la face du pavillon français porter sur ses bâtimens, et sur toutes les mers, des colonnades anglaises par exemple, les offrir à tous les pays qui en désiraient, utins qu'elle ne pouvait exiger de ces pays, et de la France notamment, qu'ils les reçussent, car la liberté du pavillon n'était pas la liberté du commerce; elle était la faculté de porter ce qu'on voulait à qui voulait le recevoir, mais non la faculté d'introduire chez autrui ce qu'il ne lui con-

venait pas d'admettre sur son territoire; que se plaindre de ce que la diplomatie américaine n'avait pas obtenu davantage, de ce qu'elle n'avait pas exigé de la France la libre introduction des produits anglais; était déraisonnable jusqu'à la puérilité, et que ce n'était pas traiter sérieusement que de prétendre en faire un grief.

Quant à la *presse* des matelots, les Américains ajoutaient que si la désertion était un délit que les Anglais avaient incontestablement le droit de poursuivre et de punir sur leur territoire, ils ne pouvaient pas le poursuivre sur le territoire d'autrui; que sur les mers, qui sont à tous et à personne, un bâtiment couvert de son pavillon national était territoire national, que c'était là un principe reconnu par tous les peuples; que, dès lors, rechercher un matelot, Anglais ou non, sur un bâtiment américain était un fait aussi révoltant que le serait celui d'un constable anglais voulant saisir à Washington même un coupable anglais, et lui faire subir ou une loi anglaise ou un jugement anglais; que c'était là purement et simplement une violation de territoire: qu'enfin tous les droits d'un gouvernement poursuivant un coupable de sa nation sur le sol étranger, se réduisaient à réclamer l'extradition, ce qui ne pouvait s'obtenir qu'en vertu de stipulations spéciales et réciproques, appelées traités d'extradition.

Ces principes étaient tellement clairs que lord Castlereagh et ses légistes furent réduits au silence, et que dès l'année 1811 la guerre eût été déclarée à l'Angleterre par les États-Unis, circonstance alors des plus heureuses pour nous, si des rigueurs moins graves sans doute, mais fâcheuses encore, exercées par la France, n'avaient fourni aux partisans de l'influence britannique en Amérique et aux amis exagérés de la paix des arguments spécieux contre la guerre.

Napoléon n'avait pas voulu révoquer immédiatement ses décrets, et s'était borné à une simple promesse formelle de les révoquer, dès que l'Amérique aurait fait quelque chose de significatif contre l'Angleterre. L'acte américain du 2 mars 1811, qui rétablissait les rapports commerciaux avec la France, et les laissait suspendus avec l'Angleterre, ayant été connu en Europe, Napoléon y répondit par un acte du 28 avril 1811 qui révoquait les décrets de Berlin et de Milan par rapport à l'Amérique. Cet acte officiel causa une vive sensation aux États-Unis, et fit tomber la principale des assertions anglaises, au point de ne pas permettre de la reproduire. Malheureusement Napoléon détruisit en partie ce bon effet, en maintenant encore certaines exceptions au droit pur des neutres, et en imposant au commerce américain certaines gênes singulièrement incommodes.

D'abord il ne voulut pas restituer les fameuses cargaisons américaines capturées en Hollande, parce qu'elles avaient une grande valeur, et

qu'elles appartenaient, d'ailleurs à cette classe d'Américains qui s'étaient faits les complaisants du commerce britannique, et pour lesquels il avait plus d'aversion que pour les Anglais eux-mêmes. Il donnait à l'appui de cette rigueur deux bonnes raisons, premièrement que les propriétaires de ces cargaisons se trouvant en Europe contrairement à l'acte de *non-intercourse*, y étaient en violation des lois de leur pays, et devaient dès lors être considérés comme dénationalisés; secondement, qu'à la même époque on avait arrêté en Amérique des bâtiments français, pour violation de l'acte de *non-intercourse*, et que l'arrestation des Français autorisait naturellement celle des Américains. A la vérité, les Français saisis étaient au nombre de trois ou quatre, et les Américains au nombre de plusieurs centaines. Mais en fait d'honneur, disait Napoléon, on ne comptait pas, et mille Américains capturés ne compensaient pas à ses yeux un seul Français maltraité dans les ports de l'Union. Toutefois il avait consenti à restituer les quelques Américains saisis depuis la déclaration du 1^{er} novembre 1810, c'est-à-dire depuis l'offre faite à l'Amérique de révoquer les décrets de Berlin et de Milan; si elle acceptait les conditions mises à cette révocation.

Quant au droit des neutres, Napoléon, en le rétablissant au profit des Américains, avait laissé subsister diverses exceptions. Il renonçait complètement à la faculté de rechercher la propriété ennemie sous le pavillon neutre, et admettait que le pavillon couvrant la marchandise, le neutre pouvait porter ce qu'il voulait en tous lieux. Il renonçait à rechercher si un bâtiment américain avait touché à Londres ou à Malte; il renonçait également à tous les blocus fictifs, mais il prétendait encore saisir un Américain qui serait trouvé sous convoi anglais, comme devenu ennemi par cette association; il prétendait en outre, les Anglais persistant à bloquer les rivages de France, interdire à tout bâtiment l'accès des rivages d'Angleterre, ne s'adressant pas en cela, disait-il, aux Américains, mais aux rivages d'Angleterre, en représaille de ce qui se faisait contre les rivages de France. Enfin, ayant des armées devant Lisbonne et Cadix, il soutenait que porter des farines à Lisbonne et à Cadix c'était violer un blocus réel, et il avait prescrit de l'empêcher. Ces restrictions au droit pur des neutres étaient fort soutenables, mais leur utilité réelle ne valait pas le mauvais effet qu'elles devaient produire en Amérique.

Quant au commerce, Napoléon, toujours soigneux en admettant en France les Américains de n'y introduire ni des bâtiments anglais ni des produits anglais, avait imaginé des précautions extrêmement minutieuses. D'abord il n'avait permis que deux points de départ, New-York et la Nouvelle-Orléans, et trois points d'arrivée, Bordeaux, Nantes et le Havre. Il avait exigé que chaque cargaison fût, avant le départ d'Amérique, vérifiée et inventoriée par ses consuls, pour qu'il n'y eût pas en route substitution

de valeur et de qualité. En outre il avait désigné les matières qu'on pourrait importer en France, en avait exclu le sucre et le café, qui sont d'origine toujours douteuse; et avait voulu qu'en retour des marchandises introduites, les Américains fussent tenus d'exporter un tiers de la valeur de ces marchandises en vins, et deux tiers en soieries. Enfin il avait soumis les objets importés d'Amérique au fameux tarif du 5 août 1810, lequel consistait à substituer un droit de 50 pour cent à la prohibition absolue prononcée contre tous les produits exotiques.

Lorsque les Américains admis dans nos ports y trouvèrent ces gênes, relativement aux points de départ et d'arrivée, relativement à la nature des marchandises qu'ils pouvaient introduire, à la nature et à la proportion de celles qu'ils étaient tenus d'exporter, ils se plaignirent vivement d'un commerce chargé de pareilles entraves, et malheureusement leurs plaintes portées aux États-Unis devaient y produire un retentissement fâcheux. Napoléon, en effet, se privait pour un bien petit avantage d'un résultat politique fort important, celui d'une déclaration de guerre de l'Amérique à l'Angleterre. Tout en ayant raison de ne pas vouloir laisser s'infiltrer les produits anglais en France par le moyen des neutres, il était bien certain qu'une fois la guerre déclarée les Américains ne puiseraient guère la matière de leurs importations dans les entrepôts britanniques. De plus, en exigeant des constatations bien faites par des consuls d'une probité rigoureuse, il aurait pu se dispenser de restreindre à deux ports en Amérique, à trois ports en France, les points de départ et d'arrivée, car c'était rendre aux Anglais le blocus de nos rivages trop facile, qui de réduire à trois le nombre des points à bloquer. Quant aux marchandises, la plupart, comme les bois, les tabacs, les farines, étaient tellement propres aux États-Unis, les autres, comme les cotons, avaient des signes tellement certains de leur origine, qu'il n'y avait pas à craindre la substitution pendant la traversée du produit anglais au produit américain. Quant aux sucres et cafés, comme il en fallait absolument une certaine quantité en France, et que Napoléon permettait même d'aller les chercher en Angleterre au moyen des licences, il eût été bien plus simple de les recevoir des Américains, dussent ces derniers les prendre dans les colonies anglaises. Enfin, quant à l'obligation d'acheter une certaine proportion de vins et de soieries de France, il fallait ne pas tant s'occuper de Bordeaux et de Lyon, car c'était leur nuire par trop de sollicitude, et il suffisait de s'en fier aux Américains du soin de choisir ceux de nos produits qu'ils pourraient exporter avec le plus d'avantage.

Le premier intérêt, celui qui l'emportait sur tous les autres, même par rapport au blocus continental, c'était d'amener la guerre entre l'Amérique et l'Angleterre. Dût-il en résulter quelque fraude, il fallait à tout prix amener cette guerre, car à l'instant les Anglais perdaient leur commerce

avec l'Amérique, qui était encore de deux cents millions, et rien ne pouvait les dédommager d'une telle perte. De plus, la suppression du pavillon américain comme intermédiaire, était pour eux un dommage d'un autre genre, qui valait tous les sacrifices momentanés qu'on s'imposerait en faveur de l'Amérique. Lorsque par exemple nous obligeions les Suédois, les Danois, les Prussiens à déclarer la guerre aux Anglais, ils cédaient à la violence, et ne se livraient qu'à de feintes hostilités. Mais une fois le premier coup de canon tiré entre l'Amérique et l'Angleterre, une haine nationale ardente devait s'allumer entre elles, le pavillon américain devait cesser d'être le complaisant de la marine britannique, et se figure-t-on ce que serait devenu pour l'Angleterre le blocus continental, si les Américains ne s'étaient plus offerts pour déjouer ce blocus, en prêtant aux Anglais leur prétendu pavillon neutre ?

En vue d'obtenir un tel résultat, aucun sacrifice ne devait nous coûter, et il était évident que pour l'obtenir il fallait d'abord faire cesser toute plainte fondée des Américains contre nous, afin que leur irritation fût exclusivement tournée contre l'Angleterre, et ensuite leur faire espérer, en dédommagement du commerce qu'ils allaient perdre avec l'Angleterre, un large commerce avec la France. Malheureusement, par défiance, par orgueil, par entêtement, Napoléon se défendait contre les concessions qu'on lui demandait, ne les accordait qu'une à une, et souvent même en détruisait l'effet par des rigueurs intempestives. Aussi lorsque dans le congrès américain les partisans de la guerre citaient les vaisseaux arrêtés par les Anglais, ou ceux à bord desquels on avait exercé la *presse*, les partisans de la paix citaient en réponse les vaisseaux américains arrêtés par la marine française aux bouches de la Tamise ou du Tage; et lorsqu'on voulait faire luth à leurs yeux le vaste commerce de l'Empire français en compensation du commerce britannique, ils citaient les deux ports d'où l'on pouvait partir d'Amérique, les trois ports où l'on pouvait aborder en France, et les gênes, les tarifs excessifs qu'on était exposé à y rencontrer.

L'état des esprits aux États-Unis, la division des partis dans cette contrée libre, compliquaient encore cette situation. Alors, comme plus anciennement, et comme plus tard, l'Amérique du Nord était divisée en fédéralistes et en démocrates.

Les premiers, bien qu'ayant autrefois voulu la guerre contre l'Angleterre pour l'affranchissement du sol américain, étaient revenus, cet affranchissement obtenu, à une sorte de prédilection pour l'ancienne mère patrie, et désiraient le commerce avec elle, l'alliance avec sa politique, n'étant ni honteux ni fâchés d'une ingratitude à l'égard de la France. Leurs intérêts et leurs opinions étaient la double cause de ces penchants. Établis presque tous sur les côtes nord-est de l'Amérique, à Philadelphie,

à New-York, à Boston, ils étaient d'anciens négociants anglais, intermédiaires naturels du commerce avec l'Angleterre, et voulaient que l'Amérique consommât surtout les produits britanniques dont ils étaient les importateurs et les trafiquants. Ne produisant ni coton, ni sucre, ni tabac, ni grains, ni bois, comme les colons de l'intérieur, ils se souciaient peu de trouver des débouchés à ces produits, et ne s'inquiétaient que du commerce anglais dont ils étaient les agents. Tels étaient leurs intérêts; quant à leurs opinions, elles s'expliquaient tout aussi simplement. Négociants riches, ayant les mœurs, les goûts, les idées du grand commerce anglais dont ils étaient issus, ils avaient les opinions réservées, sévères d'une aristocratie commerciale, aimaient la politique sage, mesurée, conservatrice de Washington, inclinaient fort à celle de M. Pitt, et ressemblaient singulièrement à cette puissante cité de Londres, qui avait toujours formé la clientèle de l'illustre ministre anglais. Quant à ce qui regardait spécialement l'Amérique, ils désiraient un ordre de choses régulier, soutenaient volontiers le gouvernement fédéral, et désiraient se maintenir en paix avec toutes les puissances. La France de Louis XVI leur convenait à peine, celle de la Convention pas du tout, et celle de Napoléon fort peu. Ils déploreaient les rigueurs de l'Angleterre envers leur commerce, mais ils aimaient mieux les souffrir que de se mettre en guerre avec elle, et surtout n'avaient aucune confiance dans le gouvernement de Napoléon, qu'ils trouvaient à la fois révolutionnaire, despotique, ambitieux, et perturbateur au plus haut point.

Les démocrates ou républicains, comme on les appelait à cette époque voisine encore de la proclamation de la république, étaient par leurs intérêts et leurs opinions exactement le contraire des fédéralistes. Colons de l'intérieur pour la plupart, répandus dans la Virginie, la Caroline, l'Ohio, le Kentucky, territoires riches en cotons, en tabacs, en sucres, en céréales, en bois de toute espèce, ils avaient intérêt à commercer avec la France, qui avait grand besoin des produits de leur agriculture. Ayant les goûts de nos colons des Antilles plutôt que ceux des négociants anglais, ils préféraient nos produits à ceux de l'Angleterre, et enfin avec les mœurs des planteurs ils en avaient les opinions, et étaient portés aux idées immodérément libérales. Ardents autrefois à provoquer la révolte contre l'Angleterre, ardents à désirer, à poursuivre l'indépendance de l'Amérique, ils avaient, à la différence des fédéralistes, continué à haïr l'Angleterre même après en avoir triomphé, et voulaient achever l'œuvre de leur indépendance en s'affranchissant du commerce, des usages, de l'alliance de l'ancienne métropole. Naturellement ils portaient à la France la bienveillance qu'ils refusaient à la Grande-Bretagne, lui conservaient une vive reconnaissance des services qu'ils en avaient reçus, lui pardonnaient aisément ses excès révolutionnaires, dont ils avaient été moins révoltés que les fédé-

ralistes, et, quoiqu'elle fût tombée sous un despotisme passager, voyaient toujours en elle la nation active, entreprenante, destinée en tout temps à précipiter les mouvements de l'esprit humain. Irrités au plus haut point des outrages faits à leur pavillon, ils étaient impatients de les venger; ambitieux, ils tenaient à conquérir le Canada, poussaient par ces motifs à la guerre avec l'Angleterre, et formaient des vœux pour que la France, en ouvrant largement ses ports à leur commerce, reçût leurs produits agricoles du sud et de l'ouest, et fournît ainsi des arguments à leur polémique véhémement et passionnée.

Dès que des nouvelles arrivées d'Europe apportaient la connaissance de quelques excès commis par les Anglais, les démocrates triomphaient, et lorsqu'au contraire on apprenait que les Français avaient arrêté encore quelque bâtiment américain, les fédéralistes disaient qu'à être justes il faudrait déclarer la guerre aux deux puissances, et que ne pouvant sans folie la faire à toutes deux, il fallait ne la faire à aucune. Les démocrates répondaient qu'il n'y avait que des gens sans honneur, sans patriotisme, qui pussent souffrir la *presse* de leurs matelots, la violation de leur pavillon, qu'anciens colons de l'Angleterre les fédéralistes voulaient le redoubler; et les fédéralistes ainsi injuriés répondaient aux démocrates qu'ils étaient des broillons asservis à l'influence française.

Le chef du pouvoir exécutif en ce moment était M. Maddisson, ami et disciple de Jefferson, démocrate modéré, instruit, clairvoyant, rompu aux affaires, et trouvant dans ses lumières personnelles un correctif aux opinions trop vives de son parti. Convaincu de bonne foi que l'Amérique avait bien plus d'intérêt à s'allier avec la France qu'avec l'Angleterre, quo, tout en voulant rester en paix, afin de recueillir les immenses profits de la neutralité; il fallait au moins faire respecter les droits de cette neutralité, il regardait une guerre avec l'Angleterre comme tôt ou tard inévitable; mais il voulait y être forcé par l'opinion, y être secondé par la France, et recevoir de celle-ci en avantages commerciaux le prix du courage qu'on mettrait à défendre la cause du droit maritime. Sage, mais aimant le pouvoir, il avait une ambition, la seule jusqu'ici connue chez les présidents de l'Union, celle d'obtenir une seconde élection, d'étendre ainsi de quatre à huit années la durée de leur présidence, ce qui avait déjà été la récompense et la gloire de Washington et de Jefferson, le terme de leurs modestes et patriotiques desirs. Mais s'il avait devant les yeux l'exemple de ces deux hommes illustres, il avait aussi celui de M. John Adams, qui, ayant voulu en 1798 provoquer une guerre avec la France, avait manqué sa réélection, et vu terminer sa gestion après quatre années. Aussi apportait-il de grands ménagements dans sa conduite, et il avait pris pour ministre des affaires étrangères M. Monroe, démocrate de sa nuance, habitué autant que lui aux affaires, tour à tour

négociateur en Angleterre et en France, voulant être un jour le continuateur de M. Maddisson, comme M. Maddisson lui-même l'était de Jefferson. Mais, pour appeler M. Monroe à ce poste, M. Maddisson avait écarté M. Smith, démocrate distingué et violent, appartenant à une famille puissante, et il avait à se garder non-seulement des fédéralistes, mais des démocrates extrêmes, mécontents de sa circonspection et de sa lenteur calculée.

Pour couper court à cette lutte des deux politiques qui divisaient l'Amérique, il eût suffi d'une dépêche de Paris apportant la complète et définitive reconnaissance du droit des neutres, et la concession de sérieux avantages commerciaux. Malheureusement on était à la fin de 1811; Napoléon était déjà tout occupé de ses projets contre la Russie, et sa tête ardente, quoique immensément vaste, ne portait pas deux projets à la fois. Passionné en 1810 pour le blocus continental, il eût trouvé dans une guerre de l'Amérique avec l'Angleterre l'occasion de mille combinaisons favorables à ses plans, et il n'eût rien négligé pour l'amener. A la fin de 1811, au contraire, plein de l'idée de terminer au nord de l'Europe toutes ses luttes d'un seul coup, il ne donnait à M. Barlow, ministre d'Amérique et ami du président Maddisson, qu'une attention distraite, et lui faisait quelquefois attendre une audience pendant des semaines entières. Outre cette disposition aux préoccupations exclusives, ordinaire aux âmes passionnées, Napoléon en avait une autre tout aussi prononcée, c'était une espèce d'avarice politique, consistant à vouloir tirer tout des autres en leur donnant le moins possible, disposition qui par crainte d'être dupe d'autrui expose quelquefois à l'être de soi-même, car ne rien accorder, ou n'accorder que très-peu, n'est souvent qu'un moyen de ne rien obtenir. Persévérant quoique avec moins de passion dans son système de blocus continental, craignant toujours s'il y changeait quelque chose, d'ouvrir des issues aux Anglais, craignant aussi d'être dupe des Américains, il voulait ne leur rien concéder tant qu'ils n'auraient pas déclaré la guerre à l'Angleterre. Il disait sans cesse à M. Barlow : Prononcez-vous, sortez de vos longues hésitations, et vous obtiendrez de moi tous les avantages que vous pouvez désirer. — En attendant, les frégates françaises détruisaient tout bâtiment américain portant des blés à Lisbonne ou à Cadix, et nos corsaires couraient sur ceux qui essayaient de pénétrer dans les bouches de la Tamise.

C'est ainsi que la guerre qui aurait pu être déclarée en 1811 ne le fut pas, et que toute cette année se passa en discussions violentes entre les partis qui divisaient l'Amérique. A chaque vaisseau arrivant d'Europe, on courait chez M. Sérurier, ministre de France, pour savoir s'il avait reçu quelques nouvelles satisfaisantes, et ce diplomate, que Napoléon, après les affaires de Hollande, avait envoyé à Washington pour y pousser les

Américains à la guerre, et qui s'y comportait avec zèle et mesure, répétait chaque fois la leçon qu'on lui envoyait toute faite de Paris, et disait sans cesse aux Américains, que lorsqu'ils auraient abandonné leur politique de tergiversation, ils recueilleraient le prix de leur dévouement à la cause du droit maritime. Le congrès américain fut ainsi ajourné à 1812 sans avoir pris un parti, et ce fut, il faut le répéter, un grand malheur, car cette guerre était de nature à donner au blocus continental une telle efficacité, et à causer aux Anglais une telle émotion, que la politique du cabinet britannique aurait pu en être tout à coup changée.

Cependant il était impossible que cette situation se prolongeât, et l'année 1812 devait finir tout autrement que l'année 1811. Si la France faisait attendre ses concessions commerciales, et saisissait encore de temps en temps quelques bâtiments américains, l'Angleterre persistait dans la négation absolue du droit des neutres, maintenait ses ordres du conseil dans toute leur rigueur, continuait sur les côtes de l'Union la visite des bâtiments américains et la *presse* des matelots. Le nombre connu et publié des matelots cotisés avait produit une indignation générale. Il passait, comme nous venons de le dire, le chiffre de six mille, ce qui supposait une quantité bien plus considérable de ces actes de violence, car on devait en ignorer au moins autant qu'on en connaissait. Une dernière circonstance mit le comble à l'exaspération publique, ce fut la déclaration faite par le cabinet britannique au moment où le prince régent reçut la plainte du pouvoir royal. Ce prince, ainsi qu'on l'a vu, appelé à la régence en 1811, avait été obligé de subir certaines restrictions à sa prérogative, restrictions de peu d'importance, mais qui paraissaient être une sorte d'ajournement de son installation définitive. Tout le monde en Angleterre comme en Europe avait semblé remettre à l'époque où il serait pleinement investi du pouvoir royal, la détermination de sa véritable politique. L'opposition en Angleterre n'avait pas désespéré de le voir revenir à ses anciens amis, et l'Union américaine différant sans cesse le moment d'une guerre redoutable, s'était flattée que peut-être il apporterait quelques tempéraments à cet absolutisme maritime, qui était un des caractères de la politique de M. Pitt et de ses continuateurs. Mais les restrictions mises à l'autorité du prince de Galles, ayant été levées au commencement de 1812, et aucun changement n'en étant résulté dans la politique britannique, il fallait bien désespérer, et l'Union prit enfin le parti de ne pas supporter plus longtemps les vexations de l'Angleterre, et de ne pas attendre plus longtemps non plus les faveurs tant promises de Napoléon. Singulier spectacle donné par deux grands gouvernements, l'un, celui de la France, ayant toutes les lumières du génie, l'autre, celui de l'Angleterre, toutes les lumières de la liberté, et tous deux aveuglés par les passions, entrant à l'égard de l'Amérique dans une vraie concurrence de fautes, car, il faut malheureu-

sement le reconnaître, les pays libres se passionnent et s'aveuglent comme les autres : seulement on peut dire que la liberté est encore de tous les remèdes contre l'aveuglement des passions, le plus sûr et le plus prompt.

Le gouvernement américain, mécontent de la France, mais indigné contre l'Angleterre, prépara une suite de mesures militaires qui indiquaient visiblement la résolution de faire la guerre, et il eut grand soin en ce moment de s'abstenir de toute relation avec la légation française, afin qu'on n'attribuât point ses déterminations à notre influence. Il proposa de porter l'armée permanente à 20 mille hommes, d'admettre les enrôlements volontaires jusqu'à 30 mille, de créer une flotte de 12 vaisseaux et de 17 frégates, et d'emprunter 11 millions de dollars (55 millions de francs). Ces mesures furent discutées avec ardeur et du point de vue propre à chaque parti. Les fédéralistes voulant accroître de plus en plus l'empire de l'autorité centrale, et se voyant contraints à la guerre, penchaient pour l'augmentation de l'armée permanente et de la marine, et repoussaient les enrôlements volontaires. Par contre les démocrates, se défiant instinctivement du pouvoir central, répugnaient à la création d'une armée permanente, et ne comprenaient qu'un genre de guerre, celui qui consisterait à jeter une nuée de volontaires sur le Canada pour soulever ce pays et l'attacher à la fédération américaine. Ces opinions qui peignaient si bien le génie des deux partis, finirent par un vote commun en faveur des projets soumis à la législature, un peu modifiés toutefois dans le sens des fédéralistes, car le sénat, où ceux-ci avaient le plus d'influence, fit porter de 20 mille hommes à 35 mille l'augmentation de l'armée permanente. A ces mesures s'en ajouta une dernière, ce fut l'*embargo*, consistant à interdire pendant deux mois la sortie des ports d'Amérique à tous les bâtiments américains, afin que les Anglais eussent peu de captures à opérer. Après ces deux mois la guerre elle-même devait être déclarée.

Pendant ce temps divers incidents fournirent encore à chaque parti des prétextes pour essayer de soutenir, l'un la paix, l'autre la guerre. Un intrigant ayant fait des révélations, desquelles on pouvait conclure que certains fédéralistes avaient eu des relations condamnables avec le gouvernement anglais du Canada, les fédéralistes, quoique accusés injustement, furent un moment atterrés. Bientôt cependant un autre incident vint ranimer leurs esprits abattus, tant il semblait que l'Amérique, avant de prendre sa résolution définitive, dût se débattre longtemps entre les fautes de la France et de l'Angleterre. On apprit que des frégates françaises, croisant dans les parages de Lisbonne, avaient coulé à fond plusieurs bâtiments américains portant des farines à l'armée anglaise. A cette nouvelle les fédéralistes se relevèrent, soutinrent que les décrets de Berlin et de Milan n'étaient pas rapportés, que le décret du 28 avril 1811 n'était qu'un mensonge, et demandèrent comment on osait proposer la guerre contre

l'Angleterre pour n'avoir pas révoqué les *ordres du conseil*, lorsque la France n'avait pas elle-même révoqué les décrets de Berlin et de Milan.

Il fallait cependant aboutir à une solution, car le gouvernement du président Maddisson pouvait craindre de voir sa considération compromise par ces continuelles tergiversations. Le public finit par comprendre qu'après tout il n'était pas bien étonnant que la France voulût empêcher les neutres d'approvisionner les armées ennemies, et, sans pénétrer dans les difficultés de la question de droit, se calma bientôt à l'égard de l'événement de Lisbonne. On lut des dépêches de M. Barlow, annonçant des dispositions excellentes de la part de la France, dispositions qui n'attendaient pour se manifester qu'une résolution énergique des États-Unis contre l'Angleterre. Enfin au milieu de juin, à l'époque même où Napoléon marchait du Niémen sur la Duina, la question solennelle d'une guerre à l'Angleterre fut posée au congrès américain. La discussion fut violente et prolongée. Quelques fédéralistes exaltés s'efforcèrent que puisqu'on voulait faire respecter son pavillon et jouer l'héroïsme, il fallait ne pas le jouer à demi, et déclarer la guerre aux deux puissances. La proposition était ridicule, car à la veille de combattre pour le droit maritime, il eût été étrange de déclarer la guerre à celle des deux puissances qui, tout en violant quelquefois ce droit, soutenait pour son triomphe une lutte acharnée. La proposition était de plus souverainement imprudente, car dans quels ports les corsaires américains auraient-ils trouvé un refuge et un marché, si on leur avait fermé jusqu'aux rivages de France? On ne tint compte des saillies de gens qui voulaient décrier une opinion en l'exagérant, et à la majorité de 79 voix contre 37 dans la chambre des représentants, de 19 contre 13 dans le sénat, la guerre fut votée par le congrès américain. La déclaration officielle fut datée du 19 juin 1812.

Tandis que les fautes de l'Angleterre avaient cette issue, qui aurait pu lui devenir si funeste, le cabinet britannique s'éclairait quand il n'était plus temps, révoquait enfin les *ordres du conseil*, et M. Forster, en s'embarquant dans l'un des ports de l'Union, venait d'en recevoir la tardive nouvelle, qu'il laissait à un chargé d'affaires le soin de communiquer au président Maddisson.

Mais les démocrates s'étaient empressés de commencer les hostilités, et en ce moment deux faits de guerre agitaient profondément l'Amérique. L'un la remplissait de joie, l'autre de tristesse. Le général Hull, à la tête d'une troupe de trois mille hommes, se hâtaot imprudemment de franchir la frontière du Canada près du fort de *Détroit*, et de porter des proclamations insurrectionnelles aux Canadiens, s'était trouvé pris entre les lacs Huron et Érié, enveloppé par les troupes anglaises, et réduit à mettre bas les armes. L'Amérique avait été vivement émue de cet événement, qui du reste présageait si peu le sort de la présente guerre. Mais au

même instant le frère de ce général Hull, capitaine de la frégate la *Constitution*, venait de remporter un triomphe qui avait exalté au plus haut point le génie américain. Plusieurs frégates anglaises avaient depuis un an insulté les côtes de l'Amérique, et excité insolemment la *presse* à l'entrée de ses ports. La frégate la *Guerrière* notamment, autrefois française, avait bravé le commodore américain Rogers, qui la cherchait pour la punir. Le capitaine Hull, montant la frégate la *Constitution*, avait rencontré la *Guerrière*, l'avait en trente minutes démantée de tous ses mâts, et obligée de se rendre avec 300 hommes, après lui en avoir blessé ou tué une cinquantaine. Les manœuvres et le tir de la frégate américaine avaient été d'une précision admirable. Ses officiers, ses matelots avaient déployé une intrépidité qui annonçait l'avènement sur la mer d'une nouvelle race de héros. L'enthousiasme excité chez les Américains par l'un de ces faits, la confusion produite par l'autre, rendaient vains les efforts qu'on pouvait tenter pour amener un rapprochement avec les Anglais.

Tels avaient été les événements au delà de l'Atlantique, pendant la tragique catastrophe de notre armée en Russie. Qu'on se figure l'effet d'une pareille déclaration de guerre un an auparavant, lorsque l'Angleterre se trouvait sans alliés en Europe, aurait vu un nouvel ennemi surgir au delà des mers, lorsque les Américains, seuls violateurs du blocus continental, seraient devenus ses ardents coopérateurs, lorsqu'il eût été dès lors impossible de reprocher à la Russie ses complaisances pour eux, et que la guerre avec elle eût été sans prétexte, lorsqu'on aurait pu envoyer vingt mille hommes avec un nouveau Lafayette sur l'une des nombreuses escadres restées oisives dans nos ports, lorsque enfin nos forces intactes auraient pu, par un dernier coup frappé en Espagne, amener le terme de la guerre maritime! Mais aujourd'hui, après le désastre de Moscou, la guerre de l'Amérique avec l'Angleterre n'était plus qu'un bonheur inutile.

En Espagne il s'était passé des événements également graves, découlant des mêmes causes, et ceux-ci ne pouvant pas être qualifiés de bonheur inutile, car ils avaient été presque constamment malheureux. On se souvient que le sage capitaine qui commandait les armées anglaises dans la Péninsule, et soutenait en y restant la constance de l'insurrection espagnole, avait reconquis successivement les importantes places de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz, et annulé ainsi les seuls résultats de deux campagnes sanglantes. On doit se souvenir aussi de quelle manière il s'y était pris pour nous instruire ce double affront. Tandis que Napoléon ordonnant de loin, brusquement, avec une attention donnée un instant et bientôt retirée, faisait avancer tous nos corps d'armée sur Valence, lord Wellington, toujours bien informé par les habitants, avait profité de l'occasion pour surprendre Ciudad-Rodrigo à la face de l'armée de Portugal, qu'il

ses détachements sur Valence avaient fort affaibli. Lorsque ensuite, Valence prise, Napoléon avait ramené en toute hâte les forces françaises vers le nord de la Péninsule, pour assurer les communications avec la France, et pour attirer vers le Niémen les détachements dont il avait besoin, lord Wellington, toujours aux aguets, s'était rapidement porté vers le sud du Portugal, avait enlevé Badajoz à coups d'hommes, et avait ainsi fait subir à l'armée d'Andalousie un affront encore plus amer que celui que venait d'essuyer l'armée de Portugal par la perte de Ciudad-Rodrigo. C'est au lendemain de ce double échec que Napoléon était parti pour la Russie; laissant à Joseph le commandement de toutes les armées françaises en Espagne, et après avoir enlevé à ces armées les Polonais, la jeune garde, une partie des cadres de dragons, un bon nombre d'excellents officiers, tels que les généraux Éblé, Mouthron, Haxo. Les vingt-quatre millions de francs que Napoléon avait promis de consacrer annuellement à la solde, n'étaient pas encore acquittés en 1812 pour l'année 1811; et sur le million par mois accordé à Joseph, afin de l'aider à créer une administration, il était dû deux millions et demi pour 1811, et six millions pour 1812. Comme unique instruction Napoléon adressait à Joseph la recommandation de bien maintenir les communications avec la France, et de veiller à ce que les armées de Portugal et d'Andalousie fussent toujours prêtes à se réunir contre lord Wellington. Tout le succès de la guerre dépendait en effet du soin que ces deux armées mettraient à se porter secours l'une à l'autre. Mais comment l'espérer? comment l'assurer? Napoléon s'était flatté qu'avec le commandement général, plus ou moins obéi, et 300 mille hommes d'excellentes troupes, donnant 230 mille combattants, Joseph, s'il n'accomplissait pas des merveilles, réussirait néanmoins à se maintenir. Ce simple résultat lui suffisait, surtout avec l'espérance qu'il nourissait de terminer en Russie toutes les affaires du monde. Bien qu'il crût peu au génie militaire de Joseph, il comptait sur la sagesse, sur la grande expérience du maréchal Jourdan, auquel au fond il rendait justice, tout en ne l'aimant pas, et il s'était endormi sur cette grave affaire, qui lui était devenue singulièrement importune. Certainement Joseph et Jourdan exactement obéis, auraient fait ce que Napoléon attendait d'eux, et même mieux, mais on va voir si les choses étaient disposées pour qu'ils pussent obtenir la moindre obéissance. La situation et la force des diverses armées étaient les suivantes.

Le général Dorsenne gardait avec 46 mille hommes la Navarre, le Guipuscoa, la Biscaye, l'Alava, et la Vieille-Castille jusqu'à Burgos. Dans ce nombre étaient comprises les garnisons de Bayonne, Saint-Sébastien, Pampelune, Bilbao, Tolosa, Vittoria, Burgos et autres petits postes intermédiaires. Il ne restait pas 25 mille hommes de troupes actives pour opérer contre Mina qui désolait et dominait la Navarre, contre Longa,

Campilo, Portier, Mérimo, qui parcouraient le Guipuscoa, la Biscaye, l'Alava jusqu'à Burgos, communiquaient avec les Anglais, et, séparés ou réunis, interceptaient les routes à tel point, qu'une dépêche mettait souvent deux mois à parvenir de Paris à Madrid. Cependant avec 25, même avec 20 mille hommes de troupes actives, un chef habile aurait pu sinon détruire ces bandes, du moins leur laisser aussi peu de repos qu'elles en laissaient à l'armée française, et réduire beaucoup leur importance. Mais le général Dorsenne, ancien général de la garde, brave autant qu'on peut l'être, propre sous un bon chef à la grande guerre, n'avait ni l'activité ni la ruse qu'il eût fallu pour courir après de tels adversaires, leur tendre des embûches, et les y faire tomber. Roide et orgueilleux, il ne savait obéir qu'à Napoléon. Muni d'ailleurs de ses anciennes instructions, qui preservaient au commandant des provinces du nord de s'occuper exclusivement de leur pacification, à moins que les Anglais ne missent en danger l'armée de Portugal, sachant que Napoléon songeait à séparer ces provinces de la monarchie espagnole, autorisé par conséquent à les administrer à part, le général Dorsenne se complaisait beaucoup trop dans la spécialité de son rôle, pour se soumettre facilement à la suprématie de Joseph. Aussi lorsque ce dernier informa ses lieutenants des ordres de l'Empereur qui l'instituaient commandant en chef des armées françaises en Espagne, le général Dorsenne répondit que ces ordres ne le concernaient point, car il avait une mission particulière, dont on lui avait tracé de Paris l'étendue et l'objet, et qui était à peu près inconciliable avec tout ce qu'on pourrait lui prescrire de Madrid.

Le reste de la Vieille-Castille, le royaume de Léon, la province de Salamague, jusqu'au bord du Tage, étaient occupés par l'armée de Portugal. La tâche de cette armée était fort étendue, puisqu'elle devait se battre au besoin depuis Astorga jusqu'à Badajoz, sur une ligne de cent cinquante lieues au moins. Du rôle d'armée de Portugal il ne lui restait que le titre, car elle n'avait plus la prétention d'entrer dans ce royaume, et elle avait pour objet unique de tenir tête aux Anglais, surtout si, en se portant au nord, ils essayaient de se jeter dans la Vieille-Castille, et de menacer notre ligne de communication, comme avait fait jadis le général Moore, comme lord Wellington pouvait être tenté de le faire encore. Pour ce cas, le maréchal Marmont, qui commandait cette armée, avait mission de s'opposer résolument à la marche des Anglais. Le général Dorsenne lui devait des secours, Joseph lui en devait de son côté en faisant partir de Madrid une portion de l'armée du centre, et le maréchal Soult, remontant d'Andalousie en Estrémadure, avait ordre de lui envoyer par le pont d'Almaraz quinze ou vingt mille hommes de renfort. Si, au contraire, lord Wellington se portait par le Tage sur Madrid, comme il l'avait déjà essayé lors de la bataille de Talavera, le maréchal Marmont

devait franchir le Guadarrama, descendre par Ayala sur le Tage, et couvrir Madrid. Si enfin lord Wellington menaçait de nouveau la basse Estrémadure, ce qui s'était vu lors du premier et du second siège de Badajoz, le maréchal Marmont devait passer le Tage au pont d'Almaraz, et se montrer jusqu'à Badajoz même, trajet immense de plus de cent lieues, que ce maréchal avait exécuté l'année précédente pour aller au secours du maréchal Soult. Croyant peu à cette dernière supposition, et craignant surtout pour nos communications dans un moment où il allait s'éloigner du centre de son empire, Napoléon avait ramené la résidence ordinaire du maréchal Marmont du Tage sur le Douro, de Plasencia sur Salamanque, ce qui avait rendu si facile à lord Wellington de s'emparer de Badajoz. Napoléon pensait avec raison que la sûreté de notre établissement en Espagne dépendait uniquement du zèle que les généraux ci-dessus mentionnés mettraient à se porter au secours les uns des autres, et le leur avait fort recommandé. On ne pouvait pas douter du zèle que le maréchal Marmont mettrait à venir en aide au maréchal Soult, puisqu'il l'avait déjà fait l'année précédente malgré les distances; mais pouvait-on raisonnablement attendre quelque assistance pour le maréchal Marmont du maréchal Soult, qui n'avait jamais voulu rendre aucun service à l'armée de Portugal, du général Dorsenne, qui se glorifiait de son rôle spécial, se regardait comme souverain du nord de l'Espagne, et de l'infortuné Joseph, roi nominal de l'Espagne entière, qui avait à peine de quoi garder Madrid et ses environs? Il ne fallait pas s'en flatter, et cependant ce même maréchal Marmont, qui moins qu'aucun autre avait chance d'être secouru, était justement celui qui en avait le plus besoin, car il était évident que lord Wellington, maître désormais de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz, véritables portes du Portugal sur l'Espagne, passerait par la première et non par la seconde, car la seconde le conduisait en Andalousie, où il n'avait rien d'utile à faire, où il y avait même danger à s'enfoncer, tandis que la première le conduisait en Castille, d'où il prenait nos armées à revers, et pouvait arracher d'un seul coup l'Espagne de nos mains. Lord Wellington sans montrer ces vues vastes, profondes, hardies, qui constituent le génie, avait montré un jugement si sain, si ferme, qu'on ne devait guère douter de la route qu'il adopterait, et Napoléon par toutes ses instructions prouvait qu'il l'avait lui-même parfaitement deviné. Or, pour faire face à l'armée britannique, portée cette année à 40 mille Anglais présents au drapeau, et à 20 mille Portugais devenus bons soldats, c'est-à-dire à 60 mille combattants, le maréchal Marmont avait 32 mille hommes environ, de la première qualité il est vrai, commandés par d'excellents divisionnaires, tels que les généraux Bonnet, Foy, Clausel, Tanpin, mais dispersés sur une vaste étendue de pays. Napoléon, toujours occupé des provinces du nord, avait voulu que le maréchal

Marmont renvoyait le général Bonnet dans les Asturies, et que celui-ci repassât les montagnes pour s'établir à Oviédo, ce qui enlevait tout de suite à l'armée de Portugal 7 mille soldats et le général Bonnet. Restaient 45 mille hommes. Il en fallait 1500 à Astorga, 500 à Zamora, 500 à Léon, 1000 à Valladolid, 1000 à Salamanque, 1500 répartis entre de moindres postes, tels que Benavente, Toro, Palencia, Avila, etc..., 2,000 au moins sur les routes, ce qui réduisait le maréchal Marmont à 37 mille combattants tout au plus, en supposant qu'il pût réunir assez tôt les divisions qui étaient à Valladolid avec celles qui étaient sur le Tage. Ce n'était plus assez pour résister à 60 mille Anglo-Portugais. Le maréchal Marmont avait donc envoyé à Napoléon son aide de camp, le colonel Jardet, pour lui présenter ce compte de ses forces, pour lui dire que lorsqu'il serait en danger, le général Dorsenne, tout occupé des bandes du nord, trouverait mille raisons pour ne pas venir à son secours, ou pour y venir trop tard; que Joseph ne serait ni assez actif ni assez hardi pour se priver à propos de 10 mille hommes, ou de 6 mille au moins, sur les 14 mille dont se composait l'armée du centre; que le maréchal Soult aurait, dans les distances qui le séparaient de l'armée de Portugal, plus de raisons qu'il ne lui en faudrait pour ne pas quitter l'Andalousie; que par conséquent lui Marmont aurait le temps de succomber, et en succombant de découvrir la frontière de France, avant d'être secouru; et qu'à moins qu'on ne lui donnât le commandement supérieur des deux armées du nord et de Portugal, il ne pouvait se charger de la difficile mission de tenir tête aux Anglais, et demandait à quitter l'Espagne pour faire sous les yeux de l'Empereur la campagne de Russie. Napoléon avait écouté le colonel Jardet, avait paru frappé de ce que lui avait dit cet officier distingué, lui avait promis d'y pourvoir, en se raillant du reste de l'ambition du maréchal Marmont, qui désirait un commandement si supérieur à ses talents; puis, beaucoup plus occupé de ce qu'il allait faire lui-même que de ce dont on l'entretenait, il avait répondu au colonel Jardet : Marmont se plaint des distances, de la difficulté de vivre... j'aurai en Russie de bien autres distances à parcourir, de bien autres difficultés à vaincre pour nourrir mes soldats!... eh bien, nous ferons comme nous pourrions... — Napoléon avait ensuite quitté le colonel Jardet en lui promettant d'aviser. Mais comme il aurait fallu prendre des résolutions fort graves, rappeler tel ou tel de ses lieutenants dont le dévouement à l'œuvre commune n'était pas le penoant ordinaire, changer la distribution des forces, peut-être évacuer des territoires importants afin de se concentrer, il était parti de Paris, s'en tenant à la disposition générale qui conférait à Joseph le commandement supérieur, et se flattant d'ailleurs toujours qu'il finirait lui-même toutes choses en Russie.

Malgré ses justes appréhensions, le maréchal Marmont était resté à la

tête de l'armée de Portugal, s'occupant avec assez de sollicitude des besoins de ses soldats, s'attachant à mettre Salamanque en état de défense au moyen de vastes couverts convertis en citadelles, tâchant de remonter sa cavalerie, d'atteler et de réparer son artillerie, ne refusant en aucune façon de reconnaître l'autorité de Joseph, lui envoyant au contraire ses états de troupes et ses rapports, plus même que Joseph ne l'aurait voulu, car chacun de ces rapports se terminait par une demande de secours. Une difficulté cependant, relative aux arrondissements réservés aux diverses armées pour leur entretien, existait entre le maréchal Marmont et le roi Joseph. Quoiqu'il n'eût dans la vallée du Tage qu'une seule division, et que tout le reste de son armée eût été reporté au nord, le maréchal Marmont voulait étendre ses fourrages de Talavera à Alcantara, ce qui contrariait beaucoup Joseph, réduit à nourrir ses employés civils avec des rations, et ayant besoin par conséquent de toutes ses ressources. Sauf cette difficulté, le maréchal Marmont entretenait avec Joseph d'excellentes relations.

Joseph, commandant l'armée du centre, avait 13 à 14 mille hommes valides, dans lesquels il se trouvait beaucoup de débris de divers corps, comme il arrive toujours à un quartier général; et en outre 2 mille hommes qui appartenaient au maréchal Soult, et que celui-ci ne cessait de réclamer. Avec cette force accrue de 3 mille Espagnols, qu'il soldait de son propre argent, et qui étaient fidèles quand ils étaient payés exactement, Joseph devait garder Madrid, de plus la province de Tolède à droite, celle de Guadalajara à gauche, maintenir en arrière ses communications avec l'armée du nord, et en avant conserver à travers la Maestric quelques relations avec l'armée d'Andalousie. Il lui fallait même étendre l'un de ses bras jusqu'à Cuenca, pour communiquer avec l'armée d'Aragon établie à Valence. Si l'un de ces points cessait d'être bien gardé, Joseph était tout à coup séparé de l'une des portions importantes du royaume, et perdait les faibles ressources dont il vivait, ressources qui consistaient dans quelques grains et fourrages obtenus à l'époque des récoltes, et dans les impôts de la ville de Madrid. En ce moment surtout, obligé, pour satisfaire aux réclamations pressantes du maréchal Marmont, de verser des grains dans la province de Tolède, qui ordinairement lui en fournissait, il avait tellement appauvri Madrid en vivres, que la livre de pain y coûtait 26 à 27 sous. Aussi la misère y était-elle extrême, ce qui n'était pas une manière de ramener les Espagnols à la royauté nouvelle.

L'Andalousie, envahie si prématurément, se trouvait dans les mains du maréchal Soult, qui avait sous ses ordres la plus belle partie de l'armée française. Il disposait en effet de 58 mille hommes, les non-combattants déduits, comme il a été fait pour tous les corps dont nous venons d'énumérer les forces. Ces troupes étaient ainsi réparties : 12 mille devant

prendre Badajoz pour le perdre presque aussitôt, et s'était réduit depuis à laisser le comte d'Erlon avec 15 mille hommes à Ilerena, où il était à plus de cent lieues du maréchal Marmont. Mieux eût valu employer ce corps au siège de Cadix, pour atteindre au moins l'un des buts qu'on s'était proposés, que de le laisser en Estrémadure, où il n'avait pas même aidé à sauver Badajoz. Quant au secours pécuniaire qu'on avait espéré tirer de l'Andalousie, une circonstance suffit pour en juger, c'est que le maréchal Soult réclamait avec instance sa part des vingt-quatre millions que Napoléon s'était déculé à envoyer en numéraire en Espagne. Une dernière utilité espérée de l'expédition d'Andalousie, celle d'enlever à l'insurrection sa capitale, en lui prenant Séville, se réduisait à lui en avoir ménagé une dans la ville de Cadix, qui était imprenable, et d'où les cortès espagnoles ; imitant notre assemblée constituante, proclamaient les grands principes de quatre-vingt-neuf, l'égalité devant la loi, la liberté individuelle, la liberté de la presse, le concours de la nation à son gouvernement, la séparation des pouvoirs, etc., principes qui, bien que l'Espagne fût peu préparée encore à les entendre proclamer, produisaient sur les peuples une vive impression.

Plusieurs fois Napoléon s'était plaint amèrement de ce qu'on ne tirait pas un autre parti de l'Andalousie et des 90 mille hommes qui l'occupaient ; mais à la distance où il se trouvait, ses reproches, ses conseils se perdaient dans le vide, et la faute de s'être inutilement et intempestivement étendu au midi demeurait entière avec toutes ses conséquences.

Enfin restait le royaume de Valence, et le vaste établissement que le maréchal Suchet y avait formé. Depuis la prise de Valence, le grand rassemblement de forces qu'avait ordonné Napoléon de ce côté avait dû se dissoudre, pour rendre à chaque province son contingent indispensable. Le général Reille était retourné en Aragon avec 14 mille hommes, pour y conserver Saragosse, Lerida, Tortose, pour donner la main à l'armée du nord contre Mina, pour gêner l'armée du centre contre l'infatigable Villacampa, contre Duran, contre l'Empecinado, et enfin pour secourir au besoin l'armée de Catalogne. Le général Decaen, depuis la perte de l'Ile-de-France, revenu en Europe avec une réputation intacte, commandait les troupes de Catalogne sous l'autorité supérieure du maréchal Suchet. Il avait 27 mille hommes pour garder Figuières, Hostalrich, Barcelone, et pour se montrer de temps en temps sous Tarragone, la plus importante des conquêtes du maréchal Suchet, car elle empêchait les Anglais de prendre terre dans le nord-est de l'Espagne. Ces derniers, sachant combien il nous était difficile d'approvisionner les places, tâchaient d'interdire les communications par mer, tandis que le général Lacy tâchait de les interdire par terre, et se flattait ainsi de reprendre Tarragone au moyen de la faim. Si cette place nous échappait, Lacy établi dans ses

murs avec son armée, renforcé par les Anglais, pourvu de tout par eux, devenait un ennemi des plus dangereux, menaçait Tortose, la route de Valence, et rendait l'évacuation de cette dernière ville presque inévitable. Aussi n'était-ce pas trop de toute l'activité du général Decaen, de celle de son habile lieutenant, le général Maurice-Mathieu, pour suffire aux soins divers dont ils étaient surchargés, et pas trop surtout de la continuelle attention du maréchal Suchet, qui, tout en gardant Valence, avait constamment l'œil en arrière pour secourir au besoin les généraux Reille et Decaen. Le maréchal Suchet, dans les trois provinces de Catalogne, d'Aragon, de Valence, avait 58 mille hommes, en ne comptant que les présents sous les armes. En déduisant les 14 mille confiés au général Reille, les 27 mille indispensables au général Decaen, il conservait 16 à 17 mille hommes, pour surveiller la longue route qui suit le rivage de la Méditerranée de Tortose à Valence, pour avoir un corps de troupes en face d'Afrique, et pour donner à Cuenca même la main aux troupes de Joseph. C'est tout au plus si, en occupant les postes importants qu'il avait à garder, il lui restait une division mobile de 7 à 8 mille hommes à porter sur les points menacés.

Au nombre des dangers qu'avait à craindre l'armée d'Aragon (c'est le nom général sous lequel on désignait les trois armées d'Aragon, de Catalogne et de Valence), nous devons énumérer l'apparition de l'armée anglo-sicilienne. Cette armée venait d'être formée par lord William Bentinck en Sicile. Lord William Bentinck, l'un de ces Anglais simples, généreux et libéraux, qui se montrent tout à coup très-intéressés quand il s'agit de leur pays, était devenu un véritable roi de Sicile. Fort contrarié par les Bourbons, qui, après avoir été privés de Naples par les Français, se voyaient encore annulés en Sicile par les Anglais, et naturellement ne négligeaient rien pour secouer le joug de leurs protecteurs, il s'était débarrassé du roi et de la reine, ou les forçant à transmettre le pouvoir royal à un jeune prince, investi de la régence dans un âge où il aurait eu besoin d'être remplacé lui-même par un régent, et avait appelé à son aide la nation sicilienne en lui donnant une constitution de forme anglaise. Délivré ainsi de la cour de Palerme, ne craignant plus les tentatives de Murat depuis que celui-ci avait été obligé de se rendre en Russie, lord William avait pu disposer d'une bonne division anglaise, et en outre d'une division sicilienne, qui ressemblait assez à l'armée portugaise par l'organisation, et promettait de lui ressembler bientôt par la valeur. C'était un corps d'une douzaine de mille hommes, qui, pouvant, grâce aux flottes anglaises, se transporter partout, produisait un effet supérieur à sa force numérique. Ce n'était pas tout encore. Les Anglais, s'apercevant de la valeur des soldats espagnols, qui leur servaient si peu faite d'organisation, tandis que les soldats portugais, sans valoir mieux, leur

rendaient tant de services, avaient imaginé de faire pour les uns ce qu'ils avaient fait pour les autres, c'est-à-dire de prendre un certain nombre d'Espagnols à leur solde, et de leur donner des officiers anglais. Ils employaient à cette création les îles Baléares, dont ils étaient les maîtres, et le rivage de Murcie qui leur appartenait presque tout autant. Le général Wittingham dans les Baléares, le général Roche dans le royaume de Murcie, organisaient deux légions espagnoles, qui devaient bientôt leur procurer encore douze mille bons soldats.

C'est là ce qu'on appelait l'armée anglo-sicilienne, laquelle pouvait tour à tour se transporter en Catalogne auprès du général Lacy, ou dans le royaume de Murcie auprès du général O'Donnell, était devenue un danger non plus imaginaire, mais très-réel, et même assez inquiétant.

Le maréchal Suchet, fort attentif aux difficultés de sa situation, avait fait des 16 mille hommes réservés au royaume de Valence l'emploi le plus judicieux. Ayant placé de petites garnisons largement approvisionnées à Tortose, à Peniscola, à Sagunte, ayant garni à Valence une autre petite garnison, qui avec les dépôts et les malades pouvait être doublée au besoin, il avait laissé sous le général Harispe environ 5 mille hommes en face d'Alicante, à la frontière de Murcie. S'étant réservé pour lui-même une division active de 6 à 7 mille hommes, il était prêt à courir ou sur Tortose ou sur Alicante, ou même vers Cuenca, dans la direction de Madrid. Très-fin et très-peu crédule, il ne prenait pas l'alarme mal à propos, n'exposait pas ses troupes à des courses inutiles, et quand il fallait se porter à vingt ou trente lieues, il ne les faisait pas mourir de besoin et de fatigue, parce qu'il avait partout des magasins bien pourvus par son habile administration.

Cette administration était pour moitié au moins la cause de ses succès. Le lendemain de la prise de Valence, cette ville, tremblante au souvenir du massacre des Français, avait craint de voir entrer dans ses murs un vengeur impitoyable; mais loin de là elle avait trouvé un vainqueur doux, tranquille, adroit, qui s'était appliqué à rassurer les habitants, et qui les avait appelés, comme à Saragosse, à participer au gouvernement du pays. Inspirant déjà confiance par sa conduite en Aragon, il avait successivement ramené l'archevêque et les anciens magistrats municipaux de la province, avait formé une junte, arrêté avec elle la répartition de l'impôt, opéré même d'utiles réformes, et, sans pressurer le pays, fait jouir son armée de toute la richesse du royaume de Valence. Napoléon avait voulu que Valence payât en argent le sang français versé en 1808, et il avait exigé une rançon de cinquante millions. Une telle contribution au milieu des désordres de la guerre, frappée sur une province riche mais peu étendue, paraissait excessive. Grâce néanmoins au système administratif du maréchal Suchet, on pouvait espérer d'en toucher une grande partie.

et certainement le tout, si on passait plus d'un au à Valence. Déjà le maréchal Suchet avait habillé, soldé, armé jusqu'au dernier de ses soldats, rempli ses magasins, préparé une réserve, et envoyé à Joseph un premier à-compte de 3 millions, en promettant de lui verser prochainement une somme plus forte. C'était la seule armée en Espagne qui fût dans cet état. Aussi tout le monde y servait bien, y aimait son chef, et se montrait prêt aux plus grands efforts.

La nouvelle autorité attribuée à Joseph avait été bientôt connue à Valence, par suite du bon entretien des communications, et elle n'avait pas plu au maréchal, qui, quoique fort doux, n'aurait pas aimé qu'on vint troubler son règne juste et paisible. De l'argent, il pouvait en donner, et il en donnait volontiers, mais des soldats, il ne pouvait pas en distraire un seul, car les provinces qu'il gardait étaient l'unique ressource des armées françaises, si, par un malheur survenu en Castille ou en Estrémadure, elles perdaient leurs communications avec Bayonne. Il était donc très-fondé à se refuser à tout détournement de ses forces; il avait au surplus un bon moyen pour s'y soustraire, c'étaient les instructions secrètes que Napoléon, dans la pensée de se réserver les provinces de l'Èbre, lui avait envoyées deux ans auparavant, et qui l'autorisaient à n'avoir pour l'état-major de Madrid qu'une déférence de pure forme. Mais toujours modéré en toutes choses, ne compliquant jamais par des difficultés de caractère les difficultés de situation, il résolut de s'en tirer, comme il avait déjà fait, en rendant à Joseph tous les services qu'il pourrait lui rendre, et en particulier des services d'argent, qui dans le moment étaient les plus appréciables et les plus appréciés, d'avoir pour son autorité la déférence apparente la plus complète, et de ne recourir à ses instructions secrètes que dans le cas où on lui demanderait une chose domageable pour les provinces qu'il était chargé de conserver à l'Empire. On va voir que cette habile conduite devait parfaitement le mener à son but, sans éclat, et sans conflit d'autorité.

C'était, il faut le dire, un singulier commandement en chef que celui qui était déferé au roi d'Espagne; et au maréchal Jourdan, son major général. Des cinq armées occupant l'Espagne, celle du nord refusait nettement de lui obéir; celle de Portugal ne s'y refusait aucunement, mais était obéissante pour être secourue; celle du centre, placée immédiatement sous ses ordres, lui obéissait directement et absolument, mais elle était presque nulle; celle d'Andalousie, la plus considérable, la moins empêchée, était résolue à ne pas obéir, jusqu'ici d'ailleurs ignorait l'autorité de Joseph, et pouvait feindre de l'ignorer longtemps encore; celle d'Aragon enfin, en ménageant beaucoup Joseph, et en lui rendant des services d'argent, était dans l'impossibilité de lui en rendre aucun autre: et pourtant ce n'était que des secours que ces diverses armées se seraient

prêtés les unes aux autres, surtout celles du nord et l'Andalousie à l'armée de Portugal, qu'on aurait pu attendre le salut de nos affaires en Espagne! Le maréchal Jourdan, qui joignait à un jugement sûr une profonde expérience du commandement, et auquel il ne manquait, pour être vraiment utile, que de la jeunesse et du goût à servir sous un ordre de choses qui lui était antipathique, sentait bien le vice de cette situation, et le fit sentir à Joseph, auquel il présenta un rapport complet et frappant. Mais que faire? Écrire à Paris pour recevoir après deux mois du duc de Feltre (M. Clarke), ministre laborieux mais évasif, une réponse aussi longue qu'insignifiante, était l'unique ressource à espérer; surtout Napoléon étant parti, et n'ayant pas plus le moyen que la volonté de s'occuper en ce moment des affaires d'Espagne. Néanmoins le maréchal Jourdan adressa au ministre de la guerre le rapport circonstancié de la situation qu'il avait déjà présenté à Joseph, afin de réduire à ce qui était juste la responsabilité de l'état-major de Madrid, et ensuite s'attacha à deviner, et à faire comprendre à tous d'où allait venir le danger.

D'ennemi redoutable, il n'y en avait qu'un, c'était l'armée anglaise. Lord Wellington ayant pris Ciudad-Rodrigo en janvier, Badajoz en mars, ayant employé avril et mai à faire reposer ses troupes, devait agir en juin. N'ayant plus de places à conquérir, il fallait qu'il entreprit une marche offensive. Où se dirigerait-il? S'avancerait-il par Badajoz en Andalousie, ou par Ciudad-Rodrigo en Vieille-Castille? Telle était la question, et elle était facile à résoudre, d'après les indices qu'on avait recueillis; surtout pour un homme qui avait autant de discernement que le maréchal Jourdan.

En effet, Badajoz pris, lord Wellington s'était reporté au nord du Portugal avec la masse de ses troupes, et s'était placé à Fuente-Guinaldo, à quelques lieues d'Alméida et de Ciudad-Rodrigo, menaçant ainsi la Vieille-Castille, et l'armée de Portugal qui était chargée de défendre cette province. En admettant toujours la possibilité d'une feinte, il était cependant évident qu'il n'aurait pas transporté toute son armée du midi au nord, pour la faire redescendre du nord au midi un mois plus tard. Les feintes ne vont pas jusqu'à épuiser des soldats de fatigue, sous un climat dévorant, pour inspirer quelques doutes à l'ennemi. Ce qui était une feinte évidemment, c'était la présence à Badajoz du général Hill avec quelques troupes anglaises et portugaises, dont on s'efforçait de grossir l'apparence pour faire illusion, et accréditer la supposition d'une entreprise contre l'Andalousie. Outre la présence de lord Wellington à Fuente-Guinaldo, il y avait de son projet beaucoup d'indices secondaires très-frappants, tels que des mouvements de troupes dans le Beira, Tras-os-Montès, Léon, d'immenses magasins à la Corogne; et de nombreux équipages de mulets dans la Galice. Ces préparatifs de toutes sortes indiquaient de manière à n'en pouvoir douter des projets contre la Vieille-Castille. Indépen-

daînement de ces raisons de détail, il y avait enfin une raison générale, qui devait être décisive pour quiconque réfléchissait, c'est qu'en se portant au nord, lord Wellington s'emparait en une marche de nos communications, et, comme nous l'avons dit, faisait avec un seul succès tomber tout notre établissement militaire en Espagne, tandis qu'en se portant au midi, il n'arrivait à d'autre résultat que d'inquiéter l'armée d'Andalousie, de l'obliger peut-être à abandonner la comédie du siège de Cadix, mais rien au delà, toutes choses d'ailleurs qu'il obtenait beaucoup plus sûrement en opérant par le nord, car il nous faudrait bien évacuer l'Andalousie, la Manche, et peut-être Madrid, lorsque nous serions menacés en Castille. La campagne du général Moore, qui, même avec Napoléon sur les bras, avait coûté si peu aux Anglais, et avait failli leur procurer de si grands avantages, était une leçon à ne jamais oublier.

Aussi le maréchal Jourdan avec son expérience, Joseph avec son esprit juste, ne s'y trompèrent-ils point; et ne conservèrent-ils pas le moindre doute à cet égard. En tout cas le maréchal Marmont, quo le danger touchait de près et rendait attentif, ne leur en aurait laissé aucun. Il se hâta, dès les premiers jours de mai, de leur annoncer que les Anglais venaient à lui, de commencer en même temps ses préparatifs de concentration, et de demander des secours à grands cris. Joseph et le maréchal Jourdan virent sur-le-champ ce qu'il y avait à faire, et le virent avec une sûreté de jugement qui était naturelle de la part de maréchal Jourdan, voué depuis sa jeunesse à la carrière militaire, mais fort méritoire de la part de Joseph, étranger à la profession des armes. Si en ce moment leur autorité à tous deux eût été respectée, rien n'eût été plus facile que de rendre vaine la tentative de lord Wellington, et d'en tirer même l'occasion d'un triomphe éclatant, qui aurait fort avancé nos affaires en Espagne, peut-être contre-balancé dans une certaine mesure nos malheurs en Russie, car un grand revers dans la Péninsule eût agi puissamment sur les Anglais, et au fond les Anglais menaient l'Europe.

Pour leur ménager ce revers, il fallait tout simplement faire concourir à la défense commune les forces qui étaient à portée, et elles étaient plus que suffisantes sous le double rapport du nombre et de la qualité. L'armée du nord, quoique diminuée et n'ayant plus les 40 mille hommes qu'elle comprenait au commencement de la campagne, avait bien encore vingt mille hommes de troupes actives. Eût-il fallu les détourner toutes pour quinze jours, et laisser Mina, Longa, Portier, Mérino, maîtres de nos communications, on ne devait pas hésiter. Les Anglais battus, ces coureurs n'étaient plus rien. Quoi qu'il en soit, on aurait pu du moins détacher dix mille hommes pour quelques semaines. (et la preuve, c'est que l'armée du nord, bien que d'une manière inopportune, parvint plus tard à le faire); nos communications en auraient été un peu plus difficiles.

mais elles l'étaient déjà tellement; que le mal n'eût pas été fort accru. Joseph, qui avait 13 ou 14 mille hommes de troupes actives et 3 mille Espagnols, pouvoit bien en distraire 10 mille (il en détourna 13 mille quand le moment lui sembla venu), et e'eût été un renfort total de 20 mille hommes. Enfin rien n'empêchait l'armée d'Andalousie d'envoyer le corps du comte d'Erlon tout entier, ou au moins 10 mille hommes sur les 16 mille qui composaient ce corps. Cinq à six mille suffisoient à Llerena pour observer le général Hill, et si ce général avait commis l'imprudencé absolument invraisemblable de marcher en Andalousie, le maréchal Soult, avec les 6 mille hommes de Llerena, avec tout ce qu'il pouvoit rassembler à Séville, aurait eu 25 mille hommes à lui opposer, tandis que le général Hill n'en avait pas la moitié. On aurait donc pu, en faisant des emprunts modérés aux armées du nord, du centre et d'Andalousie, assurer au maréchal Marmont un renfort de 30 mille hommes, qui aurait porté son armée à 70 mille, et lui aurait fourni le moyen d'accabler lord Wellington, et de le pousser bien près du précipice de l'Océan. Il est vrai qu'il eût fallu un général à ces 70 mille hommes, et que Masséna, dénoncé à toute l'armée comme fatigué, usé, vieilli, n'était plus en Espagne. Mais enfin les 70 mille hommes y eussent été; le maréchal Marmont; d'ailleurs, n'était pas incapable de les conduire, et dans tous les cas Jourdan, le vainqueur de Fleurus, bien obéi, aurait avec de telles forces suffi aux circonstances. Du reste, lord Wellington, en présence d'un pareil rassemblement, se serait certainement retiré en Portugal, ce qui l'eût au moins annulé pour la campagne.

Les moyens existaient donc, et Jourdan et Joseph, il faut le reconnaître, ne négligèrent rien pour les mettre en usage. Une fois bien convaincus que lord Wellington allait marcher sur la Vieille-Castille, et pas conséquent se porter sur l'armée de Portugal, ils écrivirent aux deux seuls généraux qui fussent en mesure de secourir cette armée, au général Caffarelli, successeur du général Dorsenne à l'armée du nord, et au maréchal Soult, chef de l'armée d'Andalousie, avec lequel on venait enfin d'entrer en relation. Ils signalèrent à l'un et à l'autre le danger évident qui menaçait le maréchal Marmont, et enjoignirent au général Caffarelli de diriger un détachement d'une dizaine de mille hommes sur Salamanque, au maréchal Soult de renforcer considérablement le comte d'Erlon, de le rapprocher du Tage, de lui prescrire d'avoir sans cesse les yeux ouverts sur les mouvements du général Hill, et si celui-ci, par les routes intérieures que lord Wellington s'était ménagées, se dérobaît, pour venir renforcer son général en chef vers la Vieille-Castille, de le suivre, de franchir le Tage au pont d'Almaraz, tandis qu'il le passerait probablement à celui d'Alcantara; et d'apporter au maréchal Marmont un renfort égal à celui que le général Hill apporterait à lord Wellington.

Cet ordre malheureusement n'était pas le meilleur qu'il fût possible de donner, et si plus tard il n'eût été modifié, on aurait pu le considérer comme un service absolument nul pour l'armée de Portugal. Il était conçu en effet dans la supposition que le général Hill avait en avant de Badajoz des forces considérables, que ce général n'était là qu'en attendant, et qu'il serait appelé vers Fuente-Guinaldo lorsque lord Wellington serait prêt à entrer en campagne. Or tout était faux dans cette supposition. Au lieu de 30 mille hommes le général Hill n'en avait pas 15 mille, parmi lesquels à peine une division anglaise. Il était là pour masquer en demeurant immobile les desseins de son chef, et pour occuper le maréchal Soult, pendant que lord Wellington, qui avait réuni sept divisions anglaises et plusieurs divisions portugaises à Fuente-Guinaldo, marcherait sur Salamanque. Le comte d'Erlon renforcé tant qu'on l'aurait voulu, mais à la condition de rester devant le général Hill qui ne devait pas changer de position, aurait laissé périr sans secours le maréchal Marmont. Du reste à la guerre c'est déjà quelque chose que d'entrevoir seulement les desseins de l'ennemi : les deviner complètement et sur-le-champ n'est que le propre des génies supérieurs. Or le maréchal Jourdan, esprit sûr mais lent, avait besoin de temps pour s'éclairer. Transporté sur les lieux, il aurait sans doute bientôt discerné la vérité; mais malade, dégoûté, attaché à un roi qui, quoique brave, n'aimait pas à quitter Madrid, il était resté au palais, et, jugeant de loin, n'avait jugé qu'à peu près du véritable état des choses. Au surplus il fut bientôt détrompé, et pour le premier moment d'ailleurs les ordres donnés étaient suffisants, car ils enjoignaient à chacun de ceux qui devaient concourir à la lutte prochaine de s'y préparer. Quant au maréchal Suchet, qui était trop éloigné et trop dépourvu de troupes pour envoyer des secours, on lui prescrivit de rendre à la cause commune un genre de service qui ne devait de sa part souffrir aucune difficulté, c'était de rapprocher davantage les forces du général Reille de la Navarre, pour qu'il fût plus facile à l'armée du nord de fournir le détachement qu'on lui avait demandé, et de relever à Cuenea les troupes de l'armée du centre, pour que celle-ci fût plus concentrée et plus disponible.

On peut aisément se figurer comment furent accueillis les ordres de Joseph, donnés avec fermeté, mais sans cet accent dominateur qui n'appartenait qu'à Napoléon. Le général Caffarelli, qui commandait l'armée du nord; était probe, dévoué, brave comme tous les Caffarelli, mais doucement entêté, timide non pas de cœur mais d'esprit, et fort inférieur en intelligence à l'illustre officier à jambe de bois qui avait fait la fortune de cette famille distinguée. Sur les 46 mille hommes que comprenait son armée, elle en avait perdu près de 10 mille par les divers détachements envoyés à l'armée de Russie; de plus les infatigables coureurs des pro-

vintes hasques lui inspiraient de continuelles inquiétudes pour les postes de l'intérieur et pour ceux du littoral. Persistant comme le général Borsenne à se croire indépendant du général en chef, il ne refusa pas précisément d'aider le maréchal Marmont, mais il ne dit ni quand, ni comment, ni en quel nombre, il viendrait au secours de ce maréchal, et ne fit que des promesses, dont avec quelque prévoyance on devait se défier, bien qu'elles fussent sincères.

En Andalousie l'accueil aux ordres de Joseph fut encore moins satisfaisant. Le maréchal Soult, depuis qu'il était rassuré sur les conséquences de sa campagne d'Oporto, avait toujours espéré qu'il deviendrait le major général du roi Joseph. Masséna ayant échoué en Portugal, Marmont n'ayant pas la situation nécessaire pour un tel rôle, et Napoléon s'étant de sa personne enfoncé en Russie, le maréchal Soult avait cru que ses espérances allaient enfin se réaliser. Mais Napoléon peu satisfait des opérations de l'Andalousie, ne voulant pas d'ailleurs imposer à son frère un major général qui lui déplaisait, avait choisi le maréchal Jourdan; qui n'avait accepté la qualité de major général que par amitié pour le roi Joseph. Le mécontentement du maréchal Soult avait été extrême, et dans cette disposition on n'avait pas grande chance d'être écouté en lui demandant de secourir l'armée de Portugal, avec laquelle il n'avait cessé d'être en querelle. De plus il jugeait tout autrement que l'état-major de Madrid les projets de lord Wellington, et croyait qu'au lieu de songer à la Castille, celui-ci était exclusivement occupé de l'Andalousie. Il répondit par conséquent à Joseph que l'armée de Portugal allait encore tout perdre, qu'elle et son général se trompaient, que lord Wellington ne se préparait point à marcher sur Salamanque et sur le maréchal Marmont, que c'était à l'Andalousie seule qu'il en voulait, que c'était donc à lui maréchal Soult qu'il fallait venir en aide; car le général Hill n'était que la tête de la grande armée britannique; prête à se porter tout entière sur Séville pour délivrer Cadix; que le langage tenu à Cadix par les journaux de l'insurrection ne permettait aucune incertitude à cet égard; que sans doute il fallait renforcer le comte d'Erlon, mais pour secourir l'armée d'Andalousie, et non pas celle de Portugal, qui n'était point menacée.

C'était en vérité prêter à lord Wellington d'étranges pensées, que de lui supposer pour raison d'agir en Andalousie le désir de sauver Cadix, qui n'était pas en danger; c'était aussi s'en rapporter à de singuliers indices pour juger les projets de l'ennemi, que d'ajouter foi aux journaux de l'insurrection espagnole. Ce que l'ennemi eût le moins fait assurément, c'eût été de publier ses résolutions, et dès qu'il les annonçait ouvertement, il ne fallait pas s'y arrêter. Mais indépendamment de tous les renseignements qu'on avait pu recueillir, la vraie raison de ne pas croire à une tentative contre l'Andalousie, c'est que lord Wellington n'avait rien

à y faire; tandis que par un seul succès en Castille il prenait toutes nos armées à revers. Le maréchal Soult ne fut point de cet avis; il resta persuadé que le général Hill avait 30 mille hommes, que lord Wellington allait lui en amener encore 40, et que c'était lui, lui seul, qu'il fallait secourir. Sa réponse fut conséquente avec ses idées.

Quant au maréchal Suchet, qui ne voulait point entrer en conflit avec l'autorité de Madrid, auquel du reste on ne demandait rien qui pût compromettre les provinces dont il était gouverneur, il fit ce qu'on désirait de lui. Il rapprocha une division italienne du général Reille, et fit remplacer à Cuenca les troupes de l'armée du centre, quoique ce fût pour lui un grave inconvénient de s'étendre aussi loin.

Cependant le danger devenait à chaque instant plus pressant et plus visible, et il était impossible de douter du point que lord Wellington allait attaquer. Joseph, toujours dirigé par le maréchal Jourdan, écrivit au général Caffarelli, que bien qu'il se prétendit indépendant de l'état-major de Madrid, il ne devait ni oublier ses devoirs militaires qui lui prescrivaient d'aller au secours d'un camarade en péril; ni ses instructions antérieures qui lui enjoignaient expressément de secourir l'armée de Portugal, contre les Anglais; qu'en tout cas on lui en faisait un devoir formel, et qu'on lui donnait l'avis positif que lord Wellington marchait sur Salamanque et sur l'armée de Portugal. Quant à l'armée d'Andalousie, Joseph songea un moment à prendre une résolution qui aurait sauvé l'Espagne; et avec l'Espagne l'Empire peut-être. Il songea à ordonner l'évacuation de l'Andalousie, province dont l'occupation ne procurait pas de grands avantages, et qui absorbait 90 mille hommes, dont 60 mille combattants, suffisants pour accabler les Anglais. Afin d'être obéi dans une telle détermination, il aurait fallu destituer de son commandement le maréchal Soult, qui se serait peut-être refusé à l'évacuation, ou qui du moins l'aurait opérée trop tard pour être utile à l'armée de Portugal. Mais l'abandon d'une vaste province, un mouvement rétrograde très-prononcé, la destitution d'un maréchal illustre, étaient des résolutions que Joseph avait assez d'esprit pour concevoir, et pas assez de caractère pour exécuter. A défaut de ces résolutions, voici ce qu'il prescrivit. Le maréchal Soult faisait entrevoir sa démission, dès qu'on lui donnait des ordres qui lui déplaisaient. Joseph lui envoya un officier de confiance, militaire de beaucoup d'esprit, le colonel Desprez, avec mission de bien observer tout ce qui se passait à l'armée d'Andalousie, de montrer au maréchal son erreur relativement au projet des Anglais, de lui faire comprendre que c'était vers Salamanque et non vers Séville que marchait lord Wellington, de lui renouveler en conséquence l'ordre impératif de porter le général Drouot d'Erlon sur le Tage, sans attendre ce que ferait le général Hill; de lui déclarer en outre qu'à la moindre menace de démission, cette

démision serait immédiatement acceptée. En même temps il adressa au ministre de la guerre Clarke les dépêches les plus détaillées, pour lui signaler tous les dangers; nous dirions tous les ridicules, si le sujet n'avait été si grave, de cette situation d'un roi général en chef désobéi de tous ses généraux, et ne pouvant les amener ni au nom du devoir, ni au nom de leur intérêt bien entendu, ni au nom enfin d'une autorité qu'ils méconnaissaient; à secourir celui d'entre eux qui était dans le péril le plus alarmant.

En attendant l'effet de ces diverses démarches, Joseph envoya un premier secours au maréchal Marmont. Depuis que ce maréchal, par ordre de l'Empereur, avait quitté la vallée du Tage, pour aller s'établir dans la vallée du Douro, il avait laissé l'une de ses divisions, celle du général Foy, sur le Tage, au pont d'Almaraz. Le maréchal Marmont en avait agi ainsi parce qu'avec raison il attachait une grande importance à ce pont et aux nombreux ouvrages dont il l'avait entouré. Nos forces actives destinées à s'opposer aux Anglais, étant par une disposition vicieuse divisées en deux parts, une en Andalousie, l'autre en Castille, on ne pouvait payer à cet inconvénient que par une grande facilité de communications, afin de courir promptement de l'une à l'autre, ainsi que le maréchal Marmont l'avait fait après la bataille perdue de l'Albuera. Le Tage étant le principal obstacle à franchir, le maréchal Marmont y avait construit un pont, des ouvrages fortifiés, et des magasins. Ce qui se passait devant nous était d'ailleurs une leçon frappante, dont il eût été impardonnable de ne pas profiter. On voyait en effet du côté des Anglois une seule armée, un seul général, se portant alternativement du nord au midi, ayant pour le faire une route large, bien entretenue, jalonnée de ponts et de magasins, sur laquelle les mouvements étaient aussi prompts que faciles.

C'est par suite de cette leçon si instructive que le maréchal Marmont, en se reportant du Tage sur le Douro, n'avait pas voulu abandonner les ouvrages d'Almaraz, et y avait laissé la division Foy. Mais quoiqu'il eût tout disposé pour la ramener promptement à lui à travers le Guadarrama, le trajet qu'elle aurait à faire devait entraîner une perte de cinq ou six jours, perte fâcheuse si on était obligé à une concentration rapide par une subite apparition de l'ennemi, et il supplia Joseph de le décharger du soin de garder le pont d'Almaraz. Joseph se hâta de lui rendre ce service, bien qu'il en résultât une nouvelle dislocation de la faible armée du centre, et il y envoya la division d'Armagnac.

À peine y était-elle qu'une tentative téméraire et peu conforme au caractère de l'armée anglaise, signala les grands projets de lord Wellington pour cette campagne, et l'importance qu'il attachait à empêcher l'armée d'Andalousie d'aller au secours de l'armée de Portugal.

Le général Hill, par ordre de son chef, se jouant de la vigilance des troupes que le maréchal Soult tenait devant lui en Estrémadure, quitta son poste sans qu'on s'en aperçût, se porta sur le Tage avec une division, le remonta à la dérobee, et se présenta devant le pont d'Almaraz le 18 mai. Ce pont était situé au pied même des montagnes qui séparent la vallée du Tage de celle de la Guadiana (voir la carte n° 43), et, après l'avoir franchi, la grande route d'Estrémadure s'élevait, et traversait les montagnes au col de Mirabète. Le maréchal Marmont avait fait construire au sommet du col un ouvrage qui fermait la route carrossable, et qui par conséquent ne permettait pas à un ennemi venant de l'Estrémadure d'amener du canon. Il avait de plus rendu cet ouvrage assez fort pour exiger l'emploi de la grosse artillerie. Au pied de la hauteur, au bord du fleuve, il avait établi deux ouvrages moins considérables, formant têtes de pont sur la rive gauche et sur la rive droite. Un pont de bateaux, qui n'était pas toujours tendu, servait à franchir le fleuve.

Le général Hill, qui avait déjà surpris deux ans auparavant le général Girard dans les environs, à Arroyo del Molinos, et qui était coutumier de ce genre d'expéditions, étant arrivé presque sans être aperçu à portée de l'ouvrage de Mirabète, reconnut qu'il était trop fort pour essayer de le brusquer, et imagina de faire descendre par un chemin de traverse une colonne d'infanterie qui tâcherait d'enlever à l'escalade les têtes de pont, tandis que le reste des troupes anglaises feindrait d'attaquer Mirabète sur la hauteur. Ce plan hardi réussit parfaitement. Les deux ouvrages qui formaient têtes de pont sur les deux rives du fleuve, et que le maréchal Marmont avait moins fortifiés, pouvaient être enlevés à l'escalade. Les Anglais posèrent leurs échelles sur les escarpes à peine maçonnées, et pénétrèrent dans la tête de pont de la rive gauche. Les troupes qui la gardaient, espèce de ramassis de toutes nations, se laissèrent épouvanter malgré la belle conduite d'un officier piémontais, qui se fit tuer pour les rallier; elles s'enfuirent, tentèrent de se jeter dans quelques bateaux, et furent ou prises ou noyées. L'ouvrage de la rive gauche enlevé, celui de la rive droite se rendit immédiatement. Les Anglais saccagèrent ainsi ce petit établissement, détruisirent les ouvrages, brûlèrent les bateaux, et se retirèrent, très-fiers d'une expédition qui leur valait plus d'honneur quo de profit, puisqu'ils n'avaient fait autre chose, après tout, que bouleverser temporairement les moyens de passage. En apprenant ce coup téméraire, le général Foy, qui était avec sa division en marche vers la Castille, rebroussa chemin, courut après les Anglais, sans réussir toutefois à les atteindre. On en fut quitte pour une affaire désagréable mais point irréparable, car pour un pont détruit le Tage ne devenait pas un obstacle invincible, et une armée qui remonterait à temps par la route d'Estrémadure devait toujours trouver le moyen de le franchir.

Cet accident causa une vive émotion à Madrid, car il révélait la prochaine entrée de lord Wellington en campagne, et son intention de mettre les armées d'Andalousie et de Portugal dans l'impossibilité de communiquer entre elles. Cette indication aurait dû agir sur celle des deux qu'un appelait à secourir l'autre, et Joseph renouvela ses instances, mais en vain, comme on va le voir.

Le maréchal Soult avait reçu la visite du colonel Desprez, avait laissé apercevoir son extrême déplaisir de n'être pas major général de Joseph, n'avait point renouvelé une offre de démission dont on ne lui cachait pas l'acceptation immédiate si elle était faite, et s'était obstiné à soutenir que le danger menaçait non pas la Castille, mais l'Andalousie. Il n'y avait pas moyen de redresser son opinion à cet égard, et le colonel Desprez y renonçant, le pressa de s'expliquer sur l'exécution des ordres relatifs au corps du comte d'Erlon. Le maréchal avait renforcé ce corps, ainsi que Joseph l'avait prescrit, mais quant aux instructions à lui donner, il avoua clairement qu'il ne consentirait pas à s'en dessaisir, et à l'envoyer en Castille au secours de l'armée de Portugal. A toutes les instances que lui fit le colonel Desprez, le maréchal répondit que si on lui ôtait une portion quelconque de ses forces il ne pourrait garder l'Andalousie, et qu'il n'obéirait qu'à un ordre, celui d'évacuer cette province.

Ces allées et venues, ces résistances obstinées, faisaient perdre un temps précieux, pendant lequel lord Wellington se hâta de marcher sur l'armée de Portugal. En effet, dans les premiers jours de juin on apprit qu'il avait levé ses cantonnements, et qu'il était à la veille de franchir l'Aguéla pour se rendre dans la province de Salamanque par la route de Ciudad-Rodrigo. A cette nouvelle, le général Caffarelli que le défaut de présence d'esprit au milieu des embarras dont il était assailli, bien plus qu'une mauvaise volonté décidée, empêchait d'obéir, le général Caffarelli sans plus discuter l'autorité du roi, manda aux maréchaux Marmont et Jourdan qu'il allait marcher au secours de l'armée de Portugal avec un détachement de 10 mille hommes. Quant au maréchal Soult, Joseph lui expédia le véritable ordre qu'il aurait dû lui adresser dès le commencement, il lui prescrivit non plus de donner au comte d'Erlon l'instruction de suivre les mouvements du général Hill, mais de faire sur-le-champ un détachement de 10 mille hommes, de les acheminer sur le Tage, d'évacuer telle partie de territoire qu'il faudrait pour rendre possible l'accomplissement de cette mesure, et, enfin, s'il ne voulait pas obéir, de remettre immédiatement son commandement au comte d'Erlon.

Confiant dans l'exécution d'un ordre aussi précis, dans les promesses du général Caffarelli, dans la possibilité qu'il avait lui-même d'envoyer quelques mille hommes au maréchal Marmont, comptant que par toutes ces dispositions il pourrait porter l'armée de Portugal à près de 70 mille

hommes, il se rassura sur l'issue des événements qui se préparaient en Castille, il se rassura parce que, tout en étant doué de bon sens, d'intelligence militaire et de courage, il n'avait pas cette ardeur dévorante, cette vigilance sans sommeil du véritable homme d'action, qui ne croit qu'à ce qu'il a vu, qui ne se repose que sur les promesses accomplies, et ne donne pas un ordre sans en suivre lui-même l'exécution, qualité que Napoléon possédait au plus haut degré, et à laquelle il devait en partie ses prodigieux succès.

Pendant que le temps le plus précieux se perdait de votre côté en tristes tiraillements, lord Wellington s'était mis en mouvement pour essayer d'une marche offensive en Castille, seule partie de l'Espagne où, par les raisons que nous avons données, il put agir utilement. Il n'était pas lui-même, quoique commandant seul, et appartenant à la puissance la plus riche de l'Europe, entièrement satisfait de sa situation, surtout sous le rapport matériel. La solde était fort arriérée dans son armée; l'argent ne lui arrivait que très-difficilement, parce qu'il fallait que son gouvernement convertit en espèces métalliques, avec une perte d'au moins 25 pour 100, la monnaie de papier circulant en Angleterre; de plus les Espagnols, quoique dévoués à sa cause, lui fournissaient bien gratis tous les renseignements qui pouvaient le servir, mais ne lui livraient leurs denrées que contre argent. Les muletiers, qui avec six mille mulets transportaient les vivres de l'armée anglaise, n'étaient pas payés depuis plusieurs mois, et se plaignaient vivement. Or, s'ils avaient refusé un seul jour leurs services, l'armée anglaise eût été perdue, car sans les vivres réunis tous les soirs aux bivouacs, sans le temps de les faire cuire, de les consommer, lord Wellington n'aurait bientôt plus conservé un soldat dans les rangs. Aussi ne cessait-il d'écrire à son gouvernement que si on lui donnait ces admirables soldats français, comme il les appelait, qui se passaient d'approvisionnements, couraient çà et là pour se procurer leur nourriture, revenaient ensuite au drapeau, faisaient leur soupe en hâte avec ce qu'ils avaient ramassé, et se battaient néanmoins s'ils n'avaient pas eu le temps de la faire, il pourrait soutenir la guerre sans argent; mais que si les soldats anglais étaient mis à une telle épreuve, si on les exposait à quitter le drapeau pour aller à la maraude, au bout de quelques jours il n'en reviendrait pas un. Il se plaignait donc lui aussi d'avoir ses peines et ses difficultés. Son armée, quoique excellente, n'était pas non plus telle qu'il l'aurait voulue. Il l'aurait désirée plus nombreuse, particulièrement en Espagnols. Ces derniers, qui auraient dû lui fournir trente ou quarante mille soldats, lui avaient à peine envoyé une division de dix mille hommes, mal disciplinés, mal commandés, et ne rendant aucun des services qu'on devait attendre de la bravoure et de la sobriété du soldat espagnol. Avec le dévouement des nations portugaise et espagnole, avec toute la puissance

de l'Angleterre, après plusieurs campagnes heureuses, il était parvenu à réunir sur l'Aguéda, aux premiers jours de juin, les forces suivantes : sept divisions d'infanterie anglaise, présentant environ 35 à 36 mille hommes d'une solidité à l'épreuve (une huitième division était sous le général Hill en Estrémadure), cinq ou six mille hommes de cavalerie anglaise et allemande excellente, deux brigades d'infanterie portugaise, plus enfin une division espagnole sous le général don Carlos d'Espagne. Ces auxiliaires, difficiles à compter, surtout les Espagnols, à cause de leur organisation très-imparfaite, pouvaient monter à 14 ou 15 mille hommes. Ainsi l'armée de lord Wellington était d'environ 55 mille hommes. Les guérillas, très-propres au service de troupes légères, ajoutaient à son effectif une force impossible à évaluer, mais réelle. On voit qu'avec un peu d'entente entre nos généraux, avec nos braves soldats, avec 300 mille hommes d'effectif donnant 230 mille combattants, il eût été facile en se concentrant à propos d'opposer une masse écrasante à cette poignée d'Anglais, solides et bien conduits sans doute, mais dont la force était tout entière dans la sagesse de leur chef, et dans la désunion de nos généraux.

Lord Wellington le sentait si bien, que ce n'était qu'en tremblant (si ce mot peut être employé en parlant d'un tel homme) qu'il s'avancait en Castille. La conquête de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz étant accomplie, il fallait qu'il entreprit quelque chose; or, à entreprendre quelque chose, il ne pouvait essayer, comme nous l'avons montré, qu'une marche offensive en Castille. Sa ferme raison n'admettait sur ces points aucun doute; mais, en songeant qu'il allait se jeter sur les derrières des Français, entre les armées du nord et de Portugal d'un côté, les armées du centre et d'Andalousie de l'autre, qui seulement en envoyant ciascuno un détachement auraient pu l'accabler, il était saisi d'une véritable crainte, non pas de la crainte des âmes faibles, mais de la crainte des âmes fortes et éclairées, qui sans s'exagérer le danger en apprécient pourtant la gravité. S'il se rassurait au point de marcher au-devant de tels périls, c'est d'abord qu'il était obligé de tenter quelque chose, sous peine de perdre l'occasion la plus favorable, celle de l'absence de Napoléon; c'est ensuite qu'il comptait sur les misérables tiraillements dont il s'était aperçu depuis longtemps, et qui jusqu'ici avaient empêché nos généraux de l'accabler par la réunion de leurs forces. Une seule fois il avait vu cette réunion s'opérer à temps, c'était l'année précédente, lorsque le maréchal Marmont était accouru en Estrémadure, et ce mouvement lui avait fait manquer Badajoz, après une perte de six mille hommes. Au contraire, dans les trois premiers mois de la présente année, cette concentration n'ayant pas eu lieu, il avait pu prendre Badajoz et Ciudad-Rodrigo. Cette fois encore, il se flattait d'avoir le même bonheur grâce aux mêmes causes.

Résolu à se porter en avant, il écrivit néanmoins à son gouvernement

qu'il ne fallait pas se flatter d'obtenir de grands résultats, car il suffirait aux Français de se réunir contre lui pour qu'il fût promptement rejeté en Portugal. Il demanda donc expressément que l'armée anglo-sicilienne tentât une descente dans la province de Murcie ou dans celle de Catalogne, pour empêcher l'armée d'Aragon de faire des détachements au profit de l'armée du centre; il demanda aux flottes anglaises qui croisaient dans le golfe de Biscaye, et communiquaient avec les chefs de bandes, de simuler un débarquement pour empêcher le général Caffarelli d'aller au secours du maréchal Marmont. Ces précautions prises, il passa l'Aguèda dans les premiers jours de juin, et se dirigea sur Salamanque. Sachant, par des rapports exacts, dus au zèle des Espagnols, que le maréchal Marmont avait été obligé de disperser ses divisions pour les faire vivre, qu'aucun renfort ne lui était encore arrivé, il espérait trouver l'armée française disséminée, en tout cas forte au plus de 40 mille hommes, et probablement mal pourvue de matériel. Par ces divers motifs, il se flattait de lui faire au moins évacuer Salamanque, et de la repousser au delà du Douro, ce qui était un heureux commencement de campagne. Il se proposait ensuite d'agir selon les événements, qu'il avait assez de sang-froid pour attendre sans trouble, et assez de présence d'esprit pour saisir avec à-propos.

Le maréchal Marmont, qui était sur ses gardes, quoique mal servi par ses espions, eonnut bientôt l'approche de l'armée anglaise, et se mit en mesure de n'être pas surpris. Ayant eu le temps de réunir quatre ou cinq divisions, grâce au retour de la division Foy, il put former un rassemblement respectable, et capable d'imposer à l'ennemi une extrême réserve. Si toute son armée n'était pas sous sa main en avant de Salamanque, c'est d'abord qu'il avait beaucoup de points à occuper, et qu'ensuite, pour vivre dans un pays ruiné, il avait été obligé de s'étendre sur un espace de plus de trente lieues. Du reste, ayant profité des leçons administratives de Napoléon, dont il avait été l'aide de camp, il avait employé l'hiver à soigner ses hommes, à réparer son matériel d'artillerie, à recomposer autant que possible ses attelages, et à mettre ses postes en bon état de défense. A défaut de grands magasins qu'il n'avait pas le moyen de créer, il avait formé auprès de chaque division un petit dépôt de biscuit qui lui permettait de manœuvrer une quinzaine de jours sans être inquiet de la subsistance de ses soldats. Il avait disposé en citadelles trois conreints qui dominaient Salamanque et commandaient le passage de la Tormès. Il y avait placé une garnison d'un millier d'hommes, et il pouvait s'en éloigner sans crainte de voir l'ennemi s'y établir. La ligne du Douro, qui se trouvait en arrière de Salamanque, et qui avec son affluent l'Esda couvrait à la fois la Vieille-Castille et le royaume de Léon, était partout jalonnée de postes assez bien occupés. Toro, Zamora, Benavente, Astorga, promet-

taient une certaine résistance, et, en présence d'un adversaire circospect, il était possible, en manœuvrant sagement, de tenir la campagne quelque temps, sans être amené à une action décisive.

Le maréchal Marmont, après les dispositions que nous venons d'énumérer, leva son camp de Salamanque, livra la ville à elle-même, et alla camper, à quelque distance pour se ménager le loisir de rassembler ses divisions et d'observer les projets de l'ennemi. S'il ne se hâta pas de se réfugier derrière le Douro, c'est qu'il avait la Tormès pour se couvrir, et qu'il voulait rester en vue de Salamanque, afin de donner du cœur à la petite garnison laissée dans les trois couvents fortifiés.

Lord Wellington parut le 16 juin devant Salamanque. Reçu par les habitants avec une joie qui éclatait toujours après le départ des Français, et avant l'arrivée des Anglais, il consacra un jour ou deux à la réflexion, et au plaisir d'avoir ainsi acquis les honneurs de l'offensive, sans en courir les dangers. Les habitants lui demandaient de les délivrer des trois couvents fortifiés qui dominaient la ville, et qui pouvaient en rouvrir les portes aux Français. Ces couvents, examinés de près, semblèrent exiger une attaque en règle. Lord Wellington résolut d'y employer dix ou quinze jours; et n'en fut pas fâché, car il n'était pas disposé à précipiter ses mouvements dans une contrée où chaque pas en avant pouvait être un pas fait vers un abîme. Il avait amené avec lui quelques pièces de grosse artillerie, assez mal approvisionnées. Il commença l'attaque des couvents avec ces moyens, et envoya chercher à Ciudad-Rodrigo le matériel qui lui manquait.

Voici la position des trois couvents qu'il s'agissait de prendre. Le principal, le plus vaste, celui de Saint-Vincent, gros bâtiment carré, ressemblant à un fort, avait été crénelé, percé d'embrasures, et entouré de décombres qu'on avait disposés en glacis. D'un côté il dominait la Tormès, qui passe au pied de Salamanque, et de l'autre Salamanque elle-même. Les deux couvents de San-Gaetano et de la Merced, situés un peu au-dessous et vers la ville, fournissaient contre elle un second étage de feux, et en assuraient complètement la possession.

Lord Wellington ouvrit la tranchée devant le couvent de Saint-Vincent, par le dehors de la ville. Quant aux couvents de la Merced et de San-Gaetano, il voulut les brusquer, et en ordonna l'assaut. Mais les troupes qui gardaient ces deux postes, secourues par le feu dominant de Saint-Vincent, repoussèrent bravement les Anglais, et leur tuèrent plusieurs centaines d'hommes. Lord Wellington prit alors le parti d'attendre le gros matériel qui devait venir de Ciudad-Rodrigo. La vue de l'armée française, réunie à quelques lieues de là, dans une bonne position, soutenait le courage de nos petites garnisons, et prolongeait leur résistance.

Enfin, les 26 et 27 juin, la grosse artillerie étant arrivée au camp des

Anglais, lord Wellington fit battre en brèche. Les trois couvents se défendirent vaillamment, et dirigèrent un feu violent contre l'ennemi. Mais le principal, celui de Saint-Vincent, ayant été mis en flammes par des obus, il devint impossible de s'y maintenir plus longtemps, et, le 28, il fallut remettre ces citadelles improvisées, au moyen desquelles on avait cru pouvoir conserver Salamanque, on s'assurer du moins le moyen d'y rentrer. Nous y perdîmes un millier d'hommes hors de combat ou prisonniers; mais les Anglais en perdirent un nombre au moins égal, et nous avions gagné douze jours, retard précieux pour nous, et dès lors fâcheux pour nos adversaires. Il faut sans doute y regarder avant de disséminer ses forces dans de petites garnisons destinées à se rendre l'une après l'autre; mais, quand elles coûtent autant de monde à l'ennemi, et vous font gagner autant de temps, il n'y a pas de regrets à concevoir.

Jusqu'ici les opérations du maréchal Marmont étaient tout ce qu'elles pouvaient être; mais Salamanque pris, il n'était pas sage à lui de se tenir si près de l'armée anglaise, et il passa le Douro à Tordesillas, décidé à lui bien disputer cette ligne. Du reste la circonspection des Anglais ne faisait pas craindre de leur part une offensive très-vive. Lord Wellington suivit l'armée de Portugal, et vint border le cours du Douro; qui dans cette saison n'était pas très-volumineux, mais n'était cependant pas guéable, excepté dans un petit nombre d'endroits. Ce fleuve, comme nous l'avons dit, était pourvu de bons postes, tels que Tordesillas, Toro, Zamora, et même Benavente et Astorga, en considérant l'Esla et l'Orbigo comme un prolongement de la ligne du Douro. Astorga notamment, outre de bons ouvrages qui avaient déjà résisté, tantôt aux Français, tantôt aux Espagnols, contenait une excellente garnison de 1500 hommes bien résolus à se défendre, et devait, en donnant un fort appui à notre droite, gêner beaucoup la gauche des Anglais. Lord Wellington, arrivé le 1^{er} juillet sur le Douro, s'y arrêta pour laisser à l'armée espagnole de Galice le temps d'enlever Astorga. C'étaient, selon lui, quinze ou vingt jours encore d'employés utilement, sans s'engager trop vite dans cette hardie campagne entreprise sur les derrières des Français; mais c'était, on doit le reconnaître, leur laisser aussi le temps de se réunir pour l'accabler. Il fallait en effet qu'ils fussent aveuglés par d'étranges passions, pour ne pas employer ce délai à rassembler soixante-dix mille hommes contre l'armée anglaise. Aussi, en se tenant le long du Douro, lord Wellington ne cessait-il d'adresser les plus vives instances, d'un côté à l'armée anglo-sicilienne, pour qu'elle donnât une forte occupation au maréchal Suchet, et de l'autre aux forces navales anglaises croisant dans le golfe de Biscaye, pour qu'elles fissent craindre au général Caffarelli un gros débarquement sur les côtes des Asturies.

Dans cet intervalle le maréchal Marmont, établi derrière le Douro,

s'était occupé à concentrer les huit divisions dont était formée l'armée de Portugal. Après avoir recouvré la première de ces huit divisions, celle du général Foy, il lui restait à recouvrer la huitième, celle du général Bonnet, composée de troupes bonnes et nombreuses, supérieurement commandée, et confinée sur le revers des Asturies pour y batailler contre les Anglais et contre les bandes de Porlier. Les Asturies valaient assurément la peine d'être conservées, ainsi que l'avait prescrit Napoléon en partant pour la Russie, mais elles n'étaient rien auprès de l'objet qui préoccupait en ce moment le maréchal Marmont. Aussi n'avait-il pas hésité à dépêcher à la huitième division l'ordre d'évacuer les Asturies, et cet ordre avait trouvé le général Bonnet en route, car cet officier non moins intelligent qu'intrépide, comprenant ce que tant d'autres plus élevés en grade ne comprenaient point, avait jugé que tout intérêt devenait accessoire devant la nécessité de repousser les Anglais. En défalquant tout ce qu'on perd ou laisse en arrière à la suite d'une retraite rapide, le général Bonnet amenait 6 mille hommes, excellents par leur valeur propre, excellents par sa présence à leur tête. Cette adjonction inspira beaucoup de confiance au maréchal Marmont. Elle portait à 36 ou 37 mille hommes son infanterie. Ce qui lui manquait c'était la cavalerie, car elle s'était épuisée à courir les routes pour les purger des guérillas. Pressé de la remonter, le maréchal Marmont avait fait enlever tout ce qu'il y avait de chevaux de selle dans la contrée, et il avait ainsi ramassé un millier de bons chevaux, ce qui avait porté à 3 mille cavaliers bien montés et vigoureux le total de sa cavalerie. Avec son artillerie, bien servie et composée d'une centaine de bouches à feu, il avait environ 42 mille soldats, qui, renforcés seulement par dix mille hommes, seraient devenus très-supérieurs aux Anglais, et tels quels pouvaient leur tenir tête, s'ils étaient conduits avec un peu de sagesse et de bonheur.

Sans doute ils n'étaient pas mal commandés par le maréchal Marmont, mais ils ne l'étaient pas sûrement. Ce maréchal, ayant de l'esprit, de l'instruction, de la bravoure, et le talent de bien tenir ses troupes, possédait quelques qualités du général en chef, mais était loin de les réunir toutes. Quoique dissipé dans ses goûts, il pensait fort à ce qu'il avait à faire, combinait beaucoup, trop peut-être, car dans l'action la justesse des idées vaut mieux que l'abondance. L'abondance des idées en effet, sans un jugement ferme et prompt, éblouit au lieu d'éclairer. De plus ce maréchal ne passait pas pour heureux. Le bonheur, qualité indéfinissable, est-il une vaine superstition des hommes, ou bien une réalité? Est-ce une faveur du sort capricieux, donnant à l'un pour les refuser à l'autre, ces circonstances de froid, de chaud, de pluie, de soleil, d'arrivées imprévues, qui font souvent réussir des combinaisons médiocres, ou échouer des combinaisons habiles? Ou bien n'est-ce pas plutôt un ensemble bien propor-

fianné de qualités, qui, même sans des facultés supérieures, inspire ces déterminations simples et fortes qui sauvent les armées et les empires? Quoi qu'il en puisse être, le maréchal Marmont dans sa carrière n'a point passé pour heureux, et, chose singulière, il était confiant, soit que le courage suppléât en lui à la fortune, soit qu'il ignorât sa destinée, qui alors ne s'était pas révélée tout entière. Tel était le général de l'armée française en ce moment, et si on avait pu pénétrer l'avenir, on aurait dû être profondément inquiet en le voyant devant un général calme, solide, d'une prudence consommée, et dont le bonheur, soit caprice du sort, soit talent, ne s'était jamais démenti.

Le maréchal Marmont, abrité derrière le Douro, devait-il y rester immobile? Sans doute il eût mieux fait d'attendre l'initiative de son adversaire, de lui disputer le passage du Douro tant qu'il pourrait, puis de se replier méthodiquement sur l'armée du nord, qui aurait bien fini, de gré ou de force, quand elle aurait vu l'ennemi chez elle, par se joindre à lui. Mais il était jeune, plein de vanité, ignorait les vues du sort, avait une armée d'une bravoure éprouvée, sur laquelle les Anglais n'avaient pris aucun ascendant, qui reculait à contre-cœur, et il venait de recevoir des nouvelles qui réduisaient à rien ses espérances de secours. D'un côté le général Caffarelli, après lui avoir annoncé un renfort de dix mille hommes, lui mandait maintenant l'apparition des flottes anglaises entre Saint-André et Saint-Sébastien, la probabilité d'un prochain débarquement, et en définitive ne lui parlait plus du renfort promis. Or si on doit espérer avec réserve de celui qui promet, à plus forte raison ne doit-on rien espérer de celui qui ne promet pas, ou qui après avoir promis ne promet plus. Au même instant Joseph, lui écrivant à la date du 30 juin une lettre qui arriva le 12 juillet au quartier général de l'armée de Portugal, lui faisait part de ses efforts pour amener les armées du nord et d'Andalousie à le secourir, sans lui dissimuler le peu de chance qu'il avait d'y réussir. Pour comble de disgrâce, Joseph, soit qu'il ne fût pas prêt, soit qu'il n'en crût pas le moment venu, ne lui disait pas s'il pourrait se priver en sa faveur d'un détachement de l'armée du centre. Le maréchal Marmont devait donc se considérer comme tout à fait abandonné. Certes si ce maréchal avait cru pouvoir compter sur dix à douze mille hommes de l'armée du centre, il aurait incontestablement attendu ce secours avant de rien entreprendre, car on aime mieux partager l'honneur d'une victoire, que de s'exposer à porter seul le poids non partagé d'une défaite. Quant à l'armée d'Andalousie, qui aurait pu venir à son aide, et qui l'aurait dû, ne fût-ce qu'à titre de reconnaissance, il n'en attendait absolument rien, et les dernières lettres de Joseph ne faisaient que compléter une conviction qui était formée chez lui depuis longtemps. Les faits ultérieurs prouvent qu'il ne se trompait point.

Réduit à ses seules forces, comparant son armée avec celle de lord Wellington, qui n'était pas supérieure en nombre en ne voulant tenir compte que des Anglais, se rappelant que les batailles gagnées par ceux-ci ne l'avaient été que parce qu'on avait eu le tort de les attaquer dans des positions où leur manière de combattre les rendait invincibles, il pensa qu'avec des troupes fortement aguerries, il pourrait manœuvrer autour d'eux sans se compromettre, leur faire abandonner la ligne du Douro, et les ramener à la frontière du Portugal sans livrer bataille; que peut-être même, tandis qu'on chercherait à se placer sur leur ligne de communication afin de les contraindre à rétrograder, on pourrait occuper l'une de ces positions défensives, où les avantages qu'on leur avait toujours laissés seraient cette fois de notre côté. Les Français, qui escaladaient si bien des positions presque inabordable, comme celles de Talavera et de Bussaco, seraient bien autrement redoutables, si au lieu d'avoir à les emporter ils n'avaient qu'à les défendre, et les Anglais bien moins heureux, si au lieu d'avoir à défendre ces positions, ils avaient à les attaquer. Cette fois on serait presque sûr de la victoire. Il n'y avait donc pas de témérité à vouloir manœuvrer autour des Anglais, et le cas d'une bonne position défensive se rencontrant, de songer à leur disputer le terrain. À toutes ces raisons d'agir s'en ajoutait une dernière d'un grand poids. Les Espagnols de l'armée de Galice assiégeaient Astorga, qui n'avait pas pour plus de quinze jours de vivres. Pouvait-on s'éloigner de l'armée anglaise pour aller ravitailler cette place? Et si on ne le pouvait pas sans danger, n'allait-on pas être tourné sur sa droite par la perte d'Astorga, et condamné dès lors à une retraite indéfinie?

Telles furent les idées avec lesquelles le maréchal Marmont sortit de l'asile qu'il avait trouvé derrière le Douro. Il essaya d'abord de repasser ce fleuve en présence de l'armée anglaise, et le fit avec assez d'art et de bonheur. Les bords du Douro étaient conformés de telle manière qu'on découvrait d'une rive à l'autre tous les mouvements des deux armées. Le maréchal Marmont affecta de faire descendre par sa droite des colonnes de troupes vers Toro, et tandis qu'il donnait à cette démonstration la plus grande vraisemblance possible, il préparait sur sa gauche aux environs de Tordesillas les moyens de franchir réellement le Douro sur plusieurs ponts de chevaux. Dans la nuit du 16 au 17 juillet en effet, tandis que sa droite prolongée simulait un projet de passage vers Toro, sa gauche en opérant un véritable au-dessus de Tordesillas, et son centre suivant sa gauche venait passer après elle. Le lendemain, profitant de la surprise et de la confusion des Anglais, il ramenait sa droite à lui, et se trouvait avec ses quarante-deux mille hommes, parfaitement intacts, confiants, pourvus de vivres, au delà du Douro, avec toute l'apparence d'intentions inquiétantes pour l'armée britannique.

Lord Wellington n'avait pas plus que le maréchal Marmont le désir de livrer bataille, mais il était bien résolu à ne pas se laisser couper de Ciudad-Rodrigo, où il avait ses vivres, ses munitions de guerre, et une bonne porte pour rentrer en Portugal. Il s'empessa donc de lever son camp et de rétrograder vers Salamanque par le chemin qu'il avait déjà suivi. Le maréchal Marmont avait par conséquent réussi dans le projet de le ramener en arrière.

En se reportant vers Salamanque on rencontrait divers affluents du Douro, la Guarena d'abord, et ensuite la Tormès, sur laquelle Salamanque est assise. C'étaient autant d'échelons à disputer en se retirant. Lord Wellington se replia de l'un sur l'autre avec prudence et lenteur. Au bord de la Guarena, le général Clausel, jeune lieutenant général qui annonçait déjà les plus grands talents militaires, se hâta trop de la franchir, et s'exposa à être ramené. Mais ce fut une perte sans importance, et le 19 au soir on concha le long de cette petite rivière, bravant le canon les uns des autres pour venir se désaltérer dans ses eaux, car la chaleur était étouffante.

Dans la nuit le maréchal Marmont remontant la Guarena par sa gauche, la franchit à un point où elle n'était plus qu'un torrent insignifiant, et se trouva tout à coup en présence des Anglais, surpris de n'être séparés de nous par aucun obstacle. Aussi ne tardèrent-ils pas à battre en retraite. Ils marchaient d'un bon pas, avec aplomb, leurs masses bien serrées, couverts par de la cavalerie et de l'artillerie légères, le long d'un plateau assez étendu. Notre armée se tenait à leur hauteur, s'avancant sur un plateau parallèle à celui qu'ils occupaient, montrant autant d'aplomb, beaucoup plus d'aisance, et une confiance dont le général en chef se laissait lui-même enivrer. L'artillerie légère longeant au galop le bord du plateau sur lequel nous cheminions, s'arrêtait de temps en temps pour canonner les Anglais, puis se remettait en mouvement pour les suivre. Les deux positions se rejoignaient à un village, où l'on était naturellement tenté de se devancer. Nos troupes y arrivèrent les premières, en chassèrent quelques coureurs, et eurent le plaisir d'y canonner l'armée ennemie, défilant sous notre feu, et à bonne portée. Nous ne perdîmes personne et même quelques Anglais. Depuis le passage du Douro, nous avions ramassé un millier d'hommes, tant blessés que trainards. Le 20 au soir les Anglais repassèrent la Tormès, et nous couchâmes sur ses bords.

Le 21 nous franchîmes cette rivière à une lieue et demie au-dessus de Salamanque, et vîmes prendre position en face des hauteurs dites des Arapiles, sur lesquelles les Anglais s'étaient établis, et où il n'était pas facile de les aborder. Le maréchal Marmont était sans doute un peu trop enorgueilli de ses premiers avantages, et des marches qu'il avait exécutées en présence de lord Wellington; toutefois il était résolu à ne pas

commettre d'imprudence, et à ne pas renouveler les fautes de ses prédécesseurs, en allant mal à propos attaquer les Anglais dans des lieux où il n'y avait aucune chance de les vaincre. Il campa en face d'eux, après avoir occupé de son côté une position assez avantageuse, séparée par un vallon de celle de l'ennemi, et s'appuyant à droite au village de Calvarossa de Ariba, à gauche à des bois dont il avait eu soin de s'emparer. Il n'avait donc rien à craindre, et s'endormit tranquillement avec ses soldats, sans autre projet que de continuer un système de manœuvres qui lui avait jusqu'à ce jour parfaitement réussi.

Le lendemain matin, 22 juillet, le maréchal Marmont monta de bonne heure à cheval pour juger des desseins de l'ennemi, et y conformer les siens. Tout était en repos des deux côtés, et rien n'annonçait un projet de la part de lord Wellington, si ce n'est peut-être celui de rectifier sa position, et de se relier un peu plus étroitement à Salamanque et à la route de Ciudad-Rodrigo. Une sorte de vallon peu profond, et assez large, allant aboutir à la Tormès près de Salamanque, nous séparait des Anglais, et rendait la position des deux armées également sûre. Le village de Calvarossa de Ariba, occupé par la division Foy, servait de pivot à notre droite. Notre centre et notre gauche s'appuyaient à des bois. On pouvait ainsi attendre de part et d'autre, sans se faire aucun mal, chacun des deux adversaires ne voulant combattre qu'à coup sûr. Toutefois le maréchal Marmont, confiant en fait de manœuvres dans le savoir de son armée et le sien, imagina un mouvement par sa gauche, qui avait pour but de déborder un peu la droite des Anglais, de menacer par conséquent leurs communications avec Ciudad-Rodrigo, et lorsqu'ils décamperaient, soit pour se rapprocher de Salamanque, soit pour regagner la route de Ciudad-Rodrigo, d'attaquer leur arrière-garde et de leur en prendre une portion. C'était faisable, mais beaucoup trop ambitieux, et avec les dispositions de lord Wellington, qu'il était facile de conjecturer sans les connaître, et qui étaient de regagner Ciudad-Rodrigo le plus tôt possible, il aurait mieux valu *lui faire un pont d'or*, que de risquer des mouvements qui pouvaient sans qu'on le voulût engager une bataille.

Du reste, avec beaucoup de prudence dans l'exécution, il était possible d'opérer ces mouvements sans de trop fâcheuses conséquences. Laisant donc sa droite sous le général Foy au village de Calvarossa de Ariba, et, pour la rendre plus forte encore, y ajoutant la division du général Ferey, le maréchal Marmont fit défilér derrière cet appui son centre et sa gauche, le long des bois auxquels il était adossé, et en suivant toujours le bord des hauteurs qu'il avait occupées. Entre les Anglais et nous, vers notre droite, s'élevaient deux mamelons tristement célèbres, et appelés les Arapiles. De ces deux Arapiles, le plus rapproché de nous était en même temps le plus élevé, et de son sommet on pouvait canonner avec avantage

le petit Arapile, dont les Anglais avaient pris possession. On eut donc utile d'enlever le grand Arapile comme appartenant à notre position, et comme devant consolider l'établissement de notre droite. La brave division Bonnet, chargée de cette opération, en chassa sans beaucoup de peine quelques troupes légères ennemies qui s'y trouvaient, et y établit une forte batterie. C'était une sorte de pivot parfaitement solide, autour duquel on se mit à tourner pour opérer la manœuvre projetée. En effet, le maréchal Marmont porta le reste de ses divisions en avant, la gauche en tête, défilant en face des Anglais, et laissant toujours entre eux et nous le vallon qui nous séparait. La division Thumières, formant son extrême gauche, s'avança un peu en flèche pour menacer la droite des Anglais; les divisions Sarrit et Maucune se placèrent au centre, la division Clausel en réserve, la division Brenier en arrière vers les bagages et le parc d'artillerie. Ces mouvements s'exécutèrent avec ordre, assez loin de l'ennemi, excepté celui qui nous mit en possession du grand Arapile, et semblèrent, du moins pour le moment, ne devoir entraîner aucune suite sérieuse.

Pendant que le maréchal Marmont agissait de la sorte, lord Wellington, qui assistait à cette manœuvre, dirigée évidemment contre ses communications, prit sur-le-champ son parti, et ordonna une manœuvre exactement semblable, de manière à avancer sa droite autant que nous avançons notre gauche, et à être toujours en mesure de décamper quand il le voudrait, sans nous trouver sur son chemin. En conséquence, laissant sa gauche immobile devant notre droite immobile aussi, et lui donnant une grande force, puisqu'il la composa de la division légère sous le général Charles Alton, de la première division sous le général Campbell, et d'une grosse masse de cavalerie, il porta son centre vis-à-vis du nôtre, entre le petit Arapile et le village dit des Arapiles, toujours sur le bord des hauteurs opposées à celles que nous occupions. Ce centre était formé de quatre divisions anglaises, c'est-à-dire de plus de vingt mille hommes, d'une excellente infanterie. En première ligne, et ayant la gauche au petit Arapile, étaient la 4^e division sous le général Cole, la 5^e sous le général Leith; en seconde ligne, la 6^e sous le général Clinton, la 7^e sous le général Hope. Lord Wellington porta sa droite au village de Las-Torrès, en face de notre gauche, et la composa de la brigade portugaise Bradford, de la division espagnole don Carlos. Il y ajouta la 3^e division anglaise, autrefois Picton, retirée des bords de la Tormès, et en outre tout le reste de ses troupes à cheval, parce que de ce côté le terrain s'abaissant rapidement, était tout à fait propre aux manœuvres de la cavalerie.

Par ces mesures le général anglais avait suffisamment paré aux dispositions de son adversaire, sans toutefois engager une bataille dont il per-

sistait à ne pas vouloir. Il était midi ; toute la journée se serait passée en manœuvres semblables, sans grandes pertes de part ni d'autre, et certainement vers la nuit lord Wellington aurait battu en retraite pour regagner Ciudad-Rodrigo, nous rendant Salamanque sans combat, lorsque le maréchal Marmont, par une fatale impatience non pas de combattre mais de manœuvrer, voulut enlever l'arrière-garde de son adversaire, qu'il croyait prêt à décamper. En conséquence il porta plus en avant encore sa gauche, composée, comme nous l'avons dit, de la division Thomières, et si en avant, qu'elle commença à descendre des hauteurs devant la 3^e division anglaise, qui était destinée, avec une grande masse de cavalerie, à lui barrer le chemin. Il porta son centre, composé des divisions Maucune et Sarrut, plus près encore du bord du vallon qui nous séparait des Anglais, fit appuyer ces deux divisions par le général Clausel, rapprocha la division Brenier, sans prescrire à aucune d'aborder les Anglais, car, ainsi que nous venons de le dire, il n'avait d'autre intention que d'entamer leur arrière-garde lorsqu'ils se retireraient. Mais pour exécuter de tels mouvements si près de l'ennemi, il faut avoir à la fois une dextérité et une autorité qui assurent l'exécution précise de ce qu'on ordonne. Malheureusement le maréchal Marmont ne possédait pas ces deux avantages à un degré suffisant pour se montrer aussi hardi devant un adversaire tel que lord Wellington. Le général Maucune, commandant la division du centre qui était le plus en avant à gauche, était un officier d'une bravoure éprouvée et d'une extrême audace sur le champ de bataille. Croyant les Anglais en pleine retraite, il imagina que le moment était venu de se jeter sur eux. En conséquence il fit demander l'ordre d'attaquer, ne l'attendit pas, poussa devant lui les tirailleurs ennemis, les replia, descendit dans l'intervalle qui séparait les deux armées, et s'engagea contre les divisions anglaises du centre, les divisions Cole et Leith. A cet aspect, lord Wellington qui voulait bien se retirer, mais non pas finir, accepta la bataille qu'on semblait lui présenter, et fit donner à son centre l'ordre de recevoir et de repousser l'attaque du nôtre.

Tandis que le général Maucune commettait cette témérité, le général Thomières à gauche, continuant à s'avancer en pointe, descendait aussi en plaine sans être appuyé, et s'exposait à rencontrer de front la division d'infanterie Picton, et sur ses flancs une épaisse nuée de cavalerie. On se mêla ainsi de toutes parts, et on fut aux prises sur le front entier des deux armées, sans qu'aucun des deux généraux en chef l'eût voulu.

Par malheur la division du général Clausel, nombreuse et supérieurement commandée, était encore en arrière, et point en mesure de fournir l'appui dont nos divisions imprudemment engagées auraient en besoin.

Le maréchal Marmont, qui du grand Arapile où il était resté pour diriger ces divers mouvements, apercevait avec sa lunette les fautes com-

mises, remonta précipitamment à cheval pour aller lui-même contenir l'impatience de ses lieutenants. Mais à peine était-il en selle qu'il reçut un obus qui lui fracassa un bras et lui ouvrit le flanc. Certes on pouvait bien ici croire à la fortune, et surtout à la fortune contraire ! Le malheureux maréchal tomba noyé dans son sang, et n'eut que le temps de désigner le général Bonnet, le plus ancien de ses divisionnaires, pour le remplacer dans le commandement. Sa blessure était si grave, qu'on ne savait pas si elle ne serait pas prochainement mortelle. Pendant qu'on allait chercher le général Bonnet à droite vers les Arapiles, la bataille partout commencée se continua avec fureur sans général en chef de notre côté. Le général Maucune poussa vivement les Anglais, et les accula au village des Arapiles ; le général Sarrut le soutint. Mais ils avaient en tête quatre divisions euneuies, qui, outre qu'elles étaient quatre contre deux, étaient individuellement plus fortes que les nôtres. Après un premier succès, le général Maucune criblé par les redoutables feux des Anglais se vit obligé de plier. Mais le général Clausel arriva, prit la place de la division Maucune, et ramena les Anglais. Le maréchal Beresford, présent sur cette partie du champ de bataille, prescrivit alors à sa seconde ligne de se former en potence sur la première, de manière à prendre en flanc la division Clausel. En même temps lord Wellington fit vers sa gauche attaquer le grand Arapile par les Portugais du général Pakenham, et vers sa droite il jeta sur la division Thomières, descendue fort imprudemment dans la plaine, outre l'infanterie de la division Picton, toute la masse de sa cavalerie. Malgré ces efforts redoublés de l'ennemi, notre armée se maintint et conserva son terrain. La division Bonnet, quoique privée de son général, qui était accouru vers le centre pour prendre le commandement, arrêta court les Portugais du général Pakenham. Le 120^e régiment leur tua 800 hommes, et resta maître du grand Arapile. Le général Clausel soutint avec vigueur l'attaque de front de la division Clinton, mais souffrit cruellement des feux de flanc de la division Leith. On combattait de si près, que de toute part les généraux furent blessés. De notre côté, le général Bonnet fut atteint gravement ; le général Clausel le fut aussi. Du côté des Anglais, le maréchal Beresford, les généraux Cole, Leith, reçurent des blessures plus ou moins dangereuses. À notre gauche, et à la droite des Anglais, le combat n'était pas moins violent. La division Thomières fut assaillie au milieu de la plaine par la cavalerie ennemie, perdit son chef, tué sur le champ de bataille, et se replia en désordre. La division Brenier courut à son secours, mais elle fut entraînée par le mouvement rétrograde, et le brave 22^e, voulant tenir bon, fut fort maltraité. Le général Clausel, qui venait de remplacer dans le commandement le général Bonnet, et qui, quoique blessé lui-même, n'avait pas quitté le champ de bataille, pensa qu'il fallait se tirer de cette échauffourée, et ne pas tout risquer en voulant s'opiniâtrer

davantage. Il ordonna la retraite, et la dirigea avec une grande présence d'esprit vers le plateau que nous n'aurions pas dû quitter: Il y appela la division Ferey qui était restée derrière la division Foy, à l'extrême droite, et y ramena la division Sarrut, moins engagée que les autres divisions du centre. Derrière ce solide appui se rallièrent successivement les divisions Thomières et Brenier, compromises au loin vers notre gauche, et les divisions Maucune et Clausel violemment engagées au centre. La division Bonnet, qui, placée au grand Arapile, avait converti le pied du mamelou de cadavres ennemis, se replia également dans un ordre imposant. Les Anglais essayèrent alors de gravir à leur tour les hauteurs sur lesquelles nous venions de nous replier. Mais tous leurs efforts se brisèrent devant les divisions Sarrut et Ferey. Malheureusement le général Ferey, commandant la 3^e division, fut blessé à mort. Cependant les Anglais ayant cessé d'insister, nos divisions défilèrent l'une après l'autre derrière les divisions Sarrut et Ferey, passèrent ensuite derrière la division Foy, qui était restée immobile à Calvarossa de Ariba, et revinrent par le chemin qu'elles avaient suivi le matin dans de bien autres intentions que celles d'une bataille, et dans l'espérance d'un bien autre résultat. Toute la cavalerie anglaise se précipita alors sur la division Foy, qui, n'ayant pas encore combattu, était chargée de couvrir la retraite. Cette division reçut en carré les masses de la cavalerie anglaise, leur tua beaucoup de monde, et se retira en bon ordre. On regagna ainsi vers la nuit les bords de la Tormès, et on repassa cette rivière sans être poursuivi.

Telle fut cette funeste et involontaire bataille, dite de Salamanque ou des Arapiles, qui eut pour l'armée anglaise des conséquences fort imprévues, car elle lui procura une victoire inespérée, au lieu d'une retraite inévitable, et commença, comme on va le voir, la ruine de nos affaires en Espagne. Certes, c'était ici le cas, sans nier le mérite de lord Wellington et les fautes du maréchal Marmont, de croire au bonheur, car le résultat était bien disproportionné au mérite du capitaine anglais, et aux fautes du général français. Un engagement inattendu, trois généraux en chef blessés l'un après l'autre, une confusion inouïe après plusieurs jours de la marche la plus ferme et la plus heureuse, étaient-ce assez de coups terribles, et on peut dire immérités! Cette bataille était bien la preuve que l'effet moral des événements de guerre est la plupart du temps fort supérieur à leur effet matériel. Si de notre côté les généraux Thomières et Ferey avaient été tués, si le maréchal Marmont, les généraux Bonnet, Clausel, Maucune avaient été blessés, de leur côté les Anglais avaient eu le général le Marchant tué, le maréchal Beresford, les généraux Cole, Leith, Cotton sérieusement blessés. Nous avions cinq à six mille hommes hors de combat, et les Anglais à peu près autant. Nous avions, il est vrai, abandonné en outre neuf pièces de canon, qui descendues des hauteurs

dans la plaine, et ayant perdu leurs chevaux, n'avaient pu être ramenées. La différence dans les résultats matériels n'était donc pas considérable, mais les situations étaient profondément changées. Nous n'avions plus aucune chance de forcer les Anglais à rétrograder; dès lors il fallait rétrograder nous-mêmes, avec une armée non pas abattue, mais profondément irritée de ses longs malheurs, à laquelle n'avaient servi ni son incomparable bravoure, ni sa résignation aux plus cruelles souffrances, et qui tantôt par une cause, tantôt par une autre, et presque toujours par la division des généraux, avait été constamment sacrifiée. Il fallait la ramener derrière le Douro, peut-être même au delà, si on voulait lui rendre la confiance, et la résolution de se dévouer de nouveau à une guerre que dans son bon sens elle jugeait détestable, et à des chefs qu'elle accusait de toutes ses infortunes. Lord Wellington au contraire était maître désormais de tenir la campagne en Castille, et sur les derrières des Français, car nulle part il n'y avait une force capable de lui tenir tête. L'armée de Portugal allait être obligée de se replier devant lui jusqu'à ce qu'elle rencontrât l'armée du nord, c'est-à-dire bien loin; l'armée du centre était beaucoup trop faible pour oser l'approcher; l'armée d'Andalousie était hors de portée; et il avait dès lors le choix, ou de poursuivre le général Clausel, pour essayer de le détruire, ou de se jeter sur Madrid, pour y entrer en triomphateur. Telles étaient les cruelles suites de la mauvaise volonté de ceux qui n'avaient pas secouru à temps l'armée de Portugal, et de l'imprudence de ceux qui l'avaient engagée dans une bataille inutile.

Heureusement pour cette armée, il lui arrivait, trop tard sans doute, mais utilement encore, un chef digne de la commander. Le général Clausel était jeune, vigoureux de corps et d'esprit, peu instruit il est vrai, et souvent négligent, mais d'un imperturbable sang-froid, tour à tour impétueux ou contenu, doué sur le terrain d'un coup d'œil supérieur, et moitié insouciance, moitié vigueur d'âme, supportant, quoique n'ayant jamais commandé en chef, les anxiétés du commandement aussi bien que les plus expérimentés capitaines. Estimé des soldats pour sa vaillance, aimé d'eux pour sa bonhomie, il était le seul qui pût en obtenir encore quelque soumission, et leur faire endurer, sans les révolter, des exemples de sévérité.

Ayant pris, tout blessé qu'il était, et des mains de deux généraux blessés eux-mêmes, le commandement en chef, l'ayant pris au milieu d'une déroute, il parut si peu troublé, que le calme reentra dans les âmes, et l'ordre avec le calme. Le 23 juillet, il rétrograda sur le Douro le plus rapidement qu'il lui fut possible. Les Anglais ayant tenté de le poursuivre avec leur cavalerie, il les reçut en carré, et les maltraita. Par malheur un carré du 6^e léger ne s'étant pas formé à temps, essuya quelque dom-

mage. Ce fut du reste le seul accident de ce genre. Bientôt on se trouva derrière le Douro, débarrassé des Anglais, mais assailli d'une nuée de guérillas, qui, sans nous faire courir aucun danger sérieux, égorgaient cependant nos blessés, nos trainards, nos fourrageurs. Nos vivres étaient épuisés, les soldats ayant consommé durant ces quelques jours de manœuvres les ressources que le maréchal Marmont leur avait ménagées. Irrités par les cruautés dont leurs camarades étaient victimes sous leurs yeux, les soldats pillaient non-seulement avec avidité, mais avec barbarie, se souciant peu de détruire un pays inhospitalier qu'ils ne pouvaient pas garder, et qu'ils espéraient ne plus revoir. Le général Clausel eut la plus grande peine à réprimer leurs excès, et à plusieurs reprises, seutit l'autorité expirer dans ses mains. Cependant, grâce à lui, l'armée ne cessa pas de présenter un ensemble que lord Wellington, dans sa loyale prudence, ne voulut pas essayer d'entamer une nouvelle fois.

En ce moment arrivaient enfin une partie des secours tant demandés, si vainement attendus, et dont l'invasemblance, après une trop longue attente, avait contribué à entraîner le maréchal Marmont dans des opérations téméraires. Le premier jour de la retraite, le général Clausel rencontra un millier d'hommes que le général Caffarelli avait fini par envoyer, et consistant en deux régiments de cavalerie et un détachement d'artillerie attelée. La dérision était grande en vérité, et eût mérité une répression sévère, si le général Caffarelli n'avait eu pour excuse sa bonne foi, et le trouble que lui avait causé l'apparition des flottes anglaises sur les côtes de Biscaye. Courageux, mais dépourvu de présence d'esprit, il avait cru à un formidable débarquement, et au lieu des dix mille hommes promis, il en avait expédié mille. Un autre secours, celui-ci décisif s'il fût arrivé à temps, fut non pas rencontré, mais annoncé par une dépêche de Joseph, au moment où l'armée repassait le Douro. Ce secours était d'environ 13 mille hommes, comprenant presque la totalité de l'armée du centre, que Joseph, en désespoir de cause, s'était décidé à conduire lui-même à Salamanque, et qu'il avait encore mis plus de lenteur à annoncer qu'à amener. Il était parti de Madrid le 21 juillet, et, quoique tard, ce n'eût pas été trop tard, si trois ou quatre jours auparavant il eût mandé ce mouvement au maréchal Marmont. Malheureusement il n'avait écrit que le 21, jour de son départ de Madrid, et il était bien impossible que le maréchal Marmont fût averti le 22 à Salamanque du secours qu'il allait recevoir. Prévenu à temps, ce maréchal eût certainement attendu, et quoique le nombre ne soit pas une ressource assurée dans une bataille aussi mal engagée que celle de Salamanque, probablement un tel renfort aurait ou déterminé lord Wellington à décamper en toute hâte, ou provoqué des combinaisons différentes. En tout cas il eût fallu bien du malheur pour que 35 mille Français, tels que ceux qui auraient composé l'armée de Por-

tugal, eussent été battus par 40 mille Anglais, accrus de 15 mille Espagnols et Portugais.

Comment ce secours arrivait-il ainsi? comment arrivait-il si tard? comment même arrivait-il? C'est ce qu'il faut maintenant faire connaître. Joseph, comme on l'a vu, avait expédié au maréchal Soult non plus l'ordre de placer le comte d'Erlon en face du général Hill pour le suivre où il irait, mais l'ordre plus approprié aux circonstances de détacher immédiatement 10 mille hommes sur le Tage, pour les envoyer à l'armée de Portugal, et de se dessaisir ou de ces 10 mille hommes, ou de son commandement. De plus, Joseph avait autorisé le maréchal Soult à restreindre son occupation, s'il se croyait trop affaibli pour continuer à garder l'Andalousie tout entière: Il semble qu'un tel ordre n'admettait ni tergiversation ni refus, et certainement il n'en aurait pas rencontré s'il était émané d'un pouvoir capable de se faire respecter, c'est-à-dire de Napoléon lui-même. Mais il n'en fut pas ainsi. Le maréchal Soult usant d'un argument déjà employé, déclara qu'il était prêt à obéir, mais à une condition qu'il ne devait pas laisser ignorer, c'était l'évacuation immédiate et complète de l'Andalousie, car avec 10 mille hommes de moins il lui était impossible de s'y maintenir. Cette assertion était fort contestable. L'armée d'Andalousie, comptant près de 60 mille combattants, sur un effectif de 90 mille hommes, pouvait bien pour quelque temps garder l'Andalousie avec 50 mille. Douze mille hommes suffisaient à Grenade, 12 mille devant Cadix, et avec 25 mille aux environs de Séville, on pouvait pour quelques semaines faire face à tous les événements, contenir notamment le général Hill qui n'en avait pas 15 mille, et qui ne songeait pas d'ailleurs à quitter Badajoz. Le maréchal Soult n'en avait pas laissé autant, à beaucoup près, lorsqu'il s'était porté en Estrémadure, soit pour assiéger Badajoz, soit pour livrer la bataille d'Albuera. A cette nouvelle espèce de refus déguisé, le maréchal Soult ajoutait des conseils sur le meilleur plan de campagne à suivre contre les Anglais. On voulait, disait-il, les détourner du nord de la Péninsule, eh bien, il y avait un moyen assuré d'y réussir, c'était, au lieu de diminuer l'armée qui gardait l'Andalousie, de la renforcer au contraire, de lui amener l'armée du centre tout entière, peut-être même celle de Portugal, et lord Wellington craignant alors pour Lisbonne, serait bien obligé de se reporter du nord au midi.

D'abord cette conduite était formellement opposée aux instructions de Napoléon, qui avait prescrit de tout sacrifier au maintien des communications avec la France par les provinces du nord, et qui, dans cette pensée, avait lui-même rendu l'armée du nord indépendante de l'armée de Portugal, et ramené celle-ci du Tage sur le Douro, au risque d'isoler d'avantage les unes des autres ces armées qui avaient tant besoin d'être unies. Mais indépendamment de cette violation des ordres de Napoléon,

se figure-t-on ce que nous serions devenus en Espagne, si le nord et le centre de la Péninsule étant livrés aux Anglais, lord Wellington dominant depuis Vittoria jusqu'à Baylen, et insurgant toute la population par sa présence, nos armées s'étaient trouvées confinées en Andalousie?

Du reste, ce n'étaient pas des conseils que Joseph demandait au maréchal Soult, mais des renforts pour l'armée de Portugal. Voyant qu'il n'en pouvait pas obtenir, il avait remis à plus tard le soin de s'expliquer avec le chef de l'armée d'Andalousie, et apprenant à chaque instant le danger croissant du maréchal Marmont, il avait enfin pris le parti d'aller lui-même à son secours. Il aurait pu être prêt dès le 17 juillet, et en partant à cette date il serait encore arrivé à temps devant Salamanque. Mais le maréchal Suchet ayant mis la division italienne de Palombini à sa disposition, et cette division pouvant être amenée sur Madrid, Joseph avait mieux aimé opérer avec 12 ou 13 mille hommes qu'avec 10 mille, et par ce motif avait attendu jusqu'au 21 juillet. Renforcé de 3 mille Italiens, il avait 18 mille hommes sous ses ordres. Il s'était décidé à n'en laisser que 5 mille de Madrid à Tolède, et à partir avec le reste pour la province de Salamanque. A ce moment même il eût été temps encore, s'il s'était hâté d'avertir le maréchal Marmont. Mais il n'en avait rien fait, et ce n'est que le 21 même que Joseph avait écrit à Marmont son départ et le commencement de son mouvement¹. Arrivé le 23 à Villa-Castin, il n'avait appris que le 24 par de vagues rumeurs la funeste bataille de Salamanque, et s'était tenu à distance des Anglais, pour ne pas s'exposer lui-même à une catastrophe. Mais il n'avait pas voulu rebrousser chemin, et repasser immédiatement les montagnes du Guadarrama, dans l'intention de rendre, s'il le pouvait, quelque service à l'armée de Portugal. Il lui en rendait un véritable en effet par sa seule présence, c'était d'occuper l'attention de lord Wellington. Ayant communiqué avec le général Clausel, et ayant su que ce général désirait que l'armée du centre se tint encore quelque temps en vue, afin de ralentir la marche de lord Wellington, il demeura sur la

¹ Le maréchal Jourdan, toujours juste, toujours vrai dans ses Mémoires, imprimés en entier, sauf quelques légers retranchements, dans les Mémoires du roi Joseph, n'a point expliqué cette singulière omission, qui fut ici un vrai malheur, car elle fut cause que le maréchal Marmont, ne comptant pas sur l'arrivée de l'armée du centre, ne l'attendit point. Du reste c'est sur la lecture des résolutions que le maréchal Jourdan, complet dans toutes ses autres explications, a de la peine à se justifier, parce que presque toujours en faisant agir Joseph vigement, il le faisait agir trop lentement. Il eût fallu ou effet bien plus d'ardeur et de jeunesse que n'en avait l'illustre maréchal, pour donner à Joseph une vivacité d'impulsion que ce prince n'avait pas, et dont il aurait eu grand besoin. C'est le jugement que porta Napoléon sur toute cette affaire, quand il fut saisi à l'égard de la bataille de Salamanque, et qu'il devint plus juste envers son frère et envers le major général. Il approqua leurs déterminations, mais les jugea tardives. Dans le premier moment d'irritation il se montra beaucoup plus sévère parce qu'il ignorait les faits, qu'il ne sut jamais complètement; un peu mieux instruit plus tard et un peu calmé, il s'en tint au reproche de lenteur, mais il y persista.

revers du Guadarrama, et n'en partit que lorsque l'armée de Portugal se fut paisiblement retirée sur Burgos, et que ses propres dangers l'obligèrent lui-même à se replier sur Madrid. Il entra dans cette capitale profondément affecté, et n'attendant que des désastres de la déplorable situation où allait le mettre l'événement de Salamanque. Il était de retour le 9 août de cette excursion qui aurait pu être si utile, et qui l'avait été si peu.

Le parti à prendre n'était malheureusement que trop indiqué par la nature des choses, et par le rude coup dont on venait d'être atteint. Puisqu'on avait été battu faute de se réunir à temps contre l'ennemi commun, il devenait encore plus évident qu'il fallait se concentrer au plus tôt, et faire expier aux Anglais la journée de Salamanque par une grande bataille, livrée avec toutes les forces dont les Français disposaient en Espagne. Mais cette concentration de forces ne pouvait être obtenue que par l'évacuation immédiate de l'Andalousie, évacuation regrettable, et que Joseph tout en l'ordonnant déplorait fort, car l'effet moral en devait être fâcheux, et le gouvernement de Cadix en devait recevoir un puissant encouragement. Il faut ajouter que certaines menées auprès des mécontents de Cadix, destinées à rattacher à Joseph plus d'un personnage important, allaient être interrompues, et probablement abandonnées. En effet, les cortès de Cadix en opérant des réformes désirables, mais quelquefois prématurées ou excessives, avaient amené de profondes divisions, et beaucoup d'hommes, les uns fatigués de la guerre, les autres craignant en Espagne une révolution semblable à celle de France, disaient qu'autant valait se rattacher au gouvernement de Joseph, qui donnerait la paix et des réformes sans révolution. C'est aux hommes pensant et parlant de la sorte que nous devons en partie la soumission de l'Aragon, de Valence et de l'Andalousie. L'évacuation de cette dernière province allait faire disparaître ces commencements de soumission, et Joseph n'y répugnait pas moins que le maréchal Soult. Mais pour être dispensé d'un tel sacrifice, il eût fallu battre les Anglais, et comme on n'en avait pas pris le moyen, l'abandon immédiat et complet de l'Andalousie était la seule manière d'éviter de plus grands malheurs. Joseph écrivit donc au maréchal Soult une lettre sévère dans laquelle il lui ordonnait d'une façon absolue (avec injonction de remettre son commandement au comte d'Erlon s'il ne voulait pas obéir) de quitter l'Andalousie, c'est-à-dire d'évacuer les lignes de Cadix, Grenade, Séville, de sauver tout ce qu'on pourrait sauver, et de se replier sur la Manche. La réunion à l'armée du centre des 60 mille combattants du maréchal Soult permettrait de conserver Madrid, et, en y ajoutant l'armée de Portugal, fournirait le moyen d'aller chercher lord Wellington partout où il serait, et de lui livrer une bataille décisive avec des forces qui ne laisseraient pas la victoire douteuse. A ces conditions ou

serait dispensé d'abandonner Madrid, ce qui importait bien plus que de conserver Séville et Grenade. Mais on avait lord Wellington entre soi et l'armée de Portugal, libre de choisir entre la poursuite de l'armée vaincue, ou l'occupation triomphante de la capitale, et on ne savait en vérité laquelle de ces choses il préférerait. S'il se décidait à marcher sur Madrid, il était évident qu'il faudrait évacuer cette capitale, car le maréchal Soult ne pouvait pas arriver à temps pour la sauver.

Ces tristes doutes furent hientôt levés par les mouvements de lord Wellington. Après avoir poursuivi quelques jours l'armée de Portugal, et l'avoir mise hors de jeu, il s'arrêta aux environs de Valladolid, et rebroussa chemin pour se diriger sur Madrid. Quoiqu'il y eût un grand effet moral à produire en occupant la capitale de l'Espagne, cependant il y avait peut-être mieux à faire que d'entrer à Madrid; et si lord Wellington se fut attaché à poursuivre sans relâche l'armée de Portugal, dans l'état de fatigue, de dépit, de révolte morale où elle était, il est douteux que le général Clausel, malgré son aplomb et sa vigueur, pût la préserver d'une destruction totale. L'armée du nord ne serait accourue que pour succomber à son tour, et toute force organisée étant détruite entre Madrid et Bayonne, l'illustre capitaine anglais aurait eu bon marché du reste, car il est peu présumable qu'il eût rencontré quelque part, réunies en temps opportun, les armées qui occupaient la midi de la Péninsule. Sans aucun doute Napoléon se trouvant dans une situation pareille eût en deux mois délivré l'Espagne des Français. Telle est la différence entre le génie et le simple bon sens! mais le bon sens se rachète par tant d'autres avantages, qu'il faut se garder de lui chercher des torts. Il faut aussi pardonner des faiblesses, même aux caractères les plus solides. Lord Wellington, tout raisonnable qu'il était, cachait sous une réserve tranquille une vanité peu ordinaire. Entrer triomphalement dans Madrid avait pour lui un attrait irrésistible, et il résolut de causer à Joseph de tous les préjugés celui qui devait lui être le plus sensible, quoiquo ce ne fût pas le plus grand. A dater du 10 août, lord Wellington se dirigea ostensiblement sur Madrid. Lorsque cette marche de l'armée anglaise fut connue, Joseph en fut profondément affecté, et il devait l'être, car tous les partis à prendre étaient fâcheux et graves. Peut-être il y aurait eu convenance à se replier sur la Manche, si on avait pu se flatter d'y rencontrer le maréchal Soult revenant de Séville, car en ajoutant l'armée du centre à celle d'Andalousie, on eût été en mesure de livrer bataille à lord Wellington, et de lui disputer Madrid. Pourtant, même dans ce cas, c'eût été une étrange situation que de livrer bataille à une armée victorieuse, en ayant à dos le midi de l'Espagne et la mer, c'est-à-dire un abîme si on était battu. Ce parti était donc fort dangereux, mais on était dispensé de l'examiner sérieusement, car le maréchal Soult ne pouvait pas être supposé déjà en route, et en pleine

exécution des ordres qu'il avait reçus. Il fallait dès lors aller rejoindre, ou le maréchal Soult à Séville, ou le maréchal Suchet à Valence. Or, entre ces deux déterminations, le choix n'était pas douteux. Outre que Séville était la plus lointaine des provinces de l'Espagne, elle était privée de tout moyen de communication avec la France, tandis qu'à Valence on était par Tortose, Tarragone, Lerida, Saragosse, en liaison facile et certaine avec les Pyrénées. On était de plus assuré d'y trouver un pays riche, souais, parfaitement administré, et un accueil amical, les relations de Joseph avec le maréchal Suchet n'ayant pas cessé d'être excellentes. Enfin il y avait une dernière raison, tout à fait décisive, c'est qu'on pouvait amener l'armée d'Andalousie à Valence, et qu'il eût été insensé de prétendre amener l'armée d'Aragon à Séville, puisque, indépendamment de la perte de l'Aragon et de la Catalogne, qui en fût résultée, on se fût à jamais séparé de la France.

Ce n'était pas avec un conseiller aussi sage que le maréchal Jourdan que Joseph aurait pu hésiter sur la conduite à tenir en pareille circonstance. Il s'achemina donc sur le Tage, en pronant la direction de Valence, et, changeant les ordres précédemment expédiés au maréchal Soult, il lui prescrivit d'opérer sa retraite par Murcie sur Valence. Mais il fallait quitter Madrid, et c'était un parti extrêmement douloureux. Au milieu de cette Espagne soulevée tout entière contre lui, Joseph avait cependant rencontré un certain nombre d'Espagnols, et quelques-uns considérables par la naissance et la fortune, qui, soit par goût pour sa personne douce et attachante, soit pour épargner à leur pays une guerre affreuse, soit enfin par la conviction que toute civilisation en Espagne était venue des dynasties étrangères, s'étaient ralliés à sa cause. Il y avait aussi beaucoup de fonctionnaires d'ordre inférieur, qui, par habitude de soumission, étaient restés à son service. Cette classe, dite des *afrancesados*, se trouvait surtout à Madrid, et elle ne comprenait pas moins de dix mille individus de tout sexe et de tout âge. Comment abandonner ces malheureux à la férocity des Espagnols, férocity qui égalait, il faut l'avouer, leur patriotisme, et qui, ne faisant grâce ni à nos blessés ni à nos malades, aurait pardonné encore moins à des compatriotes accusés de trahison. Les laisser, c'était les condamner à la mort; les emmener au mois d'août, à travers les plaines de la Manche et les montagnes stériles de Cuenca, c'était les condamner à la mort encore, mais à la mort par la misère. L'alternative était cruelle, et cependant, comme le danger le plus prochain est celui qu'on cherche toujours à éviter, au premier bruit d'évacuation ils voulurent tous partir. On ramassa ce qu'on put de voitures attolées de toutes les façons, et, le 10 août, ils commencèrent à sortir de Madrid, portés sur au moins deux mille voitures, et escortés par l'armée du centre. Ils formaient avec cette armée une masse d'environ vingt-quatre

mille individus, dont la moitié pourvus d'armes, et bien peu pourvus de vivres. Joseph leur offrit la seule consolation-qu'il fût en son pouvoir de leur procurer, en se plaçant au milieu d'eux pour partager leurs infortunes. Parvenu sur les bords du Tage, vers Aranjuez, il voulut savoir si c'était toute l'armée anglo-portugaise qui marchait sur la capitale, ou si c'était un simple détachement d'une ou deux divisions, car dans ce dernier cas, il aurait pu disputer la capitale, ou du moins ne pas s'en éloigner beaucoup, et attendre dans les environs l'arrivée de l'armée d'Andalousie. Le général Treillard, qui commandait une excellente division de dragons, fut chargé de reconnaître l'armée anglaise pour s'assurer de la réalité des choses. Il le fit aux environs de Majadahonda, sur les bords du torrent de Guadarrama, avec tant d'à-propos et de vigueur, qu'il culbuta l'avant-garde anglaise, et lui enleva 400 hommes avec trois pièces de canon. Le rapport des officiers anglais n'ayant permis aucun doute sur la présence de lord Wellington et de toute son armée aux portes de Madrid, on prit enfin le parti de se diriger par la route d'Ocaña, d'Albacete et de Chinchilla sur Valence. On laissait à Madrid encore beaucoup de malades et de blessés. On les réunit au Retiro, fortifié depuis longtemps contre les guérillas et le peuple de Madrid, mais pas contre les attaques d'une armée régulière, et on y plaça une garnison de douze cents hommes sous le colonel Laffond. C'étaient douze cents hommes sacrifiés, car, par une négligence de l'état-major de Joseph, on ne s'était pas même assuré si le puits du Retiro était pourvu d'eau. Pourtant ces douze cents hommes allaient rendre un service important, celui de sauver quelques mille malades et blessés du fer des guérillas, pour les remettre à l'armée anglaise, qui, se comportant comme il convient à une nation civilisée, respectait et faisait respecter les hommes désarmés.

On quitta le Tage vers le 15 août par une chaleur étouffante, et avec fort peu de ressources. Ce voyage devait être et fut des plus pénibles. Des centaines de familles, quelques-unes aisées, mais le plus grand nombre vivant à Madrid de leurs appointements, et de rations quand l'argent manquait, n'ayant plus en route cette ressource, encombraient les chemins sur des voitures mal attelées, et chaque soir tendaient la main aux soldats pour obtenir quelques restes de leur maraude. Partout on trouvait les habitants en fuite, les greniers brûlés ou vidés, et personne pour échanger contre de l'argent un peu de pain ou de viande. Au lieu des habitants on rencontrait souvent d'affreux guérillas, tuant sans pitié quiconque s'éloignait de la colonne fugitive. Le lendemain, qu'on fût fatigué, malade, mourant de faim, il fallait partir du gîte où l'on avait passé la nuit, si on ne voulait pas être égorgé à la vue même de l'arrière-garde. Voilà ce qui restait de la royauté de Joseph, qu'il avait paru si facile de substituer à celle de Charles IV, et qui avait déjà coûté l'envoi de six cent

mille Français en Espagne, dont il survivait à peine trois cent mille!

Après quelques jours de cette retraite pénible; beaucoup de ces malheureux succombèrent. Un certain nombre ne pouvant plus suivre, allèrent se cacher dans des villages; pour y implorer une pitié que souvent ils n'obtinrent pas. Une partie des troupes espagnoles composant la garde de Joseph déserta, et enfin on arriva devant Chinchilla beaucoup moins nombreux qu'au départ. Le fort de ce nom était occupé par l'ennemi et barrait le chemin. Il fallut se détourner à grand'peine, et rejoindre la route à quelques lieues plus loin. Aux confins de Valence on rencontra les avant-postes du maréchal Suchet; et ceux qui avaient eu la force de continuer ce difficile voyage eurent la satisfaction de trouver un pays tranquille, habité, riche et amical. Le maréchal Suchet, à qui cette visite amenait de lourdes charges, reçut néanmoins avec un empressement respectueux le roi visiteur, et avec une sorte de fraternité la tribu fugitive dont ce roi était suivi. Le maréchal pouvait s'enorgueillir de montrer à ses compatriotes un pareil échantillon de la guerre bien faite, et de la conquête bien administrée. Il introduisit le roi, Joseph dans Valence, lui ménagea un accueil infiniment meilleur que celui que ce prince avait jamais reçu à Madrid, et prodigua à tout ce qui l'accompagnait l'abondance de ses magasins. Il avait déjà envoyé plus de 5 millions en numéraire à Madrid; il paya en outre la solde aux troupes de l'armée du centre, habilla celles qui en avaient besoin, et fournit un gîte et des vivres à tous les afrancesados. Ces derniers furent heureux de voir enfin à Valence des compatriotes soumis à la royauté nouvelle, car ils trouvaient chez eux, et une excuse pour leur attachement à Joseph, et des sympathies pour leur misère. On était entré à Valence le 1^{er} septembre; on résolut d'y attendre dans le repos et une sorte de bien-être l'arrivée de l'armée d'Andalousie.

Bien que le maréchal Soult répugnât fort à quitter l'Andalousie, il ne pouvait pas se refuser plus longtemps à l'évacuer. N'ayant pas consenti à s'y affaiblir pendant quelques semaines en faveur de l'armée de Portugal, il avait perdu le seul moyen de s'y maintenir. Y rester davantage, e'eût été s'exposer au sort du général Dupont. Se retirer sur Valence valait mieux pour lui que se retirer sur la Manche, car il évitait ainsi l'armée anglaise; dont il ignorait la marche et la force; il allait de plus en terre amie, tranquille, et pourvue de toute sorte de ressources. Aussi songeait-il à prendre spontanément cette route, lorsqu'il reçut les ordres plus récents de Joseph qui la lui prescrivait, et cette fois l'obéissance lui fut facile. Pourtant ce n'était pas sans beaucoup de souci qu'il allait se trouver en présence du roi d'Espagne, et de deux maréchaux, juges; et bons juges des derniers événements. Sa part dans les malheurs qu'on venait d'essuyer n'était pas la moindre. Sans doute le général Caffarelli avait pris

l'alarme mal à propos à la vue de quelques voiles anglaises; le roi Joseph, après avoir fait de son mieux pour obliger les généraux français à s'entr'aider, avait commis la faute de partir tard de Madrid, et la faute plus grande encore d'annoncer tardivement son départ; le maréchal Marmont avait eu le tort de manœuvrer imprudemment devant un ennemi sagace et résolu, et avait par sa légèreté gravement compromis l'armée de Portugal; mais quelle part faire dans ces malheurs au maréchal Soult, qui, malgré des avis répétés, malgré les indices les plus frappants, s'était obstiné à croire que lord Wellington marcherait sur l'Andalousie et non sur la Castille, avait refusé tout secours à l'armée de Portugal, de laquelle il avait reçu tant de services, avait non-seulement refusé de la secourir; mais désobéi au roi qui était son chef militaire, désobéi sans l'excuse qui peut dans quelques cas très-rares justifier la désobéissance, celle d'avoir raison contre un chef qui se trompe! Expliquer ces actes aux yeux de Joseph et des maréchaux, qui avaient tout vu et tout su, était embarrassant. Il y avait toutefois un tribunal plus redoutable que celui que le maréchal Soult allait trouver à Valence, c'était le tribunal de Napoléon, qui avait gardé le silence sur l'affaire d'Oporto, mais qui pourrait bien ne pas le garder sur les événements récemment accomplis en Castille. Comment jugerait-il tout ce qui s'était passé, surtout si l'Espagne, comme c'était probable, finissait par être perdue à la suite de l'échauffourée de Salamanque? Le maréchal avait imaginé une singulière excuse pour expliquer sa désobéissance. Il avait supposé que Joseph ne lui avait donné tous les ordres à l'exécution desquels il s'était refusé, que par suite d'une secrète connivence avec Bernadotte dont il était le parent, avec les Anglais, avec les Russes dont il se serait fait le complice, de façon qu'il eût été tout simplement traître à la France et à son frère! Les raisons sur lesquelles se fondait le maréchal Soult pour admettre cette supposition, c'est que, d'après les journaux anglais, Bernadotte avait pris plusieurs centaines d'Espagnols à son service, c'est que l'ambassadeur de Joseph était resté en Russie, c'est que Moreau était arrivé d'Amérique en Suède, etc... Ajoutant à tous ces faits la parenté de Joseph, qui était beau-frère de Bernadotte, il se croyait autorisé à supposer que Joseph avait donné dans une conspiration contre la France, que le premier acte de cette conspiration était l'abandon de l'Espagne, et que l'ordre d'évacuer l'Andalousie était le premier pas dans cette voie criminelle. Cette bizarre conception, une fois entrée dans l'esprit défiant du maréchal, lui avait paru devoir être mandée à l'Empereur, et il l'avait consignée dans une dépêche adressée au ministre de la guerre, que, pour plus de sûreté, il avait remise à un capitaine de vaisseau marchand, chargé d'aller la porter dans un des ports français de la Méditerranée.

Sa dépêche à l'Empereur expédiée, le maréchal Soult avait répondu au

roi Joseph, et persistant à soutenir auprès de celui-ci, qu'au lieu de chercher à se couvrir dans les provinces du nord, il aurait mieux valu s'enfoncer tous au midi, y attirer la guerre, et y refaire ainsi la fortune de la nouvelle dynastie, il ajoutait néanmoins quo plein de déférence pour les ordres royaux, il allait rassembler ses troupes éparses, et se rendre par Murcie dans le royaume de Valence. En effet, après avoir détruit ou jeté dans la mer l'immense matériel si péniblement amassé dans les liges de Cadix, après avoir formé un grand convoi de munitions, de vivres, de bagages, le maréchal, emmenant tout ce qu'il pouvait transporter de ses malades et de ses blessés, confiant les autres à l'humanité des habitants de Séville, commença sa retraite le 25 août, et prit la route de Murcie. La portion de ses troupes qui était à Grenade devait naturellement être recueillie en passant. Celle qui sous le comte d'Erlon occupait inutilement l'Estrémadure, dut descendre sur les bords du Guadalquivir, le remonter par Cordoue jusqu'à Baeza, et se réunir à Huescar à la colonne principale. Quoique cette évacuation fût accompagnée de moins de misères que celle de Madrid, cependant grâce à la saison, au pays, à la multitude d'hommes et d'effets qu'on traînait après soi, elle fut triste aussi, et marquée par bien des souffrances. Enfin vers les derniers jours de septembre, les avant-gardes de l'armée du maréchal Soult aperçurent aux environs d'Almanza celles du maréchal Suchet, et éprouvèrent à les revoir une véritable joie, car dans ces redoutables et lointains climats, les Français se regardant comme destinés à périr jusqu'au dernier, ne se rencontraient pas, même les plus endurcis à la souffrance, sans se jeter dans les bras les uns des autres, et sans manifester l'émotion la plus vive.

Pendant ce mois de septembre Joseph avait recueilli vaguement le bruit de l'approche du maréchal Soult, et il attendait impatiemment le détail de sa marche et l'exposé de ses projets. Tout à coup il apprit qu'un capitaine de bâtiment marchand, porteur de dépêches françaises, avait touché au Grao (port de Valence), et demandait à se décharger du dépôt qu'il avait reçu, étant vivement poursuivi par les Anglais. Joseph se hâta de prendre ces dépêches et de les ouvrir, pour savoir ce qu'elles lui apprendraient de l'Andalousie; et fut fort surpris, en les lisant, de s'y voir dénoncé par le maréchal Soult comme traître à sa famille et à sa patrie. Chacun devine, sans qu'on ait besoin de le dire, le sentiment qu'il éprouva. Joseph par sa résistance, par son orgueil d'ainé, surtout par la liberté de propos permise à la cour de Madrid, avait déplu à son frère, au point d'être toujours condamné, même quand il avait raison. Néanmoins son dévouement pour lui n'était pas douteux, et il était convaincu de cette vérité, qu'après tout les frères de Napoléon lui devaient leur fortune, et que s'ils la payaient cher, cependant ils ne pouvaient la sauver qu'en l'aidant lui-même à sauver la sienne. Si donc la trahison était en-

trée on devait entrer dans la famille Bonaparte, ce n'était pas par Joseph. Il fut indigné, ne s'en cacha point, et fit partir sur-le-champ le colonel Desprez pour Moscou, afin d'aller remettre à Napoléon ce tissu d'intentions étranges; et lui demander d'être à la fois débarrassé et vengé du commandant de l'armée d'Andalousie. La prochaine entrevue avec le maréchal Soult devait donc être pénible; même orageuse.

Joseph, impatient de voir le maréchal, et surtout d'avoir sous sa main l'armée d'Andalousie, accourut à sa rencontre, et lui assigna un rendez-vous à la frontière de Murcie, à Fuentes de Higueras. Il avait avec lui les maréchaux Jourdan et Suchet. Pourtant, sur le désir de ces derniers, qui craignaient d'assister à une scène pénible, il entretint seul le maréchal Soult, et le surprit désagréablement en lui prouvant qu'il avait lu les dépêches destinées à l'Empereur. Il y avait à cette découverte au moins un avantage, c'est que le maréchal, dont Joseph avait à se plaindre, chercherait à racheter ses torts par plus d'obéissance. C'était dans le moment la seule chose que Joseph désirât obtenir, et, après une vive explication, il tâcha dans une conférence avec les trois maréchaux d'arrêter un plan de campagne raisonnable, afin de faire expier aux Anglais leur triomphe récent par la réunion de toutes les forces françaises. Bien que l'Andalousie étant évacuée, il semblât que la chaîne qui avait tenu le maréchal Soult asservi à un objet exclusif fût rompue, et que dès lors son jugement dût être libre, il fut néanmoins impossible d'en tirer un avis intelligible et adapté à la situation présente. Soit embarras, soit humeur, il refusait de s'expliquer clairement sur le plan à suivre, et laissait voir seulement que loin de joindre son armée aux autres, il entendait qu'on joindrait les autres à la sienne, pour suivre la direction qu'il lui plairait de donner. Le maréchal Suchet de son côté paraissait dominé par le désir de conserver Valence. Le maréchal Jourdan, par bon-sens et absence de toute vue particulière, tenait le milieu. Joseph, voulant sortir de ce chaos, et avoir l'avis de chacun, s'adressa d'abord au maréchal Soult pour savoir à quoi il concluait. Le maréchal Soult lui répondit en demandant ses ordres, car pour son avis il ne pouvait se décider à le produire que par écrit. Ce mode fut adopté, et le lendemain chacun des maréchaux remit un mémoire au roi, sur la manière de réparer le désastre de Salamanque.

Le maréchal Soult proposait de réunir à l'armée d'Andalousie qu'il avait amenée, toute celle du centre, une partie de celle d'Aragon, et de marcher avec cette masse de forces à travers la Manche sur le Tage et Madrid. Le maréchal Suchet, dans son mémoire, élevait contre ce plan de fortes objections. Sur 13 à 14 mille hommes de troupes actives dont il disposait, et avec lesquels il devait tenir tête à l'armée de Murcie qui était à Alicante, et à celle des Anglo-Siciliens qui menaçait de descendre à Tarragone, il ne pouvait pas consacrer moins de 6 mille hommes à la garde

de Valence et des postes principaux de San-Felipe et de Sagonte. Il ne lui restait donc pas plus de 8 mille hommes à joindre à l'armée commune, destinée à marcher sur Madrid, et tout portait à croire que ces huit-mille hommes partis, on serait dans l'impossibilité de conserver le royaume de Valence. Ainsi pour un si faible renfort on s'exposait à perdre Valence, les ressources de ce riche pays, l'avantage de tenir éloignées de la Catalogne et de l'Aragon les armées de Murcie et de Sicile, et enfin les seules communications tout à fait sûres avec la France. Si de plus l'armée réunie marchant sur le Tage rencontrait derrière ce fleuve lord Wellington avec toutes ses forces, si elle n'était pas heureuse dans une nouvelle bataille, on se trouverait dans un vrai cul-de-sac, ayant le Tage fermé devant soi, et le royaume de Valence fermé derrière, situation affreuse et presque irrémédiable. Sans doute entre les routes de Madrid et de Valence, il y en avait une intermédiaire, aboutissant également aux Pyrénées, c'est celle qui allait par la province de Guadalaxara joindre Calatayul et Saragosse; mais pour la prendre il fallait avoir forcé le Tage à peu près à la hauteur de Madrid. Si on n'arrivait pas jusque-là, il n'y avait pour regagner l'Aragon que des chemins affreux; impraticables à l'artillerie, remplis de bandes invincibles dans leurs défilés, et il ne restait d'autre ressource que de redescendre sur Valence. Il fallait donc avant tout ne pas s'exposer à perdre cette capitale, et même avec la totalité de ses troupes le maréchal Suchet n'était pas absolument sûr de s'y maintenir, car l'armée anglo-sicilienne était une force inconnue, et qui devait être supposée très-considérable d'après les bruits répandus dans la contrée. Ainsi garder 14 mille hommes contre cette armée et celle de Catalogne n'était pas une prétention bien exagérée, surtout s'il fallait successivement les porter de San-Felipe à Tarragone, à une distance de cent lieues. Aussi le maréchal Suchet présentait-il un plan entièrement conçu dans la pensée de conserver le royaume de Valence. Valence, suivant lui, c'était une capitale, une source de gros revenus, le bord de la Méditerranée, et enfin tout le revers des Pyrénées. En gardant cette partie de la Péninsule, on était assuré de conserver ses communications, on demeurait en possession des provinces auxquelles Napoléon tenait le plus, et on pouvait toujours en partir pour reconquer les autres. En conséquence, il proposait de porter les armées d'Audalousie et du centre réunies dans la province de Guadalaxara (voir la carte n° 43), d'y forcer le Tage, cela fait, de séparer ces deux armées, de ramener celle du centre sur Cuenca, d'où elle pourrait en tout temps donner la main à l'armée d'Aragon sur la frontière du royaume de Valence, d'établir celle d'Audalousie dans la province de Guadalaxara, sa base sur Calatayul, sa tête sur Madrid, et sa droite en communication constante par la province de Soria avec l'armée de Portugal. De la sorte les quatre armées principales, celles d'Aragon, du

centre, d'Andalousie, de Portugal, appuyées les unes aux autres, et adossées aux Pyrénées, pouvant toujours se trouver deux ensemble en moins de jours que l'ennemi ne mettrait à marcher sur l'une d'elles, possédant sûrement Valence, Tortose, Tarragone, Barcelone, Lerida, Saragosse, Burgus, Valladolid, provinces où avec une bonne administration elles seraient certaines de vivre largement, ne devaient jamais être forcées dans leur position, ni privées de leurs communications avec la France.

Mais ce plan, excellent quant à la conduite ultérieure, ne dispensait pas pour le moment d'une opération commune à tous les projets, celle de remonter sur Madrid afin d'y forcer la ligne du Tage. Comment devait-on s'y prendre pour cette opération délicate, à laquelle lord Wellington, s'il agissait comme autrefois le général Bonaparte en Italie, pouvait opposer de graves obstacles? C'est à surmonter cette difficulté qu'il fallait s'appliquer, et que s'appliqua en effet le maréchal Jourdan. L'exposé de son opinion, modèle rare de justesse de vues, d'exactitude d'assertions, de haute prudence, satisfaisait à tout, et aurait mérité que celui qui conseillait si bien pût encore exécuter lui-même ses propres conceptions, ou être compris, respecté et obéi de ceux qui étaient chargés de les exécuter à sa place.

Avant tout il fallait, selon lui, remonter sur Madrid par le haut Tage, afin d'aller donner la main à l'armée de Portugal, et avec les trois armées réunies de Portugal, du centre, d'Andalousie, marcher sur les Anglais à la tête de 80 ou 90 mille hommes, et de 150 bouches à feu. Sans doute si on avait couru véritablement le danger de rencontrer lord Wellington, établi avec toutes ses forces sur le Tage, le maréchal Jourdan disait que loin de s'exposer à un tel danger avant d'avoir rallié l'armée de Portugal, il aimerait mieux passer par Valence, Teruel, Calatayud, c'est-à-dire remonter en Aragon par un grand détour en arrière, puis de Calatayud passer à Aranda, où sans courir un seul risque, on se trouverait réuni à l'armée de Portugal, et en mesure d'opposer aux Anglais 80 à 90 mille hommes, l'armée de Valence étant restée intacte. Mais cette route était longue, et, quoique bien approvisionnée, révélerait de notre part une extrême timidité, ce qui était un inconvénient. Aussi le maréchal Jourdan ne proposait-il pas de la prendre, jugeant que la chance de rencontrer lord Wellington concentré sur le haut Tage n'était pas assez grande pour se résigner à un si long détour. Probablement, disait-il, on trouverait le général britannique avec deux ou trois divisions gardant Madrid, et avec le reste bataillant en Castille contre le général Clausel. On forcerait donc sans beaucoup de difficulté la ligne du Tage, qui dans cette partie n'était pas un obstacle sérieux, on rallierait l'armée de Portugal, en ayant soin de la bien avertir de ce mouvement, et on rentrerait à Madrid avec une supériorité de forces décisive. Mais comme il était possible qu'un se trou-

pâ, que le Tage fût mieux gardé qu'on ne le supposait, il fallait pouvoir revenir sur Valence, pour y retrouver l'asile dans lequel on s'était déjà remis de ses souffrances, et le négit de toutes les communications avec la France. Pour cela il importait de ne pas ôter au maréchal Suchet un seul de ses bataillons. Le maréchal Jourdan était donc d'avis de ne le point affaiblir, et de se borner à réunir les deux armées du centre et du midi, ce qui formerait une masse d'environ 56 mille hommes, avec cent bouches à feu bien approvisionnées, et suffirait pour forcer le Tage. Le maréchal Soult prétendait en défalquant ses malades, ses élopés, ses vétérans qu'il devait laisser à Valence, n'avoir pas plus de 37 à 38 mille hommes, dont 6 mille de très-bonne cavalerie. Il en avait cependant davantage. Après les pertes de l'évacuation, et en reprenant à l'armée du centre quelques détachements qui lui appartenaient, il pouvait réunir 45 ou 46 mille hommes de toutes armes, et de la plus excellente qualité¹. L'armée du centre un peu réorganisée, comptait bien encore 10 ou 11 mille hommes de très-bonne qualité aussi. Le maréchal Jourdan proposa de faire marcher ces 56 mille hommes en deux colonnes, l'une formée de l'armée d'Andalousie par la route de la Manche, qui passe par Ghinchilla, San-Clemente, Ocaña, Aranjuez (voir la carte n° 43), l'autre formée de l'armée du centre par la route de Cuenea, qui passe par Requena, Cuenea, Puente-Duena, toutes deux pouvant se donner la main dans leur mouvement; et devant aboutir sur le Tage au point où on voulait le franchir. Seulement le maréchal jugeant la colonne de droite (l'armée du centre) trop faible, proposait de lui adjoindre 6 à 7 mille hommes de l'armée d'Andalousie, ce qui devait porter l'une à 16 ou 17 mille hom-

¹ Le maréchal Soult à Almanza, même après avoir pris à la faible armée du centre les 2 mille hommes qu'il réclamait depuis longtemps, ne s'attribuait que 33 mille hommes d'infanterie, et 6 mille de cavalerie, ce qui aurait fait en tout 39 mille, et 37 avant l'adjonction des 2 mille pris à Joseph. Le maréchal Jourdan, pour ne pas contester sur les chiffres, ayant à contester déjà sur le plan, attribuait dans son mémoire 39 à 40 mille hommes au maréchal Soult, et partait de cette base pour raisonner sur les opérations à exécuter. Mais en étudiant les documents, on reconnaît bientôt que ce chiffre n'était pas exact, et ne pouvait pas l'être. La force du maréchal Soult en avril 1812 était de 56 à 57 mille hommes, les uns combattants déduits, et je ne parle pas d'après les assertions du ministre de la guerre, qui donne toujours des chiffres supérieurs à ceux fournis par les généraux, parce que la tendance de celui qui paye est de grossir les nombres, et la tendance de celui qui les emploie de les diminuer; je parle d'après le chiffre fourni par le chef d'état-major de l'armée d'Andalousie, au 1^{er} avril 1812, après la perte de Badajoz et de sa garnison. Or il n'y avait eu aucune action sérieuse du mois d'avril au mois d'avril 1812 en Andalousie, et ce serait trop accuser l'administration du maréchal Soult que d'admettre qu'à ne rien faire il eût perdu 21 mille hommes, puisque des 56 il n'en serait resté que 37. Évidemment le chiffre de 37 mille hommes à Almanza ne peut pas être le chiffre véritable. Le maréchal avait dû faire des pertes en route, cela n'est pas douteux; mais quand il aurait perdu 5 ou 6 mille hommes si l'on veut, ce qui révélerait un étrange désordre dans la marche, il serait resté enough à expliquer la perte de 15 mille. Qu'en évacuant ou laissant des malades, des blessés dans les hôpitaux, il n'est que trop probable que le nombre des hommes restés ainsi en arrière dut être grand, mais il portait sur les

mes, et réduire l'autre à 39 ou 40 mille. Il proposait en outre de donner un bon commandant à l'armée du centre, le comte d'Erlon, de subordonner les deux généraux en chef au roi, qui tour à tour marcherait avec l'une ou avec l'autre colonne, et de s'acheminer sur-le-champ vers le haut tant désiré du haut Tage. Dans ce plan le maréchal Suchet devait, comme il avait déjà fait, tirer de ses approvisionnements tout ce qui serait nécessaire aux troupes qui allaient se mettre en marche, et garder à Valence leurs embarras, c'est-à-dire leurs blessés, leurs hommes fatigués ou malades, service qu'il était prêt à leur rendre avec le plus grand empressement.

Ces vues étaient si sages, si appropriées à la situation, que Joseph les adopta immédiatement, par raison autant que par confiance habituelle dans les avis du maréchal Jourdan. Il ordonna au maréchal Soult de se préparer à marcher d'Almanza où il campait, sur Chinchilla, San-Clemente, Aranjuez, tandis que l'armée du centre sortant de la Huerta de Valence par le défilé de Las-Cabrillas, passerait par Cuenca, et viendrait tomber sur le Tage à Fuenti-Duena, assez près d'Aranjuez pour s'appuyer à l'armée d'Andalousie. Il prescrivit en outre au maréchal Soult de céder à l'armée du centre le général d'Erlon avec 6 mille hommes, et lui fit annoncer que le maréchal Suchet mettrait à sa disposition, en riz, en biscuit, en eau-de-vie, les approvisionnements dont il aurait besoin.

Ces mesures déplurent singulièrement au maréchal Soult, car il rentrait ainsi sous les ordres directs du roi, et perdait une portion de ses forces. Aussi éleva-t-il de nouvelles objections, disant que Joseph n'avait pas le droit de lui ôter des troupes qu'il tenait de la confiance de l'Empereur. Mais Joseph prenant enfin un ton de maître, et lui ayant signifié d'obéir,

non combattante, déjà déballés du calcul dont il s'agit ici. Le maréchal Soult comptait donc plus de 37 mille hommes à Almanza. Voilà ce que le simple bon sens indique. Mais on litant certaines pièces qui ne se trouvent pas dans les Mémoires du roi Joseph, on découvre bientôt la vérité. Le maréchal Suchet, dans le mémoire présenté à Joseph, en même temps que ceux des maréchaux Jourdan et Soult, discute la force de chacun des corps d'après les états fournis; et le maréchal Suchet, à qui on demandait des vivres, devait connaître cette force mieux que le maréchal Jourdan, qui acceptait sur parole les chiffres allégués dans la discussion. Or, on voit dans ce mémoire qu'avec les 2 mille hommes pris à l'armée du centre, le maréchal Soult avait 45 mille hommes disponibles à Almanza, ce qui le ramène à 43 mille hommes, chiffre le plus vraisemblable. Et encore pour comprendre ce chiffre, qui laisse sur les états d'avril un manquant de 14 mille hommes à expliquer, il faut savoir que dans l'armée d'Andalousie il y avait une infinité de soldats du génie et de la grosse artillerie employés au siège de Cadix, qui ne pourraient pas servir en ligne, et qu'on laissa à Valence avec les malades et les blessés; il faut savoir aussi qu'il y avait des vétérans peu propres à une longue marche. Mais même avec cette déduction il est difficile de trouver les 14 mille manquants, et il faut supposer que pendant l'évacuation et sous l'influence des chaleurs, même sans être poursuivi, on perdit beaucoup de monde. Le chiffre de 45 à 46 mille hommes est donc le moindre qu'on puisse attribuer à l'armée d'Andalousie. Nous ajouterons que les forces qu'on eut quelque temps après à Madrid, et à la seconde rencontre devant Salamanque, rendent l'exactitude de ce chiffre tout à fait vraisemblable. C'est pourquoi nous l'avons admis, mais après beaucoup de comparaisons, comme tous ceux que nous adoptons dans nos récits.

ou de résigner sur-le-champ son commandement dans les mains du comte d'Erlon, il se soumit, et après avoir demandé d'abord six jours, en prit douze pour se mettre en chemin, ce qui d'ailleurs était fort explicable, ayant à rallier tout son corps d'armée, et à faire la séparation entre ce qui devait demeurer à Valence, et ce qui devait marcher à l'ennemi.

On partit donc du 18 au 20 octobre, bien pourvu de munitions et de vivres, en deux colonnes, qui s'élevaient à 56 mille hommes, et on laissa au maréchal Suchet tout ce qui restait d'embarras des deux évacuations de Madrid et de Séville, tout ce qui n'était pas capable de servir activement. On n'avait aucun souci en laissant ces précieux restes à Valence, car on savait qu'ils y seraient en sûreté, et à l'abri du besoin. Le maréchal Suchet conserva toute son armée, et afin de pouvoir toujours communiquer avec les troupes du roi, par la route la plus courte, celle de Cuenca, il fit travailler à la portion de cette route comprise entre Buñoz et Requena. L'armée du centre y passa avec son artillerie.

Les deux colonnes s'avancèrent ainsi sur le Tage à la hauteur l'une de l'autre, sans être arrêtées par aucun obstacle sérieux. Celle du centre, sous le comte d'Erlon, eut affaire aux bandes de Villa-Campa, de l'Empeinado, de Duran, accourues à Madrid, et obstruant toute la région du haut Tage, c'est-à-dire les deux provinces de Guadalupe et de Cuenca. Mais on n'eut pas de peine à les disperser, l'armée du centre ayant été sagement portée à environ 16 mille hommes. L'armée d'Andalousie n'eut aucune difficulté à surmonter, le fort de Chinchilla lui ayant ouvert ses portes, et on fut rendu au bord du Tage vers les 27 et 28 octobre, entre Fuenti-Duena et Aranjuez, pouvant se réunir en masse sur l'un ou l'autre de ces points.

La question importante était de savoir si on allait rencontrer lord Wellington en avant de Madrid, résolu à défendre sa conquête, ce qui était possible, car son entrée à Madrid avait produit une vive sensation en Europe, et il était naturel qu'il ne voulût pas en sortir. Cette question méritait fort de préoccuper Joseph et son major général Jourdan; mais heureusement tout ce qu'on apprenait était rassurant. Les rumeurs recueillies portaient à croire qu'on n'avait devant soi que le général Hill avec deux ou trois divisions. Voici en effet ce qui s'était passé entre les Anglais et l'armée de Portugal, depuis le voyage de Joseph à Valence et sa réunion avec l'armée d'Andalousie.

Lord Wellington était entré le 12 août dans Madrid entouré de tous les chefs espagnols, jaloux de prendre part à son triomphe. Quand on songe à la situation dans laquelle ils s'étaient trouvés longtemps, n'ayant plus sur le continent de la Péninsule que Carthagène, Calix et Lisbonne, et réduits à s'y attacher de toutes leurs forces pour n'être pas jetés à la mer, on comprend une joie que la surprise devait même convertir en délire. La

fatale entreprise de Russie, les négligences de Napoléon à l'égard de la guerre d'Espagne, le défaut d'autorité de Joseph, les funestes divisions de nos généraux, avaient procuré aux Espagnols, et surtout au général britannique, ces succès tout à fait inespérés ! D'abord très-enorgueilli de son triomphe, lord Wellington s'était bientôt senti embarrassé de ses auxiliaires, de leur conduite indiscrete ou barbare, et avait lui-même ajouté à leurs fautes par l'ostentation avec laquelle il avait exercé son autorité. Le premier soin à prendre aurait dû être de rassurer les habitants de Madrid, dont un grand nombre s'était accoutumé et presque soumis à la domination de Joseph, de tenir pour fait ce qui était fait, d'oublier certaines choses, de tolérer, de consacrer même certaines autres. Don Carlos d'España et l'Empecinado devinrent en quelque sorte les maîtres de Madrid. Ils commencèrent par faire prêter serment à la constitution de Cadix, qui venait d'être achevée. Rien n'était plus naturel, quoique cette constitution remplie à la fois de principes généreux et de dispositions chimériques blessât une partie considérable de la nation espagnole, peu préparée aux institutions qu'on venait de lui donner. Mais au fond ce n'était pas à la constitution que don Carlos et l'Empecinado entendaient lier les Espagnols, c'était à l'autorité du gouvernement insurrectionnel de Cadix. Cela fait, il fallait s'expliquer à l'égard des afrancesados, parmi lesquels on comptait de grands personnages, beaucoup de fonctionnaires, et quelques milliers de soldats excellents. Tandis que don Miguel de Alava, officier de l'armée espagnole, que lord Wellington employait fréquemment, et qui était le plus noble des cœurs¹, prononçait à l'hôtel de ville de Madrid un discours aussi humain qu'habile, don Carlos d'España et l'Empecinado tenaient un langage insensé, de nature à ne ramener personne, et à blesser au contraire tous les hommes raisonnables. Joseph avait fait frapper à son image de fort belles monnaies, beaucoup plus belles que les monnaies espagnoles, et tout aussi pures, puisqu'elles étaient exactement semblables pour la forme et le titre aux monnaies françaises. Au lieu d'agir comme tous les gouvernements, même les moins mudérés, qui se transmettent les monnaies les uns des autres, sans s'offusquer des images dont elles portent l'empreinte, on démonétisait et frappait d'une perte les pièces à l'effigie de Joseph. Puis au lieu de s'occuper d'amener des denrées à Madrid, afin de mettre un terme à l'excessive cherté du pain, on perdait le temps à se donner des satisfactions de parti non moins folles que dangereuses. Aussi la misère était-elle extrême, comme au temps où les bandes interceptaient l'arrivage des vivres. Enfin à ces extravagances qui doivent paraître fort naturelles lorsqu'on songe au caractère et à l'éducation des vainqueurs, lord Wellington ajoutait les fautes de l'orgueil britannique.

¹ Celui que nous avons connu depuis comme ambassadeur à Paris après la mort de Ferdinand VII, et pendant la régence de la reine Christine.

Il s'était logé au palais des rois, ce qui avait blessé la fierté de la nation espagnole, et en prenant le Retiro que le colonel Laffond lui avait livré faute d'eau potable, il avait détruit un établissement auquel les Espagnols tenaient beaucoup, celui de la *China*, répondant à la fabrique de Sèvres en France, et à la fabrique de Meissen en Saxe. Ce n'était pas la peine en vérité de perdre vingt jours à des futilités ou à des fautes!

Pendant que lord Wellington se conduisait de la sorte, le général Clausel avait rallié, réorganisé, ranimé l'armée de Portugal, et, quoique réduite à 25 mille hommes, l'avait hardiment portée sur le Douro, en présence de l'armée anglaise, dont la masse principale était postée sur les bords de ce fleuve. Il avait refoulé partout les avant-postes ennemis, et pris le temps d'envoyer le général Foy avec une division pour recueillir les garnisons d'Astorga, de Benavente, de Zamora, de Toro, inutilement dispersées sur une ligne qu'on ne pouvait plus défendre. Le général Foy était arrivé trop tard pour dégager la garnison d'Astorga, forcée de se rendre la veille à l'armée espagnole de Galice, mais il en avait sauvé les malades, les blessés, avait recueilli les autres petits postes du Douro et de l'Esca, et s'était réuni ensuite au général Clausel.

Lord Wellington, se voyant ainsi bravé, avait été obligé de quitter Madrid, et de venir chercher le jeune adversaire qui, avec les débris d'une armée récemment battue, se posait si fièrement devant lui. Après avoir établi le général Hill à Madrid, il était reparti pour la Vieille-Castille, et, recueillant en chemin l'armée de Galice, il avait marelé sur Burgos avec cinquante mille hommes.

Contraint de nouveau à rétrograder, le général Clausel avait quitté les bords du Douro, s'était replié successivement sur Valladolid, Burgos, Briviesca, et s'était enfin arrêté à l'Ebre. Avant de le poursuivre plus loin, lord Wellington, entré dans Burgos, voulut enlever le château qui dominait cette ville, et qui en rendait la possession à peu près nulle. Il en entreprit le siège vers la fin de septembre, à peu près à l'époque où Joseph se préparait à marcher sur Madrid.

Le château de Burgos était un vieil édifice remontant au règne des Maures, et couronnant une hauteur au pied de laquelle est construite la ville de Burgos. On avait élevé autour de cette vieille enceinte de murailles gothiques deux lignes de retranchements palissadés et fraisés, et on les avait armés d'une forte artillerie. On y avait ajouté un ouvrage à corne, sur une hauteur dite de Saint-Michel, qui dominait la position du château. Le général Dubreton occupait avec deux mille hommes cette forteresse improvisée. Il était pourvu de vivres et de munitions, et résolu à se bien défendre.

Lord Wellington, dédaignant d'attaquer en règle une telle place, et pensant que ses soldats, après avoir enlevé d'assaut Ciudad-Rodrigo et

Badajoz, ne broncheraient pas devant les fortifications imparfaites du château de Burgos, fit assaillir de vive force l'ouvrage à corne de Saint-Michel. Ses troupes abordèrent franchement l'ouvrage dans la nuit du 19 au 20 septembre, mais furent arrêtées au pied du retranchement par la fusillade d'un bataillon du 34^e régiment de ligne. Par malheur une colonne anglaise s'étant glissée dans l'obscurité autour de l'enceinte de l'ouvrage attaqué, profita de ce que la gorge n'était pas complètement palissadée; et y pénétra. Les soldats du 34^e passèrent alors sur le corps de la colonne victorieuse, et se retirèrent sur le fort lui-même. Ils avaient tué ou blessé aux Anglais plus de 400 hommes, et n'en avaient pas perdu 150.

Maîtres de la position de Saint-Michel, les Anglais essayèrent d'y construire une batterie pour ruiner les défenses du château, et en firent le point de départ de leurs cheminements. La forte résistance de l'ouvrage à corne leur avait appris que cette malheureuse bicoque ne pouvait pas être brusquée. Après avoir établi une batterie à Saint-Michel, ils commencèrent à tirer sur le château, mais leur artillerie faible en calibre fut bientôt dominée par la nôtre, et réduite à se taire. La difficulté des transports ne leur avait pas permis en effet d'amener du gros canon sous les murs de Burgos, et ils n'avaient que quelques pièces de 16, que les guérillas de l'Alava et de la Biscaye avaient reçues de l'escadre anglaise, et avaient péniblement trainées jusqu'à Burgos.

Lord Wellington, reconnaissant la presque impossibilité d'ouvrir la brèche au moyen du canon, eut de nouveau recours à l'assaut dans la nuit du 22 au 23 septembre. Ses colonnes ayant appliqué les échelles contre la première enceinte, furent culbutées, et perdirent inutilement beaucoup de monde. L'une d'entre elles, composée de Portugais, fut en partie détruite par la fusillade, même avant d'avoir abordé le pied de l'enceinte.

Il fallut recourir encore une fois aux approches régulières, et à défaut d'artillerie employer la mine. Deux fourneaux étant prêts, on mit le feu au premier dans la nuit du 29 au 30 septembre, et à la suite de l'explosion une colonne s'élança à l'assaut, mais elle fut repoussée comme celles qui l'avaient précédée. Le 4 octobre on mit le feu au second fourneau. Une large brèche fut le résultat de cette nouvelle explosion, tandis que celle qu'on avait ouverte le 29 avait été élargie par l'artillerie. Les assiégeants se jetèrent sur les deux brèches avec fureur, et les enlevèrent; mais la garnison fondit sur eux à son tour, et repoussa l'une des colonnes, sans pouvoir toutefois empêcher l'autre de se loger sur l'une des deux brèches. Les Anglais ayant ainsi réussi à s'établir dans la première enceinte, commencèrent les approches vers la seconde, avec l'espérance de s'en emparer. Mais le 8 la garnison exécuta une sortie générale, bouleversa leurs travaux, les rejeta en dehors de la première enceinte, et les remit ainsi au point où ils étaient au début du siège. Elle ferma aussitôt

la brèche par un retranchement construit en arrière, et rentra en possession de tout ce qu'elle avait perdu, excepté l'ouvrage à corne de Saint-Michel. Vingt jours et deux mille cinq cents hommes avaient donc été sacrifiés sous les yeux de lord Wellington, sans avoir fait un pas. Le général anglais, rempli de dépit, voulut hasarder une dernière tentative, et préalablement employer tous les moyens imaginables d'ouvrir cette première enceinte qu'il avait prise un moment pour la reperdre aussitôt. Il avait reçu quelque artillerie; il essaya de faire brèche à l'une des extrémités, et de miner à l'autre, tout près d'une église dite de Saint-Roman.

Tout étant prêt dans la nuit du 19 octobre; les assiégeants mirent le feu à la mine de Saint-Roman, point par lequel les Français ne s'attendaient pas à être attaqués, et aussitôt Anglais, Espagnols, Portugais, munis d'échelles, s'élancèrent sur la première enceinte. Cette fois encore ils parvinrent à l'enlever, et coururent vers la seconde. Mais la brave garnison sortant en masse de son chemin couvert, les reçut à la baïonnette, les chargea avec impétuosité, en tua un grand nombre, et pour la troisième fois les rejeta au delà de l'enceinte un moment conquise. Même chose se passa à l'autre extrémité. Les assiégés fermèrent la brèche pratiquée par la mine près de l'église de Saint-Roman, abattirent même l'église qui pouvait être utile à l'ennemi, et de nouveau présentèrent aux assiégeants un front formidable.

Il y avait trente et quelques jours que deux mille hommes, réduits par le feu et la fatigue à quinze cents, retranchés derrière quelques ouvrages à peine maçonnés, et protégés seulement par une rangée de palissades, eu arrêtaient cinquante mille par leur héroïque résistance. Honneur éternel à ces braves gens, et à leur chef le général Duhreton! ils prouvaient ce que peuvent en certaines circonstances décisives les places bien défendues, car en résistant ainsi ils donnaient le temps à l'armée de Portugal de se remettre en ligne, aux armées du centre et d'Andalousie de se porter sur le Tage, et à toutes de se réunir pour accabler lord Wellington.

En effet le général Clausel, ramené sur l'Èbre, avait reçu des dépôts établis le long des Pyrénées, ainsi que des petites garnisons de la frontière, environ 10 mille recrues, des chevaux pour son artillerie et sa cavalerie, ce qui lui procurait 35 mille combattants. Le général Caffarelli, qu'on a vu, troublé par l'épouvantail des flottes anglaises, comme le maréchal Soult par celui du général Hill, négliger le danger principal pour le danger accessoire, s'amendait enfin, et prêtait à l'armée de Portugal 10 mille hommes, qui, envoyés avant la bataille de Salamanque, auraient prévenu bien des désastres. Par malheur le général Clausel, au moment de se mettre en marche à la tête de ces 45 mille combattants, avait tellement souffert de sa récente blessure, qu'il avait été obligé de quitter l'armée. Le général Souham, vieil officier de la république, expérimenté

et brave, le remplaçait, et venait au secours de l'intépide garnison qui depuis trente-quatre jours défendait les chétives fortifications de Burgos.

Lord Wellington, placé entre l'armée de Portugal qui s'avancait au nord, et les armées du centre et d'Andalousie qui s'avançaient au midi, était dans l'une de ces situations difficiles, mais grandes, dont le général Bonaparte était sorti jadis par des triomphes inouis. Moins circonspect et plus actif, il aurait pu, en se concentrant avec la promptitude et l'à-propos de l'ancien général de l'armée d'Italie, se rendre tour à tour plus fort que chacune des deux armées qui le menaçaient, battre celle de Portugal, puis se jeter sur celle de Joseph, les accabler l'une après l'autre, et rester définitivement maître de l'Espagne. Mais chacun a son génie, et il est puéril de demander à tel homme ce qui n'est possible qu'avec les qualités de tel autre. Lord Wellington, sage, solide, mais lent, ayant des soldats qu'on ne menait pas vite, qu'on n'exaltait pas facilement, n'était pas fait pour conquérir l'Espagne en une campagne; mais il devait la conquérir en plusieurs. C'était bien assez pour le triomphe de la politique de son pays, et pour le malheur de la nôtre!

Voyant approcher l'armée de Portugal renforcée, il abandonna avec dépit les murs de Burgos qui lui avaient coûté 3 mille hommes et le prestige de la victoire, et qui allaient probablement lui coûter Madrid. Il soutint plusieurs combats d'arrière-garde, dans lesquels le général Maucune, le même qui avait si témérairement engagé la bataille de Salamanque, lui tua beaucoup de monde, et après s'être à son tour converti du Douro, il expédia au général Hill l'ordre de venir le joindre à Salamanque, si Madrid ne lui semblait plus tenable en présence des armées qui marchaient sur cette capitale.

Tels furent les événements que Joseph et le maréchal Jourdan apprirent en arrivant sur le Tage. La sage prévoyance du maréchal Jourdan se trouvait ainsi justifiée, et Madrid allait s'ouvrir encore une fois à la nouvelle royauté. Le 30 octobre les armées du centre et d'Andalousie forcèrent cette ligne du Tage, sur laquelle on avait craint de trouver 70 mille Espagnols, Portugais et Anglais réunis; elles passèrent sur le corps des arrière-gardes du général Hill, et pénétrèrent le 2 novembre dans la capitale des Espagnes, étonnée de ces fortunes si diverses. Joseph y fut bien reçu, car après ce qu'ils venaient de voir, les habitants de Madrid offensés par l'orgueil des Anglais, dégoûtés par la violence des généraux, commençaient à croire que cette nouvelle royauté, exercée par un prince doux et sage, valait tout autant pour eux que des Bourbons dégénérés, conduits par des chefs de bandes. Joseph, déployant en ce moment une activité qui ne lui était pas ordinaire, après avoir séjourné quarante-huit heures dans Madrid, en sortit le 4 pour faire à jonction avec l'armée de Portugal, et poursuivre lord Wellington à la tête de 80 mille hommes. Quels

résultats ne pouvait-on pas attendre, quelle vengeance de Salamanque ne pouvait-on pas obtenir d'une telle réunion d'armées!

Joseph y comptait avec raison, et espérait qu'une bataille livrée avec les forces dont on disposait, ramènerait les Anglais en Portugal, et le rétablirait, malgré l'évacuation de l'Andalousie, dans la plénitude de sa situation antérieure. Sans doute on commençait à éprouver quelques inquiétudes au sujet de l'expédition de Russie, à interpréter fâcheusement le silence gardé par le *Moniteur*, qui ne contenait plus de bulletins de la grande armée; mais on était fort loin d'imaginer l'étendue des désastres qui nous avaient frappés, et tout au plus allait-on jusqu'à augurer des difficultés comme celles qui avaient suivi la bataille d'Eylau, et que la bataille de Friedland avait résolues triomphalement. Joseph n'attendait donc aucune sinistre nouvelle de Paris, et se flattait de trouver le dédommagement du malheur qui l'avait atteint à Salamanque, dans les environs de Salamanque elle-même.

Arrivé le 6 novembre au delà du Guadarrama avec son fidèle major général, dont les avis lui avaient été si utiles, il aurait pu appuyer à gauche vers Peñaranda, ce qui l'eût mis sur la trace de lord Wellington; mais il aima mieux appuyer à droite vers Arevalo, afin de rallier à lui l'armée de Portugal, et de n'aborder les Anglais qu'avec la totalité de ses forces.

Ce qu'il désirait ne tarda pas à s'effectuer, car lord Wellington, pressé de se retirer sur Salamanque, ne songea pas même à empêcher la jonction des armées du nord et du midi. Bientôt les avant-gardes se rencontrèrent aux environs du Douro, et la réunion des trois armées d'Andalousie, du centre et de Portugal, plaça sous la main de Joseph 80 mille hommes, et environ 150 bouches à feu bien attelées. Cette force eût même été plus considérable si le général Caffarelli, après avoir prêté quelques jours ses 10 mille hommes, ne s'était hâté de les rappeler, pour continuer à batailler contre les bandes de Mina, de Longa, de Merino, de Porlier. L'armée de Portugal, qui avait 35 mille hommes en propre, en avait perdu un certain nombre dans la poursuite de lord Wellington; les armées du centre et d'Andalousie, qui en partant de Valence en comptaient 56 mille environ, avaient laissé quelques hommes en route, et fourni un détachement pour la garnison de Madrid; mais toutes ensemble elles comprenaient 85 mille combattants, des plus belles troupes qui fussent au monde, irritées des succès qu'on avait laissé remporter aux Anglais, et joyeuses enfin de l'occasion qui s'offrait de les leur faire expier.

L'ardeur qui était dans les cœurs étincelait sur les visages, et généraux et soldats se promettaient de concourir d'un zèle égal à la commune vengeance. Lord Wellington, séparé de l'armée espagnole de Galice, mais renforcé du corps de Hill, n'avait pas, après les pertes de la campagne,

plus de 60 mille hommes, dont 40 mille Anglais beaucoup moins fiers qu'au lendemain de leur victoire des Arapiles. Mais pouvaient-ils tenir tête à 85 mille Français passablement commandés? Personne ne le croyait, et eux pas plus que nous.

Nos trois armées s'avancèrent donc sur la Tormès, exactement par la route qu'avait suivie le maréchal Marmont pour aller se faire battre aux Arapiles. Elles marchaient de manière à tourner la position de Salamanque, et à prendre une revanche de lord Wellington en se plaçant sur sa ligne de communication. Le 11 novembre; on se trouva en ligne à quelque distance de la Tormès, l'armée d'Andalousie à gauche, celle du centre au centre, celle de Portugal à droite. Le maréchal Jourdan, en compagnie de Joseph, se porta sur le bord de la Tormès, et aperçut lord Wellington aux Arapiles, y attendant assez tranquillement les Français, parce que, confiant dans une position déjà éprouvée, et ayant sa retraite toujours assurée vers Ciudad-Rodrigo, il croyait pouvoir se replier à temps. Mais il avait commis une faute qui aurait pu lui coûter cher, et que le maréchal Jourdan, avec son coup d'œil non pas vif mais exercé, découvrit promptement.

La Tormès, qui, bien qu'assez grosse en hiver, était encore guéable en plusieurs endroits, coulait devant nous à travers la petite ville d'Alba de Tormès située à notre gauche, puis décrivant un demi-cercle allait à droite s'enfoncer vers Salamanque. Lord Wellington, trop peu pressé de se mettre à l'abri de nos entreprises, avait laissé le général Hill à Alba de Tormès, et avec le gros de son armée avait occupé Salamanque. Entre deux se trouvait la position de Calvarossa de Ariba, qu'il n'avait fait occuper que par un faible détachement. Trois lieues séparaient le corps du général Hill de celui de lord Wellington, et l'idée qui s'offrait naturellement c'était d'aller se placer entre les deux, et d'enlever au moins les quinze mille hommes du général Hill.

La seule difficulté était de savoir si on pourrait passer brusquement la Tormès, et se déployer au delà, avant que lord Wellington eût rappelé à lui son aile droite compromise. Les reconnaissances qu'on venait d'exécuter ne permettaient à cet égard aucun doute. La Tormès entre Alba et Salamanque était presque partout guéable; au delà, pour arriver sur Calvarossa de Ariba, s'étendait une vaste plaine, qui s'élevait en pente douce vers Calvarossa, et où se trouvaient les Arapiles. En se faisant précéder de toute la cavalerie, qui était de plus de 12 mille hommes dans les trois armées, et dont le déploiement aurait couvert le passage, nos colonnes d'infanterie eussent traversé les gués, envahi la plaine, abordé Calvarossa, puis se rabattant sur Alba de Tormès eussent infailliblement tourné et enveloppé le général Hill. Ce projet, exposé sur le terrain même à Joseph, en présence de tous les généraux, fut universellement regardé par eux

comme d'un succès immanquable, et ils demandèrent à l'exécuter sur-le-champ, avant que les Anglais eussent rectifié leur position. Mais le maréchal Soult n'en fut point d'avis. Il ne fallait pas, disait-il, aborder les Anglais de front, ce qui était vrai quand ils avaient pris leur position de combat, mais ce qui n'était pas le cas ici, puisqu'il s'agissait de les surprendre en marche, et d'enlever un de leurs corps laissé dans l'isolement. Il pensait qu'il valait mieux franchir la Tormès au-dessus d'Alba, afin de tourner la position de Salamanque, et d'obliger ainsi les Anglais à décamper. On lui répondit que c'était justement ce qu'il ne fallait pas faire, car en remontant à gauche la Tormès pour la passer au-dessus d'Alba, on allait forcer le général Hill à quitter Alba, à se replier sur Calvarossa de Ariba, puis sur Salamanque, qu'on allait rendre ainsi aux Anglais le service de leur montrer leur faute, et de les réunir tous ensemble aux environs de Salamanque; que si en se portant sur leurs communications avec 85 mille hommes on les obligeait à décamper, le résultat de cette heureuse mais coûteuse concentration de forces n'aurait pas été bien considérable! Au lieu d'un triomphe dont on avait grand besoin, on aurait ménagé à lord Wellington la gloire de se tirer sain et sauf de l'un des pas les plus difficiles où jamais général se fût trouvé.

Le trop modeste maréchal Jourdan, qui n'avait guère l'habitude d'être affirmatif, car il discernait le vrai, mais s'y attachait avec la mollesse d'un homme découragé, fut cette fois plus vif que de coutume, affirma que si on voulait faire reposer sur sa tête la responsabilité de l'opération proposée, il était prêt à l'assumer, et répondait de n'y compromettre ni l'armée ni sa propre gloire. Tous les généraux présents, Souham, d'Erlon et autres, partageaient son avis, l'appuyaient du regard et de la parole. Mais par égard pour la situation et le grade du maréchal Soult, on remit à décider cette question après une nouvelle reconnaissance du cours supérieur de la Tormès.

Le lendemain le maréchal Soult reproduisit son projet de passer la Tormès à gauche au-dessus d'Alba, car là aussi on l'avait trouvée guéable, et il insista fortement pour faire adopter son opinion. Joseph consulta le maréchal Jourdan, et celui-ci, avec une condescendance qui était la suite de son âge et de son caractère, conseilla à Joseph de se rendre. Exécuter le plan qu'il avait indiqué avec la mauvaise volonté du commandant de la principale armée était selon lui bien dangereux, et quoique les Anglais n'eussent pas encore rectifié leur position, que le coup décisif pût encore leur être porté, et que la tentation de l'essayer fût grande, faire ce que voulait le maréchal Soult lui sembla ce qu'il y avait de moins hasardeux. Ainsi éclata dans Joseph et dans Jourdan cette fatale indécision, qui chez les esprits justes est quelquefois aussi funeste que l'entêtement de l'erreur chez les esprits faux, et qui, après les négligences de Napoléon, les dé-

testables sentiments de certains chefs, fut la principale cause de nos revers en Espagne.

Pour faire peser toute la responsabilité sur le maréchal Soult, et l'obliger au moins à se conduire le mieux possible dans l'exécution de sa propre idée, on mit l'armée du centre sous ses ordres, et on donna celle de Portugal au comte d'Erlon. Le 13 même on franchit la Tormès au-dessus d'Alba, et on s'avança jusqu'à Nuestra Señora de Retiro. Les Anglais sortaient à peine d'Alba et y avaient même laissé un détachement. On les voyait se retirer sur les Arapiles, et s'y réunir. Mais il leur restait à décamper devant 85 mille Français, et il était possible encore de couper une portion de leur longue colonne.

Le maréchal Soult avait déjà 50 mille hommes sous la main, toute la cavalerie notamment, et dès le lendemain matin il pouvait se porter en avant. On pressa l'armée de Portugal, que la nécessité d'occuper Alba obligeait à défiler à gauche pour remonter la Tormès, de hâter son mouvement. Le lendemain 14 le temps était affreux, et la fortune, comme dégoûtée de gens qui savaient si peu saisir ses faveurs, ne semblait pas vouloir les secourir. A peine si on apercevait les ennemis devant soi. Pourtant on pouvait distinguer à travers le brouillard les Anglais qui défilaient de notre droite à notre gauche, pour quitter Salamanque, et s'acheminer sur Ciudad-Rodrigo. Plusieurs explosions entendues du côté de Salamanque, en révélant la destruction volontaire d'une partie des munitions de l'ennemi, suffisaient pour indiquer une retraite commencée. Joseph et Jourdan insistèrent pour qu'on fondit au moins avec la cavalerie sur l'armée anglaise, afin d'en enlever quelque portion. Le maréchal Soult, circonspect au dernier point, alléguant pour son excuse l'obscurité du temps, voulut avant de s'avancer avoir été rejoint par toute l'armée de Portugal, ne fit pas même donner sa cavalerie, et, lorsque les 85 mille Français furent réunis, trouva les Anglais hors d'atteinte, et en pleine retraite sur la route de Ciudad-Rodrigo.

La confusion, l'irritation dans les trois armées furent extrêmes. L'état de l'atmosphère, la lenteur de l'armée de Portugal, qui forcée de remonter au-dessus d'Alba de Tormès ne pouvait cependant pas arriver plus vite, furent les raisons imaginées pour excuser ce déplorable avortement. On suivit les Anglais encore un jour ou deux, et on eut pour résultat de cette formidable concentration de forces environ trois mille prisonniers, qu'on ramassa sur les routes à la queue d'un ennemi réduit à marcher plus rapidement qu'il n'en avait l'habitude.

Joseph rentra dans Madrid, et plaça ses trois armées en cantonnements, l'armée de Portugal en Castille, celle du centre aux environs de Madrid, celle d'Audalousie sur le Tage, entre Aranjuez et Talavera.

Telle fut en Espagne cette triste campagne de 1812, qui après avoir

débuté par la perte des places de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz que nous avions imprudemment découvertes, tantôt pour prendre Valence, tantôt pour acheminer une partie de nos troupes sur les routes de Russie, s'interrompit un moment, puis reprit, et fut signalée par la perte de la bataille de Salamanca, due à l'éloignement de Napoléon, à l'autorité insuffisante de Joseph, au refus de concours de certains généraux, à la lenteur de Jourdan, à la témérité de Marmont; campagne qui se termina par la sortie de Madrid, par l'évacuation de l'Andalousie, par une réunion de forces qui, quoique tardive, aurait pu faire expier à lord Wellington ses trop faciles succès, si la condescendance de Joseph et de Jourdan, discernant le bon parti à prendre, n'osant pas le faire prévaloir, n'avait amené une dernière disgrâce, celle de voir une armée de 40 mille Anglais échapper à 85 mille Français placés sur leur ligne de communication. Ainsi, dans cette année 1812, les Anglais nous avaient pris les deux places importantes de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz, nous avaient gagné une bataille décisive, nous avaient un moment enlevé Madrid, nous avaient forcés à évacuer l'Andalousie, nous avaient bravés jusqu'à Burgos, et, en revenant sains et saufs d'une pointe si hardie, avaient mis à nu toute la faiblesse de notre situation en Espagne, faiblesse due à plusieurs causes déplorables, mais toutes remontant à une seule, la négligence de Napoléon, qui, tout grand qu'il était, n'avait pas le don d'ubiquité, et, ne pouvant pas bien commander de Paris, le pouvait encore moins de Moscou; qui se décidant enfin à confier son autorité à son frère, ne la lui avait pas déléguée tout entière par défiance, par prévention, par on ne sait quelle humeur déplacée! Vouloir tout entreprendre à la fois, vouloir être partout en même temps, s'étourdir ensuite sur ce qu'on était forcé de négliger, tel avait été, tel était encore le triste secret de cette funeste guerre d'Espagne! Après l'attentat qui l'avait commencée, on ne pouvait rien imaginer de pis que la négligence qui la continuait!

Du reste tant d'événements à la fois, désastreux au nord, fâcheux au moins au midi, devaient produire et produisirent effectivement une immense émotion en Europe. Quo de surprise, que de satisfaction parmi ces innombrables ennemis que nous nous étions attirés de toutes parts! L'Angleterre, qui oubliait qu'elle était sortie de Madrid, ne songeait qu'à l'honneur d'y être entrée, qui après avoir rendu Séville au gouvernement de Cadix, se flattait d'avoir presque délivré la Péninsule de ses envahisseurs, qui après avoir fort encouragé la résistance de l'empereur Alexandre sans en rien espérer, était tout étonnée d'apprendre que nous arrivions vaincus sur le Niémen, se livrait à une sorte de joie délirante! Malgré toute la crédulité de la haine, elle osait à peine ajouter foi aux nouvelles répandues en Europe, et en publiant nos malheurs par les cent voix de ses journaux, elle ne les croyait pas encore si grands qu'on les disait, et

qu'elle les proclamait elle-même. L'Allemagne, stupéfaite du spectacle qu'elle avait sous les yeux, commençait à nous croire vaincus, n'osait pas encore nous croire détruits, se laissait aller à l'espérer en regardant défilér l'un après l'autre nos soldats égarés, gelés, affamés, s'attendait toujours à voir enfin paraître le squelette de la grande armée, et ne le voyant pas venir, commençait à penser que ce que publiait l'orgueil des Russes était vrai, et que ce squelette lui-même n'existait plus ! A chaque jour de ce triste mois de décembre, l'Allemagne sentait renaitre en elle l'espérance, avec l'espérance le courage, avec le courage une sorte de rage furieuse. Toutes les sociétés secrètes formées dans son sein étaient en fermentation, et se préparaient à un soulèvement général. Mais elle flottait encore entre l'espoir et la crainte, n'osait point se livrer à tout l'élan de ses passions, et attendait les événements avec une ardente curiosité. C'est au milieu de cette disposition des esprits que Napoléon s'acheminait clandestinement vers Paris, où allaient l'accueillir la joie coupable de certains adversaires de son gouvernement, l'abattement de ses flatteurs, la douleur étonnée des hommes honnêtes, la douleur sans surprise des hommes éclairés ! Et cependant nos vainqueurs dans l'exaltation de leur orgueil, nos ennemis dans l'emportement de leur haine, les bons citoyens dans la profondeur de leur affliction, ne pouvaient aller jusqu'à imaginer toute l'étendue du mal. Bientôt, hélas ! ils devaient la connaître tout entière !

LIVRE QUARANTE-SEPTIÈME.

LES COHORTES.

Rapide voyage de Napoléon. — Il ne se fait connaître qu'à Varsovie et à Deczle, et seulement des ministres de France. — Arrivée subite à Paris le 18 décembre à minuit. — Réception le 19 des ministres et des grands dignitaires de l'Empire. — Napoléon prend l'attitude d'un souverain offensé, qui a des reproches à faire au lieu d'en mériter, et affecte d'attacher une grande importance à la conspiration du général Malet. — Réception solennelle du Sénat et du Conseil d'État. — Violente invective contre l'idéologie. — Afin d'attirer l'attention publique sur l'affaire Malet, et de la détourner des événements de Russie, on défère au Conseil d'État M. Frochot, préfet de la Seine, accusé d'avoir manqué de présence d'esprit le jour de la conspiration. — Ce magistrat est condamné, et privé de ses fonctions. — Napoléon, frappé du danger que courrait sa dynastie, s'il venait à être tué, songe à instituer d'avance la régence de Marie-Louise. — L'archichancelier Cambacérès chargé de préparer un sénatus-consulte sur cet objet. — Soins plus importants qui absorbent Napoléon. — Activité et génie administratif qu'il déploie pour réorganiser ses forces militaires. — Ses projets pour la levée de nouvelles troupes, et pour la réorganisation des corps presque entièrement détruits en Russie. — Il reçoit des bords de la Vistule des nouvelles qui le déçoivent sur la situation de la grande armée, et qui lui prouvent que le mal depuis son départ a dépassé toutes les prévisions. — Joie des Prussiens lorsqu'ils acquièrent la connaissance entière de nos désastres. — À leur joie succède une violence de passion laquoie contre nous. — Arrivée de l'empereur Alexandre à Wilna, et son projet de se présenter comme le libérateur de l'Allemagne. — Actives menées des réfugiés allemands réunis autour de sa personne. — Efforts tentés auprès du général d'York, commandant le corps prussien auxiliaire. — Ce corps en retraite de Riga sur Tilsit abandonne le maréchal Macdonald, et se livre aux Russes. — Dangers du maréchal Macdonald resté avec quelques mille Polonais au milieu des armées ennemies. — Il parvient à se retirer sain et sauf sur Tilsit et Labiau. — Le quartier général français évacue Königsberg, et se replie du Niémen sur la Vistule. — Macdonald et Nry, l'un avec la division polonaise Grandjean, l'autre avec la division Heudelet, couvrent comme ils peuvent cette évacuation précipitée. — Officiers, généraux et cadres vides courant sur Dantzic et Thorn. — Il ne reste au quartier général que neuf à dix mille hommes de toutes nations et de toutes armes, pour résister à la poursuite des Russes. — Murat démoralisé se retire à Posen, et finit par quitter l'armée en laissant le commandement au prince Eugène. — Effet que produit dans toute l'Allemagne la défection du général d'York. — Mouvement extraordinaire d'espion secondé par les sociétés secrètes, et voté unanime de se réunir à la Russie contre la France. — Immense popularité de l'empereur Alexandre. — Premières impressions du roi de Prusse, et son empressement à désavouer le général d'York. — Son embarras entre les engagements contractés envers la France, et la contrainte qu'exerce sur lui l'opinion publique de l'Allemagne. — Il se retire en Silésie, et prend une sorte de position intermédiaire, d'où il propose certaines conditions à Napoléon. — Contre-coup produit à Vienne par le mouvement général des esprits. — Situation de l'empereur François qui a marié sa fille à Napoléon, et de M. de Metternich qui a conseillé ce mariage. — Leur crainte de s'être trompés en adoptant trop tard la politique d'alliance avec la France. — Désir de modifier cette politique, et de s'entremettre entre la France et la Russie, afin d'amener la paix, et de profiter des circonstances pour rétablir l'indépendance de l'Allemagne. — Sages conseils de l'empereur François et de M. de Met-

terroir à Napoléon, et offre de la médiation autrichienne. — Comment Napoléon reçoit ces nouvelles arrivant coup sur coup à Paris. — Il donne un nouveau développement à ses plans pour la reconstitution des forces de la France. — Emploi des cohortes. — Levée de cinq cent mille hommes. — Napoléon convoque un conseil d'affaires étrangères pour lui soumettre ces mesures, et le consulter sur l'attitude à prendre à l'égard de l'Europe. — Sans repousser la paix, Napoléon veut en parler, en laisser parler, mais ne la conclure qu'après des victoires qui lui rendent la situation qu'il a perdue. — Diversité des opinions qui se produisent autour de lui. — La majorité se prononce pour de grands armements, et en même temps pour de prompts négociations par l'entremise de l'Autriche. — Napoléon, à qui il convient de négocier pendant qu'il se prépare à combattre, accepte la médiation de l'Autriche, mais en indiquant des bases de pacification qui ne sont pas de nature à lui concilier cette puissance. — Réponse peu encourageante adressée à la Prusse. — Immense activité administrative déployée pendant ces négociations. — État de l'opinion publique en France. — On déplore les fautes de Napoléon, mais on est d'avis de faire un grand et dernier effort pour repousser l'ennemi, et de conclure ensuite la paix. — Aux levées ordonnées se joignent des dons volontaires. — Emploi que fait Napoléon des 500 mille hommes mis à sa disposition. — Réorganisation des corps de l'armée armée sous les maréchaux Duroc et Victor. — Création, au moyen des cohortes et des régiments provisoires, de quatre corps nouveaux, un sur l'Elbe, sous le général Lauriston, deux sur le Rhin, sous les maréchaux Ney et Marmont, un en Italie, sous le général Bertrand. — Réorganisation de l'artillerie et de la cavalerie. — Moyens financiers imaginés pour suffire à ces vastes armements. — Napoléon, tandis qu'il s'occupe de ces préparatifs, veut faire quelque chose pour ramener les esprits, et songe à terminer ses démêlés avec le Pape. — Translation du Pape de Savone à Fontainebleau. — Napoléon y envoie les cardinaux de Bayane et Maury, l'archevêque de Tours et l'évêque de Nantes, pour préparer Pie VII à une transaction. — Le Pape déjà d'accord avec Napoléon sur l'institution canonique, est disposé à accepter un établissement à Avignon, pourvu qu'on ne le force pas à résider à Paris. — Lorsqu'on est près de s'entendre, Napoléon se transporte à Fontainebleau, et par l'ascendant de sa présence et de ses entretiens décide le Pape à signer le Concordat de Fontainebleau, qui consacre l'abandon de la puissance temporelle du Saint-Siège. — Fêtes à Fontainebleau. — Grâces prodiguées au clergé. — Rappel des cardinaux exilés. — Les cardinaux revenus auprès du Pape lui inspirent le regret de ce qu'il a fait, et le disposent à ne pas exécuter le Concordat de Fontainebleau. — Napoléon craint de ne pas s'en apercevoir. — Content de ce qu'il a obtenu, il convoque le Corps législatif, et lui annonce ses résolutions. — Marche des événements en Allemagne. — Enthousiasme croissant des Allemands. — Le roi de Prusse, dominé par ses sujets, se montre fort irrité des refus de Napoléon, et s'éloigne de plus en plus de notre alliance. — Les Russes, quoique partagés sur la convenance militaire d'une nouvelle marche en avant, s'y décident par le désir d'entraîner le roi de Prusse. — Ils s'avancent vers l'Oder, et obligent le prince Eugène à évacuer successivement Posen et Berlin. — Nouveau mouvement rétrograde des armées françaises, et leur établissement définitif sur la ligne de l'Elbe. — Le roi de Prusse séparé des Français, et entouré des Russes, se livre à eux, et rompt son alliance avec la France. — Traité de Kalisch. — Arrivée d'Alexandre à Breslau, et son entrevue avec Frédéric-Guillaume. — Effet produit en Allemagne par la défection de la Prusse. — Insurrection de Hambourg. — Demi-défection de la cour de Saxe, et retraite de cette cour à Ratibonne. — Influence de ces nouvelles à Vienne. — Le peuple autrichien fort ému commence lui-même à demander la guerre contre la France. — La cour d'Autriche, ferme dans sa résolution de rétablir sa situation et celle de l'Allemagne sans s'exposer à la guerre, s'efforce de résister à l'entraînement des esprits, et d'amener la France à une transaction. — Conseils de M. de Metternich. — Napoléon, peu troublé par ces événements, profite de l'occasion pour demander de nouvelles levées. — Sa manière de répondre aux vues de l'Autriche. — Ne tenant aucun compte des désirs de cette puissance, il lui propose de détruire la Prusse, et d'en prendre les dépouilles. — Choix de M. de Narbonne pour remplacer à Vienne M. Otto, et y faire goûter la politique de Napoléon. — Napoléon avant de quitter Paris se dé-

cide à confier la régence à Marie-Louise, et à lui déléguer le gouvernement intérieur de la France. — Ses entretiens avec l'archichancelier Cambacérès sur ce sujet, et ses pensées sur sa famille et l'avenir de son fils. — Cérémonie solennelle dans laquelle il investit Marie-Louise du titre de régente. — Avant de partir il a le temps de voir le prince de Schwarzenberg, dont il écoute à peine les communications. — Confiance dont il est plein. — Chagrin de l'impératrice. — Départ pour l'armée.

Tandis que l'Europe, agitée à la fois par l'espérance, la crainte et la haine, se demandait ce que Napoléon était devenu, s'il avait péri, s'il s'était sauvé, il traversait dans un traîneau, en compagnie du duc de Vicence, du grand maréchal Duroc, du comte Lobau, du général Lefèvre-Desnoettes et du mameluk Rustan, les vastes plaines de la Lithuanie, de la Pologne, de la Saxe, se tenant profondément caché sous d'épaisses fourrures, car son nom imprudemment prononcé, son visage reconnu, eussent amené sur-le-champ une tragique catastrophe. L'homme qui avait tant excité l'admiration des peuples, qui était naguère l'objet de leur soumission superstitieuse, n'eût pas en ce moment échappé à leur fureur. En deux endroits seulement il se fit connaître, à Varsovie et à Dresde. A Varsovie, il fallait adresser encore un mot aux Polonais, pour leur arracher un suprême et dernier effort. Le duc de Vicence se transporta dans son costume de voyage auprès de l'archevêque de Malines, qui était tout ému des nouvelles de Krasnoë et de la Bérézina, et peu capable de rendre aux Polonais un courage qu'il n'avait pas lui-même. Il força presque la porte de l'archevêque, ne voulant pas se faire connaître des serviteurs de l'ambassade, lui apparut comme une sorte de spectre, et le remplit de surprise en se nommant, en lui disant avec qui il était, et en le conduisant à la modeste hôtellerie où Napoléon était secrètement descendu. M. de Pradt accourut auprès de Napoléon, qu'il trouva dans un méchant réduit, ayant de la peine à s'y faire allumer du feu, et dissimulant sous une feinte gaieté les immenses souffrances de son orgueil. Quelle différence entre ce moment et celui où, six mois auparavant, il lui donnait d'un ton si leste les plus extraordinaires instructions sur la reconstitution de la Pologne, et sur le remaniement du territoire européen! Napoléon, trouvant dans la force de sa volonté de quoi surmonter cette situation, affecta de n'être ni ébranlé, ni surpris, ni changé. — Du sublime au ridicule il n'y a qu'un pas, dit-il au prélat ambassadeur, avec un rire contraint, qui prouvait l'excès de son embarras en voulant le cacher, mais aussi la vigueur de son caractère. — Qui n'a pas eu de revers?... ajouta-t-il. Il est vrai que personne n'en a éprouvé de pareils; mais ils devaient être proportionnés à ma fortune, et du reste ils seront prochainement réparés. — Alors il vanta sa santé, sa force personnelle, se mit à répéter qu'il était fait pour les aventures extraordinaires, que le monde bouleversé était son élément, qu'il savait y vivre, mais qu'il saurait le remettre en ordre, que bientôt il

serait de retour sur la Vistule avec trois cent mille hommes, et ferait expier aux Russes des succès qui étaient l'ouvrage de la nature et non pas le leur. Dans tout cela, il était facile de voir que s'il souffrait, le ressort de sa prodigieuse intelligence n'était ni forcé ni affaibli. Il fit appeler les principaux ministres polonais, en leur recommandant le secret le plus absolu sur sa présence à Varsovie, tâcha de relever leur courage abattu, leur promit de ne point abandonner la Pologne, de reparaitre prochainement au milieu d'elle à la tête d'une puissante armée, leur affirma que les Russes avaient été plus maltraités que lui, qu'ils ne pourraient pas réparer leurs pertes, tandis qu'il allait réparer les siennes en un clin d'œil, et que la disproportion fondamentale entre la puissance de la France et celle de la Russie éclaterait dans trois mois, de manière à remettre toutes choses à leur place. Après avoir essayé de rendre quelque confiance aux ministres polonais, il partit, toujours inconnu, et toujours courant sur la neige, arriva à Dresde, descendit chez son ministre, M. de Serra, fit appeler le pauvre-roi de Saxe, terrifié de cet étrange changement de fortune, lui dit qu'il ne fallait pas s'alarmer des derniers événements, que ce n'était qu'une des mobiles et variables apparences que la guerre prenait quelquefois, qu'en quelques semaines il reviendrait plus redoutable qu'auparavant, lui conserverait cette Pologne, chère à lui-même et chérie des princes saxons, et laissa presque rassuré ce bonhomme couronné, habitué non pas à le comprendre, mais à le croire. Il lui recommanda le secret, dont il avait besoin encore pour quarante-huit heures, prit quelques instants pour écrire à son beau-père, lui annonça qu'il revenait sain et sauf, plein de santé, de sérénité, de confiance, que les choses étaient telles qu'il les avait dites dans son 29^e bulletin, qu'il allait ramener sur la Vistule une armée formidable, qu'il comptait toujours sur l'alliance de l'Autriche, sur le prompt recrutement du corps autrichien, et qu'il désirait qu'on lui envoyât à Paris un diplomate d'importance (l'ambassadeur, prince de Schwarzenberg, étant nécessaire en Gallicie), car on aurait de grandes affaires à traiter. Après avoir essayé de produire par écrit sur son beau-père l'impression qu'il cherchait à produire par ses paroles chez tous ceux qu'il rencontrait, il partit pour Weimar. Le trainage n'étant plus d'usage dans les lieux qu'il allait traverser, il emprunta la voiture de son ministre, M. de Saint-Aignan, et courut la poste jusqu'à Paris. Arrivé sur le Rhin, il n'avait plus à se cacher, car si pour la France il était un souverain absolu, exigeant, tyrannique même, il était aussi son général, son défenseur, et il pouvait se montrer à elle en sûreté. Pour ne pas trop surprendre, il s'était fait précéder par un officier qui portait quelques lignes destinées au *Moniteur*. Ces lignes disaient que le 5 décembre il avait assemblé ses généraux à Smorgoni, transmis le commandement au roi Murat pour le temps seulement où le froid paraly-

serait les opérations militaires, qu'il avait traversé Varsovie; Dresde, et qu'il allait arriver à Paris pour y prendre en main les affaires de l'Empire.

Cette nouvelle était indispensable à donner, car si le 29^e bulletin, à jamais célèbre, laissait entrevoir une partie de la vérité, il devait être bientôt cruellement contredit par la correspondance des officiers avec leurs familles, et il fallait y parer en montrant Napoléon présent à Paris, ce qui était le seul moyen de maintenir les esprits dans leur état ordinaire de calme, de soumission, de dévouement sincère ou affecté.

Napoléon suivit de fort près l'officier chargé d'annoncer son arrivée. Le 18 décembre, à onze heures et demie du soir, il entra dans les Tuileries, et vint surprendre sa femme, nullement refroidie pour lui par ce changement de situation, mais profondément étonnée, car en s'unissant à lui elle avait cru épouser non pas seulement un favori de la fortune, mais pour ainsi dire la fortune elle-même, dispensant d'une main inépuisable tous les biens de la terre. Napoléon embrassa tendrement Marie-Louise, continua avec elle l'espèce de comédie qu'il avait jouée avec tout le monde, et répéta que c'était le froid, le froid seul qui avait causé cette surprenante mésaventure, facile à réparer d'ailleurs, comme bientôt on le verrait. Il la rassura ainsi de son mieux, sans avouer même à elle les tourments de son orgueil horriblement froissé.

Le lendemain matin 19, il attendait ses ministres et les grands de sa cour. C'était une pénible épreuve que la première entrevue avec ces serviteurs si soumis, si dédaigneusement traités du haut d'une prospérité sans exemple; mais il avait une ressource qu'un triste hasard lui avait ménagée, et dont la bassesse de la plupart d'entre eux allait lui permettre d'user largement, c'était la conspiration du général Malet. Ils avaient été singulièrement pris au dépourvu par cet audacieux conspirateur, à ce point que plusieurs hauts fonctionnaires s'étaient laissés jeter en prison, notamment le spirituel et intrépide ministre de la police Rovigo; puis ils s'étaient dénoncés les uns les autres, et avaient fait fusiller une douzaine de malheureux, là où il n'y avait qu'un coupable, sans être bien certains de s'être acquis de la sorte l'indulgence de leur maître absent. Aussi étaient-ils inquiets de l'accueil qu'il leur ferait, regardaient avec une compassion méprisante l'infortuné ministre de la police, réputé le plus condamnable et le plus condamné de tous, et quant à eux, songeant à peine aux cinq cent mille hommes qui avaient péri, à la fortune changée de la France, n'étaient occupés que du traitement qu'ils allaient essayer, de façon que Napoléon qui aurait eu de si déplorables comptes à rendre, se présentait au contraire comme s'il n'avait eu que des comptes à demander. Cette servitude exprimée sur presque tous les visages lui fut singulièrement commode. Il reçut les personnages composant sa cour et son gouvernement avec une extrême hauteur, conservant une attitude

tranquille, mais sévère, semblant attendre des explications au lieu d'en apporter, traitant les affaires du dehors comme les moindres, celles de l'intérieur comme les plus graves, voulant qu'on éclaircît ces dernières, questionnant, en un mot, pour n'être pas questionné. Sans doute, disait-il, en s'adressant tantôt aux uns, tantôt aux autres, il y avait eu du mal, et même beaucoup, dans cette campagne; l'armée française avait souffert, mais pas plus que l'armée russe. C'étaient là les chances ordinaires de la guerre, dont il n'y avait pas à s'étonner, et qui étaient pour les hommes fortement trempés l'occasion de faire éclater l'énergie de leur âme. A ce sujet il rangeait les hommes en deux classes, ceux qui étaient au niveau des épreuves ordinaires, et ceux qui étaient au-dessus de toutes les épreuves, quelles qu'elles fussent, affectait de n'estimer que ces derniers, faisait un éloge fort mérité du maréchal Ney, de manière cependant qu'il semblait n'y avoir rien à dire sur les événements de cette guerre, rien, même à lui, rien, qu'aux hommes qui n'avaient pas le courage et la santé du maréchal Ney. Puis négligeant comme accessoire l'expédition de Russie, il demandait comment on avait pu se laisser surprendre, comment surtout, même en le croyant mort, on n'était pas accouru auprès de l'Impératrice, après du Roi de Rome, légitimes souverains après lui, et comment on avait pu supposer si facilement l'ordre de choses aboli? —

A ces questions fondées mais imprudentes, car il est vrai que tout le monde avait regardé sa mort comme la plus naturelle des nouvelles, et la chute de son trône après sa mort comme la plus naturelle des révolutions, à ces questions chacun ne savait que répondre, et s'en tirait en baissant la tête, en paraissant reconnaître qu'il y avait là quelque chose d'expliquable. Personne n'osa lui faire la vraie réponse, c'est que son empire n'était pas fondé, c'est qu'avec beaucoup de sagesse il aurait pu sans doute donner à cet empire une apparence de stabilité que les établissements nouveaux ont rarement, mais qu'à la manière dont il s'y prenait, on supposait que son empire durerait tout juste le temps de sa vie, et que bientôt même on en douterait s'il continuait; qu'il n'était donc pas étonnant qu'un audacieux, le disant mort d'un coup de feu, et annonçant son gouvernement comme détruit, eût rencontré partout des gens disposés à croire et à obéir. C'est là ce qu'on aurait dû lui dire, et ce qu'on ne lui dit pas, faute de l'oser, et faute aussi de le comprendre. Mais Napoléon en insistant, en tenant les esprits trop longtemps fixés sur ce sujet, commettait une faute, car s'il n'amenait aucun d'eux à le dire, en les forçant à y réfléchir, il les amenait tous à le penser.

A ses pressantes questions, on répondait en montrant des yeux le ministre de la police, qu'on semblait désigner comme le vrai coupable, comme celui qui devait tout expier, non-seulement la conspiration de Malet, mais peut-être même la campagne de Russie. Le duc de Rovigo était

là; pendant cette matinée, dans un isolement complet, personne n'osant lui parler, et tous les assistants s'attendant pour lui à une disgrâce éclatante. Mais Napoléon, après une réception générale et d'apparat, s'entretint avec chacun en particulier. Il écouta notamment le duc de Rovigo, et l'écouta longtemps, car il avait pour son courage, son esprit, sa sincérité, une sorte d'estime. Le duc de Rovigo, hardi et familier, avait quelque chose de ces serviteurs osés, habitués à ne pas craindre un maître plus grondeur que méchant, et toujours prêts dans l'occasion à lui dire ce qu'il n'aime pas à entendre, et ce qu'il est utile de lui faire savoir. Fort maltraité par les rapports malveillants du ministre de la guerre Clarke, qui, de peur qu'on ne s'en prit à lui d'une conspiration où figuraient beaucoup de militaires, avait tout rejeté sur la police, ayant en outre à sa charge l'incident désagréable de son envoi à la Conciergerie, il ne se troubla point, et en entrant dans les détails fit comprendre à l'Empereur comment tout s'était passé dans la tête d'un maniaque audacieux, qui n'avait dit son secret à personne, la police n'avait pu être avertie; comment cet homme usant de la nouvelle si admissible de la mort de Napoléon tué d'un coup de feu, avait rencontré une crédulité générale, laquelle s'était changée tout aussitôt en complicité involontaire; comment des officiers innocents, ne supposant pas qu'on pût les tromper à ce point, avaient prêté leurs soldats à une imposture si vraisemblable, et étaient devenus criminels sans s'en douter; comment enfin ceux qui avaient voulu faire croire à une conspiration fort étendue pour incriminer la police, avaient inutilement immolé une douzaine de victimes. Cette explication, qui était l'exacte vérité, excusait fort le duc de Rovigo, ne le sauvait pas, il est vrai, du rire universel éclatant chaque jour encore au souvenir de son arrestation, car le rire ne raisonne pas plus que la colère, mais le justifiait aux yeux d'un maître toujours juste par génie, quand il n'était pas injuste par colère ou par calcul. Mais c'était une grave accusation contre ceux qui avaient fait fusiller douze malheureux, dont trois seulement étaient coupables, et même, à vrai dire, un seul, car les généraux Lahorie et Guidal, ayant cru à la nouvelle de la mort de Napoléon, pouvaient être considérés comme ayant agi sous l'empire d'une erreur involontaire. C'était déjà la manière de penser de Napoléon à Smolensk, et ce fut bien plus la sienne après avoir entendu le duc de Rovigo; mais ce n'était pas d'un excès de zèle que dans une occurrence pareille il aurait blâmé ses ministres et ses grands dignitaires, et il se garda bien de leur en faire un reproche. Il convint avec le duc de Rovigo que lui seul dans cette affaire avait vu juste, ajouta pourtant que son arrestation était devant un public railleur une circonstance fâcheuse, lui indiqua du reste clairement qu'il ne donnerait pas raison à ce public en le disgraçant, puis, cette audience terminée, étonna tout le monde par des marques visibles de faveur envers

le duc de Rovigo, cherchant en quelque façon à relever un ministre qu'il savait difficile à remplacer, et qu'il n'eût certainement pas remplacé par M. Fouché, dans un moment où la fidélité allait devenir une qualité des plus précieuses.

Resté seul avec le prince Cambacérès, et en présence de ce confident d'un bon sens si supérieur éprouvant un embarras qu'il ne ressentait devant aucun autre, il lui demanda ce qu'il avait pensé de cet étrange désastre de Russie, s'il n'en avait pas été fort étonné. L'archichancelier avoua qu'il avait été extrêmement surpris, et, en effet, bien que depuis longtemps il eût commencé à croire que tant de guerres auraient une funeste issue; et qu'il eût très-timidement essayé de le dire à Napoléon, sa prévoyance n'avait jamais été jusqu'à concevoir une aussi grande catastrophe. Napoléon rejeta tout sur les éléments, sur un froid subit et extraordinaire qui l'avait assailli avant le temps, comme si ce genre d'accident n'aurait pas dû être prévu par un génie tel que le sien, et comme si, même avant ce froid, son entreprise n'avait pas déjà rencontré dans les distances des difficultés insurmontables. Il rejeta aussi une partie de cette tragique aventure sur la barbare folie d'Alexandre, qui s'était fait, en brûlant ses villes, plus de mal qu'on ne voulait lui en causer; car, disait Napoléon, on n'entendait lui imposer que des conditions de paix fort acceptables; comme si Alexandre avait dû proportionner la guerre aux calculs de son adversaire, la rendre facile pour se rendre plus facile à battre, comme si enfin, ayant renversé par ce sacrifice le géant qui dominait l'Europe, et ayant pris sa place, sans il est vrai prendre sa gloire, il avait à regretter l'incendie de quelques villes, et même celui d'une capitale. C'étaient là de faibles excuses imaginées par Napoléon; mais ne pouvant se taire sur le désastre de Russie avec un personnage tel que l'archichancelier Cambacérès, il débitait ces misères, dont il savait la valeur, à un homme qui la savait comme lui. Cela dit, Napoléon remercia fort le prince Cambacérès du zèle qu'il avait déployé, et loin de lui reprocher à lui, magistrat ordinairement sage et humain, la mort inutile de tant de victimes, il revint au sujet dont il voulait faire le grand événement du jour, à la conspiration de Malet. Il lui répéta ce thème, qui de sa bouche allait passer dans la bouche de tous les hauts fonctionnaires de l'État, qu'il fallait non-seulement des soldats braves, mais des magistrats fermes, capables de mourir pour la défense du trône comme les soldats pour la défense de la patrie. Il parla ensuite des dangers personnels qu'il avait courus, et de ceux qu'il aurait à braver encore pour rétablir ses affaires, de la nécessité d'assurer la transmission de sa couronne à son fils dans le cas où il viendrait à être tué, des moyens d'y parvenir, de l'avantage qu'il y aurait à couronner par anticipation l'héritier présomptif, ce qui avait eu lieu bien souvent dans l'empire d'Occident, et enfin d'un grand spectacle

à donner pour frapper les imaginations, et pour faire entendre aux magistrats civils le langage du devoir.

Ces considérations étaient une menace pour un magistrat honnête et intègre, qui malheureusement avait fourni une ample matière à la médisance par sa conduite pendant le court succès de la conspiration du général Malet. M. Frochot, préfet de la Seine, arrivant de la campagne au moment où les conspirateurs entraient à l'hôtel de ville, croyant ce qu'ils disaient, et n'imaginant pas un instant qu'ils voulassent l'induire en erreur, avait purement et simplement obéi au prétendu décret du Sénat, et ordonné de disposer la salle principale de l'hôtel de ville pour y recevoir le nouveau gouvernement. Sans doute il y avait là une crédulité qui prêtait à rire autant que l'arrestation du duc de Rovigo, mais qui avait son explication, comme toute cette affaire, dans le peu de solidité de l'établissement impérial, et qu'il eût fallu, nous le répétons, oublier, loin de forcer le public à s'en occuper. Napoléon, au contraire, quoiqu'il estimât M. Frochot, et ne fût animé à son égard d'aucun sentiment de malveillance, résolut de le faire servir au spectacle qu'il préparait, et sur lequel il voulait attirer l'attention publique pour ne pas la laisser séjourner sur les événements de Russie. Il décida que M. Frochot serait déféré au Conseil d'État, et que tous les grands corps seraient amenés aux Tuileries pour lui adresser des discours solennels soit sur son retour, soit sur les événements du moment. Cet usage, si fréquent depuis, n'était pas établi alors. Les jours de grande fête on passait devant Napoléon, on lui adressait quelques mots non écrits auxquels il répondait de la même manière. C'étaient de simples visites et non des solennités. L'archichancelier Cambacérès, averti indiqua aux chefs de tous les corps le sens de leurs harangues, et le dimanche 20 décembre, surlendemain de son arrivée, Napoléon reçut le Sénat, le Conseil d'État, les grandes administrations.

Ce fut M. de Lacépède, président du Sénat, qui porta la parole au nom de ce corps. M. de Lacépède était un de ces savants qui mettent volontiers une plume exercée au service d'un pouvoir largement rémunérateur. Le prince Cambacérès fournissant le fond des idées, il savait les revêtir assez vite de ces couleurs affectées, dont il avait appris à se servir à l'école des médiocres imitateurs de Buffon. Il commença par féliciter Napoléon de son heureux retour, et par en féliciter la France, car toute absence de l'Empereur ralentissant l'action bienfaisante de son génie, était un malheur national. Puis il vint au sujet du jour, non pas la campagne de Russie, mais la conspiration Malet. Des hommes, disait-il, auxquels la clémence de l'Empereur avait pardonné leurs crimes passés, avaient voulu rejeter la France dans l'anarchie, d'où son génie tutélaire l'avait tirée; mais leur forfait avait été court, le châtiment prompt, et la France, avertie par cette folle tentative, avait de nouveau senti ce-qu'elle

devait à la dynastie napoléonienne, s'était promis de lui rester invariablement fidèle, et le Sénat, institué pour la conserver, était résolu à mourir pour elle. —

On peut voir à ce langage que les banalités que nous avons tant de fois entendues ne sont pas nouvelles, et qu'il n'y a pas à en tenir grand compte. Mais un passage de cette harangue méritait quelque attention : « Dans les commencements de nos anciennes dynasties, ajoutait le président du Sénat, on vit plus d'une fois le monarque ordonner qu'un serment solennel liât d'avance les Français de tous les rangs à l'héritier du trône, et quelquefois, lorsque l'âge du jeune prince le permit, une couronne fut placée sur sa tête, comme le gage de son autorité future, et le symbole de la perpétuité du gouvernement. »

Évidemment il y avait dans ces paroles une inspiration supérieure, et c'était la première indication du projet dont nous venons de parler, lequel consistait à préparer à l'avance, pour le cas d'une mort soudaine, la transmission de la couronne impériale au fils de Napoléon. Le discours du Sénat finissait par quelques mots sur l'expédition de Russie, sur les éléments, seule cause de nos malheurs, sur la barbarie des Russes qui avaient brûlé leurs villes plutôt que de nous les livrer, sur le chagrin de l'empereur Napoléon qui n'aurait pas voulu une guerre ainsi faite, qui ne souhaitait qu'un arrangement équitable, et sur la bravoure enfin des Français, tout prêts encore à courir sous les drapeaux pour conquérir à leur empereur une paix glorieuse.

Napoléon, assis sur son trône, répondit par quelques paroles, qui, bien que jetées dans le moule commun fourni par lui, avaient un tout autre caractère que celles de ses tristes adulateurs.

— Il avait assurément fort à cœur, disait-il, la gloire et la grandeur de la France, mais il pensait avant tout à garantir son repos et son bonheur intérieurs. La sauver des déchirements de l'anarchie avait été et serait le but constant de ses efforts. Aussi demandait-il au ciel des magistrats courageux, autant au moins que des soldats héroïques. La plus belle mort, ajoutait-il, serait celle d'un soldat tombant au champ d'honneur, si la mort d'un magistrat périssant en défendant le souverain, le trône et les lois, n'était plus glorieuse encore. Nos pères avaient pour cri de ralliement : *Le roi est mort, vive le roi !* Ce peu de mots contiennent les principaux avantages de la monarchie... — Faisant allusion au vœu exprimé par le Sénat, Napoléon disait : Je crois avoir étudié l'esprit que mes peuples ont montré dans les différents siècles ; j'ai réfléchi à ce qui a été fait aux diverses époques de notre histoire, j'y penserai encore... —

Quant à l'expédition de Russie, l'intention d'ailleurs fort sage de la réponse impériale fut visiblement de ne pas envenimer la querelle avec l'empereur Alexandre. — La guerre que je soutiens, ajouta Napoléon,

est une guerre politique. Je l'ai entreprise sans animosité, et j'eusse voulu épargner à la Russie les maux qu'elle-même s'est faits. J'aurais pu armer contre elle une partie de sa population en proclamant le libéré des paysans... un grand nombre de villages me l'ont demandé, mais je me suis refusé à une mesure qui eût voué à la mort des milliers de familles... Mon armée a souffert, mais par la rigueur des saisons, etc... — Remercient ensuite le Sénat avec assez de honte, Napoléon reçut le Conseil d'État. Ce corps ne pouvait que répéter les paroles prescrites pour cette circonstance, et elles ne mériteraient pas d'être reproduites ici, sans la réponse de Napoléon. Après avoir redit de la manière convenue que quelques scélérats avaient voulu plonger la France dans l'anarchie, que le crime avait été promptement suivi d'un juste châtiment, que la France avait en cette occasion senti redoubler son amour pour le dynastie à laquelle elle devait tant de gloire et de bonheur, et que, le cas survenant, elle courrait tout entière aux pieds de l'héritier du trône pour l'y faire monter et l'y maintenir, après ces vulgaires déclarations, le Conseil d'État, parlant de la guerre plus que n'avait fait le Sénat, prétendit déconvenir dans les derniers malheurs quelque chose qui le transportait d'aise et d'admiration, disait-il, c'était le développement prodigieux d'un auguste caractère, qui n'avait jamais paru plus grand qu'en milieu de ces traverses, par lesquelles il semblait que la fortune eût voulu lui prouver qu'elle pouvait être inconstante!... Mais c'était là une épreuve passagère; la France allait en masse courir sous les drapeaux, l'étranger allait compter ses forces et les nôtres, et une paix glorieuse allait s'ensuivre... Le Conseil d'État n'avait que son admiration, son amour, sa fidélité à offrir à l'Empereur en échange de tous les bienfaits dont il comblait la France, mais Napoléon dans sa bonté daignerait les agréer, etc. —

Après la multitude soulevée, outrageant basement les princes vaincus, il n'y a rien de plus triste à voir que ces grands corps, prosternés aux pieds du pouvoir, l'admirant d'une admiration qui croit avec ses fautes, lui parlant avec chaleur de leur fidélité déjà prête à s'évanouir, et lui jurant enfin de mourir pour sa cause le veille même du jour où ils vont solliciter un autre pouvoir de son avènement. Heureux les pays solidement constitués, et auxquels sont épargnés ces spectacles si méprisables!

La réponse de Napoléon est restée célèbre. Elle ne pouvait pas être basse, mais elle était aussi peu sensée que tout ce qu'on venait d'entendre. Il était touché, disait-il, des sentiments du Conseil d'État. Si la France montrait tant d'émotion pour son fils (singulière assertion en présence des efforts qu'on faisait pour obliger cette France à y penser), c'est qu'elle était convaincue du bienfait de la monarchie... Puis Napoléon ajoutait ces paroles fameuses : — C'est à l'idéologie, à cette ténébreuse métaphysique, qui, en recherchant avec subtilité les causes premières,

veut sur ses bases fonder la législation des peuples, c'est à l'idéologie qu'il faut attribuer tous les malheurs de la France... C'est elle qui a amené le régime des hommes de sang, qui a proclamé le principe de l'insurrection comme un devoir, qui a adulé le peuple en l'appelant à une souveraineté qu'il était incapable d'exercer, qui a détruit la sainteté et le respect des lois en les faisant dépendre, non des principes sacrés de la justice, mais seulement de la volonté d'une assemblée composée d'hommes étrangers à la connaissance des lois civiles, criminelles, administratives, politiques et militaires... Lorsqu'on est appelé à régénérer un État, ajoutait encore Napoléon, ce sont des principes tout opposés qu'il faut suivre... et que le Conseil d'État doit avoir constamment en vue... Il doit y joindre un courage à toute épreuve, et à l'exemple des présidents Harlay et Molé, être prêt à périr en défendant le souverain, le trône et les lois. —

Quel spectacle que cette colère contre la philosophie, quel spectacle donné à la nation la plus intelligente de l'Europe! Quoi, on était allé compromettre follement en Russie l'armée française, avec l'armée française le trône impérial, et, ce qui était pis, la grandeur de la France; on s'était gravement trompé sur la nécessité de cette guerre, et sur les moyens de la soutenir, on revenait vaincu, humilié, et c'était la philosophie qui avait tort! Était-ce la philosophie aussi, qui en ce moment tenait captif à Savone l'infortuné Pie VII; et qui chaque jour plongeait dans les cachots des centaines de prêtres? Et un homme d'un prodigieux esprit osait dire ces choses, à la face de la France et du monde, en présence des événements les plus propres à le confondre! Tel est l'effet des fautes, et surtout des grandes! Outre tout le mal qu'elles entraînent, elles ont pour résultat d'ôter le sens à celui qui les a commises, à ce point que dans l'agitation qu'elles produisent, le génie lui-même ne semble plus qu'un enfant en colère. Il s'en prend de ses fautes à ceux à qui elles sont le moins imputables, et qui souvent en souffrent le plus.

Mais rien de tout cela n'était sérieux; c'était un vain bruit, pour couvrir, s'il était possible, l'immense bruit de la catastrophe de Russie; c'était l'immolation préparée d'un magistrat honnête, plus surpris que faible, et dont le sacrifice était destiné à détourner l'attention publique d'autres événements plus graves. Le Conseil d'État fut en effet assemblé le lendemain même de ces puériles solennités, et chargé d'examiner la conduite de M. Frochot. Le jugement ne pouvait être douteux, car indépendamment du signal parti d'en haut, il y avait un reproche mérité à adresser à M. Frochot, c'était d'avoir si facilement obtempéré à un ordre étrange. M. Frochot fut donc par chaque section du Conseil d'État (prononçant l'une après l'autre avec une fastidieuse monotonie de langage et d'idées) convaincu non pas de trahison, on se hâta d'affirmer qu'il en

était incapable, mais de défaut de présence d'esprit, et Napoléon fut supplié de lui retirer ses fonctions. Sans doute on le devait, pour l'exemple au moins, car M. Frochot avait été mal inspiré dans cette journée. Mais en toute autre circonstance le gouvernement, sans consulter le Conseil d'État, eût prononcé cette destitution de sa propre autorité, et sans y joindre l'humiliation d'un jugement solennel. Ceût été une justice suffisante, et exempte de cruauté. Napoléon regretta cette cruauté, mais il fallait occuper les yeux de la multitude, et lui peindre en couleurs saillantes sur une toile grossière, un magistrat faible, pour qu'elle n'y vit pas un Pharaon insensé perdant son armée et sa couronne au milieu des glaces de la Russie.

Laissons-là ces tristes scènes, destinées par Napoléon à détourner de lui des regards importuns, et suivons-le dans d'autres occupations plus dignes de son génie, et plus propres à réparer ses fautes. Il fallait recomposer son armée détruite, raffermir sa puissance ébranlée, et c'est en cette occasion que ses grandes qualités allaient trouver un énergique emploi, et jeter un dernier et prodigieux éclat. Le sauveraient-elles après l'avoir compromis par leur excès même? C'était peu probable; mais possible, si une heureuse inconséquence avec lui-même venait l'arrêter au bord de l'abîme. Ce devait être la dernière phase de sa vie, et certainement une des plus extraordinaires.

Tandis qu'il semblait occupé des choses que nous venons de retracer, il était en réalité occupé sans relâche d'un travail plus noble, et jamais il ne s'était montré administrateur plus intelligent, plus créateur, surtout plus actif. Quelque grand qu'il eût jugé le mal, pourtant il n'en avait aperçu qu'une partie en quittant l'armée à Smorgoni. Il croyait avoir perdu beaucoup de soldats et d'officiers, beaucoup d'hommes et de matériel; mais il voyait remède à toutes ces pertes. Sur cinq bataillons de guerre par régiment, il supposait qu'après le ralliement de l'armée il resterait de quoi en former trois, et qu'il suffirait de renvoyer en France deux cadres sur cinq, pour les remplir avec des conscrits déjà tout dressés. Il supposait que s'il avait perdu presque toute sa cavalerie, il devait lui rester à pied vingt-cinq ou trente mille cavaliers éprouvés, qu'il serait facile de remettre à cheval en achetant des chevaux en Pologne, en Allemagne, en France, ce dont il avait déjà donné l'ordre, et qu'ensuite les dépôts lui fourniraient de quoi compléter en cavaliers instruits cette cavalerie remontée. Il savait que son artillerie avait perdu beaucoup d'hommes et surtout son matériel à peu près tout entier; mais il savait aussi que les arsenaux de France largement approvisionnés pouvaient lancer sur toutes les routes du Rhin à la Vistule un millier de pièces de canon sur affûts neufs. La France fournirait de quoi les atteler, grâce aux excellents chevaux de trait dont elle avait une si grande abondance. Ainsi Napoléon,

s'il avait souffert de sa politique désordonnée, recueillait néanmoins en beaucoup de choses le prix de sa rare prévoyance, car la Providence juste envers chacun, le paye toujours par le résultat. Il avait, avant de marcher sur Moscou, prescrit la levée de la conscription de 1813, laquelle arrivée en octobre dans les cadres avec une remarquable exactitude, remplissait les dépôts de 140 mille hommes ayant trois mois d'instruction, et propres à recruter les cadres qui rentreraient en France. Napoléon avait depuis près d'un an formé cent cohortes de gardes nationaux, lesquelles prises, en vertu de l'institution qui embrassait tous les citoyens valides, dans les classes les plus vigoureuses de la population, présentaient cent beaux bataillons d'hommes faits et déjà disciplinés. Il est vrai que leur institution ne les obligeait pas à servir hors des frontières. Mais en se faisant demander par quelques-uns de ces bataillons l'honneur de rejoindre la grande armée, en consacrant ce vœu par une décision du Sénat, on allait ajouter à cette grande armée cent mille hommes de vingt-deux à vingt-sept ans, doués d'une force physique qui manquait aux sujets fournis par la conscription. C'étaient donc 240 mille hommes déjà tout préparés, et qui dans un mois pouvaient être rendus sur le Rhin, dans deux mois sur l'Oder, dans trois mois sur la Vistule. Si en mettant tout au pis (comme Napoléon croyait le faire en ce moment) il lui restait 150 mille Français et 50 mille alliés sur les 600 mille hommes de la grande armée, il allait avoir encore 450 mille hommes en ligne, et 500 mille en comptant les contingents dus par les alliés, force très-suffisante pour accabler les Russes; presque aussi maltraités que nous par l'hiver, et moins en état de réparer leurs pertes! En attendant les trois mois exigés par ces préparatifs, il y avait sur les lieux mêmes, grâce encore à la prévoyance de Napoléon, bien des ressources préparées de longue main, et capables actuellement d'arrêter l'ennemi sur le Niémen. Il avait eu le soin, comme nous l'avons dit, en marchant de Smoleńsk sur Moscou, de faire venir de Vérone un beau corps de 15 à 18 mille hommes, pris dans les anciens régiments de l'armée d'Italie, et qui avait traversé les Alpes avant la mauvaise saison. Ce corps était à Berlin, sous le général Grenier, et parfaitement composé en toutes armes. Napoléon avait formé en outre sous le maréchal Augereau un corps (le 11^e) chargé d'occuper la ligne de l'Elbe. De ce corps, une division, celle du général Durutte, avait été envoyée au général Reynier sur le Bug, et avait péri à moitié; une autre sous le général Loison avait été envoyée de Wilna à la rencontre de la grande armée, et subsistait tout entière quand Napoléon avait quitté Smorgoni. Il en restait de plus deux tout à fait intactes, la division Heudelet et la division Lagrange, déjà rendues à Dantzig. Les unes et les autres, en y ajoutant les troupes venues d'Italie, présentaient un total de 45 mille hommes au moins, entièrement frais, et sur lesquelles l'armée en retraite

pouvait s'appuyer. Lorsque Napoléon avait quitté Smorgoni, la garde comptait encore sept à huit mille hommes, le corps de Victor n'était pas détruit, la division Loison n'avait pas été engagée, et il revenait de Moscou une quarantaine de mille hommes, dont le nombre devait s'augmenter chaque jour par le ralliement des soldats débandés. Il y avait de plus à gauche le corps de Macdonald, furt de sept à huit mille Polonais, de quinze mille Prussiens, ayant tous bien servi et peu souffert; il y avait à droite quinze mille Saxons et Français de Reynier, vingt-cinq mille Autrichiens de Schwarzenberg, ayant bien servi aussi, malgré la timidité de leurs chefs. Il y avait enfin le corps de Poniatowski, renvoyé de bonne heure dans ses cantonnements pour s'y recruter, et M. de Bessano chargé en revenant de Vienne de passer à Varsovie, puis à Berlin, assurait que la Pologne allait se lever en masse, que la Prusse jurait de nous rester fidèle, qu'elle était même disposée, moyennant quelques secours d'argent, à augmenter son contingent; que le prince de Schwarzenberg écrivait les lettres d'un militaire plein d'honneur, et que ce prince, ainsi que tous les Autrichiens qu'on avait vus, en formant des vœux ardents pour une paix prochaine, promettaient néanmoins une parfaite fidélité à l'alliance. En supposant donc qu'il ne revint sur Vienne que 40 mille hommes de ceux qui avaient pénétré dans l'intérieur de la Russie, en y ajoutant les 45 mille hommes frais qui sous Angereau et Grenier gardaient l'Elbe, les 20 mille qui sous Macdonald revenaient de Riga, les 40 mille qui sous Reynier et le prince de Schwarzenberg revenaient des environs de Minsk, on pouvait se flatter de réunir 150 mille hommes au moins, bientôt peut-être 200 mille par le ralliement successif des trainards, et de les opposer avec avantage aux Russes, qui certainement n'en avaient pas plus de 150 mille échappés aux rigueurs de l'hiver. En ajoutant à ces 200 mille les 240 mille qui allaient venir des dépôts du Rhin sous deux ou trois mois, plus les nouvelles levées que la France ne manquerait pas de fournir en présence du danger, Napoléon était fondé à croire qu'il retiendrait les Prussiens et les Autrichiens dans son alliance, qu'il refoulerait les Russes en delà du Niémen, qu'il parviendrait à recouvrer la paix continentale sans de trop grands sacrifices, peut-être même à la compléter par la paix maritime!

Ces espérances soutinrent pendant les premiers jours l'ardeur de Napoléon au travail. Mais c'était là le tableau des choses tel qu'il était permis de le tracer lorsqu'il avait quitté l'armée. Malheureusement du 3 décembre au commencement de janvier tout avait changé dans le Nord, militairement et politiquement. Napoléon avait en effet précipité sa fortune sur une pente si rapide, que chaque fois qu'il y reportait les yeux, il la trouvait effroyablement descendue vers l'abîme.

Depuis son départ, comme nous l'avons exposé précédemment, l'armée était tombée dans la plus affreuse dissolution. Par suite du froid parvenu

à une intensité extraordinaire, et faute d'une autorité respectée, toute discipline avait disparu; chacun livré à son désespoir personnel s'était enfui comme il avait pu, et cette poignée d'hommes déjà si réduits qui avait forcé le passage de la Bérézina, s'était complètement dispersée. Le corps de Victor qui était encore de 7 à 8 mille combattants le soir de son héroïque défense des ponts, avait fondu en deux jours seulement, pour avoir fait pendant ces deux jours le métier d'arrière-garde. La division Loison, comprenant dix mille hommes jeunes, il est vrai, mais bien organisés, n'ayant rien souffert jusqu'alors, s'était entièrement décomposée pour être sortie de Wilna et avoir voulu marcher à la rencontre de la grande armée. Le froid en avait tué la moitié, et le reste s'était éparpillé, au point qu'il n'y avait pas deux mille hommes dans le rang. Même chose était arrivée aux détachements qui formaient la garnison de Wilna. Les quatre ou cinq mille Bavares du général de Wrède, qui depuis l'évacuation de Polotsk s'étaient tenus sur la gauche de Wilna, avaient partagé le sort commun. Les Saxons de Reynier, les Autrichiens de Schwarzenberg, étant demeurés aux environs de Minsk faute d'ordres précis, Wilna s'était trouvé découvert, et il avait fallu l'évacuer en désordre, sans même avoir le temps d'y prendre les vêtements, les vivres dont les magasins de cette ville abondaient. Murat n'étant plus ni obéi ni capable de commander, s'était enfui de Wilna au milieu de la nuit, et avait perdu au pied de la montagne qu'on rencontre au sortir de la ville le trésor de l'armée. A Kowno, ramassant quelques officiers et un maréchal, avec un millier de soldats, il avait chargé Ney et Gérard de disputer un instant le Niémen; mais ces deux hommes héroïques restés presque seuls avaient été obligés de se réfugier à Königsberg.

Tels étaient les faits qui s'étaient passés depuis le départ de Napoléon, et que nous avons déjà rapportés, faits désastreux, dus aux distances, au froid, à la misère, à la destruction de toute autorité, et surtout à cette débâcle contagieuse, qui, ayant commencé par les cavaliers à pied, par les fantassins sans fusils, s'était incessamment accrue de jour en jour, et avait fini par devenir une sorte de maladie pestilentielle dont tout corps envoyé au secours de la grande armée était atteint sur-le-champ, et périssait sans la sauver.

D'autres infortunes nous attendaient à Königsberg. Les habitants de cette ville comme tous ceux de la Prusse nourrissaient contre nous une haine violente, qu'ils n'osaient manifester parce qu'ils n'avaient pas cessé de nous craindre. En voyant arriver nos tristes débris, ils n'avaient pu dissimuler leur satisfaction; cependant ils avaient supposé que ces débris n'étaient que les avant-coureurs du corps affaibli et encore subsistant de la grande armée; mais en voyant paraître Murat presque seul, la garde réduite à quelques centaines d'hommes, et puis rien que des malheureux

égarés, poursuivis sur la glace du Niémen par les Cosaques, ils n'avaient pu réprimer ni leur joie ni leur arrogance. Les paysans dans les lieux écartés dépouillaient ceux de nos soldats qui avaient conservé quelque argent qu'ils offraient pour du pain, et quelquefois même les égorgeaient sans pitié. A Königsberg même les habitants se seraient insurgés, s'ils n'avaient été contenus par une des quatre divisions d'Augereau, la division Heudelet, laquelle heureusement n'avait pas dépassé la Vieille-Prusse. Elle était de sept à huit mille hommes, fort jeunes, mais capables de se faire respecter. C'était la première force organisée qu'on eût rencontrée depuis Wilna. N'étant pas sortie comme celle du général Loison pour aller à la rencontre de la grande armée, elle n'avait ni péri, ni même souffert. Cette force protégeait les douze mille malades ou blessés presque mourants qui remplissaient les hôpitaux, et cette multitude de généraux et d'officiers, qui étaient venus, comme les généraux Lariboisière et Éblé, mourir à Königsberg de la fièvre de congélation. Les habitants de cette ville n'osant pas encore se jeter sur nous, se promettaient de le faire à la première approche des Russes, et en attendant extorquaient de nos infortunés soldats tout ce qui leur restait d'argent pour les moindres vivres ou vêtements qu'ils leur fournissaient. Toutefois parmi ces habitants de la Vieille-Prusse se trouvaient des hommes pleins d'humanité, qui, malgré un sincère patriotisme, respectaient en nous la bravoure malheureuse, et soulageaient les maux de leurs oppresseurs. — Ce n'est pas à vous, Français, disaient-ils, que nous en voulons, c'est à votre empereur qui vous a sacrifiés, et qui depuis quinze ans nous opprime tous, vous et nous! —

Mais bientôt un événement d'une extrême importance vint s'ajouter à nos revers. Le maréchal Macdonald ayant avec lui la division polonaise Grandjean, de sept à huit mille hommes, soldats excellents et fidèles, suivi à quelque distance du corps auxiliaire prussien, avait longtemps attendu à Riga des ordres de retraite qu'il n'avait point reçus, tout comme le prince de Schwarzenberg avait vainement attendu à Minsk les ordres qui auraient dû l'amener à Wilna. Voyant enfin les Russes s'avancer de toutes parts, signe certain de notre retraite, le maréchal Macdonald s'était mis spontanément en marche pour se rapprocher de Tilsit. Les Prussiens, commandés pour la forme par un général très-respectable, le général Grawert, mais en réalité par un officier plein de capacité, d'orgueil, d'ambition et de haine pour nous, le général d'York, se retiraient lentement à la suite du maréchal Macdonald. Ce maréchal avait voulu hâter leur pas, afin d'échapper à l'ennemi qui se montrait pressant, mais tantôt sous un prétexte, tantôt sous un autre, ils avaient refusé de lui obéir, à ce point qu'il en était devenu fort défiant, et avec beaucoup de raison comme on va en juger.

Les Russes après le passage de la Bérézina avaient continué leur mouvement. Wittgenstein avec l'armée de la Dwina s'était porté sur Königsberg, pour tâcher d'intercepter le corps de Macdonald, tandis que Tchitchakoff avec l'armée de Moldavie poursuivait nos débris sur Kowno, et que Kutusof faisait reposer à Wilna l'armée principale. Les Russes avaient souffert autant que nous du froid, mais très-peu de la misère, et soutenus par la joie de nos malheurs, par l'espérance de notre destruction, retenus au drapeau par des distributions régulières, ils arrivaient fort diminués en nombre mais compactes, et pleins d'ardeur. Leur masse totale était tout au plus de 100 mille hommes, au lieu de 300 mille qu'ils avaient été au début de la campagne. L'empereur Alexandre à la nouvelle de nos désastres était accouru à Wilna; avait comblé de récompenses méritées le maréchal Kutusof, dont la sagesse reconnue triomphait enfin de toutes les contradictions, et avait pris en main la direction des événements, qui allaient devenir politiques autant que militaires. Alexandre, en effet, sachant par des conjectures faciles à former, et par quelques communications indirectes de la Prusse, même de l'Autriche, qu'on ne demandait pas mieux que d'être affranchi d'une alliance acceptée à contre-cœur, ne doutait pas qu'en s'y prenant convenablement il ne parvint à détacher de la France, sinon l'Autriche, au moins la Prusse. Aussi avec sa finesse d'esprit et sa douceur de caractère accoutumées, adopta-t-il sur-le-champ le langage qui était le mieux approprié aux circonstances. Il ne venait pas, disait-il, faire des conquêtes sur l'Allemagne, ni même sur la Pologne, il venait tendre la main aux Allemands opprimés, peuples et rois, bourgeois et nobles, Prussiens et Autrichiens, Saxons et Bavares, les aider tous, quels qu'ils fussent, à secouer un joug odieux, et cette œuvre terminée rendre à chacun ce qui appartenait à chacun, et ne prendre pour lui que ce qu'on lui avait injustement dérobé. Ainsi on publia de tout côté en son nom que si les Prussiens voulaient ressaisir leur part de la Pologne, il était prêt à la leur restituer, et qu'il ne la garderait qu'en attendant qu'ils vinssent se ramettre eux-mêmes en possession de ce qui leur avait appartenu. A Wilna où il était chez lui, il proclama une amnistie générale pour tous les actes commis contre l'autorité russe, et fit même répandre que si les Polonais voulaient retrouver une patrie, il était tout disposé à leur en accorder une, en constituant séparément le royaume de Pologne, dont il serait le roi élément, civilisateur et libéral. Alexandre avait bien assez d'esprit pour comprendre à lui seul l'habileté d'une telle politique, assez de bonté naturelle pour s'y plaire, et en tout cas, s'il eût fallu l'y aider, les Allemands accourus auprès de lui auraient suffi pour le persuader. Le ministre prussien Stein, réfugié à sa cour, le célèbre écrivain Kotzebue, et beaucoup d'autres Allemands, hommes de lettres ou militaires, tenaient le langage le plus libéral, et assiégeaient

Alexandre de leurs instances pour qu'il proclamât l'indépendance de l'Allemagne, et surtout pour qu'il marchât hardiment en avant, pour que sans compter ce qui pouvait rester de Français, il se portât rapidement sur la Vistule et l'Oder, car, disaient-ils, chaque portion de territoire délivrée des Français lui vaudrait à l'instant des alliés ardents et enthousiastes. Il n'y avait d'opposé à cette politique que le vieux Kutnsow, dont la circonspection justifiée par le résultat était devenue excessive, et quelques Russes, occupés de considérations purement militaires, lesquels frappés de l'épuisement de leur armée, craignant qu'elle ne finit par fondre comme l'armée française, demandaient qu'on s'arrêtât, qu'on laissât les Allemands s'affranchir comme ils pourraient, qu'on traitât avec la France, ce qu'il était facile dans le moment de faire très-avantageusement, et qu'on ne prolongeât pas inutilement une guerre, qui, heureuse dans l'intérieur de la Russie, deviendrait fort dangereuse au dehors, surtout contre un capitaine tel que Napoléon; et il est vrai que sous le rapport de la prudence ce langage était parfaitement fondé! Mais l'imagination d'Alexandre s'était tout à coup enflammée. Profondément blessé par les dédains de Napoléon, enorgueilli jusqu'au délire du rôle de son vainqueur, il aspirait à un rôle plus grand encore, il voulait être son destructeur, et le libérateur de l'Europe opprimée. Il se disait que traiter aujourd'hui avec Napoléon, même d'égal à égal, était possible sans doute; mais que si on laissait échapper cette occasion de le détruire, on retrouverait bientôt en lui le puissant dominateur d'autrefois, et que ce serait une œuvre à recommencer. Au contraire, en poursuivant les succès obtenus, en appelant à soi les gouvernements et les peuples indignés du joug qui pesait sur eux, en allant plus loin, en adressant un appel direct à la France elle-même fatiguée de son maître, en lui déclarant qu'il y avait une légitime grandeur qu'on n'entendait pas lui disputer, on pouvait faire disparaître Napoléon de la scène, et devenir à son tour le roi des rois, le sauveur adoré de l'Europe. Cette ambition aidée par le ressentiment avait envahi le cœur d'Alexandre, et il ne voulait plus s'arrêter. Il avait donc autorisé le ministre Stein et ses compatriotes à se porter dans les provinces prussiennes reconquises, et à y promettre le prochain affranchissement de l'Allemagne.

Le général Diebitch, chef d'état-major de Wittgenstein, entouré d'officiers allemands parmi lesquels figurait le général Clausewitz, poursuivi de leurs instances, et n'en ayant pas besoin, car il pensait comme eux, suivait le maréchal Macdonald pas à pas, avec l'espérance de lui enlever le corps prussien. Le général d'York détestait dans le maréchal Macdonald son chef d'abord, car il était jaloux et toujours mécontent, et ensuite un Français, car il avait dans le cœur tous les sentiments de ses compatriotes. Il avait de continuel démêlés avec l'état-major du maréchal, se

plaignait sans cesse qu'on nourrit mal son corps, qu'on ne lui accordât pas une assez large part en fait de décorations et de dotations françaises, et cette humeur, du reste peu justifiée, avait fort augmenté son aversion patriotique pour nous. Le général Diébitch, averti par des agents secrets, avait fomenté ces sentiments, et puis, la catastrophe venue, avait fini par proposer au général d'York de passer aux Russes, sous le voile d'une capitulation commandée par les circonstances. Il suffisait que ce général prussien marchât lentement, qu'il se laissât séparer de Macdonald, puis entourer, pour qu'il parût se rendre malgré lui. On ne désarmerait pas son corps, on le déclarerait neutre, et ce corps serait le noyau de la future armée prussienne, chargée de concourir avec les Russes à la délivrance de l'Allemagne. Le général d'York, bon patriote, mais sougeant à lui-même, délibéra longtemps de peur de se compromettre avec sa cour, lui transmit secrètement les communications qu'il avait reçues, la jeta ainsi dans un grand embarras, n'en eutint que le silence pour toute réponse, hésita encore, mais ralentit le pas, se laissa entourer, et enfin entraîné par le général Clausewitz qu'on lui avait dépêché, prit son parti, et le 30 décembre, cédant, disait-il, à des circonstances militaires impérieuses, signa une convention de neutralité pour son corps d'armée, avec réserve toutefois de la ratification de son roi. Le sens de cette convention de neutralité était facile à deviner, c'était l'adjonction pure et simple du corps prussien à l'armée russe, après un délai de quelques jours. Un détachement de ce même corps, sous le général Massenbach, avait suivi de plus près le maréchal Macdonald, et était arrivé jusqu'à Tilsit. En apprenant cette convention, le général Massenbach rassembla ses officiers, les trouva enthousiasmés de l'acte du général d'York, et unanimes pour l'imiter. Dans la nuit il sortit sans mot dire de Tilsit, écrivit au maréchal Macdonald une lettre respectueuse, mais où éclataient sous de vains déguisements toutes les passions qui avaient entraîné le général d'York, et il alla rejoindre ce dernier. On s'embrassa dans le corps prussien, on poussa des cris d'enthousiasme, on s'appela les libérateurs de l'Allemagne, et il est vrai qu'on allait grandement contribuer à son affranchissement.

Pour moi qui écris ces tristes récits, je suis Français, et, je l'ose dire, Français profondément attaché à la grandeur de mon pays, et cependant je ne puis, au nom même des sentiments que j'éprouve, exprimer un blâme pour ces patriotes allemands, qui, servant à contre-cœur une cause qu'ils sentaient n'être pas la leur, revênaient à la cause qu'ils croyaient être celle de leur patrie, et qui malheureusement l'était devenue par la faute du chef placé alors à notre tête. Il faut ajouter qu'ils auraient pu enlever le maréchal Macdonald, et que, respectant en lui et dans ses soldats de récents compagnons d'armes, ils se séparèrent sans rien faire qui pût aggraver sa position.

La foudre tombant sur des matières combustibles imprudemment amassées, n'agit pas plus promptement que ne le fit la défection du général d'York sur l'Allemagne tout entière. A l'instant la nouvelle en vola de bouche en bouche. Le général d'York fut salué de la Vistule au Rhin du titre de sauveur de l'Allemagne. Le baron de Stein et ses collaborateurs coururent auprès de lui, l'entourèrent, le félicitèrent, déclarèrent qu'il serait mis à la tête de toutes les portions de l'armée prussienne qu'on parviendrait à détacher; le poussèrent à marcher sur Tilsit, puis sur Königsberg, à y assembler les états de la Vieille-Prusse, à y proclamer l'indépendance de leur patrie, à y déclarer leur roi privé de sa liberté par les Français, ne devant plus dès lors être obéi, à se conduire en un mot comme les insurgés de Cadix, qui agissaient pour le roi, sans le roi, malgré le roi. Le général d'York, jugeant qu'il en avait assez fait, ne voulait pas aller si vite. Mais escorté, circonvenu par les Russes, il consentit à s'acheminer sur Königsberg, et à y attendre les ordres de la cour de Prusse. Il devait y trouver non les ordres de son roi, mais les ordres de son pays, soulevé tout entier comme un seul homme, et commandant d'une voix plus forte que celle de tous les gouvernements. Il s'avança donc avec les Russes, loué, applaudi, caressé par Alexandre, dont la politique recevait de cet événement une éclatante confirmation.

Pendant ce temps, Murat s'était arrêté à Königsberg avec la foule des généraux et des officiers sans troupes, dont les uns étaient mourants, dont les autres, exaspérés par la souffrance, tenaient un langage presque séditieux. Le maréchal Ney lui-même, malgré son héroïsme, malgré les caresses dont il avait été l'objet de la part de Napoléon, ne pouvant plus se contenir, parlait tout haut contre le chef imprudent qui avait, disait-il, précipité l'armée française dans un abîme. Murat aussi, comme nous l'avons rapporté ailleurs, s'était laissé aller à une sorte de soulèvement, puis sur les observations du maréchal Davout, il s'était tu, et avait repris le commandement nominal, mais sans rien ordonner, car il ne savait que faire. Berthier, malade à la fois d'une goutte remontée et de l'absence de Napoléon, réduit à garder le lit, ne savait plus que conseiller dans cette situation sans exemple. Ce fut alors qu'on apprit la défection du corps prussien, et en voyant les manifestations de sentiments que cet événement provoquait chez les habitants de Königsberg, on n'hésita plus à quitter cette ville, et à renoncer à la ligne du Niémen, qui avait cessé d'en être une depuis que ce fleuve était gelé, et que les Russes le passaient de toutes parts sur la glace. Disputer le terrain n'eût servi qu'à faire égorguer nos dix ou douze mille malades, nombre que la mort diminuait sans cesse, mais que rétablissait continuellement l'arrivée successive de nos trainards. On pouvait en se retirant confier ces précieux restes sinon à la bienveillance, du moins à l'honneur de la nation prussienne. On laissa

des infirmiers et des médecins à nos malades pour les soigner, des fonds pour leur procurer des vivres, car il ne fallait plus rien espérer de la bonne volonté des Prussiens, et se tenir pour bien heureux de n'être pas égorgé par le peuple furieux de Königsberg. On sortit ensuite de cette capitale de la Vieille-Prusse.

Le maréchal Ney fut encore chargé de former l'arrière-garde avec la division Heudelet, et avec deux mille hommes restants de la division Loison. Il se mit en marche sur Brannsborg, Elbing et Thorn. Comme le froid avait diminué, comme on trouvait des vivres, comme les bandes de nos trainards s'étaient peu à peu écoulées, et qu'on n'avait plus la contagion de la débânde à craindre, on put marcher en ordre, précédé des états-majors sans troupes qui avaient grande hâte de regagner la Vistule.

On avait été si pressé de quitter Königsberg qu'on ne s'était pas occupé du maréchal Macdonald, laissé à Tilsit, à vingt lieues de Königsberg, entouré d'ennemis, et n'ayant avec lui que sept ou huit mille Polonais, fidèles mais exténués. Il demandait à grands cris qu'on l'attendit, car réuni à lui on aurait eu quinze ou seize mille hommes, et on aurait pu se faire respecter. Ses lettres, qui devaient aller chercher Murat déjà transporté à Thorn, demeurèrent sans effet. On marcha ainsi jusqu'au 15 janvier, chacun ne pensant qu'à soi, les restes de l'ancienne armée se retirant par détachements de cinquante ou cent hommes, obligeant les habitants à leur donner des vivres quand ils étaient les plus forts, mourant de faim ou de froid quand ils n'avaient ni force ni argent pour se faire écouter, et les deux seules troupes organisées qui subsistassent, la division Grandjean sous Macdonald, la division Heudelet sous Ney, cheminant à dix ou quinze lieues l'une de l'autre.

Heureusement les Prussiens, auxquels on avait laissé en leur livrant Königsberg une proie fort capable de les occuper, les Russes qui étaient exténués, et que Macdonald et Ney rudoyèrent plus d'une fois, ne nous poursuivirent pas assez vite pour nous envelopper. Vers le milieu de janvier on arriva sur la Vistule, et on se jeta dans les places que Napoléon avait largement approvisionnées. Le général Rapp avait devancé l'armée à Dantzig. Il restait dans cette ville un ramassis de cinq à six mille hommes de toutes nations et de toutes armes. Murat y envoya outre la division polonaise Grandjean, celle du général Heudelet, et ce qui restait de la division Loison. Rapp eut ainsi sous la main environ 25 mille hommes valides. Il avait des grains et des spiritueux en abondance. Il fit avec sa cavalerie une battue dans l'île de Nogath, ramassa beaucoup de troupeaux et de fourrages, et s'enforma ensuite dans les vastes ouvrages de Dantzig pour s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité.

Sur le conseil persévérant du maréchal Davout, on assigna sur la Vis-

tule des points de ralliement aux divers corps de l'ancienne armée. Les cadres de ces corps durent se rendre les uns à Dantzig, les autres à Thorn, à Marienwërder, à Marienbourg. Tout soldat qui arrivait, demandant du pain et des vêtements, devait être envoyé à son dépôt dans ces places. Après quelques jours il y avait 1500 hommes environ au 1^{er} corps, celui de Davout; et un nombre proportionné dans le 2^e, celui d'Oudinot, le 3^e, celui de Ney, le 4^e, celui d'Eugène.

Le quartier général était établi à Thorn. Après y être demeuré deux ou trois jours, Murat ne crut pas même pouvoir s'y arrêter. En effet les divisions Heudelet, Loison et Grandjean ayant été jetées dans la place de Dantzig, il ne restait plus pour accompagner le quartier général et l'immense quantité de drapeaux qu'on y avait réunis pour les sauver, que dix mille hommes sans ensemble et sans cohésion. Ces dix mille hommes comprenaient 1800 recrues qu'on avait rencontrées en route, et qui étaient destinées au corps de Davout, 1200 hommes d'élite Napolitains, 4,000 Bavaïois partis récemment de leur pays pour recruter l'armée bavaroise, enfin 3,000 hommes de la garde impériale, qui s'étaient peu à peu ralliés depuis Kœnigsberg, parmi lesquels se trouvaient un millier d'hommes à cheval et douze pièces d'artillerie. Le général Gérard qui commandait ce rassemblement, se sentant trop pressé aux environs de Thorn, s'était précipité sur l'ennemi avec son énergie ordinaire, et lui avait ôté l'envie de nous serrer de si près.

Dans une telle main ces dix mille hommes étaient quelque chose, mais ils ne pouvaient défendre la Vistule, glacée comme toutes les rivières de la Pologne et de la Prusse, et n'étant plus dès lors une barrière contre l'ennemi. Ils ne pouvaient surtout pas préserver d'un affront Murat et ce qui l'entourait, si les Russes de Tchitchakoff réunis à ceux de Wittgenstein essayaient de l'envelopper. Murat ne voulut donc pas séjourner sur la Vistule, et se rendit à Posen, à égale distance de la Vistule et de l'Oder. Ainsi toute la Vieille-Prusse, toute la Pologne se trouvaient évacuées, et, les places occupées, nous avions 10 mille hommes en ligne, 10 mille hommes mêlés de Napolitains, de Bavaïois; et comptant tout au plus 4 mille Français parmi eux. Il restait à Berlin pour contenir l'Allemagne frémissante, les 18 mille hommes du général Grenier, et la division Lagrange, la seule de ses quatre divisions que le maréchal Augereau eût conservée auprès de lui.

Un dernier événement vint encore accroître l'effervescence des populations germaniques. On avait eu le tort de laisser une garnison, en majeure partie allemande, à Pillau, petite place maritime qui fermait l'entrée du Frische-Haff. On l'avait fait malgré l'avis du maréchal Macdonald, qui ne voulait avec raison se priver de troupes actives qu'en faveur des places capables de se défendre, et contenant une garnison où les Français domi-

neraient, Pillau ne remplissant pas ces conditions, s'était en effet rendu, aux grands applaudissements des Prussiens, et à la vive satisfaction des Anglais, qui s'étaient hâtés de pénétrer dans le Frische-Haff avec leurs bâtiments de guerre. Bientôt ils y avaient introduit leurs convois-marchands, ce qui avait procuré aux habitants de la Vieille-Prusse, outre la satisfaction patriotique d'être délivrés de leurs vainqueurs, la satisfaction toute matérielle, mais fort vivement sentie, de recommencer le commerce des denrées coloniales dont ils avaient été privés si longtemps.

Les nouvelles si mauvaises à notre gauche, n'étaient pas meilleures à notre droite; sur la haute Vistule. Le général Reynier et le prince de Schwarzenberg, ne voyant plus rien à faire à Minsk, s'étaient acheminés sur Varsovie. Ayant dans les Saxons de bons soldats dont il s'était fait estimer, ayant de plus pour les contenir des cinq à six mille Français de la division Durutte, le général Reynier aurait voulu se battre, mais le prince de Schwarzenberg l'en dissuadait fort, lui disant qu'on s'affaiblirait inutilement en guerroyant pendant l'hiver, qu'il fallait se retirer sur Varsovie, couvrir cette capitale, s'y ménager des quartiers tranquilles, et y attendre l'arrivée des forces que Napoléon ne manquerait pas d'amener au printemps. Tandis qu'il donnait ces conseils le prince de Schwarzenberg se retirait lui-même, obligeait le général Reynier à en faire autant, recevait à son quartier général les officiers russes, acceptait leurs politesses sous prétexte qu'il ne pouvait pas s'en défendre, se laissait parler d'armistice, en parlait de son côté, ne trahissait pas précisément Napoléon dont il avait négocié le mariage, auquel il devait le bâton de maréchal, mais s'attachait avant tout à ménager son armée, et voulait ensuite se tenir prêt aux divers changements de politique qu'il prévoyait de la part du cabinet de Vienne. En même temps il conseillait au général Reynier, à M. de Bassano, à tout le monde enfin, la paix, qui était le plus cher de ses vœux, comme Autrichien, et comme l'un des personnages favorisés de la cour de France.

Ainsi tandis que la Vistule allait être passée sur notre gauche malgré les places que nous occupions; on devait s'attendre à la voir passer sur notre droite, à Varsovie même, malgré la présence du prince de Schwarzenberg, et on avait à Posén pour faire face à l'ennemi dix mille hommes, Napolitains, Bavaïois, Français, sans oser appeler à soi les vingt-huit mille soldats de Grenier et d'Angereau, qui étaient indispensables à Berlin pour contenir la Prusse. La faible tête de Murat; quelque brave que fût son cœur, ne pouvait résister longtemps à une telle situation. Il ne redoutait pas le canon qu'il n'avait jamais craint, mais il était dévoré par la passion de régner. Mille visions sinistres asségaient son imagination exaltée. Tantôt il voyait les peuples d'Italie excités par les prêtres et les Anglais, se soulevant depuis les Alpes Juliennes jusqu'au détroit de Mes-

sive, et renversant les trônes des Bonaparte en Italie; tantôt il se voyait abandonné par Napoléon lui-même; dont il était médiocrement aimé, et qui obligé peut-être à faire des sacrifices pour obtenir la paix, les ferait plus volontiers dans la basse que dans la haute Italie, et plus volontiers encore dans l'une et l'autre Italie qu'en France. Dès que ces images s'emparaient de son cerveau, il perdait son sang-froid, et voulait partir pour aller sauver cette couronne, objet de si longs-désirs, prix de tant d'héroïsme. Sa défiance était devenue telle, que, ne comptant pas même sur sa femme, il en était arrivé à craindre qu'elle ne se plût elle-même à la politique de Napoléon, ce qui était pour lui un nouveau motif de retourner à Naples. Tourmenté par ces inquiétudes, par les tristes nouvelles qu'il recevait à chaque instant de la retraite de l'armée, il appela tout à coup le prince Berthier, qui, quoique à demi mort, restait major général, et M. Darné qui n'était chargé que du matériel de l'armée, mais dont le solide caractère, la haute prudence, faisaient un conseiller toujours consulté dans les circonstances importantes: Il leur communiqua son projet de quitter l'armée, alléguant sa santé qui n'était qu'un prétexte, et résista à toutes les instances du prince Berthier et de M. Darné, qui firent valoir tour à tour auprès de lui l'intérêt de l'armée, l'intérêt de sa gloire, le courroux de Napoléon, la difficulté de trouver un successeur: A cette dernière objection Murat répondit en indiquant le prince Eugène, et annonça qu'il allait le mander à Posen. En effet il lui dépêcha un courrier à Thorn, sans lui dire pourquoi il l'appelait au quartier général. Ce prince étant arrivé, il lui déclara sa résolution de partir et de le désigner, en attendant les ordres de Napoléon, comme commandant de la grande armée. Le prince Eugène, effrayé de cet honneur, par modestie et par indolence; était cependant le seul qu'on pût choisir, car il s'était fait beaucoup d'honneur dans la campagne de Russie, y avait déployé une rare bravoure, quelques connaissances militaires, et de véritables vertus. Enfin il était prince, ce qui était à considérer dans ce régime, devenu en peu de temps aussi monarchique que celui de Louis XIV. Il pressa Murat de rester, ne put réussir à l'y décider, et finit par accepter avec résignation une charge qu'il regardait comme très au-dessus de ses forces. Il demanda à Posen avec les 10 mille hommes de toutes nations que nous avons énumérés, suppliant le général Reynier et le prince de Schwarzenberg de se maintenir à Varsovie, ce qui le couvrait vers sa droite, comptant que vers sa gauche les Russes s'arrêteraient quelque temps au moins devant Thorn et Dantzig, et ordonnant au général Grenier avec ses 18 mille hommes, à Angereau avec les 9 ou 10 de la division Lagrange, de se tenir prêts à venir à son aide s'il en avait besoin.

Voilà ce qui restait de la grande armée: vingt-cinq mille hommes à Dantzig, 10 mille dans les places secondaires de la Vistule, 10 mille de

toutes nations à Posen avec le quartier général, quelques Saxons et Français dominés à Varsovie par les mouvements du prince de Schwarzenberg, et enfin à Berlin, Grenier et Augereau, avec 28 mille hommes qu'on n'osait pas déplacer, de crainte d'un soulèvement général en Allemagne! Il y avait loin de cette situation aux 200 mille hommes que Napoléon croyait encore établis sur le Niémen, et disputant aux Russes Kœnigsberg, Kowno, Grodno, en attendant que 300 mille nouveaux soldats vussent à leur secours. La nécessité d'organiser lui-même ces 300 mille nouveaux soldats avait appelé Napoléon à Paris, et son départ avait entraîné la perte des 200 mille hommes restés sur le Niémen! Ainsi il aurait fallu qu'il fût à la fois sur le Niémen pour sauver les uns, et à Paris pour organiser les autres. En quittant le Niémen il avait commis une faute militaire, et s'était rendu coupable d'abandon envers des compagnons d'armes qu'il avait précipités dans un abîme; en y demeurant, il aurait laissé entre lui et Paris l'Allemagne insurgée, n'aurait pas suivi d'assez près les rênes de sa vaste administration, et aurait commis à la fois une faute politique et administrative, de façon que, quoi qu'il fit, il manquait quelque part, il commettait des fautes également graves, et s'exposait à de déplorables interprétations, juste punition d'erreurs énormes et irréparables!

Et en ce moment les conséquences politiques de ces erreurs n'étaient pas moins grandes que leurs conséquences militaires. Le chef des exilés allemands, le baron de Stein, était avec le général d'York à Kœnigsberg, y convoquait les états de la province, y faisait décréter l'armement de toute la population, et l'emploi sans réserve des ressources pécuniaires du pays. Le dévouement universel répondait à ces propositions, et des milliers de pamphlets, de proclamations, de chants populaires allaient enflammer contre nous les imaginations allemandes. L'Allemagne depuis quelques années s'était couverte de sociétés secrètes, dont la principale, celle de l'*Union de la vertu* (Tugend-Bund), s'était universellement répandue. L'enthousiasme pour la patrie allemande, la conviction que, réunie en un seul faisceau, elle serait invincible, qu'au lieu d'être tour à tour la victime des États du Nord ou de ceux du Midi, elle leur ferait la loi à tous, et composerait la première nation du monde; la nécessité dès lors de s'unir, de ne plus se considérer comme Autrichiens, Bavares, Saxons, Prussiens ou Hambourgeois, comme princes, nobles, bourgeois ou paysans, comme luthériens ou catholiques, mais comme Allemands, prêts à mourir jusqu'au dernier pour leur pays; la préférence donnée à tout ce qui était d'origine allemande, en industrie, en usages, en littérature, telles étaient les idées et les sentiments que ces sociétés s'étaient attachées à répandre, et qu'elles avaient propagés avec un succès inouï, car ces idées et ces sentiments convenaient à toutes les classes de la nation germanique, et répondaient à l'amour de l'égalité chez les uns, à l'esprit

monarchique chez les autres, et au patriotisme de tous horriblement froissé par votre domination. Ces sociétés avaient porté de Kœnigsberg aux extrémités de l'Allemagne non pas seulement l'émotion, qui était naturelle et immense, et n'avait pas besoin de moyens artificiels pour se communiquer, mais les mots d'ordre à suivre. Partout, selon l'avis français par elles, il fallait courir aux armes, donner à l'État sa personne et ses biens, se réunir à l'empereur Alexandre, délivrer les rois asservis à l'alliance française, et déposer comme indignes ceux qui, pouvant s'affranchir de cette alliance, voudraient lui rester fidèles. *Vive Alexandre ! vivent les Cosaques !* étaient les cris que dans un délire général on faisait entendre de toutes parts. Il y avait même de jeunes Allemands qui dans leur exaltation patriotique prouaient la barbe des Cosaques, et, ce qui n'est pas moins digne de remarque, les princes et les nobles excitaient eux-mêmes ce mouvement, qui, malgré un mélange de fidélité monarchique, était en réalité profondément démocratique, comme en Espagne, où l'on montrait une égale passion pour la liberté et pour le roi captif. On soulevait non-seulement le patriotisme national, non-seulement la fidélité aux princes détronés ou abaisés, mais l'amour de la liberté, que Napoléon s'était vanté de contenir en France et dans le monde. Ainsi ce qu'il stérilisait chez lui sous le nom d'idéologie, dans toute l'Europe sortait de dessous terre pour l'assaillir ! Singulière leçon qui aurait dû servir à tous, et qui ne devait profiter à personne, car ces nobles, ces princes, ces prêtres, invoquant la liberté aujourd'hui contre Napoléon, allaient bientôt, Napoléon renversé, la contester et la refuser à leurs peuples.

Cet entraînement, qui ne pouvait être comparé qu'à celui que nous avions éprouvé nous-mêmes en 1792, à l'apparition du duc de Brunswick, s'était produit à la fois à Berlin, malgré la présence de nos soldats, à Dresde, à Munich, à Vienne, malgré notre alliance, à Hambourg, à Brême, à Cassel, malgré notre domination directe. A Berlin, devant la belle troupe de Grenier, les Prussiens n'osant faire éclater leurs ressentiments ni par des actes ni par des cris, laissaient voir néanmoins sur leurs visages la joie la plus insultante, la manifestaient à chaque nouvelle fâcheuse pour nous, et refusaient tout à nos soldats, même à prix d'argent. Cependant comme à côté des sentiments les plus sincères la cupidité se fait encore jour quelquefois, on obtenait çà et là des vivres, mais à des prix exorbitants. Aussi les réquisitions dont nous avions tant usé, en payant avec des bons liquidables ultérieurement, n'étaient-elles plus possibles, à moins de provoquer un soulèvement immédiat.

On doit comprendre la surprise, l'embarras, la perplexité du malheureux roi de Prusse et de son principal ministre, M. de Hardenberg. Ce roi probe et sage n'avait cessé de se trouver depuis le commencement de son règne dans les positions les plus fausses pour un honnête homme, et

un homme de bon sens. On l'avait entraîné en 1806 contre son gré et contre son instinct secret, à se ruer contre la France, et il y avait presque perdu sa couronne, car c'était l'avoir à peu près perdue que d'être privé des deux tiers de ses États, et d'être pour le tiers restant dans une dépendance absolue. Résolu à ne plus tomber dans une semblable faute, il s'était en 1812 attaché à l'alliance française, l'avait même sollicitée, parce qu'abandonné par l'Autriche et la Russie après avoir été puis en avant par elles, il s'était cru lui aussi le droit de se sauver en pactisant avec le plus fort. Tandis qu'il agissait de la sorte, il avait voulu, par un excès de précaution, faire approuver à l'empereur Alexandre lui-même la conduite qu'il tenait, et lui avait envoyé M. de Knesebœck, qui, autorisé ou non, avait poussé les excuses jusqu'à la duplicité envers la France. Or voilà ce roi, qui, en croyant être en 1812 plus sage qu'en 1806, semblait s'être égaré encore, et se voyait condamné ou à manquer de parole envers la France, ce qui était un mauvais acte et un péril, ou à se battre pour la France qui l'opprimait, contre des amis qui s'offraient à être ses libérateurs. L'excellent prince ne savait plus que penser, que faire, que devenir ! La joie de voir disparaître la domination française s'était fait jour dans son cœur, mais la confusion de s'être de nouveau trompé en devenant l'allié de la France, la crainte de passer pour traître en l'abandonnant, empoisonnaient la satisfaction qu'il éprouvait. Le cri violent, menaçant même de ses sujets, pouvait fournir une excuse en devenant une contrainte. Mais si cette fois encore ses sujets étaient dans l'erreur comme en 1806, si ce Napoléon qu'on disait vaincu ne l'était pas, si au printemps il reparaisait sur l'Elbe vainqueur de ses ennemis, et s'il en finissait de cette Prusse incorrigible, et traitait le neveu du grand Frédéric comme la maison de Hesse, aurait-on une seule plainte à élever ? Or, soit crainte de Napoléon, soit amour-propre de ne s'être pas trompé, Frédéric-Guillaume inclinait à penser que la France n'était vaincue que pour un moment, et, suivant les fluctuations ordinaires d'une âme agitée, quand il l'avait cru quelques heures, il cessait de le croire, puis revenait à cette opinion, et dans le désordre de son esprit, cédait au fait actuel, c'est-à-dire à la présence de trente mille Français à Berlin.

M. de Hardenberg qui, lui aussi, avait envers la France passé de l'hostilité à l'alliance, était en proie à toutes les perplexités du roi lui-même, et de plus à celles qui naissent de sa situation personnelle. Si les événements condamnaient la politique de l'alliance avec la France, il y avait pour le roi une excuse toute trouvée, celle de la faiblesse ; mais il n'y en aurait aucune pour M. de Hardenberg : on imputerait sa conduite à l'ambition, et à la plus basse de toutes les ambitions, celle qui pactise avec les ennemis de son pays.

Le premier mouvement de Frédéric-Guillaume en apprenant la défec-

tion du général d'York, fut de se récrier contre un pareil acte. Il craignait à la fois d'être compromis avec la France qu'il redoutait toujours, et de passer pour déloyal, ce qui lui coûtait beaucoup, car il était vraiment honnête, et tenait surtout à passer pour tel. Il se hâta de mandier auprès de lui le ministre de France, M. de Saint-Marsan, et de désavouer énergiquement la conduite du général d'York. Il jura qu'il n'était pour rien dans cette défection. M. de Saint-Marsan, qui se laissait facilement persuader par l'accent d'honnêteté de Frédéric-Guillaume, lui affirma qu'il douterait de la parole de tout le monde avant de douter de la sienne, et alors ce prince fut soulagé, charmé, et séduit par celle de toutes les flatteries qui lui allait le plus au cœur, la confiance en sa loyauté. Dans son premier entraînement, il promit de désavouer publiquement le général d'York et de le traduire à une commission militaire. M. de Saint-Marsan emporta cette promesse comme une sorte de trophée, qu'il crut utile d'opposer aux déclamations des ennemis de la France.

Quand cette déclaration fut connue, les patriotes allemands furent fort irrités, s'emportèrent contre le roi, contre M. de Hardenberg, contre la politique du cabinet prussien, et allèrent répétant partout, comme jadis nos émigrés, que le roi n'était pas libre. Ses ministres lui dirent qu'il s'était peut-être trop avancé, et après avoir désavoué le général d'York, il refusa de publier ce désaveu.

Tandis que dans Berlin l'exaltation des esprits était extrême, les Français qui gardaient cette capitale, et qui avaient le cœur tout aussi haut que jadis, répondaient aux propos du patriotisme allemand par des propos non moins provocateurs, et de plus souverainement imprudents. Quoiqu'Augereau, qui commandait à Berlin, se montrât cette fois plus réservé que de coutume, de jeunes officiers dirent que les Français ne se laisseraient pas duper encore par la Prusse, qu'ils étaient sur leurs gardes, qu'an premier acte de trahison on désarmerait les troupes prussiennes, qu'on enlèverait même la cour à Potsdam, et qu'on en finirait d'une puissance toujours infidèle. Ces propos, qui n'étaient que le résultat du langage irritant des Prussiens, répétés méchamment au roi, lui inspirèrent d'abord de la terreur, puis un commencement de calcul assez raffiné. La pensée d'abandonner la France ne s'était pas jusqu'alors présentée à son esprit, mais celle de devenir plus indépendant d'elle, grâce aux événements, de prendre une position intermédiaire entre elle et ses ennemis, et peut-être de contribuer ainsi à une paix avantageuse, cette pensée née des circonstances, et aussi, comme on va le voir, des suggestions de la cour d'Autriche, s'empara tout à fait de Frédéric-Guillaume. Le seul moyen de la réaliser, c'était, pour le roi, de quitter la ville de Berlin, vers laquelle marchaient déjà les Russes dans leur poursuite, les Français dans leur retraite, d'aller établir sa cour en Silésie, à Breslau par exemple, projet

qui n'était pas nouveau puisqu'on l'avait proposé dès l'année précédente, d'y stipuler avec les Russes et les Français la neutralité de cette province, et d'y attendre la suite des événements. Il fallait en outre profiter de l'occasion pour armer dans de grandes proportions. Cette dernière mesure devait à la fois plaire aux patriotes allemands, qui se flatteraient de faire tourner ces armements contre la France, et laisser les Français sans une seule objection, car ils venaient eux-mêmes de demander que la Prusse doublât son contingent.

Pour suffire à ces armements sans recourir à de nouveaux impôts, le roi se proposait d'exiger de Napoléon le paiement des fournitures faites à l'armée française. Il avait été convenu, en effet, d'après le dernier traité d'alliance, que le compte de ces fournitures serait réglé à bref délai, que le paiement en serait imputé sur les 48 millions que devait encore la Prusse, et que si le montant excédait cette somme le surplus serait soldé comptant. Or les administrateurs royaux estimaient à 94 millions la valeur des denrées et objets de tout genre fournis à l'armée française. C'étaient donc 46 millions à recouvrer, avec lesquels on pourrait tripler l'armée prussienne, la porter de 42 mille hommes à 120 mille, et en s'unissant à l'Autriche, faire écouter des paroles raisonnables de paix, tant aux uns qu'aux autres. La France, de créancière étant devenue débitrice, devait, en vertu des traités antérieurs, rendre immédiatement les places de Stettin, de Custrin, de Glogau, et le roi pourrait ainsi se trouver établi en Silésie à la tête de 120 mille hommes, levés sans qu'il en coûtât de sacrifice au pays, appuyé sur toutes les places de l'Oder, approuvé par les patriotes qui demandaient qu'on armât, exempt de reproche de la part de la France, à laquelle il offrait de rester fidèle, si elle voulait exécuter littéralement les engagements pris et rendre à la Prusse une situation convenable. Ainsi au milieu de ses perplexités, le roi croyait encore Napoléon le plus fort, ne songeait point à le trahir, mais prétendait en être mieux traité que par le passé, entendait l'exiger, l'obtenir, et contribuer de cette manière à une pacification générale de laquelle il sortirait indépendant et agrandi.

Il avait annoncé l'envoi à Paris de M. de Hatzfeldt, qui était devenu, avons-nous dit, l'un des rares amis de la Franco-en Prusse, envoi qui avait pour but d'écarter tout soupçon de complicité avec le général d'York. M. de Hatzfeldt fut donc chargé de présenter au gouvernement français les propositions suivantes : translation de la cour de Prusse à Breslau, pour y être hors du théâtre des hostilités; extension des armements prussiens pour mieux servir l'alliance; remboursement de l'argent dû pour solder ces armements; enfin restitution des places de l'Oder pour se conformer aux traités et calmer l'esprit public. M. de Hatzfeldt pouvait avoir à s'expliquer à Paris sur une proposition singulière, que Napoléon en recevant de

Russie avait indirectement adressé à la cour de Prusse, c'était de s'unir étroitement à la France par un lien de famille, comme avait fait l'Autriche, et de marier l'héritier du trône avec une princesse française, laquelle au surplus restait à trouver. Napoléon avait donné à entendre qu'en considération de ce lien il rendrait à la Prusse une partie de l'étendue et de l'indépendance qu'elle avait perdues. Mais ce n'était plus le temps où les cours de l'Europe pouvaient se décider, en considération de la puissance de Napoléon, à des alliances avec sa famille. M. de Hatzfeldt devait donc éviter avec soin d'aborder ce sujet, et déclarer assez ouvertement que si les propositions qu'il apportait n'étaient pas acceptées, la Prusse se considérerait comme libre de tout engagement envers la France.

La cour d'Autriche était exactement dans les mêmes perplexités, mais elle avait pour en sortir à son avantage un public moins passionné, des scrupules moins gênants, une habileté plus grande. Après avoir soutenu contre la France quatre guerres opiniâtres, et déployé une persévérance de haine bien rare, son empereur avait fini par croire qu'il s'était trompé, et qu'il valait mieux pactiser avec la France que s'acharner à la combattre. La conduite des diverses cours de l'Europe était de nature à lui ôter tout scrupule à cet égard, car la Russie avait accepté à Tilsit l'alliance de la France, et ne s'en était pas dégoûtée après les événements de Bayonne, et la Prusse n'avait montré qu'un regret, celui de n'y avoir pas été comprise. Un grand ministre, M. de Metternich, était venu de Paris après la bataille de Wagram conseiller à son maître d'adopter la politique de l'alliance française comme la seule bonne, et en outre d'y mettre sa fille comme enjeu. L'empereur François après avoir consulté cette fille, car il était incapable de la contraindre, y avait consenti, et était devenu le beau-père, puis l'allié de son ennemi. Se serait-il donc trompé cette fois encore, et son ministre avec lui ? Après avoir reconnu l'un et l'autre les inconvénients de la politique hostile, n'auraient-ils abandonné cette politique qu'un moment juste où elle devenait bonne, et n'auraient-ils été sages que hors de saison ? Ils pouvaient, comme le roi de Prusse et comme M. de Hardenberg, se le demander, en voyant ce qui se passait, mais ils n'étaient pas gens à s'en tourmenter autant, parce qu'ils étaient gens à s'en mieux tirer. L'empereur François, esprit fin, calme et assez railleur, et bon père aussi, quoi qu'on en ait dit, n'avait vu dans la catastrophe de Moscou qu'une occasion de faire mieux apprécier par la France l'alliance de l'Autriche, de la lui faire en même temps payer plus cher, et si elle ne voulait pas en donner le prix convenable, de la porter ailleurs, sans toutefois aller plus loin que d'imposer aux parties belligérantes une paix toute germanique. Sa fille un peu moins puissante le serait bien encore assez, et l'Autriche redevenue plus forte, l'Allemagne plus indépendante, il aurait rempli tous ses devoirs de souverain, sans

manquer à ses sentiments de père. Il ne voyait donc pas dans les derniers événements matière à s'affliger, il en avait même conçu une secrète joie, qui eût été sans mélange, s'il n'avait été exposé aux sarcasmes de ceux qui blâmaient un mariage contracté si mal à propos. M. de Metternich avait, lui, d'autres préoccupations. Allait-il, en s'obstinant dans une erreur, si toutefois sa politique en avait été une, périr pour demeurer conséquent avec lui-même? Ce sont là des façons d'agir propres aux pays libres; où tout se passe à la face des nations, et où l'on est contraint de ne pas se démentir soi-même. Dans les gouvernements absolus; au contraire, où tout se passe en silence et s'apprécie par le résultat, on se comporte autrement. M. de Metternich, qui ne s'était pas fait en 1810 un principe d'honneur de combattre la France jusqu'à extinction, n'entendait pas s'en faire au de la servir jusqu'à extinction en 1813. Il avait mis sa grandeur dans une politique quand il l'avait jugée bonne; il allait la mettre dans une autre; quand cette autre lui semblerait devenue bonne à son tour. Il avait d'ailleurs une raison bien suffisante pour se conduire de la sorte; l'intérêt de son pays. Il voyait le moyen, en changeant à propos, non-seulement de conserver sa position personnelle, mais aussi de rendre à l'Autriche une situation plus haute, et à l'Allemagne une situation plus indépendante; il n'y avait pas à hésiter. On a souvent changé de politique par des motifs moins grands et moins arables. Seulement il ne fallait pas commettre d'imprudence, car, bien que d'après les dernières nouvelles de Pologne, Napoléon parût plus vaincu qu'on ne l'avait cru au premier moment, cependant il n'était pas détruit; il pouvait encore frapper des coups terribles, peut-être recouvrer toute sa puissance, et punir cruellement des alliés infidèles. Il fallait donc passer par une transition habile, qui sauverait à la fois la sûreté de l'Autriche, la dignité de l'empereur François, et la pudeur de son ministre. Sans renier l'alliance, parler tout de suite de paix; en parler pour soi d'abord, puis pour tout le monde, et en particulier pour la France, était une conduite parfaitement naturelle, parfaitement explicable, et honnête en réalité comme en apparence. Tandis qu'on parlerait ostensiblement de cette paix à la France, on pouvait en stipuler secrètement les conditions avec la Prusse d'abord, puis avec la Saxe, la Bavière, le Wurtemberg, avec tous les États allemands opprimés. Après avoir ainsi concerté cette paix avec l'Allemagne, à laquelle on s'achèterait de rendre son indépendance, sans contester à la France une grandeur que personne alors ne songeait à lui disputer; on armerait avec la plus grande activité, ce qui devait être applaudi en Prusse comme en Autriche par les patriotes allemands, et supporté par la France elle-même, qui avait demandé à tous ses alliés une augmentation de contingents; puis cela fait, on offrirait cette paix à la Russie, à l'Angleterre, à la France, et on n'hésiterait pas à l'imposer à la partie récal-

citrante. Cent mille Prussiens, deux cent mille Autrichiens, cent mille Saxons, Bavaïois, Wurtembergeois, Hessois, etc., devaient décider la lutte au profit de la France, si elle acceptait les conditions rejetées par la Russie et l'Angleterre, si on la décidait contre elle, si le refus venait de sa part. Moyennant qu'on ne se hâtât point, qu'on prit le temps d'armer avant de se prononcer, qu'on laissât même les belligérants s'épuiser davantage, s'ils étaient pressés de s'égorger de nouveau, on arriverait d'autant plus à propos qu'on arriverait plus tard; et non-seulement il y aurait ainsi moyen d'atteindre à un résultat patriotique pour l'Allemagne, mais encore de se conduire avec une parfaite convenance, car une paix qui, en relevant l'Allemagne, n'abaîsserait pas véritablement la France, et ne retrancherait de son état actuel que certains excès de grandeur intolérables pour ses voisins, lui pouvait être proposée tout en restant fidèle à son alliance, et avec d'autant plus de fondement, que pour faire accepter une paix de ce genre il faudrait certainement menacer la Russie et l'Angleterre de toutes les forces des puissances germaniques. Si enfin, après qu'on se serait comporté avec tant de modération, Napoléon se refusait à tout arrangement raisonnable, on serait quitte envers lui, et on pourrait lui montrer l'épée de l'Autriche, sans avoir à rougir de la conduite qu'on aurait tenue.

M. de Metternich aperçut tout de suite et avec un rare génie politique le parti qu'il pouvait tirer de cette situation, et il résolut en sauvant sa fortune personnelle d'un faux pas, de refaire celle de l'Autriche, celle de l'Allemagne, sans manquer à la France dont il était l'allié actuel et avoué. D'accord en tout point avec l'empereur François, qui dans cette conduite voyait ses intérêts de souverain, ses devoirs de père, et son honneur d'homme et de prince ménagés à la fois, il agit dès le premier jour avec la promptitude, la suite, la fermeté d'une résolution bien réfléchie et bien arrêtée. A l'instant même il fit commencer les armemens de l'Autriche, puis il se mit à nouer des liens secrets avec la Prusse, avec la Bavière, avec la Saxe, à leur parler à toutes d'une paix conçue dans l'intérêt de l'Allemagne, et à parler en même temps à la France de paix prochaine, de paix suffisamment glorieuse, mais urgente, et indispensable à elle comme à toutes les autres contrées de l'Europe. En réponse à la lettre que Napoléon avait adressée de Dresde à l'empereur d'Autriche, M. de Metternich fit écrire par le beau-père au gendre une lettre amicale, paternelle, conseillant la paix sans détour, la conseillant comme beau-père, comme ami, comme allié, M. de Bubna, envoyé à Paris sur la provocation de Napoléon qui avait demandé qu'il y eût quelqu'un d'important pour représenter l'empereur François auprès de lui, M. de Bubna fut chargé de protester de la fidélité de l'Autriche à l'alliance française, mais de recommander fortement la paix, au nom de l'Europe qui en avait

besoin, au nord de la France à qui elle n'était pas moins nécessaire, de dire que si on n'y prenait garde on trouverait bientôt peut-être le monde entier soulevé contre Napoléon, que la lutte alors pourrait devenir terrible, de dire cela très-amicalement, sans paraître donner une leçon, mais avec un accent qui annonçait une conviction profonde, et qui plus tard autorisât à se considérer comme dégagé envers un allié sourd à tous les sages conseils. M. de Bubna fut même positivement chargé d'offrir l'intervention de l'Autriche, qu'on n'allait pas encore jusqu'à appeler une médiation, auprès des diverses puissances belligérantes.

Telles sont les communications qui dans les premiers jours de janvier 1813 assaillirent toutes à la fois le génie de Napoléon. Au lieu des restes imposants de la grande armée réunis sur le Niémen, et y tenant tête aux Russes depuis Gródno jusqu'à Königsberg, en attendant que trois cent mille jeunes soldats vîssent les rejoindre, Napoléon voyait ces restes à peu près détruits, se repliant sur l'Oder sans pouvoir s'arrêter nulle part, vivement poussés de front par les Russes, fortement menacés en arrière par les Allemands; il entendait les cris enthousiastes de l'Allemagne prête à se soulever tout entière, et il était entouré d'alliés qui, parlant de leur fidélité pour la forme, donnaient des conseils, signifiaient des conditions, et non-seulement faisaient douter de leur dévouement, mais semblaient eux-mêmes douter de celui de la France, épuisée de sang, fatiguée de despotisme.

Quoiqu'il se fût fait un vœu de soldat, qui passe sans être abattu de la prospérité aux revers, Napoléon fut profondément affecté; mais il résolut de se roidir, et de ne pas laisser apercevoir les agitations de son âme, où les plus sinistres pressentiments et les plus aveugles illusions se succédaient tour à tour.

Après s'être livré à un premier mouvement d'irritation contre Murat, auquel il imputait à tort les malheurs de la retraite, à ce point qu'il avait songé un moment à le faire arrêter¹, il se calma, confirma la nomination du prince Eugène qu'il eût au surplus choisi lui-même s'il avait été sur les lieux, et fit annoncer ce changement par un article au *Moniteur*. Cet article extrêmement fâcheux pour Murat était conçu dans les termes suivants : « Le roi de Naples étant indisposé a dû quitter le commandement de l'armée qu'il a remis entre les mains du vice-roi. Ce dernier a plus

¹ Voici la preuve de ce fait, qui serait difficile à croire sans le document qui nous cite :

« Au vice-roi,

« J'ai reçu votre lettre du 16. Je vous ai déjà fait connaître que je vois avec plaisir le commandement de l'armée entre vos mains. Je trouve la conduite du roi (de Naples) « extravagante, et telle qu'il ne s'en faut de rien que je ne le fasse arrêter pour l'exemple, etc.... »

« Vastinebleau, 23 janvier 1813. »

« d'habitude d'une grande administration, il a la confiance entière de « l'Empereur. » Napoléon prescrivit ensuite, avec la sûreté de jugement qui lui était ordinaire, les dispositions réclamées par les circonstances. Il témoigna confiance au prince Eugène afin de l'encourager; il s'efforça de le rassurer sur les dangers qui le menaçaient, lui fit sentir que les Russes n'oseraient point avancer en voyant 40 mille Français à leur droite dans les places de la Vistule, et à leur gauche, autour de Varsovie, 40 mille Saxons et Autrichiens, fidèles encore quoique peu actifs. Bien qu'il ne voulût pas fatiguer et compromettre dans des mouvements prématurés les troupes réunies à Berlin, il autorisa le prince Eugène à rapprocher de lui la division Lagrange, ainsi que le corps du général Grenier, et lui dit avec raison qu'ayant dès lors près de 40 mille hommes avec les 10 mille qui suivaient le quartier général, il ne serait certainement pas attaqué par les Russes, s'il prenait une attitude ferme et décidée. C'était d'ailleurs un mois tout au plus à passer de la sorte, car Napoléon n'ayant pas perdu une minute depuis vingt jours qu'il était à Paris, allait être en mesure d'envoyer sur l'Elbe 60 mille hommes de renfort, ce qui élèverait à 100 mille les forces du prince Eugène, et le rendrait inattaquable pour quelque ennemi que ce fût. Du reste les Russes obligés de laisser au moins 60 mille hommes devant les places de la basse Vistule, 40 mille sous Varsovie, n'avaient pas encore de quoi porter en avant une masse offensive de quelque importance. Posen et l'Oder semblaient donc être le terme extrême où devait s'arrêter notre fatale retraite.

Ce qui pressait le plus c'était la cavalerie, car les Russes en avaient une immense, tant régulière qu'irrégulière, et semaient la terreur en tous lieux en poussant devant eux les Cosaques qu'on craignait parce qu'on ne les connaissait pas, et qu'on ignorait qu'il suffisait de quelques hommes à pied pour les mettre en fuite. Il aurait fallu avoir sur-le-champ plusieurs milliers de cavaliers, et soit en débris de la garde, soit en cavalerie venue d'Italie avec le général Grenier, le prince Eugène n'ayant pas trois mille hommes à cheval. Napoléon ordonna au général Bourcier qui était chargé en Allemagne et en Pologne d'assurer les routes, de payer les chevaux comptant et à tout prix, de les prendre de force quand il n'en trouverait pas à acheter, de remettre ainsi à cheval les cavaliers retenus à pied de Russie, et d'expédier sans retard au prince Eugène tout ce qu'il serait parvenu à équiper. Napoléon fit inviter en outre les princes de la Confédération du Rhin, dans l'intérêt de leurs propres États exposés aux courses des Cosaques, à lui envoyer ce qu'ils auraient de disponible en fait de cavalerie, fût-ce un escadron de cent hommes, s'il était prêt à partir. Le roi de Saxe avait gardé deux régiments de cuirassiers et deux régiments de hussards et chasseurs, formant un corps d'environ 2,400 cavaliers de la plus excellente qualité. Napoléon les lui fit demander avec

instance, pour les diriger sur Posen. Tout cela devait sous quelques jours procurer trois à quatre mille hommes de cavalerie au prince Eugène, qui en aurait ainsi six ou sept mille, et pourrait contenir l'audace des coureurs ennemis.

Napoléon recommanda au prince Eugène après avoir pourvu de fortes garnisons les deux principales places de la Vistule, Thorn et Dantzig; de faire refluer sur les places de l'Oder les débris des anciens corps dont on avait d'abord assigné le ralliement sur la Vistule, d'approvisionner immédiatement Stettin, Custrin, Glogau, Spandau; d'y employer l'argent, après l'argent la force, d'enlever à dix ou quinze lieues à la ronde les grains, le bétail, le bois surtout; de couper pour se procurer du bois jusqu'aux arbres des promenades publiques, de ne pas s'inquiéter des autorités prussiennes, avec lesquelles on s'entendrait plus tard; de s'occuper ensuite des places de l'Elbe, destinées à former une troisième ligne, de Torgau, de Wittenberg, de Magdebourg, de Hambourg, de les armer et de les munir de vivres, de recueillir dans ces places le matériel, et les caisses publiques, dont on avait laissé enlever la principale, celle de Wilna, ce qui nous avait coûté dix millions; de n'avoir dans chaque endroit que les fonds indispensables; d'acheminer sur le Rhin presque tous les cadres de la grande armée, puisqu'il fallait renoncer à l'espérance de former avec les soldats revenus de Russie, non pas trois, non pas deux bataillons par régiment, mais un seul; de conserver un cadre de bataillon par six cents hommes, de renvoyer le reste, et notamment cette masse de généraux sans troupes qui tenaient au quartier général le langage le plus fâcheux, de ne garder auprès de lui que le maréchal Ney, pour le lancer sur les premiers Russes qui se présenteraient, de presser enfin la réorganisation des troupes polonaises, de leur fournir l'argent dont elles auraient besoin, et de les rassurer sur leur sort en annonçant que quelque fût le destin de la Pologne, les Polonais seraient tous à la solde de la France, et seraient Français s'ils ne pouvaient être Polonais.

Ces premières dispositions d'urgence une fois prises, il s'occupa à l'instant même des mesures fondamentales. Ces mesures décidées dans son esprit dès le premier jour, étaient cependant l'objet de quelque doute encore, sous le rapport de l'étendue, parce qu'il avait voulu, avant de les annoncer, que les circonstances se fussent plus complètement développées. Le triste état dans lequel arrivaient les débris de l'armée, un mouvement rétrograde qui au lieu de s'arrêter à Königsberg, à Kowno, à Grodno, ne s'était pas encore arrêté à Posen, la défection du général d'York, le mouvement populaire dont cette défection avait été le signal en Allemagne, étaient des événements tellement graves, qu'il devenait convenable et même urgent de parler à la nation française, de lui demander de grands efforts, et de la provoquer surtout à manifester ses sentiments

patriotiques, en réponse à l'exaltation nationale qu'on cherchait à exciter contre elle.

Napoléon avait sous la main, comme nous l'avons dit, environ 140 mille conscrits de 1813, appelés en septembre, et remplissant déjà les dépôts. Il avait en outre les cent bataillons de cohortes, ceux-là parfaitement instruits, remplis d'hommes faits, mais ne présentant sous le rapport des officiers qu'une organisation provisoire. C'était une première ressource de 240 à 250 mille hommes, fort importante, et à peu près disponible. Napoléon résolut de la doubler tout de suite, et de la porter à 500 mille hommes.

Grâce aux facilités qu'on trouvait dans l'institution de la garde nationale, laquelle avait été divisée en trois bans, comprenant les citoyens de vingt à vingt-six ans, ceux de vingt-six à quarante, enfin ceux de quarante à soixante, on avait, en puisant dans le premier ban, composé les cohortes d'hommes non mariés, moins nécessaires à leurs familles, et ayant acquis toute la force vicile. Napoléon résolut de se procurer encore une centaine de mille hommes de cette qualité, en revenant sur les classes de 1809, 1810, 1811, 1812, pour leur faire subir un nouvel appel. Aujourd'hui en France on ne prend que le quart ou le cinquième de chaque classe, afin de ne point épuiser la population, et toute classe, après l'appel qui lui a été fait, est définitivement libérée. Alors on prenait le tiers, puis on revenait après coup sur les classes qui avaient déjà fourni leur contingent, et on y opérail un nouveau triage pour y choisir les hommes qui avaient acquis à vingt-deux, à vingt-trois, à vingt-quatre ans, les conditions de taille et de force physique qu'ils ne remplissaient pas à vingt et un. C'est par un appel de ce genre sur les classes anciennement libérées que Napoléon songea à se procurer encore les 100 mille hommes faits dont il avait besoin, et avec lesquels il voulait récomposer les corps spéciaux. Mais les six dernières classes ayant fourni aux cohortes en vertu des lois sur la garde nationale, il ne s'adressa qu'aux quatre dernières, celles de 1809, 1810, 1811, 1812. Enfin il résolut d'exiger tout de suite la conscription de 1814, qui devait venir remplacer dans les dépôts celle de 1813, de manière que les armées actives complétées, les dépôts, se trouveraient encore pleins. Ainsi sur 500 mille hommes qu'il aurait à sa disposition, 350 mille partiraient immédiatement pour aller former avec ce qui restait sur la Vistule et l'Oder une masse de 450 mille combattants, et on en conserverait dans les dépôts 150 mille, pour garder l'intérieur et les frontières, les armées d'Espagne n'ayant rien perdu de leur effectif. Napoléon songeait aussi à se faire offrir des dons volontaires qui auraient, outre une certaine valeur matérielle, l'avantage d'une grande manifestation nationale.

Sur les 500 mille hommes dont nous venons de parler, il n'y avait de

mesure législative à décréter que pour 350 mille. En effet la conscription de 1813 avait déjà été votée et levée; les 100 mille-hommes des cohortes étaient réunis, mais il fallait par un vote du Sénat se faire autoriser à les employer hors des frontières; les 100 mille hommes à prendre sur les quatre dernières classes; enfin la conscription de 1814 était entièrement à demander. On prépara un sénatus-consulte embrassant ces diverses mesures; on y ajouta un rapport de M. de Bassano, où la défection du général d'York était longuement et vivement racontée, où les mouvements de l'Allemagne étaient présentés comme des agitations anarchiques excitées par les souverains à l'instigation de l'Angleterre, où l'on mettait en comparaison l'ordre régulier maintenu en France, avec le désordre imprudemment favorisé en Europe par des princes d'ancienne origine, où l'on cherchait en un mot à réveiller, outre la haine de l'étranger, un grand effroi des troubles révolutionnaires, effroi du reste que la conspiration du général Malet avait de nouveau rendu assez général en France.

Avant d'envoyer ce sénatus-consulte au Sénat, Napoléon voulut convoquer un conseil extraordinaire, dans lequel il s'entretiendrait avec quelques personnages éminents de la situation de l'Europe, et des mesures à prendre pour terminer la grande lutte dans laquelle on était engagé. Peu habitué à consulter, même ses ministres, ne tenant avec chacun d'eux que des conseils particuliers sur des objets spéciaux, se réservant exclusivement l'ensemble du gouvernement, il était devenu un peu plus communicatif depuis ses malheurs, et sans être plus que de coutume enclin à suivre l'avis d'autrui, il était disposé à en faire le semblant, pour associer plus de monde à son action. Au surplus, il était décidé à se conduire en soldat, à dépouiller même le souverain dont il avait eu beaucoup trop le faste dans la campagne de 1812, à être véritablement le général Bonaparte, et à revenir ainsi vers ces temps où travaillant jour et nuit, vivant presque à cheval, il n'obtenait qu'au prix de soins infinis les faveurs que la fortune semblait lui dispenser à pleines mains. Il était donc résolu à expier ses fautes, à les expier par des prodiges d'application et d'énergie, mais malheureusement il n'était pas résolu à les expier aussi par la modération, car pour se sauver (et il en était temps encore), il eût fallu désarmer le monde par deux moyens, la force et la modération. Or de ces deux moyens il n'en admettait qu'un, la force, non pas qu'il ne songeât point à la paix, il en éprouvait le besoin au contraire, et il la désirait sincèrement; mais il voulait vaincre d'abord, afin de reprendre son ascendant, et puis dicter la paix, une paix à sa mesure, légèrement accommodée aux circonstances, mais ne répondant ni à l'état présent des esprits, ni au changement qui s'était opéré dans les dispositions de l'Europe.

Depuis son retour, ce n'était parmi ceux qui l'entouraient qu'un concert de vœux publics ou secrets pour la paix la plus prompte. L'archichan-

celier avec sa gravité et sa réserve accoutumées, M. de Talleyrand avec son insouciance tantôt affectée, tantôt réelle, le duc de Rovigo avec la hardiesse d'un familier habitué à tout dire, M. Mollien avec le chagrin d'un financier obéré, enfin, parmi les grands officiers de la cour, le grand maréchal Duroc avec sa discrète sagesse, M. de Caulaincourt avec la fermeté d'un bon citoyen, insinuaient ou déclaraient tout haut qu'il fallait la paix, qu'il la fallait plus ou moins avantageuse, mais qu'il la fallait quelle qu'elle fût, sous peine de périr. M. de Caulaincourt, qui dans ces circonstances se conduisit de manière à mériter l'estime éternelle des honnêtes gens, était le plus hardi, le plus opiniâtre à demander la paix. A toutes ces instances Napoléon répondait qu'il la voulait lui aussi, qu'il en sentait la nécessité, mais qu'il fallait la gagner par un suprême et dernier effort, ce qui était complètement vrai. Il ajoutait qu'en la désirant, en étant décidé à la faire, on ne devait pas trop le laisser voir, car tout serait perdu si on croyait en Europe le courage de la France ébranlé, ce qui était vrai encore, mais à une condition, c'est qu'en se montrant résolu à combattre, on ne désespérerait pas ceux qui, moyennant quelques concessions, étaient prêts, comme l'Autriche, à s'unir à nous pour imposer la modération à tout le monde.

Parmi les grands personnages qui, autour de Napoléon, enhardis par le péril, peut-être aussi par la diminution du prestige, commençaient à manifester une opinion, un sentiment, toujours assuré, portant toujours haut son visage satisfait, M. de Bassano, était aussi confiant que si les événements de Russie ne s'étaient pas accomplis. Napoléon, à l'entendre, invincible quoiqu'il vaincu, réparerait bientôt un malheur qui n'était après tout qu'un mauvais hiver, replacerait l'Europe à ses pieds, et dicterait les conditions de la pacification générale. Ces vaines paroles, dont au fond Napoléon appréciait la valeur, lui plaisaient néanmoins, et même sans y croire il aimait à entendre dire qu'il était encore aussi puissant qu'autrefois. Pourtant, il y aurait eu un plaisir moins dangereux, et peut-être plus doux à lui procurer, c'eût été de lui montrer sans cesse l'urgente, l'absolue nécessité des sacrifices, et de préparer ainsi à son orgueil souffrant une excuse pour céder.

Du reste; Napoléon, nous le répétons, ne repoussait pas l'idée des négociations, il disputait seulement sur les formes à employer pour les ouvrir. Il se présentait en effet une question toute politique, dont l'importance était fort grande, et qui était vivement débattue autour de Napoléon, malgré le silence habituel dans lequel se renfermaient les hommes qui l'approchaient. Le principe des négociations admis, il s'agissait de savoir comment on les entamerait, si on se prêterait aux vues de l'Autriche, en consentant à lui laisser prendre le rôle officieux dont elle semblait pressée de se charger, ou si, négligeant les intermédiaires plus ou moins

sincères et désintéressés, on irait droit à la partie adverse, c'est-à-dire à la Russie, pour s'entendre franchement avec elle, et en finir d'une lutte inutile et désastreuse. M. de Caulaincourt, fort habitué à traiter avec la cour de Russie, tout plein de ses souvenirs de 1810 et de 1811, frappé encore des efforts de l'empereur Alexandre pour éviter la guerre, espérait, en se présentant à ce prince, lui faire agréer une paix honorable pour les deux parties; et ce n'était pas le désir de ressaisir un grand emploi diplomatique auquel il avait volontairement renoncé, qui le faisait parler de la sorte, mais le dévouement à une dynastie à laquelle il s'était attaché, à la France qu'il croyait en péril. M. de Bassano était d'un avis tout contraire. Ayant beaucoup de liaisons particulières avec la cour de Vienne depuis le mariage de Napoléon, il voulait négocier par le canal de l'Autriche, devenir ainsi l'auteur d'une paix que tout le monde désirait, qu'il désirait lui-même, mais à la manière de Napoléon, c'est-à-dire avec des exigences qui devaient la rendre impossible. M. de Talleyrand qui employait à rire de M. de Bassano le temps qu'il ne consacrait plus au service de l'État, et que Napoléon eût mieux fait d'utiliser pour lui-même en le rappelant au ministère, M. de Talleyrand, par des raisons fort plausibles, et par aversion pour M. de Bassano, était, contre sa coutume, opposé à l'Autriche, et à l'importance qu'il s'agissait de lui donner.

Il est bien certain qu'à voir les allures de la cour de Vienne, on pouvait craindre qu'en offrant de s'entremettre, elle ne passât prochainement d'un rôle officieux à un rôle dominateur, et qu'après avoir modestement conseillé la paix, elle ne finit par l'imposer les armes à la main. Dans ses rapports avec la France surtout, la médiation qui commençait par le langage le plus amical, le plus paternel même, était une manière parfaitement commode de passer du rôle d'allié à celui d'arbitre, et bientôt peut-être, si l'arbitre n'était pas écouté, au rôle d'ennemi. Aussi la faire entrer le moins possible dans les grandes affaires du moment, renoncer aux services militaires et politiques qu'on pourrait en obtenir, si on ne voulait pas les payer, et la négliger pour s'adresser directement à la Russie, était ce qu'il y avait de plus sage et de plus habile. Mais il y avait une difficulté presque insurmontable à suivre cette conduite, c'étaient les nouvelles dispositions de l'empereur Alexandre. M. de Caulaincourt l'avait laissé timide, tremblant à l'idée de rencontrer Napoléon sur un champ de bataille, et prêt aux plus grands sacrifices pour éviter cette extrémité. Mais arrivé tout à coup par suite d'événements extraordinaires au rôle de vainqueur de Napoléon, enorgueilli au dernier point de cette situation si nouvelle, enflé de l'espérance d'être le libérateur de l'Europe, suivi par les applaudissements des Allemands, il était devenu inabordable, et probablement M. de Caulaincourt, rencontrant auprès de lui des égards personnels mais aucune condescendance, eût supporté moins qu'un autre ce

changement d'attitude si récent et si complet, et eût rompu brusquement. L'abouchement direct avec Alexandre était donc à peu près impraticable, et dès lors il n'y avait de recours possible aux négociations que par l'intermédiaire de l'Autriche. Sous ce dernier rapport, M. de Bassano avait raison; mais en quoi il se trompait, c'était dans la manière d'employer les bons offices de la cour de Vienne, et surtout de les payer. Dans le fond cette cour n'avait l'intention ni de détruire ni d'abaisser la France, par crainte d'abord, car Napoléon l'effrayait toujours, par pudeur aussi, car le mariage était trop récent pour qu'on n'en tint pas compte. Mais elle voulait profiter de l'occasion pour refaire la situation de l'Autriche et de l'Allemagne, ce qui était fort naturel et fort légitime. Il fallait le reconnaître; s'y résigner, quelque désagréable que cela pût être, parce qu'on s'y était exposé par de grandes fautes, parce qu'au fond l'intérêt réel de la France y était moins compromis que l'amour-propre de Napoléon, et une fois résigné, entrer franchement en communication avec la cour de Vienne, se mettre d'accord avec elle, la laisser faire ensuite, pendant qu'on gagnerait encore quelques grandes batailles, qui seraient dans ses mains un moyen de rendre les coalisés raisonnables, et dans les nôtres un moyen de lui payer à elle ses services un peu moins cher.

Si on ne voulait pas se plier aux circonstances, ce qui après l'expédition de Russie était le plus triste des égarements, il y avait encore une autre conduite à tenir, c'était, en affectant les bons rapports avec l'Autriche, en écoutant ses conseils avec une déférence apparente, de se tenir à distance d'elle, de ne pas chercher à l'employer, de ne réclamer de sa part aucun service ni diplomatique ni militaire, car tout ce qu'on lui demandait sous le rapport diplomatique l'autorisait à se mêler des conditions de la paix, ce qui était un acheminement à les dicter, et ce qu'on lui demandait sous le rapport militaire l'autorisait à armer, ce qui était un acheminement à nous faire la guerre.

Il fallait donc ou s'adresser directement et tout de suite à la Russie, si la chose était possible, ou si elle ne l'était pas, s'adresser à l'Autriche, franchement, cordialement, en étant prêt à lui payer ses services, ou enfin, si on n'avait pas cette sagesse, l'employer aussi peu que possible, et ne pas agrandir nous-mêmes une importance et des forces qui devaient bientôt être employées contre nous. Toutes autres vues que celles-là étaient dans le moment dénuées de raison.

Ce sont ces diverses questions, celles de la paix, du mode des négociations, de l'étendue des armements, que Napoléon voulut traiter dans un conseil spécial, qu'il réunit aux Tuileries dans les premiers jours de janvier, et qu'il composa d'hommes parfaitement compétents. Dans un pays où les ministres auraient été responsables, c'est-à-dire auteurs de la direction des affaires, il aurait dû n'y admettre que des ministres; dans un

pays où il était seul autour de toutes les déterminations, il choisit parmi les hommes de son entourage les plus expérimentés dans les matières qu'on avait à traiter. Il désirait tirer de ce conseil quelques lumières, s'il pouvait, mais surtout faire preuve de dispositions pacifiques, et une fois qu'un système aurait été adopté, obtenir autour de lui un complet accord de volontés et de langage.

Les personnages appelés, et la plupart d'après la désignation de M. de Bassano, furent ; outre M. de Bassano lui-même, l'archichancelier Cambacérès, le prince de Talleyrand, M. de Caulaincourt, M. le duc de Cadore (de Champagne), ancien ambassadeur et ancien ministre des affaires étrangères, enfin les deux principaux commis de ce département, MM. de la Besnardière et d'Hauterive. Certes il eût été difficile de réunir plus de savoir, et plus de vrai désir de sauver Napoléon et l'État lui-même.

Napoléon, calme et grave, exposa brièvement la situation, ordonna la lecture des décrets qu'on devait présenter au Sénat, puis précisa comme il suit la question qu'il voulait faire approfondir. — « Je souhaite la paix, dit-il, mais je ne crains point la guerre. Malgré les pertes que nous a causées la rigueur du climat, il nous reste encore de grandes ressources. Au dedans la tranquillité règne. La nation ne veut point renoncer à sa gloire et à sa puissance. Au dehors l'Autriche, la Prusse, le Danemark donnent les plus fortes assurances de leur fidélité. L'Autriche ne songe pas à rompre une alliance dont elle attend de grands avantages. Le roi de Prusse offre de renforcer son contingent, et vient de déférer à un conseil de guerre le général d'York. La Russie a besoin de la paix. Quoique travaillée par les intrigues de l'Angleterre, je ne pense pas qu'elle veuille persister dans une lutte qui finira par lui être funeste.

« J'ai ordonné une levée de 350 mille hommes (faisant, comme on l'a dit, 500 avec la conscription de 1813) ; le projet de sénatus-consulte est rédigé et va être présenté. Un autre décret est préparé pour la convocation du Corps législatif, auquel je n'aurai pas d'impôts nouveaux à demander, mais dont la présence peut être utile dans les conjonctures actuelles ; et auquel il se pourrait qu'on eût à proposer des mesures législatives.

« Après avoir ainsi réglé le développement de nos forces, convient-il d'attendre des propositions de paix ou d'en faire ? Si nous prenons l'initiative, faut-il traiter directement avec la Russie, ou est-il préférable de s'adresser à l'Autriche, et de lui demander son intervention ? Telles sont les questions sur lesquelles j'attends et appelle vos lumières. » —

A la suite de cet exposé concis et ferme, chacun parla dans son propre sens.

M. de Caulaincourt soutint, en homme convaincu et en bon citoyen, la nécessité de la paix, et la convenance de traiter directement avec la

Russie. Il appuya cette opinion de considérations qui dans sa bouche devaient avoir un grand poids, ayant vécu tant d'années et avec tant d'honneur à Saint-Petersbourg. Le sage Cambacérès, avec son instinct ordinaire de prudence, inclinait à s'adresser tout de suite au plus fort, à celui de qui tout dépendait, c'est-à-dire à l'empereur de Russie, et à tout terminer avec lui du mieux qu'on pourrait, se défiant particulièrement de l'Autriche qui n'offrait ses bons offices que pour les mettre à très-haut prix, opina comme M. de Caulaincourt, et appuya très-fort sa proposition. M. de Talleyrand, en quelques mots brefs et sentencieux, exprima l'avis de s'adresser immédiatement à la Russie, pour avoir la paix sans longs détours, l'avoir promptement, et, selon lui, pas plus chèrement qu'en passant par les mains de l'Autriche.

Après ces messieurs, M. de Bassano développa longuement le dire contraire, et s'étayant de ce qu'il recueillait chaque jour, parla avec beaucoup de raison de la difficulté de s'aboucher avec la Russie, auprès de laquelle tous les abords étaient fermés, et de la facilité au contraire de passer par l'Autriche, dont toutes les voies s'étaient spontanément ouvertes. Mêlant à une opinion vraie les illusions d'un esprit crédule, il afficha la plus entière confiance dans le désintéressement de la cour de Vienne, dans son attachement à l'alliance, dans l'amour enfin du beau-père pour le gendre, et affirma que tout serait facile de ce côté, même sûr, sans indiquer (ce qui aurait dû être le complément de son opinion, et ce qui l'aurait rendue parfaitement sage), sans indiquer à quel prix on obtiendrait les services de l'Autriche.

M. de Champagny, modeste et sensé, voyant de grandes difficultés à traiter avec la Russie, de grandes facilités à traiter avec l'Autriche, disposé à la confiance envers cette dernière cour, auprès de laquelle il avait résidé, résigné à lui payer ses services ce qu'elle voudrait, opina comme M. de Bassano. M. d'Hauterive ayant des avis de commande, M. de la Besnardière, esprit fin, caustique, se moqua volontiers de la politique de M. de Bassano, mais soumis par intérêt, se prononcèrent tous deux pour l'opinion du ministre, chef de leur département. C'étaient par conséquent quatre voix contre trois en faveur de l'intervention autrichienne.

Pour qu'un tel conseil pût être utile, on aurait dû, en adoptant l'intermédiaire de l'Autriche comme le seul admissible, aller plus loin, oser discuter à quelles conditions on obtiendrait les bons offices de cette cour; exposer franchement ces conditions, les faire accepter, car, ainsi qu'on le verra bientôt; elles étaient acceptables, ou bien si on n'en voulait pas, montrer qu'il fallait alors se conduire avec assez d'art pour éluder l'intervention de l'Autriche au lieu de la rechercher, pour réduire son rôle au lieu de le grandir, pour retarder surtout ses déterminations, et avoir

ainsi le temps de vaincre les coalisés avant qu'elle se mît de la partie.

Mais Napoléon ne demandait pas qu'on allât si loin, et aveuglé par ses désirs s'aperçut trop tard de la faute qu'on allait commettre. Ce qu'il voyait très-bien, c'est qu'à ouvrir des négociations il n'y avait pour le moment qu'un moyen d'y parvenir, c'était de se servir de la cour de Vienne. Mais il n'aimait pas à se rendre compte de ce qu'il en coûterait, il se flattait d'agir par l'Impératrice sur son beau-père, d'obtenir ainsi de l'Autriche des services à la fois militaires et diplomatiques, et se persuadait qu'en lui donnant l'Illyrie promise autrefois pour dédommagement de la Gallicie, et en la lui donnant cette fois gratis, elle se tiendrait pour suffisamment récompensée. C'était là une erreur funeste, et qui devait être presque aussi fatale que l'expédition de Russie. Au surplus, désirant qu'on négocîât ostensiblement pour satisfaire l'esprit public, il trouvait digne et sânt de laisser négocier son beau-père, sans paraître s'en mêler lui-même.

Ainsi qu'il le faisait dans ces conseils politiques rares et solennels, où il n'émettait pas son avis, tandis qu'il l'exprimait vivement et impérieusement dans les conseils administratifs, il remercia sans s'expliquer les membres de cette réunion, et parut toutefois pencher pour l'opinion qui avait obtenu la majorité, celle de traiter de la paix, d'en traiter par l'entremise de l'Autriche, de faire en même temps un grand déploiement de forces, de présenter au Sénat le sénatus-consulte projeté pour la levée des 350 mille hommes, et de retarder de quelques semaines la convocation du Corps législatif, qui pourrait en ce moment rélêter avec trop de vivacité l'agitation de l'esprit public.

Cette conduite fut en effet immédiatement suivie, mais avec les fautes que le caractère de Napoléon devait y apporter, et que le caractère de M. de Bassano n'était pas fait pour atténuer. Napoléon après avoir fort écouté M. de Bubna, que du reste il avait caressé très-adroitement et mis entièrement dans ses intérêts, écrivit à son beau-père dans un langage qui, bien qu'affectueux et amical, n'était propre à le gagner ni par le fond ni par la forme. Il lui raconta sa campagne de 1812, qu'on avait, disait-il, fort défigurée à Vienne dans mille récits malveillants, se plaignit de ce qu'on avait beaucoup trop écouté ces récits dans la cour de son beau-père, ajouta, ce qui était vrai, que les Russes ne l'avaient pas vaincu une seule fois, que partout ils avaient été battus, qu'à la Bérézina notamment ils avaient été écrasés; que des prisonniers, des canons, ils n'en avaient jamais pris sur le champ de bataille, ce qui était vrai encore, mais que les chevaux étant morts de froid il avait fallu abandonner beaucoup de matériel d'artillerie; que la cavalerie étant à pied n'avait pu protéger les soldats qui s'éloignaient pour vivre, qu'il avait ainsi perdu des canons et des hommes, et que le froid par conséquent était la seule cause de ce

qu'il fallait appeler un mécompte et non pas un désastre. Napoléon faisait ensuite de ses armements un étalage immense, menaçant non-seulement pour ses ennemis, mais même pour ceux de ses alliés qui voudraient l'abandonner, ce qui s'adressait directement à la Prusse, et indirectement à l'Autriche, puis cependant finissait par conclure quo malgré la certitude de rejeter au printemps les Russes sur la Vistule, de la Vistule sur le Niémen, il désirait la paix, l'aurait offerte s'il avait terminé cette campagne sur le territoire ennemi, mais ne croyait pas de sa dignité de l'offrir dans l'état présent des choses, acceptait donc l'entremise de l'Autriche, et consentait à l'envoi de plénipotentiaires autrichiens auprès des cours belligérantes. Il ajoutait que, sans préciser aujourd'hui les conditions de cette paix, il était des bases qu'il pouvait tout de suite indiquer, parce qu'il était résolu à n'en pas laisser poser d'autres. Jamais, disait-il, il ne consentirait à détacher de l'Empire ce que des sénatus-consultes avaient déclaré territoire constitutionnel. Ainsi Rome, le Piémont, la Toscane, la Hollande; les départements antiques étaient choses inviolables et inséparables de l'Empire. Ainsi Rome et Hambourg devaient, quoi qu'il arrivât, avoir des préfets français! Napoléon ne s'expliquait pas sur le duché de Varsovie, ne disait pas ce qu'il en voulait faire, et n'exclut pas dès lors l'idée d'accorder quelque agrandissement à la Prusse (chose essentielle pour ceux qui tenaient à reconstituer l'Allemagne), mais il déclarait qu'il ne consentirait à aucun agrandissement territorial pour la Russie, et ne lui accorderait que de la dégager des obligations du traité de Tilsit, c'est-à-dire des liens du blocus continental. Quant à l'Angleterre, avec laquelle il était non-seulement désirable, mais nécessaire de traiter, car la Russie ne pouvait pas se séparer d'elle, Napoléon se renfermait dans la lettre écrite à lord Castlereagh au moment de partir pour la Russie, et dans laquelle il avait posé comme principe fondamental *l'uti possidetis*. D'après ce principe, l'Espagne qu'il possédait alors devait appartenir à Joseph, le Portugal qu'il ne possédait pas à la maison de Bragance, Naples qu'il avait conquis à Murat, la Sicile qu'il n'avait jamais occupée aux Bourbons de Naples, résultat du reste déplorable, car en maintenant sur le continent des territoires dont nous n'avions aucun besoin, nous perdions au delà des mers toutes nos colonies, tombées alors aux mains de l'Angleterre. Assurément il était impossible d'imaginer rien de plus imprudent qu'une telle déclaration. À vouloir se montrer fiers envers l'Europe, pour qu'elle n'abusât pas de notre abaissement, on devait se borner à l'être dans le ton et le langage, mais il ne fallait pas énoncer des conditions qui allaient rendre toute négociation impraticable, et qui, en ôtant toute espérance à l'Autriche de nous adhérer à son plan de pacification, devaient la décider au fond du cœur à prendre son parti sur-le-champ, et dès lors à précipiter son changement d'alliance, qu'il eût fallu,

même en le prévoyant, même en s'y résignant, retarder le plus longtemps possible.

L'essentiel en effet dans le moment eût été de deviner les désirs de l'Autriche, et de la satisfaire dans une certaine mesure, dans la mesure qui pouvait nous l'attacher, puisqu'au lieu de l'écartier de la lice on travaillait à l'y attirer. Quo l'on tint à l'Espagne, à la Hollande, même à Naples, peu lui importait au fond; si on parvenait à décider l'Angleterre à réder sur ces divers points. Qu'on ne voulût accorder aucun agrandissement à la Russie, soit en Turquie, soit en Pologne, elle ne demandait pas mieux, et ce n'est pas pour de telles choses qu'elle eût fait la guerre. Mais ce qui l'intéressait, c'était d'affranchir l'Allemagne du joug que nous faisions peser sur elle, joug insupportable lorsque nous avions, outre le protectorat avoué de la Confédération du Rhin, des préfets à Hambourg et à Lubek, un roi français à Cassel, lorsque surtout nous avions redouté la Prusse à presque rien. Assurément l'Autriche n'éprouvait pas de sensibilité de cœur pour la Prusse; mais laisser cette puissance aussi affaiblie qu'elle l'était présentement, c'était à ses yeux renoncer à l'une des forces essentielles de la Confédération germanique. Elle ne voulait pas reprendre la couronne impériale, fardeau plus pesant encore que glorieux, mais elle voulait retrouver son indépendance dans l'indépendance de l'Allemagne, exercer la première influence dans cette Allemagne reconstituée, et quant à ce qui la concernait personnellement, recouvrer l'Illyrie, obtenir une meilleure frontière sur l'Inn, être débarrassée enfin du grand-duché de Varsovie, car elle ne croyait guère au rétablissement de la Pologne; et en tous cas n'entendait pas le payer de la Gallicie. Elle n'avait jusqu'ici exprimé aucun de ces vœux, mais il suffisait de la moindre connaissance de sa situation pour les prévoir, et il fallait à force d'ambition avoir perdu le sens vrai des choses pour lui ôter jusqu'à l'espérance sur des points aussi importants, surtout en ayant pour concurrents auprès d'elle la Russie et l'Angleterre, qui allaient lui offrir, outre un changement complet en Allemagne, la restitution de tout ce qu'elle désirerait en Italie, en Bavière, en Souabe, en Tyrol, de tout ce qui avait fait jadis sa gloire et sa puissance, de tout ce qui causait encore, quand elle y pensait, ses regrets et sa douleur.

Si on croyait, après la destruction de la grande armée et avec une moitié de nos forces engagée en Espagne, si on croyait pouvoir vaincre l'Europe entière, l'Autriche comprise; au moins fallait-il, dans l'intérêt de la prochaine campagne, laisser cette puissance dans le doute, et ne pas lui donner un puissant motif d'accélérer ses armements, et de hâter ses déterminations contre nous. Entretenir ses espérances pour ne pas la jeter trop tôt dans les bras de nos ennemis était donc la plus élémentaire de toutes les politiques.

A la funeste lettre que Napoléon venait d'écrire à son beau-père, M. de Bassano en joignit une destinée à M. de Metternich, celle-ci disant trois ou quatre fois plus longuement, plus orgueilleusement, ce que Napoléon avait dit avec la hauteur de ton qui lui appartenait. Les armements de la France y étaient exposés avec une exagération presque ridicule. La Prusse, disait-il, venait d'inspirer quelques méfiances, et on armait cent mille hommes, on préparait cent millions de plus. Si elle finissait par se prononcer contre nous, ce seraient deux cent mille hommes, et deux cents millions qu'on ajouterait à nos ressources. Un nouvel ennemi se présenterait-il, ce seraient encore deux cent mille hommes et deux cents millions qu'on réunirait, ce qui ne laissait guère d'incertitude sur l'application qu'on en pouvait faire, car après la Prusse il n'y avait que l'Autriche qui pût provoquer ce nouveau déploiement de forces. On irait, écrivait le ministre des affaires étrangères, jusqu'à douze cent mille hommes, pour maintenir ce qu'on appelait le territoire constitutionnel de l'Empire et la gloire de Napoléon. On parlait, continuait M. de Bassano, du soulèvement des esprits contre la France ! Il fallait, au contraire, qu'on y prit garde, et qu'on ne poussât pas à bout une nation susceptible comme la nation française, prête à se lever tout entière contre ceux qui en voulaient à sa grandeur, et, s'il était nécessaire, à se jeter violemment sur l'Europe. On verrait alors de bien autres catastrophes que toutes celles auxquelles on avait assisté. Tel qui n'existait encore que par la générosité et l'esprit de tolérance de la France, cesserait de figurer sur la carte de l'Europe ! — M. de Metternich avait paru donner des conseils, et, comme on le voit, on les lui rendait de manière à lui ôter toute envie d'en donner à l'avenir. On terminait cette étrange diplomatie par des témoignages personnellement gracieux pour le ministre autrichien, mais qui ressemblaient fort à la politesse d'un supérieur envers un inférieur. Au surplus Napoléon et son ministre acceptaient, disaient-ils, l'intervention de l'Autriche, mais aux conditions énoncées, c'est-à-dire aux conditions arrachées à la Russie après Friedland, à l'Autriche après Wagram, et malheureusement on traitait après Moscou ! Pour allécher l'Autriche, on avait imaginé un moyen aussi singulier que tout le reste, c'était de lui annoncer avec appareil, et comme nouvelles de famille capables de l'intéresser, le couronnement prochain du Roi de Rome, petit-fils de l'empereur François, et l'avènement de sa fille Marie-Louise à la régence de France, deux projets qui occupaient Napoléon, et dont il avait entretenu le prince Cambacérès. Sans doute ces nouvelles n'étaient pas absolument dénuées d'intérêt pour l'empereur François, et elles étaient de nature à lui causer quelque plaisir, car il aimait sa fille, et ne pouvait pas être insensible à l'avantage de la voir dans certains cas gouverner la France. Mais croire qu'une telle satisfaction lui ferait oublier l'état de l'Allemagne et de l'Autriche, oublier

vingt ans de malheurs qu'il dépendait de lui de réparer en un instant, c'était se faire une singulière idée de l'Europe, et des moyens de sortir du pas si dangereux où l'un s'était témérairement engagé.

Napoléon avait aussi à s'expliquer avec la Prusse, à répondre aux excuses qu'elle lui envoyait pour la défection du général d'York, aux prétentions qu'elle laissait voir de s'établir en Silésie, d'y former une armée avec notre argent, et de profiter de cet asile pour se convertir peu à peu, comme l'Autriche, d'alliée en médiatrice, de médiatrice en ennemie.

Bien que M. de Saint-Marsan parût ne pas désespérer de la cour de Prusse si un lui faisait à propos des concessions, il était évident qu'il y avait fort peu à attendre d'elle, dominée qu'elle était par des passions nationales irrésistibles, et qu'à son égard on pouvait ne pas se contraindre beaucoup, sans qu'il en résultât un grand dommage pour la situation. Consensir en effet à des armements qui allaient tourner contre nous, lui rendre un argent dû peut-être, mais qui allait servir à payer ses prochaines hostilités, argent que d'ailleurs on n'avait pas, aurait été, il faut le reconnaître, une insigne duperie. Consentir à ce qu'elle se retirât en Silésie pour y traiter avec la Russie, c'était la livrer nous-mêmes à cette puissance, vers laquelle elle n'était déjà que trop entraînée. Les fautes n'étaient donc pas fort à redouter à l'égard de la cour de Berlin, car avec elle le mal était sans remède, Napoléon reçut M. de Krusemark, représentant ordinaire de la Prusse, et M. de Hatzfeldt, envoyé pour cette circonstance; les traita bien sans rien abandonner de sa hauteur habituelle, leur exposa sa dernière campagne à sa manière, ce qui était son soin de chaque jour avec ceux qu'il entretenait, puis s'étendit sur ses vastes armements, sur la prompte revanche qu'il allait prendre, et leur affirma qu'avant trois mois les Russes seraient rejetés au delà non-seulement de la Vistule, mais du Niémen et du Dnièper. Quant au projet de la cour de Prusse de se retirer en Silésie, il déclara ne pas y mettre obstacle, trouvant tout naturel, disait-il, qu'elle n'aimât point à résider au milieu des armées belligérantes, mais il n'admettait pas qu'elle entrât en rapport direct avec la Russie pour obtenir la neutralisation de la Silésie, et y voyait un acte positif de défection, car la première condition qu'exigerait la Russie serait l'abandon de l'alliance française. Quant aux demandes d'argent qu'on lui présentait, Napoléon convint que d'après le dernier traité d'alliance, il était tenu de compter et de payer sans délai les fournitures faites à son armée; il déclara néanmoins qu'après un premier examen, elles lui paraissaient inférieures non pas seulement aux 94 millions réclamés par l'administration prussienne, mais même aux 48 millions dus à la France; que toutefois il consentait, préalablement à tout examen, à rendre à la Prusse ses 48 millions d'engagements; mais qu'on devait comprendre qu'avant de donner de l'argent à une puissance placée si près

de ses ennemis ; il fallait qu'il fût bien rassuré sur l'usage qu'elle en pourrait faire. Quant aux places fortes de la Vistule et de l'Oder, il enferma les deux diplomates prussiens dans un dilemme dont il leur était difficile de sortir. Si la Prusse, disait-il, était son alliée sincère, elle ne devait pas regretter de voir ces places dans ses mains ; si elle ne l'était pas ; il ne devait les lui rendre à aucun prix, et, d'ailleurs, dans un moment où l'on allait entreprendre sur la Vistule et l'Oder une guerre si active, ce n'était pas le cas de se dessaisir des points qui commandaient ces deux fleuves. S'élevant ensuite à des considérations plus générales sur la situation de la Prusse, Napoléon dit que des événements antérieurs, dont il n'avait pas été le maître, l'avaient détourné de faire pour la maison de Brandebourg ce qu'il aurait voulu ; qu'il le regrettait aujourd'hui, mais qu'il était temps encore de faire ce qu'on n'avait pas fait, que la reconstitution de la Pologne n'étant plus vraisemblable, c'était en Allemagne même qu'il fallait chercher à créer une puissance intermédiaire, capable de résister à la Russie, et que cette puissance ne pouvait être que la Prusse ; qu'il le pensait ainsi, et était prêt à concourir à l'accomplissement d'une telle pensée ; que si une paix raisonnable était proposée, il était disposé à renforcer la Prusse du côté de la Pologne, et même vers la Westphalie, si la pacification au lieu d'être simplement continentale était en même temps maritime. A ces insinuations, Napoléon ajouta des témoignages d'estime pour le roi, des traitements gracieux mais dignes pour ceux qui le représentaient, néanmoins rien de très-positivement satisfaisant quant au fond des choses.

En tout autre temps ces demi-ouvertures relativement au sort futur qu'il était possible de ménager à la Prusse, auraient été de grandes consolations pour le roi Frédéric-Guillaume ; mais actuellement, sous l'empire d'une opinion publique entraînée, contre l'influence des promesses magnifiques que lui faisaient parvenir la Russie et l'Angleterre, ces vagues espérances étaient de bien faibles liens pour le rattacher à nous, surtout en lui refusant deux choses auxquelles il tenait essentiellement, l'argent et les places de l'Oder et de la Vistule. Le roi était économe en fait de finances, comme il était prudent en fait de politique. Dans le moment il voulait armer, afin d'être au niveau des circonstances, et il aurait désiré que ces armements ne lui coûtassent rien. De plus, il tenait à être maître chez lui, et il ne croyait pas l'être quand les Français occupaient à la fois Spandau, Glogau, Custring, Stettin, Thorn et Danzig. Ces deux refus devaient donc l'affecter sensiblement, et précipiter le mouvement déjà si rapide qui le poussait vers nos ennemis.

Tandis que Napoléon s'expliquait ainsi avec les puissances allemandes réputées alliées, il ne négligeait rien pour se mettre en mesure de se passer d'elles. Il avait envoyé au Sénat les décrets dont nous avons fait mention, et qui à la conscription de 1813 déjà décrétée et amenée sous

les drapeaux, ajoutaient la disponibilité des cohortes, l'appel de cent mille hommes sur les quatre dernières classes, et enfin la levée immédiate de la conscription de 1814. Il était impossible de ne pas accueillir ces mesures. Elles furent votées avec soumission par le Sénat; elles l'auraient été avec chaleur par une assemblée libre, et avec des manifestations de sentiments qui auraient exercé sur l'esprit du pays la plus hebreuse influence. Que le gouvernement eût tort, qu'il eût follement compromis une grandeur qui nous avait coûté tant de sang, ce ne pouvait être douteux pour personne. Mais quiconque avait des lumières et du patriotisme, ne pouvait pas contester non plus que l'étranger ayant été attiré sur la France, il fallait lui tenir tête, et le repousser, sauf à traiter ensuite, même au prix de grandes concessions auxquelles la France pouvait se prêter sans s'affaiblir. Ces concessions il fallait les accorder après des victoires, qui rendissent à nos armes non pas leur gloire, désormais impérissable, mais un prestige d'invincibilité qu'elles venaient de perdre. Ainsi faire un dernier effort, et après cet effort conclure la paix, telle était l'opinion des hommes éclairés. Mais le sort des hommes éclairés est d'être rarement écoutés, soit par les princes, soit par les peuples. La masse de la nation, jadis si soumise et trop soumise à Napoléon, était maintenant disposée à blâmer, à murmurer, à mal accueillir en un mot les nouvelles charges dont elle se voyait menacée. Les parents de ces enfants qui sur le champ de bataille allaient devenir des héros, se plaignaient avec amertume, et dans les lieux publics s'élevaient hautement contre les conscriptions répétées, contre les guerres incessantes, contre des conquêtes tellement lointaines, qu'à peine le patriotisme pouvait-il s'y intéresser. Plus on descendait dans les classes inférieures, plus on trouvait ce sentiment prononcé, parce que la souffrance des appels y étant plus sentie, et l'intelligence politique y étant moindre, on n'y comprenait pas aussi bien la nécessité d'un dernier et immense effort. Dans les rues de Paris, l'audace était devenue extrême, et vraiment surprenante sous un pareil régime. Un jeune homme de vingt-deux ans, atteint par la conscription, s'étant placé dans le faubourg Saint-Antoine sur les pas de Napoléon, qui était allé à cheval visiter ce faubourg, osa lui adresser la parole, et malgré le prestige qui entourait toujours sa personne, lui tint le langage le plus offensant. La police ayant voulu l'arrêter en fut empêchée par la foule. Plusieurs fois des jeunes gens saisis par la police ayant crié qu'ils étaient des conscrits qu'on emmenait de force, bien qu'ils fussent le plus souvent de simples malfaiteurs, avaient été délivrés par le peuple. L'un d'eux l'avait été par les femmes de la halle, qui à elles seules avaient suffi à désarmer les agents de la force publique, peu nombreux ce jour-là dans le lieu où la scène se passait. Les soldats malades qui avaient à se rendre de leurs casernes à l'hôpital militaire, situé à l'une des extrémités de Paris,

étaient obligés de traverser toute la ville pour y aller. On avait vu plus d'une fois les femmes du peuple les entourer, les plaindre, leur donner des soins, et crier que c'étaient de nouvelles victimes de *Bonaparte*, comme on l'appelait dès qu'on était mécontent¹. On le refaisait ainsi d'empereur général, et on lui ôtait un sceptre dont il usait si cruellement.

Ces dispositions étaient plus prononcées encore dans les campagnes, quoique s'y manifestant d'une manière moins bruyante, et principalement dans les campagnes où la conscription avait eu le plus de peine à s'établir, comme celles de l'Ouest et du Midi. On comprend tout ce que les récits de Moscou devaient ajouter à l'aversion pour le service militaire, aversion qui n'était pas naturelle en France, mais que la continuité des guerres et les épouvantables effusions de sang avaient commencé à rendre générale. Transportés sous les drapeaux, nos jeunes conscrits étaient bientôt les soldats les plus gais et les plus intrépides; mais avant d'y arriver ils murmuraient, et leurs familles jetaient les hauts cris. Le long du Rhin surtout, les récits des militaires revenant de Russie produisaient l'effet le plus fâcheux. On avait entendu des hommes appartenant aux vieux cadres qui rentraient par Mayence, dire aux conscrits en route pour rejoindre leurs corps : « Où allez-vous donc?... à l'armée?... Attendez » donc que l'Empereur vous y mène lui-même, et en attendant retournez » chez vous². — Allusion offensante au départ de Smorgoni, que beaucoup de soldats de la grande armée n'avaient pas encore pardonné à Napoléon.

A ce mécontentement des masses se joignaient de sombres préoccupations, de singulières terreurs. On propagait des bruits alarmants venant d'échos en échos de Moscou jusqu'à Strasbourg et à Mayence. On prétendait que des maréchaux avaient été pris ou tués, que d'autres étaient fous, mourants ou morts. On racontait qu'il y avait eu un combat sanglant entre la garde impériale et l'armée; on annonçait l'arrivée de barbares féroces prêts à fondre sur la France. En Italie, par exemple, où le merveilleux se mêlait à la peur, on répandait dans le peuple la prédiction d'une submersion totale de la Péninsule italienne, et on disait que cette Péninsule allait être envahie par la Méditerranée et l'Adriatique sorties de leur lit. Chez un peuple superstitieux cette absurde rumeur causait un trouble indicible³. Les prêtres italiens, toujours ennemis, quoique soumis en apparence, ne contribuaient pas peu à propager ces folles croyances, et à irriter de toutes les manières, surtout dans les campagnes, l'esprit des populations.

¹ Je ne trace point des tableaux de fantaisie, je ne rapporte que ce que j'ai lu dans les bulletins de la police impériale, adressés à Napoléon.

² J'emprunte ces détails à des rapports militaires mis sous les yeux de Napoléon.

³ Je rapporte le témoignage des autorités françaises en Italie.

Dans les départements de l'ancienne France ces mécontentements, ces alarmes ne portaient pas à la sédition, car si le gouvernement était oppressif, il était national, et si on le haïssait ce n'était pas comme étranger. Mais entre le Rhin et l'Elbe, en Hollande, en Westphalie, à Brème, à Hambourg, la vue des flottes anglaises et l'approche des Russes produisaient des tumultes, et à tout instant faisaient craindre un soulèvement général. Dans le grand-duché de Berg, département industriel, que notre régime commercial incommodait beaucoup, on avait choisi le moment du tirage pour se jeter sur les fonctionnaires qui présidaient aux opérations du recrutement, pour battre les gendarmes et les chasser. Puis on avait couru aux maisons des douaniers et des percepteurs, et on les avait dévastées ou démolies. A Hambourg, où l'autorité française était abhorrée comme étrangère et comme représentant le blocus continental, on avait saisi l'occasion du départ d'une cohorte pour s'ameuter autour, l'empêcher de partir, courir ensuite sur les douaniers et les percepteurs français, les maltraiter et les chasser au cri de *Vive Alexandre ! vivent les Cosaques !* Les autorités françaises auraient même été expulsées sur-le-champ, sans un secours de cavalerie envoyé par les Danois, nos alliés et nos voisins. A Amsterdam, à Rotterdam, on avait été moins audacieux, mais dans toute la Hollande on entendait souvent le cri de *Vive Orange !* et une insurrection à l'approche de l'ennemi était infiniment probable.

Toutefois, quand la classe éclairée d'un pays approuve des mesures, elle leur donne un appui extrêmement efficace. En France, cette classe tout entière sentant qu'il fallait se défendre énergiquement contre l'ennemi extérieur, le gouvernement eût-il cent fois tort, les levées s'exécutaient, et les hauts fonctionnaires soutenus par un assentiment moral qu'ils n'avaient pas toujours obtenu, accomplissaient leur devoir, quoique au fond du cœur ils fussent pleins de tristesse et de pressentiments sinistres. Napoléon appelait les manifestations que nous venons de rapporter des *mouvements de la canaille*, qu'il fallait réprimer sans pitié, et qui ne se reproduisaient point quand on savait les punir à propos. A Paris il avait fait opérer un certain nombre d'arrestations, dont l'effet momentané avait été de rendre un peu plus prudents les discours de lieux publics. Mais dans le duché de Berg il avait ordonné de passer par les armes quelques-uns des révoltés, et lancé plusieurs colonnes mobiles qui parcouraient le pays et le remplissaient de terreur. A Hambourg il avait prescrit de fusiller six personnes pour l'outrage fait aux autorités françaises.

En surplus ces circonstances ne le décourageaient pas, et ne lui ôtaient pas l'espérance d'obtenir de la France une manifestation nationale, qui répondit à l'élan patriotique des Allemands, et qui pût jusqu'à un certain point faire tomber cette assertion très-répandue en Europe, que la France était aussi fatiguée de son despotisme que les nations étrangères de sa

domination. Il imagina de se faire offrir par les villes et les cantons des cavaliers montés et équipés, afin de réparer les pertes de la cavalerie, qui avaient été immenses dans la dernière campagne. Il suffisait de dire un mot à un seul préfet, qui transmettrait ce mot à un des conseillers municipaux de son chef-lieu, pour qu'une offre fût faite dans une grande ville; et imitée à l'instant dans tout l'Empire. La mieux placée de toutes les villes de France pour prendre l'initiative, la plus populeuse, la plus riche, la plus occupée des événements publics, celle de Paris, mise en mouvement la première, débuta par une offre éclatante. Un membre du conseil municipal dit que la ville de Paris, située plus près du gouvernement, mieux instruite par là de ses besoins, devait donner l'exemple, et que nos ennemis fondant leurs principales espérances sur la destruction de notre cavalerie, il fallait remplacer par quarante mille cavaliers bien montés et bien armés les vingt mille qu'un hiver extraordinaire avait détruits; que si les monarches coalisés se flattaient d'avoir pour eux l'opinion publique de leur pays, il fallait leur prouver que le héros qui avait sauvé la France de l'anarchie n'avait pas moins qu'eux la faveur de sa nation, qu'il avait son admiration, son attachement, son dévouement sans bornes, et qu'aucune coalition ne prévaudrait contre lui. Eu même temps ce conseiller municipal proposa d'offrir à l'Empereur un régiment de cinq cents cavaliers montés et équipés. A peine cette proposition avait-elle été présentée qu'elle fut accueillie, votée avec acclamation, et portée aux Tuileries par une députation du conseil. Le récit de cette scène, inséré au *Moniteur*, suffisait pour éveiller le patriotisme des uns, le zèle intéressé des autres, et pour stimuler vivement tout préfet qui n'aurait pas été devancé par ses administrés. Dans certains lieux situés hors de la vieille France il s'éleva quelques objections du reste bien timides et réprimées à l'instant même par les préfets, qui n'hésitaient pas à interner les contradicteurs, c'est-à-dire à les exiler dans l'intérieur de l'Empire. Mais dans la totalité des départements compris entre le Rhin, les Alpes et les Pyrénées, ces offres ne rencontrèrent aucune difficulté. S'il y avait provocation de la part des préfets ou de leurs affidés, il y avait aussi plein assentiment de la part du pays, car il n'y avait pas un citoyen sensé et patriote qui pût objecter quoi que ce fût à de pareilles propositions. L'opinion que Napoléon était l'auteur de nos malheurs, mais qu'il fallait le soutenir, parce que seul il était capable de repousser la formidable masse d'ennemis qu'il avait attirée sur la France, cette opinion était unanime. A Paris succédèrent les grandes villes, puis les moindres; puis les cantons, chacun donnant plus ou moins, suivant ses moyens et son zèle. Lyon offrit 120 cavaliers, Bordeaux 80, Strasbourg 100; Rouen, Lille, Nantes, 50; Angers 45; Amiens, Marseille, Toulouse, 30; Metz, Rennes, Mayence, 25; Pau, Toulon, Bayonne, Caen, Besançon, Tours, Versailles, Genève, 20; Nancy, Cler-

mont, Dunkerque, Nîmes, Aix, 15. Les villes de Saint-Quentin, Orléans, le Mans; la Rochelle, le Havre, Dijon, Cherbourg, Brest, Mâcon, Angoulême, Verdun, Poitiers, Perpignan, offrirent, les unes 12 cavaliers, les autres 10 ou 8; les villes de Saint-Denis, Laon, Fontainebleau, Blois, Yvetot, Dieppe, Vendôme, Moulins, Périgueux, Niort, Meaux, Elbeuf, Quimper, Vannes, Abbeville, Langres, Libourne, Lunéville, Lisieux, Sens, Tarascon, Orange, Arles, Narbonne, Nevers, les unes 6, les autres 5, 4 ou 3; Puis vint la suite des petites villes, et celle des cantons, dont les délibérations remplissaient tous les jours plusieurs colonnes du *Moniteur*. Il est à remarquer que les cités étrangères unies violemment à l'Empire, et par conséquent les plus mal disposées, émirent presque toutes des votes d'une importance fort supérieure à leur zèle, évidemment sous l'impulsion de préfets qui les intimidaient, ou de gens sages qui cherchaient à faire oublier quelques actes imprudents de leurs concitoyens. Ainsi Rome vota 240 cavaliers, Gènes 80, Hambourg 100, Amsterdam 100, Rotterdam 50, la Haye 40, Leyde, 24, Utrecht 20, Dusseldorf 12.

Les offres faites; il fallait les réaliser, trouver l'homme, le cheval, l'équipement. On s'adressa pour avoir les hommes à quelques cavaliers revenus du service, à des postillons, à des gardes forestiers, à des remplaçants enfin. Cependant il était encore plus difficile de se procurer les hommes que les chevaux, parce que l'argent n'y pouvait rien. Bientôt un avis du ministère de l'intérieur apprit aux préfetures qu'on tenait surtout aux chevaux et à l'équipement. Ce n'était plus dès lors qu'une affaire d'argent. Pour l'obtenir, les préfets firent entre les citoyens les plus imposés une répartition des sommes nécessaires, et envoyèrent à chacun d'eux sa cote, qui était, dans certains départements riches, de 1000, de 800, de 600 francs par tête, et qui fut exactement acquittée, malgré quelques rares réclamations contre un mode d'impôt tout à fait illégal. Les préfets se mirent ensuite en quête pour trouver des chevaux en les payant bien, et en trouvèrent. L'équipement n'était pas une difficulté dans un pays aussi industrieux que la France.

En peu de jours les offres montaient à 22 mille chevaux, 22 mille équipements, et 16 mille cavaliers. C'était une ressource véritable que 22 mille chevaux, surtout avec la difficulté qu'il y avait alors à s'en procurer. De plus, l'effet moral de ces offres ne laissait pas d'être assez grand, car bien que la main de l'autorité fût visible, néanmoins on connaissait aussi, et on ne niait pas l'assentiment réel du pays, rattaché tout entier à l'idée d'une résistance énergique suivie d'une paix prompte et honorable. Cet élan, sans doute, ne ressemblait pas à celui de l'Allemagne, car elle était enthousiaste, enthousiaste de sa liberté à conquérir, de son indépendance nationale à recouvrer, et nous, nous étions froidement convaincus de la

nécessité de nous défendre contre un ennemi imprudemment attiré sur la France. Mais ce qui chez nous devait égaler au moins l'énergie de l'Allemagne, c'était l'énergie de nos soldats, qui partant avec peine du sein de leurs familles désolées, et une fois devant l'ennemi n'écoutant plus que la voix de l'honneur, allaient devenir les émules, en valeur si ce n'est en expérience, des plus braves soldats de l'ancienne armée.

Une fois en possession de ces immenses moyens de recrutement, Napoléon les employa avec ce prodigieux génie d'organisation dont il avait donné tant de preuves. Des quatre principales ressources dont il pouvait disposer, et s'élevant ensemble à 500 mille hommes, deux étaient déjà réalisées, la conscription de 1813 et les cohortes. La troisième, celle des cent mille hommes pris sur les quatre dernières classes, pouvait être obtenue en février. Quant à la quatrième, la conscription de 1814, il suffisait de l'obtenir dans le courant de l'année, puisqu'elle n'était destinée qu'à remplacer dans les dépôts la conscription de 1813, qui allait être versée en entier dans les bataillons de guerre. Voici comment, avec ces ressources, Napoléon recomposa son armée.

Après s'être fait illusion un moment sur ce qui restait entre la Vistule et l'Oder, il était maintenant parfaitement éclairé, et savait qu'il ne pouvait compter que sur quelques débris, consistant surtout en cadres. Il ordonna donc qu'on gardât sur l'Oder seulement un cadre de compagnie par 100 hommes, et un cadre de bataillon par 600 hommes. Tout le reste dut être renvoyé en France. Même en se réduisant de la sorte, il n'y avait pas de quoi former un bataillon par régiment, bien que les régiments de la grande armée comptassent au départ cinq bataillons de guerre présents au drapeau. Ce premier bataillon était destiné à composer exclusivement la garnison des places de l'Oder. Quant à celles de la Vistule, telles que Dantzic et Thorn, elles se trouvaient déjà bloquées, et elles avaient d'ailleurs reçu des divisions entières, telles que les divisions Grandjean, Heudelet, Loison. En ramassant tout ce qui se présenta de soldats errants, et rentrant les uns après les autres, on put à peine compléter un bataillon par régiment. On renforça ce bataillon, en y adjoignant les compagnies d'infanterie qui avaient été mises en garnison sur les vaisseaux. On se souvient sans doute que Napoléon avait pris dans les bataillons de dépôt une compagnie d'infanterie, pour la placer à demeure sur chaque vaisseau de haut bord. En général, c'étaient des soldats de trois et quatre ans de service. Réduit à faire ressource de tout, il ordonna de mettre à terre ces compagnies, et celles qui étaient sur l'Escart et le Texel furent acheminées immédiatement sur l'Oder, pour être incorporées dans les premiers bataillons, dits des places de l'Oder.

Ce premier bataillon à peu près refait dans chaque régiment, on recueillit ce qui restait des cadres des autres bataillons, et on le réunit partie

daus l'intérieur de l'Allemagne, partie sur le Rhin. Les régiments français de l'armée de Russie étaient au nombre de trente-six¹, dont seize au corps de Davout (le 1^{er}), six au corps d'Oudinot (le 2^e), six au corps de Ney (le 3^e), huit au corps du prince Eugène (le 4^e). Napoléon décida que le 1^{er} corps serait réorganisé à seize régiments et resterait sous le maréchal Davout; que les 2^e et 3^e corps, confondus en un seul de douze régiments, seraient réorganisés et confiés au maréchal Victor; que le 4^e enfin, celui du prince Eugène, serait réorganisé en Bavière. Les corps du maréchal Davout et du maréchal Victor devaient comprendre par conséquent vingt-huit régiments. Napoléon voulut qu'on retint à Erfurt le cadre des seconds bataillons de ces vingt-huit régiments, expédia sur-le-champ le général Doucet pour les commander, et fit partir des dépôts, en conscrits de 1813 déjà instruits, de quoi porter ces vingt-huit bataillons à 800 hommes chacun. La place d'Erfurt était alors une possession française, pourvue d'un immense matériel, et le cadre employant à venir à Erfurt le temps que les recrues mettaient à s'y rendre de leur côté, la réorganisation se faisait à moitié chemin, dès lors moitié plus tôt, et moitié plus près du théâtre de la guerre. Napoléon avait envoyé des fonds pour indemniser les officiers qui avaient tout perdu en Russie, pour leur payer leur solde arriérée, et leur procurer ainsi quelques consolations. Aussitôt ces bataillons remis en état, ils devaient joindre sur l'Elbe, les uns le maréchal Davout, les autres le maréchal Victor. Les cadres des troisièmes, quatrièmes et cinquièmes bataillons devaient venir se recruter sur le Rhin, avec les hommes plus forts, mais point encore instruits, des quatre classes antérieures. Par conséquent ces derniers bataillons ne pouvaient pas être réorganisés avant trois ou quatre mois. Le projet de Napoléon était d'envoyer au moins dès qu'il pourrait leurs troisièmes et quatrièmes bataillons aux maréchaux Davout et Victor. Ces maréchaux auraient dès lors trois bataillons par régiment, et comme ils connaissaient parfaitement la guerre du Nord, Napoléon se proposait de les porter de nouveau sur la Vistule, où il se flattait d'être au mois de juin. En passant l'Oder ils devaient prendre leurs premiers bataillons, enfermés dans les places, et le maréchal Davout aurait alors un corps de seize régiments à quatre bataillons, le maréchal Victor un corps de douze régiments également à quatre, c'est-à-dire un total de 112 bataillons, représentant l'infanterie d'une armée de

¹ Ce nombre de 36 régiments d'infanterie paraît peut-être bien peu considérable, comparé au total de la grande armée, qui était, avons-nous dit, de 612 mille hommes sans les Autrichiens. Mais il s'expliquera facilement si on songe qu'il s'agit ici seulement de la portion de la grande armée qui pénétra dans l'intérieur de la Russie, que le nombre des bataillons de guerre était de cinq par régiment, ce qui faisait 180 bataillons, c'est-à-dire 180 mille hommes d'infanterie au départ, qu'il restait en dehors de ces 36 régiments la garde impériale, les alliés de toute nature, Polonois, Italiens, Saxons, Bavirois, Westphaliens, Wurtembergeois, Prussiens, etc.

120 mille hommes. En attendant, le maréchal Davout, avec les seize seconds bataillons réorganisés à Erfurt, allait occuper la ville de Hambourg habituée à plier sous son autorité; le maréchal Victor, avec les douze qui lui étaient destinés, allait occuper la grande place de Maydebourg, et l'un et l'autre établi ainsi sur l'Elbe serait en mesure de protéger les derrières du prince Eugène.

Les cadres du 4^e corps (prince Eugène) étant originaires d'Italie, furent acheminés sur Augsbourg, pour y recevoir les recrues qui devaient venir des bords du Pô à travers le Tyrol et la Bavière. Il était impossible, on le voit, de combiner ses ressources avec plus d'art, d'après les lieux et d'après le temps dont on pouvait disposer.

La réorganisation des anciens corps était ainsi assurée, Napoléon s'occupait des corps nouveaux qu'il était obligé de créer en toute hâte, car la nécessité d'arrêter les Russes dans leur marche offensive pouvait l'appeler sur l'Elbe dès le mois de mars. La ressource la plus disponible était celle des cohortes, consistant en cent bataillons, qui grâce à la prévoyance de Napoléon, étaient organisés depuis environ neuf mois, et à toute la consistance désirable joignaient une instruction à peu près achevée. C'étaient des soldats de vingt-deux à vingt-sept ans, pris dans le premier ban de la garde nationale, parmi les hommes nou mariés, gens robustes, un peu raisonnables, mais destinés à former une infanterie solide et intrépide. Ils devaient leurs qualités comme leurs défauts à leur âge, à un peu de mécontentement, et à leurs officiers. En général ces officiers avaient été, lors de l'institution de l'Empire, réformés pour cause d'âge, de blessures ou d'attachement à la République. Il y en avait beaucoup qui étaient infirmes, grands parleurs, enclins à l'opposition. Il fallait en changer la moitié. On pardonna leur esprit indocile à ceux qui étaient valides, parce qu'on avait besoin d'eux, et qu'on ne doutait pas de leur bravoure devant l'ennemi. On remplaça les autres, qui n'avaient été bons que pour instruire leurs troupes, mais qui ne pouvaient les commander dans une guerre aussi active que celle qu'on prévoyait. On chercha pour cela des sujets dans la garde impériale, dans les cadres qui rentraient, et surtout dans l'armée d'Espagne, où il commençait à y avoir trop d'officiers pour ce qui restait de soldats, et où d'ailleurs les officiers étaient tous bons, car cette affreuse guerre était une école excellente. Appelés d'urgence et transportés en poste, ces officiers durent remplacer immédiatement ceux qu'on excluait des cohortes.

Napoléon distribua ensuite les cohortes en vingt-deux régiments à quatre bataillons, chaque bataillon ayant une compagnie destinée à servir de dépôt. On leur donna de bons colonels, et on les achemina sur le Rhin vers Wesel et Mayence. Les douze premiers, formés en quatre divisions de trois régiments chacune, composèrent le corps dit de l'Elbe, et parti-

rent immédiatement pour Hambourg, afin de se joindre au prince Eugène, et de lui apporter un renfort de 40 mille hommes de la meilleure infanterie. Le prince Eugène avec un tel renfort pouvant opposer 80 mille hommes aux Russes, n'avait plus rien à craindre, car ces derniers n'avaient encore nulle part un pareil rassemblement. La présence de ces quarante mille hommes, longeant la Hollande, traversant le Hanovre, les provinces anseatiques, devait, en attendant que les vingt-huit bataillons des maréchaux Davout et Victor fussent arrivés, contenir ces provinces si agitées et si mal disposées à notre égard. Napoléon donna à ce corps le général Lauriston pour commandant en chef. Les maréchaux, ou fatigués, ou hors de combat, commençaient à ne plus suffire. Le général Lauriston, homme sensé et ferme, qui comme ambassadeur en Russie avait cherché à prévenir la guerre, et pendant la guerre s'était conduit avec beaucoup de courage, méritait ce commandement. Napoléon l'expédia sur-le-champ pour qu'il allât consacrer tous ses soins à son corps d'armée.

Napoléon songea ensuite à former deux corps sur le Rhin. Il lui restait dix régiments de cohortes, et il avait en outre un nombre assez considérable de cadres, les uns laissés dans l'intérieur au moment du départ pour la Russie, les autres successivement tirés d'Espagne. Ces derniers avaient versé leurs soldats dans les bataillons qui devaient continuer à servir au delà des Pyrénées, et étaient ensuite revenus en France réduits aux officiers, aux sous-officiers et à quelques hommes d'élite. Il y avait de quoi former avec ces divers cadres trente et quelques régiments à deux ou trois bataillons. On se hâta de les recruter avec la conscription de 1813, qui était à moitié instruite, et dont on se proposait d'achever l'éducation pendant les marches. Malheureusement ces bataillons, pris çà et là, se trouvaient rarement deux à la fois du même régiment. Dès qu'il y en avait deux dans ce cas, on avait soin de les réunir pour figurer sous le numéro du régiment lui-même, avec ses officiers supérieurs et son drapeau. On s'étudia à tirer des autres parties de l'Empire les bataillons des mêmes régiments qui étaient disponibles, afin de les faire servir ensemble. Cette fâcheuse dislocation des corps était, nous l'avons déjà dit, la suite de la politique déréglée qui, dispersant les forces de la France dans toute l'Europe, portait quelquefois les divers bataillons d'un même régiment en Illyrie, en Portugal, en Pologne.

Quant aux bataillons isolés, on les réunit au nombre de deux ou de trois sous la forme peu consistante de régiments provisoires, avec l'intention de mettre le terme le plus prochain à cette organisation temporaire.

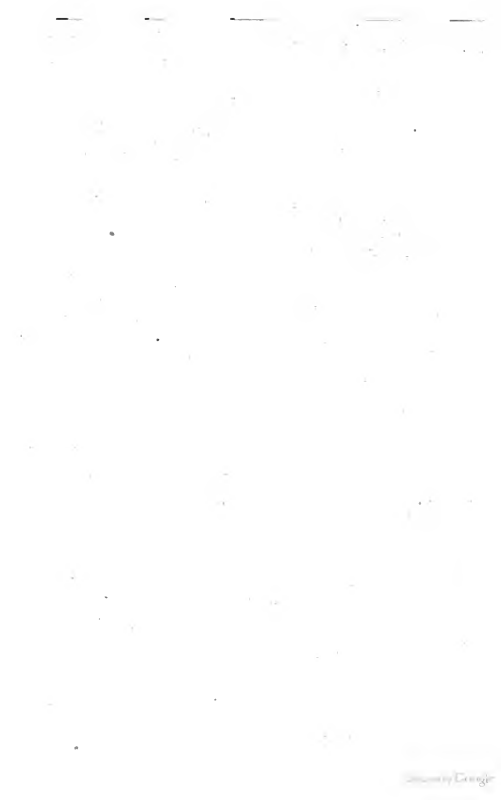
Avec huit des dix cohortes restantes, et une partie des trente et quelques régiments dont nous venons d'exposer la formation, Napoléon composa le premier corps du Rhin, le distribua en quatre belles divisions, et le confia au héros de la retraite de Russie, au maréchal Ney, qui s'était livré

lui aussi à un mouvement passager de dépit lorsqu'il avait vu l'armée abandonnée par son chef, mais qui en apprenant sur l'Oder l'éclatante et juste récompense accordée à ses services (il venait d'être créé prince de la Moskowa), avait retrouvé son ardeur, et ne demandait qu'à rencontrer les Russes pour leur faire expier les succès de la dernière campagne. Une cinquième division, comprenant les Allemands des princes alliés, devait porter son corps à 50 mille hommes, et même à 60 mille en comptant l'artillerie et la cavalerie. Ce corps était destiné à frapper les premiers et les plus rudes coups. Il allait se former à Mayence d'abord, puis à Francfort, Hanau, Wurzhourg, et se mettre en marche un mois après celui de l'Elbe, c'est-à-dire au 15 mars. Le maréchal Ney retenu à Paris depuis quelques jours, moins pour y prendre un repos dont sa constitution de fer n'avait pas besoin, que pour y recevoir l'investiture de son nouveau titre, eut ordre de repartir immédiatement, et de se rendre sur les bords du Rhin, afin de veiller à l'organisation des troupes qu'il devait commander.

Le second corps du Rhin fut composé de quelques-uns des régiments provisoires, et de l'infanterie de marine, dont la création déjà ancienne était due à cette active prévoyance de Napoléon qui, sachant bien que jamais il n'aurait trop de ressources pour les affaires qu'il s'attirait, enfantait une organisation nouvelle, dès qu'il en avait l'occasion, le temps et les moyens. A l'époque en effet où il rêvait de vastes expéditions maritimes, portées sur cent vaisseaux de ligne, et partant des magnifiques ports de l'Empire depuis le Texel jusqu'à Trieste, il avait formé une troupe habituée au double service de l'artillerie et de l'infanterie, et propre à combattre sur terre comme sur mer. Il avait environ 20 mille de ces artilleurs fantassins, pouvant fournir 16 mille hommes au drapeau, soldats instruits, vigoureux, et ayant le fier esprit de la marine. Napoléon ordonna leur départ immédiat pour les bords du Rhin, ce qui devait leur plaire beaucoup plus que de rester oisifs dans les arsenaux, ou d'être envoyés au delà des mers dans les climats meurtriers de nos colonies.

Napoléon les répartit en quatre régiments à quatre bataillons, et les fit entrer, avec quelques-uns des régiments qu'il venait de reconstituer en hâte, dans le second corps du Rhin. Ce corps, qui allait se former tout de suite après le premier, et le remplacer à Mayence, pouvait être prêt un mois plus tard, c'est-à-dire au 15 avril. Il devait être de quatre divisions, et d'environ 40 mille hommes d'infanterie. Napoléon le réservait au maréchal Marmont, le vaincu de Salamanque, condamné par l'expérience comme général en chef, mais capable d'être encore un bon lieutenant. La blessure de ce maréchal, jugée d'abord mortelle, faisait espérer un rétablissement complet. Il reçut également l'ordre de se rendre à Mayence dès que sa santé le lui permettrait.

Napoléon résolut de tirer encore du personnel et du matériel de guerre,





LE GÉNÉRAL BERTHRAND.



accumulés depuis longtemps en Italie, un corps de 40 à 50 mille hommes, qui descendant en Bavière pendant qu'il déboucherait lui-même en Saxe, compléterait la masse des forces qu'il voulait réunir sur l'Elbe. Il chargea de ce soin le général Bertrand, gouverneur de l'Illyrie, qui, sans avoir une grande habitude de manier les troupes (il était officier du génie), entendait bien le détail de leur organisation, était actif, dévoué, et homme enfin à ne pas perdre un instant dans une circonstance aussi grave que celle où se trouvait l'Empire.

Napoléon l'autorisa à prendre tout ce qui restait de ressources militaires en Illyrie, à n'y laisser que quelques dépôts et quelques milices locales, et à transporter le surplus en Frioul. Les provinces illyriennes, si on conservait l'alliance de l'Autriche, devaient inévitablement revenir à cette puissance, et si au contraire on perdait cette alliance, ne pouvaient pas être disputées vingt-quatre heures. C'eût été par conséquent une bien inutile dispersion de nos forces, que d'en laisser une partie au delà des Alpes Juliennes. Avec les cadres tirés de ces provinces, avec quelques régiments demeurés en Lombardie, avec quelques autres régiments résidant en Piémont et revenus d'Espagne, avec deux régiments de cohortes restants sur les vingt-deux, il y avait de quoi composer trois bonnes divisions françaises, à douze bataillons chacune. Les dépôts de l'Italie étant pleins de conscrits, le recrutement de ces trois divisions devait être facile. Enfin l'armée proprement italienne pouvait aussi fournir une bonne division, ce qui porterait à quatre le corps que le général Bertrand était chargé d'amener en Allemagne. Napoléon, usant de finesse même avec ce serviteur dévoué, lui avait fait espérer qu'il commanderait ce corps tout entier, afin qu'il mit encore plus de soin à l'organiser.

L'infanterie étant reconstituée aussi vite que le permettaient les circonstances, il fallait s'occuper des armes spéciales, qui avaient encore plus souffert que l'infanterie. On se souvient sans doute que tandis qu'il appelait d'Italie le corps du général Grenier, et formait celui du maréchal Augereau, Napoléon avait tiré de France tout ce qu'il y avait de compagnies d'artillerie disponibles, et prescrit que dans chaque cohorte on créât une compagnie de canonniers. Grâce à cette précaution le personnel d'artillerie ne pouvait pas manquer. Napoléon pour recomposer l'artillerie de l'armée se servit des artilleurs revenus de Russie, de quarante-huit compagnies prises dans les ports et les arsenaux, et de quatre-vingt compagnies formées dans les cohortes. Il y avait là de quoi servir plus de mille bouches à feu. Quant au matériel il était resté enfoui tout entier sous les neiges de Russie; mais heureusement nos arsenaux de terre et de mer en étaient remplis. Seulement on manquait d'affûts de campagne. Napoléon en fit fabriquer partout, et même à Toulon, à Brest, à Cherbourg. Ceux qu'on allait construire dans ces ports devaient arriver tard sans doute, mais on

avait sur les bords du Rhin de quoi monter tout de suite 600 bouches à feu, ce qui suffisait pour le début de la campagne.

Pour ce qui concernait les chevaux la perte avait été plus grande encore qu'en voitures et en hommes. Notre retraite sur l'Oder avait beaucoup réduit nos moyens de remonte, mais plus en chevaux de selle qu'en chevaux de trait. Napoléon espérait que le général Bourcier, chargé de tous les achats, et stimulé par une correspondance quotidienne, parviendrait à lui trouver environ 10 mille chevaux de trait dans la basse Allemagne. Il ordonna d'en lever 15 mille en France, par voie de réquisition, et en les payant comptant. Les réquisitions sont un procédé rigoureux, entaché même du caractère de spoliation, car elles enlèvent l'objet requis à celui qui ne voudrait pas le vendre, mais leur rigueur était cette fois justifiée par l'urgence, et fort adoucie par le paiement immédiat. Avec ces divers moyens et des confections immenses en harnachement, Napoléon ne doutait pas d'avoir réuni 600 bouches à feu bien attelées pour le commencement des hostilités, c'est-à-dire en avril ou mai, et 1000 deux mois après.

La cavalerie était, si on peut le dire, plus importante que l'artillerie elle-même, à cause de la prodigieuse quantité de troupes à cheval dont l'ennemi disposait; et elle était détruite non-seulement dans ce qui avait existé, mais dans les éléments qui auraient pu servir à sa réorganisation. Comme pour l'artillerie tous les chevaux avaient péri, et notre grande armée qui avait passé le Niémen avec 60 mille chevaux, et en avait laissé 20 mille en réserve, n'en avait pas ramené 3 mille, les uns restés à Dantzic, les autres réunis auprès du prince Eugène. La perte en hommes était presque aussi considérable. Napoléon avait compté sur vingt-cinq ou trente mille cavaliers, qu'il suffirait, selon lui, d'équiper et de monter, pour les retrouver aussi bons qu'auparavant. Mais rectification faite des premières données, on n'espérait pas en sauver plus de onze ou douze mille du gouffre où notre armée avait péri. Les moyens de les remonter avaient fort diminué depuis qu'on avait perdu la Pologne, la Vieille-Prusse, la Silésie, le Mecklembourg. Il restait le Hanovre et la Westphalie. On avait tiré 2 ou 3 mille chevaux des pays évacués, et on présumait qu'on en tirerait 9 ou 10 mille encore des pays compris entre l'Elbe et le Rhin. Avec les 10 mille chevaux de trait dont nous venons de parler pour l'artillerie, c'étaient 20 mille environ à trouver dans ces contrées. Le général Bourcier était occupé à acheter des chevaux, à presser la confection des selles, à recueillir les hommes qui rentraient épuisés, à les vêtir, à les faire reposer de leurs fatigues pour qu'on pût les remettre en ligne. Ce n'était pas sans de grandes difficultés qu'il y réussissait même avec la force et l'argent, car ces provinces étaient fort mal disposées. Quoique Napoléon eût ouvert des crédits illimités au général Bourcier, on avait la

plus grande peine à se procurer des traites, tant les relations commerciales étaient troublées dans ce moment de crise. Se flattant que le général Bourcier aurait de quoi monter 13 ou 14 mille cavaliers, et se doutant qu'il ne lui en reviendrait pas de Russie un nombre égal, il lui en expédia 2 ou 3 mille à pied des dépôts du Rhin. Il fit partir sur-le-champ de Paris les généraux Latour-Maubourg et Sébastiani, pour aller se mettre à la tête de la cavalerie remontée en Hanovre. Il leur ordonna d'en former deux corps, partie cuirassiers, partie chasseurs et hussards, et dès qu'il y aurait seulement six mille cavaliers capables de marcher, de les amener au prince Eugène.

Napoléon pensait que les dépôts de cavalerie ayant reçu sur les conscriptions de 1812 et de 1813 la part qui leur revenait, auraient de quoi fournir encore 10 mille cavaliers instruits. Le duc de Plaisance était chargé de les réunir en escadrons répondant aux anciens régiments de la grande armée, puis, quand ils seraient formés, de les conduire aux corps de Latour-Maubourg et de Sébastiani, de fondre chaque détachement dans le régiment auquel il appartenait, et de reconstituer ainsi les régiments en entier. Ces 10 mille cavaliers ajoutés aux 13 ou 14 mille qu'on remontait en Allemagne, devaient procurer 23 ou 24 mille hommes à cheval, ce qui était un commencement de cavalerie.

Les chevaux ne manquaient pas en France pour les 10 mille cavaliers dont la prompte organisation était confiée au duc de Plaisance. Il en était resté 3 mille sur les remotes de 1812. Des marchés passés en assuraient encore 7 à 8 mille. Napoléon ordonna une réquisition de 15 mille chevaux de grosse cavalerie, en payant comptant comme pour les chevaux de trait, mesure rigoureuse, nous venons de le reconnaître, mais justifiée par les circonstances. Les dons volontaires avaient fourni 22 mille chevaux, en général de cavalerie légère. Il devait donc y avoir en France de quoi monter 45 mille hommes, lesquels joints à ceux qu'on espérait se procurer en Allemagne, porteraient à près de 60 mille, et à 50 mille au moins, la cavalerie disponible pour cette campagne. Les chevaux étant obtenus, les hommes devant se trouver dans les conscriptions de 1812 et 1813, il restait à chercher les cadres. Il y en avait d'excellents en Espagne. Napoléon ordonna de tirer de cette contrée un cadre d'escadron par régiment de cavalerie, en prenant, comme il avait fait pour l'infanterie, les officiers et sous-officiers avec quelques hommes d'élite. Il prescrivit aussi de les envoyer en poste sur le Rhin. Ces cadres remplis avec les cavaliers qu'on trouverait formés et montés au dépôt, allaient composer un second rassemblement, qui, sous le duc de Padoue, irait rejoindre celui qui serait parti sous le duc de Plaisance.

Pour le moment Napoléon devait avoir en Allemagne, d'abord 13 à 14 mille cavaliers, puis 24 mille lorsque le duc de Plaisance y aurait

amené son rassemblement, et enfin 40 mille lorsque le duc de Padoue y aurait conduit le sien. Le reste était destiné à venir plus tard. L'Italie présentait des ressources pour environ 6 mille cavaliers dont la moitié prêts à l'ouverture de la campagne, ce qui devait procurer environ 3 mille hommes à cheval au corps d'armée du général Bertrand.

A toutes ces forces Napoléon voulait ajouter la garde impériale, constituée d'après des proportions toutes nouvelles. Elle avait crnellement souffert en Russie, pourtant elle avait encore en Allemagne, en France et en Espagne, des cadres assez nombreux. En Espagne notamment se trouvait une division entière de la jeune garde. Napoléon résolut de se servir de ces divers éléments pour recomposer cette troupe d'élite. Il tenait à la vieille garde à cause de sa fidélité, qualité que les événements pouvaient rendre précieuse; il tenait à la jeune, parce qu'en n'y introduisant que des hommes de choix, elle pouvait, grâce à l'esprit de corps, acquérir en très-peu de temps la valeur des meilleures troupes. En conséquence il fit demander à tous les corps qui n'avaient point souffert du désastre de Moscou, et particulièrement à ceux d'Espagne, un certain nombre d'anciens soldats pour compléter la vieille garde. Il prit dans la conscription des quatre dernières classes des hommes jeunes et forts pour reconstituer la jeune garde, en les versant dans les cadres existants des fusiliers, des tirailleurs et des chasseurs. Il porta le nombre des bataillons de la garde, vieille et jeune, à 53, celui des escadrons à 33. Il augmenta également la réserve d'artillerie, dont il se servait toujours si utilement dans les grandes journées, et lui donna près de trois cents bouches à feu. L'artillerie de marine lui procura pour cette dernière organisation des sujets excellents. La garde impériale devait ainsi présenter une armée de réserve de 50 mille hommes inscrits sur les contrôles, et d'environ 40 mille combattants en ligne.

Les transports, quoique moins nécessaires en Allemagne qu'en Russie, avaient toujours aux yeux de Napoléon un grand avantage, celui de rendre possibles les concentrations soudaines, en portant pour huit ou dix jours de vivres à la suite de l'armée. Il réorganisa les bataillons d'équipage, et en composa cinq en Allemagne avec les débris des quinze qui avaient fait la campagne de Russie. Il en organisa six avec les cadres restés en France. Ces onze pouvaient porter environ dix jours de vivres pour deux cent mille hommes, ce qui suffisait pour préparer et livrer une de ces sanglantes batailles par lesquelles il décidait ordinairement du sort des grandes guerres. Quant aux voitures, il avait renoncé à celles qui s'étaient enfoncées dans les boues de la Pologne ou dans les sables de la Prusse, et s'était réduit à l'ancien coisson un peu modifié, et au char à la comtoise, qui par sa légèreté avait rendu de véritables services.

C'est au moyen de ces vastes créations qu'il se proposait d'arrêter la

coalition sur l'Elbe, s'il ne l'arrêtait pas sur l'Oder, et de faire évanouir les espérances dont elle paraissait enivrée. Ayant environ 50 mille hommes de garnison dans les places de la Vistule et de l'Oder, 40 mille de troupes actives sous le prince Eugène, il allait renforcer celui-ci avec les 40 mille hommes du général Lauriston, en réunir ainsi 80 mille sur l'Elbe, y arrêter court l'ennemi, et prévenir toute invasion dans la basse Allemagne. Puis avec les deux corps du Rhin, avec le corps d'Italie arrivant par la Bavière, enfin avec la garde impériale, Napoléon devait avoir environ 200 mille hommes en Saxe, au mois d'avril ou de mai, donner la main au prince Eugène, et accabler, avec près de 300 mille hommes, les Russes renforcés par n'importe quels alliés. Restaient comme réserve les anciens corps qui allaient se réorganiser sous les maréchaux Davout et Victor, les cadres arrivant d'Espagne, les cent cinquante bataillons de dépôt destinés à recevoir la conscription de 1814, et pouvant fournir encore 100 ou 150 mille combattants. Les nouvelles troupes réunies par Napoléon étaient jeunes et inexpérimentées, mais l'espèce des hommes était vigoureuse, à cause de l'âge auquel on avait pris la plupart d'entre eux, les cadres étaient les plus aguerris du monde, et impatientes de rétablir le prestige de nos armes. La difficulté principale, c'était le temps, qui était bien court pour de si vastes créations. Mais, en administration comme en guerre, Napoléon possédait un art merveilleux pour se servir du temps qu'il avait. De même qu'il savait faire doubler les étapes aux troupes, il savait faire doubler leur travail aux administrations, en leur traçant leur marche, en décidant lui-même les questions douteuses devant lesquelles elles sont souvent arrêtées, en faisant exécuter simultanément des opérations qu'elles n'accomplissent d'ordinaire que l'une après l'autre, surtout en surveillant chaque chose de ses propres yeux, en suivant l'exécution de ses ordres, en dépêchant partout, comme aux époques où il déployait le plus d'ardeur et de jeunesse, une multitude d'officiers de confiance, qui chaque soir avant de se coucher lui rendaient compte de ce qu'ils avaient vu, en ne faisant pas lire, en lisant lui-même leur correspondance, et en demandant compte aux agents en retard du moindre de ses ordres resté inexécuté, pour les réprimander si c'était omission de leur part, pour vaincre l'obstacle si c'était difficulté naissant de la nature des choses.

On ne l'avait jamais vu plus jeune, plus actif, plus patient, moins empereur enfin, et plus ministre ou général. Il avait pour cette circonstance rétabli un usage, qui lui avait été fort utile jadis, c'était de placer à Mayence le vieux Kellermann (le duc de Valmy) avec une autorité supérieure sur toutes les divisions militaires des bords du Rhin, depuis Strasbourg jusqu'à Wesel. Le maréchal Kellermann ayant encore, quoique fort âgé, beaucoup d'activité, y joignant une grande habitude de l'orga-

nisation des troupes, disposant en outre de magasins immenses et de crédits dont chaque jour il rendait compte à l'Empereur, inspectait les détachements envoyés de leur dépôt aux lieux de rassemblement et passant presque tous par Mayence, s'assurait par ses propres yeux de ce qui leur manquait en chaussures, vêtements, armement, officiers, y suppléait sur-le-champ, et, s'il ne le pouvait pas, en avertissait l'Empereur, qui se chargeait d'y pourvoir lui-même. C'est au prix de ces efforts incessants que Napoléon parvenait à réaliser ces créations soudaines, insuffisantes il est vrai, quelque grandes qu'elles fussent, pour réparer les conséquences d'une politique immodérée, mais suffisantes pour étonner le monde, pour ajouter une nouvelle gloire à celle que nous avons déjà, et pour forcer l'Europe à verser tout son sang afin de nous vaincre. Ces détails peuvent sembler arides sans doute, mais ils ne paraîtront tels qu'à ceux qui ne savent pas ou n'ont pas le goût d'apprendre comment s'accomplissent les grandes choses.

Ce n'était pas tout que de réunir si vite ces forces considérables, il fallait les payer. Tandis qu'il travaillait jour et nuit à la recomposition de l'armée, Napoléon travaillait tout autant, et avec non moins d'activité, à mettre les finances de l'Empire en état de suffire à ses vastes armements; et ce n'était pas chose facile à la suite d'un discrédit financier, qui devait naturellement accompagner un commencement de discrédit politique.

Nous avons exposé ailleurs comment les budgets de l'Empire, renfermés pendant plusieurs années dans une somme d'environ 780 millions (900 millions avec les frais de perception), avaient été tout à coup portés en 1811 à 200 millions de plus, c'est-à-dire à un total de 1100 millions. Deux causes, avons-nous dit, avaient produit cette subite augmentation : premièrement, la réunion à la France de Rome, de l'Illyrie, de la Hollande et des départements anstétiques; secondement, les armements pour la Russie. Les réunions de territoires avaient ajouté à la dépense, mais beaucoup plus à la recette, car elles avaient procuré au budget un accroissement de produit de 98 millions, et un accroissement de charges qui n'était pas à beaucoup près égal. Les armements pour la Russie n'avaient ajouté qu'à la dépense. On y avait pourvu avec le produit ordinaire et extraordinaire des douanes. Le produit ordinaire avait été fort accru par la nouvelle manière d'entendre le blocus continental, laquelle consistait, comme on a vu, à fermer les yeux sur l'origine des denrées coloniales, en leur faisant payer 50 pour cent de leur valeur. Le produit extraordinaire résultait des saisies opérées en Belgique, en Hollande, dans les départements anstétiques, s'était élevé jusqu'à cent cinquante millions.

On était ainsi parvenu à faire face aux besoins des années 1810, 1811, 1812. Pourtant il restait quelques insuffisances auxquelles il était urgent de pourvoir. Le budget de 1811 fixé d'abord à 1100 millions avec les

frais de perception, laissait à couvrir, par suite de la disette qui avait coûté 20 millions au Trésor, et d'une diminution dans le produit des bois, un déficit de 46 millions. Le budget de 1812, évalué à 1150 millions, présentait également un déficit de 37 millions et demi. C'étaient 83 millions à trouver pour solder ces deux exercices, dont heureusement les dépenses n'étant pas entièrement liquidées, ne réclamaient pas toutes un paiement immédiat. Quant au budget de 1813, la guerre se faisait presque sur nos frontières, et dans des pays alliés qu'il fallait ménager, on était obligé d'entretenir les troupes aux frais de la France. On conjecturait que ce budget ne monterait pas à moins de 1270 millions, et on estimait pour cette année 1813 l'insuffisance des ressources à 149 millions. En ajoutant ce nouveau déficit à ceux de 1811 et de 1812, on arrivait à une somme totale de 232 millions, qui manquait au Trésor, et qu'on ne savait comment se procurer, car on n'avait jamais songé à recourir au crédit depuis l'ancienne banqueroute.

Nous avons dit que les déficits de 1811 et de 1812 ne se faisaient pas encore beaucoup sentir, parce que ces exercices n'étaient pas liquidés, mais pour 1813 les dépenses du commencement de l'année étant immenses, et allant fort au delà des recettes réalisées, l'embarras devenait extrême. M. Mollien, ministre du Trésor, esprit ingénieux mais circonspect, craignant avec raison pour sa considération personnelle si on avait recours à des moyens irréguliers, était très-déconcerté, et par ses scrupules devenait pour Napoléon l'une des difficultés du moment. La caisse de service, dont la création honorait l'administration de M. Mollien et avait été d'un grand secours, était arrivée à la limite des facilités qu'elle pouvait offrir. On se souvient sans doute qu'avant l'établissement de cette caisse le Trésor, lorsqu'il avait des besoins pressants, envoyait à l'escompte les obligations des receveurs généraux, et presque toujours chez les receveurs généraux eux-mêmes, qui les escomptaient avec les fonds du Trésor déjà rentrés dans leurs mains. Depuis la création de la caisse de service, tous les fonds des receveurs généraux devant être versés immédiatement à cette caisse, et leurs obligations n'étant plus escomptées, cette espèce d'agiotage avait disparu. Il y avait en place la caisse de service, sans cesse alimentée par les versements des receveurs généraux, et émettant pour ses besoins journaliers des billets qui portaient intérêt, et qui étaient fort accredités dans le commerce. C'étaient les bons du Trésor de cette époque.

Cette caisse avait fourni jusqu'à cent douze millions de ressources continues au commencement de 1813, et il ne lui était pas possible de pousser au delà les moyens de crédit dont elle disposait. M. Mollien, n'ayant pas plus que les autres ministres le secret de Napoléon, croyant avec le public à l'immensité du trésor amassé aux Tuileries, aurait voulu que Napoléon versât tout de suite cent ou deux cents millions dans les caisses de la tré-

sorerie, et souvent, dans son profond chagrin, l'accusait d'une étrange avarice, presque d'une sorte d'avidité personnelle. Mais c'est là que Napoléon était, comme à la guerre, admirable de prévoyance, d'ordre, d'adresse, et qu'il faisait des prodiges, pour corriger sa politique par son administration. Il faut ajouter qu'il était tout aussi admirable de désintéressement, n'ayant d'autre avidité que celle de l'ambition.

Voici le secret de ce trésor amassé aux Tuileries que Napoléon avait raison de ne pas dévoiler, même à ses ministres, le système du gouvernement étant admis. Il consistait dans le reliquat du trésor extraordinaire et dans les économies de la liste civile.

Le reliquat du trésor extraordinaire était fort réduit par suite des donations prodiguées aux militaires qui avaient glorieusement servi, et par suite aussi des secours fournis au budget de la guerre. On n'a pas oublié en effet que pour maintenir les dépenses et les recettes de l'État en équilibre, Napoléon avait pris plusieurs fois au compte du trésor extraordinaire une portion des dépenses de la guerre. Le trésor extraordinaire, dont le montant avait varié de 320 à 340 millions, s'élevait en ce moment à 325 à peu près, mais point en valeurs liquides. Il y avait sur cette somme 84 millions anciennement prêtés au département des finances, 9 ou 10 placés en actions de la Banque que Napoléon achetait de temps en temps pour en maintenir le cours, 15 autres millions en diverses valeurs du Trésor que Napoléon prenait également sous main pour les soutenir, comme les bons de la caisse d'amortissement par exemple. Il y avait encore 12 millions prêtés aux villes de Paris et de Bordeaux ainsi qu'à plusieurs commerçants, 7 millions souscrits secrètement dans l'emprunt de Saxe, 4 millions en mercure resté dans les mines d'Idria, 135 millions enfin dus par la Prusse, l'Autriche, la Westphalie, la Saxe, la Bavière. Cette dernière somme était d'un recouvrement impossible, car la Prusse se prétendait quitte et même créancière, le mariage et les circonstances avaient dégagé l'Autriche, et les autres États allemands loin de pouvoir fournir de l'argent avaient besoin qu'on leur en prêtât. C'étaient en tout 267 millions, ou placés on dus, qui n'étaient pas actuellement réalisables, mais qui rapportaient intérêt, et dont le produit formait le revenu annuel du domaine extraordinaire. Ce revenu montait à 13 ou 14 millions, avec lesquels Napoléon faisait des largesses, des aumônes, quelquefois même des embellissements dans sa capitale. Il ne restait donc que 58 ou 60 millions disponibles, somme peu considérable, mais qui employée à propos pouvait être d'un grand secours.

Après ce trésor venait celui de la liste civile, fortune particulière de Napoléon, amassée par des prodiges d'économie. Napoléon jouissait de 40 millions à peu près de liste civile, dont 25 millions pour la France, 4 millions pour le produit des forêts de la couronne, 11 millions environ

pour les listes civiles de Hollande, de Piémont, de Lombardie, de Toscane, de Rome. Mais il avait à entretenir les palais de Frauce, de la Haye, d'Amsterdam, de Turin, de Milan, de Florence, de Rome, et il le faisait avec une magnificence digne de sa grandeur. Il avait quelquefois acheté jusqu'à 6 millions de diamants anciens ou nouveaux dans une année, afin de reconstituer le trésor de la couronne en pierreries. Il entretenait une maison militaire d'un éclat excessif. Conséquent enfin avec lui-même, il faisait des dépenses pour les lettres, les arts et les sciences, y ajoutait souvent des actes de bienfaisance de la plus noble délicatesse, et portait un tel ordre dans ses comptes, que tout y était inscrit avec la plus sévère attention, et, par exemple, que le premier article de recette dans ses livres, après les 25 millions de la liste civile française, était le suivant : *Traitement de Sa Majesté Impériale et Royale comme membre de l'Institut, 1200 francs*¹.

Pendant longtemps, Napoléon n'avait eu que 29 millions de liste civile, et ce n'était que depuis trois ou quatre ans qu'il en touchait 40. Depuis son élévation au trône, il avait économisé 135 millions, dont il avait placé quelques portions en bonnes valeurs du Trésor ou de l'industrie, pour en soutenir le cours, comme les bons du Mont-Napoléon à Milan, la caisse d'amortissement à Paris, les canaux de Loing et du Midi, etc. Mais de ce trésor il avait gardé environ une centaine de millions en numéraire dans les caves des Tuileries, pensant que dans les circonstances difficiles aucune ressource ne valait l'argent comptant. Il lui restait donc à peu près 60 millions sur le domaine extraordinaire, 100 sur les 135 millions économisés de la liste civile, composant un total de 160 millions en or et en argent, soit aux Tuileries, soit dans les caisses du domaine extraordinaire.

Telles étaient les valeurs métalliques qui faisaient dire aux uns qu'il avait 300, aux autres 400 et même 600 millions en métaux précieux, dans un souterrain de son palais. Lui-même, ne s'expliquant pas clairement, ne donnant jamais à un caissier le secret de l'autre, résumant pour lui seul, dans sa vaste tête, l'état de ses finances et de ses armées, laissait croire ce qu'on voulait, et disait quelquefois tout ce qu'il fallait pour accréditer le bruit d'un trésor prodigieux. C'était, après son armée, la principale de ses ressources. Une seule eût mieux valu, la sagesse politique ; mais, sauf celle-là, il avait toutes les autres. Malheureusement aucune ne saurait la remplacer !

Si Napoléon, se rendant aux instances de son ministre, eût versé au premier embarras, même au second, ces 160 millions dans les caisses du Trésor public, il les aurait vus disparaître, et se serait bientôt trouvé sans argent, comme un général sans réserve sur le champ de bataille. Il était donc sagement résolu à ne pas s'en dessaisir à moins d'une impérieuse

¹ C'est avec les comptes de Napoléon sous les yeux que nous donnons ces détails.

nécessité, se réservant d'en employer une partie pour soutenir les valeurs que le ministre des finances serait tôt ou tard obligé de créer, et voulant en ménager une portion considérable pour les cas urgents. En même temps il se gardait bien pour justifier sa résistance d'avouer à quel point ses ressources extraordinaires étaient limitées, conservant ainsi son secret pour lui seul, supportait les insinuations quelquefois assez aigres de M. Mollien, et laissait dire ce ministre et d'autres, ne se livrant à son impatience naturelle que lorsque tout allait bien, devenant doux et calme au contraire lorsque tout allait mal, pour ne pas ajouter par des défants de caractère aux peines de ceux qui le servaient. Il cherchait donc, sans s'expliquer, le moyen de se procurer les 232 millions qui manquaient pour compléter les budgets de 1811 et de 1812, et pour solder en entier celui de 1813.

Napoléon ne voulait à aucun prix accroître les impôts, bien qu'une augmentation sur les contributions directes, très-facile à supporter, eût suffi pour produire les 150 millions dont on avait besoin pour 1813. Les impôts indirects, rétablis par lui, avaient réussi sous le rapport financier, bien entendu, car sous le rapport politique ils n'avaient pas eu plus de succès que de coutume. Mais les impôts indirects, on ne les augmente pas à volonté, et en élevant leur tarif, on n'est pas toujours sûr d'élever leur produit. Quant à la propriété foncière, Napoléon répugnait, après l'avoir déchargée sous son règne, à la grever de nouveau. Il aimait à pouvoir dire qu'au milieu des plus grandes guerres la condition matérielle de la France n'avait pas été changée, que l'armée seule se ressentait de ces guerres, mais que pour elle combattre était son lot ordinaire et toujours désiré, car elle y gagnait de la gloire, des honneurs, des grades, des richesses. C'étaient là des appréciations comme on a l'habitude d'en faire lorsqu'on parle sans contradicteur. Cette armée que Napoléon disait si satisfaite, commençait fort à se plaindre, et tous les militaires qui revenaient des bords du Niémen tenaient un langage tel, qu'on était obligé de veiller sur eux, et de les séparer des nouveaux soldats pour prévenir la contagion du mécontentement. De plus, on ne formait l'armée qu'en la tirant du sein de la population, en levant sur le pays ce fameux impôt du sang, réputé alors le plus cruel de tous. Une fois sous les drapeaux, il est vrai, les enfants de la France devenaient militaires de fort bonne grâce, mais les parents n'en prenaient pas aussi aisément leur parti, et il s'amasait peu à peu dans leur cœur une haine effroyable, dont l'explosion devait être terrible. Napoléon se nourrissait donc d'une pure illusion lorsqu'il croyait que les impôts d'argent n'étant pas augmentés, la guerre ne devait exercer sur l'esprit des populations aucune influence fâcheuse; mais enfin il aimait à se le persuader ainsi, et par ce motif il se refusait à toute augmentation d'impôts. M. Mollien, au contraire, désirant que ses

caisses fussent remplies, et remplies par des moyens réguliers, préférât ce qu'il y avait de plus sûr et de plus prompt, et aurait voulu accroître les contributions publiques. Mais il n'y avait pas à en parler à Napoléon, et il fallait songer à une autre ressource.

Une émission de rentes, qui aurait réussi peut-être, si on avait tenté plus tôt d'en donner l'habitude au public, était impossible actuellement, ou du moins très-difficile, et il eût été singulier en effet, n'ayant pas essayé du crédit en 1807 et en 1808, de commencer à en user en 1813. Les produits des douanes, qui avaient été, avec les prélèvements sur le trésor extraordinaire, la ressource employée pour couvrir les déficits antérieurs, et notamment les frais du grand armement de 1812, étaient épuisés, car il n'y avait plus, comme en 1810 et en 1811, d'immenses saisies à opérer. Toutefois les produits ordinaires des douanes s'étaient fort accrus, et étaient montés de 30 millions à 80, grâce au fameux tarif de 50 pour cent, devenu l'instrument principal du blocus continental. Pour cette année, ne pouvant plus espérer la paix de la détresse de l'Angleterre, et n'ayant à l'attendre que des batailles qui allaient se lier en Allemagne, voulant de plus rendre aux villes de Bordeaux, de Nantes, du Havre, de Marseille, quelque activité commerciale, Napoléon avait accordé une quantité de *licences* telle, qu'on pouvait considérer comme presque rétabli le commerce avec l'Angleterre, et qu'il s'était cru autorisé à évaluer à 100 millions l'impôt ordinaire des douanes. Aussi les rôles étaient-ils intervertis, et tandis que deux années auparavant Napoléon torturait l'Europe pour interdire les relations avec l'Angleterre, c'était l'Angleterre maintenant qui, s'apercevant des avantages que procurait à son ennemi les communications par *licences*, travaillait à les rendre impossibles.

Ne voulant augmenter ni l'impôt direct ni l'impôt indirect, le crédit n'étant pas en usage, les saisies commerciales ne produisant presque plus rien, restait le vieux moyen des aliénations de domaines nationaux, employé d'une manière si dommageable par nos premières assemblées révolutionnaires, et avec assez d'avantage par Napoléon, parce qu'il s'en était servi lentement, et en ayant recours à l'intermédiaire de la caisse d'amortissement. Mais ce moyen lui-même n'offrait plus que des ressources extrêmement restreintes. Napoléon avait restitué aux familles émigrées une assez notable portion de leurs biens. Quant aux biens qui n'avaient point été aliénés, il ne voulait pas assumer l'odieux de les faire vendre, car c'eût été donner suite à des confiscations auxquelles son gouvernement avait eu l'honneur de mettre fin. Les seules aliénations que Napoléon se permit sans scrupule, c'étaient celles des domaines de l'Église. Il ne répugnait pas à celles-là, et le public non plus, parce qu'il y avait à faire valoir à leur égard la raison très-sérieuse de l'abolition de

la mainmorte. Les immenses bienfaits résultant de la mise en valeur des terres de l'Église étaient une réponse quotidienne et vivante à toutes les contradictions dont ce genre d'aliénations pouvait encore être l'objet. Mais de ces terres il n'en restait presque plus. Les pays religieux ajoutés à l'Empire, comme les provinces du Rhin, certaines portions de l'Italie, et surtout l'État pontifical, avaient fourni la matière de quelques ventes, que la caisse d'amortissement avait opérées assez avantageusement; mais le terme en était atteint, excepté pour celles de l'État pontifical; et quant à ces dernières, il avait fallu les suspendre par une raison que nous ferons bientôt connaître. Quelques années auparavant Napoléon avait pris la dotation de l'Université et celle du Sénat, qui étaient l'une et l'autre constituées en propriétés fœnécières, les avait remplacées par une rente sur le grand-livre, et avait fait vendre les propriétés provenant de cette origine par l'intermédiaire accoutumé de la caisse d'amortissement.

Restait-il encore quelque opération de ce genre à essayer, quelques biens de mainmorte à prendre, en indemnisant les propriétaires de ces biens avec des rentes sur le grand-livre? Telle était la question, et elle conduisit bientôt à trouver la ressource tant cherchée.

Il restait en effet un propriétaire mainmortable à déposséder, et à indemniser avec des rentes, et ce propriétaire c'étaient les communes. Dans presque tous les départements, et particulièrement dans quelques-uns, les communes possédaient des biens considérables et mal administrés. S'il eût fallu porter la main sur tous ces biens sans distinction, la chose eût été non-seulement inique, mais impraticable, et infiniment dangereuse, car on se serait exposé à des séditions. Mais on pouvait distinguer entre les propriétés communales, et on y était fort disposé. Au nombre de ces propriétés, il y avait les bâtiments servant aux usages communaux, tels que les hôtels de ville, les écoles, les hôpitaux, les églises, les places publiques, les promenades, dont il était impossible de songer à s'emparer. Cette première exception allait de soi, et n'avait presque pas besoin d'être énoncée. Il y avait d'autres biens, dont l'exception, quoique moins indiquée, était encore plus nécessaire, c'étaient tous ceux dont la jouissance prise en commun constituait une des principales ressources du peuple des campagnes, comme les pâturages où les paysans envoient paître leur bétail, les bois où ils prennent leur chauffage, les tourbières dont ils consomment en vendant la tourbe. Enlever ces biens, dans un moment où la conscription commençait à pousser les campagnes au désespoir, c'était dans certaines provinces s'exposer à une nouvelle Vendée. Quant à ceux-là l'exception était encore inévitable, car la déposssession eût été non-seulement barbare, mais souverainement imprudente.

Restait une troisième espèce de biens, la seule qui pût être l'objet d'une mesure financière, nous voulons parler des propriétés affermées par

les communes, ne représentant pour elles qu'un revenu en argent, dont elles appliquaient le montant à leurs dépenses. Comme après tout il ne s'agissait pour elles que d'un produit en argent, qui contribuait à alléger le poids de leurs impôts, peu leur importait que cet argent leur vint d'un fermier ou de l'État, l'exactitude à payer étant au moins égale. Les communes ne devaient pas même s'apercevoir du changement, et l'État y devait gagner, outre une ressource actuelle dont il avait grand besoin, la mise en valeur de biens-fonds considérables et aussi mal administrés que le sont tous les biens de mainmorte. Quant à la valeur totale des biens dont il s'agit, on estimait qu'ils pourraient se vendre environ 370 millions, tandis qu'ils ne rapportaient pas plus de 8 à 9 millions par an aux communes. En supposant qu'on les vendit en effet 370 millions, et cette estimation ne semblait pas exagérée, il devait rester, en prélevant les 232 millions nécessaires à l'État, environ 138 millions, qui, au taux actuel des fonds publics (le cinq pour cent se vendait 75 francs) devaient procurer les 9 millions de rentes dont on avait besoin pour indemniser les communes. De la sorte l'État allait même trouver gratis la ressource qui lui était nécessaire.

Ainsi présentée la mesure n'offrait que des avantages, et il n'y avait pas à hésiter sur son adoption. Mais sous un autre point de vue il s'élevait des objections de la plus grande gravité. Premièrement le droit de propriété était atteint dans une certaine mesure, bien qu'il s'agit ici de propriétés collectives, sur le sort desquelles l'État exerce une action qu'il ne peut prétendre sur aucune autre. Ainsi il peut supprimer un couvent, une association, une commune, et dans ce cas il est amené à disposer de leurs propriétés, tandis qu'il ne peut supprimer un particulier, et même, quand il lui ôte la vie au nom des lois, il ne fait qu'ouvrir sa succession, sans avoir le droit de se saisir de ses biens. Secondement il y avait un dommage pécuniaire très-réel, quoique lointain, causé aux communes, car si dans le moment on leur procurait un revenu plus certain et plus facile, on leur donnait une propriété qui devait se déprécier tous les jours par le seul changement des valeurs, contre une propriété, celle de la terre, qui au contraire augmente sans cesse par la même cause. Troisièmement on froissait les administrations municipales, qui, habituées à gérer les domaines communaux, les regardaient comme leur propre fortune. Quatrièmement enfin l'aliénation, même en l'exécutant avec beaucoup de prudence, ne pouvait manquer d'être difficile et lente, car il fallait inventorier ces biens, les évaluer, les transférer à l'État, les remplacer par une rente proportionnelle, les vendre, en retirer le prix, ce qui devait exiger beaucoup de temps, et comme les besoins du Trésor étaient immédiats, il en résultait la nécessité d'anticiper par l'émission d'un papier sur le produit de la vente.

Ces objections bien présentées auraient fait reculer une assemblée éclairée, et à tout prendre une émission de rentes ; fallût-il faire descendre le cinq pour cent de 75 francs à 60, même à 50, eût mieux valu, eût procuré des ressources moins coûteuses et plus prochaines, qu'une aliénation soudaine et considérable de propriétés foncières. Mais ces questions étaient alors beaucoup moins étonnantes qu'elles ne le sont aujourd'hui. On ne savait pas aussi bien que de nos jours ce qu'on perd à troubler la propriété, ce qu'on gagne à payer les capitaux chèrement, pourvu qu'on les obtienne d'une manière régulière, et qu'on solde exactement les services publics. La question fut surtout débattue entre M. de Bassano, que sa complaisance pour les idées de Napoléon faisait alors admettre à l'examen de presque toutes les affaires, et M. Mollien, qui discutait peut-être un peu trop subtilement des vérités incontestables, s'irritait profondément contre son contradicteur sans oser le manifester, et s'en allait mécontent sans se rendre. Chaque jour la lutte recommençait. M. de Bassano trouvait que c'était merveille de se procurer tout de suite 370 millions, dont 232, chiffre exact des besoins du Trésor, seraient appliqués au service public, et 138 à indemniser le propriétaire spolié, sans qu'il en coûtât rien à personne, pas même à l'État qui allait recevoir une si grosse somme. M. Mollien soutenait sur le droit de propriété des théories vraies, mais abstraites et qui touchaient peu son adversaire, présentait l'extension donnée aux bous de la caisse d'amortissement comme la création d'un vrai papier-monnaie, signalait les difficultés qui en résulteraient dans tous ses services, les signalait avec chagrin, avec honte, plutôt qu'avec résolution. Cette lutte entre un esprit facile et disert, mais comprenant trop peu les objections pour s'en laisser affecter, et un esprit convaincu mais ne sachant pas convaincre, eût été interminable, si Napoléon impatient, discernant parfaitement ce qu'il y avait de vrai et de faux de l'un et de l'autre côté, mais voulant à tout prix un résultat, n'eût dit à M. Mollien : Tout cela est bien, je comprends vos objections, je les apprécie, mais avant de critiquer un projet il faut mettre quelque chose à la place. — L'objection était en effet embarrassante. C'était le cri du besoin, poussé par celui à qui les besoins de l'État étaient plus présents qu'à un autre, parce qu'il avait un million de soldats à vêtir, à armer, à nourrir, et que son existence, sa grandeur, sa gloire, tenaient à la solution du problème. Si M. Mollien eût été un esprit plus décidé, il aurait répondu tout de suite à Napoléon : Émettez des rentes 5 pour cent, à 60 francs, même à 50 s'il le faut ; payez les capitaux 8 ou 10 pour cent, même davantage, et cette opération vous coûtera moins cher, vous créera moins d'infirmités, nourrira plus tôt et mieux vos soldats, qu'un papier-monnaie mal accueilli, et refusé dans tous les paiements. Mais M. Mollien n'eût pas osé dire cela, peut-être même n'eût-il pas osé le penser à cette épo-

que, et Napoléon pressé de se procurer de l'argent, ne supposant pas possible une émission de rentes, voulant absolument avoir des biens à vendre puisque c'était la seule ressource du moment, les prenait où il y en avait encore. L'archichancelier Cambacérès, plus calme, était néanmoins dominé aussi par le sentiment du besoin, et par le même motif que Napoléon aboutit à l'adoption du projet si longuement débattu.

En conséquence, il fut convenu qu'on s'approprierait les biens des communes que nous avons désignés, c'est-à-dire les biens affermés, qu'on les évaluerait au moyen d'une procédure administrative sommaire, qu'on les remplacerait par une rente dont il était facile à l'État de faire l'avance en la créant, et qu'on les transférerait ensuite à la caisse d'amortissement. Cette caisse avait pris l'habitude des ventes territoriales, et les exécutait bien, parce qu'elle les exécutait lentement et par petites quantités. En attendant qu'elle en reçût le paiement ordinairement exigé à des termes éloignés et successifs, elle émettait un papier portant intérêt, qu'elle donnait à l'État pour prix des biens à vendre, qu'elle retirait ensuite peu à peu, à mesure qu'elle touchait le prix des ventes, et qui se soutenait dans le public, parce qu'il était peu considérable, et très-exactement remboursé en capital et intérêts. C'était ce mécanisme qu'il s'agissait de développer, et qu'on développa en effet, en statuant que la caisse d'amortissement vendrait les nouveaux biens aux enchères, sous la condition pour les acheteurs d'acquitter un tiers de la valeur comptant, un second tiers en 1814, un troisième en 1815, et de payer en outre l'intérêt des sommes différées sur le pied de 5 pour cent. En attendant, la caisse d'amortissement devait créer immédiatement, et remettre au Trésor pour 232 millions de bons, portant intérêt, et successivement remboursables à mesure de l'acquittement du prix des immeubles à vendre. C'était ensuite au Trésor à se servir de ces bons comme il pourrait, et à forcer, par exemple, ou à induire les créanciers de l'État à les accepter. C'est là que commençait le juste chagrin de M. Mollien, chagrin que M. de Bassano ne comprenait pas plus que les colères de l'Europe prêtes à se déchaîner sur nous. — Mais à qui ferai-je accepter ce papier ? disait le ministre du Trésor. — A tous ceux à qui vous devez, répondait Napoléon. Vous devez à des fournisseurs de la guerre et de la marine, à des créanciers de toute espèce, 46 millions pour 1811, 37 millions pour 1812; payez ces sommes avec les bons de la caisse d'amortissement, et vous introduirez ainsi ces bons en province. On y répugnera d'abord, mais en voyant qu'ils portent un intérêt exactement acquitté, qu'ils servent à acheter des biens fort beaux, et nullement frappés de réprobation comme les anciens biens d'émigrés, on les recherchera. Il s'en vendra sur la place, on en soutiendra le cours, et votre papier finira par valoir presque de l'argent. — Si Votre Majesté s'en chargeait, répondait timidement M. Mollien, c'est-

à-dire, si elle achetait tout de suite les 232 millions avec les grandes ressources accumulées par son génie, alors tout serait facile: — Oui, sans doute, répliquait Napoléon, tout serait facile alors... et il se gardait de dire pourquoi il ne le faisait pas. Il avait effectivement tout au plus les deux tiers de cette somme dans ses deux trésors, et il ne voulait pas avec raison se démunir de tout son argent comptant. Mais il promettait à M. Mollien de soutenir le cours de cette nouvelle valeur, en prenant pour son compte une somme considérable des bons que la caisse allait émettre.

Il résolut en effet d'en prendre pour 60 ou 70 millions successivement; placement qui était excellent, puisqu'il rapportait un intérêt certain, et que l'échéance en était certaine aussi, mais qui diminuait notablement les 160 millions comptant dont il était pourvu. Toutefois il n'y avait pas à hésiter dans l'état de gêne où l'on se trouvait, et il se flatta qu'en faisant acheter une portion de ce papier au moment de son émission, il en maintiendrait la valeur à un taux voisin du pair. Il le promit à M. Mollien pour lui rendre un peu de courage.

Telles étaient les mesures financières par lesquelles Napoléon s'appropriait à soutenir ses dernières et ses plus terribles guerres. C'était la fin de ces aliénations de biens-fonds dont la révolution française avait fait ressource pour résister aux attaques de l'Europe. N'ayant plus de nobles à proscrire, et ne le voulant pas d'ailleurs, n'ayant plus d'églises à déposer, Napoléon prenait les biens des communes, derniers propriétaires de mainmorte, et les aliénait au moyen d'une espèce de papier de crédit, beaucoup mieux assis et surtout beaucoup mieux limité que les assignats, mais rappelant le fâcheux souvenir du papier-monnaie, et introduit auprès du public dans un moment bien peu favorable.

Tout en faisant ce qui était humainement possible pour se mettre en état de repousser les ennemis qu'il avait attirés sur la France, Napoléon sentait le besoin aussi d'essayer quelque chose pour ramener les esprits qu'il voyait s'éloigner chaque jour davantage de son gouvernement. Une paix très-prochaine les lui eût seuls rendus complètement; mais la paix, toute désirable qu'elle était, n'était possible qu'après d'énergiques efforts, qui nous rendissent, non pas notre exorbitante domination sur l'Europe, mais le prestige de notre supériorité militaire, et pour obtenir un tel résultat il fallait répandre encore bien du sang. A défaut de la paix, que même en étant très-sage il n'aurait pas pu donner tout de suite, Napoléon cherchait une satisfaction morale à procurer aux esprits. Il en imagina une qui, accordée à propos et sans réserve, aurait été d'un grand effet.

De toutes les causes qui indisposaient l'opinion publique contre Napoléon, la plus agissante après la guerre, c'était la brouille avec Rome et la captivité du Pape. Pour les partisans de la maison de Bourbon, auxquels les derniers événements venaient de rendre des espérances depuis long-

temps évanouies, c'était un prétexte, et des plus efficaces, pour exciter l'animadversion contre un gouvernement tyrannique qui, suivant eux, opprimait les consciences. Pour la portion pieuse du pays; politiquement désintéressée, mais ramenée à la religion par d'affreux malheurs du temps, c'était un motif sérieux et sincère de blâme et même d'aversion. En général les hommes et les femmes qui montrent le plus de penchant pour les pratiques religieuses, sont des âmes vives, qui éprouvent le besoin de contribuer activement au triomphe de leurs croyances. Ce sont de redoutables ennemis d'un gouvernement lorsqu'il s'est donné contre la religion des torts véritables: L'autorité de leurs mœurs, leur zèle à propager un grief, un bruit, une espérance, les rendent infiniment dangereux. Napoléon aurait voulu désarmer cette classe respectable, ôter en même temps un prétexte aux royalistes qui se servaient des affaires du culte pour lui nuire, et faire espérer la paix avec l'Europe par la paix avec l'Eglise.

Aussi était-il résolu à terminer ses différends avec le Pape, en concédant le moins possible, mais en concédant toutefois ce qui serait nécessaire pour parvenir à un accord. Le Pape, détenu longtemps à Savone, était en ce moment à Fontainebleau; captif mais libre en apparence, et entouré de toute espèce de soins et d'honneurs. Napoléon craignant que pendant qu'il serait enfoncé dans les profondeurs de la Russie, les Anglais ne profitassent de l'occasion pour enlever Pie VII de Savone, avait ordonné sa translation à Fontainebleau pendant l'été de 1812. On lui avait donné l'appartement qu'il avait occupé à l'époque heureuse et brillante du couronnement, temps déjà bien loin et de lui et de Napoléon! On l'y avait comblé d'hommages, et une partie de la maison civile et militaire de l'Empereur lui avait été envoyée, afin qu'il vécût en souverain. Un détachement de grenadiers à pied et de chasseurs à cheval de la garde impériale faisait le service auprès de lui, et on avait eu l'attention de revêtir de l'habit de chambellan l'officier de la gendarmerie d'élite chargé de le garder, le capitaine Lagorsse, lequel, avec de l'esprit et du tact, avait fini par plaire au Pape au point de lui devenir indispensable. La surveillance était donc cachée sous les égards les plus respectueux. On avait laissé au Pape, outre son médecin et son chapelain, quelques anciens serviteurs dont on était sûr, et il était visité de temps en temps par les cardinaux de Bayane et Maury, par l'archevêque de Tours et l'évêque de Nantes. Ces personnages éminents, auxquels on avait tracé la conduite à tenir, sans avoir avec le Pontife des entretiens d'affaires, lui parlaient quelquefois des manx de l'Eglise, des moyens et de l'espérance de les faire cesser, surtout lorsque le retour de Napoléon à Paris mettrait en présence deux princes qui s'aimaient, et qui en s'abouchant directement s'entendraient mieux qu'en se faisant représenter par les négociateurs les

plus habiles. Cette société était la seule qui fût permise au Pape, et la seule même qui lui plût. Il avait la faculté de célébrer la messe le dimanche à la grande chapelle du château, et d'y donner sa bénédiction aux fidèles. Mais on avait si peu ébruité sa translation, la pensée du public fixée sur Moscou était dans ce moment si peu tournée vers les affaires religieuses, on craignait tant d'ailleurs les embûches de la police impériale, qu'il venait à peine quelques curieux à Fontainebleau le dimanche. Le Pape vivait donc dans une retraite profonde, on pourrait même dire dure, si elle n'avait été forcée. Quoiqu'on eût mis le parc à sa disposition, il ne sortait jamais de ses appartements, par indolence et par calcul, faisait quelques pas tous les jours dans la grande galerie dite de Henri II, retombait ensuite dans son immobilité, ne lisait même pas, bien qu'il eût à sa portée la bibliothèque du château, et semblait complètement endormi dans sa captivité.

On ne pouvait pas imaginer un traitement physique et moral plus propre à vaincre sa résistance, surtout si Napoléon apparaissant tout à coup, venait essayer sur lui le double prestige de sa puissance et de sa conversation entraînante. Napoléon revenu de Moscou vaincu par la nature, sinon par les hommes, devait sans doute avoir moins d'influence, mais il lui en restait encore assez pour décider, en s'y prenant bien, Pie VII à une transaction. D'ailleurs, disposant de toutes les issues, on n'avait laissé arriver à la connaissance du Pontife que les faits impossibles à cacher, expliqués de la manière la moins fâcheuse pour nos armes. Aussi, quoique ayant essayé un mauvais hiver, Napoléon n'en était pas moins aux yeux de Pie VII le potentat le plus redoutable, potentat auquel personne n'était de force à arracher l'Italie pour en restituer une partie au successeur de saint Pierre.

Napoléon s'était hâté le surlendemain même de son arrivée à Paris d'écrire au Pape, pour lui témoigner le plaisir qu'il éprouvait de le posséder si près de lui, le désir de l'aller voir et de terminer bientôt les différends qui troublaient l'Eglise. Puis à cette lettre il avait joint des allées et des venues de MM. de Bayane, de Barral, Duvoisin, pour l'amener à un accord par des concessions presque inespérées. En effet les points en litige ne présentaient plus d'aussi grandes difficultés qu'auparavant. Le mode de l'institution canonique était convenu depuis que l'Eglise, si facile alors sur sa prérogative essentielle, avait concédé qu'après six mois tout prélat serait institué, ou par le Pape, ou à son défaut, par le métropolitain de la province ecclésiastique. Ce qui était plus difficile à déterminer, c'était l'établissement temporel du souverain Pontife. Pie VII ne faisant pas entrer la chute de Napoléon dans ses prévisions, et ne voyant dès lors aucun moyen de le forcer à restituer les États romains, en était à considérer l'établissement de la papauté à Avi-

gnon, avec une dotation convenable, comme une sorte de pis aller acceptable, qui avait dans le passé un précédent, une excuse et une consolation. Mais ce qui le révoltait, et lui paraissait pire que la captivité même, c'était le projet attribué à Napoléon, et qu'il avait eu en effet un moment, d'établir la papauté à Paris, sous la main des empereurs français. Si une telle chose avait pu s'accomplir, Pie VII n'aurait plus été à ses propres yeux que le patriarche de Constantinople, et la grande Église d'Occident aurait été ravalée pour lui au niveau de la moderne Église d'Orient.

Cette disposition d'esprit fournissait donc un moyen de négociation précieux, car en cédant sur l'établissement à Paris, et en accordant l'établissement à Avignon, on pouvait amener le Pape à consentir à la solution de la question réputée la plus épineuse. Restaient les arrangements relatifs aux biens de l'Église romaine, vendus ou à vendre, et aux sièges qualifiés de suburbicaires, parce qu'ils sont placés aux environs de Rome, et entourés d'une antique majesté. Le Pape tenait beaucoup à conserver ces sièges, et à pouvoir nommer des évêques de Velletri, d'Albano, de Frascati, de Palestrina; etc., car, sans moyen de récompenser des services, il lui aurait été impossible d'entretenir son gouvernement. A ces points s'en ajoutaient quelques autres encore, sur lesquels, avec la volonté d'en finir, et avec la puissance de Napoléon, il était facile d'arriver à un accord.

Lorsqu'on fut près de s'entendre, Napoléon résolut de se transporter lui-même à Fontainebleau, pour terminer par sa présence les hésitations ordinaires du Pape, et pour obtenir de lui un acte formel qu'on pût offrir au public comme gage de la paix religieuse, comme avant-coureur peut-être de la paix européenne.

En conséquence, le 19 janvier, feignant une partie de chasse à Grosbois, il changea brusquement de direction, et se rendit à Fontainebleau, où il avait secrètement envoyé sa maison. Le Pape était en ce moment en conférence avec plusieurs évêques et cardinaux. Déjà ému par les grandes affaires dont on l'entretenait depuis quelques jours, il le fut bien davantage en apprenant l'arrivée subite de Napoléon, qu'il n'avait pas vu depuis le couronnement, qu'il désirait et appréhendait tout à la fois de rencontrer, car s'il se flattait d'exercer une certaine influence sur l'auteur du Concordat, il craignait encore plus de subir la sienne. Sans lui laisser le temps de la réflexion, Napoléon accourut, le serra dans ses bras, en l'appelant son père. Le Pape reçut ses embrassements, en l'appelant son fils, et, sans entrer ce jour-là dans le fond des affaires, ces deux princes, si singulièrement associés par la destinée pour se plaire et se tourmenter toute leur vie, parurent parfaitement heureux de se revoir. L'espérance d'une prompte et complète réconciliation rayonnait sur les visages. Les servi-

teurs du Pape, ordinairement les plus chagrins, semblaient saisis et charmés par ce spectacle.

Le lendemain Pie VII, entouré des cardinaux et des évêques qu'on avait laissé pénétrer jusqu'à lui pour cette circonstance, alla en grande cérémonie rendre visite à l'Empereur dans ses appartements. De chez l'Empereur il se transporta chez l'Impératrice, qu'il ne connaissait pas, car ce n'était pas celle qu'il avait sacrée, et sur ce trône où tout se succédait si vite, la souveraine était déjà changée! Comme tout le monde il la trouva bonne, douce, heureuse de sa grandeur, se montra avec elle ce qu'il était toujours, digne, affectueux, plein des grâces de la vieillesse, puis, après lui avoir fait sa visite, il reçut la sienne, et au milieu de tout ce mouvement parut retrouver un peu de vie, de satisfaction et d'espérance.

Toutefois il ne pouvait avoir d'illusion sur ce qui allait se passer. L'Empereur n'avait pu se déplacer pour ne faire à Fontainebleau qu'une visite. Suivant sa coutume, cet homme si actif, si dominateur, aspirait à quelque grand résultat, il venait arracher au chef de l'Église un consentement, et lui imposer ce qui lui coûtait le plus, une résolution. Et quelle résolution! Renoncer à la puissance temporelle, abandonner Rome pour Avignon, accepter une hospitalité magnifique, un esclavage doré, devenir ainsi patriarche de Constantinople en Occident, avec quelques richesses et quelques apparences souveraines de plus! Et pourtant, si le Pontife ne consentait pas à cette condition, n'allait-il pas trouver un nouvel Henri VIII, qui non par amour (ce n'était pas la faiblesse de Napoléon), mais par ambition, porterait à l'Église des coups plus redoutables encore que la spoliation de ses biens matériels? Pie VII était sur cela vaincu au fond de son cœur; mais avant de se résoudre, avant d'attacher à son pontificat un tel souvenir historique, avant de se résigner à être l'Augustule de la Rome chrétienne, ou de braver tout ce qui pourrait résulter pour la religion d'une lutte prolongée, il fallait un effort au-dessus de l'énergie de son âme, énergie qui était grande quand il s'agissait d'opposer à la persécution une résistance passive, qui devenait presque nulle quand il fallait prendre un parti prompt et difficile. Jamais, au reste, quelque temps qu'on lui eût donné, il ne se serait décidé lui-même, et Napoléon, s'il voulait un résultat, avait bien fait de venir en personne le séduire, l'éblouir, lui prendre presque la main pour l'obliger à signer!

Les visites d'apparat terminées, les sérieux entretiens commencèrent. Napoléon était résolu à déployer tout ce qu'il avait de grâce et de vigueur d'esprit, de puissance fascinatrice en un mot, pour charmer le Pape, et pour le convaincre en même temps qu'il n'y avait rien de mieux à faire que ce qu'on lui demandait. D'abord, sans paraître y attacher d'importance, il exposa, quand il en eut l'occasion, tout ce qu'il allait accomplir dans la prochaine campagne, et se montra certain d'accabler ses adver-

saires dès l'ouverture des hostilités. Bien qu'on n'eût pas laissé pénétrer jusqu'à Fontainebleau les fâcheuses impressions déjà répandues en Europe sur la situation de Napoléon, le Pape savait cependant que pour la première fois il n'était pas revenu triomphant de la guerre. Mais en le voyant si confiant; si assuré de foudroyer bientôt la jactance des Russes et des Allemands; on ne pouvait pas ne pas éprouver la même confiance, et, aux changements près opérés dans sa personne, car, au lieu d'être droit et mince, Napoléon était déjà un peu courbé et plein d'embonpoint, le Pape eut revoir le jeune et radieux empereur de 1804. C'était, sous une extrême largeur de traits, la même feu, la même noblesse, la même beauté de visage.

Après avoir persuadé à Pie VII qu'il était aussi puissant que jamais, que contre ses volontés on ne prévaudrait pas plus qu'autrefois, Napoléon lui ôta toute espérance de recouvrer Rome, et lui montra la résolution irrévocable de ne jamais abandonner à une influence étrangère la moindre parcelle de l'Italie: Le chef de l'Eglise n'avait donc qu'à choisir entre Paris et Avignon. Il ferait bien mieux d'accepter Paris, disait Napoléon. Il y serait vénéré, entouré de toutes sortes d'hommages, et il y verrait l'empereur des Français tout disposé à lui tenir l'étrier, comme faisaient jadis les empereurs germaniques. Il aurait en outre la certitude de n'avoir plus de démêlés, car à la première difficulté; un moment d'explications cordiales entre les deux souverains arrêterait tout conflit prêt à naître. Mais enfin puisqu'il ne le voulait pas, il n'avait qu'à préférer Avignon, lieu déjà consacré par un long séjour des papes. Les ordres allaient être donnés immédiatement, et tout serait bientôt disposé pour qu'il y trouvât la plus somptueuse existence. Il y recevrait en liberté les ambassadeurs de toutes les puissances, qui jouiraient auprès de lui des privilèges et de l'indépendance diplomatiques, appartenissent-ils à des États en guerre avec la France, et qui pourraient se rendre auprès de la nouvelle cour pontificale par la mer et le Rhône, presque sans toucher au territoire de l'Empire. Deux millions de revenu lui seraient attribués pour l'indemniser des biens vendus dans les États romains. Tous les biens dont la vente n'était pas consommée, et c'était la plus grande partie, lui seraient rendus, et seraient administrés par ses agents. On allait rétablir pour lui complaire les sièges suburbicaires, dont il nommerait les évêques. Il aurait en outre, soit en Italie, soit en France; à son choix, la faculté de nomination dans dix diocèses, de quoi récompenser par conséquent les serviteurs de son gouvernement, sans compter la nomination des cardinaux qui ne cesseraient pas de lui appartenir. Les prélats des États romains dont les sièges avaient été supprimés, qui étaient encore vivants, et qui étaient l'un des plus graves soucis du Pape, auraient la qualité, le titre, la situation d'évêques *in partibus*, et recevraient leur vie durant, sur le

Trésor français, un traitement égal aux revenus de leurs anciens diocèses. Ce serait encore une nouvelle légion de grands dignitaires ecclésiastiques qui contribueraient à l'éclat de la cour d'Avignon. Les archives romaines, les grandes administrations de la pénitencerie, de la daterie, de la propagande, etc., seraient transportées auprès du Pape dans le beau pays de Vaucluse, et convenablement établies dans la nouvelle Rome pontificale, qu'on allait consacrer tout entière à sa glorieuse destination.

Le Pape n'aurait donc rien à regretter, ni richesses, ni éclat souverain, ni indépendance, ni puissance, car il réglerait toutes les affaires religieuses à son gré, aussi librement qu'il le faisait jadis à Rome. Il ne perdrait que la puissance temporelle, vaine ambition des pontifes, grave danger pour la religion, qui avait toujours souffert des démêlés des souverains temporels de Rome avec les princes de la chrétienté. C'est en traitant ce sujet que Napoléon déploya tout ce qu'il avait de subtilité et de logique pressante pour convaincre Pie VII. Il s'attacha particulièrement à lui persuader que la séparation des deux puissances spirituelle et temporelle, et l'abolition de la dernière, étaient une révolution inévitable du temps, qui n'intéressait en rien la religion, son influence et sa perpétuité. Que de choses, en effet, depuis vingt ans qu'on n'avait jamais vues, qu'on n'aurait jamais imaginées, et qu'il fallait cependant admettre, puisqu'elles étaient accomplies! Louis XVI et Marie-Antoinette sur l'échafaud; Napoléon, un simple officier d'artillerie, au palais des Tuileries, époux de Marie-Louise, tenant le sceptre de l'Occident; les empereurs d'Allemagne réduits à l'empire d'Autriche; la maison de Bourbon exclue de tous les trônes; le descendant du grand Frédéric réduit à l'état d'un électeur de Brandebourg; les anciens rangs effacés; les peuples exigeants, commandant presque à leurs souverains, excepté à Napoléon qui seul les contenait dans le monde; enfin la face de l'univers changée, tout cela n'était-il pas bien extraordinaire, tout cela ne parlait-il pas un langage aussi clair qu'irrésistible? La puissance temporelle des papes n'était-elle pas évidemment une des choses destinées à disparaître avec tant d'autres? Et ne fallait-il pas même remercier le ciel d'avoir choisi, comme instrument de ces révolutions, un homme tel que Napoléon, né dans la religion catholique, en ayant tous les souvenirs, l'aimant comme sa religion maternelle, sachant de quel prix elle était pour les hommes, et résolu à la défendre et à la faire fleurir! — C'est en ce point surtout que Napoléon fut heureusement inspiré, et produisit une vive impression sur le Pontife. — Supprimez, lui disait-il, entre nous, cette vaine difficulté de la souveraineté temporelle, supprimez-la, et vous verrez ce que vous et moi, libres de ces ennuis, nous ferons pour la religion!... — Et alors il lui montrait l'Eglise germanique détruite, privée de ses biens par l'avidité ordinaire des princes allemands, n'attendant et ne pouvant obtenir son

rétablissement que de lui seul ; l'Église de Hollande, l'Église des provinces anstétiques, pouvant être non pas maintenues, car elles n'existaient plus depuis deux siècles, mais restaurées ; un siège catholique, par exemple, à la veille d'être rétabli à Hambourg ; l'Église espagnole, l'Église italienne actuellement détruites et ayant besoin d'un sauveur, tout cet univers chrétien enfin dépendant de l'empereur des Français, de sa volonté puissante, et près de renaitre ou de s'enéantir, sur un mot de sa bouche ! Eh bien ! ajoutait-il, réconcilié avec le Pape, rendu au repos par la paix européenne qui ne pouvait tarder, n'ayant plus à débattre avec le Pontife de vulgaires intérêts de territoire, dignes à peine d'occuper des princes de quatrième ordre, mais nullement le chef de l'Église universelle et le chef de l'Empire français, il s'appliquerait à faire à la religion plus de bien que ne lui en avait fait Charlemagne. En présence d'un tel avenir, comment discuter, comment hésiter ! La Providence avait choisi un pontife doux, vertueux, modeste, pour rendre à la religion la pureté, le désintéressement des apôtres, et avec leur désintéressement leur influence sur les âmes, et lui homme de guerre, habitué à vaincre les difficultés de la terre, pour opérer cette révolution sans que la religion en fût affaiblie, de manière au contraire qu'elle gagnât en puissance morale tout ce qu'elle perdrait en puissance matérielle !

L'excellent Pape à qui on avait souvent écrit ou dit des choses semblables, mais qui n'avait jamais entendu personne les exprimer avec la chaleur, l'éloquence, l'air de persuasion que Napoléon y apportait, le Pape était séduit, vaincu, et se disait qu'en effet beaucoup de choses étaient changées, que beaucoup changeraient encore, que vraisemblablement la puissance temporelle des papes était une de ces choses destinées à finir, mais que, Napoléon aidant, elle n'emporterait en disparaissant aucun des appuis de la religion, aucun de ses moyens d'influence. C'était un sacrifice tout matériel à faire dans l'intérêt de la religion elle-même, et c'était dès lors acte de désintéressement et non de faiblesse, acte honorable et non pas honteux, que de consentir aux arrangements proposés ! Il plaidait ainsi en son cœur avec Napoléon, et puis, quand il fallait se décider, il tombait dans des perplexités insurmontables.

Après trois ou quatre jours de ces entretiens répétés, Napoléon fit comprendre au Pape qu'il fallait en finir, et comme la rédaction touchait le Pontife au moins autant que le fond des choses, il lui promit de trouver une forme qui n'écillerait en rien ses scrupules, et ne chargerait sa mémoire d'aucun poids difficile à porter. Napoléon manda tout de suite un de ses secrétaires, et on se mit à l'œuvre. Ce qui coûtait le plus à Pie VII, c'était de reconnaître la prise de possession du patrimoine de Saint-Pierre par une puissance quelconque, et d'en faire l'abandon formel par l'acceptation d'un établissement hors d'Italie. Napoléon trancha cette difficulté

en convenant qu'on ne parlerait ni de l'abandon de Rome, ni de l'établissement à Avignon, mais de l'existence indépendante du Saint-Père, et du libre exercice de sa puissance pontificale au sein de l'Empire français, comme s'il était dans ses propres États. En conséquence, on adopta le texte suivant : *Sa Sainteté exercera le pontificat en France et dans le royaume d'Italie, de la même manière et avec les mêmes formes que ses prédécesseurs*. Il fut seulement entendu que ce serait à Avignon et non ailleurs. Il fut ajouté ensuite en termes formels que le Pape recevrait auprès de lui les ambassadeurs des puissances chrétiennes, revêtu de la plénitude des privilèges diplomatiques, qu'il recouvrerait la jouissance et l'administration des biens non vendus dans les États romains, qu'il toucherait deux millions de revenu en dédommagement des biens aliénés, qu'il nommerait à tous les sièges suburbicaires et à dix évêchés qui seraient désignés plus tard soit en France, soit en Italie; que les anciens évêques titulaires de l'État romain conserveraient leur titre sous la forme d'évêchés *in partibus*, et jouiraient d'un traitement égal au revenu de leur siège; que le Pape aurait auprès de lui les diverses administrations composant la chancellerie romaine; que l'Empereur et le Pape se concerteraient pour la création de nouveaux sièges catholiques, soit en Hollande, soit dans les départements anstéatiques (clause à laquelle le Pape tenait d'une manière toute particulière, afin de faire ressortir ce que la religion gagnait à ce nouveau concordat); qu'enfin l'Empereur rendrait ses bonnes grâces aux cardinaux, évêques, prêtres, laïques, compromis à l'occasion des derniers troubles religieux. Il fut stipulé que l'institution canonique serait donnée aux évêques nommés par la couronne, dans les formes et délais déterminés par le dernier bref du Pape, c'est-à-dire dans six mois à partir de la nomination par l'autorité temporelle, et qu'à défaut par la cour pontificale d'avoir prononcé dans ce délai, le plus ancien prélat de la province pourrait conférer l'institution refusée ou différée. A ces dernières clauses, le Pape insista pour en ajouter une qui n'avait rien d'une disposition de loi ou de traité, mais qui était pour lui une sorte d'excuse, et qui était conçue dans les termes suivants : *Le Saint-Père se porte aux dispositions ci-dessus en considération de l'état actuel de l'Eglise, et dans la confiance que lui a inspirée Sa Majesté qu'elle accordera sa puissante protection aux besoins si nombreux qu'a la religion dans les temps où nous vivons*.

Il fut convenu enfin que le concordat actuel, quoique ayant la force obligatoire d'un traité, ne serait publié qu'après avoir été communiqué aux cardinaux, qui avaient droit d'en connaître, comme conseillers naturels et nécessaires de l'Eglise.

Napoléon fit tout ce que voulut le Saint-Père, admit sans réserve les changements de rédaction qu'il demandait, et que le secrétaire tenant la

plume exécutait à l'instant même sur la minute du traité; puis lorsque tout fut convenu, texte français et texte italien, on envoya l'un et l'autre aux scribes chargés de la transcription, et le soir même, 25 janvier, les deux cours pontificale et impériale étant assemblées, le Pape et l'Empereur signèrent cet acte extraordinaire, qui mettait à néant la puissance temporelle de la papauté, pour toujours selon l'opinion de Napoléon et du Pape, pour bien peu de temps selon les desseins cachés de la Providence! L'Empereur, entourant Pie VII de témoignages de vénération, le faisant accabler de félicitations de tout genre, ne lui laissa pas même un moment pour réfléchir à ce qu'il avait fait, et l'enivra en le plaçant en quelque sorte au milieu d'un nuage d'encens. Pour lui prouver sa joie, et un complet retour de bonne volonté, il expédia sur-le-champ l'ordre de délivrer et de ramener à Paris les cardinaux détenus, connus sous le nom de *cardinaux noirs*. Il prodigua les grâces et les faveurs : il appela au Conseil d'État l'évêque de Nantes, auquel il donna en outre la croix d'officier de la Légion d'honneur et le grand cordon de l'ordre de la Réunion; il nomma l'évêque de Trèves conseiller d'État et officier de la Légion d'honneur; il donna le grand cordon de la Réunion au cardinal Maury et à l'archevêque de Tours, la croix d'officier de la Légion d'honneur aux cardinaux Doria et Ruffo, la décoration de la Couronne de fer à l'archevêque d'Édessa, des sièges de sénateur au cardinal de Bayane et à l'évêque d'Évreux, une pension de six mille francs au médecin du Pape, et des présents magnifiques à tous ceux qui avaient contribué à l'acte important qu'il venait de conclure.

Après avoir passé deux jours encore à Fontainebleau, pendant lesquels il s'efforça de manifester au Pape sa vive satisfaction, il partit le 27 janvier pour Paris, avec la conviction d'avoir accompli un acte qui peut-être ne serait pas définitif, mais qui dans le moment produirait certainement un grand effet. Il se hâta de publier dans les journaux officiels qu'un concordat venait de régler les différends survenus entre l'Empire et l'Église, et fit dire de vive voix, mais non imprimer, que le Pape allait s'établir à Avignon. Il écrivit en Hollande, à Turin, à Milan, à Florence, à Rome, à tous les représentants de son autorité, pour leur annoncer cet important arrangement, pour leur en apprendre les détails, les autoriser à en divulguer le sens, non le texte, et à faire tout ce qui serait nécessaire pour rétablir le calme dans les consciences troublées.

Ce calme ne devait pas être de longue durée, car il était facile de prévoir qu'aussitôt que les conseillers ordinaires du Pape seraient retournés auprès de lui, ils essaieraient de mettre son esprit à la torture, en lui reprochant l'acte qu'il avait signé, en lui en montrant les graves conséquences, surtout le défaut d'à-propos, à la veille d'une guerre qui pouvait ne pas tourner à l'avantage de Napoléon. En effet, à peine les cardi-

naux noirs avaient-ils été admis à Fontainebleau, qu'on vit l'esprit du Pape, si gai, si satisfait pendant quelques jours, redevenir triste et sombre. Les cardinaux di Pietro et autres lui remontrèrent qu'il avait très-imprudemment aboli la puissance temporelle de la papauté, opéré par conséquent de sa propre autorité une révolution immense dans l'Eglise, abandonné le patrimoine de Saint-Pierre qui ne lui appartenait point, et cela sans nécessité, Napoléon étant à la veille de succomber; qu'on l'avait trompé sur la situation de l'Europe, et qu'un acte pareil surpris, sinon arraché, ne devait pas le lier. En un mot, ils tâchèrent de lui inspirer mille terreurs, mille remords, et lui tracèrent de l'état des choses un tableau tel que la passion la plus violente pouvait seule le suggérer, tableau qui malheureusement devait bientôt se trouver véritable par la faute de Napoléon, mais que tout homme sage dans le moment aurait jugé faux ou du moins très-exagéré, car, bien qu'ébranlé dans l'opinion du monde, l'Empire français remplissait encore ses ennemis d'une profonde terreur.

Ces conseils jetèrent l'infortuné Pie VII dans un de ces états d'agitation, de désespoir, où nous l'avons déjà vu tant de fois, et dans lesquels il perdait la dignité touchante de son caractère. Mais comment sortir de cet embarras? Comment nier ou révoquer une signature à peine donnée? Qui eût osé le conseiller? Personne, pas même les cardinaux qui venaient, grâce au dernier concordat, de recouvrer leur liberté, leur admission auprès du Pape, et la faculté de lui bouleverser l'esprit et le cœur. Ils auraient craint de voir se refermer sur eux les portes des prisons d'État. Il fut donc convenu entre eux et Pie VII qu'on dissimulerait, qu'on n'afficherait aucun changement de dispositions, et qu'on attendrait les événements qui ne pouvaient manquer d'être prochains. En effet, Avignon ne serait pas prêt avant un an ou deux; on ne pouvait jusque-là exiger du Pape aucun acte officiel dérivant de ses nouveaux engagements; le concordat, en outre, ne devait pas être publié; il n'y avait donc qu'à se faire, et à se résigner quelque temps encore à la vie de reclus qu'on menait à Fontainebleau, à repousser doncement sous divers prétextes la pompe dont Napoléon voudrait entourer la papauté devenue française, et, quant aux bulles d'institution canonique réclamées depuis si longtemps par les nouveaux prélats, à se renfermer, comme on avait toujours fait, dans une simple abstention sans refus.

Ce plan adopté, il eût fallu plus d'empire sur lui-même que le Pape n'en possédait, pour cacher complètement ce qui se passait dans son âme. L'officier, fort adroit, qui le gardait sous l'habit de chambellan, le capitaine Lagorssé, s'aperçut bien vite de son trouble, et en devina la cause en voyant les agitations de l'infortuné Pontife se lier toujours aux visites des cardinaux les plus signalés par leur malveillance. Il en avertit

par le ministre des cultes Napoléon lui-même, qui ne fut pas très-surpris de ce qui arrivait, et qui s'écria, en apprenant l'usage que faisaient de leur liberté ceux à qui on venait de la rendre : Je erois que nous avons agi trop vite. — Il eut bientôt un signe certain, quoique fort déguisé, des secrètes résolutions de Pie VII. L'auguste prisonnier, détenu depuis 1809, soit à Savone, soit à Fontainebleau, n'avait jamais eu à s'occuper des finances de sa maison, car il était défrayé de toutes ses dépenses sans qu'il eût à s'en mêler. Cependant, comme il pouvait être tenté de faire ou quelques aumônes ou quelques largesses, on avait saisi diverses occasions de lui offrir de l'argent, qu'il avait toujours refusé, quoique présenté de la manière la plus délicate. Cette fois, redevenu souverain, ayant bien des services à récompenser, et ayant droit de le faire sur des revenus qui lui étaient régulièrement attribués, il pouvait accepter décemment. Napoléon lui envoya les agents du Trésor impérial pour mettre à sa disposition les sommes dont il aurait besoin. Il repoussa ces dernières offres avec douceur, et sans affectation, comme si le moment n'était pas venu de rentrer ostensiblement dans l'exercice de sa nouvelle souveraineté.

Il n'en fallait pas davantage pour deviner les résolutions et les calculs des hommes qui dirigeaient le Pape. Mais Napoléon était aussi rusé que le plus rusé d'entre eux. Il voyait qu'ils ne voulaient pas faire d'éclat, et il ne le voulait pas non plus. Ce qui lui importait, ce n'était pas que les affaires de l'Eglise fussent arrangées, mais qu'elles le parussent, et pour quelque temps elles allaient le paraître, du moins aux yeux des masses. On publia partout, dans les provinces les plus reculées de l'Empire, qu'un concordat était signé entre le Pape et l'Empereur, que le Pontife était libre, qu'il allait se rendre dans le siège où il devait exercer la puissance pontificale; qu'en un mot toutes les difficultés religieuses étaient terminées. Quelques individus, plus au fait de l'intrigue romaine, essayèrent de répondre que c'était un mensonge, que le Pape n'avait consenti à rien. Il y en eut même qui osèrent répandre que Napoléon avait voulu violenter Pie VII sans en rien obtenir, ce qui a fourni depuis à certains écrivains l'occasion d'avancer que Napoléon avait trainé à terre, et par ses cheveux blancs, le vénérable vieillard (scène à peine croyable au moyen âge). Mais la foule pieuse et innocente, ignorant ces prétendus secrets, courut au pied des autels remercier Dieu du nouveau concordat, et se mit à espérer, comme le désirait Napoléon, que cette paix du ciel lui vaudrait peut-être la paix de la terre.

Il y avait deux mois que Napoléon était de retour à Paris, et, on le voit, il avait déjà fortement mis la main à toutes choses, diplomatie, guerre, finances et culte. C'était le moment d'ouvrir le Corps législatif, formalité devenue tellement insignifiante sous son règne, qu'on ne savait jamais le jour où ce corps commençait ses travaux, ni le jour où il les

finissait. Cette fois, au contraire, on attachait un vif intérêt à la séance d'ouverture, et c'était un symptôme frappant du changement opéré dans les esprits. Sans songer à se ressaisir encore de ses affaires, imprudemment abandonnées à un génie prodigieux mais sans frein, la nation voulait au moins les connaître, et désirait lire le discours que prononcerait l'Empereur, si, comme on le supposait, il ouvrait le Corps législatif en personne.

Napoléon effectivement en avait l'intention, afin de parler lui-même à la France et à l'Europe du haut de son trône, ébranlé sans doute, mais le plus élevé encore de l'univers. En comptant tous les jours ses ressources, en voyant les moyens affluer de nouveau sous sa main puissante, en combinant ses vastes plans militaires, il avait repris une entière confiance en lui-même, et il voulait qu'à la fierté de son langage, le monde jugeât de l'état vrai de son âme, et de la nature de ses résolutions.

En conséquence, le dimanche 14 février, il se rendit au Corps législatif pour lui faire l'honneur, qu'il ne lui accordait pas souvent, d'ouvrir sa session en personne, et pour lui exposer l'état des affaires de l'Empire. Entouré d'un cortège magnifique, il lut le discours suivant, dont l'imprudenco égalait malheureusement l'éclat et la vigueur.

« MESSIEURS LES DÉPUTÉS DES DÉPARTEMENTS AU CORPS LÉGISLATIF.

» La guerre rallumée dans le nord de l'Europe, offrait une occasion favorable aux projets des Anglais sur la Péninsule. Ils ont fait de grands efforts. Toutes leurs espérances ont été déçues.... Leur armée a échoué devant la citadelle de Burgos, et a dû, après avoir essayé de grandes pertes, évacuer le territoire de toutes les Espagnes.

» Je suis moi-même entré en Russie. Les armes françaises ont été constamment victorieuses aux champs d'Ostrowno, de Polotsk, de Mohilew, de Smolensk, de la Moskowa, de Malo-Jaroslawetz. Nulle part les armées russes n'ont pu tenir devant nos aigles. Moscou est tombée en notre pouvoir.

» Lorsque les barrières de la Russie ont été forcées et que l'impunité de ses armes a été reconnue, un essaim de Tartares ont tourné leurs mains parricides contre les plus belles provinces de ce vaste empire, qu'ils avaient été appelés à défendre. Ils ont en peu de semaines, malgré les larmes et le désespoir des infortunés Moscovites, incendié plus de quatre mille de leurs plus beaux villages, plus de cinquante de leurs plus belles villes, assouvissant ainsi leur ancienne haine, sous le prétexte de retarder notre marche en nous environnant d'un désert. Nous avons triomphé de tous ces obstacles! L'incendie même de Moscou, où, en quatre jours, ils ont anéanti le fruit des travaux et des

» épargnés de quarante générations, n'avait rien chengé à l'état prospère
 » de mes affaires..... Mais la rigueur excessive et prématurée de l'hiver
 » a fait peser sur mon armée une effreuse calamité. En pen de nuits j'ai
 » vu tout changer. J'ai fait de grandes pertes. Elles auraient brisé mon
 » âme, si, dans ces graves circonstances, j'avais dû être accessible à
 » d'autres sentiments qu'à l'intérêt, à la gloire et à l'avenir de mes
 » peuples.

» A la vue des maux qui ont pesé sur nous, la joie de l'Angleterre a
 » été grande, ses espérances n'ont pas eu de bornes. Elle offroit nos plus
 » belles provinces pour récompense à la trahison. Elle mettoit pour con-
 » dition à la paix le déchirement de ce bel empire : c'étoit, sous d'autres
 » termes, proclamer *la guerre perpétuelle*.

» L'énergie de mes peuples dans ces grandes circonstances, leur atta-
 » chement à l'intégrité de l'Empire, l'amour qu'ils m'ont montré, ont
 » dissipé toutes ces chimères, et remené nos ennemis à un sentiment plus
 » juste des choses.

» Les malheurs qu'a produits la rigueur des frimas ont fait ressortir
 » dans toute leur étendue la grandeur et la solidité de cet empire, fondé
 » sur les efforts et l'amour de cinquante millions de citoyens, et sur les
 » ressources territoriales des plus belles contrées du monde.

» C'est avec une vive satisfaction que nous avons vu nos peuples du
 » royaume d'Italie, ceux de l'ancienne Hollande et des départements
 » réunis, rivaliser avec les anciens Français, et sentir qu'il n'y a pour
 » eux d'espérance, d'avenir et de bien que dans la consolidation et le
 » triomphe du grand empire.

» Les agents de l'Angleterre propagent chez tous nos voisins l'esprit de
 » révolte contre les souverains. L'Angleterre voudrait voir le continent
 » entier en proie à la guerre civile et à toutes les fureurs de l'anarchie;
 » mais la Providence s'en elle-même désignée pour être la première vic-
 » time de l'anarchie et de la guerre civile.

» J'ai signé directement avec le Pape un concordat qui termine tous les
 » différends qui s'étaient malheureusement élevés dans l'Eglise. La dy-
 » nastie française règne et régnera en Espagne. Je suis satisfait de la con-
 » duite de tous mes alliés. Je n'en abandonnerai aucun; je maintiendrai
 » l'intégrité de leurs États. Les Russes rentreront dans leur affreux
 » climat.

» Je désire la paix : elle est nécessaire au monde. Quatre fois depuis la
 » rupture qui a suivi le traité d'Amiens, je l'ai proposée dans des démar-
 » ches solennelles. Je ne serai jamais qu'une paix honorable et conforme
 » aux intérêts et à la grandeur de mon empire. Ma politique n'est point
 » mystérieuse; j'ai fait connaître les sacrifices que je pouvais faire.

» Tant que cette guerre maritime durera, mes peuples doivent se tenir

« prêts à toutes espèces de sacrifices; car une mauvaise paix nous ferait
 « tout perdre, jusqu'à l'espérance, et tout serait compromis, même la
 « prospérité de nos neveux!

« L'Amérique a recouru aux armes pour faire respecter la souveraineté
 « de son pavillon. Les vœux du monde l'accompagnent dans cette glo-
 « rieuse lutte. Si elle la termine en obligeant les ennemis du continent à
 « reconnaître le principe que le pavillon couvre la marchandise et l'équi-
 « page, et que les neutres ne doivent pas être soumis à des blocus sur le
 « papier, le tout conformément aux stipulations du traité d'Utrecht,
 « l'Amérique aura bien mérité de tous les peuples. La postérité dira
 « que l'ancien monde avait perdu ses droits, et que le nouveau les a
 « reconquis.

« Mon ministre de l'intérieur vous fera connaître dans l'exposé de la
 « situation de l'Empire, l'état prospère de l'agriculture, des manu-
 « factures et de notre commerce intérieur, ainsi que l'accroissement
 « toujours constant de notre population. Dans aucun siècle, l'agricul-
 « ture et les manufactures n'ont été en France à un plus haut degré de
 « prospérité.

« J'ai besoin de grandes ressources pour faire face à toutes les dépenses
 « qu'exigent les circonstances; mais moyennant différentes mesures que
 « vous proposera mon ministre des finances, je ne devrai imposer aucune
 « nouvelle charge à mes peuples. »

Ce discours, qui était de nature à émonvoir fortement les esprits, fut
 reçu avec les acclamations qui accueillent presque toujours le prince vul-
 gaire ou grand, solidement établi ou menacé, qui se présente aux yeux
 de la foule. S'il était permis d'oublier un instant que la sagesse est la pre-
 mière des qualités dans le gouvernement des États, on admirerait volon-
 tiers à la tête d'un vaste empire cette indumtable fierté, ces couillottes
 de paix si hardiment, quoique si imprudemment tracées au monde! Tou-
 tefois en songeant à la situation de l'Europe, aux cris du patriotisme ré-
 volté retentissant d'une extrémité du continent à l'autre, on regrette que
 ce beau langage apportât tant de difficultés aux négociations qui pouvaient
 seules amener la paix, et arrêter l'effusion du sang humain! Qu'allait
 dire en effet l'Angleterre de cette déclaration que la *dynastie française*
régnait, et régnerait en Espagne? Qu'allaient dire tous les États inté-
 ressés au partage du grand-duché de Varsovie, de cette déclaration que
 la France maintiendrait l'intégrité du territoire de tous ses alliés?
 Qu'allait dire, et surtout qu'allait faire l'Autriche, chargée de rapprocher
 les puissances, si on lui rendait sa tâche impossible?

Telles étaient les questions désolantes que soulevait ce discours. Mais
 le public ignorant le secret des cabinets, ne pouvait pas se les adresser.
 L'assurance du langage impérial était faite pour le frauquilliser, du moins

dans une certaine mesure, et pour imposer à l'Europe. C'était tout ce qu'il y avait de politique dans cet impolitique discours. On jugera du reste de ses effets par les événements eux-mêmes.

On se ferait difficilement une idée du changement que quelques jours écoulés avaient apporté dans l'Allemagne déjà si émue. Le roi de Prusse, qui s'était retiré à Breslau pour y être plus indépendant de nous, et même de ses sujets, n'y était plus maître de ses déterminations. Toujours convaincu que le seul moyen de sortir sain et sauf du chaos des événements actuels, c'était d'avoir beaucoup de soldats sous les armes, il n'avait pas attendu pour ordonner de nouvelles levées les réponses aux questions posées à Paris. Il avait publié plusieurs édits, et deux notamment, l'un pour engager les jeunes gens de famille à servir comme volontaires dans les chasseurs à cheval, l'autre pour engager les jeunes gens de toutes les classes à servir comme chasseurs à pied dans les régiments d'infanterie. L'opinion publique, en effet, eût été révoltée d'une distinction qui eût ouvert aux uns, fermé aux autres, les rangs de l'armée, toutes les classes demandant à contribuer à ce qu'elles appelaient l'affranchissement de l'Allemagne. A ce double appel, les têtes déjà en fermentation avaient été saisies d'un vertige général. De toutes parts on était accouru chez M. de Goltz, le seul des ministres prussiens demeuré à Berlin, et on lui avait demandé violemment, comme on le fait dans les jours de révolution, pour qui, contre qui, le roi réclamait le secours de ses sujets, ajoutant qu'ils étaient prêts, dans un cas, à se lever tous comme un seul homme, et ce cas, il n'était pas difficile de le deviner, c'était celui où le roi voudrait employer leur dévouement contre l'oppresser de l'Allemagne, contre Napoléon. M. de Goltz, qui connaissait parfaitement la situation, et qui savait comment parler et se conduire, leur avait répondu en les exhortant à se confier dans la sagesse et le patriotisme du roi, à s'en remettre à lui des intérêts de la patrie, et à lui donner leurs bras, en le laissant libre d'en disposer comme il croirait plus utile de le faire. Tandis que M. de Goltz gardait cette réserve, ses yeux, son visage exprimaient ce que sa langue n'osait pas dire, et on l'avait quitté pour s'enrôler. De toutes parts d'ailleurs, les meneurs des sociétés secrètes avaient dit qu'il fallait s'armer, que le roi, incertain encore dans le moment, ne le serait pas longtemps, qu'un peu plus tôt, un peu plus tard, il serait entraîné, et que plus il se sentirait fort, et entouré de ses sujets armés, plus il inclinerait à suivre le penchant de son cœur, qui le portait à se dévouer à l'affranchissement de l'Allemagne. Sous ces fortes impulsions, la jeune noblesse s'était enrôlée dans les chasseurs à cheval, la jeune bourgeoisie des écoles et du commerce s'était empressée de prendre rang dans les chasseurs à pied. En quelques jours les universités et les boutiques avaient été vides, et il avait fallu presque suspendre les cours

publics. La noblesse s'équipait elle-même; des dons volontaires, rendus obligatoires par des taxations qu'on envoyait chez les principaux commerçants, servaient à équiper les jeunes gens privés de ressources. Les armées de l'État leur fournissaient des armes. Pour achever la ressemblance avec les premières journées de notre révolution, tous les hommes avaient pris une cocarde, c'était la cocarde noire et blanche. Aucun n'eût osé négliger de mettre à son chapeau ce signe de ralliement, car il eût passé pour un citoyen tiède ou ennemi de son pays.

Le roi de Prusse, apprenant à Breslau cet enthousiasme de ses sujets, dont il était témoin d'ailleurs en Silésie, était à la fois joyeux et alarmé, joyeux de se voir bientôt à la tête d'une force considérable, alarmé d'être pressé entre les Russes et les Français, obligé de se prononcer pour les uns ou pour les autres, sans savoir encore de quel côté se trouveraient l'indépendance et la restauration de la Prusse. Les réponses de Paris arrivant sur ces entrefaites le trouvèrent on ne peut pas plus mal disposé à les écouter patiemment. Cet excellent prince, comme tous les caractères inertes et ordinairement contenus, avait des moments où il s'échappait à lui-même, et où il n'était plus reconnaissable. Il fut indigné du ce qu'on lui contestait une somme de 94 millions dépensée pour l'armée française, de ce qu'on lui refusait un argent dont il avait si grand besoin, de ce qu'on lui retenait ses places de l'Oder et de la Vistule qui lui eussent été si utiles pour se décider avec plus de sûreté entre les Français et les Russes, surtout de ce qu'on lui déniait jusqu'à la faculté d'entrer en rapports ostensibles avec l'empereur Alexandre. Il tenait beaucoup en effet à s'aboucher sans retard avec ce monarque, premièrement parce que les Autrichiens autorisés à s'entremettre avaient déjà envoyé des agents diplomatiques à Wilna et à Londres, secondement parce qu'il voulait écarter les armées belligérantes de la Silésie, troisièmement enfin parce qu'il voyait à Königsberg le baron de Stein, le général d'York, les agents russes, gouverner la province, convoquer les états, agir sans lui, et éventuellement contre lui, trancher en un mot du souverain, et se conduire comme s'ils étaient prêts à se détacher de la monarchie prussienne dans le cas où il n'adhérerait pas à la coalition. Frédéric-Guillaume éperdu voulait demander compte à Alexandre de ces procédés envers un ami, envers un ancien allié, dont il avait causé jadis les malheurs, et dont il devait aujourd'hui comprendre les cruels embarras. L'homme qu'il aurait désiré envoyer auprès d'Alexandre était M. de Knesbeck, le même qu'il avait chargé l'année précédente d'aller expliquer et justifier à Saint-Petersbourg son traité d'alliance avec Napoléon, et qui, autorisé ou non, avait dépassé de beaucoup les limites dans lesquelles il aurait dû se renfermer pour rester loyal envers la France. Sans doute Frédéric-Guillaume aurait pu dépêcher M. de Knesbeck secrètement; mais on n'aurait pas

tardé à le savoir, les meneurs de Königsberg, dans leur joie, n'auraient pas manqué de le publier, et le roi eût été en infraction de son alliance avec Napoléon, par conséquent dans un mauvais cas, si une nouvelle victoire d'Iéna ouvrait la campagne. Frédéric-Guillaume aurait donc voulu, outre la restitution de son argent et de ses places, obtenir l'autorisation d'envoyer un agent ostensible auprès d'Alexandre.

Le monarque prussien, qui offrait le triste spectacle d'un roi honnête, placé entre sa conscience et l'intérêt de sa couronne, était en ce moment cruellement agité par l'une et par l'autre. Quoique peu démonstratif ordinairement, il afficha cette fois encore plus de colère qu'il n'en éprouvait, disant qu'il n'y tenait plus, qu'on l'opprimait, qu'on lui déniait ce qu'on lui devait incontestablement en lui refusant les 94 millions réclamés; qu'on s'était engagé à le rembourser dans trois mois, et qu'il y en avait plus de six que les fournitures avaient été faites; qu'en lui retenant ses places, données en gage jusqu'à ce qu'il se fût acquitté, on violait les traités et son territoire, puisqu'il ne devait plus rien; qu'en lui contestant, ce qui appartenait à toute puissance indépendante, la faculté de négocier avec un État voisin, on le traitait comme un prince dépendant, qui n'aurait plus la liberté de ses déterminations; que si encore on pouvait le protéger, si on n'était maintenu sur le Niémen ou sur la Vistule, il y aurait prétexte à écarter tout pour parler avec la Russie, mais qu'ayant perdu le Niémen, après le Niémen la Vistule, et étant à la veille de perdre l'Oder, il était injuste et déraisonnable de l'empêcher de négocier, pour la neutralité au moins de sa royale-demeure.

Après avoir fait grand bruit de ces raisons, de manière à se préparer une excuse à tout événement, le roi, sans le publier ni le cacher, expédia M. de Kneesebeck pour le quartier général russe, et dès ce jour on peut dire que d'une alliance il avait passé à l'autre. Il n'était pas encore fixé sur le mérite de sa résolution, il ne savait pas s'il faisait bien ou mal, s'il ne renouvelait pas la faute de 1806, si le mouvement auquel il assistait n'était pas semblable à celui qui avait précédé la bataille d'Iéna; et ne serait pas suivi des mêmes revers! Il est en effet si difficile quelquefois de distinguer entre le présent et un passé qui lui ressemble sous beaucoup de rapports, et de discerner dans ce présent ce que la Providence a caché de nouveau! Mais Frédéric-Guillaume voyait les Français se retirer pas à pas du Niémen à la Vistule, de la Vistule à l'Oder, les Russes s'avancer à leur suite, ses sujets l'appeler à grands cris, la question d'heure en heure se résoudre sans lui, et n'attendant plus de lumières de sa raison qui ne pouvait plus lui en fournir, il se mit à attendre toute lumière, toute détermination de l'événement lui-même. D'ailleurs son cœur de citoyen et de roi était avec ces Allemands qui poussaient mille cris, levaient mille bras pour l'indépendance de l'Allemagne, et si quelque chose le retenait

encore, c'était la crainte seule d'aggraver l'esclavage de cette Allemagne qui lui était si chère.

Le secret de ce cœur royal, tous les Prussiens le devinaient et le disaient aux Russes. M. de Knessebeck ne pouvait que le répéter à Alexandre. Il fallait marcher en avant, forcer le quartier général français à rétrograder de Posen jusqu'à Francfort-sur-l'Oder; il fallait aussi marcher sur Varsovie, de Varsovie sur Cracovie, et la Silésie enveloppée ainsi par ses deux extrémités, tomberait avec son roi dans les mains d'Alexandre. Il fallait faire plus encore, il fallait s'avancer non-seulement sur l'Oder, mais sur l'Elbe, dégager à droite Berlin et Hambourg, à gauche Dreïde, et on délivrerait non-seulement la Prusse qui se lèverait tout entière comme un seul homme, mais les provinces anséatiques, le Hanovre, la Westphalie, qui n'attendaient que l'occasion de s'insurger, la Saxe qui ne demandait qu'à être arrachée à la carrière aventureuse où Napoléon l'avait précipitée, peut-être même le Wurtemberg et la Bavière, et ce qui importait mille fois davantage, on délivrerait l'Autriche des liens dans lesquels la politique et une fausse parenté la tenaient encore engagée.

Les militaires réfléchis, le prince Kutusof en tête, désapprouvaient une marche aussi hardie, car il était impossible de laisser derrière soi Dantzig et Thorn qui avaient 30 mille hommes de garnison, Stettin, Custrin, Glogau, Spandau qui en avaient 30 mille autres, sans bloquer au moins ces places, et on ne pouvait dès lors poursuivre la campagne qu'avec une faible partie de ses forces. Il fallait en effet laisser à droite 40 mille hommes devant les places de la basse Vistule, 20 à 30 mille à gauche devant Varsovie et les Autrichiens, il devait donc en rester une cinquantaine de mille pour agir offensivement contre les Français, auxquels on rendrait en les poussant sur l'Elbe le service de les obliger à se concentrer, de manière qu'on se serait affaibli autant qu'on les aurait renforcés. Invincible derrière le Nièmen, beaucoup moins sur la Vistule, plus du tout sur l'Oder, on serait incapable de vaincre sur l'Elbe. Il y avait donc folie à venir s'exposer ainsi au premier bond de ce lion irrésistible, contre lequel on n'avait obtenu de succès qu'en l'évitant.

Ces raisonnements, peu politiques, mais très-militaires, ne rencontraient que des oreilles rebelles chez les Allemands enthousiastes, et chez les Russes enthousiasmés à leur tour; et il est vrai qu'il y a des jours, fort rares sans doute, où la passion a plus raison que la raison. On répondait en effet, que les Français étaient enfermés dans les places et n'en sortiraient point, que les Prussiens et 20 mille Russes tout au plus suffiraient pour les contenir; qu'à gauche les Polonais étaient consternés, prêts à accepter d'Alexandre une restauration de leur patrie qu'ils n'attendaient plus de la France; que les soldats autrichiens buvaient tous les jours avec les soldats russes, qu'ils se retireraient volontiers devant le

moindre corps chargé de les suivre, qu'on aurait ainsi 80 mille hommes au moins pour se porter en avant, que le prince Eugène n'en avait pas 20 mille, que les 25 ou 30 mille Français réunis à Berlin étaient menacés de tous côtés, et avaient la plus grande peine à s'y soutenir, que la plus simple démonstration forcerait le quartier général français à rétrograder de Posen sur Francfort, de Francfort sur Berlin, de Berlin sur Magdebourg, et que là des milliers d'Allemands se lèveraient pour l'obliger à rétrograder encore; mais que sans prétendre aller si loin, il était certain qu'en dégageant Posen et Varsovie, qu'en faisant un pas de plus pour dégager Berlin et Dresde, on affranchirait la Prusse, on se donnerait cent mille Prussiens tout de suite, deux cent mille dans quelques semaines; que cette alliance enlevée à Napoléon, assurée à la Russie et à l'Angleterre, achèverait de changer la face des choses en Europe, et mettrait sur la voie de la dernière des révolutions politiques, de la plus décisive, de celle enfin qui détacherait l'Autriche de la France pour la rattacher à la coalition européenne.

Toutes ces assertions étaient plus vraies que ne le croyaient les enthousiastes qui les débitaient, plus vraies encore que ne pouvait le supposer Alexandre à qui on les répétait tous les jours. Mais il ne fallait pas tant de vérité pour l'entraîner; il suffisait du bruit, du mouvement qu'on faisait autour de lui, des fumées si nouvelles de la gloire dont on l'enivrait, du titre de roi des rois qui de toutes parts retentissait à ses oreilles, et sans plus de motifs il avait décidé qu'on se porterait en avant. M. de Knesbeck n'avait pas eu beaucoup de chemin à parcourir pour le rencontrer, et il l'avait trouvé en marche sur la Vistule. Qu'avait-il à lui dire? rien qu'Alexandre ne sût, qu'on ne lui eût déjà dit, c'est que dès qu'il aurait fait quelques pas encore, la Prusse et son roi seraient à lui.

Alexandre avait employé le mois de janvier à se rendre par Suwalki, Willenberg, Mława, Plock sur la Vistule, cheminant entre la Pologne et la Vieille-Prusse. Resté du 5 février jusqu'au 9 à Plock, il en était parti pour Kalisch, n'ayant plus qu'une courte distance à franchir pour être à Breslau, auprès de Frédéric-Guillaume. Les gardes russes et la réserve, comprenant environ 18 mille hommes, l'avaient suivi. Pendant ce temps, Wittgenstein à droite avec l'ancienne armée de la Dwina, que précédaient quelques mille Cosaques; s'avancait à la tête de 34 mille hommes sur Custrin et Berlin, laissant en arrière l'armée de Moldavie pour observer Dantzig et Thorn, avec 16 mille hommes. A gauche, Miloradovitch, Doctloff, Sacken, disposant de 40 mille hommes, s'étaient dirigés sur Varsovie, et suivaient lentement le corps autrichien, qu'ils savaient peu disposé à se battre, et fort impatient de rentrer en Gallicie. L'ordre était donné aux deux colonnes de droite et de gauche de pousser toujours en avant, tandis que l'empereur Alexandre, menant le centre, attendrait

le moment d'entrer à Breslau pour se jeter dans les bras du roi de Prusse, et que l'ancienne armée de Moldavie, à la tête de laquelle Barclay de Tolly avait remplacé l'amiral Tchitchakoff, tiendrait en respect les garnisons de la Vistule.

Le prince Eugène débordé à gauche par Thorn, à droite par Varsovie, n'osant pas dégarnir Berlin pour amener à lui les troupes de Grenier, n'avait aucune chance de se maintenir à Posen. Il en aurait eu le moyen, si le prince de Schwarzenberg avait voulu se retirer avec Reynier et Poniatowski sur Kalisch. Recevant ainsi un renfort de 50 mille hommes, ne craignant pas dans ce cas d'affaiblir un peu le corps qui gardait Berlin pour faire quelque chose de sérieux à Posen, il aurait pu avec 70 mille hommes tenir tête au centre russe, et en arrêtant le centre arrêter les ailes. Mais le prince de Schwarzenberg qui avait ordre de ne plus s'engager, depuis que sa cour adoptait ouvertement la politique de médiation, alléguait auprès du général Reynier et du prince Poniatowski l'impuissance où il était de se battre, l'inutilité d'ailleurs de le faire actuellement dans l'intérêt des opérations futures, et les pressait de se tenir prêts à rétrograder davantage, car il ne pouvait plus demeurer à Varsovie. Invité à se diriger sur Kalisch, il avait répondu qu'ayant sur Cracovie, c'est-à-dire vers la Gallicie, ses dépôts, ses recrues, ses magasins, il lui était impossible de prendre la route de Kalisch, mais qu'il couvrirait ceux de ses compagnons d'armes qui croiraient devoir manœuvrer dans cette direction. Sur cette déclaration Reynier était parti tout de suite pour Kalisch, et y avait heureusement devancé les Russes, des mains desquels il n'avait pu se tirer qu'en livrant plusieurs combats d'arrière-garde. Poniatowski, rassemblant en toute hâte environ 15 mille Polonais, et laissant une garnison à Modlin, n'avait pu gagner à temps la route de Kalisch, et avait été contraint de suivre le prince de Schwarzenberg sur Cracovie, où il s'était retiré avec les restes fugitifs du gouvernement polonais.

Le prince Eugène, informé de ces divers mouvements, avait pris le parti de quitter Posen, et de s'acheminer vers Francfort-sur-l'Oder par la grande route de Meisritz. Il avait en même temps ordonné à l'ancienne division Lagrange, faisant partie des troupes qui gardaient Berlin, de venir à sa rencontre jusqu'à Francfort. Il s'était joint à elle avec les 10 mille hommes de toute nature qui lui restaient, et qui s'étaient accrus par le ralliement d'un certain nombre de soldats de la garde. Ne considérant pas la position de Francfort comme beaucoup plus tenable que celle de Posen, il avait résolu de se porter à Berlin, où il pouvait réunir avec Grenier 40 mille hommes, et y avoir enfin une meilleure contenance que celle à laquelle il était réduit depuis un mois. Pendant qu'il y marchait, les courriers de l'armée russe sous les colonels Tottenborn et Czernicheff, avaient passé l'Oder à Wrietzén, tout près de Berlin, avaient assilli à

l'improvisé un régiment de cavalerie italienne du corps du général Grenier, détruit ce régiment presque en entier, et fait éclater dans Berlin une joie immodérée.

Le général Grenier, sorti alors de Berlin avec ses deux divisions d'infanterie, avait repoussé les coureurs trop téméraires de l'armée de Wittgenstein, et était rentré dans cette capitale après avoir un peu calmé la joie de ses habitants. En prenant une forte position en avant de Berlin, en attirant à lui le corps du général Lauriston, dont une division était déjà à Magdebourg, en montrant la ferme résolution de combattre, le prince Eugène eût probablement arrêté les Russes, mais craignant de provoquer des événements décisifs avant l'arrivée de Napoléon, se voyant entouré d'ennemis, n'ayant pas plus de 2,500 hommes de cavalerie, exposé souvent à ne pouvoir pas même communiquer avec Magdebourg faute de troupes à cheval, il prit le parti de venir s'asseoir définitivement sur l'Elbe, où d'ailleurs le général Reynier avait déjà été obligé de se replier par le mouvement du centre des Russes. Le 4 mars il sortit de Berlin après avoir évacué sur Magdebourg ses blessés, ses malades et son matériel. Placé désormais à la tête de quarante mille hommes, il n'avait plus à craindre qu'on vint insulter sa prudence et ses aigles.

Le lendemain il était sur l'Elbe, et terminait cette loque retraite, commencée à Moscou le 20 octobre, et signalée par de si étranges et de si prodigieux désastres. Le prince Eugène n'avait rien à se reprocher depuis qu'il avait pris le commandement, si ce n'est un peu trop de circonspection, et avait d'ailleurs rendu d'incontestables services. Tous les maréchaux et les généraux sans troupes, excepté les maréchaux Davout et Victor, l'avaient quitté. Il envoya le maréchal Davout à Dresde avec la division Lagrange, pour recueillir le général Reynier qui revenait de Kalisch, et pour défendre les points importants de Dresde et de Torgau. Il s'établit lui-même à Wittenberg avec les 10 mille hommes qui avaient été longtemps sa seule ressource, avec les troupes du corps de Grenier, et attira sur Magdebourg les divisions du corps de Lauriston, qui étaient prêtes à se porter en ligne. Il allait donc avoir 80 mille hommes sur l'Elbe, plusieurs grandes places mises en bon état de défense, et il ne pouvait plus être forcé d'abandonner cette ligne.

On comprend, sans qu'il soit besoin de le dire, la joie tumultueuse qui éclata dans toute la Prusse en apprenant l'évacuation définitive de Berlin. Bien avant cette évacuation, on avait envoyé au roi Frédéric-Guillaume émissaires sur émissaires, d'abord le longueux baron de Stein, puis un Alsacien fort déjé, le baron d'Anstett, dont le seul mal était depuis longtemps devenu français, puis un officier de grand crédit parmi les patriotes allemands, le général Scharnhorst, et on lui avait démontré de toutes les façons, par les raisons morales, politiques, militaires, qu'il fallait se

donner à la Russie. On lui avait dit que Napoléon était vaincu, qu'il ne pourrait pas recommencer la longue série de ses victoires; que l'Europe, lassée de son joug, allait se soulever tout entière, que l'Autriche n'attendait que le signal de la Prusse pour se prononcer; que Napoléon ne résisterait point à une pareille masse d'ennemis; que la France d'ailleurs épuisée et dégoûtée ne lui en fournirait pas les moyens; qu'on débarrasserait ainsi le monde de son odieuse domination; que la Russie ne voulait pour elle-même que ce qu'elle avait autrefois possédé, allait restituer la portion du duché de Varsovie qui avait appartenu à la Prusse; qu'elle lui rendrait en outre toutes les parties de son territoire qu'elle parviendrait à reconquérir, et promettait même de ne pas poser les armes qu'elle n'eût aidé la Prusse à se reconstituer entièrement. C'était là surtout ce qui pouvait décider le roi Frédéric-Guillaume, car il craignait qu'après une bataille perdue on ne se décourageât, et qu'on ne le livrât encore, comme à Tilsit, à la vengeance de Napoléon. En prenant l'engagement de ne plus l'abandonner, et de soutenir une lutte à mort, on faisait ce qui devait le plus influer sur ses résolutions.

Devant toutes ces raisons, devant toutes ces promesses, devant l'enthousiasme de ses sujets, il se rendit, en disant toutefois à ceux qui l'entouraient que ce ne devait pas être une affaire d'entraînement suivie d'un découragement subit comme en 1806, mais qu'il exigeait, puisqu'on voulait la guerre, qu'on y persévérât jusqu'à extinction, et en y prodiguant jusqu'au dernier écu et jusqu'au dernier homme. Il autorisa donc M. de Hardenberg à signer le 28 février un traité par lequel la Russie s'engageait à réunir immédiatement 150 mille hommes, la Prusse 80 mille (chaque des deux puissances se proposant d'en réunir bientôt davantage), à les employer contre la France jusqu'à ce que la Prusse eût reçu une constitution plus conforme à son ancienne existence et à l'équilibre de l'Europe, à ne déposer les armes qu'après ce but atteint, à faire tous leurs efforts pour rattacher l'Autriche à la cause commune, à ne traiter en un mot que de concert, et jamais l'une sans l'autre. La Russie promettait en particulier d'employer ses bons offices auprès de l'Angleterre pour qu'elle conclût un traité de subsides avec la Prusse.

Tandis qu'ils prenaient ces engagements, le roi ni M. de Hardenberg n'avaient encore osé s'expliquer franchement avec M. de Saint-Marsan, ministre de France, et leur embarras avec lui était visible. Au moment où ils traitaient, l'armée française avait déjà évacué Posen et Francfort-sur-l'Oder, et s'appropriait à sortir de Berlin. Elle n'était donc plus à craindre, et il y aurait eu peu de danger à déclarer franchement qu'on profitait de l'occasion pour refaire la fortune de son pays imprudemment compromise à une autre époque. Mais, d'une part, M. de Hardenberg avait assez d'esprit pour comprendre qu'il allait jouer une partie

fort dangereuse pour son pays; et le roi assez de mémoire pour en être également convaincu, et tant que l'armée française n'avait pas repassé l'Elbe, ils n'osaient presque pas avouer ce qu'ils voulaient de faire. M. de Hardenberg était même si ému, que le 27, veille de la signature du traité avec la Russie, il disait à M. de Saint-Marsan : Mais faites donc quelque chose pour la Prusse, et vous nous sauverez d'une cruelle extrémité! — Il était sincère en s'exprimant de la sorte, et sur le point de prendre un parti qui pouvait être ou extrêmement heureux, ou extrêmement funeste pour sa patrie, il éprouvait les anxiétés d'un bon citoyen. Le roi, dont nous ne voudrions en rien décrier l'honnête caractère, fut encore moins franc que son ministre, et se servant d'une ruse peu digne de lui, feignit une extrême irritation à l'occasion de quelques procédés récents reprochés à l'armée française. Voici quels étaient ces procédés. Napoléon avait ordonné qu'on payât tout; mais les Prussiens, abusant de la situation, avaient exigé du général Mathieu Dumas, intendant de l'armée, des prix tels qu'il était impossible de les admettre. Le patriotisme autorisait à nous refuser des vivres, il n'autorisait pas à nous les faire payer trois ou quatre fois leur valeur. Napoléon avait donc cassé les marchés. Il avait ordonné aussi que les places de l'Oder s'approvisionnassent comme elles pourraient, en prenant autour d'elles ce qu'il serait impossible d'acheter. Les gouverneurs français de Stettin, Castrin, Glogau, n'y avaient pas manqué, et avaient enlevé à quelques lieues à la ronde, le bétail, les grains, les bois, tout ce dont ils avaient eu besoin. Enfin le prince Eugène, là où ses troupes dominaient, avait empêché les levées en masse, lesquelles étaient une infraction évidente aux traités qui liaient la Prusse envers la France, et limitaient l'étendue de ses armements. Certes, à côté de ce qui s'était passé pendant vingt ans de guerres acharnées, guerres que la Prusse avait provoquées bien gratuitement en 1792 (elle n'aurait pas dû en perdre le souvenir), ce n'était pas un motif sérieux à alléguer, pour une rupture d'alliance, que les trois faits que nous venons de rapporter. Il eût été plus simple et plus digne de dire que, longtemps vaincus, opprimés, on trouvait l'occasion de se relever, et qu'on la saisissait. Mais soyons justes à notre tour, et convenons que l'opprimé a contre son oppresseur le droit de la ruse. Il y perd de sa dignité, mais il ne manque à personne. Le 28 février, jour de la signature du traité avec la Russie, le roi affectant une irritation, qui, si elle était sincère, venait de la peur qu'il éprouvait en prenant un parti si grave, exigea qu'on adressât à M. de Saint-Marsan une note, où il nous était demandé compte péremptoirement, et avec sommation de répondre tout de suite, des derniers actes imputés à l'armée française. M. de Saint-Marsan ne pouvant répondre lui-même, la note fut envoyée à Paris par courrier extraordinaire. Mais on ne se cachait plus, on n'en avait plus la force, et la joie des

patriotes accourus à Breslau, entourant le roi, lo félicitant publiquement de sa conduite, ne laissait aucun doute sur la résolution prise. D'ailleurs une suite de mesures tout à fait significatives vinrent rendre à peu près officielle la rupture avec la France. On donna cours forcé de monnaie aux papiers d'État qui répondaient à nos bons du Trésor. On décréta la formation d'une grande armée prussienne en Silésie. L'illustre général Blücher, celui qui avait toujours manifesté de l'asservissement de son pays le plus noble chagrin, fut nommé commandant en chef de cette armée. Le général Scharnhorst qui avait le plus contribué à entraîner le roi, fut nommé chef d'état-major de cette même armée. Enfin le procès du général d'York, qui n'avait jamais été commencé, se trouva, dit-on, terminé à son avantage. Il fut déclaré innocent, et réintégré dans lo commandement des troupes dont il avait déterminé la défection. Les officiers prussiens qui, après l'alliance avec la France, avaient porté en Russie leur patriotisme indigné, les généraux Gneisenau, Clausewitz, furent appelés, pourvus de grades, et comblés de récompenses.

Après de telles manifestations, il n'y avait plus de contrainte à s'imposer, et l'entrevue des deux souverains nouvellement alliés eut lieu lo 15 mars. Alexandre, accompagné de M. de Nesselrode et d'une foule de généraux, entra dans la capitale de la Silésie, et au milieu des applaudissements du peuple, des acclamations de l'armée, se jeta dans les bras de l'ami sacrifié jadis à Tilait, et retrouvé récemment dans le désastre de Moscou. Le fougueux et généreux baron de Stein, retenu dans son lit par d'affreuses souffrances, n'était pas là pour assister à un événement qui était son ouvrage. La ville fut trois jours illuminée, et le roi eut du reste le soin de faire entourer par ses propres gardes la maison de M. de Saint-Marsan, afin qu'elle n'essayât aucun outrage. Pendant ce séjour d'Alexandre à Breslau, M. de Hardenberg qui n'avait cessé de garder avec M. de Saint-Marsan un silence triste, mais tellement expressif que ce n'était presque pas du silence, le rompit en lui remettant le 17 mars la déclaration de guerre à la France, et après lui avoir prodigué toute espèce de témoignages personnels, lui laissa le choix de partir quand et comme il voudrait.

Il n'est pas besoin d'affirmer que cet événement, quoique prévu, produisit sur l'Allemagne et sur l'Europe un effet immense. Les patriotes allemands manifestèrent plus que jamais leur joie et leurs espérances. Suivant eux, la Saxe, la Bavière, le Wurtemberg, tous les princes qu'on appelait nos esclaves, devraient sur-le-champ imiter la conduite de la Prusse, et prendre part à la coalition générale. Dans le désir d'accélérer ce résultat, les colonels Czerniehoff et Tettenborn, laissant au corps de Wittgenstein le soin de suivre l'arrière-garde du prince Eugène sur Magdebourg et Wittenberg, descendirent l'Elbe avec leurs Cosaques, pour

aller se montrer vers Hambourg, et pour essayer, de concert avec les flottilles anglaises, de soulever ces Français anséatiques, qui étaient Français malgré eux, et ne demandaient que l'occasion de ne plus l'être. En même temps les avant-gardes de l'armée russe, du centre qui avaient traversé l'Oder, furent dirigées sur Torgau et sur Dresde, pour tâcher de décider la Saxe, et pour agir sur elle par les moyens qui avaient si bien réussi auprès de la Prusse.

Le prince Eugène inquiet pour Dresde en se repliant sur l'Elbe, avait appuyé à droite au lieu d'appuyer à gauche, et avait porté son centre à Wittenberg, au lieu de le porter à Magdebourg. Par suite de ce mouvement Hambourg s'était trouvé découvert, car on sait quelle distance il y a de Magdebourg, placé en quelque sorte au milieu de la ligne de l'Elbe, à Hambourg, situé à une petite distance de l'embouchure de ce fleuve (nous prenons ici la ligne de l'Elbe des montagnes de la Bohême à la mer). Les colonels Tettenborn et Czernicheff coururent donc avec neuf à dix mille Cosaques, appuyés par quelque infanterie légère, vers Lubeck et Hambourg. Les Anglais, de leur côté, avaient refait un établissement à l'île d'Héligoland, et y avaient accumulé des armes, des munitions, du matériel de guerre de tout genre. Leurs flottilles remplissaient les embouchures de l'Elbe. Il n'en fallait pas tant pour mettre en fermentation les têtes déjà fort enflammées des habitants de Hambourg. Le général Morand, non pas le célèbre Morand du corps de Davout, mais un vieux général du même nom, brave, malheureusement infirme, se retirait en ce moment avec deux mille hommes de la Poméranie sur Hambourg. Il fut assailli à l'improviste, mortellement blessé, et pris avec une partie de sa petite troupe. D'un autre côté le général Lauriston dirigé par Osnabruck, Hanovre, Brunswick sur Magdebourg, était encore à quarante lieues de là. Le général Bouccier se trouvait à Hanovre au milieu des dépôts de sa cavalerie. Les forces qui résidaient à Hambourg même n'étaient suffisantes ni pour arrêter les Cosaques, ni pour contenir la population. Les autorités françaises qui avaient été fort maltraitées le 24 février précédent, qui avaient vu les douaniers, les commis des contributions indirectes, les agents de la police, battus, pillés, expulsés, craignirent d'essayer cette fois des traitements plus fâcheux encore, et évacuèrent Hambourg, en livrant la ville aux autorités municipales. Elles se dirigèrent sur Brême. A l'instant les Cosaques de Tettenborn accoururent au milieu de la joie générale, et reçurent les clefs de la ville pour les porter à l'empereur Alexandre. Les autorités municipales formées par les Français se démissionnèrent, et furent remplacées par l'ancien sénat. Une légion, dite légion de Hambourg, fut formée sur-le-champ, et composée de tous les hommes de bonne volonté disposés à s'armer pour la cause allemande. Elle fut équipée aux frais des riches Hambourgeois, qui remplirent en quelques heures

une forte souscription ouverte pour subvenir à cette dépense. On fit signal aux Anglais d'arriver, et ils arrivèrent en effet bien vite avec des bâtiments chargés de sucre, de cafés et de cotons. C'était doubler la joie que produisait leur apparition, car à la satisfaction de voir s'éloigner une autorité étrangère détestée, se joignait celle de voir le blocus continental aboli, et les voies du commerce rouvertes. Les malheureux Hambourgeois ne savaient pas à quel brusque retour de fortune ils s'exposaient par cette imprudente manifestation !

Sur le baut Elbe, en Saxe, à Dresde, le même mouvement se produisit à l'approche des troupes russes et prussiennes.

L'infortuné Frédéric-Auguste, roi de Saxe, jusque-là fort attaché à Napoléon qui l'avait comblé de faveurs, et lui avait rendu la Pologne, commençait à sentir que tant d'ambition n'était pas faite pour lui, que le repos, l'amour de ses sujets, les pratiques religieuses étaient son lot véritable et unique. Aussi tout en regrettant beaucoup la Pologne, il était prêt à y renoncer, pourvu qu'on lui laissât sa chère Saxe, telle qu'il la possédait avant les grandeurs dont Napoléon l'avait accablé. Depuis les derniers événements, sans montrer moins de dévouement à la France, il avait pourtant cherché un conseiller qui dirigeât sa faiblesse dans ce dédale de circonstances prodigieuses, et il avait cru faire le meilleur choix possible en s'adressant à l'empereur d'Autriche, c'est-à-dire au beau-père, à l'allié de Napoléon. M. de Metternich s'était aussitôt efforcé de le rattacher à ce parti de princes allemands, qu'il s'appliquait à former, et dont le but était de pacifier l'Europe en s'interposant entre la Russie, l'Angleterre et la France, et en les forçant à accepter une paix toute germanique. On avait dit, et avec raison, à Frédéric-Auguste, que ce n'était pas trahir la France, que c'était lui rendre service au contraire, et en même temps remplir ses devoirs de bon Allemand, que de travailler à rétablir la paix sur la base d'une Allemagne indépendante, forte et respectée. Il n'avait pas hésité à suivre cette voie, et par ce motif n'avait répondu que d'une manière évasive aux réclamations du ministre de France, qui tantôt lui demandait des approvisionnements, tantôt des recrues, tantôt de la cavalerie. Pour se soustraire à ces instances, il avait fait valoir sa détresse, les dispositions malveillantes de ses sujets, et enfin l'impossibilité d'exécuter ce qu'on exigeait de lui dans le temps prescrit. Son corps d'armée étant revenu sur l'Elbe, sous la conduite du général Reynier, il l'avait cantonné dans Torgau, et là, sous prétexte de le recruter, il l'avait mis à part dans une place forte, pour y attendre, dans une espèce de neutralité semblable à celle du prince de Schwarzenberg, les directions de la politique autrichienne. Quant à sa cavalerie, composée de 1200 cuirassiers asperbes, et de 1200 hussards et chasseurs excellents, dont Napoléon avait demandé impérieusement l'envoi, il l'avait positivement refusée.

Pour lui inspirer le courage d'un tel refus, il lui avait fallu une peur plus grande encore que celle que lui inspirait Napoléon, et cette peur était celle des Cosaques, dont la présence partout annoncée faisait trembler jusqu'aux alliés des Russes. S'attendant à chaque instant à voir apparaître ces Cosaques, si effrayants de loin, il avait résolu de se placer au milieu de sa cavalerie, et de s'en aller avec sa famille dans un lieu sûr, laissant son infanterie dans Torgau, et ses États à ceux qui voudraient les occuper tour à tour. Avec de pareilles dispositions il suffisait de la défection de la Prusse, et de l'approche des avant-gardes russes, pour décider ce prince à exécuter un projet de fuite si longuement préparé. Malgré les représentations du ministre de France, M. de Serra, qui s'efforçait de lui démontrer l'invincibilité de son départ, et le danger d'abandonner ses sujets qui allaient inévitablement se livrer aux passions régnantes, et se donner envers la France des torts dont ils seraient bientôt punis, dont lui-même souffrirait, il partit, laissant Dresde dans les mains du maréchal Davout, ses objets les plus précieux et les moins transportables dans la forteresse de Königsstein, marchant enfin lui-même avec son trésor, avec sa nombreuse famille, au milieu de trois mille hommes, tant cavaliers qu'artilleurs. Il aurait pu se retirer en Bohême, où il serait arrivé en quelques heures, sur une terre neutre, en ce moment inviolable pour toutes les puissances belligérantes. Il ne l'osa pas, et la cour d'Autriche ne l'eût pas voulu, pour ne pas découvrir trop tôt la secrète ligue qu'elle cherchait à former. Il se rendit par Plauen et Hof à Ratisbonne, sur le territoire du roi de Bavière, aussi embarrassé que lui. Son intention était de rester en Bavière, ou de se jeter en Autriche, selon les événements. M. de Serra lui avait bien adressé l'invitation de venir en France, mais une telle démarche l'eût perdu aux yeux des Allemands, eût été contraire d'ailleurs au projet de médiation de l'Autriche, et il n'avait point accepté cette invitation.

A peine était-il parti de Dresde que les Russes parurent aux environs de cette ville. L'infanterie saxonne s'était enfermée dans Torgau, et avait déclaré n'en vouloir pas sortir pour contribuer à la défense de l'Elbe. Le maréchal Davout avait pour défendre le cours supérieur de l'Elbe la division française Durutte, seul reste du corps de Reynier depuis que les Saxons l'avaient quitté, plus quelques troupes que le prince Eugène lui avait envoyées, et enfin les seconds bataillons de son corps qu'on venait de réorganiser à Erfurt. Il se hâta d'acquiescer à Dresde de sa personne, et prit les mesures que réclamaient les circonstances, en militaire probe mais inexorable, ne commettant aucun mal inutile, mais ordonnant sans pitié tout le mal nécessaire. Il parcourut les bords de l'Elbe, ordonna la destruction des moulins, des bateaux, des bacs, malgré les cris des paysans saxons, et arriva au beau pont de pierre qui dans Dresde servait

à l'union des deux villes, la vieille et la nouvelle, il en fit minor deux arches, et les fit sauter, sans s'inquiéter des attroupements des habitants, de leurs menaces et de leurs clameurs. Il se mit ensuite à la tête de ses troupes pour recevoir les Russes s'ils essayaient de forcer le passage.

Ces mesures de défense devinrent l'un des griefs les plus violemment allégués dans toute l'Allemagne. On composa des gravures grossières, représentant le pont de Dresde détruit par celui qu'on dans le Nord on appelait le féroce Davout, et on les répandit par milliers dans les villes et les campagnes. — Voilà, disait-on, comment les Français traitent leurs plus fidèles alliés, les Saxons, qui viennent de se battre vaillamment pour leur cause, tandis qu'eux Français s'enfuient en jetant leurs armées. —

Cette nouvelle excitation produite par la défection de la Prusse s'était naturellement fait sentir à Vienne, malgré la distance et l'ordinaire tranquillité de cette capitale. La politique profonde de M. de Metternich et de l'empereur François, quoique devinée par quelques esprits pénétrants, échappait aux gens passionnés de la cour, de l'armée et du peuple. Ils n'y voyaient qu'une coupable lenteur à se détacher de la France, et à secourir les funestes engagements qu'on avait pris en contractant le mariage de Marie-Louise avec Napoléon. Le déchainement de cette partie du public autrichien était extrême. On remarquait parmi les plus animés l'impératrice elle-même, princesse de Modène, et ce qui est plus étonnant, l'archiduc Charles, ordinairement si sage, surtout si mesuré lorsqu'il s'agissait de la France. Mais ce prince sentait au fond du cœur fermenter son patriotisme allemand, profondément blessé d'ailleurs par son frère l'empereur François qui l'avait exclu de toute participation aux affaires, saisissait assez volontiers les occasions de blâmer le gouvernement, et cette fois du reste était sincère, car il était de ceux qui auraient voulu une conduite plus claire et plus franche. On allait jusqu'à lui prêter un propos étrange par sa hardiesse. Il avait dit, assurait-on, que si l'empereur François avait contracté un mariage gênant pour sa politique, et que chez lui le père embarrassât le souverain, il fallait qu'il abdiquât, et cédât la couronne à un membre de la famille plus libre de ses actions.

L'exaltation était si grande que M. de Metternich avait eu quelques craintes à concevoir pour sa personne, et que le gouvernement s'était vu obligé d'ordonner de nombreuses arrestations, même parmi des personnages considérables, tels que M. de Hormayer, l'un des employés les plus élevés de la chancellerie autrichienne, celui dont on se servait pour communiquer secrètement avec le Tyrol. Ce qui se passait en Allemagne n'était en effet ni du goût de l'empereur, ni du goût de M. de Metternich. D'abord il ne leur convenait pas d'exciter l'esprit public aussi vivement qu'on le faisait, et, pour secouer le joug de Napoléon, d'accepter celui des masses populaires, Alexandre leur paraissait un prince imprudent,

enivré par des succès auxquels il n'était pas accoutumé, et Frédéric-Guillaume un prince faible, mené aujourd'hui par ses sujets, comme six ans auparavant il l'était par sa femme. Ni l'empereur ni M. de Metternich ne se faisaient faute d'exprimer ce jugement. Ensuite cette manière impétueuse, irréfléchie d'agir n'était pas la leur. Ils voulaient sortir des mains de Napoléon, sans se mettre dans celles d'Alexandre, et en sortir en tous cas, sans s'exposer à y retomber plus durement que jamais, par suite d'une guerre follement entreprise, et sottement conduite. Ils étaient loin de regarder Napoléon comme détruit; ils s'attendaient à le voir, de même qu'en 1806, déboucher d'une manière foudroyante des défilés de la Thuringe, et punir les imprudents qui venaient s'exposer de si près à ses coups. Si du reste un tel résultat n'était pas certain, il était au moins possible, et cette seule raison suffisait à leurs yeux pour qu'on dût ne pas agir si vite, ne pas s'engager surtout avant que l'armée autrichienne fût reconstituée, et même pour qu'on préférât la ressource d'une médiation, au moyen de laquelle on referait la situation de l'Allemagne sans courir le danger d'une guerre avec la France.

C'est de ce point de vue que le cabinet autrichien jugeait la conduite de la Prusse bien hasardée, les démonstrations allemandes bien téméraires; c'est de ce point de vue aussi qu'il ne cessait de vous donner des conseils de prudence et de modération, qu'il nous suppliait, en admettant que nous fissions encore une campagne vigoureuse, de ne vouloir tirer de nos succès futurs d'autre résultat qu'une paix prochaine, équitable, acceptable par toute l'Europe.

Aussi fut-il désolé quand il nous vit, comme dans le rapport adressé au Sénat pour demander les nouvelles levées, comme dans le discours impérial prononcé le 14 février, annoncer des volontés absolues, tantôt à l'égard de l'Espagne, tantôt à l'égard des départements anstéatiques, tantôt à l'égard du grand-duché de Varsovie, car c'était rendre impossible la médiation dont on l'avait chargé. Il s'en expliqua longuement et plusieurs fois avec M. Otto, notre ministre à Vienne. Lui parlant du discours impérial : J'admire fort, lui dit-il, cette fierté de langage de votre empereur, et j'y retrouve tout son génie; mais il faut songer aux conséquences de ce qu'on fait, et les conséquences ici ne peuvent être que déplorables. Comment voulez-vous que je négocie avec l'Angleterre, quand vous dites que la dynastie française règne et régnera en Espagne? Comment voulez-vous que je négocie avec la Russie et la Prusse, quand vous dites que les territoires constitutionnels ou appartenant à des alliés, c'est-à-dire les villes anstéatiques et le grand-duché de Varsovie, demeureront chose sacrée et inviolable? Jamais je ne pourrai faire accepter de telles conditions à l'Europe. Or il nous faut la paix à nous, il vous la faut à vous, car même en gagnant des victoires, et vous aurez besoin d'en remporter

beaucoup pour rendre l'Europe modérée à votre égard, même en gagnant des victoires, on ne résiste pas toujours au soulèvement universel des esprits, et bientôt même on en éprouve le contre-coup chez soi... — A cette occasion, sans nous dire la paix qu'il souhaitait, et qu'il était facile d'entrevoir, M. de Metternich essaya d'arracher à M. Otto le secret de celle que nous désirions nous-mêmes. Mais il l'essaya en vain, car M. Otto ne savait rien. Ne réussissant pas à le faire parler, M. de Metternich n'hésita pas à parler lui-même, pour nous préparer à des conditions que l'Europe pût accepter, même en la supposant vaincue par nous, ce qu'il ne refusait jamais d'admettre dans son argumentation. — L'Espagne, dit-il, avec des formes tour à tour insinuantes ou franchement ouvertes, ne vous sera probablement pas concédée par l'Angleterre, surtout après la dernière campagne. A nous, Allemands, cette condition nous importe peu, elle ne nous touche que du point de vue de l'Angleterre, de laquelle ni la Russie ni la Prusse ne voudront se séparer dans les négociations. C'est tout au plus si vous ferez supporter à l'Angleterre la réunion de la Hollande à la France, mais avec plus d'une victoire encore, et cette condition comme la précédente ne nous touche qu'à cause des intérêts britanniques. Mais vous ne ferez supporter ni à l'Angleterre, ni à la Prusse, ni à la Russie, ni à l'Allemagne surtout, l'adjonction définitive des provinces anstétiques à l'Empire français. Pourquoi donc être si affirmatifs, si absolus sur ce point? Que vous importent des pays placés si loin de votre véritable frontière, si peu utiles à votre défense, si étrangers à vos intérêts commerciaux, si peu sympathiques à votre nation, si nécessaires à la constitution d'une Allemagne indépendante! Quand vous attachiez une grande importance au blocus continental, vous pouviez tenir aux territoires anstétiques, mais aujourd'hui ce blocus croule de toute part, la Russie, la Prusse l'ont abandonné, vous-mêmes vous l'enseignez tous les jours. Vous feriez en le maintenant la fortune de vos ennemis russes et prussiens, car tout passerait par chez eux, d'ailleurs la supposition de la paix générale en fait disparaître l'utilité; renoncez-y donc dès à présent, et en y renonçant, consentez à restituer des territoires qui ne pouvaient avoir d'avantage pour vous que du point de vue de ce blocus. Quant à la Prusse, il faut vous résigner à en admettre une plus forte, plus étendue, qui devienne le véritable État intermédiaire entre la Russie et le midi de l'Europe, État intermédiaire qu'il serait absurde de chercher aujourd'hui dans la Pologne, puisque vous n'avez pas réussi à la rétablir, et dont il nous appartient à nous Allemands plus qu'à vous de poursuivre la reconstitution, puisque nous sommes les voisins de la Russie, et que vous ne l'êtes pas. Pourquoi donc êtes-vous si affirmatifs sur le grand-duché de Varsovie, qu'on ne peut plus maintenir, que la Russie ne voudra jamais souffrir sur sa frontière, et qui est d'ailleurs la seule matière dont on

puisse se servir pour recomposer la Prusse, sans détruire votre royaume de Westphalie? Pourquoi nous créer des difficultés insolubles, en exprimant à cet égard des volontés irrévocables?.... — Passant à la Confédération du Rhin, M. de Metternich ajoutait ce qui suit : — A quoi bon cette singulière création, qui vous impose des charges sans aucun avantage, qui est incompatible avec l'indépendance de l'Allemagne, et qui est aujourd'hui irrévocablement détruite dans l'esprit des Allemands? Quoi! vous vous obstineriez pour un vain titre de *protecteur*, qui, concevable sur la tête de votre glorieux et puissant maître, serait ridicule sur la tête d'un enfant? Est-ce que votre empereur, possesseur de la frontière qui s'étend de Bâle au Texel, ayant Strasbourg, Mayence, Coblenz, Cologne, Wésel, Groningue pour points d'appui de cette frontière, n'a pas assez d'influence sur l'Allemagne, n'est même pas assez inquietant pour elle? Que veut-il de plus? Il n'a pas tant besoin de paraître le premier potentat du continent : qu'il se contente de l'être, et qu'il dissimule ce qu'il est, plutôt que de chercher à le montrer. Vous croyez peut-être, ajoutait-il, que nous voulons rétablir l'ancienne Confédération germanique pour reprendre la couronne impériale? Vous vous trompez. Nous ne songeons plus à ce titre aussi vain que pesant. Nous n'aurions qu'à choisir, car on nous offre tout, tout, entendez-vous (et en disant ces mots, M. de Metternich laissait deviner de nombreuses et secrètes communications de la part des coalisés); mais nous ne voulons que les choses qu'on ne peut pas nous refuser, celles que vous-mêmes êtes prêts à nous concéder; nous voulons surtout une Allemagne indépendante et la paix, car nous avons soif de paix. Tous les peuples nous la demandent, et ils nous désavoueraient, nous abandonneraient si nous leur imposions des sacrifices pour un autre but que la paix. Vous nous direz que vous êtes forts, que vous allez vaincre encore vos ennemis. Nous le savons, nous y comptons, nous en avons même besoin pour obtenir la paix dont nous vous avons indiqué quelques conditions; mais rendez-la possible, et pour cela ne vous montrez pas absolus, ne soyez pas cause que les négociations se trouvent rompues avant d'être entamées! —

Ces admirables conseils, donnés sincèrement, avaient été accompagnés des formes les plus douces, les moins menaçantes, et non pas énoncés une fois, et dogmatiquement, mais tantôt un jour, tantôt un autre, selon les occasions. Ils laissaient voir assez clairement la paix que l'Autriche serait disposée à accepter, peut-être même à appuyer de ses forces, et qui pouvait être résumée dans les termes suivants : l'Espagne restituée aux Bourbons, les villes anstiques rendues à l'Allemagne, la Confédération du Rhin supprimée, le grand-duché de Varsovie réparti entre la Prusse, la Russie et l'Autriche, et quant à ce qui concernait l'Autriche en particulier, une meilleure frontière sur l'Inn, et la restitution de l'Illyrie!

Certes la France conservant la ligne du Rhin, plus la Hollande, conservant le royaume de Westphalie comme État allié, c'est-à-dire vassal; le Piémont, la Toscane, Rome, comme départements français, la Lombardie, Naples, comme principautés de famille, la France était l'empire le plus puissant qui se pût imaginer, plus vaste même qu'il n'aurait fallu le désirer, car il était douteux que les successeurs du grand homme qui aurait fondé cet empire pussent le garder tout entier. L'Autriche avait raison de dire qu'il faudrait se battre, et se battre heureusement encore pour obtenir tous ces territoires, surtout celui de la Hollande; mais l'abandon de l'Espagne eût probablement décidé l'Angleterre en faveur de cette paix; quant à l'Italie, on se serait résigné à nous la laisser, si l'Autriche s'y était résignée elle-même; enfin quant à la Westphalie, ce qui prouvait qu'on était disposé à céder sur ce point, c'est qu'à Breslau l'empereur Alexandre et le roi de Prusse avaient refusé de prendre des engagements avec l'électeur de Hesse-Cassel, bien qu'il s'offrit à la coalition les millions pleins de millions, sa fortune lui ayant été secrètement conservée par le dévouement d'une puissante maison financière, qui commençait alors à s'élever en Europe, celle des frères Rothschild.

Du reste, quelque paix qu'on fût prêt à admettre, ou à refuser, il ne fallait pas, comme le disait M. de Metternich avec une profonde sagesse, annoncer des volontés absolues, qui devaient rendre impossible l'ouverture des négociations, qui devaient même empêcher le premier essai de la médiation autrichienne, et qui dès lors allaient obliger le cabinet de Vienne à se prononcer tout de suite, ou pour nous ou contre nous, et probablement contre nous, ce qu'il n'avait pas encore, mais ce qu'il était facile de deviner pour peu qu'on eût conservé la liberté de son jugement. — Laissez, avait ajouté M. de Metternich dans ses fréquents entretiens avec M. Otto, laissez s'assembler des négociateurs, et une fois réunis, ils seront menés plus loin qu'on ne le croit, car le monde veut la paix, et la demandera si fortement au premier congrès assemblé, que ce congrès ne pourra pas la lui refuser. —

Dans ce moment même se trouvait vérifiée la parfaite justesse de ces conseils. En effet, sur l'autorisation qui lui avait été adressée de Paris, le cabinet de Vienne avait envoyé M. de Wessenberg à Londres, M. de Lebzelter à Kalisch, pour offrir non pas sa médiation (ce mot était modestement réservé pour plus tard), mais son entremise aux deux principales cours belligérantes, afin d'amener un rapprochement avec la France, et une paix dont tout le monde, écrivait-il, avait un pressant besoin. M. de Wessenberg, après avoir pris la voie de Hambourg, où la police française s'était même montrée assez incommode à son égard, ce qui avait été un nouveau grief pour les gazettes allemandes, s'était rendu à Londres, y avait été reçu par lord Castlereagh avec une extrême politesse, mais reçu

secrètement, afin de ne pas causer une inutile émotion à l'opinion publique. Lord Castlereagh en lui témoignant la plus vive satisfaction de voir un agent autrichien à Londres, le plus grand empressement à accepter l'entremise de l'empereur François, lui avait dit que probablement il devait savoir que sa mission était désormais sans objet, car le discours de l'empereur Napoléon, maintenant connu de toute l'Europe, ne laissait plus le moindre doute sur sa résolution de n'admettre aucune condition raisonnable, que si lui, M. de Wessenberg, n'avait pas déjà été rappelé à Vienne après un tel discours, c'était par suite de la difficulté des communications, qu'il le serait bientôt certainement, car il n'y avait plus aucun moyen de négocier; qu'au surplus il pouvait rester à Londres s'il lui plaisait, que l'Angleterre serait toujours prête à traiter sur des bases équitables, qu'elle ni ses alliés n'entendaient contester à la France la juste grandeur due à ses efforts et à ses longues guerres, mais qu'on ne livrerait jamais la généreuse Espagne à l'usurpation de Napoléon. En un mot M. de Wessenberg avait été accueilli d'une manière qui confirmait l'entière vérité de tout ce que M. de Metternich conseillait comme base indispensable de la paix future.

A Kalisch, au camp des Russes, on avait différé tantôt sous un prétexte, tantôt sous un autre, de recevoir M. de Lebzeltern, puis on avait fini par l'admettre, après s'être donné le temps de se concerter avec le cabinet de Londres, et alors on l'avait accueilli avec des égards infinis, même avec des caresses, et on lui avait dit qu'on désirait la paix, qu'on la négocierait volontiers par l'entremise de l'Autriche, mais que cette cour devait sentir l'impossibilité de traiter avec l'empereur Napoléon après les déclarations qu'il venait de faire, qu'elle-même reconnaissait bientôt l'impossibilité de s'entendre avec cet ambitieux insatiable, qu'alors elle reviendrait à son union naturelle et nécessaire avec l'Europe, et qu'on serait bien heureux de l'avoir pour alliée, que ce jour-là on la ferait l'arbitre de la paix, de la guerre, de toutes choses en un mot. Après ces déclarations on avait insinué à M. de Lebzeltern qu'on le garderait volontiers à Kalisch, mais dans l'espérance qu'on ne lui dissimulait pas, de l'avoir comme représentant, non pas d'une cour ennemie, ou même médiatrice, mais alliée et belligérante.

Dès que ces dépêches furent arrivées à Vienne, M. de Metternich les communiqua au ministre de France, en l'invitant à les transmettre à l'empereur Napoléon, en suppliant celui-ci de les prendre en grande considération, et en lui demandant instamment d'indiquer au cabinet autrichien la conduite qu'il devait tenir dans une pareille situation. M. de Metternich annonça en outre qu'il avait donné au prince de Schwarzenberg un congé momentané, son corps d'armée étant rentré sur la frontière de Galicie, et que ce prince allait se rendre à Paris, pour y provoquer de la part de

l'empereur Napoléon des explications plus franches, plus satisfaisantes que celles qu'avait obtenues M. de Bubna; que Napoléon daignerait sans doute parler à un homme qui avait été le négociateur de son mariage, son lieutenant soumis pendant la dernière guerre, et qui restait encore aujourd'hui son admirateur le plus sincère, son ami le plus partial.

Cette défection de la Prusse, ces agitations de l'Allemagne, ces communications de l'Autriche empreintes d'un caractère si frappant de vérité, n'émeurent guère Napoléon. En travaillant jour et nuit à réorganiser ses forces, en voyant, après vingt ans de luttres meurtrières, la facilité qu'il avait encore à tirer des ressources de cette France si féconde en population et en richesses, en découvrant surtout l'ineptie militaire de ses ennemis qui venaient bénévolement s'offrir sur l'Elbe à ses coups, et commettaient en fait de guerre autant de fautes qu'il en commettait en fait de politique, il avait repris une confiance immense en lui-même, et ne tenait aucun compte de ce qui se passait sur le vaste théâtre de cette Europe, qu'il avait remplie de scènes si tragiques, et qu'il allait remplir de scènes plus tragiques encore que toutes celles auxquelles on avait assisté. La défection de la Prusse, il s'y attendait, et il avait regardé cet événement comme inévitable, dès qu'il avait vu notre quartier général se retirer successivement sur la Vistule, l'Oder et l'Elbe. C'est pour ce motif que tout en donnant quelque espérance à la Prusse, il n'avait voulu faire pour la retenir aucun sacrifice, pécuniaire ou politique. Seulement, peu habitué à observer les grands mouvements d'opinion publique, peu disposé à y croire et surtout à y céder, il était surpris de l'audace de la Prusse à se déclarer contre lui, et la trouvait plus hardie qu'il ne l'aurait imaginé. Il était convaincu néanmoins que le roi de Prusse, bien que soutenu par l'enthousiasme national, devait trembler de tous ses membres à l'idée de la future campagne, et il se promettait de réaliser bientôt toutes ses craintes. Faisant en lui-même le compte des forces prussiennes, il se disait que la Prusse, réduite comme elle l'était en territoire et en population, ne pouvait pas apporter plus de 100 mille hommes à la coalition, dont 50 mille immédiatement disponibles, que la Russie n'en avait pas dans son état actuel 100 mille à mettre en ligne (toutes choses vraies); il se disait en voyant les Prussiens et les Russes s'avancer sur le haut Elbe et la Thuringe avec de pareilles forces, que sous trois ou quatre semaines il les ramènerait en Pologne plus vite qu'ils n'en étaient venus. Il ressentait déjà la joie de la victoire, tant il s'en croyait sûr, et était persuadé qu'après une ou deux batailles il ferait rentrer la raison dans les têtes, se replacerait dans la situation dont on le supposait descendu, et conclurait la paix, car il la désirait à sa manière, et la dicterait conforme non pas précisément à son discours, dans lequel il avait cru de bonne politique de se montrer plus inflexible encore qu'il ne voulait être, mais assez rappro-

chée de ce discours, sauf en Espagne, où il était enfin, mais trop tard, résigné à de grands sacrifices.

La défection de la Prusse, loin de l'émouvoir, fut pour lui une occasion de demander de nouvelles forces à la France. Il était très-satisfait de sa levée de cent mille hommes sur les quatre classes antérieures; elle lui avait procuré pour la garde impériale, pour la réorganisation des anciens corps de la grande armée, une espèce d'hommes fort belle, et à laquelle il n'était plus habitué, depuis qu'il appelait les conscrits une année d'avance, sous prétexte de prendre le temps de les instruire. Ces sujets des classes antérieures, un peu plus mécontents que les autres le jour du départ, perdaient leur humeur une fois au corps, et il leur restait la taille, les muscles qu'on a à vingt-cinq ans, et le courage naturel à la nation française. Il fit donc préparer un nouveau sénatus-consulte pour demander encore 80 mille hommes, non pas seulement sur les quatre, mais sur les six dernières conscriptions. C'étaient ainsi près de 600 mille hommes au lieu de 500 mille, sur lesquels sa puissante faculté d'organisation allait s'exercer, et pour les obtenir, la défection de la Prusse était un argument tout naturel à donner, non pas au Sénat qui n'en avait pas besoin, mais au public éclairé, qui tout en gémissant de pareils sacrifices, ne pouvait pas les contester en présence des dangers dont la France était menacée.

La Prusse lui servit encore d'argument pour une exigence d'un autre genre. On avait fait appel en Allemagne à toutes les classes, mais en commençant par la jeune noblesse. En France les appels ne portaient en général que sur les classes moyennes ou inférieures. Les classes élevées échappaient à la conscription par le remplacement, qu'elles payaient à des prix excessifs, depuis que la guerre était devenue horriblement sangolinsire. Elles n'avaient contribué également aux dons volontaires que par leur fortune. Napoléon, cette fois, voulait à leur égard s'en prendre aux personnes mêmes. Depuis longtemps il y pensait, et l'occasion lui sembla heureusement trouvée. En Allemagne la jeune noblesse regardait comme un devoir de courir aux armes à la tête de toutes les classes de la nation : pourquoi n'en ferait-elle pas autant en France? Jadis la noblesse française n'avait laissé à personne l'honneur de la devancer sur les champs de bataille; les armes étaient sa profession, sa gloire, sa passion la plus vive. Pourquoi ne serait-elle plus la même aujourd'hui? Il y avait à la vérité une explication de son éloignement à servir, c'est qu'elle aimait l'ancienne dynastie, et point du tout la nouvelle. Cette raison ne touchait guère Napoléon, ou plutôt le touchait beaucoup. Admissible de la part des pères qui vieillissaient dans l'imbécile retraite de leurs châteaux, elle ne l'était pas, selon lui, ou du moins ne le serait pas longtemps pour les jeunes gens, qui avaient du sang dans les veines, qui devaient le sentir fermenter, et ne pouvaient pas croire que la classe fût assez pour leur

âge, leur nom, leur avenir. Il n'y avait qu'à les prendre de gré ou de force, à les réunir dans un corps qui flattât leur vanité par son titre, la frivolité de leur âge par la beauté de son uniforme, et puis une fois transportés à l'armée, on saurait bien les enflammer, car ce ne serait pas leur faire honneur que de les supposer moins inflammables que le reste de la nation au bruit du canon, à la voix d'un grand capitaine. On aurait l'avantage de les avoir ralliés à soi, et surtout de ne pas les laisser derrière soi, oisifs et hostiles au fond de leurs provinces, à la veille d'événements peut-être graves.

Comme on ne pouvait pas procéder à leur égard par la voie de la conscription, à laquelle ils avaient déjà satisfait, et satisferaient encore par le remplacement, et qu'on était réduit à les prendre arbitrairement, ceux-ci pour leur fortune, ceux-là pour leur nom, Napoléon pensa qu'il fallait investir les préfets du pouvoir de les désigner à volonté, en donnant pour excuse d'une manière de procéder aussi peu régulière la raison d'égalité, fort singulièrement alléguée ici, puisque l'égalité c'était la conscription. On devait dire au pays que cette classe des anciens nobles s'évertuant à échapper à force d'argent au service militaire, le plus pénible de tous, il fallait l'y contraindre tout comme les autres, et employer pour y réussir les moyens nécessaires, quels qu'ils fussent.

Par ces moyens, dont la nature importait peu à ses yeux, Napoléon se flatta d'obtenir encore dix mille beaux cavaliers, distingués par la naissance et la fortune, et très-probablement par la valeur. Il résolut de les former en quatre régiments de 2,500 hommes chacun, qualifiés régiments des gardes d'honneur, destinés à servir à côté de l'Empereur et à porter un brillant uniforme. Les hommes composant ces régiments devaient avoir de leurs parents mille francs au moins de revenu, et sortir avec le grade de sous-lieutenant quand ils passeraient dans d'autres corps. C'était par conséquent un vrai corps de noblesse, et la difficulté des premiers jours vaine, une légion brillante, dont on tirerait autant de services qu'on en tirait sous l'ancienne monarchie de la maison du roi. Napoléon choisit sur-le-champ les villes de Versailles, Metz, Lyon et Tours pour les lieux de formation, et nomma pour colonels de ces quatre régiments des personnages remarquables par le nom, le grade et les services. Ce furent le comte de Pully, général de division, le baron Lapie, général des grenadiers à cheval de la garde, le comte Philippe de Ségur, général de brigade, et le comte de Saint-Sulpice, général des cuirassiers.

Quant au mode de l'appel, il fut dit dans le sénatus-consulte que les préfets seraient chargés de se concerter avec les autorités départementales pour la formation de la nouvelle légion de cavalerie. Munis d'une telle commission, les préfets n'avaient pas grande contrainte à s'imposer. Ils devaient convoquer les conseils de département, tâcher de provoquer de

la part des fonctionnaires, ou des familles attachées au gouvernement, l'offre de quelques-uns de leurs fils, en promettant que leur sang ne serait pas prodigué, puis s'autoriser de ces manifestations pour désigner eux-mêmes un nombre suffisant de jeunes gens parmi les fils des riches propriétaires vivant en été dans leurs terres, en hiver dans les quartiers aristocratiques des grandes villes. On comptait sur l'amour-propre, sur l'activité des jeunes gens, pour les amener à consentir à de telles désignations, et à défaut sur les moyens de contrainte, silencieux mais efficaces, dont les préfets étaient alors largement pourvus.

Napoléon se trouvait donc fort dédommagé de la survenance d'un nouvel ennemi par cette augmentation de ressources, et il paraissait aussi animé à la guerre que dans le temps de sa première jeunesse. Toutefois ayant paré par cette extension de ses armements à ce qui venait de se passer en Prusse, il fallait s'occuper également de l'Autriche, qui tout en gardant le titre d'alliée prenait déjà peu à peu le rôle de médiatrice, et pouvait être conduite bientôt à un rôle encore moins amical. Depuis la défection de la Prusse elle devenait pressante en effet, voulait qu'on lui donnât de quoi négocier, de quoi préparer la paix qu'elle disait indispensable, et il allait être bientôt difficile de se refuser à une explication avec elle, surtout le prince de Schwarzenberg étant en route pour Paris, et ayant un tel accès auprès de la cour des Tuileries que les réticences à son égard seraient presque impossibles. Napoléon en observant les allures de la cour d'Autriche s'était bien demandé si elle ne serait pas capable elle-même de se mettre de la partie contre lui; mais il s'était peu arrêté à cette idée, par les raisons suivantes. Selon lui, le public à Vienne n'était pas aussi exigeant qu'à Berlin, et la cour n'était pas aussi faible. De plus, l'Autriche avait contracté avec nous des liens de famille et d'alliance, qui étaient sinon une chaîne indestructible, au moins un embarras, car la pudeur est un joug qui a sa force. Ce n'était pas tout de suite que l'Autriche pourrait oublier et le mariage de Marie-Louise, et le traité d'alliance du 14 mars 1812. En outre elle était gouvernée par des hommes qui avaient appris à redouter les armes françaises. L'Autriche enfin était une puissance intéressée, qui avant tout, en toute circonstance, cherchait à bien gérer ses affaires, et qu'on dominerait par l'intérêt, c'est-à-dire par le don de quelque riche territoire. Ainsi, crainte de la guerre avec la France, désir de gagner quelque chose à ce vaste tumulte de l'Europe, voilà à quoi Napoléon réduisait en ce moment toute la politique de l'Autriche, et malheureusement pour lui et pour nous, il se trompait. Il ne voyait pas que l'Autriche, intéressée sans doute, mais sage autant qu'intéressée, mettait fort au-dessus de l'avantage matériel d'une extension de territoire, l'avantage politique de reconquérir l'indépendance de l'Allemagne, et d'établir ainsi un meilleur équilibre en Europe, qu'elle aimait mieux enfin avoir

une place un peu moindre dans un ordre de choses stable et bien pondéré; que d'en avoir une plus grande dans un ordre de choses mal équilibré; odieux à tout le monde, et qui ne pouvait pas durer, parce qu'on ne fonde rien sur la haine universelle. D'ailleurs quant aux acquisitions territoriales, il n'était rien qu'on ne lui offrit du côté de la coalition européenne, et qu'on ne fût prêt à lui donner, de manière qu'à se ranger contre nous, elle avait à gagner, outre de vastes agrandissements, une meilleure constitution de l'Europe, avantage auquel elle tenait plus qu'à tout autre. Une raison, une seule, l'arrêtait, la crainte de rentrer en guerre avec nous, crainte que l'augmentation incessante du nombre de nos ennemis devait chaque jour atténuer.

Ne voyant ainsi dans le cabinet autrichien que la crainte et l'intérêt, Napoléon chercha dans la défection même de la Prusse les moyens de s'attacher ce cabinet, et il imagina de lui offrir les appâts suivants. L'Autriche voulait la paix, et il la souhaitait lui-même, toujours à sa manière, bien entendu. Cette puissance, selon lui, avait le moyen d'amener très-prochainement cette paix si désirée, et de la conclure à son gré, comme au gré de la France. Elle armait, il le savait, et il l'y poussait lui-même. Ainsi elle recrutait le corps auxiliaire du prince de Schwarzenberg retiré à Cracovie, et le corps d'observation de la Gallicie; elle formait de plus une réserve en Bohême. Le tout présentait déjà cent mille combattants environ. Elle pouvait dès le début de la campagne employer ces cent mille hommes d'une manière décisive, et on venait de lui en fournir l'occasion la plus naturelle. On avait en effet accueilli assez mal ses ouvertures de paix, et elle était fondée à en concevoir un notable déplaisir. Elle pouvait dès lors se constituer tout de suite médiatrice, sommer les puissances belligérantes de stipuler un armistice afin de négocier en repos, puis, si on n'écoutait pas sa sommation, déboucher avec ses cent mille hommes de la Bohême en Silésie, prendre en flanc les coalisés que les Français allaient aborder de front, et si elle agissait de la sorte il était impossible qu'il restât dans un mois un seul Russe, un seul Prussien entre l'Elbe et le Niémen. Alors l'Europe se trouverait à la merci de la France et de l'Autriche victorieuses, et le partage des dépouilles serait facile à faire. L'empereur François prendrait la Silésie, la Silésie sujet éternel des regrets de la maison d'Autriche, une bonne portion du grand-duché de Varsovie, et enfin l'Illyrie, promise dans tous les cas. On indemniserait la Saxe de la perte du grand-duché de Varsovie en lui donnant le Brandebourg et Berlin, on rejetterait la Prusse au delà de l'Oder, on lui laisserait la Vieille-Prusse, on y ajouterait la principale partie du duché de Varsovie, et on en ferait une espèce de Pologne, moitié allemande, moitié polonaise, ayant pour capitales Königsberg et Varsovie.

Il est bien certain que l'Autriche, en jetant en Silésie les cent mille

hommes qui étaient prêts, et au besoin les cent mille autres qui allaient l'être dans trois mois, devait assurer la défaite totale de l'Europe, et la forcer à traiter sur-le-champ. Mais quel résultat Napoléon lui offrait-il pour la décider à un pareil emploi de ses forces? Il lui offrait de reporter la Prusse au delà de la Vistule, de ne laisser à celle-ci de ses anciens États que la Vieille-Prusse de Dantzic à Königsberg, et d'y ajouter le grand-duché de Varsovie, c'est-à-dire d'en faire une Pologne, et de mettre à sa place, entre l'Oder et l'Elbe, la maison de Saxe. Il lui offrait donc purement et simplement de détruire la Prusse, car cette puissance, transportée à Königsberg ou à Varsovie, ne serait pas plus devenue une Pologne, que la Saxe étendue de Dresde à Berlin ne serait devenue une Prusse. La force d'une nation ne consiste pas seulement dans son territoire, mais dans son histoire, son passé et ses souvenirs. On ne pouvait pas plus donner à la maison de Brandebourg les souvenirs de Sobieski en lui donnant Varsovie, qu'à la maison de Saxe les souvenirs du grand Frédéric en lui donnant Berlin. Il n'y aurait plus eu de Prusse, c'est-à-dire d'Allemagne, et l'Autriche, qui cherchait sa propre indépendance dans l'indépendance de l'Allemagne reconstituée, n'aurait pas trouvé ce qu'elle cherchait, eût-elle une province de plus, et cette province fût-elle la Silésie! L'Autriche n'eût été qu'une esclave enrichie! Et cela, l'Autriche le comprenait parfaitement, et quand elle ne l'aurait pas compris, le cri des Allemands indignés le lui aurait fait inévitablement comprendre. Et si on se demande comment un homme d'autant de génie que Napoléon pouvait méconnaître des vérités aussi palpables, il faut se dire que le plus puissant esprit, quand il ne veut jamais sortir de sa propre pensée pour entrer dans la pensée d'autrui, quand il ne veut tenir aucun compte des vues des autres pour ne songer qu'aux siennes, arrive à se créer les plus étranges illusions, en croyant pouvoir façonner le monde comme il lui plaît qu'il soit. C'est ainsi que Napoléon était amené à concevoir une Europe de fantaisie, et à s'imaginer qu'avec cent mille hommes de plus introduits dans ses cadres, et une bataille de plus ajoutée à sa glorieuse histoire, il composerait cette Europe comme il le voudrait. Sans doute l'Autriche avait longtemps haï la Prusse, elle avait longtemps regretté la Silésie, et il en concluait qu'il n'y avait qu'à jeter en proie à sa passion la Prusse anéantie, et la Silésie restituée, pour la décider! Il ne comprenait pas qu'un petit-fils de Marie-Thérèse pût résister à un tel appât, qu'un ministre profondément calculateur comme M. de Metternich pût se préoccuper des cris du patriotisme allemand. Il ne comprenait pas qu'il y a un jour où tout le monde est obligé d'être honnête et désintéressé, c'est celui où une oppression intolérable a obligé tout le monde à s'unir contre cette oppression; et malheureusement il avait amené ce jour, il l'avait amené pour notre ruine, en faisant de nous, ses premiers opprimés,

les involontaires oppresseurs de l'Europe. Il n'apercevait pas d'ailleurs que, même du point de vue de l'intérêt-grossier, ces projets d'Europe qu'il remaniait à chaque victoire, à chaque traité, avec son imagination et son épée, paraissaient aux yeux de tous un sable, un pur sable, et qu'on ne tenait nullement à avoir une portion de ce sable mouvant, dont le moindre vent devait changer les fugitives ondulations. Il ne comprenait pas que l'Autriche pût aimer moins de territoire dans un ordre de choses stable et naturel, que plus de territoire dans un ordre de choses fictif, arbitrairement conçu, et plus arbitrairement établi, sans compter qu'en fait de territoire la coalition, comme nous l'avons dit, était prête non-seulement à tout offrir à l'Autriche, mais à lui tout donner.

Telles étaient les illusions de Napoléon, et les tristes causes de ces illusions. Pourtant lui-même sentait en partie le vice de ses plans, car il ne voulait pas dire tout de suite à l'Autriche l'espèce d'Europe qu'il projetait, de peur qu'elle ne reculât devant de si étranges propositions. Il songeait à lui dire simplement : Faites montre de vos cent mille hommes en Silésie, sur le flanc des coalisés, montrez-les même sans les faire battre, moi je me battrai pour tous, je rejeterai Russes et Prussiens au delà du Niémen, et pour prix de ce service, je vous donnerai la Silésie, plus un million de Polonais, sans préjudice de l'Illyrie!

Voilà ce qu'il voulait dire, et ce qu'il espérait faire écouter. Mais, outre l'inconvénient de se tromper sur ce que l'Autriche désirait, il y avait dans cette conduite l'inconvénient extrêmement grave, que nous avons déjà signalé, de l'introduire plus avant qu'il n'aurait fallu dans les événements, de lui donner une importance dangereuse, de lui fournir le prétexte d'armer, le moyen de changer son rôle d'alliée en celui de médiatrice, et bientôt peut-être en celui d'ennemie, si nous ne voulions pas subir les conditions de sa médiation; de lui aplanir ainsi nous-mêmes le chemin par lequel elle pouvait passer sans déshonneur, presque sans embarras, de l'état d'alliance étroite à l'état de guetré avec nous. Napoléon entraînait donc en plein dans cette faute, et il y entra bien davantage encore par le choix du personnage chargé d'aller faire prévaloir ses idées à Vienne. Notre ambassadeur auprès de cette cour était M. Otto, jadis ambassadeur à Berlin, homme sage, modeste, ne visant jamais à agrandir son rôle, et vraiment fait pour résider auprès de la cour d'Autriche, si on avait cherché à bien vivre avec elle, sans lui laisser prendre à la politique du moment plus de part qu'il ne convenait. Napoléon ne le jugeant ni assez influent, ni assez clairvoyant, s'occupa de lui trouver un successeur, et choisit M. de Narbonne, dont nous avons déjà rapporté la tardive mais chaleureuse adhésion à l'Empire. Patriote de 1789, ancien ministre de Louis XVI, ne désavouant rien de ce qu'il avait été, grand seigneur, militaire inatout, homme à talents brillants et variés, doué de beaucoup

d'à-propos et de grâce, M. de Narbonne était merveilleusement propre à réussir auprès d'une cour aristocratique, élégante, sachant uir l'esprit du monde à celui des affaires. Mais il n'était pas homme à se tenir en deçà de son rôle, et il eût été plutôt enclin à aller au delà. M. de Metternich, tout habile qu'il était, devait avoir de la peine à échapper à sa pénétration et à ses vives instances, et pour un rôle actif, on ne pouvait pas souhaiter un meilleur agent. La question était toujours de savoir s'il fallait être à Vienne aussi remuant qu'on s'appretait à l'être¹.

Napoléon choisit donc M. de Narbonne pour son ambassadeur, et il était si pressé de l'expédier qu'il n'attendit pas même le prince de Schwarzenberg, chargé d'apporter à Paris les vues de la cour d'Autriche. Il lui importait assez peu en effet de connaître les vues de cette cour, puisque n'en tenant aucun compte il voulait lui inculquer les siennes, et d'ailleurs M. de Narbonne ne pouvait pas arriver trop tôt, la campagne devant s'ouvrir sous peu de jours. Napoléon ne lui dit pas tout d'abord quelle Europe on ferait à la paix, il ne lui dit que la première partie de son secret, c'est qu'il fallait que l'Autriche portât ses cent mille hommes sur les trépassés de la Silésie, qu'elle sommât les coalisés de s'arrêter, ce qu'ils ne feraient probablement pas, qu'alors elle les prit en flanc, pendant qu'il les prendrait en tête, et qu'elle acceptât pour prix de la victoire commune, la Silésie et une portion de la Pologne, avec l'Illyrie. — M. de Narbonne partit avec ces propositions.

Napoléon ayant obtenu toutes les levées qu'il désirait, et dirigé sa diplomatie comme on vient de le voir, s'appretait enfin à entrer en campagne. On était à la fin de mars 1813. Ses diverses créations militaires avançaient rapidement, grâce à son irrésistible activité. Sa cavalerie seule le retenait, car elle n'avait pas été réorganisée aussi vite qu'il l'aurait voulu. Néanmoins il se prépara à partir au milieu d'avril, impatient qu'il était de réaliser le beau plan de campagne qu'il avait conçu. Il arrêta pour cela ses dernières dispositions. Il adressa quelques reproches au prince Eugène pour avoir rétrogradé trop vite et trop loin; non pas qu'il regrettât les pas qu'on laissait faire aux coalisés, car, au contraire, il désirait qu'ils vissent se placer le plus près possible de ses coups. Mais il regrettait le temps dont le privaient ces progrès trop rapides de l'ennemi, et il jugeait qu'il serait obligé de devancer l'époque des hostilités de vingt jours au moins,

¹ Napoléon à Sainte-Hélène a déploré le choix de M. de Narbonne, et en rendant justice aux rares talents, au zèle de cet ambassadeur, a dit que par ses qualités mêmes il avait été funeste, en poussant trop tôt l'Autriche à jeter le masque. Il est bien vrai que M. de Narbonne fut peut-être trop clairvoyant et trop entreprenant à Vienne; mais on va voir qu'il était bien moins coupable que ses instructions, et que la faute très-réelle, que Napoléon, débarrassé à Sainte-Hélène de tous ses préjugés, apercevait trop tard, était celle du gouvernement français et non pas celle de M. de Narbonne lui-même. La suite de ce récit va bientôt éclaircir ce point d'histoire si curieux et si triste.

ce qui était fâcheux, car pendant ces vingt jours il aurait beaucoup perfectionné ses armements. Il regrettait surtout les chevaux que l'abandon des territoires allemands lui faisait perdre, et il n'évaluait pas cette perte à moins de douze à quinze mille. Il blâma aussi le prince Eugène pour avoir trop appuyé à droite, et, en voulant couvrir Dresde, ce qui importait peu, comme on va le voir, d'avoir déconvert Hambourg; qu'il importait au contraire de mettre à l'abri de la contagion des passions germaniques. Du reste il le blâma paternellement, selon sa coutume, n'employant jamais avec lui ces sarcasmes poignants dont il accablait ses frères, uniquement parce qu'il leur trouvait des prétentions. Il lui traça sa conduite, et lui indiqua en termes généraux le plan d'opérations qui suit.

Il lui ordonna de ne pas se préoccuper de la route de Dresde à Erfurt, Fulde, Mayence, car peu importait que les coalisés y pénétrassent, et y fissent même beaucoup de progrès. Il lui recommanda au contraire de conserver à tout prix celle de Magdebourg, Hanovre, Osnabruck, Wesel, qui passait par la basse Allemagne, et il lui enjoignit de s'inquiéter de celle-là seulement. En s'établissant fortement sur cette ligne, le prince Eugène gardait la plus grande partie du cours de l'Elbe, couvrait Hambourg qu'on allait reprendre, Brême, la Hollande, la Westphalie, la partie de l'Allemagne enfin qu'on avait voulu faire française. Si les coalisés, profitant de cette disposition, pénétraient par Dresde, et s'avançaient jusqu'aux montagnes de la Thuringe, jusqu'aux champs célèbres d'Iéna, il ne fallait pas s'en effrayer, mais seulement changer de front par une conversion qui s'exécuterait la gauche en avant, la droite en arrière, c'est-à-dire la gauche à Wittenberg, la droite à Eisebach, le dos aux montagnes du Hartz. Cette position une fois prise par le prince Eugène, Napoléon viendrait avec 180 mille hommes, par la Hesse ou la Thuringe, lui donner la main, le rejoindre sur l'Elbe; réunissant alors 250 mille hommes, il couperait les coalisés de Berlin et de la mer, les refoulerait, les écraserait contre les montagnes de la Bohême, puis d'un second pas, il rentrerait dans Berlin, débloquerait les garnisons françaises de Stettin, Custrin, Glogau, Thorn, Dantzig, et en un mois se retrouverait victorieux sur les bords de la Vistule!

On ne pouvait pas jeter sur le champ de bataille qu'il allait illustrer par tant de hauts faits, de génie, d'héroïsme et de malheurs, un regard qui méritât mieux d'être appelé le regard de l'aigle, car ces résultats si bien prévus étaient justement ceux que l'imprudence des coalisés allait bientôt attirer sur eux. A ces vues générales Napoléon ajouta selon son usage l'indication précise des détails. Il blâma le prince d'avoir porté le redoutable et redouté maréchal Davout à Dresde, où il fallait rassurer, adoucir les bons Saxons, au lieu de l'avoir réservé pour Hambourg et la basse Allemagne, où il fallait se montrer terrible. Il suffisait, en effet, du nom de

ce maréchal pour faire trembler les contrées du bas Elbe, où il avait déjà déployé la double dureté de son caractère et du système impérial, jamais, il faut le répéter, à son profit, et toujours pour l'exécution des ordres de son maître. Napoléon voulut qu'on l'y renvoyât, pour y suppléer par la crainte qu'inspirait son nom, à tout ce qui lui manquerait sous le rapport des ressources militaires. Le maréchal Davout venait de recevoir ses seconds bataillons, au nombre de seize, récemment réorganisés à Erfurt par la rencontre des cadres revenant de Russie avec les recrues arrivant des bords du Rhin. Le maréchal Victor avait également reçu les sions qui s'élevaient à douze. Napoléon ordonna de laisser le maréchal Victor sur le haut Elbe, pour servir de lien entre le prince Eugène et la grande armée qui allait déboucher de la Thuringe, et de faire descendre le maréchal Davout sur Hambourg pour reprendre cette ville. Les cadres des troisièmes et quatrièmes bataillons des maréchaux Davout et Victor se recrutèrent en ce moment sur le Rhin avec des hommes des anciennes classes. C'étaient donc encore trente-deux bataillons pour le maréchal Davout, vingt-quatre pour le maréchal Victor, qui, ajoutés aux seconds bataillons qu'ils avaient déjà, devaient faire quarante-huit pour l'un, trente-six pour l'autre, c'est-à-dire quatre-vingt-quatre pour les deux. Il y avait là une seconde et belle armée, qui dans deux mois serait sur l'Elbe. Napoléon imagina un nouveau moyen de l'augmenter de vingt-huit bataillons. Il a été dit qu'on avait gardé le cadre du premier bataillon de ces anciens corps dans les places de l'Oder. Mais il se trouvait que les cadres de deux compagnies avaient suffi pour recevoir les soldats revenus de Russie. Comme il y avait eu trente-six régiments, c'était un total de soixante-douze compagnies, qui accru des compagnies des vaisseaux, des nombreuses troupes d'artillerie et du génie restées sur la Vistule et l'Oder, avait fourni les garnisons de Stettin, Custrin, Glogau, Spandau. Quant aux garnisons de Dantzic et de Thorn, on doit se souvenir qu'il y avait été pourvu avec les divisions Heudelet, Grandjean, Loison, etc., et un reste de troupes bavaresi. Les cadres des premiers bataillons, devenus disponibles à deux compagnies près, étaient donc rentrés sur le Rhin, et Napoléon suppléant aux deux compagnies qui leur manquaient par deux autres prises au dépôt, les avait reportés au complet de leur organisation. Les beaux hommes des anciennes classes devaient remplir tous ces cadres. Ainsi, sous peu de semaines, les maréchaux Davout et Victor, pourvus déjà de leurs seconds bataillons, recevraient de plus les troisièmes, quatrièmes et premiers, ce qui leur en ferait cent douze, et à 800 hommes par bataillon, leur procurerait 96 mille hommes d'infanterie. On leur préparait trois cents bouches à feu dans les places de la Westphalie, de la Hollande, du Hanovre. Les cadres de dragons et chasseurs arrivant d'Espagne devaient leur fournir une cava-

lerie suffisante, de manière qu'indépendamment des 300 mille hommes avec lesquels Napoléon allait ouvrir la campagne, il se ménageait une seconde armée de 110 mille hommes sur le bas Elbe. Pourtant comme l'insurrection de Lubeck et de Hambourg rendait les secours pressants, Napoléon fit partir immédiatement un certain nombre de ces bataillons qui étaient prêts, et les envoya sous les ordres du général Vandamme dans les départements anstéatiques. Tous ces bataillons étant le long du Rhin, on les embarqua sur ce fleuve dès qu'ils furent vêtus d'une veste, et descendus à Wesel on les mit en route pour Brème. Le nom seul du général Vandamme suffisait pour produire une forte impression sur ces populations révoltées. Ajoutez que le régime constitutionnel fut suspendu dans toute la 3^e division militaire (comprenant les pays du bas Rhin au bas Elbe), et que le régime des commissions militaires y fut dès lors établi.

A Mayence, indépendamment de la garde et des deux corps du Rhin qui venaient de s'y organiser, et qui étaient déjà répandus entre Francfort, Wurzbourg et Fulde, Napoléon projetait une nouvelle création avec le restant des cadres rappelés d'Espagne. L'ordre formel avait été expédié au-delà des Pyrénées de ne laisser que les cadres nécessaires pour le nombre d'hommes existant, ce qui enlevait à l'Espagne quelques soldats d'élite, mais peu de force numérique. Ces cadres arrivaient successivement en poste, et Napoléon avait ordonné de les remplir avec les 80 mille hommes des six anciennes classes dont il venait tout récemment de décréter la levée. Les cadres tirés d'Espagne étaient, comme nous l'avons dit, les meilleurs. Ils avaient fait de toutes les guerres celle qui forme le plus l'officier, la guerre de surprise, car il faut presque qu'il y soit général. Ils étaient rompus à la fatigue, n'avaient pas depuis longtemps servi sous Napoléon, ambitionnaient l'honneur de se trouver, sous ses ordres directs, et arrivaient pleins de zèle, tandis qu'au contraire les cadres revenant de Russie, quoique ne laissant rien à désirer sous le rapport des qualités militaires, étaient exténués, et animés d'un ressentiment qui éclatait en propos dangereux¹. Il fallait à ces derniers du repos, des indemnités pour ce qu'ils avaient perdu, et un bon recrutement, avant qu'on pût les mettre en ligne. Quant aux cadres d'Espagne, il n'y avait pas grande peine à prendre, et le jour de leur arrivée à Mayence ils entraient en fonctions, et servaient avec ardeur. Napoléon préparait avec ces cadres une armée de réserve sur le Rhin; comme il venait d'en créer une sur l'Elbe avec les anciens corps.

Enfin il avait résolu de préparer également une armée de réserve pour l'Italie. On a vu que le général Bertrand s'y était rendu afin d'organiser

¹ La correspondance du prince Eugène, du duc de Valmy, du général Lauriston, du maréchal Marmont, et celle des ministres français à l'étranger, constatent le fait d'une manière certaine.

un corps de 40 à 50 mille hommes avec les nombreux éléments militaires que la France avait accumulés au delà des Alpes depuis 1796, et que les cadres du corps du prince Eugène, détruit en Russie, étaient venus se réorganiser à mi-chemin, c'est-à-dire à Augsbourg. Le général Bertrand avait accompli sa tâche, et était en marche avec environ 45 mille hommes. Il avait cheminé heureusement, sauf qu'un régiment italien ayant rencontré un détachement de même nation qui revenait de Russie, après avoir entendu ses récits, avait déserté presque en entier. A part cet incident, le général Bertrand arrivait en bon ordre, et avec des troupes animées des meilleures dispositions. Napoléon trouvant Augsbourg trop éloigné d'Italie pour y réorganiser l'ancien corps du prince Eugène, changea de résolution, dirigea définitivement sur Vérone les cadres revenant de Russie, et destina au général Bertrand, qui devait les recueillir en passant, les trois mille recrues déjà réunies à Augsbourg. Quant aux cadres renvoyés à Vérone, ils pouvaient fournir vingt-quatre bataillons, qui allaient se réorganiser pendant le printemps et l'été. Les dépôts de l'Italie étant remplis de conscrits provençaux, languedociens, savoyards, piémontais, corse, tous excellents, et rendus au dépôt depuis un an, même deux, on était assuré de leur recrutement. Sur quarante-huit bataillons dont se composait l'armée proprement italienne, il y en avait sept ou huit en Espagne, et une vingtaine en Allemagne. Il en restait vingt à peu près en Italie, déjà recrutés sur les lieux mêmes, lesquels devaient, avec les vingt-quatre cadres français revenus de Russie, présenter en total de quarante-huit bataillons. On avait moyen de les porter à soixante, en y ajoutant encore quelques cadres français rappelés d'Espagne, qui étaient en route vers le Piémont où ils avaient leurs dépôts. Il y avait là de quoi fournir le fond d'une seconde armée d'Italie. En y joignant l'armée napolitaine que Murat organisait avec soin, et avec laquelle il se consolait des chagrins que lui causait la sévérité de Napoléon, on pouvait réunir 80 mille hommes en Italie, pour le cas où l'Autriche deviendrait inquiétante.

Napoléon avait donc, soit en Allemagne, soit en Italie, outre les armées qui allaient entrer en ligne, d'autres armées prêtes à servir de réserve, et à réparer les pertes de la guerre. Elles étaient composées, il est vrai, de troupes bien jeunes, mais enfermées dans des cadres admirables, et les cadres, comme chacun le sait, sont le nerf des armées. D'ailleurs les troupes allemandes qu'on allait nous opposer n'étaient pas moins jeunes, et si elles avaient l'enthousiasme patriotique, nous avions le sentiment de l'honneur militaire exalté au plus haut point, Napoléon à notre tête, et notre fortune à conserver. Les avantages étaient donc fort balancés. La cavalerie seule, comme nous l'avons dit, nous manquait encore. Le général Bourcier en basse Allemagne avait vu ses cantonnements boule-

versés et le champ de ses remotes extrêmement restreint par l'insurrection des provinces asiatiques, toutes ses confections de harnachement interrompues par la mauvaise volonté des ouvriers allemands, et les crédits dont il était muni presque annulés dans ses mains par l'impossibilité de se procurer du numéraire même avec le papier des meilleurs négociants. Au lieu de trente mille chevaux de selle ou de trait qu'il avait espérés d'abord, à peine était-il en mesure d'en réunir la moitié. Il avait toutefois de quoi remonter 12 mille cavaliers, dont 6 mille étaient déjà à cheval, remis de leurs fatigues, et prêts à figurer dans les corps des généraux Latour-Maubourg et Sébastiani. Les dépôts du Rhin pouvaient fournir un nombre à peu près égal de cavaliers montés, qui allaient, sous le duc de Plaisance, rejoindre l'armée, et être bientôt suivis d'un semblable contingent. Enfin les cadres de la cavalerie d'Espagne arrivaient et devaient procurer de nouveaux moyens. On comptait toujours sur cinquante mille cavaliers pour la milieu de l'année. Mais il était possible qu'on en eût tout au plus dix mille à l'ouverture de la campagne. Napoléon s'inquiétait fort peu de cette circonstance. Nous livrerons, disait-il, des batailles d'Égypte, et nous les gagnerons, comme celle des Pyramides, avec des carrés. — Aussi avait-il tracé lui-même le plan d'éducation de sa jeune infanterie, et prescrit la formation en carré comme celle qu'on devait lui faire exécuter le plus souvent¹. Sauf le retard de la cavalerie, tout avait donc marché avec une merveilleuse rapidité, puisqu'il y avait trois mois au plus qu'il travaillait, et qu'il pouvait déjà fondre avec 300 mille fantassins et 800 bouches à feu, sur ses ennemis imprudemment avancés jusqu'à la Saale.

On vient de voir que l'Espagne avait été pour lui une pépinière d'officiers et de sous-officiers de la première qualité. C'était bien le moins, après s'être épuisé pour soutenir cette déplorable guerre, qu'il en tirât cette ressource. Toutefois il n'avait pas voulu trop affaiblir ses armées de la Péninsule, et voici son motif. Au fond du cœur il avait renoncé à l'Espagne sans le dire, se réservant cette concession, la seule à laquelle il fût résigné, pour décider au dernier moment l'Angleterre à traiter. Désarmer le continent par ses victoires, et lui faire subir les arrangements territoriaux qu'il voudrait, désarmer l'Angleterre par un sacrifice en Espagne, telle était en résumé toute sa politique, et elle eût été bonne si les arrangements territoriaux qu'il prétendait imposer au continent avaient été plus acceptables. Dans cette disposition d'esprit, évacuer l'Espagne pour la rendre à Ferdinand, et retirer les 300 mille hommes qu'il y avait

¹ Il existe sur ce sujet, et dictées par Napoléon, les lettres les plus curieuses et les plus détaillées. Il veut qu'on enseigne deux choses et toujours les mêmes aux conscrits : la formation en carré, et puis le déploiement en ligne de bataille, ou le repliement en colonnes d'attaque sous la protection du feu de la division du centre. Ces manœuvres devaient s'exécuter en route, de manière à utiliser le temps des marches.

encore, et dans lesquels il aurait pu trouver tout de suite 200 mille soldats admirables, eût été le parti le plus sage, s'il avait été libre de ses déterminations. Mais en agissant de la sorte, il aurait eu bientôt à combattre dans le midi de la France les Anglais qu'il n'aurait plus eu à combattre en Espagne, ce qui était infiniment plus dangereux, et il se serait démané d'un gage qui était son principal moyen de négociation dans le futur congrès européen. La punition d'être entré en Espagne était donc l'obligation d'y rester, même quand il ne le désirait plus. Il fallait par conséquent qu'il la défendît à tout prix, comme s'il eût voulu la garder, c'est-à-dire autant qu'en 1809 et en 1810.

Au surplus il approuvait la situation nouvelle qu'on y avait prise, tout en blâmant amèrement les fautes par lesquelles on y avait été amené. Il approuvait qu'on ne retint que Valence, la Catalogne, l'Aragon, les Castilles, ce qui était une moitié et la plus importante de la Péninsule; mais il voulait qu'on les gardât de manière à rejeter au loin les Anglais, s'ils faisaient une tentative nouvelle sur Valladolid et Burgos, et qu'on leur donnât même assez d'occupation pour les empêcher d'entreprendre des expéditions maritimes sur les côtes de France. Le maréchal Suchet, qui n'avait point été affaibli, lui semblait suffisant pour défendre l'Èbre et la côte de la Méditerranée depuis Barcelone jusqu'à Valence. Les armées d'Andalousie, du centre et de Portugal, réunies comme elles l'avaient été dans la dernière campagne, lui semblaient suffisantes pour défendre les Castilles contre lord Wellington. Seulement il mettait beaucoup de prix à rapprocher davantage encore des trois armées, et il ordonna de leur faire repasser le Guadarrama, de n'avoir sur le Tage que de la cavalerie, de ne conserver à Madrid qu'une division d'avant-garde, qu'on y laisserait pour l'effet moral, et d'établir la cour à Valladolid. Il voulait que les trois armées fussent réunies en avant de Valladolid, de manière à pouvoir en un clin d'œil se concentrer, et marcher sur l'armée anglaise. Il enjoignit même de préparer un parc de siège, qui pût faire craindre à lord Wellington une entreprise sur Ciudad-Rodrigo, toujours dans le but de le fixer dans la Péninsule. Il ne prescrivit qu'une mesure qui parût en contradiction avec ces autres dispositions, c'était de prendre au besoin une partie de ces trois armées pour détruire à tout prix les bandes qui désolaient le nord de l'Espagne, et qui interceptaient les communications avec la France, dans la Navarre, le Guipuscoa, la Biscaye, l'Alava. Il considérait cette interruption de communications comme un trouble fâcheux et comme un inconvénient politique des plus graves. Se proposant effectivement de faire bientôt de l'Espagne un objet de négociation et d'échange, il voulait pouvoir dire qu'il en possédait la meilleure moitié d'une manière incontestée, partir de là pour s'attribuer la Catalogne, l'Aragon, la Navarre, les provinces basques, ce qu'on appelait en un mot les bords de l'Èbre, et resti-

tuer le reste à Ferdinand. C'est l'arrangement qu'il avait songé à imposer à Joseph, et qu'il était prêt à conclure avec Ferdinand et les Anglais; mais il gardait son secret, afin de ne le dire que le plus tard et le plus efficacement possible.

Dans cette intention, et pour avoir des communications sûres, il avait confié l'armée du nord au général Clansel, dont le mérite nouveau et subitement révélé l'avait frappé quelque de loin, et il lui avait donné la faculté d'attirer à lui une partie des trois armées concentrées en Castille, afin qu'il eût le temps de détruire les bandes avant l'époque où les Anglais avaient l'habitude d'entrer en campagne. C'était une détermination importante, et qui pouvait avoir, comme on le verra plus tard, de graves conséquences. Sauf cette détermination qui était fantive, à en juger par le résultat, ses dispositions étaient excellentes. Il n'avait enlevé qu'une trentaine de mille hommes à l'Espagne en lui prenant des cadres, et sur 280 mille hommes d'effectif, il lui laissait 200 mille combattants, les meilleurs que la France possédât à cette époque. Il avait rappelé le maréchal Soult, désormais incompatible avec la cour de Madrid, et avait donné à Joseph; outre le maréchal Jourdan pour le conseiller, les généraux Reille, d'Erlon, Gazan, pour commander sous lui les trois armées du centre, d'Andalousie et de Portugal.

Rassuré ainsi sur l'Espagne, satisfait des progrès de ses armements du côté de l'Allemagne, Napoléon s'appretait à partir, aussi confiant qu'à aucune époque dans le résultat de ses vastes combinaisons. Mais il voulait auparavant organiser son gouvernement, de manière à parer à un accident, ou réel, ou seulement supposé, comme celui dont le général Malet s'était servi pour mettre en prison jusqu'à des ministres.

Nous avons déjà dit que, songeant à faire couronner le Roi de Rome cet hiver même, et à investir Marie-Louise de la régence, il avait entretenu de cet objet l'archichancelier Cambacérès, le seul homme dans lequel il eût pour la politique intérieure une entière confiance. Couronner le Roi de Rome dans un moment où les esprits étaient profondément attristés, attirer à Paris les personnages les plus influents des départements dans un moment où l'on avait besoin d'eux pour les manifestations patriotiques qu'on cherchait à provoquer, n'avait pas semblé une chose contenable après un peu de réflexion. Restait la régence, dont il était facile sans y mettre beaucoup d'apparat d'investir Marie-Louise, afin que, dans le cas où un boulet emporterait Napoléon, on pût rallier les esprits autour d'un gouvernement tout constitué, et déjà même en fonctions. Or

¹ Ce secret est resté un mystère; mais la lecture attentive des papiers de Napoléon, de ses correspondances, de ses notes, de ses ordres administratifs et militaires, ne nous a laissé aucun doute à cet égard, et c'est pour cela que nous n'hésitons pas à présenter comme une certitude historique le fait que nous venons de rapporter.

Napoléon qui avait fait la campagne de 1812 en empereur, voulait, comme nous l'avons dit, faire en général, même en soldat, celle de 1813. Il en sentait le besoin, et il lui plaisait d'ailleurs de redevenir simplement homme de guerre, car la guerre était son art de prédilection, et one fois rassuré sur le sort de sa femme et de son fils qu'il aimait véritablement; il se sentait presque heureux de retourner sans réserve, et pour ainsi dire sans souci, au métier de sa jeunesse, au métier qui avait fait ses délices et sa gloire. Il résolut donc de donner la régence à Marie-Louise, et de la lui conférer avant son départ. Cette disposition avait aussi un avantage de quelque valeur, c'était de flatter l'empereur François, qui était fort attaché à sa fille, quoiqu'il le fût davantage à sa maison. Il était à présumer en effet que si Napoléon succombait sur un champ de bataille, et que Marie-Louise restât souveraine de France, celle-ci aurait son père pour ami. Il est même probable que si ce cas s'était réalisé, la France n'étant pas affaiblie comme elle le fut en 1814, on se serait contenté de lui arracher certains sacrifices, en lui laissant les Alpes et le Rhin pour frontière.

On comprend bien que ce n'était pas à Marie-Louise, bonne et assez sensée, mais profondément ignorante des affaires d'État, que Napoléon songeait à confier le gouvernement de son vaste empire, mais à un homme dont le bon sens était sans égal, l'expérience consommée, et le caractère un peu moins faible qu'on ne le supposait généralement. On devine que nous parlons de l'archichancelier Cambacérès. Napoléon voulait qu'il fût à côté de Marie-Louise, et que sous le nom de cette princesse il gouvernât toutes choses. Napoléon serait même mort sans inquiétude, si, la guerre terminée, il avait été certain de laisser pendant dix ans encore la minorité de son fils et l'ignorance de sa femme sous la direction de ce personnage, chez lequel la finesse, le tact, la modération, le savoir, se réunissaient pour composer un homme d'État supérieur, non pas un homme d'État ferme; hardi; parlant haut, comme on en voit dans les pays libres, mais un maître habile dans l'art des ménagements, comme il en faut dans un pays tel que la France, qui, même lorsqu'elle n'est pas libre, ne peut être gouvernée qu'avec infiniment de précautions. Pour une pareille tâche Napoléon craignait ses frères, et se défiait de leurs prétentions, de leur humeur inquiète, surtout pendant une minorité.

L'âge, un commencement d'infortune, un long maniement des hommes, l'abaissement des caractères sous le pouvoir absolu, les lectures historiques qui avaient rempli sa jeunesse et qui lui revenaient en mémoire dans son âge mûr, avaient singulièrement ajouté à sa défiance naturelle. Lui, si confiant pour les choses qu'il dirigeait en personne, n'entrevoyait après sa mort que sinistres aspects, surtout pour son fils et pour sa femme. Plein d'humeur contre ses frères et beau-frère qui le contrariaient, et qu'il maltraitait fort, il était convaincu qu'ils se disputeraient le pouvoir

s'il laissait un fils enfant, et qu'ils en troubleraient la minorité. Il s'entretenait longuement de ces inquiétudes avec le prince Cambacérès, et se montra résolu à employer les précautions même les plus offensantes à l'égard de ses frères. Les constitutions impériales refusaient la régence aux femmes, pour la donner aux oncles de l'Empereur mineur. Napoléon dit hardiment au prince Cambacérès qu'il ne voulait pas que ses frères fussent investis de la régence, et qu'il entendait la conférer à Marie-Louise, pour que lui, Cambacérès, l'exercât en réalité sous le nom de l'Impératrice. Sa mort au feu lui semblait fort possible, l'effrayait peu pour lui-même, et pouvait même à ses yeux n'être pas la pire des fins. Il voulait donc laisser un gouvernement tout constitué, et en pleine activité, avant de partir pour l'Allemagne. Ces vœux, quoique si flatteuses, remplirent d'effroi le vieux Cambacérès. La prudence avait toujours chez lui comprimé l'ambition, et, l'âge aidant, il était moins ambitieux qu'il n'avait jamais été. Quelques jouissances sensuelles, peu dignes de sa gravité, avaient distraint pendant un temps son âme appesantie : aujourd'hui, qui l'aurait cru ? cet esprit si peu dominé par l'imagination tournait à l'extrême dévotion, et bien loin d'aspirer à gouverner un immense empire en l'absence ou à la mort du géant qui l'avait élevé, il songeait à s'enfoncer dans la retraite et la piété. Il fut épouvanté du rôle qui lui était réservé, et plaida auprès de Napoléon la cause de ses frères. D'abord, avait-il dit, il aurait fallu les écarter par une disposition constitutionnelle, et l'histoire n'apprenait que trop que les dispositions des souverains défunts, établies constitutionnellement ou non, ne prévalaient guère contre les passions que leur mort déchainait presque toujours. De plus, Joseph était bon, attaché au fond à Napoléon, n'avait pas d'enfant mâle, et songeait probablement à unir l'une de ses filles au Roi de Rome. C'étaient des raisons de ne pas le craindre, et même de se fier à lui. Jérôme était tout à fait dévoué à son frère, et d'ailleurs point en mesure, par son âge, de disputer la régence. Louis avait disparu de la scène. Murat, si ce n'est comme militaire, n'avait aucune importance. Il n'y avait donc pas à s'inquiéter d'eux, et il fallait laisser la régence à Joseph, dans les mains de qui elle serait peu contestée. — Toutes ces raisons ne touchèrent point Napoléon, et il parut décidé à écarter ses frères. Il ne voulait que sa femme conduite par un habile homme. L'archichancelier parla ensuite à Napoléon du prince Eugène, qui jamais ne lui avait donné de mécontentement, sauf par un peu de nonchalance, et qui du reste s'était acquis beaucoup d'honneur dans la dernière campagne. Au nom du prince Eugène, Napoléon, ordinairement si affectueux, quand il s'agissait de ce prince, s'arrêta tout à coup avec l'apparence d'une réflexion inquiète et ombrageuse. — Eugène, dit-il, est un excellent homme. Mais il est bien jeune ! Il faut se garder d'allumer une ambition excessive dans ce cœur si

peu fait encore aux passions du monde... Qui sait ce que le temps pourrait amener!... —

Tous les princes impériaux ayant été ainsi écartés, et Napoléon revenant sans cesse à son idée, il fallut chercher pour le satisfaire les formes les moins blessantes. Personne, pour trouver des formes, n'était plus habile que l'archichancelier Cambacérès. Il y avait pour exclure la plupart des princes de la famille impériale, soit de la régence, soit même du conseil de régence, une raison des plus naturelles, et des moins sujettes à contestation, c'était la possession d'un trône étranger. Les princes en effet qui régnaient hors de l'Empire, pouvaient avoir des intérêts tellement contraires à ceux de la France, que leur exclusion du gouvernement, en cas de minorité, allait de soi, et ne pouvait paraître ni une de ces précautions de défiance, ni une de ces rigueurs excessives, qu'un règne efface immédiatement en succédant à un autre. Il fut donc convenu que, par un article du sénatus-consulte projeté, on exclurait de la régence les princes assis sur des trônes étrangers, à moins qu'ils n'abdiquassent, ce qui était peu vraisemblable, pour venir exercer en France leurs droits de princes et de grands dignitaires de l'Empire. Une autre disposition tout aussi naturelle, c'était la préférence accordée à la mère pour gouverner l'État pendant la minorité de son fils. La nature était ici une raison parlant à tous les cœurs. De plus la politique extérieure venait ajouter une autre raison en faveur de Marie-Louise, c'était l'avantage de conférer le pouvoir à une fille des Césars, aimée de l'empereur son père, et ayant ainsi des titres sacrés à la protection de la principale des cours européennes. Les frères de Napoléon exclus sans injustice et sans offense, l'Impératrice constituée régente de la manière la mieux motivée, il fallait lui composer un conseil de régence; et régler les attributions de ce conseil. Napoléon décida qu'il serait composé des princes du sang, oncles de l'Empereur, des princes grands dignitaires (toujours à la condition qu'ils ne régneraient pas au dehors), et dans l'ordre suivant : l'archichancelier, l'archichancelier d'État, le grand électeur, le connétable, l'architrésorier, le grand amiral. Cet ordre attribua la première place au prince Cambacérès, et lui assura la principale influence sur les affaires. Napoléon se chargeait d'ailleurs de la lui assurer plus complètement par ses instructions secrètes à l'Impératrice. Le conseil devait être consulté sur toutes les grandes affaires d'État, mais il n'avait que voix consultative.

Les choses ayant été ainsi réglées dans un projet de sénatus-consulte, Napoléon fit d'abord présenter ce projet au Conseil d'État avant de l'envoyer au Sénat. Il en exposa lui-même les motifs de vive voix, avec précision et autorité. Tout le monde se tut, et parut approuver sans réserve. Néanmoins un membre demanda s'il ne conviendrait pas de réparer une omission du futur sénatus-consulte, et de conférer la régence à la mère de

l'Empereur mineur, même lorsqu'elle ne serait pas impératrice douairière. Le cas aurait pu se produire si Napoléon avait pris pour héritier un fils de son frère Louis et de la reine Hortense. Cette princesse, depuis que le roi Louis avait abdiqué la couronne de Hollande, vivait en France séparée de son mari, et très-aimée de la société parisienne. La réclamation, évidemment présentée dans son intérêt, fut appuyée par un jeune conseiller d'État qui jouissait de toute la faveur impériale, M. le comte Molé. Napoléon la repoussa d'une manière dure et péremptoire, et il n'en fut plus question. En sortant du conseil, il dit à Cambacérès : Eh bien, avez-vous vu s'agiter les amis d'Hortense ? quo serait-ce si j'étais mort ?... — Et il laissa échapper un soupir à la pensée de tout ce qui pourrait arriver s'il disparaissait de la scène du monde.

Le sénatus-consulte fut adopté par le Sénat tel qu'il avait été proposé. Par ses lettres patentes Napoléon conféra à la régente la plénitude apparente de l'autorité souveraine, sauf l'interdiction de présenter des lois au Corps législatif, et des sénatus-consultes au Sénat, mais dans la pratique il restreignit l'usage de cette autorité par des précautions bien calculées, et il établit que la régente ne ferait rien sans la signature du prince Cambacérès. Il lui donna en outre pour secrétaire de la régence, devant remplir auprès d'elle les fonctions de ministre d'État, le sage duc de Cadore, M. de Champagny. Il ne pouvait assurément l'entourer de meilleurs conseils.

Le 30 mars il investit l'impératrice de sa nouvelle dignité. Environné des grands dignitaires de l'Empire, il la reçut dans la salle du trône, et il lui fit prêter serment de gérer en bonne mère, en fidèle épouse, en bonne Française, les augustes fonctions qui lui étaient attribuées. Cette formalité accomplie, il congédia l'assemblée, ne retint que les ministres, et fit assister l'impératrice à un conseil où l'on traita des plus grandes affaires. Elle y parut attentive, curieuse, et point dépourvue d'intelligence. Pendant les jours qui suivirent, il continua de l'appeler à chaque conseil, discuta toutes choses devant elle, et prit soin de l'instruire lui-même au gouvernement. Dans ce court apprentissage, il lui indiqua à ceux qui devaient la diriger ce qu'il fallait lui montrer ou lui cacher. Parcourant les rapports de police, il en écarta quelques-uns, et dit à l'archichancelier Cambacérès : Il ne faut point salir l'esprit d'une jeune femme de certains détails. Vous lirez ces rapports, et vous ferez choix de ceux qui devront être communiqués à l'impératrice¹. — Puis il exclut encore,

¹ Voici une lettre intéressante au duc de Rovigo, qui révèle ce genre de sollicitude.

• Au ministre de la police.

• Paris, le 26 avril 1813.

• Mon intention n'est pas que vous remettiez directement à l'impératrice vos mémoranda

pour se le réserver, un genre d'affaires, c'était la nomination des officiers supérieurs de l'armée. — Ni vous ni l'Impératrice, dit-il à Cambacérès, ne connaissez le personnel de l'armée. Le ministre de la guerre seul le connaît, et je n'ai pas confiance en lui. Si je le laissais faire, il remplirait l'armée de sujets sur le dévouement desquels je ne pourrais pas compter, et je finirais par le destituer. Vous aurez donc soin de me renvoyer à signer tous les brevets. — Le ministre Clarke, duc de Feltre, laborieux, assidu à ses fonctions, affectant le dévouement, mais commençant à douter de la perpétuité de la dynastie impériale, cherchait volontiers auprès de tous les partis des appuis futurs. Il était violemment brouillé avec le ministre de la police. Napoléon n'était pas fâché de faire surveiller la fidélité un peu suspecte du duc de Feltre par la baine du duc de Rovigo, dans la sincérité duquel il avait toute confiance.

Au moment de partir pour l'armée, Napoléon, cherchant à concilier des amis à son fils et à sa femme, aurait voulu faire une promotion considérable de sénateurs, afin d'étayer par des intérêts satisfaits le dévouement ébranlé d'un grand nombre de personnages. Mais cette mesure présentait un danger que le pénétrant archichancelier lui signala. Il ne restait que treize places vacantes au Sénat, et treize dotations disponibles. Faire plus de nominations qu'il n'y avait de vacances, c'était s'obliger ou à diviser davantage les ressources existantes, ou à augmenter les revenus du Sénat. La situation des finances ne permettant pas de recourir à ce dernier moyen, et ne voulant pas user du premier, de peur de mécontenter le Sénat, Napoléon ne nomma que treize nouveaux membres, qui n'ajoutèrent pas beaucoup, comme on le verra plus tard, à la fidélité de ce corps. Il prodigua en outre les décorations de l'ordre de la Réunion, et nomma duc le comte Decrès, auquel il avait fait attendre ce titre fort injustement, car ce n'était pas la faute de ce ministre si la marine n'avait pas eu de grands succès pendant l'ère impériale. Il choisit pour ses aides de camp le général Corbineau, qui avait miraculeusement trouvé le passage de la Bérézina, et l'illustre Drouot, qui rendait de si grands services dans l'artillerie de la garde, avec laquelle se gagnaient les batailles. Il ne se borna pas à ménager des amis à sa femme et à son fils, il chercha encore à leur épargner des embarras. Il avait rappelé d'Espagne le maréchal Soult, et permis à M. Fouché de retenir de sa sénatorerie. Il ne voulut pas laisser oisifs à Paris ces deux personnages, surtout le second. Il emmena le maréchal Soult avec lui, se proposant de lui donner un emploi

* sur les affaires de police. Ce ne peut avoir aucun avantage, et j'y vois des inconvénients. L'Impératrice est trop jeune pour lui gâter l'esprit ou l'inquiéter par des détails de police. Vous ne devez donc adresser qu'à l'archichancelier la copie des rapports que vous me remettrez. L'archichancelier ne lui remettra que ce qu'il est bon qu'elle sache, et on traitait ces sortes d'affaires le plus légèrement possible.

dans sa garde, et il résolut, dès qu'il serait rentré dans les pays allemands, de confier à M. Fouché le gouvernement des provinces conquises.

Il venait de terminer, après trois ou quatre semaines, la session du Corps législatif, et lui avait fait voter la loi de finances, ainsi que la loi relative à la vente des biens communaux. En attendant que les nouveaux bons de la caisse d'amortissement eussent obtenu la confiance du public, il en avait acheté pour la liste civile et le trésor extraordinaire pour environ 70 millions, ce qui était un grand secours donné à M. Molliou; mais une notable diminution des ressources métalliques renfermées aux Tuileries. Suivant sa coutume il envoya quelques millions à Mayence, dans une caisse inconnue de tous ses ministres, pour qu'aucun d'eux ne comptât sur elle, et qu'il pût y trouver les moyens de pourvoir extraordinairement à ce qui manquerait à ses troupes.

Avant de partir, il prit encore quelques mesures relativement au concordat de Fontainebleau. Le Pape, sans nier l'authenticité de ce concordat, ni la réalité de la signature par lui donnée, avait adopté le parti de ne pas exécuter le nouveau traité, en gardant du reste le plus complet silence sur ses intentions. Il ne parlait pas de sa translation à Avignon, pour laquelle d'ailleurs rien n'était encore prêt; il n'exerçait aucune des fonctions du pontificat; il n'avait pas fait choix d'un ministre pour communiquer avec le gouvernement français, n'avait pas davantage informé les diverses cours catholiques qu'on pouvait lui envoyer à Avignon des représentants accrédités. Quant aux fameuses bulles destinées à instiguer les évêques nommés par Napoléon, tant de fois annoncées et depuis si longtemps attendues, il n'en disait rien, de manière que le gouvernement de l'Église restait toujours suspendu. Sur ces divers objets, Pie VII, revenant à un système de finesse qui n'était pas à lui, mais à ses conseillers, était loin de déclarer qu'il voulait renoncer au concordat de Fontainebleau et rétracter sa signature, mais il semblait indiquer que dans l'état des choses l'exécution de ce traité n'avait rien de pressant, et affectait de sommeiller plus que de s'écarter dans sa paisible retraite. Seulement les personnages actifs du parti de l'Église faisaient à Fontainebleau de fréquents voyages. Le bonillant Napoléon faillit s'emporter, et gâter par un éclat l'habileté de son rapprochement avec le Saint-Père. Mais mieux conseillé il se borna à profiter de ses avantages. Le Pape ayant signé le concordat publiquement, librement, Napoléon n'avait aucune raison de le tenir secret. A la vérité, il avait promis de ne le rendre public qu'après la communication qui devait en être faite aux cardinaux; mais la mauvaise foi dont on usait envers lui, le retard qu'on mettait à faire cette communication aux cardinaux, qui étaient tous réunis à Paris, les dénégations de beaucoup de gens d'Église, assurant, les uns que le concordat n'existait pas, les autres qu'il avait été extorqué par la violence, donnaient

refusa à Napoléon le droit de le publier. En conséquence il le fit insérer au Bulletin des lois, comme loi de l'État, devant recevoir son exécution à partir de cette insertion. Il prit ensuite ses mesures pour que l'institution des nouveaux prélats, signifiée officiellement au Pape, pût avoir lieu par le métropolitain, si le Pape ne l'accordait pas lui-même dans les six mois. En outre il restreignit le nombre des visiteurs à Fontainebleau, et désigna ceux qui pourraient être admis auprès du Pape. Enfin il ordonna, mais sans bruit, l'arrestation et la translation à quarante lieues de Paris du cardinal di Pietro, comme s'étant signalé par ses mauvais conseils en cette dernière circonstance. Il ne laissa point ignorer autour du Pape le motif de cette nouvelle rigueur. Au surplus il ne l'étendit à aucun autre des conseillers de Pie VII. C'était un avertissement qu'il voulait donner, mais point encore un éclat qu'il voulait faire.

Peu de jours avant son départ pour Mayence, survint le prince de Schwarzenberg, qui était annoncé comme le confident des plus secrètes résolutions du cabinet autrichien. Napoléon avait déjà réexpédié à Vienne M. de Bubna, dont il avait goûté l'esprit, caressé l'amour-propre, et encouragé autant que possible les bonnes dispositions pour la France. Il s'était fort appliqué à lui inculquer l'idée, qui en ce moment pouvait difficilement entrer dans une tête allemande, que l'Autriche devait chercher à refaire avec la France sa fortune délabrée. Il tenta la même chose auprès du prince de Schwarzenberg. Ce prince, qui ne haïssait point Napoléon, et avait bien au contraire d'en être personnellement satisfait, commençait à se trouver fort embarrassé, car il ne voulait pas lui déplaire, et il tenait aussi à ménager les passions de son pays, bien qu'il fût loin de les partager entièrement. M. de Metternich l'avait envoyé pour questionner beaucoup plus que pour parler; il l'avait chargé surtout de savoir quelle paix Napoléon serait disposé à conclure, et de lui insinuer que l'Autriche ne tirerait l'épée que pour la paix, et pour une paix tout allemande. Dire cela à l'impétueux Napoléon, rayonnant de confiance et d'ardeur, n'était chose ni aisée ni agréable. Aussi le prince de Schwarzenberg n'avait-il accepté cette mission qu'à regret, et ne la remplissait-il qu'avec une sorte de mauvaise grâce. Il n'articula rien de clair ni de satisfaisant, parla seulement de la nécessité de la paix, du déchainement des esprits en Allemagne, et n'osa exprimer qu'une très-petite partie de ce qu'il était chargé de dire. Napoléon du reste ne lui laissa ni le temps ni l'occasion de s'expliquer, chercha en le caressant beaucoup à l'entraîner dans ses projets, lui montra une confiance calculée, et prenant ses états de troupes qu'il avait toujours sur sa table à travail, s'efforça de lui persuader qu'il avait en France, en Allemagne, en Italie, en Espagne, onze ou douze cent mille hommes sous les armes, valant bien en qualité les jeunes Allemands qu'on devait lui opposer, ayant de bien autres officiers, et surtout un

bien autre général. Il affirma qu'il allait écraser les Russes et les Prussiens, et les jeter au delà de la Vistule. Il lâcha ensuite de persuader au prince que c'était le cas pour l'Autriche de rendre la paix certaine et immédiate en se prononçant en faveur de la France, et de la rendre en outre la plus avantageuse qu'elle eût jamais conclue, en acceptant la Silésie, un million de Polonais, et l'Illyrie, toutes choses qu'il était prêt à lui donner. Le prince de Schwarzenberg, quoique doué d'une raison assez ferme, fut touché des calculs de Napoléon, essaya toutefois de lui dire qu'il aurait à combattre dans la prochaine campagne des troupes animées d'un violent fanatisme, que ce ne serait pas l'affaire d'une ou deux batailles, qu'il serait donc sage à lui de songer à négocier, que l'Autriche était toute prête à l'y aider, mais qu'elle ne pouvait cependant pas se battre contre l'Europe, pour un arrangement qui ne serait en rien conforme aux vœux et aux intérêts de l'Allemagne. Mais Napoléon était beaucoup trop ardent pour qu'on pût avec de froides raisons l'arrêter dans ses élans. Le prince de Schwarzenberg vit bien qu'il voulait se battre à outrance, que rien ne l'en empêcherait, que probablement il aurait des succès, et pensa qu'il fallait attendre ces succès, et en connaître l'importance, avant de rien augurer et de rien résoudre. En conséquence il proféra quelques mots sans force et sans suite, puis se tut, n'osant pas même dire à Napoléon, sur un point très-important, la vérité qu'il savait, et qu'il eût été de sa loyauté de lui faire connaître. Ce point était relatif au corps auxiliaire autrichien. L'Autriche affectant de rester fidèle au traité d'alliance du 14 mars 1812, le corps auxiliaire autrichien devait toujours être à la disposition de Napoléon, et de plus son entrée en action était fort désirable en ce moment. Napoléon dit donc au prince de Schwarzenberg qu'il allait expédier à ce corps des ordres pour qu'il s'avancât avec le prince Poniatowski vers la haute Silésie, et qu'il espérait que ces ordres seraient exécutés. Le prince de Schwarzenberg qui savait bien que son gouvernement ne voulait plus tirer un coup de fusil, craignit de l'avouer à Napoléon, et eut la faiblesse de lui répondre que le corps autrichien obéirait.

Après avoir vainement tenté de convertir le prince de Schwarzenberg, Napoléon adressa à ses alliés le grand-duc de Bade, le prince primat, le duc de Wurtemberg, les rois de Wurtemberg, de Bavière et de Saxe, la recommandation de préparer leur contingent, et surtout de lui expédier ce qu'ils auraient de cavalerie organisée. Il insista particulièrement auprès du roi de Saxe, retiré à Ratisbonne, lequel avait avec lui les 2,400 beaux cavaliers dont nous avons parlé, et sur lesquels Napoléon comptait pour les adjoindre au corps du maréchal Ney. Il fit cette demande comme on donne un ordre absolu. Toutes ces dispositions terminées, et après avoir reçu les derniers embrassements de l'impératrice,

émue, désolée de cette séparation, il partit le 15 avril, aussi ardent, aussi confiant qu'au début de ses plus belles campagnes! Heureuse et fatale confiance qui devait produire de grandes choses, mais, par son excès même, amener de nouveaux et irréparables désastres!

FIN DU LIVRE QUARANTE-SEPTIÈME ET DU SIXIÈME VOLUME.

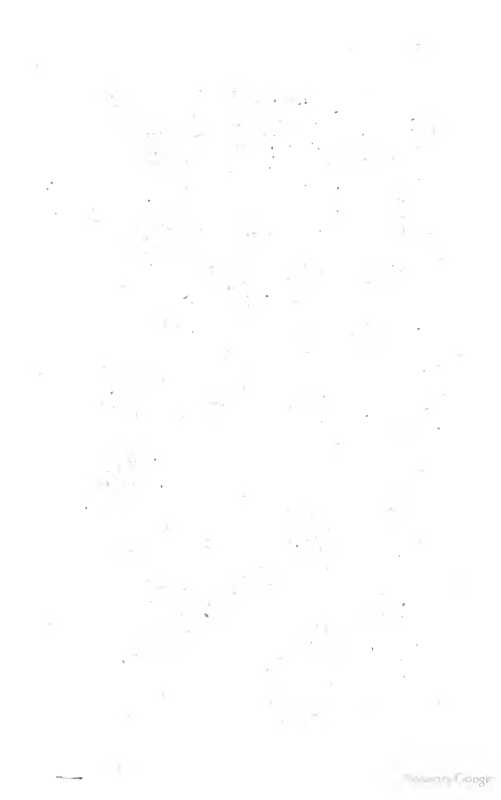


TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE TOME SIXIÈME.

LIVRE QUARANTE ET UNIÈME.

LE CONCILE.

Naissance du Roi de Rome le 20 mars 1811. — Remise au mois de juin de la cérémonie du baptême. — Diverses circonstances qui dans le moment attristent la France et compriment l'essor de la joie publique. — Redoublement de défiance à l'égard de la Russie, accélération des armemens, et rigueurs de la conscription. — Crise commerciale et industrielle amenée par l'excès de la fabrication et par la complication des lois de douanes. — Faillites nombreuses dans les industries de la filature et du tissage du coton, de la draperie, de la soierie, de la raffinerie, etc. — Secours donnés par Napoléon au commerce et à l'industrie. — A ces causes de malaise se joignent les troubles religieux. — Efforts du Pape et d'une partie du clergé pour rendre impossible l'administration provisoire des diocèses. — Intrigues auprès des chapitres pour les empêcher de conférer aux nouveaux prélats la qualité de vicaires capitulaires. — Brefs du Pape aux chapitres de Paris, de Florence et d'Asti. — Hasard qui fait découvrir ces brefs. — Arrestation de M. d'Astros; expulsion violente de M. Portalis du sein du Conseil d'Etat. — Rigueurs contre le clergé, et soumission des chapitres récalcitrants. — Napoléon, se voyant exposé aux dangers d'un schisme, projette la réunion d'un concile, dont il espère se servir pour vaincre la résistance du Pape. — Examen des questions que soulève la réunion d'un concile, et convocation de ce concile pour le mois de juin, le jour du baptême du Roi de Rome. — Suite des affaires extérieures en attendant le baptême et le concile. — Napoléon retire le portefeuille des affaires étrangères à M. le duc de Cadore pour le confier à M. le duc de Bassano. — Départ de M. de Lauriston pour aller remplacer à Saint-Petersbourg M. de Caulaincourt. — Lentes calculées de son voyage. — Entretiens de l'empereur Alexandre avec MM. de Caulaincourt et de Lauriston. — L'empereur Alexandre sachant que ses armemens ont offensé Napoléon, en explique avec franchise l'origine et l'étendue, et s'attache à prouver qu'ils ont servi et non préjudicié ceux de la France. — Son désir sincère du la paix, mais sa résolution invariable de s'arrêter à l'égard du blocus continental aux mesures qu'il a précédemment adoptées. — Napoléon conclut des explications de l'empereur Alexandre, que la guerre est certaine, mais différée d'une année. — Il prend dès lors plus de temps pour ses armemens, et leur donne des proportions plus considérables. — Il dispose toutes choses pour entreprendre la guerre au printemps de 1812. — Vues et direction de sa diplomatie auprès des différentes puissances de l'Europe. — Etat de la cour de Vienne depuis le mariage de Napoléon avec Marie-Louise; politique de l'empereur François et de M. de Metternich. — Probabilité d'une alliance avec l'Autriche, ses conditions, son

degré de sincérité. — État de la cour de Prusse. — Le roi Frédéric-Guillaume, M. de Hardenberg, leurs inquiétudes et leur politique. — Danemark et Suède. — Zèle du Danemark à secourir le blocus continental. — Mauvaise foi de la Suède. — Cette puissance profite de la paix accordée par la France pour se constituer l'intermédiaire du commerce interlope. — Établissement de Gothenbourg destiné à remplacer celui d'Elleholand. — Difficultés relatives à la succession au trône. — La mort du prince royal adapté par le nouveau roi Charles XIII laisse la succession vacante. — Plusieurs partis en Suède, et leurs vues diverses sur le choix d'un successeur au trône. — Dans leur embarras, les différents partis se jettent hâtivement sur le prince de Ponte-Corvo (maréchal Bernadotte), espérant se concilier la faveur de la France. — Napoléon, étranger à l'élection, permet au prince de Ponte-Corvo d'accepter. — A peine arrivé en Suède, le nouvel élu, pour flatter l'ambition de ses futurs sujets, convoque la Norvège, et propose à Napoléon de lui en ménager la conquête. — Napoléon, fidèle au Danemark, repousse cette proposition. — Dispositions générales de l'Allemagne dans le moment où se prépare une guerre générale au Nord. — Tout en préparant ses armées et ses alliances, Napoléon s'occupe activement de ses affaires intérieures. — Baptême du Roi de Rome. — Grandes fêtes à cette occasion. — Préparatifs du concile. — Motifs qui ont fait préférer un concile national à un concile général. — Questions qui lui seront posées. — On les renferme toutes dans une seule, celle de l'institution canonique des évêques. — Avant de réunir le concile on envoie trois prélats à Savone pour essayer de s'entendre avec Pie VII, et ne faire au concile que des propositions concertées avec le Saint-Siège. — Ces prélats sont l'archevêque de Tours, les évêques de Nantes et de Trèves. — Leur voyage à Savone. — Accueil qu'ils reçoivent du Pape. — Pie VII donne un consentement indirect au système proposé pour l'institution canonique, et renvoie l'arrangement général des affaires de l'Église au moment où on lui aura rendu sa liberté et un conseil. — Retour des trois prélats à Paris. — Réunion du conseil le 17 juin. — Dispositions des divers partis composant le concile. — Cérémonial, discours d'ouverture, et serment de fidélité au Saint-Siège. — Les prélats à peine réunis sont dominés par un sentiment commun de sympathie pour les malheurs de Pie VII et d'aversion secrète pour le despotisme de Napoléon. — La crainte les contient. — Premières séances du concile. — Projet d'adresse en réponse au message impérial. — Difficultés de la rédaction. — A la séance où l'on discute cette adresse les esprits s'exaltent, et un membre propose de se rendre en corps à Saint-Cloud pour demander la liberté du Pape. — Le président arrête ce mouvement en suspendant la séance. — Adoption de l'adresse après de nombreux retranchements, et refus de Napoléon de la recevoir. — Rôle modérateur de M. Duvoisin, évêque de Nantes, et de M. de Barral, archevêque de Tours. — Maladresse et orgueil du cardinal Fesch. — La question principale, celle de l'institution canonique, soumise à une commission. — Avis divers dans le sein de cette commission. — Malgré les efforts de M. Duvoisin, la majorité de ses membres se prononce contre la compétence du concile. — Napoléon irrité veut dissoudre le concile. — On l'exhorte à attendre le résultat définitif. — M. Duvoisin engage la commission à prendre pour base les propositions admises par le Pape à Savone. — Cet avis adopté d'abord, n'est accepté définitivement qu'avec un nouveau renvoi au Pape, qui suppose l'incompétence du concile. — Le rapport, présenté par l'évêque de Tournay, excite une scène orageuse dans le concile et des manifestations presque factieuses. — Napoléon dissout le concile et navoie à Vincennes les évêques de Gand, de Troyes et de Tournay. — Les prélats épouvantés offrent de transiger. — On recueille individuellement leurs avis, et quand on est assuré d'une majorité, on réunit de nouveau le concile le 5 août. — Cette assemblée rend un décret conforme à peu près à celui qu'on desirait d'elle, mais avec un recours au Pape qui n'emporte cependant pas l'incompétence du concile. — Nouvelle députation de quelques cardinaux et prélats à Savone, pour obtenir l'adhésion du Pape aux actes du concile. — Napoléon, fatigué de cette querelle religieuse, ne vise plus qu'à se débarrasser des prélats réunis à Paris, et à profiter de la députation envoyée à Savone pour abaisser l'institution des vingt-sept évêques nommés et non institués. — L'esprit toujours dirigé vers la prochaine guerre du Nord, il se flatte que victorieux encore une fois, le monde entier cédera à son

ascendant. — Nouvelles explications avec la Russie. — Conversation de Napoléon avec le prince Kourakin, le soir du 15 août. — Cette conversation laisse peu d'espoir de paix, et porte Napoléon à continuer ses préparatifs avec encore plus d'activité. — Départ des quatrièmes et sixièmes bataillons. — Emploi de soixante mille réfractaires qu'en a obligés de rejoindre. — Manière de les plier au service militaire. — Composition de quatre armées pour la guerre de Russie, et préparation d'une réserve pour l'Espagne. — Voyage de Napoléon en Hollande et dans les provinces du Rhin. — Plan de défense de la Hollande. — La présence de Napoléon sert de prétexte pour réunir la grosse cavalerie et l'acheminer sur l'Elbe. — Création des hussiers. — Inspection des troupes destinées à la guerre de Russie. — Séjour à Wesel, à Cologne et dans les villes du Rhin. — Affaires diverses dont Napoléon s'occupe chemin faisant. — Arrangement avec la Prusse. — Le ministre de France est rappelé de Stockholm. — Suite et fin apparente de la querelle religieuse. — Acceptation par Pie VII du décret du concile, avec des motifs qui ne contiennent pas entièrement à Napoléon. — Celui-ci accepte le dispositif sans les motifs, et renvoie dans leurs diocèses les prélats qui avaient composé le concile. — Son retour à Paris en novembre, et son application à expédier toutes les affaires intérieures, afin de ne rien laisser en souffrance en partant pour la Russie. 1 à 123

LIVRE QUARANTE-DEUXIÈME.

TARRAGONE.

Suite des événements dans la Péninsule. — Retour de Joseph à Madrid, et conditions auxquelles il y retourne. — État de l'Espagne, fatigue des esprits, possibilité de les soumettre en accordant quelques secours d'argent à Joseph, et ce lui envoyant de nouvelles forces. — Situation critique de Badajoz depuis la bataille d'Albuera. — Empressement du maréchal Marmont, successeur de Masséna, à courir au secours de cette place. — Marche du ce maréchal, sa jonction avec le maréchal Soult, et délivrance de Badajoz après une courageuse résistance de la part de la garnison. — Réunion de ces deux maréchaux, suivie de leur séparation presque immédiate. — Le maréchal Soult va réprimer les bandes insurgées de l'Andalousie, et le maréchal Marmont vient s'établir sur le Tage, de manière à pouvoir secourir ou Ciudad-Rodrigo ou Badajoz, selon les circonstances. — Lord Wellington, après avoir échoué devant Badajoz, est forcé par les maladies de prendre des quartiers d'été, mais il se dispose à attaquer Badajoz ou Ciudad-Rodrigo au premier faux mouvement des armées françaises. — Opérations en Aragon et en Catalogne. — Le général Suchet, chargé du commandement de la basse Catalogne et d'une partie des forces de cette province, se transporte devant Tarragone. — Méorable siège et prise de cette place importante. — Le général Suchet élevé à la dignité de maréchal. — Reprise de Figuières au moment occupée par les Espagnols. — Lord Wellington ayant fait des préparatifs pour assiéger Ciudad-Rodrigo, et s'étant approché de cette place, le maréchal Marmont quitte les bords du Tage en septembre, et réunit au général Dorsenne qui avait remplacé le maréchal Bessières en Castille, marche sur Ciudad-Rodrigo, et parvient à le ravitailler. — Extrême péril de l'armée anglaise. — Les deux généraux français, plus unis, auraient pu lui faire essuyer un grave échec. — Fin paisible de l'été en Espagne, et résolution prise par Napoléon de conquérir Valence avant l'hiver. — Départ du maréchal Suchet le 15 septembre, et sa marche à travers le royaume de Valence. — Résistance de Sagonte, et vains efforts pour enlever d'assaut cette forteresse. — Le général Blake voulant secourir Sagonte vient offrir la bataille à l'armée française. — Victoire de Sagonte gagnée le 25 octobre 1811. — Reddition de Sagonte. — Le maréchal Suchet quoique vainqueur n'a pas des forces suffisantes pour prendre Valence, et demande du renfort. — Napoléon fait converger vers lui toutes les troupes disponibles en Espagne, sous les généraux Caffarelli, Reille et Monthenon. — Investissement et prise de Valence le 9 janvier 1812 avec le secours de deux divisions amenées par le général Reille. — Fin du mouvement 57.

ordonné au général Montbrun, et course de celui-ci jusqu'à Alicante. — Lord Wellington profitant de la concentration autour de Valence de toutes les forces disponibles des Français, se hâte d'investir Ciudad-Rodrigo. — Il prend cette place le 19 janvier 1812 avant que le maréchal Marmont ait pu la secourir. — Injustes reproches adressés au maréchal Marmont. — Dans ce moment Napoléon, au lieu d'envoyer de nouvelles troupes en Espagne, en retire sa garde, les Polonois, la moitié des dragons, et un certain nombre de quatrièmes bataillons. — Il ramène le maréchal Marmont du Tage sur le Douro, en lui assignant exclusivement la tâche de défendre le nord de la Péninsule contre les Anglais. — Profitant de ces circonstances, lord Wellington court à Badajoz, et prend cette place d'assaut le 7 avril 1812, malgré une conduite héroïque de la part de la garnison. — Avec Ciudad-Rodrigo et Badajoz tombent les deux boulevards de la frontière d'Espagne contre les Anglais. — Napoléon, se préparant à partir pour la Russie, nomme enfin Joseph commandant en chef de toutes les armées de la Péninsule, en lui laissant des forces insuffisantes et dispersées. — Résumé des événements d'Espagne pendant les années 1810 et 1811 et les premiers mois de l'année 1812. 124 à 209

LIVRE QUARANTE-TROISIÈME.

PASSAGE DU NIÈMEN.

Suite des événements du Nord. — Un succès des Russes sur le Danube, écartant toute apparence de faiblesse de leur part, dispose l'empereur Alexandre à envoyer M. de Neuselede à Paris, afin d'arranger à l'amiable les différends survenus avec la France. — À cette nouvelle, Napoléon, ne voulant pas de cette mission pacifique, traite le prince Kourakin avec une extrême froideur, et montre à l'égard de la mission de M. de Neuselede des dispositions qui obligent la Russie à y renoncer. — Derniers et vastes préparatifs de guerre. — Immensité et distribution des forces réunies par Napoléon. — Mouvement de toutes ses armées s'échelonnant sur une ligne qui s'étend des Alpes aux bouches du Rhin, et s'avance sur la Vistule. — Ses précautions pour arriver insensiblement jusqu'au Nièmen sans provoquer les Russes à envahir la Pologne et la Vieille-Prusse. — Ordre donné à M. de Lauriston de tenir un langage pacifique, et envoi de M. de Czernicheff pour persuader à l'empereur Alexandre qu'il s'agit uniquement d'une négociation appuyée par une démonstration armée. — Alliances politiques de Napoléon. — Traités de coopération avec la Prusse et l'Autriche. — Négociations pour nouer une alliance avec la Suède et avec la Porte. — Efforts pour amener une guerre de l'Amérique avec l'Angleterre, et probabilité d'y réussir. — Dernières dispositions de Napoléon avant de quitter Paris. — Situation intérieure de l'Empire; disette, finances, état des esprits. — Situation à Saint-Petersbourg. — Accueil fait par Alexandre à la mission de M. de Czernicheff. — Éclairci par les mouvements de l'armée française, par les traités d'alliance conclus avec la Prusse et l'Autriche, l'empereur Alexandre se décide à partir pour son quartier général, en affirmant toujours qu'il est prêt à négocier. — En apprenant ce départ, Napoléon ordonne un nouveau mouvement à ses troupes, envoie M. de Narbonne à Wilna pour atténuer l'effet que ce mouvement doit produire, et quitte Paris le 9 mai 1812, accompagné de l'impératrice et de toute sa cour. — Arrivée de Napoléon à Dresde. — Réunion dans cette capitale de presque tous les souverains du continent. — Spectacle prodigieux de puissance. — Napoléon, averti que le prince Kourakin a demandé ses passe-ports, charge M. de Lauriston d'une nouvelle démarche auprès de l'empereur Alexandre, afin de prévenir des hostilités prématurées. — Fausse espérance à l'égard de la Suède et de la Turquie. — Vues relativement à la Pologne. — Chances de sa reconstitution. — Envoi de M. de Pradt comme ambassadeur de France à Varsovie. — Retour de M. de Narbonne à Dresde, après avoir rempli sa mission à Wilna. — Résultat de cette mission. — Le mois de mai étant écoulé, Napoléon quitte Dresde pour se rendre à son quartier général. — Horribles souffrances des peuples foulés par nos troupes. — Napoléon à Thorn. — Immense attirail de l'armée, et déve-

lancement excessif des états-majors. — Mesures de Napoléon pour y porter remède. — Son accord au maréchal Davout et au roi Murat. — Son séjour à Dantzick. — Vaste système de navigation intérieure pour transporter nos convois jusqu'au milieu de la Lithuanie. — Arrivée à Königsberg. — Rupture définitive avec Bernadotte sur des nouvelles reçues de Suède. — Déclaration de guerre à la Russie fondée sur un faux prétexte. — Plan de campagne. — Arrivée au bord du Niémen. — Passage de ce fleuve le 24 juin. — Contraste des projets de Napoléon en 1810, avec ses entreprises en 1812. — Fautes pressenties.

210 à 313

LIVRE QUARANTE-QUATRIÈME.

MOSCOU.

Napoléon se prépare à marcher sur Wilna. — Ses dispositions à Kowno pour s'assurer la possession de cette ville et y faire aboutir sa ligne de navigation. — Mouvement des divers corps de l'armée française. — En approchant de Wilna, on rencontre M. de Bulschoff, envoyé par l'empereur Alexandre pour faire une dernière tentative de rapprochement. — Motifs qui ont provoqué cette démarche. — L'empereur Alexandre et son état-major. — Opinions régnantes en Russie sur la manière de conduire cette guerre. — Système de retraite à l'intérieur proposé par le général Pfuhl. — Sentiment des généraux Barclay de Tolly et Bagration à l'égard de ce système. — En apprenant l'arrivée des Français, Alexandre se décide à se retirer sur la Dwina au camp de Drissa, et à diriger le prince Bagration avec la seconde armée russe sur le Dnieper. — Entrée des Français dans Wilna. — Orages d'été pendant la marche de l'armée sur Wilna. — Premières souffrances. — Beaucoup d'hommes prennent dès le commencement de la campagne l'habitude du maraudage. — La difficulté des marches et des approvisionnements décide Napoléon à faire un séjour à Wilna. — Inconvénients de ce séjour. — Tandis que Napoléon s'arrête pour rallier les hommes débandés et donner à ses convois le temps d'arriver, il envoie le maréchal Davout sur sa droite, afin de poursuivre le prince Bagration, séparé de la principale armée russe. — Organisation du gouvernement lithuanien. — Création de magasins, construction de foras, établissement d'une police sur les routes. — Entretien de Napoléon avec M. de Balachoff. — Language fâcheux tenu à ce personnage. — Opérations du maréchal Davout sur la droite de Napoléon. — Danger auquel sont exposées plusieurs colonnes russes séparées du corps principal de leur armée. — La colonne du général Dostoroff parvient à se sauver, les autres sont rejetées sur le prince Bagration. — Marche hardie du maréchal Davout sur Minsk. — S'apercevant qu'il est en présence de l'armée de Bagration, deux ou trois fois plus forte que les troupes qu'il commande, ce maréchal demande des renforts. — Napoléon, qui médite le projet de se jeter sur Barclay de Tolly avec la plus grande partie de ses forces, refuse au maréchal Davout les secours nécessaires, et croit y suppléer en pressant la réunion du roi Jérôme avec ce maréchal. — Marche du roi Jérôme de Grodno sur Neswiz. — Ses lenteurs involontaires. — Napoléon, mécontent, le place sous les ordres du maréchal Davout. — Ce prince, blessé, quitte l'armée. — Perte de plusieurs jours pendant lesquels Bagration réussit à se sauver. — Le maréchal Davout court à sa poursuite. — Bon combat de Mohilew. — Bagration, quoique battu, parvient à se retirer au delà du Dnieper. — Occupations de Napoléon pendant les mouvements du maréchal Davout. — Après avoir organisé ses moyens de subsistance, et laissé à Wilna une grande partie de ses convois d'artillerie et de vivres, il se dispose à marcher contre la principale armée russe de Barclay de Tolly. — Insurrection de la Pologne. — Accueil fait aux députés polonais. — Language réservé de Napoléon à leur égard, et motifs de cette réserve. — Départ de Napoléon pour Glinaboké. — Brouhaha constant, après avoir jeté Davout et Jérôme sur Bagration, à se porter sur Barclay de Tolly par un mouvement de gauche à droite, afin de déborder les Russes et de les tourner. — Marche de tous les corps de l'armée française défilant devant le camp de Drissa pour se porter sur Polotsk et Witebsk. — Les Russes au camp de Drissa.

— Révolte de leur état-major contre le plan de campagne attribué au général Pfluhl, et contrainte exercée à l'égard de l'empereur Alexandre pour l'obliger à quitter l'armée. — Celui-ci se décide à se rendre à Moscou. — Barclay de Tolly évacue le camp de Drissa, et se porte à Witebsk en marchant derrière la Dwina, dans l'intention de se rejoindre à Bagration. — Napoléon s'efforce de le prévenir à Witebsk. — Brillante suite de combats en avant d'Ostrowno, et au delà. — Bravoure audacière de l'armée française, et opiniâtreté de l'armée russe. — Un moment on espère une bataille, mais les Russes se débent pour prendre position entre Witebsk et Smolensk, et rallier le prince Bagration. — Accablement produit par des chaleurs excessives, fatigue des troupes, nouvelle perte d'hommes et de chevaux. — Napoléon, prévenu à Smolensk, et désespérant d'empêcher la réunion de Bagration avec Barclay de Tolly, se décide à une nouvelle halte d'une quinzaine de jours, pour rallier les hommes restés en arrière, amener ses convois d'artillerie, et laisser passer les grandes chaleurs. — Son établissement à Witebsk. — Ses cantonnements autour de cette ville. — Ses soins pour son armée, déjà réduite de 400 mille hommes à 256 mille, depuis le passage du Niemen. — Opérations à l'aile gauche. — Les maréchaux Macdonald et Oudinot, chargés d'agir sur la Dwina, doivent, l'un bloquer Riga, l'autre prendre Polotsk. — Avantages remportés les 29 juillet et 1^{er} août par le maréchal Oudinot sur le comte de Wittgenstein. — Napoléon pour procurer quelque repos aux Bataillons ruinés par la dysenterie, et pour renforcer le maréchal Oudinot, les envoie à Polotsk. — Opérations à l'aile droite. — Napoléon, après avoir été rejoint par le maréchal Devout et par une partie des troupes du roi Jérôme, charge le général Reynier avec les Saxons, et le prince de Schwarzenberg avec les Autrichiens, de garder la cours inférieur du Dniéper, et de tenir tête au général russe Tormazoff, qui occupe la Volhynie avec 40 mille hommes. — Après avoir ordonné ces dispositions et accordé un peu de repos à ses soldats, Napoléon recommence les opérations offensives contre la grande armée russe, composée désormais des troupes réunies de Barclay de Tolly et de Bagration. — Belle marche de gauche à droite, devant l'armée ennemie, pour passer le Dniéper au-dessous de Smolensk, surprendre cette ville, tourner les Russes, et les acculer sur la Dwina. — Pendant que Napoléon opérait contre les Russes, ceux-ci songaient à prendre l'initiative. — Déconcertés par les mouvements de Napoléon, et apercevant le danger de Smolensk, ils se rabattent sur cette ville pour la secourir. — Marche des Français sur Smolensk. — Brillant combat de Krasnoé. — Arrivée des Français devant Smolensk. — Immense réunion d'hommes autour de cette malheureuse ville. — Attaque et prise de Smolensk par Ney et Dautot. — Retraite des Russes sur Dorogobouge. — Rencontre du maréchal Ney avec une partie de l'arrière-garde russe. — Combat sanglant de Valoutina. — Mort du général Gudin. — Chagrin de Napoléon en voyant échouer l'une après l'autre les plus belles combinaisons qu'il eût jamais imaginées. — Difficultés des lieux, et peu de faveur de la fortune dans cette campagne. — Grande question de savoir s'il faut s'arrêter à Smolensk pour hiverner en Lithuanie, ou marcher en avant pour prévenir les dangers politiques qui pourraient naître d'une guerre prolongée. — Raisons pour et contre. — Tandis qu'il délibère, Napoléon apprend que le général Saint-Cyr, remplacé par le maréchal Oudinot blessé, a gagné le 18 août une bataille sur l'armée de Wittgenstein à Polotsk; que les généraux Schwarzenberg et Reynier, après diverses alternatives, ont gagné à Gorodeczna le 12 août une autre bataille sur l'armée de Volhynie; que le maréchal Devout et Murat, mis à la poursuite de la grande armée russe, ont trouvé cette armée en position en delà de Dorogobouge, avec apparence de vouloir combattre. — A cette dernière nouvelle, Napoléon part de Smolensk avec le reste de l'armée, afin de tout terminer dans une grande bataille. — Son arrivée à Dorogobouge. — Retraite de l'armée russe, dont les chefs divisés flottent entre l'idée de combattre, et l'idée de se retirer en détruisant tout sur leur chemin. — Leur marche sur Wiasma. — Napoléon jugeant qu'ils vont enfin livrer bataille, et espérant décider du sort de la guerre en une journée, se met à les poursuivre, et résout ainsi la grave question qui tenait son esprit en suspens. — Ordres sur ses ailes et ses derrières pendant la marche qu'il projette. — Le 9^e corps, sous le maréchal Victor, encafé de Berlin à Wilna pour couvrir les derrières de l'armée; le 11^e, sous le maréchal Augereau, chargé de rem-

placer le 9^e à Berlin. — Marche de la grande armée sur Wiasma. — Aspect de la Russie. — Nombreux incendies allumés par la main des Russes sur toute la route de Smolensk à Moscou. — Exaltation de l'esprit public en Russie, et irritation soit dans l'armée, soit dans le peuple, contre le plan qui consista à se retirer en détruisant tout sur les pas des Français. — Impopularité de Barclay de Tolly, accusé d'être l'auteur ou l'exécuteur de ce système, et envoi du vieux général Kutusof pour le remplacer. — Caractère de Kutusof et son arrivée à l'armée. — Quoique penchant pour le système défensif, il se décide à livrer bataille en avant de Moscou. — Choix du champ de bataille de Borodino au bord de la Moskowa. — Marche de l'armée française de Wiasma sur Ghat. — Quelques jours de mauvais temps font hésiter Napoléon entre le projet de rétrograder, et le projet de poursuivre l'armée russe. — Le retour du beau temps le décide, malgré l'avis des principaux chefs de l'armée, à continuer sa marche offensive. — Arrivée le 5 septembre dans la vaste plaine de Borodino. — Prise de la redoute de Schwardino le 5 septembre au soir. — Repos le 6 septembre. — Préparatifs de la grande bataille. — Proposition du maréchal Dautot de tourner l'armée russe par sa gauche. — Motifs qui décident le rejet de cette proposition. — Plan d'attaque directe consistant à enlever de vive force les redoutes sur lesquelles les Russes sont appuyés. — Esprit militaire des Français, esprit religieux des Russes. — Memorable bataille de la Moskowa, livrée le 7 septembre 1812. — Environ 60 mille hommes hors de combat du côté des Russes, et 30 mille du côté des Français. — Spectacle horrible. — Pourquoi la bataille, quoique meurtrière pour les Russes et complètement perdue pour eux, n'est cependant pas décisive. — Les Russes se retirent sur Moscou. — Les Français les poursuivent. — Conseil de guerre tenu par les généraux russes pour savoir s'il faut livrer une nouvelle bataille, ou abandonner Moscou aux Français. — Kutusof se décide à évacuer Moscou en traversant la ville, et en se retirant sur la route de Riazan. — Désespoir du gouverneur Rostopchin, et ses préparatifs secrets d'incendie. — Arrivée des Français devant Moscou. — Superbe aspect de cette capitale, et enthousiasme de nos soldats en l'apercevant des hauteurs de Worobiewo. — Entrée dans Moscou le 14 septembre. — Silence et solitude. — Quelques apparences de feu dans la nuit du 15 au 16. — Affreux incendies de cette capitale. — Napoléon obligé de sortir du Kremlin pour se retirer au château de Petrowskoie. — Douleur que lui cause le désastre de Moscou. — Il y voit une résolution désespérée qui exclut toute idée de paix. — Après cinq jours l'incendie est apaisé. — Aspect de Moscou après l'incendie. — Les quatre cinquièmes de la ville détruits. — Immense quantité de vivres trouvée dans les caves, et formation de magasins pour l'armée. — Prénoces qui agitent Napoléon à Moscou. — Il sent le danger de s'y arrêter, et voudrait, par une marche oblique au nord, se réunir aux maréchaux Victor, Saint-Cyr et Macdonald, en avant de la Dwina, de manière à résoudre le double problème de se rapprocher de la Pologne, et de menacer Saint-Petersbourg. — Mauvais accueil que cette conception profonde reçoit de la part de ses lieutenants, et objections fondées sur l'état de l'armée, réduite à cent mille hommes. — Pendant que Napoléon hésite, il s'aperçoit que l'armée russe s'est dérobée, et est venue prendre position sur son flanc droit, vers la route de Kalouga. — Murat envoyé à sa poursuite. — Les Russes établis à Taroutino. — Napoléon, embarrassé de sa position, envoie le général Lauriston à Kutusof pour essayer de négocier. — Finesse de Kutusof feignant d'agréer ces ouvertures, et acceptation d'un armistice tacite.

315 à 555

LIVRE QUARANTE-CINQUIÈME.

LA BÉRÉZINA.

État des esprits à Saint-Petersbourg. — Entrevue de l'empereur Alexandre à Abo avec le prince royal de Suède. — Plan d'agir sur les derrières de l'armée française témérairement engagé jusqu'à Moscou. — Renfort des troupes de Finlande envoyé au comte de Wittgenstein, et réunion de l'armée de Moldavia à l'armée de Volhynie sous l'amiral Tchitchakoff. — Ordres aux généraux russes de se porter sur les deux armées françaises qui gardent la Dwina et le Dniéper, afin de fermer toute retraite à Napoléon. — Injunc-

tion au général Kutousof de repousser toute négociation, et de recommencer les hostilités le plus tôt possible. — Pendant ce temps Napoléon, sans beaucoup espérer la paix, est retenu à Moscou par sa répugnance pour un mouvement rétrogradé, qui l'affaiblirait aux yeux de l'Europe, et rendrait toute négociation impossible. — Il penche pour le projet de laisser une force considérable à Moscou, en allant avec le reste de l'armée s'établir dans la riche province de Kalouga, d'où il tendrait la main au maréchal Vietor, amené de Smolensk à Jelnin. — Pendant que Napoléon est dans cette incertitude, Kutousof ayant procuré à son armée du repos et des renforts, surprend Murat à Winkowo. — Combat brillant dans lequel Murat répare son incurie par sa bravoure. — Napoléon irrité marche sur les Russes afin de les punir de cette surprise, et quitte Moscou en y laissant Murat avec 10 mille hommes pour occuper cette capitale. — Départ le 19 octobre de Moscou, après y être resté trente-cinq jours. — Sortie de cette capitale. — Singulier aspect de l'armée traînant après elle une immense quantité de bagages. — Arrivée sur les bords de la Pakra. — Parvenu en cet endroit, Napoléon conçoit tout à coup le projet de dérober sa marche à l'armée russe, et, à la confusion de celle-ci, de passer de la vieille sur la nouvelle route de Kalouga, d'atteindre ainsi Kalouga sans coup férir, et sans avoir un grand nombre de blessés à transporter. — Ordres pour ce mouvement, qui entraîne l'évacuation définitive de Moscou. — L'armée russe, avertie à temps, se porte à Malo-Jaroslawets, sur la nouvelle route de Kalouga. — Bataille sanglante et glorieuse de Malo-Jaroslawets, livrée par l'armée d'Italie à une partie de l'armée russe. — Napoléon, se flattant de percer sur Kalouga, voudrait persister dans son projet, mais la crainte d'une nouvelle bataille, l'impossibilité de travailler avec lui tout ou dix mille blessés, les instances de tous ses lieutenants, le décident à reprendre la route de Smolensk, que l'armée avait déjà suivie pour venir à Moscou. — Résolution fatale. — Premières pluies et difficultés de la route. — Commencement de tristesse dans l'armée. — Marche difficile sur Mojaïsk et Borodino. — Disette résultant de la consommation des vivres apportés de Moscou. — L'armée traverse le champ de bataille de la Moskova. — Douloureux aspect de ce champ de bataille. — Les Russes se mettent à notre poursuite. — Difficultés que rencontre notre arrière-garde confiée au maréchal Davout. — Surprises nocturnes des Cosaques. — Ruine de notre cavalerie. — Danger que le prince Eugène et le maréchal Davout courent au défilé de Cassanow-Zaïmitché. — Soldats qui ne peuvent suivre l'armée faute de vivres et de forces pour marcher. — Formation sera l'arrière-garde d'une foule d'hommes débordés. — Mouvement des Russes pour prévenir l'armée française à Wiasma, tandis qu'une forte arrière-garde sous Mikoudowitch doit la harceler, et enlever ses traîneaux. — Combat du maréchal Davout à Wiasma, pris en tête et en queue par les Russes. — Ce maréchal se sauve d'un grand péril, grâce à son énergie et au secours du maréchal Ney. — Le 1^{er} corps, épuisé par les fatigues et les peines qu'il n'en a pu supporter, est remplacé par le 3^e corps sous le maréchal Ney, chargé désormais de couvrir la retraite. — Froids subits et commencement de cruelles souffrances. — Perte des chevaux, qui ne peuvent tenir sur la glace, et abandon d'une partie des voitures de l'artillerie. — Arrivée à Dorogobouge. — Tristesse de Napoléon, et son inaction pendant la retraite. — Nouvelles qu'il reçoit du mouvement des Russes sur sa ligne de communication, et de la conspiration de Malet à Paris. — Origine et détail de cette conspiration. — Marche précipitée de Napoléon sur Smolensk. — Désastre du prince Eugène au passage du Vop, pendant la marche de ce prince sur Witebsk. — Il rejoint la grande armée à Smolensk. — Napoléon, apprenant à Smolensk que le maréchal Saint-Cyr a été obligé d'évacuer Polotsk, que le prince de Schwarzenberg et le général Requier se sont laissés tromper par l'amiral Tchitchoukoff, lequel s'avance sur Minsk, se hâte d'arriver sur la Bérésina, afin d'échapper au péril d'être enveloppé. — Départ successif de son armée en trois colonnes, et rencontre avec l'armée russe à Krasnoé. — Trois jours de bataille autour de Krasnoé, et séparation du corps de Ney. — Marche extraordinaire de celui-ci pour rejoindre l'armée. — Arrivée de Napoléon à Orscha. — Il apprend que Tchitchoukoff et Wittgenstein sont près de se réunir sur la Bérésina, et de lui couper toute retraite. — Il s'empresse de se porter sur le bord de cette rivière. — Grande délibération sur le choix du point de passage. — Au moment où l'on désespérait d'en trouver

na, le général Corbincou arrive miraculeusement, poursuivi par les Russes, et découvre à Studianka un point où il est possible de passer la Bérésina. — Tous les efforts de l'armée dirigés sur ce point. — Admirable dévouement du général Elblé et du corps des pontonniers. — L'armée emploie trois jours à traverser la Bérésina, et pendant ces trois jours combat l'armée qui veut l'arrêter en tête pour l'empêcher de passer, et l'armée qui l'attaque en queue afin de la jeter dans la Bérésina. — Vigueur de Napoléon, dont le génie tout entier s'est réveillé devant ce grand péril. — Lutte héroïque et scène épouvantable auprès des ponts. — L'armée, sauvée par miracle, se porte à Smorgoni. — Arrivé en cet endroit, Napoléon, après avoir délibéré sur les avantages et les inconvénients de son départ, se décide à quitter l'armée clandestinement pour retourner à Paris. — Il part le 5 décembre dans un traîneau, accompagné de M. de Caulaincourt, du maréchal Duroc, du comte Lobau, et du général Lefebvre-Desnoëttes. — Après son départ, la désorganisation et la subite augmentation du froid achèvent la ruine de l'armée. — Évacuation de Wilna et arrivée des états-majors à Koenigsberg sans un soldat. — Caractères et résultats de la campagne de 1812. — Véritables causes de cet immense désastre.

345 à 681

LIVRE QUARANTE-SIXIÈME.

WASHINGTON ET SALAMANQUE.

Événements qui se passaient en Europe pendant l'expédition de Russie. — Situation difficile de l'Angleterre; détresse croissante du commerce et des classes ouvrières; désir général de la paix. — Assassinat de M. Perceval, principal membre du cabinet britannique. — Sans la guerre de Russie, cette mort, quoique purement accidentelle, aurait pu devenir l'occasion d'un changement politique. — À tous les maux qui résultaient pour l'Angleterre du blocus continental s'ajoute le danger d'une guerre imminente avec l'Union américaine. — On en était restées les questions de droit maritime entre l'Europe et l'Amérique. — Renonciation de la part des Américains au système de non-intercourse, en faveur des puissances qui leur restitueront les légitimes droits de la neutralité. — Saisissant cette occasion, Napoléon promet de révoquer les décrets de Berlin et de Milan, si l'Amérique obtient le rappel des ordres du conseil, ou si à défaut elle fait respecter son pavillon. — L'Amérique accepte cette proposition avec empressement. — Négociation qui dure plus d'une année pour obtenir de l'Angleterre la révocation des ordres du conseil. — Entêtement de l'Angleterre dans son système, et refus des propositions américaines, fondé sur ce que la révocation des décrets de Berlin et de Milan n'est pas sincère. — Puériles contestations de la diplomatie britannique sur ce sujet. — Napoléon ne se bornant plus à une simple promesse de révocation, rend le décret du 28 avril 1811, par lequel les décrets de Berlin et de Milan sont, par rapport à l'Amérique, révoqués purement et simplement. — L'Angleterre contestant encore un fait devenu évident, les Américains sont disposés à lui déclarer la guerre. — Dernières hésitations de leur part dues aux procédés malentendus de Napoléon, et aux dispositions des divers partis en Amérique. — État de ces partis. — Fédéralistes et républicains. — Le président Madison. — La guerre résolue d'abord pour 1811 est remise à 1812. — Les violences redoublées de l'Angleterre, et surtout la presse exercée sur les matelots américains, décident enfin le gouvernement de l'Union. — Le président Madison propose une suite de mesures militaires. — Vive agitation dans le congrès, et déclaration de guerre à l'Angleterre. — Importance de cet événement, et conséquences qu'il aurait pu avoir sans le désastre de Russie, et sans les événements d'Espagne. — État de la guerre dans la Péninsule. — Dégoût croissant de Napoléon pour cette guerre. — Situation dans laquelle il avait laissé les choses en partant pour la Russie, et résolution qu'il avait prise de déléguer le commandement en chef au roi Joseph. — Comment ce commandement avait été accepté dans les diverses armées qui occupaient la Péninsule. — État des armées du nord, de Portugal, du centre, d'Andalousie et d'Aragon. — Résistance à l'autorité de Joseph dans tous les états-majors,

excepté dans celui de l'armée de Portugal, qui avait besoin de lui. — Projets de lord Wellington, évidemment dirigés contre l'armée de Portugal. — Joseph, éclairé par le maréchal Jourdan, son major général, discerne parfaitement le danger dont on est menacé, et le signale aux deux armées du nord et d'Andalousie, qui sont seules en mesure de secourir efficacement l'armée de Portugal. — Refus des généraux Dorsenne et Caffarelli, qui sont successivement appelés à commander l'armée du nord. — Refus du maréchal Soult, commandant en Andalousie, et ses longues contestations avec Joseph. — Situation grave et difficile de l'armée de Portugal, placée sous l'autorité du maréchal Marmont. — Opérations préliminaires de lord Wellington au printemps de 1812. — Voulant empêcher les armées d'Andalousie et de Portugal de se porter secours l'une à l'autre, il exécute une surprise contre les ouvrages du pont d'Almaraz sur le Tage. — Enlèvement et destruction de ces ouvrages par le général Hill les 18 et 19 mai. — Après ce coup hardi, lord Wellington passe l'Aguéda dans les premiers jours de juin. — Sa marche vers Salamanque. — Retraite du maréchal Marmont sur la Tormès. — Attaque et prise des forts de Salamanque. — Retraite du maréchal Marmont derrière le Douro. — Situation et force des deux armées en présence. — Le maréchal Marmont, après avoir appelé à lui la division des Asturies, et réuni environ quarante mille hommes, n'attendant plus de secours ni de l'armée du nord, ni de celle d'Andalousie, ni même de celle du centre, se décide à repasser le Douro, afin de forcer les Anglais à rétrograder. — Il espère les éloigner par ses manœuvres, sans être exposé à leur livrer bataille. — Passage du Douro, marche heureuse sur la Tormès, et retraite des Anglais sous Salamanque, à la position des Arapiles. — Le maréchal Marmont essaye de manœuvrer entre autour de la position des Arapiles, afin d'obliger lord Wellington à rentrer en Portugal. — Au milieu de ces mouvements hasardés, les deux armées s'abordent, et en venant aux mains. — Bataille de Salamanque, livrée et perdue le 22 juillet. — Le maréchal Marmont, gravement blessé, est remplacé par le général Clausel. — Funestes conséquences de cette bataille. — Pendant qu'on le livrait, le roi Joseph, qui n'avait pu décider les diverses armées à secourir celle de Portugal, avait pris le parti de la secourir lui-même, mais sans l'en avertir à temps. — Inutile marche de Joseph sur Salamanque à la tête d'une force de trois à quatre mille hommes. — Il passe quelques jours au delà du Goadarrama, afin de ralentir les progrès de lord Wellington, et de dégager l'armée de Portugal vivement poursuivie. — Grâce à sa présence et à la vigueur du général Clausel, on sauve les débris de l'armée de Portugal qu'on recueille aux environs de Valladolid. — État moral et matériel de cette armée, toujours malheureuse malgré sa vaillance. — Profond chagrin de Joseph menacé d'avoir bientôt les Anglais dans sa capitale. — N'ayant plus d'autre ressource, il ordonne, d'après le conseil du maréchal Jourdan, l'évacuation de l'Andalousie. — Ses ordres impératifs au maréchal Soult. — Après avoir poursuivi quelques jours l'armée de Portugal, lord Wellington, ne résistant pas au désir de faire à Madrid une entrée triomphale, abandonne la poursuite de cette armée, et pénètre dans Madrid le 12 août. — Joseph, obligé d'évacuer sa capitale, se retire vers la Mancha, et, désespérant d'être rejoint à temps par l'armée d'Andalousie, se réfugie à Valence. — Horribles souffrances de l'armée du centre et des familles fugitives qu'elle traîne à sa suite. — Elle trouve heureusement bon accueil et abondance de toutes choses auprès du maréchal Suchet. — Le maréchal Soult, averti par Joseph de sa retraite sur Valence, se décide enfin à évacuer l'Andalousie, et prend la route de Murcie pour se rendre à Valence. — Dépêches qu'il adresse à Napoléon afin d'expliquer sa conduite. — Hasard qui fait tomber ces dépêches dans les mains de Joseph. — Irritation de Joseph. — Son entrevue avec le maréchal Soult à Fontvieille du Hignero le 3 octobre. — Conférence avec les trois maréchaux Jourdan, Soult et Suchet sur le plan de campagne à suivre pour reconquérir Madrid, et rejeter les Anglais en Portugal. — Avis des trois maréchaux. — Sagacité du plan proposé par le maréchal Jourdan, et adoption de ce plan. — Les deux armées d'Andalousie et du centre réunies marchent sur Madrid vers la fin d'octobre. — Temps perdu par lord Wellington à Madrid; sa tardive apparition devant Burgos. — Bello résistance de la garnison de Burgos. — L'armée de Portugal renforcée oblige lord Wellington à lever le siège de Burgos. — Alarme de la concentration de forces dont il est menacé,

lord Wellington se retire de nouveau sous les murs de Salamanque, et y prend position. — Pendant ce temps Joseph, arrivé sur le Tage avec les armées du centre et d'Andalousie réunies, chasse devant lui le général Hill, l'empêchant de Madrid, rentre dans cette capitale le 2 novembre, et en part immédiatement pour se mettre à la poursuite des Anglais. — Son arrivée le 6 novembre au delà du Guadarrama. — L'armée de Portugal, qui s'était arrêtée sur les bords du Douro, se joint à lui. — Réaction de plan de quatre-vingt mille Français, les meilleurs soldats de l'Europe, devant lord Wellington à Salamanque. — Heureuse occasion de venger nos malheurs. — Plan d'attaque proposé par le maréchal Jourdan, approuvé par tous les généraux, et refusé par le maréchal Soult. — Joseph, craignant qu'un plan désapprouvé par le général de la principale armée ne soit mal exécuté, renonce au plan du maréchal Jourdan, et laisse au maréchal Soult le choix et la responsabilité de la conduite à tenir. — Le maréchal Soult passe la Tormès à ne autre point que celui qu'indiquait le maréchal Jourdan, et veut s'échapper l'armée anglaise. — Lord Wellington n'ayant que quarante mille Anglais et tout au plus vingt mille Portugais et Espagnols, enveloppé par plus de quatre-vingt mille Français, réussit à se retirer sain et sauf en Portugal. — Juste mécontentement des trois armées françaises contre leurs chefs, et leur entrée en confinement. — Retour de Joseph à Madrid. — Fâcheuses conséquences de cette campagne, qui, s'ajoutant au désastre de Moscou, aggravent la situation de la France. — Joie en Europe, surtout en Allemagne, et soulèvement inné des esprits à l'aspect des malheurs imprévus de Napoléon. 682 à 703

LIVRE QUARANTE-SEPTIÈME.

LES COHORTES.

Rapide voyage du Napoléon. — Il ne se fait connaître qu'à Varsovie et à Dresde, et seulement des ministres de France. — Arrivée sabbat à Paris le 18 décembre à minuit. — Réception le 19 des ministres et des grands dignitaires de l'Empire. — Napoléon prend l'attitude d'un souverain offensé, qui a des reproches à faire au lieu d'en recevoir, et affecte d'attacher une grande importance à la conspiration du général Malet. — Réception solennelle du Sénat et du Conseil d'État. — Violente invective contre l'idéologie. — Afin d'attirer l'attention publique sur l'affaire Malet, et de la détourner des événements de Russie, on défère au Conseil d'État M. Frochot, préfet de la Seine, accusé d'avoir manqué de présence d'esprit le jour de la conspiration. — Ce magistrat est condamné, et privé de ses fonctions. — Napoléon, frappé du danger que court sa dynastie, s'il venait à être tué, songe à instituer d'avance la régence de Marie-Louise. — L'archichancelier Cambacérès chargé de préparer au sénatus-consulte sur cet objet. — Soins plus importants qui absorbent Napoléon. — Activité et génie administratif qu'il déploie pour réorganiser ses forces militaires. — Ses projets pour la levée de nouvelles troupes, et pour la réorganisation des corps presque entièrement détruits en Russie. — Il reçoit des bords de la Vistule des nouvelles qui le démontrent sur la situation de la grande armée, et qui lui prouvent que le mal depuis son départ a dépassé toutes les prévisions. — Joie des Prussiens lorsqu'ils acquièrent la connaissance entière de nos désastres. — À leur joie succède une violence de passion innée contre nous. — Arrivée de l'empereur Alexandre à Wilna, et son projet de se présenter comme le libérateur de l'Allemagne. — Actives menées des réfugiés allemands réunis autour de sa personne. — Efforts tentés auprès du général d'York, commandant le corps prussien auxiliaire. — Ce corps en retraite de Riga sur Tilsit abandonne le maréchal Macdonald, et se livre aux Russes. — Dangers du maréchal Macdonald resté avec quelques mille Polonais au milieu des armées ennemies. — Il parvient à se retirer sain et sauf sur Tilsit et Lohiau. — Le quartier général français évacue Königsberg, et se replie du Niémen sur la Vistule. — Macdonald et Ney, l'un avec la division polonaise Grandjean, l'autre avec la division Houdelet, courent comme ils peuvent cette évacuation précipitée. — Officiers, généraux et cadres vides courant sur Dantzic et Thorn. — Il ne reste au quartier

général que neuf à dix mille hommes de toutes nations et de toutes armes, pour résister à la poursuite des Russes. — Murat démoralisé se retire à Posen, et finit par quitter l'armée en laissant le commandement au prince Eugène. — Effet que produit dans toute l'Allemagne la défection du général d'York. — Mouvement extraordinaire d'opinion accompagné par les sociétés secrètes, et voté unanime de se réunir à la Russie contre la France. — Immense popularité de l'empereur Alexandre. — Premières impressions du roi de Prusse, et son empressement à désavouer le général d'York. — Son embarras entre les engagements contractés envers la France, et la contrainte qu'exerce sur lui l'opinion publique de l'Allemagne. — Il se retire en Silésie, et prend une sorte de position intermédiaire, d'où il propose certaines conditions à Napoléon. — Contre-coup produit à Vienne par le mouvement général des esprits. — Situation de l'empereur François qui a marié sa fille à Napoléon, et de M. de Metterroich qui a cussillé ce mariage. — Leur crainte de s'être trompés en adoptant trop tard la politique d'alliance avec la France. — Désir de modifier cette politique, et de s'entremettre entre la France et la Russie, afin d'amener la paix, et de profiter des circonstances pour rétablir l'indépendance de l'Allemagne. — Sages conseils de l'empereur François et de M. de Metternich à Napoléon, et offre de la médiation autrichienne. — Comment Napoléon reçoit ces nouvelles arrivant tout à coup à Paris. — Il donne un nouveau développement à ses plans pour la reconstitution des forces de la France. — Emploi des cohortes. — Levée de cinq cent mille hommes. — Napoléon convoque un conseil d'affaires étrangères pour lui soumettre ces mesures, et le consulter sur l'attitude à prendre à l'égard de l'Europe. — Sans repousser la paix, Napoléon veut en parler, en laisser parler, mais ne la conclure qu'après des victoires qui lui rendent la situation qu'il a perdue. — Diversité des opinions qui se produisent autour de lui. — La majorité se prononce pour de grands armements, et en même temps pour de promptes négociations par l'entremise de l'Autriche. — Napoléon, à qui il convient de négocier pendant qu'il se prépare à combattre, accepte la médiation de l'Autriche, mais en indiquant des bases de pacification qui ne sont pas de nature à lui concilier cette puissance. — Réponse peu encourageante adressée à la Prusse. — Immense activité administrative déployée pendant ces négociations. — État de l'opinion publique en France. — On déplore les fautes de Napoléon, mais on est d'avis de faire un grand et dernier effort pour repousser l'ennemi, et de conclure ensuite la paix. — Aux levées ordonnées se joignent des dons volontaires. — Emploi que fait Napoléon des 500 mille hommes mis à sa disposition. — Réorganisation des corps de l'ancienne armée sous les maréchaux Davout et Victor. — Création, au moyen des cohortes et des régiments provinciaux, de quatre corps nouveaux, un sur l'Elbe, sous le général Lauriston, deux sur le Rhin, sous les maréchaux Ney et Marmont, un en Italie, sous le général Bertrand. — Réorganisation de l'artillerie et de la cavalerie. — Moyens financiers imaginés pour suffire à ces vastes armements. — Napoléon, tandis qu'il s'occupe de ces préparatifs, veut faire quelque chose pour ramener les esprits, et songe à terminer ses démêlés avec le Pape. — Translation du Pape de Savone à Fontainebleau. — Napoléon y envoie les cardinaux de Bayane et Manry, l'archevêque de Tours et l'évêque de Nantes, pour préparer Pie VII à une transaction. — Le Pape déjà d'accord avec Napoléon sur l'institution canonique, est disposé à accepter un établissement à Avignon, pourvu qu'on ne le force pas à résider à Paris. — Lorsqu'on est près de s'entendre, Napoléon se transporte à Fontainebleau, et par l'ascendant de sa présence et de ses entretiens décide le Pape à signer le Concordat de Fontainebleau, qui consacre l'abandon de la puissance temporelle du Saint-Siège. — Fêtes à Fontainebleau. — Grâces prodiguées au clergé. — Rappel des cardinaux exilés. — Les cardinaux revenus auprès du Pape lui inspirent le regret de ce qu'il a fait, et le disposent à ne pas exécuter le Concordat de Fontainebleau. — Napoléon feint de ne pas s'en apercevoir. — Content de ce qu'il a obtenu, il convoque le Corps législatif, et lui annonce ses résolutions. — Marche des événements en Allemagne. — Enthousiasme croissant des Allemands. — Le roi de Prusse, dominé par ses sujets, se montre fort irrité des refus de Napoléon, et s'éloigne de plus en plus de notre alliance. — Les Russes, quoique partagés sur la convenance militaire d'une nouvelle marche en avant, s'y décident par le désir d'entraîner le roi de Prusse. — Ils s'avancent sur l'Oder, et

obligent le prince Eugène à évacuer successivement Posen et Berlin. — Nouveau mouvement rétrograde des armées françaises, et leur établissement définitif sur la ligne de l'Elbe. — Le roi de Prusse séparé des Français, et entouré des Russes, se livre à ceux-ci, et rompt son alliance avec la France. — Traité de Kalisch. — Arrivée d'Alexandre à Breslau, et son entrevue avec Frédéric-Guillaume. — Effet produit en Allemagne par la défection de la Prusse. — Insurrection de Hambourg. — Demi-défection de la cour de Saxe, et retraite de cette cour à Ratisbonne. — Influence de ces nouvelles à Vienne. — Le peuple autrichien fort ému commence lui-même à demander la guerre contre la France. — La cour d'Autriche, ferme dans sa résolution de rétablir sa situation et celle de l'Allemagne sans s'exposer à la guerre, s'efforce de résister à l'entraînement des esprits, et d'amener la France à une transaction. — Conseils de M. de Metterioch. — Napoléon, peu troublé par ces événements, profite de l'occasion pour demander de nouvelles lettes. — Sa manière de répondre aux vives de l'Autriche. — Ne tenant aucun compte des desirs de cette puissance, il lui propose de détruire la Prusse, et d'en prendre les dépoilles. — Choix de M. de Narbonne pour remplacer à Vienne M. Otto, et y faire goûter la politique de Napoléon. — Napoléon avant de quitter Paris se décide à confier la régence à Marie-Louise, et à lui déléguer le gouvernement intérieur de la France. — Ses entretiens avec l'archichancelier Cambacérès sur ce sujet, et ses pensées sur sa famille et l'aveoir de son fils. — Cérémonie solennelle dans laquelle il investit Marie-Louise du titre de régente. — Avant de partir il a le temps de voir le prince de Schwarzenberg, dont il écoute à peine les communications. — Confiance dont il est plein. — Chagrin de l'Impératrice. — Départ pour l'armée. 764 à 895

GRAVURES

CONTENUES DANS LE TOME SIXIÈME.

	Pages
Le Roi de Rome.	au titre
Passage du Niémen.	311
Les enfants de Paris au combat de Witebsk.	391
L'armée française devant Moscou.	515
Retraite de Russie.	609
Le maréchal Ney.	624
Passage de la Bérézina.	654
Le général Bertrand.	823



576347



CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Cette nouvelle édition de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire* formera 7 volumes grand in-8° imprimés sur jésus vélin superfine.

Soixante-dix belles gravures sur acier seront jointes à cette édition.

L'ouvrage complet (texte et gravures) sera publié en 240 livraisons à 25 centimes.

Il paraît une ou deux livraisons le samedi de chaque semaine.

Prix de chaque volume avec gravures, 10 francs.

Le même ouvrage se vend également par demi-volume au prix de 5 fr.

Les Éditeurs ayant pris l'engagement de donner l'ouvrage complet pour soixante francs, les deux derniers volumes (tomes 6 et 7) seront livrés aux souscripteurs au prix de cinq francs chaque volume.

Ces deux tomes se vendent aussi par demi-volume au prix de 2 fr. 50 c.

ON SOUSCRIT A PARIS,

CHEZ PAULIN, LIBRAIRE-ÉDITEUR, 60, RUE RICHELIEU :

CHEZ TOUS LES LIBRAIRES DE PARIS ET DES DÉPARTEMENTS,

et spécialement chez

MARTIGNON, rue de Grenelle-Saint-Honoré, 14;
DUTERTRE, passage Bourg-l'Abbé.

POURREAU, rue de la Harpe, 82.
PAUL MASGAXA, galerie de l'Odéon.



Digitized by Google

